LA REVUE DE PARIS

LA

REVUE DE PARIS

VINGT-SEPTIÈME ANNÉE

TOME TROISIÈME

Mai-Juin 1920

PARIS
BUREAUX DE LA REVUE DE PARIS
85 bis, FAUBOURG SAINT-HONORÉ, 85 bis

—

1920



SENTIMENTS

A L'ÉGARD DE L'ALLEMAGNE

En 1873, à Berlin, je rencontrai chez le commandant prince de Polignac, attaché militaire de France, un capitaine de la garde royale prussienne nommé Ragoda von Biberstein. Le commandant et le capitaine se voyaient fréquemment et ils y prenaient plaisir. Comme M. de Polignac, M. de Biberstein était d'antique noblesse; son nom slave Ragoda prouve que sa famille habitait le Brandebourg avant que les Allemands fissent la conquête de ce pays, il y a six ou sept siècles. Un jour, après un déjeuner où le vin de Champagne avait égayé le capitaine — à qui était familière cette sorte de gaîté —, M. de Polignac lui dit en souriant que les Hohenzollern, n'étant arrivés en Brandebourg qu'au xve siècle, pourraient bien être des usurpateurs, et que, si l'on tenait compte des droits de la naissance, c'était lui, Ragoda, qui devrait être roi de Prusse et empereur d'Allemagne. Sur quoi, le capitaine éclata d'un énorme rire.

Tous les deux étaient des esprits cultivés. Ils parlaient plusieurs langues. M. de Biberstein connaissait notre littérature; il admirait Molière en fin connaisseur. Quant au prince, son étonnante mémoire gardait les fruits d'une lecture immense en diverses langues. Un jour que nous nous promenions *sous les Tilleuls*, il me récita des vers de l'*Odyssée*.

Tous les deux étaient des esprits très libres. Le prince,

respectueux de l'idée monarchique comme il convenait à son nom, ne croyait pas qu'il fût possible de restaurer la royauté en France. M. de Biberstein, tout fier qu'il fût de sa qualité d'officier prussien, rêvait d'un avenir de paix entre les hommes. Pour propager son pacifisme, il projetait la publication d'un journal en quatre langues, *quadrilingue* comme il disait.

Dès ma première rencontre avec lui, le capitaine m'intéressa; mais ce jour-là, je ne sais plus à quel propos, peut-être à propos de rien, il se mit à me parler de la guerre de 1870; brusquement, je détournai la conversation. Quelques jours après, il vint me voir à l'hôtel et de nouveau me parla de la guerre; je lui dis alors: « Monsieur le capitaine, l'autre jour, chez M. de Polignac, j'ai refusé de vous suivre sur ce terrain. Ne l'avez-vous pas remarqué? Je suis content d'avoir fait votre connaissance; mais, si vous le voulez bien, il y a un sujet de conversation que nous éviterons scrupuleusement : la guerre. » Le sourcil du capitaine exprima l'étonnement et la contrariété.

M. de Biberstein, qui était en garnison à Potsdam, nous invita, M. de Polignac et moi, à aller dîner chez lui. Nous arrivâmes vers quatre heures. Il vint nous chercher à la gare, et nous conduisit dans une brasserie, pour y manger quelque chose — *um etwas zu geniessen*, avant le dîner. Ce fut un goûter si plantureux que je me demandai comment je ferais pour dîner. Le capitaine me proposa un tir à la carabine; c'était un des jeux aménagés dans le vaste jardin de la brasserie. J'acceptai; nous allâmes au tir; je pris une carabine, on leva une cible : c'était l'image d'un chasseur à pied français; je jetai la carabine. M. de Biberstein s'excusa : « Je ne savais pas », me dit-il.

En arrivant chez lui, mon visage gardait l'expression d'une mauvaise humeur que notre hôte s'efforça de dissiper par un redoublement d'amabilité. Mais, en m'asseyant à table, je vis devant moi une bouteille de vin de Moselle, ornée d'une brillante étiquette où une grande et grosse Germanie couronnée, la bouche ouverte, brandissant un énorme sabre, chantait qu'elle saurait bien garder la Moselle. Je tournai cette étiquette vers M. de Biberstein qui se leva et prit la bouteille pour la mettre devant lui.

Le dîner fut long, abondant en vivres et en paroles. M. de Polignac nous amusa en récitant certaines définitions des mots tirées d'un *Dictionnaire du soldat* en partie composé par lui. Je me rappelle : « *Sentinelle*, soldat embêté par des mouches. » Le capitaine, après s'être fait expliquer le mot, en rit follement. Il parlait, parlait, parlait. Sa température s'était élevée fort au-dessus de la moyenne.

Il nous reconduisit à la gare où il nous déclara qu'il allait nous accompagner jusqu'à Berlin, ne voulant pas nous quitter si vite, et qu'il rentrerait à Potsdam par le dernier train. Dans le compartiment, il s'assit bien en face de moi ; à peine étions-nous en marche, qu'il me disait : « Je vous tiens ; vous ne pouvez pas m'échapper. Eh bien, nous allons parler de la guerre ! » M. de Polignac me fit signe de me résigner. « Soit, dis-je au capitaine, à cause de l'état un peu exceptionnel où vous vous trouvez, je veux bien, et je vous écoute. »

Il commença : « Quand deux peuples se font la guerre, il y en a un qui est vainqueur et l'autre qui est vaincu. Vous avez été vainqueurs bien souvent, vous avez été vaincus cette fois-ci ; peut-être vous serez vainqueurs la fois prochaine, surtout si vous réformez votre artillerie. » Je l'interrompis : « Nous la réformerons. » Nouveau signe de M. de Polignac. Je me tus. Le capitaine, après une pause, reprit : « Quand deux peuples qui se font la guerre sont voisins l'un de l'autre, l'armée la plus forte entre sur le territoire ennemi. Dieu sait combien de fois vous êtes entrés chez nous ! Mais entrer chez les autres vous semble la chose la plus naturelle du monde ; quand, au contraire, on entre chez vous, vous appelez cela Invasion, avec un *i* majuscule. »

Un afflux de raisons me vint à l'esprit. Je voulus expliquer au spirituel capitaine les sentiments que la guerre de 1870 laissait dans nos cœurs ; sans doute les revers avaient été très sensibles à notre amour-propre, mais le traité de Francfort offensait en nous autre chose et plus que notre orgueil ; la guerre n'a plus, en ce siècle, tous les droits qu'elle possédait jadis, et dont elle a usé et abusé pendant des siècles et des siècles ; bref, je voulais parler de l'Alsace ; mais je pensai que ce serait du temps perdu. M. de Polignac me regardait avec quelque inquiétude, et les lumières multipliées annonçaient l'approche

de Berlin. Je me contentai de répondre : « J'aurais bien des choses à dire, mais je ne vous les dirai pas, même quand vous serez revenu à votre état normal, car vous ne me comprendriez jamais. Et c'est cela qui est grave pour l'avenir de nos deux peuples. »

Nous nous séparâmes amicalement, et jamais plus, M. de Biberstein et moi, nous n'avons reparlé de la guerre.

***

Pas plus que les Allemands d'alors, ceux d'aujourd'hui ne comprennent nos sentiments à leur égard. La preuve en est dans les lettres que des officiers allemands ont écrites ces temps-ci aux Français qui les ont logés dans nos provinces envahies. J'ai sous les yeux un certain nombre de ces lettres. Plusieurs des signataires sont assurément de braves gens. Voici, par exemple, un capitaine, qui porte un nom aristocratique connu ; il a été pendant deux ans l'hôte du maire d'un gros bourg que nous appellerons, si vous voulez, La Neuville. Il a épargné aux maîtres de la maison, autant qu'il dépendait de lui et sans manquer à son devoir d'officier allemand, maintes vilenies et tracasseries imaginées par une *Kommandantur* odieuse. Il s'est montré très humain et vraiment chrétien. Une première lettre de lui est écrite de Belgique où son régiment avait été transféré, six mois avant l'armistice. Elle est datée du 11 novembre 1918.

« Cher monsieur, très chère madame,

» Nous sommes le 11 novembre. Je pleure le sort de mon pays. L'armistice si longtemps désiré est là ; et seule l'idée que cette terrible lutte, qui semblait ébranler l'univers, va finir, qu'enfin de nouvelles larmes ne se joindront plus à celles qui ont coulé, cette idée seule me console et me donne la force de continuer à vivre et à travailler pour ma patrie. Quel soulagement si vous étiez près de moi et si je pouvais vous dire de mes souffrances... L'histoire va son chemin et j'ai la conviction que l'être suprême au-dessus des étoiles nous mène notre chemin. Tout est voulu ; il faut s'incliner... »

Il ne sait trop ce qu'il va devenir : « Mes jours en Belgique sont comptés; je me demande comment on réussira de s'en aller. » Mais il voudrait bien trouver le moyen de retourner bientôt à La Neuville. Peut-être, dit-il, « on aurait besoin de moi officiellement comme interprète et personne connaissant bien l'histoire et les événements qui concernent l'invasion de La Neuville de 1914 à 1918. Je vous prie de faire le nécessaire et de disposer de moi. L'idée de pouvoir aider à réparer les malheurs de quatre terribles années me semble belle. Non seulement je pourrai peut-être, en éclaircissant certaines affaires, rendre service à vos habitants, mais remplir mon devoir d'officier allemand. »

La réponse se fit attendre quelques mois, enfin elle arriva, très courtoise. Tout de suite, le capitaine récrivit : « Quelle joie ! quel plaisir ! Enfin une lettre de La Neuville, enfin les nouvelles si ardemment désirées depuis près d'un an ! » Mais il s'aperçoit qu'il a un peu désappris le français ; pourtant il assiste régulièrement aux séances du nouveau cercle français qui se réunit tous les huit jours pour faire des exercices en conversation et en lecture. La réponse du maire à la proposition d'appeler le capitaine à La Neuville n'avait pas été encourageante. Il insiste pourtant, il sollicite encore l'intervention de la municipalité auprès du Gouvernement français. Mais la correspondance en est restée là.

Le capitaine Von X... ne reverra donc pas La Neuville, au moins « officiellement ». Peut-être a-t-il compris qu'il ne devra pas y retourner officieusement. Ce n'est pas sûr, et il a vraiment eu tort d'insister comme il a fait. Mais si les sentiments qu'il a si bien exprimés étaient plus répandus parmi les officiers et le peuple d'Allemagne, comme tout serait changé ! Quelles espérances seraient permises !

Aucune autre lettre ne peut être comparée à celle du capitaine Von X. Un officier de réserve, banquier, donne de ses nouvelles, s'informe des gens de la maison, comprises Madeleine, la femme de chambre, et la cuisinière. A Berlin, il voit plusieurs camarades qu'il a connus à La Neuville; ils se réunissent de temps en temps entre eux, ils s'appellent des Neuvillois, et ils aiment à se « souvenir *des temps plus heureux* de La Neuville ». Un médecin envoie des « pictures », c'est-à-

dire des photographies ; une le montre assis dans le joli jardin ; il est là comme chez lui : en effet, ce jardin, il se l'était approprié si bien que les maîtres de la maison n'en jouissaient plus. Un autre, docteur-dentiste, salue le maire des titres de « Monseigneur » et de « Votre Excellence ». Il se souviendra toujours du « *séjour béni de La Neuville !* » Quel mot adressé à des gens qui ont souffert de la présence de l'ennemi, souffert de l'isolement, sans autres nouvelles de la patrie que les mensonges et les homélies hypocrites de la *Gazette des Ardennes*, sans nouvelles de leurs enfants, de leurs petits-enfants qui combattaient en France.

« Temps plus heureux, séjour béni ! » C'est à se demander ce qu'il y a de commun entre ces hommes et nous.

***

Il serait bon de savoir si les neutres au moins comprennent mieux que les Allemands nos sentiments à l'égard de l'Allemagne? J'ai bien peur que non.

Il existe une « Association internationale des Académies ». 180 membres de cette Association, la plupart scandinaves ou hollandais, ont adressé un manifeste « Aux membres des nations alliées et des États-Unis d'Amérique » pour les inviter à reprendre les relations internationales avec les savants des « empires centraux ».

Voici le début :

« Pendant l'automne de 1813 — une guerre acharnée sévissait depuis de longues années entre la France et l'Angleterre — le chimiste anglais Humfry Davy se rendit en Italie en passant par Paris. Les événements qui marquèrent son séjour dans la capitale de la France sont relatés par son biographe dans les lignes suivantes : « Rien ne peut égaler la cordialité et la chaleur de la réception de Davy par les savants français. » Le 2 novembre, il fut admis à une séance de la première classe de l'Institut de France ; il fut placé à la droite du président, qui annonça à la réunion qu'elle était honorée par la présence du chevalier Davy. Chaque jour, il y eut quelque

réception en son honneur. Le 13 décembre, il fut élu à l'unanimité membre de la première classe à l'Institut. »

Or, continue le manifeste, l'Académie des Sciences de Paris, dans une séance tenue en octobre 1918, a déclaré unanimement que les relations personnelles sont pour longtemps impossibles entre les savants des pays alliés et ceux des empires centraux. — « D'où peut venir ce douloureux contraste? »

Le manifeste reconnaît qu'il a été répondu à cette question dans une réunion de délégués des Académies des pays interalliés tenue à Londres, au même mois d'octobre 1918. On y lit que « la guerre jadis a souvent interrompu la coopération des individus sans détruire leur mutuelle estime, basée sur le sentiment de la valeur de la science » ; mais aujourd'hui, il n'en peut être de même. Toutes les règles de conduite imposées par la civilisation ont été violées par les ennemis de l'Entente. Sans doute la guerre est fatalement pleine de cruautés, et il faut en prendre son parti; mais rien ne peut excuser « les horreurs organisées dès l'origine, dans le seul but de terroriser les populations inoffensives ». Suit une liste de crimes allemands ; ces crimes « laisseront dans l'histoire des nations coupables une tache que ne saurait laver la simple réparation des dommages matériels. Pour restaurer la confiance sans laquelle toute collaboration fructueuse serait impossible, les empires centraux devront désavouer les méthodes politiques dont l'application a engendré les atrocités qui ont indigné le monde civilisé. »

Mais les signataires du manifeste ne sont point convaincus par cette réponse; sur la question des « atrocités », ils se récusent : « Ce n'est pas à nous de discuter ces faits », disent-ils. Pourtant nombre de ces faits sont avérés par de clairs témoignages allemands, par exemple certains ordres dûment signés par les barbares qui les donnèrent. Que le manifeste n'en veuille rien savoir, cela fait craindre que ceux qui l'ont signé n'aient pour nos ennemis un penchant secret. Soit! Passons.

Nos confrères neutres nous adjurent de reprendre les relations intellectuelles avec nos ennemis d'hier en nous rappelant les œuvres académiques internationales entreprises

avant la guerre : institut pour l'étude du cerveau, assemblage de matériaux pour servir à une Encyclopédie de l'Islam, nouvelle édition de Leibniz, catalogue des œuvres scientifiques, associations pour les études géodésiques, sismologiques, astronomiques et pour l'étude des mers profondes. D'autre part, « la science n'a pas seulement pour mission d'éclairer le monde ; elle cherche encore les moyens de rendre la vie plus supportable ». Il existe une Union sanitaire générale, deux Associations internationales pour la lutte contre le cancer et la tuberculose, un Institut international d'agriculture, où l'on étudie les maladies des plantes pour en trouver les remèdes. Est-ce que toutes ces œuvres vont être abandonnées? « Une lourde dette de haine et de vengeance attend d'être amortie, mais cet amortissement ne peut se faire qu'en invitant tous les hommes sans exception à participer aux œuvres d'amour et de sincérité. » Tous, souvenons-nous de cette parole dite par Ampère mourant à un de ses collaborateurs : « Il ne doit être question entre nous que de ce qui est éternel. »

Voilà certes un émouvant appel et une vue superbe d'un admirable avenir : collaborer à des œuvres qui ont pour objet l'étude de l'intelligence et de la nature, et, d'autre part, la lutte contre des fléaux, communs ennemis du genre humain. Chaque peuple y apporte les aptitudes particulières de son esprit, de son génie. Un jour, on apprendra que tels et tels problèmes scientifiques sont résolus, que telles et telles vérités sont acquises, qu'une hypothèse nouvelle est proposée, ou bien que le cancer est tué, tuée la tuberculose, et les cloches, dans tous les pays de la terre, salueront ces victoires.

Dans l'extraordinaire moment où nous vivons, toutes les possibilités peuvent être admises. Que l'humanité un jour soit réconciliée, qu'amie d'elle-même elle travaille à l'amélioration de sa vie, cela n'est pas impossible, ce n'est pas même improbable, et, que cela soit souhaitable, personne ne le niera. Mais revenons à la question précise : faut-il, dès maintenant, que des savants des pays alliés, ou, pour ne parler que de nous, des savants français se rencontrent avec des savants d'Allemagne dans des congrès scientifiques, comme avant la guerre, comme si de rien n'était? Non, pour des raisons que je vais dire.



En 1916, nous avons, mon collègue et ami Charles Andler et moi, recherché les idées inspiratrices de la doctrine allemande[1] sur la guerre.

Ces idées sont au nombre de trois.

1° L'Allemagne ne peut continuer à vivre dans l'étroitesse du cadre où elle est enfermée. Son sol ne suffit pas à nourrir son peuple. Ce peuple, qui était autrefois agricole, est devenu surtout manufacturier. La science de ses laboratoires dirigeant le travail de ses métiers, ce pays surpeuplé est devenu un pays surproduisant. Il lui faut trouver de la place pour son surcroît d'hommes, et des marchés pour son surcroît de marchandises. L'Allemagne est nécessairement « tentaculaire ». Ses forces économiques « doivent être mises en marche comme l'armée et comme la flotte qui ne font qu'un avec elles ».

2° La guerre est voulue par Dieu et par la Nature. Sans doute Dieu a défendu de tuer : « Tu ne tueras pas » ; mais il ne faut pas prendre à la lettre cette interdiction ; dans l'Ancien Testament, les guerres saintes et justes sont célébrées d'un ton lyrique. « La guerre, disait Luther, est aussi nécessaire à l'homme que le boire et le manger. » Quant à la Nature, la lutte du fort contre le faible et l'extermination de celui-ci par celui-là en est « l'inéluctable loi ».

3° L'Allemagne doit gouverner le monde pour le plus grand bien de l'humanité. L'histoire humaine se divise en trois périodes : hellénisme, romanisme, germanisme. Au *Römertum* a succédé immédiatement le *Germanentum*. Mais, si l'Allemagne succède à Rome, c'est pour faire autre chose et mieux qu'elle. Elle a repensé les civilisations antiques en gardant intact le génie de sa race si supérieur à tous les autres génies. Elle est l'institutrice nécessaire de l'humanité présente et à venir. Sa mission est de « sauver le monde ».

De ces trois idées conjointes, la première — nécessité que l'Allemagne élargisse sa place dans le monde — est une cause de guerre à elle seule suffisante ; les deux autres fortifient cette idée ; la guerre n'est pas seulement un acte obligatoire

1. *Pratique et doctrine allemandes de la guerre.* (Dans la série des *Études et documents sur la guerre.* Paris, Armand Colin.)

d'égoïsme national; elle est ennoblie, sanctifiée; les guerriers d'Allemagne, quand ils prennent les armes, obéissent à une loi divine et naturelle, qui condamne l'humanité à la guerre, et ils secondent le dessein de la Providence qui veut, par la victoire allemande, sauver l'humanité.

Or, à l'établissement de cette terrible doctrine ont contribué, autant et plus que les militaires, des savants, des « académiciens » d'Allemagne, appartenant à plusieurs générations.

1. Qui a réclamé pour l'Allemagne le droit à des « tentacules »? Qui fait un devoir à l'armée et à la flotte allemandes de soutenir les forces économiques ? C'est le professeur Lamprecht, lequel exprime l'opinion de nombreux universitaires.

2. Qui refuse de prendre au sérieux le : « Tu ne tueras pas » du Décalogue ? C'est le professeur Treitschke, lequel, en déclarant « inéluctable » la destruction du faible par le fort, exprime, lui aussi, l'opinion de nombreux universitaires.

3. Qui présente comme article de foi le droit de l'Allemagne à la domination universelle? Ici des citations sont nécessaires, qui montreront la constance de la foi en ce dogme, pendant un siècle et plus.

Fichte parle *an die deutsche Nation* au moment où elle va se soulever contre Napoléon :

« Des races encore à venir vous supplient ; l'étranger, dans les terres lointaines, vous supplie; ceux-ci et tous les âges de l'humanité à venir ont foi et vous supplient de veiller soigneusement contre la possibilité que, dans la grande confédération d'une humanité nouvelle, disparaisse le membre qui pour leur existence est le plus important de tous. C'est vous qui, de toutes les nations modernes, avez spécialement reçu en dépôt les germes de la perfection humaine, et à qui le premier rôle dans leur développement a été confié. Si vous succombez, l'humanité succombe avec vous, sans espoir d'une rénovation future. »

Au milieu du siècle dernier, Giesebrecht, l'historien du Saint-Empire, célébrant la gloire du nom allemand au temps impérial, affirme que l'Allemagne est une nation d'élite, une race noble et qu'elle doit à cause de cela agir sur ses voisins « comme tout homme doué de plus d'esprit a le droit d'agir sur les individus moins bien doués qui l'entourent ».

Arrivons à nos jours : Lamprecht célèbre la beauté d'un avenir que l'Allemagne remplira du fruit de sa culture ; cet avenir, dit-il, nous est promis « par la volonté qu'ont ensemble les Allemands d'élever le monde à toute noblesse et à toute perfection ». Gierke s'extasie devant la beauté de la prochaine victoire allemande : « Les aveugles verront, les sourds entendront, tous les peuples, qu'ils le veuillent ou non, comprendront que la culture allemande est la plus vraie, la plus forte en racine, le mode le plus nécessaire de la culture universelle. »

Universitaire aussi est ce prédicateur qui, annonçant que l'heure de la mission mondiale a sonné, demandait à son auditoire : « Y sommes-nous préparés? Voulons-nous être le marteau que Dieu brandit ? » Et saluant les soldats d'Allemagne, il disait : « En eux, nous pouvons le déclarer hardiment, Dieu est à l'ouvrage. »

Encore une fois, ces propos sont choisis entre beaucoup[1]. Mais les intellectuels d'Allemagne ne se sont pas contentés de donner individuellement leurs opinions et sentences ; ils les ont exprimées corporativement. D'abord par le manifeste des 93, assez fameux pour qu'il soit inutile d'en parler ; puis, aussitôt après, en octobre 1914, par une déclaration qui recueillit plus de 3 000 signatures. Les signataires protestent contre la distinction que les ennemis de l'Allemagne prétendent établir entre la culture et le militarisme : « Notre armée,

1. Certains de ces propos, notamment ceux des professeurs Wolmann et Wilson, ont eu un grand succès de ridicule. Quand les savants allemands se mettent à être bêtes, ils ne le sont pas à moitié. (Voir *Politique et pratique allemandes de la guerre*, p. 40.) Si quelqu'un voulait composer une anthologie de paroles allemandes, je lui recommande celles-ci qui furent dites à propos de la paix comme les Allemands la souhaitaient au début de la guerre. Le docteur G. Buchholz veut qu'elle corresponde au « calibre de nos 420 »; et voici l'opinion du docteur Arthur Kutsch, *privat docent*, à l'université de Munich : « Il en est de la paix comme des latrines de campagne ; si l'on en creuse de petites, on doit recommencer le travail au moins une fois par semaine ; si elles ont la profondeur de la taille humaine, elles peuvent servir longtemps. » Voir Pariset, *Leurs buts de guerre*. Paris, 1917. Ajoutez ces lignes du lieutenant Khun, professeur d'histoire à l'Académie technico-militaire de Charlottenbourg : « Faut-il que la civilisation élève ses temples sur des montagnes de cadavres, sur des mers de larmes, sur des râles de morts ? Oui, elle le doit. Les circonstances accessoires de toute expansion culturelle sont, si j'ose le dire, les parties génitales de la gloire, et sans cet organe, il ne naîtra, ni multiplication, ni conquêtes, ni fécondation... Malheur au vaincu ! » Voir dans la *Revue de Paris* du 1er janvier 1917, Pariset, *les Enseignements du haut professorat allemand.*

disent-ils, cultive aussi la science et elle lui doit une part importante de ses succès. »

En juin 1915, plusieurs personnes se réunissaient à Berlin pour élaborer un mémoire[1]. Parmi elles se trouvaient le professeur Schumacher, de Bonn, économiste réputé, et le théologien Seeberg de Berlin. M. Schumacher donna lecture d'un écrit où il établissait certains principes dont voici le premier :

« Nous avons besoin de la Belgique pour protéger l'Allemagne contre l'Angleterre et pour protéger le commerce mondial et colonial de l'Allemagne... »

En ce qui concerne la France, le maître économiste réclame une amélioration de la frontière franco-allemande. « Nous devons, dit-il, nous assurer toutes les matières premières nécessaires à nos industries de guerre. Pour cela, le minerai de Lorraine nous est nécessaire. Les géologues consultés par Bismarck au moment où le traité de Francfort s'élaborait ont ignoré que le bassin de Longwy, qui continue celui de Briey, est une des plus riches parties de la France. Aujourd'hui nous pouvons corriger cette erreur puisque nous avons occupé dès le début de la guerre et que nous tenons fortement dans nos mains cette région minière. — La deuxième matière de l'industrie de guerre, c'est le charbon. De même que nous ne pourrions poursuivre la guerre si nous n'avions pas la richesse du sol lorrain, de même nous ne pourrions pas non plus la conduire victorieusement si nous n'avions pas les riches charbonnages de la Belgique et du nord de la France... Il est contraire aux besoins vitaux de notre peuple, en guerre comme en paix, de rendre à l'ennemi ces sources de force guerrière et économique que l'épée a mises dans nos mains. »

Pour s'assurer « ces trésors territoriaux », une simple cession politique de suffit pas ; il faut obtenir « la libre propriété, le libre usage » économique de « toutes les entreprises qui sont de nature à donner la force ». Les détenteurs actuels de ces entreprises devront être expropriés. Mais qui les indemnisera? La France. Ces indemnités seront mises en compte de l'indemnité de guerre à exiger de la France. La France possède

1. Voir, pour cette réunion et pour le « mémoire des 1 400 sommités » dont il va être question : Pariset, *Leurs buts de guerre*. Paris, 1917. (Berger-Levrault.)

largement de quoi payer, « ce pays s'est souvent vanté d'être un prêteur mondial d'or. Pour diminuer le poids de sa charge elle pourra s'adresser à son alliée de l'autre côté de la Manche, dont nous n'atteindrons directement qu'avec difficulté les riches trésors... »

Ainsi a parlé le professeur Schumacher.

Le mémoire rédigé dans cette conférence s'appelle le *mémoire des 1 400 sommités* parce qu'il a recueilli 1 400 signatures de professeurs, d'artistes et d'hommes de lettres, d'ecclésiastiques, etc. Le nombre des professeurs d'universités ou de grandes écoles est de 352. Les signataires déclarent que « la politique de puissance est la condition de la politique de culture ». Ils énumèrent en plusieurs chapitres les moyens d'établir la puissance de l'Allemagne. Le mémoire, très bien ordonné, est divisé en six chapitres. La France a les honneurs du premier :

« France. Nous voulons enfin faire table rase du danger français... Toutes les couches de notre peuple sont pénétrées de cette nécessité... La France restera assoiffée de vengeance, même après la leçon terrible de cette guerre, si elle conserve la force. Dans l'intérêt de notre propre existence, nous devons affaiblir ce pays politiquement et économiquement, sans aucun ménagement... Nous sommes convaincus que pour cela une rectification sérieuse de toute notre frontière occidentale est nécessaire de Belfort jusqu'à la mer. Nous devrons faire tout ce qui est possible pour conquérir une partie de la côte française de la mer du Nord au Pas de Calais et sur la Manche... Il est en outre nécessaire d'imposer à la France — et même, parmi nos adversaires, en première ligne, — une forte indemnité de guerre, sans aucun égard pour elle et quelle que soit la manière terrible dont elle a dû déjà payer son propre aveuglement et l'égoïsme britannique. » Dans une autre partie du mémoire, la question des indemnités reparaît. Les « Sommités » voudraient bien faire payer largement l'Angleterre. « Si nous étions en état d'infliger à l'Angleterre une indemnité, aucune somme ne serait trop grande... Le porte-monnaie est le point le plus sensible dans cette nation d'épiciers. C'est avant tout au porte-monnaie qu'elle doit être touchée, et sans pitié... » Mais les Sommités craignent, je ne sais pourquoi, que « leur force » ne permette pas de se

donner cette satisfaction. Elles se rabattent sur la France : « Mais probablement c'est en première ligne, sinon exclusivement, la France qui entre en considération pour l'indemnité de guerre. Nous ne devons pas hésiter, par fausse pitié, à la charger le plus lourdement possible. Qu'elle se retourne pour se soulager de cette charge vers son alliée de l'autre côté du détroit. Si celle-ci se refuse à remplir financièrement ses devoirs d'alliée, il en résultera un mécontentement dont nous pourrons être satisfaits [1]. »

***

Quand on lit ces déclarations, mémoires, sentences, on ne peut s'empêcher de se demander : comment les Allemands osent-ils protester contre la paix de Versailles, qu'ils appellent une paix de « violence », et réclamer une paix de « conciliation »? Ces gens ont voulu des annexions pour la seule raison que tel et tel territoire sont à leur convenance. Ces gens ont prétendu réduire des Français et des Belges à l'état d'indigènes coloniaux sans droits aucuns. Ces gens ont parlé de transporter où il leur plairait des populations rebelles ou simplement gênantes. En même temps que leur convoitise monstrueuse, s'étale leur implacable haine ; ils veulent, disent et répètent, qu'il faut « en finir » avec la France. En vérité, parler de « conciliation », quelle audace, quelle effronterie !

Mais revenons encore une fois à la question précise. Devons-nous consentir à nous rencontrer dans les congrès scientifiques avec des Allemands? Encore une fois : Non. Voyez-vous un économiste français assis à la même table que le professeur Schumacher? Et, dans quelque science que ce soit, nous trouverions, sans chercher longtemps, des noms d' « académiciens » d'Allemagne dont la rencontre est aussi indésirable que celle de M. Schumacher à des académiciens de France.

1. Le second chapitre est consacré à la Belgique : « La Belgique ayant été conquise par tant du plus noble sang allemand, il faut que nous la conservions politiquement, militairement, économiquement entre nos mains, quelles que soient les raisons qui semblent s'y opposer. Dans aucune question l'opinion du peuple allemand n'est davantage unanime : garder la Belgique, c'est, sans aucun doute, un point d'honneur pour nous... »

Or, rien ne nous permet de croire que l'état d'esprit des hauts enseignants d'Allemagne soit près de se modifier. Un professeur suisse, M. Seippel, publiait en avril 1918, dans le *Journal de Genève*, un article sur la défense intellectuelle de la Suisse contre l'Allemagne, où il disait :

« Au début de la guerre, les 93 *Feldwebeln* de la culture allemande ont donné le mot d'ordre : *Es it nicht wahr*. Le corps enseignant tout entier emboîte le pas. Il marche au doigt et à l'œil avec un ensemble parfait. Hindenbourg n'a pas de régiment mieux dressé. C'est à peine si l'on discerne une douzaine de réfractaires, fort malmenés. Après la guerre, il y aura sur les événements qui bouleversent le monde et le renouvelleront, une vérité allemande, impériale et estampillée. Historiens, théologiens, philologues, juristes ou économistes la débiteront en détail, chacun selon les besoins de sa clientèle. Et cette vérité sera précisément ce qu'on appellera mensonge dans le monde civilisé. »

La prédiction du professeur Seippel s'accomplit à la lettre : des Allemands l'avouent. M. Scheidemann écrit dans le *Vorwaerts*, ce presque journal officiel du gouvernement d'Allemagne :

« Il faut le dire carrément, les fonctionnaires et les instituteurs réactionnaires sont un grand danger pour la jeune république allemande. En outre, pour quiconque ne se contraint pas à fermer les yeux devant les agissements des officiers réactionnaires, il paraîtra qu'on ne formule pas une exigeante injustice quand on dit qu'il est grand temps de procéder, ici et là, à un nettoyage radical... Il est à craindre qu'on ne sache pas assez à Berlin le travail réactionnaire qui s'accomplit dans le pays. C'est pourquoi ce travers ne peut être observé et combattu de la manière qui conviendrait. *C'est dans l'enseignement supérieur que la situation est particulièrement grave*[1]. »

Voilà un morceau dont il faut recommander la lecture attentive aux académiciens neutres. L'enseignement supérieur, pépinière d'académiciens allemands, demeure ce qu'il était avant la guerre, orgueilleux, haineux, propagateur d'orgueil et de haine et de mensonges.

D'ailleurs, mettons-nous en leur lieu et place; mesurons de

1. Cité dans *le Temps* du 3 mars 1920.

quelle hauteur ils sont tombés et dans quel abîme ! L'Allemagne devenait la dominatrice du monde. En tout endroit important, l'État tentaculaire avait projeté des tentacules qui adhéraient fortement. Un progrès matériel inouï s'attestait par des statistiques invraisemblables, mais vraies. La puissance allemande pesait sur l'univers. Périodiquement le *Kaiser* avertissait les peuples que sa poudre était tenue sèche, et les menaçait de son glaive « acéré ». Les peuples avaient peur de cette poudre et de ce glaive. Et les intellectuels paraient d'un idéal la force allemande. L'Allemagne allait éclairer le monde par sa science, l'organiser par son *ordnung*, le sauver. C'était une religion qu'ils prêchaient à leur peuple, et ce peuple croyait ses prédicateurs ; il est un peuple docile, et puis, un des dogmes de cette religion est l'adoration de soi-même ; un pareil dogme n'a point à craindre une hérésie.

Comment voulez-vous que les maîtres des intelligences avouent aujourd'hui qu'ils se sont trompés et qu'ils ont dupé leurs fidèles? Sur les origines de la guerre, ils mentiront ; sur la fin de la guerre, ils mentiront : l'Allemagne n'a pas voulu cette guerre ; l'Allemagne n'a pas été vaincue. Et je crois entendre les sermons des théologiens universitaires ; je sais où ils en prendront les textes. Le professeur-pasteur qui, aux premiers jours de la guerre, saluait « Dieu à l'ouvrage », a dû être surpris de la façon dont Dieu a travaillé; mais il a certainement trouvé l'explication : Dieu a voulu châtier son peuple, et lui a donné ainsi une preuve de son amour. Jérémie abonde en textes de sermons : « La voilà donc assise, solitaire, cette ville si peuplée... Les chemins de Sion sont en deuil... ; ses prêtres gémissent, car l'Éternel l'a abaissée à cause du grand nombre de ses péchés. » Mais le prophète ne veut pas que Sion perde l'espérance : « Le jour viendra où je ferai lever un rejeton de David, qui régnera comme roi ; il prospérera et exercera la justice. »

Nos confrères des pays neutres doivent comprendre à présent pourquoi il ne nous plaît pas de reprendre les relations personnelles avec les intellectuels d'Allemagne. A de très rares exceptions près, ces hommes sont les pires ennemis de la France.

ERNEST LAVISSE

UN APOSTOLAT

I

était à l'entresol, dans une rue de Montparnasse, au-dessus de la boutique d'un marchand de fleurs. Il y avait dans l'escalier une odeur de terre mouillée et, selon l'époque, le parfum blême des lis, l'arome des œillets, des roses ou des mimosas.

On lisait sur la vitre de l'entrée une inscription en lettres d'émail :

RESTAURANT CÉRÈS

Cuisine végétarienne, hygiénique et rationnelle.

Puis le nom du propriétaire et l'invitation à s'essuyer les pieds.

Quand on franchissait la porte, un silence tout blanc vous enveloppait. Une servante en tablier clair se tenait près du buffet, immobile et muette, les mains passées sous la bavette à festons.

Quelques tables s'alignaient contre la muraille, flanquées de chaises à dossier verni : sur les nappes un peu rousses, au milieu des quatre couverts d'aluminium, des fleurs fanées s'effeuillaient dans un vase de porcelaine. Près de la fenêtre, une table plus longue portait symétriquement des serviettes défraîchies roulées dans leur anneau ; le dossier des chaises, appuyé contre le bois, réservait ces places à des clients fidèles.

Aux murs, un portrait de Tolstoï, dans un cadre laqué, présentait un vieillard en costume de moujik, avec une houe sur l'épaule. Un baromètre en bois sculpté voisinait avec le grand philanthrope et un calendrier à figurines où des soldats de toutes les nations déposaient leurs armes entre les mains

d'une dame blonde couronnée d'olivier. Des pancartes enluminées recommandaient le *Château-Badet-Maas-de-la-Ville-sans-alcool* et révélaient de la part du traiteur un savoir de polyglotte. Dans le fond de la pièce, auprès d'un piano recouvert de sa housse, un masque de plâtre, piqué de chiures de mouches, montrait la face somnolente de Beethoven. La piété des clients l'avait accroché là : leur esprit zélé faisait de ce grand homme capricieux, autoritaire et égoïste, comme tous les génies, une sorte de prophète de fraternité, un Jésus-Christ semant dans ses sonates le bon grain des paraboles. Et ils citaient Romain Rolland.

C'étaient des vieilles dames à lunettes et joues ternes, griffonnant sur un agenda des notes, par saccades ; quelques étudiantes russes, sans élégance, émaciées et taciturnes ; un Grec aux pieds nus dans des sandales, en chiton brodé de laine verte, avec un ruban dans les cheveux, comme Alcibiade, qui ne parlait à personne et commandait en allemand.

Bien que la vaisselle et tous les comestibles fussent passés au stérilisateur, les clients flairaient leur pain, frottaient leur verre, inspectaient à contre-jour l'eau de leur carafe, analysaient leur nourriture qu'ils chipotaient longtemps du bout de leur fourchette.

Dès qu'ils s'étaient assis, la servante approchait à pas feutrés : on lui désignait les plats sur une carte plus chargée qu'un index de manuel. Elle retournait, lente et mystérieuse, vers le comptoir où la patronne penchait un visage de cire entre les cache-pot de cuir bouilli.

On apportait les plats avec les mouvements ouatés d'un rituel. C'étaient des « pains de nuttolène », des « rôtis végétaux », des « croquettes de blé vert », des « beafsteaks d'épinards », des petits pois et des flageolets servis en forme de côtelettes, et tout ce qu'il fallait pour donner aux consommateurs l'illusion de manger de la viande.

Ils déjeunaient sans mot dire. Parfois le choc d'une fourchette troublait le silence. Les bruits plus imprévus faisaient lever toutes les têtes : le tintement d'un verre, la voix du Néo-Grec, ou le frottement de la porte sur le linoléum.

Vers la fin du repas, des jeunes gens entraient un à un. Ils avaient tous des barbes courtes d'apôtres, de grands cheveux

et des lavallières de satin noir. Ils s'installaient à la table réservée, dans le jour cru de la fenêtre, en reculant leur chaise avec précaution. En attendant leurs camarades, ils causaient à voix basse ou parcouraient des journaux et des brochures dont leurs poches étaient pleines : cela s'intitulait *le Réveil des Masses*, *le Libertaire*, *l'Homme devant la Vie*, etc. On accueillait les arrivants avec une effusion généreuse ; ils s'appelaient : frères, et se donnaient l'accolade. Le plus jeune avait vingt ans ; l'aîné, Chapelle, en avait trente.

Il dominait le cénacle attablé, de sa haute taille et de son feutre rond qui ne le quittait jamais et qu'il portait dans le cou. Ouvrier typographe, propagandiste acharné, il imprimait au polycopiste une petite feuille hebdomadaire, *la Cité régénérée*, où l'on renversait, chaque semaine, le Capital et la Guerre, alternativement, parfois les deux ensemble, et qui préconisait des moyens infaillibles de supprimer la misère, le travail et les maladies vénériennes. Mais il dédaignait ces menues besognes ; son vrai labeur, laissait-il entrevoir les jours de faconde, était de réunir les matériaux d'un grand ouvrage en plusieurs volumes, sur Malthus, sa théorie de la dépopulation, et sur l'hygiène conjugale.

Il gardait à ses côtés, comme son disciple le plus cher, Pascal Marin, un vigénaire, beau sans conscience, d'une grâce ferme et robuste, et qui portait comme une auréole une chevelure blonde et nueuse. Il avait la blouse de serge qu'on voit à Gorki sur ses photographies. La taille amincie par une ceinture de cuir, les épaules libres, le port assuré, il présentait, avec ses jambes longues et flexibles, la force souple des bêtes de jungle.

Près de lui, s'agitait Firmin Lhommel, un petit être noiraud, pusillanime et inquiet, tout en barbe et en sourcils, et dont le tic, lorsqu'il était assis à table, était de racler avec son couteau les miettes de son pain.

Devant eux s'installaient Fernand Verd, dont le poème, *l'Aube des Temps nouveaux*, en prose lyrique sur le mode de la séquence, était connu par cœur de tous ses amis, et qu'ils se récitaient sur les ponts, les nuits de lune et d'enthousiasme ; et Krabelinckx enfin, peintre bruxellois, au parler gras et truculent, habile dans l'art d'imiter le cornet à pistons, et toujours vêtu de toile bleue.

Ils étaient tous végétariens, comme Pythagore et Orphée. Ce n'était pas un régime de santé mais la consécration d'un principe. Ils donnaient au végétarisme toutes les vertus de la tempérance, une assimilation parfaite à la sagesse, une connaissance plénière du Bien, du Beau et de la Vérité ; ils croyaient qu'il n'est pas de conscience légère sans un estomac garni de légumes. Le végétarien, disaient-ils, ayant réduit son égoïsme au minimum, offrait le terrain le plus favorable à l'éclosion de l'amour : il avait le cœur ouvert à toutes les bonnes inclinations, dans l'ébauche d'un idéal de bienveillance et de paix universelles. Chapelle allait plus loin : il suffisait de quitter son boucher pour devenir un saint. Il s'écriait : « Supprimons la viande, nous supprimerons la guerre ! » Il appelait « nécrophages » les adeptes sanguinaires de la diète carnée ; il les décrivait se repaissant d'entrailles palpitantes et se ruant ensuite vers les lieux de débauche, excités par les viandes et les épices. Il aimait à déclamer contre eux le tercet de Lamartine :

Ils savourent des chairs et vivent de la mort !
De cruels aliments incessamment repus,
Toute pitié s'efface en leurs cœurs corrompus.

Krabelinckx, il est vrai, manquait parfois d'orthodoxie. Il déjeunait avec ses amis, pour ne point les contrarier dans leurs idées, mais au dessert, il prétextait un rendez-vous sérieux et courait rue de la Gaîté manger des saucisses frites.

Au restaurant Cérès, ils se nourrissaient de riz, de légumes cuits à l'eau et de panades de céréales ; deux fois par semaine, ils se permettaient des nouilles. Ils buvaient de l'eau pure et, le dimanche, du *Medizinal-Muskateller-sans-alcool* ou du *Borsdorfer Nectar*, qui sont des vins de fruits, étrangers. Ils s'interdisaient le thé, les infusions analeptiques, le café à caféine et surtout les œufs afin de ne point tuer le germe de la Vie.

Cette entité mythique et absolue formait le thème de la conversation, avec les plans de réforme sociale et la création d'une Colonie communiste.

Les clients, un à un, quittaient leur place, saluant d'un sourire amène le groupe des jeunes gens. Dans la salle vide, ils

s'abandonnaient à leurs propos et discutaient bientôt avec éclat.

Chacun formulait des axiomes, critiquait les valeurs morales, proposait des modifications à la marche du monde. Lorsqu'une difficulté se présentait, Chapelle la tranchait d'une voix nette, en rejetant son feutre en arrière. Puis il parlait de la société future, évoquait la fraternité des peuples, les merveilles de l'union libre et de la communauté des richesses. C'était comme une aurore galiléenne : le capitaliste se dépouillait de ses biens, le pauvre voyait son antique martyre couronné, l'*homo homini lupus* s'effaçait des proverbes sociaux ; les rapports entre les citoyens du monde, régis par une égalité parfaite, étaient empreints de tendresse et de douceur...

Lhomme raclait la nappe ; l'orateur, brusquement, s'interrompait :

— Ah ! tu m'... à la fin !

Et tandis que l'autre rentrait les mains sous la table, il continuait d'une voix large et émouvante.

Dans des festins publics, sur des prés verdoyants émaillés de pâquerettes, à l'ombre des chênes séculaires, les hommes uniraient leurs mains : ils se souriraient comme devaient se sourire les noémites pactisés, après le Déluge...

En pérorant, il brisait entre ses doigts les croûtes de son pain. Un rayon de soleil tombait sur la nappe. Le pain s'illuminait ; et une poussière d'or s'évaporait dans la clarté.

Pascal laissait aller son rêve au courant chanteur des espérances. Il admirait son ami, son maître : ainsi, la tête renversée dans une extase, avec le pain vermeil dans les doigts, il le faisait penser au symbole d'Emmaüs. Et l'adolescent enivré recevait le nouvel évangile.

Cette ère saturnienne, toute d'amour et de foi, sans lois ni gouvernants, sous le bienfait d'une équité naturelle, proclamait l'orateur, ils pouvaient, ils devaient l'établir. De leurs vouloirs unis, de leurs labeurs communs, ils créeraient cette Colonie dont tous avaient souhaité la naissance...

Lhommel faisait un geste.

— Cultivant la terre, — insistait le propagandiste, — tissant la laine et cuisant le pain, donnant de notre seul effort

la production nécessaire à notre subsistance, nous vivrons comme Robinson dans l'Atlantide, en marge d'une société que nous refusons de connaître, parce qu'elle est assoiffée de lucre, écrasée sous la ploutocratie des banques, réduite sous le joug du militarisme, abrutie par le clergé...

Il écoutait chanter l'écho de ses paroles. Mais Lhommel, en mâchonnant des bouts d'excuse, se permettait une objection : il comprenait leur désir à tous et serait fier de le réaliser avec eux ; mais la question valait un examen plus attentif ; il fallait peser le pour et le contre, ne pas se décider à la légère. Pouvait-on se séparer du reste des hommes ? pouvait-on vivre de son unique travail personnel?

— On peut ce que l'on veut, — déclarait Chapelle.

— Sans doute, mais l'expérience nous enseigne...

— L'expérience est concluante. Les Doukhobors du Canada n'ont-ils pas réussi dans leur tentative?

— Peut-être... Je ne connais pas les Doukhobors du Canada...

— Si tu ne connais rien, pourquoi veux-tu discuter?

— Je ne discute pas des exemples, je discute des principes.

— Qu'en pensent les camarades? — disait Chapelle en se penchant à la ronde.

— Moi, — répondait Krabelinckx, — je m'en fous, du moment que je peux travailler.

Fernand Verd pensait que la poésie ne pouvait s'épanouir que dans une pleine indépendance, que la Colonie était un moyen de se libérer de la contrainte sociale, et qu'il approuvait donc l'idée d'en créer une. Pascal inclinait la tête, sans mot dire, parce que l'émotion le suffoquait.

— Je ne demande pas mieux, — balbutiait Lhommel, — évidemment, je ne demande pas mieux. Mais comment ferons-nous? Nous ne possédons rien. En France, tout est propriété : nous ne pouvons nous exiler pour chercher au loin une terre commune. Il nous faut encore des outils, du bétail, des céréales : qui nous les donnera?

Il y eut un long silence : chacun réfléchissait. Krabelinckx tambourinait sur la table. Chapelle regardait Pascal ; il lui prit la main, et la tapotant du bout des doigts, il laissa tomber ces paroles :

— La Vie y pourvoira...

II

Depuis un mois, le père de Pascal déclinait.

On l'avait traîné dans le salon d'apparat, qui donnait sur une large avenue silencieuse. Il était couché sur une chaise longue au mécanisme compliqué, près de la fenêtre dont le jour cru sabrait d'ombre et décharnait sa face d'agonie. Des quintes l'étranglaient: il rauquait, les deux mains à la gorge; et la salive épaisse s'agglutinait dans sa barbe. La sœur-noire le frappait dans le dos pour le soulager. Puis il demeurait immobile, la bouche béante, avec de grands yeux rouges écarquillés ; et il roulait entre ses doigts les grains d'un rosaire.

Malgré la brouille qui les avait longtemps séparés, Pascal l'entourait d'un zèle attentif. Il n'y mettait pas de tendresse, mais une conscience probe d'infirmier : il redressait les oreillers, bordait les couvertures autour des jambes amaigries, préparait les drogues avec des soins méticuleux ; et parfois, comme aujourd'hui, assis sur un tabouret, aux pieds du malade, il lui faisait la lecture, celle du journal, ou celle de romans fades à prétentions psychologiques.

Le père s'assoupissait. Pascal interrompit sa lecture et le considéra longuement. Une étrange ressemblance le rattachait à cet homme : le profil sensuel, le poids de la mâchoire inférieure, l'arcade des sourcils droite et velue, et le grand front, très découvert, avec un léger renflement des tempes. La main pâle du moribond gardait dans le sommeil l'index tendu, selon un geste que Pascal se connaissait bien.

Il se retrouvait, douloureusement, dans ce vieillard qui l'avait engendré, sexagénaire, en un dernier effort d'amour. Nul rire viril n'avait illuminé son berceau, ni les jeux où la force mâle se fait enfantine. En grandissant, il n'avait connu qu'un visage morose, toujours penché sur un journal, et la rigueur d'un homme qui avait oublié sa jeunesse. Il éloignait même son fils de ses petites amies et les calomniait en sa présence : leur père était pauvre ou mal famé ; des choses qu'il ne voulait pas dire avaient rendu leurs familles suspectes. Quelquefois, il employait la force et les coups. Pascal se réfugiait auprès de sa mère.

Elle avait la douceur blanche et émue, la sensibilité réfléchie de certaines femmes anglaises. Chez son père, un armateur de Londres, elle avait côtoyé toutes les misères stupides et brumeuses de la ville, les déchéances, les vices contractés et froids. Son âme frêle en était tout endolorie. Elle semblait recueillir dans ses beaux yeux mouillés la supplication de toutes les détresses. Sa parole était grave et frémissante à évoquer des souvenirs de brouillard, silhouettes mornes figées dans la grisaille de l'aube, à la porte des docks, et les cohues en grève, ruées par les quais savonneux. Pascal l'écoutait sans rien dire, en se serrant contre elle, il se faisait câlin et tout petit.

Quelquefois, ils allaient à Londres, eux seuls, faire de courts séjours dans la famille anglaise : c'étaient des vacances délicieuses, loin de la morosité paternelle et des études contraintes.

Comme ils ne se parlaient qu'en anglais, ils avaient de charmantes complicités, des secrets et des confidences, des mystères menus, tels qu'en ont les très jeunes et les très vieux amants. Il avait vécu dans le sillage de ses robes, aimé ses élégances dont il avait l'intuition, l'odeur de ses fourrures, la caresse de ses dentelles et des écharpes qui l'enveloppaient. Et ils sortaient ensemble chaque jour : en attendant qu'elle fût prête, il jouait avec ses bagues, enroulait les colliers à ses doigts, en y cherchant la tiédeur fugitive, avec une volupté sans conscience. Dans la rue, ils allaient en se tenant par le bras, et ils accordaient leurs démarches.

Elle était morte un soir, avec un grand sourire désespéré.

Il avait seize ans. Il voulut se tuer, tant sa douleur était violente. Son père blâma cette fantaisie et lui apprit qu'il serait riche à sa majorité. Il demeura, pendant des jours, égaré, sans comprendre, mêlant le fin profil de la disparue à tout un peuple de figures puériles, de fillettes qu'il avait aimées d'amourette et qui semblaient mortes aussi. Sa maman venait à lui avec un visage d'enfant, des tresses blondes et des yeux ingénus. Et peu à peu, elle se confondit avec l'amour même. Il s'entoura de ses reliques ; il s'enfermait dans la chambre funèbre, et sur le violon qu'avait animé la très chère, il laissait aller sa tristesse avec l'archet. Il garda pour la morte tout ce qu'il avait de pur et d'exalté : pendant deux ans il ne

connut pas d'autres passions ; puis il l'ensevelit au plus profond de son cœur, comme en un sanctuaire. Et il se réveilla dans l'adolescence, avec un besoin fou de tendresses et de baisers, un désir fébrile de vivre et d'exprimer la vie à pleines grappes.

Mais son père lui prêcha de vaines morales ; il tâchait à l'éloigner des jeunes femmes de son entourage, et des filles trop complaisantes. Ne pouvant se faire entendre, il lui supprima tout argent. Pascal séduisit la bonne, une saine Flamande, aux lèvres charnues, aux yeux de fleur de lin. L'ayant rendue mère, il voulut reconnaître l'enfant, menaça de quitter la maison avec la fille. On dut la doter grassement ; et elle s'en alla contente, avec son bébé sur les bras.

Il en avait gardé un lourd remords. Il craignit la fécondité des étreintes, eut peur de l'amour qu'il aimait trop et qu'il croyait trahir en ne se donnant pas tout entier.

Il se rejeta dans l'ivresse absinthée de la poésie, savoura les paradis artificiels du verbe et se saoula de rythme comme un mangeur de chanvre. Son imagination surexcitée décuplait ses désirs ; il pleurait dans son lit, en serrant entre ses bras le fantôme d'un petit être chaud et tout blanc. Il se réveillait plus désolé encore, avec l'affolement de se laver toute la chair, de s'écorcher les paumes, et la peur de la nuit qui devait revenir.

Pour distraire les élans de sa sensualité, il se mit à fréquenter les concerts et les spectacles d'opéra. La musique l'emportait dans une atmosphère ardente et houleuse. Il demeurait pendant des heures, la tête dans les mains, halluciné par l'étincellement des harmonies, le corps traversé de frissons. Il rentrait, clamant à la nuit des phrases mélodiques ; et des larmes pleuvaient de ses yeux lorsqu'il chantait l'appel en vain de Tristan vers Isolde ou la plainte d'Hans Sachs dans le soir de mai.

Puis son amour devint universel, il s'adressa aux choses : aux paysages, aux animaux, à tous ceux qui l'entouraient, et à l'immense humanité. Il adopta le végétarisme. Il se rêvait le guérisseur de toutes les souffrances, l'apôtre aux enseignements de dilection. La voix de la maman qui n'était plus passait encore dans ses songes, avec l'accent triste des complaintes populaires. Il connut la douceur penchée de la pitié.

Il se complut à écouter les balbutiements sentimentaux des Slaves ; il admira Tolstoï et Dostoievski, les jeunes hommes dévoués à la rédemption des pierreuses, les innocents qui portent l'esprit divin, les émeutes entraînées derrière le rayonnement d'une icone qu'un pope extatique conduit au-devant des balles. Il laissa croître sa barbe et ses cheveux ; il revêtit la blouse des moujiks. Méprisant le luxe de sa maison, il voulait cultiver la terre, conduire les troupeaux, ou se consacrer aux déportés, en Sibérie.

Mais Chapelle, qu'il rencontra dans les concerts, lui découvrit des horizons nouveaux : l'oppression de l'État annihilait l'individu; la société mal établie, dominée par le lucre, étouffait tous les vrais talents. Il fallait donc se libérer de la consigne sociale, consacrer l'An-Archie (alpha privatif et *archè*, commandement, expliquait-il), c'est-à-dire l'entière indépendance de la morale et des actes.

Pascal l'écoutait avec la dévotion d'un catéchumène. Il se proclama son élève et son disciple. La parole du maître déployait des aurores et devait allumer des incendies dans les âmes. Il pénétrait si puissamment les pensées les plus latentes, qu'en un jour d'effusion, Pascal lui confessa toutes ses luttes : l'emprise du désir sur sa pauvre chair et la longue tyrannie paternelle.

Le propagandiste exulta : on ne pouvait mieux s'adresser. Il lui exposa le plan de son grand ouvrage en plusieurs volumes sur Malthus, sa théorie de la dépopulation, et sur l'hygiène conjugale. Il se chargeait, du reste, de lui procurer une compagne dégourdie. Quant à ses déboires familiaux, qui le retenait près de ce vieillard despotique? croyait-il au préjugé du respect filial? Son père l'avait-il consulté au moment de l'engendrer? Il lui conseillait donc d'abandonner la maison paternelle et de travailler avec lui, Chapelle, à l'œuvre qu'il préparait. Et il s'essora dans le panégyrique d'un projet grandiose : la création d'une Colonie communiste qu'il voulait réaliser avec des amis.

Il les présenta, le lendemain, au restaurant Cérès. Fernand Verd et Krabelinckx accueillirent le nouveau venu avec enthousiasme et le tutoyèrent aussitôt. Lhommel fut plein de réserve et mélancolique à son habitude ; il garda le silence

quand les autres vantèrent l'inspiration géniale de leur aîné : tout était prêt, les plans tracés, les chiffres établis, les principes résolus ; les fondateurs étaient en plein accord. L'argent seul manquait.

Pascal exigea de son père la succession maternelle. Celui-ci se répandit en sarcasmes à l'adresse des utopistes, et refusa. Devant l'insistance de son fils, il s'emporta contre les détraqués qui lui faussaient la cervelle.

— Après tout, — lui cria-t-il, — ce sont bien les idées de ta mère !

Pascal serra les poings : il crut qu'il allait battre le vieillard. Puis il s'enfuit et courut chez le propagandiste. Celui-ci s'excusa de ne pouvoir le recueillir : son grand ouvrage réclamait toute sa méditation et le vouait à la solitude. Le disciple s'en fut, se reprochant d'avoir troublé le saint labeur de son maître. Krabelinckx, moins occupé sans doute, lui offrit un divan dans son atelier.

Ce fut une vie neuve, d'espoir et de joie libre. Le peintre se levait avec l'aube et saluait d'une chamade l'apparition du soleil. Puis il bondissait dans sa culotte de toile bleue, se débarbouillait en un tour de main et filait vers la campagne, avec sa boîte en bandoulière. Pascal demeurait seul dans l'atelier tout blanc de clarté. Il s'étudiait à traduire les poèmes de Dowson dont il aimait la nostalgie et les nuances mélodieuses : et il comptait céder ce travail à bon prix à un éditeur intelligent et désintéressé.

A midi, Krabelinckx faisait une irruption claironnante. Il rapportait des études charnues, solaires et lavées de brise, dont il recouvrait les murailles et encombrait le plancher. Quand il avait besoin d'argent, il rassemblait les moins bonnes et les allait vendre, vingt francs l'une, à un brocanteur de la rue de Rennes.

Pascal vivait depuis trois mois cette existence allègre, lorsque son père l'avait fait supplier d'avoir pitié de ses derniers jours. Il se rendit aussitôt à cet appel déchirant. Il avait trouvé le vieillard affalé sur les coussins. Une sœur-noire lui glissait entre les lèvres une cuiller d'argent: il buvait à petits coups, avec une expression de gourmandise. Ses mains titillantes ramenaient à plis menus les couvertures sous son menton. Un crucifix déployait son geste au-dessus du malade.

Quand Pascal fut auprès de lui, il renversa un visage blafard et chuchota d'une voix étranglée :

— Soigne-moi bien, mon fils... Je crois que c'est... la fin...

C'est ainsi qu'il se trouvait, en cette fin d'après-midi pluvieuse, près de cet homme qu'il n'avait jamais aimé, mais qui lui avait donné le bien de vivre. Il consultait chaque trait de cette face endormie ; il se demandait quelle dérision de la nature avait maquillé le fils d'une telle ressemblance. Il regardait ce moribond caduc, épouvanté devant la mort : dans la terreur d'un néant possible, il multipliait les dévotions, il s'entourait d'images pieuses, de statuettes zélatrices, Notre-Dame bénévoles et Sacrés Cœurs mansuets. Un peloton de médailles bénites pendait à son cou. Sur la tablette de la fenêtre, un Saint-Joseph de plâtre élevait un lis, entre des flacons étiquetés.

La sœur-noire traversait le salon, d'une marche élastique. Elle allait et venait, parmi les cuvettes, avec une aisance tranquille. Elle venait, ponctuellement, comme toutes les heures faire brûler sur un réchaud des pastilles de formol.

Vers le soir, elle apporta les lampes. Leur lueur détachait de l'ombre les cadres d'or des peintures, le clavier du piano, un bassin blanc où stagnait une eau laiteuse. Un double cercle de clarté limitait, au plafond, les ébats joufflus d'angelots roses, parmi des pampres et des pêchers en fleurs.

Le malade dormait toujours, avec un ronflement rauque et saccadé, le bas de la figure affaissé dans la lumière. Les lèvres entr'ouvertes laissaient voir les dents jaunes trouées de brèches ; un filet de salive en découlait sur la robe de chambre aux brandebourgs maculés. Chez un voisin, un piano reprenait inlassablement la mesure canaille d'un tango argentin : quand il se taisait, le tic tac haletant de la pendule précipitait la fuite des heures.

Son grignotement menu exaspérait Pascal. Il se leva sans bruit, et vint coller son front fiévreux aux vitres de la croisée. Les arbres du boulevard se penchaient sous les rafales, dans l'averse. La file des réverbères alignait sur l'asphalte des reflets concentriques, faisait miroiter jusqu'à très loin la soie d'un parapluie.

Sur le terre-plein, une fille efflanquée passait et repas-

sait, ramassée dans son châle, suivant une route machinale, d'une mare opaque striée de rides à un édicule dont le fanal lunait dans la pluie un halo d'émeraude. Les bourrasques collaient à ses jambes ses jupes trempées. Elle accompagnait les rares passants, d'une offre sans geste, morne et écrasée, de quelle prière et de quels mots de flamme travestie ! de quelle plainte inentendue ! Un homme, parfois, lui répondait par des injures ; elle se détournait, soumise, et reprenait son quart.

Telle, avec sa douleur, songeait Pascal, et ses pudeurs violées, et ce calvaire de chaque nuit sur cette voie boueuse, cette femme ne portait-elle pas aussi sa croix et sa couronne d'épines? ne souffrait-elle pas une lente et terrible agonie?

Car il croyait à l'abnégation des prostituées. Toutes étaient de lamentables victimes, des mères héroïques qui racolaient, pour solder la pension d'un mioche en nourrice, le mâle exécré ; ou des sœurs sublimes se sacrifiant à la pâtée d'une famille nombreuse. Et les quarante sous qu'un ivrogne abandonnait dans un garni étaient sanctifiés par l'immolation de ces femmes qui sauvaient ainsi des malades ou des désespérés.

Nulle misère ne lui apparaissait plus tragique : la tension de sa sensualité localisait en elle la pire détresse humaine. Il aimait les pierreuses faméliques, comme des épouses de son cœur désolé. Et vers celle-là, plus sombre et plus minable, s'épanchait toute sa tendresse inassouvie. Il souhaita l'entraîner dans sa jeunesse comme dans un jardin vernal. Il la redresserait sous l'abondance de son amour, il lui ferait connaître, dans un baiser, la joie de vivre...

Un geste l'éblouit : deux passants saluaient très bas la prostituée. Elle s'enfuit, la pauvre, prenant ce respect pour un sarcasme. Cependant, Pascal avait reconnu Chapelle et Fernand Verd : ils s'inclinaient devant le malheur social. Une onde de gratitude emporta le disciple vers son maître. Il descendit au galop, la face pleine d'effusion, et courut au-devant des amis qui s'engageaient dans le vestibule.

Le propagandiste l'interpella :

— Comment va l'ancêtre?

— De plus en plus mal, — répondit Pascal surpris ; — il dort en ce moment, mais il a beaucoup souffert dans la journée.

— Parfait, la Colonie marche donc !

Et devant le silence de son élève :

— Je l'avais bien dit que la Vie nous servirait.

Il ajouta en se retirant :

— Apporte-nous des nouvelles chez Cérès. Au surplus, je passerai tous les soirs, en me promenant... Les temps sont proches, comme disait Zarathoustra...

Pascal remonta, les jambes lourdes.

Dans le salon, sous l'éclaboussement froid d'une lampe sans abat-jour, la sœur-noire se penchait sur le malade. Il râlait, la face violette, les deux mains crispées sous le menton. Elle tirait rythmiquement, hors des lèvres gonflées, la langue énorme et jaunâtre.

Pascal s'élança. Le moribond eut deux hoquets. Un bras retomba en renversant des flacons qui éclatèrent ; l'autre resta pris dans le col de la chemise. Le corps s'écroula et ne bougea plus. Dans le silence frémissant, la pendule sonna un coup ; d'un obus, l'oxygène s'échappait avec un sifflement continu.

La sœur s'était agenouillée et priait à voix basse. Pascal ferma les yeux du mort, sans trop savoir pourquoi, conduit peut-être par des souvenirs littéraires. La lampe filait ; son odeur âcre desséchait la gorge. Il ouvrit la fenêtre et s'accouda, en avançant la tête sous l'ondée.

La femme parlementait avec un ouvrier en casquette. Ils se tenaient debout l'un devant l'autre, sans un geste, leurs ombres s'allongeaient dans le rayon vert du fanal. Puis ce furent des éclats de voix, des jurons et des insultes. L'homme leva la main. La ribaude se pencha pour éviter le coup : elle le reçut dans la nuque et se sauva en poussant des cris.

Alors Pascal pleura.

III

Une ferme avec ses dépendances, entourée de vergers, de cultures et de bois : tel était l'ensemble qu'il fallait découvrir. On avait songé à faire construire les bâtiments, sur un terrain approprié, d'après les plans tracés dans *l'Harmonie universelle*; mais l'impatience des adeptes fut plus forte que la raison.

En attendant que la succession fût liquidée, Pascal demanda

des avances à son notaire ; et Chapelle se mit tout de suite en campagne. Il s'adressait aux agences, correspondait avec les maires, consultait les annonces des petits journaux indigènes. Il parcourut plusieurs départements ; il voyageait en première classe et descendait dans les meilleurs hôtels. Quand on lui désignait une ferme à vendre, il l'allait visiter en voiture. Aucune ne lui plaisait : il s'était composé un paysage utilitaire, avec un ruisseau flânant au milieu des prairies, un bois de sapins pour le chauffage, un potager enclos de prunelliers, et des vergers plantés en quinconce et bien fournis. Il s'obstina pendant trois mois entiers. Quand la succession fut inscrite, il n'avait encore rien trouvé.

Pascal héritait de sept cent cinquante-deux mille francs. C'était assez pour parfaire le programme. Mais, lorsqu'ils eurent la somme, Lhommel, tout à coup, fut pris de scrupules, et suggéra l'idée d'abandonner cet héritage, qui, disait-il, ne s'accordait pas avec leurs principes : c'était une fortune basée sur des lois injustes, l'accaparement d'un ploutocrate...

Chapelle se récria : il fallait, au contraire, réhabiliter cet argent gagné sur les souffrances du peuple ; en le mettant au service des idées libertaires, ils le sanctifieraient. Bakounine appelait cela : restitution...

Et il voulait, en attendant l'essor de la Colonie, placer le capital dans une banque, afin de ne point perdre les intérêts. Pascal s'y opposa doucement. Il proposait de dépenser la somme entière à l'acquisition du domaine, à la mise en œuvre des cultures et aux provisions de toute espèce ; ils se mêleraient une fois pour toutes à l'immonde société bourgeoise jusqu'à ce que la Commune fût établie dans ses moindres détails, soigneusement outillée, prête à vivre par ses propres moyens. Ils s'abriteraient ensuite dans leur Cité, n'auraient avec les hommes que des rapports de courtoisie, et montreraient à l'Avenir ce que peuvent l'entr'aide et le désintéressement.

Ils reprirent donc leurs recherches, et découvrirent enfin l'asile rêvé, dans la Sarthe, non loin du Mans. Chapelle, qui détenait le capital, s'occupa de l'affaire : ce furent des débats interminables et de longs marchandages, entre le propriétaire, un gros parcheminier, habile à produire des enchères,

et le propagandiste, verbeux et méprisant. Ils s'accordèrent enfin sur un bon prix, et Chapelle signa les contrats.

L'importance de la demeure, l'étendue des labours et des dépendances, les obligèrent à récolter des adhérents. Ils rabattirent dans les cafés et les crémeries de Montparnasse ; ils allèrent même au restaurant Bardot, fréquenté par des créophages ou mangeurs-de-viande, mais où se pressait l'élite intellectuelle du quartier.

On y voyait, entouré de ses disciples, le poète Fortunat, qui composait des élégies en forme de poire, de jet d'eau et de tête de pipe ; l'écrivain russe Slaboumné, qui écrivait en français, après quarante leçons, et dont on admirait, autour des tables, la fougue lyrique et l'indépendance de la syntaxe ; le célèbre Panetone, qui s'occupait à traduire les œuvres géniales d'un poète inconnu de la République andorienne. Il y avait encore un grand nombre de peintres qui professaient des théories admirables sur la peinture, des gens qui se disaient sculpteurs, un philosophe péruvien, des journalistes dont les articles avaient un immense retentissement dans tous les cafés du quartier, et quelques excellentes filles prodigues de leur corps, mais purifiées dans cette ambiance d'activité cérébrale.

Ce fut avec une répulsion non déguisée que Chapelle pénétra dans ce charnier. Les habitués, sans honte aucune, déchiquetaient le corps sanglant d'animaux inoffensifs. L'un d'eux tenait entre les doigts un os à moitié rongé qu'un être barbare avait arraché de la poitrine d'un agneau ; un autre dévorait la cervelle d'un veau misérable. Le sang rougissait les assiettes et découlait, avec la sauce, aux commissures des lèvres. Et devant tous, des poisons alcoolisés remplissaient les verres.

Le propagandiste, surmontant l'horreur qui l'accablait, s'asseyait à la table de ces cannibales. Sûr de les convertir, il leur parlait de la Colonie, de son fonctionnement, du but que l'on voulait atteindre et de la vie parfaite qu'on y mènerait. Et il leur citait l'exemple des Doukhobors du Canada.

Quelques-uns, pusillanimes, maintes fois emballés dans les rafles, se réservèrent, au seul mot d'anarchie, par crainte de la police. La plupart refusèrent au nom de l'Art, dont ils formaient, disaient-ils, la classe sacerdotale, et qui absorbait tyranniquement toutes leurs énergies : ils n'avaient pas de

goûts champêtres ; l'inspiration ne leur venait que dans l'atmosphère bruyante et nuageuse des cafés ; se détacher de Paris, c'était perdre le contact fécond du sol natal.

Chapelle allait quitter à jamais ce lieu de débauche, lorsqu'il aperçut dans un coin d'ombre, un grand garçon nerveux et musclé, aux yeux bleus à fleur de tête, vêtu d'étoffe « normale » et chaussé de sandales allemandes, système Kneipp. Ils engagèrent la conversation. C'était un Norvégien, Henrik Jordsen, dessinateur — il ne disait pas en quel genre —. Il s'étonna de n'avoir pas rencontré plus tôt le propagandiste, car il venait chaque soir chez Bardot, avec sa compagne ; et il présenta une fille mamelue, à face rubiconde et réjouie : elle était, narrait-il, mère de deux garçons de six et de cinq ans, qu'elle abandonnait, par principe d'éducation, à leur libre arbitre, et qui ne l'accompagnaient jamais ; lui-même n'en était point le père : il avait recueilli la femme avec ses gosses après l'expulsion d'un camarade italien qui la lui avait léguée, comme cela se pratique, ajoutait-il, entre libertaires.

Chapelle bondit à ce mot, et révéla ses opinions. L'autre connaissait parfaitement les idées communistes ; il avait lu tous les théoriciens de la doctrine. Il écouta silencieusement la description de la Colonie, félicita Chapelle de son initiative, avec une froideur septentrionale, et se déclara prêt à travailler dans la Cité, en compagnie de sa femme et ses rejetons. Mais une somme de cent cinquante francs qu'il devait à Bardot l'obligeait à continuer de vivre dans le quartier et à prendre chez le traiteur son unique repas. Chapelle paya la dette et entraîna dans son groupe l'homme, la femme et les jeunes ; ils renoncèrent sur-le-champ à se nourrir de cadavres et adoptèrent le végétarisme. Le Norvégien s'offrit pour la culture et pour la confection du pain, les boulangers, dans la République de l'Avenir, devant avoir une place éminente. Sa compagne préparerait la cuisine de la communauté. Les adeptes se réjouirent de leur acquisition.

Fernand Verd, de son côté, persuada sa bonne amie : elle était vendeuse dans un magasin de modes. Blonde jusqu'au blanc, et indolente, elle adorait la Poésie, vénérait la Beauté, mais se consacrait plus particulièrement à la Musique. Elle devait représenter l'Art au sein de la Colonie ; et Chapelle,

pour lui faire sa cour, décida qu'on la surnommerait : la Muse.

On continua d'employer tous les moyens d'action pour raccoler des Frères ; on fit même une publicité discrète dans *la Cité régénérée* qui reparut pour l'occasion. Mais, nulle voix ne répondant à cet appel, ils commencèrent à mettre en œuvre leur projet.

Lhommel était déjà parti pour surveiller l'installation du mobilier, l'ensemencement des labours et les travaux d'aménagement que comportait leur programme. Les autres, pendant l'hiver entier, se livrèrent aux achats.

Depuis longtemps, Chapelle avait dressé une liste des articles nécessaires et des provisions de toutes sortes qui devaient permettre d'attendre la récolte sans se mêler au trafic social. Il commanda, par sacs, des céréales diverses, des légumes secs, du riz, des pommes de terre, de la farine et du sucre ; par caisses, des pâtes alimentaires, du savon, des conserves, des boîtes de confitures et de produits Kellog ; par ballots, de la laine et du coton filés. Il y avait du linge comme pour un « palace », une pharmacie de régiment, des tonneaux de pétrole pour l'éclairage, des rames de papier pour l'impression du grand ouvrage sur Malthus. Ce fut encore une presse à bras, une brocheuse mécanique, un stérilisateur Weck pour les compotes, des appareils et des produits photographiques. Krabelinckx dépensa huit mille francs de toiles, de couleurs et de pinceaux. Verd se paya des papiers à la forme, des plumes d'oie, des encriers à renversement, des gommes, des règles, des buvards, et tout ce qu'il fallait pour écrire de beaux poèmes. Chacun se fit confectionner une garde-robe et un trousseau complet, selon des modèles rationnels que Pascal avait imaginés. On acquit un répertoire à fiches mobiles, des machines agricoles pour les semailles et la moisson, un moulin à bras pour faire le « pain complet », un métier à tisser de marque américaine, et une machine à coudre perfectionnée qui brodait, ourlait et tricotait.

Ils semblaient fréter un navire pour une expédition polaire. Chaque jour, on envoyait à Lhommel des caisses volumineuses. Les plus lourdes transportaient la bibliothèque. C'était une idée de Jordsen : il avait rassemblé toute une encyclopédie communiste, des livres dont certains, estimés par les biblio-

manes, habillés de maroquin et de fin bradel, lui demandèrent de patientes recherches et de fortes dépenses. Il y avait des recueils d'articles oubliés, des brochures sous le manteau, des plans et des graphiques dissimulés dans des étuis. La plupart des volumes avaient des couvertures écarlates, en signe probable de l'incendie qu'ils allumaient dans les idées.

Lhommel recevait les colis et les faisait ranger à mesure par une équipe de manœuvres qu'il payait largement, comme il convient à un libertaire. Il surveillait les dernières constructions et l'aménagement du logis. Les adeptes lui adressaient des lettres impatientes ; Pascal fit même le voyage et revint émerveillé, mais mystérieux. Dans la dernière semaine d'avril, ils reçurent un télégramme leur annonçant qu'ils pouvaient venir.

Ce soir-là, Chapelle fit le compte de l'argent qui restait : il y avait encore quatre-vingt-dix-sept mille francs. Il les serra dans un coffre et ne dit rien à personne, songeant qu'ils serviraient peut-être un jour.

Ils s'embarquèrent un matin de soleil pâle et n'échangèrent pas une parole tout au long du voyage, tant l'émotion les étranglait. Lhommel les attendait à la gare. Ils s'embrassèrent avec effusion, et s'acheminèrent à pied vers la Colonie. Quand elle apparut entre les arbres, avec ses murs roses, ses toits d'ardoise et ses cultures d'un vert lavé, ils se serrèrent l'un contre l'autre. Et ils ne savaient plus rien, sinon que leur cœur battait immensément dans leur poitrine.

IV

Les bâtiments formaient un vaste rectangle, parmi des vergers en pente douce, à la lisière d'un bois.

Le corps de logis avait de hautes fenêtres à meneaux et un perron de pierre ; l'étable, l'écurie et la remise formaient l'un des côtés de la cour; et de l'autre côté, les arches puissantes de la grange s'appuyaient sur des colonnes trapues. Un mur de grès, avec un portail à auvent, composait l'entrée. Le puits s'élevait au milieu de la cour ; et, devant la grange, il y avait un portique pour les exercices sanitaires.

Alentour, parmi les pommiers du verger, des constructions neuves étaient disséminées ; le fournil et son appentis qui renfermait la meule à bras, l'atelier de tissage, la resserre pour les fagots. Près d'un ruisseau qui serpentait au bas de la pente se trouvaient le rucher, la buanderie et le lavoir. Et sur le plateau, au bord de la route départementale, une tour de briques, avec une plate-forme à créneaux, dénonçait les goûts moyenâgeux de l'ancien propriétaire : on découvrait de là-haut tout le domaine, ses édifices, ses pommeraies, son petit bois, et les cultures dont le vert très doux se moirait sous la brise. Une oriflamme dominait la terrasse ; elle portait, en lettres blanches sur champ d'azur, le nom de la Colonie :

CITÉ KROPOTKINE

Chapelle l'avait ainsi baptisée, en souvenir de *la Conquête du Pain* et de tant d'autres livres admirables où l'enthousiasme l'emportait sur la logique.

Sous la conduite de Lhommel, on fit une visite générale. On admira, dans l'étable, deux vaches, Anne et Marie, qui ruminaient sur la paille, et dans l'écurie deux hongres rouans qui se nommaient Cabet et Fourier, en hommage aux fondateurs du Communisme. Le poulailler, adossé au mur d'entrée, avait ses cages vides, les adeptes ne mangeant ni viande ni œufs. Ils comparèrent la grange à une église où se dispensaient les dons de la Vie ; ils crièrent dans le puits et firent descendre et monter les seaux de cuivre. Il y avait une forge près de la remise ; avec une joie enfantine, ils firent sonner les marteaux sur l'enclume, manièrent les tenailles ; et Pascal, tirant la chaîne du soufflet, entonna le grand air de *Siegfried*. Krabelinckx exulta devant les machines agricoles, avec leurs bras multiples, bleu de cobalt et vermillon, leurs roues jonquille, et les sièges de cuir fauve à clous dorés ; il se proposa de les peindre, fauchant le ciel clair en beaux losanges, ou soulevant les blés comme des gerbes de lumières.

Au-dessus du perron, une inscription d'émail suivait la courbe du linteau : PAIX-FRATERNITÉ. La porte était ouverte et il n'y avait pas de serrure, par mépris de la défensive sociale. On pénétrait directement dans la salle commune — la Chambre

des Relations générales — qui était aussi le réfectoire ; elle était ornée d'un piano ; et sur la cheminée à manteau de chêne, il y avait un buste de Kropotkine, en plâtre peint. A gauche, se trouvaient le Dormitoire ou chambre des célibataires, et le Puéritoire ou chambre des enfants. Les gosses de Jordsen se ruèrent dans leurs lits respectifs ; on les abandonna, par principe, bataillant avec leurs oreillers et poussant des cris de conquête.

La cuisine, de l'autre côté, montrait ses râteliers et ses dressoirs chargés de casseroles et de vaisselle d'aluminium ; la porte-fenêtre donnait sur un potager où de jeunes légumes se défripaient dans l'air tiède. La compagne de Jordsen ne voulut plus quitter son royaume, et elle se mit à manier les ustensiles, avec l'enivrement d'un sauvage qui découvre un ballot de verroteries.

Sur la cour, s'ouvrait la Bibliothèque. Les caisses de livres étaient rangées au pied des murs, et les rayons de sapin laissaient voir leurs alvéoles dépeuplés. Lhommel s'expliqua : il n'avait pu tout faire, et de plus, c'était un travail qui ne lui convenait point ; il remettait à l'un des Frères le soin de ranger les bouquins avec méthode et d'en établir le catalogue analytique. Pascal s'offrit de grand cœur à prendre ces fonctions : il ignorait, avouait-il, les théoriciens de l'Anarchie et trouverait ainsi l'occasion de se mettre au courant.

Ils gravirent un escalier qui s'élevait au long de la façade et visitèrent le premier étage. On y voyait la chambre des Jordsen et celle du couple Verd ; l'Imprimerie, réservée à Chapelle, avec un bureau-ministre pour les écritures ; le Laboratoire, qui était une chambre obscure pour la photographie et qui contenait la Pharmacopée, vaste armoire pleine de fioles, de boîtes rondes et de paquets d'ouate.

Au grenier, Réserve de la Colonie, se trouvaient les provisions.

On redescendit ensuite explorer les vergers, le bois, les champs, visiter le lavoir, les ruches, le fournil et la Filature. En chemin, Lhommel exprima son inquiétude au sujet de l'entretien de cet immense domaine : il s'était servi, jusqu'à cette heure, de la main-d'œuvre étrangère, mais des Communistes, lui semblait-il, ne pouvaient continuer à recourir au salariat.

Chapelle avec sa véhémence accoutumée l'accusa de broyer du noir ; il déclara que tout s'arrangerait ; il avait, au surplus, dressé un plan d'organisation qu'il donnerait le lendemain aux adeptes. Tous l'applaudirent, fors Lhommel, qui foudroyé, mais toujours incrédule, hocha la tête sans répondre.

Cependant, le repas du soir fut préparé dans l'allégresse. Jordsen, toujours serein, défonçait les boîtes à conserves ; le poète dressait le couvert en déclamant des strophes tempêtueuses ; Pascal remplissait au puits toutes les carafes et tous les brocs de la maison. On ne put obtenir de Krabelinkx qu'il ne s'installât sur le perron, et ne fît des croquis de la cour, avec la crête des arbres et les nuages du couchant. Les deux femmes s'empressaient dans la cuisine, et remuant les casseroles, faisaient, disait le peintre, une belle musique de nourriture. Chapelle allait de l'un à l'autre, relevant quelque faute, distribuant des conseils, jetant partout son regard d'aigle ; quand on se mit à table, il prit naturellement la place du milieu dans un fauteuil bien rembourré, et fit venir à ses côtés Pascal et Loyse, la compagne de Fernand Verd.

Par les fenêtres ouvertes, on voyait la nuit s'épanouir et les étoiles s'allumer une à une dans le ciel paisible. Assis autour de la table, sous la lampe suspendue, ils se regardaient en souriant ; même Lhommel avait une figure joyeuse. Leurs propos voltigeaient de l'un à l'autre : ils disaient l'espoir, l'ivresse d'être libres et de ne plus sentir les entraves sociales, la faim de bon labeur, dont on connaît la cause et le but, l'effort commun pour le bonheur commun...

Chapelle, s'étirant avec volupté, eut un mot de propriétaire :

— Comme on est bien chez soi !

Cela fit rire tout le monde. Ils discutèrent cette question de la propriété : il leur semblait absurde qu'un homme privât ses frères de la jouissance d'un objet; la nature épanchait ses dons sur tous les êtres ; le royaume de la terre appartenait à tous. Pascal, cependant, suggéra que la propriété relative pouvait seule permettre le bonheur délicieux de dire à un autre homme : « Tiens, voilà pour toi ! »

Mais Chapelle ayant affirmé que la charité le scandalisait, tout le monde applaudit, sauf Krabelinckx qui dévorait sans mot dire.

Il y avait des nouilles, des petits pois à l'étuvée et du pain de Paris, dont ils avaient fait, au départ, une ample provision, en attendant la cuisson du lendemain.

A la fin du repas, Chapelle, debout au milieu de ses disciples, fit un beau discours sur les devoirs qui les unissaient et sur l'exemple magnifique qu'ils allaient donner à l'humanité ! Sa parole était émouvante ; Jeannette, la femme de Jordsen, qui rangeait la vaisselle dans la cuisine, apparut sur le seuil, en sanglotant dans un torchon. Quand Chapelle eut terminé son homélie, on fit un ban en son honneur. Ensuite l'on s'en fut en cortège souhaiter le bonsoir aux vaches et aux chevaux ; et chacun s'en alla coucher, laissant toutes les portes ouvertes. Seul, le propagandiste retira la clé de l'Imprimerie où il avait déposé l'avoir de la communauté.

Le lendemain, dès l'aube, on se mit à l'ouvrage. Chapelle avait divisé la journée, d'après l'archétype de Fourier, et consacré par un terme révolutionnaire chaque heure de repos : c'était le Matutinal ou petit déjeuner, la Relevée ou repas de midi, et la Reposée ou la sieste ; le dîner s'appelait Vespéral, et le coucher, Nocturne.

Dès le premier jour, le propagandiste prit la direction des affaires. A chacun fut désignée la besogne quotidienne. Jordsen s'occupait du potager et de la coupe du bois ; tous les mardis, avec l'aide de Pascal, il préparait le pain pour la semaine : il y eut de rudes expériences, pendant le temps que dura son apprentissage ; mais il finit par s'en tirer avec maîtrise, et deux mois après, il se lançait dans la pâtisserie.

Krabelinckx se chargeait des bêtes et les menait à la pâture, en emportant sa boîte et des toiles. Il s'installait dans le verger et travaillait jusqu'au soir, sous le soleil ou sous l'ondée, aspirant à pleine poitrine la vie riche du terreau. Son enthousiasme ne se débandait point : il voyait dans un seul angle mille sujets à traiter ; les variations de la lumière sur un tronc d'arbre lui suffisaient. Dans un besoin fou d'exalter sa force, il parlait de peindre non seulement sur la toile, mais sur tous les murs, sur l'écorce et les feuilles des arbres, sur le ventre des vaches ! Ce fut, en quelques jours, toute une série de *Colonies* où s'allumaient dans le matin, se voilaient sous le

crépuscule, vibraient au soleil, la ferme rose et ses toits bleus.

Pascal aidait le Norvégien dans ses travaux, avait la gestion de la Bibliothèque et s'occupait de l'instruction des adeptes : il leur faisait des « démonstrations » d'espéranto, d'histoire de l'art et d'économie politique. Ces « démonstrations » se faisaient à cinq heures, avant le Vespéral. Chapelle nommait « démonstrations » tous les actes de la vie journalière; le moindre fait, dans la Colonie, comportait, disait-il, un enseignement. Entretenir les ruches était la « démonstration d'apiculture » ; préparer le repas, « démonstration culinaire » ; et quand lui-même, en tapant du poing sur la table et en jurant le nom de Dieu, s'efforçait, comme il se l'était attribué, d'apprendre aux moutards l'abécédaire, cela s'intitulait « démonstration de puériculture ».

Fernand Verd s'employait aux « démonstrations de laiterie » : il trayait les vaches et confectionnait le beurre et le fromage ; il s'occupait aussi des abeilles : toutes besognes poétiques, depuis Virgile et M. Maeterlinck. On le priait souvent d'aider les femmes dans les gros travaux et de les accompagner au lavoir. Mais il y répugnait, étant de nature somptueuse, et n'acceptait ces viles corvées que comme un sacrifice à ses principes. La plupart du temps, il s'enfermait dans le Dormitoire, rangeait les ustensiles de son inspiration, et après avoir attrapé quelques mouches, s'endormait sur sa chaise.

Lhommel le remplaçait. Il n'avait pas d'attributions, mais il surgissait partout où quelque chose était à faire : on le trouvait débarbouillant les gosses, distribuant les provisions, balayant les chambres, surveillant la poussée des cultures, aidant Jeannette à récurer la vaisselle. Il relayait Jordsen au pétrin, Krabelinckx à l'étable, Pascal dans les travaux du potager, toujours alerte, toujours inquiet sur le sort de la Colonie, et se multipliant ainsi autant par crainte que par goût.

Chapelle, cependant, administrait la Commune avec zèle. Presque toujours cloîtré dans l'Imprimerie ou le Laboratoire, il travaillait à son grand ouvrage sur Malthus ou à l'impression d'une série de cartes postales qui serviraient de propagande et qu'on distribuerait aux visiteurs.

Il en était venu d'abord deux ou trois, vaincus par la curio-

sité. On les avait bien accueillis. N'ayant découvert ni bombes, ni poignards, ils parlèrent des « anarchistes » comme de gens des plus pacifiques, et amenèrent leurs parents et leurs amis. Le dimanche, ils élisaient comme but de promenade le « repaire des nihilistes ». Chapelle, seigneur du lieu, les recevait dans la Chambre des Relations générales. Il leur exposait les principes du phalanstère, le mécanisme de la Colonie, et cherchait à les convaincre des splendeurs du Communisme ; il leur citait, parmi tant d'autres, les Doukhobors du Canada. Sa voix chaude et son air décidé séduisaient les dames ; mais les messieurs réclamaient des éclaircissements ; il s'engageait des discussions violentes et confuses : Chapelle, grâce à la vigueur de ses poumons, en sortait toujours victorieux.

Il procédait ensuite à la distribution des cartes postales où l'on voyait les Frères en « démonstrations », bêchant le potager, cuisant le pain, tournant la meule à bras, ou suivant avec des poses méditatives le cours d'espéranto. Lhommel, cependant, versait à la ronde, d'un air morose, la « soupe communiste », ce qui était une manière antialcoolique de fraterniser par la boisson.

Les bourgeois se retiraient avec de molles poignées de mains : ils se disaient profondément intéressés et enchantés de l'accueil qu'on leur avait fait. Quelques-uns offraient de l'argent, comme on fait dans les monastères : Chapelle refusait avec noblesse et souhaitait les voir se joindre bientôt à l'effort de la Colonie. Ils promettaient d'y penser et demandaient encore quelques précisions, comme si vraiment ils songeaient à s'enrôler dans le bataillon social. Lhommel les accompagnait jusqu'à la tour gothique ; et sur la route, ils se saluaient cérémonieusement.

En ce printemps, les blés étaient en croissance et la terre travaillait.

Les femmes s'occupaient des soins de la maison. A Loyse était dévolu l'entretien du linge et des vêtements ; elle aidait aussi Jeannette aux labeurs du ménage mais ne prenait aucune part à la cuisine. Elle enseignait enfin le piano au plus âgé des gosses et passait deux heures par jour à entretenir,

par des gammes et des exercices d'élargissement, sa propre virtuosité. Quand il l'entendait préluder, Chapelle descendait papillonner autour d'elle ; il lui parlait de son talent et de l'émotion qu'il éprouvait à l'écouter ; mais elle demeurait fidèle au poète dont elle aimait les cheveux longs et les mains soignées.

Jordsen était moins égoïste. Comme il préconisait, d'après la *République*, la communauté des femmes, il offrait la sienne aux adeptes. Elle n'était guère séduisante ; seul, Pascal s'en accommoda quelquefois. D'ailleurs, elle n'avait pas trop de temps pour préparer les repas.

Ils étaient réglés avec exactitude, d'après les manuels du parfait végétarien. La Relevée comprenait un « plat de résistance » (orge, gruau, millet, riz ou sarrasin), un plat de légumes, et des fruits selon la saison. Le Vespéral offrait une soupe maigre, une « denrée légère » (pommes de terre, pâtes ou purée de farineux), une salade et des compotes. Ce menu restreint pouvait être varié à l'infini, la *Table du Végétarien*, le livre culinaire de la secte, comprenant huit cent cinquante articles ; mais il avait fallu rayer les cent dix-huit manières de préparer les œufs, aliment condamné par les principes de la maison.

Jeannette était une artiste ingénieuse, elle avait, du végétarisme, dont elle n'était pourtant qu'une catéchumène, une intelligence singulière. Elle excellait à des mélanges subtils, tel que « marier le blé vert avec les tomates », comme s'exprimait le manuel, à étuver la protose et à préparer comme entremets un suave tétragone à la crème ou un pain de nuttolène aux haricots. Elle seule, dans la préparation du café d'orge germée, pouvait surveiller, comme il convient, le développement de la diastase.

La soirée était remplie, le plus souvent, par une « démonstration d'esthétique ». Verd récitait *l'Aube des Temps* ou quelque passage d'un poème en gestation. Pascal tirait de son étui, avec des précautions religieuses, le violon de sa maman, et secondé par Loyse, jouait du Beethoven, ce grand anarchiste, ou de la musique à idées. La Muse terminait l'audition ; elle s'installait avec un regard noyé dans sa face maladive ; ses doigts exsangues passaient avec mollesse sur le clavier

du piano; elle lamentait quelque mélodie, Chopin ou Debussy. Krabelinckx, après avoir tenu bon pendant dix minutes, allait se promener sous les étoiles et imiter, au sein de la nuit silencieuse, le cornet à pistons. Les autres se repliaient sur les chaises, les joues entre les poings, les prunelles fixes ou les yeux clos, plus immobiles que des statues.

Pascal, les mains jointes, avec une figure baignée de béatitude, s'abandonnait à son rêve ; il délectait son idéal atteint. L'aube des âges d'or, comme disait Fernand Verd, empourprait l'horizon ; comme une arche de paix, la maison fraternelle reposait dans la nuit. Là, s'unissaient, loin des injustices et des préjugés millénaires, les fermes décisions, les amitiés inébranlables. Une abondance de félicité pleuvait sur ce logis. Des paroles bénies, comme au noël chrétien, flottaient dans l'étendue : la paix était donnée aux hommes de bonne volonté.

Oppressé d'extase, il renversait la tête. Le plafond semblait s'entr'ouvrir aux épiphanies légendaires ; la lampe y projetait, comme le signe d'un pacte surhumain, un grand arc de clarté.

V

Dans le temps qui précéda la moisson, quelques difficultés se présentèrent.

Un mardi, Jordsen entra dans la cuisine, le torse nu, les cheveux poudrés, tout blanc de farine, et réclama du sel pour la pâte. Jeannette lui indiqua la boîte qui pendait à côté du fourneau :

— C'est tout ce qu'il me reste, mais prends-le, Firmin m'en donnera d'autre.

— Que veux-tu que je fasse de cette poignée? — s'écria le Norvégien en soulevant le couvercle.

— Si tu n'en a pas assez, — dit la femme, — appelle Firmin ; il est dans la remise.

On appela Lhommel, directeur des Réserves ; il accourut, flairant un drame.

— Je vous ai donné, — balbutia-t-il, — tout ce que j'avais acheté cet hiver.

Il dit encore, la mine accablée :

— Il ne me semble pas qu'il y ait du sel dans le grenier ; je ne crois pas que vous m'en ayez envoyé. Qui s'est occupé des provisions?

C'était Chapelle. Il sortit de l'Imprimerie, en se plaignant qu'on le dérangeât dans ses travaux. Quand il fut au courant de l'affaire il émit simplement :

— Cela doit être sur ma liste.

Il la tira de son portefeuille et la parcourut deux ou trois fois.

— Eh bien, mes enfants, ça n'y est pas !

— Alors, — bégaya Lhommel qui devint livide, — nous... nous n'avons pas de sel?

Jordson fut d'avis d'aller voir à la Réserve.

— C'est inutile, — s'exclama le propagandiste, — si ça n'est pas dans mon répertoire, c'est que je n'y ai pas songé. C'est un embêtement, c'est certain, mais je ne puis penser à tout. Mes méditations philosophiques m'absorbent corps et âme : on m'oblige à descendre à tous propos dans le domaine concret. Si j'y apporte un peu de distraction, ce n'est pas ma faute.

Ils lui compatirent sincèrement. Lhommel pencha la tête et murmura :

— Qu'allons-nous devenir sans un grain de sel?

— Nous nous en passerons, — formula Chapelle.

— Mais c'est impossible !

— Ah ! tu m'embêtes ! — s'écria l'autre. — As-tu la mer à ta disposition? Veux-tu faire des fouilles pour découvrir des gisements? C'est un léger oubli ; il nous faut en supporter les conséquences.

Jordsen déclara qu'il était peu commode de faire de cette façon du pain convenable ; sa compagne affirma que la cuisine n'aurait aucun goût.

— Tant pis, — conclut Chapelle, — nous ne pouvons tout de même pas en acheter !...

— Évidemment, — confirmèrent les hommes.

Ils demeuraient l'un devant l'autre, consternés et muets, ne sachant que faire. Jordsen, le premier, secoua sa torpeur.

— Allons travailler, — s'écria-t-il.

Cela n'arrangeait rien, mais chacun s'en fut à son ouvrage.

Au Vespéral, le pain fut déclaré possible ; mais trois jours après, la boîte du fourneau s'étant épuisée, les repas devinrent d'une fadeur uniforme. il leur semblait manger toujours du même plat sous des couleurs diverses. La soupe était austère, les légumes douceâtres, les céréales écœurantes ; les pâtes avaient un arrière-goût de colle à tapisserie. Ils résistèrent vaillamment ; Chapelle leur persuada que l'on pouvait s'y faire, et leur cita l'exemple des prêtres égyptiens qui s'abstenaient de sel par dévotion. Cependant, vers la fin de la semaine, Krabelinckx avoua qu'il en avait assez.

— Où en trouveras-tu? — s'exclama le propagandiste.

— Mais... chez le marchand !

Ce fut une stupeur. Les adeptes se regardèrent en blêmissant. Chapelle se dressa, les poings sur la table, et cria que c'était miner les fondements de la Colonie ; puis il discourut avec abondance : on ne pouvait retourner à des compromis inter-sociaux, connaître à nouveau la fermentation de l'offre et de la demande, rétablir le roulement de la monnaie, cause de tous les conflits. Lhommel, au nom de la sainteté de la Discipline, appuyait la fureur du propagandiste.

Elle avait une raison qu'il ne disait pas ; il se voyait forcé d'avouer tôt ou tard qu'il disposait d'une forte somme. Il fit jurer aux Frères de tenir bon. Et l'on persévéra pendant deux semaines encore, après lesquelles les estomacs furent plus forts que les volontés. Jordsen et Krabelinckx, soutenus par les femmes, supplièrent Chapelle d'abandonner une seule fois des règlements trop sévères et d'échanger contre un produit de la Colonie une importante provision de sel. Ce n'était point trahir leurs principes, puisqu'il s'agissait d'un oubli dans l'organisation primitive. Il se fit longtemps prier, objecta que l'échange n'était plus d'usage, et dit enfin qu'il n'en voyait pas l'utilité, car la Colonie possédait encore un pécule, dont il n'établit point le chiffre et sur lequel on pouvait prélever quelques louis.

Lhommel fut chargé de se rendre chez Barat, l'épicier du village, qui en était aussi le maire. Celui-ci fut stupéfait de la quantité demandée.

— Ce n'est pas au moins, — questionna-t-il, — pour fabriquer des explosifs?

Le Kropotkinien déclara leur complète neutralité, ils se tenaient volontairement à l'écart ; ils n'avaient rien de commun avec les terroristes et répudiaient leurs attentats. Il conclut en montrant qu'ils désiraient le bien-être général par la mise en commun des énergies, et qu'au surplus le sel n'était jamais entré dans la composition de la poudre.

Barat ne comprit rien, mais bougonna en inscrivant la commande :

— Faudra voir à rester tranquilles...

Lhommel s'en revint profondément abattu ; il présageait des heures néfastes ; il devinait, autour de la Cité, une force ténébreuse et hostile ; il valait mieux ne pas la provoquer, et ne rien attendre que de soi-même.

Ses alarmes s'accrurent quand les gosses, en jouant à la guerre, démolirent la batterie de cuisine. On les fessa pour leurs instincts peu pacifiques, mais il fallait remplacer les casseroles. Chapelle, heureusement, découvrit, dans un coin du domaine, de la terre à poterie, et apprit à Pascal à façonner des récipients, d'après une méthode employée par les nègres de Madagascar : on les formait sans moule, en tournant l'argile avec les paumes, et on les mettait à sécher au soleil. Mais ses rayons, dans la Sarthe, n'étant pas assez forts, on fit cuire les casseroles dans le four à pain. Elles éclatèrent à la première expérience. Il fallut encore une fois recourir au trafic, écrire à Paris pour commander une batterie nouvelle, échanger de l'argent contre la production capitaliste et voir s'émietter ainsi leur idéal.

Ils en souffraient sans se le dire : ils avaient montré de l'héroïsme en brisant avec la société ; reprendre contact, c'était avouer leur défaite. Ils comprenaient aussi que leur beau rêve, tel qu'ils l'avaient songé, devenait impossible. La claire enfance qui les avait conduits perdait son sourire ingénu. Ils en conçurent de l'aigreur, et leur union s'en trouva moins entière.

Un premier conflit mit aux prises Jordsen et Pascal. Comme celui-ci travaillait dans la Bibliothèque, il entendit racler du violon.. Il se précipita dans la salle commune. Le Norvégien, ramassé dans une pose caricaturale, imitait, pour amuser Loyse, les acrobaties d'un virtuose. Pascal lui arracha

des mains son instrument. L'autre protesta : ce violon appartenait aux adeptes, comme tout ce que renfermait la Colonie, et il avait le droit d'en user. Pascal sentit sa colère tomber d'un seul coup : théoriquement, son Frère avait raison ; mais quelque chose, au fond de lui, se lamentait. Il s'expliqua d'une voix troublée : c'était le violon de sa maman, elle l'avait tenu dans ses mains sous son menton, et son cher parfum semblait encore imprégner le vieux bois; il était si simplement humain de s'attacher à un souvenir, de le posséder avec jalousie. Jordsen, ému, objecta cependant qu'il voyait là des marques du vieil instinct de propriété, et qu'il lui semblerait beau d'en faire le sacrifice. Pascal, les mains tremblantes, lui tendit le violon ; l'autre refusa, des larmes plein les yeux ; et ils s'étreignirent en pleurant. Loyse sanglotait ; ils l'embrassèrent aussi avec une tendresse innocente.

La pauvre fille n'était plus heureuse ; comme Hélène de Sparte, elle provoquait de longues rancunes. Chapelle, après l'avoir bercée de phrases câlines, en était brusquement venu à lui offrir sa couche. Elle l'avait dit à son amant qui se plaignit au propagandiste. Celui-ci présenta le front ; il répondit que c'était exact, qu'il ne voyait là rien de répréhensible, qu'il ne trouvait guère fraternel de garder une femme aux dépens des autres, et que Jordsen avait su montrer le bon exemple. Verd lui conseilla de s'adresser à Jeannette.

— Merci, tu n'es pas dégoûté, — fit Chapelle en ricanant, — cela ferait le troisième.

— Alors, — menaça le poète, — je te prie de laisser Loyse tranquille.

— Entendu ! que mossieu le propriétaire jouisse en paix de son bien.

Ils n'en dirent pas davantage, mais se parlèrent depuis ce jour avec une politesse affectée.

Jeannette, au contraire, cimentait l'accord des adeptes.

Un après-midi d'été, comme Henrik et Pascal faisaient la sieste sous les pommiers, leur compagne mutuelle vint s'asseoir auprès d'eux. Elle demeura quelque temps sans rien dire, puis, d'un air gêné, leur avoua qu'elle était enceinte.

Pascal rougit, Jordsen dit aussitôt :

— C'est ainsi que se fonde la société nouvelle.

Et ils cherchèrent à décider lequel des deux serait le père. La femme l'ignorait. Ce fut une dispute de courtoisie, chacun voulant laisser à l'autre l'honneur. Ils ne purent résoudre ce point difficile.

Au repas du soir, ils s'en ouvrirent à leurs amis. Chapelle les blâma, au nom de ses ouvrages néo-malthusiens : il en descendit les principaux chapitres, et debout, déclama les passages qui condamnaient cette ardeur prolifique.

Lhommel sortit de son apathie ordinaire pour déclarer sa vénération. Le ventre maternel lui semblait sacré comme un temple : il abritait sous sa coupole le Saint-Graal de la Vie. On devait s'agenouiller, comme Michelet, devant les atlas gynécologiques. Et lui-même saluait jadis, dans la rue, les femmes dont s'avérait la prochaine maternité.

En discourant de sa voix neutre, il grattait la toile cirée avec l'acier de son couteau. Chapelle, cahiers en main, développait des statistiques : les enfants émargeaient à la consommation et ne produisaient rien; ils étaient une charge pour leurs auteurs et paralysaient les énergies : on n'avait pas assez de temps pour développer son propre cerveau. Du reste, la procréation était un préjugé du christianisme et ne faisait l'affaire que des traîneurs de sabre. Et il tonnait contre les curés et les militaires.

La femme, ne disant mot, regardait son ventre avec attendrissement. Krabelinckx imitait le cor de chasse dans les grands bois. Pascal trouvait plus délicat de ne point se mêler à la discussion.

Elle s'accommoda, sans peine, et l'on résolut que l'enfant appartiendrait à la Colonie et se nommerait comme elle, Kropotkine. Puis tout le monde embrassa la mère sur les deux joues, même Chapelle qui voulait se montrer bon prince.

Son despotisme croissait de jour en jour. Il s'était carré solidement dans ses fonctions d'administrateur. Tous les adeptes pliaient sous son autorité, sauf le poète qui surveillait Loyse, et Krabelinckx dont l'indépendance faisait un déplorable communiste. N'ignorant plus que Chapelle détenait de l'argent, il avait osé lui demander cent sous pour aller se divertir, à la ville. L'autre avait refusé, parlant

toujours de Jeannette et louant le bon exemple de Jordsen. Krabelinckx emporta quelques toiles, les alla vendre au Mans et revint satisfait. Il renouvela ses escapades. Chapelle le soupçonnait de rapporter de ses voyages, non seulement des souvenirs sentimentaux, mais aussi de la boucherie !

Toujours affamé par le régime végétarien, le peintre ne se contenait plus; il vantait tout au long des repas, les volutes amples de boudins odorants, les rosbifs majestueusement couchés dans un parterre de cresson, et les poulets farcis dont le croupion dresse sa proue dorée au milieu d'un lac de sauce. En l'absence des Frères, il se fricotait, sur un coin du fourneau, des côtelettes et des saucisses. Jeannette y mettait de la complicité et mordait quelquefois aux morceaux. Chapelle, en entrant dans la cuisine, humait l'odeur du graillon: il se taisait, attendant l'occasion de les surprendre. Mais la malice de l'un déjouait la ruse de l'autre.

Un matin, le propagandiste, dans l'effusion d'un lyrisme trop longtemps contenu, célébrait devant Pascal la majesté de ses conceptions récentes : il projetait l'établissement d'une palestre où l'on discuterait, tout nus, après les exercices athlétiques, de la Justice et de la Vérité. Il évoquait le stade entouré d'un vaste portique, l'arène des coureurs, le plateau pour les pugilistes, et un berceau de verdure sous lequel il reprendrait les entretiens antiques. Avec de grands gestes véhéments, il arpentait la salle, parlait de Socrate, et de Platon marchant dans les jardins d'Akadémos...

Il s'arrêta, penché sur l'âtre, remua les cendres lentement, et tout à coup jaillit, avec un cri de colère et de triomphe :

— Le cochon a bouffé une côtelette de porc !

Il brandissait un os à moitié noirci. Oubliant à la fois le philosophe et le gymnase, il exigea la discrétion de son disciple. Tout en grommelant des paroles comminatoires, il enveloppait dans une vieille quittance ce qu'il nommait le « corps du délit ».

A table, il offrit le paquet ficelé à Krabelinckx qui le déplia sans méfiance. Ce fut un énorme éclat de rire. Mais Chapelle ne riait pas : le peintre s'attaquait aux principes les plus sacrés de leur association ! Il fallait nommer cela une apostasie !

Tous les rires s'effacèrent brusquement ; Krabelinckx s'était levé.

— Monsieur Chapelle I[er], — s'écria-t-il, — va sans doute rétablir l'Inquisition?

Et comme l'autre, frappé au point faible, le traitait de carnivore, criminel, nécrophage, en se délectant de l'âcre horreur de ses injures :

— J'en ai assez ! — hurla Krabelinckx, — je ne veux plus de cette tyrannie ! il n'y a pas de maître ici, godfordoum !

Et il sortit en renversant sa chaise.

Lhommel mit de longs jours à rétablir la paix chancelante. Il courait de l'un à l'autre, des sanglots dans la voix, les suppliant de reprendre leur bonne intelligence. Avec une ténacité pleine de douceur, il amena les deux hommes à conclure un armistice. Il désespérait, cependant, et voyait de lourds nuages s'amonceler sur la Colonie. Il souhaitait une catastrophe qui les réunît dans le danger ; puis il songea que la moisson grouperait tous les efforts et créerait une alliance patriarcale. Et il attendit avec impatience la maturation des blés.

VI

Il avait appris dans un manuel d'agriculture la manière de connaître le temps de la moisson ; et il allait chaque jour presser entre ses doigts quelques grains de blé. Il étudiait l'influence du vent et de la lune, la marche des constellations ; il répétait les vieux adages que l'on rencontre dans les almanachs. Vers la mi-juillet, il déclara que les seigles étaient mûrs et que l'on pouvait commencer les travaux.

Ils s'en allèrent un matin, les hommes, les enfants et les femmes, en groupe bien réparti, les râteaux et les fourches sur l'épaule, comme dans les tableaux de Troyon. Krabelinckx conduisait les chevaux qui traînaient la moissonneuse. Les adeptes chantaient une chanson de circonstance que Fernand Verd avait écrite sur un choral de Bach : on y célébrait la moisson comme un symbole, nouveau, de l'Avenir communiste.

Le firmament, d'un vert de jade, était semé de minces balayures frangées de cuivre. Les oiseaux gazouillaient. La terre sentait la rosée. Puis le ciel se teignait de nacarat et d'orange, et le soleil se balança sur l'horizon. L'ombre des moissonneurs s'allongeait à travers les campagnes; la silhouette de la machine qui roulait en tête du cortège s'enflammait dans le contre-jour.

Ils se sentaient émus et grandis, comme s'ils participaient au rituel d'une religion très ancienne. C'était l'offrande du grain, le sacrifice à la terre qui nourrit les hommes pacifiques : le geste du faucheur couche les épis qu'elle a fécondés. Ils donnaient à ce geste le sens auguste et vague que lui prêtent les démocraties : tout effort demande sa récompense, l'agriculteur amasse les richesses qu'il a semées ; de son lent retour symétrique, il conclut, andain par andain, le travail de l'année. Aussi, nul ouvrier ne leur paraissait-il plus noble...

Il est vrai qu'il s'agissait ici non point d'une énergie musculaire mais d'une mécanique perfectionnée. N'importe, l'allégorie s'en trouvait décuplée par une poésie moderne et plus brutale. Aussi, jaillirent des cris d'enthousiasme quand l'appareil se mit en mouvement. La double scie mordait les chaumes au pied, les renversait d'une jonchée sur le tablier mobile ; ensuite la blonde nappe, glissant vers un cylindre, était séparée en javelles que des doigts de métal liaient en gerbes ; et le petit mouvement bref des pales les rejetait avec précision sur le terrain dépouillé.

Les adeptes accompagnaient la machine merveilleuse et admiraient son intelligence : elle obéissait tout entière à la seule impulsion de ses roues et se portait elle-même en travaillant ; la gerbe qui sortait de ses engrenages était égale, tous les épis en faisceau dru, et mieux nouée que par la main d'un homme. A chacune d'elles qui s'abattait sur l'éteule, ils poussaient des exclamations de surprise. Krabelinckx, avec la gravité d'un prêtre, dirigeait les bêtes dans les tournants et surveillait les commandes ; nulle séduction offerte à son œil de peintre, ni celle des cultures où des moires ondulaient, ni celle des grands espaces où se diapraient les nuages, ne pouvait l'enlever au double soin de la conduite et de la manœuvre.

Quand ils furent las de le suivre, les moissonneurs se mirent à relever les gerbes et à les dresser en moyettes ; mais ils n'avaient pas la manière et s'attardaient longuement à équilibrer leurs édifices qui s'écroulaient sur leurs talons. Le peintre, infatigable, avait abattu la moitié du champ, qu'ils réparaient encore leurs premières meules : ils lui crièrent de s'arrêter ; mais il continuait, sans détourner la tête, et les gerbes, derrière lui, s'ajoutaient aux gerbes. A midi seulement, la faim le fit descendre de son siège. Les chevaux étaient rendus ; il les détela pour les reposer et leur servit de l'avoine avec attendrissement.

On s'était installé sous un platane et l'on déballa des vivres atones. Krabelinckx célébra les pique-niques où l'on découvre des pâtés onctueux engainés de graisse blanche et des sardines en couches profondes, reposant dans un lac d'huile parfumée ; puis il dévora son pain, le regard tendu vers des paradis gastronomiques. Les autres, allongés sur l'herbe, entre-choquèrent leurs timbales d'eau pure, en souhaitant la réussite des moissons. Puis ils s'entretinrent du Progrès en général, et de la machine agricole qui résumait les conquêtes de la Science : ces découvertes quotidiennes feraient bientôt de toute la production un simple mécanisme ; le travail de l'ouvrier ne serait plus qu'une surveillance sans effort ; la machine remplacerait l'esclave des temps antiques ; l'intellectuel vaquerait à ses études, au milieu d'un ingénieux système de manettes, de boutons, de commutateurs et de leviers, par lequel, d'une main nonchalante, il distribuerait aux forces métalliques toutes les besognes matérielles.

— Ainsi, — conclut Jordsen, — l'idéal proposé par notre maître Kropotkine deviendra possible : tout homme sera libéré des exigences de la vie par un travail d'une heure ou deux par jour et aura droit à toutes les jouissances.

L'ombre s'épanchait mollement sur leurs épaules. Un loriot, dans le platane, jetait ses notes allègres. Verd et Chapelle, couchés côte à côte, partageaient un quignon de pain et se versaient à boire dans le même gobelet. Ils parlaient sans éclats, présentant comme un don frugal le meilleur de leurs pensées : un calme géorgique harmonisait leurs entretiens.

Lhommel ne disait mot ; il se sentait submergé par un bon-

heur trop immense ; comme il l'avait prévu, le saint labeur des champs abolissait les querelles, l'entr'aide régnait à nouveau sur la Cité. Ils connaissaient la paix de l'âme que donne l'application à bien faire.

Après le repas, ils continuèrent de causer. Les femmes et les enfants sommeillaient sur le gazon. Krabelinckx nettoyait les peignes de sa machine et graissait les rouages. Mais les adeptes le supplièrent de renoncer à la fauche pour ce jour-là. Il protesta sans trop de vigueur, refusa de les aider à la glane, et courut chercher sa boîte et des toiles ; puis il se mit à peindre, en plein soleil, les moyettes dorées à la cime, la mécanique multicolore et le groupe des moissonneurs.

Ils s'étaient relevés, les membres mous, avec une grande fatigue dans la tête. Chapelle enviait la sérénité du paysan que les problèmes de la philosophie n'accablent point et qui peut se donner tout entier à une activité physique : les cérébraux, comme eux, portaient le poids d'un double effort et se brûlaient, disait-il, par les deux bouts. Il proposa de reprendre le travail le lendemain dès l'aube. Et l'on abandonna Krabelinckx sur le terrain, avec les chevaux qui broutaient le talus, et la faucheuse dressant vers le ciel ses bras désolés.

Le jour suivant, Lhommel se réveilla vers huit heures et constata que tout le monde dormait encore. On prit en traînassant le Matutinal, et l'on s'en fut à la corvée, sans diligence.

On mit plusieurs jours à relever les seigles ; quand ils furent debout, les blés n'étaient pas encore mûrs. Il y eut une semaine de répit pendant laquelle les adeptes reprirent goût à l'ouvrage.

Le blé, leur semblait-il, avait une signification plus haute, un caractère plus abstrait que l'avoine et le seigle : c'était avec le blé qu'on nourrissait le Peuple ; il était l'antique manne terrestre, la cause et le but de toutes les Révolutions, la tige mille fois figurée sur les monuments de l'Histoire. Toutes ces raisons allégoriques donnèrent à leur labeur un nouveau ragoût ; ils retournèrent aux champs comme le premier jour, dans l'aube qui s'éveille, et chantant leurs hymmes.

La scie mâcha les beaux épis gonflés, sur toute la longueur de la parcelle, puis elle s'arrêta en grinçant. Krabelinckx descendit de son siège, tâtonna les rouages comme on palpe

un membre malade, et ne vit rien. Il fouetta les bêtes : les roues tournaient mais le mécanisme restait immobile. Il fallut rentrer à la ferme pour examiner la machine. Tous les adeptes l'accompagnèrent : ils entouraient ce grand corps paralysé et cherchaient l'ankylose : ils déboîtèrent la roue porteuse puis envahirent les engrenages. Jusqu'au soir ils démontèrent des pièces et les remontèrent aussitôt, craignant de se tromper. Après deux jours, ils découvrirent que l'arbre de la javeleuse avait été faussé par une pierre.

Il fallait en forger un nouveau. Personne ne savait forger ; néanmoins, ils se disputèrent longtemps autour de l'enclume pour savoir qui tiendrait le marteau. Jordsen l'emporta ; les autres s'empressèrent autour de lui. Ce nouvel office les amusait : allumer le foyer, tirer la chaîne, tremper le fer, leur était un jeu plein d'inconnu. Mais le métal voulait une énergie plus entendue : il résistait à leur maladresse. Ils l'avaient à peine dégrossi, qu'ils voulurent faire entrer le tourillon dans les coussins ; après de longs efforts, ils détraquèrent l'appareil.

Pascal fut d'avis de téléphoner au Mans pour faire venir un mécanicien. Le Norvégien, tout frémissant de pâle colère, déclara qu'il ne consentirait jamais à recourir au salariat : à l'appui de son refus, il cita de si nombreuses théories que personne n'eut le courage de le contredire. Ils commandèrent à la ville des pièces de rechange ; en attendant l'expédition, ils attaquèrent les blés à la faucille : ils n'avaient pas le coup de main, et la résistance des chaumes leur brisait les doigts. Ils renoncèrent à ce labeur d'esclave, et chaque jour, ils télégraphiaient au Mans pour hâter la livraison. Lorsqu'elle fut faite, et qu'ils eurent péniblement rétabli les pièces, les blés avaient mûri et les grains se détachaient à la moindre secousse. Ils laissèrent aux oiseaux la moitié de la récolte.

Cette expérience les découragea de l'agriculture. Il fallait encore déchaumer les éteules, fumer la terre et faire les semailles ; et ce serait bientôt le temps de la cueillaison : les branches des pommiers, sous l'abondance des fruits, s'abaissaient jusqu'au sol ; il fallait étayer leur poids magnifique. Ensuite viendraient les foins d'automne, les luzernes, la récolte des pommes de terre, la coupe du bois pour les provisions d'hiver, la mouture des froments. C'en était trop, comme

disait Chapelle, pour des cérébraux que la méditation tyrannise. Ils ne pouvaient admettre ce régime de travaux forcés sans répit ni repos. Le propagandiste résuma l'opinion générale :

— Nous ne sommes pourtant pas des ilotes, — s'écria-t-il.

Et comme ils n'étaient pas des ilotes, ils renoncèrent au labourage et décidèrent de semer en février des céréales de printemps.

Ils s'en tinrent donc à la cueillette. Ils passaient des journées entières dans le verger, sous l'ombre claire des arbres. C'était la peinture idyllique des travailleurs de l'Avenir, les beaux gestes des femmes recevant les fruits, les enfants nus jouant sur le gazon, parmi les colchiques et les gramens, et les voix mâles qui se répondent avec des accents de tendresse. L'air était chargé du parfum des pommes. Elles s'entassaient par monceaux sur les aires de paille qu'il avaient tressées en chantant. Cette abondance leur semblait allégorique, elle aussi : ils y voyaient l'image de la Terre Promise, d'où les messagers bibliques rapportaient des fruits extraordinaires : cette Terre Promise ne pouvait être que l'ère du Communisme. Et chaque jour, ils voyaient s'élever, avec une luxuriance écrasante, les richesses de l'automne.

Cependant ils ne savaient qu'en faire. Les végétariens n'admettent point le cidre qui est une boisson fermentée. Quand ils eurent choisi les plus belles pour la confection des compotes et le garde-fruits de la Colonie, il en restait tant et tant, accumulées au pied des arbres, qu'ils se détournaient, le jour, pour ne plus les voir, et rêvaient, la nuit, de leurs vertes avalanches. Et lorsque Chapelle exposa qu'il était criminel de laisser perdre ces trésors de la Nature, qu'il valait mieux les vendre, lorsqu'il s'offrit à faire le marché, les Kropotkiniens, un peu las de leurs déboires, acceptèrent sans réplique cette nouvelle compromission.

Ils se dépouillaient ainsi, peu à peu, de leurs vertus libertaires. Lhommel, toujours en alerte, osa le leur montrer en peu de mots : il fallait bien le dire, la colossale organisation des intérêts les enveloppait de toutes parts ; il l'avait prévu depuis longtemps ; il n'avait jamais cru à l'isolement possible d'une poignée d'hommes au cœur de la société. Il le leur avait dit au restaurant Cérès.

Et il se lamentait, inépuisable.

Jordsen sortit un nouveau lot d'écrivains communistes et soutint, avec force citations, que la vente et l'achat n'étaient qu'une forme de l'échange et pouvaient s'adapter au programme collectiviste. Chapelle offrit l'exemple des Doukhobors du Canada. Il s'ensuivit une grande dispute où ils se reprochèrent mutuellement leurs déceptions. Verd, surtout, fut plein de sarcasmes : le Frère Jordsen avait beau dire, la Colonie n'était plus qu'une ferme et mal organisée ! Ils se traitèrent de lâches et d'ignares, et se séparèrent en plein désaccord.

Les derniers travaux du sol leur firent sentir plus lourdement le poids de leur servitude volontaire. Puis vint novembre et les longues journées inactives. Ils vivaient comme des époux retirés des affaires, et qui n'ayant plus de soucis, ne connaissent plus que leurs rancunes. Ils évitaient de se rencontrer ; quand l'un d'entre eux, poussant la porte d'une chambre, y trouvait un adepte, il s'écriait : « Pardon ! » et se retirait aussitôt. Ils ne s'assemblaient qu'aux heures des repas ou pour des besognes indispensables. Il n'y avait plus de « démonstrations » d'aucune espèce. Ils avaient pris l'habitude de s'isoler, chacun dans une pièce ; ils avaient fini par y transporter leur lit et les quelques objets qu'ils affectionnaient. L'hiver fut rigoureux : il fallait du feu dans toutes les cheminées ! Lhommel, pour dissiper la mélancolie qui l'accablait, maniait la hache dans le bois, du matin au soir, pour fournir des bûches à ses Frères ; Chapelle s'enfermait dans l'Imprimerie et travaillait confusément ; le poète s'était emparé du Dormitoire ; Pascal rangeait les livres de la Bibliothèque et composait son catalogue analytique.

Krabelinckx avait résolu de décorer la Chambre des Relations générales, bien qu'il n'y eût plus de relations du tout. Verd lui avait proposé des sujets allégoriques : la Fraternité unissant les castes sociales, des couples de l'âge d'or sous les bosquets d'une île fortunée. Il renvoya le poète à ses séquences et se mit au travail.

En larges pâtes, il déploya sur les murailles de vastes paysages aux molles ondulations. Parmi les carrés blonds des champs d'avoine et l'azur délié des lins en fleur, des files de

peupliers se penchaient sous le vent. Aux arbres s'accrochaient les voiles envolés du brouillard. Dans le fond des vallées, l'ombre somnolait.

Il peignait en chantant d'une voix gueularde et traînassante. Jeannette venait admirer le travail des pinceaux ; talochant ses gosses qui ne la quittaient plus, elle portait de chambre en chambre son ventre énorme ; ou l'appuyant sur ses genoux, assise en face du peintre, elle suivait les progrès de la couleur en épluchant des pommes de terre.

Quant à la Muse, elle s'ennuyait. Elle n'ouvrait plus son piano, et cherchait un moyen de se distraire. Le latin l'avait attirée, mais elle n'avait pu venir à bout des relatifs. Après s'être essayée dans l'aquarelle, elle hésitait entre le cuir repoussé et la danse à la manière des Grecs. On lui acheta des poules qu'elle nourrissait de ses blanches mains ; et elle allait vendre les œufs au village. Sa joliesse et la distinction de ses allures lui valurent tout de suite une clientèle choisie. Le médecin du bourg s'honorait d'en être : il la recevait avec des égards et la reconduisait parfois jusqu'à la tour gothique, portant, pour lui complaire, le panier de la jeune femme et chuchotant à son oreille des paroles galantes.

Aux premières pousses des lilas, Jeannette mit au monde une fille. Comme on n'avait pas de berceau, on la coucha dans une crèche, tel Jésus-Christ, le père de l'Anarchie. Mais Kropotkine, nom mâle, n'allait plus : il fallait trouver autre chose. Lhommel voulait Kropotkina, mais la mère préférait Jeannette, ou Marcelle qu'elle trouvait distingué. On chercha plusieurs jours. En feuilletant Dostoïewsky, Verd découvrit « Sonia », dont les syllabes évoquaient toutes les miséricordes. On fit comprendre à la maman la religion des prostituées ; l'avis du poète prévalut.

Sa compagne, pendant la neuvaine des couches, fut préposée par Chapelle aux besognes culinaires. Elle y montra peu d'habileté et beaucoup de dégoût. La vaisselle crevassait les mains, la chaleur du fourneau donnait des boutons. Elle ignorait la préparation des légumes, s'oubliait à réciter du Baudelaire et négligeait ses casseroles. Krabelinckx, d'un air bourru, prit sa place au fourneau et servit aux adeptes des plats de sa façon, qu'ils déclarèrent succulents : il avait trouvé moyen

d'ajouter sans rien dire, à la recette végétarienne, un peu d'extrait de viande.

Chapelle qui ne pardonnait pas à Loyse de l'avoir repoussé, la prit à partie et lui reprocha, en termes durs, sa paresse et son égoïsme. Elle ne répondit rien, mais se mit à pleurer. Puis elle sortit, en essuyant ses larmes.

Au Vespéral, elle n'était pas rentrée. On l'appela dans le verger, aux alentours ; Lhommel partit à sa recherche du côté du village ; Verd le suivit bientôt. Il s'informa chez l'épicier qui, d'un air goguenard, lui conseilla de « ne pas se frapper ». Le poète ne comprit rien et rentra très inquiet. Lhommel, revenu par la traverse, l'accueillit avec une figure navrée ; tout en l'exhortant à montrer du courage, il lui débita la triste nouvelle : la Muse avait cédé aux instances du docteur et s'était installée chez lui. Tout le village le savait ; cela faisait un gros scandale.

Verd se raidit.

— Tout être est libre de son destin, — balbutia-t-il.

Puis il se pencha sur son assiette et se mit à contempler fixement les fleurs qui la décoraient. On entendait l'enfant crier dans la chambre voisine. Une invincible détresse appuyait sur les épaules. Huit heures sonnèrent au clocher. Ils considéraient avec amertume la place de l'absente. Lhommel soupira :

— Nous n'aurons plus de démonstrations musicales...

Mais Chapelle, d'une voix coléreuse :

— Elle était indigne de la Société future !

Il lui gardait rancune d'avoir cédé à un autre qu'à lui, mais se réjouissait de la déconvenue du poète.

— Ce qui manque ici, — ajouta-t-il, — c'est de la discipline.

Et il résolut d'y mettre le holà.

Il ne pouvait assujettir les adeptes ; même Pascal, depuis quelque temps, semblait lui échapper. Seul, Jordsen s'entendait avec lui sur le terrain de l'érudition. Il décida de contenir cette indépendance en serrant les cordons de la bourse. On avait renoncé aux cultures, et les achats devenaient quotidiens : ils avaient un compte chez Barat et correspondaient régulièrement avec leurs fournisseurs. Pour combler ces

dépenses, le propagandiste fit argent de tout. Il vendit l'une des vaches, les foins sur pied et les coupes de bois ; il voulut s'emparer des toiles de Krabelinckx : mais celui-ci les cachait dans un cabaret du village. Aux curieux qui visitaient la Colonie, Chapelle offrait maintenant, pour deux sous, les cartes postales de propagande, et pour trois francs, son grand ouvrage sur Malthus, qu'il avait enfin terminé.

C'était un mince opuscule de cent pages, et qui portait en manière d'épigraphe : *Dieu bénit les familles nombreuses, que ne les nourrit-il ?* Il avait bonne mine sous sa couverture écarlate, et des piles d'exemplaires, dans les coins de la salle commune, s'équilibraient, attendant les acheteurs. Mais les visites se faisaient rares, les bourgeois n'y trouvant plus le petit frisson peureux des premiers jours ; le village se gaussait de leur prétendue fraternité, la Muse ayant révélé dans les boutiques les discordes intimes.

Elles s'envenimaient de jour en jour. Deux partis s'accusaient : Jordsen soutenant le propagandiste, et Krabelinckx dont le poète embrassait la cause, en accusant Chapelle de ses malheurs.

Lhommel, dans son impuissance à les réunir, s'efforçait d'écarter les causes de dispute : il détournait la causerie sur des questions générales ; malgré tout, les interlocuteurs en revenaient à leurs griefs.

Pascal, depuis longtemps, se détachait de toutes les querelles. Il recherchait la solitude. On le trouvait quelquefois penché sur le berceau où le bébé sommeillait dans ses langes. Pendant les repas, il ne parlait à personne, ou sortant tout à coup de sa méditation, il énonçait, d'une voix contenue, des aphorismes étranges sur l'amour et sur l'individu. Chapelle les relevait avec vivacité ; son disciple le regardait longuement sans répondre et reprenait le cours silencieux de ses pensées.

(A suivre.)

A. t'SERTEVENS

L'OFFENSIVE DU 16 AVRIL 1917

DÉPOSITION D'UN TÉMOIN

Quelle est la vérité sur l'offensive du 16 avril 1917? La guerre pouvait-elle être terminée un an plus tôt par la défaite allemande? M. Mermeix et le commandant de Civrieux l'ont affirmé. M. Paul Painlevé, ministre de la Guerre, aurait arrêté le bras victorieux du général en chef, au moment même où celui-ci allait donner le coup de grâce à l'ennemi.

M. Painlevé, dans *la Renaissance*, a protesté, comme il fallait s'y attendre. Mais dans la même *Renaissance* paraissait, deux mois plus tard, en janvier dernier, une réfutation de M. Painlevé, due à la plume d'un officier général, le général Cordonnier.

Où est la vérité? Elle importe, car il s'agit de rien moins que de savoir si un ministre de la Guerre français, par légèreté ou parti pris, a « trahi » (le mot a été prononcé à la Chambre française) les intérêts supérieurs de la Patrie qui lui avaient été confiés.

Ayant assisté à cette offensive dans une situation où il nous était possible de bien connaître les choses et de tenir scrupuleusement notre carnet de guerre au jour le jour, nous apportons ici notre témoignage.

***

Appartenant au 101e R. I., nous fîmes la campagne avec ce régiment. Après une blessure, reçue à Maisons-de-Champagne

le 16 août 1916, — et nous trouvant encore en traitement à l'hôpital de Châlons, — nous fûmes affecté au G. Q. G. (section d'Information) et détaché par lui à la V[e] armée, que commandait le général Mazel. C'est cette armée qui, avec la VI[e] armée (général Mangin) à sa gauche et aidée de la IV[e] (général Anthoine) à sa droite, allait avoir pour mission de rompre le front allemand les 16 et 17 avril 1917, et d'ouvrir la voie à la X[e] armée (général Duchêne), dite d'exploitation, qui reconduirait l'ennemi jusqu'au Rhin et au delà.

L'état-major de la V[e] armée était installé dans un coquet village de la vallée de la Vesle, à Jonchery.

Lorsque nous y arrivâmes, au milieu du mois d'octobre, les 1[er] et 3[e] bureaux (personnel et opérations), ainsi que les bureaux du général, du chef et du sous-chef d'état-major, occupaient un château modeste, mais d'allure élégante, dont la cour égayée de buissons et de parterres de fleurs s'ouvrait sur la grand'rue.

Séjour calme et recueilli. L'état-major s'y était fixé depuis deux ans déjà, — étant arrivé à Jonchery le 16 octobre 1914.

Le général Mazel, qui commandait l'armée, était un cavalier, ancien directeur de Saumur. Jusque-là, il avait joué dans la guerre un rôle assez effacé. Il avait commandé le 38[e] C. A., établi devant Reims, et de Gueux était venu à Jonchery.

Les quatre bureaux de l'état-major comptaient des brevetés de première valeur, mais dont beaucoup n'avaient fait la guerre que fort peu, quelques-uns même pas du tout. Comme depuis octobre 1914 ils n'avaient pas bougé de Jonchery, et que de Vailly à Reims, il ne s'était à peu près rien passé ; que la V[e] armée était depuis nombre de mois un sanatorium, un cantonnement de repos, le pauvre fantassin sortant des tranchées entendait soutenir des théories militaires bien inquiétantes. Nous voyons encore le geste avec lequel l'un des chefs de bureau — breveté des plus brillants d'ailleurs — nous déclarait un jour :

— Moi, je ne crois qu'à « cela ! »

Et ses poings croisèrent la baïonnette.

Nous ne pûmes réprimer une exclamation.

— Oh ! mon commandant, comment pouvez-vous parler ainsi, après trente mois de guerre !

« Cela » valait bien peu en face de mitrailleuses tapies derrière des fils de fer barbelés et tirant trois cents balles à la minute.

— La loi Mourier, qui fit tant crier, et qui était excellente, est venue au moins un an trop tard.

— Mais songez quelle pénurie de brevetés son application a entraînée !

— D'accord ! Aussi eût-il été sage de créer une école d'état-major comme le fut celle de Senlis, dès octobre 1914, au lieu d'attendre octobre 1916.

***

A la fin de cette année 1916, nous avions déjà plus d'un million de tués.

Une offensive de grand style fut néanmoins projetée pour le printemps. On voulait essayer d'obtenir la décision qui mettrait fin à l'épouvantable tuerie avant que la Russie, fléchissante, fût mise hors de combat. Au surplus, le groupe de brevetés d'élite qui, depuis nombre de mois, était l'âme du haut commandement — la « coterie », comme disait tel grand chef, les « Jeunes-Turcs », comme les appelaient en souriant leurs camarades —, y poussait ardemment.

Le succès tout récent de Douaumont-Vaux (24 octobre-2 novembre 1916) avait, en effet, exalté leurs espérances. Dans cette victoire où, d'un seul bond, l'on avait conquis trois à quatre kilomètres de terrain en profondeur, ils avaient vu l'indication d'une méthode nouvelle, dépassant celle de la Somme, et permettant, enfin ! et la percée et l'exploitation.

Brillants chefs de file de quelques promotions de l'École de guerre, puissants travailleurs, admirables soldats dont la foi en la victoire ne fut à aucun moment effleurée d'un doute, ils étaient, d'autre part, sectateurs fanatiques de la doctrine en faveur : avoir l'esprit offensif, attaquer, toujours attaquer, dédaigner les objectifs géographiques pour chercher à saisir le gros des forces ennemies et l'écraser. Sortant, par ailleurs, en majorité, de corps d'élite — des chasseurs, en particulier, — ils ne se rendaient qu'insuffisamment compte de ce que l'on peut demander à l'ordinaire de la troupe, et cela d'autant moins que beaucoup n'avaient pu — malgré leur désir formel-

lement exprimé — servir dans le rang au cours de la campagne.

Ce dogmatisme, cette connaissance insuffisante des réalités de la bataille expliqueront, en grande partie, les caractéristiques de l'attaque du 15 avril 1917 qui est leur œuvre.

Donc une offensive générale devait être déclenchée au printemps 1917. Comme la masse principale des forces ennemies était groupée sur le front occidental, c'était là aussi que porterait le gros effort. Tandis qu'Anglais et G. A. N. [1] attaqueraient entre Vimy et Lassigny, fixeraient l'ennemi, attireraient ses réserves, un autre groupe d'armées françaises romprait le front ennemi entre Reims et Soissons. Et cette fois, appliquant avec ampleur la méthode expérimentée récemment à Verdun, on ferait tomber d'un seul coup les trois lignes allemandes qui défendaient le front visé. D'un seul élan, il fallait aller aux batteries lourdes ! Pris comme dans une tenaille, le saillant formé par les positions allemandes vers Paris, tomberait. Tout ce qui ne pourrait fuir serait « ramassé » par les troupes d'exploitation. Car, sans s'occuper de l'ennemi ahuri, déconcerté, on devait marcher hardiment de l'avant, se porter sur ses lignes de communications. L'heure de la cavalerie était venue...

Plan grandiose, mais qui avait au moins un défaut : il péchait par la base.

Il prétendait partir de la leçon de la reconquête de Douaumont-Vaux. Or cette opération s'était faite dans un terrain très spécial, unique sur tout le front. Nulle part la terre, martelée par un bombardement furieux et incessant de plus de huit mois, n'était aussi retournée, ameublie. Dans les trois à quatre kilomètres séparant la ligne Douaumont-Vaux de la ligne Fleury-Souville, il était impossible, tant le sol était devenu inconsistant, de faire une ligne de tranchées solide, de fixer un réseau de fils de fer sérieux.

Partant de la ligne Fleury-Souville, il était normal que d'un seul bond on parvînt au delà de Douaumont-Vaux ; de même que si les Allemands, réagissant, avaient entendu reprendre le terrain perdu, il n'eût pas fallu s'étonner d'être reconduit à la ligne de départ Fleury-Souville.

1. Groupe des Armées du Nord.

La méthode employée dans un terrain aussi spécial, on la transportait dans un autre, très spécial lui aussi, mais pour des raisons exactement inverses. La partie du front d'attaque entre Soissons et Reims avait été une des régions les plus calmes depuis 1914. A part l'affaire de Crouy au début de 1915, rien d'important ne s'y était passé, et ce n'était pas un mince étonnement pour un troupier venant de Verdun et de la Champagne que de parcourir ces vallonnements boisés, où les arbres étaient intacts jusqu'aux premières lignes. Il est certain que, sauf dans quelques parties du secteur de Lorraine, on n'eût pas trouvé ailleurs pareil spectacle.

L'ennemi avait donc eu le temps de s'organiser à loisir dans un sol à peu près intact, et où tranchées et réseaux de fils de fer tenaient remarquablement.

Bien plus. Une notable partie de ce terrain, — la crête dite du Chemin des Dames allant de Craonne au Moulin de Laffaux, — était une croupe calcaire, creusée de creutes, de galeries, de carrières, et qui, aménagée à loisir pendant plus de deux ans, était, sans contredit possible, la plus formidable forteresse que l'on pût trouver des Vosges à la mer du Nord.

Enfin, le plan supposait que l'ennemi se laisserait faire. Or, déjà dans la Somme, il avait montré qu'il avait trouvé la parade à l'attaque avec préparation d'artillerie massive et méthodique. Cette parade était simple. Elle consistait, sous l'écrasement d'acier, à abandonner franchement, là où il était nécessaire, la première ligne de la première position ou même toute la première position en y laissant quelques mitrailleuses, à reculer ses batteries, et à attendre l'ennemi, épuisé par son premier assaut, sur la seconde position. Méthode de bon sens. Nous n'avons consenti à l'appliquer que le 15 juillet 1918 !

Quoi qu'il en soit, le plan une fois conçu, monté, il fallait trouver un grand chef qui acceptât l'adjudication.

On commença par pressentir le général Pétain, — sans succès. On se rejeta sur Nivelle, le vainqueur de Douaumont-Vaux.

Nivelle dépendait alors, comme chef de la IIe armée, du général Pétain commandant le G. A. C. (Groupe des Armées du Centre). C'était en exécution des ordres du général Pétain qu'il avait remporté sa double victoire ; mais l'on savait le

commandant du G. A. C. un pur soldat et qu'il obéirait immédiatement et sans restriction à son ex-subordonné au cas où ce dernier serait investi du commandement suprême.

Nivelle accepta l'entreprise. Et le 12 décembre, le conseil des ministres le nommait commandant en chef des armées du Nord et du Nord-Est [1].

Le général Pétain faisant au projet des objections (combien sensées !), on l'écartait. On retirait du G. A. C. qu'il commandait la Ve armée destinée à attaquer entre Reims et Hurtebise (18 décembre 1916).

La Ve armée garderait son chef, le général Mazel; à la tête de la VIe, on plaçait le général Mangin, l'heureux exécutant de la double victoire de Verdun, et qu'aucune audace n'effrayait. L'armée d'exploitation, la Xe, était confiée au général Duchêne, dont la réputation d'énergie n'était plus à faire.

Quant au groupe d'armées constitué par les Ve, VIe et X^e^ armées et auquel on donnait le nom de « groupe d'armées de réserve » (G. A. R.), on désignait pour le commander le général Micheler.

Il recevait son commandement (27 décembre 1916), non pas en vertu d'un décret signé du président de la République et du ministre de la Guerre, mais par « délégation du commandant en chef ». C'était le commandant en chef qui devait être souverain maître. Cette fois, on ne serait plus gêné par des timorés comme Joffre, Castelnau ou Pétain, des « défensifs »...

L'équipement du front, déjà commencé à la Ve armée, fut poussé avec vigueur.

L'importante note du 14 janvier 1917 destinée à convertir le gouvernement anglais à une pleine adhésion et lue au comité de guerre français précisa les directives de l'opération. Elle commence par écarter l'hypothèse d'une action franco-britannique sur le front italien : « Quel objectif y chercherait-on? Trieste, Pola, Vienne même, *des objectifs géographiques* dont la conquête serait sans aucune influence sur l'issue de la guerre. »

Vienne ! Simple objectif géographique ! Que répondre, cependant, à qui aurait soutenu que, l'Autriche étant épui-

1. Le 26 décembre, Joffre était nommé maréchal de France et abandonnait tout commandement.

sée (c'est le 31 mars 1917 que se place la mission du prince Sixte de Bourbon), on pouvait ainsi mettre hors de cause un des adversaires et prendre à revers l'ennemi principal? Lorsque l'armée Franchet d'Esperey tenta la manœuvre, en octobre 1918, on sait de quels effets elle fut suivie... Enfin, à de fervents sectateurs de Napoléon, certains précédents historiques auraient pu montrer qu'une marche sur Vienne par le col de Tarvis et la vallée de la Save n'était pas sans influence sur le succès d'une guerre où le gros des effectifs ennemis se trouvait sur le front occidental...

Venait ensuite un exposé du plan.

« Nous romprons le front allemand *quand nous voudrons*... à condition de *ne pas nous attaquer au point le plus fort* et de faire l'opération par surprise et attaque brusquée en 24 ou 48 heures. »

Afin de ne pas attaquer l'ennemi au point le plus fort, choisir le plateau de Craonne ! Il eût été difficile — nous pouvons même dire impossible — de choisir un point plus formidable sur toute l'étendue des lignes allemandes.

Puis était développée l'économie générale de l'offensive : 1° attaque britannique sur le front Vimy-Roye, attaque française sur le front Roye-Lassigny, séparées par un intervalle de trois à cinq jours (ou moindre) ; 2° après un intervalle analogue, attaque entre Soissons et Reims devant amener la rupture complète du front, poussée jusqu'à la masse de l'artillerie ennemie ; 3° exploitation immédiate et intensive de la rupture dans le sens latéral et dans celui de la profondeur.

« Dans le sens latéral, en se rabattant franchement à angle droit sur les derrières du front ennemi, détruisant son artillerie, occupant ses lignes de communication et de ravitaillement, gagnant les voies ferrées utiles à notre propre ravitaillement.

» Dans le sens de la profondeur, irruption de la cavalerie et d'armées de manœuvre réservées qui, combinant leur action avec celle du combat de front, livreront bataille aux forces restées disponibles de l'ennemi et les battront.

» Cela fait, le terrain sera libre pour aller où on voudra,

à la côte belge comme à sa capitale, sur la Meuse et sur le Rhin... »

Et l'ennemi, dans tout cela? Était-il donc quantité négligeable?

Il allait manifester — de façon péremptoire — qu'il existait toujours.

* * *

Les exécutants, eux, la connaissaient cette existence. On n'avait rien à leur apprendre à cet égard. Depuis plus de deux ans qu'on leur disait, à chaque offensive : « Allez ! en avant ! Il n'y a plus rien devant vous ! vous pouvez marcher la canne à la main ! » et qu'en arrivant sur les fils de fer boches des mitrailleuses les fauchaient comme blés mûrs, ils avaient appris à ne plus avoir une entière confiance dans les assurances de victoire facile.

Le premier ébranlé fut le général Micheler lorsque, sur place, il se fut rendu compte des difficultés de l'opération.

Puis, au 1er C. A., qui devait enlever de front la crête de la ferme Hurtebise au plateau de Craonne, le général de Fontclars prédit, lui, l'inutile boucherie. Le 25 janvier, il était relevé de son commandement, envoyé au XVe C. A., remplacé par le général Muteau[1].

Mais la foi n'était guère plus ardente chez ceux qui, n'ayant pas l'effroyable morceau du Chemin des Dames et de Craonne à avaler, n'étaient pas aussi pessimistes que le général de Fontclars.

Voici ce que nous disait le jeudi 1er février un général commandant un autre corps d'armée d'attaque.

Nous rapportons la conversation que nous eûmes avec le général ***, mot pour mot, telle que nous la consignâmes sur notre carnet le soir même de l'entretien.

Des raisons de haute convenance que nos lecteurs admettront nous empêchent de citer les noms d'officiers encore en activité de service.

1. Le général Muteau avait commandé la 126e D. I. dans l'offensive du 15 décembre 1916 devant Verdun.

LE GÉNÉRAL. — Il faudrait que 1917 voie la fin de la guerre... Ici, en quinze jours, nous aurons réussi, ou nous serons arrêtés pile. Et alors... quand nous aurons perdu dans cette offensive six cent mille hommes, où prendrons-nous de quoi combler les vides?

MOI. — Toute la difficulté consiste à ne pas être arrêtés pile, et à exploiter le succès de manière que la guerre de position ne puisse reprendre.

LE GÉNÉRAL. — Parfaitement. Mais pour cela, il faut être organisé en profondeur. Il faut de la densité. Le grand Empereur, qui n'était pas un imbécile, perçait avec une masse, et il passait. Qu'importe le succès de notre première ligne s'il n'y a rien derrière? Nos objectifs du jour J, nous les enlèverons. Le deuxième jour de l'attaque, je serai à X... Mais il faudra relever mes troupes... Je marche avec mes trois divisions. Elles seront toutes les trois engagées. Dans chaque division, un régiment sera en réserve, deux en ligne. Dans chaque régiment, un bataillon sera en réserve, deux attaqueront. Eh bien! un bataillon ce n'est pas beaucoup. C'est 190 combattants, car les bataillons ne sont qu'à trois compagnies, et dans chaque compagnie, il y a les employés, et il y a les hommes chargés de l'approvisionnement en munitions. Qu'est-ce qu'un grenadier peut porter de grenades?... Nous partons sans esprit de retour. Je charge chaque homme de : une couverture, une toile de tente, trois jours de vivres (je leur ai fait prendre trois jours de vivres dans la Somme et je m'en suis bien trouvé); un jour d'eau, deux cents cartouches... Qu'est-ce qu'un grenadier peut porter de grenades avec ce chargement? Dix!... Dix à douze au plus! Il y en a pour dix minutes de combat... Or, dix pourvoyeurs ne peuvent porter des grenades que pour vingt combattants...

» La tactique des Allemands est très simple. Ce n'est pas sur la première ligne qu'ils nous attendent. C'est sur une ligne organisée en dehors de la portée de nos canons de campagne. Dans l'intervalle, ils laissent des éléments pourvus de mitrailleuses qui s'accrochent au terrain et vendent leur vie le plus chèrement possible. C'est ce qui nous est arrivé dans la Somme : ils rompent le combat. Et ce faisant, ils jouent sur le velours. Nous démolissons notre propre pays. Ils nous le

laissent démolir. Pour avancer de 10 à 12 kilomètres, il nous faut faire table rase sur cette étendue. Qu'est-ce qu'il leur en coûte? Ils reculent de 10 à 12 kilomètres... Et pour faire cette avance, nous perdons du monde du fait des mitrailleuses qui restent çà et là... Je vais avoir à enlever L... et C... Tout cela est organisé. Il restera des mitrailleuses. Mes divisions seront bien fatiguées dès le deuxième jour de l'attaque. J'aurai juste de quoi soutenir les contre-attaques. Il faudra les remplacer par d'autres qui passeront devant... Il faut du monde pour remplacer perpétuellement les unités décimées.

MOI. — Des corps de cavalerie sont tout prêts.

LE GÉNÉRAL. — C'est un peu tôt.

MOI. — Oui. La difficulté qui se présente à l'esprit est de savoir comment la cavalerie peut être utile dans un terrain coupé de tranchées garnies de fils de fer plus ou moins intacts.

LE CHEF D'ÉTAT-MAJOR. — C'est certain. A pied, il est déjà difficile de passer !

LE GÉNÉRAL. — Assurément. On ne peut avancer qu'avec de l'infanterie appuyée par son artillerie. — Il faut y songer... Ou il m'arrivera ce qui m'est arrivé en Champagne et dans la Somme. En Champagne et dans la Somme, je serais passé si j'avais eu derrière moi des troupes pour m'appuyer. Mais rien! rien! Force est bien de s'arrêter...

Que ressort-il de cette conversation?

C'est que tels des exécutants et des plus qualifiés n'avaient pas attendu l'arrivée au pouvoir de M. Painlevé (ainsi que le prétend le général Cordonnier[1]), pour n'avoir qu'une médiocre confiance dans l'entreprise.

Et ils n'avaient qu'une médiocre confiance pour beaucoup de raisons.

La première est que leur imagination, à eux qui étaient sur le terrain, n'avait pas franchi d'un bond les lignes allemandes. Les dithyrambes sur l'expérience de Vaux-Douaumont, les laissaient parfaitement froids. Ils étaient fixés. Ils savaient que cette belle victoire, d'un excellent effet moral, avait été obtenue grâce à un concours de circonstances qu'il fallait

1. *Op. cit.*, p. 19, col. 2.

pouvoir retrouver : front restreint (7 kilomètres) ; terrain unique : ainsi que nous avons vu; supériorité marquée d'infanterie et comme quantité (malgré les apparences) et comme qualité ; supériorité écrasante d'artillerie. Enfin, surprise.

Or, il s'agissait ici d'une offensive portant sur un front dix fois plus vaste ; dans un terrain difficile, intact, remarquablement fortifié. Il était probable que l'ennemi emploierait la parade que les exécutants lui avaient déjà vu employer au cours de la bataille de la Somme.

Dans ces conditions, il était hors de doute, à supposer même que l'on bénéficiât de la surprise, que l'attaque coûterait fort cher, et que, si l'on voulait réussir, il faudrait des effectifs beaucoup plus considérables que ceux dont l'armée française pouvait disposer au printemps 1917. Selon un grand chef, pour percer, il fallait trois divisions par front de division d'attaque [1] : une pour donner l'assaut, la seconde pour relever la première — fatiguée — et repousser les contre-attaques, la troisième pour s'assurer la position et pousser de l'avant. Or, nous étions loin de compte, puisque, pour 40 divisions d'attaque, nous n'avions que 55 à 56 divisions au total, alors qu'il nous en fallait 120 !

Enfin, il était un dernier point que ne signalait pas le général — ni les autres généraux exécutants que nous eûmes l'honneur de voir —, mais que connaissaient bien certains grands chefs, et qui était l'insuffisance d'instruction de notre armée.

L'importance de l'instruction pour la valeur militaire de la troupe est un point qu'il est du devoir de l'historien de la guerre de mettre en lumière, aussi bien pour la compréhension profonde des événements que pour l'avenir de notre organisation de défense nationale.

Au début de l'année 1917 notre infanterie était depuis cinq à six mois constituée comme elle le restera jusqu'à la fin des hostilités. Chaque compagnie avait ses équipes de fusiliers mitrailleurs, de grenadiers, de V. B. [2], de voltigeurs. Mais il est capital de noter, qu'en thèse générale, *nos fantassins*

1. Ce fut, d'ailleurs, le système employé par Ludendorff dans ses offensives

2. Viven-Bessière, du nom des inventeurs. Sorte de grenade fusante se tirant au moyen d'un tromblon fixé au canon du fusil.

n'avaient pas la pleine familiarité des nouvelles armes. De plus, la coordination de ces divers éléments pour le combat offensif comme pour le combat défensif n'était pas même encore soupçonnée dans la plupart des corps de troupes.

Il n'y avait guère plus de six mois que le général Pétain avait commencé à faire fonctionner le centre d'instruction organisé à Châlons où il avait son Q. G.

Prenons un exemple concret, tiré de l'action de la compagnie dans le combat offensif. La compagnie se heurte à un ilot de résistance. Il faut l'enlever. Voici quel sera le procédé de coordination des efforts plus tard adopté. Tandis que les V. B. feront de l'interdiction sur les arrières de la position attaquée, les fusiliers-mitrailleurs feront de la « neutralisation » ; grâce à la rapidité de tir de leur arme, ils couvriront d'une nappe de balles l'ennemi et l'empêcheront de lever le nez au-dessus de la tranchée, cependant que les équipes de grenadiers appuyées par celles de voltigeurs attaqueront sur chaque flanc.

Le lecteur comprendra quel travail soutenu nécessite le dressage d'une compagnie pour lui apprendre à effectuer, avec précision et automatiquement, cette seule manœuvre. Or, elle avait à apprendre en outre à progresser par les boyaux ; à marcher de concert avec les tanks, etc., etc.

Au début de 1917, la compagnie française employait encore différentes armes dont elle était dotée sans expérience suffisante.

D'autre part, certain procédé de manœuvre essentiel pour l'offensive lui était encore inconnu. Nous voulons parler du « passage de ligne ». La constatation que faisait le général, dont nous citons les appréciations, de la fatigue rapide des troupes au cours de la lutte et de la nécessité de les remplacer par d'autres « qui passeraient devant », montre combien il était indispensable de relever, dans le cours même du combat, les troupes d'attaque par des troupes fraîches.

Cette opération, très difficile, ne fut effectuée pour la première fois que le 31 juillet 1917, dans les Flandres, à l'attaque de Bixschoote, non pas seulement par le 233e R. I. comme le dit M. Bédier[1], mais par tous les régiments de la 1re D. I.

1. *L'Effort français*, p. 99. (Éd. La Renaissance du Livre.)

qui participèrent à l'action, c'est-à-dire, — outre le 233e, — par le 1er et le 201e.

Pour qu'elle soit possible, il fallait qu'infanterie et artillerie de campagne aient travaillé de concert ; que l'artillerie de 75 ait été habituée à protéger son infanterie par un barrage roulant progressant à une allure précise et l'infanterie à le suivre. Or, rien — ou à peu près — n'avait encore été fait dans ce sens. Au 16 avril, nous verrons le barrage roulant continuer d'avancer alors que l'infanterie avait stoppé depuis longtemps, ou, au contraire, décimer ses propres fantassins.

Quant à la liaison de l'infanterie et des chars d'assaut (que l'armée française utilisa pour la première fois le 16 avril), elle n'était pas même soupçonnée.

Le G. Q. G., dans ses règlements et instructions, ne manquait jamais une occasion d'exalter l' « esprit offensif ». Mais l'esprit offensif d'une troupe se développe avant tout par l'instruction. Que les hommes soient rompus au maniement de leurs armes, et qu'ils sachent très nettement ce qu'ils ont à faire, ils auront l'esprit offensif. S'ils ne savent pas tirer un coup de fusil ou lancer une grenade, s'ils ne sont pas dressés à se comporter dans telle et telle circonstance de telle et telle façon, toutes les exhortations possibles à « l'esprit offensif » ne le leur insuffleront pas; et même, s'il leur arrive d'avoir des velléités agressives, ils se feront tuer inutilement.

Sitôt qu'il prit le commandement suprême, en mai 1917, le général Pétain apporta toute son attention à l'instruction. On peut dire que dans la seconde moitié de 1917 et le début de 1918, aussi bien par les offensives entreprises — Flandres, Malmaison, Verdun — que par l'organisation et l'utilisation, aussi large que possible, des camps et écoles d'instruction, le général Pétain a « dressé » l'armée française. Et si en 1918 nous avons obtenu des résultats, c'est, en grande partie, à ce dressage que nous le devons.

Nous nous rappelons que nous fûmes frappé, lors de l'offensive allemande du 21 mars, par la façon remarquable dont tel régiment, le 132e R. I., arrêta l'ennemi supérieur en nombre à le Moncel près de Montdidier.

Le lieutenant-colonel Perret, commandant le régiment, auquel nous en faisions la réflexion, nous répondit :

— Ils viennent de passer six semaines à l'instruction.

Tout le mystère est là.

En résumé, au printemps 1917, *ni par ses effectifs, ni par son instruction*, l'armée française n'était en mesure de mener à bien la manœuvre ambitieuse où elle allait se trouver engagée.

Et c'est là ce qui explique l'opinion précise de certains grands chefs sur cette entreprise.

Nous allons voir maintenant par suite de quelles circonstances elle aboutit à un avortement dès les premières heures de la bataille.

***

Dès le début de février, il fut évident que l'ennemi était au courant de nos projets et prenait ses dispositions pour y parer.

Au delà des trois positions, très fortes déjà, qu'ils avaient organisées devant notre front, ils en aménageaient hâtivement une quatrième, laquelle, partant du Vieux-Laon, par Goudelancourt gagnait Amifontaine, Prouvais et Neufchâtel-sur-Aisne. Arrivée au fleuve, elle subissait un décalage de 2 kilomètres environ, reprenait à Pignicourt et se dirigeait vers Aménancourt sur la Suippe. « Nos photographies d'avions, trouvons-nous noté sur notre journal à la date du jeudi 8 février, nous ont montré ces travaux poussés activement depuis huit jours au moins. »

Depuis le 20 janvier, où la neige avait couvert au loin la campagne, il faisait un soleil radieux, un ciel bleu de Provence, sous lequel la plaine étincelait comme une nappe d'argent. Le froid, d'abord très vif, s'était adouci, et c'était par un beau temps sec que nos travaux : établissements de routes, de voies de 0 m. 60, de voies de un mètre, doublement de la voie normale de Fismes à Muizon, charrois, etc., se poursuivaient. Mais brusquement, les 17 et 18 février venaient le dégel, la pluie, la boue. Les chaussées se bossuaient, se creusaient de fondrières, devenaient à ce point impraticables que dès le lundi 19, on était contraint de restreindre la circulation automobile. Jusqu'au jour J, les routes seront pitoyables et cette circonstance ne sera pas pour peu dans l'insuffisance

de la préparation d'artillerie. Car il ne suffit pas que les munitions arrivent aux gares de ravitaillement, encore faut-il qu'elles puissent parvenir jusqu'aux batteries de tir. Que l'on songe, en outre, à l'inexpérience de l'état-major de Jonchery, et l'on comprendra les insuffisances de moyens dont eurent à souffrir les exécutants.

Cependant, les Allemands agissaient.

Sachant qu'ils allaient être attaqués entre Vimy et Reims, ils entreprenaient de limiter eux-mêmes l'opération, de la restreindre à la portion du front où le terrain leur était le plus favorable et d'y attendre l'agresseur. Manœuvre remarquable, qui restera certainement, au point de vue militaire, une des plus belles de la guerre [1].

Elle commençait par un brusque « décollage », le 24 février, dans la région de l'Ancre, devant la Ve armée anglaise, et se poursuivait en toute tranquillité durant la première quinzaine de mars. Malgré les avertissements les plus précis, le général Nivelle et son entourage refusaient de croire à ce recul. « Racontars de deuxièmes bureaux », disait-on.

« L'auteur de ces lignes, raconte Jean de Pierrefeu, a assisté à cette époque à ce spectacle inouï d'un G. Q. G. persuadé que le repli des Allemands était imminent et stupéfait de voir le bureau des opérations et le général en chef se refuser à y croire [2]. »

Nous avons sous les yeux un « *Rapport du capitaine Vanheen Koet, détaché par le 2e bureau de la Ve armée au S. R. d'Evian, sur l'ensemble des interrogatoires des rapatriés français.* » (*Période du 15 au 25 janvier 1917.*)

L'impression générale qui ressort des interrogatoires, dit ce rapport, est que les Allemands ont envisagé la possibilité d'un recul, — et qu'ils le préparent.

Le moral des soldats est orienté vers cette éventualité. Aux appels journaliers, les officiers préviennent les hommes qu'il faut penser à un recul possible qui se produira à son heure, et qui sera la plus belle manœuvre stratégique de « notre Hindenburg ».

Les régions de Mons-Maubeuge et Arlon, qui appartiennent à l'admi-

1. Les détails de l'exécution furent atroces. Les barbares firent le désert.
2. Jean de Pierrefeu. *La Vérité sur l'affaire Nivelle*, p. 37. (Éd. Renaissance du Livre.)

nistration de la Belgique, ont été organisées en Etappen-Kommandanturen.

Les services des Ire, IIe et VIIe Armées ont été reportés respectivement :

De Laon sur Hirson,

De Saint-Quentin sur Avesnes et Maubeuge,

De Cambrai sur Mons et Tournai.

Retrait :

Des hôpitaux de Chauny sur Fourmies,

Des hôpitaux de Saint-Quentin sur Maubeuge (sous le bois),

Des réserves automobiles de la région de Saint-Quentin sur Avesnes et Maubeuge,

Du service du Trésor de Saint-Quentin porté à Haumont (S.-O. de Maubeuge).

— Organisation des boulangeries de campagne de Saint-Quentin à l'usine Senelles de Maubeuge.

— Les parcs d'aviation du Cateau et de Saint-Quentin vont être repliés sur Aulnoye-Berlaimont.

Enfin, pour limiter le recul, les Allemands paraissent avoir élevé plusieurs lignes de tranchées.

Une première ligne depuis la région ouest de Cambrai jusqu'à La Fère et Laon, terminée à chaque extrémité par deux musoirs fortement organisés et représentés :

Au Nord :

Par les points d'appui de la région Mœuvres-Anneux-Graincourt-Flesquières-Ribécourt et bois d'Avrincourt.

Au Sud :

Par l'organisation du Massif de Saint-Gobain.

Entre ces deux musoirs, la ligne de tranchées est jalonnée par Vendhuile-Bellenglise et Saint-Quentin, et s'appuie au canal de Saint-Quentin...

On ne saurait être plus précis. Le tracé de la célèbre ligne Hindenburg est ici — à l'avance — parfaitement indiqué.

Or, ce rapport est du *28 janvier 1917*.

Lorsque l'opération fut complètement achevée, que le terrain abandonné fut vidé d'hommes et de matériel, qu'il n'y resta plus un affût de crapouillot ni une boîte à masque, ordre fut donné le 15 mars au G. A. N. et à l'armée anglaise de prendre vigoureusement l'offensive, et « maintenir le contact coûte que coûte ! »

On écrasa d'obus des tranchées vides. Puis ce fut l'exploitation, la « poursuite », comme dans un kriegspiel. Les unités furent lancées fiévreusement à travers des routes démolies par

l'ennemi, coupées d'énormes entonnoirs, où elles se mêlaient, s'enchevêtraient dans une confusion, un tohu-bohu indescriptibles...

Quoi qu'il en soit, grâce à cette parade en rompant, le commandement allemand avait réduit de plus de moitié le front d'attaque. Il avait localisé l'offensive au point choisi par lui. Inutile de dire que ce n'était pas celui où il était le moins fort. Il se trouvait que c'était ce formidable bastion du Chemin des Dames et du plateau de Craonne, et la région, moins forte par la nature, qui s'étendait de Craonne à Reims, mais où, nous l'avons vu, l'ennemi avait ajouté une quatrième position aux trois déjà existantes.

Hantés par l'idée fixe, le général Nivelle et son entourage ne voulaient rien voir. Ils exaltaient sans mesure la prétendue victoire ! La grande presse était mise en branle.

Il convient, déclare *le Matin* du dimanche 18 mars, de retenir les expressions dont notre état-major s'est servi pour relater ces opérations. Elles ne s'appliquent plus à la guerre de tranchées, mais à la guerre de mouvement qui, seule, connaît des « poursuites » et des « pointes d'avant-garde ». Répétons-le : il y a plus de deux ans que nos bulletins officiels n'avaient parlé un tel langage[1] !

« Poursuites ! » « Pointes d'avant-garde ! » « Guerre de mouvement ! » Les grandes manœuvres ?

Comme il fallait trouver au recul allemand une explication, on proclamait qu'il était une conséquence de la bataille de la Somme, — ce qui, en fait, n'était vrai qu'en bien faible partie, et, par la manière dont la chose était présentée, devenait une dangereuse contre-vérité.

On envoyait au G. A. N. (IIIe et Ire armées) des officiers recueillir les détails de la poursuite.

Le commandant de Bourbon-Busset, chef du 2e bureau de la 1re armée, nous a raconté à plusieurs reprises la conversation téléphonique qu'il eut à ce propos avec le colonel Toutain, chef de l'information au G. Q. G.

— Je vais vous envoyer un officier pour recueillir les détails de la poursuite...

— Quels détails?

1. Et le général Cordonnier reproche à M. Painlevé de n'avoir pas suffisamment laissé « chanter victoire après la retraite allemande ».

— Eh bien ! il doit y avoir des combats d'arrière-garde...

— Mais non ! Il n'y a plus de Boches ! Ils sont partis !

— Les dires des prisonniers sont à recueillir...

— Il n'y a pas de prisonniers !... Je vous dis que l'ennemi s'est retiré !

— Enfin ! je vais vous envoyer quelqu'un.



Maintenant, d'ailleurs, on ne craignait plus qu'une chose : c'est que « la masse principale des forces ennemies » que l'offensive se proposait de détruire ne s'échappât.

Si l'armée allemande allait nous jouer le tour que l'armée russe avait joué au grand Empereur ! « Napoléon, en 1812, dit le général Cordonnier [1], avait vainement cherché une rencontre depuis Vilna jusqu'à Smolensk; à Borodino, il avait pensé la tenir, mais l'armée ennemie s'était dérobée avant la décision et la marche sur Moscou s'était poursuivie sans que l'ennemi acceptât de se mesurer avec lui. »

« La seule chose que je redoute, déclare à M. Painlevé le général Nivelle le 31 mars, c'est que l'ennemi fasse le vide. Plus il sera nombreux, plus la victoire sera éclatante. »

M. Painlevé trouve, aujourd'hui, le propos excessif.

Mais enfin, M. Painlevé, le 31 mars 1917, était ministre de la Guerre, et l'existence de douze cent mille hommes, celle même de la Patrie étaient en jeu.

Quoi qu'il en soit, emporté par cette nouvelle fiction, le général Nivelle avait, dès le 10 mars, donné l'ordre suivant : « Le repli allemand étant commencé, on multipliera les coups de main sur le front de l'armée afin de connaître les intentions de l'ennemi. *Quoi qu'il arrive, le plan du général en chef demeurera dans son intégrité.* »

Pourquoi chercher à connaître les intentions de l'ennemi, si, *quoi qu'il arrive*, le plan du général en chef est immuable?

Que deviennent au surplus les théories exposées par le général Cordonnier sur la souplesse que doit avoir un plan d'action militaire, qui est quelque chose, dit-il, de « vivant »,

1. *Op. cit.*, p. 30, col. 1.

si, avant même de connaître les intentions de l'ennemi, et un mois avant le jour J, ce plan est intangible?

Au reste, quelques jours après, le 15 mars, estimant que, néanmoins, le retrait boche modifiait, malgré tout, les données de l'opération, le général en chef décidait de prolonger l'offensive vers l'Est. La IVe armée (général Anthoine) attaquerait elle aussi, entre Prunay et Auberive, enlèverait les hauteurs de Moronvilliers pour rejoindre sur la Suippe la Ve armée. Il fut décidé dans la suite que le 7e C. A. (général de Bazelaire) passerait vingt-quatre heures après le jour J, sous les ordres de la IVe Armée.

Le général de Bazelaire estimait, d'ailleurs, que ses pertes à ce moment seraient telles que son corps d'armée n'apporterait aucune force nouvelle au général Anthoine, auquel il déclara, quelques jours avant l'offensive :

« Arrivé sur la Suippe, comptez mon corps d'armée pour rien. »

***

Cependant, les Allemands se préparaient à recevoir sérieusement l'attaque dont ils étaient menacés. Ils renforçaient de jour en jour leur artillerie. Alors que le S. R. A. (Service Renseignements Artillerie) signalait sur le front de l'armée 49 batteries ennemies repérées en action dans la première quinzaine de février et 53 dans la seconde, il en signalait 108 dans la première quinzaine de mars, 162 dans la seconde, — cependant que sur le front de la VIe armée, ces chiffres passaient de 39 (seconde quinzaine de février), à 80 (première quinzaine de mars), et à 141 (seconde quinzaine).

Pour tout dire d'un mot, sur le front menacé (VIIe armée allemande), en un mois le commandement ennemi avait triplé la densité d'artillerie !

L'infanterie également avait été considérablement augmentée. Pendant longtemps, de la Ferme Hurtebise aux Cavaliers de Courcy, on n'avait identifié que quatre divisions ennemies. Le 17 mars, déjà, on en identifiait cinq : la 16e D. R. la 5e D. R. B., la D. E. B., la 9e D. B. R., la 43e D. R.

Au début d'avril, on en comptait huit en ligne : la 19e D. R.,

la 5e D. G., la D. E. B., la 9e D. R. B., la 10e D. R., la 21e D., la 43e D. R., la 19e D., la 223e D. Cinq à six étaient en réserve immédiate : la 238e D., la 239e D., la 236e D., la 34e D., la 4e D. et, croyait-on, la 212e D.[1]

Il y avait donc eu, de ce côté aussi, notable renforcement, d'autant qu'à la quantité s'ajoutait la qualité. Toutes ces divisions, en effet, étaient bonnes, quelques-unes même excellentes : la D. E. B., qui s'était vaillamment comportée devant Sailly-Saillisel ; la 5e D. R. B., vieille division bavaroise, partout magnifique; la 43e D. R., constituée d'éléments pris dans les dépôts de la Garde; la 10e D, R., une des divisions d'élite qui avait fait le début de la bataille de Verdun; enfin la 5e D. B. était de formation récente, mais, constituée avec le 3e grenadiers à pied (prélevé sur la 1re D. G.), le 3e grenadiers Garde (prélevé sur la 2e D. G.), et le 20e R., recruté dans la IIIe région (Brandebourg), c'était, de toute évidence, une division de premier ordre.

L'aviation ennemie, à en juger par les sorties et les survols de nos lignes, elle aussi, avait dû être renforcée à proportion.

***

Le mercredi 4 avril, notre préparation d'artillerie commençait par la contre-batterie comme de coutume.

Il faisait un ciel sombre, gris de fer. La mauvaise visibilité gênait beaucoup le travail. Le soir même se produisait un malheureux événement dont ne parlent, dans leurs ouvrages, ni le commandant de Civrieux, ni M. Mermeix (pourquoi?), et que le général Cordonnier ne mentionne que pour lui dénier toute importance. Il en eutune — cependant — considérable, et que perçurent fort bien les témoins du drame.

Ce jour-là, à 18 heures, après quatre à cinq heures de bombardement, les Allemands attaquaient nos lignes, entre l'écluse nord de Sapigneul et un kilomètre environ au sud-est du Godat, c'est-à-dire sur un front de près de 5 kilomètres. Coup de main de large envergure, destiné à se procurer des rensei-

1. Sens des abréviations : D. = Division d'active ; D. R. = Division de réserve ; D. G. = Division de la Garde ; D. E. B. = Division d'Ersatz bavaroise; D. R. B. = Division de réserve bavaroise.

gnements. Il réussit au delà de toute espérance. Les Boches firent 827 prisonniers [1], et, fait plus grave encore, on apprenait qu'un plan d'engagement de la 37e division, donnant l'horaire de la manœuvre de cette division et de ses voisines du VIIe C. A. et du XXXIIe C. A., était tombé aux mains de l'ennemi. Le commandant du 5e bataillon du 3e zouaves, qui le possédait contrairement à tous les règlements, au début de l'attaque l'avait remis à son sergent-major, lequel avait été tué et dépouillé de la sacoche renfermant le document.

Par là, le commandement allemand était renseigné sur l'économie générale de notre attaque avec autant de précision qu'il eût pu l'être au 3e bureau de la Ve armée. Bien plus. L'interrogatoire des 827 prisonniers — dont 250 artilleurs de tranchées — avait dû procurer à l'ennemi tous les renseignements que ses services n'avaient pu lui fournir sur nos emplacements de batteries, nos effectifs, leur valeur respective, nos réserves, etc. Quand on pense à tous les renseignements que l'on tire de quelques prisonniers, on se rend compte de ceux que peuvent fournir 827 captifs, tous, bien entendu, fouillés et « cuisinés » à loisir. Il n'est pas un lecteur au courant du travail d'état-major qui ne nous comprendra.

Le surlendemain, le vendredi 6, avait lieu en présence du président de la République le conseil de guerre de Compiègne — le dernier avant l'offensive. Comment n'y a-t-on pas attiré l'attention du ministre sur un fait de cette importance? M. Painlevé déclare que « *l'incident n'a été révélé au gouvernement qu'après le 16 avril* [2] ».

Il est vrai que le général Cordonnier déclare que le fait seul de formuler une telle constatation, montre que « le gouvernement se mêlait de détails qui ne le regardaient pas [3] ».

Un des griefs que l'on doit faire à M. Painlevé est, précisément, d'avoir ignoré, quand il *devait* la connaître en tous ses détails, l'affaire du Godat. Un coup de main, qui, dix jours avant la bataille, laisse entre les mains de l'ennemi 827 prisonniers mérite qu'on s'occupe de lui.

1. Dont 250 d'artillerie de tranchée.
2. *Op. cit.*, p. 35.
3. *Op. cit.*, p. 25.

Le ministre de la Guerre connaissait l'avis d'un homme aussi autorisé que le général Pétain sur le succès possible de l'opération. Cet avis, le général l'avait à nouveau donné le 1er avril ; il l'avait répété au conseil de guerre de Compiègne du 6 avril : « C'était une chimère d'espérer dépasser la deuxième position ennemie [1] ». Si, après ses entretiens avec le général Micheler chargé de diriger sur place l'opération (28 mars 1917), avec le général Pétain — en qui il avait légitimement confiance — (1er avril), avec le général Franchet d'Espérey (2 avril), le ministre pouvait encore hésiter ; si même après le conseil de guerre de Compiègne (6 avril), où s'était révélé avec violence l'antagonisme de Nivelle et de Micheler ; où Pétain avait renouvelé l'affirmation que nous venons de citer, M. Painlevé pouvait avoir encore quelques doutes sur la conduite à tenir, l'affaire du Godat était de nature à les lever.

— Peut-être ; mais pour adopter quelle solution? On ne pouvait pas « limoger » Nivelle, à la veille de la bataille, ni non plus alors que — bien péniblement — l'on venait d'obtenir sur son nom l'unité de commandement (conférence de Calais 26-25 février 1917).

— Très vrai. Mais était-il impossible d'adopter dès le 7 ou 8 avril la solution adoptée vingt jours plus tard (après l'hécatombe, hélas !) le 28 avril, c'est-à-dire, nommer le général Pétain chef d'état-major général, et lui donner la direction effective de l'opération ? Un fait suffit à justifier cette façon de voir : la bataille n'a donné de bons résultats que dans son secteur, à l'armée du général Anthoine, placée sous sa haute direction. Et cependant cette armée n'avait pas à enlever le morceau le moins rude : le Moronvilliers [2] !

— Le général Nivelle n'aurait pas accepté...

— Il n'avait pas à accepter ou à refuser, mais à obéir.

— Oui ! mais toutes ces troupes que l'on avait massées pour l'exploitation ! Les hommes s'attendaient à combattre ! Quelle désillusion pour eux.

— N'ayez aucune crainte. Ils n'auraient pas pleuré. L'attaque n'avait pas une excellence presse, parmi les troupiers ; nous vous en sommes un bon garant, nous qui les voyions

1. Painlevé, p. 32, col. 1.
2. Et elle avait eu à peine un mois pour se préparer.

journellement. Quand ils voyaient la corniche de Craonne se dresser au-dessus de la plaine et qu'ils se disaient qu'il en faudrait grimper les pentes à travers les fils de fer et sous le « tactac » de la « machine à secouer les capotes[1] », ils ne se préparaient pas à y aller, comme on va à la noce. Et cependant ils avaient bon moral, — malgré le bourrage de crâne auquel ils étaient soumis, — dangereux à force d'exagération et qui ne devait pas être pour peu dans l'exaspération qui suivit.

Les troupiers des divisions d'exploitation auraient donc quitté le ravin de Guyencourt, Bouvancourt, Ventelay et autres lieux avec un certain plaisir. Si ç'avait été — comme tels généraux le suggéraient — pour constituer un corps expéditionnaire au delà des monts, ils eussent été radieux.

— Ah ! mon 'ieux ! c'est rien bath ! on va en Italie ! T'as pas 'core un peu de pinard dans ton bidon? Tiens ! verse-m'en une goutte !

Voilà ce que l'on eût entendu dans les wagons. Eût-ce été une mauvaise solution? un coup dur en mai-juin sur l'armée autrichienne à la faveur de l'attaque Douglas-Haig-Pétain? Peut-être était-ce, au contraire, avancer de plus d'un an la chute de l'Autriche et, par suite, la fin de la guerre.



Cependant la préparation se poursuivait, — contrariée par le mauvais temps, par les difficultés de circulation. D'autre part, des erreurs étaient commises. C'est ainsi que les tirs d'interdiction et de harcèlement sur les arrières par l'A. L. G. P.[2], commençaient beaucoup trop tôt, — au dire des artilleurs d'A. L. G. P. les plus qualifiés. Les canons de 16, par exemple, dont la vie n'atteint pas 3 000 coups, dont les munitions, comme celles de toutes les pièces provenant de la Marine, étaient rares en raison de la difficulté de réfection des douilles métalliques, étaient employés dès le début de la préparation. Ils tiraient sur certains points du front un grand nombre de projectiles; dès le 6 avril, ils incendiaient Amifontaine; mais

1. La mitrailleuse.
2. Artillerie Lourde à Grande Puissance.

lorsque le 15 et les jours qui suivront, on aura besoin d'empêcher les renforts ennemis d'affluer, ils seront fatigués et manqueront d'obus.

Cependant qu'on s'occupait ainsi des objectifs lointains, comment s'opérait la destruction des organisations défensives ennemies?

Elle commençait le lundi 9 avril, par un jour gris, brumeux, où il plut de façon quasi continue jusqu'à 17 heures. On ne put travailler utilement que trois heures, de 17 à 20 heures. Le lendemain, 10 avril, jour où commençait le travail de l'artillerie de tranchée, il en allait de même, — avec cette différence que la pluie était remplacée par une bourrasque de neige vers 11 heures. Aussi le jour J était-il reculé, d'abord au dimanche 15 avril, puis au lundi 16 (conférence de Fismes du 13 avril).

Cependant, les Allemands se renforçaient de plus en plus, prenaient leurs dispositions.

Chaque jour, de nouvelles batteries ennemies s'éveillaient devant notre front. A la date du 31 mars, nous avons dit que le S. R. A. de l'armée avait signalé, comme vus en action depuis le 15 mars, 162 emplacements de batteries. Le 8 avril, ce nombre montait à 277 (plus dix sections de canons contre avions) ; le 13 avril à 392 !

Quelles étaient les raisons de cet accroissement? L'arrivée de batteries nouvelles, à coup sûr ; mais aussi, et avant tout, le déplacement de batteries déjà installées.

L'ennemi reculait son artillerie.

De ce recul, on avait des indices certains pour la région entre Hurtebise et Craonne. Aucune des batteries repérées jusque-là au sud de l'Ailette (forêt de Vauclerc ; partie méridionale du Bois de Corbeny) n'avait été vue en action depuis le 11 avril; de plus les obus de 77 tirés sur Beaurieux étaient maintenant débouchés à 40 au lieu de l'être à 26 comme antérieurement.

De même, dans la région à l'est de Brimont, on signalait que les groupements du Bois-Soulains, de Witry et du Massif de Berru s'étaient montrés beaucoup moins actifs que les jours précédents. Par contre des groupements nouveaux apparaissaient en arrière de la deuxième position : à l'ouest

de Bourgogne, dans la région Caurel-Bois de Witry, au nord-est de Nogent.

Il n'y avait que pour les batteries en position entre Berméricourt et le Mont Spin, et celles entre le Bois-Soulains et Witry que le recul était douteux.

En résumé, sur la majeure partie du front d'attaque, il semblait évident : 1° que l'ennemi avait renforcé son artillerie ; 2° qu'il l'avait reculée en arrière de la deuxième position. Pas de doute qu'il ne renouvelât la manœuvre déjà employée en Champagne et dans la Somme, et que nous avait indiquée comme probable le général ***, dès le 1er février.

Au moins les destructions des deux premières positions avançaient-elle? Au Q. G. de l'armée, on se montrait optimiste ; dans les corps, on l'était beaucoup moins. De multiples causes — que nous avons déjà signalées — gênaient le travail : difficultés d'amener les munitions à pied d'œuvre ; erreurs dans l'aiguillage desdites munitions ; mauvaise visibilité, etc. Sauf pour la première position, traitée par les crapouillots, on était très inquiet.

Nous revenions des lignes le 14 au soir, lorsque nous rencontrâmes notre ancien camarade du 101e, le commandant X..., qui revenait de Beaurieux où il était détaché par l'Armée auprès du Ier corps, — celui qui devait donner l'assaut au plateau de Craonne. Nous lui fîmes part de nos appréhensions.

— Tu vois juste, — me dit-il. — On jette nos malheureux troupiers à la boucherie ! à la boucherie ! Tu m'entends !

Et le pauvre vétéran des attaques de Champagne était en proie à la plus vive émotion. Nous aussi d'ailleurs.

Nous rentrâmes au Q. G.

Au rapport de 22 heures, nous entendîmes déclarer, — en ce qui concernait les destructions, — que, si la quatrième position était intacte, la troisième, déjà, était battue par endroits, la deuxième était battue partout; quelques flanquements et quelques organisations subsistaient seuls ; quant à la première position, elle était entièrement démolie ; saillants et flanquements étaient détruits.

On nous a souvent demandé, depuis l'armistice, quel était le moment de la campagne dont nous avions gardé le plus triste souvenir.

Eh bien ! ce moment, ce n'est ni Virton et les pentes où dans l'herbe verte les pauvres « pantalons rouges », étendus, faisaient des taches pourpres ; ni la retraite, ni l'arrêt après la Marne, où, trempé de pluie, allongé dans la boue, nous étions secoué jusqu'aux entrailles par les « marmites » explosant autour de notre tête, ni la Main-de-Massiges aux tranchées pleines de cadavres, ni ce tragique retranchement de Verdun, aux sacs à terre tout éclaboussés de sang, où, torturé par la soif, nous voyions l'un après l'autre tomber nos pauvres petits camarades de combat, et les essaims de grosses mouches bleues bourdonner autour de leurs chairs putréfiées. Non ! Le plus pénible moment de la campagne pour nous, ce furent ces heures atroces où nous sentîmes toute une armée, une armée dont nous connaissions les unités une à une ; tous ces beaux jeunes hommes que nous voyions respirant la vie et le printemps par les bois de Beaumarais, à la butte de l'Edmond, à Gernicourt, Berry-au-Bac, ou dans les tranchées de Luxembourg, et qu'une aberration déplorable allait précipiter dans une mort inutile !

***

Le point qui nous avait paru le plus favorable pour observer le centre de l'action était la cote 186. Nous avions donc demandé au général Y..., commandant du secteur, de nous accorder l'hospitalité.

Le 15 au soir, nous nous rendîmes sur les lieux.

C'était avant dîner. Le général Y... fumait sa pipe devant le feu. Il nous invita à nous asseoir.

Après un assez long silence, il nous dit ceci, — que nous consignâmes le soir même sur notre carnet dont nous reproduisons le texte sans y rien changer.

— Que voulez-vous? Nous tombons sur une armée qui n'a jamais fait la guerre. Elle ne sait pas ce que c'est.

— La préparation n'est pas suffisante, mon général ?

— Bien entendu non ! Je l'ai dit au général Mazel ; je le lui ai écrit... Que voulez-vous? On lui a dit : « Voici ce que nous voulons faire. Vous aurez tels moyens. » Les moyens étaient insuffisants. N'importe : il a pris l'adjudication.

» Il croit avoir résolu toutes les difficultés en étant fermé ! — distant !... Ça n'est pas cela !... Cela ne résoud rien !...

» Le quatrième bureau, il y a trois jours, m'a envoyé les munitions destinées à un dépôt sur un autre... On a eu tort de supprimer les D. E. S. [1] au moment des opérations. Ces gens-là étaient au courant. Ils avaient l'habitude...

» La deuxième position, surtout, est insuffisamment battue. Nous avons manqué, non de tubes, mais d'obus, d'obus de 155 court... Je l'ai dit au général Mazel : « Si vous ne me » donnez pas plus d'obus que cela nous aurons une bataille » sanglante !... »

» Et les routes !... C'est une honte ! Ah ! vraiment ! nous sommes mal tombés... Mon colonel d'artillerie, M..., qui est tout entier à son affaire, se fait un mauvais sang terrible !

Sur ces mots le général se leva. C'était l'heure de la popote.

Nous allons continuer la copie telle quelle de notre carnet ; c'est encore, à notre sens, ce qu'il y a de mieux pour donner à nos lecteurs la physionomie exacte des événements.

Dans le ravin [2], sous les grands arbres, le 94e [3] mange la soupe avant de monter en secteur.

Les hommes sont gais.

Leurs bonnes figures colorées sourient. Pas d'exubérance. Pas de jactance. Une humeur égale. Ce qui les inquiète pour le moment, c'est le rata et le pinard.

Cette belle santé physique et morale est vraiment chose admirable.

19 h. 10.

Dîner.

Le colonel M... (cinquante ans, l'œil voilé sous la paupière, intelligent et bon, le corps robuste, les traits tirés : il est visiblement fatigué) se promène de long en large...

A table, on sent peser l'anxiété sur tous les convives.

— Le poilu est plus tranquille que le général, — fait le général Y...

1. Direction des Étapes et Services.
2. Dimanche, 15 avril.
3. Le général Y... avait pris la précaution de ne faire monter en ligne les troupes d'assaut que la veille même du jour J.

C'est vrai.

Admirable, la conscience de tous ces braves gens, de tous ces *honnêtes* gens.

Y... rompt le silence.

— Dites donc, M..., il faudra dire aux artilleurs de diminuer petit à petit leur tir de barrage à mesure qu'on avancera vers l'heure H, — de manière à ce que le Boche ne se doute de rien.

— Ce n'est pas commode.

— Quand on joue de la flûte, on peut moduler.

— Involontairement, on accentue.

L'ordre est envoyé.

Au dehors, le canon bruit comme le roulement d'un tambour géant.

Lundi 16 avril.

4 h. 45.

Je descends. La pluie vient de cesser. Déjà une pâleur vague blanchit ce fond boisé.

5 heures, déjeuner.

Le général, dans sa peau de mouton de troupier couverte de grosse toile cachou, déjeune silencieusement.

Au loin, les barrages d'artillerie roulent sourdement.

Nous sommes cinq : le général, le chef d'état-major, le commandant H..., le sous-lieutenant G... et moi.

Le général en tête, nous nous dirigeons en file indienne vers 186.

La pâleur du jour s'éclaire peu à peu.

— Si l'on avait commencé à 5 heures [1] comme je l'avais demandé, — fait le général, — je serais plus tranquille.

5 h. 30.

Au loin, des avions.

Sans doute surveillent-ils nos lignes pour déclencher les tirs de barrages.

Pas un avion français.

5 h. 45.

Ciel gris, faiblement éclairé. Une lueur orange entre les nuages mauves, au loin, vers le Nord-Est.

1. A la IVe armée le lendemain le général Anthoine fit attaquer à 4 h. 40. Son attaque réussit beaucoup mieux que celle des Ve et VIe armées.

Une brume grisâtre, violacée, enveloppe la plaine où les buissons dessinent des traînées de taches noires.

La canonnade, qui n'a cessé de la nuit, roule d'un roulement formidable et continu. Les flammes d'éclatement jaillissent, claires et rapides.

Sur Brimont, un incendie.

Et dans ce fracas assourdissant, les oiseaux chantent.

Des fusées vertes, rouges, jaillissent du côté boche.

5 h. 54.

Le ciel s'éclaire. Les nuages ont une belle couleur gris perle.

Un rossignol chante à plein gosier.

Partout des éclairs.

6 heures.

Les hommes sont partis.

Je fouille la plaine, la brume, où tranchées et boyaux se dessinent en lignes plus claires.

On ne voit rien. Un drame effroyable se passe... J'ai beau regarder. Rien.

Le fracas augmente de moment en moment. Le roulement se précipite, comme d'une gigantesque batterie, ponctué des coups formidables de nos grosses pièces.

Descente au P. C. du général.

42e D. I. téléphone :

Attaque bien partie ; barrage déclenché à 6 h. 9.

69e D. I. Bien partie. Le barrage s'est déclenché, après le passage des vagues.

6 h. 30.

Le 6e bataillon du 251e (40e D. I.) est à la cote 108.

Brouillard sur la plaine ; on voit à 800 mètres les maisons violettes de Cormicy.

6 h. 33.

Voilà un temps très favorable pour les tanks. Bossut [1] doit être content.

Par les créneaux du P. C., le vent frais du matin arrive.

Plaine fulgurante d'éclairs dans la brume.

24e D. I.

« Des avions boches ont tiré sur nous. »

1. Le commandant Bossut, chef des tanks.

6 h. 50.

L'horizon se dégage ; on voit le Mont Sapigneul.

5e Corps.

Route 44 [1] dépassée sur tout le front.

7e Corps.

Tout bien sorti.

6 h. 10. — Cote 108.

6 h. 13. — Cote de Sapigneul.

6 h. 35. — Sud et est de la grande Carrière.

7 heures.

Premiers prisonniers boches descendent de la cote 108.

7 h. 25.

La 165e D. I. [2] téléphone : les quatre régiments de la division ont passé le canal sans difficulté; quelques obus dans le canal.

7 h. 40.

Le soleil, comme une nappe d'argent, étincelle entre les nuages. Il fait frais.

De Craonne à Brimont, tout le champ de bataille s'ouvre devant nous.

Des obus tombent dans le canal et soulèvent des gerbes d'eau.

H + 2 (c.-à-d. 8 heures).

Nous avons la première position sur tout le front du C. A.

Le 1er C. A. a atteint le Chemin des Dames.

L'armée Mangin avance également suivant les prévisions.

Une contre-attaque se déclenche sur le Mont Spin (sur la brigade de gauche de Garnier du Plessis (37e D. I) et sur le 150e et le 161e (40e D. I.).

La 40e D. I. recommence une préparation pour réattaquer à 8 h. 30.

La 69e D. I. annonce les tanks, on les voit dans la brèche entre les deux bois.

8 h. 20.

Tout le monde est arrêté sur la tranchée extérieure du Mont Sapigneul (deuxième de la première position).

Le soleil maintenant dore la plaine. La blancheur des maisons étincelle au soleil. Des fumées entourent l'horizon.

1. C'est la grand'route de Cambrai à Châlons-sur-Marne. Elle courait devant la V. C. A. au delà de la première position boche.

2. En seconde ligne derrière les 42e et 69e D. I.

Le chef d'état-major est à l'appareil.

— Comment ! on n'est pas plus loin que cela?

— ...

— A quelle heure?... 9 h. 15?

Donc à 9 h. 15, il y aura nouvelle attaque par la 40e D. I. et la 37e D. I.

Le général donne l'ordre d'exécuter des tirs d'interdiction sur Pignicourt, Variscourt, Condé, pour faciliter l'attaque de 9 h. 15, et empêcher que cet arrêt ne contrarie l'avance sur la rive droite de l'Aisne.

(Curieuse cette caisse de béton à peine assez haute pour que le général Y... se tienne debout, et où aboutissent tous les échos du grand drame.)

8 h. 45.

Les Boches font un barrage sur la Miette, — sans doute sur les tanks.

Le soleil se cache.

Le 150e a pris la tranchée de Bayreuth, mais avec pertes sensibles ; le 161e est arrêté devant la tranchée de l'Aviatik [1].

Le général Bernard [2] fait reprendre la préparation sur la tranchée du Taube et de l'Aviatik.

Les Boches font un vigoureux barrage sur le point où va se déclencher l'attaque de 9 h. 15.

Le chef d'état-major à l'appareil :

— Que les avions aillent voir ce qui se passe sur ces deux tranchées; qu'ils voient également le déploiement des tanks.

8 h. 25.

Contre-attaque sur la gauche de la 69e D. I. [3].

— Eh bien ! quoi? Ils n'avancent plus?

— ...

— Qu'est-ce qu'ils font?

— ...

— Où sont-ils?

— ...

1. Deuxième tranchée de la première position.

2. Commandant la 40e D. I.

3. Elle attaquait en direction de la Ferme Mauchamp, sur la rive gauche de la Miette. Elle avait la 42e D. I. (général Deville) à sa droite et la 9e à sa gauche (général Gadel).

— Comment?

— ...

— Oui ! oui ! Mais ils marchent quand même? Ils ne sont pas arrêtés?

Des Boches seraient sortis de l'ouvrage du Roi de Saxe, derrière la 69e D. I.

9 h. 12.

Les tanks, qui étaient arrêtés, repartent.

Le 1er A. C. tient Chevreux, progresse au nord du Chemin des Dames, mais n'est pas maître de Californie [1].

Sur le front de l'armée de gauche (Mangin), nous étions maîtres, à 8 heures, de la totalité du Chemin des Dames.

Le général Bernard signale une nouvelle division devant lui, la 4e D. I. Il demande donc un supplément de préparation. L'attaque ne pourrait être reprise qu'à 11 heures.

9 h. 15. — 5e C. A.

La division de droite [2] a atteint la deuxième position à l'ouvrage ovale en 2177 et à l'intersection du boyau Tirpitz [3]. Elle tient l'ancien moulin de Juvincourt. La division de gauche a dépassé partout la route 44 [4]. Elle est devant la seconde position. Les réserves arrivent sans difficultés.

69e D. I.

La gauche parait être arrêtée par une contre-attaque.

La droite continue.

A 8 h. 40, la 42e a dépassé le Camp de César [5].

Des troupes descendraient d'Amifontaine vers la gauche de la 10e D. I.

9 h. 25. — 42e D. I.

400 prisonniers faits en première ligne et au Camp de César.

La gauche de la 69e D. I. est en retard [6].

L'artillerie ne peut passer à Berry-au-Bac parce qu'il y

1. C'est-à-dire, a passé la première tranchée de la première position. Il n'a pas avancé depuis 8 heures (voir plus haut). La Californie était entre la première tranchée de la première position et la seconde tranchée.

2. 9e D. I.

3. Rive droite de la Miette, au contact avec la 69e D. I.

4. 10e D. I. Donc, sensiblement au même point qu'à 6 h. 50.

5. Entre le boyau de la Louve et le chemin de Guignicourt, à 200 mètres environ de la deuxième ligne boche.

6. En liaison avec la 9e D. I. Elle était arrêtée par une contre-attaque.

a encore des mitrailleuses le long du canal, sur la rive gauche de l'Aisne.

9 h. 42.

Ordre au général Deville d'avancer. (Il voulait s'arrêter dans la tranchée de Wurtzbourg.)

« Ce serait la tape [1]. »

— Ordre au colonel Berger de couvrir Guignicourt et la sucrerie de Condé.

« Que rien ne puisse passer. »

Calme du général Y...

Il ne s'emballe pas.

Téléphone à Mazel : « Ils [2] sont accrochés devant la tranchée à contre-pente de Sapigneul. »

La gauche de la 69e D. I. est arrêtée devant la deuxième position.

On signale des Boches partant du Bois Claque-Dents et s'avançant sur la troisième position [3]. (De l'observatoire).

Y... à Deville au bout du fil : « Nous allons dégager la 40e D. I. Il faut y aller carrément. »

9 h. 45.

Contre-attaque sur la 69e D. I. venant du Nord.

Dans l'ombre, sous son casque, le général allume sa pipe. La flamme de l'allumette éclaire son visage

10 heures.

— Où sont les tanks?

— Ils sont au bord de la Miette. Ils sont arrêtés.

— La 69e D. I. remarche

— 40e D. I.

Les Allemands s'infiltrent par la tranchée du Col [4] et se dirigent sur la Courtine de la Carrière. Ils usent de flammenwerfer.

10 h. 9.

Ordre à la 42e D. I. : la ligne H + 4 deviendra H + 5, pour permettre l'arrivée des tanks.

1. Mot du général Y...

2. La 40e D. I. — « La tranchée à contre-pente de Sapigneul », c'est la deuxième tranchée de la première position.

3. Le bois Claque-Dents, au delà de la troisième position boche.

4. Sur la cote 108.

10 h. 16.

Le 1er bataillon du 162e [1] a dépassé Mauchamp.

Le général [2] demande s'il faut faire partir la cavalerie.

— Pas encore.

— Quand?

— Quand on aura passé la voie ferrée [3].

Cela sans émotion, les mains dans ses poches.

Cependant Bernard est toujours arrêté.

10 h. 15.

Le 7e C. A. a atteint le canal et la voie ferrée [4].

— Le P. C. du 267e [5] est au bois des Vestales.

10 h. 16.

Les tanks ont dépassé la Miette, atteint la 2e position. Mais sont arrêtés devant. Les deux adjoints de Bossut sont blessés.

10 h. 30.

De fortes colonnes boches, venant de l'Est, se dirigent sur le Mont Spin... Le colonel Gouraud (Infanterie de la 40e D. I) signale un repli de ses troupes à droite du Mont Sapigneul.

150e R. I. violente contre-attaque boche.

Tout le régiment est engagé.

Crainte d'être rejeté dans le canal.

10 h. 55.

H + 4 devient H + 6, sur la demande du général Monroe [6] et à cause des tanks.

Ordre au colonel M... [7] de demander toutes les munitions possibles...

Au sud de l'Aisne, la 40e D. I. n'a pas dépassé la première position.

— Roulement du canon moins violent.

11 h. 10.

A Cormicy, un obus incendiaire.

1. De la 69e D. I.
2. Le général Mazel.
3. La voie ferrée de Reims à Laon. Elle passait au delà de la troisième position allemande. On n'en était pas près.
4. A la droite de l'attaque, devant Brimont, — c'est-à-dire qu'il s'était emparé de la première position allemande.
5. Colonel de Brandt (69e D. I.). Le « Bois des Vestales » près de la deuxième position boche.
6. Commandant la 69e D. I.
7. Commandant l'artillerie du corps d'armée.

On voit monter une fumée rouge.

Ils bombardent Cormicy.

Le commandant d'Abrantès (V. C. A.) téléphone :

— Interception d'un radio boche : les Français sont en situation défensive sur la Miette, face à Juvincourt.

150e et 161e évaluent leurs pertes à 50 p. 100.

Les commandants blessés.

Allemands se montrent très agressifs au Mont Sapigneul.

La première ligne de la 42e D. I. se plaint que les avions boches la survolent à 300 mètres.

Le général se plaint qu'on n'ait pas vu nos avions de chasse.

11 h. 20.

Il semble que la bataille s'apaise.

Les tanks sont arrivés au bois des Béliers (au nord de Mauchamp). On en voit un flamber. Le feu sort par l'arrière.

11 h. 30.

Le temps s'éclaire.

11 h. 40.

Ordre du général Y... de « taper ferme » sur Guignicourt et Claque-Dents.

On entend la mitrailleuse tirer de façon précipitée sur le Mont Spin.

Les tanks. On dirait une file de gros crabes le long du bois. L'infanterie suit derrière. Les coups de canon rappliquent dessus. De grosses explosions noires éclatent autour.

12 heures.

Les 37e et 40e D I. n'ont pu déboucher devant les feux de mitrailleuses.

On entend d'ici les « papapapa ».

12 h. 25.

« La progression de mes divisions de gauche contribuera à soulager la 40e D. I. (bloquée) par une action de flanc.

« Il y aurait lieu de relever par un élément frais le 150e et le 161e. »

Le 94e R. I. et le 8e B. C. P. bloqués par des mitrailleuses ont été débloqués par les tanks [1].

La plaine s'ensoleille, bien que l'horizon reste bleui de brume.

1. Pas pour longtemps comme on verra.

12 h. 50.

« Il conviendrait de faire rentrer les troupes au sud du Mont Sapigneul pour entreprendre délibérément une nouvelle préparation demain matin 17 avril... Reconnaissant me dire de suite si pouvez mettre des éléments frais à ma disposition, les 150e et 161e étant trop abîmés pour entreprendre une action de vive force[1]. »

— Situation de la 37e D. I. : gauche n'a pas franchi la première ligne boche et la droite est au Champ du Seigneur.

Prouvais flambe.

La division Gadel (9e D. I.) a sa droite fixée au vieux moulin de Juvincourt[2].

13 h. 30.

Chaud soleil. Le second plan de la plaine semble empli de fumée.

Les oiseaux chantent, cependant qu'au loin on entend le retentissement du canon.

La plaine est obscurcie par de larges ombres de nuages.

Les tanks sont épars dans la plaine, en direction du Bois Claque-Dents. On voit une flamme rouge et de la fumée noire sortir de certains.

14 heures.

La 40e D. I. demande du secours.

Le général Y... demande une batterie à Deville pour contre-battre les boches qui tentent de reprendre la Grande Carrière[3].

Le Boche a repris la Courtine de la Carrière et la tranchée du col.

« En attendant le message téléphoné, prenez vos dispositions, ne fût-ce qu'avec une batterie. »

***

La bataille était décidément perdue. Malgré tous les efforts, les assauts répétés, les reprises de préparation d'artillerie, les tanks, l'offensive était bloquée, et les contre-attaques contrai-

1. Message de la 40e D. I.
2. Depuis environ 9 heures.
3. Cote 108.

gnaient même les éléments avancés à reculer sur nombre de points.

Nous prîmes congé du général Y... et redescendîmes à travers bois sur Châlons-le-Vergeur. « Ici, dit notre carnet, sous les grands arbres c'est l'ombre, la paix. Un parc de voitures. Le marteau d'un forgeron retentit d'un son clair. Les voitures sont dételées, les harnais sur des poutres, courroies pendantes... »

Au loin, le canon roulait d'un grondement régulier.

Nous revoyions les détails de l'attaque : le va-et-vient des vagues d'infanterie entre Miette et Aisne, sans aucun appui de leur artillerie ; l'effroyable tragédie des tanks, leur tournoiement aveugle ; puis, au bout d'un instant, le jaillissement de flammes fauves. Des hommes en sortaient, flambant comme des torches, couraient vers les lignes boches, faisaient vingt ou trente mètres et tombaient[1].

Les liaisons entre artillerie et infanterie étaient insuffisantes. De toute évidence, cette nouvelle arme, les chars d'assaut, n'était pas au point. Au surplus, même s'ils avaient été parfaits, on n'avait encore aucune idée de leur emploi tactique en liaison avec l'infanterie. Ceux qui étaient parvenus au delà de la seconde position ennemie, dans la plaine entre la ferme Mauchamp et le bois Claque-Dents, avaient fait cavaliers seuls, au hasard...

En résumé, le 1er C. A. s'était emparé des premières tranchées de la première position jusqu'au Chemin des Dames ; il n'avait pas même la Californie. Le 5e C. A. avait, lui, enlevé toute la première position sauf certains points qu'il lui fallait achever de conquérir, comme la Ville-aux-Bois ou achever de nettoyer, comme le bois des Boches et le Bois-des-Buttes. Il avait bien, au nord de ces positions, atteint la route 44, mais n'avait pu s'y maintenir. Il n'occupera la Musette[2] que le 18 au matin.

Le 7e C. A. avait pu avancer deux divisions, la 69e et la 42e, entre Miette et Aisne jusqu'à la deuxième position ennemie ;

1. Sur 80 chars d'assaut, on en ramena 38. Comme on devait aller très loin, on avait fait emporter à ces malheureux un chargement d'essence. D'où la facilité avec laquelle ils prirent feu.

2. Ferme sur la route 44.

mais au sud de l'Aisne, devant le Mont Sapigneul, la 40e avait été bloquée. C'est à peine si elle avait pu prendre pied dans les premières tranchées de la cote 108. Au 7e C. A., la 37e Division avait partagé le malheureux sort de la 40e Division. Elle n'avait pu mordre la première position allemande qu'en face de la Neuville. La 14e D. I. avait enlevé la première position sur tout son front et même une partie de l'espace intermédiaire séparant de la seconde. Elle occupait le « Bois en potence » et atteignait la lisière du Bois du Seigneur. Des éléments du 35e R. I., le colonel en tête, étaient bien entrés dans Berméricourt. Mais sous l'écrasement des 210, il avait fallu refluer.

Enfin la 41e D. I. avait pris Loivre, toutes les premières lignes jusqu'au canal et la voie ferrée. La brigade russe, à sa droite, avait fait de même à Courcy. Mais ni l'une ni l'autre de ces unités n'avaient pu aborder la seconde position allemande.

Et nous avons vu avec quelle vigueur, sur tout le front de l'armée, dès 8 heures, frappaient les contre-attaques. C'est que, devant nos quatorze divisions (renforcées d'une brigade russe), nous avions exactement le même nombre de divisions ennemies : 19e D. R., 5e D. G., D. E. B., 9e D. R. B., 10e D. R., 4e D., 21e D., D. E. G., 43e D. R., 19e D., 34e D., 223e D., 13e D. R. (peut-être remplacée par la 46e D. R.), et, à proximité, 213e D.

Or, l'ennemi n'avait utilisé que la plus faible partie de ses forces pour soutenir l'assaut, réservant la plus forte aux contre-attaques. Il nous dominait. Et ses réserves encore arrivaient !

De plus, son artillerie — pour inférieure à la nôtre en quantité et en puissance — était néanmoins considérable : 232[1] batteries avaient été vues en action sur le front de la Ve armée, au jour J, — placées en majorité derrière la seconde position comme il avait été prévu.

Sauf à Sapigneul où ils voulaient garder les observatoires, et au Chemin des Dames où ils n'avaient abandonné que la première ligne de tranchées, les Boches nous avaient attendus sur la deuxième position. L'offensive, à peine lancée, avait été arrêtée, non pas sur l'intervention de parlementaires affolés,

1. 184 sur des emplacements connus ; 48 sur des emplacements nouveaux.

ou du ministre de la Guerre ; non pas le 18 ; le 22, ou le 29 avril; mais le 16 avril même, par les mitrailleuses, les canons et les contre-attaques boches, dès 8 heures du matin, pour la majeure partie des unités, entre 9 et 10 heures pour les quelques favorisées qui avaient pu atteindre la deuxième position boche entre Miette et Aisne et en direction de Berméricourt. Voilà la vérité.

Il eût fallu la comprendre en haut lieu. On eût évité ces attaques de détail insuffisamment préparées, devant un ennemi prévenu, vouées à un échec certain, comme celles en direction de Berméricourt et Brimont du 19 et 20 avril ; comme celle du Mont Spin, du 4 mai ; comme celles de l'éternelle cote 108, où trois compagnies du 22e B. C. P. sautaient encore le 31 mai...

L'on recommença donc les sanglantes erreurs de 1915. Il n'était pas un poilu ayant fait la guerre — officier ou soldat — qui ne les jugeât comme telles. Elles achevèrent d'exaspérer les esprits déjà ulcérés par la journée du 16. Les troupiers n'avaient pu admettre, en effet, qu'après deux ans et demi de guerre on les fît massacrer inutilement dans une affaire plus mal conçue, et surtout plus mal préparée que toutes celles auxquelles ils avaient participé. Du moins, ils le déclaraient.

Et l'on eut la douleur de voir au mois de juin suivant de pauvres braves gens, du 133e entre autres, de ces « Lions » qui, si vaillamment, le 16 avril, avaient enlevé Loivre malgré les mitrailleuses allemandes [1], mourir au poteau d'exécution.

Ce fut l'épilogue de l'offensive du 16 avril.

CHARLES DELVERT
Capitaine Delvert.

1. V. Capitaine Delvert. — *Quelques Héros*, p. 153 et sq. On y verra ailleurs (p. 147 et sq) comment les hommes du 51e R. I. présentèrent les armes à leur colonel, le lieutenant-colonel Moissonl au milieu même de l'assaut.

LES ARTS ET LA VIE

Paul Gauguin et Charles Morice, initiateurs

Puisque ces deux hommes n'ont pas encore de statues pour rappeler au passant qu'ils furent aussi importants que M. Lumière, l'inventeur du cinéma, nous ne saurions exprimer assez éloquemment notre gratitude à l'éditeur qui publie enfin le *Paul Gauguin*, de Charles Morice; n'est-ce point par de tels documents qu'au mieux on sert la mémoire d'un peintre et d'un littérateur? Ce magnifique ouvrage, avec ses reproductions en noir et blanc, ou en couleurs et son texte, si bien imprimé, commentant des planches d'un rendu très exact, tout amateur devra le feuilleter, le consultera avec fruit, à l'occasion de maintes « manifestations artistiques » de ce que Charles Morice fut l'un des premiers à appeler l'*Avant-Garde*.

Je propose ces deux dates à retenir :

1° La préface-manifeste de Charles Morice au catalogue de l'exposition Gauguin (à son retour de Tahiti, en 1893). « *Les admirateurs renseignés, fort tranquilles quant à l'avenir, se demandaient avec anxiété si le public de la minute était prêt à comprendre. On trouvera dans les pages que voici le retentissement de cette anxiété : elle s'exprime jusque dans la précaution que j'avais cru devoir prendre, d'abriter du nom de Carrière celui de Gauguin. Gauguin, ajoute Charles Morice, inaugurait le lendemain de l'impressionnisme, trop tôt. C'est*

de cela qu'on eut horreur, c'est cela qui ne peut plaire ni aux amateurs, ni aux femmes, ni aux sous-secrétaires d'État. » (Introduction, page 11, Ch. Morice.) « *Cela, qu'est-ce donc? Ce livre est écrit pour répondre à cette question.* »

2° Autre grande date : 1920, après la guerre mondiale; les sous-secrétaires d'État comprennent; Carrière est mort[1]. Il n'est plus compris, on l'oublie. Le Salon des Indépendants, février 1920, après vingt autres salons et salonnets, répondent aussi à la question : « Cela, qu'est-ce donc? » Eh bien! ne serait-ce pas une maladie qui se déclare vers 1893, et n'est pas encore achevée?

Elle aura été aussi grosse de conséquences pour les artistes que la grande Révolution, pour le peuple français. Je nommerais cette maladie : l'*Éréthisme esthétique* avec perte de la notion des valeurs, accompagnée par la manie de l'*originalité*.

***

Regardons dans le livre de Charles Morice les portraits de Paul Gauguin par lui-même, du genre « *vieux chef-d'œuvre* »: d'abord un portrait peint à l'huile, la palette à la main; plus loin, un profil dessiné sur une feuille maculée, maquillée et qui fait encore plus « la blague » du chef-d'œuvre. Ce crayon est, d'ailleurs, d'un beau caractère léornardesque.

Voici qu'apparaît le « dessin de Maître » à volonté. Il faudrait écrire tout un livre sur l'histoire du « dessin de maître » tel que l'enseigna Alphonse Legros, à la Slade School de Londres. Ce dessin accentué, stylé et inspiré surtout des Italiens de la Renaissance, ce pastiche de bon ton dans maints ateliers britanniques, allait remplacer l'ancienne formule académique bâtarde à la française que Gustave Moreau bannirait de sa classe, à l'École des Beaux-Arts où étaient venues s'instruire des générations d'élèves, de toute nationalité. Le style genre dessin-de-maître, il faudrait avoir le loisir d'en analyser les multiples expressions depuis les études de draperies antiques, de Degas, les détestables dessins de Moteau, les sanguines de Puvis de Chavannes et de Paul Baudry jusqu'au néo-classicisme de M. Lhote et de M. André Favory,

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er février, la « *Vente Carrière* ».

en s'arrêtant à Gauguin, et autres adeptes de l'École de Pontaven, et autant dire à tous les Cézannisants. Le retour au « style » pouvait être fructueux pour certaines natures d'artistes ; pour d'autres, il n'était qu'une affectation et une préciosité.

Les auto-portraits de Gauguin me font revoir ce personnage très artificiel tel que le décrit Armand Seguin : *Ce bonnet d'astrakan, cette énorme houppelande bleu foncé que maintenaient des ciselures précieuses et sous lesquels il apparaissait aux Parisiens un Magyar somptueux et gigantesque, un Rembrandt de 1635, lorsqu'il allait lentement, gravement, s'appuyant de sa main gantée de blanc, cerclée d'argent, sur la canne qu'il avait décorée.*

Entre Bruant, et tant d'excentriques figures « Iratnoïresques » d'alors auxquelles l'apparentait la singularité voulue de sa mise et de son maintien, tel se présentait à nous cet initiateur d'à peu près toutes les modes à quoi plusieurs générations allaient se soumettre. D'abord notons qu'il fut l'un des principaux initiateurs de l'exotisme pictural.

Qui sait encore ce que le simple mot *Papou* faisait alors couler de frais, d'agréable, sur notre épine dorsale ? Mais, depuis lors, les noms Rimbaud-Gauguin ont été conjugués.

Noms prestigieux ! Chronologie : de Baudelaire naquirent Rimbaud, puis Laforgue ; de *Bateau ivre*, d'*Illuminations*, d'*Une Saison en Enfer* et de Mallarmé naquirent *Connaissance de l'Est*, puis le Guide des *Nourritures terrestres*... Ces noms? Des phares dressés par la jeunesse artiste, aux portes du XXe siècle.

Iles Océaniques, palétuvier, cocotiers et tatouage...

Les oiseaux sont des nombres,
L'algèbre est dans les arbres[1].

Tout cela s'en va du même côté, la « *Recherche du grand style biblique et légendaire* », que Charles Morice signale dans les notes et les lettres de Gauguin. Mais, c'est là toute une esthétique et une littérature en gésine. Écoutons la marche des Rois Mages vers l'étoile. Fanfares d'Éric Satie. Le cortège

1. Louis Aragon.

est en feu, disparate, avec pas mal de princes et d'esclaves qui suivent, dans des fourgons de cirque barbarement décorés avec la palette de Cézanne, et le bagage des forains comporte mille attractions, de malabaraises, acrobates, la négresse d'Olympia, des damnées baudelairiennes, les sphinges de Félicien Rops, des almées du bain turc d'Ingres ; affiches et programmes, *Invitation au voyage*, steamers pour les *Villes tentaculaires*, les pays du Formidable, *le Jardin des Supplices* d'Octave Mirbeau, ou pour la Bretagne des Pardons et des Calvaires gothiques d'imagerie populaire; un stock de masques nègres rapportés par un officier de marine, grand pianiste dans le privé ; et des catalogues illustrés de la flore des tropiques, d'où naissent comme d'un chou Bilitis et Rarahu. Pendant que se déroule la procession, Péladan psalmodie, Papus consulte le tarot; Éric Satie, clown cabriolant, comme il l'a ouverte, ferme la marche avec la fanfare de la Rose-Croix de M. le comte Antoine de la Rochefoucauld.

Jean Dolent écrit : « *Paul Gauguin parlait de tout avec assurance, il parlait un peu bas de ce qu'il entendait mal, disant* « *n'avoir pas de lettres* », *attendant peut-être de nous une objection que notre imparfaite éducation et aussi notre malice lui laissaient parfois attendre, assez longtemps.* »

Holà, les camarades ! Il serait temps — ne croyez-vous pas? — d'élever, au centre de Paris, un monument à Paul Gauguin, *Initiateur*, à côté de Denis Papin, de Chappe et de Rodolphe Salis du Chat-Noir.

***

En exergue, le livre de Charles Morice pourrait porter ces lignes de M. Middleton Murry, de l'Athenæum (20 février 1920) « *Critical Interest.* »

« ... Toute notre attention se concentre emphatiquement, aujourd'hui, sur l'*originalité*, sur ce qui semble *différent* d'autre chose (à part), et il semble que la dernière pensée qui vienne à un esprit contemporain c'est d'examiner si la *différence*, le caractère d'exception (« *uniqueness* ») ont une valeur intrinsèque... »

Ou encore : « La tête de nos « génies » s'affaisse sous le

poids des lauriers, avant que ces jeunes créatures aient appris à se tenir droit sur leurs pieds. »

Mirbeau, qui devait par un article célèbre imposer l' « uniqueness » de Gauguin aux lecteurs du *Figaro*, hésitait à « *fixer en notes brèves et rapides la signification de l'art si compliqué et si primitif, si clair et si divin, si barbare et si raffiné de Gauguin* ». J'estime que le genre *préface dithyrambique* qui nous empoisonne encore fut instauré par Mirbeau, en même temps. Et en sortant du Louvre, je distingue plus nettement quel pont a jeté Gauguin, entre les classiques et les peintres modernes dits *d'avant-garde*, créant un malentendu qui ne fera désormais que s'aggraver, sur le sens de la plupart des mots employés dans le langage d'ateliers, et donc celui des critiques d'art, tels que : *forme*, *dessin*, *composition*, *style*, etc., etc., etc.

L'esthétique, à laquelle le nom de Gauguin s'attachera désormais, allait constituer un nouveau critère et une référence pour toute une école, avec le néo-impressionnisme.

***

Réouverture de quelques salles du Louvre.

Pour certains amis du Louvre, ce fut un grand jour, celui où ils furent admis à revoir enfin quelques-uns des tableaux qui avaient été les chers compagnons de leur vie. Disons tout de suite que ces trésors sont présentés de façon à calmer toutes les craintes des routiniers. Il y a beaucoup de superficie dans notre vieux palais, on a donc pu espacer les toiles, et le seul défaut, auquel il soit difficile de remédier, c'est l'éclairage. Disons tout de suite que l'organisation des divers panneaux, la classification par écoles, est agréable, et ne nous occupons cette fois que de quelques ouvrages français.

Dès l'escalier, Lesueur apparaît, avec son *Histoire de saint Bruno* ; ensuite, nous passons devant les Philippe de Champaigne, les Lenain, et, à l'endroit où le remaniement de la Grande Galerie s'arrête à présent, après que nous aurons reconnu en bonne place nos Goyas, nous nous trouverons en face de *l'Atelier de Courbet*, ou *Allégorie* réelle, la plus récente

acquisition de l'État. C'est là un vaste « tableau de chevalet », une noble œuvre, malgré ses défauts (dont l'arbitraire de ses plans et les proportions de ses figures). Le fond du tableau à lui seul constitue un tour de force, un miracle du coloriste, quant aux gris nuancés à l'infini, qui en font l'inexprimable atmosphère. Tableau de chevalet? Quelle misère ! Non pas, monsieur ! le Louvre est plein de toiles de ce genre-là et par le Giorgione lui-même, catégorie d'ouvrages démodés, nous assure-t-on, mais dont nous nous contenterons jusqu'à ce que l'*État socialiste soit capable d'inspirer et de faire vivre un autre art qui parlera au peuple*, comme a décrété Waldemar Georges, on se le rappelle.

« *Seules la peinture et la sculpture décoratives peuvent relever le niveau artistique des masses et rétablir le lien de solidarité qui unissait jadis les plus modestes croyants aux bâtisseurs de cathédrales gothiques.* » Ces platitudes universitaires se sont répétées depuis 1897 dans les cours du soir et les revues d'avant-garde. Un jeune et doux révolutionnaire slave, installé dans Paris, nous les ressert, en 1920.

Italiens, Espagnols ou Français, quels que soient au Louvre ces peintres de *tableaux de chevalet*, ces portraitistes, ces braves gens, les maîtres de la figure, ils nous reposent et nous enchantent, n'étant pas, Dieu soit loué ! des « Créateurs », des « Constructeurs » dans le sens que donnent à ces royaux substantifs M. Elie Faure et autres esthéticiens-philosophes. Nos vieux maîtres n'ont prétendu faire que de la « bonne ouvrage » d'ouvriers habiles et consciencieux, comme Paolo Caliari. Quand il eut à déclarer sa profession à un fonctionnaire de la République de Venise, le Véronèse répondit : ouvrier.

Quels ouvriers (même après les Gothiques) reproduisit la France, de Lenain à Édouard Manet, le plus accompli technicien entre tous ! Ce n'est certes pas dans la décoration picturale qu'excelle le génie de notre race, hélas! pour l'État socialiste, et nos monuments municipaux confessent cette infériorité.

Tout au contraire, la peinture française est analytique, descriptive, réticente, elle raconte et au mieux quand elle garde un style sobre. Quelle splendeur, que son histoire, jusqu'en 1870 !

Soudain, après Courbet et Manet, le métier se gâte ; une je ne sais quelle rouille attaque l'outil et le fausse. Du jour au lendemain, apparaît la trace d'un instrument usé ; l'ouvrier semble avoir recours à des moyens de hasard et oublie ce que ces trois siècles enseignèrent à ses patrons. Montez de la salle des Lenain à la collection Camondo (par un lift très doux). Autour du *Fifre*, de la *Lola de Valence*, du *Port de Boulogne* et du *Citron*, ces chefs-d'œuvre de Manet, vous constaterez les résultats du terrible événement... si vous aimez la peinture. M. le comte de Camondo croyait l'aimer et s'y connaître fort. Tout le monde le lui a dit. De Manet, quoi qu'il achetât, il était sûr de ne pas faire de grasses « gaffes ». Mais il se lança dans de plus hasardeuses opérations où il trahit son goût médiocre, tel le choix qu'il fit parmi tant et de si beaux morceaux de Cézanne qu'on pouvait encore s'offrir alors, ou quand il se laissa tenter par les *Cathédrales de Rouen* de Claude Monet, par les *Jardins de Giverny*, les *Nénuphars*, les *Tamise*. Ce maître vieillissant travaillait alors à la série pour Durand-Ruel, « évoluait » vers la joliesse papillotante de Le Sidanner, sous le souffle des poètes, des prosateurs-touche-à-tout auxquels il apprêtait la matière d'articles et de préfaces à la Mirbeau. Et c'est ainsi que Monet devint presque un décorateur de théâtre, après avoir été un paysagiste parfois aussi robuste que Courbet, aussi délicat que Corot.

Les œuvres de Pissarro choisies par le comte Camondo sont crayeuses, cotonneuees et pauvres, si quelques-uns de ses Sisley, très anciens, sont excellents.

Mais M. Camondo donna dans le panneau de l'originalité, « uniqueness », et se lança dans les Van Gogh. Tout œil qui ne fera pas de différence entre cette peinture de demoiselle amateur à tempérament excessif, et n'importe quel tableau du Louvre ; toute personne qui admire dans la collection du grand financier ces fleurs orange sur un exécrable fond bleu, moucheté comme un Redon, l'ignoble matière de ce vase de cuivre, ces « trucs » de la touche, cette adresse que Vincent Van Gogh a peine à dissimuler — eh bien ! que ce monsieur ou cette dame ne vous parle pas, avec un trémolo dans la voix, d'Édouard Manet, de Cézanne, de Courbet, de Goya, de Greco, de Delacroix, d'Ingres... Elle n'aime pas

la peinture. Celle de « Vincent » est une macédoine de fruits conservés et de piments pour « sécession » allemande ; elle choque dans un musée, comme un meuble Louis XV de grand magasin. La présence de deux détestables études de Van Gogh au Louvre, c'est une gageure ; mais plus vraisemblablement une preuve dont nous n'avions point besoin que nul n'a plus le courage de dire ce qu'il pense ; à moins que, d'entendre parler de Van Gogh comme d'un novateur de génie, tout le monde n'ait fini par croire qu'il en était un. Voici quinze ans qu'un syndicat de marchands et d'amateurs a supérieurement organisé cette affaire, par des expositions et des ventes aux enchères.

Qu'il y ait dans la collection Camondo un Delacroix de second ordre, des « impressionnistes » pour ville d'eau, cela nous gêne moins, là-haut, sous le toit, où les salles sont mal éclairées ; mais nous demandons qu'on redescende au *piano nobile* les Manet, et qu'on organise pour eux une « Tribuna ». Le *Citron* sur son plat noir peut « tenir » à côté des Greco; donnez-nous une « Tribuna » française dans la Grande Galerie et, à côté des Léonards et des Titiens, présentez-y l'*Olympia, le Fifre*, la *Lola de Valence, le Port de Boulogne,* avec les Corot et les Ingres de la salle des États. Les *Courses* de Degas devraient aussi être descendues au premier étage, avec un ou deux pastels mais pas plus ! car M. de Camondo en a choisi qui rappellent fâcheusement Lautrec, par la couleur et le métier. Degas, en effet, comme Claude Monet et les autres impressionnistes, même Renoir, faussèrent inopinément leur outil, pour produire ces mille toiles par an que leur commandaient les marchands; ceux-ci ne peuvent, qu'on le sache bien, faire de bonnes opérations que sur les peintres féconds et rapides. Le Louvre sera de plus en plus le point de mire des négociants et des amateurs dont les legs inconsidérés le menacent. Mais ce qu'il nous faut pour le Louvre, c'est une belle nature morte et des nus de Cézanne ; ou la vraie *Maison du pendu*, une toile en hauteur qui n'est pas du tout la *Maison du pendu* de M. de Camondo. M. Pellerin serait certainement fier, si quelques-uns de ces Cézanne entraient de son vivant au Louvre. Sinon que l'État en achète. Voici donc installé le chef-d'œuvre de Courbet, cet *Atelier*,

qu'à si bon compte le Louvre vient d'acquérir pour quelques billets de banque en plus de ce qu'un amateur américain paya une *Danseuse* de Degas à la vente Rouart. La beauté de la matière, qu'a Cézanne au plus haut degré comme Manet, comme Goya et Greco, comme certains morceaux de Vélasquez, de Chardin, je dirai même d'Ingres, cette qualité-là, aucun des Cézanne-Camondo ne la possède. On ne devrait jamais accepter pour le Louvre une collection entière sans avoir le droit d'en distraire aucune pièce. D'autre part, qui est-ce qui choisirait?

S'il y a des vitrines pour les diamants de la couronne et les joailleries de notre Trésor; si le Louvre doit réserver à des pièces d'élection comme aux Uffizzi de Florence, une « tribune », messieurs les conservateurs, créez-en plusieurs pour nous; dans celle de l'école du XIXe siècle, nous voudrions voir les chaussons roses de *Lola*, les godillots du *Fifre*, le *Citron*, quelques pommes de Cézanne, un torse ou une tête de femme du Renoir d'avant Cagnes ; je demande la pelure d'un chevreuil ou une poitrine de rousse, par Courbet, je supplie qu'on nous donne un ciel de l'Ile-de-France, ou une Rome, de Corot, pour rappeler aux jeunes gens qu'on a cherché et trouvé des tons purs, avant eux.

M. Picasso, rapporte-t-on, dit que si on lui parle de peinture « bien faite », il regarde, il s'approche, et la trouve invariablement « mal faite ». Dans la « tribune » que nous imaginons sans espoir de réalisation, M. Picasso serait convaincu peut-être, que certains peintres savaient encore peindre, il n'y a pas très longtemps de cela.

Mais Paul Gauguin, plus encore que son historiographe Charles Morice — (c'est ceci que je tenais à souligner, à propos du Louvre et de la collection Camondo) — le peintre de Tahiti et le poète symboliste devenu critique d'art sociologue, humanitaire, sentimental et sectaire sont parmi ceux qui ont influé davantage sur le goût, la sensibilité des artistes, et, à travers ceux-ci, sur un public de demi-lettrés, ébahis; ce public s'est acheminé vers les arts plastiques, par les voies détournées de la littérature précieuse, par la lecture des revues « avancées » où depuis Charles Morice, tout poète pour se faire la main analysa les expositions modernes en essayant

d'apercevoir dans une pomme ou une serviette de Cézanne, l'équivalent du sourire de *la Joconde.*

Il est intéressant de suivre des couples et de surprendre les propos des mêmes « passionnés d'art », à la réouverture du Louvre et au vernissage du Salon des Indépendants. Bientôt les gardiens, auxquels des professeurs font faire des conférences, engageront la conversation avec les visiteurs sur les origines classiques de l'impressionnisme et du cubisme.

***

Le Paul Gauguin, que raconte Charles Morice, après avoir vu ce peintre comme il voyait l'univers, est le père spirituel des nouveaux peintres du Salon d'Hiver. Bien plus que Cézanne le Saint-Esprit, c'est Gauguin, dont l'influence a peu à peu transformé la peinture européenne, ou plus exactement son aspect linéaire et décoratif. Il a créé presque une esthétique. Paul Gauguin est donc une figure très importante de la fin du XIXe siècle et le beau livre que j'ai à côté de moi devrait être mis à la portée de toutes les bourses. On s'apercevrait vite, en le lisant, que c'est à cet artiste français plus qu'à ceux de Munich, qu'est due une bonne part de ces modes dont nous nous sommes lassés, mais qui furent si impérieuses.

Gauguin, d'une voix sombre, un peu rauque, disait : « *L'art primitif procède de l'esprit et emploie la nature. L'art soi-disant raffiné procède de la sensibilité et sert la nature. La nature est la servante du premier et la maîtresse du second. Mais la servante ne peut oublier son origine, elle avilit l'artiste en se laissant adorer par lui. C'est ainsi que nous sommes tombés dans l'abominable erreur du naturalisme...*

» ... *La vérité c'est l'art cérébral pur, c'est l'art primitif. — Le plus savant de tous — c'est l'Égypte. Là est le principe. Dans notre misère actuelle, il n'y a de salut possible que par le retour raisonné et franc au principe, etc...* » On voit déjà qu'à cette époque-là certains artistes considéraient que l'art était en péril, et cherchaient le moyen de le sauver par un retour en arrière.

Charles Morice écoutait l'étrange boyard-marin, vêtu avec

la préciosité et la bizarrerie que l'on sait, dire ces choses, et Charles Morice « *écoutait ravi, cette parole qui s'harmonisait avec sa propre pensée et l'éclairait* ».

Quand on a connu Gauguin, on admire que sa parole de cabotin solennel et bafouilleur ait éclairé un poète, après tout, distingué comme Charles Morice.

Une des premières étapes de ce « *retour raisonné* » allait être le Symbolisme en art.

Le livre, dévotement écrit par ce mystique Morice dont j'évoque parfois le souvenir dans mes articles, me rappelle la grande exposition que fit en 1893 Gauguin après son premier retour de Tahiti. J'avoue que je fus très remué par cette vaste galerie, « *où flambait aux murs sa vision peinte* ». Il était presque toujours présent, pour écouter les réflexions du public. Morice dit : « *Bientôt, il n'eut plus de doute : on ne comprenait pas.* »

Or, comment souscrirais-je à cette affirmation de myope lyrique, quand, autour de moi, c'était un concert d'éloges, que menait Degas, avec Pissarro et à peu près tous les meilleurs artistes dont l'encouragement aurait dû compter pour Gauguin? Les couronnes de lauriers commençaient de pleuvoir sur la tête des peintres...

J'avais rencontré Gauguin à Dieppe avec Renoir et Thaulow, dont il avait été le beau-frère, et l'avais peu, mais assez fréquenté pour qu'il incarnât à mes yeux ce que j'appelais injustement le « *faux peintre* », le faux artiste, métis inopiné d'un genre Rose-Croix et d'une artisterie à la scandinave : voilà ce qu'alors l'homme, bien plus que ses ouvrages, mais ceux-ci également, me représentait vers 1895, si bien qu'ayant eu en dépôt chez moi des toiles de Gauguin, qui furent achetées immédiatement par ses amis, je n'en ai jamais gardé une pour moi, comme implaçable à côté d'un Renoir, d'un Degas, d'un Manet.

La copie d'après l'*Olympia*, par Gauguin, que possédait Degas, m'a toujours paru établir, avec une extraordinaire puissance historique, le point où la peinture moderne cessait de prolonger la tradition française du *tableau*.

Et feuilletant le Gauguin de chez Floury, avec ses estampes si bien choisies : cette *Femme à la mer* avec ses vagues *styli-*

sées ; l'eau-forte de Mallarmé *stylisée* en figure de vitrail, les *Tahitiennes*, sur tapis violet ; le portrait de *Mademoiselle Chuffenecker*, etc., etc., je me convaincs encore plus qu'en ces divers ouvrages apparaît l'écriture fabriquée des post-impressionnistes néo-classiques. Comme l'on disait alors : cette manière ne me semblait point *authentique*. L'écriture naturelle de Gauguin était assez banale.

L'*accoutrement* de l'homme, et à la fois sa parole affectée, m'auraient mis en fuite, alors qu'ils subjuguaient Charles Morice ; le raffinement et le grand style de Gauguin me furent, presque immédiatement, suspects, comme la peinture à l'huile de Lautrec, de Van Gogh, si artistes que fussent d'ailleurs ces hommes-là, si amusantes que me semblassent leurs recherches de métier, de matière. Chez Van Gogh c'était une sorte de fac-similé du laque de Coromandel, déjà cherché par Anquetin avec son *cloisonisme* vers 1892-95. En somme ces artistes me semblent moins avoir réalisé de la grandeur que d'en avoir eu le désir, et comme ce sera toujours le cas, les littérateurs furent surtout séduits par le théoricien, ils furent donc le premier public favorable à Gauguin, qui cependant écrit : « *Je suis né de Cézanne, de Van Gogh. Quel hardi pasticheur je fais !* » Ce en quoi il se trompait, car c'est peu de chose ce qu'il avait pris à Cézanne et il doit bien plus à Van Gogh, dont les procédés firent tant d'effet sur les littérateurs, et d'autant plus qu'ils étaient moins « authentiques ». Vous direz que Degas (mais il était lui-même un littéraire) approuva, admira Gauguin, mais Degas admirait de même Zuloaga et tant d'autres de nous. Degas savait comme tout est difficile à réaliser et il regardait la peinture, comme un ébéniste les bois qu'il pourrait utiliser.

Mais, demanderez-vous, l'art pour littérateurs, qu'est-ce donc? L'art du grand Frédéric Watts, peut-être, comme l'art du gnome Odilon Redon certainement ; comme l'art de Gustave Moreau, de M. Piot, de M. Point, de charmants, comme d'exécrables artistes du Salon d'Automne et des autres salons, jusqu'à M. Matisse qui, pour les jeunes, est avec Derain, « *le plus grand peintre français depuis que Renoir est mort* »... Quant à nous, nous ne comprenons pas très bien pourquoi M. Maurice Denis, le plus maître de ses procédés, le plus inventif, le

plus varié de notre temps, lui dont l'œuvre est déjà un prodige dans ses réussites variées, nous ne comprenons pas pourquoi M. Maurice Denis demeure en quelque sorte exclu de cette phalange par ses cadets, quoiqu'il ait méthodiquement conduit au Grand-Palais des Champs-Élysées trois mille sur six mille des exposants qui le renient avec cynisme aujourd'hui. Pour la forme et la couleur, le seul critérium, la seule référence de quelque autorité dont les critiques puissent se servir en jugeant les ouvrages récents, c'est l'art de Gauguin et de Van Gogh, puisque Cézanne est déjà presque épuisé... ou inaccessible aux imitateurs. Néanmoins, aux Indépendants, le nom de Cézanne flambait comme celui d'une victoire inscrit en or sur un pont ; Cézanne et Gauguin ont créé un maniérisme moderne qui s'impose aujourd'hui à la foule ignare, comme aux lettrés dont ils ont déformé la sensibilité.

Augustus John a dans son studio un livre que l'on a publié sur Van Gogh et dont la couverture reproduit une mère et un enfant, croquis très connu de Vincent ; comme je demandais à Mr. John, le grand dessinateur, pourquoi il admirait tant ce dessin, il me dit : « No drawing, but feeling ». « *Ce n'est pas du dessin, mais du sentiment.* » En effet. Mais alors, et depuis lors, tout a pu être appelé « feeling » et l'abus de ce « sentiment », de la « sensibilité » nous ramène aux époques du préraphaëlitisme. Gauguin est un préraphaëlite franco-tahitien.

Denis est un préraphaëlite italien, mais conscient et volontaire, tandis que maints autres préraphaëlites des Indépendants, s'appellent « *cubistes* » ou simplement « *peintres modernes* ». Pour nous entendre, il suffirait peut-être que nous brûlions tous les dictionnaires,

Le livre de Charles Morice est passionnant, surtout en ce qu'il nous fait connaître de la « mentalité » comme on dit et de la sensibilité de ce rêveur grandiloquent.

Si les artistes exposants des Salons d'Automne et d'Hiver sont marqués au fer rouge par Gauguin, leurs critiques assermentés sont les fils spirituels de ce poète symboliste (qui signa de très beaux vers) : âme généreuse, naïve et exaltée d' « humanitaire », de libertaire et de religieux. Charles Morice aura eu toute une descendance d'universitaires critiques d'art, de bolcheviks très doux, d'internationalistes et de nationalistes,

investis et intoxiqués par la peinture dont ils écrivent comme d'une maîtresse qu'ils n'auraient jamais vue en plein jour. De Morice nous est venue la langue spéciale au critique d'art « d'avant-garde », dont le plus étonnant exemple vient de vous être offert par M. Marcel Sembat dans son étude sur Henri Matisse[1], toute ponctuation remplacée par le seul point d'exclamation. *Le don du nouveau, la maîtrise souveraine, c'est que les chefs-d'œuvre de Matisse sont maintenant de parfaits ensembles. Parbleu!... il est assez facile de composer un ensemble, Matisse n'a sacrifié à aucune de ses énergies ; le coup de génie est d'avoir réussi à les discipliner !...*

Je ne crois pas pourtant que Morice eût écrit :

« *Une ronde endiablée fait tourner sur un fond bleu des mouvements roses. A gauche, une grande figure entraîne toute la chaîne ! Quelle ivresse ! Quelle bacchante ! Cette arabesque souveraine, cette courbe empoignante qui va de la tête tournée jusqu'à la hanche saillante et descend le long de la jambe tendue, incarne pour moi le dithyrambe orgiaque où Nietzsche résume l'enthousiasme de la jeune Hellade.* »

De la même façon, j'ai entendu M. Sembat s'emballer sur le président Wilson, sauveur de la Civilisation, le jour où l'Apôtre de la Société des Nations venait de nous dire en anglais des choses si inquiétantes qu'elles ne furent pas traduites dans le compte rendu de la séance du Parlement ; dans le livre de M. Marcel Sembat sur Matisse on regarde la reproduction de la *Musique* où l'on cherche en vain cette représentation de la ronde nietzschéenne qu'y voit l'ancien ministre. Il est des visionnaires dont aucune réalité ne viendra à bout. Et l'on est bien perplexe quand un tempérament de peintre comme celui de Matisse, beaucoup plus sensible, comme tel, que Gauguin et que Van Gogh, quand le coloriste merveilleux des *poissons rouges* se laisse entraîner par de tels impresarii, et roule ses propres couronnes de laurier sur la scène de l'Opéra [2]. Car il faut relater, du moins en quelques mots, cette grandiose manifestation qui fut le triomphe officiel de Matisse, quoique j'aurais plus de plaisir à vous parler de la musique de Stavinsky. Je ne crois pas en effet que nous ayons rien, dans les

1. Un volume publié par la *Nouvelle Revue Française.*
2. A la première du *Chant du Rossignol.*

arts plastiques, qui approche par la perfection de la technique, la ciselure du bijou qu'est la partition recomposée du *Rossignol* ; un art trop fin peut-être, pour l'Opéra, et qui ne passe guère la rampe, par excès de distinction, de bizarrerie voulue.

Le décor de M. Matisse et ses costumes ont l'air d'être une charge trop spirituelle qu'il aurait faite de ses nouveaux tableaux, mais d'autre part, M. Matisse semble avoir plus de gravité que d'ironie, quand il applique sa merveilleuse intelligence pendant des mois pour servir l'art scénique, au détriment de la peinture de chevalet. Si les gens du monde, irrités par les dissonances névralgiques et dentaires de Stravinsky, étaient sur le point de siffler, comme au *Sacre du Printemps*, les gracieuses colorations des costumes soyeux et bonbon de M. Matisse les radoucirent. « Enfin, disaient-ils, nous voici revenus au vieil Opéra. » Le fait est que rien ne surprend l'œil dans cette affaire. M. Matisse a conquis le gratin des abonnés à Paris comme à Londres, s'il a un peu déçu ses confrères, qui s'attendaient à des trouvailles d'audace plus fréquentes. Je dois ajouter qu'il s'est défendu devant moi d'être un homme pour la scène, et nous l'en féliciterions si, d'autre part, il ne dépouillait pas ses tableaux, de plus en plus, de ce qui fait la différence entre un tableau et un décor de théâtre.

Mais, pour finir, et parce que décidément tous les chemins mènent à lui, revenons à Gauguin. Nous avons pensé bien souvent à lui, durant les représentations des ballets russes. Là, comme aux Salons d'Automne et d'Hiver, il semble avoir inspiré la substitution d'un art à un autre, et la démobilisation des moyens techniques. Un peintre de nature morte, comme M. Matisse, ne pourra, croyons-nous, jamais gagner autant qu'il y perdra, en se livrant à cet exercice cérébral.

Depuis que j'ai lu le livre de Charles Morice, qui me rappelle tant de gens et tant de choses, je vois Gauguin partout...

Il y aura bientôt un an de cela, dans nos premières chroniques, nous nous demandions ce que serait l'état d'esprit des jeunes artistes, au lendemain de la guerre ; si des manifestes d'école, autant que des expositions commençaient de nous fournir déjà quelques indications, — aujourd'hui nous sommes

en cela renseignés, autant qu'on peut l'être sur des contemporains. Aussi bien nous parut-il indispensable de participer à la vie des jeunes artistes, même dans ses manifestations les plus outrancières, et, quitte à être blâmé par M. Abel Hermant, qui semble croire que l'importance du cubisme n'a que la proportion que nous lui accordons en parlant de ses adeptes, je les ai suivis d'un œil particulièrement attentif, et, je l'avoue, avec sympathie jusques et y compris « le mouvement Dada » qui est une manière d'être, une attitude d'esprit, plus qu'une esthétique. Je crois avoir été le premier à en approuver le sens politique et social dans la presse parisienne, si bien qu'après m'être vu offrir une collaboration à un grand journal du matin, une première et une seconde chronique que je donnai au directeur, m'en firent écarter, sous prétexte qu'aucun lecteur ne pourrait savoir de quoi j'avais voulu parler. Les « dadaïstes » sont pourtant sincères ; ils crient bien haut à la foule : « Rien ! Rien ! Rien ! » et nient tout en bloc.

M. Tristan Tzara avec sa bande, après une première séance au Salon des Indépendants où les numéros du programme avaient tourné en charges d'atelier, se transporta, dit-on, devant un vaste public populaire, et les conversions se produisirent par douzaines, les adhésions à la minute. Le grand souffle bolchevique, l'esprit nouveau est reconnu là par des ouvriers ingénus. Combien ce mouvement va devenir formidable ! Il faudrait pourtant définir ce qu'est le sens caché du *Dadaïsme*, du cubisme, et de ces diverses formes un peu déconcertantes à première vue qu'a prises la vie intellectuelle, artistique, depuis la guerre, chez une jeunesse victorieuse et si peu vaine de ses victoires qu'elle ne souhaite que de les faire oublier.

J'ai déjà rapporté quelque part, je crois du moins, les propos de certains jeunes hommes, soutenant que : nous étions las de « penser en beauté ». Il faut s'entendre sur cette formule, mais je n'en ai pas ici le loisir et ce serait une étude plutôt de critique littéraire, où MM. Barbusse, Maeterlinck et Duhamel tiendraient le premier plan. Les revues et les journaux français ont certes abusé de la grandiloquence et des poncifs nobles, jusques à dégoûter de l'héroïsme certains héros véritables; bien plus, il faut reconnaître que la déception est

grande, pour la plupart de ceux à qui l'on avait tant promis, et qui s'attendaient à n'avoir plus, la victoire une fois gagnée, qu'à s'épanouir dans un Eldorado où les découvertes scientifiques, dues à la guerre, et à la guerre appliquées, serviraient enfin à accroître le plaisir sinon le bonheur des hommes, à faire vivre plus intensément, ceux qu'elle n'avait pas détruits.

Nous avons vu, dès après l'armistice, la jeunesse se lancer à nouveau sur les routes, dans des voitures magnifiques, plus rapides et plus confortables qu'avant, « boire » l'obstacle et les kilomètres, s'enivrer de vitesse et de l'usage de leurs ailes retrouvées ; les Salons de l'Automobile, puis de l'Aéronautique furent des triomphes, on entrevoyait déjà un tour du monde à accomplir en quarante-huit heures. Certains partirent; trop vite parvenus à destination, et trop vite de retour, ils se lassèrent d'un sport facile, fatiguant néanmoins et, pour tout dire, la réduction des distances supprime l'intérêt du voyage. L'*intérêt* : voilà ce qui semble partout épuisé et l'on se bat les flancs pour le renouveler.

Un jeune homme très distingué, très cultivé et complètement indépendant, comme je m'étonnais de ne pas le voir reprendre, après la guerre, les travaux de haute spéculation où auparavant il semblait devoir exceller, de si haut m'avouait être retombé si bas, depuis la guerre, à laquelle il s'était dévoué corps et âme, que les mots *Intelligence, Beauté, Culture, Art, Littérature* avec majuscules, lui faisaient lever les épaules de pitié.

Un jour que devant lui je tenais dans mes mains un numéro de je ne sais quel journal où quelque membre du parti de l'Intelligence déclarait la culture française, sous la forme de revues de philosophie et de sciences, menacée par la crise de l'imprimerie, mon jeune ami s'esclaffa de rire : « Tant mieux, dit-il, nous en avons assez ! » et son ironie, son dégoût presque pour les musées (le Louvre venait de rouvrir), pour la littérature qu'il appelait « de Beauté », citant ironiquement les ouvrages de M. Duhamel, son peu de patience — (il est très musicien) — pour la musique de César Franck et de Beethoven, dont on exécutait des morceaux devant nous, le rendait affreusement nerveux et dur dans ses jugements sur tout ouvrage contemporain dont la durée dépassât cinq minutes. J'étais bien près d'être de son avis... mais

il y a tant d'années que je vois et entends de belles choses !

Il me dit encore : « Nous sommes trop pressés pour écouter des discours. Rien ne dure plus : un ménage est vieux au bout d'un an et se rompt comme une passade ; tout est si rapide, comment voulez-vous qu'on écoute une pièce en quatre actes, un opéra, une symphonie de Beethoven? »

J'aime autant vous dire que ces tristes aveux m'étaient susurrés très bas dans un couloir de théâtre, pendant les répétitions du *Bœuf sur le toit*, de M. Jean Cocteau, en qui réside l'esprit de l'époque singulière où nous sommes.

Neuf heures du matin... Une salle vide... M. Éric Satie, dont on a répété trois petites *Pièces montées*, murmure dans sa barbe des choses comiques ou profondes *ad libitum*. Un petit orchestre s'accorde ou *attend*. De respectables vieillards, comme M. Satie et moi-même, se promènent en bras de chemise sur la scène où la moitié d'un décor, un bar peint par M. Dufy, est planté, de travers, naturellement. Ces vieillards charmants sont les clowns Fratellini et le fils Foottit; l'arrière-petite-fille de Chocolat est assise près de moi et de madame le comtesse de Beaumont, organisatrice de ces menus-plaisirs pour le Gratin de la Bienfaisance. On attend. Dans les répétitions on attend beaucoup. On attend les parties de violons de la partition de M. Marius Milhaud. On attend les têtes de carton, les gigantesques têtes tragiques, sinistres et merveilleuses que vont porter, au-dessus de la leur, MM. Fratellini, Foottit fils et le nain de chez Médrano. Elles sont de Fauconnet et de Jean Cocteau ; je reconnais là le dessin et la déformation cruelle, si spéciale à l'auteur des « Eugènes ».

M. Auric s'impatiente et fait répéter par l'orchestre l'énorme fox-trot, si compliqué et si discordant, que ce jeune et célèbre compositeur (l'un des six élus de M. Cocteau) a spécialement écrit pour le *Bœuf sur le toit*. Et nous assistons à un spectacle angoissant, la « mise en place » du fox-trot, par M. Jean Cocteau qui, avec sa grâce, son art incomparable, fait les mouvements, corrige ceux de ses interprètes. Ces graves, pénibles, passionnantes répétitions, pour une bouffonnerie macabre, ce qu'on appelle un « sketch » de vingt minutes, c'est par douzaines qu'on les compte. La vie d'une trentaine d'artistes des plus distingués d'aujourd'hui et autant d'amis, de zéla-

teurs, peintres, sculpteurs, poètes, musiciens amateurs et gens du « Gratin révolté », tous les jours, tous les soirs, toutes les nuits, à déjeuner, à goûter, à dîner, à souper, entre Montmartre et Ménilmontant est entièrement prise, divertie, charmée, et éreintée, par le service qu'exige une Muse nouvelle. Muse nouvelle? La Muse du cirque, du morne dancing, de tous ces hauts lieux, selon l'expression biblique, où l'humanité désaxée par un cataclysme universel, frotte sexe contre sexe, balance hanches, vire, solennellement, en une lutte symbolique, muette autour d'une invisible tête de Jokanaan, lequel, dans le bar du *Bœuf sur le toit*, M. Jean Cocteau représente par un policeman américain. Les buveurs de coktails se vengent sur cet agent de police de ce que tout autre breuvage que le lait leur soit interdit.

Muse nouvelle? Cette conception moderne de l'art, de la Beauté et de la Joie ! — si révoltante pour tant d'esprits qui se croient normaux — elle se présente sous la conduite du manager Jean Cocteau, avec une solennité bouffonne dans sa caricature, tristesse des lieux de plaisir, des bars plus spécialement !

Il est déconcertant au premier abord que des musiciens de talent, des artistes créateurs, se livrent à un gaspillage d'esprit dans la parodie, dans l'invention et, comme nous le disions plus haut, ne se quittent que pour dormir, après avoir recréé des scènes entières d'opéras wagnériens, des albums de mélodies de Schumann et jusqu'à des quatuors qu'ils exécutent avec un manche à balai et une chaise, comme des clowns.

Tel est ce qui les amuse pour le moment. En ce dessein paradoxal, mais qu'il est plus commode d'accepter, si l'on veut participer à la vie de ces temps (de révolution, de destruction, ou de reconstruction?) — il faut donc reconnaître deux principes qui apparaîtraient plutôt comme opposés, et auxquels correspondent deux ou trois classes *d'artistes « modernes »*.

Un besoin effréné de jouissance; l'effet par tous les moyens obtenu, sans règles, hors la loi. Une négation en quelque sorte nihiliste des formes héritées du passé. Une lassitude qui supprime la moitié des gestes et des paroles ou encore une forme d'art, très austère et dépouillée où le créateur, scrupuleux jusqu'à la manie, impitoyable pour lui-même, s'impose des

restrictions et des règles si subtiles, qu'elles restent invisibles le plus souvent dans l'œuvre où elles sont appliquées. L'artiste trop raffiné se fixe des œillères et un caveçon, comme s'il était un cheval de haute école, quand il paraît enfin sur la piste, le col encapuchonné par la martingale qui empêche qu'il ne porte au vent et ne donne de la tête... ce seront quelques pas savants, un travail incompris du public et ne pouvant satisfaire que de rares gens du métier. Les docteurs disputent. Aussi bien, sommes-nous submergés par la critique. Il se fait aujourd'hui autant d'articles, de conférences, de préfaces, qu'il se crée d'œuvres d'art.

Nous croyons qu'en ces deux ou trois classes un peu arbitrairement délimitées par le mauvais géomètre que je suis, un historien pourra, plus tard, classer les ouvrages d'art qu'après la grande guerre auront produits des écrivains, des peintres, des musiciens réunis sous le vocable de « cubistes » ou « modernes », lesquels comportent autant, presque, de tempéraments romantiques, que de classiques.

***

On s'étonne — et on m'en fait grief — de ce que je semble exclusivement préoccupé de mouvements dits d' « avant-garde » dont je serais un peu la dupe. Or, ce qu'il y a d'assez piquant, c'est que ce reproche me vienne presque uniquement de littérateurs qui favorisent les « extrémistes » et n'imprimeraient pas dans leurs revues mon nom, *en tant que* peintre ; ils ne l'impriment pas : 1° par discipline de parti ; 2° par inquiétude, car ils ne sont jamais très sûrs de leurs opinions. Ils se sont si souvent trompés (dans un sens et dans l'autre) !

Comme je ne fais partie d'aucun « groupe », j'ose parler : je cherche dans toutes les « coteries » de droite et de gauche et ne trouve, hélas ! rien qui soit plus intéressant en peinture, que ceux de l'extrême-avant-garde et encore, cela pendant le temps assez court que dure notre surprise.

Je sais bien, mais ne puis encore dire leur nom, des solitaires qui travaillent, loin de « la foule affolante », comme dit Mr. Thomas Hardy, et dont on peut attendre de belles œuvres. Ils en font aujourd'hui, certains depuis longtemps en ont

signé et qui passèrent inaperçues, mais les solitaires sont des naufragés dans notre civilisation, jusqu'au jour où quelque littérateur s'avise de leur présence et la signale avec cette exagération dans les termes, qui impose une « découverte » à l'attention publique. Je connais au moins trois peintres, jeunes encore, en qui je crois distinguer les ouvriers d'une saine renaissance du *métier* de peintre, et qui, sans maniérisme, ont un grand style. Trois, c'est plus que n'en doit à l'Histoire une époque comme la nôtre. Mais je ne distingue nulle part dans la production d'art française qui est incommensurable à celle d'aucun autre siècle, l'équivalent de ce que fut en littérature l'apparition des romans de Marcel Proust. Cette trombe ascendante semble retourner la mer à l'endroit où elle crève, obscurcir le ciel, faire baisser le thermomètre au moment où le phénomène vous surprend sur la paisible plage d'où vous l'observez. De tels ouvrages ne peuvent pas nous laisser indifférents, tel écrivain qu'ils irritent trouve de quoi se nourrir dans ce grenier d'abondance. Un Marcel Proust entre comme un nouveau propriétaire dans une maison longtemps inhabitée et ouvre les fenêtres sur les perspectives d'une vaste terre qu'il va s'agir d'exploiter. Si le style, imitable après tout, d'un Marcel Proust, peut faire école, comme la couleur et la forme d'un Cézanne — mais à Dieu plaise qu'il n'en soit pas de même ! « A la recherche du temps perdu » est un domaine spirituel où plusieurs générations de psychologues, de littérateurs pourront travailler, sans gêner leurs voisins et sans se disputer.

Il n'y a rien de tel, en arts plastiques. Du goût, de l'intelligence, un sens artistique trop répandu, nous l'avons vu, mais de la maîtrise, nulle part, à moins que l'on n'appelle ainsi maintenant le savoir-faire et l'habileté ; et c'est par lassitude des vieilles formules académiques, comme des formules plus récentes de l'antiacadémisme, qu'au milieu d'une foule qui ne voit plus, n'entend plus, ne comprend rien et se gorge d'Art, j'applaudis au « Rien ! Rien ! » du manifeste Dada, et à ces phrases :

« *Vous ne comprenez pas, n'est-ce pas, ce que nous faisons. Eh bien, nous le comprenons encore moins. Vous ne comprenez*

pas? Moi non plus, comme c'est triste ! A priori, *c'est-à-dire les yeux fermés, Dada doute de tout : le Doute. Dada doute de tout. Dada est tatou. Tout est Dada. Méfiez-vous de Dada.*

« *Signé :* Aa l'antiphilosophe. »

Quand ils auront tout mis à terre, peut-être reconstruira-t-on quelque monument de pureté et de solidité?

S'ils veulent faire table rase, s'ils n'ont plus aucun respect, ces jeunes hommes, ne serait-ce pas qu'il y a peu d'œuvres, signées par leurs aînés, qu'on puisse sincèrement imposer à leur admiration? Ils n'ont pas de chefs, plus de « patrons » à suivre, et ils ont entendu louer depuis leur naissance et avec le même enthousiasme verbal, les platitudes académiques comme les platitudes « avancées ». A la médiocrité, ils préfèrent leur « Rien, rien, rien ». — Et c'est ainsi que leurs plaisanteries, leurs farces, leur gaîté, se teintent malgré tout de la tristesse des bars, des danses mélancoliques et graves de cette époque lassée, tristesse qu'a si bien exprimée M. Jean Cocteau dans son *Bœuf sur le toit*, pantomime-ballet exécutée par des clowns à têtes gigantesques de carton. Le public, de plus en plus ignorant, ahuri et crédule, est pour ces jeunes audacieux une sorte d'équivalent d'un bouillon de culture pour le savant dans son laboratoire. Comment réagit ce public? Voilà ce qu'il importe de savoir, en l' « expérimentant » dans une salle de théâtre, de concerts, de conférences ou d'exposition. Plus le public « en prendra » et plus les artistes lui « en fourreront... » jusqu'à ce que soit exécutée la grande opération césarienne dont l'urgence n'est pas encore évidente, au dire des chirurgiens. En effet, bien des malades semblent contents, et quoique le rire soit peu sonore, ils rient, on s'amuse beaucoup dans l'hôpital.

Patience ! Patience !

JACQUES-ÉMILE BLANCHE

LE DERNIER ROI DE FRANCE

A PROPOS DE L'ARTICLE DE M. LÉONCE PINGAUD[1]

Dans un curieux article intitulé *Le dernier Roi de France,* M. Léonce Pingaud a publié, le 1er août dernier, dans la *Revue de Paris,* une étude fort intéressante sur le roi Henri V qui porta successivement les noms de duc de Bordeaux et de comte de Chambord.

Mes travaux sur les derniers Bourbons et sur madame la duchesse de Berry m'ont amené à parler longuement, à maintes reprises, des événements survenus à l'époque de la Restauration ; je reviendrai, non sur la naissance de « l'enfant du miracle » ni sur les années de son adolescence, mais sur la dernière partie de sa vie. Mon âge ne me permettait pas d'être mêlé personnellement aux événements de 70 et 71, mais tout mon entourage y joua un rôle plus ou moins important, et ma prime jeunesse a été bercée par les récits de cette attachante période où tant d'amères désillusions devaient succéder à de brillants espoirs !

Il m'est donc possible d'apporter ici quelques éclaircissements ou quelques légères rectifications. Que M. Pingaud veuille bien me permettre de feuilleter avec lui son article sur *Le dernier Roi de France* dont je n'ai eu connaissance que tout récemment.

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er août 1919.

KIRCHBERG ET FROHSDORF

Le château de Kirchberg et non Kischberg où résida la famille royale avant de s'établir à Goritz, n'était pas la propriété du duc de Blacas ; il appartenait en réalité à Charles X et ce ne fut que plusieurs années après la mort de ce dernier, en 1844, que l'échange de Frohsdorf et de Kirchberg se fit entre la duchesse d'Angoulême et M. de Blacas. Huit ans auparavant M. de Blacas avait acquis comme placement, pour le prix de 175 000 florins, cet ancien domaine des comtes Hoyos, du général Yermolof, marié à la fille du général de La Salle, et celui-ci l'avait lui-même acheté à la princesse Caroline, sœur de Napoléon et veuve du roi Murat, qui y avait résidé plusieurs années sous le nom de comtesse Lippona.

Après la mort du duc d'Angoulême, la duchesse avait désiré s'éloigner de Goritz qui lui rappelait tant de tristes souvenirs ; après avoir passé quelques mois à Frohsdorf, mis à la disposition de la famille royale par le duc de Blacas, elle s'en était rendue définitivement propriétaire. On sait que « Frohsdorf » signifie « Village du bonheur » ; Dieu sait pourtant que les hôtes augustes de cette résidence n'y ont goûté jamais ni joie ni bonheur. Le domaine n'est pas situé dans la banlieue de Vienne, il se trouve à 50 kilomètres de la capitale autrichienne, tout près de la petite rivière qui sépare le royaume de Hongrie de l'empire d'Autriche, et à deux lieues au sud de la petite ville de Wiener Neustadt.

LES PRÉTENDUS LEGS DE LA DUCHESSE D'ANGOULÊME

Quant à madame la duchesse d'Angoulême, le legs de 900 000 francs de rentes fait par elle dans son testament au duc de Guiche, depuis duc de Gramont, est une légende dénuée de toute espèce de fondement. M. le duc de Gramont et M. le duc de Lesparre, ses fils, ainsi que madame la comtesse de Bryas, m'ont affirmé à moi-même, de la façon la plus formelle, que jamais pareille donation n'avait existé ; et, dans la famille de Parme aussi bien que dans la famille de Bourbon, toutes deux héritières de la duchesse d'Angoulême, on m'a donné la même certitude. Lorsque la duchesse d'An-

goulême mourut en 1851, elle était propriétaire de Frohsdorf, et c'est par conséquent chez elle que résidait son neveu pour lequel elle avait un culte et une adoration justifiés! A cette date le prince était déjà marié, et elle savait mieux que personne que sa fortune était médiocre à cause des charges énormes qui lui incombaient! Il est donc impossible de supposer que Marie-Thérèse, dont les revenus ne s'élevaient peut-être pas à un million de rente, ait déshérité son neveu qui était en même temps son roi, au profit du duc de Guiche! M. de Guiche avait bien été, en effet, camarade du duc de Bordeaux avec les trois frères Blacas, Maurice de Foresta, Brissac, Rivière et la Bouillerie; mais, depuis le départ de la famille royale pour l'exil, il ne faisait plus partie de l'intimité de la cour de France.

Si l'on veut trouver l'origine de cette singulière légende, on la trouve, je crois, dans l'ouvrage de M. Turquan sur la fille de Louis XVI. Celui-ci a jugé son héroïne avec une sévérité que ses vertus et ses malheurs auraient dû lui épargner. Au sujet du legs en question, sans oser émettre la supposition que la princesse ait jamais pu manquer à ses devoirs, il a laissé entendre qu'elle avait subi pour la beauté du duc de Guiche une sorte d'entraînement qui expliquerait cette libéralité inattendue! C'est mal connaître cette nature d'élite que de la supposer accessible à un pareil sentiment, mais voici la preuve irrécusable de la fausseté de cette légende: le testament de la duchesse d'Angoulême, extrait des archives de Frohsdorf, a été publié en 1910 par M. François Laurentie sur l'ordre de S. A. R. le prince Don Jaime, et le nom du duc de Guiche n'y est même pas prononcé!

LES NÉGOCIATIONS DU COMTE DE CHAMBORD EN 1871

Il ne peut y avoir aucun doute sur les négociations entamées en 1871 par M. le comte de Chambord en vue du rétablissement de la paix. Celui-ci était alors à Montriant près de Genève, et ce fut le comte Stanislas de Blacas, qui, en qualité de mandataire du prince, s'adressa à la princesse de Sayn-Wittgenstein, intimement liée avec la comtesse Fernand de la

Ferronays, sa cousine germaine. Le mariage de mademoiselle Yvonne de Blacas avec le prince de Wittgenstein avant la déclaration de guerre était venu resserrer encore les liens qui unissaient les deux familles. Russe de naissance, devenue Allemande par son mariage, la princesse avait longuement séjourné en France vers la fin du règne de Louis-Philippe, et elle avait noué à Paris d'étroites relations avec nombre de personnalités considérables, parmi lesquelles on peut citer monseigneur Dupanloup. Mon ami le comte René de Monti m'a raconté qu'il avait souvent porté à Ouchy en 1870 des lettres de M. le comte de Chambord à la princesse Wittgenstein. Ces négociations étaient, est-il besoin de le dire, tout à l'honneur du prince, uniquement préoccupé de l'honneur de son pays et de la grandeur de la France.

Une restauration monarchique, à cette époque, eût été certaine si Henry V s'était prêté aux vues de Bismarck. Le prince était donc parfaitement fondé à déclarer à son neveu, le duc de Parme, quelques années plus tard : « Si j'avais consenti à une cession de territoire, je serais maintenant sur le trône de France ! » Le prince n'avait pu dire en effet : « *Je serais roi de France* », puisqu'il l'était en droit, sinon en réalité, et se considérait comme tel. Du reste, comme le dit M. Pingaud, dès la déclaration de guerre, M. le comte de Chambord s'était transporté en Suisse, où il s'était ménagé toutes sortes de moyens pour passer la frontière française sans être inquiété, et arriver rapidement où son devoir pouvait l'appeler! Des relais étaient organisés ainsi que des étapes discrètes et sûres. Et ces dispositions étaient prises aussi bien sur la frontière de Belgique que sur celle de Suisse ; en Franche-Comté, les Raincourt, Benoit d'Azy et Léonce de Cibeins, étaient des affiliés, mais monseigneur ne mit jamais ces moyens à profit; il ne vint en France que lorsque les lois d'exil eurent été abrogées.

C'est par le chemin de fer qu'il franchit la frontière, traversa Paris et se rendit à Chambord où il publia son fameux manifeste le 5 juillet 1871, malgré les supplications de la plus grande partie de ses partisans. Cette proclamation avait été, on le sait, inspirée par le cardinal Pie, en opposition constante avec la clairvoyance de monseigneur Dupanloup. La question

du drapeau allait écarter définitivement toutes les chances de cette restauration qui semblait si proche : le comte de Chambord déclarait officiellement que l'étendard qui avait flotté sur son berceau ombragerait encore sa tombe et que Henri V n'abandonnerait jamais le drapeau blanc de Henri IV.

LE COMTE DE CHAMBORD ET LE COMTE DE PARIS

Au moment où il quittait Chambord, le prince écrivait au comte de Paris pour ajourner la visite que celui-ci avait demandé à lui rendre à Frohsdorf. Cette entrevue, retardée par la volonté du comte de Chambord désireux d'élucider auparavant avec son cousin certaines questions importantes, ne devait avoir lieu que deux ans plus tard.

Bien des pourparlers stériles et bien des agitations infructueuses en effet, avaient été la préface de la démarche faite le 5 août 1873 par M. le comte de Paris. C'est contre le gré des orléanistes endurcis, que ce dernier prévint lui-même le marquis de Brézé, représentant du comte de Chambord à Paris, de sa décision spontanée d'aller à Frohsdorf présenter ses hommages au chef de la maison de Bourbon. Il le chargeait en même temps de faire connaître au prince ses désirs et ses projets. Dès son arrivée à Vienne, M. le comte de Paris fit parvenir à Frohsdorf par un gentilhomme de sa maison la note ci-après :

M. le comte de Paris pense comme M. le comte de Chambord qu'il faut que la visite projetée ne donne lieu à aucune interprétation erronée.

Il est prêt, en abordant M. le comte de Chambord, à lui déclarer que son intention n'est pas seulement de saluer le chef de la maison de Bourbon, mais bien de reconnaître le principe dont M. le comte de Chambord est le représentant. Il souhaite que la France cherche son salut dans ce principe, et vient auprès de M. le comte de Chambord pour lui donner l'assurance qu'il ne rencontrera aucun compétiteur parmi les membres de sa famille.

Le comte de Vanssay fut envoyé de Frohsdorf à Vienne pour prévenir M. le comte de Paris que M. le comte de Chambord jugeait préférable qu'aucune question politique ne fût abordée entre eux à cette première entrevue, et ce fut également l'avis de M. le comte de Paris. La question de la décla-

ration à faire en abordant Henri V fut ensuite agitée, et le comte Henri de Vanssay, sous réserve de l'acceptation de M. le comte de Chambord, adopta la rédaction de la note suivante écrite de la main de M. le comte de Paris :

Je viens vous rendre une visite que je souhaite vous faire depuis longtemps. Je viens en mon nom, et au nom de tous les membres de ma famille, vous présenter nos respectueux hommages, non seulement comme au chef de notre maison, mais encore comme au seul représentant du principe monarchique en France. Je souhaite qu'un jour vienne où la nation française comprenne que son salut est dans ce principe; si jamais elle exprime sa volonté de recourir à la monarchie, nulle compétition au trône ne s'élèvera dans notre famille.

Le comte Henri de Vanssay revint de Vienne à Frohsdorf pour soumettre ce qui précède au roi qui n'y fit pas d'objection. Le soir même, Vanssay repartait pour Vienne et avisait M. le comte de Paris que son auguste cousin le recevrait le lendemain.

En abordant M. le comte de Chambord, M. le comte de Paris fit, selon ses engagements, la déclaration qui précède à très haute voix. Mais Henri V ne le laissa pas achever le discours convenu, et lui tendant les bras, il l'embrassa affectueusement. Cette scène émouvante se passait devant toute la maison du prince, alors en service à Frohsdorf, et en présence des gentilshommes qui accompagnaient M. le comte de Paris. Et le témoin oculaire qui me faisait le récit de cette impressionnante entrevue, ajoutait avec une émotion communicative : « Mon cœur bat encore au souvenir de tant d'espérances déçues ! »

A part quelques menus détails, le tableau tracé par M. Pingaud est absolument exact. Mais il est un point d'histoire cependant sur lequel nous différons entièrement d'opinion et auquel j'attache, je l'avoue, une très grande importance, car la version de M. Pingaud diminuerait singulièrement, à mon sens, la grande figure de Henri V, dont ses adversaires eux-mêmes n'ont jamais contesté la droiture, la franchise et la loyauté.

M, Pingaud raconte, en effet, que quelques jours avant l'entrevue de Frohsdorf, et bien que les termes de la déclaration du comte de Paris eussent été formellement convenus préalablement de part et d'autre, celui-ci, à son arrivée à

Vienne, aurait demandé à modifier certaines phrases, proposait un autre libellé. Admettre cette concession aurait semblé impossible à M. le comte de Chambord, qui, pour résoudre la difficulté, s'était borné à inviter son cousin à se rendre à Frohsdorf. Celui-ci se serait empressé de répondre à un appel qu'il pouvait prendre pour un acquiescement et, en abordant son auguste parent, aurait prononcé la première partie de sa solennelle déclaration. Mais, avant qu'il fût arrivé au deuxième paragraphe resté en litige, Henri V l'aurait interrompu en lui ouvrant les bras pour le serrer sur son cœur, sans lui laisser le temps de prononcer la phrase qu'il avait demandé à modifier à la dernière heure.

Tous ceux qui ont eu l'honneur de connaître M. le comte de Chambord répugneront à croire à une pareille légende; un semblable stratagème était indigne de son caractère et personne ne pourra croire que Henri V ait usé jamais de procédés tortueux ou de compromissions douteuses.

Il est de toute évidence que la bonne foi de M. Pingaud a été surprise ; en interrompant au milieu de son discours M. le comte de Paris pour lui ouvrir les bras. M. le comte de Chambord n'avait eu d'autre but que d'abréger pour son cousin la durée d'une démarche qui, malgré sa sincérité, devait coûter à son amour-propre; et il n'a obéi qu'à une pensée d'infinie délicatesse et de conciliante générosité.

LE COMTE DE CHAMBORD EN FRANCE

Quand, pendant l'automne de 1873, M. le comte de Chambord vint à Versailles, ce fut le comte René de Monti qui reçut la mission d'aller de Paris au-devant de lui, à Bâle où il séjournait incognito depuis quelques jours. Il avait eu le soin de retenir préalablement en gare de Bâle, à l'express du soir pour Paris, deux compartiments où prirent place le prince, le comte Édouard de Monti de Rezé, le comte Stanislas de Blacas, le comte Henri de Vanssay, le comte René de Monti et trois serviteurs au nombre desquels le premier valet de chambre Ferdinand Obry, dit Charlemagne. M. le comte de Chambord était vêtu d'un complet gris foncé, uni, avec un

chapeau melon noir; de la main droite il portait une canne à bec de corbin, et de la main gauche un petit sac noir. Il descendit à cinq heures du matin à la gare de l'Est, sans aucune espèce de déguisement, et M. Pingaud a été absolument trompé lorsqu'on lui a dépeint le prince, travesti en valet de chambre, « toussant et crachant comme un vieillard cacochyme, et semblant guider M. de Monti ». M. le comte de Chambord n'eût jamais consenti à se prêter à de semblables comédies.

Le prince, se séparant de sa suite, se dirigea vers la sortie où l'attendait le comte de Sainte-Suzanne. Dans la cour de la gare se trouvait un landau commandé rue Basse-du-Rempart; le valet de chambre Charlemagne monta sur le siège, et la voiture se rendit directement à Versailles en traversant Paris par les Champs-Élysées, le bois de Boulogne, Bagatelle et Saint-Cloud.

Quant à l'histoire du banc du bois de Boulogne portant, écrit à la craie par quelque passant, les mots « Vive Henri V », je crois qu'on peut la regarder comme purement fantaisiste, car personne dans l'entourage du prince n'en avait eu connaissance. Ce qui est certain c'est que, arrivé devant les ruines du château de Saint-Cloud, le prince descendit de voiture et voulut revoir les abords du palais où s'était écoulée une partie de son enfance. Il contempla mélancoliquement ces pierres calcinées et ces voûtes effondrées qui évoquaient pour lui de si lointains et émouvants souvenirs; puis il s'engagea dans le parc, témoin jadis de ses jeux et de ses promenades, cherchant à retrouver dans le dédale des nombreuses allées un sentier qui autrefois lui avait été familier! Arrivé devant une petite porte qui s'ouvrait discrètement dans le mur d'enceinte du parc royal, le prince s'arrêta. Cet huis vermoulu qui disparaissait à demi sous le feuillage et les herbes folles, s'était entr'ouvert bien souvent autrefois pour lui et ses jeunes amis qui profitaient de cette mystérieuse issue pour gagner la campagne et accomplir quelque joyeuse escapade. Sans doute Grammont, Brissac, Blacas, Foresta, Rivière, Damas, tous ceux qu'il avait aimés et qui avaient compté parmi ses fidèles, passaient successivement devant ses yeux... Devant la petite porte abandonnée qu'il n'avait pas franchie depuis près d'un demi-siècle,

celui qui avait été le duc de Bordeaux resta quelque temps silencieux et immobile, et ce fut à pas lents, sans prononcer une parole, qu'il regagna sa voiture... L'heure du déjeuner était venue lorsqu'il arriva rue Saint-Louis chez le comte de Vanssay dont l'hôtel avait été préparé pour cette royale visite.

En passant devant le fameux balcon du château où avait paru aux journées d'octobre Louis XVI et sa famille, M. Pingaud raconte que le prince se laissa emporter par l'indignation que soulevaient en lui ces tragiques souvenirs : « C'est sous ce balcon, se serait-il écrié, que mon grand-oncle a reçu les derniers outrages en face du drapeau tricolore, et j'accepterais ce drapeau ! Jamais ! »

Je ne sais si M. le comte de Chambord prononça la phrase que lui prête M. Pingaud, mais nous pouvons être assurés qu'elle n'avait jamais cessé d'être dans son cœur !

Il me paraît beaucoup moins certain qu'en passant devant la préfecture de Versailles le prince se soit rejeté avec dégoût au fond de sa voiture à la vue du drapeau tricolore flottant sur la façade du monument. S'il restait fidèle à l'étendard blanc de Henri IV, ce n'était pas une raison pour qu'il manifestât vis-à-vis du drapeau tricolore des sentiments aussi violents d'aversion ou d'horreur !

Pour le reste, on sait à la suite de quelle cruelle désillusion le comte de Chambord reprit le chemin de l'exil, et il n'est rien à ajouter au récit de M. Pingaud.

LA QUESTION DES TRAITÉS D'UTRECHT

On a beaucoup discuté sur l'opinion de Henri V au sujet des traités d'Utrecht, et ceux qui auraient voulu lui donner pour successeur un Bourbon d'Espagne ont essayé de prétendre qu'il ne reconnaissait pas comme valables les formelles et solennelles renonciations de Philippe en 1712 et 1713 pour lui et ses descendants à la couronne de France ! M. Pingaud ajoute qu'on ne connaît de lui aucune déclaration à ce sujet.

Tel n'est pas mon sentiment ; je crois, au contraire, que

jamais, dans aucune circonstance, le prince n'en a contesté la validité, et je veux, à l'appui de ce que j'avance, rapporter un fait qui me paraît concluant.

J'ai eu l'occasion, ce printemps, de déjeuner dans une maison amie avec M. Siméon, ancien précepteur des enfants de madame la duchesse de Parme (sœur de M. le comte de Chambord) et en particulier du feu duc Robert dont il a dirigé pendant six années l'éducation à Wartegg et Frohsdorf. Or, voici la déclaration qu'il m'a faite en présence d'un témoin :

Pour s'acquitter de ses fonctions de précepteur, il avait souvent à traiter avec ses élèves des questions un peu délicates, et, un jour, avant de parler aux jeunes princes des traités d'Utrecht, il avait voulu prendre l'avis de M. le comte de Chambord. « Avant de faire votre cours à mes neveux, lui répondit monseigneur, parlez de cette question avec M. de Circourt ; c'est un esprit éclairé, sans aucun parti pris, qui connaît l'histoire mieux que personne ! » M. Siméon obéit et après avoir causé avec M. de Circourt, il vint déclarer avec une entière franchise au prince que les traités lui paraissaient d'une validité incontestable : « Sans doute, riposta le prince, reste à savoir s'ils n'auraient pu être revisés un peu plus tard, puisqu'on a déjà protesté sous Louis XV contre leur validité. En tout cas, le moment semblerait mal venu pour soulever cette question ! Faites votre leçon selon votre sentiment, et j'y assisterai. »

Le lendemain, M. Siméon fit son cours au duc Robert et à Mademoiselle (la future grande-duchesse de Toscane), suivant ses convictions, et M. le comte de Chambord y donna sa complète approbation. « C'est donc à tort, ajouta M. Siméon, que monseigneur Curé et le père Bôle ont déclaré que le prince était opposé à la validité des traités d'Utrecht ! »

M. Siméon est aujourd'hui âgé de plus de quatre-vingt-six ans, et sa mémoire a gardé toute sa précision et sa netteté; son témoignage ne saurait donc être mis en doute. Mais, si l'opinion de Henri V à cet égard était inébranlable, il n'entendait point cesser de s'en tenir à la logique du principe qu'il représentait, à savoir qu'il n'avait, en raison de ce principe même, aucun

droit à désigner son successeur ; cette succession s'établissant d'elle-même, automatiquement, soit qu'il fût roi en exil, soit qu'il occupât le trône de France !

Toutefois, l'on peut bien considérer à juste titre les longues négociations qui servirent de préface à la venue de M. le comte de Paris à Frohsdorf, comme une reconnaissance tacite des droits de ce dernier qui s'était engagé, pour lui et pour les siens, à reprendre rang dans la famille royale. Et, pour fortifier encore ce qui précède, je me permets d'ajouter que jamais M. le comte de Chambord n'a laissé supposer à qui que ce soit, même pas à ses neveux propres, que le comte de Paris ne fût pas son héritier politique.

Dans une étude historique très documentée sur le général de Charrette, publiée par Jacques de la Faye il y a quelques années, on lit que monseigneur le duc de Parme, lors des obsèques de Henri V, avait formellement consenti à céder la place au premier rang à M. le comte de Paris, mais l'intervention de madame la comtesse de Chambord annula les dispositions bien françaises prises par le comte Stanislas de Blacas. Or madame la comtesse de Chambord excédait singulièrement ses droits en agissant ainsi. Son époux était le roi légitime, il avait toujours revendiqué ses droits, et de ce fait il appartenait seulement aux royalistes de régler les prérogatives de la maison de France aux obsèques de son chef. C'est donc avec beaucoup de raison que la majorité du parti royaliste blâma l'attitude de madame la comtesse de Chambord.

M. Pingaud[1] me permettra-t-il de lui signaler une légère erreur concernant le comte Hector Lucchesi Palli? Le second mari de madame la duchesse de Berry n'avait jamais été chambellan du duc de Parme, et appartenait à une illustre famille sicilienne qui avait jadis régné à Lucques au temps de Désiré, roi des Lombards. Il occupait un poste diplomatique en Hollande au moment où la princesse se décida à rendre publique sa nouvelle union célébrée secrètement à Rome le 14 décembre 1831.

1. Il est presque superflu de relever ici un lapsus échappé à M. Pingaud au sujet d'une date : M. le comte de Chambord étant mort au mois d'août 1883, n'a pu être atteint en 1884 par la maladie qui devait l'emporter.

CHAMBORD

Quant à la question de Chambord, c'est une erreur de croire que le célèbre château de François Ier a été offert au duc de Bordeaux lors de sa naissance à l'aide d'une souscription nationale, organisée sous le contrôle de l'État.

C'est à une initiative purement privée que ce projet dut sa réalisation, et M. de Calonne qui avait voulu sauver des mains de la bande noire le chef-d'œuvre de François Ier en l'offrant à l'enfant du miracle eut grand'peine à obtenir l'autorisation de Louis XVIII qui craignait d'imposer à son petit-neveu une trop lourde charge.

Trois gros registres in-folio reliés en maroquin rouge, qui sont actuellement entre les mains des possesseurs du domaine, contiennent les signatures authentiques de tous les donataires. Cette merveilleuse construction n'a jamais été laissée à l'abandon par M. le comte de Chambord qui employait tous les revenus du domaine à l'entretenir, et monseigneur le duc de Parme, son neveu et son héritier, consacrait chaque année des sommes considérables à le restaurer. A la mort de Mgr. le duc de Parme, ses enfants ont continué ces pieuses traditions et jusqu'au printemps de 1915 des travaux importants ont été effectués chaque année. A cette date, une ordonnance du président du tribunal de Blois a placé sous séquestre le domaine resté indivis entre les enfants et les petits-enfants issus des deux unions de Mgr. le duc de Parme. Quelques-uns d'entre eux, en effet, se trouvaient par suite de leur mariage ou celui de leur mère appartenir à des nationalités belligérantes. L'État est donc devenu administrateur temporaire de Chambord. Je n'ai pas pénétré dans le château depuis 1914, mais je veux espérer que les inquiétudes de M. Pingaud sur l'abandon et le délabrement de Chambord ne sont heureusement pas fondées (page 620) et que le séquestre, conscient de ses responsabilités vis-à-vis de ce merveilleux bijou de la Renaissance, nous le conservera intact dans toute sa majesté et toute sa splendeur.

LE VICOMTE DE REISET

DANS LES TÉNÈBRES[1]

XIX

Cette évocation des anciens jours avait, semblait-il, ravivé l'amitié des deux jeunes gens. Comme jadis, ne pouvant plus, prétendait-il, se passer de son camarade, le jeune capitaine fréquentait assidûment chez les Carpineto. De bon matin, il renouvelait les appels sonores sous les fenêtres, il multipliait les courses en barques, les excursions à travers le pays.

L'impétuosité de cette bruyante affection étourdissait Edoardo ; il établissait des comparaisons entre les précédentes périodes de retour durant lesquelles Giorgio, chargé d'occupations, ne lui avait jamais tenu aussi fidèlement compagnie. Il s'empressait, inconsciemment, d'éloigner Caterina dès le premier signal annonçant l'arrivée de son ami et il organisait à son tour une promenade à deux, comme autrefois.

Ils erraient dans les sentiers escarpés de la Castellana, parfumés par la menthe et le thym ; ils longeaient la plage en contemplant les aspects variés de la mer, leur terrible et adorée voisine ; mais, aussitôt que Falconi se sentait pris de mélancolie, il s'empressait de fredonner une chanson de bord ou de héler les barques lointaines.

A la longue, la lassitude envahit Edoardo ; il en vint à désirer les jours où, Giorgio absent, la maison entière semblait

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 avril 1920.

se recueillir pour écouter la voix de Caterina et le léger bruit de son pas souple et rythmé. Même, la présence du marin finit par lui être insupportable à certaines heures. Le passé s'évanouissait. Avait-il vraiment existé? Et si ce passé avait cependant existé, avait-il le droit de s'imposer au doux présent et de le troubler?

Il n'y avait plus, entre les deux compagnons d'enfance, identification de goûts, d'habitudes. L'aveugle ne souhaitait plus d'être emporté par un navire dans des voyages hasardeux à travers les océans, non ; sur la terre natale, sa maison lui suffisait ; c'était le refuge pour son corps privé de lumière, pour son âme assoiffée d'idéal et il prévoyait qu'il défendrait avec âpreté cet asile contre tout envahisseur.

Il devint soupçonneux. Lorsque Giorgio et Caterina se trouvaient réunis auprès de lui sans parler, il se demandait : « A quoi pensent-ils? Pourquoi se taisent-ils? Est-ce qu'ils se sourient? » Il essaya de lutter contre cette jalousie naissante ; puis, il se laissa glisser à la volupté amère d'une souffrance imprécise qu'il exprimait en de douloureux soliloques.

Sa cousine n'était plus, pour lui, la créature d'exception créée par son imagination : la ruine paternelle l'avait humanisée et maintenant, la familiarité joyeuse qu'elle acceptait de Giorgio la faisait descendre de son piédestal. Au fur et à mesure qu'il se pénétrait de la réalité de cette métamorphose, sa malheureuse passion s'accroissait et, quittant les régions éthérées, descendait sur la terre, frémissante de désirs nouveaux.

Un matin, Marina et sa nièce étant sorties, il s'arrêta sur le seuil entr'ouvert de la chambre de sa cousine et respira avidement le parfum subtil qui s'en dégageait. Tout à coup, il exhala en sanglots son triste amour inavoué : « Caterina ! Caterina ! » gémissait-il le cœur battant à rompre dans la poitrine. Un léger bruit le tira de cette crise et il s'enfuit à tâtons, comme un coupable.

Donc, il avait fallu la présence d'un autre jeune homme dans la villa pour éclairer l'aveugle sur la nature et la grandeur du sentiment que lui inspirait sa cousine ; et dans le trouble causé par cette découverte, il osa se comparer à son rival présumé, mettre en parallèle la supériorité intellectuelle

et la supériorité physique. Il se répétait sans relâche : « Giorgio fera-t-il à Caterina le don absolu de son être et de sa fortune, don auquel je suis résolu? » Il ne retrouvait la cruelle lucidité, l'intégrité de son jugement que durant les interminables nuits d'insomnie; son audace, alors, s'évanouissait et, sans pitié pour lui-même, il se flagellait mentalement, il ceignait son esprit d'un cilice expiatoire. Il répétait :

— Mais à quoi puis-je prétendre? Moi ! Moi !... l'infirme! Si la bien-aimée devinait ma folie, en quelle horreur ne me tiendrait-elle pas? Comme je lui paraîtrais ridicule, à elle et à tous les autres !...

Il croyait ouïr les éclats d'une hilarité énorme : tout Fezzano riait... et Giorgio, l'ami de toujours, pourquoi riait-il plus fort que les autres?

Et fiévreux, haletant, envahi par l'amère désespérance, il se révoltait contre le destin qui l'avait condamné à la vie sans l'amour.

XX

« ... Le vieux seigneur n'allait pas, avec de joyeuses démonstrations, à la rencontre de son neveu... »

Ainsi lisait Caterina, à haute voix, madame Marina lui ayant cédé son rôle de lectrice.

Par les après-midi torrides, les deux jeunes Carpineto s'installaient sur la terrasse, à l'ombre des chênes, et les personnages de Walter Scott revivaient dans l'air chargé des senteurs pénétrantes du basilic et du romarin.

Elle lisait posément, sans exagérer les intonations, avec une régularité berceuse; lui, plongé dans une muette extase, se grisait de l'harmonie du timbre, des intonations mélodieuses et caressantes.

Tout à coup, ayant saisi une légère hésitation provenant sans doute d'une distraction extérieure, il pâlit et conjectura :

« C'est *Lui* ! Pourquoi se trouble-t-elle? »

En effet, c'était *Lui*, Giorgio Falconi, dont la tête aux cheveux drus, taillés en brosse, apparaissait au bout du sentier.

— Ne vous dérangez pas, — cria-t-il de loin, — continuez, cousine ; je vais vous écouter avec plaisir.

— Dois-je vraiment continuer, Edoardo? — interrogea la jeune fille.

— Non ! — répondit l'aveugle à qui le claquement du livre qui se fermait donna une seconde de maligne satisfaction.

Giorgio, à peine assis, sans aucun préambule, demanda joyeusement :

— Cousine, que peut bien contenir le paquet que j'apporte?

— Ah ! je ne suis pas une devineresse...

— Mais, vous êtes cependant une fée, — riposta-t-il avec empressement... — Une... deux... trois... Eh bien ! vous ne trouvez pas... non... Sachez que c'est un cadeau pour vous.

Elle jeta un léger « Oh ! » de surprise.

— Vous avez donc oublié ma promesse?... Voici, — continua-t-il, — l'étoffe offerte pour remplacer la robe que j'ai si maladroitement détériorée.

Et, amusé par la juvénile curiosité peinte dans les grands yeux de la Génoise, il délia un à un, sans se hâter, les cordons qui retenaient l'enveloppe.

— Santa Maria ! que c'est beau ! — s'exclama Caterina.

— Allons, je suis vraiment content... J'ai du goût, n'est-ce pas? J'ai acheté ce tissu à Constantinople. Remarquez la finesse de la trame.

— Je ne saurai que faire de cette merveille, — déclara la jeune fille, avec simplicité.

— Vous en ferez un vêtement de sultane.

— Mais je ne suis pas une sultane. Non, non ! cette emplette n'a pas été faite à mon intention, je ne dois pas l'accepter.

Un frémissement agita l'aveugle : « Si elle refusait ! Si elle pouvait refuser ! »

— Pourquoi dites-vous que cette acquisition ne vous était pas destinée? Apprenez que, lorsque les marins trouvent une chose rare de par le monde, ils l'emportent dans leur coffre et plus tard la déposent aux pieds de quelque gracieuse cousine... Vous souriez... Acceptez... Voyez la richesse de l'étoffe, son travail arachnéen ; elle pourrait vêtir deux femmes et elle tient toute dans mes mains fermées !

Caterina hésitait encore.

Mentalement, l'aveugle lui ordonnait de refuser. Brusquement, au contact de cet objet souple et moelleux, il tressaillit comme sous le frôlement d'une peau visqueuse de reptile et il dut faire un violent effort sur lui-même pour résister à la tentation de lacérer avec ses ongles l'odieux présent.

— Un bon mouvement, cousine ! — suppliait Giorgio Falconi.

— Que me conseillez-vous, Edoardo?

— Agissez selon votre désir, — balbutia péniblement l'infortuné jeune homme.

— Donc?

— Donc... j'accepte... merci.

— Ah ! ce n'est pas sans peine, — lança triomphalement Falconi.

Edoardo, qui suffoquait de déception, se leva, traversa lentement la terrasse et rentra dans la maison. Il songeait que ce voile oriental si précieusement ouvragé, si perfidement parfumé, en s'enroulant autour du corps de Caterina, évoquerait l'image du donateur.

Après avoir vainement attendu le retour de l'aveugle, la jeune fille et le capitaine Falconi rentrèrent à leur tour. Madame Carpineto leur annonça que son fils, fatigué, s'était couché avant le dîner.

La nuit venait, Rosa allumait les lampes.

— Tante Marina, — dit Giorgio, qui nommait parfois ainsi par affection la mère de son ami, — tante Marina, faisons quelques parties de cartes ; si vous avez de l'argent à perdre, *mettez-le à l'air*.

Le jeu de cartes était la seule faiblesse de madame Carpineto ; de loin en loin, le vieux curé en soutane rapiécée et poudrée de tabac, suivi de deux ou trois fidèles amis, montait à la villa et, tout en goûtant le fameux vin de Montepulciano apporté par la servante, la soirée s'écoulait au milieu des discussions animées soulevées par les gains ou les pertes.

Elle ne résistait jamais à la tentation :

— Nous jouerons seulement deux parties, pas davantage, — répondit-elle.

C'était sa phrase habituelle ; mais son partenaire n'igno-

rait pas que par tacite consentement elle laisserait les parties se multiplier sans interruption.

— Et vous, cousine, ne jouez-vous pas?

— Non, je n'en ai nulle envie, excusez-moi.

Caterina, ayant posé sur le bahut, entre les coquillages et les fleurs de corail le riche cadeau, considérait la porte close de la chambre d'Edoardo, avec une pointe de mélancolie.

La tête rigidement enfoncée dans l'oreiller, l'aveugle gisait sur son lit, inerte et misérable loque humaine. Un désenchantement profond avait surgi en lui : il était jaloux !

Il haïssait la voix de l'ami d'enfance ; il haïssait le pas décidé qui parcourait en conquérant l'ancienne maison ; il haïssait les mains rugueuses et robustes qui, avec une provocante ostentation, de force protectrice, étreignaient les siennes, blanches et débiles.

Le bruit des joueurs dans la salle voisine le tira de sa prostration. L'oreille tendue, il percevait le posé sec et rapide des cartes sur la table ; les paroles échangées entre les joueurs, les recommandations de madame Carpineto :

— Tiens-toi tranquille, Giorgio, ne ris pas si fort, parle bas, *il* dort !

Il distinguait les allées et venues de Caterina autour de la table... sans nul doute, elle s'arrêtait auprès du jeune marin, car sa tante lui recommandait gaiement :

— Voyons, chère, ne lui donne pas de conseils, laisse-le manœuvrer à sa guise.

Et comme Falconi s'appliquait à rire en sourdine, Edoardo songea douloureusement :

« Mon absence n'entame pas leur amusement ; c'est pour moi qu'ils étouffent les éclats de leur gaieté ; ils craignent de m'éveiller !... Il me semble que je suis mort et que mon esprit invisible épie leurs discours et leurs rires... seulement, si j'étais mort réellement, Giorgio, joyeux, ne se contraindrait plus, Caterina lui donnerait des conseils sans la crainte d'être entendue et ma pauvre maman ne supplierait pas : « Parle à voix basse ! Il dort ! »

Alors, il murmura, excédé de lutter contre lui-même.

— Néanmoins, il vaudrait mieux être mort !

XXI

Désormais le drame intérieur suivait chez Edoardo son progressif et fatal développement ; les menus faits prenaient pour lui une gravité inouïe ; la moindre parole imprévue acquérait une signification douloureuse. Il finit par considérer ceux qui l'approchaient comme des ennemis ligués pour le tromper.

La présence de Giorgio l'irritait, son absence l'inquiétait. Il supposait que le jeune marin, à chacune de ses visites, au lieu de franchir immédiatement la grille, s'attardait sur le sentier, dans la contemplation de Caterina penchée à sa fenêtre ou lisant sur la terrasse; la certitude de la passion de Giorgio pour la jeune fille s'enracina dans son esprit, et, pour le soutenir dans ce tourment incessant, il n'avait qu'un seul espoir : son idéale cousine ne pouvait aimer d'amour le bruyant et trivial Falconi ! Ce doute n'empêchait pas l'éclosion de terribles colères mentales à propos d'un mot, d'une intonation ; la crise passée, il éprouvait un sentiment complexe de honte et de regret jusqu'au nouvel accès provoqué par l'incident le plus minime, le plus inoffensif.

Dans ces alternatives de suspicion et de confiance, sa santé s'altérait. Il se plaignait de suffocations, de maux de tête, mais il ne soufflait mot de sa souffrance morale, car il avait appris à redouter la force mystérieuse — supérieure à celle de sa volonté — qui ferait jaillir de ses lèvres le double aveu de son amour et de sa jalousie.

Un jour, madame Carpineto, étant allée de bonne heure à la Spezia, laissa sa nièce et Rosa à la maison. Vers le milieu de la matinée, Edoardo les appela ; ne recevant aucune réponse, il les chercha ; les mains tendues, il parcourut toutes les pièces de la demeure ; toujours, partout, le silence. Impatienté, il se pencha à une fenêtre et cria nerveusement :

— Caterina ! Caterina !

Dans l'air calme, un écho moqueur répéta : « Caterina ! Caterina ! »

Alors, comme il eût clamé « au secours » à pleins poumons, il réclama :

— Luigino ! Luigino !

Le fils de Rosa qui somnolait dans la cuisine se leva en sursaut et accourut, effrayé :

— Êtes-vous malade, signor Edoardo?

— Non... mais vous m'abandonnez tous ! Vous me laissez seul, absolument seul !... Personne ne s'inquiète de moi... Je veux sortir ; accompagne-moi.

Quand ils furent dehors, il commanda en tenaillant de sa main l'épaule de l'adolescent :

— Regarde autour de nous. Vois-tu quelqu'un?

— Non.

— Regarde bien... parmi les oliviers, regarde...

— Je ne vois personne.

— Eh bien ! cours et entraîne-moi.

Le sentier se repliait sur lui-même ; à chaque courbe l'aveugle s'arrêtait, posait la même question :

— Vois-tu quelqu'un?

— Personne, signor.

Ne pouvant celer plus longtemps son anxiété, tout en roulant ses pupilles mortes de côté et d'autre, il jeta dans le bruissement des feuillages qui dépassaient les murs de clôture, le nom de :

— Caterina ! Caterina !

Edoardo pensait « *Ils* se promènent sur la plage, *Il* l'aura entraînée ! »

Toujours accroché à l'épaule de Luigino, ils parvinrent à la grande rue; elle était déserte; dans le lointain, les roues d'un chariot grinçaient.

— Eh bien? — interrogea Edoardo.

— Rien, signor.

Ils traversèrent la chaussée, prirent une ruelle qui descendait vers la mer.

« Peut-être, supposait l'aveugle, dont les tempes battaient à coups pressés, cachés par un mur ou une haie, se moquent-ils de moi, tout à leur aise... ah ! les hypocrites, les lâches menteurs... ils m'entendront... je leur dirai... »

Il aurait voulu, ne sachant exactement ce qu'il pourrait leur dire, avoir le courage de retourner en arrière et malgré

lui il continuait le chemin de son calvaire, en répétant sans relâche :

— Caterina ! Caterina !...

— Ah !... voici la signorina ! — cria triomphalement Luigino.

— Est-elle seule? — questionna le jeune homme, blêmi par l'angoisse.

— Non, elle est avec ma mère, signor.

— Ah ! elle est avec ta mère ; elle est avec Rosa ! — balbutia-t-il.

Et la sensation de joie qu'il éprouva fut si intense qu'il dut s'arrêter, les jambes brisées, afin de respirer longuement pour retrouver du calme.

Les deux femmes gravissaient la côte. Au bout de quelques minutes les groupes se trouvèrent réunis. La jeune fille expliqua :

— Nous avons vu, de la terrasse, rentrer les barques de pêche et nous sommes allées acheter du poisson. Voici des trigles, des rougets, des mulets, encore vivants, qui se débattent dans le panier de Rosa.

— Votre absence m'a effrayé ! — dit l'aveugle pour excuser son trouble. — Je vous ai cherchées toutes les deux, partout ; je vous ai appelées sans obtenir de réponse... j'ai craint un accident, et nous nous sommes mis à votre recherche.

Il avait pris le bras de sa cousine et, confus, repentant, il luttait contre le désir de confesser son doute injurieux et d'en implorer le pardon. Mais, à peine rentré à la villa, il se glissa furtivement dans la cuisine et demanda à la servante :

— As-tu rencontré Giorgio, tout à l'heure?

— Non, signor Edoardo. Vous avez donc oublié que le capitaine doit passer la semaine à Portovenere, chez son oncle.

C'était exact. L'aveugle avait même oublié l'invitation, faite par Giorgio Falconi aux trois Carpineto, de venir passer une journée auprès de lui ; invitation que madame Marina avait acceptée dans le but de distraire sa nièce. Aussi, pour se punir de son acte ridicule d'inquisition, décida-t-il que cette excursion s'effectuerait le lendemain.

Rechercher volontairement la présence de son rival, n'était-ce pas le seul sacrifice expiatoire vraiment digne d'être offert à la bien-aimée?

XXII

Le lendemain matin la mer était mauvaise et madame Marina, après avoir observé les nuages cendrés et déchiquetés traversés de lueurs d'un vert métallique, déclara :

— Mes enfants, le temps nous menace d'un orage, remettons cette promenade.

Edoardo ne l'entendait pas ainsi ; il aimait la mer démontée, car, disait-il, « la mer calme est muette ; son silence la cèle à ceux qui, hélas ! ne peuvent la voir ».

— Maman, nous sommes attendus, il faut tenir notre promesse.

— Par les journées de bourrasque, Portovenere est humide; nous irions chercher un rhume.

— Oh ! maîtresse, l'humidité du golfe n'enrhume jamais ! — fit observer Luigino qui, debout sur le seuil de la cuisine, guettait l'ordre de préparer l'embarcation.

— Ton intervention est inutile, d'autant plus que nous n'irions pas en barque à Portovenere, aujourd'hui, — expliqua madame Carpineto en souriant avec malice.

— Comment? La signora aurait peur avec moi? — s'écria le jeune garçon froissé dans son amour-propre de matelot. — Suis-je donc incapable de manœuvrer par cette petite marée?

— N'insiste pas ; nous n'irons pas en barque et tu resteras à la villa avec ta mère, tu as compris?

Interloqué, Luigino se retira.

— Et vous, cousine, que vous plaît-il de faire? — demanda Edoardo, rendu soupçonneux par le mutisme de Caterina.

— Je ferai ce que ma tante et vous déciderez, — répondit-elle gracieusement.

Madame Marina finit par céder, selon son habitude, à la volonté de son fils ; elle reconnut qu'en prenant des précautions on pourrait se rendre à Portovenere sans s'enrhumer.

— Donc, signora, je cours préparer le canot, — dit Luigino qui, de nouveau, était aux écoutes .

Les jarrets tendus, il s'élançait déjà !

— Non, non ; nous prendrons la voiture.

— La voiture ! — répéta-t-il navré... — Maîtresse, vous

n'arriverez que ce soir. La barque vole sur les flots tandis que la jument grise boite depuis qu'elle a versé dans le fossé...

— Ne sois pas l'oiseau de mauvais augure et attelle promptement.

Madame Carpineto lança par la fenêtre un nouveau coup d'œil : aussi loin que sa vue pouvait atteindre, elle distingua une raie orangée sur la baie ; au-dessus, comme un rideau de scène à moitié relevé, d'énormes cumulus s'étalaient, diversement éclairés.

— Il ne pleuvra pas aujourd'hui, — dit-elle à sa nièce, — et tu auras le spectacle d'une véritable *libecciata* [1].

Une heure plus tard, le cabriolet conduit par Marina courait sur la route en corniche. Edoardo était assis entre les deux femmes ; il s'engourdissait dans une légère volupté, dans un tranquille bien-être et aspirait avidement l'air chargé de senteurs marines. Il interrogeait Caterina sur l'état changeant du ciel, de la mer; elle, satisfaite de le sentir apaisé, heureux, s'essayait aux descriptions :

— Maintenant, les nuages s'écartent et un soleil pâle dore la crête des vagues ; des oiseaux marins, leurs ailes effilées largement ouvertes, planent sur l'écume; avant de se précipiter dans les remous, ils poussent le cri sinistre que vous entendez ; ils plongent, ils rebondissent et une pluie de perles scintillantes tombe de leurs plumes. C'est très beau !... A une faible distance du rivage, voici un petit canot qui suit la même direction que notre voiture... il essaye même de nous dépasser.

Elle vantait l'agrément de leur promenade, sans parler de Giorgio Falconi.

« Ce qui me prouve qu'elle ne pense pas à Lui ! » se répétait mentalement Edoardo.

Les sonnailles de « la Grise » tintinnabulaient égales et mesurées à son trot pacifique ; elles accompagnaient la phrase consolatrice qui chantait, mélodieuse, dans le cœur de l'aveugle.

Des maisons surgirent à un brusque détour de la route.

— Est-ce Portovenere, ma tante? — interrogea Caterina.

— Oui, mon enfant.

Le soir de son arrivée à la Spezia avec son père, — pendant l'entrée du vapeur *Il Ferrucio* dans la passe qui existe entre

1. Tempête du Sud-Ouest.

Portovenere et l'île déserte de Palmaria, — la jeune fille avait entrevu ce paysage étrange, tragique décor, dans la tristesse crépusculaire.

Dressée vers le ciel en signal d'espérance et de consolation, l'antique église de San-Pietro, désaffectée, abandonnée quoique richement revêtue de marbre blanc et noir, lui était apparue dans une vision rapide, phare spirituel pour les mères, les épouses, qui prient sur les bords du terrible élément dont leurs chers absents affrontent les colères.

A Portevenere, qui est la sentinelle avancée du golfe, l'horizon s'élargit dans l'immensité méditerranéenne. Sur deux rangées tristes, les maisons appuyées les unes sur les autres ont pour fondations la roche visqueuse; dans la nuit, les reflets des fenêtres éclairées s'allongent sur les flots jusqu'à la rive opposée de la stérile Palmaria.

La vieille ville, ceinte de murs qui chevauchent la côte jusqu'au château, prend un aspect sinistre sous la clarté lunaire. Les créneaux ressemblent à d'énormes dentiers mutilés et la montagne qui surgit à mi-route à pic sur la mer, comme coupée en deux par un terrible coup de hache cyclopéenne, laisse confusément deviner que l'autre moitié a roulé dans l'abîme glauque, ouvert à ses pieds. Roches, tours décrépites, murailles noircies par le temps et le feu, tout évoque les sombres légendes des incursions sarrasines.

Au fur et à mesure que la voiture descendait vers le centre du bourg de Portovenere, le mugissement des vagues croissait sous la poussée du *libeccio*.

Tout à coup le timbre rude de Giorgio sonna aux oreilles d'Edoardo; la Grise s'arrêta.

— Soyez les bienvenus ! Vous avez un fier courage ! Vous être mis en chemin par une telle *libecciata*. Bravo ! Bravo !

L'aveugle entendit sauter Caterina sur le sol ; il devina que le capitaine lui avait offert la main. A son tour, les bras robustes de son ami le saisirent.

— Va lentement, — recommandait Falconi, — là... Mets le pied ici... doucement... ne te presse pas... Bien, c'est fini.

— C'est moi qui ai voulu venir, — lui expliquait Edoardo. — Maman ne pouvait se décider et Caterina était irrésolue.

Il souligna, d'un accent de puérile compassion, ses dernières paroles.

— Alors, bravo, pour toi seul ! — dit Giorgio, gaiement.

Ils se dirigèrent vers l'ancienne porte de Gênes qui donne accès à la rue principale de Portevenere toute en longueur et empuantie par les émanations du poisson et du sel.

— On respire ici l'odeur de la tempête ! — remarqua Edoardo.

— Tu as raison, — soupira Giorgio Falconi. — Que Dieu protège ceux qui sont au large !

XXIII

Le jeune capitaine servait de cicerone. Il fit remarquer à la tante et à la nièce un petit autel élevé au-dessus d'une porte. Quelque dévote créature avait suspendu au cou de l'*Addolorata* [1] un collier de minuscules coquillages irisés. L'air marin avait consumé et effacé les traits de la statuette; le collier, intact, indiquait la place du cou.

Les habitations à plusieurs étages, percées de nombreuses et irrégulières fenêtres, sont complètement murées du côté de la mer et réunies les unes aux autres par des arceaux bas et profonds qui donnent accès sur les rochers.

Du côté de la montagne, des escaliers étroits et tortueux, en grès brillant, remplacent les arcades et facilitent l'ascension.

Au débouché de la rue sur la jetée, le fracas inattendu des éléments déchaînés éclata.

— Il faut aller au bout de la digue, jusqu'à la petite église de San Pietro, — conseilla Giorgio, — de là, le spectacle sera impressionnant.

— Non, pas d'imprudence, — supplia madame Carpineto. Le vent nous emportera ; il est inutile de s'exposer au danger.

— Mère, il n'y a pas de danger ; marchons sans crainte, — conseilla Edoardo.

Puis, s'adressant à sa cousine, il ajouta :

1. Sainte Vierge douloureuse ; on la place dans une niche, vêtue d'une robe noire.

— Là-bas, ce n'est plus le golfe, c'est la haute mer ! Comprenez-vous?

Là-bas, c'était la mer de ses rêves d'enfant, la mer des récits paternels, des narrations de Giorgio, la mer qui est le mouvement, la poésie, la vie !

Il marchait — entre Caterina et Falconi — d'un pas incertain. Il lui semblait que les ténèbres se faisaient plus épaisses dans ce lieu qui ne lui était pas familier et, quoique fortement entraîné par son ami, il franchit difficilement les écueils rendus glissants par les paquets d'eau qui les inondaient à chaque instant ; enfin ils atteignirent le sommet du promontoire.

— C'est ici, — dit Giorgio, — que lord Byron se jeta à la nage. Il traversa la baie et aborda à San Terenzo.

Caterina ne put retenir quelques exclamations admiratives.

Puis, se tournant vers la montagne, il continua :

— Et c'est là que se trouve la grotte qui inspira *le Corsaire* à ce même Byron.

Edoardo, agacé par cet étalage de facile érudition, croyant que le jeune marin tenait à faire preuve de science, allait lui répondre nerveusement, lorsque sa mère intervint.

— Oh ! ce poète était un fou et son compagnon Shelley ne valait guère mieux que lui. Ce Shelley qui s'entêtait à traverser le golfe les jours de gros temps dans une coque de noix et se noya près des récifs qui nous avoisinent.

Tout en causant, ils étaient parvenus sur l'étroite terrasse qui entoure San Pietro.

— Mettons-nous à l'abri du mur, — conseilla Falconi. — Bien, maintenant *regardons* !

Il y eut un moment de silence pénible, l'aveugle ayant tristement baissé la tête.

Caterina, apitoyée, lui prit la main, et au milieu du fracas de la tempête, des mugissements furieux qui éclataient dans les crevasses de la roche gigantesque sur laquelle ils se trouvaient, elle essaya de lui *montrer* par des mots les lames énormes aux volutes écumantes qui se précipitaient en trombes sur le roc, tandis qu'un chatoyant arc-en-ciel se profilait dans leur bruine légère et que, sur l'étendue convulsée, des

nuages plombés, rayés de lueurs métalliques, passaient, emportés dans une course vertigineuse.

On eût dit qu'Edoardo, le visage éclairé par la compréhension et tendu en avant, regardait et voyait!

La jeune fille ne parlait plus. Inconsciemment, elle comparait les deux jeunes hommes.

Le fils de Marina avait des joues pâles, que la joie de vivre n'avait jamais colorées ; un cou frêle, des épaules légèrement déprimées, dénonciatrices d'une extrême délicatesse de santé; ses cheveux bruns avaient la souplesse d'une chevelure féminine ; sa bouche méditative, sa fine moustache, ses pupilles éteintes enfoncées sous les paupières, ajoutaient une expression de tristesse immuable à sa physionomie souffreteuse.

Giorgio Falconi était grand et robuste. Les yeux vifs, la barbe vigoureuse, les cheveux plantés drus sur un front énergique, il rayonnait de force, de gaieté. Une vigueur saine et équilibrée se dégageait de son moindre geste.

De ce parallèle, naquit dans le cœur de la jeune fille une tendre compassion pour son infortuné cousin et il se mêla à la jouissance qu'elle éprouvait devant l'imposant spectacle déroulé à perte de vue, le regret de ne pouvoir le contempler avec lui.

A l'extrême limite du champ visuel, un panache de fumée jaillissait de la cheminée d'un paquebot.

— Il se rend en Amérique! — expliqua Falconi.

— En Amérique! — soupira Caterina tristement.

— Surtout pas de mélancolie ; aujourd'hui il faut être joyeux, — décida le jeune capitaine.

— Et avant tout, il faut manger, — ajouta Marina. — J'ai une indigestion de *libecciata*.

La phrase fit rire, le conseil fut agréé.

Ils rebroussèrent chemin,

— Voulez-vous déjeuner chez la Marietta? l'auberge est bonne.

— Allons chez la Marietta, — décida madame Carpineto.

Dès leur entrée dans la salle, en habitué de la maison, Giorgio commanda en riant :

— Marietta, il faut vous signaler. Nous souhaitons un repas de princes.

La Marietta, grosse femme bedonnante, les poings fermés sur les hanches, se lamenta.

— Aïe, Aïe ! Les barques n'ont pu sortir cette nuit. Je ne peux vous offrir que des langoustes et des dattes.

— Va pour les langoustes et les dattes, toutefois, faites-les précéder d'une succulente soupe et n'oubliez pas une salade de finocchi [1].

La table ayant été dressée devant une fenêtre donnant sur l'île solitaire de Palmaria, Edoardo, assis à côté de Caterina, fut heureux. Sa cousine mettait une note d'intimité dans les paroles qu'elle lui adressait alors qu'elle employait, en parlant à Giorgio Falconi, un ton de courtoisie indifférente.

XXIV

Le temps s'obscurcissait, la tempête redoublait et madame Carpineto, en entendant grincer les ferrures des fenêtres et des contrevents, s'écria :

— Nous avons commis une véritable imprudence en nous mettant en route ce matin, nous ne pourrons pas rentrer à Fezzano, ce soir.

Ils expédièrent promptement la salade et le dessert et se hâtèrent de quitter l'hôtellerie ; mais à peine avaient-ils franchi la vieille porte de la ville, que des éclats de voix, des appels retentissants frappèrent leurs oreilles.

Ils distinguaient des lambeaux de phrases :

— Il a perdu le timon !

— Il n'a plus de rames !

— Que San Pietro le protège !

— A l'aide ! à l'aide ! — dont Gorgio comprit immédiatement la signification. Il dit à ses amis :

— C'est un bateau en perdition ; excusez-moi, je cours vers le port.

Et il partit à grandes enjambées.

Les Carpineto le suivirent de loin. Quand ils arrivèrent sur le rivage, ils y trouvèrent la population affolée ; des groupes

1. Fenouil cultivé.

s'avançaient vers le bord, puis reculaient instinctivement devant l'assaut des vagues hurlantes.

Les femmes, les enfants, invoquaient la *Madonna*, *San Pietro*; les hommes se concertaient sans oser prendre une décision.

Giorgio Falconi parvint au premier rang de la foule, jeta un rapide regard autour de lui, et d'un ton bref qui n'admettait pas de réplique, il commanda :

— Une barque à la mer ! En avant, les gars !

Des lames monstrueuses soulevées par le terrible vent du sud-ouest poussaient vers les écueils du promontoire un frêle esquif désemparé, au bordage duquel s'agrippait désespérément un être humain.

— Une barque à la mer ! et vite ! — reprit la voix impérieuse de Falconi.

Quelques hardis marins s'approchèrent d'un canot, le saisirent et en s'arc-boutant lui imprimèrent un mouvement en avant.

— Ferme ! Du courage, garçons, du courage ! — répétait impérativement Falconi.

Puis, un ordre bref :

— Au large ! de la place !

Et la carène de l'embarcation, traînée sur les cailloux, craqua violemment.

Coudoyé, rudement heurté par des gens qui couraient dans tous les sens, Edoardo, suspendu au bras de Caterina, devinait qu'un événement tragique s'accomplissait, sans qu'il pût y prendre part.

La voix sonore de Giorgio dominait, à cette heure solennelle, toutes les autres voix et les hommes obéissaient aux ordres concis qu'elle jetait dans la clameur de la tempête.

Des enfants s'accrochaient en pleurant aux jambes des matelots ; des femmes sanglotaient :

— Vous vous perdrez, sans le sauver !

Le jeune capitaine d'un bond fut à la barre, il poussa un retentissant :

— Embarque ! Qui?

— Moi ! Moi ! Moi !...

Caterina eut un cri de détresse :

— Giorgio ! restez ! restez !

L'aveugle, à ces mots, crut qu'il allait mourir.

... Elle l'aimait donc !... Ballotté, — misérable épave humaine, — à droite et à gauche dans la bousculade qui se produisait autour de lui, il répondit par des gémissements aux sanglots de sa cousine.

La barque de sauvetage s'était élancée sur la crête des flots en furie pour disparaître aussitôt dans la profondeur de leurs replis ; au bout de quelques secondes, elle remonta à l'assaut des vagues énormes dont les volutes se cabraient ; elle tournoya dans les remous et enveloppée d'embruns elle continua, inlassablement, sa marche vers le fragile canot prêt à sombrer.

Un silence absolu pesait sur la plage. Les assistants, les yeux fixés avec angoisse, sur le golfe obscur, suivaient, dans la lutte entreprise par l'énergie humaine contre la nature déchaînée, les mouvements du bateau sauveteur et le jeu des rames qui s'élargissaient pareilles aux bras de nageurs géants.

Tout à coup, des invocations, des prières agitées, des appels déchirants, des lamentations prolongées éclatèrent :

— Ils n'arriveront pas ! ils disparaissent ! — dit désespérément Caterina.

— Oh ! Giorgio est un fameux marin, il réussira ! — répondit madame Carpineto.

— Courage ! Courage ! — hurla la foule.

Des phrases hachées, arrachées des bouches dans les rafales, commentaient, ponctuaient les pensées des spectateurs impuissants.

Sous la poussée d'une formidable lame de fond, la chaloupe sembla être engloutie...

Un cri d'épouvante jaillit de toutes les poitrines. Il sillonna l'âme de l'aveugle d'un désir meurtrier : « Si la barque pouvait chavirer !... »

La plage était retombée au silence.

Le combat terrible entre la force intelligente et la force brutale touchait à sa fin ; des dialogues s'engageaient :

— Voyez, les barques sont rapprochées.

— Ils ont jeté la bouée.

— L'homme ne peut la saisir.

— Non, non, il attrape la corde !

— Bravo ! Bravo !

Le peuple exultait, applaudissait : la tempête et la mort étaient vaincues !

Giorgio, par une habile manœuvre, avait évité le choc des deux embarcations et le naufragé s'était cramponné au câble rapidement lancé. Il était sauvé !

Le cœur d'Edoardo agonisait... Lui, l'aveugle, n'était-il pas le véritable naufragé de la vie, celui que personne n'arracherait aux vagues ensevelisseuses des regrets éternels !

— Ils le remorquent !

— Ils le sauvent !

— Ils reviennent ! — criait-on sans arrêt.

Et tous frappaient des mains, jetaient des conseils, riaient et pleuraient. Subitement :

— Attention ! Attention ! — commanda la voix dominatrice de Giorgio Falconi.

La foule ondoya brusquement.

Edoardo fut de nouveau repris dans un tourbillon et emporté comme une chose inutile. Au milieu des appels : « Lance ! Lance ! », des pas bruyants et rapides faisant rouler les galets sur la grève, sa mère et sa cousine le cherchèrent, le saisirent et l'entraînèrent vers les sauveteurs.

— Ho ! Hisse ! Du courage, les garçons ! Amarrez !

On pataugeait dans l'écume, on s'embrassait, la joie s'épanouissait sur les rudes visages : Portovenere avait reconquis ses fils !

Marina dit à haute voix :

— Viens dans mes bras, vaillant Giorgio ; que la *Madonna delle Grazie* te bénisse et te récompense, ainsi que tous les hardis matelots qui ont secondé tes efforts.

Le jeune capitaine, les cheveux et les vêtements ruisselants d'eau de mer, embrassa affectueusement madame Carpineto, saisit les mains d'Edoardo et de Caterina. La jeune fille ne pouvait celer son enthousiasme et son admiration.

L'aveugle, comme la mer, était vaincu !

Et, pendant que la population en délire acclamait les sauveurs et le sauvé, il se sentit condamné irrévocablement :

« Elle l'aime ! Elle l'aime ! »

Alors, se détachant de sa cousine, il s'appuya en chancelant, sur l'épaule maternelle.

XXV

Donc, elle l'avait trompé !

Sa voix suave, ses manières caressantes, ses silences étudiés, tout était mensonge. Elle avait ourdi la ruse après avoir deviné la passion de son cousin. Et toujours ce cri : « Giorgio, restez ! restez ! » sonnait lugubrement aux oreilles de l'aveugle ; toujours, il entendait les sanglots qu'*Elle* n'avait pu retenir.

Déchiré par la jalousie, accablé par le sentiment de son infirmité, il essayait de fuir Caterina et Giorgio, s'efforçant à les laisser dans l'intimité du tête-à-tête ; mais, à peine était-il enfermé dans sa chambre, qu'une force tyrannique l'obligeait à en sortir, à revenir sur ses pas, à simuler l'indifférence, à sourire même puisqu'il voulait être entre eux pour les surveiller et scruter le sens de leurs paroles d'après leurs inflexions vocales.

Rien n'était changé, en apparence, dans la villa des Carpineto : le jardin embaumait la violette et le jasmin ; les moineaux jasaient sur la gouttière du toit ; l'ombre du vieux chêne dansait sur la statue de marbre verdi ; chaque soir, la maison s'endormait entourée de la pâle oliveraie, tandis que la lune étendait un tapis de lumière opaline sur la terrasse et que la brise du large envahissait la tranquille demeure par les fenêtres largement ouvertes.

Néanmoins, Caterina respirait en ce milieu une tristesse grandissante. En vain, recevait-elle les lettres réconfortantes de son père qui lui annonçait l'amélioration survenue dans les affaires, et lui faisait entrevoir l'espérance d'un retour imminent. Ces bonnes nouvelles ne pouvaient calmer l'inquiétude indéfinissable qui l'oppressait. Dès la réception des missives, elle s'empressait vers sa tante, vers son cousin pour les leur communiquer; Marina s'associait à la joie qu'elles apportaient ; l'aveugle en écoutait la lecture avec ce rictus impressionnant qui donnait à son masque marmoréen l'apparence d'un sphinx.

A chaque courrier, madame Carpineto sentait croître la sourde préoccupation qui, de jour en jour, la portait à exa-

miner plus soigneusement le visage d'Edoardo : dans le bistre des paupières, elle découvrait la trace des longues insomnies ; sous les gestes plus rares, plus lents, elle devinait les révoltes et les colères. Elle étudiait aussi l'attitude, les paroles, les jeux de physionomie de sa nièce, obéissant à l'impérieux désir de secourir, par la sévérité de son regard inquisiteur, l'impuissance des chers yeux éteints. Et le remords violent d'avoir consenti à garder sous son toit la jeune fille pour un temps aussi long naissait en elle, la courbait sous le poids de cette imprudence qu'elle n'arrivait plus à se pardonner.

Cherchant une aide puissante à sa détresse, elle priait.

Un jour, elle se résolut à questionner son fils. Elle venait de l'apercevoir, appuyé sur le rebord d'une fenêtre, le corps ployé, la tête penchée, anxieux. C'était l'heure où Caterina à l'ombre d'un chêne lisait ou travaillait. L'aveugle, supposant que Giorgio la rejoignait en tapinois, s'était mis aux aguets :

— Si ce voleur d'amour abusait de mon infirmité pour trahir notre hospitalité, — murmurait-il pour excuser l'indélicatesse de son acte, — je serais le seul à l'ignorer !

Une main se posa sur son bras :

— Que fais-tu là, Edoardo? — dit sa mère.

Il se redressa, et nerveux répliqua :

— Rien !

— Pauvre enfant qui essaie encore de me dissimuler ses pensées, alors que je les ai déjà devinées.

— Mère, je n'ai rien à cacher.

Madame Marina passa son bras sous celui du jeune homme, le serra tendrement.

— Ne parle pas ainsi ou je croirai que tu veux sciemment m'induire en erreur, et...

— Non, non, ce n'est pas cela, — interrompit-il avec véhémence... — Mais qui t'a prévenue?

— Personne.

— Prends garde, mère, n'écoute pas leurs racontars... Oui, je sais... *ils* osent insinuer que je suis malade... qu'ils me laissent souffrir en paix !

Il s'exaltait, serrait les poings, niant fébrilement des insinuations créées par son imagination surchauffée.

— Je te le répète, maman, je n'ai rien, rien...

Et les mains tendues, il voulut s'éloigner. La pauvre femme le retint, le pressa sur son cœur, en murmurant :

— Mon enfant bien-aimé, confie-moi ta peine ; je saurai te consoler.

— C'est impossible ; hélas ! tu ne peux rien pour moi.

Et la voix changée, rauque et brutale, il cria :

— Mais pourquoi suis-je né?

— Tais-toi, mon fils, tais-toi, — sanglota la veuve, envahie par une terreur superstitieuse.

Il avait donc jailli le blasphème qu'elle avait toujours redouté d'entendre !

Elle répéta, en haletant d'émotion :

— Tais-toi, ne prononce pas ces mots qui me tuent ; si tu aimes encore ta mère, tais-toi !

Subjugué par l'intensité de cette douleur, l'aveugle reprit possession de lui-même et gravement répondit :

— Mère, ne doute jamais de ma pieuse, de mon immense affection, pardonne-moi, pardonne de t'avoir fait encore souffrir. Je n'ai eu d'autre rôle depuis ma naissance... mais je te supplie de ne pas communiquer *aux autres* tes impressions, tes observations, puisque rien n'échappe à ta clairvoyance. Que leur importerait? Je ne suis pour eux qu'un infirme, un être encombrant, inutile...

— Tu es mon enfant, tu es mon fils ! Tu es mon unique raison de vivre ! — s'écria Marina.

Elle le couvrait de baisers, elle l'inondait de ses larmes !... Et, subitement, la violente révolte qui l'avait dressée jadis contre l'infortune imméritée, la souleva et l'incita encore à la lutte. Alors, pendant qu'Edoardo vaincu posait sa tête lasse contre l'épaule maternelle, elle attendit patiemment que les pleurs apportassent le soulagement à l'enfant douloureux dont elle caressait d'un geste lent et doux l'abondante chevelure.

Ils étaient restés auprès de la croisée ouverte.

Tout à coup, Edoardo tressaillit, leva la tête, tendit l'oreille. La navrante obsession le ressaisissait.

— Mère, entends-tu ce bruit de pas?

— Non.

— Ne me leurre pas. Dis-moi tout. Aide-moi.

Il l'implorait d'un ton bref et bas :

— Aide-moi. Regarde bien, qui vois-tu dans le jardin? Réponds?

Effrayée par l'expression de violence qui transfigurait le visage habituellement calme de l'aveugle, elle ordonna :

— Calme-toi... Dans le jardin il n'y a que Caterina.

— Seule?

— Seule.

— Rends-toi compte exactement...

— Je te l'affirme, ta cousine est seule.

— J'ai cru entendre marcher Giorgio.

— Quelle erreur !

— Maman, tu vas croire que je deviens fou ! — dit-il en simulant la gaieté.

Puis, se frappant le front de la main, il ajouta tristement.

— Oui, je suis fou ! Et maintenant, tu connais mon secret.

Il se dirigea vers sa chambre. Sur le seuil, il se retourna.

— Mère, clos tes lèvres, — recommanda-t-il. — Pour tout l'amour que tu me portes, je te prie de garder le silence. Je ne veux pas être plaint, je ne veux pas être ridicule !

Et il s'enferma, laissant madame Carpineto anéantie, terrassée par la sombre vision de l'avenir.

XXVI

Que fallait-il faire?

Demander à Giorgio de ne plus revenir à la villa? ou se confier à Caterina, dans l'espérance de l'émouvoir?

N'ayant jamais supposé que les événements suivraient une telle marche, Marina ne se trouvait pas préparée à les diriger. Elle s'efforçait vainement de découvrir comment cette malheureuse passion avait pu se développer. Toutes les journées d'angoisse de l'enfant adoré, elle les vivait à son tour ; elle comprenait les espoirs cachés, les tendresses étouffées, les accès inavoués de jalousie.

— Tout arrive par ma faute, — répétait-elle sans relâche, dans le désarroi de son esprit, — oui, tout arrive par ma faute.

J'aurais dû prévoir qu'Edoardo avait un cœur, qu'il avait l'âge d'aimer et d'être aimé.

Et maintenant, quelle ligne de conduite devait-elle adopter? Parler, ne serait-ce pas profaner l'intimité d'une douleur familiale? Du reste, Giorgio Falconi ne s'éterniserait point à Fezzano. L'idée de ce départ lui donna une sensation d'allégement : non, elle ne dirait rien à Giorgio.

Quant à Caterina... l'égoïsme maternel conseillait à madame Carpineto de suggérer à sa nièce l'idée d'épouser Edoardo. L'âme de l'aveugle était si haute et si pure, son cœur contenait de tels trésors de bonté, de délicatesse que la jeune fille ne serait point sacrifiée ; au contraire, sa vie illuminée par le dévouement s'écoulerait fière avec la conscience de l'œuvre pieuse accomplie !

Marina se ressaisit brusquement. Honteuse des écarts d'imagination qui lui permettaient d'accepter avec joie les conséquences d'une semblable union, elle alla s'accouder à la fenêtre.

Elle aperçut à l'ombre du chêne, Caterina assise, un petit métier à broder posé sur les genoux ; ses mains, en travaillant, avaient des mouvements réguliers, ni pressés, ni ralentis par de troublantes rêveries. Elle tenait la tête inclinée sur son ouvrage et de temps à autre la levait pour jeter un regard sur le golfe. En constatant ces arrêts, un soupçon effleura la pensée de Marina : « la jeune fille attendait-elle le capitaine? » Mais sa conscience droite et équilibrée protesta contre ce doute injurieux.

Elle regarda sa nièce avec attendrissement, car jamais un acte ou une phrase de cette charmante fille n'avait pu justifier un sentiment de méfiance.

— Elle est belle et elle est bonne !... très bonne ! — soupira-t-elle.

Une pelote de laine roula à terre, Caterina se baissa pour la ramasser, tandis que Marina se reculait vivement au fond de la pièce.

— J'ai l'air d'épier cette enfant, tandis que je l'admire. Comme ses cheveux blonds sont légers dans le poudroiement d'or du soleil ! Comme elle est chastement gracieuse et élégante. Mon fils serait béni du Ciel s'il l'obtenait pour épouse !

— murmura-t-elle, perdant encore, parce qu'il s'agissait d'Edoardo, le bon sens, grâce auquel elle s'était si vaillamment conduite dans la vie.

Caterina se leva et se dirigea vers le mur qui surplombait Fezzano. Sa tante, anxieuse, pour la seconde fois supposa :

— Veut-elle apercevoir Giorgio sur la route?

Et, quittant précipitamment la salle, elle descendit au rez-de-chaussée ; d'un geste énergique retint l'aboiement du vieux Tom, entra dans le jardin, glissa entre les arbres séculaires, le long de la muraille tapissée de lierre et arriva juste à temps pour lancer la première un coup d'œil inquisiteur sur le sentier désert.

A ce moment, la jeune fille se retournait. Elle poussa une exclamation de surprise.

— Je t'ai effrayée, chérie, — dit avec calme madame Marina, tranquillisée.

— Oui, ma tante, je me croyais seule dans le jardin.

La nature franche et loyale de madame Carpineto la fit se révolter contre l'inutile espionnage qu'elle s'était permis et un flot de sang empourpra son front pendant qu'elle répondait :

— J'ai eu la curiosité de connaître l'objet de ta contemplation.

— C'est le golfe, ma tante, que je ne me lasse pas d'admirer; son aspect change à chaque heure du jour.

Marina, qui ne s'était jamais oubliée dans la « contemplation du golfe », ne put s'empêcher d'adresser un sourire de gratitude à l'étendue azurée, frangée d'argent qui possédait le don d'émerveiller la Génoise.

— Vivrais-tu volontiers ici? — lui demanda-t-elle, sans se douter que son fils avait déjà formulé la même question le lendemain même de l'arrivée de Caterina.

— Certainement, ma tante.

— Y vivrais-tu toujours, sans regret?

— Pourquoi pas?

Madame Carpineto tressaillit d'espérance et se perdit dans des rêves insensés.

Étonnée du silence inexplicable de sa tante, Caterina demanda :

— Où avez-vous laissé Edoardo?

— Dans sa chambre.

— Il est donc encore souffrant? Je constate qu'il est fatigué depuis quelque temps et qu'il s'attriste fréquemment.

— Ah ! tu as observé, toi aussi, ses brusques changements d'humeur? Surtout, ne lui en fais pas la remarque, il se préoccuperait...

La conversation retomba. La jeune fille sembla reporter toute son attention sur la baie.

« A quoi ou à qui pense-t-elle? » songeait madame Carpineto assaillie par le tourment de ne pouvoir pénétrer profondément le jeune cœur qui battait à côté du sien. « Ah ! si j'avais le courage de lui révéler nos désirs, peut-être me ferait-elle une promesse qui assurerait la félicité future de mon fils. »

Après quelques minutes de réflexion, elle dit en essayant de lire dans les grands yeux de sa nièce :

— Donc, Giorgio va partir?

— Il partira la semaine prochaine. Il m'a recommandé de ne pas prévenir Edoardo, car il sait que son départ affligera mon cousin.

Caterina expliquait cela posément sans aucune altération du visage, sans aucun de ces tremblements de la parole qui sont les frissons de la voix, ni aucun de ces arrêts de la phrase qui sont les pauses de la pensée quand elle cherche à se dissimuler.

Malgré l'impression de sérénité ressentie, un nuage passa sur les traits de Marina : elle était contrariée d'apprendre que Falconi avait non seulement confié à la jeune fille la date de son départ, mais lui avait demandé de la tenir secrète.

— T'a-t-il donné des détails? Où va-t-il? Le sais-tu?

— Oui. Il va dans les Indes et son voyage durera trois années.

Par une de ces transitions de raisonnement auxquelles recourent ceux qui doivent aborder une question ardue, madame Marina résolut d'attendre, pour exprimer à Caterina son désir et celui de l'aveugle, que Giorgio eût repris la mer.

— Veux-tu que nous allions retrouver Edoardo? — demanda-t-elle à sa nièce, dès qu'elle eut pris cette décision.

— Avec plaisir, ma tante?

Elles donnèrent un dernier regard au golfe immobile dans une luminosité intense. Ne pouvait-on vivre sur ses bords d'une vie quiète et recueillie, dans l'oubli des autres paysages? sans éprouver le besoin de gravir les cimes montagneuses qui l'enserrent, sans avoir la curiosité de l'horizon nouveau offert par l'autre versant?

Et lentement, au bras de sa tante, Caterina ayant dans son âme juvénile l'impression profonde de cette heure exquise, allait vers la maison enguirlandée du feuillage des faux acacias aux fleurs d'or.

XXVII

De toute la journée Edoardo refusa de quitter sa chambre. Les deux scènes successives, l'une d'attendrissement, l'autre de jalousie avaient épuisé son énergie. Comment, au prix de quels efforts pourrait-il dompter les instincts mauvais qui surgissaient en lui, accompagnés de sombres fureurs et de cruels caprices, car la flamme intérieure qui le consumait tendait à s'extérioriser, à tout ravager, à tout briser, amour, affection, amitié?

Rosa, en puisant de l'eau, avait ramené, mort, du fond du puits, le perroquet, sans se douter que son jeune maître, — irrité d'entendre l'oiseau l'appeler par son nom, lui souhaiter la paix du soir d'un ton burlesquement moqueur, — avait à tâtons saisi la bête, avait lutté contre le bec crochu, les ongles acérés et, sans pitié, quoique ayant senti sur ses mains les battements spasmodiques des ailes convulsées, l'avait étranglée. Soudainement dégrisé, il l'avait jetée dans le puits avant de revenir, en se heurtant aux murs, se terrer dans sa chambre.

L'heure du départ de Giorgio sonna en pleine crise. Le jeune marin, après être allé à Gênes pour inspecter les réparations exécutées sur la *Bella-Cecilia*, revint à Fezzano, satisfait de l'avoir trouvée mise à point, rafraîchie et parée comme une épousée, disait-il dans son langage imagé. Durant cette courte absence, l'aveugle se persuada que Caterina languissait; il en ressentit une âpre joie, elle connaîtrait donc le mal d'aimer! et perfidement il la questionna.

— Votre gaieté s'est envolée, êtes-vous malade? Qu'avez-vous, en un mot?

— Je suis triste parce que vous l'êtes, mon cousin, et que votre mère et moi craignons que votre mélancolie grandissante influe défavorablement sur votre santé.

Quoique stupéfait de cette raison à la sincérité de laquelle il ne voulait croire, il répliqua d'un ton de léger persiflage.

— Oh ! merci mille fois, vous êtes trop bonne ! Surtout ne vous créez pas des ennuis à mon sujet... On affirme que les pensées sérieuses fanent la beauté et vieillissent les femmes avant l'âge. Perdre sa beauté, vieillir avant l'âge, ce doit être une calamité pour une fille à marier ! Et comme je désire m'éviter tout remords, je vous demande de ne plus vous préoccuper de mon désagréable caractère, de mon insupportable personne.

Pressentant que les paroles hypocrites qui brûlaient ses lèvres le conduiraient fatalement à livrer son secret d'amour, il s'interrompit brusquement et s'éloigna sans aucun prétexte.

Après quelques instants il reparaissait, de nouveau humble et souriant, ne souhaitant que la paix des résignés, admettant même que Giorgio épousât Caterina, à la condition qu'il pût vivre auprès d'eux... mais, non, non !... Et tous ses nerfs tendus se révoltaient, toutes les gouttes de son sang ardent roulaient impétueusement dans ses veines... « Non ! non !... Qu'ils s'en aillent au bout du monde ! Qu'il l'emporte sur son navire. Mais que je n'entende pas leurs baisers ! »

Il renonça aux promenades en barque avec sa cousine, aux lectures sur la terrasse, désormais il reprit pour appui le bras de sa mère. La vie monotone d'autrefois semblait rétablie ! Illusion ! Un souffle nouveau avait irrémédiablement bouleversé son existence.

Lorsque Giorgio Falconi, dès son retour de Gênes, monta à la villa des Carpineto, il trouva la tante et la nièce sur la terrasse ; Edoardo, pris d'un nouvel accès de misanthropie, avait prié qu'on le laissât seul. Falconi enfreignit la consigne, saisit son ami par les épaules, le secoua et, après lui avoir tâté le pouls, lui affirma qu'il n'était qu'un malade imaginaire.

— Comment, je quitte Fezzano dans trois jours et tu me fausses compagnie?

— Tu pars dans trois jours, — scanda lentement l'aveugle, dans trois jours.

— Oui.

— Et tu peux être joyeux? Tu n'as donc aucun regret?

— Nous sommes habitués aux séparations. Elles font partie du métier.

Edoardo, soupçonneux, pensa : « Il part sans regret, parce qu'il est sûr d'*Elle* ! Ils ont dû échanger des promesses, *Elle* l'attendra ! » Et à haute voix, il continua à questionner :

— Combien durera ton voyage?

— Trois années. Le temps d'adorer une idole verte et d'épouser une princesse indienne.

Edoardo songea : « Ce n'est pas vrai ! Il me ment ! Ils sont d'accord ! »

Et comme sa figure s'assombrissait, Giorgio, qui en fit la remarque, l'entraîna sur la terrasse et le montrant aux deux femmes, il s'écria gaiement.

— Le voici guéri. Aussi pour récompenser cet enfant terrible, je lui rapporterai une perruche ; cela fera un fameux couple d'oiseaux bavards.

— C'est inutile, — répliqua promptement madame Carpineto, — ton perroquet, Rosa l'a trouvé noyé au fond du puits.

Edoardo, à l'évocation du fait brutal, pâlit à peine ; toute son attention était concentrée sur Caterina. Que pouvait-elle faire en ce moment?... Il l'interpella directement et, afin de l'obliger à révéler sa préoccupation, il dit :

— Trois années font une absence trop longue, n'est-ce pas, cousine?

Et, comme elle répondait de façon désintéressée, il lui posa plusieurs questions malicieusement subtiles sans parvenir à l'embarrasser.

Mentalement, il constatait : « Elle ment avec aisance. Impossible de reconnaître aujourd'hui la voix qui sanglotait : « Giorgio, restez, restez ! »

Alors, pour ajouter le tourment des inquiétudes au chagrin qu'il lui prêtait, il recommanda à Giorgio :

— Évite les cyclones, si tu le peux, car, dans la mer des Indes, mon père racontait qu'ils étaient d'une violence extrême.

— La mer ne m'effraie pas, — repartit le jeune marin avec la hardiesse qui le caractérisait et qui irritait sourdement l'aveugle. — La *Bella-Cecilia* a refait sa toilette, elle a mis un corset neuf garni de baleines d'acier et maintenant elle ne demande qu'à courir des bordées à travers le monde.

— Tu essaieras dans les escales de ne pas cueillir les fièvres, on en guérit difficilement, — continua le fils de Marina.

— *Per Bacco !* Je prendrai les précautions nécessaires ; ensuite, il arrivera ce qui doit arriver.

Et, afin de changer le cours de l'entretien, il demanda affectueusement à Edoardo de se mettre au piano.

La nuit tombait. Du golfe, les notes cadencées d'une barcarolle montaient. On distinguait les paroles qu'elles accompagnaient.

« L'eau n'a pas une ride ; les rames sortent de l'onde, brillantes sous le rayon lunaire ; elles égrènent des perles phosphorescentes ! »

— Celui qui chante, — affirmait Giorgio, — a la tête appuyée sur le coffre de la proue, la nuque soulevée par les deux mains jointes et ses yeux errent sur le firmament piqué d'étoiles !

Surpris d'avoir poétiquement interprété la fugitive sensation de mélancolie qu'il ressentait, il s'empressa d'ajouter :

— Il fait bon vivre et se divertir ce soir ; joue une valse, je la danserai avec Caterina en plein air.

— Non, non, il fait humide, — dit madame Carpineto.

Caterina, rieuse, refusait maladroitement.

Edoardo, avide de se procurer une souffrance non encore éprouvée, s'élança vers le piano. Était-ce un défi? Était-ce la preuve justificative de ses soupçons que cette demande lui apportait?

Il posa ses mains frémissantes sur le clavier.

— Mais je ne veux à aucun prix qu'ils dansent, que tu les fasse danser surtout, — expliqua sa mère qui l'avait suivi dans la maison.

— Je t'en prie, maman, laisse-les s'amuser. Je suis prêt, — cria-t-il aux jeunes gens.

Le marin saisit Caterina qui résistait.

— Dansons ! Dansons ! — répétait-il. — Nous serons des années sans nous revoir.

Les doigts rapides et nerveux frappaient déjà les touches.

La valse s'envola légère, arpégée ; les pieds glissaient, rapides, emportés par le rythme d'une phrase passionnée et grave qu'un ruissellement de gammes et de trilles accentuait.

Marina contemplait son fils ; en silence, elle pleurait. Elle prononça faiblement en posant une caresse sur cette chère tête :

— C'est assez, repose-toi.

Ces mots arrachèrent l'aveugle au songe musical qui pour un instant l'avait bercé. Ses mains quittèrent le clavier, il leva sa face décolorée et attendit, car de la terrasse la voix du capitaine Falconi suppliait :

— Encore ! Encore !

— Non, c'est fini ! — décida madame Marina qui s'exaspérait et reprochait aux jeunes gens de prolonger le supplice de son enfant.

Et quittant la salle, elle fit irruption sur la terrasse, saisit rudement les danseurs, les sépara :

— Arrêtez-vous donc, — dit-elle.

Devant l'étonnement ingénu de Giorgio et le sourire innocent qui éclaira sa brave figure réjouie, madame Carpineto retint les paroles amères qui allaient jaillir de sa bouche et ils se mirent à causer tous les deux en marchant.

Déjà Caterina, accourue auprès de son cousin, le remerciait. Lui, ironique, demanda :

— Désirez-vous encore danser?

— Non, merci.

— Pas même un second tour de valse, — insista-t-il.

— Non, non, merci.

— Vous avez tort. *Il* restera si longtemps loin de vous ! — murmura-t-il amèrement.

Elle ne répondit pas. Il prit ce silence pour un tacite acquiescement. Il supposa qu'elle se taisait pour mieux celer aux oreilles affinées ce qui restait caché aux yeux éteints. Puis, soudain, ayant comme perdu la conscience de la phrase prononcée :

— Caterina, — dit-il, — je sais tout : vous aimez Giorgio !

Et il leva son visage vers elle, comme s'il pouvait la voir.

— Ce n'est pas vrai ! — jeta-t-elle dans un cri de révolte.

— Il est inutile de me tromper ; je sais que vous l'aimez ! — scanda-t-il.

— Non, non, cela n'est pas ! — affirma-t-elle, sous l'empire d'une émotion grandissante.

— Cousine, dites-moi la vérité, je vous la demande à genoux.

— Pourquoi vous mentirais-je ? — demanda gravement la jeune fille.

Décidé à faire se départir Caterina de sa chaste réserve, en tempérant par le ton la solennité des mots, il supplia :

— Jurez-moi que j'ai commis une erreur, que vous n'aimez pas Giorgio.

— Je le jure, — articula nettement la jeune fille.

— Le jurez-vous sur la tête de votre père absent?

— Je le jure.

— Sur la mémoire de votre mère morte?

— Oui, je le jure.

— Sur mes yeux éteints?

Elle jura encore.

Sa voix, qui n'avait aucune trace d'hésitation, calmait le cœur du fils de Marina, en pénétrait tous les replis, y apportait une consolation régénératrice, semblable à une pluie bienfaisante filtrant dans les profondeurs d'une terre desséchée.

L'exaltation d'Edoardo tomba sous une sensation complexe de satisfaction morale et de fatigue physique. Il avait parlé, elle avait répondu par des serments ; il pouvait retrouver le calme et l'espoir.

Voulant cependant atténuer son rôle d'inquisiteur, l'expliquer, il ajouta :

— Caterina, ne me tenez pas rigueur pour la taquinerie de mon interrogatoire. Ce n'est qu'une sotte plaisanterie.

Sur-le-champ, il eut l'intuition angoissante d'avoir rompu le charme fugitif qui avait rapproché de lui sa cousine, et pour dissimuler sa peine il se remit à jouer sur le vieux piano, tandis qu'elle, découragée, froissée, s'assit à l'un des angles

en proie à une anxiété mal définie, à la sensation d'un péril qui l'aurait un instant menacée, puis se serait éloigné.

Et pendant que son cousin égrenait les notes mélancoliques, elle eut une vision navrante :

Edoardo vieilli, abandonné — Marina et Rosa étant mortes — errait enveloppé de désolation et de ténèbres, dans la maison déserte, dans le jardin inculte, dans le silence impressionnant des choses.

XXVIII

« Donc, Caterina n'aimait pas Giorgio Falconi... Et si Giorgio, à son tour, n'aimait pas Caterina? Alors, pourquoi, pensait Edoardo, laisserais-je la haine se développer en moi contre mon unique, mon fidèle ami d'enfance? »

Aussitôt le désir irrésistible d'arracher une confession à Giorgio s'empara de lui. Pour le réaliser, dès l'aube, le lendemain, guidé par Luigino, il se rendrait chez les Falconi dont la demeure s'élevait au sommet d'un coteau voisin, entre Fezzano et Le Grazie.

Le père Falconi, de nature orgueilleuse, l'avait bâtie sur la hauteur, afin de mieux étaler son bien-être aux yeux de tous les habitants du pays. Ancien capitaine au long cours, maintenant retraité, il jouissait égoïstement de l'habitation spacieuse, des jardins, des celliers vastes et bien garnis, ne sortant guère de son domaine, car, de tempérament avide et querelleur, ses voisins lui faisaient grise mine et le tenaient à l'écart.

Son épouse, Teresa Falconi, à force de le craindre et de le servir, avait fini par lui ressembler.

Leur seule distraction consistait à jouer aux cartes sur la terrasse dominant la baie. De cet observatoire improvisé, le vieux capitaine critiquait la manœuvre des navires de l'État en rade de la Spezia, surveillait et blâmait souvent les commandements des officiers de la marine royale, « ces ignares galonnés, ne connaissant rien au maniement supérieur des navires à voiles », affirmait-il, et si, par hasard, Teresa Falconi, respectueuse de toutes les autorités, le pressait de se taire, il répliquait vertement :

— Silence, femme, c'est nous qui payons les galons, nous avons le droit de parler haut.

Ce matin-là, toute la maison était en plein branle-bas : on préparait les malles du fils. La vieille mère mettait toute sa tendresse dans le rangement du vestiaire : ordonner soigneusement les bagages, n'est-ce pas une manière spéciale de suivre au loin l'enfant aimé?

Edoardo arriva au moment du coup de feu final.

— Merci d'être venu ! — s'écria Giorgio en l'apercevant. — Cela me rappelle mon premier départ.

— Voilà déjà dix ans passés ! — ajouta madame Falconi.

Edoardo, l'air embarrassé dans ce va-et-vient, balbutia :

— Je vous dérange ; excusez-moi, je me retire.

Il voulait repartir, satisfait de trouver un prétexte l'obligeant à éluder l'explication qu'il était venu chercher.

— Fi ! le méchant mot ! Tu ne nous déranges jamais, — affirma Giorgio. — Reste, tu déjeuneras avec nous.

L'aveugle hésitait ; le jeune capitaine s'empara de lui, le poussa dans la salle, l'assit à table, devant le café au lait fumant.

— Tu peux renvoyer Luigino. Je te raccompagnerai moi-même, — ajouta-t-il.

Durant le court repas, l'aveugle dut écouter avec déférence les griefs énoncés pour la centième fois par le père Falconi, contre les officiers de la marine royale. Le fils de Marina esquissait distraitement de légers signes approbatifs, sans chercher à comprendre le sens des paroles de son interlocuteur; les bruits de cet intérieur qui ne lui était pas familier, l'étourdissaient. Il avait épuisé pour atteindre ce logis toute la force de sa volonté décuplée par la jalousie. Maintenant, l'attente du tête-à-tête le rendait veule et indécis. Que dirait-il à Giorgio? Les idées arrêtées, les phrases préparées, ne fuiraient-elles pas au moment de les exprimer? Parler... quel danger !... Il sentait la dignité du silence, du silence qu'il savait ne pas pouvoir garder.

Le déjeuner prit fin sans que l'apologie du métier de capitaine au long cours, entreprise par l'ennemi des « galonnés », fût terminée.

— Pardon, père, — interrompit Giorgio, — il faut que je reconduise Edoardo chez lui.

Ils se levèrent de table et partirent aussitôt. C'était un doux matin d'octobre ; la brise fraîche n'apportait sur la route ensoleillée que le chant des pêcheurs.

Les deux amis marchaient en se donnant le bras. Edoardo, désireux de garder son sang-froid, d'un ton tranquille et amical demanda :

— Quel jour et à quelle heure, lèveras-tu exactement l'ancre?

— Après-demain, vers midi. Caterina ne te l'a donc pas annoncé?

Le nom de Caterina, jeté en réponse à sa question, bouleversa l'aveugle. Avec la rapidité d'un éclair, ses anciens soupçons réveillés traversèrent son cerveau. Ce nom sonnait comme un défi dans la bouche de ce rival qu'il eût voulu insulter, frapper, tuer peut-être !

La violence des sentiments se refléta sur la physionomie du jeune Carpineto, le ravagea en quelques secondes à un tel point que Giorgio, inquiet, s'enquit avec sollicitude de son état.

— Es-tu souffrant, Edoardo?

— Moi, souffrant, non, non !

— Pourquoi pâlis-tu?

L'aveugle eut un mouvement d'impatience et répondit avec une intention sarcastique, mélangée de cette compassion puérile des faibles raillant les forts.

— Le chagrin de ton départ, sans doute...

— Oh ! mon bien cher Edoardo, — s'écra Giorgio, ému. — Ton affection pour moi est donc restée aussi vivace que dans le passé?

— En doutes-tu? — répondit l'aveugle.

— Non, car je suis toujours ton fidèle et dévoué camarade.

L'approche du départ réveillait chez le marin de nombreux souvenirs ; il s'attendrissait.

Edoardo, apaisé par cet accent de sincérité affectueuse, songeait :

« Pourquoi n'ai-je pas le courage de jeter mes bras autour de son cou et de lui avouer ma souffrance dans les sanglots qui montent de mon cœur à ma gorge? »

Hélas ! La tendance spéciale de son esprit, qui le portait à braver sa misérable destinée, à la vaincre en s'imposant de sacrifier son affectivité à son orgueil, se manifesta encore une fois et empêcha l'effusion consolatrice.

Il voulut, avant de confier à Giorgio sa propre faiblesse, l'interroger sur ses projets.

Ils étaient à l'entrée de Fezzano. Il tendit une oreille défiante et demanda :

— Sommes-nous seuls?

— Absolument seuls, — assura le capitaine.

— Eh bien ! prête-moi cinq minutes d'attention sérieuse, je serai bref.

Ils arrêtèrent leur marche ; l'instant décisif avait sonné :

— Tu me parlais, il y a longtemps déjà, de l'époque où tu te marierais. Tu me répétais que tu t'établirais dans notre pays, que tu habiterais auprès de moi, que tes enfants apprendraient à m'aimer, afin que je ne sois jamais seul dans la vie. J'attends la réalisation de tes promesses.

— Moi, prendre femme ! Oh ! j'ai vraiment le temps, — lança gaiement le jeune marin.

Edoardo insista :

— Sois franc. Crois-tu donc que je n'aie pu deviner certaine chose en dépit de ma cécité?

— Quelle chose as-tu devinée?

— Que tu étais amoureux !

Un large éclat de rire sonna dans le calme du chemin désert.

— Moi, le capitaine Falconi, amoureux? Allons, Edoardo, tu es décidément de bonne humeur.

En lui-même le fils de Marina pensa : « Il se défie et, avant de se déclarer, il veut connaître la tournure que prendront les affaires de mon oncle. »

Et, nerveux, il articula sèchement :

— N'essaie pas de te dérober...

Une charrette passait, le charretier chantait en faisant claquer son fouet. Ils cessèrent de causer. Lorsque les roues grincèrent dans le lointain, le jeune Carpineto acheva sa pensée :

— Car je sais tout ! — expliqua-t-il.

Comme la veille, dans l'entretien avec Caterina, en cette phrase brève il concentrait sa fierté ; en la prononçant, il entendait exprimer clairement : « *J'ai vu !* Je vois tout ! »

L'hilarité de Giorgio croissait.

Tout à coup, il sentit trembler sur son bras celui de son ami dont le visage blême, pour la seconde fois, l'impressionna. Il devint subitement grave.

— Ah ! tu ne ris plus, — dit violemment Edoardo en s'arrachant à l'étreinte de Giorgio, tu ne ris plus... Tu commences à comprendre que je connais ta passion pour Caterina !

Et, seul au milieu de la chaussée, perdu dans les ténèbres, effrayé de son emportement, il resta figé dans l'attente des paroles révélatrices.

Avec son jugement droit et sain, son coup d'œil d'homme pratique, le capitaine pénétra la raison des angoisses du malheureux être qui s'immobilisait devant lui, et du ton persuasif qu'on emploie avec les malades, il répondit :

— Edoardo, crois-moi, je n'aime pas Caterina.

— Tu mens ! tu mens ! Allons, ne te moque pas de moi ! Il est temps que ce jeu finisse ! — ordonna le pauvre garçon.

C'était la première fois qu'il élevait aussi haut la voix ; toutes les révoltes comprimées en son âme s'extravasèrent en mots violents. Il mit en parallèle l'affection de l'enfance et la fourberie présente ; il reprocha à Giorgio les ruses dans lesquelles il avait été enveloppé ; il lui jeta à la face les soupçons nés de sa jalousie. Il parlait comme en un rêve, laissant un libre cours aux paroles qui, depuis tant de longues journées, voulaient sortir de sa bouche !

— Oh ! mon cher Edoardo, mon cher Edoardo ! — murmurait le marin.

— Ne me plains pas ; je ne veux pas de ta commisération. Je préfère que tu répondes avec franchise et, si je t'ai offensé injustement, je suis entre tes mains, frappe-moi ; me voici prêt à supporter tes représailles.

Une voiture qui déboucha brusquement à l'angle de la route faillit renverser l'aveugle que Giorgio enleva d'un bond.

Cette simple scène suffit pour calmer l'état d'exaltation dans laquelle se débattait le fils de Marina.

Aux termes injurieux succédèrent les divagations les plus imprévues et, interprétant le silence compatissant de Giorgio Falconi dans le sens d'une adhésion aux desseins extravagants qu'il émettait, il expliqua :

— Ne suppose pas que ton amour me préoccupe ; non... Je m'offense seulement de tes subterfuges et en voici la raison. Caterina est notre plus proche parente et nous devons être informés les premiers, ma mère et moi, de tes intentions. Tu crains peut-être qu'elle n'ait pas de dot? Les mauvaises langues ont dû faire leur office auprès de toi. Sois tranquille... nous lui en fournirons une... ce sera... une excellente affaire de cœur et d'argent.

Il reprenait son projet d'antan. L'ébranlement de ses forces physiques le pacifiait ; les mots sonores d'abnégation, de dévouement se retrouvaient sans cesse dans les développements inattendus de ses pensées confuses et morbides.

Giorgio, atterré, craignant que la folie s'emparât de son malheureux ami, l'écoutait sans l'interrompre; mais il profita du premier temps d'arrêt pour prendre les mains d'Edoardo, les serrer doucement entre les siennes et avec une véritable tendresse fraternelle essayer de l'apaiser, de le consoler.

— Écoute, — dit-il, — ma déclaration franche et définitive : je n'ai jamais pensé à épouser ta cousine, car je ne l'ai jamais, une seule minute, aimée d'amour. J'ai toujours été un garçon loyal, je ne sais pas mentir, crois-moi.

Et pour mieux convaincre le fils de Marina, il employa la formule consacrée que les marins liguriens prononcent dans les circonstances solennelles :

— Que je ne revienne jamais dans mon pays, si ma bouche laisse passer le mensonge !

L'aveugle, stupéfait, répliqua gravement :

— Prends garde, Dieu t'entend et la mer est proche !

— Ma conscience est tranquille. Je dis la vérité, Dieu peut m'entendre !

— Alors, c'est moi qui suis fou, — gémit Edoardo.

— Non, tu n'es pas fou, mais c'est toi qui aimes Caterina, — déclara Giorgio.

— Ne parle pas ainsi !... — supplia l'aveugle.

Après quelques instants de réflexion, il ajouta, humble et pitoyable :

— Cette fois encore, tu as raison !

Le marin ne savait que répéter :

— Mon pauvre cher Edoardo !

— Je ne mérite ni ton affection, ni ta pitié. Je veux me confesser à toi : à Portovenere, j'ai souhaité ta mort.

Et tout d'une haleine il avoua ses injustes soupçons, ses rancœurs, ses emportements haineux.

Giorgio, malgré la surprise causée par cet aveu, continua, l'âme pleine de compassion, à murmurer comme un refrain dolent :

— Mon pauvre Edoardo ! mon cher Edoardo !

Il conduisit lentement, vers la villa des Carpineto, l'aveugle qui, muet, le cœur plein de cendres, pressentait que, sa vie durant, il n'aurait que l'Éternelle Douleur pour compagne.

Dans l'agonie de sa jeunesse et de sa force, il renonça définitivement au rêve entrevu. Il ne commettrait pas le crime d'associer, à son existence ravagée, l'idéale Caterina ; car, même si sa cousine dans un acte de sublime charité consentait à s'unir à lui, il prévoyait qu'il l'accablerait, sans répit, sous une jalousie inguérissable.

Tout était consommé !

Sur le seuil du jardin, il dit :

— Entre, Giorgio.

— Non, — répondit le capitaine Falconi en l'embrassant, — non, adieu !

— Tu me pardonnes?

— Mon cher, très cher Edoardo, je reste ton fidèle ami.

— Entre !

— Adieu ! — cria Giorgio, déjà sur la route.

— Adieu ! — répéta comme un écho la voix morne de l'aveugle.

La tête vide, le corps las, il pénétra dans la maison en chancelant.

XXIX

Tom vint tourner autour de son maître et lui lécha les mains. Cette caresse habituelle rappela l'aveugle à la réalité.

Dans la villa silencieuse, il écouta sonner ses pas ; dans la salle à manger, le tic tac de la pendule lui parut plus grave que de coutume ; il prêta l'oreille au travail des termites dans un vieux meuble, au bruit des mouvements alternés que les tentes bariolées, protégeant les fenêtres, avaient sous la brise marine. Il reconnaissait ces sons divers que, depuis un assez long temps, il ne percevait plus, n'ayant voulu entendre que les vibrations de la *voix* aimée.

Il se jeta tout habillé sur son lit et s'y assoupit de fatigue. Combien d'heures resta-t-il endormi? Il ne put s'en rendre compte.

Un dialogue rapide, sous sa croisée, l'éveilla.

— Tu es seul, Luigino? Où as-tu laissé mon fils?

— Chez le capitaine Falconi qui devait le raccompagner ici, maîtresse.

Et changeant de ton, le garçonnet ajouta :

— Signorina Caterina, voici une lettre à votre adresse que le facteur vient d'apporter à l'instant.

— Merci... Ah ! ma tante, c'est une lettre de mon père.

Et une exclamation de joie retentit :

— Ma tante, mon père est en route, il revient !

Et la jeune fille lut :

« J'ai eu tort de partir sans te prévenir de la durée de mon absence ; mais je veux récompenser ta résignation en hâtant mon retour et t'éviter aussi l'anxiété d'une plus longue attente. J'ai arrangé mes affaires mieux que je ne le prévoyais, tu peux être tranquille et satisfaite. Lorsque tu liras ces lignes je serai sur le point d'arriver. »

Caterina baisa les feuillets, riant et pleurant tout à la fois.

« Elle est heureuse de s'en aller, songea l'aveugle qui de sa chambre ne perdait pas une syllabe de la conversation. Ce départ a toujours été prévu, je ne dois donc pas m'en attrister et... »

Il s'arrêta de monologuer. Madame Marina disait à sa nièce :

— Je te conseille de ne pas annoncer aujourd'hui cette nouvelle à Edoardo.

— Est-ce que le retour de mon père le contrariera, ma tante?

— Loin de là, mon enfant, mais les événements imprévus lui causent une grande lassitude. Puis... il est si accoutumé à ta compagnie... le retour de ton père sera le signal de notre séparation.

L'aveugle se retint pour ne pas crier : « Tais-toi, maman ! »

Madame Carpineto continuait :

— Ton cousin ne peut facilement se détacher de ceux qu'il aime ; étant bébé, lorsque sa nourrice revenait l'embrasser le jour de la fête de la *Madonna delle Grazie*, elle était obligée d'attendre qu'il fût endormi pour repartir ; je t'ai souvent raconté que, lors de sa première séparation avec Giorgio, il resta un an plongé dans une neurasthénie aiguë. Maintenant, je tremble à la perspective de vos adieux.

« Tais-toi, maman, tais-toi ! » suppliait Edoardo mentalement.

A voix plus basse, elle poursuivit :

— Ne t'es-tu pas aperçue de l'affection qu'il te porte?... N'as-tu rien compris?... Ta présence a embelli notre solitude. Que deviendrons-nous lorsque tu te seras éloignée?... Hélas ! Je suis impuissante à lui donner le bonheur ! Nous, les mères, nous nous illusionnons souvent sur les difficultés du but à atteindre...

N'osant pas exprimer clairement le projet qu'elle avait formé, madame Marina s'arrêta sur cette phrase ambiguë.

Après une minute d'hésitation, elle résuma ainsi son désir, — qu'elle se décidait, encore une fois, à ne manifester qu'en partie :

— Donne-lui l'espoir que tu ne nous abandonneras pas précipitamment... Aie pitié de nous, Caterina !

Edoardo, que cette pitié réclamée par sa mère révoltait, fut sur le point d'ordonner : « Tais-toi, maman ! tais-toi ! »

Il balbutiait, écrasé de honte et de regrets : « Non, je n'accepterai jamais un tel renoncement ! »

Avec la lucidité d'un voyant, il devinait que l'avenir — si les vœux de sa mère étaient comblés — se préciserait en trois

mots : « Mensonges, soupçons, tourments. » Se sachant indigne physiquement de Caterina, il serait jaloux de tous et de tout ; il deviendrait odieux à la *Sacrifiée* !

Non, il préférait la mort solitaire après une existence de reclus, d'anachorète ; non, il n'offrirait pas le grotesque spectacle d'un infirme exalté par la passion : il ne vivrait pas son rêve ! Le retour de l'oncle Andrea allait s'effectuer à l'heure opportune ; et celui qui souhaitait la paix du néant, goûtait à l'avance l'amertume du silence qui régnerait autour de lui lorsque la *voix* suave serait éteinte !

A dater de ce jour, il traita sa cousine avec une amabilité correcte, sans rechercher ni fuir sa présence. Il ne se départit de cette impassibilité voulue que pour commenter violemment le récit fait par Rosa d'un événement tragique. La servante qui rentrait du marché était sous l'impression du crime horrible qui passionnait Fezzano :

Un matelot, Masino Poggi, dans un accès de jalousie, avait assassiné sa femme, la belle Luigia.

Masino et Luigia étaient restés plusieurs années fiancés. Le navire qui portait Masino brûla en mer ; quelques rares survivants revinrent au pays, entre autres, le Masino, dont le visage était atrocement défiguré.

La belle Luigia, fièrement, ne voulut pas reprendre sa parole, rendre l'anneau d'argent bénit ; elle épousa Masino. Aussitôt, elle vécut dans l'épouvante. Tout en elle, sa beauté, sa gaieté, sa jeunesse, excitait la jalousie du monstre et dans une crise *saltando in bestia* (*homme mué en bête*), il tua sa femme à coups de couteau.

Sans se préoccuper de la présence de sa mère ni de celle de Caterina, Edoardo se livra à un réquisitoire véhément :

— Pourquoi Masino avait-il accepté l'acte d'abnégation surhumaine de Luigia? Surprendre un moment de pitié chez une créature inexpérimentée et en profiter pour l'enchaîner à sa face d'épouvante durant toute la vie, c'est un véritable guet-apens, un meurtre moral. Celui qui est marqué d'un sceau fatal doit avoir la pudeur de sa misère et poursuivre seul le cours de sa destinée ; on ne doit imposer à aucun être le sacrifice qu'on n'aurait pas le courage d'accomplir soi-même.

— Eh ! signor Edoardo, — répliqua Rosa du seuil de la cuisine. — tout cela c'est des paroles, mais le cœur ne raisonne pas !...

— Le cœur, — interrompit l'aveugle, — ne calomnie pas le cœur !

— Mon enfant, calme-toi, — dit doucement madame Marina que cette exaltation croissante inquiétait.

Hélas ! les paroles de son fils avaient pour elle une signification précise et les vérités énoncées ne les retournait-il pas contre lui-même? Il était le malade qui se complaît à détailler le diagnostic qui le condamne sans rémission.

Caterina brodait ; le craquement nerveux de son aiguille perçant la toile, dénotait sa muette émotion.

Sur ce sujet, le lendemain matin, lorsque sa mère vint, à l'habitude, l'embrasser et le soigner, Edoardo s'étendit longuement. Marina s'empressa, afin d'effacer toute impression dangereuse, de lui annoncer l'arrivée imminente de l'oncle Andrea ; elle ajouta que Caterina ne s'éloignerait pas encore.

— Elle est si bonne, Caterina, si bonne ! — soupirait la pauvre femme.

— Mère, — répliqua-t-il presque avec dureté, — sache que je ne veux pas devenir un Masino Poggi.

— Oh ! pas cette comparaison ! — supplia-t-elle.

— Tu supposes donc que cet homme est une brute sanguinaire, mais que je suis, moi, un être civilisé. Ah! mère ! mère ! Tu ignores le combat qui s'est livré en moi, la folie qui m'a secoué. Tu crois que je suis ton honnête, ton loyal Edoardo, n'est-ce pas? Eh bien ! apprends que j'ai haï Giorgio, que j'ai souhaité ardemment sa mort ! J'ai assassiné par la pensée, j'ai eu l'âme d'un Masino. Ne m'interromps pas ; je ne mens pas, cela est... Et tu me demandes d'éviter *cette comparaison*. Tu ne sais pas celui que je fus... tu ne sais pas celui que je serai demain si...

— Mon enfant, tais-toi, tais-toi !

— Sois consolée, mère. Mon roman d'amour est terminé... le renoncement m'a guéri, mais ne trouble jamais la paix de ma conscience si chèrement reconquise... ne parlons plus du bonheur entrevu.

Marina était fière de la noblesse de ces paroles qu'elle approuvait ; mais dans cette approbation, que de regrets !

Mais la terrible logique de son fils la martyrisait dans son amour-propre maternel et dans sa tendresse impuissante.

XXX

Les aboiements joyeux de Tom dans le jardin, le claquement des portes, un bruit de pas rapides, un cri juvénile plein de rires et de larmes auquel répond une exclamation brisée par l'émotion : c'est le retour de l'oncle Andrea qui s'annonce à l'aveugle.

L'oncle arriva un des premiers soirs de décembre, la maison vibra de joie ; seul, Edoardo, qui jadis l'avait attendu avec tant de crainte, resta insensible.

Andrea Carpineto triomphait. Sa voix de basse prenait une sonorité éclatante lorsqu'il narrait les inquiétudes du voyage, les luttes entreprises, les incertitudes, les désespoirs, et finalement la réussite.

— Nous sommes sauvés ! — répétait-il à satiété, — nous sommes sauvés !

Caterina lui reprocha d'avoir douté d'elle, d'être parti sans lui avoir confié ses préoccupations.

— Ma bien chère Caterina, j'ai redouté de te voir pleurer et... je ne voulais pas t'expliquer notre ruine. Je savais surtout que je te laissais en bonnes mains...

— Oh ! papa, — interrompit-elle, — tu ne témoigneras jamais assez de reconnaissance à ma tante pour l'affection et les soins qu'elle m'a prodigués.

Instinctivement, l'aveugle sentit son cœur déborder d'amertume ; cette phrase recélait les salutations du départ ; elle établissait entre les deux familles cette ligne de démarcation qu'il avait un moment rêvé de faire disparaître.

Avec le succès, l'oncle Andrea avait repris son air de supériorité transcendante, et sa belle-sœur, assise auprès de lui, au fur et à mesure qu'il narrait ses aventures, se sentait intimidée, presque effrayée en songeant à l'acte de dévouement qu'elle avait espéré obtenir de sa nièce.

Ce beau-frère autoritaire et orgueilleux qui disait : « Nous avons souffert, ma fille, mais l'avenir te réserve de grandes compensations de bonheur et de fortune », n'aurait point consenti à ratifier les promesses échangées en son absence. Pour l'instant, il voulait distraire Caterina, la promener à travers l'Italie. La jeune fille s'y refusait :

— Non, père, nous n'irons visiter si tôt aucune de ces villes, ni Rome, ni Florence ; nous resterons ici quelque temps encore ; vous devez avoir grand besoin de repos.

Marina, qui devinait l'intention délicate de sa nièce, lui caressa tendrement les cheveux et les joues. Le signor Andrea accepta cette proposition avec plaisir.

— Que ta volonté se fasse, *cara mia* ! Et j'avoue qu'après tant de travaux, rester au calme, en famille, sera une chose excellente pour ma santé.

Pour fêter l'heureuse issue du voyage de son beau-frère, madame Carpineto donna un dîner de cérémonie auquel elle convia le curé et les notables ; mais en dépit de la joie superficielle, du bruit des toasts, du crépitement des bouchons du fameux vin *delle Cinque Terre*, une note de mélancolie planait comme un de ces légers brouillards que le soleil ne parvient pas à dissiper. L'idée de la séparation dominait toutes les pensées, tous les discours.

Au dessert, le curé, fort applaudi dans un impromptu, souhaita à la signorina Caterina Carpineto, un beau parti, c'est-à-dire un riche et bon mari.

Edoardo frissonna. Aussitôt, il se remémora les raisons majeures qui l'avaient impérieusement décidé à renoncer à l'amour, et son habituel et mystérieux sourire de sphinx refleurit sur sa bouche close.

Les jours passaient, l'aveugle les comptait ; encore quatre, trois, deux, un !

L'hiver avait dépouillé les chênes, les arbustes du jardin, les feuilles sèches tourbillonnaient follement au caprice du vent. Les oiseaux partis, les gouttières du toit restaient muettes. Dans l'oliveraie, attiédie par les rayons d'un soleil pâle, régnait un murmure rythmé : le gémissement des vagues sur la plage déserte. Les fleurs de Caterina s'étaient fanées, leur parfum s'était évanoui dans l'air triste. Les choses par-

taient! *Lui seul* demeurerait là toute sa vie mortelle! La solitude qu'il avait appelée les jours précédents mêlait déjà la terreur à l'angoisse de l'irréparable!

Elle, la douce, la bonne, l'adorée, s'en allait! Il ne resterait d'*Elle*, bientôt, qu'un idéal fantôme; le bruit léger et cadencé de ses pas s'éloignerait, s'éteindrait... Et ne pouvoir la retenir; ne pouvoir serrer sa main fine en suppliant : « Reste! Reste! »

L'infortuné formait vainement chaque matin le projet d'éviter sa cousine : il la suivait partout; muet, les doigts tâtonnant dans le vide, il allait dans le sillon qu'elle traçait...

. . . .

Le départ était fixé au lendemain. On fermait les malles, on bouclait les valises. Les derniers préparatifs blessaient les oreilles de l'aveugle, qui, apeuré, comme suspendu dans le vide, attendait...

L'oncle donnait des ordres d'un ton tranchant. Caterina parlait peu, s'agitait encore moins dans la crainte de réveiller en elle et chez son cousin un sentiment assoupi.

Le vapeur *Il Ferrucio* démarrait le lendemain aux premières lueurs de l'aube,

La famille Carpineto descendit vers le soir sur la plage. Edoardo s'appuya au bras de sa cousine; ce contact lui donna un suprême désir : les tendresses passées — semblables à des fleurs jetées au fond d'un lac — renaissaient et flottaient à la surface de son cœur.

Dans la douceur du crépuscule, la mer se mouvait insensiblement et à chaque ondulation montait — haleine saumâtre du golfe — la senteur âcre des algues.

Edoardo, craignant d'éclater en sanglots, se taisait. Il aurait voulu cependant dire à Caterina une phrase, une seule; il aurait voulu jeter, dans l'esprit de sa cousine, le cri de son âme déchirée, afin qu'aucun autre amour ne fût capable d'y effacer la révélation de son amour surhumain.

Ils traversèrent Fezzano rempli de gaieté, d'appels, d'éclats de rire. Dans ces rues étroites, l'aveugle revécut instantanément le crime de Masino Poggi; il crut ouïr les râles de la femme et respirer l'odeur du sang.

Alors la phrase ardente, le cri révélateur se figèrent sur ses lèvres.

On dormit peu dans la villa. Aux premières lueurs du jour, la maisonnée fut prise d'une impatience nerveuse.

— Hâtez-vous, sans cela nous manquerons le vapeur, — répétait l'oncle.

Le frou-frou des robes de Marina et de Caterina se précipita pendant que Luigino répondait :

— Je cours préparer le canot.

Edoardo se sentait perdu au milieu de cette agitation.

On lui prit une main :

— Vous souviendrez-vous de moi, mon cousin? — demandait la *voix* harmonieuse.

Il put à peine balbutier :

— Toujours ! Toujours !

Il aurait voulu parler, formuler sa pensée : le dernier « toujours » s'éteignit dans sa gorge. Comme un condamné qui entend dire au dernier matin : « C'est l'heure ! » il eut une ultime défaillance, ses jambes se dérobèrent sous lui ; il n'était plus qu'une créature peureuse et misérable.

— Je reviendrai, — promettait la voix attendrie.

Allait-il devenir fou?... Il voulait hurler sa souffrance, tomber aux pieds de Caterina et les arroser de ses larmes.

— Vite, en route ! — commanda Andrea Carpineto.

Ils sortirent de la maison, franchirent la grille du jardin. Le continuel hululement de la sirène qui appelait à bord les passagers, répandait sur le golfe un lamento mystérieux. Sur la plage, le même *libeccio* du soir de l'arrivée soufflait.

Luigino hissa la voile latine. Ils s'assirent dans la barque. Comme elle glissait, rapide, escortée du souvenir des courses passées !

Tous se taisaient. Tout à coup, madame Marina ayant soupiré profondément, *la voix aimée* s'éleva encore une fois pour remercier sa tante et renouveler à Edoardo, avec une douceur de timbre attristée qu'il n'avait jamais encore perçue, l'engagement de revenir à Fezzano.

Luigino amena la voile au milieu des bruits de cabestan, de chaînes détachées, mêlés à de confuses vociférations. Ils avaient accosté.

Dans la barque inclinée sur un côté, les derniers adieux furent échangés. Edoardo serra les mains de la jeune fille en bégayant des paroles vides de sens. Caterina ne renouvela pas le baiser donné le premier jour.

Un jet de vapeur siffla, des voix inconnues ordonnèrent :

— Faites vite !

— Ici, les bagages.

— Donnez la main, signorina.

Et *la voix aimée* sonna une dernière fois, affaiblie, puis éteinte par les rumeurs multiples.

Soudain, la petite embarcation allégée se souleva.

Edoardo, debout, adressait des signes désespérés vers le point d'où partait le vacarme de la levée d'ancre, des jets de vapeur, des commandements brefs, des notes stridentes de la sirène.

Le canot se détacha du *Ferrucio* par un brusque mouvement qui fit chanceler l'aveugle. Il tomba assis sur un banc. Les bras maternels l'enveloppèrent aussitôt d'une chaude étreinte.

— Courage, mon fils, je suis avec toi !

Il tressaillit.

Pour toujours, le rêve était fini. *Les Ténèbres*, maîtresses cruelles de son corps, venaient de blesser à mort son âme qui, agonisante, pleurait la lumière, pleurait la vie !

Luigino, content de la brise fraîche, se mit à chanter.

GIUSEPPE BAFFICO

(TRADUIT ET ADAPTÉ DE L'ITALIEN PAR JEAN DU GURP)

LES LETTRES ET LA VIE

Le centenaire de la publication des *Méditations* a été célébré, le mois dernier, avec beaucoup d'éclat. Sans parler des cloches de la presse qui ont sonné à toute volée, des lectures du livre ont été faites, par ordre officiel, dans les lycées et collèges. Les journaux ont publié des portraits de l'auteur. Enfin le grand gala.

Et c'est très bien. On ne saurait trop applaudir à ces commémorations des maîtres de notre littérature. A condition toutefois de suivre exactement le calendrier des centenaires et de n'y sauter personne. Ainsi, l'an dernier, nous avons raté le centenaire des *Elégies* de madame Desbordes-Valmore. Oubli fâcheux, car bien que Brunetière l'ait complètement passée sous silence dans son *Histoire de la littérature* — il est vrai qu'il en a fait autant, *res miranda populo,* pour Agrippa d'Aubigné — l'œuvre poétique de madame Desbordes-Valmore me semble devoir subir moins de déchet que celle de Lamartine. Le public certes ne la connaît guère que par fragments. Le public a tort. C'est Rimbaud qui avait raison — comme toujours en poésie les poètes — quand il affirmait à Verlaine qu'il fallait lire *tout* Desbordes-Valmore.

Ce centenaire eût eu en outre l'avantage de montrer que les poètes du milieu du siècle dernier, et notamment les Parnassiens, n'exigeaient pas de la poésie que vers tendus, relief plastique, images raffinées et neuves. Devant l'espèce d'antipathie que les plus grands d'entre eux, Leconte de Lisle et Verlaine, marquaient à Lamartine, on les a accusés de sécheresse, d'étroitesse, d'incompréhension. On a déclaré que leur goût de la perfection artistique les rendait insensibles à une poésie plus négligée peut-être, mais plus large, plus

haute. Le seul fait que les meilleurs d'entre eux, Baudelaire et Verlaine, ont écrit sur madame Desbordes-Valmore les pages les plus chaleureuses et les plus parfaites qu'ait inspirées l'auteur des *Pleurs*, constitue à ces accusations un net démenti.

Pour en revenir aux *Méditations*, l'idée d'en faire lire des passages à nos collégiens partait assurément d'une louable intention. Cependant les morceaux philosophiques du livre me semblent un peu forts pour des potaches, et les morceaux de passion pure un peu hardis. On serait curieux de savoir des professeurs le résultat obtenu par ces lectures.

Pour ma part, plutôt que l'opinion de nos lycéens, j'eusse préféré connaître celle de nos jeunes poètes du jour. Il y avait là sur Lamartine la matière d'une enquête instructive. Voici quelque vingt ans, une jeune revue, l'*Ermitage*, tenta un interrogatoire analogue, demandant à cent vingt-cinq poètes de nommer « leur poète ». Au dépouillement du scrutin, Lamartine n'arrivait que le cinquième sur la liste où le précédaient d'assez loin Victor Hugo, Vigny, Verlaine et Baudelaire. Il aurait été piquant de renouveler l'expérience pour fixer la « situation » actuelle des *Méditations*, le rang que ces poèmes occupent dans les prédilections de la génération nouvelle, et jusqu'à quel degré ils s'accordent avec la sensibilité de nos jeunes poètes — ou bien la heurtent.

Quant aux articles suscités par le centenaire, la plupart se sont proposé pour but de déterminer si Lamartine était romantique ou classique. Car vous n'ignorez pas qu'aujourd'hui la lutte entre le classicisme et le romantisme est presque aussi vive qu'il y a un siècle, avec cette différence qu'au lieu de voir comme jadis le romantisme soutenu par les monarchistes tandis que les classiques s'appuyaient au clan libéral (voir *Un grand homme de province à Paris*), c'est à présent juste l'inverse.

L'article le mieux venu sur ce sujet me paraît celui qu'a donné M. René de Planhol dans la *Revue Critique* du 10 mars. Mais, au fond, le dernier mot sur la question avait, je crois, été déjà prononcé, il y a cent ans, par Victor Hugo qui, comparant dans le *Conservateur littéraire* Chénier et Lamartine, écrivait ces lignes lumineuses : « Le premier est romantique parmi les classiques, le second classique parmi les romantiques. » Ah ! ces grands poètes, quels excellents, quels admirables critiques !

Il va de soi d'ailleurs que je n'ai garde de nier l'importance historique de pareilles classifications. Établir d'où vient un poète, ce qu'il doit à ses devanciers, ce qu'il apporte à ses successeurs, dans quelle mesure il se rattache à la tradition ou s'en écarte, autant de

problèmes passionnants pour qui aime embrasser dans son ensemble la chaîne totale de nos lettres. Mais un critique littéraire, c'est-à-dire un simple lecteur, même s'il s'intéresse à ces points d'histoire, ne peut que gagner à les oublier, s'il veut conserver à ses impressions sincérité et fraîcheur.

Quand j'aborde les *Méditations*, je me défends de savoir si Lamartine emprunta certains tours à J.-B. Rousseau, s'il était imprégné de Fontanes et de Chênedollé, s'il avait subi Ossian, Byron et *la Nouvelle Héloïse* ou *Corinne*, si Elvire s'appelait madame Charles et ce que fut en réalité Graziella.

Lecteur de 1920, je me veux l'âme du lecteur de 1820 devant ce petit recueil de vingt-quatre poèmes sans nom d'auteur : *Méditations poétiques*.

Voilà des vers. M'ennuieront-ils? Me sembleront-ils banaux et fades? Ou bien éprouverai-je à leur lecture cette émotion, ce frémissement, cette sympathie fervente que nous ressentons au contact du génie nouveau, de la poésie originale? Je ne me demande pas autre chose.

Et c'est dans cet esprit, comme s'il s'agissait d'un livre de maintenant, que, pour fêter le centenaire, j'ai relu les *Méditations* — je pourrais même dire : lu, tant il y a d'années — *meâ culpâ !* — que je ne les avais ouvertes.

Naturellement, une fois le livre clos, impressions confuses et complexes. Mais peu à peu je les ai débrouillées et, sans façons, je vais vous les dire telles quelles.

D'abord le mauvais. Car, il n'y a pas à dire, ceux qui reprochent à Lamartine le lymphatique, le flou, le gris de sa forme ne sont pas si répréhensibles. Au bout de quelques pages, on ne tarde pas à être excédé par la monotonie, voire par la répétition des mêmes rythmes, des mêmes images, des mêmes vocables. Ces vallons, ces rochers, ces rayons de lune, ces « pâtres » toujours songeurs, ces « villageois » toujours candides, ces « voyageurs » toujours poudreux et las, non seulement cela date, non seulement c'est Restauration et troubadour, non seulement cela ne se rattache par aucun lien à la pureté et à la sobriété classique, ou même au savoureux lyrisme du seizième, mais cela sent furieusement le procédé. Écoutez plutôt cette pièce :

Salut, sites, vallons, bosquets, torrents, retraites !
Et toi lac azuré dont j'aime le flot clair !
Que votre paix est douce auprès du bruit des fêtes !
Pour l'âme du rêveur, que votre asile est cher !

Quand la reine des soirs, dénouant son écharpe,
De ses reflets d'argent inonde le gazon,
Quand le zéphir plaintif, en effleurant sa harpe,
Gonfle d'un long soupir le sein de l'horizon,

Ah ! c'est là que je veux fixer ma vie errante,
C'est là que du repos je veux goûter le fruit,
Et, parcourant de l'œil la voûte scintillante,
Porter mon âme à Dieu sur l'aile de la nuit !

C'est là que du Seigneur, infime créature,
Devant le doux tableau de la Terre et des Cieux
Je sens, pour saluer l'auteur de la Nature,
Mes larmes déborder de mon cœur à mes yeux.

O sacrés pleurs, coulez, coulez comme une source !
Épanchez sur mon sein votre humide cristal;
Ainsi qu'un voyageur au terme de sa course,
Désaltérez mon cœur assoiffé d'idéal !

Dans ces vers, dont j'ai souligné les plus beaux, ne sentez-vous pas la facture spéciale aux *Méditations*, les traits identiques qu'on retrouve dans un grand nombre de leurs pièces? Eh bien, sachez que ces vers ne sont pas de Lamartine. Ils sont extraits du délicieux livre de MM. Reboux et Muller : *A la manière de...* Or jamais le pastiche, fût-il le plus aigu et le plus pénétrant, n'arrive en poésie à reproduire l'original. Ou si par endroits il en donne l'illusion, c'est qu'à ces endroits — comme l'exemple ci-dessus vous le prouve — le procédé primait l'inspiration sincère.

Une autre note assez agaçante dans les *Méditations* parce qu'elle semble plus affectée qu'issue du cœur, c'est la mélancolie, la navrance et pour tout dire le pessimisme continu qui sans trêve larmoie à travers presque tous ces poèmes. Aujourd'hui nous en connaissons certains dessous. Si Lamartine en rédigeant certains de ces vers n'avait aucun motif pour incriminer le sort : jeune, beau, dans l'aisance, bien né, les plus belles relations, — par contre certains autres lui vinrent sous l'influence de la douleur ou des petites misères humaines. Il venait de perdre sa grande amie, madame Charles, ou la devinait moribonde. Ses affaires, comme fonctionnaire, n'avançaient pas. Il souffrait de crises du foie.

Mais les lecteurs de 1820 ignoraient toutes ces particularités. Et moi, lecteur de 1920, je n'ai pas à en connaître. Alors, j'ai peine à communier avec la désespérance de ce jeune poète qui tout en maudissant la vie n'apporte, à l'appui de ses malédictions, aucun grief

positif. Les élégies inspirées par Elvire mises à part, de quoi se plaint-il? Il n'apparaît pas dans ses vers qu'il ait été trompé comme l'auteur des *Nuits* ou qu'il se débatte dans la misère, tel l'infortuné Gilbert. Il ne précise dans ses poèmes aucune souffrance d'un autre ordre. D'où lui vient donc son noir à l'âme? Malgré moi, au lieu de la communion de cœur et de pensée que suggèrent les vers réellement pathétiques, je me sens glacé par deux hypothèses : attitude littéraire ou neurasthénie.

Vous objecterez Byron et l'amertume de ses poèmes ? Mais Byron y répercutait toutes les angoisses, toutes les révoltes de l'existence la plus agitée, souvent même la plus tragique. Vous objecterez *René*? Mais René sortait de la Terreur, rentrait de l'exil, portait en lui les remords d'une passion presque coupable. Vous objecterez *Oberman* ? Mais Oberman ne se lasse pas — hélas ! — de nous décrire son hypocondrie et de nous en expliquer les phénomènes. Rien, chez tous ces auteurs, de comparable avec les vagues morbidezzes du jeune Louis-Prat de Lamartine, ex-garde du corps, aspirant sous-préfet, diplomate en herbe, coqueluche des plus grands salons, et qui va bientôt oublier Elvire dans un prompt mariage d'amour.

Si son pessimisme quelque peu factice nous laisse froids, céderons-nous davantage à l'élévation de sa pensée ou à la chaleur de sa foi religieuse?

Le spiritualisme qui se manifeste dans les *Méditations* ne me paraît ni d'une grande profondeur ni d'une grande portée. Qu'est-ce que l'homme? D'où vient-il? Où va-t-il? Que sont les mondes? D'où viennent-ils? Où vont-ils? Et l'âme, est-elle immortelle? Et les étoiles sont-elles des âmes de disparus? Aux questions un peu puériles dont Lamartine le harcèle, j'admire la patience du Créateur.

Du reste, il me semble que sans user avec lui de familiarité et sans le traiter d'égal à égal, Lamartine adopte à son égard plutôt l'allure brillante d'un héraut de la gloire céleste que la déférence d'un fidèle prosterné. Éloquence, enthousiasme, délire, mais de cette humilité qu'inspire la grâce, presque point. Vous chercherez vainement dans les *Méditations* une poésie qui vous procure l'émotion de tel poème de *Sagesse* ou même de telles stances pieuses de Brébeuf. C'est de la foi à grand orchestre, illuminée de mille cierges. Seulement, un de ces cris simples, un de ces accents ingénus de l'âme ployée sous l'amour divin ou vénérant en Dieu son suprême recours, — jamais. Et je ne parle pas des passages où Lamartine, sous couleur d'exalter la puissance céleste, décoche âprement au Créateur les plus rudes sévérités. Lisez entre autres la pièce dédiée à Byron et intitulée

l'*Homme*. Chaque période se termine par la clameur : « Gloire à Dieu ! » Et pourtant pas une de ces périodes qui ne forme contre la Divinité le plus impie des réquisitoires. Lamartine s'adresserait à Moloch qu'il ne lui parlerait pas avec plus de rancune, plus de révolte, plus de colère...

Mais après les travers des *Méditations*, il faut que je vous en dise les beautés qui sont considérables, parfois même uniques.

D'abord l'essor, l'envolée. La tradition antique prête à la poésie des ailes. Avec les *Méditations*, pour la première fois dans nos lettres, nous voyons ces ailes se déployer dans toute leur envergure. A certaines pièces comme l'*Enthousiasme*, le *Désespoir*, l'*Homme*, la *Poésie sacrée*, on voit littéralement le souffle de l'inspiration soulever le poète. Brusquement il démarre, gagne les cimes, les dépasse, se perd dans la nue, y évolue avec une parfaite aisance, doublant la boucle, bondissant, redescendant en vol plané. Et l'on a tout à fait l'impression d'un as, et c'est vraiment très impressionnant.

Que ces magnifiques prouesses lyriques ne constituent pas toute la poésie, je n'en disconviens pas. Qu'on puisse y préférer tels poèmes plus proches de l'humanité et de la terre, ce n'est pas moi qui vous dirai non. N'empêche que ces élans, ces envolées étaient à leur début sans précédents dans l'histoire de notre poésie, que personne ne les a égalées depuis, et que le poète qui, avec tant de puissance, s'éleva si haut a droit au titre de grand poète comme au respect inhérent à ce titre.

Et puis dans les *Méditations*, il y a aussi l'harmonie, la molle harmonie que rendirent justement célèbre *le Lac, le Golfe de Baïa, le Souvenir*, les *Stances à Elvire*, avec leurs vers si bien rythmés qu'ils s'attachent à nous comme un refrain. Charme incontestable. Mais la critique a peut-être exagéré en l'attribuant exclusivement à Lamartine. Ici Lamartine compte une redoutable rivale que, sans Baudelaire et Verlaine, nous serions encore à connaître — (car tout en l'appréciant Sainte-Beuve ne sut jamais exprimer l'essentiel de son génie) — j'ai nommé madame Desbordes-Valmore. On raconte qu'avant de mettre par écrit ses poésies, elle commençait par se les chanter. Je ne suis pas sûr que Lamartine poussât à ce point l'instinct musical. L'harmonie qui ondule à travers les *Méditations* tient assurément du don naturel, mais, dans l'exécution, me paraît relever d'une prosodie savante, habile, bien plutôt que de la musique. Pour mieux me comprendre, ouvrez par exemple *les Pleurs* de madame Desbordes-Valmore, et comparez les strophes que Lamartine lui adresse et celles que la poétesse lui dédie en réponse. La supériorité mélodique de madame Desbordes-Valmore vous sautera, si j'ose dire, aux oreilles.

Enfin dans les *Méditations*, il y a l'art. Leconte de Lisle a écrit que Lamartine n'était pas un artiste. Sauf respect pour sa grande mémoire, je crois que Leconte de Lisle s'est trompé. Sans doute, en bien des passages, Lamartine se contente des termes approximatifs du glossaire poétique de l'époque : ces chaumes, ces pâtres, ces vallons qui aujourd'hui nous indisposent. Mais, à côté, dans les pièces philosophiques, quelles coulées de vers solidement sertis, composés des vocables les plus fermes, des épithètes les plus vivaces — vers égaux pour la sobriété et pour la force à ce que Vigny nous donna de meilleur dans *Moïse* ou dans *les Destinées* ! Et même, parmi les élégies, que d'adroites cadences, que d'ingénieuses suspensions, quelles heureuses appositions de mots — trop heureuses pour n'être pas choisies et voulues ! Il paraît que les brouillons de Lamartine étaient nombreux, que ses manuscrits offrent une foule de corrections et de variantes. Mais, à défaut de ces preuves, les *Méditations* nous eussent renseignés sur tout ce qu'à sa spontanéité ajouta son art. A chaque page, n'y sent-on pas, malgré l'abandon ou la fièvre du lyrisme, l'artisan de vers le plus avisé, l'homme de lettres le plus expert, et, sous le barde même, le professionnel qui se surveille?...

J'ai fermé le livre. Je voudrais condenser en une formule toutes ces impressions disparates. Et voici que me revient une maxime que Stendhal prête à Vauvenargues : « Le sublime est le son d'une grande âme. » N'allons pas plus loin. Pourquoi chercher mieux? Nous avons là à la fois la double et inespérée définition du sublime et de Lamartine [1].

***

C'était aujourd'hui, sur mes tablettes, le tour des romanciers. Mais la grève de l'imprimerie a jeté un tel trouble dans leur classement, que je finis par n'y plus m'y reconnaître. Les volumes se sont ajoutés aux volumes, les romans d'humour se sont mêlés aux romans de sentiment, les romans d'aventures aux romans réalistes, les piles se sont écroulées. Enfin la pagaille ! Et puis, que de romans, que de romans chaque semaine, chaque jour ! Quand j'aborde les poètes, je me dis : « Ils sont trop ». Et quand c'est vers les romanciers que je me retourne, je constate qu'ils sont plus encore !

1. Une autre commémoration, célébrée avec tendresse par les lettres, ç'a été celle du dixième anniversaire de la mort de Jean Moréas. La place me manque aujourd'hui pour vous parler de Moréas et de l'ascension toujours croissante de sa gloire posthume. Mais je vous signale l'*Hommage* que lui a consacré la *Revue Critique*, recueil d'intéressantes notices signées des plus grands noms.

Ah ! comme je comprends, à certains moments, les critiques de jadis qui, au lieu de s'épuiser à découvrir le vrai, le beau et le bien dans l'amas des auteurs du jour, sautaient — telle la misère sur le pauvre monde — sur le premier ouvrage d'histoire littéraire venu : lettres inédites de madame du Deffand, les sources de *la Henriade*, Ronsard et Pétrarque, etc. ; puis, plantant là les contemporains, s'en allaient tranquillement tailler une bavette sur les routes bien entretenues et bien sablées des siècles passés.

Mais puisque cette désinvolture n'est pas nôtre, laissons peu à peu le classement se rétablir de lui-même, la mêlée des romans récents se désemmêler, les piles une à une se refaire ; et en attendant le retour de l'ordre, tirons de la masse, pour aujourd'hui, trois volumes qui méritent, à divers égards, un tour de faveur : *Romulus Coucou*, *Pour Don Carlos* et *Indice* 33.

Au deux premiers, puisqu'ils ont paru ici, il est probable que je n'eusse accordé qu'un brève mention, s'ils n'avaient fait l'objet dans la presse, de certaines critiques qui me semblent prêter à quelques remarques d'ordre général.

Je n'ai point à vous rappeler, n'est-ce pas, les épisodes et le charme des aventures et mésaventures de *Romulus Coucou*[1]. Après ses piquants croquis de voyage dans les parages d'Haïti et de la Nouvelle-Orléans, *Noirs et Blancs*, M. Paul Reboux a voulu incarner en un roman certaines de ses observations qui relevaient du sentiment, de la notation sociale. Et il a composé, avec un rare bonheur, *Romulus Coucou*. Ce n'est peut-être pas un grand livre. C'est sûrement un roman bien construit, allant, amusant, émouvant, écrit en une langue sobre et sûre — le type du livre réussi, réalisant à point ce que s'y proposait l'auteur. Ajoutez que pour les amateurs d' « idées » il n'est pas dénué de portée humaine et générale, puisque sans déclamations, sans thèses il nous incline à réfléchir sur la pérennité des inégalités même chez les nations libres, en nous montrant au vif les mille humiliations, les mille vexations qui, au pays de Washington, tourmentent à chaque pas les « coulourated gentlemen ».

Or quelle n'a pas été ma surprise en trouvant à propos de *Romulus Coucou*, sous la signature de M. Jean de Pierrefeu, esprit primesautier s'il en fût et affranchi de toutes routines comme de toutes redites, les considérations qui suivent :

« Il y a vous le sentez bien *quelque chose d'un peu ridicule* dans cette préoccupation exclusive de peindre la vie. Parce que le héros qu'on met en scène a existé en chair et en os, quelle que soit l'humilité de sa condition, nous le croyons digne d'être représenté. Plus il

1. Flammarion.

sera vivant, plus nous serons fier d'occuper le monde de sa personne. C'est-à-dire que si ce personnage réduit son activité à boire, manger et se reproduire, nous trouverons qu'il incarne entièrement et définitivement la vie... On ne peut être plus éloigné des préoccupations d'un classique. Il n'y a de vérité que du particulier et de l'exceptionnel : voilà en quoi se résume l'esthétique des écrivains de cette sorte. Désireux de mettre en valeur dans leurs personnages les caractères spécifiques et, dirai-je, uniques, les voilà contraints de négliger *tout le côté éternel* de cette humanité bizarre qu'ils recherchent. Italiens, Espagnols ou nègres ont toujours l'air de sortir d'une ménagerie où l'on montre des phénomènes. Et comme on ne *touche à l'émotion que dans le lieu commun*, ils sont voués à nous secouer peut-être, mais pas à nous émouvoir, puisqu'ils fuient pardessus tout le lieu commun... D'où il résulte d'ailleurs, que cette vie qu'on recherche *n'est qu'une apparence*, qu'elle est plus du mouvement que de la vie et que le roman, en tombant dans la formule cinématographique, perd beaucoup de son charme et de son pouvoir. »

A ces lignes amères autant qu'élégantes, vous avez reconnu, je suppose, une vieille connaissance. C'est l'antique campagne contre le réalisme qui recommence, — celle que depuis près d'un siècle n'ont cessé de reprendre contre les Balzac, les Flaubert, les Goncourt, les Zola, les Daudet, les Huysmans, tous les critiques de toutes les périodes, depuis Sainte-Beuve, Planche et Cuvillier-Fleury, jusqu'à Brunetière et Faguet, en passant par les Scherer ou les J.-J. Weiss.

Et ce qu'il y a de curieux, c'est que, dans ces campagnes, depuis un siècle l'armement ne s'est pas modifié de ça. Quand au début de *Là-bas*, Durtal (*alias* Huysmans) et son ami des Hermies, discutant le naturalisme, dressent le bilan de ses faiblesses, ils ont au moins des points de vue neufs, des arguments inédits, une tactique et une balistique à eux. Tandis que, dans la critique, c'est toujours les mêmes arguments que, de génération en génération, on se repasse avec une pieuse discipline :

« La réalité n'est pas la vérité. L'observation ne rend pas la vie. Le réalisme n'est pas la peinture de la vie, il n'en est que le décalque puéril, la photographie grossière. Assez de guenille. Donnez-nous l'âme. Foin du particulier. Donnez-nous du général. Haro sur les individus. Ce qu'il nous faut, c'est l'homme ! »

La réponse du réalisme à ces mercuriales, j'imagine que vous ne l'ignorez pas : il a continué. Persévérant diaboliquement dans sa préoccupation « un peu ridicule » de peindre la vie, il a, coup sur coup, riposté par des chefs-d'œuvre particularistes : *Eugénie Grandet*,

la Cousine Bette, Madame Bovary, Germinie Lacerteux, l'Assommoir, le Nabab, l'Évangéliste et tant et tant d'autres. Il a prouvé sa puissance, sa vitalité en durant. Et au besoin, par maint exemple, je démontrerais qu'il dure encore, ornant, comme jadis, notre littérature romancière de ses plus honorables fleurons.

Mais à cette réponse par le fait s'en adjoindraient facilement d'autres toutes théoriques. Car est-on bien sûr que les classiques nourrissaient cet idéal d'une littérature supraterrestre, survolant les contingences du jour, visant exclusivement à l'abstrait, à l'éternel, au général? Croit-on qu'il serait impossible d'écrire, à l'instar d'Émile Deschanel étudiant *le Romantisme des classiques*, un livre bourré de documents probants, qu'on intitulerait *le Réalisme des classiques*? Enfin jurerait-on qu'en composant *la Princesse de Clèves* madame de Lafayette pensait à autre chose qu'à peindre les usages, les idées, les sentiments de son temps et de son entourage? Ou encore affirmerait-on qu'en rédigeant *Adolphe* Benjamin Constant cédait à un autre besoin que de soulager son cœur par des confidences ultra-réalistes, ultra-personnelles, ultra-individualistes ?

Je ne pose d'ailleurs ces questions que pour entrer dans le jeu des détracteurs du réalisme. Mais n'oublions pas que naguère quelqu'un les a résolues par une réplique définitive :

« L'homme? s'écriait-il. J'ai rencontré dans ma vie des agités, des flegmatiques, des ambitieux, des résignés, des fous, des sages, des coquins, des savants, des Français, des Italiens, des Espagnols, des nègres, des jaunes. Quant à l'homme, je ne connais pas. »

Et ce quelqu'un, j'ai hâte de vous le dire, n'était ni un bas réaliste ni un frivole plaisantin : il s'appelait Joseph de Maistre.

Pour Don Carlos[1], qui, jusqu'à nouvel ordre, est toujours de M. Pierre Benoit, n'a pas eu une meilleure fortune que *Romulus Coucou*. A peine sorti des presses, il subissait — *bis in eumdem* — les foudres de M. Paul Souday.

Le tonnerre de mon distingué confrère et ami du *Temps* s'est fait, il est vrai, cette fois plus clément que la première. Au lieu d'incriminer comme jadis la forme de M. Pierre Benoit, M. Souday a reconnu que le livre était écrit avec soin, ce qui laisse espérer, pour le prochain volume de l'auteur, un juste hommage à la couleur, au relief, à toutes les brillantes qualités de son style. Et puis, quoique persistant à classer *Pour Don Carlos* dans le roman feuilleton — dame, première classification oblige ! — M. Paul Souday a renoncé

1. Albin Michel.

à assimiler M. Pierre Benoit avec Anne Ratcliffe. Par contre, il le compare nettement à Dumas père.

Comparaison, au premier abord, assez flatteuse si l'on se rappelle que je ne sais plus qui a défini Dumas père : une force de la nature. Mais exacte? C'est une autre affaire.

Anne Ratcliffe, cela pouvait nous impressionner, car Anne Ratcliffe est un auteur peu familier à nombre d'entre nous. Tandis que Dumas père, voyons, vous qui connaissez *les Trois Mousquetaires, Vingt ans après, la Reine Margot* et qui venez de lire *Pour Don Carlos*, sincèrement dites-moi si entre les deux écrivains vous voyez le moindre rapport. Les différences sont telles que vous me dispenserez de les énumérer. Certaines même sont si frappantes qu'elles suffiraient à marquer l'originalité, l'apport nouveau du talent de M. Pierre Benoit.

Ne serait-ce par exemple que l'espèce de sensualité passionnée, ou si vous préférez de passion à base de sensualité, qui palpite dans tous ses récits et en forme comme le fonds essentiel. A ses deux premiers livres parce qu'ils étaient mouvementés, semés de péripéties violentes et dramatiques, tout le monde — moi comme les autres, — a prononcé le mot de roman d'aventures. A y regarder de plus près, roman d'action et de volonté eût été plus juste, puisque dans chacune de ces aventures, ce qui en caractérise le héros c'est un besoin d'agir, de conquérir, — puis les luttes, les embûches où ce besoin se heurte. Et plus juste encore, roman passionnel, si l'on rapproche les divers sujets qui se développent dans ces trois ouvrages.

Un reproche que j'adresserais même à M. Pierre Benoit, ce serait, entre les trois aventures qu'il nous a contées, une certaine parité de composition et de personnages. Malgré la verve, l'invention sans cesse renouvelée, la dissemblance des épisodes et des milieux, dans *Kœnigsmark*, dans *l'Atlantide*, dans *Pour Don Carlos* nous retrouvons le même trio : le héros à la fois cultivé et impulsif, hésitant et hardi, veule et indomptable, régi, dominé, soulevé par une passion quasi maladive pour une créature mystérieuse, entraîné par cette passion dans les pires drames, et ne s'en tirant que par miracle, tandis qu'en tiers dans le couple, soit spectatrice, soit agissante, une suivante, demoiselle de compagnie, petite esclave, douce fiancée contribue plus ou moins à la tragédie. Malgré décors et latitudes, Vignerte, Saint-Avit, Olivier de Préneste, quels frères ! La Grande-Duchesse, Antinea, Allegria, quelles sœurs ! Et quelles cousines que mademoiselle de Graffenried, Tanit-Zerga et mademoiselle de Mercœur !

J'hésiterai d'autant moins à signaler ces similitudes de contex-

tures que, dans l'avenir, l'imagination de M. Pierre Benoit aura peu de peine à en éviter le retour.

Jamais en effet, peut-être, cette imagination exceptionnelle ne l'a mieux servi que dans *Pour Don Carlos*, jamais elle ne s'est mieux montrée en pleine possession de sa puissance de restitution. La cour de Don Carlos, ces états-majors carlistes, ces cohortes disparates et enflammées de foi, ce sont autant de pages d'une histoire inconnue, abolie, quasiment légendaire et qui renaît avec toute l'intensité d'un souvenir vécu. Et quelle merveille que le début, l'entrevue avec M. Buffet, le club des Chevau-Légers ! Comme M. Benoit sait son monde politique d'hier ! Il l'a vraisemblablement appris en fréquentant celui d'aujourd'hui, et si celui-là, un jour, il voulait nous le peindre, quel livre !

Roman réaliste, roman d'aventures, même accueil boudeur. Je ne sais pas si l'art est aisé. Mais la critique me semble bien difficile. Accordera-t-elle plus de bienveillance à *Indice* 33[1] de M. Alexandre Arnoux ? J'aime à l'espérer.

Car, tout en participant des deux genres, il a su éviter les travers ou les lacunes qu'on leur reproche, et il se trouve réaliser ce « naturalisme spiritualiste » qu'appelait Huymans dans le chapitre de *Là-Bas* ci-dessus mentionné, — même davantage : une sorte de naturalisme symboliste.

Avant *Indice* 33, M. Alexandre Arnoux nous avait donné trois livres de prose : *Didier Flaboche*, un roman que je n'ai pas eu le plaisir de lire, *Abisag*, légende mystique où il y avait de la verve, de l'éclat, mais il faut bien le dire, un peu confuse; enfin *le Cabaret*, dont les lettrés et le public n'ont aperçu qu'un peu tard, comme je vous l'ai dit, les rares mérites, et qui restera un de nos meilleurs livres de guerre.

Dans *Indice* 33, où se sont amalgamées les diverses tendances qui se faisaient jour dans ses premiers livres, M. Arnoux accuse nettement sa personnalité. Et c'est une personnalité très intéressante, très curieuse.

De-ci de-là, dans *Indice* 33, il nous avoue certaines de ses lectures par celles qu'il attribue à son jeune héros : *Zarathoustra*, les romanciers russes. Mais, à défaut de ces aveux, on discernerait facilement les divers courants qui ont contribué à former son talent. Outre Nietzsche qui l'a fortement marqué et dont autant *Zarathoustra* que la *Volonté de Puissance, Humain trop humain* ou même l'amer *Ecce Homo* projettent leurs sombres reflets sur son œuvre, visible-

1. Fayard.

ment M. Arnoux s'est surnourri de lectures philosophiques qui n'ont fait que renforcer, rehausser un esprit naturellement enclin à la méditation et aux larges généralisations.

Visiblement aussi il s'est plu à la société des romanciers russes et surtout à Dostoïewski, dont les héros, déclassés, réfractaires, farouches, parfois un peu sataniques et pourtant capables de pitié, l'ont sans nul doute longtemps impressionné, obsédé. Et aussi Edgar Poe a dû lui fournir plus d'un livre de chevet et rejoindre dans ses prédilections le génie de Dostoïewski, qui, par endroits, n'est pas sans ressemblance avec l'auteur de la *Maison Usher*. Enfin, à certains tours de pensée, à certains tours de phrase, je ne serais pas éloigné de croire que M. Maurice Barrès, du moins par ses premiers romans égotistes : *Sous l'œil des Barbares, Un Homme libre,* voire *le Jardin de Bérénice*, n'a pas été sans exercer une influence sur M. Arnoux.

Seulement, à l'inverse de ce qu'on pouvait craindre, aucune de ces lectures n'a altéré chez M. Arnoux ni le lyrisme ni le sens des réalités extérieures. Malgré la fermeté et la clarté des idées, il reste le réaliste le plus minutieux, en même temps que le peintre le plus fougueux, avec le vocabulaire le plus concret, le plus technique, les images les plus plastiques, un don de voir et de rendre qui approche souvent de la maîtrise.

Quant au sujet d'*Indice* 33, si l'on en élague les épisodes parasitaires et les digressions idéologiques — les uns et les autres d'ailleurs presque toujours captivants — il se réduirait à l'antagonisme de deux races : la française et la germanique, incarnées en deux individus : Aimable Dhuys et Gottfred von Krueger.

Mais, au lieu que cet antagonisme se traduise en lieux communs sur les caractères respectifs des deux races et en un conflit purement matériel, dans *Indice* 33, ce sont deux forces morales aux prises, c'est le match de deux volontés, de deux vigueurs spirituelles selon la formule énoncée au début du livre : « Le monde est une balance de suggestions réciproques où la plus puissante emporte le fléau. »

Dhuys a rencontré à Munich von Krueger, type accompli du pangermaniste cultivé. Krueger lui met en main un dynamomètre. Au premier essai, Dhuys amène l'aiguille au chiffre 42. Puis sous la suggestion de Krueger qui le fascine, l' « inhibe », il ne peut plus amener au delà de 9. Qui de 42 retire 9, obtient 33. Ce chiffre mesurera l'ascendant dont Krueger — la race germanique — domine Dhuys — la race française.

Tout le reste du roman consistera dans le développement des efforts de Dhuys pour surmonter cette emprise. Efforts qui atteignent

leur maximum durant la guerre. Dhuys, affecté à un poste d'écoute souterrain, se trouve avoir en face de lui Krueger, et peu à peu, dans le réseau de fils d'où il le surveille, ressaisit sur son adversaire le meilleur. Chapitres les plus pittoresques et les plus poignants du livre, qui aboutissent à la mort de von Krueger tué par Dhuys d'un jet de grenade.

Le livre n'est certes pas sans défauts. La mise en train présente des longueurs. Les discours de Krueger ont plutôt l'accent de la conférence littéraire et doctrinale que l'aisance de la conversation. La rencontre finale paraît un peu artificielle et mélodramatique. Enfin le style abuse parfois de cet anthropomorphisme — partiellement inauguré par Jules Renard et poussé à l'extrême par M. de Pawlowski — qui prête aux objets matériels des attitudes, des apparences, voire des intentions humaines qui ne sont peut-être pas toujours les leurs.

Tel quel, *Indice* 33 n'en constitue pas moins un roman savoureux et fort, un des livres les plus originaux de ces six derniers mois, et comme il offre en sus un récit vivant, accidenté, dramatique, tranchons le mot, amusant, je suis persuadé que vous allez vous empresser de le lire.

***

Au théâtre, il y a eu chez Gémier une *Pastorale* somptueusement montée, qui parut tout ensoleillée aux Franchimans de nos régions mais plus terne et moins chaude aux familiers de la Provence ; au Théâtre des Arts, *l'As de Cœur* où M. Lucien Descaves a étudié avec beaucoup de vérité et de pathétique un cas de mutilation morale, causée par la guerre ; et au Théâtre Antoine, *la Captive* de M. Méré a poursuivi sa brillante carrière, — écoutée avec attention et respect par le parterre, acclamée par les hautes galeries.

Mais, en raison de la grève des imprimeurs, tous ces succès sembleront peut-être un peu défraîchis, quand paraîtront les présentes lignes. Aussi préférerai-je m'étendre sur des actualités plus récentes.

Une des plus sensationnelles fut, sans contredit, la première du théâtre Dada. Soirée mémorable, où les amateurs de chahut soigné en eurent largement pour leur argent. Une double vague de délire semblait déferler de la scène vers la salle pour revenir de la salle à la scène. Les moindres propos des acteurs étaient accueillis, pour ne pas dire cueillis, par des sifflets, des miaulements de trompettes à un sou, par les cris de : « A Dada ! A Dada ! » scandés sur l'air des lampions. Et si les répliques échangées en scène ne relevaient pas toutes de la cohérence et de la logique, il faut bien convenir que

celles qui partaient de l'auditoire ne réalisaient pas toujours des modèles de finesse et d'atticisme.

Parmi les numéros de résistance, je citerai un double quatrologue de M. Tristan Tzara, *la Première aventure céleste de M. Antipyrine*, interprété par l'auteur lui-même portant son nom pendu au col sur un écriteau, afin que l'on n'en ignorât. Les autres personnages costumés à la manière des héros d'Alfred Jarry lui ripostaient tant bien que mal dans le vacarme, et l'un d'eux même, répondant au nom de Pipi, a soulevé dans l'assistance une joie un peu puérile.

Le tumulte m'a empêché de bien suivre les épisodes de cette pièce, de même qu'il m'a troublé le sens du *Manifeste cannibale dans l'obscurité*, proféré avec vigueur par M. André Breton.

Par contre, on a à peu près entendu une conférence de M. Louis Aragon et un autre manifeste lu par M. Philippe Soupault.

Tous trois sont des poètes qui ne manquent ni d'ingéniosité ni de talent. Aussi ai-je été surpris de relever dans leurs morceaux plus de vérités premières que de trouvailles. Ils ont certes de la verve, de l'humour ; mais constater à grand fracas la néfaste et méprisable puissance de l'argent ou la niaiserie du snobisme, cela n'équivaut pas à ces inventions, devenues classiques, qui firent la gloire de l'auteur d'*Ubu Roi*.

Autant qu'on peut en juger sur une soirée si agitée, le Dadaïsme actuel se réduirait à ceci : dans le fond, affranchissement de tous principes et de tous dogmes moraux, sociaux, littéraires; dans la forme, une certaine ivresse verbale, se surexcitant elle-même au choc des mots projetés dans le désordre d'une avalanche lyrique, — et procédant un peu de M. Marinetti et de ses disciples. C'est évidemment une école, mais qui ne paraît pas encore tout à fait au point. Et puis, à parler franc, je crains que par ses outrances elle ne rebute le public et ne l'incline à la méfiance, sinon à la malveillance envers d'autres écoles nouvelles, moins excentriques, comme par exemple le cubisme. Ce qui serait extrêmement regrettable.

Pour rentrer dans la norme, au *Théâtre du Vieux-Colombier* retenons trois pièces diversement intéressantes : *le Carrosse du Saint-Sacrement*, *l'Œuvre des Athlètes* et *le Paquebot Tenacity*.

Le Carrosse, comme tout le *Théâtre de Clara Gazul*, m'a paru bien ennuyeux et bien verbeux. Quelle distance de ce lourd dialogue, de ces lourds personnages, à la fantaisie si élégante et si preste de *la Périchole* ! Néanmoins, richement monté, bien joué *le Carrosse* a réussi. Passons.

Avec *l'Œuvre des Athlètes*, M. Georges Duhamel débutait dans la comédie mais non dans le comique. Les *Entretiens dans le tumulte*

ou tel conte de *Civilisation* m'avaient précédemment fourni l'occasion de vous signaler la pénétrante jovialité, le sens satirique qui forment chez lui comme la contre-partie de l'émotion et de la profondeur. Dans *l'Œuvre des Athlètes* je ne crois pas que les dons comiques de M. Duhamel aient donné tout leur maximum. Le sujet — un artiste vague fascinant, exploitant, asservissant une famille bourgeoise — n'est pas neuf. *L'Écornifleur* de Jules Renard, *le Peintre exigeant*, la charmante comédie de M. Tristan Bernard, l'avaient déjà traité avec bonheur. M. Duhamel ne l'a pas sensiblement enrichi. Son Belœuf me paraît quelque peu conventionnel. Et ses bourgeois montrent une candeur bien arbitraire. Le personnage qui me semble marqué des traits les plus neufs et les plus aigus, c'est le vieux poète Filiatre-Desmelin. J'eusse souhaité, dans la pièce, beaucoup de silhouettes comme celle-là, qui est exquise. Pourtant la pièce a de la gaieté, de l'entrain, du mouvement. Le public s'y amuse. Et somme toute, c'est un succès.

Enfin, M. Charles Vildrac a fait ses débuts au théâtre avec le *Paquebot Tenacity*. Je vous parlerai un autre jour, j'espère, du poète et de tout le charme si personnel qui émane de ses recueils de poésies : *Images et Mirages, Découvertes, le Livre d'Amour*. Aujourd'hui je n'ai à considérer en lui que l'auteur dramatique et j'ai grande joie à vous dire que, comme tel, il a débuté par une œuvre délicieuse.

C'est un tout petit sujet, presque banal que celui du *Paquebot Tenacity* : deux émigrants, rescapés de la guerre, qu'un accident retient à terre, tous deux s'amourachant d'une fille d'auberge, l'un d'eux qui l'enlève, l'autre, l'abandonné, qui part tristement vers les terres lointaines... Une idylle toute menue, toute simplette, comme on en trouve dans les contes de Maupassant.

Mais ce qu'ont su en tirer l'art et la poésie et la malice attendrie de M. Vildrac, seules la représentation ou la lecture pourront vous en donner l'idée.

Chaque réplique est lourde de sentiments, lourde d'observation, chargée parfois même de philosophie. Et cependant, jamais un mot qui sente la littérature, jamais une expression qui soit au-dessus de la condition des personnages. Toujours la sobriété et toujours la justesse.

Avec cela des types nettement campés. Des scènes impeccablement conduites. Une émotion qui, pour être retenue et discrète, n'en imprègne pas moins tous les épisodes de l'œuvre.

Depuis longtemps, le théâtre ne nous avait pas offert une pièce aussi délicate, aussi vraie et — ce qui ne gâte rien — aussi réussie.

FERNAND VANDÉREM

L'ÉVOLUTION POLITIQUE IRLANDAISE

DE 1914 A 1920[1]

La comparaison de la situation actuelle en Irlande avec celle de l'été 1914 montre que, dans les cinq dernières années, la politique irlandaise a subi l'une de ses plus grandes transformations depuis l'Act d'Union de 1800.

Le 3 août 1914, Sir Edward Grey disait aux Communes que l'Irlande était le seul point clair brillant dans le ciel noir, et que la Grande-Bretagne serait fidèle à ses engagements d'honneur avec ses amis — allusion transparente au *Home Rule bill* acquis depuis le 25 juin et que le roi allait signer le 18 septembre. A quoi John Redmond, au nom des députés de 75 circonscriptions irlandaises sur 103, répondait : « Le gouvernement peut retirer aujourd'hui d'Irlande jusqu'à son dernier soldat : les côtes d'Irlande seront défendues de l'invasion étrangère par les fils armés de l'Irlande. » Bientôt 300 000 Irlandais combattaient dans l'armée britannique. Quant à l'opinion populaire anglaise, on la trouve synthétisée d'une manière frappante par une simple carte postale intitulée : « La plus récente carte d'Irlande, montrant la situation des partis » ; l'île est entièrement recouverte des couleurs de l'Union Jack ; dans un angle cette légende : « Nationalistes et Ulstériens : rouge, blanc et bleu. »

Le 21 janvier 1919, à la suite des élections générales, qui leur avaient donné 73 circonscriptions irlandaises sur 105,

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 mai 1917.

les députés du parti Sinn Féin, refusant de siéger à Westminster, se réunissaient au Mansion House de Dublin en une *Dáil Éireann* (Convention d'Irlande) qui publiait aussitôt, en gaélique et en français, une déclaration d'indépendance de la République d'Irlande. Aujourd'hui, le gouvernement fait occuper l'Irlande par une armée de 50 000 hommes, avec tout son matériel de guerre ; arrestations et perquisitions, attentats mystérieux et agitation multiforme se succèdent et se répondent sans relâche. Le 22 décembre dernier, M. Lloyd George a déclaré aux Communes que « les trois quarts de la population ne sont pas seulement gouvernés contre leur consentement : ils manifestent une opposition implacable au gouvernement ».

Voilà l'évolution de 1914 à 1920. Le parti de l'indépendance a remplacé le parti du Home Rule; le pays qui offrait une armée de volontaires à l'Empire britannique est occupé par les troupes britanniques comme un territoire ennemi ; le « point brillant » est devenu l'un des centres de tempêtes d'où partent les vents qui rejettent le Traité de Paix loin de la rive américaine.

L'historien, étonné d'une transformation en apparence si rapide, est fatalement amené à se demander si l'étoile de l'Irlande était aussi brillante en 1914 que le disait sir Edward Grey. Du côté britannique, le Home Rule était-il une certitude ou même une possibilité, et l' « engagement d'honneur » pouvait-il être tenu? Du côté irlandais, John Redmond exprimait-il l'opinion de l'Irlande ou celle d'un groupe parlementaire? A la séance du 3 août, les vrais maîtres de l'heure parurent-ils sur la scène?

Le gouvernement libéral, avec la majorité des Communes et de l'opinion britannique, pouvait bien vouloir donner le Home Rule à l'Irlande. Les Orangistes d'Ulster étaient résolus à ce que l'Act ne fût jamais appliqué, et ils tenaient dans une étroite dépendance l'opposition conservatrice d'Angleterre ; dans leur « coin nord-est », ils s'armaient depuis trois ans pour la guerre civile, et des officiers de l'armée du roi avaient démissionné avec fracas pour n'avoir point à faire respecter la loi. Si le veto des Lords était inopérant, celui de Sir Edward Carson, chef des Orangistes d'Ulster et de toutes les forces

réactionnaires du royaume, avait son plein effet. Le 25 juin 1914, le Home Rule bill voté le 25 mai était acquis — mais deux jours avant, un *Amending bill* l'avait rendu inacceptable pour l'opinion irlandaise. Le 18 septembre, le Home Rule bill était revêtu de la signature royale — mais trois jours plus tôt, l'application en avait été différée pour une année, en fait renvoyée aux calendes grecques.

Cependant John Redmond, homme politique à qui l'histoire ne permit pas de devenir homme d'État, ayant une foi profonde dans l'action parlementaire, considérait comme intangible l'inscription du Home Rule au Statute Book. En août 1914, il voyait l'Irlande, nation libre dans une confédération impériale britannique, utiliser pour la première fois sa liberté en collaborant à une lutte mondiale pour la liberté, tandis qu'à l'intérieur ses partis se réconcilieraient dans un grand mouvement d'enthousiasme. Ses amis croyaient cela, eux aussi, et le répétaient au peuple. Mais le peuple était silencieux ; on disait, depuis quelques années, que, tout occupé de la renaissance gaélique et économique, la politique ne le passionnnait plus ; peut-être ce qu'on ne voyait pas était-il plus réel que ce que l'on voyait ; peut-être que si la lutte pour le Home Rule était abandonnée aux politiciens, c'était que la formule redmondite ne résumait plus les aspirations profondes de l'Irlande. Que si, au contraire, tous les espoirs irlandais étaient dans le Home Rule, les patriotes, avertis par le Covenant des Orangistes d'Ulster en 1912 et par celui des tories d'Angleterre en 1914, ne pouvaient se contenter de belles paroles, alors que les lois mêmes étaient tenues pour nulles et non avenues. Pourtant la signature de Sir Edward Grey, avalisée par John Redmond, fut acceptée comme une garantie suffisante. Les responsabilités n'en étaient que plus lourdes : si l'Irlande était déçue, elle n'aurait plus jamais foi dans une parole britannique et toute tractation deviendrait impossible ; le parti parlementaire ne se dégagerait pas du dilemme : ou vous avez été trompés, ou vous nous avez trompés ; et, de la prédication pour la croisade des Alliés, l'Irlande retiendrait seulement que toute nation a un droit imprescriptible à la liberté, et que la cause de l'indépendance est digne qu'on meure pour elle.

I

DU HOME RULE DE 1914 A L'INSURRECTION DE 1916

La première période de l'évolution qui s'ensuivit est caractérisée par les efforts fructueux des redmondites pour faire collaborer l'Irlande à la guerre et par leurs efforts inutiles pour que le Home Rule ne reste pas lettre morte ; l'insurrection de Pâques 1916 en marque la fin.

L'Irlande répondit à l'appel aux armes. Bien que profondément blessés par le refus de lord Kitchener quand ils avaient proposé de transformer en bloc les quelque 100 000 volontaires nationalistes en armée territoriale irlandaise, les parlementaires organisèrent le recrutement. Malgré les difficultés suscitées par la bureaucratie du War Office, qui ne voulait pas constituer d'unités irlandaises quand elle avait admis, par exemple, des unités galloises, — et par celle du Dublin Castle qui imposait des aristocrates unionistes comme propagandistes dans des régions nationalistes, — malgré une opposition toujours croissante des nationalistes avancés, — en août 1915, l'Irlande avait fourni, d'après le *Times*, sa quote-part de combattants. La valeur de ces soldats fut louée par tous les chefs britanniques qui les eurent sous leurs ordres. Leur nombre dut atteindre 300 000, dont près de la moitié s'engagèrent en Irlande et l'autre moitié en Grande-Bretagne ; et il y faudrait joindre les centaines de milliers d'Irlandais des troupes des Dominions, sans parler de ceux de l'armée américaine. Voilà la réponse de l'Irlande quand on lui demanda d'abord de se joindre à la guerre pour la liberté.

Quelle fut la réponse des Orangistes à l'appel pour l'union sacrée [1]? Le 4 septembre 1914, Sir Edward Carson disait en leur nom : « Quand le pays sera de nouveau en sûreté, nous affirmerons notre force comme auparavant. » Et dix jours plus tard, alors qu'aux Communes, John Redmond, avec un désintéressement que les faits ne justifièrent pas, se ralliait

1. L'enthousiasme pour la guerre, dans la mesure où il se traduisit par des actes, fut alors à peu près le même en Ulster et dans le reste de l'Irlande. Les *Ulster Volunteers* et les *National Volunteers* étaient, avant la guerre, en nombre sensiblement égal ; le 9 octobre 1915, les premiers avaient fourni 27 412 hommes à l'armée et les seconds 27 054.

à la suspension du Home Rule, le marquis de Londonderry, aux Lords, traitait de « scandale » l'inscription du Home Rule bill au Statute Book et affirmait que, sans la guerre étrangère, on serait depuis six semaines en pleine guerre civile, sous la direction du gouvernement provisoire carsonite de Belfast.

Ainsi aucun des espoirs de Redmond ne se réalisait. L'Irlande n'avait pas le Home Rule ; elle ne paraissait pas dans la guerre avec une personnalité distincte ; les Orangistes demeuraient irréconciliables ; enfin, en mai 1915, Sir Edward Carson entra dans le cabinet britannique. Au point de vue militaire, c'était la fin du recrutement ; au point de vue politique, c'était la faillite du parti constitutionnel. L'Irlande, s'estimant mise en dehors du bénéfice des principes pour lesquels se faisait la guerre mondiale, ne voulut plus croire qu'elle conquerrait son autonomie dans les tranchées des Flandres — et peu à peu ses jeunes hommes se persuadèrent que la seule bataille pour l'Irlande se livrerait dans leur propre pays.

Cette évolution s'accorde d'ailleurs avec le rythme qu'on observe dans la politique irlandaise depuis l'Act d'Union, c'est-à-dire avec l'alternance des périodes d'action parlementaire et de « Force Physique ». Dans les périodes constitutionnelles, le centre d'action est à Westminster, où des parlementaires qui trouvent leur appui permanent dans le clergé catholique et la bourgeoisie urbaine et rurale, mais leurs arguments décisifs dans l'agitation des masses, font voter aux Communes des réformes partielles ; ces réformes ne satisfont pas pleinement l'esprit national, tout en faisant croire en Angleterre que la question d'Irlande est réglée. Alors les forces du nationalisme intégral sortent de l'obscurité où elles étaient reléguées ; toute leur action se développe en Irlande même ; paysans, ouvriers et intellectuels s'organisent d'abord pour revendiquer les droits de la race à une indépendance complète ; et les tenants du constitutionnalisme rejoignent peu à peu le mouvement auquel les extrémistes donnent un caractère révolutionnaire. Le gouvernement de Dublin, à qui sept siècles d'échecs n'ont rien appris, prétend rétablir l'ordre par une répression impitoyable, qui ne fait qu'aggraver les choses ; en Grande-Bretagne, les tories revivifient la politique réactionnaire par une campagne anti-irlandaise, dont

les procédés n'ont pas varié, des rapports de Christopher Saint-Laurence contre les comtes de Tyrone et de Tirconnell, jusqu'au faux Pigott contre Parnell. Quand, enfin, la situation est sans issue, le Parlement vote des réformes ; car, ainsi que l'observe lord Derby, « par une malheureuse fatalité aucune concession n'a été faite à l'Irlande autrement que par la contrainte ». Puis une nouvelle période constitutionnelle commence. — Il va de soi que ce rythme n'a pas l'isochronisme des oscillations du pendule ; ses périodes, de durées très différentes, ne se succèdent pas rigoureusement ; l'action constitutionnelle et la Force Physique coexistent presque toujours ou alternent en crises brèves ; mais ces mouvements, vus avec le recul du temps, donnent l'impression très nette de l'alternance des deux périodes. Ainsi la *Young Ireland*, puis le fenianisme suivent l'agitation légale d'O'Connell, et l'émancipation des catholiques est complétée par le désétablissement de l'Église d'Irlande et la première loi agraire ; ainsi la *Land League* décide le Parlement à voter les lois agraires amorcées par le parnellisme de la première période ; ainsi l'insurrection de 1916 et le Sinn Féin posent devant l'opinion universelle la question de l'indépendance irlandaise après la débâcle du Home Rule redmondite.

Cette fois, on l'a vu, la renaissance de la Force Physique a commencé chez les Ulstériens. La formule de lord Derby s'applique en effet au nord-est comme aux autres parties de l'Irlande ; les Orangistes ont acquis leur influence en menaçant depuis plus d'un siècle l'Empire auquel ils se disent si attachés ; et si le vote du Home Rule de 1914 n'a fait que mettre en évidence l'impuissance du Parlement à imposer sa volonté à l'Ulster, c'est que, depuis 1910, les Carsonites avaient préparé la guerre civile et importé des armes et des munitions d'Allemagne — ainsi d'ailleurs que d'Angleterre. Le parti nationaliste constitutionnel, sûr du vote du Home Rule, qu'il annonçait tout proche depuis des années, était au contraire pacifique. Jules César redoutait les gens maigres ; l'Irlande nationaliste commençait, disait-on, à prendre de l'embonpoint ; aussi le Dublin Castle, Londres et les redmondites étaient-ils bien tranquilles. Il ne restait plus que de rares survivances fenianes ; le Sinn Féin ralliait peu de par-

tisans à sa théorie de l'Irlande sans les Anglais ; les seuls mouvements révolutionnaires étaient les grèves des syndicalistes dublinois. Pourtant l'esprit national reprenait conscience de lui-même grâce au *Connradh na Gaedhilge* (Ligue gaélique) qui restituait au peuple la langue celtique de ses pères. Il allait inspirer et les fermiers laborieux et les grévistes turbulents, et bientôt la bourgeoisie et le clergé nationalistes eux-mêmes. Sans que l'on parût s'en douter, la période constitutionnelle approchait de son déclin ; et la Force Physique, renouvelée par les *Ulster Volunteers* orangistes et par la *Citizen Army* travailliste, allait gagner la jeunesse nationaliste et lui faire créer en octobre 1913 ses *Irish Volunteers*, troupes de l'indépendance irlandaise que les parlementaires estimèrent devoir prendre en mains.

La grande déception qui paya le loyalisme redmondite de 1914 et l'héroïsme irlandais sur le continent, créa une atmosphère orageuse dans toute l'Irlande. L'évolution allant du Home Rule de 1914 à la proclamation de l'indépendance de 1919 commença dans l'inconscient des masses : ainsi une racine vivace développe d'abord sous terre la tige nouvelle qui jaillira un jour de printemps. Et ce fut l'insurrection de Pâques 1916 et la République de cinq jours.

La rébellion de 1916 fut, matériellement, l'œuvre d'un parti encore peu nombreux et dont les doctrines n'étaient pas bien connues. Limitée à Dublin et à quelques rares localités de province, moins de 2 000 hommes y prirent part. Mais toutes les modalités du nationalisme intégral et de l'esprit révolutionnaire étaient représentées parmi les insurgés ; la plupart venaient des Irish Volunteers, de la Citizen Army et de la feniane Irish Republican Brotherhood. On les appela Sinn Féiners ; pourtant leur doctrine n'était pas celle de la « Sinn Féin Policy » d'Arthur Griffith qui ne préconisait ni la République, ni l'insurrection, — et Griffith lui-même resta en dehors du mouvement de Pâques ; au contraire, le chef des travaillistes, James Connolly, la Citizen Army et l'état-major de Liberty Hall jouèrent un rôle prépondérant, et cependant l'insurrection ne fut pas une entreprise socialiste. Peut-être que ceux qui l'incarnèrent le mieux furent ses chefs intellectuels, tels que Patrick H. Pearse, cerveaux plus

sensibles qui les premiers eurent conscience des aspirations obscures de toute la nation irlandaise.

En effet, cette insurrection est bien un produit de la terre d'Irlande. Le bandeau placé au-dessus de la porte de Liberty Hall : « *We serve neither Kaiser nor King but Ireland* », exprimait fidèlement la pensée des insurgés. Si la « Proclamation du Gouvernement Provisoire de la République Irlandaise au peuple d'Irlande » mentionne : « nos braves alliés d'Europe », c'est d'abord parce que la tradition séculaire est que tout ennemi de l'Angleterre — qu'il s'appelle Espagne, Colonies d'Amérique, France ou Allemagne — est *ipso facto* un allié pour l'Irlande ; c'est ensuite parce que l'Allemagne, connaissant cette tradition, avait fait une propagande intense, surtout aux États-Unis, pour persuader aux Irlandais que sa victoire assurerait leur indépendance. Les événements montrèrent aux insurgés la complète indifférence de l'Allemagne pour leur cause ; il paraît même établi que si Casement, qui avait cru et fait croire à une aide allemande, brutalement abandonné et presque chassé d'Allemagne, revint à la veille de l'insurrection, ce fut pour prévenir ses amis qu'ils ne devaient compter que sur eux-mêmes, et ajourner l'exécution de leur projet.

Les insurgés de 1916, dans leurs relations avec l'étranger comme dans leur action intérieure, sont dans la tradition des révolutions d'Irlande ; comme ils représentent les aspirations de leurs compatriotes du temps présent, ils continuent la longue suite des ancêtres tombés pour la liberté. C'est pourquoi les masses populaires, et bientôt les nationalistes de toutes les classes, à qui l'insurrection avait d'abord été peu sympathique, furent profondément remués par le combat chevaleresque des « rebelles » et par la répression sans merci qui frappa toute l'Irlande; c'est pourquoi le peuple ajouta les noms des fusillés de mai à la liste de ses héros et de ses martyrs. Échec, puisque aucun dessein des insurgés ne se réalisa, la tentative de Pâques 1916 fut un succès en ce sens qu'elle ouvrit une nouvelle période de nationalisme intégral et de Force Physique. « Ils savaient qu'ils échoueraient, dit plus tard la mère de Patrick H. Pearse, le « Président » du Gouvernement provisoire, mais que leur combat sauverait

l'âme de l'Irlande. » L'artillerie détruisant un quartier de Dublin, et les fusils des pelotons d'exécution réveillèrent le vieil esprit irlandais, qui somnolait depuis un quart de siècle.

Cette crise si rapide ne saurait être considérée comme une période distincte de l'histoire contemporaine irlandaise ; elle est l'orage d'équinoxe qui sépare les saisons. La période où le parti du Home Rule se confond avec l'Irlande nationale et dirige souverainement sa vie politique est terminée ; bientôt l'Irlande revendiquera son droit de choisir elle-même son statut politique ; et elle transportera ses suffrages à un nouveau parti auquel on donnera le nom de *Sinn Féin*, mais qui sera en fait une synthèse de tous les mouvements politiques et économiques des trente dernières années, éclairés par la pensée gaélique cherchant à s'exprimer dans la langue nationale.

II

DE LA RÉPRESSION DE 1916 AUX ÉLECTIONS DE 1918

La période qui s'étend de l'insurrection de Pâques 1916 à l'élection générale de décembre 1918 est un de ces temps troubles où l'histoire d'un peuple semble faite des convulsions d'une agonie et des douleurs d'un enfantement — période de vaines tentatives pour sauver la politique du Home Rule, de réaction unioniste et de dictature militaire, de résistance exaspérée et de développement du nouveau parti de l'indépendance. La direction de la politique irlandaise échappe graduellement aux parlementaires nationalistes et passe aux adversaires qu'ils avaient dédaignés : à Westminster les Orangistes, en Irlande les Sinn Féiners.

Les Orangistes préparaient depuis longtemps contre le Home Rule d'autres armes moins bruyantes mais aussi efficaces que la guerre civile. Dès 1912, on aurait pu discerner un plan habile pour désagréger le Home Rule et le rendre odieux à l'opinion nationaliste ; au nom du droit des minorités, Belfast préconisait une solution bâtarde, maintenant l'Ulster sous l'Act d'Union et abandonnant « le reste de l'Irlande » au futur parlement de Dublin. Or il est malaisé de délimiter l'Ulster unioniste; la province d'Ulster n'est pas un

bloc politique homogène et la carte de ses partis rappelle la carte ethnographique de Macédoine : deux comtés sur neuf ont une représentation entièrement unioniste ; trois ont une représentation entièrement nationaliste ; Belfast même compte parmi ses neuf députés un nationaliste qui n'est autre que M. Joseph Devlin; et dans maintes circonscriptions, la majorité et la minorité diffèrent bien peu en nombre. La province d'Ulster, séparée du reste de l'Irlande sous un gouvernement unioniste, inclurait une opposition irréductible de 15 circonscriptions sur 37[1] — et c'est ce qui explique l'apparente concession carsonite : tracer une ligne de démarcation entre l'Ulster orangiste et l'Ulster nationaliste qu'on laisserait avec « le sud de l'Irlande ». Cette frontière est impossible à établir puisqu'elle n'existe pas géographiquement, et les orangistes eux-mêmes n'ont jamais pu la définir avec quelque clarté ; du reste les Irlandais des trois autres provinces — unionistes aussi bien que nationalistes, protestants aussi bien que catholiques — n'admettront jamais la « partition » de l'Ulster, ni en totalité ni en partie[2] ; enfin, pour des raisons économiques, la « partition » inquiète bien des unionistes ulstériens. Proposer une sécession, c'est rendre la question irlandaise insoluble ; mais les Orangistes se déclarent des colons étrangers indifférents au sort de l'Irlande et entendent dominer dans un nouveau *Pale* autour de Belfast. Leur soin d'évoquer le droit des minorités et de représenter leur cause non comme celle

1. Les élections de décembre 1918, malgré un remaniement habile des circonscriptions, ont maintenu à peu de chose près la situation antérieure. Au lieu de 17 nationalistes et de 16 unionistes, l'Ulster a élu 22 unionistes, 10 sinn féiners et 5 nationalistes. Seuls les comtés Antrim et Derry ont une représentation unioniste homogène ; encore la ville de Londonderry a-t-elle élu un sinn féiner — avec, il est vrai, une faible majorité. Le fameux « coin nord-est » (Antrim, Belfast-ville, Derry-comté, Derry-ville, Armagh et Down) est représenté par 20 unionistes, 1 sinn féiner et 4 nationalistes — et l'un des unionistes du Down a moins de voix que ses deux concurrents (sinn féin et nationaliste) réunis. Les cinq comtés de l'ouest et du sud (Donegal, Tyrone, Fermanagh, Cavan et Monaghan) sont représentés par 9 sinn féiners, 2 nationalistes et 2 unionistes — l'un de ces derniers n'ayant que 532 voix de majorité sur 13 000 votants.

2. Le 7 mai 1917, un manifeste signé de 18 prélats catholiques et de 3 évêques protestants condamna tous projets de « partition » de l'Ulster et de morcellement de l'Irlande.

d'un parti, mais comme celle d'une région, pouvait donner le change à des libéraux désireux d'en finir avec l'Irlande. Aussi, dès mars 1914, M. Asquith se ralliait-il à leur théorie en admettant un referendum par comtés. Les Lords, le 15 juillet, votèrent l'exclusion définitive de l'Ulster. Puis, à la faveur de la guerre étrangère, l'application du Home Rule fut prorogée temporairement à neuf reprises différentes, l'échéance inévitable étant la signature de la paix avec le dernier belligérant ; si bien qu'en 1919, on s'aperçut que la mise en vigueur de ce bill irlandais voté par le Parlement britannique dépendait des représentants de la Turquie.

Avant la guerre, sauf dans les milieux réactionnaires, l'opinion britannique devenait moins hostile à l'autonomie irlandaise, et la séance du 3 août 1914 lui avait fait oublier les événements du printemps. Les engagements volontaires, nombreux en Irlande au début des hostilités, avaient été arrêtés, comme on sait, par les marchandages politiques ; et quand on projeta d'établir la conscription, il fut évident que l'Irlande résisterait avec la dernière énergie à toute obligation militaire qui ne serait pas votée par un Parlement irlandais. Les Carsonites basèrent là-dessus un plan de campagne en Angleterre et dans le monde, comme ils avaient basé sur la « partition » leur politique en Irlande ; une propagande multiforme se développa pour représenter aux nations en armes l'Irlande nationaliste comme « le pays qui restait en dehors de la guerre ». L'opinion, ainsi travaillée, applaudirait à toutes les mesures contre l'Irlande, et le cabinet britannique deviendrait sans doute accueillant aux suggestions des tories.

L'insurrection fut suivie non seulement d'exécutions et de déportations en masse d'insurgés, mais aussi de l'application de la loi martiale à toute l'Irlande. Cependant, le cabinet Asquith, sachant bien que le système de la force n'avait jamais fait que rendre les Irlandais plus irréconciliables, parut à plusieurs reprises incliner vers le libéralisme : il n'en reconstitua pas moins le Dublin Castle avec un exécutif unioniste, édulcoré plus tard par quelques éléments libéraux — et il maintint la loi martiale. Le projet transactionnel de « settlement » de M. Lloyd George en juin 1916, basé sur une « partition » provisoire, brusquement annoncée comme

définitive dans des conditions qui rendirent plus que méfiants les Irlandais même modérés, n'eut pas d'autre résultat que de prouver la prépondérance des Orangistes dans les conseils gouvernementaux. Une proposition de John Redmond, qui offrit en octobre suivant d'entreprendre une campagne de recrutement en échange de l'abolition de la loi martiale, de l'abandon de tout projet de conscription et de la mise à l'étude des moyens d'application immédiate du Home Rule, ne reçut que des réponses dilatoires, jusqu'au jour où, le 7 mars 1917, les redmondites, après une protestation solennelle, quittèrent la salle des séances. Ni le cabinet, ni le parti irlandais ne parvenaient donc à régler la question d'Irlande ; les mesures de rigueur exaspéraient l'opinion, les parlementaires nationalistes perdaient tout à la fois leur influence à Westminster et leur autorité en Irlande ; et le Sinn Féin, dont les événements semblaient prendre à tâche de justifier les théories, triomphait à des élections partielles.

Le gouvernement, à la tête duquel était maintenant M. Lloyd George, comprit que le Parlement n'était plus un arbitre possible ; or, tous les partis et l'opinion de l'Empire réclamaient un prompt « *settlement* ». Le premier ministre, vers la mi-mai, proposa aux leaders irlandais de charger du soin de préparer un projet de Constitution une Convention convoquée à Dublin, et composée de représentants de tous les partis, églises, corps constitués, « capacités » et intérêts d'Irlande. Les leaders acceptèrent ; puis les nationalistes indépendants et le Sinn Féin déclinèrent l'invitation en apprenant que les membres de la Convention ne seraient pas élus par le peuple irlandais, mais nommés par le gouvernement britannique. Du 15 juillet 1917 au 5 avril 1918, la Convention, sous la présidence de Sir Horace Plunkett, tint 49 séances, en séries séparées par de longs intervalles. Malgré les espoirs d'un certain nombre de nationalistes modérés et d'unionistes du sud les travaux de la Convention ne donnèrent aucun résultat pratique ; l'attitude des délégués ulstériens, rendue désespérément intransigeante par les instructions qu'ils recevaient sans cesse de l'Advisory Committee de Belfast, une opposition nationaliste à l'attitude conciliante de John Redmond, enfin une intervention gouvernementale, au com-

mencement de 1918, empêchèrent d'aboutir à une conclusion unanime. Le rapport final, voté à une faible majorité, se borna à recommander un système de Home Rule comportant un Parlement Irlandais où 40 p. 100 des sièges seraient réservés aux unionistes, tandis que la représentation à Westminster serait réduite à 42 membres pour les Communes et maintenue telle quelle aux Lords ; l'examen de la question capitale des douanes et accises était différé jusqu'à la signature de la paix européenne. Les nationalistes avancés réclamèrent un statut de Dominion. Les unionistes d'Ulster (et non tous les délégués d'Ulster, car la plupart des travaillistes votèrent avec les partisans du self government) présentèrent un rapport spécial où ils redisaient leur volonté inébranlable de ne pas reconnaître l'autorité d'un Parlement d'Irlande. Ainsi les mêmes influences qui avaient fait échouer tous les projets à Westminster avaient rendu inutile l'effort très réel de la Convention.

Dans un autre temps, peut-être fût-il sorti de ces rencontres un parti home-ruler modéré, un « centre » nationaliste avec qui les unionistes du sud auraient fait bloc. Mais quelle place y avait-il alors pour des modérés? D'ailleurs, tout aussitôt, le gouvernement, en obtenant des Communes l'application de la conscription à l'Irlande, créa un bloc irlandais, non autour des modérés, mais autour du Sinn Féin.

L'évolution de l'opinion vers le Sinn Féin s'était précipitée. Il avait étendu son action aux problèmes économiques et combattait la vie chère ; dans un pays où commençait à se dessiner une agitation contre la dictature militaire, le Sinn Féin fut rendu populaire par les mesures de répression qui frappaient ses membres (l'un d'eux mourut en prison des suites de la « grève de la faim »). Aussi, à sa Convention d'octobre 1917, le nouveau parti put réunir les représentants de 1 200 clubs comptant 250 000 membres; alors il prépara une pétition monstre pour demander à la future Conférence de la Paix de reconnaître l'indépendance irlandaise. Le parti nationaliste parlementaire, lui, en était réduit à organiser une campagne de propagande, ou plutôt de justification, devant ses électeurs qui le rendaient responsable des déceptions des dernières années. Et John Redmond mourait le 6 mars 1918, quand ce qui lui restait d'autorité personnelle

eût été le plus indispensable à un parti atteint plus qu'aucun autre par l'échec de la Convention.

Le vote de la conscription porta un nouveau coup au prestige des parlementaires nationalistes : il montrait leur impuissance à Westminster et les mettait dans l'alternative, ou de rester dans un Parlement qui les bafouait, ou de venir prendre place parmi les chefs de la résistance en Irlande, donnant ainsi une approbation de fait aux théories du Sinn Féin et condamnant eux-mêmes leurs principes traditionnels. Rien ne pouvait donc être plus dangereux qu'une tentative pour imposer de Londres la conscription à l'Irlande — dangereux non seulement pour les parlementaires irlandais, mais pour l'Angleterre même. Les avertissements n'avaient pas manqué ; aux séances des Communes du début d'avril, ils étaient venus de politiciens aussi différents que M. Asquith et Sir Edward Carson, M. Devlin et M. William O'Brien, M. Dillon et le chief secretary d'Irlande, l'unioniste M. Duke — tandis qu'en Irlande les municipalités, les évêques et jusqu'au cardinal Logue protestaient solennellement contre le projet. Celui-ci n'en fut pas moins voté le 16 avril.

La réplique vint, immédiate. Le 18 avril, au Mansion House de Dublin, le lord maire ouvrit une conférence où étaient réunis les leaders redmondites et indépendants, les chefs du Sinn Féin, les représentants des trade-unions, et du Labour Party. En même temps, la hiérarchie catholique romaine tenait une conférence au séminaire de Maynooth sous la présidence du cardinal Logue, et recevait une délégation de la conférence de Mansion House. Puis un manifeste exhortant le peuple à la résistance était rédigé en commun. C'était l'union de toute l'Irlande nationale dans un même mouvement d'indignation — non pour refuser de continuer à prendre part à la guerre, mais pour refuser de se soumettre à une mesure que n'avait votée aucun de ses représentants ; M. Duke n'avait-il pas dit le 12 avril : qu'il serait désirable d'avoir un Parlement à Dublin avant qu'aucun homme fût appelé sous les drapeaux ?

Non seulement on n'écouta pas le Chief Secretary, mais quelques semaines plus tard on lui donna pour successeur M. Shortt, et tout l'exécutif relativement libéral fut remplacé par un exécutif réactionnaire sous la direction d'un officier,

lord French, qui devint vice-roi d'Irlande. On peut dire que, depuis ce mois de mai 1918, il n'existe plus aucune politique gouvernementale irlandaise ; car on ne saurait donner ce nom à un système de répression qui, loin de rétablir l'ordre, a porté le désordre à son comble en appliquant le principe posé par le *Spectator* : « Employez des fusils et non des arguments » (*Shoot, but not argue*). Le 16 mai, au lendemain même de son installation, le nouvel exécutif fit arrêter et déporter sans jugement les chefs du Sinn Féin, en annonçant qu'ils ourdissaient un complot avec l'Allemagne, et que les preuves en seraient bientôt publiées. L'effet fut d'abord considérable et la propagande anti-irlandaise en tira grand parti. Mais, quand les députés libéraux et la presse britannique demandèrent les preuves promises, ils n'obtinrent que la répétition de récits antérieurs à 1916 ; puis, quand la guerre prit fin, les déportés furent renvoyés chez eux, sans même avoir été jugés : il y avait longtemps que personne ne croyait plus à l'existence du complot. Tel fut le premier acte gouvernemental au lendemain de l'échec de la Convention ; et les modérés passèrent de plus en plus nombreux dans les rangs du Sinn Féin.

La deuxième initiative de lord French consista à proposer en juin un « ersatz » de la conscription, comme mesure conciliatrice. Si l'Irlande fournissait 50 000 volontaires avant le 1er octobre, la conscription ne serait pas imposée et les volontaires recevraient des terres en rentrant dans leurs foyers. Le pays vit dans cette proposition une double insulte ; car elle lui parut un moyen détourné d'obtenir des soldats sans donner le Home Rule, et de faire croire au monde entier qu'un pourboire déciderait 50 000 pauvres diables à payer de leur sang la tranquillité du reste des Irlandais. Or, s'il est un sentiment inconnu aux Irlandais, c'est la crainte du combat : des siècles d'histoire en attestent, et dans cette guerre même ils ont été, suivant le général W. B. Marshall, « la crème de l'armée » ; mais ils ont repoussé la conscription parce que l'accepter, c'eût été reconnaître le droit de disposer à son gré des hommes d'Irlande à un gouvernement qui n'avait jamais disposé des hommes des Dominions sans l'assentiment des parlements coloniaux. Involontaire ou voulue, l'erreur de l' « ersatz » de la conscription était complète ; à la fin d'oc-

tobre, 11 000 hommes seulement s'étaient engagés, et la campagne de recrutement de quelques nationalistes pour tenter une fois encore la conciliation fit perdre encore plus de terrain à leur parti au profit du Sinn Féin. Le Dublin Castle, effrayé lui-même de son œuvre, reporta la limite du 1er au 15 octobre, puis au 1er novembre. L'armistice du 11 novembre mit fin à cette affaire de la conscription, qui laissa le pays plus irréconciliable et groupé pour la première fois (dans la Conférence de Mansion House) en un bloc dont la cristallisation s'était faite sinon autour du parti Sinn Féin, du moins dans le système Sinn Féin.

Le parti lui-même sentait croître sa force ; son drapeau tricolore (vert, blanc et orange) flottait partout en Irlande. Dans l'été de 1918, à l'annonce d'une élection générale pour l'hiver suivant, le Sinn Féin décida de présenter des candidats dans toutes les circonscriptions, et sa campagne électorale commença dès octobre. La question posée aux électeurs était très nette. Le 12 octobre l'*Ard Comhairle* (Grand Conseil) du Sinn Féin publiait un manifeste définissant le but du parti : l'établissement de la République d'Irlande. Le parti nationaliste parlementaire restait fidèle à un Home Rule comportant un exécutif et un Parlement irlandais ayant parmi ses attributions des pouvoirs fiscaux ; comme mesures immédiates il demandait la suppression de la conscription et de la coercition devenue le seul procédé de gouvernement en Irlande. Les partis modérés qu'on avait entrevus pendant la Convention ne jouèrent presque aucun rôle, sauf dans les milieux unionistes de Dublin. Les unionistes d'Ulster, comme toujours, « battirent le tambour orange », tout en faisant d'inutiles avances aux travaillistes de Belfast que le Sinn Féin commençait à séduire. Quant au gouvernement, il pensa tempérer l'effet de la dictature militaire par des allusions à l'établissement d'un système fédéral pour tout le Royaume-Uni et à l'urgence d'un règlement de la question d'Irlande.

L'élection générale de décembre fut pour le Sinn Féin un succès écrasant. Malgré un remaniement des circonscriptions qui devait accroître le nombre des sièges unionistes, la carte électorale conserva sensiblement, quant au partage du pays entre deux grands partis, le même aspect qu'au scrutin de

1910 — mais avec cette différence que le nationalisme redmondite était presque totalement remplacé par le Sinn Féin [1]. Le resectionnement permit aux unionistes d'Ulster d'avoir 23 députés au lieu de 16 ; les unionistes du sud conservèrent leurs 2 sièges de Trinity College et gagnèrent une circonscription de Dublin ; les 9 nationalistes indépendants et les 2 libéraux disparurent ; les nationalistes redmondites virent le nombre de leurs représentants tomber de 77 à 6 — encore, dans 4 circonscriptions d'Ulster, furent-ils élus après une entente avec le Sinn Féin, entente consentie pour qu'une scission des voix nationalistes ne permît pas le succès d'un unioniste ; le Sinn Féin qui avait, depuis 1917, obtenu 6 sièges à des élections partielles, fit élire 73 candidats. En fait, le triomphateur était le parti républicain de l'indépendance, et M. T. P. O'Connor, le vétéran du redmondisme, élu par les Irlandais de Liverpool, dira tristement peu après que, parlant au nom du vieux parti de Butt, de Parnell et de Redmond, il ne se sent plus le droit de prétendre parler au nom de l'Irlande.

III

LA NOUVELLE QUESTION D'IRLANDE ET SES CONSÉQUENCES INTERNATIONALES

Le 21 janvier 1919 commence une nouvelle période de la vie politique irlandaise, quand les représentants de 73 circonscriptions d'Irlande — ceux du moins qui sont libres, car les prisons anglaises n'en détiennent pas moins de 37 — se réunissent au Mansion House de Dublin en une *Dáil Éireann* (Convention d'Irlande) qui proclame en gaélique l'indépendance de la République irlandaise et adresse un appel en français « aux nations libres du monde ». Au point de vue pratique immédiat, ce n'était qu'une manifestation platonique ; la Dáil, si elle dispose des forces organisées du Sinn Féin, n'a sous ses ordres aucun service public, administratif, judiciaire ou financier ; le territoire est soumis à une dictature mili-

1. Le nombre des circonscriptions, qui était de 103, a été porté à 105 de la manière suivante : cinq circonscriptions nouvelles furent créées dans l'Ulster du nord-est, et cinq supprimées dans l'Irlande nationaliste ; en outre, le Queen's College de Belfast (unioniste) et l'Université nationale de Dublin (nationaliste et sinn féin) ont désormais chacun un député.

taire appuyée sur une armée d'occupation de 50 000 hommes ; et la République n'est reconnue par aucun gouvernement britannique, colonial ou étranger. Pourtant, s'ils ridiculisent l'appel aux nations, la déclaration d'indépendance, la nomination de trois ministres et de délégués à la Conférence de la Paix, les unionistes et les redmondites ne cachent pas leur inquiétude. C'est que la séance du 21 janvier a une signification sur laquelle on ne peut se méprendre. Même si la République n'existe jamais en fait; même si la Dáil est supprimée (et elle le sera le 12 septembre 1919), même si les délégués ne franchissent pas le seuil de la Conférence de la Paix (et ils ne seront pas reçus), il n'en reste pas moins que l'opinion de l'Irlande nationale a maintenant proclamé à une majorité considérable qu'elle n'a plus confiance dans le Parlement britannique et qu'elle ne veut plus prendre part aux débats de Westminster, que la nation irlandaise entend disposer librement d'elle-même, et que c'est à tous les peuples qui défendent à travers le monde le droit pour les nations de vivre sous un gouvernement de leur choix, que l'Irlande veut exposer ses revendications. Désormais les Communes ne pourront légiférer pour l'Irlande avec l'autorité que leur donnait la présence des représentants irlandais.

Aujourd'hui, la situation intérieure est devenue anarchique : ni les représentants de l'Irlande ni les fonctionnaires de la Grande-Bretagne ne sont en mesure de gouverner le pays. Le nombre des députés emprisonnés s'accroît tous les jours ; depuis les récentes élections municipales, les arrestations s'étendent aux magistrats municipaux, y compris le lord-maire de Dublin ; ainsi le peuple irlandais est de moins en moins représenté et il semble que ses suffrages désignent ceux qu'il choisit aux rigueurs de l'autorité militaire. Lord French et M. Macpherson (qui a succédé le 10 janvier 1919 à M. Shortt comme chief secretary) n'ont pas d'autre système de gouvernement que la force ; conséquence inévitable, les vieilles traditions de sept siècles de résistance se réveillent. D'un côté le gouvernement maintient l'état de siège, interdit aux Dublinois de sortir aux heures nocturnes, impose aux automobilistes un contrôle policier, supprime les meetings et jusqu'aux foires et marchés, suspend la publication des journaux ; les

sociétés politiques sont déclarées séditieuses, on perquisitionne dans leurs bureaux, on arrête, emprisonne et déporte leurs membres les plus actifs ; des mitrailleuses et des tanks parcourent les rues des villes, des avions survolent la campagne ; la police armée de grenades à main et de fusils à tir rapide transforme ses casernes en blockhaus blindés. A cet appareil de répression répondent les attentats politiques : représailles contre les policiers soupçonnés d'avoir causé telle ou telle arrestation — lord French lui-même est visé ; malgré les sommes énormes et les garanties promises aux « informateurs », nul Irlandais n'aide aux enquêtes, moins par crainte des amis des auteurs d'attentats que par haine du régime frappé dans ses policiers ; les vengeances personnelles, les crimes de droit commun sont camouflés en attentats politiques et la presse unioniste s'emploie à les présenter comme tels. Le terrorisme officiel et le terrorisme révolutionnaire font régner l'anarchie sur la terre d'Irlande, et la suppression de toute activité politique publique ne tardera sans doute pas à rendre leur vie d'autrefois aux sociétés secrètes.

Aussi bien, ce n'est plus seulement en Irlande et à Londres que se fait en 1919 la politique irlandaise. Les discours tories peuvent bien appeler la question d'Irlande « une question domestique » et inviter les Américains qui la traitent à « s'occuper de leurs affaires »; les faits dépouillés de toute interprétation montrent que la question dépasse les limites du royaume et de l'empire.

Les affaires d'Irlande eurent un caractère impérial dès le XVIIIe siècle ; la révolution d'Amérique inspira pour une part le mouvement des Volontaires de 1779 ; lorsque les colonies proclamèrent leur indépendance, la moitié des députés américains, dit-on, avaient du sang irlandais ; en 1812, lors de la déclaration de guerre à l'Angleterre, six Congressmen étaient d'anciens United Irishmen. Depuis lors, les Irlandais se sont établis par millions aux États-Unis, et leurs descendants n'ont jamais rompu les liens qui les rattachaient à la vieille patrie ; l'influence irlando-américaine a toujours été grande dans la politique irlandaise. Les autres colonies, qui sont maintenant les Dominions, comptent aussi des centaines de milliers d'Irlandais. Ainsi la race irlandaise, en devenant une

race mondiale, a fait de la question d'Irlande une question impériale d'abord, puis, si l'on peut dire : britannico-américaine et donc internationale. Depuis 1914, ce double caractère s'est accentué en raison même de l'influence des affaires d'Irlande sur une guerre où combattaient les Dominions et les États-Unis, et parce que ces pays d'outre-mer, venant se battre pour la liberté, pour le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, jugent la sincérité de l'attachement de la Grande-Bretagne aux principes des Alliés d'après l'application qu'elle fait de ces principes à l'Irlande.

Avant la guerre, l'Irlande avait rendu impossible l'alliance anglo-américaine que beaucoup préconisaient des deux côtés de l'Atlantique. Dans la première partie de la guerre, la situation de l'Irlande fournit un texte facile à développer pour la propagande allemande aux États-Unis. De même que les Allemands avaient vendu des armes indifféremment aux Volontaires de Sir Edward Carson et à ceux du Sinn Féin, pour la guerre civile sur laquelle ils comptaient pour empêcher l'Angleterre d'intervenir sur le continent en 1914, les propagandistes germains incitèrent les Irlando-Américains à tirer les marrons du feu pour l'Allemagne. Il n'est pas douteux que l'intervention américaine en fut retardée. Ce fut un des malheurs de ce temps que le silence de la France ; on conçoit la volonté de discrétion qui dicta notre politique ; les tories affirmaient bruyamment que les affaires d'Irlande ne regardaient que l'Angleterre, et trop souvent on a confondu ici l'opinion réactionnaire en pays étranger avec l'opinion nationale ; or qui sait si, ne fût-ce qu'au nom de l'intérêt commun des Alliés, une discrète suggestion venant de France n'eût pas été bien accueillie d'un cabinet d'où l'esprit libéral n'avait pas encore disparu? La grossière intrigue allemande n'en a pas moins échoué — mais au prix de quelles catastrophes — au prix surtout de la malheureuse allusion, dans la proclamation des insurgés de Pâques, aux « braves alliés du continent », allusion exploitée avec tant de persévérance contre l'Irlande qui n'en était pas responsable.

En Amérique et dans les Dominions, la répression sans pitié de 1916 souleva une véritable indignation et effaça le mécontentement suscité par l'intrigue germanique. Dès lors,

tous ces pays où le sang irlandais est si abondant, insistent jusque dans leurs parlements pour que l'Irlande reçoive l'autonomie depuis longtemps promise. Le 15 mars 1917, le *Times* écrit : « L'incapacité d'arriver à un règlement (en Irlande) réagit sur les intérêts britanniques de l'Australie à Québec et affecte gravement nos relations avec les États-Unis » ; et, quelques jours plus tard, M. Lloyd George dit au Guildhall de Londres que tous ces pays « rappellent sans cesse à son esprit » l'urgence du problème irlandais. Dans l'hiver de 1917-18, le gouvernement britannique, le parti nationaliste, le Sinn Féin — et plus tard les Orangistes — envoient des missions aux États-Unis pour y exposer leurs vues, comme si les uns et les autres prenaient l'opinion américaine pour arbitre dans le procès de l'Irlande et du Royaume-Uni. Le 4 juillet 1918, la Conférence de Mansion House adresse au Président Wilson un appel bientôt suivi d'un message orangiste. Et l'opinion américaine, retournée contre l'Irlande par l'annonce du « complot » de mai 1918, comme elle l'avait été par la rébellion en 1916, redevient pro-irlandaise quand il lui paraît évident que le complot est imaginaire, comme elle l'était redevenue deux ans plus tôt après la répression.

En 1919, les Irlandais se placent délibérément sur le terrain international. Les redmondites eux-mêmes avaient suggéré en 1917 un appel à la future Conférence de la Paix. Le Sinn Féin fit de cette démarche un article essentiel de son programme. Chez les socialistes, le projet pour Stockholm et la Conférence de Berne mentionnèrent l'Irlande ; et, le 6 septembre 1918, le leader travailliste américain, M. Samuel Gompers, si sympathique aux alliés, parla au Congrès des Trade Unions britanniques de Derby en faveur de la self-determination pour l'Irlande. En février 1919, le Comité des Affaires étrangères de la Chambre (fédérale) des Représentants des États-Unis recommande la self-determination pour l'Irlande ; de semblables résolutions sont votées par des législatures d'États américains ; et le 6 juin, le Sénat fédéral à Washington, donnant une forme pratique à ces vœux, demande que les représentants de la race irlandaise soient entendus à la Conférence de la Paix.

C'était en effet la demande de toute la race irlandaise, et la

Dáil Éireann l'avait formulée dès sa séance inaugurale du 21 janvier. En février, elle avait envoyé à Paris son président, M. Sean T. O Ceallaigh, bientôt suivi de M. Seóirse Gabhan O Duibhthaigh[1], « délégués du Gouvernement élu de la République irlandaise ». D'avril à juin se joignirent à eux trois délégués irlando-américains : l'Hon. Frank P. Walsh, ancien président de la Commission nationale du Travail de guerre aux États-Unis, l'ex-gouverneur Edward F. Dunne de l'Illinois, et l'Hon. Michael J. Ryan, un légiste de Philadelphie — tous les trois, hommes d'État de grande valeur et dont l'influence dans la politique américaine est considérable. Les délégués de la Dáil Éireann, non plus que les Irlando-Américains, ne furent entendus par la Conférence de la Paix ; et M. Clemenceau ne reçut pas lui-même la pétition des délégués de la Dáil, ni celle des femmes d'Irlande apportée par madame Gavan Duffy au nom du *Cumann na mBan*. Aussi M. de Valera, « président de la République d'Irlande », qualifia-t-il d'échec la tentative de Paris, dans un discours du 31 mai ; et il partit peu après aux États-Unis pour une tournée de propagande, notamment en vue d'un « Emprunt de la République d'Irlande ».

En effet, les délégations irlandaise et irlando-américaine ont subi un échec puisqu'elles n'ont pu accomplir leur mission auprès de la Conférence de la Paix ; mais l'échec est du même ordre que celui de l'insurrection et que celui de la Dáil : il change la position de la question d'Irlande. Aucune nation ne peut plus ignorer que l'Irlande revendique le droit de fixer elle-même son statut constitutionnel, en se basant sur les principes des Alliés, que cette demande est présentée au nom de 73 circonscriptions sur 105, et que les Dominions britanniques et les États-Unis appuient les revendications irlandaises, non seulement par leur opinion publique, mais par le vote de leurs parlements.

Au point de vue réaliste, le problème irlandais affecte la reconstruction du monde ébranlé par la guerre. La situation

1. La transcription anglaise des noms des délégués est : MM. John T. O'Kelly et George Gavan Duffy. La *Dáil Éireann* emploie le gaélique comme langue nationale et le français comme langue diplomatique ; les versions anglaises de ses documents sont considérées comme de simples traductions.

paradoxale des États-Unis ne signant point une paix due à leur intervention militaire, restant en dehors d'une Ligue des Nations dont leur porte-parole fut le promoteur, et repoussant l'idée d'une alliance atlantique si nécessaire au monde occidental, cette situation résulte pour une bonne part du régime sous lequel se débat douloureusement l'Irlande. On comprendra l'importance des Irlando-Américains dans la république d'outre-Atlantique en se souvenant qu'au mois de mars 1919, le gouvernement de Washington n'hésita pas à donner des passeports aux délégués de la race irlandaise pour aller à Paris et tenter de faire ouvrir à l'Irlande les portes de la Conférence de la Paix — en se souvenant des entretiens que ces délégués eurent à Paris avec le Président Wilson, de l'intervention du colonel House afin que le gouvernement britannique leur donnât un sauf-conduit pour visiter l'Irlande (d'où ils rapportèrent un terrible compte rendu), de la décision que prit un moment M. Lloyd George de les recevoir, du vote du Sénat fédéral le 6 juin demandant par soixante voix contre une l'audition des délégués par la Conférence de la Paix.

La portée internationale du problème irlandais est donc redoutable — et sa solution paraît aussi lointaine que jamais. Le gouvernement britannique vient de présenter aux Communes, le 27 février, un projet de Home Rule, basé sur la « partition » de six comtés d'Ulster, avec un Parlement du Nord et un Parlement du Sud auxquels se superposera (à une date indéterminée qui dépendra de la bonne ou de la mauvaise volonté de Belfast) un Conseil d'Irlande; au point de vue financier l'Irlande recevra une fois pour toutes un million de livres pour la mise en marche du nouveau système, et elle versera une contribution impériale annuelle de 18 millions de livres. Un White paper du 25 mars fixe quelle partie du budget sera votée par les Parlements irlandais et quelle partie sera imposée par le gouvernement britannique ; on aura une idée de l'importance relative de ces deux budgets quand on saura que pour l'exercice 1919-20, les Parlements irlandais auraient eu à voter 2 825 000 livres de recettes, tandis que Westminster en aurait imposé 38 475 000 livres. C'est moins que le Home Rule de 1914, moins que le projet de la Convention de 1918, moins même que le Georgian Settlement de 1916.

Or, on a vu comment l'opinion irlandaise a évolué depuis six ans et combien ces anciens projets seraient insuffisants désormais. L'Irlande a conscience d'être une nation une et indivisible ; elle repousse unanimement, avec indignation, le Bill qu'on discute aujourd'hui[1]. Les solutions qualifiées de transactionnelles ne font que mécontenter tout le monde et que maintenir en présence le système de la Force Physique et celui de la dictature militaire ; c'est peut-être l'intérêt de quelques réactionnaires britanniques et d'un groupe d'Orangistes ulstériens ; ce n'est celui ni de l'Irlande, ni de l'Empire britannique, ni des alliés d'Occident.

YANN M. GOBLET

1. Voici les opinions de tous les partis sur ce que les Irlandais, même modérés, appellent le Bill de dépècement et de pillage de l'Irlande (Irish Partition and Plunder Bill). Le Sinn Féin le repousse naturellement sans examen. L'Irish Labour Party le ridiculise en proposant qu'on y ajoute cette clause : « Ce Bill ne s'appliquera pas à l'Irlande. » M. Devlin, au nom des redmondites, y voit « une insulte à la dignité nationale et un crime contre les droits de la nation ». Les protestants unionistes du sud le dénoncent comme « tendant à perpétuer des querelles religieuses qu'on a le devoir d'oublier » (Most Rev. Dr Bernard, prévôt de Trinity College), et l'Irish Unionist Alliance supplie les parlementaires unionistes anglais de ne pas voter une loi dont lord Middleton déclare qu'elle « ne fera qu'ouvrir un nouveau chapitre sanglant de l'histoire d'Irlande », dont l'*Irish Times* écrit qu'elle « convertira à la cause de la révolution des milliers d'hommes respectueux des lois ». L'Eglise catholique condamne le Bill par la voix du cardinal Logue et de ses évêques. Quant aux Orangistes, pour qui le Bill est exclusivement fait, ils le subiront, pour échapper à la mise en vigueur du Bill de 1914 (ce qui montre qu'il s'agit d'une mesure non de progrès, mais de réaction), mais aucun de leurs députés, à commencer par Sir Edward Carson, ne le votera. De sorte qu'aucun des députés irlandais siégeant à Westminster, et qui sont tous ou des nationalistes modérés ou des unionistes, n'aura voté cette loi donnant, dit ironiquement sir Edward Carson, « un Parlement à la seule partie de l'Irlande qui n'en a pas demandé » ; car il est bien entendu que la dictature militaire restera « provisoirement » le gouvernement du pays, moins l'enclave orangiste. Sir Horace Plunkett, qui a consacré sa vie à travailler pour l'Irlande en dehors des partis, considère que ce Bill, « le pire des quatre Home Rule Bills, non seulement ne peut servir à rien, mais que les bases en sont si mauvaises (rotten) qu'on ne saurait construire sur de telles fondations quoi que ce soit qui se puisse qualifier de self-government ». En Angleterre, M. Asquith, les libéraux indépendants et les travaillistes combattent le Bill, ainsi que les ultras de l'unionisme ; et les députés mêmes qui le votent le désapprouvent. C'est « une mauvaise loi basée sur un principe faux », dit le *Manchester Guardian* ; c'est aussi une loi votée par un Parlement qui la méprise, pour un pays qui n'en veut à aucun prix, afin d'obéir à un gouvernement qui n'a aucune illusion sur la possibilité de l'appliquer. Et personne ne s'y trompe, ni en Irlande, ni dans l'Empire britannique, ni aux États-Unis.

L'administrateur-gérant : E. GUILMOTO.

UN AVENTURIER

DRAME EN CINQ ACTES ET NEUF TABLEAUX

PERSONNAGES

LE PRINCE RENAUD.
JEAN ROCK.
MIRCOUSCH.
CERVORI.
LE DUC D'ORSOVA.
LE BARON WETZEL.
UN JOURNALISTE.
1er SOLDAT.
2e —
3e —
4e —
5e —
6e —

1er PAYSAN.
2e —
3e —
UN CRIEUR PUBLIC.
LE LIEUTENANT DARIO.
UN OFFICIER.
2e OFFICIER.
UN AUMONIER.
LA REINE GERTRUDE.
MARROCA.
LA PRINCESSE BÉATRICE.
ROSALIE.
UNE FEMME DU PEUPLE.

L'ARCHEVÊQUE, LES PAIRS.
OFFICIERS, SOLDATS, HOMMES ET FEMMES DU PEUPLE,
ÉVÊQUES, CHANOINES, etc.

ACTE PREMIER

(PROLOGUE)

PREMIER TABLEAU

Une cabane en planches, dans une gorge de l'Himalaya ; porte au fond, s'ouvrant sur le dehors ; porte à droite communiquant avec une seconde pièce. — L'été, à l'aube.

SCÈNE PREMIÈRE

PRINCE RENAUD, JEAN ROCK.

JEAN.

Avez-vous bien dormi, monseigneur?

RENAUD.

Oui ; je me sens très solide, ce matin.

JEAN.

J'ai envoyé Mircousch étudier les environs, chercher le meilleur point de départ... Car vous êtes toujours décidé à tenter l'ascension?

RENAUD.

Mais oui.

JEAN.

On nous a dit hier matin, à Mandara, que c'était fou et que nous y laisserions notre peau. C'est très sérieux, l'Himalaya... Pas de guides. Ce n'est pas confortable et machiné comme la Suisse.

RENAUD.

Tu as peur?

JEAN.

Non, mais je vous avertis.

RENAUD.

Inutile. Je vais t'expliquer. J'étais, il y a quinze ans, le prince Renaud, héritier présomptif du trône d'Alfanie : et maintenant l'Alfanie est en république ; je ne suis plus, moi, qu'un philosophe errant, et je n'ai nulle envie d'aller troubler, en revendiquant la couronne de mes ancêtres, un pays qui a déjà assez de soucis comme cela. Mais, pour me prouver à moi-même que mon détachement n'est point lâcheté, j'aime à faire, de temps en temps, des choses difficiles, et un peu dangereuses. C'est mon idée. Et puis il n'y a plus que cela qui me désennuie.

JEAN.

Vous savez bien que partout où vous irez, j'irai, mon cher maître.

RENAUD.

Oui, je sais... (*Attendri.*) Il y a longtemps que nous nous connaissons, Jean?

JEAN.

Vingt-cinq ans, à peu près.

RENAUD.

Quelles bonnes parties nous avons faites, enfants, dans le parc de ce vieux château de Lœwenbrünn, où ma mère venait passer l'été !... Il y avait avec nous une petite fille... jolie et bonne... Béatrice de Meyrias. Te rappelles-tu?

JEAN.

Qu'est-elle devenue?

RENAUD.

Je ne sais pas ; mais c'est peut-être la seule vision que je regrette de mon passé.

JEAN.

Vous étiez le prince héritier ; cette petite Béatrice était votre cousine, et princesse du sang ; j'étais un enfant trouvé sur la grande route, recueilli par le vieil officier, chargé, l'hiver, de la garde du château ; et tous deux, pourtant, vous ne vouliez jouer qu'avec moi.

RENAUD.

Parce que tu étais fort et hardi... Et puis, tes émerveillements devant les seigneurs et les belles dames nous amusaient... Ah ! tu n'étais pas philosophe, toi ! Tu as continué.

JEAN.

Je le suis d'une autre façon que vous... Moi, mon rêve, ce serait de commander, d'agir sur les hommes, de tenir dans mes mains un grand nombre de destinées... Mais jusqu'à présent ce rêve n'a fait de moi qu'un aventurier. Je me suis battu comme volontaire partout où j'en ai eu l'occasion : en Tunisie, au Tonkin avec les Français, avec les troupes restées fidèles lors de la révolution d'Alfanie...

RENAUD.

Oui, tu t'es très bien montré là. Au reste, tu as toujours été beaucoup plus royaliste que moi.

JEAN.

J'ai fait aussi un peu d'exploration africaine, comme tout le monde ; mais en sous-ordre, car j'étais pauvre et tout cela ne m'a conduit à rien. Heureusement, dans ces derniers temps, j'ai su gagner un peu d'argent, à San-Francisco. C'est là que je vous ai retrouvé, et je n'ai pu faire autrement que de vous suivre, puisque je vous aime.

RENAUD.

Et ton rêve, qu'est-ce que tu en fais?

JEAN.

Je voudrais qu'il fût le vôtre. Ah ! si j'étais, moi, le prince Renaud ! Avez-vous des nouvelles d'Alfanie?

RENAUD.

Oui ; mes partisans s'obstinent. Ils m'ennuient bien. Il paraît que la République a considérablement augmenté les impôts. Puis, certaines provinces réclament leurs franchises locales, supprimées par le gouvernement républicain. Enfin, la plupart de ces gens-là volent tant qu'ils peuvent, et cela commence à agacer. Bref, le moment serait très bon pour un essai de soulèvement royaliste. Quelques gentilshommes marcheraient, et pas mal de contrebandiers. Je n'ai qu'à venir me mettre à leur tête, et cinq ou six bicoques montagnardes m'ouvriront leurs portes. Tout est prêt. On me dit même où et à quelle date je devrais débarquer, et qui je rencontrerais à mon arrivée, et où je devrais me rendre, et par quels moyens... J'ai les lettres là..., je te les montrerai si tu veux.

JEAN.

Et que comptez-vous faire?

RENAUD.

D'abord tenter l'ascension du Hardaga, exploit aussi malaisé peut-être que celui qu'on me propose, mais, à coup sûr, plus inoffensif. Ensuite, nous verrons.

JEAN.

Et que dit la reine votre mère?

RENAUD.

La reine Gertrude est à Vienne. Elle fait peu d'honneur à notre maison et continue, j'imagine, d'entretenir ce joli ruffian de Cervari. Tu sais que ce gracieux caprice fut une des causes de la révolution... J'ai rompu toute relation avec ma mère. Et j'ai beau écouter au dedans de moi : rien, pas le plus léger murmure de la voix du sang.

JEAN.

Pensez-vous que la reine soit aussi résignée que vous à l'abandon de son droit?

RENAUD.

Je pense que ma mère restera bien tranquille tant que le gouver-

nement alfanien lui paiera sa pension. Au reste, le droit dont tu parles n'est rien sans la force. Il se confond même avec elle, exactement.

JEAN.

Pauvre Alfanie !

RENAUD.

Qu'est-ce que cela peut te faire, à toi?

JEAN.

Un mortel chagrin, monseigneur, et un chagrin où il se mêle de la colère. Vous savez ce que souffre ce pays et ce que l'on en fait ; vous représentez ce qui seul pourrait le sauver ; ses meilleurs fils vous appellent ; vous pouvez jouer un rôle bienfaisant si vous réussissez, et, en tout cas, un rôle à illustrer une vie et à la remplir toute d'émotions hautaines et rares, — un rôle passionnant, — tragique, qu'importe? — Vous pouvez être de ceux qui font l'histoire ; et cela vous ennuie, et vous vous dérobez, et vous vous réfugiez dans des divertissements d'Anglais monomane !... Mais je m'emporte, excusez-moi.

RENAUD.

Je t'excuse ; et même je t'aime un peu. Sérieusement. Mais va, on ne fait pas l'histoire ; elle se fait toute seule. On ne sauve pas non plus un pays malgré lui, et d'ailleurs on ne sait jamais si on le sauve.

JEAN.

Ne dites pas cela, monseigneur. J'ai connu, par de très nombreuses expériences et très variées, que l'humanité est mauvaise, mais surtout qu'elle est stupide et incapable de faire elle-même ses affaires. Je crois toutes vos démocraties vouées à la barbarie proche. Il faut, même pour leur bonheur, mener les peuples comme des troupeaux, par la force ensemble et l'autorité morale. Et c'est la tâche de certains hommes prédestinés dont vous êtes par la naissance...

RENAUD.

Et toi par le génie?

JEAN.

Par la volonté, du moins.

RENAUD.

C'est vrai. Je songe quelquefois que le sort s'est trompé en me faisant prince royal et en te faisant... quoi?

JEAN.

Monseigneur, je ne suis ni contraint, ni rabaissé par mes origines, puisqu'elles sont inconnues. Enfant trouvé, je puis être du plus beau sang du monde.

RENAUD.

Pourquoi pas? A coup sûr tu as un don, et vraiment royal; celui d'inspirer des dévouements absolus. Tu as voulu me suivre, ici et je t'en suis reconnaissant, mais c'est toi que Mircousch et Marroca ont suivi.

JEAN.

Ah ! le dévouement de Mircousch n'a rien d'étrange. Je l'ai empêché d'être pendu, au Dakota, pour je ne sais quelle indélicatesse.

RENAUD.

Mais Marroca?

JEAN.

Oui, celle-là m'aime gratuitement, — et frénétiquement. Je le dis sans fatuité, c'est la vérité pure. Même, cela me gêne un peu. Mon excuse, c'est que je n'ai rien fait du tout pour la séduire et que je me suis strictement laissé faire. Je l'ai connue à Baltimore, dans un collège très bien tenu où je donnais des leçons d'anglais... (Oui, j'ai fait bien des métiers...) C'était une enfant timide et modeste, fille de pasteur, très bien élevée... Je ne sais ce qui lui a passé par la tête. Elle m'a dit : « Enlevez-moi ! » — « Sans conditions? » — « Sans conditions. » Et je l'ai enlevée... Seulement, à présent, c'est elle qui me tient. Elle a voulu absolument venir avec moi jusqu'ici, pour ne pas me perdre, fût-ce un jour... j'ai l'angoisse de n'être plus tout à fait libre... Bah ! cela s'arrangera... Ma vie a toujours été un roman : c'est pour cela que je ne doute de rien, que je n'aperçois pas toujours les impossibilités qui apparaissent aux hommes de bon sens. Je suis tenté de croire que j'ai une étoile... A quoi pensez-vous, monseigneur?

RENAUD.

A toi, Jean. Au surplus, tu ne te laisses pas oublier... J'ai une idée, et pas trop banale, je m'en flatte. Puisque, de nous deux, c'est toi qui as l'étoile, et l'âme royale, et la foi, et la rage de l'action, et l'ascendant sur les autres hommes...

JEAN.

Épargnez ma modestie ; ce que vous dites n'est que probable.

RENAUD, *continuant.*

Puisque, dis-je, tu as tout cela, et que de tout cela je n'ai rien, et que je suis infiniment dégoûté et détaché de tout ; et puisque enfin, la nature s'est trompée en nous formant tous deux, que dirais-tu d'une... substitution... qui corrigerait l'erreur de la nature? Si nous convenions que tu es moi, et que je suis toi? Nous nous ressemblons un peu de taille et de tournure. Tu me connais parfaitement, et dès ma petite enfance ; tu as vu, à Lœwenbrünn, la plupart des personnages de la cour d'Alfanie ; je te fournirais tous les autres renseignements dont tu peux avoir besoin ; je te donnerais mon sceau et tous mes papiers ; et, puisqu'on m'appelle là-bas, tu t'en irais sauver l'Alfanie à ma place. Je m'engagerais à disparaître, et jamais plus on n'entendrait parler de moi. J'ai confiance en toi, je suis sûr que tu jouerais décemment mon rôle et que tu ne ferais pas plus de sottises que je n'en eusse fait moi-même. Et je savourerais une des plus hardies mystifications par où l'on ait témoigné à l'humanité le mépris dont elle est digne.

JEAN, *demi-sérieux.*

Il y a une petite difficulté.

RENAUD.

Laquelle?

JEAN.

Je serais bien obligé de me présenter à la reine-mère, et...

RENAUD.

Il y a bien dix ans qu'elle ne m'a vu. Et elle ne m'a jamais aimé... Enfin, ce serait ton affaire.

JEAN.

Mon Dieu... si la voix du sang est aussi couverte chez elle que chez vous...

RENAUD.

Oui, mais voilà : l'ironie de cette aventure, je serai seul à en jouir, car il est évident que toi, tu n'irais pas t'en vanter. Aurais-je l'âme assez forte pour consentir à en jouir tout seul?... Et puis, il y a autre chose... Dépouiller, échanger son moi, même quand on croit n'y pas tenir beaucoup... c'est bête, mais, en y réfléchissant, j'ai peur que ce ne soit pas si facile...

JEAN.

Alors... c'était une plaisanterie? (*Un silence.*)

RENAUD.

Oui, c'était une plaisanterie.

JEAN.

C'est dommage.

(*Entre Marroca par la porte de droite.*)

SCÈNE II

LES MÊMES, MARROCA.

MARROCA.

Bonjour, Jean. (*Saluant.*) Monseigneur...

JEAN.

Tu n'es pas trop fatiguée?

MARROCA.

Jamais près de toi. D'ailleurs j'aime l'aventure.

JEAN.

Cela se trouve bien. (*Il fait signe à Renaud de ne pas le contredire.*) Sais-tu de quoi je parlais avec le prince?... Quand nous aurons fait notre petite excursion, nous descendrons sur Calcutta, nous nous embarquerons, et nous irons tous trois en Alfanie reconquérir le trône de ses pères. Une armée nous attend là-bas. Nous ferons la guerre de montagne. Tu auras un cheval, un beau costume, une carabine... Cela te va-t-il?

MARROCA.

Est-ce sérieux, monseigneur?

RENAUD.

Mon Dieu...

MARROCA.

C'est que, si c'était sérieux, je ne vous aimerais plus.

JEAN.

Pourquoi?

MARROCA.

Parce que je ne suis pas royaliste.

RENAUD.

Pas même en Alfanie?

MARROCA.

Pas même.

JEAN.

Mais pourtant, si sa prétendue liberté perd l'Alfanie? Si jamais on n'y a été moins réellement libre ni plus malheureux? Si c'était sauver ce peuple que de le ramener, fût-ce en le contraignant un peu, sous le sceptre de ses rois?

MARROCA.

Il a le droit d'être malheureux de la façon qu'il préfère. L'absence de joug imposé, fût-elle illusoire, console de bien des choses. Enfin, que veux-tu? Quand tes arguments seraient sans réplique, il s'en-

suivrait seulement que ma résistance serait sans raison : cela m'est égal. Je suis révolutionnaire parce que je le suis, voilà tout.

RENAUD.

C'est évidemment la meilleure manière de l'être.

JEAN.

Je suis ton maître cependant, ô révoltée !

MARROCA.

Toi, je t'ai choisi.

JEAN.

Mais si j'allais en Alfanie, me quitterais-tu?

MARROCA.

Je ne te quitterais pas, cela me serait impossible. Mais je te trahirais et je me ferais tuer avec toi.

JEAN.

Laisse-moi t'embrasser pour ce dernier mot.

MARROCA.

Alors... c'était une plaisanterie.

JEAN.

Oui, c'était une plaisanterie. (*Entre Mircousch par la porte du fond.*)

SCÈNE III

LES MÊMES, MIRCOUSCH.

MIRCOUSCH, *à Jean qui lui tourne le dos.*

Monseigneur... Ah ! je me trompais.

RENAUD.

Eh bien?

MIRCOUSCH.

Eh bien, monseigneur, ce ne sera pas facile. J'ai exploré les alentours et je crois avoir trouvé le moins mauvais chemin. Mais, à cinq cents mètres à peu près, le glacier commence ; et quel glacier ! Des arêtes à ne poser qu'un pied, et, de chaque côté, quels trous !

RENAUD.

On nous l'avait bien dit.

JEAN.

Bah !... en nous attachant bien solidement... (*Il prépare son sac et ne s'aperçoit pas que Marroca est près de défaillir.*)

MIRCOUSCH.

Madame !...

JEAN, *presque indifférent.*

Hein? elle se trouve mal?

MIRCOUSCH, *prenant la gourde de Jean.*

Buvez, madame.

JEAN, *de même.*

Ça va mieux?

MARROCA.

Oui... Merci, Mircousch.

MIRCOUSCH.

C'est qu'il ne faisait pas chaud cette nuit... C'est trop dur pour une personne comme vous... c'est trop dur...

RENAUD, *rangeant des objets dans son sac.*

Ce qui m'excite, c'est que nous ne savons pas si nous reviendrons... Bien que, si j'étais sûr que nous ne dussions pas revenir... je crois tout de même que je ne partirais pas... Mais nous reviendrons, n'est-ce pas, Jean?

JEAN.

Probablement.

RENAUD.

Ce que nous faisons est très raisonnable. On se plaint de l'ennui, et l'on a toute la terre à visiter. Ce n'est pas énorme, mais c'est encore assez grand. La plupart des hommes meurent n'ayant habité qu'une ville, une province, un État ; les plus hardis, un ou deux continents. Moi, je voudrais avoir été l'habitant de toute la planète et, partout où un pied humain peut poser, avoir marqué l'empreinte du mien... C'est une ambition qui vaut bien l'ambition dite politique, n'est-ce pas, Jean?

JEAN.

Je vous ai déjà répondu là-dessus, monseigneur.

RENAUD, *à Mircousch.*

Viens voir avec moi si je n'ai rien oublié. (*Il sort avec Mircousch par la porte de droite.*)

SCÈNE IV

JEAN, MARROCA.

MARROCA.

Jean, tu ne feras pas cette folie !

JEAN.

Folie ou non, je la ferai.

MARROCA.

Mais c'est la mort?

JEAN.

Je ne crois pas. Mais quand même? Il y a comme cela des choses qu'on n'est pas obligé de faire, et pourtant on serait un lâche si on ne les faisait pas. Plus un mot là-dessus, ce serait inutile.

MARROCA.

Alors j'irai avec toi.

JEAN.

Non, car ce qui n'est que difficile et hasardeux deviendrait tout à fait impossible. Tu n'es pas assez forte ; tu tomberais en chemin, et nous à ta suite.

MARROCA.

Je suis plus forte que tu ne penses. Mais, si je me sens faiblir, je couperai la corde.

JEAN.

On dit cela.

MARROCA.

Tu sais bien que je le ferais.

JEAN.

Eh bien donc, je ne veux pas que tu meures.

MARROCA.

Et moi, je veux aller avec toi.

JEAN.

Encore?

MARROCA.

Tu ne m'aimes plus.

JEAN.

Quel raisonnement !

MARROCA.

Je t'aime tant, si tu savais ! Songe que j'étais une jeune fille bien sage, dressée à tout croire, à respecter toutes les lois religieuses et sociales, sans compter toutes les convenances, — à me garder par-dessus tout du romanesque et du rêve, — et que me voilà ! Apparemment, toute la passion et toute la révolte accumulées dans mon sang par l'abstention de je ne sais combien de générations correctes ont éclaté chez moi quand tu as passé. Mais aussi tu remplaces pour moi tout ce que je n'ai plus, famille, patrie et Dieu. J'ai été fidèle à toutes les traverses et à tous les hasards de ta vie ; et il y en a eu d'étranges. J'ai droit au reste de tes aventures. Je ne te quitterai pas. Tu n'aurais qu'à mourir sans moi. Tu es à moi, je te tiens, puisque je t'adore.

JEAN.

Je t'ai prévenue, quand tu t'es attachée à mes pas, que tu ne me tiendrais jamais ; et tu as répondu : « Soit ! » Je t'aime plus que je n'ai aimé aucune personne humaine ; mais je ne puis limiter ma vie à ton amour, y sacrifier la possibilité de vivre plus pleinement, renoncer pour toi à ce que peut m'apporter d'extraordinaire l'inconnu de demain. Tu as pour rivale, non pas une femme, mais ma volonté et ma destinée. Hier tu as voulu m'accompagner jusqu'ici : je pouvais, à la rigueur, te le permettre. Aujourd'hui, je t'ordonne de rester... Si ce que nous tentons est trop malaisé, nous pourrons sans doute revenir sur nos pas. Si nous réussissons, nous serons presque sûrement de retour ce soir, car les journées sont longues. Attends-nous ici. Tu as des provisions, et le paysage est admirable. Demain... si nous ne sommes pas revenus... le muletier qui t'a amenée et que nous avons gardé te ramènera à Madara. Tu n'as pas peur de lui?

MARROCA.

Non. (*Elle montre un petit poignard qu'elle a sur elle.*) Je n'ai peur que de toi.

JEAN.

Au revoir, donc... Nous reviendrons... Mais oui, mais oui. (*Il l'embrasse. Entrent Renaud et Mircousch par la porte de droite.*)

SCÈNE V

LES MÊMES, RENAUD, MIRCOUSCH.

RENAUD, *il ouvre la porte du fond, et l'on aperçoit un paysage de glaciers.*

Partons !

(*Renaud, Jean et Mircousch sortent tout équipés. — Marroca les regarde s'éloigner.*)

DEUXIÈME TABLEAU

Changement à vue. — Dans le glacier. — Au fond de la scène, très haut, on voit gravir, liés entre eux par une corde, Mircousch, le prince Renaud et Jean. — Un long silence.

SCÈNE PREMIÈRE

JEAN, RENAUD, MIRCOUSCH.

RENAUD, *haletant.*

L'histoire ne pourra toujours pas dire... que je me sois... amolli... au sein des voluptés.

JEAN.

Ne parlez pas. (*Nouveau silence. Le prince ne va plus qu'à peine.*) Hardi, monseigneur !

RENAUD.

Je n'ai plus... de jarrets... La faute de mes parents... Bon ! ça y est ! (*Il glisse ; les autres s'arc-boutent ; il les entraîne. Tous trois tombent, sur le devant de la scène, dans une crevasse séparée par une arête d'une crevasse plus profonde. Jean et Mircousch se relèvent ; le prince reste gisant ; ils défont la corde :*)

JEAN, *allant au prince.*

Monseigneur !... Il est évanoui. (*A Mircousch.*) Ta gourde ! (*Il essaye de le faire boire, lui frotte les tempes avec de la neige, puis examine le corps.*) Du sang !

MIRCOUSCH.

La crevasse n'est pourtant pas profonde.

JEAN.

Il a dû donner dans sa chute sur une aiguille de glace qui lui sera entrée dans le côté... Pauvre garçon !

MIRCOUSCH.

Est-ce que c'est dangereux?

JEAN.

Non... à moins d'hémorragie interne... Donne ton couteau. (*Il débride la plaie.*)

RENAUD, *revenant à lui.*

Ah !

JEAN.

Vous me reconnaissez, monseigneur?

RENAUD.

Oui... Je suis tombé... je suis tombé... Dieu que c'est bête !... Jean?

JEAN.

Monseigneur?...

RENAUD.

Ne me quitte pas... Ta main?

JEAN.

Souffrez-vous beaucoup?

RENAUD.

Pas trop... Je ne sais pas... C'est fini... fini de m'ennuyer. Et pourtant ça m'ennuie...

JEAN.

Mon cher maître...

RENAUD.

Jean !... Je t'ai aimé... parole ! (*Reconnaissant Mircousch.*) Bonjour, Mircousch... Jean !... Tiens, ma bague... (*Il lui passe la bague au doigt.*) Fais... ce que tu voudras... Oh ! j'étouffe... j'étouffe...

JEAN.

Mort ! (*Jean et Mircousch s'agenouillent. Mircousch prie, Jean songe. Un long silence.*) Pourrons-nous remonter, Mircousch?

MIRCOUSCH.

J'espère que oui. (*Il commence à creuser des degrés dans la glace avec son piolet.*)

JEAN.

Quand tu seras hors de ce trou, descends à la ville... Ne passe pas par la cabane, puisque nous avons, en gravissant, découvert un chemin plus court. Annonce au consulat d'Alfanie la mort du prince (*après un long moment de réflexion*) et la mienne.

MIRCOUSCH.

Hein?

JEAN.

Et la mienne.

MIRCOUSCH.

Mais...

JEAN.

J'ai dit.

MIRCOUSCH.

Et... si on m'accuse d'avoit fait le coup?

JEAN.

Le prince a déclaré devant témoins qu'il voulait tenter l'ascension... D'ailleurs, si tu avais fait le coup, tu n'irais pas toi-même déclarer notre mort... Tu ramèneras ici des hommes pour chercher nos corps... Il n'est pas très sûr qu'on les retrouve... Dans un mois, jour pour jour, sois à Calcutta, à cette taverne de la rue Victoria, tu te souviens? Voici pour ton voyage. (*Il lui donne de l'argent.*)

MIRCOUSCH.

Mais... Madame ? que va-t-elle devenir ?

JEAN.

Elle ne sera pas embarrassée ; elle a de l'argent ; le muletier la ramènera à Mandara. Évite-la ; mais, si elle te rejoint, dis-lui la même chose qu'au consul ; rien de plus. Tu m'obéiras?

MIRCOUSCH.

Oui.

JEAN.

Exactement?

MIRCOUSCH.

Oui.

JEAN.

Tu n'as pas besoin de comprendre. Je fais ta fortune : bon voyage!
(Mircousch disparaît derrière la crête de la crevasse.)

SCÈNE II

JEAN, *seul.*

(*Il enlève au mort des médailles qu'il a au cou, puis son portefeuille qu'il ouvre.*) Oui, voilà les lettres dont il m'a parlé. (*Il va jusqu'à l'arête qui borde la crevasse et se penche pour regarder.*) Le gouffre est profond, et sûr. (*Baisant le cadavre sur le front.*) Adieu, cher prince. (*Il pousse très doucement le corps jusqu'au bord du gouffre et l'y fait glisser.*) C'est fait.

(*A suivre.*)

JULES LEMAITRE

PAPIER BLANC
CONTRE PAPIER NOIRCI

Il vient d'apparaître, au Tonkin, un phénomène économique particulièrement intéressant. Il ne faut pas en exagérer l'étendue ni la portée actuelles, mais il le faut signaler, parce qu'il est significatif.

Jusqu'à ces dernières années on n'aurait pas trouvé, je crois, en Indo-Chine, un seul Annamite qui se livrât à l'industrie — sauf peut-être à la distillation du riz, comme « bouilleur de cru », et cela est maintenant interdit. C'est que les Annamites avaient pris au sérieux les principes de civilisation qu'ils ont reçus des Chinois. Ils les respectaient, les observaient, plus que les Chinois eux-mêmes. Car ceux-ci sont entreprenants, ils ne dédaignent aucune manière de gagner de l'argent ; l'industrie en est une, et la meilleure : aussi, à Cholon, par exemple, ont-ils dépossédé, à leur profit, les Européens qui avaient créé des usines pour le décorticage du riz. Au contraire, l'Annamite professe qu'il n'est guère que deux professions honorables : celle d'agriculteur et celle de lettré — le lettré pouvant être aussi un fonctionnaire. Il pratique, en somme, le pur confucianisme.

Or, tout récemment, on a vu s'élever, sur les bords du Fleuve Rouge, une usine dont les capitaux sont annamites, le directeur, la plupart des ingénieurs, les contremaîtres et les ouvriers annamites : c'est que c'est une fabrique de papier.

Que s'est-il donc passé? Rien de plus simple : des novateurs sont parvenus à persuader leurs compatriotes que fabriquer du papier est une œuvre noble, qui ne saurait impliquer de déchéance, parce que le papier sert à porter l'écriture imprimée ou manuscrite. En d'autres termes, que c'est une industrie intellectuelle, attendu que sans papier il n'y aurait pas de livre.

On ne saurait leur donner tort : c'est une vue juste et profonde. L'Annamite trouve sur place la matière première, le bambou, et aussi le charbon. Il ne lui reste à importer que les produits chimiques. Le papier qu'il produira lui reviendra par conséquent à meilleur compte que celui qu'il faisait venir jusqu'ici de Chine, du Japon pour certaines sortes, d'Europe pour les autres.

Mais il se trouve que, par un contraste qui n'est qu'en apparence paradoxal, pour des motifs naturels et primordiaux, la situation pour la France et les Français est renversée. Nous sommes avant tout un pays d'industries intellectuelles. C'est par celles-ci que nous tenions notre place dans le monde, et que nous la tiendrons encore, sauf peut-être pour la métallurgie, même la grosse métallurgie, à laquelle les nouvelles conditions nées de la guerre et de la victoire promettent un avenir nouveau, et, dit-on, grandiose. Pour tout le reste, il est infiniment probable que nous resterons ce que nous étions, ce que nous avons toujours été : un peuple de paysans, dont la production agricole est telle qu'elle lui suffit presque entièrement, et que, d'autre part, en raison de sa faible population, donc d'une main-d'œuvre restreinte, en raison des qualités d'intelligence supérieure de cette main-d'œuvre, donc de ses exigences, en raison de son génie particulier, enfin, ce peuple consacrera surtout son activité aux tâches qui lui procureront la plus forte rémunération contre la plus faible dépense en matière première. J'achète pour quelques sous une toile, des couleurs et des brosses, et je fais un tableau que je puis revendre vingt mille francs. Même les plus précieuses matières, l'or, les diamants, les perles, si je suis un joaillier digne de ce nom, doubleront de prix entre mes doigts. La modiste elle-même, qui avec une trentaine de francs de paille, de ruban et de fleurs artificielles « invente » un cha-

peau qu'elle revendra trois cents francs, fait de l'industrie intellectuelle. Et aussi celui qui écrit un livre, et aussi celui qui l'imprime, celui qui le broche, le relie et le vend! Voilà quatre siècles que c'est comme ça, et il faut que cela dure encore des siècles, si nous voulons rester une nation prospère, et telle que l'ont faite nos instincts, notre hérédité, la vitesse acquise, tous les caractères de notre existence nationale.

Or les conditions spéciales des industries intellectuelles exigent que la matière première qui leur sert de support soit aussi bon marché que possible. Prenez même la joaillerie, et supposez que le prix de l'or, des bijoux et des perles soit double chez nous de ce qu'il est dans un pays voisin — par suite de droits, par exemple, mis par le fisc à l'entrée de ces supports précieux : et vous verrez la joaillerie se transporter à l'étranger, vous verrez dépérir et disparaître l'originalité, l'esprit d'invention, de nos ciseleurs, de nos sertisseurs, de tous les artistes du bijou.

Il en est de même pour le livre. Dès 1771, il y a plus d'un siècle et demi, l'abbé Galiani écrivait :

> ... Français, chérissez donc l'imprimerie : c'est votre lot en ce bas monde. Mais vous avez mis un impôt sur le papier, quelle sottise !
>
> Plaisanterie à part, un impôt sur le papier est la faute en politique la plus forte qui se soit commise en France depuis un siècle ; il valait mieux faire la banqueroute universelle, et laisser aux Français le plaisir de parler à l'Europe à peu de frais. Vous avez conquis plus de pays par les livres que par les armes, et vous voulez vous forcer à vous taire.

Voici pourtant que cela recommence, après cent cinquante ans, qui semblent n'avoir rien appris à personne : il existe un contrat et l'on veut le doubler ou le tripler. Cela sur le papier même est fait provisoirement, et il ne s'agit plus que de rendre définitif ce provisoire.

Entendons-nous bien. Il ne s'agit pas, comme au XVIIIe siècle, de mettre un impôt sur tous les papiers, d'où qu'ils sortent, des manufactures nationales ou des manufactures étrangères. Il s'agit de mettre un impôt sur le papier *importé* : mais cela, comme on va le voir, revient, comme résultat, exactement au même.



Voici les mesures fiscales qui pèsent sur l'importation du papier en France.

Par décret du 14 janvier 1919, une surtaxe de 5 p. 100 *ad valorem* sur les papiers ordinaires ainsi que sur les cartons et de 16 p. 100 sur les papiers couchés, avait été ajoutée au droit spécifique, existant auparavant, de 10 francs les 100 kilos pour les papiers à la mécanique au-dessus de 30 grammes le mètre carré, et de 30 francs pour les 100 kilos pour les papiers couchés, prévu par le tarif douanier de 1910. Les droits *ad valorem* ayant paru d'une application difficile, une mesure générale les a remplacés par des coefficients variant de 1 à 3. Puis, par un nouveau décret, le coefficient 3 a été abaissé à 1,5 pour les papiers ordinaires et à 2,5 pour le carton, malgré les réclamations de la presse périodique et de tous les éditeurs, qui demandaient énergiquement que le coefficient applicable fût réduit à 1, équivalent au tarif douanier d'avant-guerre. Et un projet de loi, actuellement soumis aux Chambres, propose que ces surtaxes, établies provisoirement, soient converties en lois, promulguées une fois pour toutes.

Si l'on veut traduire, en langage plus clair, ces précisions techniques, on dira que les droits *ad valorem* actuels, et qu'on prétend perpétuellement maintenir, s'élèvent, pour les papiers couchés, aux cours actuels de France, à 60 francs par 100 kilos, c'est-à-dire la valeur de ce même papier avant la guerre.

Or, il faut remarquer que, en raison de la baisse du change français, les fabricants de papier sont depuis longtemps plus que défendus par ce change. Il n'est besoin, pour le *moment*, d'aucune protection. Mais ils veulent rester fournisseurs exclusifs de nos besoins quand la devise française sera au pair.

Si encore l'industrie du papier, que l'on prétend favoriser, était pleinement une industrie française : or française, elle ne l'est que d'une façon limitée, restreinte; elle ne l'est que pour la moitié, ou pour le tiers, ou pour moins. Elle ne l'est qu'en tant qu'industrie de transformation, de finissage. Il n'est pas difficile de le faire voir. Depuis bien longtemps déjà la paille, d'abord, puis la pâte de bois mécanique, enfin la

pâte de bois chimique, ont remplacé le chiffon dans la fabrication : or la presque totalité des pâtes de bois qu'emploie l'industrie française du papier, plus de quatre millions et demi de quintaux métriques, provient de l'étranger : Allemagne, Autriche-Hongrie, Suède, Norvège, Canada et Suisse. L'alfa même, notre alfa algérien, non pas seulement celui qui appartient à des sociétés concessionnaires anglaises établies en Algérie, mais celui que fournissent les autres producteurs, espagnols ou français, va se faire traiter en Angleterre : et il est difficile qu'il en soit autrement, les produits chimiques indispensables à sa transformation et le charbon, étant dans ce pays d'un prix de revient beaucoup moins coûteux qu'en France.

Les fabricants de papier sentent bien que c'est là pour eux un point délicat, par quoi ils peuvent donner prise à la critique : ils ne sont pas des transformateurs de matière première, comme le filateur de coton, par exemple ; ils reçoivent le produit déjà mi-fabriqué. Aussi M. Crolard, dans son rapport au Congrès du Livre, en 1917, sur *la Fabrication et le Commerce du papier*, s'ingénie-t-il à démontrer que nos forêts françaises pourraient, et devraient fournir à tous nos besoins en pâte à papier. Elles le devraient peut-être, mais elles ne le peuvent pas. Déjà elles n'y arrivaient point avant 1914. Saignées à blanc par les besoins de la guerre de tranchées, des lignes de chemins de fer stratégiques, des mille exigences de la guerre, elles en sont aujourd'hui bien moins encore capables. Il se passera longtemps avant que le peuplier blanc de la Somme dont M. Crolard préconise la plantation ou l'extension de peuplement suffise à nos besoins en pâte à papier. Il ne saurait être question d'exploiter, de dépenser notre capital forestier en ce moment, il s'agit de le reconstituer. L'heure n'est pas venue d'en distraire une bûche pour faire du papier. Interrogée en ces termes par le syndicat des Éditeurs : « Serait-il avantageux de provoquer en France la création, avec l'appui des pouvoirs publics, d'une grande entreprise de plantation des bois nécessaires à la production de la cellulose sans nuire pour cela à l'ensemble de la production agricole du pays? l'Académie d'Agriculture, par l'organe de son secrétaire perpétuel, a répondu :

« Un tel projet, quelque captieux qu'il paraisse, ne peut soutenir l'examen. Il faut en effet considérer que les forêts françaises donnent actuellement tout ce qu'on peut leur demander en pâte à papier. On devrait, pour augmenter leur rendement, emprunter des milliers d'hectares à la production agricole proprement dite. Ce n'est pas à l'instant où il est nécessaire de pousser au plus haut point cette production qu'il serait opportun de restreindre les surfaces qui lui sont consacrées. D'un autre côté ce serait diminuer les richesses du pays, car le revenu de telles plantations serait bien inférieur à celui donné normalement par des terres qui y seraient consacrées. Enfin ce serait seulement à longue échéance qu'il serait permis d'espérer un produit un peu appréciable de ces plantations, si elles étaient réalisées. Le but actuel qu'on a en vue ne serait donc pas atteint. »

Mais il y a l'utilisation de nos fibres coloniales : le bambou femelle et la paille de riz d'Indo-Chine, le fromager et le papyrus de notre Afrique Occidentale? Certainement : un jour. Mais la date de ce jour? qui peut la dire. Elle est encore éloignée : où sont les bateaux qui vous amèneront en France cette matière première? Où sont aussi les bateaux qui amèneront en Afrique Occidentale le charbon nécessaire pour la transformer en pâte? Et admettons que nous soyons enfin parvenus à reconstituer notre marine marchande. Est-ce à cela que nous devrons l'employer d'abord? Tant de besognes pressantes la solliciteront : le transport du coton, de la laine, de tous les textiles, du caoutchouc, des huiles, du cuivre, de tout ce qui pourra servir aux grandes industries susceptibles de se développer derrière les progrès de notre métallurgie? Certes, à l'heure où nos colonies pourront nous fournir de la pâte à papier, *et l'exporter*, je serai le premier à réclamer des droits protecteurs contre le papier étranger : mais je n'espère pas pouvoir pousser ce cri avant une vingtaine d'années.

On ne veut s'occuper ici que de la question du livre et des périodiques. Pour les journaux, dans la réalité foncière, les conclusions seraient les mêmes, surtout si l'on tient compte de la presse de province, que les Parisiens ne connaissant pas, dont ils ignorent l'importance, et qui représente cependant

beaucoup plus les véritables tendances politiques du pays que celle de Paris. Pour celle-ci, le problème est plus complexe parce que les propriétaires de certains grands journaux sont en même temps fabricants de papier, et qu'ils peuvent alors avoir le plan de nuire à la vente de certains autres journaux en faisant augmenter, pour toute la presse, le prix du numéro — ce qui favoriserait les feuilles à gros tirage — plutôt que de diminuer le prix du papier.

Mais, pour le livre et les périodiques, la situation est celle-ci :

Le prix du papier a augmenté de 1 000 à 1 200 p. 100. Les papiers ordinaires d'édition, payés avant la guerre de 30 à 34 francs les 100 kilos ont atteint 380 à 400 francs. Les plus mauvaises sortes — pratiquement du papier à chandelles — vont jusqu'à 260 et 270 francs. Certains papiers indispensables pour l'impression des revues ou le tirage des gravures, valant 65 francs avant la guerre, se payent aujourd'hui de 600 à 650 francs. Le résultat, c'est que la France est en train de perdre — on peut dire a pratiquement perdu — la situation qu'elle occupait avant la guerre sur le marché du livre à l'étranger. Elle ne vend plus de livres : et l'on peut prédire que c'est elle qui en recevra. Les livres français seront remplacés, chez elle et dans tous les pays du monde, soit par des livres français édités hors de son territoire, soit par des livres en langue étrangère, anglais ou allemands, quand il s'agira d'ouvrages scientifiques. Un seul exemple, entre beaucoup d'autres : comme il n'existe pas encore chez nous de bon manuel de chimie organique, un grand éditeur de médecine avait projeté de combler cette lacune en publiant un important ouvrage de chimie organique en 32 fascicules, analogue au manuel allemand de Mayer et Jacobson, publié à Leipzig chez Vort et Cie. Or les prix de fabrication sont tels, en raison du prix du papier en France, que le prix *de revient* d'une feuille d'impression y est de 85 centimes, tandis que les deux fascicules déjà parus en Allemagne du manuel Meyer et Jacobson peuvent être *vendus* 60 pfennigs la feuille. C'est la condamnation à mort, sans phrases, de toute publication scientifique chez nous, car les ouvrages de cette lecture ne peuvent être édités qu'à la condition de trouver une clientèle importante à l'étranger : l'acheteur français ne compte en effet que pour

un tiers dans la vente totale, Si donc, pour les deux autres tiers des acheteurs, on rencontre la concurrence allemande — ou anglaise — dans des conditions qui nous mettent en état d'infériorité absolue, il nous faudra renoncer, non seulement à acquérir une situation assurant la prépondérance à l'esprit français, *mais même à nous faire entendre dans notre propre pays.* Et il en est de même, dès aujourd'hui, pour les livres scolaires. Ils ont subi une hausse de 140 p. 100 : d'où restriction inévitable des achats en France, et impossibilité totale de faire accepter ces livres dans les pays où nous avons le légitime désir, et même le devoir de répandre notre influence. Il y a plus : on publiait auparavant en France un grand nombre d'ouvrages en langue espagnole, à destination de l'Amérique du Sud, mais presque tous se trouvent dans le domaine public : les États-Unis et l'Allemagne s'en emparent. Voici pour la France une partie de son industrie intellectuelle ruinée. Qu'on ne dise point que peu importe pour les intérêts de la littérature et de la science françaises : ces ouvrages en espagnol servaient pour ainsi dire de véhicule aux ouvrages français, le libraire qui en expédiait les ballots avait aussi une clientèle pour les livres français.

On a critiqué l'inertie, le manque d'initiative et d'organisation de la librairie française, en ce qui concerne l'exportation. Ces reproches peuvent être en partie justifiés ; toutefois notre position n'était pas à cet égard si mauvaise qu'on le dit, sauf pour certaines publications périodiques telles que les journaux de mode, par exemple, dont la plupart étaient édités en Allemagne surtout, puis même en Autriche et en Hollande, et nous revenaient à Paris. De plus l'Allemagne et l'Angleterre — surtout l'Angleterre, bien que l'Allemagne, dans les dernières années, tendît à l'égaler — importait chez nous une quantité grandissante de livres *imprimés en français.* Cette quantité a fait plus que doubler de 1905 à 1913; environ 18 000 quintaux contre 8 000. Mais d'autre part nos exportations croissaient, non pas proportionnellement, mais d'une façon notable, et passaient de 26 000 quintaux à environ 39 000, auxquels il faut ajouter les périodiques — 23 000 à 52 000. Pour la première catégorie, c'est une augmentation de 90 p. 100, pour la seconde de 16 p. 100. C'est, chose curieuse,

la Belgique qui tenait la tête dans cette demande pour les périodiques, c'est-à-dire les revues, tandis que le livre français ne faisait que maintenir, et encore péniblement, les positions acquises. Il faut voir là, disent MM. Max Leclerc et Jean-Paul Belin, dans leur excellent rapport au Congrès national du Livre, l'un des phénomènes les plus significatifs de l'évolution sociale dans ces dix dernières années, et l'un des signes de l'américanisation du monde, que Renan avait prédite ; mais peut-être aussi une conséquence de la situation intérieure de la Belgique : beaucoup de nos livres français épouvantaient certains partis, qui justement étaient au pouvoir, ainsi que les écoles confessionnelles, qui repoussaient nos manuels; tandis que bon nombre de nos revues sont plus neutres, on plus conservatrices. Car le phénomène inverse se constatait chez un autre de nos clients, mais protestant, la Suisse : celle-ci, dans la même période, arrivait presque à tripler une demande de livres français, tandis qu'elle ne nous demandait qu'une quantité infime de périodiques : 700 quintaux contre 40 000 en Belgique ; mais il faut dire aussi que la Suisse romande possède d'excellentes revues locales, tandis que celles-ci manquent en Belgique, et que la Suisse alémanique trouve l'élément de sa curiosité d'esprit dans les périodiques allemands; mais, quoi qu'il en soit, n'oublions pas que la Belgique restait notre meilleure clientèle : elle absorbait à elle seule 42 p. 100 de notre exportation. Venaient ensuite l'Angleterre, puis l'Allemagne, puis la Suisse, le Canada, de pair avec l'Italie, avec un bond rapide et très intéressant de ce premier pays. Le Brésil et la République Argentine, également en progrès notables, ainsi que les États-Unis, et avec des chiffres à peu près semblables à ceux du Canada et de l'Italie — environ 3 000 quintaux; et enfin, au bas de l'échelle, l'Espagne, avec la quantité minime et stationnaire de 1 500 quintaux.

Ces chiffres sont non seulement intéressants en eux-mêmes, mais ils marquent assez curieusement le degré de curiosité intellectuelle, de culture des nations étrangères, en même temps que l'intérêt qu'elles prennent à la littérature française. Et, dans l'ensemble, ils étaient encourageants, nous luttions contre l'Allemagne et contre l'Angleterre, elle aussi rival dangereux, nous tenions le coup. En 1917, lors du Congrès

national du Livre, on fit des rêves plus ambitieux encore. On y vota le vœu suivant :

Le Congrès constate que la diffusion du livre français est un des meilleurs moyens d'augmenter l'influence de notre pays et d'assurer la grandeur de la France dans le monde entier.

Pour que nos livres, nos périodiques, nos journaux aient la place à laquelle ils ont droit, le Congrès estime qu'il est indispensable que les pouvoirs publics secondent énergiquement les efforts des éditeurs et tous les groupements qui cherchent à développer l'usage de la langue française à l'étranger :

En faisant les démarches nécessaires et répétées pour qu'on introduise dans les programmes des lycées, écoles et universités des pays alliés ou amis l'étude de la langue française ou qu'on lui donne une importance plus grande.

En développant, par réciprocité, dans nos lycées et Facultés, l'enseignement des langues étrangères.

En faisant faire fréquemment des séries de conférences à l'étranger par les personnalités les plus marquantes du monde, de la littérature, de la musique, des arts, des sciences et de la médecine.

En encourageant le séjour dans des Facultés étrangères, de professeurs et d'étudiants français qui noueront avec leurs confrères et les milieux littéraires ou scientifiques d'étroites amitiés et des relations durables.

En favorisant la venue dans nos universités de maîtres étrangers qui apporteront à nos élèves l'écho d'idées nouvelles et en facilitant l'accès de nos Facultés des lettres, des sciences, de droit et de médecine aux étudiants venus du dehors et qui, ayant appris à connaître la France, l'aimeront et deviendront des propagandistes de nos idées et de nos méthodes.

En créant à Paris, sous forme de cercle ou de lieu de réunion largement ouvert, un centre plein de vie et de mouvement où tous les étrangers de marque appartenant au monde des sciences, des lettres et des arts seront accueillis et se rencontreront avec l'élite de la pensée française.

En facilitant au commerce d'exportation ses relations avec ses clients lointains, en abrégeant les délais des transports, en augmentant les possibilités d'expédition, en diminuant les frais de port et en obtenant les tarifs de douane les plus favorables.

En augmentant à l'étranger le nombre et l'importance des dépôts où les libraires détaillants pourront s'approvisionner facilement de tous les ouvrages dont ils ont besoin pour leur vente.

On envisageait de plus l'expansion des œuvres françaises par la publication de catalogues et de bibliographies méthodiques, nombreuses et appropriées.

Tout cela était faisable, tout cela était en train de se faire. Tout cela, à l'heure qu'il est, demeure inutile, tout cela est lettre morte à cause du prix du papier. Le livre, le périodique, agonisent en France ; et l'on veut transformer ce meurtre en assassinat ; on veut que le livre et le périodique ne puissent ressusciter : au début de 1919, le papier étranger convenant à l'impression des volumes et des revues coûtait, suivant les sortes, un tiers ou la moitié en moins du papier français : pour une industrie qui n'est que d'une façon restreinte nationale, et qui le restera toujours, puisque la pâte de bois sera toujours fournie pour la presque totalité par l'étranger, on veut que le papier étranger ne puisse entrer chez nous — on veut qu'il n'y ait plus de livres français faits en France, et qu'on n'en puisse plus vendre à l'étranger. Du reste, la chose est accomplie. Voici une lettre adressée par un libraire du Brésil, tout récemment, à un éditeur parisien :

« *En vue de l'incroyable augmentation des prix de la librairie de votre pays, portés maintenant au double de ce qu'ils étaient avant la guerre, nous avons décidé de suspendre à l'avenir l'importation et la propagande de la littérature française, importation et propagande que nous faisions depuis vingt ans.*

» *Il est à regretter qu'un pays comme le nôtre, où votre littérature était très répandue, soit obligé de suspendre la diffusion de cette littérature pour l'avenir à cause de vos nouveaux prix qui sont inacceptables..*

» *Veuillez donc suspendre les commandes existant encore chez vous.* »

Celui-là se contente de ne plus vendre nos éditions. Un autre, en Suisse, se voit sollicité par un éditeur allemand de remplacer les romans en français publiés chez nous par des romans en français édités en Allemagne. Un représentant de la Société d'Exportation des Éditeurs français l'explique en ces termes :

« *Les éditeurs allemands font actuellement, dans les pays neutres, notamment en Suisse, une telle propagande que des mesures immédiates doivent être prises par les éditeurs fran-*

çais pour éviter d'être à nouveau évincés des marchés de ces pays. Voici un fait caractéristique :

» *Un éditeur allemand a demandé à un libraire de Genève de se procurer le droit de reproduction de 300 romans d'auteurs modernes français connus.*

» *L'éditeur allemand proposait de faire éditer ces ouvrages au nom de ce libraire, tout en les faisant imprimer en Allemagne et en lui réservant 5 p. 100 sur la vente. Ces romans devaient être vendus au public au prix de 1 fr. 25.* »

Les éditeurs français seraient incapables de publier ces volumes même à un prix double.

***

Considérez qu'ils luttent, cependant. Malgré l'augmentation du prix de la main-d'œuvre, malgré les autres frais, qui ont triplé, malgré que le prix du papier se soit accru dans la proportion de 800 à 1 000 p. 100, l'ancien 3 fr. 50 ne se vend que 4 fr. 90 ou 5 fr. 70. Le livre est ce qui a le moins augmenté en France, proportionnellement. Les éditeurs ne peuvent consentir un plus grand sacrifice sans se suicider. Ils vont fermer boutique. Déjà les jeunes auteurs ne peuvent plus publier leurs livres, tout le monde le sait. Avant la guerre il leur était permis de se faire connaître avec un roman qu'on tirait à 1 500 exemplaires. L'éditeur n'y gagnait pas grand'-chose, mais enfin, « il étalait ». Alors il se risquait. A cette heure, les conditions matérielles le lui défendent : on ne saurait lui demander de perdre de l'argent sur les jeunes, alors que les auteurs connus ne lui apportent plus qu'une marge de bénéfices réduits, malgré le nombre des « vendus ». Mais il y a plus grave encore peut-être : la cherté du papier n'interdit pas seulement les tirages à un petit nombre d'exemplaires, mais encore, par un contraste qui, au premier abord, peut sembler paradoxal, *les gros tirages à bon marché*, c'est-à-dire le livre populaire ou scolaire. La raison en est évidente :

Dans un volume tiré à un petit nombre d'exemplaires — de 1 500 à 3 000 — les frais de premier établissement,

composition du texte, empreintes, dessins et gravures s'il y en a, d'une part, la mise en train nécessaire à un tirage même peu élevé, d'autre part, représentent une proportion considérable des frais de fabrication, même si l'on ne tient pas compte des droits d'auteur et des frais généraux. Dans le cas, où, au contraire, vous tirez un grand nombre de « mille » d'une publication populaire, d'un livre de classe, d'un dictionnaire destiné aux écoles, les frais qu'on vient d'énumérer demeurent à peu près les mêmes et l'un des principaux éléments du prix de revient est alors le papier. Toute surcharge de ce côté amène fatalement une augmentation du prix de vente, car l'éditeur, calculant sur une clientèle très nombreuse, ne conserve qu'une marge fort minime de bénéfices : de telle sorte que le prix du papier et du cartonnage — s'il y en a — qui est de 27 p. 100, pour un roman in-16 tiré à 3 000 exemplaires, s'élève à 55 p. 100 pour une encyclopédie populaire tirée à 200 000, à 67 p. 100 quand il s'agit d'un ouvrage tiré de 50 à 100 000, à 78 p. 100 pour un petit dictionnaire illustré, à 81 p. 100 pour un cours de grammaire destiné aux écoles primaires.

Donc, conséquence de l'élévation du prix du papier : privation de toute nourriture intellectuelle pour les classes populaires ; élévation du prix des livres de classes qui retombera, sous forme d'impôts, sur le contribuable ; impossibilité de continuer à fournir ces livres aux pays qui nous les demanderont ; ils s'adresseront ailleurs. Et cela sera pire pour les travaux de nos physiciens, chimistes, médecins, de notre critique d'art aussi. D'où retentissement sur le commerce des beaux-arts. Qu'on y réfléchisse : il se pourrait bien que, en raison du prix des catalogues et des livres de critique esthétique, le marché de la peinture et de la sculpture se fasse, sinon en Allemagne, du moins à Londres.

Et ce ne sont pas seulement ces industries intellectuelles qui seront atteintes, mais les autres, toutes les autres : la couture, la mode, et même les textiles, et la métallurgie elle-même : actuellement on ne vend rien sans publicité, sans affiches, sans catalogues, sans prospectus, et la vente, tout le monde le sait, est en raison directe de la publicité. Voyez ce qu'étaient déjà les catalogues, les prospectus et les jour-

naux techniques et les affiches murales dans les pays anglo-saxons et germaniques, ce qu'ils étaient en France ; dites-vous que ce qu'il y en avait en France va disparaître, à l'heure où il fallait faire dans ce sens un effort décuplé, et concluez.

En même temps les intérêts de 470 000 travailleurs du livre sont sacrifiés à ceux de 30 000 ouvriers papetiers. Tel est le résultat de la politique économique adoptée, et qu'on prétend encore accentuer. Car le nombre des ouvriers du papier et des industries qui s'y rattachent est de 500 000 [1], d'après des chiffres fournis par un rapport officiel présenté par l'Office national du Papier autre que le papier journal, et sur ces 500 000 ouvriers, 30 000 seulement sont employés à la fabrication du papier ; tous les autres sont imprimeurs, relieurs, brocheurs, employés de librairie. Ceci résulte d'un calcul aisé à établir. En mai 1918, l'Office national de la Presse a demandé officiellement aux papeteries placées sous son contrôle quel était le nombre d'ouvriers nécessaires pour produire les 9 000 tonnes de papier que réclamait à cette époque la consommation mensuelle des quotidiens et périodiques, soit 300 tonnes par jour. Il lui fut répondu que ce nombre était de 3 675 ouvriers, dont 1 098 pour les périodiques et 2 577 pour le papier journal.

D'autre part, M. Crolard, président de l'Associatoin nationale des Fabricants de papier, dans un rapport officiel présenté au Congrès du Livre, a estimé qu'en temps normal la fabrication journalière du papier, en France, est de 2 000 tonnes : s'il faut 3 675 ouvriers pour fabriquer 300 tonnes, il en faudra 24 500 pour en produire 2 000. Pour le cas où l'on objecterait que les papeteries affectées à la fabrication du papier journal sont mieux outillées que les autres et ont besoin de moins de main-d'œuvre, élevons de 5 000 environ le chiffre maximum du personnel des papeteries françaises : nous arrivons à 30 000 ouvriers. Ce sont ces 30 000 que l'on veut avantager au détriment des 470 000 restants de l'industrie du Livre : on ne saurait trouver de décision moins démocratique.

1. Les salaires et appointements atteignent 1 milliard 500 millions.



Voilà où on en est, voilà où l'on prétend rester : *on veut que le papier continue à coûter plus cher en France qu'à l'étranger*; ou, pour employer une autre formule aussi claire, et malheureusement aussi vraie, on veut sacrifier les intérêts du papier noirci, les intérêts de l'industrie intellectuelle de la France, aux intérêts du papier blanc, de l'industrie non intellectuelle. On n'a pas l'air de se rendre compte que, même *du point de vue matériel*, cette industrie intellectuelle est d'un rendement et laisse des bénéfices cent fois plus considérables que l'autre, et que, du point de vue moral, du point de vue influence nationale sur le monde entier, les dommages causés sont incalculables. On prétend même fermer les yeux à cette évidence : que mettre un impôt sur la matière première qui sert de support à la pensée française, c'est placer celle-ci au regard de la pensée étrangère, dans le même état d'infériorité que si l'on mettait un impôt sur une autre matière première qui pour la France est indispensable à une grande industrie, le coton par exemple : que diraient nos tisserands et nos filateurs ! Et c'est pourtant la même chose quand il s'agit du papier blanc qu'on ne fabrique en France qu'en apparence, en trompe-l'œil, puisqu'il arrive du dehors, pour plus que la majeure partie, sous forme de pâte à papier, et que, même aussi, on n'en produit pas des quantités suffisantes. Et, pour conserver cette illusion, cette façade d'industrie nationale du papier blanc, on condamne à mort l'industrie du papier noirci. On y consent aveuglément, on se résigne à voir expulser notre littérature et notre science des positions qu'elles gardent encore dans le monde, et à faire payer trois fois plus cher par les Français ce pain de l'esprit qui les a faits ce qu'ils sont. On demeure étourdi d'une semblable aberration.

On a dit et écrit bien souvent que « le commerce suit le pavillon ». Le plus curieux, c'est que ce n'est peut-être pas vrai, et que, pour l'Angleterre, qu'on prend toujours pour exemple, au début c'est le pavillon qui a suivi le commerce. Mais, pour la France, le fait parlant est celui-ci : pour une très grande part, notre commerce suit notre pensée, notre litté-

rature, notre science, nos beaux-arts : tant de livres français vendus en moins, tant de tonnes de machines, tant de milliers de mètres de soieries et d'étoffes à l'empreinte de notre goût vendus en moins. Ainsi ce ne sont pas seulement nos éditeurs, nos revues, nos écrivains et nos savants qui doivent réclamer l'abandon de cette politique économique absurde : c'est tout le monde, c'est toute la France ; c'est celui qui à Rouen fait du drap, à Lille ou Armentières livre la toile, à Lyon des satins brochés. Et aussi le pauvre diable qui veut lire, et ne peut plus lire, parce que, aux prix actuels du livre, il n'a plus de quoi. En place, il n'y a qu'une chose à faire :

Supprimer dès maintenant les surtaxes provenant de l'établissement du coefficient 1,5 pour les papiers à la mécanique pesant plus de 30 grammes au mètre carré et les papiers couchés en blanc, et du coefficient de 2,5 pour les cartons.

Supprimer momentanément le droit spécifique établi par les tarifs douaniers d'avant-guerre.

A la revision de ces tarifs douaniers par le Parlement, exonérer les papiers et les cartons de tout droit.

Sinon, il y aura encore en France du papier blanc, mais il n'y aura plus de papier noirci.

PIERRE MILLE

UN APOSTOLAT[1]

VII

Il vivait dans la Bibliothèque, comme un bénédictin dans sa cellule. On s'était habitué à le voir là, on le considérait comme chez lui ; et s'ils avaient besoin d'un livre, les adeptes frappaient avant d'entrer.

Il y avait transporté son violon et quelques souvenirs de sa maman : un bracelet formé d'émeraudes et de sardoines, son éventail chinois peuplé de personnages menus, et deux pendants d'oreilles qui figuraient des épis à logettes d'or fin. Il les avait rangés sur un guéridon, près de la fenêtre. Chapelle nommait cela « du fétichisme », et ne comprenait rien à la transformation de son disciple, ni à son goût pour la retraite. Pascal semblait même se désintéresser de la femme ; depuis les couches de Jeannette, et malgré les reproches qu'elle lui faisait, il s'abstenait de tout commerce avec elle et gardait une chasteté farouche. Le propagandiste s'inquiétait de cette existence mystérieuse. Il se mit à surveiller son élève ; il ne découvrit rien. Quand il venait le surprendre dans son travail, il le trouvait assis devant sa table et prenant des notes, ou parcourant les livres les plus orthodoxes.

Il avait rangé les volumes, provisoirement, d'après une

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er mai 1920.

ligne chronologique, suivant l'évolution du Communisme ; et les prenant l'un après l'autre, il en faisait l'analyse.

Il y avait les Précurseurs, la sainte phalange de ceux qui entrevirent la vérité. Ils annonçaient la fin des lois et des gouvernements, la libre communauté de toutes choses, l'union des peuples abattant les frontières, la paix universelle, l'abolition des tribunaux, des temples, des dieux, du mal et de l'argent, cause première de tous les malheurs du monde. Zénon, le Chinois La-o-tsé, l'évêque d'Albe, Girolamo Vida, les Hussites et les Anabaptistes, Rabelais, Fénelon, Diderot et quelques autres professaient de semblables idées. C'était du moins ce qu'affirmait M. Mulet, auteur d'une brochure sur les origines du Communisme. Tout homme qui, certain jour, excédé sous le faix des statuts, las de se sentir presser les côtes dans le troupeau humain, avait rêvé de solitude et d'indépendance, devenait, selon M. Mulet, un précurseur de l'anarchie, la souche du nihilisme, le prophète lointain de l'idéal démocratique : les fantaisies de Panurge s'érigeaient en dogmes sociaux, Jésus-Christ prêchait sur la montagne le triomphe du prolétariat, et Diogène le Cynique, en s'enfermant dans son tonneau, faisait montre de sentiments collectivistes.

Le style en bras de chemise de M. Mulet avait de beaux mouvements d'orateur populaire. Pascal remarqua qu'il négligeait, dans son histoire, les atlantides platoniciennes et les républiques spartiates, sans doute parce que leurs institutions étaient basées sur la discipline : or, précisait M. Mulet, en s'appuyant sur les théoriciens de la secte, *les relations entre les membres de la société nouvelle doivent être réglées par des engagements mutuels librement consentis et révocables au gré des membres.*

Il était évident que ces principes n'engendreraient pas l'harmonie et qu'une organisation de cette espèce avait des chances d'évoluer. Aussi Pascal crut-il bon de n'aller pas plus loin. Il s'en tint à ces données vagues sur les origines de sa croyance. Ce qui l'intéressait dans son étude, c'était les moyens matériels préconisés par les penseurs, les réalisations immédiates, et comment le bonheur des hommes pouvait être enfermé dans une équation.

Il crut trouver une réponse dans le système des « bons de

travail » qu'imagina Robert Owen, et après lui Proudhon. Les owénistes décrétaient la possession collective de la terre et des usines par des groupes territoriaux qu'ils dénommaient « communes ». La rétribution du travail et les échanges — inévitables ! Pascal le savait trop — entre les communes, étaient faits à l'aide de « bons » représentant la quantité d'heures de travail données par chacun des membres à la culture communale ou dans les ateliers et les usines. Cela supprimait, d'un seul coup, l'argent, la paresse, les inégalités de fortune, la misère, le vagabondage et la prostitution. Il est vrai que le « bon de travail » pouvait devenir une monnaie nouvelle et remplacer les vieux écus ; c'était substituer des pièces de carton à des pièces de métal, et les inconvénients demeuraient les mêmes. De plus ce beau système s'appliquait sans défaut à la besogne d'un agriculteur ou d'un mécanicien, mais non d'un artiste ni d'un savant. Quelle était la valeur marchande d'une heure de méditation? quel rapport établir entre la poursuite d'un microbe et l'étamage d'un chaudron? On pouvait solder en « bons de travail » les investigations d'un chimiste, bien que le résultat de ses recherches ne fût point assuré ; mais comment payer le labeur d'un artiste?

Une phrase, heureusement, vint l'éclairer : *On ne paie que la production des choses reconnues nécessaires.*

L'art, évidemment, n'était pas nécessaire ; on avait besoin de pain, de vêtements, mais personne, au sens absolu du mot, n'avait *besoin* de poésie ; on ne pouvait subsister sans aliments, on pouvait vivre sans littérature. Donc l'art n'était pas un travail ; les « bons », en conséquence, ne s'appliquaient pas à ce genre d'occupation.

Ils s'appliquaient au travail d'un balayeur et même à celui d'un horloger, sans tenir compte de son apprentissage. L'horticulteur, habile à marier les espèces, à conduire la greffe et la taille, se voyait salarié au même barème que le gâcheur de plâtre. C'était, songeait Pascal, supprimer toute émulation ; dans une société de ce genre, sous la règle du moindre effort, tout citoyen voudrait être concierge ou gardeur de pourceaux. Il fallait solder non l'heure, mais l'effort et l'attention, différencier, par conséquent, la valeur des « bons de travail » ou en verser un plus grand nombre à l'ouvrier d'élite : mais c'était,

conclut-il, retrouver le salaire avec tous ses dangers. Peut-être valait-il mieux ne rien donner du tout, sinon le droit à la consommation. Tel était du reste le vrai Communisme, celui qu'avait voulu réaliser la Colonie.

Le « système industriel » de Saint-Simon se rapprochait de cet idéal. Il comptait, pour établir le Communisme, sur l'abandon volontaire de la propriété par les riches — abandon volontaire légèrement provoqué par des impôts considérables et la suppression de l'héritage. De cette manière, l'État devenait maître de tout ; un seul propriétaire remplaçait tous les autres qui devenaient, tous, des fonctionnaires de l'État. Ils ne l'étaient pas tous au même degré ; une formule rendait les choses équitables : *à chacun selon ses capacités*. C'était supprimer les injustices de l'owénisme. La capacité de chacun serait déterminée par « l'assemblée des meilleurs hommes, les meilleurs dans les sciences, les industries et les arts ». On ne disait pas qui choisirait les « meilleurs hommes », ni par quels procédés les « meilleurs hommes » détermineraient la capacité de chacun. Cela supposait un vaste Ministère-des-Capacités-publiques, des examens, des baccalauréats capacitaires, et, de la part des « meilleurs hommes », une extraordinaire pénétration morale, une connaissance approfondie de l'homme en général et de chaque homme en particulier, une mise au point quotidienne de toutes les volontés, de toutes les tentatives, de tous les résultats, une infaillibilité presque dogmatique, celle qu'ont toujours montrée en ces matières les académies, les instituts et les commissions de tous genres, dispensateurs de prix.

Ce système aboutissait, par une pente naturelle, au pontificat suprême : c'est ainsi que l'avait compris le successeur de Saint-Simon, son rejeton intellectuel, Barthélemy-Prosper Enfantin, qui flanqué du sieur Bazard, avait fondé l'église simonienne dont le temple, rue Taitbout, voyait se rassembler des fidèles vêtus d'azur et des dévotes en robes blanches avec des écharpes violettes. On y prêchait l'égalité des richesses et la communauté des femmes, c'est-à-dire « les affections mobiles et les affections constantes ».

Le Père Enfantin, partisan des affections mobiles, las des disputes que lui opposait le Père Bazard-aux-affections-

constantes, se sépare de son comparse, fonde une église à Ménilmontant, s'intitule « loi vivante ou messie-mâle », porte sur la poitrine un pectoral où s'inscrivent ses titres, et dépense un emprunt considérable — il avait trouvé des souscripteurs ! — à donner des fêtes galantes où tout Paris était convié, dans le but métaphysique de découvrir le messie-femelle qui compléterait le messie-mâle. Il fit sans doute de nombreuses expériences, mais ne trouva jamais, hélas ! la compagne qu'il rêvait. Il s'en tint à gérer à coups de brefs apostoliques la communauté de Ménilmontant dont il était le maître temporel, et Dieu, le chef spirituel. Tout se ramenait à Dieu par le canal de son Messie. On attachait tant d'importance, dans l'église « enfantine », aux femelles susceptibles de messianisme et on se livrait si minutieusement à l'examen de leurs capacités, que la secte, en fin de compte, fut appelée en cour d'assises, pour outrages aux bonnes mœurs.

Ainsi finit la religion du Père Enfantin qui, dépouillé de son pontificat, s'en fut, comme Candide, cultiver son jardin.

Pascal, en tisonnant les bûches qui s'écroulaient dans le foyer, cherchait à résumer les aspirations de ces grands-oncles du Communisme.

En fait, toutes leurs formules, et d'autres moins illustres, comme celles de Barbès et des Blanquistes, représentaient sous un déguisement varié la tyrannie moderne de l'État ; au despotisme personnel, que refrénait au moins la crainte des représailles, s'était substitué le despotisme des gouvernements ; des sanhédrins parlementaires réglaient la production, la rassemblaient sous leur contrôle et distribuaient aux groupes sociaux la part qui leur était allouée, pour vivre d'abord, pour produire à nouveau, et pour se reposer s'ils en avaient le temps. La terre et l'industrie, soumises à cette dictature, étaient exploitées par tous les citoyens, répartis en régiments, en bataillons, en compagnies de travailleurs d'État, régis par des codes militaires et commandés par une hiérarchie d'officiers-producteurs. Cela ressemblait, sous une forme plus administrative, à la monarchie d'un pharaon, sans l'épopée.

L'archétype du genre lui était décrit par Cabet. Ce nom le fit sourire, à la pensée du bon cheval châtré depuis l'enfance, et qui, faute d'exercice, se boursouflait sur sa litière.

Cela s'intitulait : *Voyage en Icarie,* non que le Dédalide eût patronné la république, mais en hommage au fondateur imaginaire qui se nommait Icare comme il se fût nommé Durand.

Tout le système reposait sur une maxime d'une remarquable pénétration psychologique : « L'homme se distingue essentiellement par sa raison, par sa perfectibilité et sa sociabilité. »

C'est en vertu de ce principe que les Icariens formaient une seule famille, avec un seul domaine et un seul capital ; elle était unie par les liens de la fraternité. Ces liens, pour tout dire, étaient assurés par un « exécutoire » qui « soumet à sa règle, à son ordre et à sa discipline toutes les volontés, qui dirige et concentre tous les efforts, qui dispose de tout, et dont la principale mission est de produire la richesse et le bonheur de tous les Icariens ».

Quinze comités dirigeront la République : de constitution, d'éducation, d'agriculture, d'industrie, de nourriture, d'habillement, de logement, d'ameublement, etc. Ils légifèrent et dispensent la besogne, ils instruisent, nourrissent, habillent, logent et meublent tous les citoyens sans distinction, et ne leur demandent en échange que leur travail et le produit de leur travail. La plus parfaite égalité préside à ces distributions : tous les habitants de cette terre fortunée ont le même jardin avec les mêmes légumes, le même appartement et les mêmes bibelots, des bancs semblables sous des tonnelles identiques, et la même pipe que l'on rallume avec un pareil nombre d'allumettes. « Ainsi, disait le texte, comme on ne peut donner à chaque famille un équipage, personne n'en a. »

Cette uniformité, digne du bourg fameux de Vondervotteimittiss, mais admirable d'équité, réglait, comme toutes choses, l'alimentation de l'Icarie. Pendant la semaine, tous les habitants d'un même quartier prennent tous, dans un « restaurant républicain », leurs repas préparés par les « restaurateurs de la République » : la salle en est superbe, décorée, célébrait l'auteur, « comme les plus beaux restaurants de Paris ; une musique délicieuse charme les oreilles, tandis que l'odorat y savoure de délicieux parfums ». Ce lieu rempli de délices et de suaves senteurs contenait deux mille personnes.

Par une attention touchante du législateur, les repas du

dimanche se prennent en famille : autour des tables — ou plutôt, autour des billards — s'installent les aïeux blanchis et souriants, le père à face mâle, la mère au doux visage, et, supposait Pascal, le même nombre d'enfants, pour ne point déroger aux principes de l' « exécutoire ». Cependant, le Comité de Nourriture ne laissait point aux ménagères l'initiative du menu : il leur imposait le *Guide du Cuisinier*, précieux livre d'office où se trouvaient le programme des aliments permis et la manière légale de les accommoder ; il réglait aussi les heures des repas, leur nombre, leur durée, la quantité de mets et leur espèce, le poids du pain et la mesure du vin : c'était consacrer dans la paix les restrictions des temps de guerre et sanctifier l'économie.

Le Comité du Vêtement ne restait pas en arrière : il crée un modèle uniforme pour tous les Icariens, avec des marques, insignes, chevrons, emblèmes, attributs divers et multiples, déterminant la profession de chaque individu, son âge et peut-être son sexe, sa qualité de veuf ou de célibataire, de marié ou de remarié, et le nombre de ses enfants. Le vestiaire, tissé, coupé, cousu, brodé à la mécanique, comprenait trois livrées : un habit de fête, orné de rubans et de cocardes, un habit de travail et un habit « de société ». Il sont tous faits en étoffe élastique, pour s'adapter à toutes les grosseurs et épargner aux tailleurs icariens la peine de prendre des mesures.

Il n'y a pas, dans Icarie, l'ombre d'un paresseux. Tout le monde travaille. Et les ouvriers, pour simplifier l'apprentissage et assurer le débit, fabriquent toujours les mêmes pièces : cela ne développe pas l'initiative mais égalise la production. «Tels sont l'ordre et la discipline dans les corps industriels, s'enthousiasme Cabet, qu'on croirait voir des régiments ! »

Celui-là, cependant, n'oubliait pas les artistes et les considérait au moins comme « des choses nécessaires » ; il montrait même à leur égard une étrange sollicitude. Sans doute pour leur faire de la place et pallier la maxime de La Bruyère, « que tout est dit et que l'on vient trop tard », le Comité des Sciences brûle tous les livres anciens jugés dangereux ou inutiles, dangereux s'ils combattent les principes du Communisme, et inutiles s'ils n'intéressent pas les prolétaires de l'Icarie.

Il y a, dans ce séjour apollinien, « d'immenses *ateliers* pour les écrivains, les historiens et les poètes ». Leurs facultés, loin d'être honnies, sont l'objet d'une éducation spéciale : à dix-sept ans, le jeune homme ou la jeune fille « qui veut embrasser cette profession », ne pourra le faire qu'après un examen « constatant les dispositions convenables » ; il reçoit ensuite, pendant cinq ans, « l'instruction nécessaire ». Les lauréats qui ont passé par ces épreuves, prennent le titre envié de « Poètes nationaux ». Eux seuls ont le droit d'écrire, mais ils ne peuvent écrire n'importe quoi : le Comité impose les sujets de « romans », sujets toujours moraux, jamais scabreux, d'une portée universelle, comme le Mariage ou la Fécondité. Et le livre primé au concours est édité par la République.

L'un d'entre eux, *l'Ami des Enfants*, ouvrage d'un poète illustre, est mis entre les mains des abécédaires par le Comité d'éducation. Le privilège de ce dernier commence dès le ventre : il organise les « cours de maternité » et imprime le *Journal des Mères* où l'on trouve les berceuses et les rondes imposées par l'État. Il n'y a qu'un seul type d'enseignement : tous les enfants déclament des poésies et des morceaux d'éloquence; tous ont la même écriture, et lisible; ils suivent tous un cours de littérature et connaissent tous le dessin. Le latin et le grec sont supprimés, car « nous ne voulons pas, déclarait l'auteur, que nos enfants perdent dans cette étude ennuyeuse un temps précieux qui peut être employé bien plus utilement ».

Telle était l'organisation du travail. Les fêtes et les plaisirs avaient aussi leur Comité ; cavalcades, jubilés, cortèges traditionnels, solennités musicales, trémoussements populaires, fanfares et ballets, jeux publics et privés, obéissant à ses règles formelles. La loi déterminait le nombre des chanteurs, danseurs et musiciens, le mode harmonique, la signification des entrechats. Au reste, les plaisirs d'Icarie dépendent de trois conditions : « La première, que toutes les jouissances soient autorisées par le Peuple ; la deuxième, que l'agréable ne soit recherché que quand on a le nécessaire ou l'utile ; la troisième, qu'on n'admette pas d'autres plaisirs que ceux dont chacun puisse jouir également. »

— Ainsi, déplorait un interlocuteur, chaque rue n'a actuellement qu'un seul billard pour trente-deux familles ; mais dans dix ans, se réjouissait-il, chaque famille aura sur sa terrasse un billard qui servira en même temps de table à manger !

— Heureux pays ! — s'écria Pascal qui n'avait jamais approché un billard.

Et il se vit encombré de cet appareil, ne sachant qu'en faire, poussant les billes avec les queues, des jours entiers, pour établir l'égalité sur le terrain de la jouissance...

Puis il connut les suprêmes réformes du génie cabétien. C'était toujours l'équité dans l'universel. Tous les transports se faisaient en ballons, et les escadres s'élevaient au son de la trompette. Les mâchoires de tous les citoyens seraient examinées périodiquement par des arracheurs de dents officiels : ainsi « l'odontalgie » disparaîtrait de la République. Tous les cadavres, sans exception, seraient disséqués dans un « immense amphithéâtre, en présence de tous les étudiants ». L'huile de toutes les lampes et le suif de toutes les chandelles seraient parfumés ; les savons aussi ; et tous les cosmétiques comme les savons et les chandelles. Enfin pour supprimer en Icarie les accidents de tous genres, tous les objets auraient une forme arrondie, — même, songea Pascal en déchaînant le rire qui l'étouffait, — même le tranchant des rasoirs et la pointe des clous !

— Pilouitt ! pilouitt ! — sifflait un merle sur le toit de la grange.

Il était noir sur le ciel clair ; en chantant, il renversait la tête et gardait le bec levé vers le ciel, comme s'il se gargarisait de lumière.

Tout à coup :

— Je te donnerai mon âme,
Je te garderai ma flâme,
Nous nous aimerons sous les cerisiers
En nous promenant parmi les sentiers.

C'était Krabelinckx qui travaillait dans la salle commune ; bientôt, la voix de Jeannette mêla un soprano flasque aux

clameurs du peintre. Le nourrisson braillait dans son berceau ; les deux aînés menaient un sabbat confus au fond de la remise. Et par-dessus tout ce vacarme, on entendit venir dans la paix troublée du soir les accents furieux de Chapelle :

— Allez-vous vous taire, sacrebleu?

Mais les autres reprenaient en chœur le refrain sentimental :

Viens sous la ramée,
Aimée !
Aimée !

« Oh ! douceur cabétienne ! se disait Pascal en s'étirant, joies de l'existence copulative sous le spectre d'Icare, premier du nom ! Combien ta sagesse, ô précurseur, sut augurer les bienfaits de la Communauté ! »

Il le laissa là, cependant, et son royaume imaginaire, pour feuilleter quelques « docteurs mineurs » qui avaient étendu et socialisé les principes de la coopérative : Louis Blanc et les Lassaliens, et tous ceux qui faisaient de l'État une vaste institution de crédit, une banque générale, prêtant aux ouvriers les sommes nécessaires pour couler les capitalistes. Mais ce n'était là que des moyens de transition et non le fondement d'une société nouvelle.

Il n'en était pas ainsi de Fourier dont Pascal ouvrit avec respect le traité de l'*Harmonie universelle.* La physionomie de Fourier lui était familière : il l'avait entrevue bien souvent boulevard de Clichy, où il siège en face d'un cinéma. Chapelle lui avait dit :

— C'est un lapin.

Il avait aussi lu *Travail*, le second évangile. Toutes ces marques de célébrité recommandaient Fourier à son admiration. Ce n'était pas qu'il crût à l'immortalité des hommes de bronze, ni à la haute intelligence de M. Zola, mais de si nombreux témoignages, et d'autres comme ceux de Michelet et du leader Jaurès, induisaient à la révérence.

Armé de « la clé de la loi du mouvement universel » qu'il nommait *loi sériaire*, inventeur de « l'attraction passionnelle », Fourier annonce le cycle de l'Harmonie : après la *sauvagerie*, le *patriarcat* et la *civilisation*, viendra le *garantisme*. L'ordre

social doit tenir compte des passions humaines : il y en a douze, ni plus ni moins ; elles engendrent par leurs combinaisons huit cent dix caractères différents, somme totale de tous les spécimens de caractères. C'est en reconnaissant leur existence et en leur donnant leur application, que l'on rendra la vie agréable et le travail « attractif ».

Cela rendait nécessaire — et le philosophe l'avait prévu — l'élection d'un Directeur des consciences, aussi psychologue que les « meilleurs hommes » de Saint-Simon. « On pouvait, disait Fourier, ménager au chef de la France l'honneur de tirer le genre humain du chaos social, d'être le fondateur de l'Harmonie et le libérateur du globe. » Cette monarchie morale n'était que transitoire ; dans la société fouriériste, il n'y a pas de gouvernement ; toute contrainte est supprimée, « l'influence de l'opinion publique suffisait ». Cependant, l'on retrouvait l'Exécutoire cabétien ; il se nommait « l'Aréopage ».

L'unité sociale était la « commune libre », rurale ou citadine. Les mille six cent vingt personnes qui la composent rassemblent entre elles les huit cent dix caractères qui obéissent aux douze passions radicales. Elles créent une association « dans les formes légales », réunissent leurs valeurs de tous genres, leurs terres, leurs bestiaux et leurs instruments de travail, et exploitent leur domaine « comme le domaine d'un seul homme ». Les valeurs réunies sont représentées par des actions. Chacun travaille comme il l'entend, selon ses goûts et ses aptitudes, se loge comme il lui plaît, vit comme il le veut, mais n'est rétribué que « dans la proportion de son concours, estimé au prorata du *capital* apporté, du *travail* fourni et du *talent* dont il fait preuve ».

Les communes associées prennent le nom de Phalanges ; leurs membres n'habitent point des villes ni des villages, mais de gigantesques bâtisses, d'une somptuosité bizarre, et qui s'appellent Phalanstères.

Ainsi Fourier combinait avec intelligence le communisme et la propriété privée; on donnait son argent, mais on touchait les intérêts; on abandonnait sa maison, mais on choisissait son appartement ; et l'on connaissait l'ineffable jouissance de vivre à l'hôtel toute l'année.

La vie industrielle et la vie citadine se passaient dans le Phalanstère ; la vie rurale, dans les jardins, les galeries-serres et les environs du palais. Cette existence agreste est tout imprégnée de bucolique poésie ; on y sent passer des souffles virgiliens. On cultive la terre avec élégance. Les travailleurs s'en vont aux champs dans les calèches suspendues ; avant de se mettre à la besogne, ils sacrifient sur des autels champêtres jonchés de fleurs aux « patrons de la Série » ; car chaque genre de travail appartient à une « série » qui ne connaît rien d'autre que sa fonction : c'est ainsi que la « série des saladistes » plante des salades en toutes saisons ; que la « série des abricotistes » ne consentirait pour rien au monde à cultiver des cerisiers. A quatre heures, les fourgons du Phalanstère apportent aux « séries » du thé, du chocolat et des petits gâteaux, à la grande joie des « jouvencelles fraisistes » et des « dames mauvistes » qui cultivent des mauves toute l'année, près des « poiristes » poirisant.

L'existence pastorale n'est pas moins ingénieuse. Les sept troupeaux d'animaux domestiques sont menés musicalement par sept chiens-gammes dont les colliers sont armés de grelots : chaque collier sonne une note de l'octave, et chaque troupeau, reconnaissant la note qui l'entraîne, suit le chien qui la porte : il y avait aussi les troupeaux d'oies en sol et celui des ânes en ut.

Comme tous les écrivains qui s'adressent au Peuple, Fourier donnait à la cuisine une place éminente. Elle faisait l'objet d'un grand chapitre ; le style s'élargissait en rythmes truculents, tels qu'en aurait trouvé Krabelinckx au milieu de son délire : ils célébraient surtout les œufs et les fromages ; les œufs, dont les saveurs seraient variées d'après la nutrition des poules ; et les fromages ! ah ! les fromages ! il y aurait pour cinquante personnes, cinquante fromages différents, servis sous cinquante cloches différentes, « variété, s'extasiait l'auteur, dont jouira chaque jour le moindre des Harmoniens, ce qui n'a pas été possible jusqu'ici, même à des rois ! » Il allait plus loin dans son panégyrique, il donnait le *signalement* des fromages. Le gruyère serait « très salé, yeux moyens, larmes abondantes, chair compacte sans élasticité et rougeâtre vers la croûte ». Ces fromages mirifiques sont obtenus par « la série passionnée des fromagistes »...

Et voici que, dans l'emportement de son lyrisme, le grand philosophe dépassait les bornes étroites de la Phalange et décrivait les vastes conceptions de son intelligence : on ferait fondre les glaces polaires pour attiédir les vents du nord et obtenir ainsi trois récoltes par an ; on cultiverait alors le monde entier, même le Sahara, comme la Normandie ; l'eau de la mer, par un procédé chimique, serait transformée en limonade ; on apprivoiserait les lions, les tigres et les léopards, « dont la vitesse est bien supérieure à celle du cheval », et on les emploierait comme montures pour transporter la correspondance ; on apprendrait aux baleines à remorquer les vaisseaux jusque dans les ports, et aux hippopotames les barques des rivières ; on télégraphierait aux planètes, on créerait entre elles et la terre une langue harmonique, un espéranto intersidéral, et on leur apprendrait ainsi « le génie, la perfection et la logique des institutions harmoniennes ».

Pascal s'était levé ; il se sentait l'âme transie par tant de bêtise ; il n'avait plus envie de rire et sentait un grand vide se creuser au fond de lui.

Il tournait encore, du bout des doigts, les pages du volume, quand Jordsen entra dans la Bibliothèque. Il venait consulter le catalogue et il le trouva parfaitement rédigé : il en félicita l'auteur qui ne répondait rien et continuait à feuilleter nonchalamment le livre de l'Harmonie, en attendant que son Frère se fût en allé.

— Ah ! ah ! tu lis Fourier, — s'écria le Norvégien. — C'est notre père à tous et la plus belle figure du dernier siècle. Il a été pour le Communisme ce que Platon ou Aristote furent pour la philosophie. Ses disciples et ses commentateurs se comptent par douzaines. C'est ainsi que Considérant...

— Je le connais, — interrompit Pascal.

— Évidemment, tu le connais, mais, sans me vanter, je le connais mieux que toi. C'est un vieux camarade...

Il énumérait les scoliastes sans nombre du Lycurgue des « lois sériaires ». Eugène Sue côtoyait madame Vigoureux. Quelques noms étincelaient dans ce fatras, peut-être à cause de l'invincible attraction que la sottise exerce sur les gens d'esprit.

— Ils n'ont fait, — conclut-il, — que mettre en lumière les principes de Fourier. Mais as-tu vu le Phalanstère ?

Pascal n'avait pas vu le Phalanstère.

L'autre, se haussant sur ses longues jambes et ses pieds énormes, fouilla dans les rayons, y découvrit un étui de maroquin et tira de ses profondeurs un rouleau qu'il déploya sur le carrelage. Ils s'agenouillèrent pour l'examiner.

C'était une grande lithographie composée par Considérant, le plus célèbre des apôtres, l'auteur du *Moyen d'organiser en deux mois le progrès réel.* Ceci portait comme titre : *l'Avenir : perspective d'un Phalanstère ou Palais sociétaire, dédié à l'Humanité.*

On y voyait un édifice énorme, caserne ou entrepôt, avec, au centre, une sorte de beffroi, et de tous côtés des milliers de fenêtres. Une notice détaillée renseignait les curieux.

Voici le corps central au milieu duquel s'élève « la tour d'ordre », où sont placés l'observatoire, le carillon de cérémonie, le télégraphe, les « pigeons de correspondance » et la vigie nocturne : elle est « le centre de direction et de mouvement des opérations ». Deux ailes forment la grande cour d'honneur « où s'exécutent les parades et manœuvres industrielles ». Les ateliers bruyants qui « conspirent contre les oreilles publiques, avec le flageolet, la clarinette et le cor des écoliers » sont rejetés dans une « cour d'extrémité ». A l'autre bout, se trouve le « caravansérail » ou hôtellerie pour les étrangers.

Il y a des jardins d'hiver, « où les vieillards et les convalescents se plaisent à respirer l'air et le soleil » ; une « circum-galerie » couverte et chauffée, où l'on cultive les pommes de terre, « agrément dont les rois — encore — sont dépourvus aujourd'hui » ; une grande galerie « aussi somptueuse que celle du Louvre » et qui est, pour les « artistes d'harmonie », une exposition permanente. Les salles de relations générales — c'était donc ici que Chapelle avait trouvé le mot ! — pour la Régence, la Bourse, les réceptions et les banquets, sont au centre ; à côté, les ateliers et les « appartements de différents prix ».

Ainsi, toute l'existence se passait à couvert. « Quand, disait la notice en un style familier, on aurait habité ce Phalanstère où une population de trois mille personnes peut se livrer à toutes ses relations civiles ou industrielles, aller à ses fonctions, voir

son monde, circuler des ateliers aux appartements, des appartements aux salles de bal et de spectacle, vaquer à ses affaires et à ses plaisirs à l'abri de toute intempérie ; quand on aurait vécu deux jours dans un pareil milieu, qui pourrait se résoudre à se rembarquer dans les rues sales en hiver, ardentes et méphitiques en été ; qui pourrait se résoudre à reprendre le manteau, les socques et le parapluie, attirail bizarre dont l'individu est obligé de s'embarrasser parce que la population n'a pas su créer le logement qui la garantirait si bien en masse? »

De cette manière, les intempéries influençaient le progrès social.

Et la notice ajoutait, en termes touchants et élégiaques :

« Que de jeunes filles qui sont mortes trois jours après le bal où elles s'étaient montrées éclatantes de vie et de jeunesse, et qui répondraient encore aux baisers de leurs mères, si cette garantie de santé existait dans nos villes! »

Mais elle prenait son véritable essor en peignant les détails de ce palais de l'Harmonie. Dans les salles de banquet luisantes de dorures, les tables, chargées dans les sous-sols, apparaissaient toutes garnies, aux heures des repas, grâce à des machines élévatrices et « à tout un équipage de trappes destiné à donner aux grandes opérations du service unitaire la rapidité prestigieuse des changements à vue d'un opéra ». Ces tables passe-partout sont desservies « par le séristère des cuisines et ses ramifications hydrophores ». L'éclairage est assuré par des « réflecteurs lenticulaires et des réflecteurs paraboliques » et la lumière multiplie sa puissance « en combinant convenablement les ressources de la catoptrique et de la dioptrique ».

Tout était conçu dans des proportions grandioses : les portes étaient si larges que « sept chevaux pouvaient y passer de front »; il y avait des machines à vapeur « avec des têtes de bronze et des gueules de fer ». L'eau se déversait à flots, de toutes parts et à tous les étages: elle était même harmonisée, le feu aussi ! le granit ! les métaux ! Des « orchestres à mille parties » retentissaient dans les jardins, des « chœurs à mille voix », des hymnes et des poèmes chantés par des masses. Des« manœuvres chorégraphiques » étaient dansées par «des populations ».

« Car, terminait la notice sur un impérieux mouvement, l'éducation, dans les Phalanstères, élève chaque homme à la dignité d'artiste. »

Agenouillés devant l'image, les deux Kropotkiniens avaient l'air de célébrer un office.

— Est-ce beau ! — s'écria Jordsen.

— Amen ! — répondit Pascal qui ne voulait pas discuter.

L'autre s'extasiait sur le style de la notice et sur la composition du dessin.

— Il faut que je montre cela au patron, — conclut-il. — Je n'y pensais plus. Il y trouvera des idées nouvelles.

Et il sortit en emportant le rouleau sous son bras.

— Vraiment, — murmura Pascal lorsqu'il fut seul, — tout être conçoit le paradis d'après ce qui lui manque, à la mesure de ses désirs. Cette poésie canaille était presque émouvante.

Se rasseyant devant sa table, il reprit son étude. Il connut bientôt un Communisme nouveau, un Communisme pour petites gens amènes, tel celui de M. Buchez.

M. Philippe-Joseph-Amédée-Benjamin Buchez devait être un gros homme à figure rose, et qui simplifiait l'existence. Il croyait en Dieu et respectait le prochain ; il parlait au nom du Catholicisme et du Progrès ; il rattachait au Communisme le christianisme évangélique, la philosophie du XVIIIe siècle et la Révolution française, le tout ensemble. Son système confinait à la coopérative. Des ouvriers d'un même état — pas trop, précisait-il, avec timidité — s'associant, réalisant un emprunt et travaillant « tant qu'ils peuvent ». Ils vivent en plein accord, le devoir, l'esprit de sacrifice et le règlement venant à la rescousse. Ils amortissent bientôt le capital et s'empressent de le rembourser. Si les affaires réussissent, on commandite d'autres adeptes, et le nombre des fidèles s'accroît en proportion du capital.

C'était un communisme aimable, un petit monastère industriel, une abbaye où l'on fabrique du chocolat et des serrures.

Il avait son pendant champêtre : la colonie de M. Dupin, où l'on voyait dix ou douze familles vivant dans des étables comme les bestiaux qui les avaient réduites en esclavage.

Il y avait encore les Shakers, les Anamistes et les Jaultistes, les concepts divers du Collectivisme ou Communisme fédéra-

liste, un nombre si fabuleux de formules du bonheur universel, qu'il fallait, hélas ! que le monde fût bien endurci pour ne s'être pas encore amendé.

Pascal rangeait maintenant les brochures sans les analyser. Il les feuilletait d'une main distraite : il retrouvait dans chacune d'elles les mêmes phrases, les mêmes divinations augurales. Un titre, quelquefois, le laissait songeur, d'autres le faisaient sourire, mais la plupart n'éveillaient en lui qu'un rappel monotone. Il s'arrêta néanmoins devant les couvertures feu et sang de la « Bibliothèque sociologique ». Des personnages vénérés y figuraient : le grand Reclus, Tolstoï, Stirner, Bakounine, Pierre Kropotkine enfin, le patron de la Colonie, dont les ouvrages, sous de belles reliures, se présentaient chacun à deux ou trois exemplaires sur grand papier, numérotés et paraphés. Il les parcourut, plein de respect, tournant avec lenteur les pages où sa pensée demeurait attachée.

Il connut *l'Entr'aide* et *la Conquête du Pain* : on y trouvait des aperçus sur la félicité générale. En les lisant, il sentait poindre en soi un renouveau d'enthousiasme. Son âme était ouverte aux paroles du Maître : elles germaient en lui comme la bonne semence évangélique. Ce n'était pas le langage d'un vaticinateur : il s'appuyait sur le savoir et l'expérience. Chez le Maître, le Communisme devenait scientifique ; il se basait, pour le réaliser, sur les grands principes de la science contemporaine : l'observation et l'expérimentation. Il tenait compte aussi de l'ordre naturel, des instincts primitifs et de la mentalité de chaque individu.

Il disait : « La productivité engendre l'aisance ; il suffit donc de l'intensifier pour apporter à tous les hommes une somme égale de bien-être. A cette fin, toute l'humanité travaillera avec le capital et l'outillage collectifs quatre ou cinq heures par jour, en attendant que les progrès du machinisme diminuent de moitié ce labeur sans tourment. Ce système n'empêchera en aucune façon le développement de l'individu : on organisera le travail en commun, tout en laissant à chacun la liberté complète pour toutes les initiatives. »

C'était un programme merveilleux. Il suffisait évidemment de concilier le principe de l'égalité avec celui du développe-

ment personnel. Pascal pressentit aussitôt le problème et en chercha la solution.

Mais nulle part l'auteur ne l'indiquait. Il préconisait au contraire une égalité de fait, une égalité absolue ; elle devait même devenir une habitude sociale, entrer dans les mœurs à tel point que « l'homme se laisserait guider par l'opinion publique ». Il organisait encore la société en une série de groupements où le développement personnel trouvait de moins en moins de place : outre les groupements territoriaux de communes indépendantes ou fédérées, et les groupements par fonctions ou corporations de métiers, il y avait encore les groupements par affinités personnelles : dès qu'un individu avait une sensation ou une idée, il se classait dans un groupe. Il y avait sans doute la confrérie des individualistes et l'association des misanthropes. De plus, on ne pouvait adopter, dans cet organisme social, un mode d'existence soit supérieur, soit même inférieur à la moyenne et préférer la misère dans l'inaction à l'aisance dans le travail. On était condamné à la main-d'œuvre, au nom de l'égalité parfaite, et l'on était un producteur malgré soi et un consommateur forcé.

C'était en revenir, sous une forme scientifique, aux fantaisies de Fourier, au particularisme des Cabétiens. Il était plus sage d'avouer, comme ceux-ci, que tout communisme doit être basé sur l'obéissance à un principe, sur l'abnégation de l'individu en faveur de la félicité commune et moyenne, ou sur la coaction du plus grand nombre.

VIII

A mesure qu'il avançait dans son étude, Pascal en découvrait l'inanité. Il connut les affres du croyant qui, peu à peu, sous le travail de l'analyse, sent l'ardeur mystique l'abandonner. La foi s'était tarie, puis l'espoir lui-même. Il se vit, avec des regrets sanglotants, dépouillé de son ignorance.

Il avait cru jusque-là, avec son inconscience de catéchumène, aux ères saturniennes où l'existence s'harmoniserait dans le travail libre et joyeux, où chacun donnerait à tous l'élan de sa vitalité, où l'individu verrait ses instincts vierges

s'épanouir, où la terre offrirait avec abondance ses dons natifs. Il n'avait jamais douté qu'elles ne fussent possibles, ni cherché le système qui les réaliserait ; sans doute parce que son bonheur atteignait la plénitude et que sa jouissance intime lui suffisait. Il s'était contenté de chérir ses quelques amis, d'admettre sans critique les aphorismes de Chapelle et de mépriser les usurpateurs de la richesse.

Mais voici que des gens plus éclairés proposaient des méthodes infaillibles pour rendre vraies ces illuminations. Ils étaient pleins de confiance et de zèle, sinon de savoir ou de philosophie. Ce n'étaient pas, comme il l'avait pensé, des logiciens puissants qui, ayant sondé l'homme et ses passions originelles, établissent la société d'après leurs découvertes morales; ce n'étaient pas non plus des peintres candides qui tracent leurs paradis, comme aux époques primitives, sans savoir dessiner. C'étaient d'honnêtes ignorants, des faubouriens satisfaits de leur bagage d'université populaire, troublés par un reflet de connaissance, tel ce fouriériste ingénu qui dédiait son ouvrage à « son maître Théophraste »; c'étaient encore des intellectuels péremptoires, des magistrats séditieux, des hommes de lettres baignés d'attendrissement, des aristocrates inclinés par la miséricorde ; mais tous dépourvus de pénétration psychologique, imaginant leur renaissance comme si l'homme devait cesser d'être l'homme, oubliant, volontairement peut-être, sa nature, les appétits qui le gouvernent, les caprices qui le mènent, les défaillances qui le trahissent.

Ces prophètes, sans nul doute, étaient sincères, et cherchaient à remédier aux souffrances du prolétariat : à son vœu simple et direct, de supplanter les riches et de jouir de leur bonheur précaire, ils proposaient des solutions commodes mais qui ne résistaient pas à l'examen, encore moins à l'épreuve, ou des mirages édéniques, des nirvanas industriels, qu'ils présentaient comme des réalités prochaines.

Ils supposaient aux humbles les convoitises les plus médiocres, et dans leurs descriptions de conmmunes ou de phalanges, ne dépassaient jamais les rêves somptuaires de pauvres bougres éblouis par l'apparat truqué des grandes villes : se repaître dans les salons dorés d'un « palace », rouler en taximètre et avoir des gonzesses. La société, telle qu'ils la décrivaient, serait

une bamboche de 14 juillet perpétuel avec des cortèges et des parades, des bals sur les places publiques, des lampions de deux sous et des fanfares de bastringue. On aurait des festins comme des rois, des harems comme n'en possèdent pas les musulmans les plus notoires, des équipages comme les catins. C'était la paresse universelle sous la loi du labeur sanctifié.

Et cependant, songeait Pascal, le travail n'était-il pas la joie parfaite? et l'œuvre l'affirmation quotidienne, la pleine respiration, le jeu parfaitement accordé de tous les organes, membres et cerveau? Travail et repos, repos et travail, formaient le rythme unique et puissant de la vie.

Ces évangélistes, au contraire, semblaient considérer le travail comme le châtiment biblique, la loi cruelle et imprescriptible ; et toutes leurs recherches tendaient à le pallier puisqu'ils ne pouvaient l'abolir.

Quand ils élevaient un peu leurs oracles, ils célébraient les vieilles chimères du peuple : la répartition de la propriété, l'égalité des richesses, une existence paradisiaque sur une terre affranchie. Ils s'adressaient avec des mots si résonnants à tous les désirs en alerte, qu'ils avaient entraîné des multitudes à leur suite et les avaient portées vers des régions illusoires.

C'est ainsi qu'à la voix d'Étienne Cabet les fidèles s'étaient levés. Ils avaient mis entre les mains du Maître leurs espérances et leurs économies. On avait frété un vaisseau dont les voiles se bombaient, comme frémissantes sous le vent fort des enthousiasmes ; on s'en était allé vers une terre encore vierge de toute méprise, là-bas ! désignait l'apôtre, aux confins du Mexique. Personne ne connaissait le pays d'élection, mais on parlait d'un fleuve aussi beau que le « Majestueux », de vergers opulents, de campagnes où le sol, sans culture, produisait les blés flaves et des légumes prodigieux ; on décrivait la cité du miracle, une ville symétrique, savonnée et fourbie, où les Palais-sociétaires arrondiraient leurs coupoles et dresseraient les tours de leurs laboratoires. Ce serait l'existence parfaite annoncée par Icar, sous le régime de l'embrassement et de l'égalité intégrale. Chacun des pèlerins emportait avec soi *le Voyage en Icarie* dont il récitait les passages émouvants ;

et tous, debout à la proue du navire, croyaient voir se lever sur l'horizon les sites enchantés que leur promettait la bible nouvelle.

Ils débarquèrent pleins de ferveur et partirent à la recherche de l'empyrée.

Ils se traînèrent pendant des mois, par des pays arides qui n'avaient ni transports, ni routes, ni villages. Ils allaient, sous un été féroce, obstinés vers un but inconnu qu'ils n'atteignaient jamais. On abandonnait sur la piste tracée par leur effrayante anabase les chariots remplis de matériel, et l'on se nourrissait des bêtes de somme. Puis une épidémie s'abattit sur la troupe, et les malades, soignés par un médecin que le soleil — ou Cabet — avait rendu fou, mouraient empoisonnés par des remèdes icariens. Les moins crédules voulurent s'en retourner : on leur donna, comme viatique, la moitié de la caisse commune ; et le cortège mutilé, tournant le dos à ces renégats, se remit en marche à la suite du Maître : des hommes, des femmes et des petits enfants. Il les mena jusqu'au Mississipi, qui n'était déjà plus le superbe Meschacébé, dans les ruines d'un bourg abandonné par les Mormons. Les dévots relevèrent ces vestiges, les dénommèrent Icaria ; et la vie merveilleuse décrite par Cabet commença.

C'était une terre inculte, ravagée périodiquement par les cyclones. La ville comprenait cinquante masures branlantes où les trois cents élus s'entassaient comme du bétail. Il n'y avait ni équipages, hélas ! ni billards, ni machines hydrauliques, ni de ces vastes « ateliers pour les écrivains et les artistes » ; il n'y avait même pas d'aérostats pour les transports, ainsi que le promettait le manuel ; mais, selon ses préceptes, et parce qu'on ne pouvait faire autrement, les repas se prenaient en commun, non point dans des salons ornés de dorures, mais dans des granges patriarcales et croulantes. Et si l'on n'édifia point de Palais-sociétaire, au moins construisit-on une tabagie et une distillerie de wisky.

Les adeptes n'y connurent pas concorde plénière. Chacun reprochait aux autres de l'avoir entraîné là, et tous le reprochaient au divin Maître. Le Directeur de la Nourriture, pauvre économe désabusé, et le Directeur de l'Éducation, qui n'avait d'autre emploi que de refréner la sienne, mauvaise, s'insur-

gèrent tous deux : ils accusèrent leur chef d'accaparement, de tyrannie ; dans le flux de leur courroux, ils le traitèrent même de « Napoléon ». Le Juste leur répondit en se déclarant Dictateur suprême, et fit plier un instant les facteurs de l'émeute. Mais comme elle relevait la tête, il menaça de faire intervenir la police du district voisin. La réaction fut immédiate : le schisme fut déclaré, l'Icarie dissoute, et Cabet, suivi de quelques fidèles, s'éloigna vers des cités moins idéales mais mieux construites où il mourut de désespoir et d'apoplexie.

Cette histoire lamentable se répétait, dans ses lignes générales, parfois même dans ses moindres détails, à travers trois quarts de siècle.

C'était Considérant, le saint Paul du fouriérisme, égaré dans le Texas du Nord, avec les hallucinés du Phalanstère, réduits bientôt à la famine et au pillage. C'était la Colonie de Newcastle, coopérative mal en point qui, toujours au nom des principes du Communisme, avait acheté, vendu, débité, crédité, trafiqué de toutes manières, et, sans cesse en rapports mercantiles avec la société capitaliste, avait sombré après trois ans dans une inéluctable faillite.

Pascal se rappelait encore la dispersion des « Frères de Brook-Farm », liés par un vœu de fidélité à leurs statuts, gardant la foi jurée avec une conscience religieuse, renouvelant dans l'anarchie l'exemple bénédictin ; mais finissant par une ronde joyeuse et délirante autour de l'incendie de leur monastère, qui les affranchissait de leur serment.

Seuls, les Doukhobors du Canada — thème favori de Chapelle en ses oraisons —, ces pèlerins partis de la Volga vers les Jérusalem du Communisme, s'étaient maintenus et multipliés. Ils formaient de vastes congrégations d'ascètes collectivistes, unifiées par des codes intransigeants, astreints à des corvées de forçats : les femelles, à dix ou vingt, tirant la charrue sur une glèbe indocile; les mâles peinant dans les chantiers d'une compagnie de chemins de fer à capital et dividendes, et versant leurs salaires à la caisse commune. Ils avaient retrouvé dans l'esclavage volontaire toutes les contraintes du prolétariat. Ils étaient libres de souffrir comme ils avaient été jadis condamnés à souffrir. Mais ils croyaient avoir la conscience indépendante. Et leur bonheur était dans leur abnégation.

Ainsi, plus de cent fois, des hommes s'étaient groupés, comme l'avaient fait enfin les adeptes de la Cité Kropotkine, rêvant de produire pour et par eux-mêmes, sans l'aide des autres hommes, et de consommer les seuls fruits de leur travail. Tous avaient échoué, soit que le fait brutal, famine ou zizanie, eût dispersé les membres, soit que leur idéal se fût réduit, de concession en concession, à des rapports vulgaires. Tous avaient prétendu s'isoler de la société, rompre d'un seul coup avec les institutions sélectives, instaurer au sein de l'enfer universel un paradis sans défense. L'homme, bête de société, ne pouvait s'abstraire de son milieu. On avait toujours besoin de sel ou de casseroles, de houille, de pétrole ou d'acier. Le communisme était l'affaire d'une république universelle, finis les antagonismes de races, conclu l'accord absolu de tous les producteurs, admise la loi de l'harmonie... jusqu'à la prochaine guerre...

Et Pascal se figura quelque tentative de socialisation, faite par un grand pays imaginaire, Orient? Extrême-Orient? où le mysticisme a raison de la froide analyse. Une convulsion volcanique ébranle l'ordre établi. La richesse change de mains ; les bourgeois deviennent les esclaves du prolétariat qui établit, comme disait Blanqui, sa dictature. Le pouvoir réel passe de l'autocrate absolu au démagogue impératif. Les impôts se transforment en amendes et ne sont payés que par la nouvelle « classe inférieure », celle des maîtres déchus : plus tard, sous forme de « contributions au bonheur humain », on les réclame à tout le monde. On supprime le traitement des fonctionnaires pour l'accorder sous le nom de « salaires » aux travailleurs de la communauté. Le patron, dépouillé de son usine, reparaît et dirige à nouveau comme « usinier » ou « chef d'équipe ». Le militarisme sévit plus que jamais ; il se dédouble : la mobilisation est à la fois militaire et industrielle, l'usine devient une caserne, l'ouvrier a son matricule. C'est la conscription du labeur. On est toujours un esclave de l'État : on fait partie des bataillons économiques ou des régiments soldatesques. L'armée change de couleur : de blanche, elle devient rouge, et se nomme « milice », ou « gardienne de l'humanité ». Ce peuple imbu de principes pacifistes est saisi d'un fanatisme religieux : il se répand en armes dans les pays

voisins pour imposer le bienfait de la liberté. A l'intérieur la puissance physique des mains calleuses supplante la force intellectuelle. Il y a comme jadis des riches et des pauvres, parce que les indolences trafiquent avec les énergies et aussi parce que la médiocrité, pour la plupart, est douce. Il se forme peu à peu, le nouveau parti des mécontents, qui n'est peut-être pas celui des classes déchues. Les autres pensent que le monde est beau et que tout est changé. En effet, ce n'est plus la même classe qui domine.

Ah! — s'écriait Pascal, — si l'homme était parfait, philosophe, discipliné surtout! s'il renonçait à toutes ses convoitises, à ses instincts primitifs d'animal terrestre! s'il se trouvait détergé d'un seul coup, par l'effet de la Justice et de la Vérité, de toutes ses passions égoïstes : vanité, amour-propre, soif de jouissance! le monde serait pacifié, et le Communisme égalitaire deviendrait la loi universelle.

Il en resta quelques jours à ces conclusions bienveillantes. Puis il se demanda si les passions égoïstes que les penseurs condamnent depuis l'origine de l'écriture n'étaient pas des facteurs essentiels d'énergie et de création, si elles n'étaient pas la vie même. Que devenait, dans ce cas, l'homme-type des communistes, la cellule sociale, le rouage mécanique, obéissant, la propulsion générale, limité à son petit cercle d'activité utile? Ce travail égalitaire ressemblait étrangement à un esclavage laborieux et mesquin. Tout effort pour dépasser les autres, c'est-à-dire pour créer, devrait être condamné par la masse au nom de l'égalité collective : tout acte individuel deviendrait suspect.

Et il songeait à un vieil album d'histoire naturelle qu'il avait souvent feuilleté dans son enfance. On y voyait un éléphant, au bord d'un marais dans la jungle ; un morse moustachu, attaqué par des chasseurs polaires armés de piques et de harpons ; des oiseaux-lyres, des oiseaux-panaches, des oiseaux huppés, diadémés, dans un paysage de palmes et de baobabs ; des floraisons d'astéries au fond des vallées sous-marines ; et enfin, les agrégats flottants des siphophores, ces « communes » de méduses qui voyagent en colliers dans les régions tranquilles de la mer. Tous les individus sont liés entre eux par un cordon nourricier ; à chacun est dévolu un

ministère toujours semblable : les uns mènent la théorie, d'autres organisent les chasses, ceux qui saisissent la proie la dévorent, mais d'autres la digèrent, tandis que la force nutritive se répand par le cordon alimentaire dans l'organisme de chacun. Il les revoyait, sur la page coloriée, flottant entre deux eaux, dans leur glauque élasticité, abandonnés au lent remous des vagues, enchaînés l'un à l'autre par leur boyau.

Est-ce que telle ne serait pas l'humanité collectiviste? ne réduirait-elle pas l'homme à une fonction alimentaire, dans une région tranquille de l'histoire, sous la loi de l'égalité absolue? Toutes les théories que Pascal avait étudiées aboutissaient à ce principe formel ; certaines, comme celle du sage Kropotkine, du patron de la Colonie, considéraient l'égalité absolue comme la base même de leur organisation.

« Il fallait bien le dire, songeait Pascal torturé par l'arrachement que chacune de ses pensées provoquait en lui, l'égalité ne pouvait être qu'une loi, l'égalité ne pouvait être qu'une contrainte, l'égalité réelle n'existait pas, n'existerait jamais. C'était une création artificielle : physiologiquement, les hommes n'étaient pas égaux, ni en intelligence, ni en force. L'égalité n'était qu'une doctrine, et une doctrine d'esclaves. Jamais un homme libre et puissant ne pourrait concevoir l'idée d'égalité. Rien que dans le domaine du plaisir, toute jouissance individuelle serait un accaparement. Ce pauvre Cabet l'avait compris. La joie est un essor. L'essor ne peut être collectif. L'essor grandit l'homme et le transporte au-dessus des autres hommes. Oui ! quand un homme s'élève, il perd en route la notion de l'égalité : il retrouve le sens de la vie qui est de dominer. Car toutes les créatures, depuis la cellule primitive jusqu'au mammifère intelligent, ne cherchent qu'à se développer aux dépens des autres. »

— Cependant, — prononça Pascal à voix haute, — mon bonheur serait de renoncer à mes instincts.

Il s'étonna de la résonance de ses propres paroles. On ne pouvait demander à tous les hommes l'abnégation philosophique. Et s'ils le voulaient un instant, le bonheur serait-il établi? Le Grand Désir ne chercherait-il pas un bonheur nouveau? On n'aurait trouvé qu'une ivresse transitoire, rien ne

serait changé dans l'âme humaine, on n'aurait pas trouvé le bonheur, parce que les faces du bonheur sont aussi innombrables que les faces humaines, et qu'un désir nouveau naît d'un désir conquis.

Alors Pascal mit ses bras en croix sur la table, et y ayant posé la tête, il pleura. Il se sentait faible et seul, dépouillé de son enthousiasme, timide, comme un enfant perdu. Il connut l'éternel besoin de se blottir contre une femme qui serait un peu sa maman, qui le bercerait dans ses bras, dont les baisers caresseraient son front de misérable bête à pensées. Il murmurait en sanglotant :

— Dis-moi que je ne sais rien. Chérie, dis-moi qu'il faut croire et aimer. Je ne crois plus à rien. Dis-moi qu'il faut aimer. J'aimerais les hommes à travers toi, pour toi, par toi. Et je croirai tous les mensonges de ta bouche. Je veux aimer...

Ainsi courbé sur sa détresse. il comprenait la solution nouvelle de sa vie : être deux, l'homme et la femme, le couple adamique et fécond, fonder dans les deux cœurs un monde passionné, répandre sur les hommes le trop-plein abondant de sa tendresse, leur enseigner la rédemption par l'Amour. Lui seul pouvait régénérer l'état social, mettre dans les âmes la divine harmonie nécessaire.

Il relevait la tête et se retrouvait seul dans la Bibliothèque. Un peu de soleil tombait sur la table, sur les livres ouverts qu'il ne lirait plus jamais. Toute la maison était pleine de silence. Seuls, montaient de la cour la rumeur du poulailler et les bruits de l'étable où la vache Marie meuglait doucement. Il se reprocha cette quiétude familière, il se la reprocha comme un égoïsme. Il se la coulait douce, bien à l'abri dans cette cité monacale où, sous prétexte de Communisme, on oubliait la souffrance des hommes et la forte mission de les relever. Ici, chacun se repliait sur soi-même, goûtait la joie commode d'un rentier inactif, vivait d'un capital déguisé et n'était utile à personne. Il fallait s'évader, courir le monde avec la bonne parole, répandre sur les hommes la manne spirituelle...

Mais des voix sonnaient dans la cour. Chapelle, assis sur la margelle du puits, expliquait, pour la quantième fois, à un

paysan du voisinage, les principes élémentaires du Communisme :

— Comprenez, père Salmon, vous n'êtes pas riche et les Volard et les Barat le sont. Avec notre système, on partage les champs, et vous en avez comme tout le monde...

— Voilà qui va bien, — s'écriait le cul-terreux.

— On partage aussi le bétail et les récoltes...

— Ça va toujours, — approuvait l'autre en se frottant les mains.

— Et les machines agricoles, et les bâtiments d'exploitation...

— Pour ça ! j'en suis ! m'sieu Chapelle.

— On partage encore les moutons, les chèvres, les poules...

— Ah ! pour ça, m'sieu Chapelle, vous voulez rire, ej'pense?

— Tiens? pourquoi? père Salmon?

— Ah ! ej'veux pas d'ça, m'sieu l'anarchisse ! J'ai des poules, moé...

IX

Au printemps, la Cité Kropotkine accueillit un nouveau Frère.

Il vint un jour, à l'heure du Vespéral. Les adeptes venaient de s'asseoir autour de la table, quand un heurt violent fit trembler la porte. Elle s'ouvrit presque aussitôt ; un homme se dressa dans le cadre, sur le fond bleu du soir. Il tenait la clenche d'une poigne brutale. Son chapeau rejeté en arrière découvrait un front large et buriné de rides. Tout le reste était poils et cheveux ; dans la broussaille drue et rousse, ses yeux luisaient de façon carnassière : il les tenait grands ouverts, avec une sorte d'hallucination.

— Je m'appelle Botrou, — dit-il d'une voix rauque, — trimardeur, savant quand je le peux, et libertaire. Je sors de centrousse. Voulez-vous de moi?

Chapelle hocha la tête. Cet homme était un sacrifié, le paria des sociétés bourgeoises ; il fallait lui ouvrir les bras et l'accueillir au sein de la concorde universelle. D'un geste éloquent, il lui montra la table : et l'on poussa les plats de son côté.

Tandis qu'il dévorait, sans mot dire, les végétaux qu'on lui offrait, le propagandiste lui expliquait le fonctionnement de la Colonie. L'homme semblait au courant et approuvait d'une secousse régulière. Quand il fut repu, il raconta son odyssée.

Un franc filou, son tuteur, provincial, crapule impossible à dire, l'avait envoyé à la ville, faire des études... d'ingénieur... tout môme, pas? il aimait la mécanique — on est bricoleur, quoi ! — faisait déjà des locomotives avec des boîtes à conserves, et ça marchait ! S'était fichu sur une femelle ; boulotté la galette des inscriptions ! Embêtant... des tas d'inventions dans la tête... Même, au majorat, jeté tout l'héritage par les fenêtres ; puis la femelle l'avait plaqué... filée avec un plus à fafiots...

Il parlait à mots coupés, en déchiquetant son pain dont il avalait, sans les mâcher, d'énormes morceaux. Fernand Verd écoutait avec une émotion fraternelle cette banale histoire de l'homme qu'on n'aime plus.

— Toujours vaillant tout de même ! fait tous les métiers, et des plus durs : trimballé des placards comme sandwich, figuré dans les drames d'histoire, au ciné — même qu'il avait joué François Ier et qui aimait la Joconde — envoyé aux journaux des articles tapés — même que les vaches de rédacteurs n'avaient pas répondu — et puis, vous comprenez, un beau jour que ça n'allait plus du tout, on a faim, pas? fait des pièces de quarante sous en plomb — même que la rousse l'avait coffré !

Une sympathie fervente allait des adeptes attendris vers cet homme supplicié par des codes iniques.

— Ah ! c'est pas tout ça ! — ajoutait-il en haussant la voix. — Partout, au ciné, dans la rue, jusqu'à l'hosto, poursuivi par l'idée fixe, là, pas possible de lui faire fout' le camp, ma machine !

Il se frappait le front, et frappait sur la table en faisant sauter les assiettes. Puis devant l'étonnement de ses auditeurs, il consentit à s'expliquer :

— Évidemment, vous ne savez pas ! J'arrive comme ça, je vous raconte mes histoires. Je voulais dire ma machine à moteur musculaire.

Il fit de la place sur la table, et traçant de l'index des graphiques imaginaires, il commenta sa découverte.

C'était une manière d'avion dont les ailes mobiles se rattachaient par une combinaison de chaînes et d'engrenages à une manivelle double : le conducteur, installé dans le fuselage, la faisait tourner avec les mains et les pieds. Aussitôt, les ailes battaient l'air en cadence ; l'appareil, dans un gracieux roulis, quittait le sol et volait vers les nuages.

On en était au café sans caféine. L'inventeur, avec son doigt trempé dans du marc, faisait sur la toile cirée la démonstration de la mécanique. Tous se penchaient derrière lui et suivaient l'essor de la machine qu'une série de points noirs emportait vers la cafetière.

Chapelle s'exclama :

— Ça, c'est bath !

Et se relevant, la face illuminée :

— Frères, — s'écria-t-il, — rendons au prisonnier des codes la liberté de vivre, la liberté de créer ! Saluons le prolétaire que la révolte contre des valeurs caduques pousse à des crimes dont il n'est pas coupable. Fêtons la venue de celui qui représente la Science martyrisée : donnons-lui les moyens d'enrichir la Société future et sociale d'un moyen social de locomotion.

Il se tourna vers Botrou, les mains tendues :

— Sois le bienvenu dans notre humble demeure ; travaille dans la paix à ta noble invention. Nous serons ton abri, ton aide et ton soutien.

Son émotion le révélait poète ; il en faisait des alexandrins. Tous applaudirent. Pascal, seul, garda le silence, et d'un œil froid, il considérait le nouvel adepte, son front d'alcoolique et ses regards d'halluciné. Chapelle prit à part son disciple et lui expliqua son enthousiasme : la Colonie avait besoin de bras, un mécanicien surtout lui était nécessaire ; de plus cette invention pouvait enrichir la communauté ; il ne fallait rien négliger pour la mettre au point. Pascal eut un sourire amer que l'autre ne vit même pas ; il s'affairait à conduire l'inventeur dans sa chambre, à lui vanter, de marche en marche, et tout au long de l'escalier, les progrès de la Colonie depuis sa fondation. Et dès le lendemain, Chapelle ayant puisé dans la caisse, ils s'en furent au Mans, avec Fourier et la car-

riole : ils rapportèrent, le soir, un plein chargement de traverses, de métaux en barres, de pièces de coutil, et tout un attirail de mécanicien. On en remplit la forge où Botrou, comme les autres au Dormitoire ou dans la Bibliothèque, installa son domaine, et dont il ne sortait qu'aux heures des repas : mais lui, travaillait sans relâche. Pendant deux mois, on l'entendit forger, scier, tourner, limer, clouer. Un panache de fumée noire ondulait continuellement au-dessus de la remise. L'inventeur se présentait à table avec une face et des mains charbonneuses et mangeait, l'air ailleurs. On respectait sa méditation. Il disait parfois :

— Vous verrez !

Ou :

— Ça va bien !

Chapelle l'appela Vulcain, et ne désignait plus la forge que sous le nom d'Etna. Il était fier de ses connaissances mythologiques. Il comparait aussi Botrou au Dédalide, et parlait d'évasion, d'envol, de plein essor, comme s'il eût chevauché déjà la machine à moteur musculaire.

Elle apparut dans la cour, un matin de juillet : elle glissait sur deux cylindres, et les ailes, à l'action des pédales, s'abaissaient et montaient régulièrement. Le constructeur expliqua le mécanisme : juché sur un siège de toile, au milieu de l'appareil, il allait et venait dans la cour, en suggérant de la voix des manœuvres qu'il n'exécutait point :

— Avant ! Arrière ! Gauchissement sur queue ! Glissement sur l'aile ! Cabrure !...

Et se tenant immobile, penché sur un infini probable :

— Vol plané ! — s'écriait-il.

Puis il réclama la solitude propice aux expériences. Le terrain ne manquait pas : toutes les cultures, sous prétexte de jachère, avaient été abandonnées. On choisit un champ sur le bord de la route et dont l'étendue était plane. On y poussa la machine qui craquait à chaque secousse. Les adeptes, déférant aux souhaits de l'inventeur, le laissèrent seul avec sa monture, et s'en allèrent, aux lucarnes du grenier, contempler de loin les expériences. Mais le village fit surgir un public de morveux qui se pressaient sur la route et acclamaient l'aviateur.

Il se faufila parmi les chaînes et les commandes, salua d'un

grand cri les gamins du bourg et se mit à pédaler avec rage. L'appareil roulait sur ses cylindres, avec ses ailes remuant dans l'air, et Botrou en extase, les yeux levés vers le ciel vaincu.

Mais au bout du champ, il alla rouler dans un fossé. Sous la grêle de cailloux que lui envoyaient les gosses, il se releva, boueux, moulu, inspecta les débris de sa machine, et palpant ses moteurs musculaires :

— Nom de Dieu ! — répétait-il, — qu'est-ce qui manque?

Et son front se gonflait sous l'effort de son génie.

Pendant quinze jours, alternativement, il renouvela ses tentatives et répara son avion. A la Relevée du seizième jour, il ne parut pas, comme il s'y montrait ponctuel, au moment où l'on versait la soupe. Les Kropotkiniens le crurent un instant parti vers des cieux domptés par son Pégase. Ils l'attendaient en silence n'ayant, depuis longtemps, plus rien à se dire. On entendait à l'étage le pas nerveux du propagandiste qu'on avait appelé plusieurs fois et qui ne se décidait pas à descendre.

Lhommel exprima son inquiétude :

— Botrou se sera blessé... Si nous allions voir ?

Krebelinckx allait sortir pour s'en assurer, lorsqu'une galopade retentissante ébranla l'escalier, et Chapelle apparut sur le seuil, la figure livide.

— La caisse? — hurlait-il, — qui a pris la caisse?

Il agitait avec des soubresauts de furie le coffret de fer où, la veille encore, reposait la fortune de la Cité, son avenir, son existence même ! Puis, scrutant les angles de la pièce, allant de porte en porte et les faisant claquer :

— Botrou? où est Botrou?

Jordsen s'élança dans la cour à la limite des jachères, des gamins escaladaient les débris de la machine abandonnée dont une aile démise se dressait toute droite dans le soleil.

Chapelle se démenait sur le perron :

— C'est Botrou, la canaille !... il faut le faire arrêter !

Il réclamait son chapeau, voulait courir à la gendarmerie. Pascal le saisit par le bras :

— Es-tu fou? faire appel à la société bourgeoise !

— Je m'en fous ! — criait l'autre, — le cochon nous a volés ! je le ferai foutre en prison !

— Et tes principes?

— Je me fous de mes principes ! Je veux mon argent !

— Tu l'oublies, — s'indigna Pascal, — cet argent est à tous.

— Il n'est pas à tous, il est à moi ! et ce salaud me le rendra !

— Rien ici n'est à toi, mais à l'Humanité ; et si c'était à quelqu'un, ce serait à moi.

— Comment? — gronda le propagandiste suffoqué, — tu n'as fait que ramasser les sous à la crevaille de ton ancêtre !

— Tais-toi ! — cria Pascal, la main levée, — je te défends...

Mais l'autre ricanait :

— A toi? à toi? mais qui l'a conservé? qui l'a sauvé de ta rage de dépenses? Moi ! moi seul ! Et vous crèveriez de faim, du premier au dernier, si je n'y avais pensé !

— Traître ! renégat !

— Eh ! m... ! — répliqua l'autre avec un calme apparent, — après tout je suis le maître ici ! C'est moi qui ai signé les contrats ! tout ceci m'appartient !

Et d'une large parabole, il englobait les bâtiments, les vergers, et les campagnes.

— Ah ! garde-les, — s'écria Pascal, — vends-les ! fais-en tout ce que tu voudras ! J'en ai assez ! Je n'en veux plus de votre Colonie ! Ce n'était pas cela que j'avais rêvé. Il n'y a pas d'amour ici !

Il traversait la cour en sanglotant. Tout à coup, il revint sur ses pas, rentra dans la Bibliothèque, se saisit des bibelots qu'il aimait, et bousculant Krabelinckx qui voulait l'arrêter, il s'enfuit par le jardin.

— Laissez-le aller, — ricana Chapelle, — il reviendra...

On entendait les pas s'éloigner. Puis la barrière claqua, et un chien se mit à aboyer sur la grand'route.

X

Ils l'attendirent plusieurs semaines.

Chaque matin, Lhommel et Krabelinckx montaient jusqu'aux limites des champs, avec l'espoir, qu'ils devinaient tous deux mais qu'ils n'osaient se dire, de le retrouver là-haut,

suivant la route sinueuse ou sortant de la forêt toute trempée d'aube... Rien... Le tapecul du maire... un faucheur sciant d'un geste bref les luzernes... et devant une chapelle, quelques vieilles accroupies.

Avant de rentrer au logis, ils gravissaient la tour gothique. Ils regardaient de tous côtés la campagne déserte. Le peintre, les mains autour de la bouche, appelait plusieurs fois :

— Pascal !... Pascal !...

De la plate-forme, on découvrait toute la Cité, ses champs en friche, ses prairies bossuées et hirsutes, ses pommiers rongés par la teigne, l'œuvre passive de leur incurie, comme aurait dit Chapelle. Les deux Kropotkiniens, accoudés sur les créneaux, déploraient la ruine prochaine de la Colonie. Au-dessus d'eux l'oriflamme déteinte secouait son titre en lambeaux.

Ils descendaient, les jambes lourdes et coupaient à travers les cultures que l'herbe et les chardons envahissaient. Chapelle, sur le seuil, les accueillait avec une mine confiante :

— Ce sera pour demain, — rassurait-il.

Le peintre lui reprochait son égoïsme et sa félonie : il n'avait pas cédé aux instances de ses Frères, il avait déposé plainte contre Botrou ; c'était indigne d'un citoyen libre ; on le mettrait au ban de la Société future.

Le propagandiste tenait bon. Pendant une heure, ils se lançaient des injures, s'accusaient mutuellement d'avoir fomenté la discorde et trahi leurs principes. Les allusions personnelles exaspéraient la dispute, l'un raillant la littératurlure philosophicarde, et l'autre le badigeon de son adversaire.

— Introduire dans l'arche des mœurs d'anthropophages !

— La Colonie était en piètres mains...

— Quoi ! — s'étouffait Chapelle, — ne va-t-elle pas se relever encore et toujours grâce à moi?

Il avait en effet, le lendemain du vol, réuni les adeptes dans l'Imprimerie et leur avait adressé quelques paroles décisives; la situation, il ne fallait point se le cacher, était fort précaire ; les économies s'en étaient allées avec Botrou ; il ne fallait pas songer à remettre en état les cultures ; ils n'étaient plus que six, dont une femme avec la charge de trois enfants. Il y avait, hélas ! tant que l'on n'aurait pas renversé la pieuvre capitaliste, des contributions à payer, des

fournitures à acquérir. Quelqu'un proposait-il un remède? Personne n'en avait trouvé ; ils avaient perdu l'habitude des initiatives.

Alors Chapelle leur révéla ses plans de fortune. Depuis longtemps, il avait dans ses cartons un drame satirique que plusieurs théâtres de Paris lui avaient refusé, mais dont la Société Communiste et Prolétarienne comprendrait le sens précurseur. Les rôles pouvaient convenir à ses Frères : avec quelques remaniements, il les adapterait à leur physique et simplifierait le décor. On irait, par les villages des alentours, représenter la pièce devant le public populaire, le seul vrai juge, le seul artiste! Et il leur exposa brièvement le scénario.

Cela s'intitulait : *Vers les clartés fraternelles.* Il y avait dix-huit tableaux, mais on pourrait les réduire à la toile de fond. On y voyait la jeune fille honnête avariée par son patron, le magistrat vénal, le prolétaire prêt à mourir pour les principes anarchistes, l'industriel affameur, et le prêtre avide et sans foi dont les intrigues sèment la discorde dans les familles. C'était le rôle pathétique et l'auteur se le réservait. Jordsen se vit attribuer le libertaire dont il avait, d'après le dramaturge, le regard fervent et le front héroïque : il avait bien un peu d'accent tudesque, mais cela passerait dans celui du lyrisme. Sa compagne devint la vierge polluée par un misérable. On distribua les répliques du concussionnaire à Lhommel, et Krabelinckx devait paraître sous la redingote du capitaliste. Les moutards mettraient de l'animation dans la mise en scène. Quant à Fernand Verd, il aurait l'emploi de souffleur, et lirait, pendant l'entr'acte, son poème, *l'Aube des Temps nouveaux.*

Le Norvégien fut quelque temps à discuter en soi-même si cette « démonstration » tragique était conforme aux théories communistes ; il finit par la considérer comme un moyen de propagande et lui donna son adhésion. Les autres adeptes que l'aventure tirait de leur ennui s'y rallièrent sans différend, et quelques jours après, les répétitions commencèrent.

Elles avaient lieu sous les pommiers, ou dans la Chambre des Relations générales, les jours de pluie. Ils déclamaient d'une voix spacieuse : et l'on entendait de la route brailler des répliques incendiaires. Krabelinckx brossa dix toiles de

fond ; mais après la « mansarde du prolétaire », il déclara qu'il en avait assez.

L'auteur s'enquit d'un local dans le village ; il loua pour quatre soirées la grange où se donnaient les bals, aux jours de fête. Des écussons ornés de drapeaux tricolores la décoraient ; des guirlandes de papier de soie couraient au long des murs et convergeaient vers le pendoir d'une lampe à pétrole, au milieu du plafond. L'estrade des musiciens faisait un plateau convenable : on tendrait un rideau de percaline, d'une couleur ardente et allégorique, et deux paravents serviraient de loge et abriteraient les accessoires. Il y avait bien les drapeaux qui rappelaient un nationalisme rétrograde, mais le propriétaire refusa de les enlever.

Des affiches retentissantes allèchèrent le public : il vint en foule un peu sceptique, curieux surtout. Mais bientôt la fougue des interprètes et l'action violente du drame emportèrent les assistants : on bissa les tirades de Jordsen ; l'innocence flétrie fut acclamée avec des larmes, tandis que des vociférations accueillaient le magistrat et que des projectiles volaient vers la soutane du prêtre.

Au premier entr'acte, Chapelle circula dans la foule et vendit sa brochure : TUONS L'ŒUF ! que les acheteurs se passèrent bientôt en rigolant. *L'Aube des Temps nouveaux* n'eut qu'un succès de sympathie. Quand le drame continua, on applaudit avec virulence des répliques bien martelées :

« — Les curés chantent les morts comme les corbeaux les dévorent.

ou :

« — Le passé est le passé, le présent est le présent, mais l'Avenir est l'Avenir.

Et surtout :

« — Misérable! je pourrais te tuer, mais tu vivras pour te repentir jusqu'à ton trépas. »

Car, en ce moment, l'action était tendue à se rompre. Et quand le capitaliste, au dernier tableau, s'affaissa frappé d'une embolie, des clameurs d'enthousiasme jaillirent du parterre, et Krabelinckx dut se relever six fois pour saluer.

Après le spectacle, des groupes parcoururent la rue du village, et l'on chanta la *Carmagnole* sous les fenêtres du

presbytère. Barat fut obligé d'intervenir ; il sortit de sa boutique, en pantoufles et boutonnant son pantalon; l'autorité de son écharpe suffit à peine à disperser les mutins.

Aussi somma-t-il Chapelle d'interrompre ses représentations. Celui-ci, assoiffé de martyre et féru dans son amour-propre d'auteur, déclara qu'il continuerait. Il ouvrit les bureaux à l'heure fixée et commença la deuxième séance en face d'une multitude trépignante et si enthousiaste que le maire n'osa l'affronter.

Cette fois, à la sortie, on lança des pierres dans les vitres de la cure et la porte de l'église fut enduite d'excréments. Jusqu'à minuit, des bandes manifestèrent devant la grille du docteur qui séquestrait, criait la foule, en la personne de Loyse, une vierge subornée. Les estaminets refusaient de fermer, on y parlait de révolution et d'anarchie; il fallut que le garde-champêtre s'en mêlât.

Le jour suivant, deux gendarmes franchirent la barrière de la Colonie et s'avancèrent dans les vergers. Chapelle s'en fut au-devant d'eux et les rejoignit, les poignets tendus à leurs menottes, avec la figure extasiée de saint Ignace dans l'arène. Ils le saluèrent poliment, s'excusèrent de leur intrusion et, lui ayant remis une feuille administrative, se retirèrent aussitôt.

Le propagandiste déplia le papier, le parcourut d'une traite et rugit en le froissant de son poing. Les Kropotkiniens accoururent. C'était un arrêté du préfet; ils portaient atteinte à la tranquillité publique, « provocations à l'émeute, publications de chants révolutionnaires, incitations à l'avortement, etc. », et devaient quitter la commune dans les quarante-huit heures.

Ils demeurèrent immobiles autour de leur chef humilié. Ils acceptaient sans émotion cette ruine de leurs espérances. Ils ne savaient s'ils devaient s'en plaindre ou s'en réjouir, et s'il ne valait pas mieux liquider ainsi leur association chancelante : leur dispersion qui depuis longtemps était inévitable prendrait l'aspect d'un châtiment : ils y trouveraient une excuse vis-à-vis d'eux-mêmes et vis-à-vis des libertaires du monde entier qui salueraient dans les Kropotkiniens des victimes de la tyrannie bourgeoise.

Ils regagnèrent à pas lents la Chambre des Relations générales. Lhommel, sur un mode funèbre, enterrait leurs illusions.

Qu'importait un idéal fichu, comme tant d'autres ! et que perdait-on? pas un rêve n'était possible dans ce monde pourri ! l'homme serait toujours l'ennemi de l'homme, la bête de proie acharnée contre son semblable !

Il s'affaissa sur une chaise, sans plus rien dire, avec deux ruisseaux de larmes sur sa face muette.

Chapelle, cependant, se tenait debout devant la fenêtre ouverte ; déployant les bras en face de l'horizon, il déclamait d'une voix trémébonde :

— Faudra-t-il perdre ces champs que j'ai tant aimés, ces pâtures verdoyantes, ces moissons fertiles, et les fruits abondants de l'automne et les froments nourris de notre sueur?

Il oubliait les terres en friche et les prairies incultes, pour se livrer tout entier à son mouvement oratoire. Mais en se retournant, il aperçut Lhommel. Suspendant aussitôt sa période, il parcourut la chambre en se frappant la poitrine.

— Laissez-moi, — criait-il aux adeptes qui ne bougeaient point, — laissez-moi ! je suis un criminel ! j'ai gâché votre bonheur à tous !

Un instant, il parla de soulever la population, d'emporter la mairie d'assaut et d'établir la Commune indépendante. Puis il jura qu'il ne s'en irait point, qu'il tiendrait à lui seul contre la société entière, qu'il massacrerait tout képi qui oserait paraître...

Lhommel avait repris son élégie ; il se lamentait avec des râles d'agonisant; et sa complainte était si triste que Chapelle en fut remué. D'une voix contenue, il supplia les adeptes.

— Voulez-vous m'écouter, mes Frères, une dernière fois?

Ils s'accordèrent au sein de leur détresse. Ils acceptèrent le hasard qui mettait fin à leur régime de servitude volontaire. Et ils s'en remirent aux décisions de Chapelle : on quitterait la Colonie, puisqu'il le fallait bien, puisque Barat avait la force pour lui et que l'ère des révolutions n'était pas venue. On laisserait Lhommel à la garde des bâtiments, et l'on irait à la recherche d'une terre plus libre. Mais il ne fallait rien laisser des richesses qu'ils avaient produites : elles appartenaient à la Société communiste et ne pouvaient profiter aux bourgeois.

Et ils se répandirent dans les vergers, armés de gaules, piétinant les herbages, secouant les branches, faisant pleuvoir

autour d'eux les pommes encore vertes. Les gosses les suivaient avec des cris de joie, et écrasaient les fruits sous leurs talons. Dans le potager ils saccagèrent les légumes, brisèrent les couches à coups de bâton; et l'on fit un bûcher, au milieu de la cour, de toutes les provisions que l'on ne pouvait emporter.

Le lendemain, à la tombée du soir, le chariot encombré de paniers et de caisses recueillit les exilés. Ils y montèrent sans discours. Cabet et Fourier, délivrés de l'écurie, se mordillaient mutuellement la crinière. La vache Marie était attachée aux ridelles ; les moutards, ravis de partir en voyage, l'appelaient par son nom en agitant les bras. On embrassa Lhommel sans parler, parce qu'une grande amertume étreignait les gorges.

Longtemps, il suivit sur la route le halo des lanternes : des cris d'adieu passèrent avec la brise, et les acclamations du village qui saluait le cortège. Puis tout s'effaça, voix et lumière, dans la nuit et le passé.

Quand Lhommel rentra dans la salle commune, un long frisson le secoua. Il s'assit, croisa les bras sur sa poitrine et ferma les yeux brûlés de larmes. Le silence était embusqué derrière toutes les portes, le silence était tapi dans tous les coins, le silence tombait du plafond, avec la lumière de la lampe, Lhommel ne bougeait point. Au milieu de la nuit, la flamme s'abaissa, eut quelques palpitations et disparut.

Puis l'aube blêmit sous une bruine froide et tenace, trouée par des rafales ; et les vergers apparurent, massés dans le brouillard. Deux gendarmes s'avançaient d'arbre en arbre, la carabine à la main, surveillant les fenêtres de la ferme où rien n'apparaissait. Des milliers de pommes jonchaient le gazon, avec des rameaux brisés et des branches vertes. Du milieu de la cour, un amas charbonneux fumait encore.

Les argousins s'arrêtèrent auprès du puits et hélèrent d'une seule voix. Personne ne répondit. La porte en criant sur ses gonds, battit violemment. Alors ils s'élancèrent et l'ouvrirent d'un seul coup.

Au crochet de la lampe, le cadavre de Lhommel se balançait.

(La fin prochainement.)

A. t'SERSTEVENS

LUDENDORF ET LA MARINE

J'ai lu avec un très vif intérêt les deux gros volumes où l'on découvre, non sans surprise, souvent, une grande guerre que nous ne connaissions pas, que nous connaissions mal, plutôt, parce que nous restions, forcément, toujours du même côté de la barricade.

Ce qui frappe le plus, je crois, quand on lit les « Souvenirs de guerre » du général qui, en fait, joua pendant la dernière phase du conflit le rôle de dictateur en Allemagne, c'est l'universalité des questions qu'il est appelé à résoudre et qu'il résout en effet, évidemment pas toujours avec succès — heureusement pour nous ! — mais du moins avec clairvoyance, promptitude et énergie.

Que ce soit un bon général et un savant stratège, nul n'en saurait douter, même en acceptant les judicieuses réserves que fait M. le général Buat dans la préface de la traduction française de l'œuvre de Ludendorf. Mais c'est aussi un homme d'État, un politique, un économiste, un remarquable organisateur de pays conquis. Et enfin c'est un « militaire » (je prends le mot dans le sens qu'on lui donne vulgairement chez nous) qui parle de la marine, qui en apprécie le rôle, qui semble s'y entendre et qui ne sépare pas la « force navale » de la « force armée » pour exalter uniquement celle-ci, dans la totale éclipse de celle-là.

Et c'est une grande merveille...

Dès le début du livre, dans l'avant-propos que l'auteur appelle « ma pensée et mon action », on relève en de nombreux passages la preuve que, pour Ludendorf, l'armée et la marine,

étroitement unies en vue de la poursuite de l'objectif commun, ne peuvent être accidentellement séparées que par la diversité — souvent plus apparente que réelle, d'ailleurs — de leurs modes d'action.

Les armées et les marines, dit-il, dans la première page, ont employé, dans la lutte, des méthodes déjà connues. Seules les forces et ressources mises en action ont dépassé tout ce qui avait pu être imaginé.

C'est très juste. C'est par la prodigieuse intensité et aussi par la durée étonnante de l'*effort* que se distingue ce confit plus encore que par l'originalité des moyens mis en œuvre. Originalité, dis-je, car rien n'y a été employé qui ne l'ait été déjà depuis que l'homme existe et qu'il y a des guerres, puisque, en 1870 déjà, comme en 1792, on se servit des appareils aériens, et qu'il faudrait remonter peut-être jusqu'à la découverte du feu — et de la fumée — pour noter la première mise en jeu des « gaz asphyxiants » dans les luttes féroces des hommes des cavernes.

En revanche, il faut reconnaître que s'il n'y eut pas à proprement parler « originalité », il y eut sans conteste « inattendu » et « imprévu ». Presque toujours du même côté, d'ailleurs, du nôtre, car les Allemands nous infligèrent de fâcheuses surprises : mitrailleuses, aviation, artillerie lourde ; plus tard, tranchées et abris perfectionnés, gaz, liquides enflammés (le « feu grégeois », après tout), dirigeables, « Berthas », etc., etc. Enfin, sur mer, mines et sous-marins. Et, certes ! ces derniers engins étaient bien connus. Personne, en tout cas, n'eût dû les mieux connaître que nous et en avoir calculé les effets. Nous fûmes, pourtant, si étonnés qu'on nia longtemps, dans nos états-majors, qu'il y eût là véritable péril.

Autre observation judicieuse de Ludendorf, où il ne sépare pas les deux éléments primordiaux de la « force nationale » ; il note que, dans cette grande guerre, les peuples se serrèrent justement derrière ces forces nationales, et après avoir constaté, avec une impartialité méritoire, que « la France, seule, avait donné pareil spectacle, en 1870-71 », il ajoute :

On ne distinguait plus, dans cette guerre, où commençait la force de l'armée et de la marine, où cessait celle de la nation... L'armée et la marine ont leurs racines dans la patrie, comme le chêne a la sienne

dans la terre allemande. Elles vivent de la terre natale, où elles puisent leurs forces. Elles peuvent recevoir, mais elles ne peuvent pas produire ce dont elles ont besoin et elles combattent avec ce que le pays leur donne de forces morales, corporelles et matérielles. Ce sont ces forces qui permettent à l'armée et à la marine de vaincre, qui leur permettent le dévouement fidèle, le sacrifice obscur dans la lutte quotidienne et dans les misères de la guerre, etc., etc..

Ce n'est pas seulement dans la constatation de l'étroite dépendance où restent « l'armée et la marine en action » des forces matérielles et morales de la nation elle-même, que réside l'intérêt d'une citation que j'abrège d'ailleurs beaucoup. On y distingue déjà les prémisses d'une thèse que soutient l'auteur dans cet avant-propos et qu'il développera à la fin du deuxième volume, c'est que « c'est l'arrière qui a manqué le premier ». Et cet « arrière », c'est surtout, pour lui, le gouvernement civil, le chancelier de l'Empire, les bureaux de Berlin, le Reichstag, les gouvernements confédérés, qui ne surent pas galvaniser le peuple allemand et lui insuffler :

La volonté de fer qui s'empare de toute une nation pour atteiudre le but suprême : la guerre et la victoire. Les grandes démocraties de l Entente y sont parvenues. Gambetta en 1870-71[1], Clemenceau et Lloyd George. pendant cette guerre, ont, avec fermeté, mis leurs peuples au service de la victoire. Notre gouvernement a imparfaitement apprécié cette obstination à la poursuite du but, etc.

Le témoignage est intéressant. Il l'est particulièrement en ce qui touche la marine allemande. Chronologiquement, le soulèvement des escadres et des arsenaux — assez mal expliqué jusqu'ici — a précédé la révolution qui éclata dans les grandes villes le 9 novembre, environ. Il semble, et ceci se confirmera plus tard, que Ludendorf soit disposé à admettre que la révolution existait déjà depuis quelque temps dans les esprits. C'est que le découragement s'y était introduit, en dépit même des succès des dernières offensives, quand la conviction s'était faite qu'on avait sous-estimé

la puissance du sentiment national et la ténacité du vouloir des peuples ennemis... Les gens de Berlin ne sentirent plus que leur

1. Il est intéressant de constater l'impression laissée aux militaires allemands les plus instruits et les plus réfléchis par la longue résistance de la France après l'effondrement de l'Empire et de ses armées.

impuissance à agir sur le moral de l'adversaire ; ils perdirent l'espoir en la victoire et se laissèrent pousser par les événements.

Sans doute, mais il faut tenir compte aussi, et grand compte, de la dépression morale causée par les souffrances des très dures privations dans le peuple des villes. Ludendorf l'avoue lui-même, un peu avant le passage que je viens de transcrire. Parlant de cette impuissance à agir sur le moral de l'ennemi (et il est bien curieux d'observer qu'il considère comme tout à fait insuffisants les moyens employés pour « manœuvrer » les esprits chez les belligérants adverses), il conclut en disant avec mélancolie : « il est vrai qu'il manquait à l'Allemagne un auxiliaire puissant de propagande : le blocus de la faim contre les populations ennemies !... »

Ne laissons pas, avant de dépasser cette remarquable préface, de tirer de l'un des paragraphes cités plus haut un avertissement utile pour notre propre marine nationale; doublement utile au moment où elle va subir l'inévitable contre-coup des difficultés financières au milieu desquelles nous nous débattons en ce moment.

L'armée *et la marine*, dit Ludendorf, ont leurs racines dans la patrie... Elles vivent de la terre natale, où elles puisent leurs forces... Elles combattent avec ce que le pays leur donne de forces morales et matérielles, etc...

Quelle justesse et quelle profondeur dans ces expressions! Quelle profondeur, dis-je, en songeant tout particulièrement à l'application à la marine de ces idées qui, à quelques-uns, paraîtront banales ! Les dirigeants de l'Allemagne, Guillaume II en tête, l'avaient bien compris, que la marine ne saurait être une création artificielle du cerveau de quelques hommes plus clairvoyants que les autres et que son aptitude générale au service de la nation ne pouvait résulter que de la communion intime et constante de la « force navale » avec le cœur même de la patrie. Ils avaient obtenu — grâce, en grande partie, à l'admirable organisation de la « ligue navale » — ce succès singulier que la marine de guerre était encore plus populaire dans l'Allemagne du Sud que dans celle du Nord, dont le

littoral, pourtant, fournissait, par le recrutement ordinaire [1], le fond des équipages. Mais il y avait beaucoup de volontaires, beaucoup de mécaniciens, électriciens, etc., originaires des États du Sud; beaucoup d'officiers aussi. Il y avait, par-dessus tout, en Bavière, Wurtemberg, Hesse, Palatinat, une curiosité ardente et sympathique des populations à l'égard de la belle flotte impériale, de son développement miraculeux, de ses progrès techniques, si rapides, si éclatants, qu'en 1914 la lutte avec la flotte britannique était envisagée par l'orgueil allemand sans appréhension sérieuse [2].

Combien nous sommes loin, ici, d'un tel état d'esprit ! Quel changement y a-t-il, en fait, depuis le temps où le sceptique mais clairvoyant Louis XV s'écriait : « Mon pauvre Choiseul, il n'y a que vous, en France, et le peintre Vernet, qui vous intéressiez à la marine ! »

Le trait est connu. Ce qui l'est moins, c'est avec quelle insouciance, avec, même, quelle sorte de satisfaction imprudente, la marine accepte cette situation et s'accommode de rester éloignée du cœur de la nation. Depuis le dernier demi-siècle, surtout, depuis la chute d'un souverain qui, lui, avait beaucoup fait pour la force navale française — n'oublions jamais qu'en 1860, celle-ci était supérieure à la flotte anglaise — depuis que, dans les luttes des partis de la troisième République, il avait semblé un moment que l'abaissement systématique de notre état naval était le gage de la victoire de l'un de ces partis, les hommes et les organismes dirigeants de notre marine ne souhaitaient rien tant que d'échapper au légitime et bienfaisant contrôle — bienfaisant *en principe*, s'entend... — des pouvoirs publics. Que de fois, j'ai entendu ces exclamations : « Pourvu que le Parlement ne s'occupe pas de nous ! Dans quelle mesure le rapporteur du budget est-il notre ennemi et quelle amputation va-t-on encore nous faire subir !... »

Avouons-le : ces préoccupations, quelquefois excessives et

1. Il n'y avait pas, en Allemagne, d'inscription maritime. L'office du recrutement de l'armée « destinait » au service de la marine les conscrits qui lui paraissaient aptes à servir sur les bâtiments de l'État. Notons que les Alsaciens-Lorrains étaient fréquemment dirigés sur les formations de marins canonniers de la défense intérieure. Mais il y avait là une raison politique.

2. Voir « La conférence de l'amiral Breusing à Bâle ». *Revue de Paris* du 15 juin 1914.

qu'inspiraient, dans une certaine mesure, certaines traditions particularistes, furent, pendant une assez longue période de temps, vraiment justifiées. Ils n'en était d'ailleurs plus ainsi dans les quelques années qui précédèrent immédiatement le grand conflit : les budgets en font foi et, mieux encore, des marques indiscutables de bienveillance. Mais le pli subsiste peut-être dans les esprits, du côté de la Marine, et, lorsqu'il serait du plus grand intérêt d'entreprendre une vaste et tenace campagne dans tout le pays pour lui faire comprendre le danger qu'il y aurait, dans les temps si troublés que nous traversons, à affaiblir « la force navale », il semble à craindre que l'on se replie encore une fois sur soi-même et que l'on cherche le salut à la façon du colimaçon ou de la tortue demandant un précaire abri à sa coquille ou à sa carapace.

Ajouterai-je que c'est aux « intellectuels » français qu'il faudrait d'abord s'adresser, du moins aux maîtres et aux directeurs de notre enseignement public? Après tout, si les Français ne connaissent pas la marine, c'est qu'on ne la leur apprend pas et, s'ils n'apprécient pas, en temps ordinaire, les services continuels qu'elle leur rend — ni ceux, bien plus grands encore, qu'elle pourrait leur rendre — c'est qu'on ne leur en a jamais parlé. Il a fallu les cruelles leçons de cette guerre et les répercussions, toujours actuelles, des pertes que nous avons subies, en tonnage et en personnel, pour que l'attention du public se fixe un moment sur cette marine de guerre et de commerce (ne les séparons pas !) qu'il ignorait à peu près complètement. Et cette attention, déjà, se détourne...

***

Revenons à Ludendorf et à l'opinion qu'il se fait, aussi bien des événements de la guerre maritime que du « Sea Power », comme dit l'amiral Mahan quand il parle de l'influence prépondérante de la possession de la mer sur l'ensemble des opérations de guerre.

Au début de juin 1916, dit-il (livre intitulé : « Au quartier général de l'Est, à Kovno » (chap. I et II), nous fêtâmes le succès remporté par la flotte allemande dans le Skager Rack, un des exploits de cette guerre *qui eut une grande influence sur l'attitude des États*

neutres. Malheureusement la joie de ce succès fut atténuée par le communiqué, qui indiqua d'abord des pertes faibles, puis de plus élevées.

La critique est juste, encore que discrète. Ce fut une maladresse bien allemande que ce mensonge insoutenable et, dès lors, on peut se demander si, vraiment, l'attitude des neutres put être influencée par un bulletin de victoire bientôt démenti devant le Reichstag même. Il y avait, il est vrai, des neutres que nous connaissons bien, dont le parti pris germanophile s'accommodait des plus vains prétextes.

Et d'autre part il est certain que la flotte anglaise victorieuse, quoique assez éprouvée, ne poursuivit pas suffisamment son succès. L'amiral Jellicoe le reconnaît implicitement quand il observe qu'il fallait éviter tout risque décisif qui aurait exposé l'*Empire* — et les Alliés — au danger de ne plus exercer complètement cette maîtrise de la mer dont nous parlions tout à l'heure.

Il y a là, évidemment, un point sur lequel la controverse restera toujours ouverte...

J'avais suivi, continue Ludendorf, *avec un vif intérêt les exploits de notre marine*. On lui avait consacré, en temps de paix, des ressources considérables. Elle était maintenant appelée à prendre une part importante à la lutte pour la victoire et à nous empêcher d'être étranglés par l'Angleterre...

Ici et un peu plus loin se placent les verbeuses considérations habituelles, sous les plumes allemandes, au sujet du « blocus de la faim ». Dans les études que j'ai publiées ici même, pendant les hostilités, j'ai montré sur quel point — un seul, quoi qu'en dise notre auteur, — étaient vulnérables les principes adoptés par les Alliés, la Grande-Bretagne en tête, pour l'application du blocus maritime, parfaitement légitime en soi et reconnu pour tel par tous les juristes. L'abrogation des termes de la « déclaration de Londres », par l'ordre en conseil du 7 juin 1916, était aussi très légitime, puisque cette déclaration n'avait été sanctionnée par aucun texte, aucune convention internationale. Il n'en restait pas moins que si l'on voulait que « le droit de poursuite » des cargaisons destinées en réalité à l'ennemi pût être exercé sans contestations chez les

neutres voisins de l'Allemagne, il fallait que le blocus de toute la côte allemande fût *effectif*. L'était-il, quand la force navale britannique se cantonnait systématiquement dans une rade fermée de l'Écosse ou des Shetland, au Firth of Forth ou à Scapa Flow? Pouvait-on admettre la thèse anglaise — point nouvelle, du reste, car elle nous fut appliquée à nous-mêmes, il y a plus de cent ans — que « la côte britannique bloque *naturellement* la côte allemande », ce qui est d'ailleurs à peu près vrai, du seul point de vue géographique?... Mais, en tout cas, la côte Baltique de l'Empire était-elle bloquée? Certainement non, en dépit de quelques sous-marins qui, au demeurant, rendirent de remarquables services — pas assez prolongés — en interceptant les transports de minerais suédois pendant près d'une année.

On voit qu'il y a, là encore, ample matière à controverse et que le droit maritime international est loin d'être fixé. Souhaitons qu'il le soit bientôt, mais ne nous retenons pas de sourire quand les Allemands et leur Ludendorf protestent avec indignation contre « cette violation du droit poursuivie par l'Angleterre ». Combien d'autres et de très positives violations n'ont-ils pas à se reprocher!

Notons, entre temps, quelques intéressantes opinions et constatations du général allemand au sujet de la guerre maritime, telle qu'elle se déroula jusqu'à la fin de 1916, environ.

Dans la mer Baltique, les forces des deux côtés étaient telles qu'il nous fut permis de maintenir le commerce allemand par mer, ce qui était, *à cause de l'importation du minerai de Suède, d'une importance capitale pour la conduite de la guerre.*

Capitale, effectivement. On sait déjà que la guerre aurait pu se terminer beaucoup plus tôt, si les Alliés avaient eu une « stratégie du fer ». Supposons en effet la flotte anglaise dominant la Baltique — et, s'il en eût été besoin, les lettres de l'amiral Fisher[1] nous eussent convaincus que cela était possible; supposons en même temps le bombardement métho-

1. Parues dans le *Times* en septembre 1919. Non seulement l'amiral Fisher préconisait les opérations navales dans la Baltique, mais il avait obtenu, en 1913, que l'on entreprît la construction de plusieurs centaines de navires de plongée spéciaux pour le transport d'une armée russe sur la côte de Poméranie.

dique[1] de la région des mines de Briey — territoire annexé ou non. Il n'est pas douteux que la production du fer et de l'acier en Allemagne eût décru dans une telle proportion que la lutte serait devenue impossible à nos adversaires.

Nous avons donné là — comme dans l'affaire des blés de Roumanie — la preuve d'une déplorable méconnaissance de l'importance essentielle des grands faits de l'ordre économique dans une guerre de longue durée. Il est vrai qu'en 1916 et même au commencement de 1917, le discours de M. l'amiral Lacaze, à la Chambre, le 8 juin, en fait foi, on en était encore à croire « que la guerre serait finie dans trois mois ! »...

En tenant libre la mer Baltique, notre marine a permis en même temps au commandement suprême du front Est, ajoute Ludendorf, d'établir un trafic entre nos ports de la Baltique et Libau, ce qui était très important pour l'approvisionnement de nos troupes en Courlande.

C'est très juste et cela vient à l'appui de la bonne doctrine des opérations combinées, au titre des « flanquements ». D'ailleurs si, en 1916, — et cela, Ludendorf ne le dit pas — l'escadre allemande de la Baltique fut tenue en échec dans le golfe de Riga et même, un moment, dans le golfe de Danzig par l'escadre russe, aidée par des sous-marins anglais, elle agit avec une grande vigueur et avec un complet succès, malheureusement, l'année suivante, lors de l'attaque de l'archipel esthonien. Citons, sur ce sujet, un très intéressant passage du deuxième volume de notre livre (sixième chapitre de la partie intitulée « La bataille des Flandres et l'effondrement de la Russie »).

Le 11 octobre, la flotte partit de Libau pour l'entreprise contre les îles qui sont placées en avant du golfe de Riga. *L'objectif était Pétersbourg*, et comme beaucoup d'hommes n'ont pas la notion d'espace ni de temps, notre expédition devait y jeter un trouble profond. *J'étais satisfait de ce que la flotte trouvât là une occasion de s'employer.* Une longue période de repos y avait provoqué des incidents qui jetèrent une lumière inquiétante sur l'agitation du parti social-démocrate indépendant dans certaines unités de la marine et sur l'état d'âme du peuple allemand ; les aspirations d'une faible partie

1. Le bombardement pouvait être effectué, d'une part, au moyen d'appareils aériens, de l'autre, au moyen des grosses pièces de marine (artillerie lourde sur voies ferrées) placées sur les hauts de Meuse, à 35 kilomètres de la frontière de 1871.

du peuple avaient trouvé un appui dans la marine; les milieux où elle vivait et le contact permanent avec le pays avaient favorisé la diffusion des idées révolutionnaires. La désignation pour la guerre sous-marine, dans le personnel de la flotte de haute mer, de nombreux ingénieurs (mécaniciens) et d'officiers de carrière (officiers sortant des rangs), souvent les plus capables et d'âge mûr, avait nui à la discipline. Une nouvelle opération de guerre devait relever et renforcer le moral de la marine.

Ces quelques lignes sont singulièrement fertiles en enseignements.

Observons d'abord cette satisfaction que la flotte allemande trouve enfin à s'employer. C'est que ce général qui est, en fait, « le généralissime » et, quoiqu'il s'en défende, à peu près, « le dictateur », s'est informé et s'est rendu compte de la démoralisation qui commence dans la marine et *que favorise l'inactivité de la « Hoch see flotte »*. Il sait, *il sent* au moins que la stagnation prolongée des escadres dans les ports ou sur les rades fermées est encore plus funeste au moral des marins que la stabilisation des fronts et la guerre de tranchées au moral du soldat.

Plus funeste, car dans la tranchée il y a encore de l'action, de l'émotion, de la crainte et de l'espérance, *de la vie*, enfin, avec le salutaire entretien du mystique et puissant esprit de sacrifice. La mort n'est-elle pas toujours là, tout près?...

Il n'en est pas de même sur les mouillages bien clos où s'enferment des unités de combat énormes à qui leur grandeur même — et leur prix de revient — persuadent de se laisser attacher au rivage, loin de ces torpilles et de ces mines dont la subite explosion envoie au fond de l'eau 25 000 tonnes, 100 millions et un millier de braves gens. Oui, on y est bien tranquille, dans le canal de Kiel ou derrière le Medemsand, ou encore au fond de la Jahde, comme à Scapa Flow, à Bizerte, à Tarente, à Corfou, à Pola. Mais peu à peu la cruelle monotonie d'une existence sans gloire, où l'impitoyable « tableau de service » et les exercices fastidieux remplacent le mouvement qui apaise les nerfs, l'imprévu qui attire, l'action militaire vraiment utile qui séduit et passionne, cette monotonie, dis-je, bientôt odieuse aux officiers et aux équipages, déprime les cœurs, jette un voile sombre sur les intelligences, abolit les bonnes volontés, rend même suspectes les raisons

qu'ont les chefs d'accepter bon gré, mal gré, la sauvegarde de cette immobilité[1].

Ludendorf a parfaitement vu tout cela. Et il a vu aussi l'état d'âme du peuple allemand » en cette fin de 1917, de cette année qui avait semblé consacrer — dans l'ensemble — la haute supériorité du groupe central de l'Europe sur ses adversaires de l'Est, du Sud, de l'Ouest même, ceux-ci étant restés spectateurs immobiles, et comme paralysés, de la grande catastrophe russe...

Ce n'est pourtant encore, chez lui, que pressentiment qu'il écarte, inquiétude à laquelle il ne s'arrête pas : cette catastrophe russe, justement, va lui donner une bonne partie des forces avec lesquelles il renforcera les armées du front français en vue des grandes offensives qu'il médite pour le début de 1918. Et d'ailleurs la Marine ne lui promet-elle pas les plus grandes satisfactions? Il sait quel énorme tonnage les sous-marins ont coulé depuis la déclaration de guerre sous-marine à outrance de février 1917. Il sait, il espère bien, du moins, que ces succès continueront et l'office naval de Berlin lui affirme, ou bien que l'armée américaine — mais y aura-t-il jamais une armée américaine? — ne passera pas, ou bien que, si quelques fractions de cette armée réussissent à franchir l'Atlantique, leur ravitaillement. leur entretien, leur réapprovisionnement en matériel et en munitions seront rendus impossibles par la destruction continue du tonnage...

Une seule préoccupation, relative au recrutement des états-majors de sous-marins. Ludendorf sent bien que, là encore, agissent les « impondérables ». Ce ne sont plus ceux de l'ennui, de la monotonie, de l'immobilité forcée ; ce sont ceux de la vie la plus anormale, la plus cruellement dangereuse (oh ! la mort lente, l'agonie à bord d'un sous-marin coulé !...), la plus déprimante, dans l'étroite prison de tôle, au double point de vue moral et physique, que l'on puisse imaginer. Il sent bien — quoiqu'il ne parle que des officiers « d'âge mûr »,

1. N'oublions pas, si tout ceci nous fait songer à ce qui s'est passé dans notre propre marine, heureusement après l'armistice, que nos équipages se voyaient nécessairement mesurer d'une manière très parcimonieuse les bienfaisantes permissions de « détente », nos escadres étant tenues hors de France. *Les Anglais, les Allemands, les Italiens, les Autrichiens étaient plus heureux. Leurs rades défendues étaient sur le territoire national.*

ou des ingénieurs mécaniciens à l'esprit un peu trop critique, peut-être — que l'on ne doit pas plus trouver de volontaires, à la fin de 1917, pour les équipages de sous-marins que pour les états-majors. La marine, l'Allemagne, plutôt, *s'use* de ce côté-là comme de tous les autres. Il n'est que temps que cesse cette trop longue et trop terrible guerre et, donc, il faut en finir, il faut attaquer, il faut rompre enfin, disloquer, écraser ce front de l'ouest, ce front principal que l'on a un peu négligé en 1917.

***

Mais voici, justement, que cette guerre sous-marine à outrance sur laquelle il croyait pouvoir compter, sur la foi des « experts » les mieux documentés et les plus perspicaces, paraît s'assoupir au moment même où elle devrait sévir avec le plus d'intensité, au printemps de 1918. Que s'est-il donc passé et qu'en pense-t-il lui-même, le grand metteur en œuvre de tous les moyens d'action dont dispose l'Allemagne ?

Pour bien répondre à ces questions, dont on va voir l'importance, il faut remonter au mois d'août 1916, au moment où la direction générale de la guerre passe aux mains d'Hindenburg et de Ludendorf.

A cette époque — notre auteur ne le dissimule aucunement — la situation des affaires n'apparaissait pas favorable aux dirigeants les plus clairvoyants des puissances centrales, du moins aux chefs allemands :

Nous ne pouvions espérer un effondrement des États de l'Entente. Si la guerre se prolongeait, notre défaite paraissait inévitable... Les bases de notre vie économique se présentaient d'une manière très défavorable, pour le cas d'une guerre d'usure. La vigueur morale à l'intérieur était dangereusement atteinte... Les perspectives de l'avenir étaient extrêmement graves, etc. [1]...

C'est alors — septembre 1916 — que, d'une part, les deux grands chefs militaires avaient ordonné la construction des

1. Il est assez intéressant de constater cette dépression générale de l'organisme ennemi au moment où la Roumanie se déclara. Le moment n'était donc pas mal choisi pour l'intervention de cette puissance. Les voies et moyens employés ne correspondirent malheureusement pas aux avantages que fournissait la situation générale. Et il y eut là de la faute de *tous les Alliés*, sans exception, mais surtout, on le sait, de la Russie.

célèbres lignes de repli que Ludendorf appelle « les grandes positions à l'arrière »; que, d'autre part, ils avaient prêté attentivement l'oreille aux suggestions de l'amiral von Tirpitz au sujet du développement de la guerre sous-marine, jusque-là conduite assez mollement (ou, si l'on veut, assez *humainement*) ; et qu'enfin ils avaient nettement acquiescé à l'idée du chancelier von Bethmann-Hollweg d'entreprendre ce qu'on a nommé « l'offensive de paix », l'appel à la médiation du Président Wilson. Cet appel sembla d'abord n'être pas entendu. L'Amérique était tout entière à l'élection présidentielle. D'ailleurs, réflexion faite, Ludendorf jugeait opportun de surseoir à toute proposition de négociations jusqu'au règlement — qu'il espérait définitif et qui était déjà avantageux, en octobre 1916 — de l'affaire roumaine. Aussitôt Bucarest tombé (6 décembre), « la situation militaire parut assez assurée pour qu'on ne conservât aucune hésitation au sujet de la transmission de la note sur la paix », adressée directement, sur le conseil du baron Burian, aux puissances de l'Entente. Et sur les entrefaites, M. Wilson, réélu, adressa à tous les belligérants, le 18 décembre, sa célèbre question officielle au sujet des *buts de guerre* que chacun poursuivait.

On sait quel échec subirent ces diverses tentatives :

Le feld-maréchal et moi, dit Ludendorf (qui n'abuse d'ailleurs pas de cette formule et la supprime complètement à la fin de ses « Souvenirs »), étant donné le scepticisme que nous conservions à l'égard des démarches pacifiques, nous avions dès longtemps mis au nombre de nos préoccupations militaires la guerre sous-marine *qui nous apparaissait comme la formule la plus accentuée de la guerre du blocus...*

Idée fort juste, au demeurant, et qu'il convient de retenir.

Il s'agissait pour nous de la défaite que nous devions subir sans la guerre sous-marine à outrance, et de la possibilité, au contraire, d'une victoire décidée par cette guerre même, si nous passions sur mer à l'offensive, pendant que, sur terre, nous continuerions à nous défendre.

Expressions remarquables ! Dans quel autre livre sur la guerre — j'entends ceux qui ont été écrits chez nous, en particulier — trouverait-on une reconnaissance si complète, autant que simple et naturelle, de l'importance du rôle joué par la marine? Il n'en coûte rien au chef prussien de le dire,

parce que, pour lui, marine et armée se confondent dans l'idée générale de « force nationale », comme nous le constations tout à l'heure. Il lui en coûte d'autant moins que la marine lui offre la possibilité de « passer à l'offensive », tandis que l'armée ne lui semble plus — pour le moment — susceptible de poursuivre cette forme essentielle de la guerre.

Mais alors se présentent des difficultés sur lesquelles Ludendorf n'avait pas tout d'abord compté.

> La question de l'opportunité de la guerre sous-marine avait conduit pendant ce temps (septembre 1916-janvier 1917) à de graves divergences d'opinion dans les partis politiques et les esprits étaient extrêmement excités : tandis que les partis de droite prenaient parti en sa faveur avec une grande vivacité, les partis de gauche, *qui marchaient avec le gouvernement*, se prononçaient contre elle avec une égale ardeur...

« Le gouvernement », ici, c'est surtout le chancelier et tout l'organisme civil, l'office des Affaires étrangères en tête, qui voit bien que l'on va tout droit, ainsi, à une rupture avec l'Amérique.

Et alors commence — en octobre 1916 — une discussion confuse dont on a quelque idée non seulement en lisant les livres justificatifs de Ludendorf et de Tirpitz, mais aussi par l'étude ingrate des débats de la sous-commission d'enquête parlementaire allemande, pendant l'automne de 1919. A qui remonte la responsabilité de la décision?

En fait, il semble bien que, dès octobre 1916, sur les assurances réitérées de l'Amirauté, l'opinion des chefs militaires était faite :

> La guerre sous-marine à outrance, dit formellement Ludendorf, *était maintenant le dernier moyen* de terminer victorieusement la guerre dans un temps plus ou moins rapproché. Si la guerre sous-marine, sous cette forme, pouvait être décisive (et la marine y comptait), *l'entreprendre dans l'état où était la guerre, devenait un devoir militaire vis-à-vis du peuple allemand.*

On ajourna toutefois une décision finale que chacun sentait grosse « d'aléas », et pendant quatre mois il n'y eut encore que « la guerre sous-marine de croisière », dans laquelle on devait arrêter seulement les vaisseaux et les visiter. *Les*

visiter, après quoi, bien entendu, on les coulait le plus souvent, mais du moins pas sans avertissement, ni quel que fût leur pavillon.

Cette méthode, affirme le premier quartier-maître général, obtint de bons résultats et troubla la vie économique de l'ennemi. L'arme apparaissait bonne. Mais il fallait compter avec l'amélioration de la défense, de la part de l'ennemi — (on voit que Ludendorf, après l'événement, se garde à carreau, si l'on peut ainsi dire) — et en conséquence avec la diminution des résultats obtenus.

Et il fallait surtout compter avec les neutres, même avec ce que nous appellerons les « petits neutres », dont quelques-uns, pourtant, avaient une grande importance, en raison de leur position géographique.

A la suite de nos victoires en Roumanie, le G. Q. G. ne craignait plus l'entrée en guerre de la Hollande et du Danemark contre nous [1]. Toutefois, il ne fallait rien risquer. La guerre sous-marine, sous la forme de guerre de blocus, si on la jugeait nécessaire, ne devait être commencée que quand la campagne de Roumanie serait terminée et que nos troupes reviendraient de là-bas en Allemagne et sur les fronts Est et Ouest. Nous pûmes de bonne heure nous rendre compte que ce ne serait pas le cas avant le début de février.

... Les derniers jours de décembre ou les premiers jours de janvier devaient d'ailleurs nous fixer sur le succès réservé à nos efforts pacifiques. Ceci militait également en faveur du renvoi au début de février du commencement éventuel de la guerre sous-marine.

On sait qu'il en fut ainsi et que cette phase, dite « à outrance », de la guerre sous-marine commença le 1er février 1917. Ce ne fut pas, toutefois, sans que de graves dissidences se produisissent entre les grands organismes qui se disputaient la conduite des affaires dans cet empire que nous pensions autocratique, n'imaginant pas, quoi qu'on eût pu nous dire, à quel point son chef était indécis, flottant, effrayé de sa responsabilité. Mais une étude complète des ressorts secrets de la guerre sous-marine allemande dépasserait le cadre res-

1. Passage intéressant surtout en ce qu'il montre bien que l'E. M. G. allemand admettait toujours que les Alliés pussent fournir un *appui direct et immédiat* à ces petites puissances qui, sans cela, n'auraient jamais osé se déclarer contre leur trop puissant voisin. On sait d'ailleurs que, dès l'hiver 1914-1915, l'isthme du Slesvig fut fortifié — on retourna le Danewerke du côté du nord — en cas de descente des Alliés dans le Jutland.

treint de cet article. Nous y reviendrons plus tard. Continuons, en attendant, à rechercher ce que pensait de la préparation de cette guerre et de l'efficacité de la méthode le militaire très averti dont nous commentons les souvenirs.

Le chef de l'Amirauté, dit-il, regardait comme certain que la guerre sous-marine déciderait de la guerre avant six mois, la perte du tonnage et la diminution des importations créant à l'Angleterre des difficultés économiques qui excluraient la continuation des hostilités...

Le nombre des sous-marins était suffisant pour cela, la construction des unités de remplacement était poussée autant qu'il était possible. Les pertes seraient largement couvertes. Toutefois, en l'année 1916, *après l'abandon systématique de la guerre sous-marine* [1], on n'avait pas construit avec une activité croissante...

La question du personnel pouvait être résolue. On devait le prendre à la deuxième escadre, qui se composait des vaisseaux les plus anciens. Les autres navires fourniraient en outre des officiers et des ingénieurs (mécaniciens) d'âge moyen.

On voit que Ludendorf insiste sur des considérations qui ont pour nous le sérieux intérêt, dont j'ai déjà parlé, de présenter la crise des sous-marins allemands, en 1917-18, comme ayant été pour une grande part *une crise de personnel.*

Or, une crise de personnel — doublée ici d'une crise de mentalité — c'est toujours ce qu'il y a de plus grave. Ludendorf le sait mieux que personne : l'état moral de la nation, de l'armée, de la marine fait constamment l'objet de ses préoccupations et il ne croira la guerre perdue que lorsqu'il aura lui-même constaté la dépression qui se produit dans l'esprit public après les grandes offensives « victorieuses », mais inutiles de 1918.

La connaissance, ajoute-t-il, que j'avais de la guerre et la *haute estime en laquelle je tenais l'énergie de nos ennemis* m'empêchèrent de prendre à la lettre les calculs que faisait l'Amirauté au sujet de l'efficacité probable de la guerre sous-marine à outrance. Je savais que les questions économiques et commerciales sont particulièrement difficiles à apprécier. Je croyais pouvoir compter sur des résultats décisifs, au moins dans le délai d'un an, par conséquent avant que

1. Il s'agit d'une période qui suivit la destruction de la *Lusitania.* Le gouvernement allemand, influencé plus qu'il ne voulait le laisser voir par la clameur d'indignation qui s'éleva dans le monde entier, avait ralenti, en effet, les opérations des sous-marins.

l'Amérique eût pu paraître dans l'arène avec ses nouvelles formations. J'espérais maintenir, jusque-là, la situation sur le continent, etc., etc.

C'est précisément sur ce point que se trompait le dictateur militaire allemand. Les résultats de la guerre sous-marine à outrance furent, pendant neuf ou dix mois de l'année 1917, absolument remarquables et nous savons par M. l'amiral Sims quelle impression produisaient, chez les Alliés, des pertes en tonnage qui, mensuellement, oscillaient entre 700 000 et 900 000 tonnes[1]. Mais l'année 1918, l'année décisive, vit fléchir singulièrement la puissance destructive des navires de plongée de l'Allemagne. Les marins de l'Entente sont portés à s'en attribuer tout le mérite, qui est grand !... Il ne faut pas, semble-t-il, être aussi exclusif et certains passages du livre de Ludendorf vont nous éclairer sur quelques-uns des facteurs de l'échec allemand que l'on passe trop volontiers sous silence.

***

Et d'abord les sous-marins allemands eurent-ils assez de combustible liquide? On en peut douter quand on lit, dans le chapitre intitulé « la base de la continuation de la guerre », ce très intéressant passage :

Outre le charbon, le fer et l'acier, les carburants pour les sous-marins, les automobiles et les avions, comme aussi les huiles de graissage, étaient de la plus haute importance pour la conduite de la guerre, en général. Nous étions, sur ce point, réduits à l'Autriche-Hongrie et à la Roumanie. — L'Autriche ne pouvant plus fournir assez de pétrole et tous les efforts faits en vue d'élever sa production étant demeurés sans résultats, le pétrole de Roumanie était pour nous d'une importance décisive. Mais, même avec les livraisons de ce pétrole, *la question des carburants restera toujours très grave...*

Notre propre fabrication de benzol ne pouvait être augmentée facilement. *En outre, le benzol ne convenait guère aux sous-marins,*

1. Il y a eu, à l'égard de ces chiffres, d'assez vives contestations. Nous savons aujourd'hui que, en vue de ne pas impressionner trop vivement les imaginations, les gouvernements alliés n'accusaient pas la totalité des pertes subies Quand les Allemands annonçaient 1 million de tonnes coulées (avril et mai 1917, par exemple), nous n'en déclarions que 700 000 ou 800 000. D'ailleurs il faut observer qu'il y a plusieurs façons d'entendre le « tonnage » d'un navire de commerce. Et les résultats sont assez différents pour qu'une administration avisée puisse jouer utilement de ces évaluations discordantes.

ni aux avions... Il fallait surveiller constamment le stock et la consommation que faisaient les troupes... Il fallut également réduire, dans les périodes calmes, le trafic des camions automobiles, pour pouvoir lui faire donner son plein rendement dans les périodes critiques. Je ne pouvais réclamer davantage pour l'armée.

Or les périodes critiques, en ce qui touche les transports militaires par camions automobiles, se succédèrent sans interruption pendant la dernière année de la guerre; la préparation même de la grande offensive du 21 mars 1918 exigea de fortes dépenses de pétrole. En disant : « Je ne pouvais réclamer davantage pour l'armée », Ludendorf nous fait connaître discrètement qu'il s'était vu dans la nécessité de mesurer étroitement les combustibles liquides indispensables aux autres grands services nationaux.

Ne revenons pas sur ce que nous avons constaté déjà, d'après notre auteur lui-même, des fâcheux effets du recrutement des états-majors et équipages de sous-marins dans le personnel « non volontaire » de la 2e escadre. Mais il est d'autres constatations qu'il convient de faire sommairement ici, c'est que, dès la fin de 1917 et surtout au commencement de 1918, la construction des sous-marins de remplacement — qui appartenaient justement au type des « croiseurs submersibles », le meilleur que l'on pût opposer aux efforts que faisaient de leur côté les Alliés pour amener les Américains en France — subit un long temps d'arrêt par suite, à la fois, de la pénurie de tôles d'acier et du retrait d'un certain nombre d'ouvriers des chantiers de construction, qui furent mis à la disposition de l'armée[1]. Mais ce ne sont pas là tous les motifs de l'arrêt de la construction allemande. Il en est de moins connus, et qui, par certains côtés, restent mystérieux. A ce sujet la lecture du document dont j'ai parlé — et que nous commenterons de plus près dans une étude spéciale — laisse pressentir tout au moins une grande partie de la vérité. Et la vérité, c'est que l'élément diplomatique allemand, tout ce

1. Ludendorf l'indique *discrètement* dans certains passages de son volume. Il se garde d'ailleurs de faire allusion aux conséquences des mesures prises à ce sujet pour remplacer les effectifs combattants.

En ce qui touche le manque de tôles, on se souvient qu'il fut question de « dépecer » des bâtiments de combat d'un certain âge, pour utiliser leurs tôles en faveur des sous-marins.

qui, autour du chancelier de l'Empire, touchait aux affaires et relations extérieures de l'Allemagne, était nettement opposé à la guerre sous-marine à outrance, qui tournait le monde entier contre nos ennemis. Et il en était de même, pour des motifs différents, d'un bon nombre d'officiers supérieurs et généraux de la marine, d'abord des adversaires — assez nombreux — de von Tirpitz, des tenants exclusifs des grandes unités, enfin de tous ceux qui, s'ils n'étaient pas touchés par des sentiments d'humanité, ne laissaient pas d'éprouver quelque répugnance à la mise en jeu d'un système de guerre aussi féroce que celui qui consistait à couler sans avertissement des navires neutres sous le prétexte qu'ils naviguaient — souvent sans le savoir ou sans pouvoir faire autrement — dans une « zone interdite ». Ces officiers ajoutaient que les Alliés, Américains compris, avaient fini par obtenir des résultats contre les sous-marins, moins par la valeur d'un procédé déterminé de destruction que par l'accumulation des procédés — bons ou moins bons —, et surtout par l'accumulation des engins de défense nouveaux.

Voici, en tous cas, ce que pense Ludendorf des résultats obtenus au commencement de 1918. Une certaine déception s'y laisse voir, ainsi que des traces marquées des faits contradictoires et des divergences de vues que je viens de signaler[1] :

La guerre sous-marine (à outrance) n'avait pas encore rendu, à la fin de 1917, du point de vue économique, ce que le chef de l'Amirauté en espérait et ce que j'espérais également, sur la foi du jugement des spécialistes.

J'avais continué à m'occuper de la construction des sous-marins, bien que l'Amirauté assurât qu'on faisait tout le possible. Je reçus aussi des lettres de députés me disant qu'on pourrait construire davantage. Ces lettres me firent plaisir, car elles étaient une façon de reconnaître ma volonté de conduire la guerre avec toute l'énergie possible ; *et d'un autre côté elles me surprirent : je n'avais pas du tout à m'occuper de la construction des sous-marins. Ces messieurs m'avaient fait souvent le reproche de m'occuper de choses qui ne rentraient pas dans mes attributions.* C'était d'ailleurs un fait typique : dès qu'il fallait, dans le pays, mener quelque chose à bien, on s'adressait à moi. Dans ce cas je ne pouvais malheureusement qu'en parler, en insistant, avec les autorités compétentes de la marine...

1. Début du chapitre « La préparation de l'offensive de 1918, à l'ouest » (vol. II).

Et un peu plus loin, le général apprécie d'une manière fort intéressante les résultats de cette guerre sous-marine à outrance qui, déjà, au commencement de 1918, apparaissaient insuffisants dans l'ensemble, en dépit de l'énorme perte imposée au tonnage des Alliés :

... La question se posait ainsi : que donnera la guerre sous-marine au printemps de 1918? Même si les sous-marins ne réussissent pas à ébranler d'une manière décisive l'Angleterre, auront-ils suffisamment diminué le tonnage pour que l'Amérique ne puisse pas, à bref délai, amener en Europe ses nouvelles formations? Les sous-marins seront-ils en état à la fois de lutter contre le tonnage ennemi et de frapper les transports de troupes américaines[1]?

Le député Erzberger, en juillet 1917, avait parlé avec moi de l'importance du tonnage mondial pour l'effet de la guerre sous-marine, et s'était exprimé à ce sujet au Reichstag. Certes, le tonnage mondial a eu une grande influence sur les résultats de la guerre sous-marine, mais cette influence n'a pas été seule décisive... L'accroissement de la production agricole de l'Angleterre a soulagé d'autant la vie économique anglaise et a ralenti l'effet de la guerre sous-marine. Je suis incapable de décider si les nouvelles constructions navales de l'Entente ont été plus considérables qu'on ne l'avait supposé au début et si elles furent d'un grand secours à l'Entente. (Ceci n'est pas douteux, et, au fond, Ludendorf s'en doute bien.) — Mais ce qui fut d'une importance capitale, c'est que l'Entente avait eu, en deux ans de guerre, l'occasion de s'adapter économiquement à la guerre sous-marine et de développer ses moyens de défense militaires...

Ceci, qui est juste, revient à dire que la guerre sous-marine à outrance — à tant faire ! — a commencé beaucoup trop tard, et a été inutilement, fâcheusement même, précédée par une trop longue période d'opérations relativement bénignes, où les deux partis s'instruisirent également : les Alliés, à combattre le péril sous-marin, les Allemands, à développer les effets d'une arme à laquelle ils recoururent d'abord sans grand espoir et sans une préparation convenable, dans l'avant-guerre. Peut-être se rappellera-t-on qu'en juillet 1915, en étudiant ici même « les mentalités » des trois principaux

1. Ceci est une allusion à la théorie émise en juin 1918, devant le Reichstag, par l'amiral von Capelle, chef de l'office impérial de la marine. Von Capelle disait très franchement qu'il était aussi sûr, au point de vue du résultat final et aussi *moins dangereux pour les sous-marins*, de s'attaquer aux cargos isolés ou groupés, mais mal défendus, que de chercher à détruire les navires très bien protégés, qui amenaient *en convois* les troupes américaines.

belligérants, j'émettais les réflexions que voici, à propos des Allemands : « La marine allemande n'était pas, à beaucoup près, aussi prête que l'armée, non pas seulement parce qu'elle était numériquement plus faible que sa rivale, mais parce qu'elle n'avait justement ni assez de grands croiseurs du large (pas plus que de points d'appui extérieurs) pour s'établir en force sur les lignes de ravitaillement anglaises, ni assez de sous-marins pour entreprendre le blocus immédiat auquel elle s'attache depuis le commencement de cette année... »

Et déjà quelques mois auparavant (*Revue de Paris* du 15 février 1915), en étudiant *les croiseurs dans la guerre du large*, je remarquais que l'efficacité des croisières allemandes eût été singulièrement plus grande si, par un coup hardi — qui aurait certainement réussi — nos adversaires avaient, au début des opérations, occupé, fortifié et organisé Punta-Delgada des Açores, la plus belle position stratégique de l'Atlantique : « S'y établir, disais-je, qu'était-ce, comme violation de neutralité, à côté de celle du Luxembourg et de la Belgique?... Mais quelle satisfaction, d'autre part, quel bel enseignement du moins, de constater qu'au moment de violer la Belgique, de la ruiner, de l'ensanglanter, nos cruels ennemis hésitaient à se saisir d'une petite île de l'Atlantique ! N'est-ce point que l'on n'ose jamais aller jusqu'au bout de ses intérêts, *que l'on n'ose accepter toutes les conséquences qu'entraînent de cyniques maximes de guerre?* »

Au moment où ces lignes étaient écrites — dix mois après le commencement du conflit — il n'était pas encore sérieusement question de la guerre sous-marine. Trois ans après la question se posait aux dirigeants de l'Allemagne : faut-il, oui ou non, aller jusqu'au bout de ce que nous croyons notre droit, ne plus rien ménager, tout détruire sur mer, n'importe qui, n'importe où, et, pour cela, construire à force les sous-marins nécessaires et y jeter le personnel nécessaire aussi, non pas les vieux officiers « de carrière » et les marins douteux de la 2e escadre, *mais l'élite de nos jeunes officiers et de nos meilleurs matelots de la « Hoch see flotte »* ?...

A cette question — assurément angoissante — un Ludendorf marin, un Von Tirpitz (celui-là même qui était alors en disgrâce) eussent probablement répondu par l'affirmative. Mais

au lieu d'un Bethmann-Hollweg ou d'un Hertling, il aurait fallu à la grande chancellerie un Bismarck, ou au moins un Caprivi. Félicitons-nous que ces hommes aient manqué à l'Allemagne. Le sort de celle-ci était fixé décidément le jour où une réponse négative fut donnée à la question que nous posions pour elle, tout à l'heure. L'hésitation seule était fatale. Au commencement de 1918 il était déjà tard pour donner, ou plutôt pour rendre à l'organisme si compliqué de la grande guerre sous-marine toute sa puissance, toute sa vitalité. Au moins de juin, lorsque le Reichstag, alarmé des conséquences d'un abandon momentané du système, poussa l'indécis von Capelle dans ses derniers retranchements, la partie était perdue, bien perdue.

***

Elle l'était, mais Ludendorf lui-même, malgré sa remarquable prévoyance, ne s'en rendait pas compte encore.

Voici pourtant un passage de son deuxième volume qui montre qu'au mois de mai l'inquiétude se glissait dans son esprit quand il considérait les conséquences de l'afflux des Américains, afflux bien plus marqué que celui qu'il avait escompté lui-même. Nous allons voir de plus, dans ce paragraphe — un peu long, mais d'un grand intérêt — quels motifs il donne de l'inefficacité fort inattendue des sous-marins sur l'organisation de cet apport continu d'Amérique en France des contingents d'outre-mer et de leur énorme matériel. (Chapitre : « L'offensive de 1918 à l'Ouest, t. III, mois de mai, environ.)

Un arrêt s'était produit dans l'efficacité de la guerre sous-marine. Cependant les entreprises de la marine anglaise contre les points d'appui des sous-marins, Ostende et Zeebrugge, montraient combien la guerre sous-marine était devenue sensible à l'Angleterre. Il était extrêmement difficile de juger quelle influence elle pourrait exercer sur le ravitaillement anglais et sur le transport des troupes d'Amérique en France. D'après les données que possédait jusque-là le Grand État-major sur la guerre sous-marine, *je comptais qu'il arriverait de forts contingents américains. Mais la vitesse avec laquelle ils arrivèrent en fait, fut surprenante.* Le général Von Cramon, plénipotentiaire mili-

taire allemand près de l'état-major général austro-hongrois, me priait d'insister pour qu'on coulât les transports américains chargés de troupes. L'opinion austro-hongroise le réclamait. L'amiral Von Holtzendorf ne pouvait que répondre qu'on faisait tout pour réduire le tonnage ennemi et atteindre les transports de troupes. *Mais il n'était pas possible d'utiliser les sous-marins exclusivement contre les derniers.* Les transports, en effet, pouvaient s'approcher des côtes européennes entre le nord de l'Angleterre et Gibraltar[1] sur un front de mer d'une longueur d'environ 1 400 milles. Il était impossible de barrer efficacement une surface d'une telle étendue au moyen des sous-marins. On aurait pu concentrer les sous-marins sur quelques routes de mer. Mais il était douteux que les transports choisissent précisément celles-là au bon moment. L'ennemi pouvait, à la réception de la nouvelle de l'apparition de sous-marins allemands, détourner ses bateaux à l'aide de la T. S. F. et les décharger à un endroit différent de celui qui était prévu. On n'était donc pas sûr d'atteindre par cette méthode un nombre suffisant de transports. De plus les « cargos » ordinaires n'auraient plus été rencontrés et détruits que par hasard ; le total des pertes eût été considérablement diminué. D'ailleurs la guerre sous-marine eût été ainsi détournée du but qui lui avait été primitivement fixé.

La guerre « commerciale » sous-marine fut donc poursuivie avec l'énergie désirable. Les nouvelles reçues sur le fret ennemi et sur le ravitaillement de l'adversaire permettaient d'espérer qu'on pourrait ainsi arriver au but. Il était établi que l'ennemi manquait de fret...

Les raisons données par Ludendorf (qui ne fait évidemment, ici, que traduire les idées de l'Office impérial de la Marine) sont assez peu solides, au moins insuffisantes. Il était bien clair que, comme le demandaient les Autrichiens, il fallait avant tout couler les transports de troupes ou de matériel de l'armée américaine. Mais, *organisés en convois* et parfaitement défendus, avec un véritable luxe d'engins maritimes et aériens, ces transports devenaient presque invulnérables pour les sous-marins allemands, trop peu nombreux et d'un tonnage, comme d'un armement — défensif et offensif — tout à fait insuffisants.

En septembre 1918, le commandant en chef de la *Hoch see flotte* à la bataille du Jutland, l'amiral von Scheer, avait

1. Non. Pas Gibraltar, mais, tout au plus, la Gironde. L'action des sous-marins dans la Méditerranée occidentale étant toujours très active, il n'y avait pas de raison sérieuse de faire aboutir les transports à Cette ou à Marseille, ce qui augmentait sensiblement leur trajet.

pris la direction des affaires de la Marine. Ludendorf s'en félicite :

C'était un homme, dit-il, de vues extrêmement claires et plein de décision. A Spa je conférai avec lui sur la situation du front occidental et sur la guerre sous-marine. Il pouvait devenir nécessaire d'évacuer la base de Bruges. L'amiral Scheer ne croyait pas que cela pût avoir une influence décisive sur l'effet de la guerre sous-marine, car déjà les sous-marins partis de la côte des Flandres étaient obligés de contourner l'Écosse ; ils ne passaient plus la Manche, en effet. Toutefois l'amiral ne voyait pas avec plaisir une accumulation de sous-marins dans nos ports allemands.

Il pensait de plus qu'il était possible de pousser la construction des sous-marins et d'augmenter leur action. Il me pria de lui venir en aide pour pousser la construction des sous-marins, *demandant qu'on détachât* (de l'armée) *un plus grand nombre d'ouvriers dont il avait besoin pour construire les sous-marins en plus grande quantité.* Je lui déclarai que c'était impossible pour le moment et je *n'acceptai que de libérer quelques ingénieurs et techniciens* particulièrement propres à ce travail. Il ne s'agissait là que d'un petit nombre d'hommes. Ces négociations durèrent jusqu'au 6 octobre. La situation était devenue exceptionnellement grave. Malgré cela je donnai l'ordre de les libérer.

Encore une fois, tout cela venait trop tard. C'était au début de 1918 qu'il fallait donner ce « coup de collier », qui a abouti uniquement à faire constater par les commissions de contrôle des Alliés, au commencement de 1919, que l'Allemagne avait en chantier un nombre considérable de sous-marins. C'est ce que Ludendorf, absorbé par les préparatifs de sa grande offensive du 21 mars contre le front anglais, n'avait pas assez vu.

***

L'action de la marine allemande dans la guerre d'escadres ne saurait évidemment retenir beaucoup l'attention du « premier quartier maître général » des armées impériales. Il n'y a eu, en fait, qu'une seule bataille navale, pendant cette longue guerre, celle du 31 mai 1916, « la bataille du Jutland ». Mais Ludendorf abuse un peu, dans ce cas, de la concision. Cette rencontre, en effet, n'a d'autre commentaire, dans son

premier volume (chapitre : « Quartier général de l'Est à Kowno »), que ces quelques lignes :

L'ambition qu'avait notre marine de livrer bataille à la flotte anglaise, si possible près de nos côtes, fut bien près de se réaliser quand l'amiral Scheer reçut le commandement de la flotte de haute mer. Le 31 *mai* 1916, *il réussit à provoquer une bataille. Il ne recula pas devant elle, bien qu'il se trouvât éloigné de ses points d'appui.*

C'est tout et c'est peu. On sent que le général allemand n'entreprend pas de décider de quel côté s'est tournée la victoire et peut-être est-il gêné par le souvenir des inutiles subterfuges au moyen desquels l'Office naval et l'empereur Guillaume essayèrent d'abord de dissimuler les pertes subies par la *Hoch see flotte.* Celle-ci, d'ailleurs, avait fait retraite dans ses ports — dont elle n'était point aussi éloignée qu'il veut bien le dire, du reste. Elle ne devait plus prendre la mer que le 19 août. Ce n'était pas, pour Ludendorf, une preuve suffisante du prétendu triomphe.

Il n'en constatait pas moins — et non sans raison, il le faut avouer — l'inertie du véritable vainqueur, inertie dont il se hâtait de tirer parti :

La réserve dans laquelle se tenait la flotte ennemie rendait invraisemblable une menace d'attaque contre nos forteresses maritimes. *Les garnisons de guerre de celles-ci purent être retirées...* »

C'est là une constatation qui justifie amplement les critiques qu'on a faites en France (et en Angleterre même, beaucoup plus que nous ne le supposions) de l'inactivité de la *Grand fleet.*

Mais il n'est pas sans intérêt, à ce propos, de souligner le jugement d'ensemble que porte Ludendorf sur la politique navale de la Grande-Bretagne pendant cette guerre. Après avoir — d'accord en cela avec von Tirpitz — exprimé son regret que la flotte allemande n'ait pas recherché la bataille dès le début de la guerre, il ajoute :

Les Anglais, eux aussi, évitèrent la bataille, alors qu'il auraient dû la risquer. Leur tradition, leur force et la situation l'exigeaient impérieusement. Si l'Angleterre avait gagné cette bataille, *cela pou-*

vait couper absolument nos importations de minerai de Suède et nous n'aurions jamais pu donner à la guerre sous-marine une extension qui devînt dangereuse pour elle. *Mais la Grande-Bretagne ménagea sa flotte pour des motifs politiques. Elle vit dans un combat avec la flotte allemande un risque qui pouvait lui coûter sa position dans le monde vis-à-vis de ses alliés et de son propre empire...*

L'Histoire ratifiera sans doute cette opinion. Observons, de plus, que Ludendorf ne doute pas que la flotte britannique victorieuse dût entrer dans la Baltique, en dépit des célèbres mines du Grand Belt. Il voit juste, et nul, mieux que lui, ne sait quelles eussent été les conséquences de cette heureuse décision : l'arrêt des importations du fer scandinave en Allemagne, c'est-à-dire l'arrêt des fabrications de guerre, la défaite de nos adversaires, la paix relativement prompte.

Arrivons enfin aux opérations où la flotte et l'armée se prêtent un immédiat concours. Il s'en faut bien que les militaires allemands partagent le dédain, la défiance même, que l'on montre ailleurs pour ce genre d'opérations. Ajoutons que leurs côtes de la mer du Nord ne leur paraissaient point inabordables ni leurs défenses inexpugnables. Leurs camarades de la marine auraient d'ailleurs pu leur désigner les points sur lesquels se porterait, le cas échéant, l'effort d'une grande opération combinée, des points tels que les îles de Borkum et de Sylt, indispensables appuis des ailes du dispositif stratégique allemand dans la mer du Nord et cependant tous deux vulnérables, pour des motifs divers.

Mais ce que disaient certainement ces marins aux politiques et aux militaires, c'est qu'il était essentiel, absolument essentiel au salut de l'Allemagne que la Baltique restât fermée aux flottes — et par conséquent aux armées — de l'Occident, car si les rivages de l'*Helgolander bucht* peuvent présenter quelques difficultés à des marines qui ont négligé de se munir du matériel flottant de la guerre des côtes, ceux de la Baltique n'en offrent aucune et se prêtent avec complaisance à toutes les opérations de descente.

Ces recommandations furent rigoureusement observées dès le début des hostilités, comme j'ai eu souvent occasion de

le dire ici. Le moment n'est peut-être pas éloigné où l'on pourra rechercher et découvrir les motifs à peine secrets de la résignation avec laquelle cet Occident accepta pendant quatre ans de se voir fermer la porte du bassin maritime dont l'exclusive possession importait tant à l'Allemagne et tout particulièrement à la Prusse, du double point de vue militaire et *économique*, comme nous le remarquions plus haut.

Quoi qu'il en soit, — et quitte à montrer plus tard, avec quelque détail, ce que pouvaient faire les Alliés dans l'ordre d'idées qui nous occupe, — bornons-nous à noter le succès remarquable de l'opération combinée qu'exécutèrent les Allemands, en octobre 1917, contre l'archipel esthonien et l'Esthonie même.

J'ai déjà transcrit le paragraphe où Ludendorf détermine exactement (chapitre : « La bataille des Flandres et l'effondrement de la Russie en été et en automne 1917 ») l'époque et l'objet de l'attaque dont il s'agit.

Le 11 octobre, la flotte partit de Libau, pour l'entreprise contre les îles qui sont placées en avant du golfe de Riga. etc...

A l'Amirauté, poursuit notre auteur, incombe le soin de préparer les transports [1] et la protection de la flotte de transports, ainsi que le débarquement. Plus tard, elle devait collaborer, de la mer, aux opérations et maintenir les communications du corps de débarquement avec Libau...

Comme lieu de descente, on avait reconnu et choisi la baie de Tagga à l'extrémité nord-ouest de l'île d'Œsel.

Pendant que la flotte, après avoir mis hors de combat les batteries de la presqu'île de Sworbe, à la pointe sud de l'île, pénétrait dans le golfe de Riga et avançait vers le Moon sund [2], des torpilleurs faisaient le tour de l'île par le nord. Ils devaient prendre sous leur feu la longue digue qui réunit Œsel à l'île de Moon et couper la retraite aux troupes ennemies. Puis ils devaient avancer dans le Moon sund par le nord. L'Amirauté espérait y forcer à livrer bataille les unités de la flotte ennemie qui s'y trouvaient ou les couper de leurs bases. Les mouve-

1. Dans le chapitre « La situation à la fin de 1916 », Ludendorf écrit, à propos des Américains : « La Marine estimait qu'il fallait au moins 5 *tonnes de registre par homme* pour amener une armée avec les gros bagages et le ravitaillement. La justesse de ce calcul se trouva démontrée au cours de notre expédition sur Œsel. »

2. Le détroit qui sépare le groupe d'îles de la côte ouest d'Esthonie.

ments des troupes débarquées dans Œsel avaient pour but de mettre vivement la main sur la digue, d'occuper toute l'île et, de cette façon, de tomber sur les derrières des défenseurs de la presqu'île Sworbe...

Observons en passant que le G. E. M., désireux de faire tomber les ouvrages, bien armés et bien servis, de la presqu'île de Sworbe — qui commande l'entrée du golfe de Riga et qui avait déjà arrêté les Allemands en 1916 — se garda bien de faire débarquer ses troupes dans la presqu'île même : c'est la faute commise par les Alliés aux Dardanelles, en 1915, avec cette circonstance aggravante que la descente s'opère à *l'extrême pointe* de la presqu'île de Gallipoli, de sorte que, si bien réussie que soit cette opération tactique, *l'armée ne peut pas déboucher*. Cherchons là, et point ailleurs, la principale cause de l'échec de l'expédition.

Non ; les Allemands débarquent à 25 ou 30 kilomètres du pédoncule de la presqu'île, dans une baie tranquille et sûre, où ils sont fort à leur aise et peuvent déployer aussitôt leurs formations. Ils occupent toute l'île, coupent la retraite aux défenseurs de la péninsule, les bloquent, les attaquent ensuite par mer et par terre, *mais à revers*, et viennent enfin à bout d'une résistance qui fut vive, aussi bien dans la presqu'île même que dans le golfe de Riga. On se rappelle que le cuirassé russe *Slava* s'y fit bravement couler, bien que, d'une manière générale, la force morale de la flotte russe de la Baltique fût déjà sérieusement atteinte à cette époque — un mois avant la révolution bolcheviste.

... Tous nos projets se réalisèrent, continue Ludendorf. Seule une petite partie de la garnison put s'enfuir par la digue. Le 16, Œsel était en notre possession ; Moon, le 18. Peu à peu Dagö tombait entre nos mains. La marine avait eu l'occasion d'agir contre des forces navales ennemies.

Le Moon sund complètement déblayé, le corps allemand put débarquer à Werder, sur la côte esthonienne et s'avancer ensuite vers Reval. Le 26 novembre, d'ailleurs, le gouvernement de Lénine, très préoccupé de l'imminence d'une attaque sur Pétrograd, demandait l'armistice que devait clore le traité de paix de Brest-Litowski.

La presse allemande célébra, non sans quelque exagération, cette opération incontestablement bien conçue et bien exécutée. Sa lourde ironie s'exerça, à ce propos, sur l'insuccès des Alliés aux Dardanelles et aussi sur les hésitations de ces grandes marines de l'Entente qui n'osaient jamais rien entreprendre. Six mois après, les beaux coups de mains de Zeebrugge et d'Ostende montraient suffisamment ce que la marine britannique, au moins, eût été capable de faire. Mais l'abstention prévalut en ce qui touchait « l'exploitation » de ces actes de vigueur par des forces combinées. Ce ne fut qu'à la mi-octobre de 1918 que les armées belge et anglaise dégagèrent la côte des Flandres par leur large mouvement sur Gand et Maubeuge à la fois.

***

De ce bref commentaire des opinions émises par le remarquable homme de guerre qu'est Ludendorf sur la marine et les opérations maritimes, on gardera, je l'espère, l'impression que le général allemand, outre qu'il ne sépare jamais l'action de la force navale de celle de la force terrestre, avait constamment présente à l'esprit l'importance des services qu'il eût été possible, *de part et d'autre*, de demander à la première.

Il a parfaitement vu ce qui paralysa la force navale alliée, la flotte anglaise en tête : un ensemble de considérations qui n'avaient rien à voir, en somme, avec la conduite logique des opérations de guerre et au fond desquelles, quand on y réfléchit, on trouve la fâcheuse constatation de l'inaptitude des marines modernes — telles que les conçoivent et les créent les traditionalistes — à satisfaire à toutes les exigences d'un grand conflit.

Il dut sentir aussi, et cruellement, l'insuffisance politique et militaire des hommes qui influèrent sur le rôle de la flotte de son pays, avant le moment où il fut appelé à la direction des affaires, sous l'autorité nominale du feld-maréchal Hindenburg — sur le rôle, en même temps, de la flotte autrichienne qui, pas plus que l'allemande, ne donna sa mesure et, comme celle-ci, périt misérablement.

Évidemment, on ne peut demander aux dirigeants politiques

ni aux chefs militaires la prescience de l'avenir. Il n'est du reste pas aisé de discerner le moment précis d'une grande guerre où la mise en jeu et, s'il le faut, le sacrifice résolument accompli de la force navale peuvent amener de grands résultats. Cela ne semble pourtant pas impossible, mais il faut reconnaître que l'idée de ce sacrifice serait plus facilement acceptée si chacune des unités mises en jeu ne représentait pas de 150 à 200 millions.

Il faut absolument trouver d'autres engins et d'autres méthodes de guerre navale. C'est la conclusion qui s'impose à tous ceux qui, sans aucun parti pris d'école ou de tradition, recherchent les hauts enseignements de ce grand conflit en ce qui touche les opérations maritimes.

AMIRAL DEGOUY

LES FLAMMES MORTES

Je ne te reprends pas ces fiévreuses années ;
Tout ce temps t'appartient ; c'est un pauvre trésor.
Garde-les cependant, ces décevants trophées,
Ces plaintives chansons, ces roses déchirées,
Et cette morne cendre, hélas, qui fume encor !

Nous ne pourrons jamais nous rencontrer sur terre
Sans avoir dans les yeux le spectre du regard
D'où notre double amour, plus pur que la prière,
Se dressa comme un roi qui reconnaît son frère
Et qui donne au destin ce qu'il doit au hasard.

Ah ! lorsque je te dis : « Je prends une autre route »,
Je sais bien que c'est vrai : je m'éloigne de toi ;
Mais je sais bien aussi tout ce que je redoute,
Et que, dans l'avenir, dès maintenant, j'écoute
Tes pas, qui croiseront les miens, selon la loi.

Je ne sais point comment, ni quand ; mais que m'importe !
Te me retrouveras, méconnaissable et vieux ;
Tu n'auras pas besoin de frapper à la porte,
Car seule tu vivras dans ma mémoire morte
Comme Psyché qui rit sur le tombeau des Dieux !

II

Une chanson triste et tranquille
Naît de la nuit et du passé.
Parfois ce n'est pas difficile
De croire qu'on est consolé.

As-tu donc été si méchante?
Ai-je donc été si léger?
Une chanson douce et dolente
Comme un esprit vient voltiger.

Retiens ton haleine et ta peine.
Je crois à notre guérison.
Ah ! laisse, dans la nuit sereine,
Monter la tranquille chanson...

III

Cette grande douceur et cette grande fièvre
L'une et l'autre à présent sont mortes dans nos cœurs.
Je ne vois plus le dieu qui fleurissait ta lèvre,
Et tes regards s'en vont comme des voyageurs.

Demain je n'aurai plus que ton parfum, ton ombre.
Puis les jours passeront ; et même ce parfum
Périra brusquement comme un noyé qui sombre.
Nous ne garderons plus un souvenir commun.

Les témoins du passé sont pétris de poussière.
Regarde : un vent léger les détruit sans effort.
Hélas ! plus que ce vent notre cendre est légère,
Et l'aile de l'amour est l'aile de la mort.

IV

C'est dans le sombre amour physique, dans l'étreinte,
Que j'entends tout à coup tes beaux soupirs passer.
Un écho réveillé me répète ta plainte
Quand mon plaisir sous moi brûle comme un bûcher.

Je t'aime en trahissant celle qui t'a fait naître
Et dont je n'entends plus la rauque volupté.
Je te vois accourir ; je te vois disparaître,
Doux éclair de chaleur que jette un ciel d'été.

Mais ta mortelle voix est morte ; et si j'écoute
En dehors de mon rêve un moment tes grands cris,
Je ne peux plus garder même l'ombre du doute :
Tu t'enfuis de mes bras et tu t'évanouis !

V

Noble amour, ton cercueil n'est pas sous une pierre,
Mais le ciel des saisons assiège ton caveau ;
La fleur naît, l'herbe croît sur ton manteau de terre ;
Près de toi coule et rit la veine du ruisseau.

D'autres amours sont pris dans l'or des bandelettes,
La poussière les cache et couvre leurs couleurs ;
Et d'autres ont perdu leurs formes de squelettes,
Rien d'eux n'apparaît plus aux yeux des fossoyeurs.

Mais, dans notre amour mort, un peu du cœur subsiste,
Pareil à ces reflets qui hantent un miroir ;
Sous le fardeau de cendre un feu secret persiste,
Et dans le jour qui fuit se laisse apercevoir.

Pourtant nous n'allons pas bien souvent sur ta tombe,
Amour abandonné ; nous ne te veillons plus ;
Et ta plainte ressemble au chant de la colombe
Qui flatte au fond des bois ses désespoirs perdus.

VI

Il ne faut pas toucher au voile
Qui nous déguise le passé ;
Il nous garde de la clarté
D'une particulière étoile
Qui n'a pas, pour nous, de bonté.

J'ai tenté de te mettre un masque
O visage du Souvenir !
J'ai tenté de t'ensevelir
Au fond d'un domino fantasque :
Rien ne peut te faire mourir.

Ni la joie avec ses sonnailles,
Ni ce grand voile sérieux.
Tu reviens dès que tu le veux.
— Quelles sont donc ces funérailles?
Et ce mort qui rouvre les yeux?

VII

Quelquefois le passé ne prend plus que la forme :
Il s'attache aux détails physiques les plus chers,
Et, comme un nécromant, embellit et transforme
En printemps passagers les plus rudes hivers.

On revoit l'éclair blanc d'une épaule ; on écoute
Un soupir chaleureux qui couve son écho ;
Le spectre d'un parfum cherche et trouve la route
Qui traverse en riant le vieil Eldorado.

Le souvenir alors nous donne ses richesses ;
Il n'est plus un vieillard inquiet et sournois
Qui cache ses trésors et masque sa maîtresse.
Tous les baisers perdus reviennent à la fois.

Veine bleue au milieu de la chaleur laiteuse
Du bras nu déplié ; ongle lisse et brillant ;
Contournements secrets ; pénombre lumineuse
Où l'affinité naît d'un petit mouvement ;

Rayons plus délicats que l'ombre de l'abeille,
Qui se mêlent entre eux au-dessus d'un beau corps
Comme un essaim tenté par la rose vermeille ;
Cheveux distribuant sur l'épaule leurs ors ;

Bouche que le plaisir laisse entr'ouverte et grave,
Et vous, regards tournés vers des cieux inconnus,
Et qui redescendez, plus tristes que l'esclave
Qu'on rattache à l'anneau qui ne le blessait plus !

Certains soirs c'est vous seuls qu'on pleure et qu'on regrette.
On s'éloigne des mots, du cœur, du sentiment,
Et, pareille aux fleurs d'or que l'artifice jette,
La volupté s'épanouit, règne, et nous ment.

JEAN-LOUIS VAUDOYER

LUCIEN POINCARÉ

ET SON ŒUVRE D'EXPANSION NATIONALE

A L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Le 28 février dernier, bravant les premières atteintes du mal qui devait l'emporter quelques jours plus tard, Lucien Poincaré, vice-recteur de l'Académie de Paris, devant les étudiants étrangers assemblés à la Sorbonne exposait les raisons qui ont fait créer à l'Université les cours de civilisation française. Évoquant son récent voyage en Angleterre, il disait son espoir de voir se resserrer les liens intellectuels qui unissent la France à ses alliés et à ses amis du monde entier, sa volonté de se dévouer à cette œuvre.

Sa dernière mission, un voyage aux Universités d'Angleterre ; son dernier discours, une allocution aux étudiants étrangers : émouvante coïncidence qui montre quelle place éminente a tenue dans son rectorat si rempli d'action et d'événements, le souci du rayonnement intellectuel de la France, l'œuvre d'expansion extérieure de l'Université de Paris. Par là, il a donné son empreinte à l'Université nouvelle. Quoique très court — il aura duré à peine deux ans et demi — son passage dans l'antique et illustre maison de Robert de Sorbon aura laissé des traces profondes. Héritier d'une lourde succession, venu après Louis Liard, après le grand novateur qui avait fondé l'enseignement supérieur moderne de notre

pays, Lucien Poincaré, dans le peu de temps qui lui a été dévolu, a tracé lui aussi des voies nouvelles, ouvert des perspectives imprévues, agrandi le champ d'action de l'Université de Paris.

Certes, dans ce domaine de l'expansion intellectuelle tout n'était pas à créer. Louis Liard s'était préoccupé des relations à établir entre la France et l'étranger, notamment par l'éclat donné à la réception des personnalités étrangères, médecins anglais, universitaires américains, écossais, espagnols; par les bourses de voyage autour du monde ; par l'échange de professeurs. Et même, pour l'accueil des étudiants étrangers à Paris, deux institutions existaient déjà, le bureau des renseignements, le comité de patronage des étudiants étrangers.

Ouvert le 1er octobre 1903, le « bureau des renseignements scientifiques » de l'Université de Paris avait rendu de grands services. Fondé par la collaboration de l'Université et de la Ville de Paris, grâce à l'appui éclairé de MM. Roussel, et Dausset, dirigé de 1903 à 1910 par le docteur Blondel, de 1911 à 1916 par M. Coulet, recteur actuel de l'académie de Montpellier, le bureau, par son office de renseignements sur les programmes et les études, par son service de logement et de leçons, avait déjà grandement servi à guider l'étudiant français ou étranger dans son installation à Paris et dans l'organisation de ses études au milieu de la complexité de nos écoles, de nos programmes et de nos diplômes. Mais au mois de mai 1916, il perdait son directeur élevé à la fonction de recteur; son premier secrétaire était aux armées; le Bureau entrait dans une période de vie ralentie.

Quant au comité de patronage des étudiants étrangers, œuvre personnelle d'un homme de bien, M. Paul Mellon, il n'était jamais sorti de sa période préparatoire. Installé au fond d'une cour intérieure, sans contact direct avec la vie de l'Université, il exerçait une action bienfaisante, mais limitée, par un système de prêts d'honneur, de bourses et de menus avantages accordés à un certain nombre d'étudiants étrangers. Cependant, dès avant la guerre, une grande partie des membres du comité étaient morts ou à la retraite. Le décès du fondateur, M. Mellon, survenu au début de

la guerre, semblait marquer la fin de cette généreuse entreprise.

Le problème des étudiants étrangers à l'Université de Paris n'était donc pas résolu ; problème complexe s'il en fut, qui dépasse singulièrement le cadre d'une Université particulière et pose la question de l'organisation générale de notre enseignement supérieur ! Le problème, d'ailleurs, se présente de façon toute différente selon qu'on envisage l'une ou l'autre de nos traditionnelles « Facultés ».

C'est à la Faculté des lettres que la situation de l'étudiant étranger était sans doute le plus pénible. Dans les cours scientifiques ou techniques, une fois surmonté l'obstacle de la langue française, l'étranger entre de plain-pied dans notre enseignement supérieur : la science est une, si les méthodes sont diverses ; et, n'y a-t-il pas un langage scientifique international, signes mathématiques, notations chimiques, vocabulaire tiré des langues anciennes? Mais dans les lettres, malgré une culture parfois brillante, l'étranger est notablement en retard sur notre étudiant de première année. Le jeune Français qui a grandi dans le milieu national vit et se meut dans un monde du passé qui lui est au moins aussi familier que la France du vingtième siècle. L'étranger, dans ces cours de Faculté qui ne présentent que des aspects fragmentaires de notre évolution historique, alors qu'il ignore les faits les plus élémentaires et les noms les plus indispensables, est perdu dès l'abord. Qui n'a été frappé, avant la guerre, de ce nombre considérable d'auditeurs étrangers qui encombraient nos amphithéâtres ou nos bibliothèques, suscitant des impatiences fâcheuses, mais explicables, de la part de nos jeunes étudiants, qui se rendaient compte de l'inaptitude complète de leurs voisins à suivre avec fruit les cours fréquentés pourtant avec tant d'empressement ! Les étrangers souffraient profondément de cette situation et le bureau des renseignements a souvent recueilli leurs doléances. Dès 1904, dès son premier rapport de gestion, le docteur Blondel préconisait la fondation de cours pour étrangers. Dix ans après, rien n'avait encore été créé.

Or voici qu'autour du 1er janvier 1919, on annonce à l'Université de Paris qu'elle va recevoir un millier d'étudiants américains, officiers et soldats en congé temporaire, détachés

des armées du front pour la durée de l'occupation américaine après l'armistice. Le problème ancien de l'adaptation de l'Université aux auditeurs étrangers se pose avec une urgence singulière. Il faut innover. Avec une souplesse à laquelle les autorités civiles et militaires américaines ont rendu maintes fois hommage, l'antique Université se met à la portée de ses nouveaux hôtes, crée des cours, établit pour ses amis d'outre-Atlantique, en des leçons substantielles et dignes de ses traditions de haute science, le tableau saisissant de l'évolution de notre pays, de sa contribution dans tous les domaines de l'action et de la pensée au progrès de l'humanité.

Le programme tracé, il fallait l'exécuter, accueillir et diriger les nouveaux étudiants en khaki. A côté de l'administration traditionnelle de l'Université qui ne peut percevoir et gérer que des fonds déterminés par les règlements en vigueur, il fallait créer un organisme assez indépendant pour traiter de gré à gré avec les Américains et les organismes voisins, assez libre pour s'occuper de tous les détails matériels de l'installation des étrangers à Paris. Tirant de l'oubli le comité de patronage, l'unissant au bureau des renseignements, vivifiant l'un, arrachant l'autre à sa léthargie, les complétant l'un par l'autre, Lucien Poincaré conçut et commença à réaliser le rouage administratif le plus propre à l'œuvre qui s'imposait alors à l'Université.

Bientôt, il jugeait que l'expérience américaine avait fait trouver une solution acceptable au problème, trop longtemps discuté et jamais résolu, de l'étudiant étranger. Programmes d'études, organe de direction et d'administration légèrement retouchés et améliorés devaient désormais servir à une œuvre permanente d'expansion intellectuelle dans une université agrandie. Une vaste propagande est entreprise; toutes les universités des pays alliés et neutres, en Europe, dans les Amériques, en Australie, au Japon, sont conviés à inaugurer avec la France d'actives relations, à envoyer leurs étudiants aux Cours nouveaux de civilisation française à l'Université de Paris.

Ces cours de civilisation sont peut-être bien l'effort le plus considérable qui ait été tenté dans une université pour mettre à la portée d'un auditoire étranger le tableau de la

formation et de l'évolution de notre pays. Limités provisoirement aux seules Facultés de Droit et des Lettres, ils durent un semestre de quatre mois et se répètent deux fois par an. La section des lettres présente aux étudiants étrangers, en neuf cours, l'histoire politique et la géographie de notre pays, l'histoire de notre littérature, de notre art et l'histoire des idées et doctrines sociales, du moyen âge à l'époque actuelle. La Section de Droit donne les principes de notre droit civil (la famille et la propriété), de notre droit politique, de notre procédure, de notre droit international, de notre vie économique.

Cette formule d'enseignement pour étrangers semble avoir convenu à nos amis universitaires les plus divers, les plus lointains. Au premier semestre, ouvert le 1er novembre 1919, malgré les obstacles résultant de la situation troublée de l'Europe, de l'état de guerre persistant en Orient, malgré la difficulté des communications, la rareté des bateaux, les formalités interminables pour l'obtention des passeports, 150 étudiants étrangers ont répondu à l'appel de l'Université de Paris. Ils appartenaient à 24 nationalités différentes, Américains, Anglais, Scandinaves, Japonais, Chinois... Ce que furent pour cette élite étrangère les leçons de nos maîtres illustres, rien ne l'indiquera mieux que cette adresse présentée à l'un d'eux à la fin du semestre et qui, dans sa naïveté, montre mieux que tout commentaire l'impression profonde et durable produite par notre haut enseignement mis à la portée de l'étranger.

Nous, les étudiants qui pendant ce semestre ont suivi vos cours de..., vous prions d'accepter cette expression, hélas si insuffisante, de notre reconnaissance. Vous nous avez montré les changements de l'expression de l'esprit français à travers les siècles ; vous nous avez montré quelques-uns des monuments français ; enfin vous nous avez montré tout ce qu'il y a à aimer dans la personnalité française, — simplement en nous montrant votre propre esprit, votre propre bonté.

Il y a parmi nous quelques-uns qui, pendant les années passées, ont souffert dans nos corps et dans nos cœurs à côté de vous Français. Il y a d'autres qui se trouvent chez vous pour la première fois. Tous qui ont écouté vos discours, qui ont vu votre sourire d'enthousiasme emporteront un souvenir d'un Français qu'on ne peut pas s'empêcher d'aimer, d'un Français qui en effet est Français.

Cette œuvre des cours de civilisation, d'une importance si considérable pour le rayonnement intellectuel de notre pays, pour l'avenir de nos relations et de nos alliances, a reçu l'appui constant de Lucien Poincaré. Chaque semaine, il se faisait rendre compte de la marche des inscriptions aux cours et du progrès des études. L'arrivée d'un étudiant de nationalité lointaine, venu d'un État non encore représenté dans nos cours, lui donnait une vive satisfaction : il notait le progrès de notre œuvre à travers le monde.

Bien plus : il a tenu à marquer dans son allocution du 28 février l'esprit qui devait inspirer cette institution. Répudiant toute propagande envahissante et indiscrète, condamnant les procédés de « certaine puissance étrangère » qui prétendait arriver à la domination du monde par la conquête des âmes, il montrait l'Université française accueillant avec sympathie les nationalités, les tendances les plus diverses :

Nous ne vous demandons pas de moins aimer votre pays. Je suis certain au contraire qu'en apprenant à nous connaître, vous prendrez une plus claire conscience de votre propre nationalité et trouverez dans vos études de civilisation française des raisons nouvelles de mieux aimer votre patrie.

La culture à laquelle nous vous convions de prendre part est non seulement une des plus anciennes du monde, c'est aussi une des plus accueillantes, des plus ouvertes à toutes les influences étrangères. Respectueuse de l'individualité de chaque peuple, respectueuse de toutes les croyances et de toutes les convictions, l'Université de Paris vous invite à étudier la formation, au cours d'une longue histoire, de cet idéal humain de justice, de sincérité, de respect du droit, de sympathie pour les faibles que la France a toujours essayé de faire triompher même aux heures les plus sombres de son existence, et qui est dans le monde son mérite et son vrai titre de gloire.

Emporté par une mort soudaine au début même du second semestre des cours, Lucien Poincaré n'a pas vu le progrès de son œuvre. Du moins cette œuvre subsiste : reprise, complétée, agrandie par le successeur de Lucien Poincaré, M. le Recteur Paul Appell, dont le nom seul assure à l'Université de Paris les sympathies des milieux savants du monde entier, cette institution à laquelle vont bientôt s'ajouter des Conférences de Vacances d'une haute tenue scientifique et littéraire, constitue une organisation vraiment nouvelle,

adaptée aux besoins de l'étranger et digne de notre Université.

Ce ne fut qu'un aspect de l'effort de Lucien Poincaré pour accroître la puissance de rayonnement de l'Université de Paris, effort constant et qui revêtit les formes les plus différentes. L'une de celles que notre Recteur tant regretté affectionnait le plus était sans doute l'accueil des personnalités étrangères. Tous les universitaires de passage à Paris étaient certains de trouver auprès de lui, à la Sorbonne, l'accueil le plus obligeant. Avec sa courtoisie, sa bienveillance, sa patience qui ne se démentait jamais, avec cette fine bonhomie qui était un de ses plus grands charmes, il séduisait ses hôtes dès l'abord. Très curieux et très instruit des choses de l'étranger, il était à son aise avec les visiteurs les plus lointains, devinant pour chacun l'objet principal de ses préoccupations, de ses aspirations nationales, prompt à saisir l'occasion de louer un peuple ami en citant un noble trait de son histoire, une figure marquante de sa politique ou de sa civilisation. Tous ceux qui ont passé, ne fût-ce qu'un instant, dans son cabinet de la Sorbonne, en sont sortis animés d'une sympathie accrue pour notre pays, pour notre Université, pour son recteur. Par là même, il a travaillé personnellement et sans relâche à la propagande française à l'étranger, au sens de ce mot le plus haut et le plus désintéressé.

La sympathie déférente dont il était l'objet hors de France le désignait tout naturellement au choix du gouvernement pour l'accomplissement de missions universitaires. Celle qu'il dirigea en Roumanie aux fêtes de Pentecôte 1919 eut un éclat incomparable et contribua puissamment à resserrer d'antiques liens de race et de civilisation, à dissiper des malentendus récents et à unir, pour le plus grand bien des deux pays, la France et le grand État danubien.

Il est difficile de se représenter de loin et à un an de distance l'enthousiasme que suscita à Bucarest la parole de Lucien Poincaré. Même à feuilleter maintenant les journaux roumains de ce moment, leurs comptes rendus *in extenso*, leurs articles pleins d'admiration sincère pour la pléiade de savants que leur envoyait la France et pour leur chef vénéré,

on n'a qu'un pâle reflet du succès de ce voyage. La situation était délicate ; c'était l'heure trouble d'après-guerre où dans les discussions de comités, dans les conflits d'intérêts et de principes s'élaborait un monde nouveau. En Roumanie, on commençait à craindre que les revendications nationales pour lesquelles on avait risqué, dans une guerre sans merci, l'existence même du royaume roumain, ne fussent, au moment du règlement définitif, méconnues par les grandes puissances ; vers la France on tournait des regards inquiets ; une propagande ennemie recommençait à jeter la défiance dans quelques âmes hésitantes. C'est alors qu'arrive la mission universitaire française. Venue pour contribuer à la réorganisation de l'enseignement supérieur roumain, elle devient bientôt l'occasion de manifestations grandioses d'amitié de la Roumanie envers la France, et, tout en gardant un caractère strictement universitaire, elle exerce par surcroît une action politique bienfaisante.

C'est ce que remarque, dès la première cérémonie officielle, un des grands organes de Bucarest :

Jamais peut-être manifestation franco-roumaine ne fut plus enthousiaste, plus profondément marquée de l'empreinte du génie des deux nations latines sœurs, dont les rerpésentants intellectuels les plus illustres venaient prendre contact, venaient communiquer dans un même désir ardent de progrès et de désintéressemeut social, pour le plus grand bien de l'humanité en général et spécialement de la civilisation latine en Orient, dont la Roumanie est à l'heure actuelle le facteur principal. Jamais peut-être la France et la Roumanie ne se seront mieux pénétrées, n'auront mieux compris ce qui les rattachait désormais pour toujours l'une à l'autre, n'auront mieux saisi l'indestructibilité des liens issus du sang versé en commun sur les champs de bataille pour un même généreux idéal et aussi de leur origine et et de leur pensée communes.

Ce plein succès, il faut en attribuer une large part au chef de la mission, Lucien Poincaré. Ses discours produisirent une impression considérable ; animés du plus pur patriotisme français, ils témoignaient en même temps d'un respect, d'une sympathie sincères pour la sœur latine. En quelques mots, il avait gagné tous les cœurs.

On a souvent parlé (discours inaugural du 10 juin) du miracle grec... ; il y a un autre miracle tout aussi remarquable, le miracle

roumain. N'est-il pas merveilleux qu'après tant d'invasions barbares, après tant de siècles de souffrances inouïes et d'oppression, ce petit îlot latin perdu dans l'Orient européen, au milieu de tant de peuples ennemis et d'autres races, ait pu se maintenir intact ! Et maintenant que la nation roumaine a pu triompher, il faut, il est dans l'intérêt de la civilisation, de l'humanité tout entière que ce petit îlot devienne un continent.

« La salle debout, dit le compte rendu, acclame frénétiquement. »

Puis, évoquant les morts français qui dorment dans la terre roumaine, la fraternité d'armes des deux peuples, il souhaitait voir se faire plus intimes encore leurs relations pacifiques : il voulait que la France fût plus connue et mieux connue.

Pour connaître une nation, pour s'imprégner de son esprit et de sa culture, il ne suffit pas de venir dans un pays pour y entendre quelques leçons, pour y suivre rapidement quelques cours. Il faut vivre, être en contact intime avec le peuple. L'Université est, certes, une belle chose, mais le peuple est plus grand et plus noble encore. Venez voir, messieurs, venez étudier chez nous notre peuple français, depuis le simple paysan jusqu'au plus grand penseur. Chez tous, vous retrouverez les mêmes solides qualités, les mêmes sentiments du désintéressement le plus grand par lesquels le peuple français est si semblable au vôtre. Les âmes des deux peuples, vous le voyez, sont bien faites pour s'entendre et s'unir à jamais !

Fortes paroles où apparaissent, en même temps qu'un patriotisme vibrant, une belle foi démocratique et une vue très profonde des véritables conditions dans lesquelles doivent s'établir les relations intellectuelles entre les peuples amis. On comprend l'effet produit par les allocutions et discours de Lucien Poincaré. Qu'on nous permette de citer entre tant d'autres cette appréciation d'un journaliste roumain :

Il est difficile d'exprimer l'émotion profonde et l'enthousiasme sans bornes soulevés par le magnifique discours de M. Poincaré, prononcé dans une forme impeccable, avec une éloquence, une chaleur et un sentiment sans pareils. Toute la salle, littéralement électrisée, est debout. Elle acclame longuement M. Poincaré et la France, l'Université et l'armée françaises, dans un même sentiment de profond et sincère amour.

Longtemps encore après son retour, le Recteur de l'Académie de Paris recevait l'écho de l'enthousiasme suscité par son bref séjour en Roumanie. Un des témoignages les plus touchants est celui d'une institutrice de Transylvanie dont la lettre, arrivée le lendemain de sa mort, saluait en lui le grand Français qui avait apporté tant de réconfort, « le chef d'un monde que nous apprécions tant, le distingué homme de science positive et le lettré, le brillant orateur improvisateur, l'illustre incarnation de l'esprit latin ».

Telle est, brièvement résumée dans quelques-uns de ses aspects les plus saisissants, l'œuvre d'expansion intellectuelle de l'éminent Recteur trop tôt disparu. L'œuvre intérieure, la création d'organismes nouveaux destinés à faire de l'expansion nationale une fonction normale, régulière, durable, de l'Université de Paris — l'œuvre extérieure faite surtout d'influence personnelle et d'un haut et rare don de comprendre les âmes et les aspirations les plus diverses et d'entrer avec elles en commerce de confiance et de sympathie, — ces deux œuvres se complètent et s'éclairent mutuellement : Lucien Poincaré a orienté nettement l'Université de Paris vers cette voie nouvelle de l'expansion hors de France. Sans perdre de vue un instant la haute et lourde tâche nationale qui s'impose à l'Université dans la reconstitution du pays, il a envisagé avec une grande largeur de vue son rôle international. Il a tracé la voie et il s'y est engagé résolument. La mort interrompt son action ; elle ne détruit pas son œuvre.

A cette œuvre restera toujours attaché le souvenir du grand Lorrain, au regard clair, au cœur généreux, à l'âme droite, animé d'un amour passionné pour son pays, qui jusqu'à son dernier souffle travailla à élargir le champ d'action et de rayonnement de notre Université.

HENRI GOY

UN PROBLÈME DE GUERRE

LA COORDINATION DANS LA BATAILLE

Pourquoi ce sujet, semi-technique, dans cette revue?

Qu'on nous permette, en guise de réponse, presque une profession de foi.

L'exécration de la guerre est légitime. Et nous estimons qu'il n'est pas un homme de pensée qui puisse, sérieusement, mettre en balance ses beautés et ses horreurs. Mais cette exécration ne justifie, ni le scepticisme à l'égard d'une réapparition possible du fléau, ni l'ignorance, consécutive à ce scepticisme, des choses de la guerre.

Nous estimons qu'un citoyen cultivé doit s'intéresser aux questions militaires parce que la Défense Nationale exige, dès le temps de paix, la participation de tous, participation non seulement physique, mais intellectuelle et morale. Les destinées du pays ne se joueraient-elles qu'une fois par siècle sur l'échiquier redoutable, que nul membre de la Cité n'aurait le droit de rester indifférent à l'égard du grand organisme chargé d'y représenter la Patrie.

Par voie de conséquence, nous autres militaires n'avons plus le droit — si nous l'avons jamais eu — de vivre isolés dans la Nation, cultivant dans de secrètes officines la science militaire. Il faut ouvrir fenêtres et portes, et nous devons à la

masse de nos concitoyens de leur faciliter l'accès à ces questions, jusqu'à ce jour trop réservées aux seuls initiés.

C'est pourquoi, dans un travail qui paraîtra très prochainement [1], nous essaierons de donner un aperçu synthétique des problèmes variés de la guerre, avec l'espoir que nos contemporains, désireux de comprendre mieux ces questions, et lassés peut-être de ne les apercevoir qu'au travers d'œuvres de polémique et quelquefois de haine, y trouveront un aliment à leur curiosité.

C'est pourquoi, ici même, nous tenterons de faire toucher du doigt aux lecteurs les moins prévenus la complexité et les difficultés que peut présenter un problème partiel de guerre, un des plus ardus à la vérité, celui de la coordination des actions sur le champ de bataille.

I

ROLES RESPECTIFS DES GRANDES UNITÉS

Lorsqu'on examine l'outil de guerre moderne, il est impossible de faire de chacune des armes dont il est constitué une étude, même ébauchée, et d'en expliquer l'emploi, sans empiéter à tout moment sur le domaine des autres armes.

C'est que les actions de l'infanterie et des chars, de l'artillerie, de l'aviation, de la cavalerie, ne se juxtaposent pas, elles se pénètrent et ne sauraient être conçues séparément.

Il y a donc, au-dessus des questions d'emploi des armes, considérées dans leur technique, des problèmes d'ensemble qui se rapportent à la mise en œuvre collective des moyens propres à chacune d'elles, et à leur constitution en entités hétérogènes, mais harmonieuses.

En raison même de cette solidarité étroite, l'unité d'exécution tactique élémentaire n'est ni le bataillon, ni le régiment d'infanterie, ni le groupe ou le régiment d'artillerie, mais la première unité qui, organiquement, comprend des troupes

1. *Les Leçons militaires de la guerre.*

de toutes armes actionnées par une volonté unique : la Division.

Le commandant de la division conduit directement le combat en utilisant l'organe coordinateur qu'est son état-major.

Cet état-major est le centre nerveux auquel arrivent, sous forme de renseignements, de comptes rendus, toutes les impressions ressenties à la surface de contact avec l'adversaire, en même temps que les manifestations plus ou moins fréquentes de la volonté de l'échelon supérieur, le corps d'armée, qui situe et maintient les divisions dans un ensemble.

Le commandant de la division réagit à ces sensations diversespar des manifestations de sa propre volonté, transmises à tous les organes dont il dispose pour l'action.

Et ainsi un mouvement de va-et-vient incessant, un échange constant d'impressions, de pensées, de décisions, tient orientée dans le sens voulu, malgré les fluctuations de la lutte, la machine de guerre complexe et déjà lourde, constituée par la première unité de toutes armes.

Il faut remarquer qu'en certaines circonstances cependant, des réactions se produisent sans l'intervention du chef, par la volonté des sous-ordres, qui ne peuvent ni ne doivent attendre, faute de temps, l'impulsion d'en haut. C'est le jeu délicat de l'initiative. Les phénomènes auxquels elle donne lieu peuvent être comparés aux réflexes dans un organisme animal. Et chacun sait que si les réflexes sont indispensables à la vie, il en est parfois de dangereux.

Mais ces dangers de l'initiative ne sauraient inciter à en rechercher la limitation étroite. Ils font partie des aléas. Les à-coups sont à « encaisser », le cas échéant, au passif de l'opération entreprise.

Et, dans bien des cas, par contre, devant l'imprévu inévitable que créent les réactions adverses, l'initiative seule permet de poursuivre l'œuvre entreprise et d'aboutir. Sans elle, tout sombrerait dans l'« inaction infamante ». Elle est donc une dérogation indispensable au principe de la coordination régulière ou, si l'on veut, elle en est une forme supérieure, plus artistique, mais offrant moins de garanties.

La division, cellule tactique, est en principe indivisible.

Lorsque, employée en première ligne, elle a été jusqu'au bout de sa capacité de résistance ou d'attaque, elle est remplacée en bloc par une unité identique qui prend la suite, dans le même cadre. Le renforcement, quelquefois obligé, par des régiments d'infanterie ou d'artillerie empruntés à d'autres divisions dont ils font partie organiquement, n'est qu'un pis aller[1].

L'organisation de la division traduit ainsi la solidarité et la camaraderie de combat indispensables au bon travail en commun.

Quelle est cette organisation?

Elle a notablement évolué au cours de la guerre.

Formée en 1914 de quatre régiments d'infanterie, soit 12 bataillons à l'effectif de 1 000 hommes, de trois groupes d'artillerie, soit 36 canons de 75, d'une compagnie du génie [2], la division comprend théoriquement, en 1918, trois régiments d'infanterie, soit neuf bataillons de 700 hommes, trois groupes de 75, deux groupes de 155 court[3], deux compagnies du génie. Elle n'allait pas tarder à avoir son aviation et ses chars.

Remarquons en passant, et sur le vu de cette énumération, que le terme de *Division d'Infanterie* ne convient plus, avec la constitution actuelle de cette grande unité. C'est proprement *Division de toutes armes* qu'il faudrait dire, ou, par abréviation et comme il est d'usage, Division.

L'évolution de celle-ci s'est effectuée, nous le constatons, dans le sens d'une plus grande proportion d'artillerie par rapport à l'infanterie [4], c'est-à-dire dans le sens d'un accrois-

1. Le renforcement par des unités d'artillerie extra-organiques, par des spécialités diverses est au contraire normal et indispensable en certains cas, particulièrement dans la guerre de positions.

2. Plus 1 ou 2 escadrons de cavalerie mis, suivant les circonstances, à sa disposition par le corps d'armée.

3. Cette dotation n'a pas été atteinte, les divisions n'ont pu recevoir qu'un groupe de 155 court.

4. La question s'est posée de savoir si, dans une organisation définitive répondant à son rôle tactique la division devait être à trois ou quatre régiments d'infanterie. Les considérations qui précèdent donnent à penser que l'on inclinera vers la division à trois régiments pour cette raison que la proportion d'artillerie qui s'impose et qui doit être maintenue, ou augmentée encore, conduirait à avoir des divisions beaucoup trop lourdes à commander, d'un maniement moins facile et moins souple au cours des transports stratégiques et des acheminements vers la bataille.

sement des moyens matériels. Évolution d'autant plus marquée que l'infanterie elle-même acquérait, tout en voyant ses effectifs diminués, un armement beaucoup plus puissant et varié que celui de 1914.

Il est vraisemblable que cette tendance ne fera que s'accentuer encore ; il est possible que l'on soit amené à renforcer l'artillerie légère et même à doter la division d'une artillerie longue propre.

Ce renforcement n'apparaît pas comme une nécessité stricte dans la guerre sur des positions organisées, où la division ne saurait se passer de moyens supplémentaires en artillerie légère et en artillerie lourde courte, prélevés sur les réserves du haut commandement, et où, de plus, elle a toujours près d'elle, pour compléter son action au delà de sa zone propre, les artilleries de corps d'armée et d'armée.

Il n'en est pas de même dans le combat en terrain libre, qui doit pouvoir être mené sans attente ni retard, avec les moyens organiques de la division, et au cours duquel celle-ci aura à battre sans délai tous les objectifs du champ de bataille, y compris les batteries éloignées de l'adversaire.

Cette dotation acquise, cette demi-autonomie réalisée, quel pourra être le rôle, au-dessus de la division ainsi pourvue, d'unités d'exécution tactique de rang supérieur?

Chargé de la conduite immédiate du combat, ayant à exercer une action personnelle sur les troupes et obligé, par conséquent, de se tenir à proximité du front d'engagement, le général de division est, en quelque sorte, « plaqué » sur l'ennemi, avec tous ses moyens en cours d'utilisation ou sur le point d'être employés.

D'autre part, la division, que ce soit en terrain libre ou dans la lutte sur positions organisées, a une capacité d'action assez bornée en largeur, comme en profondeur. Elle est destinée, sa besogne accomplie, à « passer la main » après un temps relativement réduit.

Il résulte de cette situation que le divisionnaire manque du recul nécessaire qui, seul, permet d'avoir une vue d'ensemble du développement de la lutte.

Le commandant de *corps d'armée*, lui, a déjà un horizon moins étroit. Il étend son action directrice sur un front deux, trois ou même quatre fois plus étendu, et sur une profondeur plus grande également, puisqu'il aura à diriger des actions successives de divisions, et à en assurer la continuité.

Mieux dégagé des contingences locales, il est à même de voir plus loin et plus large. Il a, peut-on dire, un plus grand « champ d'incidents ».

Les moyens dont il dispose correspondent à la fois à ces possibilités et à ces nécessités.

Le commandant de corps d'armée met en action une artillerie longue capable d'agir, au delà des portées des artilleries divisionnaires, pour pratiquer la contrebatterie, les destructions, les harcèlements lointains, dans le prolongement des secteurs divisionnaires.

Avec son aviation propre, il pousse l'observation loin vers les arrières, pour pressentir les intentions de l'adversaire d'après son attitude aux abords du champ de bataille et pour contrecarrer déjà ses projets.

Grâce à lui s'établit la coordination entre les éléments qui sont engagés en plein dans la mêlée et ceux qui, par la nature et la portée de leur action, échappent à la direction divisionnaire.

D'une manière générale, il se charge de toutes les tâches qui doivent faciliter, par delà la conquête des objectifs immédiats ou la défense des positions actuelles, les tâches ultérieures des divisions de première ligne et l'entrée en action des divisions fraîches chargées de continuer l'œuvre des divisions dépensées.

Après avoir nuancé la force des attaques partielles par le partage inégal du front et l'attribution, inégale aussi, de moyens supplémentaires entre les divisions, ou, dans la défensive, déterminé la conduite à tenir sur les positions successives, le commandant de corps d'armée fait intervenir ses réserves pour parachever l'œuvre des divisionnaires. Il exploite les événements favorables, limite les insuccès locaux, poursuit, avec les adaptations nécessaires aux circonstances, l'exécution de sa manœuvre ou de son plan de défense.

Il assume enfin la lourde besogne des ravitaillements en

renforçant, au besoin, les moyens des divisions en ligne, à l'aide non seulement de ses moyens propres, mais aussi de ceux des divisions de deuxième ligne ou des divisions réservées mises à sa disposition.

Pendant la guerre de positions et malgré les inconvénients résultant de la rupture des liens organiques, le corps d'armée a été de plus en plus un cadre dans lequel les divisions se sont placées, par relèves successives, au fur et à mesure de l'usure, souvent rapide, des devancières.

Le commandant de corps d'armée et son état-major ont ainsi assuré la « permanence intellectuelle », condition primordiale dans les secteurs très actifs, pendant que les services divers relevant du corps d'armée continuaient, eux aussi, à fonctionner au profit des divisions, sans l'inconvénient des passages de consignes et des hésitations ou ralentissements consécutifs.

Faut-il ajouter que cette disposition permit souvent, lorsque des situations délicates réclamaient certaines compétences ou certains caractères, de laisser « the right man in the right place ».

Un tel mode d'emploi du corps d'armée ne doit d'ailleurs pas être envisagé comme normal. Dans la guerre en terrain libre, où l'usure est beaucoup moindre, où les mêmes unités peuvent prolonger leur action plus longtemps, et où, surtout, les situations se renouvellent avec une plus grande fréquence, les relèves s'effectueront, de préférence, par corps d'armée dans le cadre de l'armée.

L'*Armée* est « l'unité complète » de bataille, en ce sens qu'elle dispose de tous les moyens, troupes et services, prenant part à la lutte : corps d'armée, divisions et éléments extra-organiques attribués par le haut commandement.

Une répartition analogue à celle que nous avons vue entre la division et le corps d'armée, confie à l'armée le soin d'actionner directement certains matériels d'artillerie à grande puissance, dont les objectifs sont, en quelque sorte, en marge du champ de bataille. De même, son aviation se consacre aux besognes d'exploration stratégique et aux destructions lointaines.

L'armée mène la lutte de bout en bout, y compris l'intervention des gros de cavalerie, tenus prêts à déclencher leur action, dès que les conditions d'emploi seront réalisées, c'est-à-dire la porte ouverte sur le terrain libre et la désorganisation de l'adversaire suffisamment poussée.

Sa manœuvre, au degré supérieur, met en pratique les mêmes procédés que ceux dont nous avons parlé ci-dessus : le commandant de l'armée fait connaître ses intentions, distribue les tâches, nuance les efforts initiaux par une répartition appropriée des objectifs et des moyens extra-organiques, et intervient ensuite, au cours de la bataille, par des renforcements judicieux et opportuns.

La création des *Groupes d'Armées*, innovation de la guerre, permet enfin au commandant en chef, devant l'étendue des fronts actuels, de fragmenter son théâtre total d'opérations et de se consacrer à celui des théâtres partiels sur lequel se concentre l'intérêt du moment, les autres étant aux mains de ses seconds, nantis des directives nécessaires.

II

LA COORDINATION DES ACTIONS DES ARMES

Après avoir examiné le rôle respectif des grands organes de commandement et des grandes unités correspondantes, nous pouvons revenir à la cellule élémentaire pour en montrer les caractéristiques au point de vue qui nous occupe de la liaison, de la coordination des armes.

Le corps d'armée a bien, nous l'avons vu, son rôle tactique particulier, mais, en dehors de la mise en œuvre de son artillerie longue et de son aviation propre, il ne manie que des divisions. C'est entre des organismes constitués qu'il doit établir et maintenir la coordination des actions. Le rôle de l'armée est analogue vis-à-vis des corps d'armée.

Le groupe d'armées, enfin, a un rôle de direction générale dans le cadre stratégique fixé par le commandant en chef.

Et pour conclure, le problème de l'amalgame des différentes armes, de leur liaison intime, en vue d'une action toujours coordonnée, est à résoudre en entier à l'échelon division.

On sait quels moyens puissants sont ceux de l'artillerie, de l'infanterie et des autres armes sur le champ de bataille moderne. Il semble, quelles que soient les dispositions prises, que, sous l'ouragan de feu déchaîné, tout doive être, sinon détruit, du moins réduit à l'impuissance totale.

S'il s'agit d'adversaires « *en garde* » ayant à leur disposition des *moyens comparables*, l'un pour attaquer, l'autre pour résister, on conçoit que le résultat puisse être une sorte de gigantesque et réciproque neutralisation qui laissera le champ de bataille jonché de morts et de blessés, de matériel détruit, d'ouvrages retournés, sans que l'assaillant puisse progresser en raison de son usure propre. Et le renforcement, par afflux, de moyens nouveaux s'effectuant parallèlement, ou à peu près, dans les deux partis, il n'y aura à aucun moment un déséquilibre assez accentué pour permettre la rupture.

Mais lorsqu'il y a *surprise*, lorsque le défenseur n'a pas eu le temps de procéder aux mises en place nécessaires, comment les vagues lancées par l'assaillant ne submergent-elles pas, après les avants ennemis, les arrières eux-mêmes?

Et pourquoi a-t-on vu, toujours, avant les grands événements militaires de juillet 1918, où intervinrent des causes extérieures à la tactique même — l'usure générale de l'ennemi, « l'usure stratégique » — pourquoi a-t-on vu les grandes attaques finir, étales, après de gros succès de début?

Voici, croyons-nous, la réponse.

Le but de l'assaillant, dans une action offensive, est moins de rechercher la destruction matérielle et totale des forces adverses que la dislocation de leur dispositif, que leur *destruction organique*, obtenue par la rupture des liens qui unissent les éléments divers, et ne permettant plus que des efforts incohérents, voués à l'impuissance.

Mais, en même temps, l'assaillant subit lui-même l'influence dissolvante du combat, soit par suite des réactions de l'adversaire, soit à cause du désordre consécutif à une progression

un peu vive, qui relâche les relations de commandement et de liaison.

En face de l'affaiblissement organique de la défense se produit un affaiblissement organique de l'attaque, et là se trouvent les raisons de l'impuissance à poursuivre sans arrêt le succès initial, malgré la supériorité numérique réalisée.

Le cas a été très net le 21 mars sur le front anglais, le 27 mai sur le front français, où les troupes allemandes victorieuses n'ont pas échappé à la désagrégation consécutive à une progression rapide au combat. Elles ont dû stopper au bout de quelques jours devant notre ligne reformée, à raison d'une division « en ordre » par 5 kilomètres de front, sans avoir atteint leurs objectifs stratégiques.

Nous avions nous-mêmes connu semblables aventures dans les années précédentes, et il y avait à cela cette même cause dominante, que le problème de la coordination des actions n'avait pu être résolu de manière satisfaisante.

Il est loin de l'être en entier à l'heure actuelle.

Ce problème peut se décomposer en trois parties :

1° La question des déplacements à l'allure de l'infanterie, — qui mène la lutte — des divers engins de combat pour qu'ils soient toujours à même de « *taper ensemble* » et pour que le corps de bataille ne s'effrite point à mesure qu'il progresse.

La solution sera donnée par la traction automobile combinée avec la chenille ou un procédé de portage similaire, permettant la progression à travers les terrains défoncés, y compris les fameux champs d'entonnoirs, des pièces d'artillerie les plus lourdes et de leurs véhicules ravitailleurs. Ce sera la généralisation de la solution intervenue pour nos chars de combat.

2° La question des liaisons, liaison des pensées et des volontés, qui exige des communications constantes entre les unités voisines pour qu'elles puissent s'épauler mutuellement, liaison entre les dirigeants et les exécutants, ces derniers fournissant tous renseignements sur la marche de la lutte et sur leurs besoins, les premiers distribuant ou employant leurs moyens encore disponibles à la demande des événements, et entretenant leur impulsion première.

3° Enfin, la question des « transmissions », intimement liée à celle des liaisons, puisqu'elles doivent assurer l'échange,

en temps utile, des communications dont nous venons de parler. Question purement matérielle, mais primordiale, qui apparaît de plus en plus aiguë à mesure que se développe l'action et que deviennent plus lointaines et souvent caduques les directives du plan initial.

Seule, en résumé, la réalisation de la *Liaison*, au sens le plus large du mot, entre les unités, entre les armes, assure un travail collectif continu, orienté, combiné, en vue d'un rendement maximum.

La question avait été étudiée avant la guerre.

Un grand progrès avait été réalisé par l'emploi sans cesse plus étendu du téléphone complétant les procédés optiques ou l'utilisation des coureurs, mais combien incertain.

En réalité, la liaison infanterie-artillerie, partie capitale du problème, était recherchée dans l'observation à vue ou à la jumelle, jugée suffisante par suite de la croyance répandue que le canon travaillerait, dans la bataille future, aux distances moyennes de 3 500 à 4 000 mètres.

Mêmes errements en ce qui concernait l'observation de la lutte par le commandement en vue de l'intervention opportune des réserves.

La guerre venue, les difficultés surgirent, très grandes. Elles se manifestèrent surtout lorsque, après les premiers engagements de 1914, la notion de préparation obligatoire sur chacun des objectifs successifs prévalut, impérieuse. Des efforts furent faits, souvent stériles, pour obtenir l'accompagnement de l'infanterie de bout en bout de ses attaques par une artillerie contrainte de tirer couramment à 6 000 mètres et souvent au delà jusqu'à 8 500 mètres.

Au début de l'engagement, tout marchait convenablement. Les batteries, bien renseignées sur les objectifs à atteindre, étaient à même de les battre avec efficacité. Mais, dès que l'infanterie s'était ébranlée et avait commencé à progresser, une incertitude pénible régnait, les observatoires terrestres étant incapables de renseigner sur les situations successives des unités lancées à l'attaque.

L'infanterie attendait alors trop souvent en vain le concours de son artillerie ou opérait à contretemps.

Plus tard, à partir du milieu de 1915, les observateurs

d'artillerie, suivant les fantassins et emportant leur téléphone au bout du fil fragile, rendirent de grands services et écrivirent d'admirables pages d'héroïsme.

Puis de nombreux systèmes furent essayés, en particulier les signaux par fusées, pour permettre l'envoi des renseignements ou au moins l'indication des jalonnements successifs du front atteint.

Mais une solution acceptable et générale du problème des liaisons et des transmissions de commandement, comme des liaisons et des transmissions d'artillerie, ne devait intervenir qu'avec l'avion nombreux, pratiquant l'observation verticale, fouillant les replis du sol et portant son investigation au-dessus des régions mêmes à observer. Encore fallut-il l'installation, à bord, de la T. S. F., permettant des transmissions instantanées, pour que les résultats de l'observation fussent utilisables en temps voulu.

Le dernier progrès réalisé est celui de la « réception » à bord des avions, permettant de modifier les missions sans atterrissages multiples.

Ainsi, grâce aux renseignements par avions, comparés à ceux qu'envoient les ballons, les observatoires terrestres, ou qui arrivent du front de combat par le téléphone, par coureurs, le commandant de la division, peut intervenir opportunément et avec fréquence dans l'action, en agissant par son artillerie, dont il fait varier les missions et en actionnant ses réserves. Il peut poursuivre sa tâche de commandement, au delà de l'impulsion initiale, toujours insuffisante, et conduire effectivement le combat jusqu'à l'accomplissement de sa mission.

Cette impulsion initiale est donnée au moyen de documents écrits qui varient dans leurs développements et leur complexité suivant la situation.

L'action coordinatrice s'y traduit par la répartition des tâches, dans le temps et dans l'espace, de manière à demander à chaque arme, aux différents moments du développement de l'action et sur les divers points du champ de bataille, tout ce qu'elle peut donner et rien que ce qu'elle peut donner.

Lorsque les opérations se déroulent sur des *positions organisées* et exigent, par suite, la mise en action de moyens parti-

culièrement nombreux et puissants, le général de division élabore de véritables « plans » d'emploi de tous les organes dont il dispose, réglant les actes successifs avec minutie et précision.

La force de résistance des organisations à enlever, comme la puissance des moyens mis en œuvre pour les réduire, sont de part et d'autre, en effet, des éléments redoutables de dissociation des liens organiques, de confusion ou d'interruption des relations de commandement.

Et c'est pourquoi, à une certaine époque, on voit apparaître, dans l'offensive, ces « horaires » réguliers, où figurent à la place d'honneur les barrages roulants, qu'on s'efforcera d'assouplir, d'abord par des « décalages » prévus pour le cas où les événements bouleverseraient les prévisions, puis par des communications plus actives entre l'avant et les postes de commandement.

C'est pourquoi également, dans la défensive, la crainte du bouleversement soudain du système défensif conduit à établir des plans de défense très détaillés, permettant aux subordonnés d'agir éventuellement le plus longtemps possible sans l'intervention — entravée — du commandement.

Il y a en quelque sorte pléthore de prescriptions au début, suivie souvent d'une disette que le commandement s'efforce de réduire au plus vite, mais avec laquelle il faut compter.

Le plan indique dans l'offensive le but général de l'action entreprise, et, dans la défensive, l'échelonnement et le rôle des diverses positions.

Il donne la mission de la division, et celle des unités voisines, fixe les conditions d'exécution, définit les objectifs successifs de l'attaque ou indique les conditions générales de la défense, répartit les moyens d'action dans le secteur en fixant les missions particulières et les conditions d'emploi de chacun des échelons subordonnés : infanterie et chars d'assaut, artillerie, aéronautique, génie, cavalerie, spécialités combattantes diverses, services de tous ordres.

Une partie très importante du plan, offensif ou défensif, traite des missions de l'artillerie, très complexes, visant à la destruction ou à la neutralisation de tous les organes adverses susceptibles d'entraver la marche de l'infanterie.

Une autre partie met sur pied l'organisation des transmissions téléphoniques, radiotélégraphiques, optiques, acoustiques ou par avions, ballons, artifices, pigeons, coureurs, qui, seules, nous l'avons vu, pourront permettre la continuité de l'action de coordination du commandement.

Un paragraphe spécial est consacré à l'emploi des voies de communications qui veut une réglementation très nette pour éviter les embouteillages et la paralysie soudaine des services de ravitaillements et d'évacuations.

Les travaux de toute nature figurent enfin dans un programme qui fixe leur ordre d'importance et d'urgence, soit au cours de la préparation, soit au cours de l'exécution.

Les mêmes préoccupations se retrouvent à l'échelon du corps d'armée et de l'armée.

On conçoit que si des plans aussi complets dans leurs prévisions conviennent au cas d'opérations intéressant l'attaque ou la défense de positions organisées, il faut faire plus simple et faire plus vite à mesure qu'on se rapproche de la guerre en terrain libre.

C'est que les actes successifs de la lutte se suivent ici rapidement et qu'il n'y aura place alors que pour les ordres vite établis, courts, clairs, précis, et laissant aux subordonnés beaucoup plus de latitude dans l'emploi de leurs troupes. La coordination nécessaire des actions est recherchée, dans ces circonstances, beaucoup plus et presque uniquement dans l'orientation antérieure des cerveaux que dans l'agencement et la mise en action, réglée dans les détails, des moyens matériels.

Souvent même, comme ce fut le cas en 1918, dans les conditions de la lutte contre un adversaire usé, en retraite sur des fronts importants et résistant encore par des arrière-gardes pourvues de canons légers et de mitrailleuses, la division cessera d'être indivisible — il ne faut aucun formalisme à la guerre — et l'on procédera à une décentralisation très poussée des moyens d'artillerie. Chaque régiment d'infanterie, chaque bataillon même, recevra ses canons, de manière à appliquer instantanément les forces nécessaires pour faire sauter les points de résistance sporadiques organisés par l'adversaire.

C'est en pareil cas qu'interviennent au maximum les qualités de la troupe, des états-majors et du commandement, qui doivent être capables d'agir hors de la tutelle étroite de la hiérarchie coutumière. Mais tous alors doivent connaître l'idée directrice qui a inspiré les prescriptions du commandement, pour pouvoir « s'y raccrocher » lorsque, au cours de l'exécution, un doute surgit dans leur esprit et que se produit — pain quotidien de la guerre — le cas fortuit échappé aux prévisions initiales. Cette idée c'est l'idée de manœuvre, dont on se fait, assez généralement, une conception erronée.

III

L'ORIENTATION DES ESPRITS PAR L'IDÉE DE MANŒUVRE

On se représente volontiers la manœuvre exécutée par un général habile, comme une sorte de tour magique, de jonglerie, qui, après quelques feintes rapides, laisse soudain l'adversaire désemparé, impuissant, livré pieds et poings liés à son vainqueur.

Si cette image a pu, dans une certaine mesure, valoir pour les guerres passées où figuraient, dans des espaces très étendus, des armées peu considérables, si l'événement a pu surgir alors comme résultat de l'intervention inopinée d'un élément de manœuvre apparaissant dans une direction imprévue, on peut constater que ce caractère se perd de plus en plus dans la guerre moderne.

L'extension et la continuité des fronts ont pour conséquence un coude à coude général. Chaque division, chaque corps d'armée, dans leur alvéole, combattent encadrés, et le commandement, loin d'exécuter des tours savants, opère bien plutôt comme s'il agissait sur des leviers plus ou moins puissants, à l'aide desquels il cherche à provoquer l'effondrement du dispositif adverse.

La conception de la manœuvre consiste alors à apercevoir les points d'application favorables des forces, dont le choix judicieux permettra d'escompter les meilleurs résultats locaux,

jusqu'à ce que, de démolition partielle en démolition partielle, un effondrement d'ensemble soit obtenu du front attaqué.

Dans le domaine tactique, il s'agit à tout instant, il faut le répéter, d'actions de forces, de calculs de résistances, d'application de moyens appropriés, de discernement clairvoyant et de ténacité, plutôt que de conceptions géniales bouleversant soudain les événements et forçant le destin.

Ceci est d'autant plus vrai que les adversaires se présentent, dans les temps modernes, avec des moyens, des procédés, des méthodes à peu près identiques, et que, sauf le cas d'une disproportion numérique accentuée, les deux volontés opposées, également attentives, sont également armées.

L'image se présente ici des deux chèvres luttant front contre front sur un arbre tombé en travers d'un torrent et qu'avait observée de Brack, au fronton d'un château de Bohême, avec l'inscription : « le plus entêté l'emporte ».

Il y a plus d'entêtement que de génie à la guerre.

La manœuvre, simple dans ses formes, se traduit, dans l'offensive, par le choix d'objectifs successifs très nettement désignés; par le placement, face à ces objectifs, des forces et moyens nécessaires et suffisants pour en venir à bout; par l'utilisation judicieuse enfin des facilités offertes par le terrain.

Elle comporte, non des attaques frontales lancées vaille que vaille, mais des poussées opportunes partout où des circonstances favorables apparaissent qui permettent de déborder, d'encercler les points d'appui, donc de les saisir par les côtés faibles et de menacer leurs communications.

La force n'est pas exclusive de la souplesse.

Dans la défensive, la manœuvre est non moins efficace et nécessaire. Elle est faite, à la fois, de dérobades habiles et de contre-attaques bien ajustées, de tous les procédés susceptibles de déjouer les projets de l'adversaire, de briser son dispositif par des résistances inattendues et des coups de boutoir rudement appliqués. Jeu plus délicat que dans l'offensive, et qui exige les plus hautes qualités tactiques.

Si la conception d'ensemble est généralement simple, elle se ramifie pour ainsi dire dans l'application, chaque exécutant faisant découler sa manœuvre propre de la manœuvre de

l'échelon supérieur, de sorte que, dans l'offensive comme dans la défensive, la lutte est faite d'actions partielles réparties sur le champ de bataille, s'épaulant les unes les autres, tout en ayant chacune leur développement propre, et ne recevant les impulsions du commandement qu'espacées, parfois périmées, au moment où elles parviennent à destination.

L'orientation de tous ces efforts dispersés dans l'espace n'est possible, comme nous l'avons dit, que grâce à la compréhension parfaite de l'idée du chef. Les moyens mentaux, plus encore que les moyens matériels, doivent former un faisceau ordonné, et il n'y a pas de plan ou d'ordre qui permette de négliger, devant les inconnues du combat, cette orientation générale.

Cependant, nous y insistons, la mise en train par une impulsion première, la connaissance parfaite des volontés du chef ne sauraient dispenser celui-ci d'intervenir constamment dans le combat à toutes ses phases. Il faut se garder des excès, dans quelque sens que ce soit.

Lorsque, au milieu de 1918, les divisions françaises se retrouvèrent en face des situations tactiques de 1914, le haut commandement dut rappeler à tous que l'ère prenait fin des lourdes manœuvres en terrain chaotique, que les temps étaient revenus des actions rapides, exigeant coup d'œil et décision, vivement poussées dans leurs conséquences, vers des exploitations immédiates et hardies.

« Tout succès tactique doit être exploité à fond », tel était le mot d'ordre. Il fut suivi. Nos troupes retrouvèrent vite leur souplesse et leur aptitude à la manœuvre. Elles obtinrent d'excellents résultats contre la ténacité des unités allemandes cramponnées au terrain.

Mais quelques semaines, quelques mois suffirent pour faire apparaître çà et là des exagérations. La vitesse eut tendance à se muer en précipitation. Il y eut des excès de décentralisation, certains chefs inclinant, dans les conditions nouvelles créées, à négliger, à « abdiquer » leur fonction de coordination.

Il fallut réagir. Le haut commandement dut rappeler la nécessité, pour tous les chefs, de suivre la bataille et de la conduire avec méthode, en consentant les temps d'arrêt

indispensables au rétablissement de l'ordre, aux reprises des relations entre les divers organes, en un mot à la *continuité de la coordination*. L'armistice survint à ce moment de l'évolution.

Ainsi, en toutes circonstances, on retrouve, comme condition du succès, le double souci de maintenir chez soi une coordination aussi complète que possible et de l'entamer, de la détruire, chez l'adversaire.

Parmi les procédés qui permettent d'obtenir ce dernier résultat, la surprise tient dans la manœuvre une toute première place et le désir de l'obtenir peut influencer au plus haut degré le choix même de la manœuvre. Nous examinerons rapidement la question de la surprise tactique, sans aborder la surprise stratégique, dont les fondements sont d'ailleurs identiques, mais dont la portée est plus générale.

La surprise est faite du « secret », qui en est l'essence même, et de la « vitesse », qui, seule, permet un développement convenable de l'effet initial de surprise.

Le secret doit être recherché dans l'espace, c'est-à-dire que l'ennemi sera tenu aussi rigoureusement que possible dans l'ignorance des points d'attaque.

Il est recherché ensuite, au besoin, dans le temps, en ce sens que, si l'adversaire a pu discerner le front exact d'attaque, il reste la ressource de laisser planer l'incertitude sur le moment du déclenchement de l'action, sur le jour J, sur l'heure H.

Ces conditions réalisées plus ou moins heureusement, il viendra un moment cependant où l'attaqué sera fixé. Si, au pis pour lui, son investigation a été mise en défaut totalement, ce qui est rare, au moins n'aura-t-il plus rien à apprendre lorsque le déclenchement s'effectuera.

Orienté, il mettra tout en œuvre pour réaliser une parade proportionnée à l'effort subi, il commencera son « rétablissement ».

C'est alors qu'intervient la vitesse pour conserver l'avance obtenue grâce à la priorité des préparatifs, au secret, et pour atteindre les résultats visés avant que l'adversaire ait pu réaliser sa parade.

Le but poursuivi est de prendre successivement à partie les

éléments du système adverse présents sur le champ de bataille ou aux abords et de régler leur sort avant qu'ils aient pu faire bloc pour agir ensemble. Le commandement, pris au dépourvu, n'aura pas le temps de faire sentir son action, d'organiser sa contre-manœuvre dans les délais voulus. La surprise saisira l'ennemi en flagrant délit *d'insuffisance de coordination* de ses moyens.

Bien entendu, à côté du facteur surprise, se trouvent d'autres facteurs tels que la supériorité numérique et matérielle qui interviennent également, mais, toutes choses égales d'ailleurs, la surprise est un élément primordial de désorganisation de l'adversaire, ses effets soulignent l'importance de l'accord incessant des moyens et l'impuissance qui résulte de la destruction de cet accord.

IV

LES FAITS RÉCENTS ET LEURS ENSEIGNEMENTS

Les notions que nous venons d'exposer n'étaient, en aucune façon, méconnues avant 1914 et l'enseignement de l'École de Guerre en particulier insistait fortement sur leur importance. Pourtant il est de notoriété publique qu'au début de la campagne l'infanterie française s'est généralement portée avec une bravoure folle sur les positions occupées par les Allemands, garnies de fils de fer et pourvues de mitrailleuses en nombre important.

Ces organisations n'étaient certes pas comparables à celles qui devaient naître, dès après la Marne, au cours de la stabilisation des adversaires. Cependant, telles qu'elles étaient, elles ont suffi à briser l'élan de nos fantassins, lancés de distances trop grandes pour aboutir au corps à corps à l'arme blanche, dans une course ardente insuffisamment appuyée par l'artillerie.

Les règlements de combat que nous possédions en 1914 ont été souvent discutés depuis la guerre.

Nous allons examiner à nouveau leurs textes, très briève-

ment, au point de vue qui nous occupe, moins pour en faire la critique, toujours aisée *a posteriori*, que pour tirer des faits une leçon importante qui ne peut être négligée et qui servira de conclusion.

Le décret de septembre 1913 sur le service des armées en campagne, intermédiaire, dans notre littérature militaire, entre le règlement sur la conduite des grandes unités, corps d'armée et au-dessus, et les règlements spéciaux à chacune des armes, s'applique à l'unité qui, la première, comprend des troupes de toutes armes, c'est-à-dire à la division, dont nous venons de voir le rôle important.

C'est donc là que nous verrons traitée la question de la coopération nécessaire entre l'infanterie, l'artillerie, la cavalerie, le génie, et tout particulièrement la liaison entre le canon et le fantassin. Il était alors très peu question d'aviation.

Dans le rapport au Président de la République, se trouve tout d'abord une remarque très importante sur la conception nouvelle du rôle de l'artillerie.

On admettait, dans les réglementations antérieures, une *lutte d'artillerie* contre artillerie, jusqu'à obtention de la supériorité, pour passer ensuite à la *préparation des attaques* d'infanterie, en battant les objectifs de celle-ci avant son entrée en action.

Il n'en est plus de même en 1913.

L'artillerie ne préparera plus les attaques, elle les appuiera en détruisant tout ce qui s'oppose à la progression de l'infanterie. Si la supériorité vis-à-vis de l'artillerie ennemie est recherchée, c'est pour pouvoir agir plus librement avec le maximum de canons contre les objectifs d'infanterie. D'ailleurs, on luttera, fatalement, dès le début, contre l'artillerie adverse, puisqu'elle apparaîtra comme le premier obstacle opposé par l'ennemi à la marche de nos fantassins. Mais la préparation ne sera pas indépendante de l'action de l'infanterie et antérieure à celle-ci, parce que, pour agir avec efficacité contre l'adversaire, il faut le forcer à se découvrir, et qu'il ne se découvrira que devant la menace de l'infanterie en progression vers lui.

Tout ceci peut paraître un peu subtil. Il semble qu'en fin

de compte, il y aura toujours lieu de tirer sur l'artillerie, sur l'infanterie adverses, sur tous les obstacles.

Mais c'est cela précisément, qui, en 1914, a été l'objet d'une exécution défectueuse.

La coordination explicitement prévue et prescrite par les textes officiels n'a pas été réalisée, en général, dans la pratique des premiers combats. Alors que le décret spécifie que l'avant-garde doit être appuyée, *dès le début*, par l'artillerie de la division, en mesure d'intervenir au besoin *tout entière*, que cette action commence dès que l'approche est entamée, qu'au cours de l'attaque l'artillerie aide de tous ses moyens la progression de l'infanterie, tire contre les points d'appui ou contre les troupes gênant la marche, enfin qu'elle détruit en temps voulu les obstacles matériels rencontrés, nous avons tous vu l'infanterie partir à l'assaut, avant même la mise en batterie de son artillerie.

Le haut commandement a dû, en pleine guerre, rappeler sans cesse aux exécutants, dans les premiers mois, ces vérités élémentaires d'appui mutuel et de coopération intime.

Pourquoi?

D'abord, notre artillerie était insuffisante en nombre. Une division pouvait s'engager sur un front atteignant quatre kilomètres, un corps d'armée sur huit. En supposant en ligne, dès le début, les dix groupes du corps d'armée, six groupes divisionnaires et quatre propres au corps d'armée, on arrivait à une moyenne de 800 mètres par groupe, soit environ 300 mètres par batterie.

Avec la pluralité des missions de cette artillerie, en l'absence de toute artillerie lourde, c'était peu, même contre les organisations légères du champ de bataille, en guerre de mouvement.

C'était peu, encore et surtout, en raison de la pauvreté des approvisionnements en munitions, dont le 75 s'est révélé un terrible consommateur.

Mais de ce 75 trop rare sur nos fronts d'attaque, de ces munitions parcimonieusement attribuées, eu égard aux nécessités apparues, on s'est servi souvent assez mal et à contre-temps.

Pourquoi ces erreurs?

Parce que l'infanterie et l'artillerie *n'avaient que la notion théorique du travail en commun*, sans en *avoir assimilé la pratique.*

De l'avis de toutes les personnalités qui ont été à même de se rendre compte de nos causes de faiblesse, l'instruction de l'armée française avait été insuffisamment poussée à l' « échelon division », à l'échelon où les trois armes sont actionnées par la même main, où l'exercice du commandement est le plus délicat.

Et cela à cause d'une orientation défectueuse des efforts, à cause de la mauvaise répartition des garnisons et du manque de grands camps, où de longs séjours en commun eussent amené les officiers de toutes armes à réfléchir sur des problèmes que trop d'entre eux soupçonnaient à peine, et procuré aux commandants des grandes unités l'occasion d'exercer intégralement leurs fonctions du temps de guerre, loin du service courant et des préoccupations bureaucratiques.

Il faut conclure. L'infanterie, l'artillerie, toutes les armes doivent *travailler ensemble* à l'instruction, comme elles travaillent au combat. Il leur faut des garnisons communes, il leur faut des camps communs et des contacts incessants.

Les règlements de combat doivent être communs. Il n'y a pas une tactique d'infanterie et une tactique d'artillerie ou d'aviation, il y a la tactique du combat commun à ces armes sœurs, à toutes les armes.

Seuls, les techniques, les procédés d'armes peuvent être traités à part, et jusqu'à un certain point, être ignorés des étrangers à l'arme.

Enfin, vu la complexité croissante des moyens à mettre en œuvre dans le même cadre, infanterie pourvue d'armes automatiques puissantes et de canons légers, chars de combat intimement liés à l'infanterie, matériels d'artillerie divers tirant des munitions variées, avions de combat et de reconnaissance, etc., il importe plus que jamais que les états-majors soient rompus à leurs besognes de coordination.

Quant aux chefs des grandes unités, puisque leur valeur professionnelle constitue — si l'on peut employer cette image — la clef de voûte de ces puissances coordonnées, il n'est pas besoin de souligner le soin qui doit présider à leur choix.

Tant valent la pensée qui dirige et la main qui agit, tant vaut l'outil.

Nous ne sommes pas, quoi qu'il paraisse, sorti du sujet. Un problème de guerre ne se résout facilement, au cours de la lutte, que si la solution a été préparée dès le temps de paix par le développement opportun de la puissance matérielle, par la mise au point des méthodes d'instruction, des doctrines de combat et par le choix des personnalités chargées de les appliquer.

Le problème abordé ci-dessus, de la coordination et de la liaison sur le champ de bataille était propre, plus que tout autre, à montrer le danger d'avoir à improviser ou à réformer, la guerre venue.

Il n'était pas inutile d'en faire, une fois de plus, la démonstration publique.

Ct BOUVARD

LA CARRIÈRE D'UN RÉVOLUTIONNAIRE RUSSE[1]

VIII

L'ÉTÉ DE 1906

Nous n'avions rien à faire et éprouvions le grand besoin de nous reposer après une si grande dépense de force nerveuse. Abram Gotz et moi décidâmes d'aller pour un peu de temps à Genève auprès de son frère Michel. Nous passâmes par la Finlande et la Suède. A Stockholm survint un incident dont les suites auraient pu être fâcheuses. Nous avions, cela va sans dire, de faux passeports. Or, sur le bateau d'Abo à Stockholm, quand on nous avait fait inscrire nos noms, nous avions, par plaisanterie, donné le nom d'un magasin de produits coloniaux d'Heidelberg où nous avions l'habitude de faire des emplettes quand nous étions étudiants. Mais quand, à Stockholm, on vérifia nos passeports et qu'on n'y trouva pas le nom qui figurait sur la liste des passagers, on nous arrêta. L'affaire pouvait mal tourner : on pouvait nous renvoyer en Russie sous bonne garde et nous mettre entre les mains

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 avril 1920.

de la police russe. Nous fîmes valoir que ce n'était qu'une plaisanterie. On nous relâcha, non sans nous conseiller d'être désormais plus sérieux.

De Stockholm, par Berlin, nous atteignîmes Genève sans incident. Nous y restâmes peu de temps et, en mai, nous étions de retour à Pétersbourg. Je pris la décision d'aller dans le midi de la Russie travailler parmi les paysans. En qualité de représentant du comité central de notre parti, je me rendis en Ukraine où il y avait une grande agitation paysanne. J'y séjournai dans les cinq gouvernements de Kharkov, de Kiev, de Poltava, de Tchernigov et de Podolie.

En juillet, la première Douma était licenciée. Nous nous attendions à de grands mouvements populaires. Aussi notre parti rassembla-t-il ses forces à Pétersbourg. Je m'y rendis et pris part à d'importantes conférences politiques. La situation était telle que les partis bourgeois les plus modérés étaient eux-mêmes entraînés vers une action révolutionnaire : la Douma dissoute lança le « Manifeste de Vyborg », qui exhortait le peuple à ne pas payer ses impôts et à ne pas fournir de recrues. Les signataires du manifeste furent poursuivis dans la suite, condamnés à l'emprisonnement et privés de leurs droits électoraux.

L'instant était critique. Une large propagande insurrectionnelle se faisait parmi les ouvriers et les soldats de Pétersbourg. Occupé d'organisation ouvrière, je louai, sous un faux nom, une petite chambre au centre de la ville. Mais il apparut bientôt que des nuages s'amassaient sur ma tête.

IX

NOUVELLE ARRESTATION

Un jour (le 4 septembre 1906), dans la rue, quelques inconnus me saisirent soudain sous les bras et me poussèrent vers une voiture. J'y fus maintenu dans l'impossibilité de faire le moindre mouvement. Quelques rues, et nous étions déjà au commissariat de police. Tout de suite un officier de gendar-

merie visita mes poches, mes doublures et jusqu'aux semelles et aux talons de mes souliers. Qu'espérait-il donc y trouver? Du commissariat on me conduisit à la prison « Kresty » où l'on me mit en cellule.

C'était mon second emprisonnement.

« Que savent-ils de mon activité révolutionnaire? De quoi vont-ils m'accuser? » A ces questions que je me posais à moi-même, j'eus la réponse au bout d'un mois, quand le fameux général de gendarmerie Ivanoff me manda près de lui.

— Vous êtes, — me dit-il, — inculpé d'affiliation à l'Organisation de Combat du parti socialiste-révolutionnaire et de participation à la préparation de plusieurs attentats terroristes. Vous en reconnaissez-vous coupable?

— Non seulement, — dis-je, — je refuse de répondre à cette question, mais je refuse encore d'entrer avec vous en quelque conversation que ce soit. Ce sera ma tactique pendant toute la durée de ma réclusion. Je ne vous reconnais ni le droit de me juger, ni celui de m'interroger. Faites de moi ce que vous voudrez, mais je ne répondrai pas à vos questions.

C'était alors la tactique de tous les révolutionnaires, et le général Ivanoff n'en parut nullement étonné. On ne me dérangea, dans la suite, qu'une fois : pour me montrer au suisse de l'hôtel où j'avais vécu à Pétersbourg pendant que je travaillais dans l'Organisation de Combat. Je le reconnus tout de suite.

Le général Ivanoff dit au suisse :

— Reconnaissez-vous cet homme? Il a vécu dans votre hôtel en février et mars derniers.

A mon grand étonnement, la réponse fut négative. Ne me reconnaissait-il pas vraiment? — à l'hôtel j'étais rasé, tandis qu'en prison j'avais barbe et moustache — ou bien ne voulait-il pas me perdre?

Le général Ivanoff resta très mécontent de cette confrontation. Il n'avait pu — je l'ai su après — recueillir contre moi aucun fondement juridique d'inculpation. Or les lois d'alors n'autorisaient pas à infliger la peine des travaux forcés sans arrêt d'un tribunal ; par voie administrative on ne pouvait que déporter en Sibérie, et pour cinq ans au maximum.

Plusieurs autres personnes étaient impliquées dans cette

même affaire de l'Organisation de Combat. Parmi elles, Abram Gotz et Alexandre Iakovleff. Comme je l'ai dit plus haut, Iakovleff, qui avait été arrêté chez le colonel Riemann, fut condamné aux travaux forcés. Gotz reçut huit ans de la même peine. Il avait nié obstinément avoir fait, à Pétersbourg, le métier de cocher en vue de préparer un attentat, mais le tribunal fit comparaître, en qualité de témoin, la cuisinière dont il avait éveillé les sentiments tendres. En l'apercevant, elle frappa des mains et l'appela du nom d'emprunt sous lequel il vivait pendant qu'il était cocher. Et c'est ainsi que sa culpabilité fut établie.

X

MA PREMIÈRE DÉPORTATION EN SIBÉRIE

Je restai dans la prison de Pétersbourg depuis septembre 1906 jusqu'en avril 1907. On me fit connaître alors que j'allais être envoyé par étapes dans la Sibérie orientale où j'étais déporté pour cinq ans. Je faisais partie d'un grand convoi de condamnés de droit commun et de condamnés politiques à destination de Sibérie et comprenant de nombreux forçats. On me mit dans un wagon pénitentiaire spécial, aux portières grillagées, et gardé par des soldats.

Après deux semaines d'un fatigant voyage, nous étions dans la prison Alexandre, près de la capitale de la Sibérie, Irkoutsk.

Là nous attendîmes près d'un mois d'être acheminés plus loin : on formait un convoi de 80 condamnés politiques qui venaient de tous les coins de Russie et de Sibérie et qu'on expédiait tous dans le district d'Iakoutsk, la région la plus terrible, la plus déserte, la plus lointaine et la plus froide de Sibérie. Nous ne voulions pas rester en prison à ne rien faire : nous décidâmes d'essayer de nous évader. Avec un couteau de table transformé en scie, nous fîmes un trou dans le parquet. Notre prison se trouvant dans une forêt et étant entourée d'une palissade, il fallait creuser sous terre un passage allant sortir au delà de cette palissade en un point non gardé.

Notre travail marcha fort bien. Au bout de trois semaines, quand notre souterrain allait déjà jusqu'à la palissade, un hasard malheureux le fit découvrir à l'administration de la prison. On prit les noms des sept prisonniers (j'étais du nombre) qui occupaient la pièce d'où partait le souterrain, et on nous signifia que nous serions jugés, à Iakoutsk, pour notre tentative d'évasion.

Enfin le moment du départ arriva. Partie à pied, partie montés, on nous conduisit jusqu'à l'immense fleuve de la Lena, à environ 300 verstes[1] d'Irkoutsk. Là, on nous fit monter dans de grandes barques et nous descendîmes au fil de l'eau sous bonne garde. Ce fut la partie la plus intéressante et la plus agréable de notre voyage. Après l'horrible saleté et l'étroitesse des wagons et des prisons, le plein air du pont, sur lequel nous restions presque tout le temps, nous donnait plaisir et repos. On était à la fin de mai, en plein printemps, et notre barque était toujours ornée de branches fleuries de merisiers coupées le long de la berge. Plus on allait et plus le fleuve s'élargissait, roulant ses eaux froides entre des rochers et d'immenses forêts de sapins, de mélèzes et de cèdres. Les rives étaient désertes et sauvages. Pendant de longues heures nous admirions leur beauté. Après les murs froids des cellules, après l'air irrespirable et la saleté des wagons pénitentiaires, et après la poussière de la route, ce voyage sur la Lena était un enchantement.

Il dura près d'un mois, et en juillet, après environ 3 000 verstes de navigation, nous arrivions à destination, c'est-à-dire à Iakoutsk.

Selon l'usage on nous laissa tout de suite la liberté de débarquer, avec l'obligation de nous présenter le lendemain à la police pour y connaître notre sort et savoir s'il faudrait rester en ville ou aller dans quelque village des environs. On n'envoyait, à cette époque, personne loin de la ville, les autorités étant convaincues que personne ne pourrait s'enfuir d'un aussi lointain pays.

Mais les sept qui avions à répondre de notre tentative d'évasion de la prison Alexandre, nous reçûmes l'ordre de

1. La verste vaut un peu plus d'un kilomètre.

comparaître le lendemain devant le juge d'instruction, en attendant notre procès.

Cette perspective ne nous souriait guère et je proposai à mes camarades d'essayer de nous enfuir sur-le-champ.

Si le lecteur jette les yeux sur une carte de Sibérie, il verra que Iakoutsk est à environ 3 000 verstes au nord de la ligne de chemin de fer et que l'unique voie de communication avec le sud est la Lena. Vers le nord on ne peut aller qu'à l'océan Glacial. Vers le levant et le couchant on ne peut songer à fuir : ce sont des régions inhabitées et Iakoutsk lui-même a une ceinture infranchissable de forêts et de marais. Mais une nouvelle instruction, un procès et peut-être la prison, nous n'en voulions à aucun prix, et c'est pourquoi ma proposition fut acceptée.

XI

MON ÉVASION DE SIBÉRIE

Iakoutsk comptait de nombreux déportés politiques de notre parti. Ils s'empressèrent de nous aider dans nos projets.

Voici notre plan : nous quitterions la ville tout de suite et nous nous cacherions dans les environs jusqu'à ce qu'on ne nous recherchât plus; puis, quand l'administration de Iakoutsk serait convaincue que nous avions disparu, nous reviendrions en ville et nous nous embarquerions sur la Lena. Une circonstance favorisait ce plan, c'est que de nombreux déportés travaillaient sur les bateaux de la Lena et que la direction de ce service sympathisait avec les déportés et les aidait volontiers à fuir.

Des camarades nous procurèrent une tente et des provisions, et le lendemain matin, nous campions déjà dans une épaisse forêt, à dix kilomètres de la ville. Nous restâmes là dix jours, pendant lesquels des camarades de Iakoutsk nous firent quelques visites. Ils nous racontèrent le désarroi où notre disparition avait mis l'administration de la ville. Le gouverneur Kraft surtout était indigné : on n'avait jamais vu d'éva-

sion dans de telles circonstances. Il était convaincu qu'il mettrait la main sur quelqu'un des sept fuyards et lançait des agents dans tous les sens. Il m'en voulait surtout à moi, qu'il tenait, non sans quelque raison, pour l'initiateur de notre tentative.

Au bout de dix jours, on nous fit savoir que nous pouvions revenir en ville et que tout était prêt à nous recevoir sur le prochain bateau. Nous quittâmes notre campement dans la nuit et nous installâmes dans un appartement à Iakoutsk.

Le bateau partait de jour. Notre disparition avait accru la sévérité avec laquelle se faisait la vérification des passeports. Il fallait donc user de ruse. Trois d'entre nous furent mis dans des corbeilles cadenassées et ficelées. Trois autres se déguisèrent en ouvriers avec des mains et un visage bien sales, et aidèrent les matelots à charger des barils de poisson salé. Nos corbeilles avec leur chargement humain furent embarquées sans encombre ; de leur côté nos faux ouvriers passèrent sur le bateau sans éveiller l'attention de la police. Quant à moi, il avait été décidé sur mes instances que je ne songerais à m'embarquer qu'après m'être assuré que l'embarquement de mes camarades s'était bien passé. Je devais alors me mettre dans une quatrième corbeille et me faire transporter sur le bateau. — Mais voici qu'au dernier moment on ne peut plus trouver de corbeille assez grande; j'ai beau me mettre en rond de mon mieux, je n'arrive à me loger dans aucune de celles dont on dispose. Et il ne reste plus qu'une demi-heure jusqu'au départ du bateau! Me déguiser en ouvrier? Ce n'est pas facile : mon apparence extérieure s'y prête mal, et je suis si myope que je ne peux pas me passer de mes lorgnons.

Mes six camarades partirent donc sans moi. J'ai su, plus tard, qu'ils avaient quitté la Sibérie sans encombre.

Mais moi, que faire? Je décidai sur-le-champ de tâcher d'atteindre Okhotsk sur la mer d'Okhotsk et de passer, de là, en Amérique ou au Japon.

XII

A TRAVERS LA TAIGA

Ce projet de quitter Iakoutsk pour atteindre la mer séduisit un autre déporté politique qui se trouvait là depuis un an et voulut tenter avec moi de retourner en Russie.

La préparation d'un tel voyage n'était pas chose simple. Il fallait traverser des régions désertes, des forêts, des cours d'eau, des marais. Pas de routes ; pas d'habitations. Tout au plus rencontrerait-on parfois des Toungouzes nomades avec leurs rennes. La distance de Iakoutsk à Okhotsk est d'environ 1 500 verstes. En somme c'était toute une expédition. Mais nos camarades nous vinrent en aide.

Nous pûmes acheter tout ce qui était nécessaire : des chevaux harnachés (car on ne pouvait atteindre Okhotsk qu'à cheval), du biscuit, des conserves, des fusils, de la poudre, des théières, etc. Il fallait en outre imaginer quelque mission officielle et avoir des papiers à présenter. Tout cela fut fait. Je devins pour la circonstance chercheur d'or et j'étais soi-disant envoyé dans la région de l'Amour pour y rechercher des gisements. Non seulement j'avais un passeport, mais encore une lettre émanant d'une compagnie inexistante de mines d'or de Moscou et qui m'accréditait dans ma mission. On m'apprit aussi quelques éléments des connaissances se rapportant à l'industrie de l'or, et j'avais gardé quelques souvenirs de la grosse *Géologie* de Neymayr que j'avais lue dans ma prison à Pétersbourg, comme si j'avais pu deviner que cela me servirait un jour.

Nous partions deux : j'étais le chef de l'expédition avec le titre d'ingénieur des mines ; le camarade qui m'accompagnait passait pour mon aide, avec le titre plus modeste de chef de mine. Nous devions trouver des guides en route.

Notre tentative fut facilitée par le fait qu'un capitaine de navire, qui était sympathique aux révolutionnaires, accepta de nous prendre à son bord et de nous mener, par la Lena et l'Aldan, jusqu'à Aldansky, ce qui abrégeait notre route de 300 verstes.

L'été touchait à sa fin. On hâta les préparatifs et, dans la première quinzaine d'août, nous quittions Iakoutsk. Dix jours après, nous étions à Aldansky, où nous prenions congé de notre hospitalier capitaine. Là commençait vraiment notre expédition. Un vieux Iakoute connaissant bien la Taïga accepta d'être notre guide, et, pour un prix convenu, de nous mener jusqu'à Okhotsk.

Devant nous, c'était l'inconnu. Nous nous rendions bien compte des risques de notre entreprise. Mais ces risques mêmes nous plaisaient, et nous nous mîmes en route avec vaillance et le cœur léger.

L'expédition fut plus pénible et plus dangereuse que nous n'avions pensé. Notre voyage dura un mois : du milieu d'août au milieu de septembre. La pluie tomba presque sans cesse ; les nuits étaient si froides que notre eau gelait dans nos bidons ; pendant le jour nous étions dévorés par les moustiques. Nous ne rencontrâmes qu'une seule fois des nomades Toungouzes. Les nuits se passèrent toujours à la belle étoile, près d'un feu où nous nous serrions le plus possible pour nous réchauffer sous des fourrures de renne et des manteaux de caoutchouc. Pas la moindre route ; rarement un sentier incertain. Il fallut passer de nombreux cours d'eau enflés par les pluies, parfois à la nage, ce qui était fort dangereux à cause de la vitesse du courant. Nous faillîmes y périr un jour où le courant nous avait jetés sur des rochers. Nous cheminions souvent dans des forêts dévastées par la tempête ; plus souvent encore à travers d'immenses marais où nos chevaux enfonçaient jusqu'au ventre et où bêtes et hommes tombèrent plusieurs fois. Au milieu de notre itinéraire nous franchîmes la chaîne du Djougjour.

En revanche, la nourriture était excellente. La forêt abondait en coqs de bruyère et en gélinottes, les clairières en perdrix, les marais en canards. Les jeunes coqs et les gélinottes étaient particulièrement savoureux. J'avais la charge de pourvoir notre table et elle fut toujours bien fournie. Il y avait tant de gibier que je n'avais pas besoin de m'éloigner de la caravane ; souvent même, de descendre de cheval pour tirer. Une seule fois nous rencontrâmes un renne sauvage avec ses petits. Les traces d'ours étaient nombreuses, mais jamais

nous ne vîmes de « maîtres des forêts ». C'est ainsi que les Iakoutes appellent l'ours. Ils en ont une frayeur superstitieuse et notre guide avait mis de grosses cloches aux cous de nos chevaux pour leur faire peur.

Malgré ses difficultés et ses dangers, je me suis toujours souvenu de cette expédition comme de l'une des périodes les plus intéressantes et les plus émouvantes de ma vie. Passer un mois au milieu de la nature, lutter contre elle, rencontrer et vaincre des difficultés toujours nouvelles, être chaque soir satisfait d'avoir vécu un jour de plus et songer au lendemain avec confiance, tout cela avait un charme pénétrant que comprendront bien tous ceux qui aiment profondément la nature.

Au delà du Djougjour, changement de décor : le sol est plus rocheux et le pin fait son apparition. Les eaux coulent dans une autre direction ; d'une hauteur nous apercevons enfin la mer dans le lointain. — Quelle émotion, la mer libre ! La possibilité de quitter ces régions sauvages et désertes, de retourner à la civilisation, de rejoindre mes camarades, mes amis, ma tâche ! Nos chevaux mêmes semblaient réconfortés à cette vue et avancer avec plus d'énergie.

Mais la mer était loin encore et il ne nous fallut pas moins de cinq jours pour l'atteindre. — Quand nous arrivâmes à Okhotsk, on était déjà au milien de septembre et le froid commençait.

XIII

A OKHOTSK

Notre arrivée mit de l'agitation dans cette petite agglomération, où personne n'arrive jamais en été et où les marchands d'Iakoutsk ne viennent qu'en hiver sur des traîneaux à chiens. Okhotsk, en 1907, ne comptait pas plus de deux cents habitants, vivant de la pêche. Mais les chiens, qui servent aux transports pendant l'hiver, y étaient certainement plus nombreux et commençaient chaque soir un horrible concert. Je ne pense pas que les choses aient changé depuis.

On y souffrait terriblement d'isolement et d'ennui. Pendant l'été, Okhostk était sans aucune communication vers l'Ouest. Deux ou trois fois dans tout l'été, un bateau faisant le service entre Kamtchatka et Vladivostok s'y arrêtait. La ligne télégraphique entre Okhotsk et Iakoutsk n'existait pas encore et c'était d'ailleurs une circonstance très favorable pour notre plan d'évasion.

Dans ces conditions il est aisé de comprendre quel bruit fit notre soudaine arrivée. Les gens nous arrêtaient dans les rues pour nous demander qui nous étions, d'où nous venions et ce que nous faisions. Nous avions besoin de toute notre prudence pour bien jouer notre rôle de chercheurs d'or sans éveiller de soupçons.

La ville était sous les ordres d'un ispravnik qui remplissait les fonctions d'administrateur, de juge, de maître des postes et, je crois aussi, de médecin. C'était un certain Popoff, autrefois étudiant à Moscou ; il avait été chassé de l'Université par ses camarades pour une vilaine histoire et était entré dans la police. J'appris aussi qu'il tirait vanité de sa qualité d'ancien étudiant et s'en servait pour jeter de la poudre aux yeux. Il était tout-puissant à Okhotsk, où tous dépendaient de lui. — Je décidai d'aller droit au but et de commencer par lui.

Après avoir dormi quinze heures et pris un bain, je me présentai chez l'ispravnik avec mon titre d'ingénieur des mines venu pour rechercher des gisements d'or.

— J'ai tenu à saluer d'abord le représentant de l'autorité et à faire la connaissance d'un homme que je savais être un intellectuel.

Mes paroles produisirent visiblement une excellente impression. — Je lui racontai ensuite que j'avais été induit en erreur par de fausses indications données à Iakoutsk, que je m'étais mis en retard, que je ne pourrais pas commencer mes recherches en septembre, à l'approche de l'hiver, et que, vraisemblablement, je devrais profiter de la première occasion pour aller à Vladivostok et peut-être même au Japon avec l'intention de revenir à Okhotsk au printemps et d'y commencer mon travail. Je préparais ainsi l'ispravnik à l'idée de mon prochain départ.

Il m'accueillit on ne peut mieux. Il n'avait certainement

pas le moindre soupçon et était heureux de l'arrivée d'un homme avec lequel il pouvait non seulement jouer aux cartes et boire — les principales distractions d'Okhotsk — mais avoir des conversations variées.

Il m'invita à venir le voir, ce que je fus contraint de faire plusieurs fois. Plus d'une fois, au cours de ces visites, je me suis trouvé dans l'embarras. — Je suis très heureux, — me dit-il un jour, — d'avoir en vous un spécialiste. J'ai recueilli une assez riche collection minéralogique et vous m'obligeriez beaucoup en déterminant mes échantillons. J'ai, entre autres, quelques pépites d'or, que vous voudrez peut-être évaluer.

Il ne fallait pas rechigner. Je me mets, d'un air important, à farfouiller dans ses caisses... Et quel parti je tire de ma récente lecture de la *Géologie* de Neymayr!... Sans hésitation je donne à toutes ces pierres les noms savants que je peux me rappeler, au petit bonheur. Ça marche à souhait. Mais voici maintenant les pépites. Je m'approche de la lumière, je soupèse doctoralement chaque fragment et le mords à plusieurs reprises. J'ignore si les vrais ingénieurs des mines déterminent ainsi la valeur des pépites, mais j'ai, en cas d'étonnement, une explication toute prête : c'est à Fribourg, en Allemagne, que j'ai fini mes études et Dieu sait quelles étranges méthodes ces Allemands ont inventées...

Une autre fois, je me suis trouvé dans une situation plus difficile. C'était à ma seconde visite. L'ispravnik, tout en s'excusant de m'importuner avec de telles formalités, me demande si j'ai des pièces établissant mes droits à procéder à mes recherches. Je sors négligemment mes papiers de ma poche et les lui tends. Il s'y plonge.

— Chez quel notaire à Moscou les avez-vous fait enregistrer?

— Chez Lebedeff, dans la rue Ilinka.

— Chez Lebedeff? Dans l'Ilinka? Vous vous trompez. Il n'y a pas de notaire de ce nom dans l'Ilinka. Je connais bien cette rue...

Tous nos plans risquent d'être anéantis. On va voir que nos papiers sont faux. C'est l'arrestation, le retour à Iakoutsk, la nécessité de dire adieu à la liberté. Mais je garde ma présence d'esprit.

— Permettez-moi, — dis-je en souriant, — de vous demander depuis combien de temps vous n'êtes plus à Moscou.

C'est au tour de l'ispravnik de se sentir dans l'embarras.

— Oui, c'est vrai, il y a déjà huit ans.

— Vous voulez donc rire. Il peut s'en faire des changements à Moscou, en huit ans !

C'est moi, maintenant, qui triomphe.

Un autre jour j'assistais à un dîner de gala chez un marchand d'Okhotsk. Parmi ses dix invités se trouve un vieux cosaque, chercheur d'or expérimenté. J'en avais déjà entendu parler et je l'avais évité de mon mieux pour des raisons bien faciles à comprendre. Et voici que tout d'un coup, au milieu du repas, il me demande quel est le cours actuel de l'or. Je suis bien embarrassé. Non seulement j'ignore le prix de l'or, mais j'ignore même si on l'évalue au poud [1], à la livre ou au zolotnik [2]. Je me moque bien du prix de l'or! Certes. Mais je vois aussi que cette sotte question peut tout compromettre. J'en ai la sueur froide. Je fais semblant de chercher à me souvenir.

— Le cours de l'or... le cours de l'or... il a un peu baissé cette année... voyons, à combien déjà était-il l'an passé?

— Mais à 78 roubles.

— C'est cela même... Et cette année, il n'a pas dépassé 76 roubles et 55 kopeks. Il est même tombé un moment à 74.

Ça passe, Dieu merci ! et je respire librement. Mais j'avoue que jusqu'à maintenant j'ignore tout de cet or maudit dont la valeur tomba en 1907 à 74 roubles...

Notre séjour à Okhotsk tournait en longueur. Nous y étions depuis dix jours à attendre un bateau qui ne venait pas et qui n'avait pas d'escales fixes. Il fallait pourtant se hâter de partir. Le gouverneur d'Iakoutsk pouvait fort bien avoir l'idée d'envoyer un courrier à Okhotsk pour demander si personne de suspect n'y était arrivé. Le moindre soupçon pouvait tout perdre.

Il y avait à Okhotsk, tout prêts à partir, quelques schooners japonais qui transportaient au Japon du saumon salé. Pourquoi ne pas partir sur l'un d'eux? Je me rendis donc

1. 16 kilos.
2. 96e partie de la livre.

chez l'ispravnik comme pour lui demander conseil. Il m'engagea très vivement à renoncer à ce projet.

— Vous n'y pensez pas? Peut-on se fier à ces schooners? Chaque automne des malheurs arrivent avec eux. Un sur deux fait naufrage, absolument. Et nous sommes justement à l'époque des typhons...

Je le pris en plaisantant : — Bah ! monsieur l'ispravnik, comme dit le proverbe : qui doit être pendu ne périra pas en mer. J'aime les fortes émotions et je préfère courir le risque des schooners que de rester à Okhotsk à ne rien faire que rancir en attendant le beau temps.

Je n'en voulus pas démordre et j'obtins même de l'ispravnik, pour mon compagnon et moi, un certificat attestant que « les autorités d'Okhotsk ne mettaient aucun empêchement à notre départ pour le Japon ». L'ispravnik m'assurait que les autorités japonaises ne me demanderaient pas un papier de ce genre, mais, je l'avoue, j'avais une envie puérile de me moquer un peu de la police russe.

Nous nous entendîmes facilement avec un des capitaines des schooners japonais, qui nous prit volontiers comme passagers. Son bateau se rendait à Otaru dans l'île de Yeso

XIV

EN MER

Par un beau jour du dernier tiers de septembre, avec un temps clair, du soleil et le vent en poupe, notre schooner lève l'ancre et s'éloigne. Les personnes dont nous avions fait connaissance à Okhotsk sont venues nous accompagner. L'ispravnik est parmi elles. Il prend même une photographie du départ, ce qui oblige mon camarade et moi à nous dissimuler un moment derrière un mât, afin de ne pas figurer sur la plaque d'un policier. Bientôt le pauvre village d'Okhotsk est dans le lointain ; le rivage fuit; la mer s'élargit devant nous.

Un vif sentiment de joie emplit nos poitrines. Comme si nous en étions convenus sans le dire, mon camarade et moi

nous embrassons et crions hourra à la mer et à la liberté : c'est pour nous la même chose. Cependant nous ne pouvons nous empêcher de faire des salutations railleuses à l'ispravnik que nous avons trompé. De nouvelles épreuves nous attendent peut-être, mais il vaut mieux avoir affaire avec les forces déchaînées de la nature qu'avec la police russe.

Notre schooner était un petit bateau à voiles de 60 tonnes. De la proue à la poupe il n'avait pas plus de 50 pas. Son équipage se composait de 20 Japonais. Il portait donc avec nous 22 personnes. Il était chargé de poisson salé.

La navigation à la voile est vraiment parfaite, quand on n'est pas pressé. Guère plus d'un mois et demi s'était écoulé depuis que nous avions quitté Iakoutsk, mais nous avions eu tant de traverses qu'il nous semblait que cela eût duré une éternité. L'absence de toute nouvelle nous était particulièrement pénible. Que se passait-il en Russie? N'y avait-on pas fait la révolution sans nous?

Nous marchâmes bien les premiers jours : nous avions le vent pour nous. Couchés sur le pont que chauffait le soleil, nous rêvions avec bonheur à notre prochaine arrivée dans un monde civilisé où il y a des bateaux à vapeur qui peuvent nous porter de l'autre côté du globe... Mais ensuite le vent tomba. Pour un bateau à voiles, c'est une circonstance désastreuse. Les voiles pendent dégonflées comme de vulgaires chiffons et notre schooner se balance bêtement sans avancer. Les matelots jouent paresseusement aux cartes ; seul le capitaine reste à son poste. Comme le veut une vieille coutume superstitieuse, il siffle pour appeler le vent et observe soucieusement l'horizon. C'est surtout au large de Sakhaline que notre patience est mise à l'épreuve. Nous y sommes restés trois jours en face de sa côte rocheuse dont on distinguait à peine la ligne. Des vents violents soufflèrent ensuite ; malheureusement ils étaient debout et nous entraînèrent sensiblement vers l'est. Puis nous eûmes des typhons.

J'ai vu bien des terribles spectacles, mais je n'ai rien vu de plus effroyable qu'un typhon. On eût dit qu'une force invisible s'était emparée de notre pauvre petit bateau et en faisait ce qu'elle voulait. Nous n'avions gardé que deux focs et nous allions cependant comme une flèche. D'énormes vagues

noires passaient sur le pont et, de chaque côté du bateau, s'allongeait une bande d'écume neigeuse. J'avais besoin de toutes mes forces pour sortir sur le pont et aller, près du gouvernail, me cramponner à des câbles tendus. Les vagues m'enveloppaient des pieds à la tête. Mais quel inoubliable spectacle ! Je n'ai jamais rien vu d'aussi grandiose et d'aussi terriblement beau.

Nous eûmes trois typhons. Plus d'une fois je vis notre capitaine s'agenouiller dans sa cabine, invoquer ses dieux, s'incliner bien bas, faire sonner des grelots et frapper dans ses mains. Il nous avoua plus tard que nous avions été en grand danger. Le dernier typhon nous prit dans le détroit de Lapérouse, entre l'île Sakhaline et l'île septentrionale du Japon. Nous volions à une allure folle qui rendait les côtes redoutables. Seuls me rassuraient les rires et les cris des marins, quand une vague les submergeait. Quand je m'endormis, la tempête grondait encore ; quand je me réveillai le lendemain matin, c'était un monde nouveau.

Le silence et le soleil. Les vagues caressaient doucement le bordage et un brillant rayon de soleil traversait ma cabine. J'ôtai la planche qui doublait mon hublot et ne pus m'empêcher de pousser un cri de ravissement. En face de moi, derrière une côte bleu pâle, le soleil se levait. Cette côte était le Japon qui se montrait bien à moi comme le pays du « Soleil levant ».

Sans prendre le temps de me vêtir, je sautai sur le pont pour contempler le tableau qui se déroulait devant moi.

Nous étions dans les eaux bleues et tranquilles de la mer du Japon. A bord, au-dessus de la ligne transparente de l'île de Yeso, le soleil montait dans le ciel ; à tribord les pointes de l'île Risiri (Fouji-Iama-Khokkaïdo des Japonais) surgissaient miraculeusement de la mer. Le soleil faisait étinceler sur les montagnes la neige que le typhon y avait apportée. Sous le ciel clair et bleu, tous les objets semblaient ceints d'une auréole irisée. Le long du bord voguaient d'innombrables jonques japonaises ; au large, se balançaient quelques voiliers. Ce tableau enchanteur nous sembla la récompense des sévères épreuves par où nous étions passés.

XV

L'EXIL EN FRANCE

Le lendemain nous abordions à Otaru, terme du voyage de notre schooner. Un jour après, par le chemin de fer, nous avions atteint Tokio.

Où aller maintenant? Pour mon camarade, c'était très simple : il prit un billet pour la traversée jusqu'à Vladivostok où il arriva sans incident et d'où, fort tranquillement, il regagna la Russie par le Transsibérien. Mais pour moi, ce n'était pas aussi facile. Quand j'avais été déporté de Pétersbourg, mon père m'avait fait promettre, si je réussissais à m'évader de Sibérie, d'aller à l'étranger pour y vivre quelque temps tranquille et calmer les perpétuelles inquiétudes de ma mère malade. Lié par cette promesse, je devais me rendre dans l'Europe occidentale.

Je restai un mois au Japon, que j'avais le désir de visiter ; puis, de Nagasaki par Schang-Haï, Hong-Kong, Singapour, Colombo et Suez, j'atteignis Marseille. Dans ce voyage, je vis un coin de Chine et les tropiques, j'éprouvai les chaleurs équatoriales, je contemplai les merveilles de Ceylan auxquelles, du fond de la lointaine Russie, on prête tant de mystère et d'enchantement. Dois-je le dire? J'étais franchement reconnaissant au gouvernement russe de m'avoir donné l'occasion de voir tout cela. Le destin des révolutionnaires russes a parfois de ces caprices.

J'arrivai à Marseille le 17 décembre (1907); le 19, j'étais déjà à Paris où je rencontrai beaucoup d'amis et de camarades qu'une réaction féroce en Russie avait contraints de s'expatrier.

Je restai toute une année à Paris et ce fut la plus pénible de mon existence de révolutionnaire. Rien n'est plus dur que l'exil. Moins dure est la déportation en Sibérie, que je devais connaître dans la suite et dans des circonstances particulièrement difficiles. L'exil, c'est l'attirance passionnée de la patrie, le rêve de lui donner toutes ses forces et l'obligation

de demeurer désœuvré, impuissant, inutile. Cependant les nouvelles de Russie marquaient toutes que la réaction s'était lourdement appesantie sur notre pays. Quelles dures épreuves !

Il faut y joindre le coup porté à mon parti par la découverte de la trahison d'Azeff. Il apparut que la trahison s'était glissée jusqu'au cœur même de notre parti, car Azeff, à cause des services qu'il avait rendus à l'action terroriste, jouissait d'une grande influence et d'une confiance illimitée. Et voilà que cet homme avait, pour de l'argent, vendu au gouvernement les têtes de ses plus proches amis. La trahison d'Azeff accabla de nombreux camarades, leur ôtant leur foi dans la vie, dans les hommes, dans le parti ; plusieurs se suicidèrent. — D'autres, au contraire, sentirent redoubler leur énergie. Puisque le parti et la révolution étaient atteints par cet événement, il fallait travailler à renforcer le mouvement révolutionnaire. Pour ma part je décidai de retourner en Russie pour y reprendre mon travail. Mes parents étaient alors à Moscou. Essayer de les convaincre par lettres était difficile. Je les priai donc de venir à Paris.

— Je veux retourner en Russie, père ; je ne veux plus rester inactif à l'étranger.

— Pense à ta mère ; tu lui as fait une promesse...

— Je sais, je ne l'oublie pas. Mais tu vois bien toi-même ce qui se passe en Russie ; tu sais bien que sans lutte et sans sacrifice on ne peut pas travailler au bien de notre patrie. Si je t'écoutais et si je restais tranquillement ici tandis qu'on emprisonne, qu'on déporte et qu'on pend mes camarades, n'est-il pas vrai que tu m'estimerais moins?

Mon père me regarda longuement dans les yeux.

— C'est vrai, — dit-il.

La question était résolue ; deux semaines après, je partais pour la Russie.

XVI

EN RUSSIE DE NOUVEAU

Le mouvement révolutionnaire passait par une crise profonde et notre parti était dans une situation particulièrement difficile. A l'année de révolution de 1905, avaient succédé des années de réaction. Les masses populaires étaient lasses et s'éloignaient de la lutte politique. Le gouvernement, de toutes ses forces, s'acharnait sur les révolutionnaires. De 1906 à 1908, c'est par milliers qu'on compte les condamnations à mort, aux travaux forcés et à la déportation. Beaucoup se décourageaient et perdaient leur foi. Les organisations révolutionnaires avaient été brisées ou se dissolvaient d'elles-mêmes. La trahison d'Azeff avait pénétré comme un poison dans tout l'organisme de notre parti : d'honnêtes camarades étaient traités en suspects ; on n'avait plus confiance les uns dans les autres. Travailler dans ces conditions à recréer des organisations révolutionnaires était une tâche extrêmement difficile. Mais nous n'étions pas découragés. Nous étions convaincus que le mouvement de 1905 n'avait pas été un incident fortuit, et qu'il devait renaître bientôt, parce qu'il avait de profondes racines politiques et sociales. Il fallait donc supporter vaillamment son déclin momentané. La flamme qui avait brillé si claire, s'allumerait de nouveau, et notre tâche consistait à empêcher qu'elle ne s'éteignît tout à fait. Mais les difficultés étaient infiniment plus grandes qu'autrefois. D'abord, Azeff avait livré tant de secrets au gouvernement qu'il était difficile de travailler pour tous ceux qui participaient depuis longtemps au mouvement et qu'Azeff connaissait bien. De plus, tous les gens sympathiques à notre action et qui nous aidaient autrefois, restaient maintenant dans leurs coins : on n'aide guère qu'aux heureux.

Je me mis à la besogne et, de janvier 1909 à mai 1910, m'employai à sauver le peu qui restait de l'organisation des années précédentes à Pétersbourg, à Moscou, à Odessa, à Bakou, dans le sud et dans l'Oural. Nous n'étions qu'une poignée à travailler ainsi au milieu des ruines, et nous avions à

faire des efforts surhumains pour empêcher que tout s'écroulât et qu'une nouvelle vague révolutionnaire nous trouvât sans rien.

De cette année et demie pendant laquelle j'ai beaucoup voyagé en Russie, je n'ai gardé que de bien rares souvenirs réconfortants. Mais j'avais la foi du fanatique, mon *credo, quia absurdum*, ma conviction profonde en la renaissance de la Russie révolutionnaire.

Une des raisons de l'extrême difficulté de ma besogne était que la police russe avait été informée de mon retour en Russie par ses agents à Paris. On me recherchait tout spécialement, car le département de la police savait ma qualité de membre du comité central du parti et me donnait de l'importance. Je ne saurais dire combien de fois, dans ces dix-huit mois, je changeai de nom et de passeport. Et que d'incidents ! Un jour, dans la gare de Vilna, je m'évanouis de fatigue et c'est un gendarme qui m'apporta les premiers secours. A Bakou, je tombai malade et dus rester une semaine à l'hôpital. A Moscou, j'arrivai dans un appartement dont le locataire venait d'être arrêté et où la police s'était informée sur mon compte ; une demi-heure plus tôt et je tombais sur elle. Plusieurs perquisitions furent faites chez mes parents qu'on questionna sur mon adresse... J'avais de la chance. Je pus même voir plusieurs fois mes parents en leur donnant rendez-vous par téléphone dans quelque restaurant de Moscou... Mais tout a une fin.

Au mois de mai 1910, j'avais dû me rendre à Helsingfors. Comme j'y étais allé par le chemin de fer, je décidai de revenir à Pétersbourg par mer. Sur le bateau, après Vyborg, je remarquai un personnage assez suspect : à force d'être traqué, on finit par avoir du flair. S'il y avait eu un arrêt avant Pétersbourg, je serais certainement descendu. Mais il n'y en avait pas. A mon arrivée à Pétersbourg, je regardai longuement si je n'étais pas suivi. Je ne vis personne à mes trousses et pensai que je m'étais trompé. Comme j'avais, avant mon départ pour Helsingfors, retenu une chambre dans un méchant hôtel, je décidai de m'y rendre pour y changer de costume avant d'aller à ma besogne. Rien non plus de suspect à l'hôtel. Je sortis donc et pris le tramway pour aller à un rendez-vous, fixé depuis déjà deux semaines, avec un camarade venu de l'autre bout de la Russie. Près de la maison où je me rendais,

j'aperçus que mon tramway était suivi d'une voiture assez suspecte. Pour savoir à quoi m'en tenir, au lieu d'entrer dans la maison, je montai, en pleine marche, dans le tramway qui allait en sens contraire. La voiture fit demi-tour comme moi ; au moment même deux messieurs en civil quittèrent le trottoir et sautèrent dans la voiture. C'était bien clair : j'avais affaire à des policiers qui tâchaient de rattraper mon tramway pour m'arrêter. A un tournant, je sautai du tramway, traversai le boulevard en courant, pris une rue, puis une autre, enfilai un portail, montai, par un escalier de service, jusqu'au dernier étage, et m'y arrêtai sur le palier. Personne ne me suivait. J'attendis dix minutes. Une porte s'ouvrit sur le palier et une petite fille qui portait une poupée se planta devant moi en m'observant curieusement. Je ne pouvais pas rester davantage. Je sortis lentement de la maison. Mon cœur battait à tout rompre. Rien de suspect aux alentours. Je marchai pendant près d'une heure. Presque aux confins de la ville, je pris sur la Neva un des nombreux petits bateaux qui font, pendant l'été, le service de la Neva et de ses canaux. Je changeai de bateau plusieurs fois en m'assurant que je n'étais pas suivi. La nuit tombait. J'allai en tramway jusqu'à un point très animé de la Perspective Newsky où j'entrai dans un cinéma très fréquenté. J'y restai jusqu'au milieu de la nuit.

Que faire ensuite? Mes policiers avaient dû perdre ma trace, puisque je n'étais pas encore arrêté. Mais pouvais-je retourner à mon hôtel? Si mes soupçons touchant l'individu douteux du bateau entre Vyborg et Pétersbourg avaient été fondés, j'aurais été suivi de la gare à l'hôtel et arrêté dans ma chambre où j'étais resté plus d'une heure. Cela ne s'était pas produit. C'est donc qu'on n'avait pris ma piste qu'après ma sortie de l'hôtel. Je pouvais donc y retourner au lieu de passer la nuit dans la rue. Tout cela était fort logiquement déduit. Et c'est cette logique qui m'a perdu.

Je retournai à l'hôtel et m'y couchai tranquillement. A quatre heures du matin le portier frappait à ma porte en me disant que j'avais reçu un télégramme et en me demandant d'ouvrir. Je savais très bien ce que cela veut dire quand on vient vous réveiller pendant la nuit « pour un télégramme ». Résister

n'aurait eu aucun sens. J'ouvris donc la porte. Une dizaine de policiers, revolver au poing, se précipitèrent dans ma chambre, me mirent les menottes et m'emmenèrent au poste. J'y trouvai le même colonel de gendarmerie qui, en 1905, avait instruit mon affaire. Il m'appela par mon nom tout de suite. Je refusai toute conversation et bientôt, en voiture fermée, j'étais conduit à la forteresse Pierre-et-Paul.

Le hasard a fait que, plusieurs années après, j'ai eu l'explication de mon arrestation, de la manière suivante : un policier de Pétersbourg avait fourni à des révolutionnaires quelques renseignements secrets ; le gouvernement l'avait su et l'avait déporté en Sibérie ; là il raconta à des déportés politiques comment s'était effectuée mon arrestation à laquelle il avait assisté.

Voici ce qui s'était passé. Tout à fait par hasard un policier qui avait été chargé de me surveiller en Finlande en 1906, quand je travaillais dans l'Organisation de Combat, m'avait rencontré et reconnu dans les rues d'Helsingfors. Il était monté avec moi sur le bateau — où je l'avais en effet remarqué — et avait télégraphié à Pétersbourg. Ici, comme on attachait une grande importance à mon arrestation, on avait mobilisé toute une section de la Sûreté (de 50 à 70 hommes). On m'avait attendu au débarcadère et suivi à mon hôtel. J'avais ensuite réussi en effet à les dépister, de sorte que si je n'avais pas résolu mon problème avec tant de logique, ma vie ultérieure aurait peut-être été tout autre. Il est curieux de noter que le gouvernement donna 12 000 roubles de récompense à ceux qui m'arrêtèrent et que deux d'entre eux furent promus à un grade supérieur.

XVII

DANS LA FORTERESSE PIERRE-ET-PAUL

Dans l'histoire de la révolution russe, la forteresse Pierre-et-Paul de Pétersbourg tient une place tout à fait à part. Pour plusieurs générations de révolutionnaires elle a été une perpétuelle menace, rappelant que sans cesse la carrière du révo-

lutionnaire russe est courte et qu'elle a souvent une fin tragique. C'est là qu'ont été pendus les premiers révolutionnaires russes, les cinq chefs du fameux mouvement militaire du 14 décembre 1825. C'est dans cette prison — ou plutôt dans ce sépulcre — que de nombreux révolutionnaires sont entrés pour n'en plus sortir. Beaucoup ont péri, sans qu'on ait su comment et quand, dans cette authentique Bastille russe. Et c'est là qu'on continuait d'envoyer les révolutionnaires les plus dangereux.

Elle est placée au cœur de la capitale, dans une île de la Néva. Elle a pour caractéristiques le complet isolement des prisonniers et un silence de tombe. Je ne mis pas longtemps à m'en apercevoir.

On m'a d'abord fait déshabiller complètement et, après un examen complet, on m'a donné d'autres vêtements. Les prisonniers n'ont même pas le droit d'avoir un mouchoir à eux. On a jeté un manteau bleu d'interné sur mes épaules et on m'a conduit dans une cellule qui allait être mon logis pour je ne sais combien de temps. C'était une pièce aux murs épais, mal éclairée par une fenêtre grillagée. La nourriture est toujours distribuée par deux gardiens, dont l'un surveille l'autre, car toute conversation avec les prisonniers leur est interdite. Ils ne répondent jamais à vos questions. S'il le faut, ils appellent l'administrateur de la prison, le colonel Ivanichine, la seule personne que j'aie vue dans la forteresse pendant les six mois que j'y suis resté. Le silence est absolu, un tel silence qu'il vous prend envie de crier. Du dehors n'arrive aucun bruit que la sonnerie de l'horloge de la forteresse. Tout cela est bien fait pour produire une impression d'épouvante. Je m'en arrangeai assez facilement. J'ai passé mes six mois de détention à faire de la gymnastique (système Muller) et à beaucoup lire : plusieurs générations révolutionnaires ont en effet enrichi la prison d'une bonne bibliothèque. Comme je restais fidèle à ma tactique de ne pas dire un mot, je n'ai pas eu à subir un seul interrogatoire et suis resté dans la plus complète ignorance de mon sort futur.

Cet isolement complet qui caractérisait la forteresse Pierre-et-Paul crée un état mental très spécial. On vit au jour le

jour dans une atroce monotonie et comme si le monde extérieur n'existait plus.

Tais-toi, cache-toi, renferme tes pensées et tes rêves.
Qu'ils se lèvent et se couchent dans la profondeur de ton âme
Comme les claires étoiles dans la nuit.
Écoute leur chant et tais-toi.

Ces vers du poète russe Tioutchev expriment à merveille l'humeur du prisonnier dans le silence sépulcral de la forteresse Pierre-et-Paul. Mais pour qui ne sait pas vivre d'une vie intérieure, ce silence doit être mortel. Aussi les murs de la forteresse gardent-ils le secret de tant de folies et de suicides.

Un jour suivait l'autre, pareils comme deux gouttes d'eau, comme les sonneries, toujours les mêmes, de l'horloge... Arrêté le 20 mai 1910, on me laissa sans la moindre information sur mon sort jusqu'au 14 novembre de la même année. Ce jour-là on m'avertit que le lendemain, par mesure administrative, je quitterais la forteresse pour être déporté pendant cinq ans dans le district d'Iakoutsk (Sibérie orientale).

Mon premier mouvement fut de songer à toutes les épreuves que je connaissais déjà et qui m'attendaient de nouveau. Cette condamnation marquait aussi que la gendarmerie n'avait pas réussi à recueillir contre moi les éléments juridiques d'une inculpation. C'est pourquoi je n'étais frappé que de cinq ans de déportation par voie administrative.

« Ils vont sûrement me mettre le plus loin possible », pensai-je au moment où le colonel Ivanichine fermait la porte du fourgon pénitentiaire qui allait m'emporter à la gare.

XVIII

DE NOUVEAU DÉPORTÉ

C'était la troisième fois qu'on me déportait; mais les conditions avaient bien changé, je m'en aperçus vite. Aux deux fois précédentes, je n'étais pas mis à part des autres déportés ni traité différemment. Maintenant au contraire j'étais l'objet

d'une attention toujours spéciale : mes papiers portaient en effet : « enclin à s'évader ». Dans le train, ma place était à côté d'un convoyeur ; je ne pouvais pas en changer et on surveillait mes moindres propos. Quand on s'arrêtait dans quelque prison, je n'étais pas mis au dortoir commun, mais en cellule. Mes affaires étaient soigneusement visitées ; ma personne aussi, à l'improviste.

Arrivés à Irkoutsk pour la Noël, nous y restâmes jusqu'au 2 janvier. De là, malgré le froid, on nous envoya à pied à la prison Alexandre que je connaissais bien et qui est à 60 verstes d'Irkoutsk. Il faisait 40 degrés de froid. Les 60 verstes devaient être franchies en deux jours. Des traîneaux portaient nos bagages, mais nous n'avions pas le droit d'y monter. On avait beaucoup de peine à avancer par un tel froid. On ne pouvait non plus s'arrêter : les soldats nous en empêchaient à coups de crosse. Dans la première journée et pour une marche de 30 verstes, nous n'eûmes qu'une halte de cinq minutes. Affamés et éreintés, nous pouvions seulement tirer de temps en temps de nos poches un morceau de pain gelé. Parmi nous se trouvaient des forçats (politiques et de droit commun) qui avaient aux pieds des chaînes pesant de six à huit livres.

Nous passâmes la nuit à l'étape. Bien que nous y fussions attendus, rien n'y avait été préparé. Il y faisait un froid mortel. Ni aliment chaud, ni pain même. En revanche, autant d'eau-de vie qu'on en voulait acheter.

Le lendemain, 30 verstes encore, dans les mêmes conditions. Aussi, en arrivant à la prison Alexandre, notre premier soin fut-il de nous jeter à terre et d'y rester plusieurs heures sans bouger, incapables d'un mouvement, incapables même de parler...

Nous restâmes dans cette prison tout l'hiver : les convois pour le district d'Irkoutsk ne se faisaient qu'à la belle saison. Nous partîmes seulement à la fin de mai, par la route que j'avais déjà faite, montés jusqu'à la Lena et ensuite par eau. En juillet nous arrivions à Iakoutsk, ce même Iakoutsk dont je m'étais si heureusement enfui quatre ans auparavant par Okhotsk et le Japon. J'appris que le gouverneur était toujours le même Kraft, que ma disparition avait tant irrité. Je devais donc m'attendre à toutes sortes de désagréments. Ils vinrent plus vite encore que je ne pensais.

Le régime pénitentiaire s'était sérieusement aggravé : on ne laissait plus aller librement en ville en attendant d'être expédié dans quelque village.

Les difficultés commencèrent pour moi avec la première visite du gouverneur à la prison. Les condamnés politiques, parmi lesquels je me trouvais, étaient groupés dans la cour de la prison quand le gouverneur s'approcha. Il nous salua en portant la main à la visière de sa casquette d'uniforme. Nous lui répondîmes aimablement en ôtant nos chapeaux, puis en nous couvrant. « Chapeau bas ! » nous cria grossièrement le directeur de la prison. Quelques-uns, par réflexe, se découvrirent. D'autres, voyant bien l'intention de nous humilier et de nous faire injure, restèrent couverts. Pour ma part, j'avais répondu au salut du gouverneur, mais, comme il avait gardé sa casquette, j'avais gardé mon chapeau.

— Votre nom? — me demanda-t-il.

Je me nommai. Il se souvenait parfaitement de moi, car, dès que j'eus dit mon nom, son visage grimaça et s'empourpra.

— Pourquoi n'ôtez-vous pas votre chapeau?

— Parce que vous gardez votre casquette.

Son visage se contracta encore.

— Qu'on l'emmène et qu'on le mette au cachot cinq jours, — s'écria-t-il. Et frappant nerveusement le sol de sa canne, il s'éloigna suivi d'un groupe de fonctionnaires.

On m'emmena dans un cachot puant, étroit, sans fenêtre, et d'où, pendant cinq jours, je ne fus pas tiré un instant pour respirer un air moins confiné. Pour nourriture, du pain noir et de l'eau. Quand, au bout de cinq jours, je me retrouvai dans la cour de la prison, je tenais à peine sur mes jambes. Jamais je n'aurais pensé que voir la lumière du soleil et respirer librement pussent être un tel bonheur.

Le châtiment qui m'avait été infligé n'était pas l'effet de la seule irritation du gouverneur ; il avait reçu de Pétersbourg à mon sujet des instructions spéciales, ordonnant la plus grande sévérité. Tout pouvait donc servir de prétexte.

Du cachot je fus conduit en cellule et étroitement surveillé. Trois fois par semaine on visitait ma chambre et on éparpillait mes affaires sur le plancher pour que la perquisition fût plus

complète. On examinait ma correspondance avec le plus grand soin, lisant trois fois chacune de mes lettres. Tous ceux de mes camarades qui étaient arrivés avec moi à Iakoutsk avaient déjà été expédiés à leur lieu de déportation, que j'attendais encore en prison sans être fixé sur mon sort. On m'informa enfin que j'allais être envoyé à Rousskoié-Oustié.

Personne, d'abord, ne put me dire où cela se trouvait. Quand on l'eut enfin découvert sur la carte, tous ceux qui s'intéressaient à moi furent épouvantés. Rousskoié-Oustié est à 3 000 verstes au nord d'Iakoutsk, à l'embouchure du fleuve Indigirka dans l'Océan Glacial Arctique, par 71°,1 de latitude Nord et 149°,26 de longitude Est. C'est l'agglomération la plus septentrionale non seulement du district de Iakoutsk, non seulement de Sibérie, mais du monde entier. Pour se rendre compte de son éloignement, le lecteur n'a qu'à jeter un coup d'œil sur une carte ; il sera édifié. — Jamais personne n'avait été déporté en cet endroit.

Quand mes parents en furent informés, ils adressèrent de Moscou par télégramme une supplique au gouverneur, demandant qu'on ne m'envoyât pas si loin. Le gouverneur leur répondit le jour même qu'il accéderait à cette demande à condition qu'elle fût faite par moi aussi. Je me dispensai de cette démarche, et Rousskoié-Oustié resta mon lieu de déportation.

Mais il fallait attendre l'hiver pour partir. Dans l'Extrême-Nord, il n'y a pas de routes en été, quand les cours d'eau charrient et que les marais, innombrables et immenses, dégèlent. Décidément, j'avais la géographie contre moi : dans la prison Alexandre, j'avais dû attendre de janvier à mai la route d'été, parce qu'on n'utilise pas la voie de la Lena en hiver, et maintenant il fallait, de juillet à novembre, attendre dans la prison d'Iakoutsk la route d'hiver, parce qu'en Extrême-Nord on ne peut pas voyager pendant l'été.

XIX

EN ROUTE POUR L'EXTRÊME-NORD

J'ai quitté Iakoutsk le 2 décembre 1911, au moment le plus froid de l'année. On sait que le district d'Iakoutsk (plus précisément, son arrondissement de Verkhoiansk) est considéré comme la région la plus froide du globe terrestre ; c'est le « pôle de froid » des météorologistes. La plus basse température que j'aie supportée a été de 71 degrés de Celsius au-dessous de zéro. De tels froids sont réellement épouvantables. Les fourrures ordinaires ne suffisent pas. Il faut des pantalons fourrés, une veste fourrée et une sorte de double chemise fourrée qu'on enfile par la tête, le tout en peau de renne. Il suffit de mettre un instant le nez hors du capuchon ou la main hors du gant, pour avoir le nez ou la main irrémédiablement gelés. Tout gèle : le bois, qui devient comme de la pierre, le pain, la viande, le rhum lui-même. Le mercure est solide cent neuf jours par an.

J'étais escorté d'un cosaque armé qui avait reçu les instructions les plus sévères et qui ne m'a pas lâché d'un pas pendant tout le voyage. Nous avons été traînés d'abord par des chevaux (les premières 200 verstes), puis par des rennes. Mais, arrivés à l'Océan, à 120 verstes de Rousskoié-Oustié, des chiens les ont remplacés : les rennes eux-mêmes ne peuvent aller si haut vers le Nord.

Les 3 000 verstes de notre route ont été faites en un mois et demi : nous ne sommes arrivés à Rousskoié-Oustié que le 16 janvier. Il serait trop long de conter ce fatigant voyage. Nous avons été gelés, nous avons perdu notre route, nous avons été pris par une tourmente de neige... La plupart du temps nous avons passé nos nuits dans des abris spécialement construits pour les voyageurs et baptisés du nom de « cuisines », où nous devions, en arrivant, faire du feu, nous dégeler nous-mêmes avant de dégeler nos grossiers aliments. La région est inhabitée et l'impression générale qui se dégage de cet effrayant pays est celle d'un immense désert. Qu'on songe

que le district d'Iakoutsk est grand comme l'Europe (3 500 000 verstes carrées) et qu'il ne compte que 275 000 habitants. Quant à l'arrondissement de Verkhoiansk, au nord duquel est Rousskoié-Oustié, il est un peu plus grand que la France et a, en tout, 15 000 habitants des deux sexes.

Pour donner cependant au lecteur quelque idée de mon voyage, je raconterai comment j'ai fêté le nouvel an de 1912.

Mon cosaque, deux guides iakoutes et moi avions quitté Verkhoiansk à la Noël. Nous espérions avoir atteint, pour le nouvel an, le grand village d'Oust-Iansk (il compte 200 habitants !) qui est à 900 verstes de Verkhoiansk. Mais nos espérances ne devaient pas se réaliser. Une tourmente de neige nous prit à 60 verstes d'Oust-Iansk. Le vent et la neige étaient furieusement déchaînés sur la toundra. Pas un seul arbre. Pas de route non plus, depuis longtemps. La neige tombait si épaisse que, du traîneau, on ne distinguait pas les andouillers des rennes. Je m'en remis aux Iakoutes du soin de nous mener où bon leur semblerait. Quelques heures passèrent. Il commençait à faire nuit quand nos traîneaux s'arrêtèrent et que mon cosaque, tout emmitouflé, se dressa devant moi.

— Nous sommes arrivés.

— Où donc? — demandai-je étonné.

— C'est une « cuisine ».

Et mon cosaque me montrait un minuscule tertre de neige tout proche. Déjà nos Iakoutes creusaient la neige et trouvaient bientôt la cheminée. On eut de la peine à ouvrir la porte : la « cuisine » était remplie de neige apportée par le vent. Un autre malheur : pas de bois pour le feu. On brûla quelques planches du lit de camp. Enfin le poêle (qu'il avait d'abord fallu vider de sa neige) fut allumé ; de la neige fondue coula le long des murs ; puis les murs séchèrent.

On peut s'imaginer quel goût, dans un tel décor, je pouvais trouver à mon souper et à mon thé brûlant. C'était la nuit du 30 au 31 décembre. Mais la tempête nous obligea à passer là aussi celle du 31 décembre au 1er janvier. Je me souviens de cette nuit. Mes compagnons, Iakoutes et cosaque, dorment déjà. La tempête bat les murs. J'ai chaud. D'ailleurs j'ai eu la précaution de m'enrouler dans une peau de renne, de mettre mon bonnet de fourrure et mes gants. Une bougie

est allumée sur une pauvre petite table. J'ai à la main *la Vie errante*, de Maupassant, et je rêve de voyage dans la douceur et le gai soleil de la Méditerranée ! Et mes parents? Et mes amis? Pensent-ils à moi pendant cette nuit de nouvel an? Quelqu'un d'entre eux lève-t-il maintenant sa coupe de champagne à ma santé? Bonne année ! Heureuse année !

XX

QUATRE ANNÉES EN EXTRÊME-NORD

Rousskoié-Oustié est un petit hameau de sept maisons (sept « fumées », comme on dit dans le Nord). C'est beaucoup, puisque les autres hameaux du bord de la rivière n'en ont que deux ou trois. Il est à l'écart de toute route et les marchands d'Iakoutsk n'y viennent que deux fois par an : au printemps et à la Noël. Ils apportent quelques marchandises nécessaires qu'ils échangent contre des peaux de renards blancs. Les habitants se nourrissent exclusivement de poisson.

Pour juger de l'éloignement de Rousskoié-Oustié, qu'il me suffise de dire qu'il n'est éloigné du pôle Nord que de 2 000 verstes, tandis qu'on en compte 3 000 jusqu'à Iakoutsk qui est généralement considéré comme appartenant à l'Extrême-Nord. Pas de poste : je ne recevais les lettres de mes parents que deux fois par an et grâce à l'amabilité des marchands qui voulaient bien les prendre avec eux. Ces lettres étaient vieilles de neuf et dix mois. Il était d'ailleurs fort naturel qu'il n'y eût pas de poste à Rousskoié-Oustié, puisque *pas un seul habitant ne savait lire.* Il est difficile d'imaginer une région plus étrangère à la vie du reste des hommes. Aucun des habitants de Rousskoié-Oustié n'était jamais allé à plus de 500 verstes de là ; aucun, par suite, n'avait vu Iakoutsk. Quant à la Russie, c'était pour eux un pays fort problématique : 11 000 verstes les séparaient de Pétersbourg ; 6 000 verstes du chemin de fer.

La population d'une telle région est forcément restée très primitive. J'étais non seulement le premier déporté politique,

mais le premier homme de quelque instruction qu'on ait vu dans ces parages. Aussi me regardait-on parfois comme un habitant d'une autre planète. J'avais tant d'objets mystérieux ! Des livres, un appareil photographique et surtout une lampe à pétrole (j'avais aussi environ 20 lirtes de pétrole). Cette simple lampe est ce qui a le plus étonné ces pauvres gens. Ils la tenaient pour une merveille qu'on venait voir de 50 verstes à la ronde. Mes fusils aussi, qui tuaient de loin des rennes et des oiseaux, les transportaient d'admiration. Leurs armes étaient des arcs et des lances. J'avais l'impression d'être au milieu d'hommes figés dans une existence ancienne de plusieurs siècles. Les traîneaux à chiens sont leur unique moyen de transport. Pas la moindre forêt. Aucun habitant de Rousskoié-Oustié n'a jamais vu d'arbre vivant. Ni pain, ni lait, ni viande. Ils se chauffent avec le bois que le fleuve charrie en abondance.

J'ai vu, dans mes quatre ans d'Extrême-Nord, bien des choses curieuses ; j'ai aussi passé par bien des épreuves.

J'ai vu les jours de trois mois, pendant lesquels le soleil ne descend pas au-dessous de l'horizon, et les nuits de deux mois, quand le soleil n'émerge pas de l'horizon et donne pendant une heure ou une heure et demie à peine une lumière de crépuscule. Le reste du temps, les étoiles, qui semblent très proches, brillent d'un éclat très vif. Chaque nuit une fantastique aurore boréale s'étend sur la moitié du ciel. J'ai vu de terribles tempêtes pendant lesquelles la couche de neige dépassait le toit de ma maison : il fallait ensuite sortir de chez soi comme une taupe, en creusant sa route. J'ai appris à conduire des attelages de chiens et de rennes. Je passais mes hivers dans le silence des blanches solitudes, éloigné par tant de lieues de tout ce que je chérissais. Au printemps, je passais tout un mois à écouter le chœur varié des oiseaux innombrables qui viennent du Sud. D'interminables bandes de cygnes, d'oies, de canards et de bécasses arrivaient avec l'impétuosité d'un torrent ; elle suivaient la rivière ; leurs cris joyeux, après le silence de l'hiver, semblaient le chant d'ivresse de la vie renaissante. J'ai vu une industrie que bien peu d'Européens connaissent et qui peut donner quelque idée des richesses de cette sauvage contrée ; je veux parler de la chasse aux oies

pendant la mue sur les bords de l'océan Glacial. Pour imaginer quelle quantité d'oiseaux y vit et s'y reproduit, il faut avoir vu ces immenses troupeaux d'oies, qui se rassemblent pendant la période de la mue, quand elles perdent, pour une dizaine de jours, les moyens de voler. Pendant l'été de 1912, j'ai pris part à une chasse de ces animaux sur la mer où nous étions venus dans de minuscules embarcations. Nous étions de trente-cinq à quarante personnes réparties en quatre groupes et nous avons tué 15 000 oies. Elles sont sans défense ; on les entoure, on les pousse dans un filet et on les tue. Rien que dans le rabattage, le groupe où j'étais en a tué 2 500. Une fois mortes, ces oies sont mises dans la terre ; elles s'y congèlent et servent ensuite d'aliment aux chiens de trait.

J'ai appris à pêcher au filet, industrie sans laquelle on serait condamné à mourir de faim, car l'unique aliment de l'homme est le poisson. J'ai dû me déshabituer du pain : je suis resté un an et demi sans en voir un morceau. J'ai dû m'accoutumer à bien des choses et, par exemple, je n'arrive pas à comprendre encore comment j'ai pu vivre dans une maison où, le matin, avant que le poêle fût allumé, il faisait un froid de 10 degrés, et même de 20 pendant les tourmentes de neige.

Le plus pénible était d'être sans relations avec la Russie et dans l'impossibilité complète d'avoir des nouvelles de mes parents et de mes amis. Dans le meilleur cas, un télégramme ne pouvait pas m'arriver avant un mois et demi : le temps nécessaire pour aller d'Iakoutsk à Rousskoié-Oustié.

J'aurais dû, semble-t-il, m'ennuyer beaucoup dans une telle situation. Mais la vérité, c'est que je n'en avais pas le temps, tellement j'étais occupé. Je devais vaquer moi-même à mon ménage, être cuisinier, scieur de bois, porteur d'eau, pêcheur, chasseur. Tout cela me prenait déjà beaucoup de temps. Mais je faisais, en outre, de la photographie, de la météorologie, de l'ornithologie, de la médecine. Au printemps et en été, je me passionnais pour les oiseaux et j'ai pu faire parvenir au Musée zoologique de l'Université de Moscou quelques caisses de plumages. Les habitants me demandaient des secours médicaux, car ils me considéraient comme sachant tout, de sorte qu'il m'est arrivé de faire le médecin, sans la

moindre connaissance médicale. Mais je dois dire que, pour le pays, je n'étais pas un mauvais médecin : j'avais quelques livres et les remèdes les plus nécessaires.

Il est difficile d'imaginer ce qu'un homme de quelque instruction et s'intéressant à son entourage, peut faire dans une région aussi sauvage.

Dans mes quatre années d'Extrême-Nord, j'ai fait — avec des chiens ou des rennes — environ 10 000 verstes. J'ai pris bien des centaines de photographies ; j'ai recueilli de nombreuses observations météorologiques, ethnographiques et zoologiques, qui m'ont permis, à mon retour en Russie, de publier deux ouvrages sur cette région : l'un était consacré à sa description d'ensemble, l'autre à son commerce. Tous les deux ont donné au lecteur russe de nombreux renseignements jusque-là inédits.

On me demandera peut-être pourquoi je n'ai pas tenté de m'enfuir de Rousskoié-Oustié. J'ai bien essayé pendant la première année, mais sans succès. Je voulais m'enfuir vers l'Est, à travers les tribus nomades des Tchouktchis, atteindre le cap Tchoukotsky et passer de là dans l'Alaska et l'Amérique. Mais c'était physiquement impossible. D'ailleurs, outre la difficulté venant de l'immensité des distances, il y avait le fait que dans un pays aussi peu peuplé, tout le monde se connaît. Ma renommée, colportée par les peuplades nomades, s'étendait à des milliers de verstes. Aussi, quand, dans l'hiver 1912-1913, j'atteignis le plus proche campement des Tchouktchis pour m'avancer plus loin vers l'Est, le chef de ce campement, m'appelant par mon nom, me dit :

— C'est toi le savant russe qui soigne les gens et en a déjà guéri beaucoup?

Ce fut la fin de ma tentative de fuite. Il est plus aisé de se cacher dans la foule que dans un désert.

XXI

LE RETOUR EN RUSSIE

Mon temps de déportation finissait en 1914. J'étais réintégré dans tous mes droits et pouvais retourner en Russie. Mais auparavant je voulus, avec un ingénieur de mes amis, accomplir une petite expédition ayant pour but de découvrir l'embouchure de la Lena dans la mer. Si étrange que cela paraisse, cette embouchure n'a pas encore été explorée. La Lena est le plus grand, le plus puissant et le plus abondant des fleuves de Sibérie et l'un des plus grands du monde entier. Sa longueur totale, qui n'est pas encore définitivement établie, va de 8 000 à 11 000 verstes ; sa largeur atteint 6 verstes et, avec les îles, 60. Son immense delta a 500 verstes de largeur. L'abondance de son débit et la force de son courant font qu'elle roule à la mer d'énormes quantités d'alluvions et qu'elle se divise en un très grand nombre de bras. Or, jusqu'à présent, on n'a pas trouvé le bras qui serait assez profond pour que les grands bateaux venant de la mer pussent remonter la Lena.

Nous voilà donc partis sur un petit vapeur. Nous avons pénétré dans le delta, dépassé le monument funèbre de l'explorateur américain de Long et de ses camarades, qui périrent là en 1878, et nous sommes entrés dans la zone des brumes et des tempêtes marines ; déjà l'eau était salée. Mais il était écrit que nous n'immortaliserions pas nos noms par une découverte géographique. Le bras que nous avions pris allait toujours diminuant ; enfin notre bateau s'est arrêté : il touchait le fond. Toutes nos tentatives pour trouver un bras plus profond ont échoué, et il a fallu revenir.

J'étais de retour à Iakoutsk à l'automne de 1914. C'est là seulement que j'ai appris que la guerre avait éclaté en Europe et que la Russie y prenait part. — Le gouverneur d'Iakoutsk n'était plus Kraft, celui qui m'avait envoyé à Rousskoié-Oustié. Il avait été remplacé par un certain von Vitte qui, depuis la déclaration de guerre, avait déjà ôté le « von » de son nom pour cacher ses origines allemandes.

Je publiai dans un journal d'Iakoutsk quelques articles consacrés au commerce dans l'Extrême-Nord, et où je montrais que ce commerce consiste à escroquer, après les avoir enivrés, les indigènes naïfs et crédules. Ces articles firent quelque bruit. On me demanda de faire un rapport public sur cette question. Le gouverneur manifesta le désir de l'entendre. Je l'invitai, ainsi que tous les marchands qui faisaient du commerce dans l'Extrême-Nord et dont je dénonçais les procédés détestables. C'est en leur présence que je lus mon rapport qui consistait surtout en faits et en chiffres recueillis par moi sur les lieux mêmes. Je sollicitai la contradiction. Mais les marchands furent contraints de reconnaître l'exactitude de mes informations.

L'hiver approchait quand je partis pour la Russie, avec pour compagnon fidèle un chien que j'avais trouvé tout jeune chez des Toungouzes établis sur les bords de l'océan Glacial et qui ne m'avait pas quitté pendant mes années de déportation.

Depuis dix ans je n'avais pas vécu librement en Russie sous mon nom, toujours obligé de me cacher ou de vivre avec un faux passeport. Aussi ma nouvelle existence à Moscou, chez mes parents, me semblait-elle fort étrange. J'avais quelque peine à me faire à l'idée que j'avais une adresse permanente et non clandestine, mon téléphone, que je recevais mes lettres à mon nom, sans avoir besoin de me cacher. J'avais tant l'habitude de me sentir surveillé et d'avoir toujours quelque chose à cacher ! Certes je savais bien que maintenant encore j'étais suivi par la police, puisque je remarquais souvent des espions à mes trousses; mais je savais aussi que je n'avais plus à les redouter.

Les partis révolutionnaires étaient singulièrement affaiblis par la répression et, pendant la guerre, en Russie comme partout ailleurs, la vie politique était bien ralentie.

Au sein des socialistes russes deux courants s'étaient dessinés depuis la déclaration de guerre. Les uns défendaient la nécessité de participer activement à la défense de la Russie contre l'impérialisme allemand. Les autres plaçaient les intérêts internationaux au-dessus de l'intérêt national et voulaient avant tout la fin de la guerre, quelque prix que cela pût coûter

à la Russie. J'étais parmi les premiers. Nous étions convaincus qu'en prenant part à la guerre, et dans le processus même de la guerre, nous obtiendrions en même temps la libération politique de la Russie.

Pendant les années 1915 et 1916, je me liai étroitement avec Kerensky, qui était alors le chef de l'opposition d'extrême-gauche à la Douma et qui, par ses interventions dans les questions les plus diverses, attirait sur lui l'attention de la Douma et du pays. Il faisait, de Pétrograd, de fréquents voyages à travers la Russie. Quand il passait à Moscou, nous nous rencontrions toujours pour examiner avec passion la situation politique de la Russie. Nos vues concordaient.

Dans l'hiver de 1915-1916, je pus entreprendre la publication, à Moscou, du journal *Narodnaïa Gazeta*, où j'essayai de montrer la nécessité pour la démocratie russe de participer à la défense du pays afin d'obtenir, par là même, notre affranchissement politique. Comme il fallait s'y attendre, le gouvernement interdit mon journal au bout d'un mois.

Peu après, je fus mobilisé (j'avais trente-six ans en 1916). Mais au bout de deux mois, et à cause de ma mauvaise vue, j'étais rendu à la vie civile.

En janvier 1917, je m'installai à Pétrograd avec l'intention de faire du journalisme. C'est là que me trouva la révolution de mars, à laquelle j'ai participé dès le premier jour et qui, dans la suite, m'a pris tout entier.

XXII

LES DÉBUTS DE LA RÉVOLUTION DE 1917

On peut dire que la révolution de 1917 a surpris tout le monde. Mais on peut également affirmer qu'elle a été acceptée de tous et qu'elle a été la suite logique de tout le développement antérieur de la Russie. A cet égard les partis révolutionnaires avaient raison d'affirmer qu'on était à la veille de la révolution et qu'il ne fallait pas se laisser prendre à un calme de surface, sous lequel l'incendie couvait vraiment.

Le mouvement accidentel et local des ouvriers de Pétrograd a été l'étincelle qui a mis le feu aux poudres et ébranlé tout le pays. J'ai pu assister à tous ces événements et voir la façon dont ils ont surgi.

Les mouvements ouvriers de Pétrograd ont commencé après le 20 février 1917. Ils étaient liés à l'insuffisance du ravitaillement de la ville en blé et à la diminution du travail dans les usines. Je me souviens qu'un soir — le 23 ou le 24 — deux ouvriers se présentèrent au journal, envoyés et élus des ouvriers en grève d'une des plus grosses usines de Pétrograd, l'usine Poutiloff. Ils venaient nous demander de leur ménager une entrevue avec Kerensky. Je courus chez ce dernier et le ramenai au journal où j'assistai à son entretien avec les ouvriers. Ceux-ci considéraient comme un devoir de faire connaître les causes de la grève. Après un conflit entre les ouvriers d'un des ateliers de l'usine et les administrateurs, ceux-ci avaient décidé de fermer toute l'usine, parce que le travail, par suite du manque de charbon, allait fort mal. On avait ainsi mis à la rue quelques milliers d'ouvriers, dont les familles, par suite de la cherté et de la rareté des produits, mouraient de faim. Voilà ce que les deux délégués avaient voulu faire connaître au populaire membre de la Douma, afin de répudier toute responsabilité des suites possibles. Certes ni Kerensky, ni moi, ni les délégués ouvriers n'avions alors aucune idée de ce que ces suites allaient être.

Les événements prirent soudain une extrême ampleur. D'autres ouvriers se solidarisèrent avec ceux de l'usine Poutiloff, et bientôt tout Pétrograd était en grève. Les ouvriers parcouraient les rues en demandant du travail et du pain. Le gouvernement envoya contre eux des soldats, mais les soldats, — hier encore des ouvriers et des paysans, — refusèrent de tirer sur le peuple. La police seule fit usage de ses armes. Les cosaques mêmes se mirent du côté du peuple. La foule brisa la résistance de la police. Et c'est ainsi que se trouva accomplie la plus grande révolution du monde — simplement et puissamment. Elle fut aussi parmi les moins sanglantes, parce que, quelques jours seulement après le début de la grève, le pouvoir était passé aux mains d'une autorité nouvelle, le Gouvernement Provisoire, lorsque Nicolas II eut abdiqué.

Je me souviens parfaitement de ces grandes journées que j'ai passées dans la rue. Les partis révolutionnaires étaient, de très bonne heure, intervenus dans le mouvement. Je participai aux premières démonstrations sur la Perspective Newsky, où fut déployé le drapeau rouge, et je vis tomber la première victime. C'était près de la gare du chemin de fer Nicolas, sur la place Znamensky. Au milieu de la place, près du monument d'Alexandre III, un orateur haranguait la foule qui se pressait nombreuse autour de lui et il l'exhortait à lutter contre le gouvernement. Non loin se tenait un détachement de cosaques montés qui restaient neutres. Mais voici venir un petit détachement d'agents de police, dont l'officier donne l'ordre de tirer. L'ordre va être exécuté. La foule est inquiète. L'orateur continue sa harangue. Mais, dès la troisième sommation, je vois un cosaque épauler son fusil. Il tire et l'officier de police tombe mort. La foule désarme alors les agents et les disperse.

Je me rappelle les foules énormes qui emplissaient les rues, les cordons de police tendus sur la Perspective Newsky et balayant cette artère de leurs salves ; je me rappelle le bruit des fusillades, des tirs de mitrailleuses, des vitres brisées ; je revois une jeune infirmière avec sa croix rouge sur la poitrine et tombant blessée d'une balle à la jambe... Mais je me rappelle aussi les cosaques qui tenaient leurs fusils bien haut et qui allaient dans la foule en criant qu'ils ne tireraient pas contre le peuple et qu'ils étaient avec le peuple. A quoi l'on répondait par les cris de « Hourra ! Vivent les cosaques ! » En de nombreux endroits retentissait le chant de *la Marseillaise*...

Je me rendis au Palais de Tauride, siège de la Douma et lieu de rassemblement des chefs du mouvement révolutionnaire.

La première personne que j'y rencontrai, fut Kerensky. Il m'informa joyeusement qu'il avait fait procéder à l'arrestation du président du Conseil d'Empire, Chtchéglovitoff, et qu'il l'avait fait enfermer dans une salle du Palais de Tauride. Quelques libéraux de la Douma avaient protesté, mais il avait tenu bon. C'était la première arrestation d'un représentant de l'ancien régime, le premier acte du pouvoir révolutionnaire.

Il est difficile de donner une idée de ce que fut, pendant ces journées, le siège de la Douma, où battait vraiment le cœur de la révolution russe. C'est là que furent créés les premières organisations révolutionnaires et le premier gouvernement révolutionnaire. Des détachements de soldats et de matelots passés au peuple entouraient de leurs sombres masses le Palais de Tauride. A l'intérieur, une agitation et une vie comme n'en avaient certainement jamais vu les murailles que la Grande Catherine avait fait construire. Une foule s'y pressait dans le bruit des armes des soldats ; les organisations révolutionnaires et le Gouvernement Provisoire y tenaient des séances ininterrompues. Des armes en tas, des caisses de cartouches, des mitrailleuses avec leurs rubans et même des amoncellements d'engins à dynamite, mais personne ne s'en préoccupait. Parfois, au milieu de la foule, passait, sous escorte, quelque personnage arrêté qu'on conduisait à un pavillon spécial.

Kerensky était l'âme du mouvement. Je ne crains pas que cette affirmation soit taxée d'exagération. C'est à lui que tous demandaient des ordres. C'est lui que tous cherchaient. C'est lui qui, oubliant de manger et de dormir, était partout où il fallait être.

Au bout de quelques jours, il était bien clair que la révolution avait vaincu. Le tsar avait abdiqué ; ses ministres étaient tous arrêtés ; l'ordre était rétabli et le Gouvernement Provisoire se mettait à la besogne. Kerensky, qui avait le ministère de la Justice, me demanda ainsi qu'à Volkoff, un membre de la Douma, de faire le transfert des ministres arrêtés du Palais de Tauride à la forteresse Pierre-et-Paul. J'acceptai avec plaisir. Il était intéressant pour moi d'aller revoir, mais dans d'autres circonstances, la forteresse où j'avais été détenu six mois.

Les voitures automobiles ne furent prêtes que tard dans la soirée et le transfert eut lieu en pleine nuit. Il y avait douze ministres à transporter, et cinq voitures. J'étais chargé de l'ancien ministre de l'Intérieur, Makaroff, et de l'ancien ministre de la Justice, Khvvostoff. C'était justement sous le ministère de Makaroff que, quelques années auparavant, j'avais été détenu à la forteresse Pierre-et-Paul, et c'est sur l'ordre de Makaroff que j'avais été déporté en Sibérie. Les rôles étaient changés maintenant et je ne pouvais m'empêcher d'y songer.

Nous étions quatre dans ma voiture : les deux anciens ministres, un soldat revolver au poing et moi. Nos deux prisonniers paraissaient anéantis. Bien que l'heure fût tardive, il y avait beaucoup de monde dans les rues et la trompe de notre voiture ne cessait pas de corner. Les rideaux de nos portières étaient baissés et la foule se garait bien volontiers en entendant notre chauffeur crier : « Par ordre du Gouvernement Provisoire ! » Nous passons la Neva, nous franchissons une porte, puis une autre, puis encore une autre et nous roulons déjà, loin du bruit de la foule, sur un épais tapis de neige, tandis que sonne l'horloge de la forteresse que je connais si bien. Un essaim de souvenirs m'assiège. Tout cela est-il bien vrai? Tout cela n'est-il pas un songe?

Les voitures s'arrêtent devant le corps de garde, tout comme jadis... Quelqu'un s'avance pour recevoir les prisonniers. Je n'en crois pas mes yeux : c'est le colonel Ivanichine, celui-là même qui, sept ans auparavant, était mon geôlier... Il est empressé et accomplit les formalités d'incarcération. Nous voici dans le cabinet du commandant de forteresse où j'avais été amené une fois, quand les gendarmes avaient essayé de me faire parler. Nous montons un escalier que je connais bien, pour y être passé tous les jours pendant six mois avant et après la promenade. Et voici maintenant le corridor des cellules, le bruit des clefs et des portes qu'on ouvre. Et si tout cela n'était qu'un songe? Et si c'était sur moi que la porte va se refermer? Mais non. Ceux que les portes retiennent dans l'ombre des cellules, ce sont bien les représentants du régime détesté qui a fait souffrir et mourir derrière ces pierres tant des meilleurs enfants de la Russie... Et le colonel Ivanichine s'efface aimablement devant moi, commissaire extraordinaire du Gouvernement Provisoire.

Je le regarde avec insistance. M'a-t-il reconnu? A-t-il reconnu son ancien prisonnier? Il ne dit rien. Je me tais aussi. Il est impossible qu'il ne m'ait pas reconnu : j'ai mis mon nom au bas de l'acte d'incarcération.

Au retour et après avoir informé Kerensky de l'accomplissement de notre mission, je lui marquai mon étonnement d'avoir vu au commandement de la forteresse un fidèle serviteur de l'ancien régime, l'homme qui, pendant tant d'années, avait

été le geôlier des révolutionnaires. J'estimai qu'Ivanichine devait être remplacé par un homme de confiance. Kerensky en tomba d'accord et donna par téléphone l'ordre de renvoyer Ivanichine sur-le-champ et de mettre à sa place l'officier qui, pendant les journées révolutionnaires, avait occupé la forteresse.

Quel sentiment est plus doux que celui de la victoire? L'ennemi, contre lequel nous avions mené une si longue et si sanglante lutte, gisait à nos pieds désarmé. Le pays que son régime despotique avait laissé en arrière de tous les autres, se trouvait d'un seul coup à l'avant-garde et devenait l'État le plus démocratique du monde. Toutes les libertés sont instaurées, les partis peuvent engager librement leur action, la presse est indépendante, les meetings sont permis. Les prisons ont ouvert leurs portes, les toundras de Sibérie ont rendu leurs déportés; l'Europe, ses exilés. Que de rencontres joyeuses et inattendues ! Mon ami Abram Gotz est revenu de Sibérie. De France sont arrivés mes amis Avxentieff et Fondaminsky. Nous voici réunis comme quinze ans auparavant, quand nous étions étudiants de la même Faculté. Mais maintenant ce n'est pas la science qui nous rassemble ; c'est le désir de travailler au bonheur de notre patrie affranchie. Nos rêves les meilleurs sont réalisés... Qui eût pu résister à cette ivresse?

VLADIMIR ZENZINOFF

(TRADUIT PAR J.-B. SÉVERAC)

LES LETTRES ET LA VIE

L'été prochain s'annonce très stendhalien. M. Édouard Champion va reprendre la publication de l'édition définitive des *Œuvres complètes* de Stendhal, si heureusement inaugurée par son père, M. Honoré Champion. Le jeune et savant éditeur vient, en outre, de découvrir et se propose de reproduire en fac-similé un exemplaire de l'original de *la Chartreuse de Parme*, interfolié de feuillets manuscrits, où Beyle, s'inspirant des critiques incluses dans le fameux article de Balzac sur le livre, a tracé une foule de corrections, d'additions, de variantes, toutes de l'intérêt le plus vif. Enfin, à la même librairie, M. Paul Arbelet, un de nos meilleurs experts-beylistes, publie deux forts volumes sur la *Jeunesse de Stendhal*.

Voilà une série d'hommages dépassant de loin tout ce que l'auteur de *la Chartreuse* espérait du public de 1880 ou de 1900. Car vous vous souvenez que c'était à ces dates qu'il avait fixé le plein succès de ses ouvrages.

Ce trait de prescience littéraire a été souvent rappelé. Il constitue en effet, mieux que le vague appel aux lecteurs futurs, formulé par tant d'auteurs aigris : un véritable billet à ordre tiré sur la postérité. Cependant, je ne suis pas sûr que, dans la fixation de la date, Stendhal n'ait pas anticipé de quelques années.

Sans doute, depuis 1880, dans l'ascension de sa gloire posthume, on signalera quelques stades importants : notamment, en 1883, l'article que lui consacra M. Paul Bourget dans les *Essais de psychologie contemporaine*, puis, trente ans plus tard, en 1913, le numéro spécial que lui dédia la *Revue Critique*.

Toutefois, dans ces deux manifestations comme dans le mouvement stendhalien qui s'ensuit, l'œuvre de Beyle semble autant célébrée pour ses qualités intrinsèques que pour le renfort qu'on y trouve contre certaines écoles ou certaines doctrines.

Ce génie multiforme offre effectivement une telle variété d'idées qu'il réalise une sorte d'arsenal où tous les camps pourront puiser des armes à leur gré. Prôné en 1840 par Balzac comme un maître du réalisme, en 1883 il servira aux psychologues pour contrebattre le naturalisme. Présenté en 1898 par Brunetière comme ayant « fourni au romantisme trois des principes essentiels de son esthétique », en 1913, le néo-classicisme l'adoptera comme un repoussoir aux égarements romantiques et comme le type le plus accompli de la tradition classique. Dans les deux cas, érigé en porte-fanion ou en machine de guerre, il gagne certes des fidèles, des partisans. Mais on l'y voit peut-être moins encensé comme artiste que comme chef d'école, moins aimé pour lui-même que contre d'autres.

Si bien que cette tendresse ingénue et spontanée qui rallie d'instinct les lecteurs à un auteur, cette admiration communicative qui, sans moniteur ni guide, crée autour de son œuvre un culte et une immense famille d'amis — c'est à peine maintenant si pour Beyle l'aurore commence à en poindre.

Regardez plutôt en arrière. Il y a bien eu vers 1850 l'envoûtement de Taine par Stendhal et la petite poussée stendhalienne issue de Normale. Il y a bien eu de 1883 à 1905 encore, l'instauration de la chapelle beyliste, la fondation du *Stendhal Club* avec ses minuscules effectifs de membres militants ou platoniques. Mais qu'est-ce que cette vogue quasi confidentielle et ces fanatismes en petit comité près de la faveur retentissante dont bénéficiaient alors d'autres maîtres?

Assurément, durant cette période, pour les écrivains, pour les lettrés, Stendhal « existe ». La littérature du moment ne

le nie pas. Elle s'applique même sincèrement à le goûter. Au fond, néanmoins, si on lisait dans son cœur, nulle affection. Elle respecte Stendhal. Elle ne le chérit pas.

L'opinion de Flaubert, on la connaît, il l'a dite en mainte de ses lettres. Il n'« avale » pas Stendhal, il n'en veut pas. Les Goncourt ne paraissent guère en faire plus de cas. Zola? Un article sympathique, compréhensif par endroits, mais où perce à chaque ligne l'antinomie entre son tempérament et celui de Beyle. Dans *A Rebours*, Huysmans y mettra moins de formes : « Langue administrative, incolore, aride, prose en location, tout au plus bonne pour l'ignoble industrie du théâtre. » Voilà pour le style de Stendhal. « Labyrinthes psychologiques, astucieux démontages. » Voilà pour ses créations. Et chez d'autres qu'on pourrait croire plus près de l'auteur de *Lamiel*, à défaut d'hostilité, la presque indifférence. Dans les quatre volumes de *la Vie littéraire* de M. Anatole France pas une page sur Stendhal. Dans *les Contemporains* de Lemaître tout juste un article sans chaleur sur les *Souvenirs d'égotisme*. Dans *l'Élite*, où Rodenbach a ciselé avec amour et précision les médaillons des écrivains actuels ou antérieurs, dignes de la cimaise d'alors, pas un mot sur Stendhal. En résumé, comme je vous disais : considération, estime, mais aucun élan.

A distance, aujourd'hui, cette froideur étonne. Et pourtant, il n'est pas très difficile d'en démêler les causes.

D'abord, entre la littérature de la fin du siècle dernier et Stendhal se dressait un obstacle énorme, infranchissable : le style. Je vous ai dit, dans un précédent article, l'importance quasi superstitieuse qu'attachaient les générations littéraires de cette époque — aînés et cadets — au style ou plutôt à un certain style dont les règles étaient moins formulées que ressenties par le goût de l'époque. Également marqués par soixante années de romantisme, parnassiens, impressionnistes, naturalistes, tous là-dessus étaient d'accord. Pour qu'un style les séduisît, il le leur fallait musclé, plastique, sans bavures, nettement coloré, tonifié de constantes images. Et tout style qui n'était pas cela, pour eux n'était pas du style, les rebutait comme de la mauvaise écriture, de l'art médiocre, de la pacotille.

Quoi de plus loin que Stendhal d'un pareil idéal? En 1840 Balzac, pour caractériser son talent, l'avait exclu de ce qu'il appelait *la Littérature des images* pour le ranger dans *la Littérature des idées*, qui « se recommande par sa sobriété d'images, par la concision, par la netteté, par la petite phrase à la Voltaire, par une façon de conter qu'a eue le XVIIIe siècle », — bref par tout le contraire de ce qu'on réclamait du style entre 1880 et 1900. Figurez-vous un lecteur, un lettré de cette période, abordant Stendhal. Dès les premières lignes il sera choqué, déçu par une forme si contraire à celle qu'il a pris l'habitude d'aimer, à celle qui sonne pour lui le talent, la valeur littéraire; et s'il parvient à poursuivre sa lecture, ce ne sera que par un effort de la volonté. En réalité, avouée ou non, entre les lecteurs d'alors et Stendhal, peu à peu s'accuse la même antipathie qu'entre des Esseintes et lui; et, plus ou moins ouvertement, la plupart partagent à son sujet l'agacement d'Huysmans : « Prose de location, astucieux démontages », etc., etc.

Mais ce n'est pas tout. A ces motifs d'incompatibilités nés du style vont s'en joindre d'autres résultant de l'affectation qu'a assignée à Beyle l'histoire littéraire. Dès 1855 le public a en mains ses œuvres complètes, dix-sept volumes in-douze, à trois francs, publiés par la librairie Michel Lévy. Sur ces dix-sept volumes, douze au moins sont consacrés à des récits de voyages, des études d'art, des impressions musicales, des souvenirs personnels, des lettres intimes. Néanmoins, par un consentement tacite et bizarre, critiques et lecteurs s'accordent pour ne retenir du lot que deux ou trois volumes : les romans et les nouvelles, *Armance, le Rouge et le Noir, la Chartreuse, l'Abbesse de Castro* et peut-être, à cause de son titre, *De l'Amour*. Envers tout le reste, négligence sinon aversion. Et pendant cinquante ans, aux yeux du public, ou dans les manuels, Stendhal ne comptera que comme romancier.

Observateur minutieux, collecteur de petits faits, passionné de vérité humaine, si éliminatoire et restrictive qu'elle soit, cette étiquette va probablement le servir vers 1880, dans un moment où le roman tient une vogue sans précédent et où l'amour du réalisme domine ? Hélas ! c'est oublier que les romans de Stendhal aussi bien que

son réalisme représentent les antipodes mêmes de ce qui plaît alors.

Un chef-d'œuvre, paru il y a une trentaine d'années avant, semble en avoir déterminé les règles *ad æternum* : composition impeccable, digressions formellement interdites, équilibre parfait entre les divers chapitres, les divers épisodes, commencement, milieu et fin nettement délimités et suivant une progression rigoureuse, chacun en fonction des autres, description psychologique des personnages animée par leur description physique, peinture des personnages corsée par la peinture des sites, des décors, des intérieurs. Ce livre-type, ce livre-canon d'où l'on a tiré ces axiomes, s'appelle publiquement : *Madame Bovary*. Mais entre eux les initiés, les professionnels l'appellent : *la Bible*. Et pieusement, dans tous leurs écrits, ils se font un devoir d'en respecter les commandements. Parcourez les romans de cette époque, les meilleurs comme les moins bons. Vous y retrouverez ponctuellement observés tous les préceptes ci-dessus. Et quelles merveilles de charpente ! Pas un morceau qui dépasse, pas un écrou qui joue. Tout y est pesé au carat, ficelé à triple tour, vissé à fond sur toutes les jointures...

Là-dessus, j'ouvre Stendhal et je le consulte sur ses procédés de composition. « J'ai fait quelques plans de romans, écrit-il à Balzac, mais faire un plan me glace. Plus ordinairement je dicte vingt-cinq ou trente pages, puis, lorsque le soir arrive, j'ai besoin d'une forte distraction ; le lendemain matin il faut que j'aie tout oublié. En lisant les trois ou quatre dernières pages du chapitre de la veille, le chapitre du jour me revient... Pour *la Chartreuse* il y a eu soixante ou soixante-dix dictées ; *j'étais pressé par les idées* ; j'égarai tout le morceau de la prison que je dus refaire... » Dans la préface de *Lamiel* il écrit : « Je ne fais point de plan. Quand cela m'est arrivé, j'ai été dégoûté du roman par le mécanisme que voici : je cherche à me souvenir, en écrivant le roman, de choses auxquelles j'avais pensé en écrivant le plan, et chez moi, le travail de la mémoire éteint l'imagination... La page que j'écris me donne l'idée de la suivante... » Encore dans la lettre à Balzac : « On me dit depuis un an qu'il faut quelquefois délasser le lecteur en

décrivant le paysage, les habits... Ces choses m'ont tant ennuyé chez les autres ! »

Les autres, c'est-à-dire les méticuleux et consciencieux romanciers de la fin du siècle dernier, vous devinez leur instinctive irritation devant des romans conçus ainsi, à la va-comme-je-te-viens, et si enfiévrés par les idées, si dédaigneux des extériorités ou de la matière. On ne cite d'eux, contre *le Rouge et le Noir* ou *la Chartreuse*, aucun blasphème formel. Mais il est facile de saisir à quel point des romans si à l'opposé de leurs convictions, devaient leur déplaire, les horripiler, voire même les exaspérer.

Resterait maintenant à expliquer comment, peu à peu, nous sommes revenus de préventions qui, voici trente ans, nous paraissaient indestructibles. Et ce second mystère ne me paraît pas plus inextricable que le premier.

Une évidence d'abord l'éclaire : c'est qu'à l'égard du style notre sensibilité a beaucoup changé. Certes, nous ne sommes pas complètement désintoxiqués de ce penchant pour le relief, la couleur, l'ingéniosité qui nous dominait jadis. Maintes fois même nous n'avons pas d'autre guide que lui dans nos impressions sur les écrivains nouveaux. Un jeune auteur qui écrit avec brio, avec des images neuves, mécaniquement nous frappe, nous attire, se détache. Et même aujourd'hui, les débutants qui n'apporteraient pas à leur style plus de « coquetteries » ou d' « élégances » que Stendhal, quelles que fussent leurs qualités foncières, risqueraient d'assez forts retards d'avancement à ce mépris des vains ornements.

Il n'en demeure pas moins, que malgré notre résidu de prédilection pour le style de naguère, celui de Stendhal, qui en est si différent, a cessé de nous indisposer. Non que nous nous illusionnions sur la clarté qu'il s'attribuait et que souvent il est loin d'atteindre. Non que nous constations toujours chez lui cette limpidité, cette précision du Code civil qu'il se vantait de prendre pour modèle. Nous restons, au contraire, très lucides sur le style de Stendhal, et si nous en apprécions davantage certains tours prestes, certaines nudités, certaines impertinences, ni ses imperfections, ni ses négligences, ni l'abondance chez lui des locutions banales ou des phrases

toutes faites ne nous échappent. Seulement, dans les bons endroits, il se montre si spontané, si primesautier, si exempt de toute virtuosité, que nous passons volontiers sur ses faiblesses. Et par là, le vœu de Stendhal se trouve accompli. Pendant trente ans de carrière, il a poursuivi la rhétorique d'une haine farouche : aujourd'hui, l'ennemie à bas ou presque, il touche la juste prime de sa tenace hostilité.

Y eut-il, dans ce revirement de nos goûts, l'imprévu d'un coup de théâtre? Je ne le pense pas, puisque, dès 1881, le souci de ces changements possibles tourmentait déjà Émile Zola. Je vous ai précédemment cité de lui une conversation avec Tourguenef où se faisaient jour ses doutes sur l'utilité des scrupules de style, qui régnaient alors.

Voici un autre passage sur ce sujet encore plus significatif : « Le pis est que ma conviction a fini par être que le jargon de notre époque, cette partie du style purement de mode et qui doit vieillir, restera comme un des plus monstrueux jargons de la langue française. Ce qui vieillit surtout, c'est l'image. Dans sa nouveauté l'image séduit. Puis, quand elle a été employée par deux ou trois générations, elle devient un lieu commun, elle est une guenille, elle est une honte. Voyez Voltaire, avec sa langue sèche, sa phrase nerveuse sans adjectifs, qui raconte et qui ne peint pas : il demeure éternellement jeune. Voyez Rousseau qui est notre père, voyez-le avec ses imaginations de rhétorique passionnée : il a des pages insupportables. Nous voilà bien lotis, nous autres qui avons renchéri sur Rousseau et qui doublons la littérature de tous les arts, peignant, taillant les phrases comme des marbres, exigeant des mots le parfum des choses. Tout cela nous prend aux nerfs, nous trouvons tout cela exquis. Seulement que diront nos petits-neveux? Leur façon de sentir aura changé et je suis convaincu qu'ils resteront stupéfaits en face de certaines de nos œuvres. Presque tout y aura vieilli. Trop de jargon et un jargon d'autant plus fâcheux qu'il est d'une rare perfection de forme : voilà mon opinion sur notre époque littéraire. Ce n'est pas parce qu'il est en beau style qu'un livre vit ; c'est lorsqu'il est humain et d'une forme simple et précise dont les lecteurs de toutes les époques

pourront s'accommoder. Il faudrait nous débarrasser de nos procédés, ne pas croire surtout qu'on forcera l'immortalité parce qu'on aura évité les répétitions de mots ou compté les virgules dans une page. Veut-on savoir le style que je rêve parfois? Je suis trop de mon temps, j'ai trop les pieds dans le romantisme pour songer à secouer complètement certaines préoccupations de rhétorique. Je garderais donc tous nos raffinements d'écrivains nerveux, les heureuses trouvailles, les épithètes qui peignent, les phrases qui sonnent. Seulement, dans ce style si capricieusement ouvragé, si chargé d'ornements de toutes sortes, je voudrais porter la hache, ouvrir des clairières, arriver à une clarté plus large. Moins d'art et plus de solidité. Un retour à la langue si nette et si carrée du XVIIe siècle. Un effort constant pour que l'expression ne dépassât pas la sensation... Les étrangers ne comprennent absolument rien à nos soucis de style. Jamais aucun mouvement semblable n'a eu lieu dans leur littérature. Nous seuls nous sommes mis martel en tête pour tirer des mots une essence particulière [1]... »

Quelle prophétie ! Et quelle lumineuse projection sur les vicissitudes du style de Stendhal dans notre faveur ! Hier incolore et terne dans l'éclat de la rhétorique ambiante. Puis aujourd'hui que cette rhétorique baisse, le voilà qui reprend toute la netteté de ses contours, toute la puissance de son charme, toutes ses séductions.

Ce serait pourtant étrangement s'abuser, que de réduire ce regain de vogue à un simple changement de mode où le dégoût de la rhétorique aurait tout fait. Car la cause en est autrement profonde et réside, selon moi, surtout dans la publication des journaux intimes de Beyle.

Coup sur coup, entre 88 et 95, on nous a donné les *Souvenirs d'égotisme*, le *Journal, la Vie d'Henri Brulard*, et brusquement s'est trouvée bouleversée la conception que nous nous faisions de Stendhal.

Au lieu du technicien, du romancier plus ou moins habile que nous présentaient les manuels, les journaux nous ont mis soudain en face d'un des esprits les plus originaux, d'une

1. *Les Romanciers naturalistes.* — Fasquelle.

des sensibilités les plus aiguës, d'un des tempéraments les plus personnels dont l'histoire nous offre l'exemple.

Nous ne connaissions en Beyle que le conteur. Les journaux nous ont divulgué l'homme — un homme nu avec toutes ses passions, toutes ses générosités, tous ses nobles élans, toutes ses petitesses. Et ç'a été aussitôt chez nous l'émoi que cause toute large ouverture sur l'humaine nature.

« Dans quelques années, écrivait M. Paul Bourget à propos des *Souvenirs d'égotisme*, ce fragment sera considéré comme un ouvrage à mettre sur un même rayon de bibliothèque avec certains chapitres des *Confessions* de saint Augustin, le *Journal intime* de Constant, *Mon cœur mis à nu* de Baudelaire et quelques autres de ces chefs-d'œuvre, sublimes ou coupables, de sensibilité avouée, comme il n'y en a pas vingt dans toutes les littératures. »

Dès lors une interversion totale s'imposait dans notre façon de lire et d'étudier Stendhal. Jusque-là on l'abordait par ses romans qui n'étaient que les aboutissements et comme les objectivations de sa pensée intime. En nous révélant combien chez lui la qualité du cœur et de l'esprit égalait sinon primait les dons du romancier, les journaux posthumes nous indiquaient que l'ordre à suivre serait désormais l'inverse. Comment goûter pleinement *Armance, le Rouge et le Noir, la Chartreuse,* émanations si directes de la sensibilité de Stendhal, de ses réflexions, de son expérience, sans au préalable connaître intimement sa personnalité? Et comment s'initier aux évolutions de cette personnalité sans avoir lu d'abord tous ces volumes qui, sous couleur d'études d'art ou d'histoire ou de voyages, ne forment qu'une série continue de confessions?

Procédure devenue aujourd'hui si courante que je sais nombre de lecteurs qui prennent presque plus d'agrément à lire son *Rome, Naples et Florence*, sa *Correspondance*, ou sa *Peinture en Italie* que tels de ses plus célèbres romans — et d'autres qui dans ses romans mêmes ne se plaisent qu'à découvrir des rappels de tel ou tel trait de sa carrière. Partout, dans tous ses livres, c'est Stendhal que nous cherchons, que nous poursuivons. L'homme a remplacé dans notre tendresse le professionnel, et alors vous pensez si de-ci de-là

quelques inégalités de style nous sont égales, ou si même nous ne trouvons pas une certaine grâce à ses plus lourdes gaucheries de facture...

Un des attraits du livre de M. Paul Arbelet, que je vous mentionnais au début, consiste à nous ménager un long et cordial tête-à-tête avec notre grand ami.

Parlez-nous de lui, grand'mère,
Parlez-nous de lui !

Et M. Arbelet en parle fort bien, fort sagacement, avec toute la compétence et toute la sympathie d'un vieux familier de l'auteur. Les divers journaux posthumes de Stendhal ne laissaient pas beaucoup à ajouter sur l'histoire de ses premières années. Mais ils étaient égaillés, se répétaient, offraient des lacunes. M. Arbelet a précisément entrepris de colliger et de compléter tous ces morceaux épars, suivant le jeune Beyle pas à pas, surveillant de près ses dires, contrôlant sévèrement ses affirmations, les appuyant de preuves quand elles sont vraies, les rectifiant sans pitié quand elles altèrent la vérité. Et de l'ensemble se dégage une figure très vraie, très vivante, on pourrait dire définitive.

Stendhal lui-même, je crois, serait resté pantois devant la documentation de M. Arbelet. Ainsi, du temps où il courtisait si éperdument Angiola Pietragrua, savait-il que dans la même ville vivaient trois autres Pietragrua que le mari, l'un fabricant de boutons, l'autre loueur de chevaux, le troisième marchand de fromages? Je vous cite ce détail entre cent pour vous montrer la conscience de M. Arbelet à fixer les moindres points de l'histoire stendhalienne.

Avec une telle exactitude, que de passages piquants en perspective quand M. Arbelet atteindra au fort de la liaison de Stendhal et de madame Pietragrua ! Car j'oubliais de vous aviser que cette biographie de Beyle ne dépasse pas 1802. Quoi? Deux gros volumes de sept cents pages pour nous conter la prime jeunesse d'un gigolo de dix-neuf ans ?

Je concède que le cas est exceptionnel et que jamais illustre capitaine, peintre de génie, musicien sublime, n'obtinrent

des historiens pareil zèle; mais vous m'accorderez aussi que, pour la littérature, c'est plutôt flatteur.

***

Voilà bien longtemps, il me semble, que je ne vous ai parlé des conteurs. Ce n'est pourtant pas faute d'en avoir lu, car leur production n'a marqué nul ralentissement. Malgré la répugnance des éditeurs pour ce genre de volumes, rarement les recueils de contes ont tant abondé. Et c'est ainsi depuis trente ans. Les éditeurs ne se lassent pas de répéter : « Plus de volumes de contes, le public n'en veut plus, cela ne se vend pas. » Après quoi, ils ne cessent d'en publier. Nous avons là un cas de sadisme spécial que je recommande aux méditations de nos psychiatres et neurologues.

La dernière fois que je vous ai entretenu du conte — il y aura bientôt deux ans — je crois me souvenir que mon diagnostic sur l'état du genre n'était guère optimiste. Je notais la sorte d'usure, de consomption dont il semblait miné, et je constatais que, depuis une dizaine d'années, le seul véritable tempérament de conteur que nous eussent peut-être révélé les lettres était M. Georges Duhamel.

Mes conclusions présentes ne seront, hélas ! guère différentes des premières. Et au dépérissement que je déplorais je vois aujourd'hui à peu près les même causes, dont la principale est sans contredit l'abus que les gazettes ont fait du conte.

Toutes peu à peu y sont venues. Après les journaux populaires, ç'a été les journaux d'information, puis même les journaux financiers, tous poussés par un précepte qui fait loi : « Dans un journal, il faut quelque chose à lire pour les femmes. »

Galanterie qui, pour un peu intéressée qu'elle semble, n'en serait pas moins fort louable sans les fâcheuses tentations auxquelles elle expose nos débutants de lettres.

Oh ! ce n'est pas tant l'argent. Au service du conte, le jeune écrivain n'est guère plus riche que le militaire à celui de l'Autriche. Prix moyen du conte, une cinquantaine de francs, maximum une centaine, le quart ou la moitié d'une paire de bottines !

Mais c'est un débouché, de la publicité, votre nom imprimé dans les feuilles. Et puis un conte, — du moins la plupart des débutants se le figurent, — c'est le type de la besogne facile. Il y suffit — du moins beaucoup le pensent — d'une historiette quelconque, d'une petite anecdote bien troussée, d'un souffle, d'un rien. Et les contes de pleuvoir, de s'entasser aux bureaux de rédaction ! Comment avec ce *sweating-system* espérer — sauf miracle — quelque chose de bon ?

Prenons le plus fécond et le plus magistral de nos conteurs, j'ai nommé Maupassant. Même au temps de sa meilleure forme, de sa plus grande vogue, rappelez-vous les longs intervalles, des dix jours, des quinze jours, parfois plus, qui séparaient les publications de ses contes. Puis mettez en regard nos conteurs du jour qui abattent, en se jouant, leurs quatre ou leurs huit contes par mois. Si imaginatifs que vous les supposiez, forcément à ce travail intensif, à cette fabrication en série, leur rendement ne pourra être que d'inférieure qualité.

Anémié, surmené par l'abus il semble donc bien que le conte ne recouvrera la santé et la vigueur que par un régime de restrictions. Mais ces restrictions mêmes nous donneront-elles l'équivalent des grands conteurs d'il y a vingt ou trente ans ? C'est ce dont je viens à douter.

Rien ne me dit qu'au sujet du conte nous ne sommes pas dupes d'une illusion due aux traités de rhétorique et aux manuels de littérature. Ceux-ci de tout temps nous ont présenté le conte comme un genre. Pour ma part, je croirais plutôt que c'est un don.

N'envisageons que le XIXe siècle. Avant la venue d'Alphonse Daudet, qui citerez-vous comme conteur, j'entends comme écrivain excellant dans l'art de ramasser en quelques lignes un récit vivant et significatif?

En dehors de Mérimée, personne. Par contre, dès les *Lettres de mon moulin*, durant trente ans, toute une suite ininterrompue de conteurs accomplis. Après Daudet, Maupassant, puis Mirbeau, Hervieu, M. Marcel Prévost, puis Marcel Schwob, Alphonse Allais, Jules Renard, M. Courteline, M. Pierre Louys, M. Tristan Bernard pour aboutir à Charles-Louis Philippe. Et ici nouvelle interruption jusqu'aux débuts

de M. Duhamel. De jeunes romanciers en vue comme M. Henri Duvernois, M. Binet Valmer, M. Charles-Henry Hirsch qui ne pratiquent le conte qu'accessoirement, comme un à côté de leur œuvre, de jeunes poètes comme M. André Salmon ou M. Valery Larbaud qui ne s'y adonnent que par intermittences et par délassement de la poésie. Mais comme véritable spécialiste du conte, un seul grand nom et encore qui est d'outre-Manche : Kipling.

Si ces remarques sont exactes, le conte constituerait à la rigueur un genre, mais un genre à floraisons discontinues, sporadiques et réduit à la stérilité quand il ne trouve pas pour fleurir le terrain de tempéraments propices.

Vous jugerez peut-être cette conception du conte un peu rigoureuse et scientifique. Notez cependant tous les espoirs qu'elle ouvre aux conteurs de demain et aussi toute l'attention qu'elle commande envers les nouveaux adeptes du genre. Quelle joie si parmi eux émergeait un Daudet, un Maupassant, un Charles-Louis Philippe ! Ne les quittons donc pas de l'œil et, sans plus tarder, parmi ceux qui se distinguent déjà opérons une brève prospection.

Je ne vous reparlerai pas de M. Roland Dorgelès ni de M. Alexandre Arnoux que j'ai déjà étudiés et qui se sont surtout brillamment classés comme conteurs de guerre. Et je passerai, sans autre préambule, à quelques conteurs civils qui méritent considération.

D'abord M. André Maurois qui nous apporte luxueusement éditées les nouvelles aventures de son si sympathique héros Bramble[1]. Depuis 1917, comme il était juste après ses succès, le populaire colonel a été promu général. Mais dans les grandeurs il n'a rien perdu de son charme.

Nous retrouvons ici toute la finesse et toute la délicate ironie de M. Maurois, et nous ne pouvons lui souhaiter pour son prochain livre qu'un personnage aussi neuf, aussi bien venu.

La Confession du chat[2] a valu à son auteur, M. Gaston Picard, la *Grande Bourse de Voyage*. Si je mentionne cette particularité ce n'est pas par enthousiasme immodéré pour les récompenses officielles. C'est plutôt parce que, pour la première fois, le

1. Grasset.
2. Albin Michel.

prix en question, accordé jusqu'ici à des poètes ou des romanciers, est décerné aujourd'hui à un conteur. Attribution sûrement voulue et qui me paraît avoir eu pour objet d'encourager le genre.

Le premier conte qui prête son titre au recueil m'a semblé bien artificiel. Mais dans les autres il y a du mouvement, de la vie, de la sensibilité, un ton souvent personnel. Ces qualités sont parfois, hélas ! gâtées par d'inutiles outrances, ou bien on y discerne les traces de certaines influences, celles par exemple de Poë, de Dostoïewski ou encore de M. André Salmon et de M. Francis Carco. Au résumé, des récits qui, malgré obscurités ou violences superflues, laissent rarement indifférent et qui dénotent de réelles aptitudes au conte.

Autre début intéressant dans le genre, celui de M. Max Jacob avec *Cinematoma*[1]. Dans la *Défense de Tartufe* le cubisme de l'auteur donnait déjà de graves signes d'assagissement. Dans *Cinemotoma* ces signes s'accentuent encore et accusent chez M. Max Jacob des velléités à devenir comme qui dirait un jaune du cubisme. Les récits s'y présentent sous forme de confessions individuelles prêtées à des personnages de sexe et de classe diverses. C'est sans doute une des formes licites du conte. Ce n'en est pas la plus difficile. Le mérite de ces nouveaux souvenirs d'égotisme réside surtout dans le ton que prend chaque confession selon le personnage et dans la vraisemblance de ce ton. Je n'affirmerai pas que chacun de ces contes autobiographiques réalise un modèle de composition et de logique. Néanmoins à presque tous la verve ou bien l'émotion de M. Max Jacob ajoutent leur accent si curieux. Et certains de ces récits, comme *la Dame qui aime chasser l'homme* ou *le Marin qui a navigué en 1843*, approchent, soit dans le comique, soit dans le dramatique, tout près de la perfection.

Enfin un recueil de contes bien agréable, c'est celui de M. René Bizet, *Peines de rien*[2]. Dans le précédent volume de M. Bizet, *la Sirène hurle*, ni la couleur, ni la sensibilité ne faisaient défaut. Ici cette dernière domine, s'exprimant dans des contes d'un art plus sobre, plus discret, plus accompli.

1. Éditions de la Sirène.
2. Kundry, à Genève.

Lisez, entre autres, *le Baiser perdu.* Sur un pareil conte la critique de jadis n'eût pas manqué de définir M. Bizet un Mérimée tendre. Moi, après lecture de cet exquis récit, si j'étais directeur de journal, je sais bien ce que je ferais. Je commanderais à M. Bizet dix contes par an, en le couvrant d'or, avec interdiction formelle toutefois d'en rédiger un seul de plus ; et, au bout de l'année, vous verriez le joli recueil. Mais, voilà, je n'ai ni journal, ni or !

Du côté contes, comme vous voyez, butin en somme assez mince. Seulement, il reste la nouvelle. Encore un genre qui bat de l'aile. Depuis des années M. Paul Bourget, par la voix ou par la plume, a beau se lamenter sur l'injuste abandon dont pâtit la nouvelle, ses doléances ne trouvent nul écho. La question pratique entre pour beaucoup dans cette défaveur. En librairie, la nouvelle offre les mêmes inconvénients qu'au théâtre la pièce en un acte : placement malaisé. Elle ne fournit pas la matière d'un volume, ou bien, pour parfaire le nombre de pages nécessaires, il faut la rembourrer de contes vagues, d'impressions, de fonds de tiroir.

Deux auteurs cependant viennent de parer avec bonheur à ces difficultés matérielles en réunissant dans un volume trois grandes nouvelles au lieu d'une.

Sur le premier de ces ouvrages, *le Café chantant* [1], de madame Elissa Rhaïs, vous me dispenserez de longs commentaires. A propos de *Saada la Marocaine* je vous ai dit tous les dons de style, de pittoresque, de tendresse humaine qui forment le partage de l'auteur. Ce sont les mêmes qui animent les trois nouvelles du *Café chantant* et leurs épisodes mouvementés ou touchants. Désormais, le cas de madame Rhaïs me paraît classé. C'est celui d'un auteur que, pendant longtemps, vous pourrez acheter les yeux fermés, sans crainte d'une déception ou d'un moindre plaisir.

Des *Trois Femmes* [2] que nous présente M. Pierre Mille, vous connaissez déjà la première pour l'avoir rencontrée ici dans des pages intitulées *le Portrait*, dont le romanesque, un peu Feuillet, n'était pas sans charme. La seconde, *Armande Mangin*, vous procurera un agrément presque égal. Mais la

1. Plon.
2. Calmann-Lévy.

nouvelle qui prime de beaucoup les autres par la portée et la vérité, c'est celle qui ouvre le volume et s'intitule *Un Divorce*.

Au cours des péripéties légèrement vaudevillesques de ce divorce, M. Pierre Mille a visé à nous peindre les mœurs, les caractères, les idées d'une famille juive actuelle, et plusieurs des personnages qu'il nous a tracés là resteront parmi les meilleurs de sa galerie. Malgré un certain effort dans l'impartialité et une certaine application dans la sympathie, M. Pierre Mille avait rarement montré autant de bonhomie à la fois et de vigueur que dans cet élégant et vivace petit roman. Peut-être un ou deux personnages, tel M. Fresquienne-Austreberte, une ou deux conversations vous évoqueront le souvenir de l'*Histoire contemporaine* de M. Anatole France. Mais le reste, silhouettes, répliques, remarques, émotion, comique est bien à M. Pierre Mille, porte indubitablement sa marque.

La seule critique que j'adresserais à M. Mille serait une critique d'ordre technique et touchant ses procédures de peintre. Il me semble que chez lui la préoccupation de la peinture ethnique a dominé la préoccupation de la peinture humaine, ou encore qu'entre l'une et l'autre l'amalgame manque de cohésion. Aucun des personnages de M. Mille dont les traits ne soient exacts, en place. Nonobstant, on a l'impression que chacun d'eux est peint d'après des croquis d'où le peintre aurait éliminé les attitudes, les allures courantes, pour ne retenir que ceux où ressortaient certaines particularités. Bref, la distance entre le portrait d'atelier, dans une pose voulue, dans un jour choisi, et le portrait esquissé au vol, sous le coup de l'impression fortuite. Or qui niera qu'artistiquement, des deux, le second n'ait des chances pour être le plus vrai, le plus humain?

N'empêche que, grâce à M. Pierre Mille, voici la nouvelle remise en vogue et que M. Paul Bourget va être bien content !

* * *

Vers la fin du siècle dernier — tout cela ne nous rajeunit pas, eût dit Alphonse Allais, — le grand genre dans la critique

dramatique et dans le public des premières était de se révolter bruyamment contre les audaces du Théâtre-Libre.

Les mêmes gens qui, la veille, avaient applaudi à tour de bras la revue la plus ordurière ou le vaudeville le plus bassement grivois, arrivaient le lendemain au Théâtre-Libre, avec des cœurs d'ascètes ou de puritains, vêtus de probité candide et de lin blanc, enfin toute vertu et toute pudeur dehors.

Un soir, ce fut la première de *la Fille Élisa.* Vous imaginez le scandale et le charivari ! Quoi ! sur la scène, une fille de trottoir, débauchant un petit soldat, et, autour, d'autres filles, des souteneurs, des apaches ! Cette fois, c'en était trop, et quelques-uns des maîtres de la critique d'alors, incapables de supporter plus longtemps de telles offenses à leurs âmes liliales, quittèrent avec éclat la salle.

Puis, à l'entr'acte, ils se concertèrent, et entre eux le serment solennel s'échangea de ne pas souffler mot de la pièce. Le silence absolu, l'exécution par le silence !

Sur quoi, un des assermentés, Hector Pessard, qui opérait au *Gaulois,* rejoignit à petits pas son journal. C'était un excellent homme qu'Hector Pessard, assez bon publiciste politique, ayant débuté comme bugle dans un orchestre de théâtre à Lille, pour passer ensuite au cabinet de M. Thiers, et finir dans la critique dramatique à laquelle il s'entendait, comme vous et moi, à ramer des choux. Voilà de ces choses qui heureusement aujourd'hui ne se voient plus ! Bref, compétent ou non, Hector Pessard monta au *Gaulois* et y rédigea en trois lignes la note suivante : « Le Théâtre-Libre a donné hier soir la première de *la Fille Élisa.* Je respecte trop mes lecteurs pour leur parler d'une pareille œuvre. » Et il alla se mettre au lit, avec la conscience joyeuse du justicier qui a châtié le crime et du critique qui a coupé à son article. Mais le lendemain matin, en déployant les feuilles, quel réveil ! Pas un des assermentés qui eût tenu le serment, pas un qui ne consacrât deux ou trois colonnes à la pièce ! Il fallut à l'infortuné Pessard toute sa robustesse de constitution pour ne pas tomber sous un coup de sang.

Si je rappelle cette aventure, c'est que l'autre soir, au Théâtre des Arts, nous l'avons vue se reproduire presque trait pour trait à la générale des *Esclaves* de M. Saint-Georges de

Bouhélier. Sur la scène, même sujet, mêmes personnages, une fille, un petit soldat, des souteneurs, d'autres filles, des apaches. Dans la salle, même tumulte que jadis, mêmes critiques abandonnant avec fracas leur stalle sous la poussée de l'indignation — exactement la soirée d'il y a trente ans. Cependant, plus sages que feu Pessard, la plupart des protestataires ne tardèrent pas à regagner leur place et, le lendemain, sans exception, toutes leurs rubriques infligeaient aux *Esclaves* un éreintement de choix.

Que M. Saint-Georges de Bouhélier, par le mélodramatique et le suranné de certaines tirades, ait mérité, à quelques égards, ces rigueurs, je n'en disconviens pas. Mais où je me sens moins d'accord avec mes confrères, c'est lorsqu'ils reprochent à l'auteur d'avoir traité un sujet périmé, épuisé, aboli par la guerre. Se figureraient-ils par hasard que la guerre a supprimé à jamais le Service Intérieur, le Service des Places, toutes les petites servitudes et petites misères de la vie de caserne? Ce serait là une étrange erreur ; et rien ne me semblera, au contraire, plus intéressant pour un auteur que d'étudier le contact des anciens combattants ou des générations nouvelles de jeunes troupiers, tout enflammées de l'esprit d'action et de bataille, avec les vieilles disciplines d'avant-guerre. Et d'autre part, nos critiques s'imaginent-ils que le cataclysme mondial a pour toujours mis fin au grossier calvaire des Maslowa et des Sonia de nos boulevards ou de nos barrières? Singulier optimisme auquel ma sensibilité aime mieux croire que d'y aller voir.

Usé, fini, vidé, le sujet de M. de Bouhélier? Que non pas! Prématuré, entièrement à retraiter selon les mœurs nouvelles créées par la guerre, voilà ce qu'il m'eût semblé préférable de dire.

Plus calme, voire plus tiède, fut la générale des *Fourberies de Scapin* au théâtre du Vieux-Colombier.

Lorsque M. Copeau, au début de la saison, a annoncé son projet de remonter les pièces classiques selon une mise en scène nouvelle et plus adéquate, j'ai immédiatement reconnu la marotte de tous les comédiens, un peu personnels, qui prennent un théâtre : restituer la vie aux pièces du répertoire,

les rajeunir, les décrasser de toute la couche de routine dont peu à peu les a enduites notre enseignement officiel. Les résultats réalisés jusqu'ici par les rénovateurs tendraient pourtant à démontrer que leur marotte tient de la chimère.

Si éternels que soient nos chefs-d'œuvre classiques, ils ont, avec les ans, comme toute chose terrestre, pris de l'âge. Pour leur rendre la vitalité, la fraîcheur de la jeunesse, ce qu'il faudrait ce n'est pas je ne sais quelle mise en scène de Jouvence, c'est, autour d'elles, l'ambiance de leurs débuts, la sensibilité de leurs premiers publics et surtout, à leur service, des acteurs possédant le ton, l'accent, le mouvement de l'époque — autrement dit l'impossible.

Rien qu'au point de vue de l'interprétation, voyez ce qui se passe actuellement pour les comédies de Meilhac et Halévy. Toutes, par les mœurs, sont encore très proches de nous. Il en est certaines d'exquises par l'observation, certaines d'un comique irrésistible. Au résumé une mine incomparable pour les reprises. Or pourquoi les directeurs n'y puisent-ils pas? C'est faute d'acteurs assez dans la note du temps pour faire rendre à ces pièces tout ce qu'elles recèlent.

La tentative de M. Copeau n'en mérite pas moins la sympathie et son premier essai, sans nous transporter, a beaucoup plu.

Les Fourberies sont jouées sur un tréteau à la façon des farces de Tabarin, les acteurs costumés à la manière de Callot (rien des sœurs du même nom), l'éclairage ne manque pas d'archaïsme — et, comme à tous ces éléments de curiosité s'adjoignaient la verve vigoureuse du jeu de M. Copeau, l'entrain et le zèle de sa jeune troupe, on n'a pas ménagé les applaudissements.

Peut-être néanmoins, pour cette épreuve, M. Copeau eût-il gagné à choisir une autre comédie. Car, malgré leur célébrité, *les Fourberies* me semblent plutôt un bon rôle qu'une bonne pièce. On n'y retrouve ni la puissante belle humeur du *Médecin malgré lui*, ni l'observation satirique des *Précieuses* ou des *Femmes savantes*, ni la profondeur de *l'École des Femmes* ou de *Tartufe*. Dans cet amas de quiproquos souvent puérils, sauf le « Qu'allait-il faire dans cette galère? » quel trait vraiment humain à retenir?

On m'objectera que le public a ri : écrivez qu'ils ont ri. Je l'écris, sous réserve de cette constatation qu'il n'est pas d'exemple qu'une pièce étiquetée comme comique ne soulève de-ci de-là des rires.

Et puis je ne saurais oublier les fines remarques qu'avait formulées jadis M. Maurice Donnay au sujet des rires prélevés par les supérieurs sur leurs subalternes, ni le classement fondamental qu'il avait établi entre ces rires d'hommage : le rire au général, le rire au chef de bureau, le rire au professeur. Et je me demande s'il n'y a pas aussi parfois le rire à Molière.

FERNAND VANDÉREM

LA NOUVELLE AUTRICHE

A. E. I. O. U. Austriæ est imperare orbi universo.

Ce vers latin demeuré fameux autant par sa construction mnémotechnique que par l'immodestie de ses prétentions passa longtemps pour la devise de la dynastie des Habsbourg : la dislocation de leur antique monarchie à l'issue de l'atroce guerre mondiale, où l'avait précipitée leur complicité avec les dirigeants de Berlin, a définitivement anéanti ce rêve d'hégémonie universelle que les défaites successives du siècle dernier et la volonté de Bismarck avaient déjà réduit aux visées plus précises et plus limitées du *Drang nach Osten*, de la « poussée vers l'Orient ». « Le 12 novembre 1918 peut être considéré comme terme de sa disparition, disait de l'ancienne Autriche-Hongrie le chef de la délégation autrichienne à Saint-Germain, lors de la remise solennelle du texte du Traité. A partir de ce jour, il n'y avait plus de monarque, plus de Gouvernement soit autrichien soit hongrois, plus d'armée, ni aucune autre institution reconnue comme ressortissant à un pouvoir public ; il ne restait plus que huit nations privées de toute organisation publique, et qui du jour au lendemain ont créé leurs propres Parlements, leurs Gouvernements, leurs armées, bref des États particuliers à chacune d'elles. » La plus atteinte par la débâcle, la plus ruinée, accolant l'étiquette de sa langue au nom démonétisé et haï dont elle entendait par là se déso-

lidariser, se baptisait « *Deutschœsterreich* ». C'est, en bon français, *la nouvelle Autriche.*

Au point de vue territorial, amputé des riches régions industrielles ou agricoles de langue allemande de Bohême, de Moravie et de Silésie qui, dans les frontières de la loi d'État du 22 novembre 1918 délimitant la « République d'Autriche allemande », portaient sa population à dix millions d'âmes, le nouvel État se compose d'un groupe plus ou moins homogène de provinces alpestres, et d'une immense agglomération urbaine, tête décapitée de l'ancien empire. La statistique éclaire ici ce fait saisissant d'une capitale de deux millions et demi d'habitants... pour un pays de six millions :

Basse-Autriche (avec Vienne)	3 130 536
Haute-Autriche	840 604
Salzbourg	208 009
Styrie	983 252
Carinthie	304 287
Tyrol allemand	525 115
Vorarlberg	126 763
	6 118 546

Ce monstre « hydrocéphale », comme le désigne une expression de plus en plus consacrée encore que parfaitement juste, à la tête énorme, au corps rabougri sinon démembré, peut-il vivre? De nombreux docteurs l'avaient condamné dès le temps de sa naissance. La France peut-elle se désintéresser de cette question, alors que, si l'Autriche indépendante vient à disparaître, ce ne peut être que pour se fondre dans un nouveau groupement danubien, remettant en question la paix conçue par les Alliés, ou, péril suprême, dans la grande Allemagne des pangermanistes d'avant et d'après-guerre? N'a-t-elle pas au contraire le devoir de se demander et le droit de savoir si, pourquoi et comment la nouvelle Autriche peut exister, durer, prospérer?

Lorsque, aux jours historiques de novembre 1918, une série d'armistices vint mettre les Alliés victorieux en présence de cette réalité, la paix, aussi imprévue à cette date que la guerre l'avait été en juillet 1914, tandis que les canons

tonnants et les volées des cloches répandaient dans toutes les villes et tous les villages de France l'allégresse de la victoire, les milieux politiques et militaires dirigeants se trouvaient brusquement en présence d'un ensemble de problèmes sur lesquels, non seulement l'union n'était pas faite entre les Alliés, mais aucune doctrine précise n'avait été élaborée pour le compte seul de la France. La coalition ennemie s'effondrait ; la capitulation bulgare avait ouvert la première brèche dans le kolossal édifice ; la dislocation de l'Autriche-Hongrie et l'effondrement concomitant de son armée avaient privé l'Allemagne de son « brillant second ». Le kaiser s'enfuyait en Hollande devant l'imminente débâcle militaire et la révolte populaire commencée. Qu'allait-on faire de l'Allemagne? faire de ses satellites? La plus pure tradition politique française enseignait que la meilleure garantie contre le renouvellement de l'agression de 1914, en même temps que la revanche légitime de 1815 et de 1871, étaient le démantèlement de la forteresse prussienne étendue peu à peu par les Hohenzollern du Niémen à la Moselle sur les débris de toutes les indépendances allemandes, en d'autres termes la reconstitution et la résurrection des Allemagnes particularistes. Il semble que, prévoyant peut-être une opposition irréductible des Américains, les Français n'aient, au lendemain de l'armistice, pas osé aborder le problème même de l'Allemagne et de la répartition des États Allemands. La question de l'Autriche allemande posée dès le lendemain de la révolution n'occasionna en tous cas alors aucun effort quelconque en France, dans un sens ni dans un autre.

Tandis que les Tchèques et les Slovaques constituaient une république nouvelle autour de l'ancienne capitale de la Bohême, Prague, que les Polonais de Galicie, les Roumains de Transylvanie, les Yougo-Slaves (Slaves du Sud) de Slovénie, de Croatie et de Bosnie, les Italiens de Trieste et du Trentin se joignaient à leurs frères de race et passaient ainsi dans les rangs des Alliés victorieux, les Magyars improvisaient avec les débris de la couronne de saint Étienne une république hongroise, et le reliquat de l'héritage des Habsbourg, l'Autriche de langue allemande, se donnait à l'Allemagne.

Que celle-ci ait dès avant la guerre escompté la liquidation

du second « homme malade » de l'Europe pour s'assurer, au moment de l'ouverture de sa succession, les riches morceaux qui l'installeraient aux portes du proche Orient et lui donneraient les clefs de Trieste, de Salonique, de Constantinople et de Bagdad, c'est ce que les archives de la diplomatie secrète permettront sans doute un jour d'établir. Pendant la guerre, les dirigeants de Berlin n'avaient pas perdu de vue que, si la chance tournait à l'encontre de leurs ambitions conquérantes, l'Autriche leur offrait en tous cas le plus naturel des dédommagements, et quand la défaite fut venue ouvrir les yeux des plus aveugles tenants de la paix victorieuse, ils se sont consolés en apercevant aussitôt, dans les derniers « frères de race » libres, la plus facile et la plus assimilable à la fois des proies encore offertes au pangermanisme. En échange des 1 800 000 Français, des 4 millions de Polonais et des 500 000 Danois que libérait la victoire des Alliés, en échange des 15 000 kilomètres carrés d'Alsace-Lorraine, des 60 000 kilomètres carrés de Prusse et de Posnanie, des 5 000 kilomètres carrés du Slesvig qui échappaient aux serres de l'aigle noir, le *Reich* pouvait s'arrondir des 80 000 kilomètres carrés et des 6 millions d'habitants de l'Autriche qui compensaient exactement ses pertes territoriales et lui conservaient son écrasante supériorité numérique sur chacune des autres grandes puissances occidentales. Des ruines mêmes de l'œuvre de Bismarck allait surgir un bloc de 70 millions d'Allemands — demain 100 millions — tenant l'Europe centrale de Hambourg aux portes de l'Adriatique, maîtres du Danube pour mieux s'assurer le Rhin.

Si l'Allemagne était logique avec son passé, clairvoyante sur son avenir en poursuivant, par une série de manifestations officielles et par la plus active des propagandes, l'absorption de l'Autriche, il est plus extraordinaire que de bons esprits aient, en France, perdu de vue le danger de l'accepter comme un fait sans grande importance et au demeurant inéluctable. Entraînés à invoquer dans la polémique internationale le trop fameux principe des nationalités au nom duquel les peuples se battent depuis un siècle sans se mettre d'accord sur les bases mêmes de sa formule, les Alliés, — qui à l'Orient de l'Europe soudaient en un amalgame demeuré

parfois un peu hétérogène, les gens de même langue ou de langues sœurs, tout en corrigeant les frontières de ces domaines linguistiques pour des raisons ici stratégiques, là historiques, ailleurs économiques ou ferroviaires — devaient-ils tolérer son application suprême à l'Allemagne, si le résultat menaçait la paix déjà si difficile à établir? Les théoriciens français du principe des nationalités, continuateurs inconscients de Napoléon III quand ils croyaient suivre le président Wilson, se rencontraient en fait avec les pangermanistes de Berlin en reconnaissant comme un axiome l'inévitable achèvement de l'unité allemande.

L'unité réalisée par Bismarck, consolidée par cinquante ans de vie commune et par la création d'un sentiment *national* allemand, ne pouvait sans doute pas être remise en question par un pur et simple retour à l'état de choses de 1866, avant Sadowa; mais fallait-il laisser couronner au moment même de leur chute, l'entreprise des Hohenzollern par la victoire suprême et l'établissement de la domination de Berlin sur Vienne? Ceux qui l'admettaient à Paris se consolaient, soit en escomptant des contre-garanties en faveur de la France sur la rive gauche du Rhin, ou des réactions antiprussiennes en Hanovre, en Saxe ou en Bavière, soit en prophétisant un renforcement de l'influence catholique et méridionale par la rentrée de l'Autriche dans le nouveau corps de l'ancienne confédération germanique. On allait jusqu'à estimer que l'Autriche installant, comme partie du *Reich*, l'Allemagne aux confins de l'Italie, de la Yougo-Slavie et de la Hongrie, était moins dangereuse que rentrée dans quelque confédération danubienne qu'elle pourrait attirer à nouveau dans l'orbite de Berlin. Au fond, ces raisonnements tendaient surtout à sauver la face en présence de ce qu'on considérait comme un fait accompli. La république d'Autriche n'avait-elle pas solennellement déclaré et inscrit dans sa constitution provisoire « qu'elle formait une partie intégrante du *Reich* allemand »?

En réalité, comment et pourquoi le rattachement, « *l'Anschluss* », avait-il été décidé à Vienne? Quand les Autrichiens se sont jetés dans les bras de l'Allemagne pourtant humiliée et vaincue, ce n'est pas un vague sentiment de fraternité natio-

nale qui les poussait, mais l'angoisse de leur impuissance économique, — et notre silence. *Ils avaient essayé de causer avec l'Entente dès le mois d'octobre 1918*; elle s'était dérobée, laissant le champ libre à la propagande allemande. Celle-ci avait, pendant la guerre, ancré par ses moyens connus, dans l'esprit docile et peu critique des sujets des Habsbourg, le dogme de l'invincibilité de l'Allemagne. Elle prit soin, au lendemain de l'armistice, d'escamoter le désastre militaire et de présenter la nouvelle république des « socialistes du kaiser » comme la plus innocente des nations assoiffées de paix et la victime des appétits et des haines de l' « impérialisme allié ». En même temps, elle s'attaquait au nouveau but de la *Wilhelmstrasse* : l'inauguration des conquêtes par persuasion à défaut des annexions manquées par la violence.

Le 23 novembre 1918, la quasi-unanimité des journaux viennois publiait un « appel à tous les démocrates pangermanistes des pays d'Autriche allemande », leur annonçant la constitution à Berlin d'une ligue populaire démocratique (*demokratischer Volksbund*) qui travaillerait « pour la plus grande Allemagne », et qui préconisait pour la constitution d'un « nouvel et fort Reich » l'union de « tous ceux qui se sentent responsables de la destinée de leur pays ». L'appel était signé de noms bien connus comme le comte Bernsdorff, le célèbre poète Richard Dehmel, Friedrich Naumann, le comte Metternich, Hermann Oncken, et d'un grand nombre de professeurs d'universités et de gros industriels. L'un des signataires de l'appel, le docteur Schotte, chargé par Berlin de le répandre, s'était rendu à Vienne porteur d'un chèque de 300 000 marks sur la *Deutsche Bank* (un pareil chèque ne pouvait à cette date sortir d'Allemagne sans que le Gouvernement l'ait autorisé). Au cours du change, la somme représentait un demi-million de couronnes ; la publicité de l'avis n'en coûta d'ailleurs que dix à douze mille, et le reste fut répandu sur les diverses feuilles de la nouvelle république ; de grosses sommes sont venues depuis compléter ce premier effort. La propagande allemande pour le rattachement a pris toutes les formes, timbres, cartes postales artistiques [1],

1. Nous avons, dans l'*Illustration* du 18 octobre 1919, publié avec quelques notes sur « la propagande pangermaniste par l'image » quelques spécimens de

inscriptions sur les notes de restaurant, sur les fume-cigares et sur les boîtes d'allumettes à prix réduit, destinées à obséder l'attention des consommateurs ou des fumeurs, placards affichés dans les divers lieux publics et jusque dans les auberges de villages.

Cet effort n'était d'ailleurs pas nécessaire pour convaincre les Autrichiens de la nécessité de leur réunion à l'Allemagne alors qu'ils se jugeaient incapables de vivre autrement. Avec les pays d'élevage yougo-slaves et les fécondes terres à céréales de Hongrie, ils ont perdu les territoires qui les nourrissaient ; avec les usines et les mines de Bohême, leurs principales ressources industrielles. Leurs voisins, en même temps que, à la chute des Habsbourg, ils rompaient tout lien politique avec la capitale de la dynastie exécrée, s'entouraient de barrières douanières qui arrêtaient toutes les relations commerciales et, par l'estampillage des billets de banque, détruisaient toute communauté monétaire. Isolés et ruinés, réduits l'hiver dernier, selon un mot du chancelier Renner, « à mendier chaque morceau de charbon et chaque bouchée de pain », les Autrichiens n'ont plus vu qu'une chance de salut, *l'Anschluss*, ils se sont jugés trop faibles pour être libres. « En nous associant à Berlin, expliquait depuis un financier, nous avons eu la sensation de faire un plongeon formidable mais au bout duquel on entrevoyait la chance, une chance sur dix, de remonter après avoir touché le fond, tandis que livrés à nous-mêmes nous nous sentions irrémédiablement perdus. » L'Entente n'ayant pas fait connaître ses vues ni traversé les plans des pangermanistes, cette politique s'est tranquillement poursuivie. Et le résultat fut ce texte de la constitution voté par l'Assemblée nationale, qui proclamait l'Autriche une partie intégrante de l'empire Allemand.

Le long hiver d'armistice s'étant cependant écoulé sans apporter la paix dont les dieux délibéraient dans un Olympe plus ou moins impénétrable, notre Parlement s'émut. Tout en admettant qu'en ce qui concernait l'Allemagne même, il y eût lieu à une grande réserve, on ne comprenait pas que la

ces cartes éditées avec un véritable luxe par le *Deutscher Schulverein*, instrument principal de cette propagande.

France ne fît rien pour empêcher le rattachement de l'Autriche au Reich. A la commission des affaires extérieures, des hommes d'inclinations aussi diverses que MM. Briand, Barthou et Franklin-Bouillon signalaient également le danger pangermaniste. L'absorption de l'Autriche par l'Allemagne, ouvrant à celle-ci la route de l'Orient et la mettant aux portes de Trieste dont elle deviendrait le vrai hinterland, n'assurerait-elle pas la reprise future de l'expansion germanique, et ne tournerait-elle pas les deux « brise-lames » que les Gouvernements alliés prétendaient établir contre elle, en Pologne et en Tchéco-Slovaquie? C'est dans ces conditions que le ministre des Affaires étrangères, M. Pichon, très frappé personnellement de l'importance vitale de la question d'Autriche pour l'avenir de la paix et la sécurité future de la France, envoyait au mois de mars M. Allizé, ministre de France à la Haye, en mission extraordinaire à Vienne où sa tâche devait consister à faire revenir l'Autriche sur le fait accompli de l'union avec l'Allemagne.

M. Allizé, représentant de la France à Munich, à la veille des hostilités, et l'un de nos diplomates qui avaient le mieux connu le péril allemand d'avant-guerre, arrivait à Vienne dans les derniers jours d'avril, accompagné de collaborateurs d'un mérite éprouvé et dont l'expérience devait lui être précieuse à tous égards. L'opinion autrichienne accueillit naturellement la mission avec un vif intérêt. Qu'apportait M. Allizé? Il le déclara avec une convaincante énergie : la France entendait montrer une sincère sympathie à « l'Autriche nouvelle » — comme elle appelait désormais la jeune république en ignorant systématiquement le nom malencontreux qu'elle s'était donné au premier moment. Le résultat justifiait bientôt les espérances que les esprits clairvoyants avaient attachées à Paris à sa mission.

La situation politique était assez claire : à côté du petit groupe des députés pangermanistes, bruyant, agité et puissamment pourvu d'argent par les gros profits de l'industrie de guerre, mais à l'écart du pouvoir, le Gouvernement était aux mains d'un cabinet de coalition formé des deux groupes sozialdémocrate et chrétien social (ou socialiste chrétien) disposant respectivement de 71 et 69 mandats (contre 25 au

parti pangermaniste). Le parti socialiste porté au pouvoir par des masses électorales qui voulaient surtout, en votant pour lui, manifester leur exaspération des fautes de l'ancien régime, détenait la présidence de l'assemblée (en même temps de la république), et les principaux portefeuilles, Chancellerie d'État, Affaires étrangères, Guerre, Intérieur, mais se savait peu de chances de se maintenir longtemps au pouvoir dans une Autriche en majorité paysanne. Ses chefs, — en particulier le leader de l'extrême gauche, le docteur Otto Bauer, ministre des Affaires étrangères, israélite de Bohême, brillant journaliste et orateur distingué, — jaloux sans doute de jouer un rôle sur un plus vaste théâtre que celui du petit État ruiné, avaient fait de l'union avec l'Allemagne un dogme du parti, qui comptait bénéficier, dans l'État grand-allemand, de la prépondérance de ses coreligionnaires politiques. Les chrétiens sociaux, pour la raison inverse, étaient instinctivement réfractaires à *l'Anschluss* : catholiques et enclins au particularisme comme les Bavarois, ils répugnaient à se mêler à une Allemagne socialiste, en majorité protestante. En dehors des masses électorales, encadrées par la faillite des partis d'ancien régime dans les rangs socialistes et chrétiens sociaux, les milieux industriels et financiers commençaient à comprendre le suicide que serait pour l'Autriche son union avec les grands vaincus de cette guerre. Les éléments bourgeois, à l'exception des débris pangermanistes, s'effrayaient de la législation socialisante et des tendances spartacistes de l'Allemagne rouge, et plus généralement considéraient comme une déchéance l'abdication de leur vieille capitale devant les parvenus du nord, devant ces Prussiens dont Vienne a toujours détesté la grossièreté, le caporalisme et les airs supérieurs. Si le Gouvernement, sous l'influence directrice d'Otto Bauer, paraissait acquis à l'Allemagne, il y avait dans l'opinion publique des forces qu'on pouvait utiliser dans le sens de l'indépendance. Animer ces énergies plus ou moins brisées par la catastrophe politique et économique, raviver les anciennes fiertés et les répugnances traditionnelles, dresser les intérêts que la grande propriété, la moyenne industrie, le petit commerce, et par-dessus tout la puissante organisation bancaire viennoise pouvaient avoir

à l'indépendance autrichienne, tel fut l'effort de la mission française. Le ministre des Affaires étrangères, Otto Bauer, déclarait que la question du rattachement ne se posait plus, qu'il était fait, et qu'on n'avait plus qu'à en fixer les modalités; déjà l'Assemblée nationale avait décidé l'envoi à Weimar d'une commission de cinq membres qui devaient prendre part, sans voix délibérative il est vrai, aux travaux préparatoires de la nouvelle constitution allemande. M. Allizé, sans fournir des assurances qui eussent engagé l'action de la Conférence de la paix (on l'a surnommé à Vienne « le Sphinx ») a fait comprendre à la plupart des dirigeants autrichiens la possibilité d'une autre politique en vertu de laquelle l'Entente assurerait à l'Autriche les conditions nécessaires à son existence. Les encouragements ainsi prodigués ont été écoutés d'abord avec résignation, puis avec faveur. Peu à peu les chefs du parti chrétien social ont été entraînés à ratifier les suggestions de la politique française, avec le plus favorable écho dans les couches profondes du peuple autrichien. Si le parti socialiste a ses forteresses dans les centres ouvriers de la capitale et des environs, les chrétiens sociaux l'ont emporté aux élections successives du printemps et de l'été dans toutes les provinces. Le nouveau courant, irrésistible, amenait enfin les dirigeants socialistes eux-mêmes à de salutaires réflexions. Le chancelier Renner, chef de la délégation autrichienne de la paix, découvrait la France au cours de son séjour au château de Saint-Germain, et proclamait à son retour la nécessité d'une orientation de l'Autriche vers l'Ouest, tandis que, au lendemain de la remise des conditions de paix, le 25 juillet, Otto Bauer démissionnait en reconnaissant l'erreur et l'échec de sa politique.

Si des conditions économiques un peu plus favorables facilitant une vie indépendante, avaient pu être faites à l'Autriche lors des négociations de Saint-Germain, il est hors de doute que la majorité du pays se serait résolument tournée vers nous. Les stipulations territoriales qui donnaient à la Tchéco-Slovaquie trois millions d'Autrichiens allemands de Bohême, de Silésie et de Moravie, et à l'Italie, en vertu du pacte de Londres, 8 000 kilomètres carrés du Tyrol méridional, Botzen et Méran, le pays même d'Andréas Hofer, non seu-

lement infligeaient au peuple autrichien une blessure morale très profonde, mais menaçaient de paralyser, par le tracé des nouvelles frontières, toute reprise de la vie économique. Le ministre des Affaires étrangères Bauer l'avait déclaré dès la communication partielle des premières conditions de paix : « Le projet de Traité nous arrache au nord et au sud les territoires les plus précieux et ne nous laisse plus rien que le massif montagneux, rocheux et stérile des Alpes, et Vienne, la capitale. » Il n'avait pas manqué d'en conclure alors : « Réduits à nous-mêmes, nous sommes incapables de vivre ; c'est pourquoi nous aspirons à la réunion avec la grande patrie allemande [1]. » Les adversaires du rattachement se fussent cependant accommodés du Traité, s'ils avaient trouvé dans les clauses financières et économiques l'esprit d'indulgence, sinon de sympathie que leur permettaient d'espérer les intérêts de la politique française.

Déjà, il est vrai, d'importantes modifications avaient été apportées à la rédaction des premières clauses partielles dans l'intervalle du 2 juin au 2 septembre, date de la remise des conditions définitives. Tandis que les unes avaient autorisé, — par une application inadéquate de certains articles du Traité de Versailles aux débris autrichiens de l'ancienne monarchie austro-hongroise —, la confiscation de la fortune autrichienne dans les autres États successeurs, les secondes sauvegardaient à cet égard les droits légitimes des propriétaires autrichiens d'usines, de mines, de champs, de châteaux et de fermes, en territoires désormais étrangers à la nouvelle République. Mais en considérant la République autrichienne comme l'unique héritière responsable (subsidiairement avec la Hongrie) de l'ancienne monarchie des Habsbourg, le Traité faisait peser sur ses six millions de pauvres montagnards, d'ouvriers chômeurs et de rentiers ruinés, une dette de guerre et des charges diverses évaluées à un total de soixante milliards [2].

1. *Le Temps* du 11 juin 1919.

2. Il est à peu près impossible d'évaluer exactement les charges financières que le Traité de Saint-Germain impose à l'Autriche. La Commission des Réparations peut les modifier dans une mesure plus ou moins large, et il y a notamment un certain nombre de répartitions à faire entre les États successeurs de l'ancienne monarchie, dont le résultat ne peut encore être prévu. On peut

Il est vrai que la lettre d'envoi par laquelle M. Clemenceau, président de la Conférence de la Paix, accompagna la remise des conditions définitives du Traité, annonçait à certains égards de bienveillantes intentions : « Les puissances alliées et associées n'ont aucun désir d'aggraver la situation malheureuse de l'Autriche. Bien au contraire, elles désirent vivement faire tout ce qui est en leur pouvoir pour aider son peuple à s'accommoder de sa nouvelle situation et à retrouver la prospérité, à condition toutefois que ce ne soit jamais aux dépens des nouveaux États issus de l'ancien empire. » Non seulement les biens des ressortissants autrichiens, dans les territoires « cédés aux puissances alliées », étaient préservés de toute mesure de saisie ou de liquidation, mais des dispositions étaient prises « pour assurer à l'Autriche l'approvisionnement en charbon de Tchéco-Slovaquie et de Pologne, dont elle ne peut se passer, en échange d'un engagement de sa part de fournir certaines matières premières ». Surtout le Traité instituait un organisme qui devait être le véritable régulateur de la vie économique de l'Autriche, la section viennoise de la Commission des Réparations ; et celle-ci devait, disait encore la lettre d'envoi du 2 septembre, « recevoir pour instructions de s'acquitter dans un esprit éminemment humanitaire des fonctions qui lui seraient confiées,

cependant prendre pour base d'approximation le raisonnement des Observations présentées par la délégation autrichienne-allemande sur l'ensemble des conditions de paix » (*Bericht über die Tätigkeit der deutschoesterreichischen Friedensdelegation*, T. II, Vienne 1919, p. 178 et suiv.), le texte définitif des articles visés par ces observations n'ayant pour ainsi dire pas été modifié. Les charges imposées à la République d'Autriche se composeraient du montant des titres de la dette de guerre détenus sur son territoire, et estimé à 25 milliards de couronnes ; des titres des emprunts de guerre possédés par les États non successeurs (1 milliard), des dettes contractées en Allemagne (6 milliards au taux du change) et en différents pays neutres (600 000) pendant la guerre ; de l'avance faite par le consortium des banques (2 100 000 000) ; des créances des fournisseurs de guerre envers l'ancienne administration de l'armée austro-hongroise (quote-part de 1 800 000) : bref 36 milliards 500 millions, c'est-à-dire les deux tiers de la dette de guerre totale de l'ancienne monarchie (50 milliards) pour une population ne comprenant que le cinquième de celle-ci ; mais en tout une charge de 60 milliards si l'on ajoute aux dettes de guerre la part des dettes gagées et non gagées de l'ancienne Autriche avant la guerre, les obligations envers les bénificiaires de pensions, la part de dette hongroise afférente au territoire cédé en Hongrie occidentale, la part autrichienne de la dette envers la banque d'Autriche-Hongrie, enfin les charges de réparations.

tenir compte des intérêts vitaux de la collectivité, et autoriser tout adoucissement qu'elle considérerait comme exigé par la situation alimentaire de l'Autriche ».

En fait le Traité de Saint-Germain a paru si dur à l'opinion autrichienne que l'Assemblée nationale, manœuvrée par les pangermanistes d'extrême droite et d'extrême gauche, crut devoir voter, en même temps que son acceptation manifestement inévitable, une protestation contre l'ensemble de ses clauses et en faveur du rattachement ultérieur de l'Autriche à l'Allemagne. Sans doute l'article 80 du Traité de Versailles interdit à l'Allemagne l'annexion de l'Autriche et toute propagande la préparant ; sans doute aussi l'article 88 du Traité de Saint-Germain interdit à l'Autriche elle-même d'aliéner son indépendance, « si ce n'est du consentement du Conseil de la Société des Nations ». Le revirement produit dans l'opinion autrichienne, après les efforts couronnés de succès de la mission française, par la dureté des conditions de Saint-Germain, ne constitue pas moins un danger puisque la porte reste ouverte à l'idée du rattachement par appel à la Société des Nations. La diplomatie française s'est efforcée de faire comprendre aux dirigeants viennois et à la population que, le Traité fait, tout dépendait de l'esprit dans lequel il serait appliqué ; elle a pu présenter les marques successives d'intérêt témoigné par la Conférence et en particulier par MM. Clemenceau et Millerand, présidents du Conseil français, comme la preuve de la volonté des Alliés et principalement de la France, d'assurer l'existence de l'Autriche viable et indépendante. Pour achever, cependant, de conjurer le péril pangermaniste, aux offensives toujours renaissantes, c'est-à-dire de gagner les cœurs et de rallier les esprits au système occidental, il est nécessaire d'assurer, dans l'esprit de la lettre du 2 septembre, à toute la population de l'Autriche une vie matérielle supportable, et les moyens de se ressaisir après la tourmente, de travailler et de prospérer.

Les pangermanistes triomphent des difficultés sans cesse croissantes de la vie économique au cours de l'automne et de l'hiver et des souffrances indicibles qu'ont infligées à la population la débâcle de la couronne, le conflit latent entre les

provinces et la capitale, et l'espèce de blocus dirigé contre celle-ci par celles-là, la paralysie des transports, les tergiversations des Tchèques et des Yougo-Slaves à livrer les quantités prévues de vivres et de charbon, bref le froid et la disette. « Du pain ou l'*Anschluss* », s'écrient-ils dans les réunions publiques qu'ils organisent. Le chancelier Renner le déclarait en décembre à Paris où il était allé implorer l'attention apitoyée du Conseil Suprême : « On ne sait plus ce que c'est qu'une demeure chauffée à Vienne. C'est à peine si l'on peut préparer de temps à autre un repas chaud. La ration de charbon par semaine, et par famille, est tombée à trois kilos et, pour l'obtenir, il faut stationner des heures dans la rue. Les chemins de fer ne fonctionnent pour ainsi dire pas. Les tramways cessent de circuler à chaque instant. La mortalité infantile a atteint 60 p. 100... Il y a, dans la misère, des limites qu'on ne saurait franchir ; car, de l'autre côté, c'est la mort. Tout un peuple doit-il être littéralement anéanti[1] ? » Ces souffrances, qui ont contribué à répandre l'idée que l'Autriche était une création artificielle incapable de vivre d'une vie propre, ne doivent cependant pas égarer l'opinion d'aucun des intéressés, en particulier des Français. L'enquête que j'ai poursuivie à cet égard auprès de nombreuses personnalités viennoises du monde des affaires, de la finance, de l'industrie, de la politique et de la presse, où cependant les difficultés croissantes de l'existence et les efforts convergents de tous nos adversaires déclarés ou secrets, semblent, au seuil du printemps, provoquer quelque découragement à l'égard des vues et des moyens de la politique française, peut se résumer dans les conclusions suivantes :

« L'Autriche indépendante dans ses frontières actuelles peut vivre, *mais à la condition absolue qu'elle ne demeure pas isolée économiquement* si elle doit l'être politiquement. Elle ne peut subsister isolée politiquement que si elle conserve au point de vue économique sa situation d'autrefois au centre des divers États successeurs, en reprenant avec eux les relations formées au cours des siècles et éprouvées par le temps. Cette condition exclut naturellement toutes les mesures par

1. *Le Temps* du 12 décembre.

lesquelles les « États nationaux » ont fermé devant elle leurs frontières ; elle implique le retour à la complète liberté de circulation et d'échanges entre les divers pays riverains du moyen et du bas Danube.

» La constitution économique de l'Autriche ne s'explique historiquement que par la situation géographique et politique des territoires qui forment aujourd'hui la république autrichienne, au centre de l'ancien empire. Les « États héréditaires » — c'est-à-dire l'Autriche proprement dite — ont été le noyau autour duquel la puissance des Habsbourg s'est successivement développée ; la Bohême, la Hongrie, la Galicie, la Dalmatie ne s'y sont adjointes que beaucoup plus tard et ont dès lors été toujours gouvernées de Vienne. Dans l'Autriche propre, l'industrie qui s'est formée était une industrie de transformation, achevant les fabrications des autres pays. A l'exception des usines d'acier fin de la Basse-Autriche et de la Haute-Styrie nées de la présence voisine du minerai de fer de Styrie (*Alpine-Montan Gesellschaft*), l'industrie à peu près tout entière de la région viennoise tirait les éléments de sa production du dehors, et doit le faire encore. Les peaux des fabriques de cuir de Vienne venaient de Russie, de Pologne ou de Hongrie. Les fabriques de machines et d'automobiles utilisaient presque exclusivement l'acier de Bohême ; l'industrie si florissante à Vienne de la maroquinerie et des articles de fantaisie, de même que celles des plumes et de la confection n'employaient guère que des matériaux venant de Moravie, de Bohême ou de l'étranger, comme les étoffes, laines, soies, velours, et même d'outre-mer comme l'ivoire ou l'écaille. La direction de la plupart des grandes entreprises actuellement en territoire tchécoslovaque, galicien ou yougoslave, était à Vienne. Le commerce avec ces pays, et surtout avec la Hongrie et l'Orient, passait presque exclusivement par Vienne. C'est à Vienne que se pratiquaient les achats de matières premières, les ventes de produits fabriqués. Si l'Autriche ne peut reprendre ses anciennes relations, il n'y a pas à penser à la possibilité de sa résurrection économique. La situation actuelle, — alors qu'on ne peut se rendre à Presbourg qu'en bateau parce que les employés tchèques ont coupé la ligne électrique, et qu'on

ne peut gagner l'Allemagne que par Presbourg et la Slovaquie parce qu'ils négligent systématiquement la ligne directe par Lundenburg Gmund — est à la longue intolérable. Le manque de communications régulières faute de charbon est d'ailleurs une des causes qui contribuent le plus à la ruine du pays. Les grandes fêtes musicales qu'on avait projetées pour le printemps en vue d'attirer à Vienne, centre artistique réputé et à ce titre un des éléments de la prospérité possible de l'Autriche indépendante, un afflux de touristes et de billets de banque étrangers, paraissent déjà compromises d'avance par l'impraticabilité et le désagrément des voyages.

» La première condition de l'existence durable de l'Autriche indépendante serait donc une action de l'Entente auprès des États nationaux, ses alliés, en vue de mettre fin à l'isolement artificiel dont elle est la victime et de rétablir entre elle et eux la liberté commerciale la plus complète possible. Cette condition remplie, la reconstitution de la vie économique autrichienne serait possible moyennant la satisfaction des trois besoins fondamentaux qui la dominent : 1° le charbon; 2° les crédits extérieurs; 3° l'ordre intérieur. La solution de ces trois questions qui s'impliquent et se pénètrent étroitement, ne peut qu'être simultanée.

» Le *manque de charbon* empêche actuellement tout trafic suffisant par voie ferrée, et condamne l'industrie déjà placée dans une situation très précaire, soit à un arrêt complet, soit à des chômages prolongés et aux plus extrêmes difficultés d'exploitation. L'*Alpine-Montan Gesellschaft* a durant de longs mois laissé inemployés la plus grande partie de ses hauts fourneaux et de ses laminoirs ; les grandes usines d'acier fin de Bohême, Bleckmann et Schoeller à Ternitz n'ont également depuis longtemps travaillé qu'avec une très faible partie de leurs moyens. L'industrie viennoise, qui tire son énergie électrique des usines municipales d'électricité, se l'est vu couper de longs jours, et aujourd'hui encore, souffre de restrictions très sensibles. Les fabriques de machines ne parviennent pas à rien produire, parce que tantôt leurs matières premières sont arrêtées en route par la crise des transports et à aucun prix ne peuvent leur arriver, tantôt le charbon ou le coke font défaut.

» Cette situation a naturellement la plus grave répercussion sur celle des finances et du cours autrichiens : non seulement, en effet, il faut tirer de l'étranger et payer en marks, en livres ou en couronnes tchécoslovaques les matières premières et les moyens d'exploitation ; non seulement le haut prix du charbon (50 à 60 000 couronnes par wagon pour le charbon polonais, 100 000 pour l'anglais ou l'américain) élève à des sommes intolérables les frais de production ; mais les fabriques elles-mêmes ne peuvent utiliser toute leur capacité productrice, et les produits qu'elles pouvaient exporter ne sont pas fabriqués faute de charbon. — Répercussion morale non moins grave, l'habitude et le goût du travail disparaissent chez les ouvriers et chez les chefs des exploitations sous l'excuse toujours prête de la crise du charbon : les premiers se plient de plus en plus volontiers aux chômages forcés, les seconds sont trop portés à invoquer vis-à-vis de ceux qui leur avaient fait des commandes le défaut de combustibles, pour manquer à leurs engagements ou exiger des augmentations de prix fantastiques. Il se développe dans tout le pays une situation économique irrationnelle : les frais de production, sans cesse croissants, entraînent des prix toujours plus élevés, et l'élévation des prix exige des quantités toujours plus fortes de billets de banque. La circulation fiduciaire augmente ; le pouvoir d'achat du papier-monnaie diminue. Les cours du change étrangers ne peuvent s'améliorer puisque l'exportation ne se développe pas.

» Nous arrivons là au second problème vital pour l'Autriche, celui des *crédits*. Ceux-ci lui sont nécessaires en premier lieu pour la création d'une nouvelle banque d'émission qui mettra en circulation des billets garantis par une couverture métallique et échangera contre eux les billets actuels ou les laissera circuler concurremment, avec une dépréciation fixée. Sans un crédit étranger de cinq à six cents millions de francs à la nouvelle banque, on ne saurait édifier un nouveau système monétaire ; mais sans nouveau papier-monnaie, la dépréciation générale de l'argent autrichien se poursuit inévitablement, entraînant la hausse croissante des salaires et le renchérissement progressif de la vie, sources à leur tour de l'augmentation continue des frais de production de l'indus-

trie, la mettant à la longue dans l'impossibilité de soutenir toute concurrence sur le marché mondial. — D'autre part des crédits ne sont pas moins indispensables pour assurer les besoins en vivres du pays, pour relever les rations actuellement réduites à un taux incontestablement trop restreint, et pour émanciper la population du *Schleichhandel* (commerce clandestin) devenu à la fois de plus en plus éhonté et de plus en plus nécessaire. Des crédits étrangers sont enfin indispensables pour faciliter à l'industrie la reprise de son travail. On ne doit pas oublier que l'industrie textile autrichienne voit aujourd'hui encore quatre cinquièmes de ses broches chômer faute de matières premières, — que les industries de luxe (orfèvrerie, maroquinerie etc.) chôment également pour la plupart, faute des matières précieuses qui leur sont nécessaires, que l'industrie de l'imprimerie et de l'édition est des plus sérieusement menacée par le manque de charbon et de matières premières, et qu'enfin l'industrie de la confection est paralysée par la rareté et le renchérissement des tissus à employer.

» La question des crédits est elle-même en rapports intimes avec le troisième grand problème de la résurrection de l'Autriche, *le rétablissement d'un état de choses ordonné et stable à l'intérieur*. Les crédits et le charbon permettant la reprise d'une vie industrielle active, feraient rapidement diminuer le nombre des sans-travail ; une amélioration des conditions alimentaires rendant la vie plus facile et moins coûteuse, combattrait l'inquiétante tendance actuelle à la paresse et aux violences, l'inclination générale aux profits détournés, faciles et immoraux. La corruption généralisée, la chasse aux bénéfices du *Schleichhandel* et aux gains de bourse menacent peu à peu les bases mêmes de la moralité de la population. Des lycéens jouent à la bourse, ou pratiquent la contrebande de la farine, du sucre ou du pétrole ; des milliers d'anciens soldats ou ouvriers ont abandonné leur métier pour vivre du commerce clandestin des denrées alimentaires. Les bénéfices facilement réalisés sont aussitôt gaspillés. Les employés dont l'honnêteté et l'incorruptibilité faisaient la gloire et le bon renom des maisons viennoises sont peu à peu devenus accessibles aux tentations ; leurs traitements, bien que continû-

ment élevés, ne permettent pas à la vaste armée des petits et des moyens fonctionnaires une existence vraiment supportable. Le *Schleichhandel* absorbe d'avance toute augmentation de salaires. Faute de pouvoir acheter en quantité convenable des aliments, des vêtements ou du linge, les gens gaspillent le papier gagné en distractions douteuses. La crise est encore aggravée par une véritable épidémie matrimoniale : à peine âgés de vingt-deux ou vingt-trois ans les jeunes gens revenus de l'armée s'empressent de se marier[1], et cela encore contribue au renchérissement de la vie dans un pays où l'échelle des salaires est calculée sur des bases différentes pour les célibataires et les gens mariés.

» Un incontestable et profond désir d'ordre, d'assainissement et de retour à des rapports normaux se fait sentir dans tout le pays. On est las de la « *Papiergeldwirtschaft* » (vie économique basée sur une monnaie de papier), de l'anarchie générale, des violences croissantes dans la vie publique et privée, et l'on souhaite le retour à une situation claire, ordonnée et légale. Les tendances séparatistes [2], manifestées par les provinces vis-à-vis de Vienne ont principalement cette raison : ce n'est point, comme les socialistes le prétendent volontiers, contre « une capitale qui consomme sans pro-

1. Il a été procédé le dimanche 15 février à 800 mariages dans les églises de Vienne.

2. Le Vorarlberg, bastion alpestre de l'ancienne monarchie enfoncé entre l'Allemagne et l'Italie au-devant de la Suisse, a, dès l'été dernier, préparé son entrée dans la Confédération helvétique, et à diverses reprises manifesté l'intention de cesser de faire partie de la République d'Autriche. Le danger de dislocation que représentait pour celle-ci l'attitude du Vorarlberg (on nous permettra de renvoyer le lecteur a une de nos « lettres d'Autriche », dans *le Temps* du 15 décembre), manifesté bientôt par une série d'initiatives séparatistes du Tyrol, de Salzbourg et même de la Styrie, a amené le Conseil suprême à exprimer solennellement la volonté de l'Entente de sauvegarder l'intégrité autrichienne. « Les Puissances alliées et associées, écrivait en son nom le 16 décembre M. Clemenceau au chancelier Renner, estiment que, si les forces de dissociation devaient triompher sur l'un quelconque de ces points, une telle séparation risquerait d'entraîner la désagrégation complète de l'État autrichien *et de ruiner l'équilibre de l'Europe centrale*... Elles déclarent qu'elles s'opposeront à toutes tentatives de nature à porter atteinte à l'intégrité du territoire autrichien. » (*Le Temps* du 18 décembre.) Le péril de la dislocation de l'Autriche au profit de l'Allemagne ou de ses autres voisins a été ainsi momentanément écarté ; à cet égard encore la consolidation de l'État autrichien dépend de la volonté de l'Entente.

duire » que s'élève la défiance provinciale ; c'est contre la politique de socialisation poursuivie par d'influents facteurs viennois que se dresse l'opposition des provinces ; elles veulent être administrées « bourgeoisement », à l'ancienne mode que les nouvelles ont fait regretter. C'est parce qu'elles attribuent au cabinet viennois des tendances au radicalisme que les autorités d'Insbruck, de Linz ou de Gratz sabotent les instructions du pouvoir central. La *Volkswehr*, cette garde populaire, constituée par le parti socialiste au moment de la révolution de 1918, n'inspire plus confiance à personne ; la police et la gendarmerie ne sont pas assez fortes pour empêcher les violences ou les actes d'arbitraire possibles des masses. L'insécurité et l'illégalité se développent de plus en plus et paralysent encore davantage la résurrection économique du pays. La substitution à la *Volkswehr* d'une petite armée de métier, prévue par le Traité de Saint-Germain, remédiera à cet état de choses. Si dans l'intervalle l'Autriche a obtenu les vivres et le charbon qu'il lui faut, la régénération morale et économique aura lieu simultanément par un enchaînement d'efforts qui la feront sortir du cercle vicieux où le désastre militaire et la dislocation de l'ancienne monarchie l'avaient enfermée : à la trinité fatale qui pesait sur son destin depuis de longs mois : ruine, disette, anarchie, se substituera le programme régénérateur de la nouvelle Autriche : crédit, travail, indépendance. »

Tels sont en résumé les raisonnements que j'ai recueillis à Vienne. Contrairement à ceux des propagandes qui nous combattent, ils admettent pour point de départ l'œuvre de la Conférence de la Paix. Était-ce l'intérêt de la France de supprimer l'élément d'organisation et d'équilibre que pouvait être, gouvernée sur une base de libertés fédéralistes, une grande monarchie danubienne, et de lui substituer, sinon une poussière d'États, du moins un « Balkan élargi », avec quatre ou cinq foyers de chauvinisme et une notable série d'irrédentismes contradictoires? L'histoire seule pourra donner à cette question sa réponse. L'empire unitaire des Habsbourg était en tout cas devenu un anachronisme dangereux à notre époque de démocratie; il est mort, et craindre sa résurrection c'est avoir

peur d'un fantôme. La formation d'une Confédération danubienne qui lui substituerait une ligue d'États autonomes réconciliés, paraît à nos alliés italiens un danger plus grave encore que ne l'était pour eux l'ancienne monarchie[1]. La France ne peut de son côté admettre que les Allemands d'Autriche aillent grossir le nombre de ceux du *Reich*, et leur livrent les clefs de l'Orient. Une solution concilie les deux données du problème et garantit la paix du continent : l'Autriche peut, avec le concours allié et les accords danubiens nécessaires, vivre indépendante comme la Confédération helvétique dont elle est le prolongement naturel, prospérer dans un cadre analogue et par les mêmes moyens. Les grandes puissances n'ont-elles pas décidé, il y aura bientôt un siècle, dans l'intérêt de l'équilibre européen, que les Belges, Français de langue, ne s'uniraient pas à la France? L'État belge a vécu libre, et aucun Français ne songe à revendiquer sa réunion. Il en sera de même des Allemands d'Autriche, si l'Europe le veut. Leur indépendance est proclamée à titre au moins provisoire ; mais ce provisoire deviendra définitif si l'Entente et les nouveaux États nés de la victoire aperçoivent clairement les droits et les devoirs de leur politique vis-à-vis de la « Nouvelle Autriche ».

MARCEL DUNAN

1. Tout l'effort de la propagande allemande dans les milieux politiques et la presse viennoise, où elle dispose d'influences anciennes et de puissants moyens d'action financiers, tend, depuis la fin de l'hiver, à présenter l'Italie comme hostile à la politique française d'indépendance autrichienne, et favorable à l'*Anschluss* qui lui donnerait une frontière commune avec l'Allemagne. Le langage des journaux italiens contribue à accréditer cette impression regrettable qui a permis aux amis du docteur Bauer de reprendre dans l'organe du parti socialiste, l'*Arbeiter Zeitung*, à l'occasion du récent voyage du chancelier à Rome, leur campagne en faveur d'un accord austro-italien-allemand. Le mot même de reconstitution de la Triplice a pu être prononcé. Il appartient à la politique française de manifester sa vigilance et d'exercer à Vienne un nouvel effort analogue à celui qui, cet été, avait eu raison des intrigues du docteur Bauer.

L'administrateur-gérant : E. GUILMOTO.

LA NONCIATURE DE PARIS

Bien qu'on ait beaucoup écrit sur la reprise des relations diplomatiques entre la France et le Saint-Siège, il semble qu'on ait un peu laissé dans l'ombre un sujet important : le rétablissement de la nonciature de Paris, ou qu'on l'ait traité d'un esprit prévenu. Les uns, partisans déterminés de la reprise, ne paraissent pas s'être appesantis sur l'intérêt que ce sujet présente, soit comme condition de l'accord à intervenir, soit comme gage de fécondité des rapports entrevus. Les autres n'envisagent la présence d'un agent officiel du Vatican en France que sous l'aspect d'un rouage superflu, sinon d'un risque auquel nous serions avisés de nous soustraire. C'est tout d'abord à ceux-ci que notre étude s'adresse, en faisant état de leurs arguments.

On paraît nous dire d'abord que la France n'a besoin que d'un agent de contact avec le Vatican, son ambassadeur, et que dès lors la nonciature est inutile. Mais à supposer même que cette formule donne satisfaction à notre intérêt, ce qui est déjà fort douteux, elle passe outre à ce que le Saint-Siège y pourrait objecter. Ou plutôt elle donne à considérer sous un aspect purement unilatéral une question qui, de sa nature, mérite d'être examinée à deux.

Qu'il se fonde demain, n'importe où, un nouvel État de deux ou trois millions d'habitants avec lequel nous soyons disposés à entretenir des relations diplomatiques, nous trouverons

naturel d'accueillir son représentant, du moment qu'il agrée le nôtre. Le principe de réciprocité, en cette matière, est d'usage si constant qu'on aurait peine à lui découvrir des exceptions : de plus, à la différence d'un certain nombre d'usages que la tradition justifie plus que la raison, celui-ci est éminemment raisonnable. Il constitue un hommage à la parité des égards que se doivent deux gouvernements désireux de ne pas ou de ne plus s'ignorer ; il assure à chacun un interprète mandaté auprès de l'autre ; il permet à la fois la division et la coordination du travail diplomatique, qui n'a pas trop de deux organes pour se poursuivre méthodiquement.

La réciprocité, c'est le droit commun entre États. Elle est aussi de règle dans les rapports du Saint-Siège avec les nations catholiques sans exception : Espagne, Portugal, Belgique, Bavière, nouvelle Autriche, nouvelle Pologne (nouvelle Hongrie aussi, sans aucun doute, dès qu'elle sera définitivement constituée), Brésil, Argentine, Chili, Pérou et autres États de l'Amérique du Sud. Elle paraît de plus en plus naturelle même aux États non catholiques, je veux dire de population confessionnelle mixte. Une nonciature vient d'être créée à La Haye, une autre à Belgrade ; celle de Prague sera organisée avant la fin de l'année. La Roumanie, la Bulgarie, la Grèce, dès que les négociations engagées en vue de concordats auront abouti, échangeront sûrement un représentant officiel avec le Vatican. On ne prend même pas assez garde qu'en beaucoup de pays le Saint-Siège entretient, sous le titre de délégués apostoliques, des agents qui, sans être investis de fonctions proprement diplomatiques, ne laissent pas d'assurer des contacts, au moins médiats, avec le gouvernement central ou local. Tel est le cas à Washington, à Ottawa, à Manille, à La Havane, à Constantinople, à Athènes, à Alexandrie d'Égypte, à Beyrouth, à Mossoul, à Sydney, à Tokio, bien que ni les États-Unis, ni les Dominions britanniques, ni l'Empire Ottoman, ni la Grèce, ni le Japon, ne soient officiellement représentés auprès du Saint-Siège. C'est donc en faveur de celui-ci que jouerait l'exception au principe de réciprocité, si l'on considère la fonction des délégués apostoliques comme emportant en fait un certain mandat de représentation.

On ne peut guère proposer d'exemples inverses que ceux de la Prusse et de l'Angleterre. Mais personne n'ignore que la Prusse est prête à recevoir un nonce à Berlin, et même qu'elle sollicite le transfert de la nonciature de Munich dans cette capitale, de façon à centraliser la représentation du Saint-Siège auprès du *Reich*. Quant au gouvernement britannique, la mission extraordinaire qu'il a envoyée à Rome vers la fin de 1914 n'a pas encore été érigée en légation proprement dite. Et si même l'organisation définitive des rapports diplomatiques du cabinet de Londres avec le Vatican devait exclure une nonciature, des raisons traditionnelles, le nombre restreint des catholiques proprement anglais, et surtout l'état de la question d'Irlande suffiraient à justifier cette exception.

Aucun motif analogue, même de loin, ne saurait être allégué à l'encontre du rétablissement de la nonciature de Paris. S'il y en a d'autres — et nous chercherons à nous en rendre compte — le Parlement devra s'assurer qu'ils sont déterminants, actuels, précis, et qu'ils ne relèvent ni de l'idéologie, ni de la sensibilité politiques, moins encore, comme de juste, du parti pris. Pour le moment, faire de la nonciature une « question », serait déjà, vis-à-vis du Vatican, marquer une réticence, et employer la manière un peu dégagée pour le prévenir que, si l'on voit des avantages à rentrer en rapports avec lui, on y trouve aussi des inconvénients. Il pourrait, à ce compte, faire la même réflexion et nous proposer une nonciature, sans ambassade en échange. Il y a d'autres façons, plus diplomatiques, je crois, de tenir compte des réserves que peut inspirer à chaque partie cette pesée préalable et tout à fait légitime des inconvénients et des avantages. Admettez — ce qui n'est point le cas, j'espère — que la République française et le Saint-Siège veuillent ne faire entre eux qu'un essai, encore faut-il le tenter dans les formes de la confiance et ne pas poser, dès l'abord, une condition qui semble un peu les exclure.

On ne comprendra jamais rien aux choses romaines si l'on ne se pénètre de l'idée que le Pape est le chef d'un gouvernement international, en ce double sens que ce gouvernement s'exerce sur des sujets spirituels de toutes les nations, et que toutes les nations — dans des proportions fort inégales, il est vrai —

participent à ses organes. C'est même l'unique gouvernement international qui fonctionne jusqu'à présent : ils seront deux, ou presque, quand la Société des Nations aura inauguré sa carrière. N'en tirons ici qu'un seul avertissement. Le Saint-Siège, eût-il même le désir de satisfaire au vœu d'un gouvernement et d'un Parlement déterminés, et de leur passer, si je puis dire, une fantaisie, ne s'y résoudra qu'après avoir regardé attentivement, du côté de tous ceux qui le regardent lui-même, si cette condescendance n'est pas de nature à nuire à son autorité, à son prestige, à son équilibre. Le « Qu'en dira-t-on » diplomatique et politique atteint, pour lui, à des proportions presque redoutables, parce qu'étant en affaires avec la plupart des États, en contact avec l'opinion du monde entier, harcelé de compétitions, soucieux de les départir, la moindre concession dont il ne peut donner une explication satisfaisante risque de faire jaillir les jalousies, les critiques, les mécontentements, peut-être les demandes indiscrètes.

Que veut-on que le Pape réponde à la question de savoir pourquoi, par hypothèse, la France refuse de recevoir un nonce? S'il allègue que nous nous croyons suffisamment avertis pour traiter avec lui par un agent de notre choix, mais pas assez pour affronter les finesses d'une diplomatie pontificale à Paris — et je crois bien avoir lu quelque part, dans une *interview* française, cette distinction inattendue — la réponse n'aura rien d'obligeant pour nous. S'il avoue qu'il a cru devoir céder sur ce point, pour aboutir à la reprise du contact, il semblera qu'il ait « acheté » cette reprise ; on se demandera dans quel intérêt, et dès lors, sur les intérêts connus et certains, les gens soupçonneux en grefferont peut-être d'imaginaires. De toutes façons vous aurez mis à la gêne, outre le légitime amour-propre du Vatican, ce sens de l'équilibre qui ne l'abandonne jamais, et dont il lui importe, surtout en matière diplomatique, de donner l'impression. Vous aurez rendu plus difficiles à ses propres yeux, et plus difficiles à faire accepter par la critique internationale, des concessions d'un autre genre, et d'un plus grand avantage pour nous, qu'il nous réservait peut-être. En fin de compte, si nous refusions la nonciature, il se pourrait que ce fût non pas le Pape, mais la France, qui « achetât »

la reprise, en se dessaisissant à l'avance, par une exigence négative, du plus clair de sa monnaie d'échange.

***

Selon d'autres avis, la présence d'un nonce laisse entrevoir les éventualités d'une politique d'intrigues à laquelle les questions religieuses peuvent toujours fournir un aliment. Comme souverain spirituel, le Pape dispose d'une autorité dans tous les États où l'on compte des catholiques. Il est délicat de la souligner par une représentation visible et permanente, qui suffirait d'ailleurs à raviver le souvenir d'anciennes luttes et peut-être à éveiller, chez certains, le désir de les reprendre.

Considérée sous cet aspect, la question de la nonciature est de celles qui peuvent recevoir de l'exemple des autres pays une contribution utile, compte tenu surtout de ce que notre rupture diplomatique avec le Saint-Siège remonte à une quinzaine d'années. S'il s'agissait d'étudier la valeur d'une invention chimique ou mécanique qui présentât un intérêt considérable au point de vue de notre armement ou de notre outillage national, nous ne trouverions pas superflue une enquête à l'étranger. Un sujet politique et moral, que les partisans du *pour* et ceux du *contre* s'accordent à envisager comme fort sérieux, est digne d'une sollicitude au moins égale et relève de la même méthode.

Si l'on regarde d'abord du côté des pays où la population se partage en confessions rivales, qui présentent des coefficients numériques comparables, la présence d'un nonce semblerait, à première vue, devoir constituer une épreuve pour la paix publique. En Hollande, où les protestants forment la majorité ; en Bohême, où ils sont une minorité imposante ; chez les Yougo-Slaves, où — sans même tenir compte des musulmans de Bosnie — on compte à peu près autant de catholiques que de *pravoslaves* ; en Roumanie, où l'État qui s'appuie sur une Église nationale « orthodoxe », vient de s'annexer plusieurs millions de catholiques latins ou *uniates*, on comprendrait que l'Église romaine eût quelque peine à faire accepter un agent mandaté et officiel. D'abord

les autres cultes, qui n'y peuvent point prétendre, risquent d'en concevoir de la jalousie. Ensuite, cette nonciature sera peut-être un centre de politique confessionnelle, ou même un foyer de prosélytisme. Ne réveillera-t-elle pas des souvenirs de guerres de religion, ou, ce qui est pire, de guerres de races rangées autour d'un étendard cultuel? L'État, enfin, ne s'expose-t-il point à perdre sur ses sujets catholiques une partie de son autorité, surtout si le souverain professe une religion différente?

On pourrait être aussi inquiet, sinon davantage, pour la tranquillité des pays comme la Bavière, la Belgique, l'Autriche actuelle. Là le catholicisme est, en statistique, la religion de l'immense majorité, mais il a donné naissance à des partis politiques qui s'en font un drapeau, et qui se placent par là en conflit permanent avec d'autres partis étiquetés libéraux, radicaux ou socialistes. Sans doute la mission du nonce ne consiste qu'à représenter le Saint-Siège auprès du gouvernement ; agent *diplomatique*, il n'est ni chef de l'épiscopat, ni, à plus forte raison, directeur de conscience électorale. Mais là où un parti organisé, puissant, qui s'intitule catholique, et qui imprègne, en effet, son programme de principes catholiques, aspire à la majorité dans le Parlement, dans le ministère, et souvent la détient, le moyen que le nonce fasse figure de témoin désintéressé? Si ce parti est vainqueur, il dîne dans l'intimité avec les ministres ; vaincu, il est bien difficile que le même parti ne le prenne pas pour confident. Voilà l'ingérence cléricale organisée et quasi légitimée. Si l'on conçoit que les adversaires d'une nonciature à Paris se soucient peu de ce qui se passe à Munich ou à Vienne, ils doivent être un peu alarmés des risques que fait courir à la Belgique amie l'existence d'une nonciature à Bruxelles.

Voici encore des États dont le passage à la forme républicaine est de date trop récente pour qu'ils soient tout à fait à l'abri d'une réaction monarchique. C'était hier le cas du Portugal ; c'est celui, peut-être, de l'Allemagne d'aujourd'hui. Ici la lutte s'institue non entre programmes, mais entre régimes. Plus âpre déjà, par conséquent, elle risque encore de recevoir un surcroît d'âpreté, pour peu que l'étranger s'y

mêle. Que vient faire un nonce dans un lieu où l'on conspire? Ne sera-t-il point un peu conspirateur lui-même, par habitude professionnelle ou pour exécuter des ordres secrets? La prudence la plus élémentaire, pour l'un et l'autre parti, devrait leur conseiller d'éloigner cet homme, qui trouve un terrain trop favorable aux intrigues romaines, et qui, s'il n'est suspect aux deux, mérite au moins qu'aucun ne se fie à lui.

Or nous nous apercevons, au contraire, que, ni les pays où s'accusent la pluralité et la rivalité des cultes, ni ceux où un *parti catholique* dispute le gouvernement aux socialistes et aux radicaux, ni même ceux dont le régime peut encore passer pour instable, ne paraissent redouter les maléfices d'une nonciature dans leur capitale. Il y a, en effet, des nonces à La Haye comme à Lisbonne, à Bruxelles comme à Belgrade. Et, après avoir noté, en passant, que la France n'a plus à redouter de luttes inter-confessionnelles, que les catholiques, grâce à Dieu, n'y sont point organisés en *parti*, qu'enfin la République y paraît invulnérable, j'ai peine à détourner les yeux du spectacle que nous offrent, en ce moment, les États issus du démembrement de l'Autriche-Hongrie, ou complétés par ce démembrement. Certes, s'il est un groupe de régions où l'on puisse s'attendre à ce que le sentiment public, et même les gouvernements d'installation récente, ne soient pas pressés d'accueillir des nonciatures, c'est bien cette partie de l'Europe Centrale. Elle a vraiment été le théâtre d'une politique « cléricale », en ce sens non seulement que le Saint-Siège a laissé voir, jusqu'au dernier moment, ses sympathies pour la cause des Habsbourg, mais que presque tout le haut clergé, sauf chez les Slaves du Sud, s'est compromis pour cette cause. On y trouve, en outre, sauf en Bohême, toutes les caractéristiques de populations sur lesquelles, à cause précisément des traditions catholiques de l'ancien régime, des représentants de la Cour romaine peuvent disposer d'un crédit appréciable, et mettre ce crédit — s'ils sont ce qu'on craint — au service d'une dynastie qui n'est point éteinte, et de partisans qui n'ont pas l'air d'être découragés.

Point du tout. C'est un phénomène digne d'être relevé par l'histoire, et, en attendant, de s'imposer à nos réflexions,

qu'à peine l'ambassadeur de la Maison d'Autriche rayé de la liste du corps diplomatique auprès du Saint-Siège, sur chaque tronçon de l'Autriche morcelée repoussent, non seulement des représentants auprès du Vatican, mais des *nonces* — de sorte qu'en fin de compte l'*Annuario pontificio* contient une page, au lieu de dix lignes, destinée à la mention de ces représentations réciproques. Nonce à Vienne, nonce à Varsovie, nonce à Belgrade, nonces demain à Prague et à Budapesth. On n'en a peur nulle part.

Si vous interrogez séparément chacune de ces nationalités, le Tchèque dira : « Laïque, libre penseur, socialiste autant que quiconque, et même un peu Hussite, si vous voulez, j'aime avant tout mon pays et je prends où je les trouve des collaborateurs à sa restauration nationale. La chute de l'Empire a ouvert chez nous de nouvelles questions religieuses : il faut remplacer, dans l'épiscopat, les créatures des Habsbourg; liquider, moyennant indemnité, la grande propriété ecclésiastique ; faire un peu la police d'une certaine démagogie cléricale, qui juxtapose, dans son programme, le partage immédiat des biens au célibat des prêtres ; combattre, en Slovaquie, des tendances séparatistes qui se drapent plus ou moins dans le manteau catholique. Toutes ces affaires, j'aurais pu essayer de les régler par décret : j'aime mieux en chercher l'accommodement par l'établissement de relations diplomatiques avec le Saint-Siège. »

Le Yougo-Slave : « Assez de difficultés sont suscitées à notre nouvel État par les différences de formation individuelle et de tradition politique entre le Serbe et le Croato-Slovène, pour que nous cherchions à éviter qu'elles soient aggravées par des conflits cultuels. Nous voulons, « orthodoxes » de Belgrade, donner aux catholiques de Zagreb l'impression que les intérêts de leur religion n'ont rien à perdre au changement de régime d'où l'unité nationale est issue. Le Concordat que la Serbie d'autrefois avait conclu avec le Saint-Siège sera remanié et complété : nous aurons désormais auprès du Vatican, non un simple délégué, mais un chef de légation. »

Le Roumain : « L'Autriche-Hongrie, en succombant, nous a légué malgré elle la Transylvanie et une partie du Banat. Nous héritons de diocèses peuplés de catholiques latins, mais

ces catholiques relèvent, généralement, de la nationalité allemande ou magyare. Pour leur faire bien entendre qu'ils n'en sont pas moins devenus sujets roumains, et qu'ils doivent se comporter comme tels, nous avons tout en même temps à rassurer leur conscience religieuse et à veiller à ce que leur clergé n'ait pas un *Credo* politique différent du nôtre. Le meilleur moyen, pour y parvenir, est de s'entendre avec le Pape. Nous préparons un Concordat, et nos relations diplomatiques avec le Vatican en procéderont dès l'année prochaine. »

Vous insistez et risquez un conseil de prévoyance : c'est déjà beaucoup de convier le Saint-Siège à se mêler de tant et de si graves affaires intérieures. Ne suffirait-il pas de lui envoyer un représentant, sauf à éluder la permanence d'un nonce au cœur de ces affaires?

Ils répondent : « Ce n'est pas là notre compte. Notre représentant à Rome aura des situations de fait à alléguer, des instructions à provoquer, des difficultés à éclaircir. Ces situations seront mieux reconnues, la suite de ces instructions sera mieux assurée, ces difficultés feront plus facilement l'objet d'un examen contradictoire, si Rome dispose d'un agent accrédité chez nous. Notre gouvernement ne sera du reste pas fâché de traiter sur place certaines affaires avec cet agent, soit pour les résoudre par procédé sommaire, soit pour en préparer l'instruction. La technique et l'expérience de la diplomatie réclament la dualité des agents de contact. L'organisme diplomatique doit, pour ainsi dire, former circuit : le nonce et le représentant auprès du Vatican figurent ici les pôles. Voilà pourquoi monseigneur Micara, auditeur de la nonciature de Vienne, est considéré d'un bon œil à Prague, où il fait le « travail » d'un nonce, en attendant qu'il en ait le titre; pourquoi monseigneur Chérubini vient d'inaugurer la nonciature de Belgrade; et pourquoi Bucarest aura la sienne, tout comme Varsovie, Vienne et Budapesth. »

En écoutant ces propos, le Français qui se méfie des agissements d'un nonce à Paris doit pourtant convenir qu'il est en présence d'un dilemme. Ou bien une crise de témérité collective sévit sur nos alliés comme sur nos adversaires d'hier, au point de leur faire perdre complètement le sens du péril clérical et des artères par lesquelles il s'insinue. Ou c'est nous

qui nous formons du Vatican, de ses intentions et de ses organes une idée tout à fait spéciale, une opinion qui, sans être purement imaginative, manque peut-être un peu de modernité et de réalisme. A tout le moins doit-on s'avouer que, si nous avons appris beaucoup de choses depuis quinze ans, ce n'est pas précisément à connaître la Cour romaine. Faisons donc à présent l'effort d'essayer de nous représenter ce que pourrait être un nonce en France.

***

Le nonce ne fera d'abord que son devoir, à considérer la France comme un champ d' « observation ». — Avons-nous quelque chose à lui cacher? Par certains côtés, législation laïque, régime des écoles, ostracisme maintenu contre la plupart des congrégations, nous n'offrons pas un spécimen de civilisation nationale en tout conforme aux principes romains. Seulement tout cela est public, c'est presque de l'histoire ancienne, et le nonce aurait vraiment du temps à perdre s'il en faisait l'objet d'un exposé. Par d'autres côtés, est-il bien sûr que nous soyons connus, ou plutôt que nous ne soyons pas un peu méconnus à Rome? La société française, le foyer français, l'éducation française y ont souvent été décrits, par les nombreux adversaires que nous y comptons, sous des couleurs malignes, assombries à souhait, et ces peintures ont fait d'autant plus impression que le milieu de la Curie a des goûts généralement sédentaires : il ne contrôle guère par lui-même. On a conservé l'habitude, c'est vrai, d'y parler de « fille aînée de l'Église ». Comme c'est un dicton, il est facile à placer et n'engage à rien. — Est-on bien convaincu seulement, dans le même milieu, que nous avons subi la guerre, qu'on nous l'a faite impitoyable, que nous n'avons rien tant à cœur, les justes réparations assurées, que la paix pour nous-mêmes et pour chacun? A entendre certaines conversations, et même à lire des journaux dont le « monde noir » forme la clientèle, cette conviction serait encore vacillante.

Mais il n'est pas besoin d'agents diplomatiques, dira-t-on, pour crier ces évidences. Quand même les faits ne seraient pas irrésistibles, d'innombrables Français sont entrés au

Vatican, avant, pendant, depuis la guerre. Évêques, députés, journalistes, dames d'œuvres, visiteurs respectueux, visiteurs officieux, la voix de la France a trouvé mille organes, et, à d'infimes exceptions près, en tout ce qui intéresse le patriotisme, ils donnaient l'unisson. — D'accord, mais il leur manquait peut-être ce à quoi le Vatican attache un grand prix : l'autorité. Dans cette Maison qui recueille, en effet, les échos de l'univers depuis tant de siècles, où le sentiment hiérarchique, l'esprit d'ordre, voisinent avec le scepticisme largement appliqué aux hommes, quelquefois même à l'histoire, le mot : *opinion publique* n'offre pas grand sens, tandis que le mot : *gouvernement* en a un. Les mêmes choses dites une fois par un ambassadeur auraient peut-être produit plus d'effet qu'articulées par cent bouches irresponsables.

Faute d'ambassadeur au Vatican pendant la guerre, inquiets de nous sentir hostile l'opinion presque unanime du monde catholique, nous avons eu recours à la « propagande », et des hommes très dévoués, très avertis, se sont donné la peine de l'organiser. Les bureaux compétents y ont mis aussi du bon vouloir. Je me suis même laissé conter que, pour être mieux assurés de frapper l'opinion catholique au point sensible, certains manifestèrent une extrême préoccupation de ne confier les *tracts* ou les conférences qu'à des hommes notoirement investis d'une réputation d'orthodoxie. On avait peur de manquer le but en faisant ressortir des noms qui fleuraient le catholicisme libéral, et, à plus forte raison, le « modernisme ». Par contre, le rigorisme doctrinal était fort apprécié : l'assaisonnement d'une petite renommée de fanatisme avait son mérite.

En vérité, les nécessités de la guerre ne connaissent pas de bornes. Nous venions de découvrir qu'il existe, dans le monde, un esprit, une opinion, voire des dogmes catholiques, et que tout cela mérite d'être pris en considération, dans les pays du moins où nous avions à passer des marchés de fournitures et à acheter des mulets. Le nom de Veuillot recommençait à faire prime. On eût couvert d'or Donoso Cortès.

Certes, la présence, à cette époque, d'un ambassadeur auprès du Vatican, qui est un centre, mieux que de « propagande », j'entends d'irradiation d'idées et presque de mots

d'ordre, nous aurait permis l'économie de bien des ballots d'opuscules. Mais celle d'un nonce à Paris ! Après tout, ce nonce aurait pu être un brave homme — et pourquoi pas? — bienveillant à notre pays, ou du moins impartial, soucieux, en tout cas, de « rendre compte » à son gouvernement. Les convois de réfugiés, les cruautés allemandes, la vaillance de Paris sous les *Gothas*, la foule dans les églises, les croix de guerre au clergé, que d'enseignements pour un témoin direct et qualifié ! Lui seul peut-être aurait été dans le cas de communiquer au Vatican un peu de cette vibration dont nous nous sommes tant plaints qu'on nous refusât les signes ; et quand même il ne l'aurait pas ressentie, il l'aurait sans doute décrite, analysée, commentée. Les évêques, les catholiques notables, les informateurs de tout genre qui se rendaient alors au Vatican, l'ambassadeur, s'il eût existé, ce n'étaient en somme que les Français peints par eux-mêmes, note au moins restrictive. Je n'aurais pas du tout redouté, pendant la guerre, de voir les Français peints par un nonce.

Je ne redouterais pas davantage que, demain, un nonce envoyât à Rome son rapport sur une visite aux régions dévastées ; qu'après s'être donné le loisir d'étudier la situation politique, sociale, religieuse de notre pays, il confiât ses impressions à la valise diplomatique ; qu'il sortît un peu de Paris pour constater que nos campagnes n'ont jamais été plus paisibles, que la petite ville travaille, et que si, comme partout, l'attitude des employés ou des ouvriers de la grande industrie commence à rendre la vie difficile à tout le monde, eux compris, la Révolution n'est pas encore à nos portes, bien que nous soyons censés en avoir fondé l'école. Je n'aperçois même pas de raison de craindre que le nonce fasse de fâcheuses découvertes dans notre monde politique. Peut-être y liera-t-il connaissance avec des radicaux qui seront charmants pour lui, et c'est une des choses qu'il ne manquera pas de dire à Rome. Quant à notre clergé, nous pouvons le montrer sans appréhension à n'importe quel envoyé du Saint-Siège, qui, même s'il n'était un « brave homme », sera toujours un homme d'Église. Sous ce rapport aussi nous n'avons à perdre à aucune comparaison.

***

Observateur, le nonce est aussi un agent diplomatique (*agere*), et ce sont précisément son mode ou ses sujets d'action, je le crains, qui suscitent de l'appréhension dans certains milieux français.

Pour expliquer qu'en un moment où les nonces sont considérés partout comme des collaborateurs à la paix publique, on puisse leur prêter, en France, une sorte de préméditation de la troubler, il faut feuilleter, semble-t-il, quelques pages de notre histoire contemporaine. Aussi bien l'opposition, plus vive au Sénat qu'à la Chambre, à ce qu'on assure, contre le rétablissement de l'ambassade auprès du Vatican, est déjà un signe que les souvenirs doivent ici jouer un rôle. Il n'est peut-être pas difficile de les préciser.

Les fondateurs de la République ont trouvé, leur faisant face, il y a quelque quarante ans, non pas sans doute tout le clergé français — car beaucoup de prêtres, par principe, se tiennent à l'écart de la politique — mais une grande partie de ce clergé, surtout dans les campagnes. Le curé se déclarait alors monarchiste ou « conservateur ». En tout cas, on était presque sûr de le trouver du côté des *blancs* contre les *rouges*. Mêlé surtout aux luttes municipales, âme ou chef même d'un parti de village, qui n'était pas toujours celui du maire, c'était aussi la belle époque de son antagonisme avec l'instituteur. Sachant, l'un, beaucoup plus de latin, l'autre peut-être un peu plus d'arithmétique, en tout cas se sentant fier d'être seul initié aux mystères de la pédagogie, le curé et l'instituteur (on a quelque peu dramatisé les choses en disant : l'Église et l'École) s'affrontaient par leurs ambitions rivales de diriger la démocratie, dont ils étaient d'ailleurs tous deux. Le maire et le curé s'affrontaient aussi, quand ils n'étaient pas du même « bord », au cours de chaque période électorale. L'ancienne génération républicaine, alors naissante, a pris cette double lutte à son compte. Elle a remporté la victoire, mais non sans peine, sans combat, sans blessures, ni, par conséquent, sans rancune.

Survient le phénomène historique qu'on a qualifié « rallie-

ment », et qui était pour partie d'initiative pontificale. Toutefois, une formule politique nouvelle, un mot d'ordre nouveau, même s'ils sont bien compris — ce qui ne fut pas le cas — n'ont pas la vertu de changer le fond des hommes. La génération républicaine, la vraie, historiquement parlant, se retrouva en face des mêmes cadres et presque des mêmes troupes de ce qu'elle avait accoutumé d'appeler l'armée « cléricale ». Son sens politique et son intérêt électoral l'avertirent très vite que le changement n'était que d'enseigne. C'était toujours bien la lutte entre le curé et le maire — celui-ci symbole du pouvoir civil — entre le curé et l'instituteur — ce dernier symbole de « l'émancipation intellectuelle », et, si elle avait changé d'aspect, ce n'était pas pour plaire aux amateurs de situations nettes. Elle pensait, cette génération, et elle n'avait pas tort à son point de vue, que la République avait autant à perdre, peut-être plus, à être envahie que combattue. Et puis, on commença de voir apparaître, dès ce moment, à côté de prêtres de très bonne foi, exempts d'ambition, qui « donnaient dans la République en plein », comme Paul-Louis Courier confessait « avoir donné dans la Charte », les professionnels de la nouvelle école : le théologien du ralliement, l'abbé-démocrate, le vicaire-journaliste. Quant à ceux-là, plus ils voulaient avoir l'air de pousser en avant, par leurs idées, plus aussi, par leurs allures, ils donnaient l'impression d'un saut en arrière, vers l'époque où notre délicieux auteur imputait déjà aux curés de la Restauration de vouloir « mener tout le monde » et appelait le sien, celui de Véretz, en 1822, « conscrit de l'Église militante ». Pour les vétérans des luttes républicaines, et même pour quelques spectateurs plus désintéressés, tout cela n'était pas fort plaisant.

Malgré donc que la guerre ait passé sur ces souvenirs, et que, pendant la commune épreuve, le clergé ait fait corps, le plus honorablement du monde, avec la nation ; malgré qu'aujourd'hui, presque partout chez nous, il réponde par le bon sens à l'appel du bon sens, qui le conjure de ne pas faire de politique en terre de France, ou d'en faire sans y tâcher, simplement par l'exemple de ses réelles vertus et du désintéressement de sa vie ; et malgré encore qu'il faille bien

être un peu têtu pour considérer que les principales préoccupations du moment procèdent du péril clérical, — malgré tout cela, on peut comprendre que le projet de reprise de relations avec le Vatican provoque un retour sur les années difficiles de la République et fasse un peu sentir aux vétérans l'odeur de la poudre.

Mais c'est aller bien loin que de rendre cette formidable institution qu'est la Papauté responsable des insuffisances de compréhension et des erreurs de tactique commises, à un moment donné, sur un point du globe, par une minorité qui en méconnaissait les intentions à son propre insu. Ces erreurs peuvent-elles la diminuer, et diminuer le sentiment général que nous devons avoir de son importance, de son rôle et de notre intérêt à nous rapprocher d'elle? Est-ce la faute de Léon XIII si les conseils politiques qu'il avait donnés — *politiques*, par conséquent flexibles et sujets à toutes les accommodations requises par la diversité des circonstances et même des espèces — ont été, si je puis dire, dogmatisés, laminés au syllogisme, dénaturés même au gré des tempéraments militants? Que trouvait-on, après tout, au fond de ces conseils qu'on a transformés en ordres de ralliement obligatoire et agressif? *Ne vous raidissez point contre le gouvernement établi ; collaborez sincèrement au bien de l'État ; transigez avec les personnes ; tâchez de faire accepter vos idées, mais ne vous attachez qu'au possible ; n'oubliez pas le rôle du temps, et même, à l'occasion, sachez vous effacer.* Il faudrait tout ignorer de la Rome politique moderne pour donner un autre sens à l'intervention de Léon XIII.

Il est inouï que — du côté républicain, cette fois — quelques-uns aient pu lui prêter l'intention de conjurer insidieusement la chute du régime. Mais les conseils adressés aux catholiques français il les a donnés à tout le monde, aux peuples d'Autriche, aux Polonais, aux Irlandais, aux Alsaciens-Lorrains, partout où il sentait qu'un frémissement politique, ou même national, risquait de compromettre le bien de la religion, dont il avait charge, en brouillant les catholiques avec les pouvoirs établis, et peut-être ceux-ci avec le Saint-Siège! Il s'est efforcé d'être un grand pacificateur, avant la guerre, de calmer, de « faire attendre » les esprits inquiets, estimant que

tout le monde finirait par trouver son compte à ce qu'il fût, lui, l'ami des gouvernements. Il n'était pas l'ami, c'est vrai, et c'est la seule exception, du gouvernement italien. Mais qu'on se rassure, ou plutôt que veuillent bien se rassurer ceux qui craignent qu'en allant au Vatican la France paraisse prendre position contre l'autre Rome. Si la politique internationale de Léon XIII a laissé, sous ce rapport, une lacune, la lacune italienne — et elle était sans doute voulue — le Pontificat actuel l'a comblée largement.

Est-ce donc qu'au lendemain de la guerre, qui fut, pour l'Église catholique aussi, une source abondante de difficultés et d'épreuves, on s'imagine un Pape enclin à fomenter, où que ce soit, de nouvelles agitations? Ceux-là mêmes qui croient devoir faire des réserves sur le principe qu'il représente ou sur son caractère, n'accorderont-ils pas que son triple intérêt est de vivre, de laisser vivre, et d'aider à vivre? Est-ce qu'il ne doit pas éprouver, comme tous les honnêtes gens, et plus que quiconque, un besoin impérieux de stabilisation? Réveiller des querelles religieuses et susciter des troubles politiques, quel programme ! Et comme il tient bien compte de ce que le Vatican, conservatoire d'idées nécessaires, est aussi la grande école d'abolition des souvenirs inutiles !

Je ne crois pas qu'il convienne de s'arrêter longtemps à l'hypothèse que le nonce à Paris, interprète maladroit ou infidèle — il y a toutes chances pour qu'il ne soit ni l'un ni l'autre — se livre aux industries de l'intrigue pour son propre compte. Ceux qu'elle préoccupe n'ont probablement jamais beaucoup connu, je ne dis pas même de nonces, mais de diplomates. Ce n'est faire aucun tort à la diplomatie, loin de là, que de constater qu'un agent placé dans un poste s'efforce tout d'abord d'en faire ressortir l'intérêt auprès de son propre gouvernement ; ensuite de rendre sa fonction agréable au gouvernement auprès duquel il est accrédité ; enfin d'éviter les « histoires » et les gens qui en procurent. De l'ensemble de ces tendances dont chacune, excellente prise en soi, gagne encore à être juxtaposée aux autres, résulte une moyenne, où le désir de plaire et de bien faire le dispute à la prudence. Haussez-la d'un degré, pour faire compte du caractère italien ; d'un demi-degré, pour ne pas perdre de vue ce qu'y peut ajou-

ter la formation spécifique du Vatican ; et d'un demi encore — car il faut bien penser à tout — pour ne pas négliger le coefficient de la bénignité ecclésiastique : vous aurez le nonce classique. Je me refuse à croire qu'il puisse nous échoir la mauvaise fortune de recevoir à Paris un nonce qui, nanti d'instructions conciliantes, conscient de l'importance de son poste (ce sera un des vestibules du cardinalat), soucieux de sa réputation, justement attentif à ses intérêts de carrière, aille au-devant des « histoires » que ses collègues en diplomatie sont unanimes à fuir. Ou alors prêtez-lui la vocation du martyre. Encore ne serait-il martyr que de son excentricité.

Je sais bien qu'il a été quelquefois question de nonces romantiques. Il y en eut peut-être, mais si peu ! Et n'est-il pas vrai qu'en général le gouvernement de la République a eu affaire à des interlocuteurs romains de bonne composition? Je voudrais introduire ici une anecdote qui, sous son apparente frivolité, ne laisse pas d'apporter une contribution au sujet. Elle me vient d'un ancien préfet, qui fut, en sa jeunesse, collaborateur ou même secrétaire du ministre de l'Intérieur — M. Fallières, il me semble — au temps de l'exécution des décrets. Laissons-lui la parole :

« — En ce temps-là, ce n'était pas comme aujourd'hui. La République n'était pas si solide. Les « levées de crosses » nous préoccupaient un peu. Nous recevions à chaque instant des télégrammes qui nous rapportaient des épisodes de sièges de couvents. Monseigneur de Cabrières venait de donner un exemple bien dangereux (mais il n'a pas été suivi), en recevant, revêtu de ses habits sacerdotaux, par une excommunication en forme, le commissaire de police, à travers la brèche d'un mur qui venait d'être abattu au nom de la loi. Entre parenthèses, il m'a toujours fait l'effet d'un gentilhomme, celui-là ! Il nous a bien ennuyés ; mais s'il avait pu savoir quelle cote au ministère de l'Intérieur !

» A quelques jours de là, le nonce se présente dans la pièce où je travaillais, attenante au cabinet du ministre. C'était, je crois, Monseigneur Czaki. Très courtois, d'ailleurs, il demande à être introduit. Je me dis : c'est clair : notre tour est venu, à nous aussi, il apporte l'excommunication. Vous me connaissez : je n'attache aucune importance à ces choses-là. Mais enfin,

on a toujours, dans son entourage, une parente, une amie, une tante à héritage peut-être, qui ne sont pas de la même opinion. On y risque même d'être un peu regardé de travers par sa gouvernante. Somme toute, je ne tenais pas à être excommunié. Quant au patron, tant pis : c'étaient les risques de la fonction.

» L'entretien se prolonge. Trois quarts d'heure se passent. De temps en temps, je m'approchais de la porte : pas un éclat de voix, pas un mot de latin. Cela déroutait mes idées sur l'excommunication : il est vrai que je croyais plutôt en avoir. A la fin, la porte s'ouvre. Son Excellence était souriante, le nonce était souriant ; ils se serrent la main avec effusion. Le nonce parti, je m'approche du ministre : je devais lui faire l'effet d'un subordonné qui apporte des condoléances. Il me dit tout simplement : « Quel homme charmant ! Quelle conversation variée ! Nous avons parlé de tout.... A propos, il m'a dit, en me quittant, qu'il ne fallait pas s'inquiéter des affaires que vous savez, et que ses sentiments, pour le gouvernement de la République, étaient inaltérables. »

***

Avec les affaires extérieures nous entrons dans le vif des raisons qui ont déterminé le gouvernement à déposer le projet portant rétablissement des crédits de l'ambassade auprès du Saint-Siège. L'exposé des motifs fait une allusion mesurée, bien loin d'être limitative, aux intérêts politiques qui ne peuvent plus s'accommoder de notre éloignement de Rome et qu'il est temps de remettre aux mains d'un représentant officiel de la France. En théorie, cela suffit. En pratique, il vaut la peine d'examiner si le rétablissement parallèle de la nonciature de Paris n'importe pas à la manœuvre de ces intérêts, en tout cas à la commodité des procédures par où ils doivent être discutés et dégagés. Il serait curieux que nous eussions le secret, seuls ou peu s'en faut, de faire bien fonctionner, et seulement dans nos rapports vis-à-vis du Vatican, la machine diplomatique avec un moteur unique, à la place des moteurs conjugués et traditionnels. Il ne faut pas se payer de phrases et croire que tout sera résolu quand nous serons « allés à Rome ». Il ne faut pas croire davantage que le meilleur moyen de paraître

avoir évité le détour par « Canossa » soit d'éluder la nonciature.

Une « reprise » est souvent plus délicate qu'une création. Pour la France au Vatican en particulier, la tradition est à la fois une force et une servitude. Elle donne un sujet de crédit, mais elle fournit aussi un sujet de réminiscences, qui peuvent n'être pas toutes à notre avantage. Quand elle a été interrompue pendant quinze ans, il lui faut trouver des formes qui s'ajustent aux changements accomplis dans l'intervalle ; il convient même de prendre garde que certaines formes ne soient pas complètement démodées. Ceux qui parlent de « reprendre à Rome notre politique traditionnelle » se contentent de cet aphorisme sans doute parce qu'ils n'en ont pas d'autre sous la main. En réalité, la guerre et l'après-guerre ont mis la Papauté, comme nous-mêmes, en présence d'événements si formidables, sans compter l'impénétrable demain, que la part que nous y pouvons prendre d'accord laisse encore beaucoup de place à l'imprévu. Notre politique à Rome semble plutôt devoir être de sagace et méticuleuse adaptation, avec un peu de tradition comme support.

Avant même d'en former l'esquisse, le nouveau représentant de la France devra faire une reconnaissance prolongée à travers le monde romain : c'est un monde, en effet. Initié sans doute d'avance à la constitution générale de l'Église, à la répartition des compétences entre les multiples organes de son gouvernement, aux hiérarchies, aux usages, aux protocoles même du milieu, il lui restera encore à se familiariser avec bien des choses : la topographie actuelle du Vatican (nous parlons au figuré), la carte des « courants », la densité des « entourages », les influences stables, les influences migratrices, le corps diplomatique, les officieux, les candidats officieux, la presse catholique, l'ambiance italienne, la colonie ecclésiastique française à Rome, etc. Tout le monde aura les yeux sur lui ; presque tout le monde le comblera de congratulations, la plupart sincères. Restera tout de même à compter avec ceux qui ne seront pas contents, et qui le laisseront voir, et avec ceux qui le seront moins encore, tout en conservant le sourire.

Pendant cette période de transition, à laquelle ne saurait échapper l'ambassadeur le plus avisé, et qui est une consé-

quence inévitable de la rupture, il se présentera des affaires urgentes, les unes par leur objet, les autres par la nécessité de hâter la publicité de leur solution. Mettons hors de cause la bonne volonté réciproque du gouvernement de Paris et du gouvernement pontifical ; elle doit être secondée à chaque instant par leurs agents diplomatiques. Pour marcher d'un pas sûr, l'ambassadeur aura peut-être besoin d'un peu de temps : c'est la condition opposée à la marche d'un pas rapide. Et quel est l'homme le plus intéressé après lui, avec lui, plutôt, à trouver le secret du pas sûr et rapide ; quel collaborateur naturel, celui-là familier avec le milieu romain, sur les dispositions et l'expérience de qui il peut faire fonds, — sinon le nonce à Paris, le diplomate placé, si je puis dire, à l'autre « bout du fil », mais tout aussi préoccupé du fonctionnement du fil?

Après tout, par conscience, par amour-propre professionnel, par désir d'éviter à son gouvernement jusqu'aux apparences d'un échec ou d'une tergiversation maladroite, le nonce se sentira responsable, tout comme l'ambassadeur, des destinées du « rapprochement », et, jusqu'à un certain point, des jugements qu'en portera l'opinion.

Si, dans les premiers temps surtout, où cette opinion sera aux aguets, les résultats apparaissent négatifs ou incertains, la constatation ne sera flatteuse ni pour l'un, ni pour l'autre, ou plutôt la malignité s'en prendra à l'un et à l'autre, à défaut de recherche ou de moyens de discernement. On a vu s'opposer quelquefois des contradictions l'ambassadeur de France dans un pays et l'ambassadeur du même pays en France. Ce ne sont jamais des jeux innocents. Mais enfin, ils peuvent n'être pas périlleux quand, entre les deux gouvernements, les relations sont assises, ininterrompues, et surtout quand leur principe ne fait pas question. Il y a eu et il y aura toujours, chez nous, des adversaires des relations avec le Vatican, et l'événement ne prouve que trop qu'elles peuvent être intermittentes. Raison de plus pour leur donner une armature solide, et faire en sorte que le jeu des organes soit concerté.

Plus tard, une méthode s'établira dans le roulement des affaires. Les unes seront présentées par Paris à Rome, les

autres par Rome à Paris. En principe, si c'est le gouvernement de la République qui prend l'initiative du sujet, c'est son ambassadeur qui prendra celle de la conversation. Toutefois cette règle n'est rigoureusement applicable qu'aux affaires qui se traitent sur dossiers. S'il s'agit, par exemple, d'une question d'attitude ou d'inflexion politiques — et ce seront sans doute les plus intéressantes — peu importe la voie par laquelle on l'acheminera, pourvu qu'elle conduise au but. Ce n'est pas le métier d'un publiciste de suggérer par où nos intérêts politiques, entendus au sens large, compte tenu de l'état nouveau du monde, peuvent entrer en liaison avec ceux du Saint-Siège. Il est même à souhaiter qu'au moment de la discussion parlementaire nous ne voyions pas étaler à la tribune trop de plans de coordination, trop de cartes d'état-major. Cela, en effet, c'est la fonction et l'art de la diplomatie, qui gagne généralement à ne pas dire ce qu'elle fait et à faire ce qu'elle ne dit pas.

On peut cependant proposer une simple remarque, qui ne sera sans doute pas infirmée par ceux qui possèdent quelque expérience des choses de Rome. Il faut bien répéter qu'on respire à Rome un air chargé d'effluves internationaux. Sans doute, quand vous pénétrez dans la cour d'un ministère des Affaires étrangères quelconque, vous n'êtes pas étonné d'y rencontrer des figures et des automobiles de tous les pays. Ils y sont à leur place. Cependant ils laissent bien l'impression d'un apport étranger : on sent que l'exterritorialité n'est ici qu'une fiction. Au contraire, on la sent une réalité dans la cour Saint-Damase. Après tout, les relations diplomatiques — entre puissances temporelles — sont l'effet d'une convention généralisée. La présence au Vatican non seulement de dignitaires en habit brodé, mais de gens venus de tous les points de l'univers, est l'effet naturel et consolidé de dix-huit siècles de propagation de l'Évangile. Ainsi le Saint-Siège n'est étranger chez personne, et personne n'est étranger chez lui. Mais le diplomate n'est pas un philosophe, à qui peut suffire de s'incliner devant cette grandeur.

Chargé peut-être d'une communication délicate, d'une de ces ouvertures qui fleurent, à n'en pas douter, une tactique *nationale*, il pourra se dire, montant les degrés de marbre

qui conduisent de la cour Saint-Damase au cabinet du secrétaire d'État, et du haut desquels une sorte de lansquenet le salue de la hallebarde, que l'atmosphère contraste un peu avec l'esprit de son entreprise. Sur l'escalier, dans l'antichambre, il croisera des collègues, ou de simples visiteurs, qui viennent aussi plaider un intérêt national, peut-être l'adverse. Enfin, dans le cabinet même, il se trouvera en face d'un cardinal accoutumé sans doute à ces compétitions, dont c'est l'affaire d'en détortiller la trame, en dispositions accueillantes peut-être pour les désirs exprimés par l'envoyé de France, mais qui cependant, représentant politique d'une Église attentive à ne s'aliéner aucun gouvernement, ni aucun peuple, tient tout ce qui est d'inspiration *nationale* pour sujet propre à le rendre circonspect.

L'ambassadeur parlera, sera écouté, reviendra, insistera, et finalement gagnera sa cause : nous l'espérons bien. Mais quel concours peuvent apporter à ce succès une ou plusieurs autres conversations, celles-là plus familières, par exemple, dans le cabinet du ministre des Affaires étrangères à Paris ! Là, point de cérémonial, une atmosphère française, un nonce acclimaté. On cause de ce qui doit se dire à Rome, ou de ce qui s'y est déjà dit, les pieds sur les chenêts. Le nonce, lui, a le juste sentiment du possible dans son milieu, la connaissance préalable ou l'intuition des difficultés ; on peut s'en rapporter à lui pour habiller une idée à la romaine. Il est de bon conseil, il sera de bonne volonté, certes ! Son habileté et sa réputation sont en cause. Voilà une affaire étayée. S'il n'est là, si vous avez jugé d'avance sa fonction inutile et son personnage encombrant, où sera l'étai? Jugeons donc un peu les choses en profondeur : par la force des circonstances, une nonciature est souvent l'organe d'atténuation des scrupules internationaux du Saint-Siège, organe mis par *lui-même* à la portée d'un gouvernement national.

*
* *

Et voilà peut-être la raison décisive pour laquelle il semblerait que nous eussions une vision diminuée de nos propres intérêts en faisant obstacle à ce que le rétablissement de

l'ambassade auprès du Vatican eût pour corollaire le rétablissement de la nonciature de Paris. Aussi bien, si le nom que déjà on prononce à Rome — et que nous nous garderons bien d'imprimer, pour ne pas faire tort à l'homme éminent qui le porte — était celui du titulaire du poste nouveau, il offrirait à lui seul, au point de vue français, non seulement des garanties contre les dangers présumés d'une nonciature, mais une assurance en faveur des résultats qu'il est permis d'attendre de cette institution à notre foyer. Il est peut-être de moindre importance que les installations soient simultanées : le point est que la question de principe soit franchement résolue ; que le gouvernement français et le Saint-Siège commencent par se témoigner une confiance mutuelle ; et que cette confiance soit partagée, de personne à personne, par les diplomates qu'ils enverront l'un chez l'autre.

CHARLES LOISEAU

UN AVENTURIER[1]

DRAME EN CINQ ACTES ET NEUF TABLEAUX

ACTE DEUXIÈME

TROISIÈME TABLEAU

Un an après, à Vienne, chez la reine Gertrude. Un salon ; portes latérales ; petite porte à droite, au premier plan ; au fond, large porte vitrée s'ouvrant sur un jardin.

SCÈNE PREMIÈRE

LA REINE, ROSALIE.

LA REINE. *Elle est assise devant une petite table, sur laquelle il y a des fards, des instruments de toilette, un réchaud pour fers à friser. Elle fait sa figure pendant que Rosalie achève de la coiffer.*

Ah ! je respire ! Il faisait une chaleur dans ce cabinet de toilette !

ROSALIE.

Votre Majesté a trop de sang... Est-ce bien comme cela, madame?

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 mai 1920.

LA REINE.

Oui.

ROSALIE,

Votre Majesté est très en beauté aujourd'hui.

LA REINE.

C'est vrai... As-tu écrit qu'on vienne pour mes robes?... Un demi-deuil... pas trop sombre... Crois-tu que je puisse me permettre cela, nourrice?

ROSALIE.

Certainement. Votre Majesté peut. Voilà bientôt un an que le prince Renaud est mort.

LA REINE.

Pauvre enfant ! (*Elle continue à faire sa figure. Désignant des journaux.*) Au fait, quelles nouvelles d'Alfanie?

ROSALIE, *prenant un journal et lisant :*

« Le surprenant aventurier qui se donne pour le prince Renaud continue à faire des dupes. Nous ne parlons pas des contrebandiers et des coupe-jarrets qui viennent chaque jour grossir sa bande. Mais il paraîtrait qu'une partie de la noblesse de la province de Carolie commence à s'émouvoir en sa faveur et que, notamment, le comte de Mano et le marquis de Sulina sont venus lui offrir leurs épées...

LA REINE.

Bon !

ROSALIE, *continuant.*

» Les troupes républicaines, mal outillées pour une guerre de montagnes, sont à peu près impuissantes jusqu'ici contre un ennemi invisible et insaisissable. Le gouvernement est fort inquiet. On annonce une interpellation qui pourrait bien amener la chute du ministère. »

LA REINE.

C'est bien fait. Ils m'ont chassée : ça leur apprendra.

ROSALIE.

Bah ! nous ne nous ennuyons pas trop, à Vienne.

LA REINE.

Hum !

ROSALIE.

Votre Majesté est même plus libre que sur le trône.

LA REINE.

Est-ce que le trône me gênait tant que cela, Rosalie? Tu le sais mieux que personne.

ROSALIE.

Le fait est que Votre Majesté me chargeait quelquefois de drôles de commissions...

LA REINE.

Il y avait vraiment à la cour un petit coin très gai... Et puis, je n'étais pas obligée de compter comme ici... Il n'y a pas à dire, c'était le bon temps.

ROSALIE, *continuant de parcourir les journaux.*

Ah ! il y a encore ceci : « Dernières nouvelles. — La bande du prétendu prince vient de s'emparer presque sans coup férir de la petite ville de Pirna, position d'une réelle importance à l'entrée des défilés de Czacova... »

LA REINE.

Hé ! hé ! si le gredin allait trop réussir?

ROSALIE.

Il né peut rien sans vous... qu'ennuyer ces affreux républicains. C'est égal, voilà une nouvelle qui fera plaisir à mademoiselle de Mayrias.

LA REINE.

Oui ; ma petite cousine s'intéresse à ce chef de brigands : c'est de son âge.

ROSALIE.

La princesse doit-elle rester longtemps à Vienne?

LA REINE.

La mort de son père, dont Dieu ait l'âme (car il fut un de mes plus braves défenseurs, et sa fidélité lui a valu l'exil) ne laisse à Béatrice d'autre proche parent que son oncle, le duc d'Orsova. Elle partira dans quelques jours, je pense, pour le rejoindre dans son château de Brézina, en Alfanie. Que fait-elle ce matin?

ROSALIE.

Elle est allée avec sa gouvernante visiter les églises.

LA REINE.

C'est un ange que cette enfant, Rosalie, un lys! une hermine! En voilà une qui a sur la royauté des idées... enfin, pas des idées d'à présent... Si j'avais eu ces idées-là...

ROSALIE.

Vous seriez tout de même ici, madame. Peut-être même y seriez vous venue plus tôt.

LA REINE.

Tu crois?

ROSALIE.

Et Votre Majesté aurait eu moins d'agrément pendant son règne.

LA REINE.

C'est bien possible. (*Grand bruit de dispute dans la coulisse.*) D'où vient ce tapage?

ROSALIE.

Je vais voir, madame. (*Elle sort; la reine continue à faire sa figure. Rosalie rentre.*)

LA REINE.

Eh bien?

ROSALIE.

Ce n'est rien, madame. Un fournisseur qui se fâchait. Le maître d'hôtel a eu beaucoup de mal à le mettre à la porte. Je lui ai promis qu'il serait payé dans huit jours. Il m'a remis sa note.

LA REINE.

Donne. (*Lisant.*) Je n'ai jamais commandé cela, Rosalie. Ce sont des bijoux d'homme.

ROSALIE.

C'est donc le comte Cervori qui les a commandés en votre nom.

LA REINE.

Probablement. Il aime les bijoux comme une fille... Ah ! mais, ah ! mais !... j'en ai assez, moi, à la fin !

ROSALIE.

Voilà des années que Votre Majesté dit cela.

LA REINE.

A quelle heure le comte est-il rentré cette nuit?

ROSALIE.

Ce matin, madame.

LA REINE.

Écoute, nourrice, cette fois, je ne paierai pas. Je lui dirai...

ROSALIE.

Vous ne lui direz rien du tout.

LA REINE.

C'est ce qui te trompe, nourrice. D'abord, je vais t'apprendre une chose. Quand il n'est pas là, je t'assure qu'il me devient indifférent. C'est déjà un progrès. Il est vrai que, quand il est là... Et encore, ce n'est plus comme autrefois. Il faut croire que tout s'use à la longue. (*Confidentiellement.*) Tu sais qu'il se teint !

ROSALIE.

Il y a longtemps.

LA REINE.

Oui, n'est-ce pas? Enfin, je sens très nettement que le lien se desserre et qu'il ne faudrait plus qu'une bonne secousse pour m'affranchir... Tu ne crois pas?... Eh bien, tu verras si je ne lui dis pas son fait et si...

ROSALIE.

Encore une fois, vous ne direz rien... et vous paierez... quand vous aurez de l'argent.

LA REINE.

Quand j'aurai de l'argent... Ce ne sera pas de sitôt... Des dettes par-dessus la tête ! Et cette ignoble république d'Alfa nie qui fait mine à présent de me couper les vivres ! voilà six semaines que j'attends le dernier trimestre de ma pension.

ROSALIE.

C'est révoltant.

LA REINE.

Faisons des économies. (*Elle souffle le réchaud. A Rosalie qui emporte les instruments de toilette.*) Quand la princesse rentrera, tu lui diras que je l'attends ici... Et puis quelqu'un doit venir de l'ambassade d'Alfanie... le baron Wetzel. Tu diras qu'on le fasse entrer.

(*Rosalie sort.*)

SCÈNE II

LA REINE, *seule. Un long temps, elle tient la facture à la main.*

Mettons-la toujours avec les autres. (*Elle ouvre un secrétaire.*)

SCÈNE III

LA REINE, CERVORI.

Cervori entre par la petite porte et, s'approchant par derrière, pose un baiser sur la nuque de la reine.

LA REINE.

C'est ridicule! Il était convenu que cette porte serait condamnée le jour, tant que mademoiselle de Meyrias demeurerait ici. Que vous habitiez l'hôtel voisin, cela se peut admettre en raison des

fonctions officielles que vous remplissez auprès de moi. Mais ma cousine trouverait au moins étrange que vous sortissiez ainsi des murs.

CERVORI.

Elle n'est pas là.

LA REINE.

Elle pourrait y être, elle ou d'autres.

CERVORI.

Allons, ne vous fâchez pas. J'avais absolument besoin de vous voir... Il me faut de l'argent... et tout de suite...

LA REINE.

Encore?

CERVORI.

La maison est très lourde. Il y a aussi les dépenses nécessaires à l'entretien du parti, les secours aux vieux serviteurs, les subventions aux journaux de l'opposition en Alfanie.

LA REINE.

Et puis vous avez encore, cette nuit, pris une culotte.

CERVORI.

Et quand cela serait? C'est pour vous que je joue, et pour la cause. J'espère toujours que le jeu nous sauvera. Je gagne quelquefois. Je pense d'ailleurs que vous aimez mieux cela que si j'avais des maîtresses. Le jeu me détourne de mal faire... Enfin, c'est cinquante mille francs qu'il me faudrait.

LA REINE.

Vous savez bien où nous en sommes, et qu'il ne nous reste pas cinquante louis... Ah! misérable! misérable! Je l'ai aimé comme une folle, comme une brute. Je l'ai fait, là-bas, comte et chambellan de petit officier qu'il était. On voulait me séparer de lui : je n'ai pas voulu : j'ai pour lui bravé tout un peuple, et je puis dire que c'est à lui que j'ai sacrifié ma couronne.

CERVORI, *blagueur.*

Vous me flattez. J'imagine que la révolution d'Alfanie a dû avoir quelque cause plus digne de la majesté de l'histoire.

LA REINE, *continuant.*

Cet exil où il me précipitait, j'espérais du moins qu'il essayerait de me l'adoucir; que notre déchéance et notre honte communes (je dis les choses comme elles sont) l'attendriraient un peu, éveilleraient en lui quelque bon sentiment, ne fût-ce qu'une sympathie et une amitié de complice. Ah ! bien oui ! Il a continué son rôle abominable d'homme de proie et de joie et, ayant commencé par me coûter un trône, vous verrez qu'il ne s'arrêtera qu'après m'avoir, comme un ruffian de barrière, mangé mon dernier sou ! Allez-vous-en, tenez, allez-vous-en.

CERVORI.

Vous êtes encore plus belle quand vous êtes en colère. (*Il la poursuit et veut la prendre.*)

LA REINE.

Laissez-moi, laissez-moi ! (*Il la rattrape, la saisit, l'oblige à le regarder dans les yeux.*)

CERVORI.

Gertrude !

LA REINE, *vaincue et lui retombant sur l'épaule.*

Ah ! mon ami, que je suis malheureuse !

CERVORI.

Voyons, voyons, tout n'est peut-être pas perdu. Vous savez les nouvelles? Le gouvernement alfanien est fort ennuyé par cette insurrection. Attendons ce que nous dira son envoyé. Quant à vos accusations de... enfin d'indélicatesse...

LA REINE, *lui montrant la facture qu'elle a gardée à la main.*

Qu'est-ce que c'est que ça?

CERVORI.

Oh ! mille excuses... Une erreur. (*Il prend le papier et le plie pour le mettre dans sa poche.*)

LA REINE, *le lui reprenant.*

Allons, donne.

CERVORI.

Si vous y tenez.

UN DOMESTIQUE, *annonçant.*

Monsieur le baron Wetzel.

SCÈNE IV

LES MÊMES, WETZEL.

WETZEL, *entrant.*

Madame...

LA REINE.

Vous pouvez, monsieur, parler devant le comte Cervori.

WETZEL.

Je suis chargé, madame, d'une mission secrète auprès de Votre Majesté. Je parlerai avec la plus grande franchise et j'irai droit au fait. Les succès du chef de l'insurrection royaliste ont été sans doute fort exagérés par une certaine presse et ne sauraient d'ailleurs être de longue durée. Je sais ce que je dis. Mais cet aventurier, vous ne l'ignorez pas, a maintes fois déclaré qu'il combattait pour vous et en votre nom... Il suit de là qu'une lettre publique, où Votre Majesté le désavouerait, serait considérée par mon gouvernement comme un acte de haute loyauté... qu'il ne manquerait pas de reconnaître.

LA REINE.

Cela est fort généreux. Mais je n'attendais pas, je l'avoue, que ceux qui m'ont dépouillée et envoyée en exil me vinssent demander des services.

WETZEL.

Votre Majesté se méprend. Ce n'est point d'un service qu'il s'agit. Mon gouvernement considère qu'en acceptant la pension qu'il vous a accordée...

LA REINE.

Dites qui m'était due. Cette pension représente à peine le revenu du château de Lœwenbrünn qui est ma propriété personnelle et que la République a confisqué.

WETZEL.

Le point, permettez-moi de vous le dire, était du moins litigieux... Votre Majesté n'avait qu'à plaider. La République eût attendu l'arrêt des tribunaux avec confiance.

LA REINE.

Vous étiez les plus forts, c'est clair.

WETZEL.

Votre Majesté traduit les choses à sa façon. Je reprends. Mon gouvernement considère que, en acceptant la pension qu'il vous a accordée, vous vous engagiez implicitement à vous abstenir de tout acte d'hostilité contre lui. Or, il estime que votre refus, dans l'occasion présente, vous ferait complice du mouvement insurrectionnel et, du coup, annulerait le contrat intervenu entre Votre Majesté et la République.

LA REINE.

Et la conséquence?

WETZEL.

Mon gouvernement se croirait autorisé à conclure que vous renoncez volontairement, par là même, à la pension qu'il avait consenti à vous servir.

LA REINE.

Monsieur, je n'ai rien à ajouter à ma première réponse. On l'avait prévue, sans doute, puisque la République a déjà commencé de faire faillite à ses engagements et qu'elle est, depuis plus d'un mois, ma débitrice. Ce retard était, je suppose, un avertissement, une menace préventive. Tout cela est d'un goût exquis et d'une délicatesse toute démocratique.

WETZEL.

J'ignorais ce détail, mais ce ne serait, en tout cas, qu'une façon détournée de faire comprendre à Votre Majesté son véritable intérêt,

qui est évidemment de démasquer l'imposteur. J'ose même dire, madame, que personne n'y est plus intéressé que vous.

CERVORI, *intervenant.*

Sinon la République alfanienne ; et votre démarche le prouve assez. Mais, dans ce cas, il ne serait peut-être pas impossible de s'entendre. Voici, ou je me trompe fort, la situation. Inquiétée par les derniers événements, la République attache présentement à l'attitude pacifique de la reine beaucoup plus de prix que par le passé. Toute la question est donc de savoir si cet accroissement de prix ne pourrait pas être évalué avec quelque précision et si...

WETZEL.

Je vous entends parfaitement, monsieur, mais je ne pense pas que mon gouvernement ait besoin de s'imposer de nouveaux sacrifices pour en arriver à ses fins. Tout me porte à croire qu'il lui suffira de regarder comme rompu en effet un pacte que la Reine semble vouloir dénoncer. Vous connaissez le vieux mot : « Ils chantent, donc ils paieront. » Eh bien, mon gouvernement paie tant qu'il croit devoir, — mais ne chante pas.

LA REINE, *se levant, très hautaine.*

Le comte Cervori n'a parlé qu'en son nom, monsieur.

WETZEL.

Aussi est-ce à lui que je réponds, madame.

LA REINE.

Nous n'avons donc plus rien à nous dire.

WETZEL.

J'attendrai néanmoins vingt-quatre heures avant de transmettre à mon gouvernement la réponse de Votre Majesté.

LA REINE.

C'est fort inutile, monsieur.

CERVORI, *à Wetzel, en le reconduisant.*

Si la Reine faisait ce qu'on lui demande, l'arriéré de sa pension lui serait payé, j'imagine?

WETZEL.

Certes.

(*Il sort.*)

SCÈNE V

LA REINE, CERVORI.

CERVORI.

Raté !

LA REINE.

Vous ne serez donc jamais qu'un maquignon, mon ami?

CERVORI.

Oui, oui, c'est entendu. Vous avez, vous, parlé en reine. Vous avez fait de beaux gestes, les gestes de votre fonction; seulement, c'est stupide, et nos moyens ne nous permettent pas ces façons-là.

LA REINE.

Mes ennemis peuvent me dépouiller; il n'est pas en leur pouvoir de m'avilir.

CERVORI.

Voilà un mot malheureux, ma chère.

LA REINE.

Pourquoi?

CERVORI.

Parce qu'il faut toujours se garder de qualifier trop durement à l'avance une posture où l'on pourra être réduit. Ces gens-là vous tiennent; il vous faudra tôt ou tard en passer par où ils veulent; et vous le savez bien.

LA REINE.

Jamais !

CERVORI.

Vous avez cinq cent mille francs de dettes en chiffres ronds, et des créanciers qui hurlent. Aucune ressource, aucune, que votre pension. C'est donc, à très brève échéance, le scandale, ce qui serait peu de chose, mais la ruine, la misère, vos meubles vendus, et Votre Majesté sur le pavé.

LA REINE.

On oserait?

CERVORI.

On va se gêner !

(*Un temps.*)

LA REINE.

Mais, dites-moi, Auguste, ces gens de la République n'ont voulu que m'effrayer. Ils ont trop d'intérêt à ce que je fasse ce qu'ils demandent pour ne pas rouvrir les négociations. Qu'en pensez-vous?

CERVORI.

Vous y venez donc? Ce n'était pas la peine, alors, de me traiter de maquignon. Mais, j'aime mieux vous le dire, c'est sans grand espoir et par acquit de conscience que j'ai voulu voir tout à l'heure s'il y aurait moyen de faire chanter la République. La vérité, c'est qu'il serait absurde de faire fond sur l'insurrection royaliste. L'occupation de deux ou trois bicoques ne signifie rien. En somme, le mouvement est infime : quelle que soit l'incapacité du gouvernement alfanien, il ne peut pas ne pas en avoir raison, et il peut très aisément se passer de votre concours. Nous verrons peut-être encore des révolutions ; c'est même probable : nous ne verrons plus de restaurations, soyez tranquille. Au surplus, en admettant même (supposition saugrenue) que les insurgés réussissent à s'emparer du pouvoir, que vous en reviendrait-il? Pensez-vous que leur chef s'en dessaisisse pour vous?... Allons, allons, la seule chose que nous ayons à faire, c'est d'écrire cette lettre. Avec votre pension et les arrérages, vous pouvez encore arranger vos affaires... Sinon... Sa Majesté est fichue.

LA REINE.

Eh bien...

CERVORI.

Vous écrirez la lettre?

LA REINE.

Mon Dieu... Après tout, de quoi s'agit-il? De démasquer un fourbe. Je ne ferai que dire la vérité... de très haut.

CERVORI.

D'aussi haut qu'il vous plaira. Je préparerai moi-même le texte; et reposez-vous sur moi du souci de votre dignité.

LA REINE.

Oh! oui, n'est-ce pas?

CERVORI.

Laissez-moi faire. Orgueil, dédain, tristesse majestueuse, lèvre autrichienne, tout y sera. Il est très important, dans votre situation, de garder des allures d'autant plus souveraines que vos actions le sont moins. Je sortirai mon style le plus royal. Vous souriez? C'est très bien ; vous voilà donc raisonnable.

LA REINE, *tendrement.*

Grande bête, va!

CERVORI.

Je vais rédiger cette pièce historique, et je vous l'apporte à signer.

(*Il sort.*)

SCÈNE VI

LA REINE, *seule.*

C'est égal, c'est dur. (*Elle se promène, furieuse, casse un objet pour se soulager, regarde, aux murs, les portraits des rois, ses ancêtres.*) C'était le bon temps, de votre temps : ah! vous avez eu de la veine, vous autres!

SCÈNE VII

LA REINE, BÉATRICE, *puis* ROSALIE.

BÉATRICE.

Oh ! madame, qu'avez-vous? Moi qui croyais vous trouver de bonne humeur !

LA REINE.

Et pourquoi, ma chère Béatrice?

BÉATRICE.

Vous n'avez donc pas lu les nouvelles d'Alfanie?

LA REINE.

Vous vous intéressez donc toujours à Fra Diavolo?

BÉATRICE.

Fra Diavolo?... Qui sait, madame? Oh ! ne me prenez pas pour une petite fille romanesque. Mais plus j'y songe, et plus quelque chose me dit... Enfin, madame, si c'était réellement le prince Renaud?

LA REINE.

Vous êtes un enfant. Raisonnons un peu. La mort de mon pauvre fils n'est pas un fait hypothétique. Elle a été officiellement constatée. Les hommes envoyés de Mandara, le 15 juillet, à la recherche du corps du prince et de son compagnon n'ont pu, il est vrai, les découvrir...

BÉATRICE.

Alors?

LA REINE.

Mais il n'y avait à cela qu'une explication admissible ; c'est que les corps avaient dû être roulés par un éboulement de neige, dans quelque crevasse inabordable. Le procès-verbal de la disparition du prince Renaud constatait en outre, — et cela sur le témoignage

de gens du pays, des bergers qui avaient refusé de le suivre dans sa folle expédition, — l'impossibilité absolue où il avait dû se trouver d'échapper à la mort.

BÉATRICE.

Que sait-on, madame? Avec l'aide de Dieu?

LA REINE.

Si d'ailleurs, par quelque miracle, il eût survécu, il devait, de toute nécessité, pour aller s'embarquer à Calcutta, repasser par Mandara ; et son intérêt était de s'y faire reconnaître. Or, on ne l'y a point vu.

BÉATRICE.

Le temps a pu lui manquer. Puis, il n'était pas obligé de savoir, lui, qu'il passait pour mort.

LA REINE.

Ce n'est pas tout, mon enfant. Il y a encore, à vos belles rêveries, une impossibilité morale. Renaud était un esprit bizarre, un misanthrope, un dégoûté. Il avait toujours eu les idées les plus éloignées de son état et affectait de vivre en simple particulier. Au moment de la révolution, il était en voyage. Il s'est montré presque heureux d'un accident (ce fut son mot) qui le dispensait d'être roi.

BÉATRICE.

Il a pu réfléchir, changer de sentiment.

LA REINE.

Enfin, il était naturel, j'imagine, qu'avant de tenter une pareille entreprise, il vînt me voir, me consulter...

BÉATRICE.

Ne vous a-t-il pas écrit?

LA REINE.

J'ai reçu, il y a bientôt un an, une lettre datée de Trieste, signée de son nom, mais non écrite de sa main.

BÉATRICE.

Ah ! madame, pourrais-je la voir?

LA REINE.

Si vous voulez, mon enfant. (*Elle cherche dans un petit meuble.*) La voici.

BÉATRICE, *lisant.*

« ... J'ai pu, je ne sais comment, par la grâce de Dieu, me tirer de ce mauvais pas... C'est seulement à Calcutta que j'ai appris ma mort, et je n'avais pas le temps de retourner à Mandara. » Qu'est-ce que je disais?... « Mais ma prétendue mort a inspiré au gouvernement alfanien une joie si indécente que cela me décide, moi qui m'en souciais peu jusque-là, à aller rejoindre mes partisans et à revendiquer nos droits par les armes. » Vous voyez bien !... « J'aurais voulu, auparavant, vous présenter mes devoirs, mais la situation est pressante ; il faut agir immédiatement dès que je le pourrai... Ma chute dans le glacier m'a fort endommagé et je ne puis encore me servir de ma main droite : c'est pourquoi je dicte cette lettre... » Mais, madame, il me semble que cette lettre répond à toutes les objections imaginables, et, chose curieuse, presque dans les termes où je le faisais moi-même tout à l'heure.

LA REINE.

Justement. Tout y est trop prévu, trop concerté... Et puis, un détail fâcheux. La signature, tremblée à dessein, ressemble en gros à celle de mon fils ; mais aucun des experts à qui je l'ai soumise n'a hésité à la déclarer fausse...

BÉATRICE.

Ces gens-là se trompent souvent, madame... Il y a un fait certain : c'est que le corps du prince n'a pas été retrouvé. Dès lors, tout ce que dit cette lettre est possible à la rigueur. Et pour moi... Ce n'est pas ma faute, madame, mais je suis tout près, tout près d'y croire. Non, non, Dieu qui aime l'Alfanie malgré ses erreurs n'aura pas laissé s'éteindre ainsi la race de ses rois dans la personne d'un prince si bon, si intelligent, si généreux ! Oh ! madame, vous croiriez comme moi Renaud vivant si vous l'aimiez comme moi ! (*Mouvement de la reine.*) Pardon, je n'ai pas bien dit ce que je voulais dire. Je sais seulement que vous ne vous entendiez pas parfaitement avec

lui. C' est que vous le connaissiez mal. Car ce qui le rendait singulier c'est qu'il avait de son devoir royal une conception qui n'est pas tout à fait celle des rois d'aujourd'hui, qu'il considérait la royauté comme une fonction religieuse, paternelle, protectrice des humbles contre les puissants, ainsi qu'elle fut à l'origine... Il s'en formait une si haute idée qu'elle lui faisait un peu peur. C'est à cause de cela qu'il était dédaigneux et amer pour ceux qui pensaient là-dessus, moins noblement que lui. Oh ! je le devinais bien. Je n'avais que onze ans lors du dernier automne que nous avons passé ensemble à Lœwenbrünn, et il en avait seize ; mais j'étais sa meilleure amie et déjà sa confidente. Nous étions inséparables... Et tel il était alors, tel il est resté. Car voyez, madame, c'est vraiment admirable : il y a pourtant bien des journaux qui lui sont ennemis, pas un qui l'ait accusé, depuis le commencement de la campagne, de la moindre vexation contre les habitants, ni de violences, d'incendie ou de pillage, Il se bat comme un chevalier, il est adoré de ses soldats. Et comme elles sont belles, ses proclamations, et ces lettres aux souverains d'Europe où il exprime ses idées ! Le ton de ces lettres ne saurait mentir... Pauvre prince !... Mon Dieu, si je pouvais faire quelque chose pour lui ! Quel ennui de n'être pas un homme ! Si je pouvais seulement le revoir ! Voilà quinze ans que je ne l'ai vu, mais je suis bien sûre que je le reconnaîtrais.

LA REINE.

Tête folle !

(*Entre Rosalie, avec un papier.*)

LA REINE.

Qu'y a-t-il, nourrice?

ROSALIE.

Ceci, madame.

LA REINE, *elle lit, puis réfléchit.*

Il est là.

ROSALIE.

Oui, madame.

LA REINE.

Comment est-il?

ROSALIE.

Mais... bien.

(*Un temps.*)

LA REINE.

Le comte Cervori est-il sorti?

ROSALIE.

Oui, madame.

LA REINE, *à Béatrice.*

Mon enfant, voulez-vous rentrer chez vous un instant? Mais ne vous éloignez pas : il se peut que j'aie besoin de vous tout à l'heure. (*Elle la baise sur le front. Béatrice sort. La reine fait un signe affirmatif à Rosalie, qui sort à son tour. Seule.*) C'est singulier... très singulier...

SCÈNE VIII

LA REINE, JEAN.

(*Un long silence.*)

LA REINE.

Eh bien, monsieur? Parlez.

JEAN.

Sommes-nous seuls?

LA REINE.

Je vous l'affirme.

JEAN.

Je n'essayerai pas un instant, madame, de jouer avec vous un rôle difficile et où, tôt ou tard, quelque distraction ou quelque défaillance me trahirait inévitablement. Je suis le chef de l'armée royaliste, je suis l'inconnu qui se bat pour vous en Alfanie : mais je ne suis pas le prince Renaud.

LA REINE.

Alors... vous savez ce que je puis penser de vous... Venez-vous pour l'entendre?

JEAN.

Je ne suis pas le prince Renaud : je ne suis que Jean Rock, son ancien compagnon et son ami.

LA REINE.

Et son assassin peut-être?

JEAN.

Non, madame, car ce fils que vous n'avez jamais aimé, moi, je l'aimais, et jusqu'à risquer ma vie pour satisfaire un de ses caprices. Je n'exagère point : où le pauvre prince est resté, j'ai bien failli rester aussi. Au surplus, ce que vous insinuez est totalement indémontrable. Ne disons donc pas de choses inutiles. Encore une fois, je ne suis pas le prince Renaud. Mais je viens, très simplement, demander à Votre Majesté de ne pas le dire.

LA REINE, *suffoquée.*

On dit, monsieur, qu'il est prudent de ne pas les contrarier...

JEAN.

Les fous?

LA REINE.

Et c'est pourquoi je vous écoute.

JEAN.

Votre Majesté jugera bientôt elle-même si mes arguments sont d'un fou. Je vais m'ouvrir à elle, entièrement, sans réserve d'aucune sorte. Je suis un enfant trouvé, je puis donc être de fort bon lieu. Et j'ai passé une partie de mon enfance à la cour de Votre Majesté.

LA REINE.

De mieux en mieux.

JEAN.

Recueilli par l'intendant du château de Lœwenbrünn, un excellent homme, j'ai été, tout petit, le camarade de jeux du prince Renaud. Je me rappelle quelle féerie chaque automne ramenait dans ce vieux château. Je m'émerveillais sur le passage de la reine, si belle, et qu'on disait bonne, quoique étourdie. C'était vous, madame

LA REINE.

Très flatteur.

JEAN.

Depuis, j'ai beaucoup erré, avant de retrouver mon cher prince. J'ai fait divers métiers, mais aucun de vil. Je remuais le monde en rêve. Je me croyais né pour la grande action et me sentais capable de dominer les hommes. Bref, j'avais, par un caprice du sort, l'âme que mon royal compagnon aurait dû avoir. La sienne était fine et charmante, mais si triste, si désenchantée ! (*Il s'attendrit.*)

LA REINE.

Très touchant.

JEAN, *dur.*

C'est vrai, vous ne pouvez pas comprendre... Voyant le prince mort, ce qu'il aurait dû faire et n'a pas voulu, j'ai eu l'idée de le faire à sa place. Je me suis arrangé pour que l'on constatât à la fois sa disparition et la mienne, de façon qu'il pût y avoir du moins quelque doute sur la personne de celui de nous deux qui ressusciterait.

LA REINE.

Très ingénieux.

JEAN.

Je pourrais vous dire que, si les morts survivaient quelque part, j'ai la certitude absolue d'être pardonné du prince ; que mon aventure doit lui paraître d'une ironie délicieuse (car il était malheureusement fort sceptique), qu'il ne la désavoue point et que peut-être même il s'en réjouit, par simple amitié pour moi... Mais vous ne me croiriez pas.

LA REINE.

C'est probable.

JEAN.

Les partisans de mon cher maître commençaient à s'agiter ; ils le suppliaient, par des lettres qu'il m'a montrées, de venir se mettre à leur tête. J'ai répondu à leur appel.

LA REINE.

Et ils ont reconnu en vous le prince Renaud?

JEAN.

Quoi d'étonnant? On aime tant à croire ce qu'on désire! Sans remonter jusqu'au mage Smerdis, vous rappellerai-je l'aventure de la dame des Armoizes, de Pougatchef et du tsar Dimitri? Le prince Renaud n'était encore qu'un adolescent quand il a quitté l'Alfanie. A cet âge, on change beaucoup. Je lui ressemble, sinon par tous les traits, du moins par la taille et l'air du visage. Puis, je suis instruit, par ses confidences, de tout son passé et dans un détail très intime... Ceux qui l'avaient vu jadis m'ont donc reconnu sans difficulté, et ceux qui ne l'avaient jamais vu m'ont reconnu encore plus vite.

LA REINE.

C'est très curieux... Enfin, combien voulez-vous de votre marchandise?

JEAN.

Votre Majesté elle-même en décidera tout à l'heure, mais croyez bien que ces gentilshommes et ces soldats ne se méprennent pas du tout au tout. Ils ont compris que j'avais l'âme parfaitement royale. Si je ne l'avais eue, le sceau du prince, ses papiers, une vague ressemblance avec lui, mon exacte et minutieuse documentation touchant sa vie et son caractère m'eussent servi de peu. C'est à mon courage, à la grandeur de mon dessein, à l'ardeur de ma foi, à la générosité de mes actes que mes fidèles ont achevé de me reconnaître.

LA REINE.

Voilà bien des vertus.

JEAN.

L'événement a prouvé que je travaillais du moins à les avoir.

LA REINE.

Vraiment vous m'intéressez. Mais enfin, n'avez-vous jamais songé, monsieur, que vous trompiez ces honnêtes gens, et qu'il n'y a pas deux façons de qualifier un tel rôle?

JEAN.

Mais, madame (et je reviens ainsi à l'objet de ma visite), je ne les tromperai qu'autant que vous le voudrez.

LA REINE.

Voyons?

JEAN.

Je ne les tromperai pas du moment où il vous aura plu, à vous, que je sois le prince Renaud. Je les tromperai moins que si, d'aventure, j'étais votre fils sans être celui du feu roi votre époux. Combien de rois dans l'histoire, qui n'étaient pas fils du roi !... Si Votre Majesté daignait être sincère, ce qui n'aurait avec moi aucun inconvénient... vous-même, oseriez-vous jurer que le prince Renaud...

LA REINE, *indignée et se levant.*

Monsieur !... (*Se rasseyant.*) Eh bien, non... j'irai jusqu'au bout.

JEAN.

Je ne dis rien que de fort sensé. Mon cas est analogue, par un point, à celui d'un prince royal né d'un adultère secret. Ma légitimité, vous pouvez la créer rien qu'en l'affirmant.

LA REINE.

Enfin, vous me proposez, tranquillement, d'être votre complice?

JEAN.

Non pas ma complice, mais mon alliée. Ce que je vous apporte n'est pas à dédaigner, je vous assure. Je viens d'occuper, comme vous savez, la ville de Pirna. Je suis maître de six places dans la province de Carolie. J'y suis très fortement installé, et c'est pourquoi j'ai pu, sans rien compromettre, m'absenter pour quarante-huit heures. Des contrebandiers amis m'ont facilité le passage de la frontière. J'ai dix mille soldats, parmi lesquels la moitié des gentilshommes de la province. Le gouvernement républicain s'étonne et hésite. Le désarroi de ses finances et de son armée le paralyse. Ses troupes de ligne et sa mauvaise artillerie ne peuvent rien dans ces montagnes, surtout l'hiver. A tout mettre au plus bas, je suis un chef de bande singulièrement heureux, et avec qui il faut compter. Mais j'aspire à plus encore. Né en dehors de l'histoire, je veux m'y insérer, non de l'air d'un intrus, mais comme quelqu'un qui en est de droit. Et ne dites pas que mon rêve personnel vous est indifférent, puisque, travaillant d'abord pour moi, je travaille forcément pour vous, et que je puis vous servir si vous le voulez bien, mais que je ne puis vous nuire en aucune façon. Si je réussis, vous avez tout à gagner : je vous conduis dans votre capitale et ne suis plus que le premier de vos sujets : mon rôle même m'y oblige. Mais si

j'échoue, qu'avez-vous à perdre? Rien, vous menez ici une vie médiocre et ennuyée, vous avez mille tracas, mille affaires... que le prince Renaud aurait naturellement le devoir d'arranger.

LA REINE, *presque bienveillante.*

Vous savez que vous êtes étonnant!
(*Un temps.*)

JEAN.

Je vous dois, madame, une dernière explication. Il n'y a d'équivoque en moi que ce qu'il dépend de vous d'effacer. Je suis un prétendant et je serai (s'il plaît à Dieu) un roi très sincèrement royaliste, ce qui ne se rencontre pas toujours. J'ai trop d'expérience, j'ai trop vu, et, dans des circonstances trop variées et trop significatives, le fond de l'humanité pour croire à la bonté du régime démocratique. J'aime l'Alfanie, je vois où on l'a réduite, et je voudrais la sauver. Ce que je vous propose, ce n'est donc pas une affaire, mais un grand devoir. Je vous offre une belle occasion de racheter vos erreurs passées. La royauté n'est pas ce que vous avez cru jusqu'ici. Si vous vous décidiez à me reconnaître, et si vous aviez quelque jour la pensée de me rejoindre dans mon camp et d'apporter à nos dévoués serviteurs l'encouragement de votre présence, il faudrait changer de vie, il faudrait changer d'âme. Il faudrait avant tout vous séparer du compagnon que vous subissez depuis si longtemps, dont le triste rôle a fourni jadis à l'émeute un prétexte honnête, et qui est donc une des principales causes de notre désastre.

LA REINE.

Je le sais bien.

JEAN.

Mais je ne vous en demande pas tant. Par la force des choses, nos intérêts sont communs. Et il y a, je le répète, ceci à votre avantage, que les risques sont pour moi seul. Je vous demande uniquement de ne pas me désavouer.

LA REINE.

Savez-vous ce qui est plus extraordinaire encore que votre histoire? C'est que je l'aie écoutée jusqu'au bout.

JEAN.

C'est vrai.

LA REINE, *elle sonne, Rosalie paraît.*

Dites à la princesse que je l'attends.
(*Rosalie sort.*)

JEAN.

Et maintenant, que décide Votre Majesté?

LA REINE.

Je vous répondrai tout à l'heure.

SCÈNE IX

LES MÊMES, BÉATRICE.

(*Un long silence.*)

BÉATRICE, *après avoir longuement regardé Jean, allant à lui.*

Vous?... C'est vous?... Ah ! monseigneur, que je suis heureuse de vous voir. (*A la reine.*) Eh bien, madame, que vous disais-je?

JEAN, *après avoir hésité, et de l'air d'un homme qui joue son va-tout.*

Vous me reconnaissez donc, mademoiselle de Meyrias?

BÉATRICE.

Vous me reconnaissez bien, vous, monseigneur.

JEAN.

C'est juste.

LA REINE, *à part, suffoquée.*

Ah ! ça... ça, par exemple.

BÉATRICE.

J'étais bien sûre, moi, que vous n'étiez pas mort. D'ailleurs toutes ces grandes choses, ces victoires un contre dix, cette province conquise presque tout entière avec une poignée d'hommes, et ces

proclamations où vous exprimez si magnifiquement ce que, moi, je ne puis que sentir... est-ce qu'un autre que vous en eût été capable?...

JEAN.

Alors vous êtes contente de moi?

BÉATRICE.

Oh ! monseigneur, j'ai trop de respect pour...

JEAN.

Laissez le respect, ma chère Béatrice...

LA REINE, *à part, de plus en plus suffoquée.*

Hein?

JEAN, *continuant.*

Je vous appelais ainsi il y a quinze ans et vous m'appeliez Renaud. Avant d'être pour vous le prince royal, je suis votre ami. Ne vous souvenez-vous plus de nos bonnes journées de Lœwenbrünn?

BÉATRICE.

Je m'en souviens si bien que cela me donne envie de pleurer. Vous étiez très sauvage, j'étais timide, et l'on souriait de nous voir toujours ensemble. Il y avait dans le parc un coin abandonné où nous aimions à nous perdre. Vous rappelez-vous, Renaud, votre jeu favori?

JEAN.

Oui, je jouais à abdiquer, parce que j'étais dégoûté des hommes — à quinze ans ! — Et je fondais une république dans une île déserte.

BÉATRICE.

Vous avez changé d'idées.

JEAN.

Ah ! pas tant que vous croyez.

BÉATRICE.

Vous ameniez quelquefois un petit garçon, le fils de l'intendant. Il était drôle et vous aimait bien. Il se fâchait quand vous vouliez renoncer à la couronne. Qu'est-ce qu'il est devenu?

JEAN.

Mort.

BÉATRICE.

Pauvre garçon.

JEAN.

Mais vous, Béatrice, comment êtes-vous ici?

BÉATRICE.

J'ai perdu mon père...

JEAN.

Je sais.

BÉATRICE.

Et je me suis arrêtée quelques jours chez la reine avant de retourner en Alfanie auprès de mon oncle.

JEAN.

Le duc d'Orsova.

LA REINE, *à part.*

Il sait tout !

BÉATRICE.

Et vous?

JEAN.

Moi, il faut que j'aie rejoint mon armée demain avant l'aurore.

BÉATRICE.

Ah ! pourquoi mon oncle n'est-il pas avec vous? si je pouvais le gagner à la bonne cause ! Ce ne doit pas être très difficile. Que diriez-vous si je vous l'amenais un jour, là-bas, à votre quartier général?

JEAN.

Vous?

BÉATRICE.

Oui, moi. Me prendriez-vous? Je ne vous gênerais pas. Je suis brave quand il le faut et j'ai appris à m'accommoder de toutes les façons de vivre. Je soignerai les blessés, les malades. Est-ce que c'est impossible? Des femmes, des jeunes filles ont fait cela dans les guerres de Vendée.

JEAN.

Chère enfant !

BÉATRICE.

Ainsi je contribuerais, pour ma petite part, à sauver l'Alfanie. Vous voyez, je ne doute de rien... Et tenez, ce qui m'arrive aujourd'hui est extraordinaire et me semble pourtant tout naturel. En priant la Vierge, ce matin, j'ai senti qu'elle m'exauçait... Ah ! je ne vous ai pas dit ! La Vierge miraculeuse de la cathédrale de Marbourg, vous savez ! celle qui a été trouvée dans la terre, il y a mille ans, par le premier roi d'Alfanie, eh bien, j'en ai une toute pareille, pour qui j'ai arrangé un petit reposoir au fond du jardin... J'ai disposé, tout autour, des reliques à moi... Venez, venez que je vous la montre.

(*Jean sort derrière elle par la porte vitrée du fond.*)

LA REINE, *seule.*

Ils m'oublient un peu... Mais, il n'y a pas à dire, ils sont gentils, très gentils.

SCÈNE X

LA REINE, CERVORI, *puis* JEAN.

CERVORI, *il entre par la petite porte de côté.*

C'est fait. Voici la lettre. Voulez-vous lire et signer?

LA REINE.

Non.

CERVORI.

Non?

LA REINE.

J'ai réfléchi. Cette lettre serait une lâcheté. D'ailleurs, tout ce qui nuit à la République m'est ami... Je ne signerai pas.

CERVORI.

Alors, je le répète, c'est le scandale, la saisie, la misère, toutes les hontes.

LA REINE.

On peut gagner du temps, attendre...

CERVORI.

Mais je ne peux pas attendre, moi ! Oui, une dette de jeu. Il faut payer, tout de suite, ce soir... Veux-tu me déshonorer?

LA REINE.

Comment diable ferais-je?

CERVORI.

Tu feras de l'esprit plus tard. Allons, signe.

LA REINE.

Non.

CERVORI.

Tu l'as promis.

LA REINE.

Je n'ai rien promis.

CERVORI.

Signe !... Veux-tu signer, gueuse ! (*Il l'empoigne violemment par un bras et, de l'autre main, lui tend une plume. Entre Jean, qui lui fait lâcher prise et l'envoie rouler dans un coin.*) Qu'est-ce que c'est que celui-là?

LA REINE.

Votre maître.

(*A suivre.*)

JULES LEMAITRE

LA GUERRE VUE D'EN BAS ET D'EN HAUT

LA RUPTURE DU FRONT FRANÇAIS

LE 27 MAI 1918

Abel Ferry, qui fut mortellement blessé à Vauxaillon le 8 septembre 1918 au cours d'une mission de contrôle qu'il avait assumée, avait, pendant la guerre, combattu comme sous-lieutenant d'infanterie et siégé au Conseil des Ministres comme sous-secrétaire d'État. Les États-majors par lesquels il avait passé, la Commission de l'Armée dont il fut délégué au contrôle, lui avaient permis d'étendre et d'approfondir la documentation sur laquelle il appuyait son effort en vue de l'adaptation de l'armée française aux conditions de la guerre qui lui était imposée.

Selon la volonté testamentaire d'Abel Ferry, le volume qu'il avait préparé pour être publié après la Victoire et intitulé *La Guerre vue d'en Bas et d'en Haut* va paraître prochainement.

Nous en extrayons le rapport présenté par Abel Ferry à la Commission de l'Armée sur les événements du 27 mai 1918.

AU CHEMIN DES DAMES

17 juillet 1918.

La Commission de l'Armée de la Chambre nous a chargé d'un rapport sur l'enquête que le Gouvernement a promis à la Chambre sur les causes de la rupture du *front franco-anglais le 27 mai 1918* sur l'Aisne.

INFÉRIORITÉ DES EFFECTIFS ALLIÉS

Le Gouvernement indique comme l'une des causes de la surprise du 27 mai l'infériorité globale des effectifs alliés : cette infériorité serait, selon ses déclarations, d'environ 400 000 hommes, conséquence de l'absence de toute politique d'effectifs pendant trois ans.

La Commission de l'Armée a élevé trop de protestations à ce sujet pour s'étonner de voir se réaliser les prévisions qu'elle avait émises :

Rappelons ici quelques chiffres, ne fût-ce que pour ne pas laisser périmer des responsabilités lointaines.

Voici quel est le chiffre des morts sur le terrain, disparus et prisonniers, non compris les morts dans les formations sanitaires :

1914..........................	448 000	hommes.
1915..........................	368 000	—
1916..........................	308 000	—
Du 1er janvier au 15 mai 1917...	80 000	—
Du 15 mai au 31 décembre 1917.	63 000	—

Ce gaspillage des effectifs a eu pour conséquence l'affaiblissement de l'armée française.

Notre infanterie, depuis le 1er août 1915, a diminué d'un tiers.

Enfin les Alliés ont, hors de la bataille, sur un front passif à Salonique, un effectif de : Français 200 000 hommes; Anglais 100 000 hommes, en chiffres ronds. Salonique nous a coûté environ 100 000 hommes de pertes définitives et autant à nos Alliés.

Le total des hommes immobilisés par l'expédition de Salonique est donc d'environ 400 000 à 500 000 hommes.

Ces chiffres montrent que l'usure de l'armée française, prolongée dans le temps comme dans l'espace, au delà de ce que l'histoire raconte de plus légendaire, n'a pas été indifférente au destin de la bataille.

BÉNÉFICE TIRÉ PAR L'ARMÉE ALLEMANDE, POUR SON OFFENSIVE CONTRE LE FRONT FRANÇAIS, DE SES DEUX OFFENSIVES VICTORIEUSES CONTRE LE FRONT ANGLAIS

Le ténuité de nos effectifs en ligne sur le Chemin des Dames et le faible nombre de nos réserves en arrière de ce même Chemin des Dames, sont donnés par l'opinion publique comme l'un des éléments principaux de la rupture soudaine et facile de ce front.

La densité de nos troupes, dans cette région, avait diminué dans la mesure où s'était étendu le front français après les échecs de l'armée anglaise.

Extension du front anglais en février 1918. — Au mois de février dernier, le front anglais avait été étendu d'une quarantaine de kilomètres.

Ce front ayant été enfoncé au 21 mars, certaines personnes, jusque dans les milieux parlementaires français, épousant contre le Gouvernement anglais et contre l'intérêt français la thèse de l'É.-M. anglais, ont prétendu que l'échec du 21 mars avait été dû à cette extension du front anglais.

Or, même après cette extension, il y avait 8 000 Anglais au kilomètre pour 4 300 Français.

La relève n'avait porté que sur 4 divisions françaises.

Ces 4 divisions mises, après convention passée entre les deux armées, en réserve à la droite de la V[e] armée anglaise, s'étaient portées à son secours dès le soir du 21 mars.

Extension du front français avant le 27 mai 1918. — Il serait plus conforme à la réalité des faits de prétendre que l'extension du front français à la veille du 27 mai fut l'un des éléments principaux de notre échec.

L'armée anglaise ayant été deux fois enfoncée, le 21 mars sur l'Oise et le 9 avril devant Lille, avait, le 27 mai, perdu 300 000 hommes et plus d'une dizaine de divisions. Son front s'était rétréci de 186 kilomètres à 125 kilomètres.

Le front français, par contre, par suite de la réduction du

front anglais et de l'extension générale de la ligne de bataille, s'était accru de 120 kilomètres de front de combat actif.

Une trentaine de divisions de réserves françaises avaient été absorbées par cette nouvelle et lourde tâche.

La Commission mesurera l'effort qui était imposé à la France par ces simples chiffres :

Le 21 mars, pour garder chaque kilomètre de front français, nous avions une moyenne de 4 300 hommes ; le 27 mai, pour garder chaque kilomètre de front français, nous n'avions plus qu'une moyenne de 3 500 hommes, soit près d'un quart en moins.

Ainsi, l'armée allemande, par ses premières opérations, avait affaibli la force défensive générale du front franco-anglais.

A la veille du 27 mai, l'armée française portait le poids principal de la bataille.

SURPRISE STRATÉGIQUE

Le commandement allemand sait où sont nos réserves, nous ignorons où sont les siennes : tout son terrain est préparé ; il attaque là où nous avons le moins de réserves.

Pourquoi la Commission de l'Armée s'étonnerait-elle d'une surprise allemande, elle qui depuis trois ans a toujours cru à la possibilité d'une surprise française?

Car si c'est une faute d'avoir été deux fois surpris, c'en est une bien plus grande, pour le Haut Commandement et pour les Gouvernements français, de n'avoir pas voulu, pendant les trois années qui précèdent, céder aux objurgations de la Commission de l'Armée.

Organisation de terrains offensifs sur le front. — Dès décembre 1915, la Commission de l'Armée et la Commission du Budget réunies, sur mon rapport demandent au Gouvernement « *de préparer le front partout pour surprendre quelque part* [1] ».

1. Rapport de M. Abel Ferry du 30 novembre 1915 (voir chapitre III de *la Guerre vue d'en Bas et d'en Haut)* :

« J'affirme que jamais notre front de 900 kilomètres n'a été organisé de telle

En janvier 1916, il y eut sur ce sujet une audition du général Gallieni, mais il n'avait alors ni pouvoir ni renseignement sur la zone des armées.

L'organisation du front est demandée par MM. Abel Ferry et A. Favre, dans leur rapport sur l'*Organisation de voies de 0m60 et du terrain* en octobre 1916; par M. Renaudel, dans ses rapports sur l'A. L. G. P. en octobre 1916; par M. Tardieu, dans ses rapports sur l'A. L., octobre 1916.

La Commission de l'Armée réitère ses demandes; il n'est guère d'audition de ministres où les uns et les autres ne fassent allusion à ce qui est la conviction de la presque totalité de ses membres.

Or, il ne lui a été *répondu officiellement qu'en août 1917, deux ans plus tard ! deux ans trop tard !*

Les Allemands ont, en 1916, réalisé ce que les généraux en chef français de 1915 et de 1916 déclaraient impossible.

La carte que nous avons demandé au G. Q. G. de faire en est la douloureuse preuve. Il en résulte que, tandis que pendant deux ans nous avons attaqué du fort au fort en vertu d'une folle théorie d'offensive à outrance, les Allemands nous attaquent du fort au faible...

Le 21 mars, le gros des réserves françaises était derrière le centre du front français.

Le gros des divisions de réserves anglaises était de même au centre du dispositif des armées britanniques.

Les Allemands ont attaqué sur la ligne de plus faible résistance, là où il y avait le moins de réserves : sur l'Oise...

Disposition générale de nos réserves. — Le 27 mai, un quart de nos divisions de réserve attendait l'attaque entre Amiens et le Mont Cassel ; un autre quart était échelonné de l'Argonne

façon qu'une attaque puisse bénéficier de la surprise de lieu et de date. A part l'attaque de Woëvre, en mars, qui manquait de préparation, toutes les offensives ont été connues du Gouvernement, des Chambres, du public, des automobilistes et des journaux étrangers un mois avant leur déclenchement. On savait l'endroit, les moyens, le jour ou tout au moins la semaine. Or, tout l'art de la guerre, aussi bien dans la guerre de position que dans la guerre de mouvement, repose sur l'espoir de surprendre l'ennemi... Je me résume. *On ne passera que le jour où les chosses seront ainsi organisées, que le Général en Chef pourra, pour ainsi dire en pressant un bouton, porter de façon inopinée, avec la vitesse maxima, sa masse d'attaque sur un point quelconque de son front de* 900 *kilomètres.* »

à la frontière suisse; la moitié restante était entre Beauvais et Châlons. Les Allemands nous ont attaqués là où nos réserves étaient le moins denses. Le jeu allemand fut infiniment subtil : les menaces et les feintes se sont succédé.

Pendant les deux premiers jours de l'attaque allemande, le 21 mars, le G. Q. G. français a cru à une attaque de diversion. Il a gardé ses réserves en Champagne. Pendant les deux premiers jours de l'attaque du 27 mai, le Haut Commandement français a cru à une attaque de diversion : il a gardé ses réserves sur le front des Flandres.

Nous avions rêvé le succès « *par une véritable partie de cache-cache entre réserves défensives allemandes et masse offensive française* ». Hélas ! c'est le contraire qui se produit.

Tout notre espoir de déjouer les attaques successives de l'ennemi, jusqu'au mois d'octobre, ne peut reposer que sur le bon fonctionnement de notre service de renseignements.

Organisation des services de renseignements. — Or, notre service actuel de renseignements ne renseigne pas.

Les officiers chargés du contre-espionnage sont absorbés par les permis de circulation, les circulaires sur les débits de boissons, les locaux nécessaires aux réfugiés, etc.

Le contrôle postal est composé d'un personnel inapte, qui assouvit des rancunes politiques et personnelles plus qu'il ne surveille les agents étrangers. Ce personnel est choisi par les régions, en dehors du contrôle du service de renseignements; il n'est pas demandé à ces agents d'aptitudes professionnelles.

Trois semaines avant l'attaque sur l'Oise, nous avons prévenu les Anglais, mais nous croyions à une attaque principale sur la Champagne, qui ne s'est pas produite, soit qu'elle ait été décommandée, soit que ce n'ait été qu'une feinte de l'ennemi. — L'attaque de Coucy avait été prévue. — L'attaque de Noyon avait été prévue. — La dernière attaque en Champagne avait été prévue.

Mais le 2e bureau n'avait pas prévu l'attaque du 27 mai.

Pourtant plus de 50 000 Allemands devaient être, depuis plusieurs jours et plusieurs semaines, dans le secret de l'attaque du Chemin des Dames.

A l'heure présente, il est d'importantes régions de voies

ferrées et de concentration sur lesquelles nous sommes totalement démunis de renseignements; nous ignorons l'emplacement de 44 divisions allemandes sur 209.

Les prisonniers constituent les neuf dixièmes de nos sources de renseignements. Les procédés de notre 2e bureau sont en vérité un peu trop romantiques et trop peu modernes.

RUPTURE DU FRONT FRANÇAIS SUR L'AISNE LE 27 MAI 1918

L'attaque allemande du 27 mai s'est produite de Vauxaillon à Reims. Sa gauche a intéressé la 45e division française devant Reims. Celle-ci a résisté brillamment.

Les 3 divisions anglaises devant Brimont et devant Juvincourt ont été percées, mais leur débandade n'a pas été la cause unique du repli de la VIe Armée. Les 3 divisions du XIe corps qui étaient à la gauche de l'armée anglaise, entre Vauxaillon et Craonnelle, ont été enfoncées dans la même proportion.

État du terrain tenu par le XIe corps. — Le terrain était célèbre par ses à-pic, ses creutes et ses fortifications naturelles. Nous avons exposé l'état précaire des secondes positions à 10 kilomètres en arrière sur la rive gauche de l'Aisne. Mais l'Aisne et les collines qui la bordent formaient à elles seules une fortification qui passait pour imprenable.

En avant de cette première position, à 6 kilomètres en arrière des premières lignes, la position dite intermédiaire était bien organisée. La première position était constituée par une ligne de réduits forts et bien construits, à 3 ou 4 kilomètres des lignes allemandes, en contre-pente de la crête du Chemin des Dames, et par deux premières lignes, en contact avec l'ennemi, solides et couvertes de réseaux.

« Les abris étaient bons », nous ont dit les soldats. « On ne trouvera pas mieux sur le front », nous a dit un officier général qui commandait. Le travail des hommes avait donc ajouté à la force des positions naturelles.

Aussi le Commandement français considérait-il comme

invraisemblable la rupture de ce front. C'est pourquoi on y avait amené des divisions anglaises durement éprouvées le 21 mars et le 9 avril, par les deux offensives allemandes de l'Oise et du mont Kemmel. Elles étaient fatiguées : ce fut sur cette partie du front un des éléments du succès ennemi.

Qualité et armement des D. I. françaises en ligne. — Les divisions françaises en ligne étaient parmi les meilleures de notre armée : c'étaient des Bretons, célèbres par leur ténacité dans la défensive. Elles n'étaient pas fatiguées. La 22e division d'infanterie venait d'être reconstituée après avoir combattu sur la Somme. La 21e division, au centre du Corps d'Armée, était en secteur depuis longtemps. Enfin, la 61e, à sa gauche, était dans ce secteur depuis sept mois. Les hommes connaissaient les moindres cailloux et les moindres détours.

Sur aucun point il n'y eut débâcle ni panique.

Le secteur tenu par les 3 divisions était-il excessif? Moins qu'on ne l'a dit dans le public. La 61e division avait 11 kilomètres, la 21e division 9 kilomètres et la 22e division 13 à 14 kilomètres.

Il est admis qu'une division sur la défensive, dans une grosse attaque, ne doit pas tenir plus de 5 kilomètres de terrain. Mais ici le terrain était particulièrement fort. Dans les Vosges, à l'heure présente, ces mêmes divisions à peine reconstituées tiennent chacune, avec une division américaine jointe, 40 kilomètres de front.

La 22e division possédait en outre 3 régiments de territoriaux, soit 3 920 fusils, en plus de ses 5 000 à 6 000 fusils d'active.

Enfin les mitrailleuses de position étaient nombreuses. (64 à la 22e D. I.)

L'artillerie avait été renforcée. La 22e division possédait 2 régiments de 75 au lieu d'un, soit 72 canons de 75 plus un groupe de 155 court. La 61e division avait 15 batteries de 75, soit 60 canons et 8 canons 155 Filloux.

Comment les 3 divisions n'ont-elles pas même tenu quatre heures?

Le déclenchement de l'artillerie allemande eut lieu à 1 heure du matin. L'attaque d'infanterie à 4 heures; à 7 heures 45,

tous les canons étaient pris ou détruits. Toutes nos divisions étaient encerclées. Il n'est resté, de la 61e division, que 800 hommes ; de la 21e que quelques centaines d'hommes et de la 22e (régiments territoriaux compris) que 500 hommes.

Après quatre années de guerre, sur de telles positions, avec de telles troupes, un tel événement pose à l'armée française la plus poignante des énigmes.

Surprise tactique. — Quand nous avons commencé notre enquête, nous croyions, d'après les bruits publics, que les premiers avertissements de l'attaque allemande étaient dus à des prisonniers faits la nuit précédente.

Or, d'autres indices auraient dû avertir le Commandement.

« Nous prévoyions l'attaque depuis deux jours », déclaraient les fantassins.

Le 30e corps, qui devait être enfoncé, constatait que, depuis le 9 avril, l'ennemi devant son front ne s'organisait pas. Il tenait la vallée de l'Ailette peu ou point protégée par des réseaux de fortune. Nous croyons savoir que l'Armée n'a pas attribué d'importance à cette absence de travaux défensifs de la part de l'ennemi.

Devant le front du XIe corps, durant les deux nuits du 24 au 25 mai et du 25 au 26, on avait entendu amener du matériel.

Une division signale, dans ses pièces officielles, « de forts roulements, des halètements de locomotive, des débarquements de planches ». Les observateurs de la 21e division remarquent sur les routes autour de Laon des colonnes de poussière. Les patrouilles d'infanterie ne rencontrent aucune patrouille allemande, mais reçoivent des coups de fusil, dès qu'elles veulent pénétrer dans les lignes ennemies.

Pendant ces deux jours l'artillerie française ne tire pas. La concentration allemande se fait sans difficulté.

On répond à cela que des indices de cette nature sont fréquents sur le front et que ceux-ci n'ont pas paru suffisants.

Aviation. — En vain l'escadrille d'armée du 15 au 26 mai a couvert des surfaces allant de Laon à Guise et à Vervins.

En vain, depuis le 10 mai, les observateurs terrestres signalent-ils à l'aviation des indices d'attaque entre Anizy et

Reims : des bruits métalliques ont été entendus. L'aviation survole et ne voit rien.

Le 22 mai, les mêmes observateurs terrestres signalent une importante circulation sur l'arrière du front du XIe corps et du corps britannique.

Les missions exécutées à ce jour ne donnent aucun résultat.

Même constatation le 23 mai.

L'étude des photographies d'aviation comportait peut-être quelques avertissements. « Calme en première ligne, circulation en arrière, voies ferrées nouvelles », mais ces indices sont du 10 au 25 mai rares et faibles et l'impression d'ensemble de chacune de ces journées, telle qu'elle est résumée dans les dossiers qui nous ont été donnés, ne porte nulle part une annonce d'attaque.

Indices sérieux d'attaque. — Dans la nuit qui précéda l'attaque, la 22e D. I. fit deux prisonniers. Leurs déclarations ayant paru intéressantes, ils furent envoyés d'urgence en automobile au C. A. Le général commandant le C. A. était vers 3 heures de l'après-midi assez renseigné pour alerter tout son C. A.

A 5 heures 50 du soir, le même jour, l'Armée envoyait un message ainsi conçu : « Des indices très sérieux font présumer une attaque pour le 27 mai, au point du jour, sur le front du XIe et du IXe C. A. avec des indices de mouvements sur la 45e division d'infanterie à l'est de Reims. » A 10 heures du soir, l'Armée précisait : « D'après les derniers renseignements, le feu commencerait à 1 heure et l'attaque d'infanterie se déclencherait à 3 heures 50. »

C'est exactement ce qui s'est passé.

Artillerie. — Le XIe corps disposait d'un total de 304 pièces pour un front de 33 kilomètres, c'est-à-dire environ une pièce par 100 mètres.

Pour un front passif, c'était une grosse densité d'artillerie ; pour un front actif, elle était insuffisante de moitié ou des deux tiers. On admet en effet qu'un barrage, pour être sûr, doit être constitué par une pièce à tir rapide tous les 25 à 30 mètres.

Telle quelle, cette artillerie eût pu gêner l'attaque allemande, si elle avait été employée en masse et par tir nourri dès 7 heures du soir. En effet, c'est durant la nuit qu'il fallut que l'ennemi amenât ses masses d'infanterie à raison d'une division au moins tous les 2 ou 3 kilomètres.

D'autre part, la nombreuse artillerie allemande qui écrasa nos lignes était camouflée mais n'était pas abritée ; on suppose même que la majeure partie était en position à 1 500 ou 2 000 mètres de nos premières lignes. Des tirs d'interdiction et de contre-préparation nourris, entre 7 heures du soir et 1 heure du matin, faits par l'artillerie française alors que l'artillerie allemande était silencieuse, eussent ralenti et peut-être brisé l'attaque.

La 45e division, à l'ouest de Reims déclare que, dès 19 heures, elle appliqua « le plus vigoureusement possible son plan d'artillerie d'interdiction ». Elle attribue officiellement « le succès de sa résistance à la vigueur de son tir d'interdiction et de contre-préparation commencé dès la tombée de la nuit et avant le déclenchement de l'artillerie allemande qui ne commença que vers 1 heure du matin ».

Or, aucune des artilleries divisionnaires du XIe corps, d'après la relève que nous avons faite sur pièces dans chacune de ses divisions, n'a procédé comme la 45e division : *elles n'ont tiré qu'à la demande de leurs observateurs d'artillerie ou d'infanterie* sur tel ou tel mouvement de troupes qui leur était signalé.

Nombre d'exécutants attribuent à cette passivité de notre artillerie, entre la tombée de la nuit et l'heure où l'on savait qu'allait se déclencher l'attaque allemande, le succès de l'attaque d'infanterie ennemie sur nos premières lignes.

Les divisionnaires semblent avoir manqué d'initiative ; mais il faut reconnaître qu'ils se sont conformés aux prescriptions données dès 20 heures du soir par le Général commandant l'Armée. Celui-ci ordonnait en effet de commencer le tir d'interdiction et de contre-préparation « aux premiers coups d'un tir violent de l'artillerie ennemie ». — A ce moment il était, pour l'artillerie française contre-battue elle-même, trop tard pour disloquer l'attaque allemande.

Plan de défense. — Le Général commandant l'Armée avait donné comme mission à la date du 9 avril à ses C. A. « de combattre jusqu'au bout sur la première position ». Le XIe corps devait interdire « à tout prix » à l'ennemi « de prendre pied au sud de l'Ailette et au nord du plateau des Dames ». Les Anglais devaient, « même en face d'attaques puissantes et quelles que soient leurs forces, conserver au minimum le plateau de Californie, la Ville aux Bois, le bois des Buttes, Gernicourt, Cormicy, Villers-Franqueux ». (Ordre du 20 mai.)

Les divisions anglaises, qui venaient de faire sur l'Oise la cruelle expérience de ce qu'il en coûte de mettre tous les fantassins en densité sous le feu des canons et même des minen ennemis, avaient, d'après nos renseignements personnels, en vain protesté.

La mission des divisions en ligne était donc de tenir la première position. En vertu de ces ordres, les divisions bourrèrent vers l'avant. A la 21e division, 4 bataillons dans la première ligne, 3 dans la seconde, 2 en réserve entre cette première position et la position intermédiaire.

Dispositif analogue pour les autres divisions.

La position intermédiaire, située environ à 5 ou 6 kilomètres, n'était tenue que par de faibles éléments de territoriaux ou de génie.

Les divisions combattaient à partir de la première tranchée et sur une profondeur de 2 à 3 kilomètres.

Conséquence du Plan de défense adopté. — 1° Il en résulta que les Allemands ayant sur certains points percé la ligne, ne rencontrèrent plus de résistance au delà de 3 à 4 kilomètres.

A la 61e division, les Allemands s'étant introduits à gauche par le ravin de Vauxaillon, à droite par celui de Chavignon, se réunirent derrière la forêt de Pinon ; complètement encerclés, nos régiments continuèrent de se battre jusqu'à midi inutilement, alors que les Allemands étaient déjà sur l'Aisne.

L'ennemi arriva ainsi sur les batteries qui cessèrent leur feu sous la menace des fantassins ennemis.

Ce dispositif nous semble la cause principale de l'échec au dire de tous les combattants : « Il n'y avait pas de réserves »,

nous ont dit les poilus. « Pour gagner du temps, il faut perdre du terrain », nous a dit un général de division ; même pensée exprimée à deux échelons de la hiérarchie militaire.

2° Ce dispositif tout en première ligne entraîna l'engagement prématuré des divisions de réserve.

Le cas de la 157e D. I. est probant.

Voici l'analyse du rapport même de cette division :

La 157e D. I. était derrière la 22e D. I. Primitivement elle devait tenir la rive sud de l'Aisne et, selon ces ordres, était, vers 2 heures, étalée entre Saint-Mard et Villers-en-Prayères. Son artillerie était en arrière entre la Vesle et l'Aisne.

A 5 heures du matin, arrive l'ordre du Général commandant la VIe Armée, de pousser 3 bataillons sur la rive nord de l'Aisne, dans la première position, afin de libérer *les réserves de la 22e D. I.* (qui se portaient en première ligne, sur l'ordre du général Renouard, commandant cette D. I.). Par suite d'une erreur, 4 bataillons au lieu de 3 exécutaient ce mouvement.

Or, entre 7 heures 50 et 8 heures, l'ennemi, ayant franchi le Chemin des Dames, descend vers l'Aisne.

A peine au débouché des ponts, les 4 bataillons de la 157e D. I. tombaient à l'improviste sous les feux de l'ennemi : ils sont obligés de se déployer. Ils sont perdus.

A 7 heures 45, le général commandant le 11e C. A., croyant pouvoir encore rétablir la situation sur la première position, fait passer le pont à un bataillon à Bourg-et-Comin (à cette heure les Allemands atteignaient presque l'Aisne). Ce cinquième bataillon eut le sort des quatre autres.

Il ne restait, à 8 heures du matin, que 4 bataillons pour tenir 12 kilomètres de la seconde position ; à 14 heures l'ennemi est par derrière sur les batteries.

Le général Goybet, commandant la division, conclut : « On peut se demander si sur des fronts à occupation diluée, sans réserves rapprochées, il n'y aurait pas lieu d'en revenir aux procédés d'avant-postes, la première position étant tenue par un tiers de l'effectif, le reste installé sur la deuxième position avec la majeure partie de l'artillerie. » « La néces-

sité d'opposer sur les secondes positions une barrière dense, est l'enseignement qui ressort visiblement des événements du 27 mai. »

Ainsi, nous avons recommencé la faute tant reprochée par l'É.-M. français aux Italiens à Caporetto. Ainsi, nous avons recommencé la faute que tant d'officiers généraux ont, avec dédain, après le 21 mars, reprochée à l'armée anglaise. Nous avons tout bourré sur les premières lignes.

Il en est résulté :

1º Que les positions intermédiaires, quoique bien organisées, n'ont pas arrêté l'ennemi. Elles n'étaient pas défendues.

2º Que la forte seconde position de l'Aisne et des hauteurs qui la bordent, n'a pas arrêté l'ennemi. Elle était trop faiblement tenue.

Y a-t-il eu méconnaissance des directives du Général en Chef? — Nous avons voulu savoir si cette tactique était conforme aux instructions du général Pétain.

Celui-ci, dans ses directives personnelles et secrètes du 22 décembre aux généraux d'Armée, recommandait d'assurer « l'intégrité des secondes positions. On ne doit, dit-il, tenir sur la première position qu'afin d'assurer la mise en place des gros sur les secondes positions. »

Le Président du Conseil nous avait dit à ce sujet, dans une audience, qu'il avait constaté dans les Armées un certain flottement en ce qui concerne l'exécution de ces instructions et qu'il avait demandé au Général en Chef de les préciser.

Le Général en Chef les avait en effet précisées, le 24 janvier, de la façon la plus nette. A cette date, il basait la défense méthodique sur l'échelonnement en profondeur. « L'élément essentiel du combat est la position de résistance. » Cette position de résistance doit être constituée de telle façon que l'ennemi ne puisse l'atteindre que dissocié et épuisé par le combat, sans son artillerie, de façon à ce que les réserves d'Armées et de G. Q. G. aient le temps d'accourir.

Le 26 avril, le Général en Chef fait spécialement rappeler à la VIe Armée qu'il appartient au Général commandant cette Armée « de définir les conditions de la conduite du

combat pour le cas où une attaque ennemie se déclencherait... sur le champ de bataille, telle qu'elle a dû être étudiée et définie conformément à ses instructions ».

Or, les instructions du général Duchêne, du 20 mai, donnaient aux Anglais comme aux Français « la ligne principale de résistance, comme étant la première ligne de la zone de bataille, à défendre à outrance et à reprendre le cas échéant ; la ligne avancée de la position intermédiaire constituant l'arrière de la zone de bataille ».

Il y a donc contradiction entre les ordres donnés par le Général en Chef à ses généraux d'Armée et les ordres donnés par le Général commandant la VIe Armée à ses généraux de corps et à ses divisionnaires.

Frappés de cette divergence de doctrine, nous avons cherché à la préciser sur le terrain. Nous avons vu dans les rapports du général Roques, que le Général en Chef avait adressé au Général commandant la VIe Armée, vers le mois de juin, une carte au trait violet portant la ligne principale de résistance.

Or, tandis que le Général commandant l'armée fixait sa ligne principale de résistance à la position intermédiaire située à 5 ou 6 kilomètres de l'ennemi, le Général en Chef plaçait la position de résistance au sud de l'Aisne, sur la seconde position, à 10 ou 12 kilomètres de l'ennemi.

Si nous nous en tenons à ces seuls textes, tels qu'ils nous ont été donnés à notre requête, nous sommes obligés de conclure qu'il y a eu, de la part du Général commandant l'Armée, inexécution des directives reçues.

C'est une troublante énigme que nous ne jugeons pas et que nous nous contentons de poser.

Emplacement des réserves locales. — Derrière la VIe Armée française même, il y avait 3 divisions d'infanterie française, plus 1 division anglaise. Dans la région de Compiègne-Verberie, il y avait 4 divisions françaises. Dans la région Épernay-Châlons, il y avait 3 divisions françaises, plus 3 divisions de cavalerie.

Comment ce gros paquet de 15 divisions de réserve, massées à moins de 150 kilomètres de Fismes, n'a-t-il pas pu

maîtriser l'avance allemande avant la Marne et avant la voie ferrée de Château-Thierry ?

C'est une question que nous nous sommes posée sans pouvoir la résoudre.

Le 27 et le 28 mai, la 74e division et la première division, engagées dans la région de Soissons et de Vailly, sans renseignement sur l'ennemi, sans artillerie, par bataillons montant, dans une atmosphère de panique, à travers les camions refluant, n'ont, d'après les témoins oculaires, pas pesé dans la bataille.

Les radios allemands ont signalé qu'à Fismes des troupes fraîches, mêlées d'une façon inextricable avec des troupes battues, ont dû se rendre sans pouvoir participer au combat.

La Commission de l'Armée n'a pas qualité pour juger, mais elle doit poser la question.

Ponts. — Aucun pont sur l'Aisne n'a sauté le 27 mai. Nous sommes officiellement autorisés à déclarer que si les dispositifs de mines étaient préparés, ils n'étaient pas chargés.

Le Général commandant la 157e division déclare, dans son rapport, qu'un capitaine de génie chargé de faire sauter les ponts s'est refusé à le faire sans ordre de l'Armée.

La destruction des ponts devait, en effet, être faite sur l'ordre du Général commandant l'Armée. On nous a affirmé, sans qu'on en puisse apporter la preuve, que cette délégation n'est arrivée au Général commandant le XIe corps, qu'une ou deux heures après le passage de l'Aisne par l'ennemi.

Inutile d'insister sur les conséquences de cette faute. Elle a permis aux Allemands d'amener leur artillerie et de couper quatre jours après, à Château-Thierry, 40 kilomètres plus loin, la voie ferrée Paris-Nancy.

CONCLUSIONS

Il n'a pas été répondu à toutes nos questions : le dossier gouvernemental est encore inachevé. Notre enquête est incomplète. Pourtant, s'il nous était permis, pour la seule

clarté du sujet, de résumer les causes de notre échec, nous les classerions sous les chefs suivants :

1° Infériorité du nombre des D. I. à la veille du 27 mai, due, en ce qui concerne la France, à l'absence de politique d'effectifs pendant près de trois ans.

2° A la suite des succès allemands du 21 mars et du 9 avril sur l'armée anglaise, extension du front français, qui ne laissa plus à notre commandement les réserves générales suffisantes pour faire face à toutes les hypothèses d'attaques de l'ennemi.

3° Insuffisance des services de renseignements.

4° Mode d'emploi de l'artillerie.

5° Plan de défense.

6° Non-rupture des ponts.

Ce ne sont pas là des considérants de jugement, pas même des conclusions, ce sont tout au plus des questions motivées. Il se peut, quelle qu'ait été notre bonne foi dans cette enquête, que nous ayons mal vu, que nous n'ayons pas tout vu ou que nous ayons trop vu ; mais cette approximation de ce qui fut la réalité suffit pour poser, aux membres de la Commission, un cas de conscience.

Quoi ! les Allemands ont avancé de 45 kilomètres, alors que nous n'avons jamais avancé, dans nos offensives, de plus d'une dizaine de kilomètres ! Ils ont coupé la ligne Paris-Châlons. Ils menacent Paris !

Nos pertes sont de 32 pièces d'A. L. G. P., de près de 300 canons, de un à deux millions d'obus en stock, sans compter les matériels divers d'aviation, de munitions, d'hôpitaux, d'approvisionnement de toute nature, immenses et non chiffrables.

En hommes, du 27 mai au 6 juin, nous avons perdu dans cette bataille 123 000 hommes, dont tués et disparus, 90 662 hommes qui se discriminent en 67 427 Français tués et disparus et en 23 000 Anglais tués et disparus.

La perte morale est pire. Le prestige de l'armée française dans le monde est atteint. Jusqu'ici, dans cette guerre, il n'y avait que deux armées invaincues : l'armée française, l'armée allemande. Aux yeux des Italiens, nous avons eu

notre Caporetto, aux yeux des Anglais, nous avons eu notre 21 mars.

Pour un tel désastre, les seules sanctions que la loi a permises au Gouvernement de prendre ont été : la relève du Général commandant l'Armée, qui pourra d'ailleurs, nous en avons des exemples, être pourvu, au cours de la guerre, d'un nouveau commandement; la relève du Général commandant le XIe corps, qui a été pourvu d'une inspection de bataillons d'instruction dans les armées. Aucun des divisionnaires, sauf le Général commandant la 157e D. I., n'a cessé de commander. La suite de la bataille, après le 27 mai, a donné lieu à d'autres relèves de commandement. C'est tout.

La loi désarme le Gouvernement, il ne peut prendre que des mesures disciplinaires. Notre code militaire n'a pas prévu de châtiment pour les fautes professionnelles commises par les officiers généraux.

Déjà les lacunes de nos lois sont apparues aux yeux du législateur. Des projets de loi ont été en vain déposés voici un an.

Croit-on d'ailleurs que le soin de se prononcer sur de pareils faits puisse être laissé aux conseils de guerre composés dans les conditions que nous connaissons actuellement?

Ces problèmes ne peuvent être résolus par la seule initiative parlementaire.

Savoir s'il faut une loi, la préparer, la soutenir devant les Chambres et l'opinion publique, la faire accepter par cet organisme délicat qu'est l'armée, est du domaine de l'exécutif.

Le Gouvernement ne peut se considérer comme armé par la législation actuelle : c'est donc à lui qu'il appartient de prendre l'initiative d'un projet de loi. Si le Gouvernement s'y décide, nous nous permettons de lui suggérer, afin d'éviter les longs débats et les commentaires prolongés, d'utiliser la procédure d'urgence que le Parlement a instituée pour les lois de guerre.

L'heure est propice. L'échec subi date de deux mois déjà. Il semble qu'aujourd'hui, dans les plaines de Champagne, la fortune soit favorable à nos armées. Le Gouvernement et les Chambres n'auront pas à se reprocher d'avoir agi sous

l'empire des événements. Mais quelles seraient leurs responsabilités, si, la fortune nous étant à nouveau défavorable, la Chambre et le pays devaient encore se borner à constater les lacunes de la loi? Une mesure de cette nature, loin d'affaiblir à l'heure présente le moral du soldat et celui de l'arrière, fortifiera les cœurs.

ABEL FERRY

UN APOSTOLAT[1]

XI

— O my dear brothers and sisters, Truth is not in God ally : she showest herself, shining and magnificent, in the love of man for man !...

Dans l'énorme brouhaha des théories et des musiques, Pascal épanchait la bonne parole sur un groupe de petits bourgeois et d'ouvriers endimanchés, que tranchait de vert oseille un militaire abasourdi par tant d'éloquence.

Debout sur une table de bois noir, il agitait les bras, renversait la tête, évoquait les splendeurs de l'amour et de la paix universels. Quand il se taisait pour reprendre haleine, un virtuose efflanqué modulait, à ses pieds, des variations sur un petit harmonium asthmatique : l'auditoire se dandinait au bercement de la mélodie. Puis l'orateur enchaînait ses périodes et célébrait l'union des peuples : mais son panégyrique se perdait dans la trépidation d'un autobus ou la rafale d'un psaume.

Pascal obéissait ainsi à la mission nouvelle qu'il s'était imposée : prêcher l'amour qui refrène les antiques instincts de lutte et de domination, convertir par le verbe les hommes à la douceur, leur enseigner, comme aux temps évangéliques, des paraboles sereines, imiter les précurseurs errant par les

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er et du 15 mai 1920.

déserts et semant du haut des collines, aux tribus attentives, les conseils de fraternité.

Il avait choisi Londres parce qu'il y retrouvait un peu de l'âme endolorie de sa chère maman. Il connaissait la langue et les mœurs de la grande ville; il y avait séjourné plusieurs fois, chez son oncle maternel, gynécologue célèbre et gentleman assez paillard, qu'il ne voulait plus revoir maintenant qu'il savait juger. Londres était enfin la cité hospitalière et généreuse, refuge de tous les martyrs de la pensée : Bakounine, Herzen, Karl Marx, Kropotkine lui-même, maître bien effondré, y avaient trouvé un abri et, dans ce noble milieu, développé librement leurs doctrines. Elle offrait enfin, aux ensemenceurs des races futures, aux pionniers qui marchent en avant des foules, une aire vaste et touffue, Hyde Park, où la parole pouvait se déployer sans contrainte, en face d'êtres sagaces et tolérants.

Pour faire le voyage et se fournir du matériel nécessaire, il avait engagé tout son bien : les quelques bijoux qu'il conservait comme un amant sentimental, le bracelet d'émeraudes et de sardoines, et les pendants d'oreilles à logettes d'or. Elle lui pardonnerait, la très chère, la seule femme qui peuplât son cœur adolescent ; elle eût donné, pour éclaircir les misères humaines, toutes ses parures... C'était pour accomplir un vœu d'amour et de pitié.

Et ce dimanche de soleil d'octobre, de soleil élimé de brume, il commençait la série de ses prêches en plein air, sous un marronnier dépouillé, près des grilles de Marble Arch.

— This love ought to bring shortly the eternal peace, and the injust inequalities between rich and poor.

Il respira. L'harmonium vagit quelques accords déteints et rauques dans un forte. Des passants s'arrêtaient à cet appel lamentable et grossissaient le demi-cercle des badauds. Deux personnages se mirent à discuter entre eux de la nature de l'amour ; un troisième, qui venait d'arriver et qui n'avait rien entendu, s'interposa. De petits groupes se formaient, d'exégètes éclairés, ratiocinant à l'infini sur des propositions qui leur semblaient trop audacieuses. Les autres dressaient l'oreille et ouvraient la bouche, en appétit d'aliment spirituel.

Pascal le leur versait abondamment. Il découvrait à leurs

yeux dessillés des aurores enchanteresses. Des flonflons lointains venaient par à-coups, ou la vague déferlante d'un hymne qu'un *tub-thumper* en redingote dirigeait près de là. Dans les intervalles de silence, on entendait pépier les moineaux, ou le choc mat d'un marteau de croquet sur les billes.

Puis un troupeau de moutons galopa dans l'allée, enveloppant d'un nuage de poussière le public et l'orateur.

Vis-à-vis de lui, sous un autre marronnier, s'installait un individu glabre et verdâtre. Enseveli dans une lévite de lustrine, il s'érigeait sur un escabeau ; au ruban de son chapeau melon flamboyait un disque de papier rouge. Il tenait sous le bras un petit cercueil d'ébène que décoraient des runes indéchiffrables. A ses côtés, un joueur de bugle poussait de temps à autre des sons désespérés : les clameurs du cuivre écrasaient la psalmodie de l'harmonium. L'hiérophante déposa contre ses bottines la bière cabalistique et se mit à tracer du geste des lignes imaginaires : il évoquait des esprits sidéraux, révélait sans erreur les mystères de la planète Mars, causait familièrement avec les trépassés, et traduisait, les yeux fermés, d'invisibles cryptogrammes.

L'auditoire oscillait entre les deux prédicants, selon que la voix de l'un gagnait en amplitude sur la mélopée de l'autre : quand le public se tournait vers le Marsien, l'orgue de Pascal le ramenait aux félicités terrestres ; mais le bugle, alors, le frappait dans le dos, comme la hurlée des esprits mécontents. Et le groupe, horrifié ou avide de bienfaits, allait de l'un à l'autre prophète, dans un gros bruit de semelles.

Par là-dessus, le vent déversait des bouts de cantiques qu'un sergent de l'Armée du Salut rythmait de sa main étendue :

Peace ! perfect peace !
In this dark world of sin !

Et le choral du tub-thumper répondait sur une cadence de mazurka :

There is a green hill far away
Without a city wall !

Un char franchit la grille, et d'où s'envolaient des essaims de papiers multicolores : AWAY FOR WOMEN ! Il était plein à

craquer de féministes furibondes et gesticulantes, et tout éclatant d'un orchestre de cuivres que manœuvraient des dames en chapeau de feutre, cramoisies d'épuisement. Il s'avança, dans une solennité prestigieuse, parmi les fusées de bulletins et les râles des trombones, mit en fuite les fidèles de Pascal, et s'enfonça dans l'allée que bordait un double rang d'inspirés et d'élus ; néo-chrétiens, équinoxiaux, *shy-pilots* au doigt tendu vers le zénith, malthusiens, catholiques, abstinents, végétariens, hétérodoxes et orthodoxes, universalistes et conformistes, théosophes ésotériques ou exotériques, communistes indépendants ou étatistes, révolutionnaires ou évolutionnistes — braillards pareillement — messianistes, talmudistes, caraïtes, hiérouschalaïmisants — tous chevelus, bouclés et bien en nez — disciples de Bouddha, de Confucius, de Zoroastre, de Marx, de Baphomet, de Bel et d'Irmensul ; les uns brandissant des croix, les autres des bannières, des cryptogrammes, des parapluies et des sceptres, des goupillons ou des longues-vues, arborant à leurs chefs triangles, cercles, losanges, dodécaèdres, appuyés de clairons, de timbales, de cornemuses, de pianos moroses, de saxophones quinteux ; mais tous certifiant l'absolu de leurs inspirations, l'intégrale vérité de leurs dires, tous, enfin, détenant le salut, promettant le paradis sur terre ou dans l'au-delà, s'engageant à fournir dans les quarante-huit heures la félicité éternelle.

Seuls, dans un grand silence mystérieux, les spirites s'immobilisaient, les mains agglutinées à un guéridon, les prunelles révulsées dans l'extase.

Pascal regardait avec consternation cette débordante rivalité des doctrines du bonheur. Un instant, il se sentit découragé par la concurrence. Mais il eut un sursaut d'émulation : il se redressa, racola d'un geste large quelques auditeurs poussiéreux, et se mit à leur dépeindre la régénération du monde par l'amour : les hommes devaient s'étudier à vaincre les instincts qui les animaient les uns contre les autres, ils devaient se pardonner mutuellement et se tendre la main dans leurs détresses respectives. Comme le disait Tolstoï : « On ne pouvait rien bâtir que sur l'Amour. Le Christ l'avait compris lorsqu'il prêchait avec une sagesse si profonde : Aimez votre prochain *comme vous-mêmes...* »

Il se croyait seul à évoquer l'ombre blanche et lucide du Galiléen : mais en face de lui, l'explorateur de Mars, en appelait à l'Évangile ; plus loin, le sergent salutiste lisait un chapitre de saint Luc ; un végétarien invoquait Jésus qu'il nommait le Froment de Dieu ; un théosophe, poursuivant l'exposé de ses mythes, comparait le Messie au soleil et Marie-Magdeleine à la mer ; des psaumes, en son nom, excitaient à la vaillance :

Onward, Chritian soldiers
Marching as to war !

Jésus devenait tour à tour le premier des anarchistes, le premier républicain, le soutien de la royauté, l'ouvrier-modèle, le consolateur des filles publiques, le précurseur de Mahomet, le prototype de Bodisathva, le père du communisme, le vengeur des lois violées, la synthèse unanime de toutes les théories.

Pascal l'abandonnait à ses rivaux, lorsqu'un bonhomme pointilleux le prit à partie et s'engouffra dans un labyrinthe de parenthèses. C'était une diversion bien placée. Ils discutèrent, l'un nerveux et précis, dressé sur la pointe des pieds, l'autre accroupi sur le bord de la table, l'esprit embué de doute et de fatigue.

Le soir descendait lentement. Des voyants roulaient leurs enseignes, démontaient leurs attributs ; l'hiérophante Marsien remit ses oraisons dans sa bière. D'autres s'acheminaient vers la sortie, au milieu d'un concours de disciples enthousiastes, suivis à quelques pas du musicien ployé sous son instrument ou qui le portait dans une enveloppe de satinette.

Mais, près de Pascal, l'interrupteur continuait à argumenter, subtil, menu, exact, l'index et le pouce joints en un cercle définitif, crachotant sans pudeur les objections et la salive. Pascal s'essuyait le front de temps en temps et recevait le reste avec patience. Il enviait la rentrée de ses confrères vers un foyer paisible. Il n'entendait plus qu'un bourdonnement monotone, hochait la tête sans répondre, et parfois tressautait aux ricanements de triomphe de son adversaire.

L'ombre bleuissait sous les arbres ; le vert des pelouses s'argentait sous la clarté des réverbères qu'on allumait au

long de la grille. Des couples commençaient à pénétrer dans le parc. Presque tous les auditeurs s'étaient retirés. L'organiste, ennuyé d'attendre, essayait en sourdine des refrains de music-hall ; deux voyous, les mains dans les poches et marquant du dos un rag-time sinueux, l'accompagnaient en sifflant.

XII

Pascal ne perdit pas courage : pendant un mois, il poursuivit ses prêches en musique.

Chaque jour, ponctuel, vers les deux heures de l'après-midi, il franchissait les grilles de Marble Arch. Le virtuose transportait son petit harmonium ; un *loafer* en casquette déménageait la table ; les deux desservants marchaient côte à côte, ployés sous leurs charges, l'un très effilé, morose et silencieux, l'autre débitant des calembours et crachant au passage des policemen. Pascal venait derrière, tête nue comme les apôtres de jadis, ses cheveux clairs auréolant son front, l'air au vague, et ruminant des axiomes.

Quand il s'était installé sous le marronnier, il escaladait la table et reprenait son discours où il l'avait laissé la veille. Le loafer se campait devant lui, avec un air de l'écouter de toutes ses oreilles : ces manières attentives et les vagissements de l'harmonium attiraient les flâneurs. Quand l'auditoire était assez nombreux, Pascal faisait un signe, et son compère allait attendre au bar voisin que l'oraison fût terminée.

L'éloquence du jeune homme et l'inépuisable répertoire de l'organiste attiraient un gros de philosophes et de mélomanes en disponibilité qui se partageaient à l'envi leur pitance respective. Les joueurs de tennis, la raquette sous le bras, et les misses en flanelle blanche, venaient écouter entre deux parties. Ils applaudissaient bruyamment les conclusions du prophète de l'Amour, s'embrassaient à la ronde et s'éloignaient avec des rires.

Les jours de pluie, il s'abritait sous un immense parapluie rouge. D'autres parapluies l'écoutaient en silence. Les gouttes, tombant des branches sur l'étoffe tendue, ponctuaient les périodes de l'orateur.

Il examinait les modes divers de réaliser le bonheur humain ; il semblait accepter la socialisation des moyens de produire, le collectivisme de la terre et des usines ; mais il critiquait le despotisme du prolétariat et combattait résolument les petites communes : il en détaillait sans peine tous les désavantages, et se plaisait, disait-il, à imaginer les causes de leur insuccès. L'auditoire admirait sa perspicacité.

Quelquefois, en pérorant, il se découvrait tout à coup des gestes à la Chapelle et de ses phrases redondantes qu'il refoulait aussitôt. Il avait pris cependant, pour répondre à ses adversaires, le ton net et absolu du propagandiste. Il s'en était bien trouvé ; nul contradicteur pointilleux ne se hasardait plus à des développements philosophiques : à peine s'élevait-il quelques objections timides qu'il abattait d'un coup de gueule.

L'assaut de ses congénères, des cinq cents prédicateurs alignés dans l'avenue, était plus rude : leurs enseignements lui venaient par bribes et lambeaux, mais se renforçaient de cet imprévu ; et certaines de leurs phrases, s'intercalant au milieu de son discours, le suffoquaient de doute et d'inquiétude. Il se carrait violemment dans sa croyance et élevait la voix pour ne plus entendre. Il soutenait son idéal de toute sa jeune ferveur : la vie, sans lui, n'était que monotonie et solitude de l'égoïsme ; il en tirait ses joies les plus exaltées ; rien ne pouvait remplacer ce délicieux délire...

Des promeneuses suivaient l'allée ; quand elles passaient devant lui, elles s'arrêtaient un instant et souriaient à son enthousiasme de beau garçon. Il leur souriait aussi ; et sa parole tout à coup caressante se nouait à leur taille, ondulait à leurs épaules, avec des mollesses d'écharpe...

Au bout d'un mois, il s'aperçut que son pécule se faisait mince. Il résolut de restreindre les dépenses, libéra l'organiste, renvoya le loafer à ses beuveries, et perdit du même coup sa tribune et son instrument. Il ne les regretta point, car il jugeait ce décor inutile : son verbe ardent, le désintéressement de ses principes, devaient suffire à rassembler et à convaincre les auditeurs.

Il se posta sous le marronnier après avoir creusé dans le gravier du chemin un demi-cercle spacieux ; et s'adossant à

l'arbre, il reprit sa conférence quotidienne. Les fidèles accourus considéraient un instant le sillon courbe et l'orateur qui en occupait le centre : cet homme qui ne les dominait plus de toute la hauteur d'une table leur paraissait quelconque, d'un savoir sans envolée, d'une philosophie terre à terre. Les idées qu'il leur proposait s'apparentaient à leurs réflexions coutumières ; ils avaient lu ça quelque part, dans les journaux. Et quand il se taisait, nul air connu, et par cela même enchanteur, ne remplissait les pauses, soulignant les périodes, et noyant leurs pensées dans le flot mystique de ses harmonies.

Ils s'ennuyèrent bientôt, passèrent à des discours plus haut perchés et qu'appuyaient les voix retentissantes des cuivres, la modulation des clarinettes ou le nasillement des accordéons. Pascal s'égosillait en vain à les vouloir surmonter. Ses axiomes, éperdus comme des appels d'enlisé, sombraient dans la symphonie discordante du voisinage.

Un nouvel inspiré remplaça le Marsien, de l'autre côté de l'avenue : il mettait en vers blancs la Bible, et l'adaptait à des motifs populaires. Un concours d'amateurs et de catéchumènes moutonnait autour de l'exégète arrondi sur un violon et qui serinait sans trêve le Cake-walk des Béatitudes. Son choral toujours plus dense rompit le demi-cercle tracé par Pascal, absorba ses derniers disciples et lui présenta une muraille de dos secouée par les cantiques.

Il changea d'allée, choisit les endroits solitaires que nul prédicant ne fréquentait. Les passants y étaient rares ; quelques vieux rentiers, voyant cet homme qui parlait tout seul avec des gestes véhéments, s'arrêtaient une minute et cherchaient à comprendre ses dires. D'aucuns lui proposaient des rébus ou une partie d'échecs. Une femme lui fit l'aumône.

Dans un mouvement de pudeur orgueilleuse, il évita les groupes et se mit à rechercher les individus sympathiques. Il s'adressa aux vagabonds affalés sur les bancs et chauffant leurs nippes au blême soleil de novembre ; aux employés qui, à l'heure du lunch, partagent leur pain avec les moineaux (il en faisait un beau symbole) ; aux baigneurs en caleçon et grelottant sous leur peignoir. Ils se refusaient à l'entendre ou se riaient de ses utopies. Les plus pauvres cependant l'accueillaient avec bienveillance et donnaient comme exemple à ses

principes leurs propres misères ; ils l'approuvaient dans ses attaques contre les riches et se délectaient à l'espoir de renverser un jour les rôles.

Pascal, peu à peu, se sentit accablé d'ennui et de dégoût. Ce qui se pressait dans Hyde Park, cette foule de désœuvrés et de bavards, lui apparut comme le rebut de la cité où les énergies au moins se dépensent et créent de la vie. C'était donc là-bas, au cœur de la ville, et non parmi ce stock d'âmes effondrées, qu'il lui fallait chercher ses émules, les êtres puissants prêts au sacrifice de soi.

Et il sortit du parc en se jurant de n'y plus rentrer, poursuivi par le chaos ronflant des musiques et des doctrines. Il crut entendre ricaner les prophètes du bonheur humain, ses collègues d'un mois entier, et il arrondit les épaules sous leurs sarcasmes.

« Ces gens-là, songeait-il, sont des professionnels de la foi, comme les poètes d'aujourd'hui sont les spécialistes de l'émotion : double espèce incapable de croire ou de sentir ; peut-être rêvent-ils parfois, au milieu de leur solitude mentale, de prier ou d'aimer dans la toute simplesse de leur cœur. »

Il comprenait aussi l'inutilité de son effort : d'avoir prêché à des oreilles qui peuvent tout entendre ; les affirmations en s'entre-heurtant devaient se détruire, et l'auditeur, tiraillé par des croyances si diverses, n'en admettre aucune ou s'en tenir à son incurie.

Et tandis qu'il déambulait par les longues rues tonnantes d'activité, il commençait en lui-même l'éternel dialogue du doute et de la foi.

Une vibration multicolore se dégageait des brouillards, tournoyait un instant et se résorbait dans la brume, parmi les silhouettes fuligineuses, de colonnes, de héros classiques, d'arbres taillés à l'emporte-pièce dans de la tôle. Le paysage ondulait comme une toile de fond. Pascal se sentait saoul de tapage et de branle-bas : cela retentissait au long de ses nerfs, titillait ses pupilles. Des formes brusquées, des couleurs succinctes flottaient autour de lui ; autobus cubiques, pavoisés d'affiches, avec un rang de têtes au bord d'une balustrade garance aux mots de cadmium ; mille reflets circulaires des roues ; vapeurs mauves et rousses ; enseignes en plein ciel

crépusculaire, spirales embrasées, alphabets ivres juchés dans les nues, fanaux virevoltant et tout à coup épanouis en un cadran énorme ou quelque main désignant l'infini ; un rire gigantesque sur une palissade ; des jambes qui se croisent et s'allongent, des bras, des faces, des plastrons blancs, des faces, des bras, trépidations, glissement, tourbillon. Et l'immense vide dans la tête...

Il se tapit dans une encoignure. Des gens se ruaient sur la chaussée, de labeurs inconnus vers la pitance du soir : ils se coudoyaient sans se parler, marchaient un instant côte à côte, se dépassaient brusquement. Ils s'écrasaient dans les goulots, et piétinaient alors sur place avec une rumeur continue. Puis un courant les aspirait vers les lointains fermés. Ils avaient tous des faces closes et muettes, concentrées sur l'objectif de vivre aux dépens de tous ; et chacun portait une fatalité semblable.

Il y eut un cri. Quelque chose de noir remua sous les roues d'un camion. Le conducteur descendit de son siège en maugréant, tira de dessous sa machine un tas de vêtements qui ne bougeaient plus. Un policeman l'aida à transporter ça dans une pharmacie. Les passants jetaient un bref coup d'œil et reprenaient leur course, avec un visage blafard et ensommeillé.

« Qu'importe à la multitude, songeait Pascal, ce déchet, la vie d'un être, le petit agrégat de sentiment et de pensées qui compose un individu ! »

La grande ville l'enveloppait, terrible, innombrable, houleuse comme une mer : il allait à la dérive, en pantenne, réduit à son pauvre idéal mal arrimé, à l'épave battue, crevée, sans calfatage, que représentaient ses espérances débiles et sa volonté chancelante.

Que pouvait-il contre les égoïsmes nécessaires, après tout ! ramassés dans leur défense, mus sourdement par l'unique et impitoyable besoin de vivre? Avait-il le droit de reprocher aux hommes leurs instincts de lutte? n'en subissaient-ils pas eux-mêmes la loi fatale? Tous étaient nobles, en somme, qui s'arrachaient, des griffes et des crocs, leur nourriture et celle de leurs petits. Pouvait-on mépriser la canaillerie humaine? n'était-elle pas sublime dans la férocité? Parler d'amour à ceux qui se disputent la pâture ! qui bataillent par amour !

pour rapporter à ceux qu'ils aiment — des enfants, une femme — la jouissance conquise !

Ceux-là connaissaient la joie véritable. Leur labeur avait un but étranger à eux-mêmes. Ils entendaient, le soir, le merci bien simple, peut-être inconscient, d'une bouche aimée. Ils n'étaient pas seuls à combattre l'hostilité universelle : ils avaient des bras, une chevelure, où se fourrer, où se blottir, repos et force neuve.

Pour lui, Pascal, il était le voyageur sans cesse à la recherche du dernier paysage terrestre. Il ne se reposerait donc jamais? Il était hanté par les régions inconnues. Il était allé vers l'amitié, vers l'alliance de quelques êtres : il n'avait trouvé en eux que l'aride amour-propre. Il avait espéré dans l'affection des masses, pensé qu'un appel fraternel peut émouvoir celui qui souffre : l'homme, il le savait trop maintenant, ne s'apitoyait que sur sa propre détresse.

Il avait tout donné, semé tout son trésor d'espoir et d'illusion. Il se sentait maintenant plus pauvre que les pauvres, pauvre jusqu'au cœur, transi de pauvreté jusque dans les os. Il était affamé de véritable amour et d'amitié ; il portait sa tendresse en ployant sous son poids ; il l'offrait comme on mendie ! Épuisé de solitude et de découragement, il appelait quelqu'un : mais nul ne venait à lui, qui eût des mains cordiales ou l'abnégation des fiancées.

Accroupi dans son coin de muraille, atrocement seul au milieu de l'énorme cohue, il se mit à pleurer comme un enfant perdu.

XIII

Il se plongea dans la misère des autres, pour y trouver de la consolation.

Elle n'était nulle part aussi vaste et poignante qu'en ce Londres où les brouillards enfument les énergies. Il l'entendait gémir de ses milliers de bouches. Elle ne chantait pas, elle ne riait jamais, elle se repliait dans sa torpeur ; et l'angoisse tombait, comme une bruine, sur les dos ronds et les nuques infléchies.

Elle était partout, elle avait tous les âges, toutes les formes,

discrètes ou affichées, laborieuses ou inertes ; elle stagnait dans les musées, dans les bibliothèques, où il fait chaud, où l'on dort à l'abri d'un livre ; elle se traînait dans les « salons » de publicité, dans les gares, dans les églises où l'on fait mine de prier Dieu, assis sur une chaise.

Le soir la refoulait dans les tavernes et dans les rues.

Pascal dînait au fond d'une gargote de Soho. Il y rencontrait des gens de sa race et qui parlaient sa langue ; malgré ses principes internationaux, elle chantait à ses oreilles une mélodie pleine de beaux souvenirs. Car n'ayant plus de pensées, il écoutait sonner les mots.

Autour du comptoir à la française, des individus se pressaient, filous, camelots suspects ; un bout de cigarette à la lippe, la casquette sur la nuque, ils s'interpellaient sur un ton d'engueulade, avec des termes d'affection.

Une grande fille, les seins lâchés dans sa blouse de soie, leur versait de l'ale et des alcools. Ils lui chantonnaient dans le cou, en retenant ses mains rouges, des romances qui la secouaient d'un gros rire. On lui payait à boire ; et elle lampait d'un conp les pintes de bière, sans cesser de distribuer des tapes autour de son corsage.

Un voyou tirait d'un accordéon une *Marseillaise* déhanchée. C'était tout le patriotisme saoulard des lointains ports d'exil. Il y avait des yeux mouillés qui écoutaient ça. Pascal sortait en faisant claquer la porte, et s'acheminait vers des endroits connus de celui qui se cherche dans la douleur, vers les congrès de la misère.

C'était d'abord un bar de l'Euston Road. C'est là qu'on voit des mères qui font téter à leur bébé un verre de cherry. C'est là qu'on trouve des prostituées de soixante ans. Les garçons ont des bras de lutteur, et les clients donnent leurs sous en tremblant : ils ont peur qu'on les mette dehors. Silencieux, debout, avec une expression de béatitude, ils délectent le gin âpre et lourd : l'estomac se contracte et cela fait une petite douleur délicieuse. Des hommes entourent un feu de charbon flambant dans une grille et fument sans rien dire : comme on ne fait pas de crédit, il ne leur reste plus qu'à regarder boire les autres. Quelquefois deux pochards ont une idée, et leurs voix sonnent dans la salle,

avec le tintement de la vaisselle. Les garçons remplissent les verres gravement, comme on officie, et les tendent avec un geste brusque aux dévots. Ils ne sont là ni pour se reposer ni pour trouver un abri ; ils sont là pour boire, et savourer profondément la somme de paradis renfermée dans leur verre. Et Pascal enviait leur suicide quotidien.

On les renvoyait à minuit et l'on fermait les portes derrière eux. Celui qui sort d'un bar n'a plus rien à faire. Il en était qui s'asseyaient sur le trottoir et 'attendaient... D'autres, par petits tas, s'en allaient, s'en allaient... Pascal suivait un instant les traînards, puis se retrouvait seul dans les rues désertes et que les réverbères, jusqu'aux confins du brouillard, jalonnaient entre les façades aveugles.

Il revenait vers la Cité, cherchant la compagnie des hommes comme on la cherche, pour oublier ses propres misères, et songeant à ce détour de son inquiétude, il avait peur de sa pitié.

Autour des *coffee-staals*, de petits groupes de chauffeurs, de cochers et de vagabonds discouraient en se chauffant les doigts aux bols de faïence qu'un gros homme en tablier blanc distribuait. Pascal se mêlait à leurs colloques : ils se plaignaient de leur sort, du renchérissement de la vie, de l'avarice des clients, ou critiquaient la politique et la gestion des finances. Quand il leur proposait la libération de l'anarchie, ils haussaient les épaules et rigolaient sans répondre : ils avaient tous leurs idées personnelles sur le chambardement de la société ; ils en avaient ou ils n'en avaient pas, mais ils affichaient une égale indifférence envers les rêvasseries de cet inconnu.

Des filles venaient boire une tasse de café ou manger un *hick* de beurre. On leur faisait place sans leur parler. Sous la lumière crue des lampes à pétrole, leurs rides et la fatigue de leurs lèvres s'accentuaient, l'effritement des fards, la pesanteur des paupières. Elles regardaient les hommes en riant. Mais personne ne riait.

Pascal s'éloignait, car il portait en son cœur inapaisé quelque chose de cette détresse qui s'offre et dont on ne veut pas. Il rencontrait, au long de ses routes affligées, tous les servants de la gêne : les hordes de gens hagards, repliés dans leurs

poches, aux seuils de l'Armée du Salut ou devant les casernes, attendant du pain ; la bousculade, devant les grands journaux, des crieurs faméliques, tout rouges sous l'éclat des lampes au néon ; les isolés, les sans-travail, ou qui n'en veulent plus, rasant les murs des entrepôts, accoudés aux parapets du fleuve, couchés entre les douves, sur les docks ; et quand fumait l'aube, la coulée hâtive de la cohue vers les bureaux et les ateliers, le défilé des faces grises dans la rigueur correcte des vêtements.

Une nuit, en face de Lambeth où il avait sa chambre, il découvrit, en suivant la Tamise, les squares mouillés de l'Embankment. Sur les bancs de pierre, des gens se tassaient en lignes frileuses, et que le froid rendait un moment solidaires. Ils dormaient à tour de rôle, comme se relayant pour épier la nuit indifférente. Ceux qui veillaient pliés en deux, les coudes aux genoux, le menton sur les paumes, ouvraient exagérément les paupières et regardaient droit devant eux, sans pensée. Les autres ronflaient, la tête oscillant sur leur poitrine ou renversée sur l'épaule d'un voisin, avec des lèvres flasques, des mâchoires défaites, des histoires d'agonie burinées à coups de rides dans des visages cendreux.

Il y avait des femmes dans le tas, et quelques-unes belles encore malgré l'affaissement de leurs traits. Elles sommeillaient, la bouche ouverte, dans des poses exténuées, avec la confiance d'un enfant, protégées par la famine qui tarissait tout, même le désir, en ceux qui les entouraient. Parfois elles soupiraient très fort, s'éveillaient avec un léger cri, interrogeaient l'ombre d'un air égaré, puis refermaient les yeux, en cherchant un appui.

Pascal allait s'asseoir près d'elles; il attirait sur sa poitrine, d'un geste berceur, leur tête épuisée, et la soutenait de la main. Elles entr'ouvraient un instant les paupières et souriaient avec un abandon ravi.

Lui, ne bougeait pas, s'absorbant dans la douce ivresse de sentir leur tiédeur endormie et l'apaisement de leur corps entre ses bras.

La Tamise s'enfonçait dans une brume violette, trouée de feux mobiles, blancs, verts et rouges, élargis en halos. Des lueurs coulaient sur des blocs noirs, dans un fracas rythmé

de tôles contre tôles. Le pinceau d'un projecteur balayait le ciel, parmi des volutes irisées. Et tout au long du quai, c'étaient les alvéoles serrés et lumineux des grands hôtels dont les noms s'épelaient par saccades en lettres de flammes, S...A... V...O...Y - C...E...C...I...L, et brusquement s'effaçaient.

Du fleuve, montaient un clapotement sourd et continu, des odeurs de goudron, de bois frais et d'oranges.

La femme s'alourdissait dans les bras de Pascal, et sa chaleur le pénétrait ; il se sentait envahi d'une langueur délicieuse ; l'émotion le serrait à la gorge ; son cœur battait à grands coups.

Il réveillait l'assoupie avec des paroles caressantes, la relevait en la supportant sous l'aisselle, et réglant son pas sur sa démarche amollie, l'emmenait chez lui. Tout au long du chemin, il la câlinait de mots tendres et de baisers. Elle se laissait faire, perdue dans une humble extase.

Il connut ainsi les plus belles parmi ces belles misérables.

Mais il désespérait de rencontrer en elles la sœur amoureuse, qu'il garderait toute une vie, pour former avec elle le couple adamique et fécond. Il retrouvait au matin une étrangère meurtrie, dont les propos n'éveillaient rien dans son âme. Ils s'interrogeaient froidement comme des voyageurs à une table d'hôte. Et ils se quittaient sans un baiser, avec un merci de la femme pour le bon lit qu'on lui avait prêté.

XIV

Il y en eut une cependant qu'il garda cinq semaines, parce qu'elle avait un charme d'espièglerie que n'avaient pas les autres, parce qu'elle était moins taciturne et conservait grand air sous sa robe élimée.

Il l'avait trouvée, un soir de pluie, sous une banne, dans un chantier, où elle fuyait une ronde de police et demeurait tapie, repliée comme une bête. Il l'avait rassurée d'un geste, s'était déclaré son protecteur, et s'était épanché en promesses doucereuses, de celles qui lui réussissaient d'ordinaire. Elle était restée longtemps sans répondre ; mais il voyait

l'ombre blanche de son visage s'éclairer d'un sourire. Puis elle avait pouffé en l'appelant : Canaille ! d'une voix roucoulante. Et elle s'était donnée tout de suite pendant que l'averse crépitait sur la toile et mouillait leurs chevilles.

Dans la suite, elle s'était montrée experte et complaisante avec des naïvetés feintes et des abandons efficaces. Ses repos étaient enjoués, pleins d'un frais babillage et de provocations furtives. Elle était à la fois femme et fillette. Elle avait des mots zézayants pour désigner toutes les caresses. Elle aimait rouler sa tête sur l'épaule de Pascal et lui murmurer des chatteries.

Elle disait qu'elle se nommait Déa et qu'elle était de famille honorable ; fille unique d'un solliciteur de province, son fiancé l'avait séduite et s'était enfui aux colonies. Et c'était la banale aventure de la demoiselle que chassent des parents irréprochables ; qui débarque avec son baluchon et ses quelques bijoux dans la ville énorme et indifférente ; qui cherche du travail sans avoir ni métier, ni connaissances, ayant de tout appris un peu et ne sachant même pas coudre, trouvant du reste toutes les routes barrées par l'appétit de l'homme. Elle avait vécu six mois, en vendant l'une après l'autre toutes ses parures de gamine. Il lui restait une bague qu'elle ne voulait pas lâcher. Mais bien qu'elle n'eût plus rien, disait-elle avec un joli mouvement du menton, elle n'avait pas peur de la vie.

Il y avait d'étranges contradictions entre cette histoire mélancolique et l'indépendance de ses allures. Elle se montrait indolente et sensuelle, passant des jours entiers couchée sur le lit, à feuilleter des romans d'amour, en fumant des cigarettes. Elle connaissait des mots de *cokney* et des mots brûlants, juteux et salaces.

Elle ne demandait jamais un penny, ni pour sa dépense, ni pour sa toilette. Pascal lui avait expliqué longuement qu'il n'était pas riche. Ensuite, on n'avait plus parlé d'argent ni elle pour en réclamer, ni lui pour en offrir.

Elle était de ces maîtresses mystérieuses dont on ne saura jamais si elles sont mariées quelque part, nourries par des parents inconnus, ou prostituées sans le dire, qui viennent de temps en temps chercher un peu d'ivresse, et qui s'en vont

avec des provisions d'amour. Celle-ci disparaissait quelquefois pendant deux ou trois jours et revenait affamée d'amour. Il y avait souvent quelque chose de nouveau dans sa toilette, elle rapportait aussi des cigarettes, des livres et des fleurs fanées. Elle ne racontait rien au sujet de ses absences. Et Pascal, soit qu'il fût discret, soit qu'il fût prudent, ne lui posait aucune question.

Elle l'écoutait parler de son apostolat, des grands principes d'amour qui devaient éclairer le monde. Il les lui exposait d'habitude assis au pied du lit où elle s'encagnardait délicieusement. Elle s'enthousiasmait avec lui ; elle se dressait un peu, la face tout illuminée, et si belle ainsi, avec ses épaulières défaillantes, qu'il achevait son sermon sur sa bouche. Elle insistait pour qu'il continuât son œuvre — celle de fraternisation — et transmît à l'humanité ses conseils d'altruisme.

Il avait conçu un plan nouveau de propagande, plus ingénieux que ses prêches en plein air — plus lucratif aussi. Il voulait écrire un exposé clair et succinct de ses doctrines, y joindre des citations tirées des grands philanthropes : Platon, Jésus, Franklin, Édouard Schuré, Tolstoï, le maréchal Booth, Romain Rolland, et imprimer le tout en brochures qu'il vendrait dans les rues. à un prix modeste, avec un léger bénéfice qui lui permettrait de vivre sans compromis.

De plus, Londres l'avait déçu ; il voulait quitter cette ville de brumes et d'indifférence où les esprits semblaient emmitouflés d'ennui luthérien, et regagner Paris, dont les boulevards et leur vitalité cosmopolite seraient un champ d'action meilleur et un terrain de vente plus propice.

Mais pour réaliser tout ce programme, il avait besoin de mille francs, et son pécule réduit à quelque cinq guinées, grignoté par Déa qu'il fallait bien nourrir, ne durerait plus vingt jours. Il n'avait aucun moyen de se procurer cinquante louis. C'était une somme considérable !...

Et songeant à l'héritage paternel, aux sept cent mille francs que la Cité Kropotkine avait engloutis, à tout ce que Chapelle et ses comparses lui avaient dérobé, il fut saisi d'une immense colère contre son propre passé, contre ses rêveries communistes, où nul bonheur, sinon celui d'un aigrefin, n'avait été possible.

Il y avait bien M. Fickle, son oncle maternel ; mais pour tout l'or du monde, jurait-il à Déa, il ne mettrait les pieds chez cet individu. Elle se fit conter les aventures graveleuses de ce gynécologue, et comment il se faisait payer les services qu'il rendait à ses clientes. Elle trouva qu'ii n'était pas dégoûté et qu'il employait d'étranges instruments. Elle éclata de rire à certains détails que Pascal narrait avec indignation : d'un air dégagé elle lui conseilla l'indulgence. Mais il ne voulut rien entendre.

Quelques jours plus tard, après une absence de quarante-huit heures, elle entra dans la chambre où Pascal sommeillait encore. En ouvrant les yeux, il la vit qui riait et lui faisait la révérence. Elle avait des bas de soie et des souliers neufs. Elle exhalait un parfum de musc qui la rendait plus capiteuse.

Quand ils eurent apaisé leur fringale, elle tendit son bras vers le sac à main qui gisait à terre.

— J'ai quelque chose pour toi, — dit-elle en fouillant parmi ses menus outils de femme.

C'était un portefeuille de soie brodée, et dans l'une des pochettes, il y avait un billet de cinquante livres.

— D'où cela vient-íl? — interrogea Pascal, pour la première fois.

— C'est, — dit-elle en souriant, — c'est de la part de monsieur Fickle.

Pascal s'était jeté hors du lit, et il criait en piétinant le portefeuille.

— Vous êtes allée chez ce bandit !...

— J'y suis allée de ta part, — répondit-elle d'un air paisible, — il ne m'a pas touchée, sois tranquille...

— Pas touchée? je connais le voyou ! Pas touchée ! Vous en avez l'air !

Il arpentait la pièce, répétant à l'infini :

— Pas touchée ! pas touchée ! un gredin pareil ! pas touchée !

Puis il éclata :

— Du reste, qui vous a permis d'y aller ?

Elle ne s'émut point.

— Il fallait bien que j'y aille, — fit-elle calmement, — puisque tu ne voulais pas y aller.

— Non, je ne voulais pas y aller! et encore moins que tu y ailles ! Mais tant pis pour toi ! garde cet argent !

Elle insistait. Il leva les poings pour la rosser. Mais elle était si belle, avec la batiste tendue sur les seins, qu'il se détourna pour ne plus la voir. Et il se mit à ranger méticuleusement des épingles à cheveux qui traînaient sur la tablette du lavabo.

Déa parlait doucement. Elle contait sa visite à M. Fickle : elle avait dit qu'elle était sa fiancée...

— Vous en avez l'air, — répéta Pascal sans lâcher les épingles.

M. Fickle s'était rappelé son neveu avec beaucoup de gentillesse. Il lui avait assuré qu'il serait le bienvenu...

— Certes, il ne m'a pas ménagé les propos galants, mais il s'en est tenu là.

— Je n'en crois rien !

— Je te le jure.

— Des blagues de femme !

Elle ne disait plus rien. Il n'osait pas se retourner. Mais il la devinait, étendue sur le côté, avec la hanche saillante, et ses longs cheveux qui s'épandaient sur les coussins.

— Et après? — grogna-t-il.

M. Fickle avait accepté tout de suite. Il lui avait remis un chèque de soixante livres...

— Soixante livres? — s'écria Pascal, — pourquoi soixante?

— J'ai cru pouvoir demander un peu plus... pendant que j'y étais... pour m'acheter quelques petites choses.

Il ne répondait point.

— Tu ne m'en veux pas? — reprit-elle d'une voix cajoleuse.

— Je ne t'en veux pas pour les soixante livres. Je t'en veux pour les cinquante ! Tu peux les dépenser aussi ! Je ne veux pas de cet argent-là !

— Mais, chère chose mienne, — murmurait Déa, — tu peux le prendre. Je ne l'ai pas gagné, je te le jure.

— Non ! non ! mille fois non ! — reprenait-il en colère, — est-ce que je sais ce qui s'est passé entre vous et cet individu ?

Et debout devant la toilette, il s'obstinait à montrer le dos.

Il y eut un long silence ; puis le frottement d'une allumette ;

et l'odeur mielleuse du tabac remplit la chambre. Pascal se retourna. Déa fumait, les paupières mi-closes, et observant entre ses longs cils tous les gestes de son amant. L'un des bras, souple et un peu hâlé, pendait hors du lit; et les doigts effleuraient le portefeuille qui traînait à terre. Pascal l'envoya sous le lit, d'un coup de pied, et enveloppa la femme dans une fougueuse étreinte.

Elle murmurait :

— Est-ce que tu m'en veux, my darling? dis? dis que tu ne m'en veux pas.

Il se butait, le front dans le cou de sa maîtresse.

— Dis, my dearie, dis, honey boy? duckie boy, dis? — répétait la femme avec une douceur obstinée.

Et il s'endormit, sans répondre, bercé par cette complainte amoureuse.

En se réveillant, il se trouva seul dans la chambre. Il se leva paresseusement. Comme il enfilait son pantalon, il trouva le portefeuille dans une poche. Un bout de papier était épinglé sur la soie :

N'oublie pas que c'est pour ton œuvre,

y avait écrit Déa. Le billet de banque s'y trouvait toujours. Pascal le déplia, l'étendit sur la table et s'assit devant lui.

Après tout, sa maîtresse était sincère d'habitude. Il y avait même un certain cynisme dans le dédain qu'elle montrait en ne donnant jamais d'explications sur ses absences. Pourquoi refusait-il de la croire? Peut-être bien qu'elle ne mentait pas et que la réputation de M. Fickle était exagérée. Cependant...

Et des colères le soulevaient, qui lui faisaient froisser le billet dans son poing. Puis il se raisonnait, cherchait à se calmer, et une mollesse l'envahissait : il se figurait sa brochure, il en imaginait la couleur et le format, il composait mentalement des phrases pleines d'animation ; il se rappelait des apophtegmes de Platon et des sentences de M. Schuré. Il se voyait, sur les boulevards, propageant ses idées, au sein de l'activité jeune et allègre de Paris, mettant peu à peu dans le cœur de la ville le chaud apaisement de la charité. Il y avait une telle distance entre ses scrupules et la haute valeur de son œuvre!

Et d'ailleurs, le sacrifice même de son amour-propre ne grandissait-il pas ses volontés?

Quand sa maîtresse rentra, le soir, il se laissa embrasser sans résistance. Elle rapportait du vin, des charcuteries fines et des primeurs. Et ils s'installèrent côte à côte pour dîner. Ils n'avaient qu'un seul verre et ils piquaient de leur fourchette dans les provisions étalées sur les emballages. Elle lui versa du vin; elle lui murmura :

— Si tu quittes Londres, est-ce que tu m'emmènes, sweetie?

Il hésita, rougit et balbutia :

— Comme tu voudras, ma chérie.

— Peut-être, — reprit-elle, — préfères-tu me rappeler quand tu seras là-bas?

— Oui, peut-être, je crois que cela vaudrait mieux.

— Comme tu voudras, dearie, — dit-elle aussi.

Il fermait les yeux pour ne plus rougir.

Quand il quitta Londres, elle l'accompagna jusqu'au train ; et aussi longtemps que, penché à la portière, il l'aperçut debout sur le quai, elle lui envoyait des baisers et des sourires.

Et il sentit bien qu'il ne la reverrait jamais plus.

XV

A Paris, il s'établit sur le boulevard devant *l'Impartial*, le grand journal quotidien, dont l'immeuble, pareil aux villes d'apocalypses, avait douze portes, avec douze entrées et douze sorties. Au perron de la principale, s'érigeaient deux suisses galonnés d'or, portant la hallebarde et le tricorne : ils ne saluaient personne, car tous ceux qui franchissaient le seuil étaient gens célèbres, et l'uniformité de la grandeur créait une égalité nouvelle qui rendait impossible tout protocole. Les visiteurs, du reste, ministres, plumitifs, députés, gens de Bourse, romanciers ou poètes, avaient tous des faces uniformes de fonctionnaires ou d'employés; quelques-uns se distinguaient par des profils de commerçants, mais ce n'était pas toujours les plus illustres. Et la foule des gens de lettres se ruait sous

les vestibules, avec des serviettes de commis voyageurs où s'entassaient les échantillons de la Pensée.

Toute la bâtisse, peinte d'ocre et de vermillon, avec ses mille fenêtres où se penchaient des hommes méditatifs, avec ses enseignes de stuc, de marmorite et de calicot, avec le reflet pourpre et vacillant de ses sept cent septante-sept lampes, avec ses étendards symboliques plantés sur des tourelles, avec ses murs de verre et ses charpentes de fer, toute la bâtisse semblait palpiter de l'effort cérébral qu'elle enfermait. Et le génie de son personnel, longuement condensé dans des antichambres, mixtionné dans les bureaux, passé aux tamis de la publicité d'abord, de la camaraderie et de la politique ensuite, descendait au sous-sol où les bras luisants des machines le consacraient à l'immortalité.

Par les vitres, au ras du trottoir, on apercevait les conceptions des penseurs de tous grades burinées à la linotype dans un métal éternel comme l'airain ; et les fûts de papier, extraits de la sève végétale, s'alignaient dans l'attente de leur mission prochaine : transmettre aux quatre coins du monde la quintessence de l'esprit, susciter l'opinion des hommes qui n'en ont pas, envelopper les épluchures et les colis sans durée, porter au loin la flamme et le feu de la guerre, fournir les lavatories, et abreuver de littérature profonde et délicate la foule des lettrés.

Des affiches, aux fenêtres, lui recommandaient le dernier roman d'amour, d'aventures, de reportage ou policier. On y voyait paraître des noms éphémères : le gagnant du Derby, le champion du ring, le lauréat du prix Nobel. Et l'on exposait, dans des cadres de cuivre, des photographies sensationnelles : le dernier cadavre, la dernière étoile, le dernier coffre-fort éventré, le dernier fœtus à deux têtes, le dernier buste de Rodin.

Les groupes de badauds commentaient les événements, sans parti pris, sans préventions, élevant à la gloire, avec une égale docilité, généraux, criminels, catins, brasseurs de lettres, cabots et philanthropes, tous ceux que *l'Impartial* leur désignait du doigt, du placard ou du simili, pour des raisons péremptoires et obscures. Ils suivaient aussi le passage des nouvelles sur un grand tableau noir qui d'heure en heure pivotait dans son cadre, et changeait, d'heure en heure, la face de l'histoire.

Aux esprits affamés, l'alme feuille donnait ainsi, périodiquement, la pâtée succulente : un murmure de satisfaction accueillait cette munificence ; tous les cerveaux avides du peuple se pressaient pour recevoir la manne spirituelle.

Pascal circulait parmi la cohue.

Il portait une marmotte de cuir, suspendue par une courroie à son épaule, et qui renfermait les exemplaires de sa brochure. Une préface en style évangélique, annonçant l'ère imminente d'amour universel, ouvrait un recueil de maximes et de pensées sur la matière, choisis dans tous les bons auteurs ; un chapitre de conclusions résumait leurs principes et la leçon qui s'en dégageait. Au bas de la dernière page, dans un feston de lauriers et de myrtes entrelacés, des capitales conseillaient :

AIMEZ-VOUS LES UNS LES AUTRES

La couverture luisait d'un écarlate encore révolutionnaire, mais cela s'intitulait plus pacifiquement : *le Livre d'or de l'Amour.*

L'auteur arpentait le trottoir en débitant d'une voix bientôt monotone le boniment qu'il avait préparé. Il proposait l'achat de sa brochure, « à dix sous l'exemplaire, gratuite pour les indigents, souhaitée par Franklin, Jésus, Édouard Schuré, Fabre d'Olivet, Tostoï, etc., contenant les axiomes fondamentaux, en vers et en prose, sur la fraternité générale, avec des photographies et une planche de statistique ».

Et faisant couler les feuillets sous son pouce, il déployait en éventail l'opuscule humanitaire, à la figure des passants. La plupart s'éloignaient sans lâcher le fil morose de leurs soucis ; d'autres s'informaient sur un ton gouailleur ; quelques-uns, trompés par le titre, achetaient la brochure et l'enfouissaient dans leur poche avec un air sournois : mais au premier café, ils constataient leur méprise et déchiraient furieusement le spicilège d'amour.

Quand Pascal était las, il s'adossait à la muraille et continuait sa monodie sans conviction. Le va-et-vient de la cohue, l'agitation du boulevard, les lumières brutales, lui apparaissaient à travers un brouillard de migraine ; et se répercutant

au vide de ses pensées, le vacarme des cris, des pas, des roues innombrables, des sonneries et des trompes, ronflait sous son crâne. Il ne voyait plus rien, il se sentait soulevé par l'énorme tumulte, léger, fragile comme une bulle. Et les paroles qu'il prononçait, toujours les mêmes, lui revenaient de très loin, comme étrangères à sa propre voix, dépouillées de toute signification.

Des gens s'arrêtaient devant lui, et que son air halluciné amusait un instant, des gens qu'il ne voyait pas, dont il n'entendait ni les plaisanteries, ni les questions ; des femmes aussi, midinettes ou radeuses, séduites par sa beauté de Christ flave, et que ses accents remplissaient de rêve.

Quelquefois, un mot jeté par un passant bénévole le tirait de sa torpeur :

— Gare au flic !

Il se retournait brusquement vers le portique de *l'Impartial*, en dissimulant l'exemplaire qu'il tenait à la main. Il faisait mine d'admirer la voûte constellée d'ampoules, le tapis fastueux qui se déroulait jusqu'au trottoir, et les deux suisses solennels, avec les mollets cambrés sous les bas blancs.

Dans l'escalier de parade, des messagers prestes et sinueux apportaient les nouvelles butinées à travers le monde ; des messieurs s'arrêtaient un instant, au milieu du hall décoré de plantes vertes et qu'adornait le buste du fondateur ; ils résolvaient en quelques mots les problèmes de la politique, et s'éloignaient le front chargé de pensers écrasants ; d'autres se saluaient de la main, en agitant un feuillet couvert d'écriture ; quelques-uns ne se saluaient point. Les ascenseurs glissaient dans les cages, emportant vers les alvéoles des bureaux les facteurs du progrès et de la connaissance ; ils en déversaient d'autres épuisés de leur miel. Du haut en bas, l'énorme ruche illuminée et trépidante distillait la nourriture idéale que *l'Impartial*, le lendemain, avec une abondance profuse et magnifique, verserait à l'humanité.

Bien que méprisant les conceptions bourgeoises que la feuille propageait, Pascal admirait la toute-puissance de la parole imprimée ! Il se félicita d'avoir choisi ce mode de propagande ; il imagina sur-le-champ tout un système économique tendant à multiplier les éditions de sa brochure et à

diminuer son prix de vente. Ainsi, l'Évangile d'amour s'étendrait rapidement vers les masses de qui l'âme aux écoutes attendait le signe de régénération.

Et rempli d'espérance, il se remettait à arpenter le trottoir, en annonçant le réveil de l'homme.

Un matin d'avril, le boulevard se couvrit d'une foule agitée. Un essaim mobile et grouillant se tassait sous une fenêtre de *l'Impartial* où, dans un cadre de crêpe, se dressait une effigie : celle d'un nommé Martley, poignardé dans la semaine, renseignait un cartouche à lettres d'or. La cohue admirait avec des faces recueillies. Des groupes se formaient, des gens aux mines abattues, et qui échangeaient des phrases condolentes. On entendait :

— La misérable... Une si belle intelligence... un gaillard pareil !... Anéantir d'un seul coup une aussi noble destinée...

« Un grand homme évidemment, songea Pascal. Un artiste? un savant? un porteur d'Évangile, comme moi, peut-être? »

Il se reprocha cet amour-propre ou cet idéalisme étroit qui le tenait trop à l'écart de la société, et lui laissait ignorer de telles existences. L'unanimité des admirations et des regrets lui révélait une grandeur peu commune. Il se promit de connaître l'œuvre de cet homme. Et, n'osant s'informer par crainte du ridicule, il épiait les propos des badauds attroupés devant la photographie. Mais bientôt l'aspect du boulevard captiva son attention.

La foule formait, sur chaque trottoir, une double haie qui s'épaississait de minute en minute. Elle s'agitait avec une étrange nervosité; une rumeur continue, traversée de cris et de sifflets, montait de ses rangs compacts. De temps en temps, elle envahissait la chaussée, des agents taciturnes déblayaient l'asphalte : la cohue s'enfonçait mollement sous leurs bourrades, pour refluer aussitôt, avec une lente ondulation. Puis un peloton de municipaux passa au petit trot, dans un cliquetis de choses militaires. L'ordre s'établit peu à peu. Ne pouvant s'étendre en largeur, la foule le fit en altitude ; on grimpa sur les bancs, dans les arbres et sur le bouclier des vespasiennes ; et les boutiquiers sortirent des chaises qui se trouvèrent aussitôt louées.

Aux fenêtres de *l'Impartial*, les huissiers, sanglés dans leur uniforme, faisaient tomber en berne les drapeaux ; sur l'escalier de la porte royale, des messieurs en habit surgissaient avec des mines effarées, trépignaient un instant et se repliaient, le torse bombé, l'air absolu, dans le mystère des vestibules. Les balcons étaient tout pavoisés de toilettes claires et fleuris des chapeaux multicolores des invités. En travers du trottoir, des tapissiers en veste blanche déroulaient un tapis rouge ; les garçons galonnés maintenaient les badauds, et les deux suisses allaient et venaient, en frappant le sol de leur hallebarde.

Pascal se hissa sur la coupole d'un kiosque, près d'un voyou dont les exclamations gouapes dominaient la foule amusée. On la voyait, de là-haut, fourmiller sur le gris clair de l'asphalte, se presser aux fenêtres, s'échafauder en gradins sur les toits. Quelquefois un mot passait dans la presse :

— Les voilà !

Et d'un mouvement venu de très loin, toutes les têtes se penchaient.

Sur une double échelle, de l'autre côté de la rue, un opérateur de cinéma préparait son appareil; avec une indifférence professionnelle, il amorçait les bandes et cherchait l'angle de son champ. Quand il l'eut trouvé, il s'accroupit sur un échelon, bourra sa pipe et se mit à fumer, crachant par intervalles égaux entre les rangs de la cohue.

De nouveau le mot circula de bouche en bouche :

— Les voilà !

Dans les lointains embués de poussière, on découvrait un rang de casques où le soleil giclait comme une averse, et par là-dessus, des bouquets de plumes noires sur un monceau de fleurs. On entendait crier :

— L'assassin ! l'assassin !

Et les clameurs, accompagnant la tête du cortège, approchaient lentement. On voyait les chapeaux tomber l'un après l'autre, et les femmes se signer.

Derrière l'escorte des sabres et des baïonnettes, une nuée de reporters marchaient à reculons en braquant des kodaks : ils clichaient le corbillard enseveli sous les fleurs, et qui roulait sans bruit, au milieu du lent éparpillement des pétales.

Sur son échelle, l'opérateur du cinéma, la pipe aux dents, tournait sa manivelle, en lâchant par petits coups des bouffées de tabac.

A l'entour de Pascal, la foule était plus calme ; on se nommait les ministres et les généraux qui tenaient les cordons du poêle ; on admirait les porteurs, deux par deux, un bât sur l'épaule, s'avançant à pas égaux et pliant sous le faix des couronnes : on y lisait des inscriptions lapidaires : *A* MARTLEY, *éternel souvenir. — A notre grand* MARTLEY, *ses fidèles. — A* MARTLEY, *ses admirateurs*. Et des voitures, débordantes de gerbes comme des corbeilles, attestaient la gloire de Martley.

Le char funèbre s'arrêta devant *l'Impartial*, tandis qu'un groupe de messieurs à plastrons blancs descendaient le perron avec cérémonie. Quatre hommes les suivaient, qui portaient une lyre de roses blanches.

C'était donc un poète ! et les acclamations qui jaillissaient de la foule consacraient la beauté des rythmes que cet homme avait captés : il s'était donné tout entier à son œuvre de régénération ; il avait trouvé, lui aussi, un admirable apostolat : verser aux multitudes soucieuses, l'enivrement de la cadence, leur faire oublier, dans l'extase du verbe, les déboires quotidiens, l'âpreté de la lutte. Une seule voix, immense, venue de tous les cœurs, le remerciait maintenant. Des femmes pleuraient sa mort, le peuple réclamait justice. Tous célébraient la noblesse de cet animateur.

Alors Pascal vit se dresser devant lui la haute figure de la Gloire. Il l'accueillit comme une promesse qui lui était offerte. Il serait payé richement, dans un avenir vivace, de toutes les peines qu'il souffrait aujourd'hui. Il connaîtrait la gratitude des masses, et deviendrait pour elles, lorsque le midi amoureux s'épancherait sur tous les fronts, le Précurseur, la Voix prophétique.

Ce mort que des milliers de gens glorifiaient de leurs cris, ce mort vénéré par toutes les bouches, se continuait dans les mémoires, vivait plus fortement qu'aux heures où il avait le souffle et la parole ; il devait entendre le salut de toute la ville, et son esprit s'en réjouir dans l'au-delà.

Et Pascal, au nom de la Gloire qui le touchait de ses ailes,

chérit la pauvreté, remercia le destin qui le rangeait parmi les martyrs ; et voyant s'élever au-dessus de sa tête les mains laurées du triomphe, il bénit la vie qui laisserait son nom au livre des âges.

L'opérateur de cinéma, la pipe aux dents, tournait la manivelle et, d'un mouvement tranquille et continu, enregistrait sur ses bobines les fastes funéraires, le troupeau des louanges, les délégations du peuple et les quatre hommes soulevant comme un pavois la lyre de roses.

Puis le cortège se remit en marche; sur les trottoirs, à tous les étages des maisons, sur les toits peuplés comme les rues, l'inclinaison de toutes les têtes marquait une déférence presque religieuse. La ville entière saluait la mémoire d'un homme de génie.

— Ah ! — s'écria Pascal en se tournant vers son voisin, — comme c'est bon de voir cela !

Il avait la voix pleine de sanglots.

— Fallait ben ça à not' Martley, — repartit l'autre. — Un fameux ! Fallait voir c'qu'il était bath au caf'conç' quand y chantait comme ça :

Alle est Bordelaise
Ma gentill' Thérèse,
On a mangé un potage aux oignons...

XVI

Pascal continua la vente de sa brochure, parce qu'il ne voulait pas avouer sa défaite, mais il n'avait plus la foi, d'aucune manière.

Il ne croyait plus à la possibilité d'un amour de l'homme envers ses semblables : défuntes les pastorales fraternelles, sous les platanes d'un archipel d'Icarie, et les agapes humanitaires, autour des tables luxuriantes, dans un paysage d'églogue que rosit une aurore. La bonté, quand elle apparaissait sur la terre, était presque toujours un signe d'impuissance ou de paresse. C'était une fausse pitié envers eux-

mêmes qui inclinait les philanthropes vers les misérables, ou l'occasion d'énoncer quelques maximes qui allassent grossir le vain traité de la morale.

Il ne croyait pas plus à la canaillerie de ses contemporains; un rêve de benoît bonheur et de pantoufles au coin du feu avait conduit les faibles à pactiser et à s'unir contre les forts. Les codes, en prenant contre l'individu des mesures de précautions, consacraient le nivellement universel : « Ne me fais pas de mal, je te laisserai tranquille. » Les hommes vivaient sous cette loi de la bienveillance réciproque, se faisant de petites saletés, se rendant de menus services, pour ne pas perdre l'habitude du mal et du bien.

Tout aboutissait à l'amour-propre, à l'égoïsme. Il commençait à se méfier des gestes les plus désintéressés; ils cachaient, pour la plupart, une vanité ou une convoitise; ils s'adressaient à la naïveté des foules qui mettent sur le pavois des bandits en robe d'ascète ou des filles repenties.

C'est que la gloire aussi l'avait déçu : il savait maintenant dans quelle officine, à quel tirage, par quels cerveaux elle était faite, et sur quels fronts se posent les lauriers. Il n'ignorait plus son prix courant ni ses modes de propagation. *L'Impartial*, pour le service de ses élus, parfois même de ses commanditaires, employait les hérauts en renom, à des tarifs de boutique, variables au gré de l'heure et de l'agio, un mécanisme puissant, la diffusion de ses milliers d'exemplaires, des ramifications innombrables, toutes les ressources du mouvant aujourd'hui.

Quant à la gloire posthume, celle sincère qu'établissaient les siècles, il fallait être au moins spiritualiste et croire à la métempsychose pour la souhaiter. Sincère? même pas ! elle mentait aussi bien que l'autre : elle canonisait des médiocres, elle célébrait des hommes dont on ne savait rien que le patronyme ou le titre d'œuvre que personne ne consultait; elle jetait un grand voile funèbre sur les hautes figures qu'elle avait laissé périr et transmettait, à travers les lustres et les décades, des rituels surannés.

Pascal méditait ainsi, en arpentant le trottoir, sans interrompre son boniment, toujours bousculé par les badauds avides de savoir quotidien, par l'intellectuel troupeau rumi-

nant des platées de connaissances quelconques ; toujours frôlé, aussi, par le rire rose et rouge des femmes, et leurs voix gouailleuses, un peu molles.

Mais il ne voyait rien, ne sentait rien ; toute sa pétulance, tous ses émois de vigénaire restaient ensevelis sous une affreuse amertume. Ses déceptions d'apôtre, la Colonie, le Communisme, l'amour évangelique, ses tentatives manquées, ses prêches inféconds, ses voyages inutiles, tous ses mécomptes et ses débâcles avaient laissé un vide immense dans son cœur idéaliste, son jeune cœur déjà si vieux, incurablement idéaliste et doucement sentimental. L'à-quoi-bon des heures congénères ! et le fil d'ennui qui les coud !... La vie, sans un but qui la grandît, valait-elle la peine d'être vécue?

Il se dit soudain que peut-être on la pouvait vivre pour elle-même.

Il s'étonna de n'y avoir pas songé plus tôt. Au désespoir qui annihilait sa volonté, au doute qui l'opprimait de partout, au scepticisme dont il marquait peu à peu le présent et l'avenir, s'opposait une double réalité : la jouissance immédiate et son facteur, l'argent.

Il se jura donc d'être riche. Avec une rage silencieuse et immobile, il se promit d'appliquer toutes les énergies sans scrupules d'un aventurier moderne à s'amasser des biens terrestres, une opulence globale, car, pensait-il, la richesse ne peut être qu'une débauche sans réserve, une royale prodigalité.

Et sans s'attarder aux moyens de la conquérir, il entrevit son roman nouveau, en une série de tableaux rapides, comme les plans successifs d'un *film* romanesque.

Couché dans un fumoir aux fantaisies orientales, parmi les tapis, les cuivreries et les armes de Damas, il dicte nonchalamment, à ses secrétaires attentifs, des ordres qui vont bouleverser le jeu des finances.

Son auto s'arrête devant une quelconque Maison-Dorée ; il porte une cape de drap fin doublée de satin vert, et il offre la main à une actrice célèbre toute souriante sous ses fards...

Du haut d'une terrasse, dans un castel à colonnades florentines, il montre à ses invités les usines de son exploitation,

les corons noirs, les cheminées fumantes, les toitures en zig-zag des ateliers...

Il passe à cheval dans une allée du bois...

Il signe un chèque sur un bureau américain...

Il pousse à la roulette des piles de louis d'or...

Il sortit de son rêve, regarda son paquet de brochures avec mélancolie et hocha la tête deux ou trois fois. Car il avait, malgré ses dessins de folle existence, une étouffante envie de pleurer.

Il essaya de se distraire à regarder passer les filles, belles ou cherchant à l'être, avec leurs jupons largement écourtés sur un bas de couleur vive ou de matière impalpable, leur grand air canaille et dandiné, leurs bijoux faux, leurs cheveux faux; telles, insidieuses, et se glissant parmi les hommes comme des bêtes de proie; et très désirables, du seul mystère que révélerait d'un coup leur jupe défaite ou retroussée; avec une odeur flottant derrière elles, de savon, de sueur, de varechs et d'alcool...

Pascal les croyait très sensuelles et expertes en voluptés. Il se promit de s'en offrir souvent, quand il serait riche, les plus bizarres ou les plus bêtes, des étrangères baragouinant les quelques mots usuels d'un français de trottoir; le vice ainsi, dans le charme équivoque du « petit nègre » bégayé par une voix saoularde; ou les très jeunes qui ont des mines effarées et mystiques. Elle verrait ça, la Société! Puisqu'elle n'avait pas voulu de ses rêves splendides, des félicités fraternelles qu'il lui avait offertes, il se déclarait son ennemi, il l'exploiterait sans remords, il en exprimerait la joie, la joie nette, sous la patte, possible, directe : la femme et l'argent.

Avait-il été assez jobard, avec son Idéal que plus personne ne comprenait, son bric-à-brac d'auréoles, d'ailes et d'amour. Autant parler de truffes à des cannibales. Le succès d'une idée était en raison inverse de sa grandeur. Il fallait chausser les hommes à leur pied. Puisqu'ils ne voulaient pas du bonheur qu'il leur offrait, il puiserait le sien dans leur détresse. Il en avait assez de naviguer, les yeux au ciel, vers la misère, la solitude, l'injure ou l'oubli.

Et il insultait son passé avec une âpre ivresse, le déchirant entre ses mâchoires serrées, s'exaltant de la fureur et de la

crudité de ses blasphèmes. Il se retournait, vindicatif, contre les axiomes qu'il avait le plus aimés ; il saccageait ses anciennes idoles...

Un coup de poing dans le dos le fit chanceler. Il se retourna, furieux : Krabelinckx lui tendait la main en riant aux éclats.

— Qu'est-ce que tu fiches ici? — s'écria-t-il.

Et sans attendre la réponse :

— Une amie, Lucienne Valoton, — ajouta-t-il, en présentant une dame qui l'accompagnait.

Elle était jolie, bien qu'un peu mûre et trop grasse. Elle souriait en inclinant la tête. Sous les perles de son collier, son cou rond et court faisait un pli. Un gros brillant tremblait dans l'échancrure de son corsage.

— Je vous connaissais, monsieur, — dit-elle à Pascal ; — je vous avais vu quelquefois en venant au journal : on m'avait parlé de votre œuvre et j'admirais votre désintéressement.

Pascal s'inclina, tout rose de vanité. Mais Krabelinckx l'empoignait par le bras :

— Laisse là ton œuvre pour un moment, — déclara-t-il, — et allons boire un verre ; il faut que je te raconte les aventures de la Colonie.

Et, quand ils se furent installés tous les trois dans un coin de la taverne, il dépeignit sur un mode ironique l'odyssée sans gloire des Kropotkiniens. C'était une histoire poignante et comique, comme toutes les tragédies humaines. La nuit de l'exode, narrait le peintre, Lhommel s'était pendu...

— Lhommel ! — gémit Pascal.

— Oui, — commenta Krabelinckx, — le seul de nous tous qui fût communiste dans l'âme, peut-être parce qu'il était bon.

Tous deux penchèrent la tête. La femme leur prit la main, en souriant. Pascal fut ému de cette communication délicate, et il sentait les battements de son cœur envahir peu à peu toute sa poitrine.

Le peintre continuait. Le reste était plus drôle : Chapelle, maître des titres de propriété, avait vendu la ferme et ses dépendances. Des quelque deux cent mille francs qu'il en avait tirés, il avait donné cinq cents francs à chacun des adeptes et s'était monté, avec le reste, une boutique de

tableaux qu'il appelait Galerie Chapelle, et qui lui donnait déjà de sérieux bénéfices. Sa méthode était simple : il versait à de jeunes artistes une pension mensuelle, vingt ou vingt-cinq louis, quelquefois moins, et prenait par contrat toutes leurs productions. Cela faisait l'affaire de pauvres bougres à qui des toiles, des tubes et des pinceaux, et deux croûtons de pain, suffisent pour vivre et pour vivre heureux. Au nom de l'Art indépendant et de l'Effort moderne, Chapelle faisait mousser les plus étranges : une clientèle nordique ou sud-américaine apportait ses fafiots. Les jeunes peintres devenaient célèbres ; le prix de leurs toiles s'élevait avec la gloire ; mais la rente, aux termes du contrat, demeurait identique. Et Chapelle empochait.

Pascal ne savait s'il devait rire ou se fâcher. Il avait vu s'abattre un à un les derniers vestiges de sa croyance. Cette histoire de vol et d'apostasie n'ajoutait qu'un chapitre au livre de ses déboires. Il ne fallait pas se désoler ; il valait mieux devenir cruel, parcimonieux et froid, comme il convient lorsqu'on ne veut plus souffrir.

— Et Jordsen? — murmura-t-il en regardant Lucienne qui jouait avec ses bagues.

— Jordsen? Il est resté pareil à lui-même, l'homme des principes et des théories. Considérant la nation russe comme le peuple élu, le seul qui ait élevé le communisme à la hauteur d'une philosophie, il s'en est allé, avec sa femelle et ses jeunes, étudier sur place le mouvement collectiviste. Oui ! mon vieux, la chute de la Cité ne l'a pas découragé : il prétend que plusieurs auteurs, et Kropotkine lui-même, avaient prédit l'échec de pareilles tentatives. Et je le crois sur parole, car il a trop d'exemples pour un aliboron comme moi.

Cette fois, tous trois se mirent à rire. Lucienne était vraiment charmante ainsi : elle avait un rire frais, et qui ranimait son visage un peu las.

— Quant à Fernand Verd, — reprit le peintre, — il lit, dans la Galerie Chapelle, son poème *l'Aube des Temps*, et d'autres séquences de même farine ; car l'on y donne des conférences, mon bon ! et des « démonstrations poétiques » ! où une cinquantaine de lettrés, toujours les mêmes, se lisent les uns aux autres, et à tour de rôle, des pages que tous con-

naissent par cœur et qui ne sortent jamais de leur milieu. C'est même dans cet antre sibyllin que j'ai rencontré madame.

Pascal n'écoutait plus. Il contemplait la femme avec convoitise.

XVII

Le lendemain, Pascal revit le peintre, et tout de suite il se renseigna sur Lucienne. Krabelinckx s'esclaffa :

— C'est donc le coup de foudre, pour toi aussi? Elle m'a parlé de toi toute la soirée, beau Jésus blond, parole d'honneur.

Puis il donna sans réserve tous les détails que désirait son ami.

Elle était la maîtresse du financier Cunard, de la firme Cunard et Boussan, tramways et funiculaires. Elle pouvait réunir son petit million par an, mais n'étant pas chiche, dépensait presque tout. On lui connaissait une admirable collection de camées et les plus belles perles d'Europe, dont, au reste, elle ne portait jamais que les doubles. Elle avait vaguement chanté au café-concert, vaguement dansé dans un music-hall, jouait vaguement *Polyeucte* et, grâce aux deniers de son maître entretenait son souvenir dans l'esprit des foules par une publicité périodique. *L'Impartial* lui ouvrait ses colonnes : elle y paraissait en simili, vêtue de la tunique de Pauline, devant un décor où fumaient deux trépieds; et des éloges, sur un ton de bateleur, accompagnaient la photographie. Une charmante « copine » au surplus, toujours enjouée, pas fière, pas poseuse.

— Elle en pince pour ta jolie gueulette, — ajouta-t-il. — J'aime autant qu'elle te plaise. C'est une enfant gâtée qui ne supporte pas qu'on lui résiste. Elle voudrait te revoir...

Et le jour suivant, il revint avec elle, emmena Pascal au café, et les laissa tous deux tête à tête, devant leurs verres qu'ils ne buvaient pas.

Il fut très simple; il eut toutes les attitudes charmantes de la mélancolie; il parla de l'idéal et du rêve; il ouvrit des échappées

sur les désillusions qui lui laissaient le cœur valétudinaire ; il eut des silences captivants, une gaucherie délicieuse. Il ne parla ni d'amour, ni d'argent ; mais toute sa personne exhalait une tendresse que la pauvreté rend timide.

Elle savait son histoire, ses origines, la fortune dont il avait été spolié par Chapelle ; le peintre lui avait décrit la Cité Kropotkine et les tragédies domestiques. Elle connaissait Botrou, l'homme volant, et la désagrégation du phalanstère. Ils en rirent ensemble. Pascal lui conta ses pérégrinations apostoliques, Londres et ses prêches de Hyde Park, ses errements par les nuits de détresse, et les doutes qui le poignaient. Il avouait la faillite de ses espérances, l'angoisse de l'avenir

Elle le consola d'un ton maternel : elle s'intéressait à la brochure dont elle voulut acquérir quelques exemplaires ; la feuilletant à côté de l'auteur, elle admirait les axiomes qu'il avait choisis et demandait des explications. Il les lui donnait d'une voix blanche, en la frôlant du coude et du genou.

Elle avait l'air de comprendre ; elle lui reprochait ses défaillances : il avait tort de se décourager, c'était noble et même très chic de se dévouer à une cause humanitaire, de vouloir la libération des opprimés, le relèvement des misérables. Un de ses oncles présidait une société antialcoolique. Elle connaissait M. Schuré pour l'avoir rencontré dans un salon : il était très bien élevé. Certainement, les hommes devaient s'incliner sous la loi de l'Amour ; il fallait croire à l'Amour, parce que c'était le bonheur sur la terre.

Elle disait : Amour, en soupirant, avec une langueur qui la pâmait. Son cou se gonflait comme le jabot d'un ramier. De petites ombres bleues, quand elle se penchait en arrière, palpitaient au creux de ses seins. Son chapeau de velours s'ornait d'une touffe d'épis ; et les barbes, quand elle inclinait la tête, caressaient le visage de Pascal.

Il n'osait se déclarer. Il cherchait une entrée en matière, et composait mentalement des phrases insidieuses qu'il repoussait aussitôt. Il lui semblait impossible de parler d'amour sous un costume rapiécé, avec une marmotte à l'épaule. Il s'en tenait à des galanteries de bon goût, froides et banales, qu'il débitait avec un sourire.

Lucienne attendait, les paupières battantes. Il ne disait plus rien. A mesure qu'il se reprochait sa sottise, les mots, dans sa gorge, s'engluaient plus fort. Il lui sembla que les consommateurs se moquaient de son silence. La femme s'était levée :

— J'ai des courses à faire, — lui dit-elle. — A bientôt.

Et elle le laissa tout contrit, maudissant sa timidité, retrouvant soudain le fil de son éloquence, se promettant, si Lucienne revenait, les pires audaces. Mais reviendrait-elle?

Krabelinckx qui le rencontra sur le boulevard lui conseilla d'agir et non de faire des phrases :

— Quand, — déclarait-il, — on est beau comme tu l'es et qu'on a une gueule de poète, on est plus catégorique avec les femmes; elles aiment le rêve et le vague dans les mots, mais pas dans les gestes. Grouille-toi, mon bon, tu t'en trouveras bien.

L'amoureux s'excusait en alléguant sa pauvreté. Le peintre le trouva « rigolo » ; il partit en lui criant :

— J'agirai pour toi.

Pascal lui fit des signes désespérés, mais l'autre, tout riant, se perdit dans la cohue.

Le soir même, l'auto de Lucienne s'arrêta devant *l'Impartial*. Pascal se précipita vers la voiture et baisa la main qu'on lui tendait. Mais des doigts fins et volontaires retenaient la sienne.

— Montez donc, — disait la femme, — j'ai quelque chose à vous dire.

— Avec ça? — fit-il en montrant sa marmotte.

— Avec ça ! oui ! avec toutes vos belles idées ! Venez donc.

Il monta, se débarrassa de ses brochures et s'assit près d'elle. Des parfums remplissaient le coupé d'une atmosphère épaisse de serre ou de salle de bain. Il regardait à travers la vitre le profil flegmatique du chauffeur et le tumulte de Paris que la voiture, silencieusement, divisait comme un soc.

Tout de suite, Lucienne s'approcha de lui, mit la jambe contre sa jambe, le bras sous le sien, amicalement. Elle fit la fillette, zézaya des gentillesses, décrivit par le menu ses occupations de la journée, se plaignit de la couturière et de

la modiste, conta mainte anecdote sur des compagnes de théâtre. Elle riait en avançant le buste. Pascal s'aperçut alors qu'elle portait, sous un manteau de voyage, une robe de soirée ; sous la jupe très courte, la jambe apparaissait, gainée de soie noire, chaussée d'un brodequin avec un bourrelet de chair contre le cuir.

Elle s'abandonnait dans les tournants et s'appuyait tout entière à son compagnon ; les frisons de ses tempes le frôlaient ; il sentait le bras et la hanche un peu grasse s'amollir contre lui.

Il ne disait rien, tout à la joie puérile de se sentir emporté par la voiture, dans les capitons odorants, près d'une femme élégante. Il vivait ses rêves de naguère, les jouissances cossues qu'il s'était juré de capter. Il s'étonnait un peu de les voir se réaliser aussi vite ; le bonheur devançait son effort ; mais il n'en eut aucune humiliation. Toutes les amertumes se détachaient de lui brusquement ; il ne lui restait qu'une indulgence infinie envers les hommes et leurs petites existences innombrables qui s'agitaient sur les trottoirs, au-dessous de lui.

— Où allons-nous? — dit-il enfin.

— Je vous enlève, — répondit Lucienne avec une gaîté factice.

Et d'une voix frémissante, elle ajouta :

— Vous voulez bien?

— Vous vous moquez de moi ! — fit-il en s'inclinant vers elle.

Elle le laissa faire. Il passa vivement le bras sous sa taille et mit la joue contre son épaule nue, en lui chuchotant des phrases mendieuses, des câlineries de gosse qui a faim.

On sortait de Paris ; la banlieue défilait, dans sa monotonie plâtreuse, avec ses réverbères et ses gargotes illuminées. Puis la campagne se déroula, toute bleue sous la lune, des vapeurs traînant au ras des labours.

Il dit encore d'une voix amoitie par la chaleur de son épaule :

— Où me conduisez-vous?

— Chez moi, — dit-elle, — dans ma villa des Andelys. Nous avons huit beaux jours entiers devant nous. Cunard est

à la Bourse de Londres. Du reste, il n'est pas jaloux, car je ne suis pour lui qu'une partie de son décorum.

Il préférait le croire, il ne voulait pas approfondir ces choses. Il dit cependant avec mollesse :

— Est-ce que je puis accepter cela?

— Je le veux, — fit-elle en secouant la tête, — huit jours de solitude à deux, mais tout l'avenir ensuite... n'est-ce pas?

Elle se penchait vers lui avec inquiétude. Il remarqua sous ses orbites une légère boursouflure, et aux coins de la bouche, l'affaissement de l'âge. Il sourit cependant et murmura :

— Je le voudrais...

Il rencontra ses lèvres en se soulevant à peine. Elle lui prit la tête dans les mains, elle le huma, elle passa languissamment la bouche sur toute sa face, s'arrêtant sur les yeux, sur le front, sur les tempes. Il se laissait faire avec délice Et la voix de la femme balbutiait entre les baisers :

— Tout l'avenir, tu entends. Je t'aimerai comme tu ne l'as jamais été. Je serai ta maîtresse obéissante. La vie n'a pas été bonne pour toi, n'est-ce pas? Il faut que tu sois heureux maintenant, il faut que nous soyons heureux.

— Je suis trop pauvre, — prononça-t-il enfin.

Elle lui mit sur la bouche sa main charnue.

— Ne parle pas de ça ! de quoi t'occupes-tu?

Elle lui chuchotait à l'oreille, avec douceur, se faisant plus maternelle, le berçant presque entre ses bras. Il s'abandonnait à cette caresse paresseuse, engourdi de bien-être, moelleusement blotti.

Sa voix s'amortissait tour à tour ou se faisait prenante : ils vivraient une existence de rêve, baignée d'amour et d'extase, ne sachant rien d'autre qu'eux-mêmes, ignorant la peine et les ennuis matériels.

Elle hésitait, craignant de l'offenser. Puis, lentement, en lui passant les paumes sur la bouche, elle l'instruisit de ses projets : il n'aurait pas à s'inquiéter du lendemain ; pourquoi ne fonderait-il pas une revue artistique et humanitaire? elle en réunirait sans peine la commandite.

Il crut devoir esquisser un mouvement de refus ; mais elle, d'un élan plein d'enthousiasme.

— Tu défendras tes idées !

— Oh ! mes idées ! — soupira-t-il avec une grande lassitude.

Elle l'attira dans une étreinte... Renversés au fond du coupé, ils se taisaient l'un et l'autre. Les paupières closes, il écoutait la respiration de la femme, elle haletait un peu, serrée dans son corset et repliée sous lui. De temps en temps son haleine chaude lui passait sur la face.

Quand il rouvrit les yeux, la voiture traversait un village. Un phonographe, à travers le ronflement tranquille du moteur, jeta brusquement quelques notes nasillardes. Des clartés furtives tournaient dans la voiture.

Lucienne le regardait fixement. Elle était presque belle dans ce jour fantasque et rompu. Les brillants de ses oreilles envoyaient de longs rayons.

— A quoi penses-tu? — dit-elle en lui serrant la main.

— A toi ! — répondit Pascal, — à toi... Je t'aime.

XVIII

Ce fut sous la fenêtre ouverte, derrière les persiennes closes, le grattement régulier d'un râteau sur du sable et le déclic d'un sécateur.

Pascal ouvrit les yeux.

Un fuseau de soleil rayait la pénombre, tout étincelant de poussières mobiles, et ricochait sur un miroir. Des reflets colorés frissonnaient au plafond. A travers les lames des jalousies, le jour montait comme une vapeur de cuivre. Des lueurs s'éveillaient, ici et là, des choses d'or et de cristal ; une coupe où brasillaient des bagues, le génie claironnant d'un cartel de Boulle, les prismes d'une girandole. Les rideaux du lit tombaient en traînes cramoisies, d'un ciel brodé où des angelots brandissaient des torches et des carquois.

Les bruits se turent au dehors. Dans le silence ouaté de la chambre, le tic tac d'une pendule cousait des heures bienheureuses.

Ses mains, paresseusement, palpèrent les draps de toile fine et la soie feutrée des couvertures. Avec une volupté lente et engourdie, sans remuer la tête, il promena ses regards

dans la pièce, il en caressa l'atmosphère moelleuse, s'attachant à des coins d'ombre chaude où les couleurs semblaient somnoler.

Puis il comprit ce qu'il faisait là, et il se redressa un peu pour regarder autour de lui. Parmi des vêtements épars et les meubles d'un souper en tête à tête, brusquement interrompu, il distingua sa marmotte, sur une chaise près de la croisée, et son costume fané, fourbu, d'apôtre sans plastique.

Il haussa les épaules. Après tout, ce n'était pas sa faute. Il avait fait ce qu'il avait pu. Il s'était appliqué sans réserve à l'ennoblissement de la bête humaine. Elle avait refusé tous ses enseignements. C'était tant pis pour elle et tant mieux pour lui.

Et il enveloppa d'un large coup d'œil toutes les choses qui l'entouraient et qui étaient siennes, en vertu d'un contrat d'amour qu'il se chargeait de perpétuer.

Lucienne dormait encore. Elle était étendue sur le dos, la bouche ouverte, un bras replié sous la tête.

Toute la face se déliait dans le sommeil, accusant la mollesse des mâchoires, le creux des cernes, la fatigue des paupières. Les joues étaient criblées de menus pertuis et deux longues ravines descendaient du nez aux commissures de la bouche. Quelques mèches décolorées, sortant du bonnet de dentelles, collaient aux pommettes. Autour des orbites, au bas de l'oreille, des stries serrées griffaient la peau.

Pascal observait avec une âpre cruauté le minutieux travail des rides. Il semblait se réjouir des imperfections de sa maîtresse, comme s'il y trouvait une excuse à sa froide malice. Il sourit d'un air fauve et ambigu ; puis, abaissant les lèvres tout contre celles de la femme, il l'effleura.

Elle eut un brusque sursaut et ouvrit des yeux égarés.

— Ah ! c'est toi ! — balbutia-t-elle.

Et le repoussant avec une vivacité comme enfantine :

— Tu ne dormais pas? — pourquoi me regardais-tu?

Les mains anxieuses, elle rajustait sa coiffure, redressait l'épaulière de sa chemise.

— Je suis laide ainsi, — dit-elle en faisant la moue.

— Mais non, mais non, — fit-il d'une voix molle, — tu es charmante au contraire...

Elle eut un sourire de reproche amoureux.

— C'est bien toi le coupable, après tout...

Et elle se blottit contre lui.

La caressant du bout des doigts, ainsi qu'on flatte une bête familière, il songeait à sa vie nouvelle... Il ne connaîtrait plus l'angoisse du lendemain qui vous travaille, le soir, à l'heure du sommeil ; ni les réveils si lourds d'inconnu qu'il vaudrait mieux ne jamais se lever. Et comme pour chasser le souvenir de ces instants moroses il secoua la tête.

Lucienne interrogea.

— J'ai faim, — bâilla-t-il, pour dire quelque chose.

Elle sonna, et presque aussitôt une femme de chambre se présenta ; elle ne parut pas étonnée de voir un homme qu'elle ne connaissait point. Quand elle eut poussé les persiennes, elle se montra toute jolie, avec une auréole de soleil dans ses cheveux blonds. Elle sortit et revint bientôt, portant à déjeuner sur un plateau de métal qu'elle posa entre les deux amants.

Ils rirent de cette première dînette; ils se disputaient gentiment la brioche, s'appelaient de noms enfantins, imitant les oiseaux qui pépiaient sous la fenêtre. Au delà, le parc se déployait, avec ses massifs de bouleaux et de hêtres rouges, ses pelouses peignées, ses parterres et ses berceaux.

Le lit les enveloppait de sa mollesse odorante; et la chambre petite, très étoffée, semblait condenser les parfums sous un plafond bas. Le thé fumait dans les tasses de vieux chine bleu. Il y avait des serviettes de toile ouvragées, avec un feston de broderie et le chiffre : H. C.

— Honoré Cunard, — expliqua Lucienne en riant. — Oui, c'est une de ses manies ; tout le linge de la maison est comme ça. Mais c'est à moi tout de même, sois tranquille, mon chéri.

Et comme le soleil montait vers elle, mutine, elle se jeta hors du lit et s'enfuit.

Il entendit remuer des flacons et le son argentin de l'eau. Les moindres bruits chantaient à ses oreilles une musique sensuelle. Un bien-être laiteux envahissait tous ses membres ; il s'abandonnait à cette douce torpeur, sans révolte, sans pensée...

Entre ses cils entrejoints, il vit Lucienne toute nueuse

de dentelles et de voiles, et qui, debout près de la fenêtre, feuilletait l'une de ses brochures. Elle tournait les pages une à une, avec le pétillement d'un sourire sur la face.

— L'amour? — chantonna-t-elle, — l'amour ! l'amour ! De quel amour voulais-tu parler?

Il répondit comme un enfant qu'on importune :

— Je ne sais plus... Viens donc auprès de moi.

Elle lança la brochure, d'un geste gamin, au fond de la chambre, courut vers lui, et lui prenant la tête dans les mains :

— Ah ! mon chéri, comme cela vaut mieux, notre amour, que tes anciennes illusions. Hein? dis? quel tas de blagues !

— Oui, — murmura-t-il, — quel tas de blagues...

A. t'SERTEVENS

LA PACIFICATION DU MAROC

La plupart des Français qui voyagent au Maroc y viennent pour leurs affaires ; ils ne dépassent guère Casablanca et Rabat. A voir ces villes, l'une toujours bourdonnante d'activité commerciale, l'autre si calme dans son cadre de jardins et de ruines, ils s'imaginent difficilement qu'ils se trouvent dans un pays encore en guerre. De retour en France, ils parlent avec un sourire sceptique des opérations militaires ; selon eux elles n'existent pas, ou, s'il y a quelques petites escarmouches, c'est très loin, au désert, dans des régions où personne ne va jamais, sauf des chefs militaires en quête de décorations ou d'avancement. On finit par les croire.

La réalité est tout autre. De l'empire chérifien nous avons à peine pacifié les deux tiers ; le reste refuse de reconnaître l'autorité du sultan ; il faudra donc le conquérir. Certaines des régions dissidentes sont situées au cœur même du pays et nous obligent à entretenir une longue barrière défensive pour protéger les provinces soumises. Tous les jours les sentinelles, les corvées, les convois de ravitaillement de nos postes essuient des coups de feu. Au mois de janvier dernier une véritable bataille s'est livrée à huit kilomètres seulement de la route de Taza à Fez, la grande artère qui relie le Maroc à l'Algérie. Ainsi la situation véritable n'a rien de commun avec la légende qui s'est créée. Le chemin que nous avons à parcourir encore est hérissé d'obstacles et pour les mesurer



" REVUE DE PARIS "
Chemin de fer à voie de 0m60
Poste Militaire
RIATA Tribu
Limite des Subdivisions Militaires
0 50 100 150 Km
OCÉAN ATLANTIQUE
Zone Espagnole
RIF
Ouezzan
BENI ZEROUAL
O. Ouerra
Subdivision de Rabat
Subdivision de Fez
Subdivision de Taza
Subdivision de Casablanca
Subdivision de Marrakech
Subdivision de Meknès
Oudjda
Taza
Msoun
Maharidja
RIATA
Sr bou Knadel
BENI OUARAÏN
AÏT TSERROUCHEN
AÏT YOUSSI
MARMOUCHA
Moulouya
Outat el Hadj
Tougour
Missour
Kenitra
Salé
Rabat
Fez
Od Sebou
Meknès
BENI M'GUIL
Tarzout
Almis
Endjil
Col de Tarzeft
Casablanca
Mazagan
Od bou Regreg
Ain Leuh
ZAÏAN
Khenifra
MOYEN ATLAS
Sr Lamine
Od Zem
Boujad
Casbah Tadla
Rorm el Alem
CHLEUH
Beni Mellal
Oued Oum er Rbia
Oued el Abid
GRAND ATLAS
Azilal
Tanant
Oued Tensift
Marrakech
Oued Ziz
TAFILALET
Bou Denib
Oued Guir
Colomb Béchar
Oued
Comt P. Pollacchi

il n'y a qu'a se rappeler ceux qu'on a rencontrés pendant les premières étapes de la pacification.

D'abord, pendant cinq ans, notre intervention au Maroc a marché à tâtons, sans plan d'ensemble, au gré des événements, gênée par les entraves diplomatiques. En 1912 seulement, le traité de protectorat et la nomination du résident général ont donné à notre action un statut et un chef. On se souvient des difficultés de cette époque : la région de Fez soulevée, la ville investie, les tribus du Moyen-Atlas descendant en armes de leurs montagnes, l'invasion d'El Hiba accourant du Sahara. Après avoir paré et riposté à tous les coups, le Protectorat connut, en 1913, une année de répit, dont il profita pour commencer à s'organiser et pour préparer la campagne suivante. Celle-ci devait consister à nettoyer définitivement les plaines entre l'Atlantique et le pied du Moyen Atlas et à ouvrir par la trouée de Taza les communications entre le Maroc et l'Algérie. Elle venait de commencer par la prise de Khenifra sur l'Oum er Rbia et par la jonction des colonnes parties de Fez et de la Moulouya, quand éclatait le conflit européen.

M. Louis Barthou a parlé dans une étude parue ici même des opérations au Maroc pendant la guerre[1]. Il y a montré comment notre « armature » défensive a tenu contre les attaques des dissidents, malgré les prélèvements de troupes à destination de la France, comment ces attaques, encouragées par les agissements allemands, se sont renouvelées pendant cinq ans, comment, non content de les repousser, le corps expéditionnaire a continué le programme d'extension interrompu en 1914, en dégageant la trouée de Taza au nord et en partie au sud, en entourant le Moyen-Atlas de trois côtés, en le perçant par l'occupation de la route de Tarzeft et du cours de la haute Moulouya, où se donnèrent la main les troupes de Meknès et de Bou Denib. Ainsi la progression, tantôt plus lente, tantôt plus rapide, ne s'est jamais arrêtée.

Nous nous proposons d'examiner aujourd'hui jusqu'à quel point la pacification est parvenue, ce qui lui reste encore à accomplir et dans quelles conditions elle pourra être achevée.

1. *La Bataille du Maroc*, numéros des 1er et 15 juillet 1919.



La zone française du Maroc est divisée en deux parties. L'une est la région limitée au sud par le Grand-Atlas, à l'est par le Moyen-Atlas, au nord par la zone espagnole. Préservée des vents desséchants du Sahara et des plateaux algériens par un cordon de hautes montagnes qui y retiennent l'haleine humide de l'Océan, c'est le pays tempéré, arrosé, fertile ; c'est le vrai Maroc.

Au delà l'empire chérifien déborde sur des marches extérieures, presque incultes partout, sauf au voisinage des mers. Au sud du Grand-Atlas, nous trouvons d'abord l'enclave du Sous, que l'Anti-Atlas défend quelque peu du désert, puis les plateaux qui s'adossent à la grande chaîne et où la vie, très intense, se concentre dans le fond des vallées. Là les bassins supérieurs du Draa, du Tafilalet, du Guir, ont de l'eau toute l'année, mais, dès que les rivières débordent dans les fonds sahariens, le sol avide les tarit aussitôt. A l'est du Moyen-Atlas, le bassin de la Moulouya présente un caractère tout à fait algérien avec un tell côtier, des hauts plateaux éventés et arides.

Sauf par la trouée de Taza, il n'existe pas de communication naturelle entre le Maroc proprement dit et les marches. Le Grand-Atlas se dresse tout droit au-dessus de la plaine de Marrakech, avec des cols rares, élevés, difficiles en tout temps, presque infranchissables en hiver. Peu ou pas d'habitants, sur les pentes escarpées et sur la crête étroite, qui s'oppose à toute incursion. Les sauterelles elles-mêmes ne passent pas. C'est une muraille de Chine, de 4 000 mètres de haut.

Le Moyen-Atlas offre l'aspect d'un massif de moindre altitude, mais très ramifié, composé de plusieurs chaînes parallèles que séparent de nombreuses et spacieuses vallées. Ces plis de la montagne servent de repaires à des tribus berbères farouches, toujours prêtes à se ruer dans les plaines pour la guerre ou le pillage ; aucun sultan n'a pu les réduire.

Ainsi, tandis que le Grand-Atlas sert de digue protectrice au Maroc, le Moyen-Atlas est au contraire pour lui une menace constante.

Dans la zone française il existe encore trois grandes régions insoumises. Ce sont : le Moyen-Atlas presque en entier, les confins franco-espagnols (sauf aux deux extrémités) et la plus grande partie des plateaux au sud du Grand-Atlas.

La plus importante est le Moyen-Atlas. Dès les premières prises de contact avec cette redoutable citadelle, nous en avons senti la puissance. Aussi s'est-on gardé de l'aborder de front. On s'en est approché graduellement sur les deux versants ; chaque année, de la plaine atlantique, la ligne de surveillance est poussée en avant, tandis que dans la région de Bou Denib les reconnaissances donnent des coups de sonde plus profonds. Nous avons entouré le Moyen-Atlas, partout, sauf au sud, d'une chaîne de postes, nous avons mordu sur ses contours, nous l'avons même traversé en son centre. Pourtant l'œuvre n'en est encore qu'à son commencement.

L'occupation de la route de Tarzeft, en 1917, a coupé le Moyen-Atlas en deux tronçons, l'un au sud-ouest, l'autre au nord-est, que nous allons décrire brièvement.

Le tronçon sud-ouest appartient à deux grandes confédérations, les Zaïan et les Chleuh.

Les Zaïan sont des pasteurs. Aux premières neiges ils quittent la montagne avec leurs troupeaux, passent l'Oum er Rbia et se répandent dans le bas pays sur de vastes espaces ; leur flot arrive jusqu'à mi-chemin de la côte. En juin 1914, nous avons occupé la casbah de Khenifra au milieu de leur territoire, mais la guerre nous a surpris avant qu'il eût été possible de relier ce poste par d'autres à ceux du Tadla et de la région de Meknès. La garnison, isolée, n'est pas en mesure d'arrêter les mouvements de va-et-vient des transhumants. Pendant l'hiver les dissidents environnent Khenifra à distance ; chacun de nos convois de ravitaillement doit être accompagné d'une forte colonne pour arriver à destination.

Dans ces conditions, le poste de Khenifra n'a et ne peut avoir qu'une faible action militaire. En revanche, il constitue un point d'observation et un centre politique de la plus haute valeur, grâce auquel un important résultat de dissociation a été obtenu.

Moha ou Hammou, chef des Zaïan, a été un des seigneurs les plus puissants du Maroc. Le sultan Moulaye Hassan, père

du souverain actuel, le traitait avec beaucoup de ménagements ; pendant un voyage qui le fit passer par le pays zaïan, il obligea ses fils à s'incliner devant le potentat berbère ; un d'eux, Moulaye Hafid, a épousé une fille de Moha ou Hammou. Malgré les avances de la dynastie régnante, celui-ci a conservé jalousement son indépendance. Il s'est enrichi au détriment de ses voisins et a construit avec le fruit de ses rapines une nouvelle ville à Khenifra, dont il a fait sa capitale.

Dès le commencement de notre intervention au Maroc, nos colonnes dans les Chaouïa ont trouvé devant elles des contingents zaïan. La prise de Khenifra a porté un coup sensible à leur chef, mais quelques mois plus tard, il prenait sa revanche en détruisant dans la plaine d'El Herri, à quelques kilomètres du poste, la plus grande partie de la garnison qui s'était aventurée à l'attaque de son camp, malgré les ordres contraires du commandement. Mais une seconde défaite qu'infligeaient à Moha ou Hammou les colonnes de secours ébranlait définitivement son prestige. D'ailleurs, il est âgé et ne peut plus tenir d'une main ferme la confédération qui lui obéissait autrefois. Sa succession se dispute de son vivant entre ses fils et ses neveux, rivalités qui ont déjà amené des luttes sanglantes entre les partisans de ses héritiers.

Il a été assez aisé de mettre cette situation à profit pour nous ménager des intelligences parmi les concurrents. Le fils aîné du vieux chef, Hassan, est le premier venu à nous, il y a deux ans. Aussitôt un des neveux, Ou el Aïdi, s'est posé en adversaire intransigeant des Français, mais il y a quelques mois il a changé d'attitude, sans doute dans l'espoir d'une charge lucrative à la mort de son oncle ; il s'est soumis et réside maintenant à portée de canon de Khenifra. Les relations établies avec ces personnages ne signifient pas que la masse des tribus suivra leur exemple, mais c'est déjà un résultat appréciable que d'avoir gagné des chefs influents. On peut être assuré que la résistance n'est plus unanime et que la question zaïan évolue rapidement dans un sens favorable.

Dans la direction du sud-ouest les montagnes des Zaïan

se prolongent par celles des Chleuh, dont quelques-uns transhument aussi ; leurs déplacements sont de moindre portée que ceux de leurs voisins et ne dépassent pas l'Oum er Rbia. D'ailleurs la plupart des fractions chleuh ne quittent pas leurs vallées, dont la principale, celle de l'Oued el Abid s'enfonce profondément dans le massif.

Comme les Zaïan, les Chleuh sont commandés par un grand chef de guerre, Moha ou Saïd. Le sultan Moulaye Hassan, prince doué d'un sens politique très fin et très sûr, remarqua le jeune Moha lorsqu'il n'avait encore que vingt-cinq ans et le nomma caïd avec mission de tenir la montagne tranquille. Il lui fit bâtir une casbah à Rorm el Alem, lui donna 300 réguliers et 2 canons. Grâce à ces moyens d'action, le jeune guerrier soumit bientôt tous les Chleuh. La ruine du makhzen sous le règne de Moulaye Hafid lui devint funeste ; les soldats chérifiens, ne touchant plus de solde, vendirent leurs armes et désertèrent. C'est peut-être pour rétablir son autorité chancelante que Moha ou Saïd s'est montré depuis lors notre irréductible adversaire. Malgré les sérieux revers qu'il essuya et dont le plus cruel fut la perte de sa casbah de Rorm el Alem en 1917, nous n'avons pu l'amener à composition. Physiquement affaibli par ses longues campagnes et ses six blessures plus que par l'âge, il a dû céder la conduite des affaires à son fils, que sa rapacité rend extrêmement impopulaire.

Notre travail d'approche chez les Chleuh a été différent de celui que nous avons mené chez les Zaïan. L'action politique n'a rallié à notre cause aucun chef important ; en revanche l'encerclement y a pris beaucoup plus de consistance. Jusqu'à l'année dernière, nous tenions, aux confins du pays chleuh, les trois points du Rorm el Alem, Beni Mellal et Azilal. La création récente de deux postes intermédiaires entre ces derniers a amené la soumission d'une première fraction, qui vit en paix derrière notre ligne ; une autre tribu semble prête à nous accueillir et sa soumission fermerait le débouché de l'Oued el Abid. Quoi qu'il en soit, la dissociation est ici moins avancée que chez les Zaïan.

Entre ce tronçon sud-ouest du Moyen-Atlas et celui du nord-est, nos colonnes parcourent depuis près de trois ans

la route du col de Tarzeft. L'opération s'est faite pour la première fois en 1917 et sans coup férir, grâce à une préparation patiente et à une situation locale exceptionnellement propice. Cette voie de communication entre le haut Sebou et la haute Moulouya est tout entière sur le territoire des Beni M'Guild, nomades dont les parcours s'étendent suivant une zone longue et mince depuis les environs de Meknès jusqu'à la Moulaya. Cette disposition naturelle de leurs possessions rend les Beni M'Guild très vulnérables et fait de leurs caravanes une proie facile pour les bandes des alentours. Aussi une grande partie d'entre eux ont-ils compris le bénéfice qu'ils retireraient de notre présence et nous offrirent-ils de les accompagner au moment de leur migration annuelle.

L'occupation de la route de Tarzeft n'a pas été par la suite aussi féconde en résultats qu'on aurait pu l'espérer. Les neiges la bloquent pendant l'hiver ; nos postes restent isolés ; leur rayonnement est restreint, leur ravitaillement pénible. La coupure ne prendra toute sa valeur que lorsqu'elle sera plus large et mieux desservie. Cette route n'est d'ailleurs pas la voie principale à travers le Moyen-Atlas ; celle-ci passe à une trentaine de kilomètres plus à l'est sur le territoire des Aït Youssi et débouche, au sud, par les casbahs d'Endjil qui en défendent l'accès. C'est le *trig soltan* (route impériale), utilisé depuis des siècles pour aller de Fez au Tafilalet ; il est praticable en tout temps. Nous en tenons la partie nord par nos postes du haut Sebou. Endjil, d'autre part, est à portée de la main, en terrain presque découvert, pour une colonne venant de la Moulouya. L'occupation de cette deuxième ligne se présente comme assez simple, d'autant plus que les Aït-Youssi ont longtemps obéi au makhzen et ne sont entrés qu'assez récemment en dissidence pour échapper aux exactions d'un caïd trop cupide.

Le tronçon nord-est du Moyen-Atlas affecte la forme d'un triangle isocèle dont la route de Tarzeft figure la base ; la trouée de Taza et la Moulouya en constituent les côtés. La montagne y prend un caractère encore plus tourmenté, plus âpre que dans le sud-ouest avec des sommets dépassant 3 500 mètres.

Cinq grands groupements l'habitent : les Aït Youssi et les

Aït Tserrouchen à l'ouest, les Marmoucha sur les pentes de la Moulouya, les Beni Ouaraïn au centre, les Riata au nord.

A une des extrémités, la moitié des Aït Youssi est soumise. Il en est de même à l'autre de la presque totalité des Riata. Ceux-ci, qui tiennent le bord méridional de la trouée de Taza, près de cette ville, ont longtemps passé pour les gens les plus turbulents de l'empire. Le sultan Moulaya Hassan, qui tenta de les réduire par la force, fut battu à plates coutures, perdit tout son convoi et ne se sauva lui-même qu'à grand'-peine. Plus tard les Riata firent la fortune du prétendant Bou Hamara, puis leur défection marqua le déclin de cet aventurier. Le général Aubert les a obligés en 1918 à accepter notre autorité et ils nous ont loyalement soutenus depuis. Les Marmoucha et les Aït Tserrouchen, aussi pillards que les Riata, nous sont restés hostiles et plus encore qu'eux, les Beni Ouaraïn, dont le pays est comme le donjon de la forteresse.

Dans tout le nord-est du Moyen-Atlas on ne trouve pas de grands chefs de tribus comme chez les Zaïan et les Chleuh, mais les Beni Ouaraïn donnent asile à un de nos plus irréconciliables adversaires, Sidi Raho, qui nous combat depuis l'occupation de Fez. C'est un homme d'une quarantaine d'années, originaire des environs de Sefrou, où il avait tous ses biens qu'il a abandonnés à notre approche. Son désintéressement lui donne un crédit très étendu, grâce auquel il entretient l'enthousiasme guerrier chez les Beni Ouaraïn. Là, sans doute, nous trouverons le réduit de la résistance berbère.

Nous avons parlé avec quelque détail du Moyen-Atlas, parce que c'est celle des régions dissidentes qui attire le plus d'attention par sa position géographique en travers du Maroc et sa capacité de résistance. La pacification des deux autres semble moins urgente.

Au nord, les confins franco-espagnols ont été pour le Protectorat le front le plus dangereux pendant la guerre en raison de l'agitation entretenue par les Allemands, agitation dont les effets se sont fait sentir encore plusieurs mois après l'armistice. Maintenant la ligne de nos postes, autrefois dis-

continue, forme un barrage assez serré, à 30 kilomètres de la route de Fez à Taza, pour la mettre à l'abri de toute entreprise des tribus riffaines.

Au delà, la profondeur de notre zone demeure incertaine, car la convention conclue avec l'Espagne en 1912, qui est censée en établir la limite, est tellement imprécise qu'il sera impossible de savoir où passe la frontière avant qu'une commission ait interprété sur le terrain les dispositions obscures, quelquefois contradictoires du traité.

On peut distinguer, dès à présent, trois secteurs : celui d'Ouezzan, celui de l'Ouerra et celui compris entre les oueds Ouerra et Msoun. Le plus pénétrable est celui de l'Ouerra; nos postes jalonnent ce cours d'eau, au delà duquel la convention nous attribue le terrain occupé par les tribus riveraines ; la principale, celle des Beni Zeroual, manifeste les meilleures intentions à notre égard ; l'occupation de ce territoire accentuerait très heureusement la pression que nous exerçons déjà par l'ouest sur l'important marché d'Ouezzan.

Dans la troisième région insoumise, au sud du Grand-Atlas, nos deux ennemis les plus acharnés, le saharien El Hiba et le chérif Nifrouten du Tafilalet, sont morts. Leurs sucesseurs ne donnent pas l'impression d'avoir hérité de l'influence qu'ils avaient acquise. Leur politique, leurs projets n'apparaissent pas clairement.

Dans la majeure partie de ces vastes contrées nous continuons à nous servir des grands caïds de l'Atlas, dont les ressources propres suffisent à interdire le passage des monts et à préparer le terrain au delà. Ainsi à l'ouest le caïd Goundafi réside en permanence à Tiznit, au sud du Sous, et fait régner le calme dans ce district. Au centre le bassin supérieur du Draa relève du caïd Glaoui, dont l'autorité n'y est pas établie partout, mais qui y a déjà opéré à la tête de ses contingents et à su nouer des intelligences sur bien des points. Enfin à l'est, nous sommes depuis l'occupation de Bou Denib, il y a une dizaine d'années, en contact direct avec les populations du Tafilalet. Tant que nous nous sommes contentés de tenir le bassin du haut Guir, nous n'avons eu affaire qu'à des bandes plus ou moins fortes que des troupes légères suffisaient à

tenir en respect. Malheureusement, en 1916, on s'est laissé entraîner à construire des postes dans la vallée du Ziz, partie septentrionale du Tafilalet, et la situation a changé. Nous avons eu à repousser de fortes attaques fréquemment renouvelées. Cet état de choses nous condamne à entretenir des effectifs relativement considérables dans une contrée lointaine, déshéritée, sans aucun avenir économique. Depuis la fin de la progagande allemande une détente s'est produite. Les inconvénients de cette occupation prématurée ne s'en font pas moins sentir. Ils sont d'autant plus perceptibles que cette fausse manœuvre est la seule dans le développement de la pacification, qui, malgré tant de difficultés et de heurts imprévus, s'est poursuivie avec une logique persévérante et une admirable harmonie.

La méthode qui y a été employée n'a pas varié depuis l'établissement du Protectorat. C'est la combinaison de l'action politique et de l'action militaire ; plus exactement, l'action politique précède toujours l'action militaire, s'efforçant de la rendre inutile et, si c'est impossible, de lui préparer la voie, de réduire au minimum les obstacles qu'il lui faudra surmonter.

L'organisation du territoire et des moyens d'action dérive de ces principes. La zone soumise de l'empire est partagée en subdivisions militaires. Celles qui sont au contact des régions dissidentes ont leur front constitué par un réseau de postes, à mailles plus ou moins serrées suivant les conditions locales. Chacun de ces postes est entouré de fils de fer, pourvu de mitrailleuses et de canons de position, qui le mettent à l'abri des assauts des indigènes. Souvent des blockhaus, armés seulement d'une ou deux mitrailleuses, complètent la défense du fort ou le relient au voisin. Au poste est annexé un bureau de renseignements dont le chef est chargé de l'action politique. Derrière cette ligne d'ouvrages, les subdivisions disposent d'un ou plusieurs groupes mobiles de toutes armes, destinés à secourir les postes s'ils sont menacés et à conduire les opérations offensives. Entre deux colonnes, ils sont rassemblés dans les camps, généralement au chef-lieu de la subdivision, où ils se reposent et s'instruisent. Enfin les garnisons de la côte forment réserve générale.

Le nombre des subdivisions militaires a été ramené il y a peu de temps à six. La première, Casablanca, est tout entière en pays pacifié. Là seconde, Rabat, n'a qu'un front très restreint, celui du Rarb, où ses postes surveillent la région d'Ouezzan. Les quatre autres ont beaucoup plus d'importance et d'activité.

La subdivision de Taza, que commande actuellement le général Aubert, se confond à peu près avec l'ancien Maroc Oriental. Elle garde la moitié de la trouée de Taza, au nord vers le Rif, au sud contre les Beni Ouaraïn, devant la partie la plus élevée et la moins praticable du Moyen-Atlas. En outre, son front se prolonge suivant la moyenne Moulouya, au contact des Marmoucha.

La subdivision de Fez (général Bertrand) a un rôle ingrat; elle semble vouée partout à la défensive, aussi bien au nord, dans le secteur de l'Ouerra, qu'au sud, face au Moyen-Atlas, dans la moitié occidentale de la trouée de Taza et la haute vallée du Sebou jusqu'à la route de Tarzeft.

La subdivision de Meknès (général Poeymirau) est la plus étendue. Elle englobe la route de Tarzeft, le tronçon sud-ouest du Moyen-Atlas (Zaïan et Chleuh), la haute Moulouya, le haut Guir et le Tafilalet.

Enfin, à la subdivision de Marrakach (colonel de Labruyère) est attribué le Grand-Atlas depuis sa soudure au Moyen-Atlas jusqu'à la mer. Nous avons dit que dans cette région nous nous limitions exclusivement à une action politique, confiée, sous notre contrôle, aux grands caïds. Les seuls points occupés par nos troupes sont aux deux extrémités : à l'est, trois postes coopèrent avec ceux de la subdivision de Meknès à la surveillance des Chleuh ; à l'ouest, la garnison d'Agadir barre la route maritime du Sous.

Cette courte description suffit à indiquer la diversité de la physionomie du front ; la ligne des postes, fort dense dans la trouée de Taza, où elle défend de très près la route d'Algérie, s'espace à partir de Fez pour s'effacer complètement en face du Grand-Atlas.

Telles sont, en résumé, la situation actuelle et l'organisation militaire qui nous permettra d'achever la pacification.



L'achèvement de la pacification est une question dont l'aspect change avec celui qui l'envisage. L'habitant de la côte s'en soucie médiocrement ; celui de l'intérieur s'y intéresse d'autant plus qu'il vit plus près de la périphérie. Le plus bouillant est sans doute le prospecteur, qui voudrait pouvoir exécuter des sondages aux points les plus reculés de l'empire ; le forestier demande qu'on protège la couronne de bois du Moyen-Atlas, gage de la richesse hydraulique du pays ; l'entrepreneur de voies ferrées exige qu'on mette à l'abri ses chantiers dans la trouée de Taza. Le colon regarde vers les beaux pâturages de l'Ouerra et d'Ouezzan. « Attention, dit le diplomate, n'allez pas trop loin de ce côté ; pas de complications internationales. » Et, couvrant toutes les voix marocaines, arrivent les appels de France : « Quand aurez-vous terminé votre pacification? Quand nous rendrez-vous nos régiments? L'Allemagne ne désarme pas ; les Américains sont partis ; les Anglais ont démobilisé. Il nous faut des troupes sur le Rhin. Il nous en faut aussi dans les Balkans; il nous en faut en Syrie, et au Togo, et au Cameroun. Dépêchez-vous donc ! »

Fort bien. Mais on ne va vite qu'avec des moyens ; moyens militaires, c'est-à-dire effectifs ; moyens de ravitaillement, routes et chemins de fer. Or il n'est pas question d'augmenter les effectifs et il faut du temps pour construire des voies de communication. De plus, si on veut trop se presser, on sera amené à lancer de grosses attaques, hâtivement préparées, dans la montagne; elles coûtent cher, n'obtiennent, quand elles réussissent, que des succès éphémères et sont souvent à recommencer. Nous en avons fait maintes fois l'expérience pendant la conquête de l'Algérie.

Au contraire la méthode mise en pratique au Maroc, d'apparence peut-être moins brillante, a obtenu des résultats solides, qui ont subi victorieusement l'épreuve la plus concluante, celle de la guerre européenne. Pendant cette longue période d'extrême tension, aucune insurrection n'a éclaté dans les régions soumises, pas un coup de fusil n'y a été tiré.

Il semble donc logique de continuer à procéder comme par le passé, d'avancer sans arrêt, comme sans précipitation, en sériant les questions, en gagnant de proche en proche, en manœuvrant.

Des trois régions dissidentes, il en est une qu'il y a avantage à laisser de côté, pour longtemps encore, c'est celle du sud. Elle vit en marge du reste du pays, elle est pauvre, elle ne menace aucune autre province. Il a suffi jusqu'à maintenant de la faire surveiller par les grands caïds ; rien ne nous engage à changer notre manière de faire. De même qu'en Algérie on a abandonné pendant plus de cinquante ans l'extrême-sud à lui-même, de même au Maroc, les plateaux sahariens, sans intérêt politique, ni économique, ni militaire, peuvent rester dans leur état actuel. Le temps y travaille pour nous ; la dissociation s'y fera automatiquement, peu à peu.

Dans le nord, la situation est beaucoup plus complexe parce que nous n'y sommes pas seuls.

Si la frontière était nettement définie dans la partie de leur zone que les Espagnols ne tiennent pas, nous pourrions sans inconvénient, en cas d'agression, la franchir temporairement afin de poursuivre les tribus qui l'auraient elles-mêmes passée pour nous attaquer. C'est ce qui a été fait, dans des circonstances analogues, au sud-ouest du lac Tchad, où nos colonnes ont rejoint et battu Rabah, puis son successeur. L'Allemagne, qui n'occupait pas encore cette région de sa colonie, n'a élevé aucune objection. Il n'en serait probablement pas ainsi de l'Espagne, où le parti gallophobe ne perd jamais l'occasion de nous chercher querelle et de nous accuser des plus noirs desseins.

La prudence nous invite donc à éviter d'occuper non seulement les territoires qu'on peut nous contester, mais même ceux qui seraient exposés à des incursions venant de la zone espagnole. Ces considérations ne s'appliquent pas aux fractions méridionales des tribus de la rive nord de l'Ouerra, ni aux environs d'Ouezzan, ville située « à 25 kilomètres au moins de la frontière », aux termes de la convention de 1912. Ces districts sont fertiles, d'accès commode et, quand l'occasion se présentera de les faire rentrer de dissidence, il y aura

lieu d'y procéder, sans attendre, éternellement peut-être, que nos voisins veuillent bien agir de même de leur côté de la ligne.

Aucune raison de principe ne semble valable pour reculer la pacification du Moyen-Atlas. Il ne s'agit d'ailleurs pas de la commencer, mais de continuer un travail, dont les débuts remontent à l'été de 1915. Les événements ont pu rendre son exécution moins rapide, faire remettre d'une campagne à l'autre telle de ses parties ; ils ne l'ont jamais arrêtée.

La double manœuvre de la percée et de l'encerclement s'est accomplie ; mais la coupure est encore trop étroite, l'encerclement trop lâche. Pour compléter l'une, nous avons vu qu'il reste à se rendre maître de la grande route impériale en occupant d'abord les casbahs d'Endjil, puis en reliant ce point aux postes du haut Sebou, Tarzout et Almis. Pour intensifier l'autre, l'encerclement, il faut compléter le jalonnement de la Moulouya, surtout en amont d'Outat et Hadj. Ainsi se resserreront les mailles du réseau autour du groupe des tribus du nord-est, sur lequel jusqu'ici nous n'avons pu agir que par le nord, c'est-à-dire par la partie du terrain la plus rude et la plus rébarbative. Par le sud et l'ouest nous les abordons dans une contrée plus facile et la rapidité de nos progrès en bénéficiera.

Le tronçon sud-ouest du Moyen-Atlas a perdu son homogénéité depuis que leurs dissensions intérieures nous ont permis de désagréger les Zaïan. Là le fruit est mûr ; on peut essayer de le cueillir dès maintenant[1]. Si nous y réussissons, les Chleuh, entourés de trois côtés, deviendront à leur tour une proie facile.

Le programme de l'année 1920 paraît s'établir de lui-même : réduction des Zaïan, occupation de la route d'Endjil, création de nouveaux postes sur la Moulouya ; telles en sont les trois parties. Mais pour former des colonnes et fonder des postes, il faut des effectifs ; pour ravitailler ces effectifs, on a besoin de routes ou de chemins de fer. L'allure à imprimer à la pacification du Moyen-Atlas dépend en premier lieu des ressources en personnel et en matériel dont on disposera.

1. Les opérations contre les Zaïan ont commencé il y a environ un mois.



En 1914, lorsque la guerre vint brusquement interrompre le cours de la pacification du Maroc, le corps expéditionnaire comptait 60 bataillons d'infanterie à effectifs complets [1]. Pendant les premières semaines du conflit européen, le Maroc fournit à la métropole 38 bataillons, pris parmi les meilleurs, en échange desquels il reçut 19 bataillons territoriaux, puis 2 bataillons sénégalais de nouvelle formation et à peu près dénués de valeur militaire. De 1915 à 1918, il y eut de fréquentes relèves entre les fronts de France et du Maroc, qui se traduisent encore par un affaiblissement de celui-ci, malgré la création de plusieurs bataillons marocains.

Depuis l'armistice les unités européennes et les cadres français des troupes indigènes ont été gravement atteints par les deux grandes périodes de démobilisation de l'hiver 1918-1919 et de l'été suivant ; les bataillons territoriaux notamment disparurent ; en revanche, des régiments actifs arrivèrent de France.

Le ministre de la Guerre a pris l'année dernière des mesures pour mettre un terme à cette situation instable et reconstituer le corps expéditionnaire à peu près comme il l'était avant la guerre. Ces dispositions sont représentées par le tableau que voici :

Nature des unités	Nombre de bataillons
Zouaves	6
Régiments mixtes coloniaux (6 bataillons européens, 13 noirs)	19
Tirailleurs algériens	18
Tirailleurs marocains	12
Infanterie légère d'Afrique	3
Légion étrangère	7
Total	65

1. Afin d'alléger l'examen de la question des effectifs, je ne parlerai que des bataillons d'infanterie, les chiffres relatifs aux unités des autres armes et aux services ayant suivi des courbes parallèles.

A première vue, les conditions présentes semblent donc meilleures que pendant la guerre et même qu'auparavant, puisqu'il y a 65 bataillons au lieu de 60. Ce serait exact si ces bataillons avaient été maintenus à leur effectif normal. Malheureusement, s'il en est à peu près ainsi des unités indigènes, on ne peut en dire autant des européennes, qui sont passées à l'état de squelettes. Je prends au hasard une des situations d'effectifs de l'hiver dernier: les 6 bataillons de zouaves y mettent en ligne moins de 2 300 fusils, pas tout à fait 380 hommes par bataillon. Le glorieux régiment de marche de la légion étrangère compte 552 rationnaires, environ 180 par bataillon. Chiffres analogues pour l'infanterie coloniale et les bataillons d'Afrique.

Si fâcheuse que soit cette anémie des unités, il faut s'attendre à voir le dépérissement s'accentuer encore du fait du renvoi dans ses foyers de la classe 1918. Si on n'étoffe pas les troupes européennes par des renforts, celles-ci cesseront virtuellement d'exister, tandis que l'encadrement des unités indigènes deviendra absolument insuffisant.

Or cette crise de l'encadrement peut avoir les plus graves conséquences. N'oublions pas que le manque de cadres a été la principale cause de la mutinerie des tabors chérifiens en 1912. Tout récemment, le combat auquel je faisais allusion au début de cette étude s'est terminé par un sérieux échec pour la même raison. Deux compagnies de tirailleurs sénégalais formaient le centre de notre ligne, établie sur une crête pour couvrir la construction d'un blockhaus à deux kilomètres du poste de Sidi bou Knadel. Au premier mouvement en avant d'un groupe de Beni Ouaraïn, qui n'était ni nombreux, ni bien armé, les noirs lâchèrent pied ; seule l'intervention de plusieurs batteries en position près de la redoute évita un désastre. Or l'une de ces compagnies ne comptait que cinq Européens dans ses rangs, l'autre guère davantage. Cet exemple montre une fois de plus que les tirailleurs sénégalais d'aujourd'hui, recrutés et dressés hâtivement, ne valent pas grand'chose et que, s'ils ne sont pas solidement encadrés, ils ne valent plus rien du tout. La pénurie d'officiers et de gradés français dans les bataillons algériens et marocains nuit aussi, dans une moindre mesure il est vrai, à la qualité de ces unités.

Il en résulte que le corps expéditionnaire du Maroc, avec une infanterie européenne sans effectifs et une infanterie indigène sans cadres, ne représente plus qu'une force amoindrie qui perd chaque jour un peu de l'ascendant qu'elle avait acquis sur les tribus berbères.

En même temps qu'elle exigera des effectifs, la pénétration dans le Moyen-Atlas augmentera les difficultés du ravitaillement, car on créera de nouveaux postes et ces postes seront en général assez éloignés des bases dont on se sert maintenant. Ces inconvénients sont prévus depuis longtemps et on a commencé la construction de voies ferrées destinées à y remédier.

Pour desservir les futures garnisons de la Moulouya et d'Endjil on pousse fiévreusement la ligne qui remonte la vallée de la rivière; cette voie a été classée en première urgence et on a même décidé de ralentir les travaux du tronçon Taza-Fez pour lui consacrer tout le personnel et tout le matériel disponibles. L'exploitation n'est encore ouverte que jusqu'à un peu au delà de Maharidja, mais on espère que le rail atteindra Outat el Hadj le 1er juillet prochain. A ce moment on sera en mesure d'occuper définitivement Touggour et Missour sur la Moulouya, avec des antennes sur les pentes habitées par les Marmoucha, et aussi de procéder à l'opération d'Endjil.

Sur le versant ouest du Moyen-Atlas, on est moins avancé. Deux lignes sont destinées à rativailler le bassin du haut Oum er Rbia. La première, en construction, doit relier Meknès à Aïn Leuh, elle ne sera pas prête cette année. La seconde, qui n'est encore que projetée, est le prolongement de celle d'Oued Zem sur Bou Jaad, Sidi Lamine et Khenifra, avec embranchement sur la casbah Tadla. Faute de moyens, il faut attendre, avant de mettre les travaux en marche, que ceux de la ligne de Marrakech soient terminés, ce qui est d'ailleurs imminent.

Alors que la voie de la Moulouya ne comporte qu'un caractère purement stratégique, le pays qu'elle traverse ne produisant rien, les nouvelles lignes à l'ouest du Moyen-Atlas seront au contraire des courants commerciaux précieux. Indépendamment des gisements de phosphates que l'une d'elles recoupe, elles aboutissent à des régions d'élevage très

riches et atteindront la partie boisée du Moyen-Atlas, dont l'exploitation rationnelle deviendra une appréciable source de revenus pour le domaine chérifien. Quoi qu'il en soit, ces lignes auront avant tout le caractère de voies de ravitaillement militaires, car la réduction des Zaïan exige la création de deux séries de postes, l'une dans la vallée de l'Oum er Rbia, l'autre sur les pentes du Moyen-Atlas, parallèle à la première. C'est en effet une impérieuse obligation de protéger sans délai une tribu qui se soumet contre ses voisins restés en dissidence. Tout retard l'exposant à des représailles de ses alliés de la veille équivaut presque à une trahison à ses yeux ; il peut compromettre pour longtemps notre prestige et annuler en un jour le résultat de toute une suite de patients efforts.

La mise en exploitation des nouvelles voies ferrées de la Moulouya et de l'Oum er Rbia apporteront à la pacification du Moyen-Atlas une aide des plus efficaces, mais qui n'est pas absolument indispensable. Au contraire, la conservation des effectifs reste une condition nécessaire de l'achèvement rapide de l'œuvre entreprise. Si elle est réalisée et maintenue, on peut prévoir, sans optimisme exagéré, que le programme de 1920, tel que nous l'avons énoncé, sera mené à bonne fin avant l'hiver prochain. L'année suivante verra sans doute la soumission des Chleuh et l'isolement complet des Beni-Ouaraïn. En 1922, ceux-ci devraient enfin se rallier à nous.

De pareilles prévisions sont forcément assez vagues. Au Maroc, comme ailleurs, on ne saurait fixer d'avance la marche des événements. Il est possible que ceux-ci progressent plus vite, car à côté du plan que l'on suit, il y a l'occasion qu'on peut saisir. Il est possible aussi que des circonstances imprévues retardent la réalisation du programme.

Ce que nous voulons dire, c'est que, dans des conditions normales, avec des effectifs normaux, il faut considérer qu'une période de trois ans doit suffire à la pacification du Moyen-Atlas.

Ce résultat obtenu, nos troupes n'auraient qu'à surveiller les confins espagnols, les cols du Grand-Atlas et le Tafilalet. A la même époque le port de Casablanca serait presque terminé, le chemin de fer à voie normale commencerait à circuler

entre la côte et Fez, le réseau à voie étroite permettrait le ravitaillement facile des garnisons les plus reculées. Le *corps expéditionnaire* deviendrait un simple *corps d'occupation* composé seulement d'unités marocaines et européennes. Il n'est pas impossible que l'immigration française soit déjà en mesure de fournir la plupart des recrues de celles-ci. Alors on restituerait à l'Algérie ses spahis et ses tirailleurs, à l'armée coloniale ses régiments mixtes et son artillerie. Le Maroc cesserait de faire appel aux contingents du dehors et se garderait avec ses propres ressources.

Mais — et on ne saurait trop y insister — cet avenir est fonction de l'état des unités qu'on emploiera pendant les trois prochaines campagnes. Toute économie mal comprise dans l'envoi des renforts ne pourra que prolonger la situation actuelle, retarder la pacification et la réduction des effectifs qui en sera la conséquence immédiate.

RÉGINALD KANN

L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ET LES ÉTUDIANTS AMÉRICAINS

Je suis orfèvre, et m'en fais gloire. Je crois pourtant ne pas être dupe d'une illusion professionnelle quand j'affirme que la Montagne Sainte-Geneviève contribue au prestige de Paris, autrement, mais non pas moins, que la rue de la Paix, voire la rue Richer. Si Paquin et Doucet sont célèbres dans l'un et l'autre monde, M. Bergson, Dieu merci, n'est pas un inconnu même chez les Hurons et les Topinambous.

Il fut un temps où l'élite de la jeunesse européenne se passionnait pour la dialectique d'Abélard, ou se pressait dans les collèges et *hostels* de ce qui reste le Quartier Latin. Ces grands jours, il faut l'avouer, sont lointains. La Sorbonne, école de théologie, avait cessé, dès le déclin du moyen âge, d'être une force de progrès. Ce fut sans elle et contre elle que se manifesta la splendeur de l'esprit français aux siècles classiques. La Révolution, qui revivifia, en les émondant, nombre d'institutions surannées, ne fit pas grand'chose pour l'Université proprement dite. Les facultés napoléoniennes ne devinrent jamais de véritables centres d'attraction. Elles eurent sous la Restauration leur moment de notoriété poli-

tique, avec Villemain, Guizot et Cousin. Je sais bien que toute généralité est une énormité, pour quiconque est doué de l'esprit de finesse ; mais, parlant en barbare, je me risque à dire que l'esprit universitaire, l'esprit normalien et l'esprit secondaire, pendant la plus grande partie du XIXe siècle, ne différaient pas beaucoup. Tous trois impliquaient une solide culture classique, plus littéraire que philosophique, et plus rationnelle qu'expérimentale. Le bien dire était peut-être mieux apprécié que le bien penser, et le savoir pur et simple ne comptait guère. Voyez Villemain et M. Caro, pour ne parler que des morts.

Les fortes études n'ont jamais péri en France, grâce à certaines institutions indépendantes des Facultés : le Muséum, le Collège de France, l'École des Chartes, par exemple. Et les musées, les bibliothèques, les académies, les missions permettaient de donner à quelques vrais savants des instruments de travail, des satisfactions d'amour-propre, et le brouet quotidien. Cependant ce n'était pas assez pour attirer la clientèle étrangère, comme le faisaient les universités allemandes. On le sait assez : jusqu'à la veille de la guerre, la suprématie de l'Allemagne dans l'enseignement supérieur était un dogme inébranlable, comme l'infaillibilité du grand état-major. C'est d'Allemagne que venaient les doctrines, les méthodes, les livres. C'est là que se fabriquaient les thèses et les revues. La science française, la pensée française n'ont jamais été moins vivaces et moins productives que la science et la pensée germaniques. Et l'apport de l'Angleterre n'était inférieur à aucun autre. Mais l'Allemagne avait sans contredit l'*organisation*, qui manquait à ses rivales : et aussi la réclame, le bluff. Les *Fachmänner* d'outre-Rhin ne mettaient pas leur lumignon sous un boisseau.

La création de l'École des Hautes Études, sous l'inspiration de Duruy, fut un grand progrès, et la réorganisation des Universités, due en grande partie à M. Louis Liard, permit à la France de mieux soutenir la concurrence allemande. Depuis une vingtaine d'années, la France avait fait un effort très sérieux pour faire connaître à l'étranger son enseignement supérieur, et cet effort commençait à porter ses fruits. Je suis persuadé que la France aurait remporté sur ce terrain la

victoire pacifique qu'elle méritait, même si l'agression démente de 1914 n'était pas venue révéler au monde le déséquilibre que cachait la fameuse culture allemande. Mais cette juste revanche de l'esprit français était bien lente, et entravée de mille obstacles.

On ne saurait croire combien, il n'y a guère plus de douze ou quinze ans, l'enseignement supérieur américain était germanisé. Cela tenait sans doute au grand nombre d'Allemands établis aux États-Unis. Mais il y avait chez nous beaucoup d'Irlandais aussi, et pourtant nos universités n'ont jamais été *hibernisées*. Le secret, c'est que, pendant longtemps, l'Allemagne seule avait eu de vraies universités. En Angleterre, en France et aux États-Unis, l'enseignement supérieur avait été beaucoup plus long à se dégager de l'enseignement secondaire. Pour recevoir la sanction finale, l'accolade académique, il fallait se faire recevoir docteur à Leipzig, à Heidelberg, à Iéna. L'Amérique adopta tout naturellement le titre allemand — Ph. D. — et la manière allemande de le conférer. Quand, avec la fortune de Johns Hopkins, on créa à Baltimore la première université qui se consacrât avant tout à l'enseignement supérieur, ce fut vraiment par l'esprit une colonie teutonique, et il faudrait du reste être bien aveuglé par le parti pris pour ne pas reconnaître l'admirable travail accompli par Johns Hopkins, directement et par le rayonnement de son influence. Cependant, cette germanisation allait jusqu'à un point qui nous fait sourire aujourd'hui. Les savants de l'ère impériale étaient comme le vieux comédien de Meilhac et Halévy : « Ils n'avaient qu'une seule chose pour eux, mais il ne fallait pas leur retirer cela : c'était de tout faire mieux que les autres. » On sait que, depuis Schlegel, Shakespeare a été annexé à la Deutschtum. Ce fut Cloetta, je crois, qui, à Strasbourg, affirma sans sourciller que les Allemands savaient le français bien mieux que les Welches eux-mêmes. La naïve Amérique avait accepté pour argent comptant cette bourde colossale. Ceci, le mormonisme, et l'éclatante fortune de Mrs Mary Baker Eddy sont autant de preuves que nous sommes encore un peuple jeune. L'enseignement supérieur du français était confié à des Allemands ou à des Américains germanisés. Je pourrais citer le cas d'un très brave homme, né

à Breslau, et qui présenta à Johns Hopkins une thèse sur : *Die dialektische Eigentümlichkeiten in der Entwickelung des mouillierten* l *im Altfranzözischen.* (Particularités dialectales du développement de l'*l* mouillé dans le vieux français.) Rien d'étonnant, à ce compte, que, parmi les étrangers, membres d'honneur de la *Modern languages Association*, il n'y eût à cette époque qu'un seul Français, Paul Meyer, contre une quinzaine d'Allemands. Rien d'étonnant non plus à ce que ces maîtres de l'*l* mouillé ne fussent pas bien capables d'établir une différence entre Gustave Droz et Guy de Maupassant[1].

L'Allemagne, consciente de son avantage, le défendait avec méthode. Sans compter les « professeurs d'échange » et de nombreux conférenciers-missionnaires, elle avait à demeure de véritables ambassadeurs du germanisme académique, comme Hugo Muensterberg. Les grandes universités avaient des chaires de culture allemande, comme celle de Kuno Francke à Harvard ; elles avaient leur musée germanique, auquel le Kaiser offrait un disque phonographique de sa voix impériale. Seule, une université toute nouvelle, le *Rice Institute,* au fond du Texas fruste et lointain, devait à l'esprit novateur de son président une chaire de Civilisation française.

La guerre éclata. La France — ce fut une grave erreur — rappela les rares Français qui commençaient à prendre une certaine autorité ; ceux qui restèrent ne pratiquèrent pas toujours l'union sacrée. Les conférenciers qu'on nous envoya ne prêchèrent qu'à des convertis. Sans doute, telle était l'évidence du bon droit, telle fut aussi l'arrogance et le manque de tact des propagandistes allemands, que l'opinion, ententophile dès le début, devint de plus en plus interventionniste. Les professeurs étaient en ceci d'accord avec tous leurs concitoyens. Quelques jours avant la déclaration de guerre, j'étais dans le bureau du recteur d'une grande université de l'Est. Son nom est allemand ; il a professé la philosophie, et sa bibliothèque était pleine de livres allemands. Pourtant personne n'aurait pu être plus ardent que lui en faveur de la

1. « Parmi les auteurs secondaires de cette période, dit un manuel répandu, il faut nommer Gustave Droz et Guy de Maupassant. »

croisade de justice. Cependant, à leur insu, les professeurs avaient été longtemps ligotés par leurs vieilles sympathies allemandes, par le prestige d'une culture qu'ils étaient allés puiser à la source même, par les souvenirs grisants de leurs années d'études, et de leur premier voyage en Europe : « Ne me dites pas qu'un pays où j'ai écrit ma thèse et bu de si bonne bière a pu commettre des atrocités ! », s'écriait le chœur des docteurs en philosophie. Ils auraient dû éclairer la masse : eux seuls connaissaient l'Europe. Ils ne l'ont pas fait. Ils n'ont appris qu'avec la masse, après elle. Nous nous sommes jetés dans la lutte d'un élan unanime. Mais nous avions attendu trois ans, trois ans de neutralité humiliante, trois ans de souffrance indicible pour l'Europe, et d'indignation contenue. J'ose dire que si la France avait eu dans l'enseignement supérieur américain la place qui, depuis une génération au moins, lui était bien due, cette neutralité n'aurait pas duré trois mois.

Nous sentons tous, aujourd'hui, l'injustice que nous avons commise envers la France. Le profond sérieux, la passion du vrai, l'amour du travail qui sont au fond de l'esprit français, sont universellement reconnus : les paradoxes qu'on reprochait à l'auteur de ces lignes il y a douze ans sont devenus des lieux communs. Il faut donc désirer et prévoir, après la guerre, un afflux d'étudiants étrangers dans les universités de France. Encore une fois, je ne désire pas que Paris absorbe le meilleur de la vie nationale. Je compte bien que les universités provinciales réussiront à se créer une clientèle. La France doit avoir quinze ou seize foyers intellectuels, et non pas un seul. Strasbourg en particulier devrait devenir une des grandes citadelles de la civilisation française. Il suffirait pour cela que l'on exigeât de tout candidat à une licence quelconque un semestre au moins d'études à Strasbourg. Il n'y aurait pas de meilleur désinfectant, après quarante-sept ans de bochisme, que la présence dans cette ville de trois mille jeunes Français, venus de tous les coins de la patrie. Ils apporteraient à l'Alsace le meilleur de l'esprit français, ils emporteraient d'elle un souvenir charmé. Si je parle aujourd'hui des moyens d'attirer à Paris les étudiants américains, c'est parce que Paris est mon sujet, et non parce que je rêve pour lui d'un

monopole monstrueux. Cependant, il faut bien reconnaître les faits : Paris aura toujours la part du lion.

Par Université de Paris, nous entendrons dans les pages qui vont suivre l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur, privés ou publics, et quel que soit le ministère dont ils relèvent. Je ne sais pas s'il serait bien utile qu'ils fussent tous placés sous une direction unique, ou même qu'ils fussent tous affiliés à la même *Alma mater*, comme les innombrables collèges, écoles et instituts, dont l'agrégat forme l'Université de Londres. Il suffit qu'un guide commode les réunisse, et, si je ne me trompe, ce guide existe depuis plusieurs années.

Il est un ordre d'étude dans lequel le prestige allemand n'avait pas encore réussi à effacer celui de la France : je veux dire les Beaux-Arts. « L'École — le Quartier — la Forêt », mots magiques, et qui enflammaient les imaginations ! L'art américain n'est nullement une copie servile de l'art français. Mais c'est un jeune frère qui a bien l'air de famille, et qui a conservé pour le grand frère qui fume une sorte de respect tendre et familier. Un des meilleurs sculpteurs américains, Augustus Saint-Gaudens, était de pure souche française. La peinture américaine a parfois suivi les modes les plus extravagantes de Paris; à l'autre pôle de l'esthétique, bon nombre de millionnaires ont fait perpétuer pour nos arrière-neveux leur physionomie robuste et l'art profitable de M. Bonnat. En architecture, je crois que la cadette transatlantique a souvent l'avantage sur son aînée. Cette prééminence, Paris la retiendra. Si l'École, m'a-t-on dit, n'a pas abjuré le culte du *Poncif*, les influences libératrices, et même libertaires, ne font pas défaut à Paris. Et celles-ci, à leur tour, n'aboutiront pas au bolchévisme esthétique, tant que Paris tout entier restera la suprême leçon de bon goût, l'admirable musée vivant, qu'il est depuis des siècles.

Pour l'art musical, la primauté de Paris, au contraire, n'était pas reconnue. La première pensée de tout Américain était d'aller étudier en Allemagne. Et je dois dire que l'opuscule de Romain Rolland sur les ressources musicales de Paris (*Paris als Musik-Stadt*) fut une révélation pour beaucoup d'entre nous. L'art musical français n'avait vraiment que la troisième

place, et ce n'est que depuis la guerre — grâce à la guerre — que les chefs d'orchestre français ont remplacé leurs confrères boches. La position de capitale de l'art musical est à prendre, et Paris peut y prétendre. Nous avons à peine besoin de dire que le chauvinisme en art nous répugne profondément. Nous préférerions apprendre la musique à Paris plutôt qu'à Berlin : mais il faut, bien entendu, que Paris nous offre de la musique, et non des flonflons. Wagner est un des teutomanes les plus désagréables qu'ait engendrés une époque désagréable entre toutes. Son art est boursouflé, d'un pédantisme énorme : sa poésie, prenante sans doute, n'en est pas moins d'un romantisme colossal et frelaté ; et pourtant rien ne m'empêchera de frémir aux lamentations de Tristan. Bien sot qui refuse de l'or pur parce qu'il porte l'effigie moustachue du dernier Kaisericule.

Pour la médecine aussi, c'étaient l'Allemagne et l'Autriche qui attiraient nos étudiants. Il ne m'appartient pas de dire comment la France pourrait regagner cette avance. Nous savons qu'il existe en France d'admirables médecins, auxquels les rois d'Amérique confiaient leur inestimable santé ; c'est à la France que l'Institut Rockfeller doit le magicien Carrel. Pourquoi la France n'attirerait-elle pas nos jeunes praticiens? Que manque-t-il à son enseignement? Se montre-t-elle assez hospitalière dans ses cliniques? Je n'en sais rien et ne puis que poser la question[1].

Pour le droit, la clientèle américaine ne sera jamais très nombreuse. Excepté en Louisiane, l'influence des codes français a été très légère aux États-Unis. Le droit des différents États est fondé sur les traditions anglaises et la jurisprudence locale. Sans doute, il serait à désirer que tout avocat eût une large culture désintéressée, et pour cela, quelques années d'études à l'étranger sur l'origine et l'évolution du droit ne seraient pas perdues. Mais le barreau, aux États-Unis, se rapproche des *affaires* bien plus que des professions libérales. On y a le même sens pratique, le même dédain des abstractions,

1. Quant à l'art dentaire, que l'Europe a trop longtemps laissé aux arracheurs de dents, on sait que l'Amérique y excelle, et que les dentistes soucieux du progrès viennent terminer leurs études à Philadelphie ou dans d'autres grandes écoles des États-Unis.

le même désir d'aboutir, par n'importe quel moyen, à des résultats tangibles. La législation américaine est un chaos si touffu que l'énergie, l'ingéniosité, les qualités du pionnier et du trappeur, y comptent pour beaucoup plus que la science ou l'élégance de la parole. Il n'est pas essentiel que l'avocat américain soit « honnête homme », vous entendez bien que je prends ce terme dans le sens classique. On pourrait cependant diriger vers Paris les étudiants de législation comparée et de droit international.

Bien peu d'Américains songent à étudier le génie civil en France. Ce n'est pas que les ingénieurs français ne soient pas plus savants que leurs collègues transatlantiques. Mais l'esprit naturellement conservateur des Français, et la petite échelle des travaux entrepris ne pouvaient attirer nos ingénieurs, dont la devise est : « Vite et grand ». Un Français de l'ancienne école frémirait à voir nos immenses viaducs de bois, nos express qui traversent encore de grandes villes au milieu des rues, comme de simples tramways, nos ponts tournants au centre même de Chicago ou sur les lignes les plus actives. Les Français (je crois l'avoir dit au sujet de Paris Port-de-Mer) auraient grand besoin d'une bonne dose d'américanisme. D'autre part, nos ingénieurs nous ont si longtemps infligé des viaducs d'une brutalité inexcusable, d'une hideur provocante et inutile, qu'un cours de parisianisme leur ferait le plus grand bien. Je dois dire que, depuis quelques années, ingénieurs et architectes collaborent chez nous beaucoup plus étroitement que par le passé, et les résultats de cette entente sont parfois singulièrement heureux. On dit que c'est la gare d'Orléans qui a suggéré au directeur du Chemin de fer de Pensylvanie l'idée du nouveau terminus au cœur de New-York. Mais au double point de vue de la technique et de l'art, la gare de Pensylvanie est infiniment plus intéressante que celle du quai d'Orsay.

Malheureusement, il est presque utopique d'espérer un contact plus étroit entre les étudiants américains et la France, parce que les deux pays ont une conception trop différente de la profession. La France est encore plus profondément qu'elle ne le croit un pays aristocratique. Elle a quelques écoles, soigneusement hiérarchisées, où se préparent ses ingénieurs.

Pour arriver au seuil de ces écoles, il faut une longue et coûteuse préparation dans l'enseignement secondaire — préparation ouverte à tous les jeunes gens riches, mais accessible seulement à la petite élite des boursiers parmi les enfants du peuple. Un concours sévère choisit les élus. Une fois consacrés, ils seront, leur vie durant, membres d'une véritable caste professionnelle. Entre eux et l'ouvrier, même le contremaître intelligent, il existe un abîme.

Chez nous, le mot même « *engineer* » peut s'appliquer à l'officier et au soldat du génie, à l'ingénieur proprement dit, et au mécanicien. Toutes les grandes universités ont leurs écoles d'ingénieurs ouvertes à tous. Il n'y a pas de barrière rigide à l'entrée de la profession. Entre un étudiant qui a suivi tant bien que mal le cours le plus réduit d'un petit collège de province, et l'un des bons élèves du *Massachusetts Institute of Technology*, il y a autant de différence réelle qu'entre un élève des Arts-et-Métiers et un polytechnicien. Mais les degrés intermédiaires sont innombrables et imperceptibles, et si l'*alumnus* du petit collège a de l'énergie et sait apprendre par l'expérience, rien ne l'empêche de l'emporter sur le polytechnicien. De même, il n'y a pas de ligne Hindenburg entre l'ouvrier et l'ingénieur. Dans la plupart des cas, le jeune homme a travaillé dans un atelier avant d'aller à l'université ; très souvent, en été, il reprend le bourgeron de mécanicien ; souvent encore, il interrompt ses études pendant un an ou deux, pour remplir ses poches des indispensables dollars ; et même lorsqu'il a reçu son diplôme, il lui arrive de se faire embaucher comme simple ouvrier dans une grande usine, comme la Compagnie générale d'Électricité de Schenectady, pour s'y familiariser avec les derniers procédés techniques. Il met alors son orgueil à ce que ses compagnons ne s'aperçoivent d'aucune différence. J'ai eu pour collègues tels de ces jeunes gens qui avaient été tour à tour ouvriers, étudiants, ouvriers de nouveau, ingénieurs, professeurs, ingénieurs encore, toujours en contact avec la réalité de leur état. L'ingénieur américain, comme l'avocat, comme l'homme d'affaires, gagnerait sans doute à posséder une culture générale plus approfondie. La tendance des meilleures Universités est de retarder l'accès des facultés techniques jusqu'à la fin de

fortes études secondaires. Dans l'ensemble, le système américain pour la préparation des ingénieurs me semble infiniment supérieur au système français. Il ne favorise pas le mandarinat et la routine. J'ai peu d'espoir de voir Polytechnique et même Centrale se moderniser aussi radicalement que je le voudrais : mais je compte bien qu'un nombre croissant de jeunes ingénieurs français iront compléter leurs études chez nous. Je devrais sans doute dire *refaire* au lieu de compléter.

Quant aux Facultés des Lettres et des Sciences, elles sont fort honorablement connues, et n'ont qu'à persévérer dans la bonne route. Il ne m'appartient pas de parler des sciences mathématiques, physiques et naturelles. Le prestige de la France y est établi sans conteste. Il faudrait sans doute que le gouvernement montrât moins de lésinerie pour les laboratoires et collections. Ce serait de l'argent bien placé. Paris est un bon centre d'études philosophiques. Pourtant, de tous les professeurs américains, les plus « embochisés » — après les professeurs de français — étaient les professeurs de philosophie. L'allemand est une langue merveilleuse pour nourrir l'illusion que l'on pense profondément. Le triomphe du français au contraire est de rendre limpides les questions les plus troubles. Or, c'est un service que nul philosophe professionnel n'appréciera, puisqu'il lui ôte son gagne-pain. Je crois qu'il faut laisser à l'Allemagne la philosophie — je veux dire la philosophie d'école.

Sait-on que Paris est un admirable foyer d'études religieuses *libres*? Au musée Guimet, à l'École des Hautes Études, à la Faculté des Lettres, parfois au Collège de France et à l'École des Hautes Études sociales, on étudie l'histoire et l'esprit des phénomènes religieux avec une liberté et une variété qu'on ne trouve ni à Berlin, ni à Harvard. Seulement ces études n'attireront jamais beaucoup d'élèves, car elles ne conduisent à rien de pratique. Seuls quelque pasteur unitaire, quelque directeur de « Société de Culture morale » pourraient apprécier cet enseignement si curieux et si désintéressé. Mais ils préféreront aller remoudre du Schleiermacher et du Ritschl. Le préjugé est trop vivace qu'il n'y a pas de religion en France, hormis les orthodoxies catholique et huguenote. MM. Sabatier et Boutroux n'ont pas réussi à ébranler ce parti pris,

bien que leurs beaux livres aient été traduits en anglais. Quand, dans une sphère plus modeste, l'auteur de ces lignes a présenté un travail sur la pensée religieuse dans la littérature française sous le second Empire [1], on lui dit ingénument : « Ce sera sans doute aussi court que le chapitre sur les serpents en Irlande : il n'y en a pas ! »

L'Université de Paris ne doit se recommander que par l'excellence de son enseignement. Il ne faut pas qu'elle recherche la popularité par une facilité excessive dans l'octroi des diplômes. Ses grades doivent être véritablement des titres. Les honneurs de pacotille n'attireront jamais qu'une clientèle de rastas académiques, comme il en existe dans les deux Amériques, et même dans la froide et sereine atmosphère de Boston, Mass.

Ce fut sans doute une excellente inspiration de créer un doctorat d'université. Ce n'est pas un parchemin au rabais. Les doctorats ès lettres et ès sciences ne correspondaient aucunement aux titres allemands et américains, et étaient à peu près inaccessibles aux étrangers. Or, une tradition d'un demi-siècle a fait du doctorat le couronnement naturel de l'enseignement supérieur, aux États-Unis comme en Allemagne. Un étudiant qui revenait de Paris avec un simple diplôme d'études se trouvait désavantagé par rapport au Ph. D. frais émoulu de Berlin. Cette injustice a été réparée. Bien plus, le docteur d'université a droit à la robe, et au triple rang d'*ersatz* hermine, *vulgo* lapin. Ce n'est pas chose négligeable. Les agrégés, très fiers de leur victoire dans le plus ardu des concours, se trouvent assez penauds de ne pas avoir droit aux fanfreluches académiques. Je vous ai dit que nous sommes un peuple jeune, et ces enfantillages comptent encore pour quelque chose. Dans le même ordre d'idées, peut-être conviendrait-il de changer le terme assez mal fait de *Doctorat d'université* en *Doctorat de philosophie*. Cela vous coûterait si peu, et nous ferait tant de plaisir ! Ce n'est pas un hommage à l'idole boche. Le nom n'est pas germanique en soi, et l'usage du mot philosophie dans ce sens très général est de tradition dans tous les pays. Mais beaucoup plus importante que ces questions de nom et d'insigne est la question de valeur intrin-

1. *French Prophets of Yesterday.*

sèque. Tout doctorat de complaisance rabaisse le bon renom de la France, et décourage les étudiants vraiment ambitieux, qui veulent un titre solide et bien mérité. Sans aucun doute, on ne saurait attendre d'un étranger l'aisance de style d'un natif de Ménilmontant ; ni, dans la discussion de la thèse, la faconde d'un Méridional. Mais on est en droit d'exiger de tous la même précision dans l'information, et la même rigueur de méthode. J'attire très instamment l'attention de nos maîtres en Sorbonne sur ce point capital. Le doctorat d'université n'a pas encore absolument fait ses preuves. Il n'est pas condamné, mais on se réserve. Il faut bien se garder de payer en monnaie doctorale la reconnaissance que l'on peut ressentir envers les croisés de Wilson et de Pershing. Ce serait le plus mauvais service qu'on pût rendre aux deux pays.

Ce principe d'intégrité scientifique posé, on peut dire que l'Université de Paris pourrait sans déchoir rendre la vie un peu plus agréable à ses étudiants. C'est une personne fort austère que la vieille Sorbonne, et les Américains sont habitués à un traitement moins inhumain. Je n'ose pas recommander à nos maîtres d'entrer en relations plus personnelles avec leurs élèves : leur temps, qu'ils doivent à la science, n'y suffirait pas. Je ne me figure pas très bien M. Gazier, qu'on dit austère, dansant le *one-step* avec ses étudiantes, comme je l'ai vu faire chez nous à des historiens, voire à des philologues. Je tiens à noter du reste que certains maîtres ont pratiqué — sous d'autres formes — cette parfaite cordialité envers leurs disciples. Je n'ai pas eu l'honneur de connaître M. Gaston Paris : mais je sais quel rayonnement son exquise personnalité a laissé dans la mémoire de ses élèves américains. C'est une question sur laquelle il est délicat d'insister. Disons bien vite que nous préférons nos professeurs tels qu'ils sont — même un peu farouches — aux Bellac d'une génération disparue.

Il y a en France un changement trop soudain de l'enseignement secondaire, où les élèves sont beaucoup trop guidés et surveillés, à l'enseignement supérieur, où le lycéen d'hier se trouve tout à coup livré à lui-même. Sans changer en rien la structure de l'Université, on pourrait la compléter par des « Collèges » dans le sens purement anglais du mot — des

cercles où les étudiants résident, et travaillent sous la direction de Maîtres de Conférences, Précepteurs ou « Tuteurs ». C'est donc plus et mieux qu'un simple club, comme les Fraternités américaines. Paris possède déjà un admirable modèle de ce que je veux dire, et c'est l'École normale. Imaginez une vingtaine d'établissements du même genre, autonomes quant à la discipline, financièrement indépendants : la vie de l'Université n'en serait-elle pas enrichie à tous les points de vue ? Ces « Collèges » avec leur vie corporative, leur salon, leurs sports, attireraient beaucoup de nos jeunes gens et de nos jeunes filles. En ce moment, ils se sentent un peu perdus dans la grand'ville. Sans doute un millionnaire américain, ou une association, pourrait créer pour eux le Collège que nous rêvons. Et l'on pourrait concevoir une Université de Paris où, comme au moyen âge, les étudiants seraient groupés en *nations*. Mais justement ce que nous désirons, quand nous sommes à Paris, c'est être à Paris, et non pas à Princeton ou à Chicago. Une *Maison américaine*, un *Institut américain* seraient de fort bonnes choses [1] : mais ce n'est pas cela que nous avons en vue. Nos cercles seraient très français, et les étrangers n'y seraient jamais qu'une minorité.

Convient-il d'instituer des bourses pour étudiants transatlantiques? Je serais désolé de décourager aucune générosité de cet ordre, qu'elle vînt de France ou d'Amérique. Il existe déjà des bourses de ce genre, et l'on pourrait sans danger les multiplier. Mais cette méthode n'est pas proprement américaine. Nous avons mieux : le *self-support*, l'indépendance par le travail, et comme c'est un des plus jolis côtés de la vie universitaire en Amérique, on me permettra d'y insister.

Dès l'enfance, le jeune Américain apprend qu'il est honorable de gagner de l'argent par son travail. Les fils de familles qui, en France, seraient confites en bourgeoisie, n'hésitent pas à porter des journaux, par exemple, pour se procurer quelque argent de poche. Dans la vraie Amérique, celle qui est encore

1. Cette Maison des Étudiants Américains nous allons bientôt la posséder. L'idée en revient au Professeur Barrett Wendell de qui la visite en France a vraiment fait époque dans les relations intellectuelles des deux pays. L'activité d'amis fidèles, tels que MM. J.-H. Hyde, Walter Berry, H.-A. Gibbons; la générosité éclairée de la Ville, l'impulsion nouvelle due à la guerre et dirigée par l'*American University Union*, ont assuré le succès.

rurale avant tout, l'adolescent travaille à la ferme pendant ses vacances, bien que son père ait une automobile et de nombreux ouvriers. Le futur pasteur, l'avocat en herbe, conduisent une voiture de livraison, et l'ingénieur de demain retourne de bon cœur à l'atelier.

Dans les universités, un très grand nombre d'élèves vivent, non des subsides paternels, mais des économies qu'eux-mêmes ont déjà faites. D'autres mènent de front un métier, leurs études, et leurs plaisirs. Ces jeunes gens font de tout — la cuisine, le ménage, ou du journalisme. Ils scient du bois ou donnent des répétitions de mathématiques, suivant l'occurrence. J'ai eu pour élèves et pour cuisiniers un futur professeur de grec et un étudiant de droit international. M. Hoover, le dictateur du ravitaillement dans les deux mondes, se fait honneur d'avoir servi à table, dans un club de Stanford University. Le personnel des grands hôtels d'été, dans les parcs nationaux des montagnes Rocheuses, est presque entièrement composé d'étudiants et d'étudiantes. Sans doute cette démocratie foncière n'a jamais existé dans le Sud, à cause de l'esclavage et des préjugés qui lui survivent. Elle a cessé d'exister dans les grandes villes du Nord-Est, grâce au développement d'énormes fortunes, et à l'afflux d'un prolétariat hétérogène, profondément ignorant, et rebelle à l'assimilation. Mais elle existe encore dans le Centre et dans l'Ouest. Le vrai type américain, que les Français ont pu apprendre à bien connaître au cours de cette guerre, ne rentre dans aucune des catégories étroites de l'Europe. Ce soldat glabre, souple et dégingandé, au bon sourire gosse, pratique jusqu'au bout de ses doigts osseux — qu'est-il dans la vie civile? Éleveur, mécanicien, banquier? Il n'est pas impossible qu'à trente ans il ait déjà été tout cela. C'est l'homme qui vit sa vie, saine et large, et pour qui tout métier est un instrument et non pas un carcan; gentilhomme s'il en fût, parce que, sans dédaigner le travail, il n'est jamais son esclave. Pour les hommes de cette trempe, les bourses, qui ont toujours quelque relent d'ancien régime, ne sont pas tentantes. Les Américains que je voudrais voir à Paris, ce sont ceux qui traversent l'Océan sans être les obligés de personne, et sans bourse délier — comme garçons de cabine, ou comme palefreniers sur un transport de bes-

tiaux. Ce qu'il faudrait à ceux-là, ce n'est pas la sportule académique, mais un bon bureau de placement. Ces jeunes gens de l'Ouest réalisent à leur façon l'idéal tolstoïen, tout en traitant Tolstoï de vieux fou, quand par hasard ils le connaissent. Ils sont le meilleur rempart que nous ayons contre le bolchevisme. Malheureusement, ils sont rarement tentés de venir en Europe. Ils ont le défaut de leur qualité : cette outrecuidance de la jeunesse et de la force, qui refuse de rien apprendre excepté à l'école de l'expérience personnelle. Si vous voulez les voir, il faut aller chez eux. Et dépêchez-vous : il se peut que, dans une génération, ils soient aussi rares que les Peaux-Rouges et les bisons. C'est ce type extrême que Mr. Roosevelt s'est attaché à reproduire avec une application touchante. Il n'y a pas mal réussi — avec cette outrance qui caractérise toujours le pastiche. Mais, si nous ne pouvons compter sur beaucoup de *cow-boys* aux conférences de M. l'abbé Sertillange, l'esprit *cow-boy* et *rough-rider*, l'esprit d'indépendance et d'aventure, vit chez tous les Américains dignes de ce nom. Et comment n'en serait-il pas ainsi? Jusqu'à l'énorme et récente invasion d'immigrants recrutés dans l'Europe sud-orientale par les compagnies de navigation boches, l'Amérique était le plus homogène de tous les peuples, parce qu'elle était le seul qui fût fondé sur le principe de sélection naturelle. Pour aller en Amérique, pour rompre des liens très chers et refaire sa vie, il fallait déjà être de cœur américain. L'Amérique a écrémé les audacieux du vieux monde. C'est un devoir pour elle de rendre à l'Europe un peu de cet esprit risque-tout qu'elle lui a enlevé.

C'est sans doute une des savoureuses ironies de l'histoire, ce retour des Mauvaises-Têtes, des Cerveaux-Brûlés, des Aventuriers, qui viennent aider leurs frères plus casaniers à remettre en ordre la maison maternelle. Ce sont les déracinés qui viennent défendre l'héritage commun. Ils sont justement fiers de leur odyssée : mais comme il est poignant, ce retour à la maison ; comme elles sont chères, les humbles chaumières qu'on a laissées il y a bien longtemps ! Nous sommes sûrs de nous : l'Europe ne nous reprendra pas : nous aspirons à rentrer chez nous, dans ce nouveau monde que nous avions choisi avant de le connaître. Mais, au contact de la vieille

Europe, ce qu'il y avait chez nous d'un peu fruste s'est adouci. Les jours de notre isolement sont finis. Nous reviendrons en Europe en amis, et non plus seulement en touristes. Nous enverrons nos fils à l'Université de Paris.

ALBERT L. GUÉRARD

LA FONCTION JUDICIAIRE

Les rapports et les discussions parlementaires qui ont précédé le vote de la loi du 28 avril 1919 [1] ont appelé de nouveau l'attention sur l'organisation de la magistrature. Depuis longtemps déjà, dans presque tous les pays, la fonction judiciaire subit une crise grave. En France le mal se manifeste par l'impopularité des magistrats, les critiques acerbes dont ils sont l'objet, leur découragement, la docilité résignée de beaucoup d'entre eux aux sollicitations des politiciens et à la pression de l'opinion publique.

Durant ces dernières années, leur recrutement est devenu de plus en plus difficile. « La carrière judiciaire, écrivait en 1908 le rapporteur du budget de la justice, est abandonnée. Les parquets ne trouvent pas d'attachés. En 1900, il y avait 657 juges suppléants pour 798 postes à pourvoir ; en 1907, ce chiffre tombe à 472 ; au 1er janvier 1908 il n'est plus que de 149. » Et la qualité ne compense nullement la quantité.

Les rapporteurs de la récente loi ont expliqué ce fait par l'insuffisance des traitements.

La perspective de débuter à 2 500 francs comme juge suppléant, puis d'obtenir 2 800 francs comme substitut, ou 3 000, comme juge, pour recevoir 5 000 francs vers la cinquantaine, n'a rien de séduisant [2].

1. Loi relative à l'organisation judiciaire, aux traitements, au recrutement et à l'avancement des magistrats complétée par celle du 8 octobre 1919.

2. Déclaration de M. Poulle, rapporteur au Sénat du projet sur l'organisation de la magistrature, séance du 12 avril 1919. *Journal officiel*, 1919, p. 545.

En conséquence un certain nombre de postes ont été supprimés, ce qui a permis de relever à deux reprises les appointements, dans une proportion d'ailleurs bien insuffisante. Si l'on tient compte du renchérissement de la vie, on peut même dire que les magistrats sont actuellement plus mal payés que jamais.

Cette raison n'est pas la seule. La rémunération des magistrats a toujours été insuffisante, ce qui n'empêchait pas leurs fonctions d'être recherchées, tout au moins dans un certain milieu. En France, on s'attache à une position sociale, en raison moins de son rendement que de son agrément et de la considération qu'elle comporte. Or, la carrière judiciaire offre de moins en moins de considération et de sécurité, et cela par la faute de nos institutions politiques, qui aggravent les vices propres à notre organisation juridictionnelle[1].

Le vice fondamental de cette organisation est de faire des magistrats des fonctionnaires comme les autres, aptes à l'avancement et placés sous l'autorité du ministre qui a le droit de « les surveiller, de les mander pour recevoir leurs explications sur les faits à eux imputés et de leur adresser des réprimandes[2] ».

Un juge doit être tout autre chose. Pour qu'il puisse exercer dignement sa haute et noble fonction, il ne doit être ni subordonné, ni dépendant, ni hiérarchisé. C'est ce que nous allons établir en décrivant rapidement la matière, la méthode et les procédés de l'art de juger.

Beaucoup de personnes croient qu'il n'y a pas de besogne plus aisée. A les entendre, le métier de juge demande seulement du bon sens, de l'attention et de la droiture. Pour dégager et apprécier les faits, il n'y a qu'à écouter les avocats en contrôlant leurs allégations par la lecture des pièces. Le point de fait établi, ses conséquences sont édictées par la loi qu'il est facile de trouver dans les codes, sauf à en corriger l'injustice ou la dureté suivant les préceptes de l'équité. Ne voyons-nous pas tous les jours des hommes dépourvus de toute con-

1. Ce que nous disons sur la France peut s'appliquer sans grand changement aux pays du même type.
2. Loi du 30 août 1883, article 17.

naissance juridique, les uns élus par leurs confrères, les autres désignés par le sort, juger, sans aucun apprentissage, les causes criminelles ou les affaires commerciales?

En réalité, nulle profession n'est peut-être plus difficile et n'exige de ceux qui l'exercent un savoir théorique aussi étendu, une connaissance des affaires aussi variée, un tel esprit pratique, une faculté d'assimilation aussi grande, des qualités morales aussi rares : sûreté de jugement, rapidité de décision, fermeté, possession de soi, impartialité.

Bien différent du fonctionnaire administratif qui peut prendre des initiatives ou au contraire s'abstenir, attendre le moment opportun et laisser sommeiller une loi dont l'application offrirait plus d'inconvénients que d'avantages, le juge n'agit que sur la demande des parties ; il ne choisit pas son heure et n'est pas le maître de sa décision ; il doit résoudre sans délai les questions, même douteuses ou insolubles, qui lui sont posées, en observant toujours la loi, même si elle prescrit une solution autre que celle qu'il aurait adoptée.

***

Représentons-nous un tribunal, l'audience finie, délibérant autour de la table sur laquelle s'entassent les dossiers. Comment va-t-il préparer son jugement?

Il s'en faut que le point à résoudre soit toujours facile à discerner. Comment les choses se sont-elles passées? C'est ce qu'il est parfois impossible et le plus souvent difficile d'établir. Il peut arriver que les parties elles-mêmes l'ignorent, qu'elles ne sachent plus ce qu'elles ont fait ou convenu. Et les avocats, en supposant que leurs plaidoiries aient été habilement et clairement développées, ne se croient nullement tenus de mettre en lumière ce qui est contraire à leurs conclusions.

La besogne des juges est toutefois simplifiée par le soin que le législateur a pris de fixer la mesure et les conditions suivant lesquelles les faits peuvent être par eux constatés. En vue d'obtenir plus de certitude, la loi présume l'existence de certains faits et même défend de la contester ; c'est ainsi qu'elle considère l'enfant né pendant le mariage comme le

fils du mari de sa mère ; elle interdit de prouver certains autres faits de telle ou de telle façon, par exemple au moyen de témoignages ou de présomptions ; elle règle enfin certaines situations, sans se soucier de la réalité, en recourant à des fictions : un cohéritier est censé être propriétaire, depuis l'ouverture de la succession, des biens qui lui sont attribués par un partage ; un jeune homme de moins de vingt et un ans est censé incapable de prendre des engagements. La vérité légale est plus simple et plus accessible que la réalité. Grâce à ces dispositions, le juge, obligé, même contrairement au témoignage de ses sens, de voir les choses sous la forme schématique qu'en a tracée le code, est déchargé d'innombrables contestations qui seraient très délicates à trancher.

Après avoir analysé pièces et témoignages, en tenant compte de ces restrictions, notre tribunal va s'efforcer de tirer de ce travail les propositions qui expriment sa conception de l'affaire.

Il s'en tiendra là le plus souvent. Dans la grande majorité des procès, le débat porte seulement sur les circonstances de la cause ; la loi et son applicabilité sont certaines, de même que la nature juridique des faits et, ceux-ci étant établis, la décision s'en dégage d'elle-même ; mais tel n'est pas toujours le cas.

Moins heureux que l'avocat dont le parti est pris d'avance et qui soutient sans hésitation toute prétention défendable, le juge trouve quelquefois sa balance en parfait équilibre. Pour sortir d'incertitude, il doit chercher laborieusement, et peut-être sans grande conviction, quelque circonstance plus ou moins légère, destinée à faire baisser l'un des plateaux. En matière pénale, le doute profite aux accusés et entraîne leur acquittement. Au civil, le tribunal se résigne moins vite à débouter le demandeur.

Il peut éprouver le même embarras à déterminer la loi applicable. Des textes très importants sont extrêmement vagues et laissent à l'interprète un pouvoir d'appréciation aussi vaste que dangereux. Il sait « qu'on ne peut déroger par des conventions particulières aux lois qui intéressent l'ordre public ou les bonnes mœurs [1] ». Le voilà bien avancé !

1. Code civil, art. 6.

Qu'est-ce que l'ordre public? Dans toutes les législations, même les plus modernes, comme les codes allemand, suisse, marocain, on relève, presque à chaque article, des expressions très générales et mal définies que le droit antérieur ou la tradition n'éclaire pas toujours. Souvent obscure ou ambiguë, la loi est quelquefois muette sur la difficulté en cause. Le jugement n'en doit pas moins être rendu. A quelles sources ses motifs seront-ils puisés? Dans quelle mesure le droit romain, l'ancien droit, la coutume, la doctrine des auteurs anciens et modernes, enfin la raison seront-ils appelés à combler les lacunes de la législation en vigueur? Dans quelle mesure est-il loisible à l'interprète de suppléer au silence ou à l'insuffisance des codes en s'inspirant de leur esprit, en raisonnant par analogie, *a contrario, a fortiori, ab absurdo*, en rapprochant le texte à interpréter des autres dispositions législatives relatives à la même matière ou à des matières analogues, en recherchant ses motifs ou son but, enfin en appréciant les conséquences auxquelles conduirait une interprétation étroite ou extensive?

Ces questions ont été beaucoup discutées depuis une vingtaine d'années. Quelle que soit la réponse qu'on leur fasse, tout le monde est à peu près d'accord pour répudier la scolastique des commentateurs, dont Laurent [1] est le type ; ils prétendaient trouver la solution de toutes les difficultés en recherchant la volonté non exprimée du législateur ; ils lui attribuaient des solutions qu'il n'aurait pu concevoir, et qu'il eût certainement repoussées s'il les avait imaginées, et ils combinaient, dans des « constructions » aussi savantes qu'arbitraires, des textes disparates, parfaitement étrangers à la controverse.

Tous les juristes reconnaissent maintenant que le droit ne peut être plus immobilisé que la société dont il est le lien et que les hommes de notre temps ne sauraient être condamnés à vivre conformément aux conceptions de Portalis et de Tronchet. Ils discutent seulement la mesure du pouvoir d'extension et d'adaptation qu'ils reconnaissent au juge. Doit-il se tenir dans le cadre traditionnel de la loi, en s'abstenant de contredire les intentions et les prévisions des hommes qui

1. Principe du droit civil français.

l'ont rédigée, mais en complétant librement leur œuvre ainsi que l'exigent les besoins du monde moderne? Peut-il satisfaire ces besoins sans restriction ainsi que le ferait le législateur s'il vivait de nos jours?

La jurisprudence ne s'est heureusement jamais beaucoup embarrassée de ces controverses d'école. Les tribunaux ont toujours refusé de s'enfermer dans un monde conventionnel séparé du monde réel par les abstractions des constructeurs de systèmes. Et leur circonspection a presque toujours été encouragée par le peu de durée de ces théories.

En présence des combinaisons non prévues par la loi que lui révélait la pratique, la jurisprudence a donc, en s'inspirant surtout de considérations d'utilité puisées dans la pratique des affaires, édicté des règles nouvelles et créé de toutes pièces des institutions : par exemple, l'assurance, dont il n'existe aucune trace dans les codes. Par quelle méthode? C'est ce que nous explique M. Ballot-Beaupré qui fut longtemps premier président de la cour de cassation.

Lorsque le texte, sous une forme impérative, est clair et précis, ne prêtant à aucune équivoque, le juge est obligé de s'incliner et d'obéir ; s'il ne le faisait pas, il manquerait à un devoir élémentaire, et de pareils abus en se généralisant produiraient une véritable anarchie.

Mais, lorsque le texte présente quelque ambiguïté, lorsque des doutes s'élèvent sur sa signification, sa portée, lorsque, rapproché d'un autre, il peut, dans une certaine mesure être ou contredit ou restreint ou, à l'inverse, développé, j'estime que le juge, alors, a les pouvoirs d'interprétation les plus étendus ; il ne doit pas s'attarder à rechercher obstinément quelle a été, il y a cent ans, la pensée des auteurs du code en rédigeant tel ou tel article, il doit se demander ce qu'elle serait aujourd'hui si le même article était rédigé par eux ; il doit se dire qu'en présence de tous les changements qui, depuis un siècle, se sont opérés dans les idées, dans les mœurs, dans les institutions, dans l'état économique et social de la France, la justice et la raison commandent d'adapter libéralement, humainement, le texte aux réalités et aux exigences de la vie moderne.

Pour cette évolution nécessaire, le Code civil est, entre les mains des juristes, un instrument d'une singulière puissance ; tantôt il énonce un principe dont on n'a qu'à dégager logiquement les conséquences dans les hypothèses les plus variées, tantôt il donne une solution impliquant l'existence d'un principe que l'on dégage à son tour et auquel on remonte pour en faire dérouler les conséquences analogues en vue

d'hypothèses nouvelles, tantôt, par la combinaison d'articles même séparés et éloignés les uns des autres, il permet d'atténuer les effets rigoureux ou de corriger les imperfections de l'un d'eux.

Telle est la voie à suivre, mais bien des obstacles en gênent le parcours.

***

On a comparé le juge au calculateur, qui dégage la solution des problèmes dont on lui remet les données par une opération de pure logique à laquelle sa volonté reste étrangère. C'est un bel idéal.

La volonté excitée par la passion n'intervient que trop dans la formation du syllogisme juridique auquel se ramène tout jugement. Bien loin de jouir de la calme objectivité du mathématicien, le juge a beaucoup de peine à défendre son impartialité que menacent de nombreux ennemis : sentiment plus ou moins obscur de sympathie ou d'antipathie pour tel plaideur ou tel avocat, esprit de contradiction qui fait trouver des raisons plausibles de combattre l'opinion exprimée par un collègue, esprit de paradoxe qui fait choisir d'instinct à certains esprits, désireux de briller ou de manifester leur indépendance, la solution la plus contraire au sens commun. Enfin, sans parler du souci inavouable de ne pas heurter les idées ou les préjugés en vogue, tendance à préférer l'équité à la loi.

Cette dernière inclination est d'autant plus dangereuse que l'opinion publique est unanime à l'encourager et à la louer. Pour elle le « bon juge » est celui qui a pour règle ce qu'elle considère comme l'équité. Mais qu'est-ce que l'équité?

Chaque homme a sa manière de voir ; il en a même une différente selon les circonstances. L'esprit des lois serait donc le résultat de la bonne ou de la mauvaise logique d'un juge ; il tiendrait à une digestion facile ou pénible, il dépendrait de toutes les petites causes qui changent l'apparence des objets dans l'esprit inconstant de l'homme. Nous verrions le sort d'un citoyen changer de face comme de tribunaux, la vie d'un malheureux dépendre de faux raisonnements et de la fermentation des humeurs d'un juge disposé dans le moment à prendre le résultat vague des notions confuses qui flottent dans son esprit pour l'interprétation légitime de la loi [1].

1. Beccaria, *Traité des délits et peines*. Chap. IV. De l'interprétation des lois.

La loi, somme toute, est habituellement claire elle est en tout cas fixe, invariable ; les parties peuvent compter sur elle. Qui peut au contraire prévoir ce que cet ensemble de préjugés et de passions, que nous dénommons d'ordinaire l'équité, dictera au tribunal qui sera compétent, au moment du litige, pour déduire les conséquences de l'engagement que je contracte en ce moment?

L'équité, disait Selden, a pour mètre le pied du chancelier en exercice. Trois juges qui délibèrent sur une affaire se forment parfois trois conceptions différentes de l'équité. Lorsqu'il s'agit d'un procès qui met en conflit des intérêts professionnels ou des idées religieuses, il y a toujours au moins deux équités, affirmées de part et d'autre avec la même violente conviction. « Dieu nous garde de l'équité des parlements! » s'écriaient nos pères. C'est la faveur que les Savoyards demandèrent à Henri IV lorsqu'il eut conquis leur pays : « Nous voulons être jugés suivant la loi et non suivant l'équité. »

Le juge ne dispose donc pas de la faculté de modifier la décision que lui dicte soit le texte de la loi, soit la logique de la situation qu'il a constatée. Moins libre que l'administrateur auquel nous le comparions tout à l'heure, il doit faire abstraction de toute contingence et se garder de s'inspirer de considérations de convenance et d'opportunité, voire d'humanité. Le droit qu'il a mission « de dire » s'impose à lui avant d'être par lui imposé aux justiciables, sans qu'il puisse en adoucir la dureté.

Plus le gouvernement approche de la République, plus la façon de juger devient fixe. Dans les États despotiques, il n'y a point de loi, le juge est lui-même sa règle. Dans les États monarchiques, il y a une loi et, là où elle est précise, le juge la suit et là, où elle ne l'est pas, il en cherche l'esprit. Dans le gouvernement républicain, il est de la nature de la Constitution que les juges suivent la lettre de la loi : il n'y a point de citoyens contre lesquels on puisse interpréter une loi quand il s'agit de ses biens, de son honneur ou de sa vie [1].

Montesquieu, que nous venons de citer, nous semble aller trop loin. Tout d'abord vouloir attribuer à la loi son sens littéral alors qu'elle est unanimement prise dans un autre

1. Montesquieu, *De l'esprit des lois*. Livre XI, chap. VI.

sens, est une interprétation qui ne doit être pratiquée qu'avec beaucoup de prudence, car elle risque d'être arbitraire et dangereuse à l'égal de celle que Montesquieu condamne, et faite tout autant pour déconcerter les prévisions des parties. Quand il se trouve en présence d'un cas nouveau non prévu par la loi et non encore réglé par les tribunaux, force est bien à l'interprète de recourir à l'esprit de la loi, c'est-à-dire de rechercher sa raison d'être, les motifs qui l'ont inspirée, le résultat qu'elle produit; il doit choisir, entre les deux solutions, la plus pratique, la plus simple, celle qu'il estime devoir donner les conséquences les plus justes et les plus utiles. Il agirait toutefois avec témérité s'il opérait cette discrimination en remontant le courant juridique de son temps et en écartant les conceptions communément admises et les principes de décision qui résultent des besoins de la société contemporaine. Il reprend toute sa liberté lorsque les thèses en présence, toutes deux plausibles, sont conformes à la loi applicable et ne semblent ni l'une ni l'autre contraires à la pratique des affaires. C'est alors, mais alors seulement, qu'il pourra faire appel à sa propre conception de l'équité. Peut-être agirait-il plus sagement en recourant à la conception de l'équité communément admise, celle que les parties ont en vue et qui n'est d'ordinaire ni très pure ni très élevée ; une moralité moyenne, un désintéressement médiocre, c'est tout ce que l'on peut imposer aux hommes qui ne sont pas en général des héros ni des saints.

Ce n'est pas seulement la règle que la loi impose au juge, mais aussi les procédés à l'aide desquels il l'applique aux faits. Il ne peut chercher la vérité en dehors de ce qui résulte des pièces que les parties se sont communiquées ou de ce qu'il a appris à l'audience par l'effet des débats soutenus contradictoirement, suivant les formes et les preuves légales; il ne lui est pas permis de tenir compte de ce dont il a eu connaissance par d'autres moyens ou dans d'autres circonstances. Restriction parfois pénible et difficile à observer, mais facile à justifier, car elle a pour raison d'être de maintenir entre les plaideurs une lutte loyale à armes égales, et d'empêcher qu'un jugement soit inspiré par des motifs autres que ceux qu'il indique. Elle comporte naturellement des degrés.

Qu'il s'agisse de la loi ou de la procédure, deux conceptions différentes contribuent en effet à caractériser les deux grands systèmes juridiques que suivent concurremment les pays civilisés.

Quant au fond, le juge français est étroitement lié par la loi, dont les dispositions, si elles ne sont pas toujours claires, ont réglé presque toutes les difficultés; mais cette loi, il dispose du pouvoir de l'interpréter à sa guise, sans être tenu de suivre la jurisprudence, même la plus unanime et la mieux assise. Quant aux formes, il ne peut statuer au pénal que sur les réquisitions du ministère public et, au civil, que lorsqu'un intérêt « né et actuel » lui est soumis; il n'a pas à se préoccuper des conséquences de ses jugements, que les artifices de la partie perdante rendent trop souvent sans effet. Dans les pays anglo-saxons, la législation est presque entièrement formée de coutumes ou plutôt de décisions placées dans chaque cas par les tribunaux sous l'autorité de telle coutume plus ou moins établie. Ces décisions s'imposent en principe aux juges, ce qui revient, sous le couvert d'une fiction, à faire du corps judiciaire, dans les nombreux cas que la coutume a laissés dans l'ombre, non seulement l'interprète, mais le créateur du droit. Pour connaître la règle légale, il faut posséder les précédents auxquels devront se conformer tous les jugements rendus sur la même espèce. Grâce à cette uniformité de décisions, les justiciables sont en état de prévoir les conséquences de leurs actions. A un autre point de vue encore, le juge anglo-saxon forme sa conviction moins librement que le nôtre ; il est lié par un système de preuves légales plus strict. En revanche, dans le domaine de la procédure et en matière civile, il jouit d'une bien plus grande latitude; il ne se borne pas, comme son collègue français, à laisser les parties soutenir leurs prétentions et réfuter celles de l'adversaire, mais se tient en contact étroit avec elles, les interroge, les réprimande, leur adresse des injonctions ou des prohibitions, leur impose, relativement à leurs actes, à la situation de leurs affaires, à l'état de leur fortune, des déclarations corroborées par le serment, le tout sous la sanction de l'amende et de la prison; il veille lui-même à ce que sa sentence reçoive exécution. En Angleterre, la contrainte par

corps s'applique toujours. Les débiteurs de mauvaise foi risquent de rester en prison, tant qu'ils n'ont pas rempli leurs engagements.

***

Si le juge a pu être dénommé *viva vox legis*, si les sentences qu'il rend ne dépendent pas de sa volonté, mais sont la conséquence logique des faits qu'il a constatés et de la loi qui leur est applicable, si toute son activité professionnelle doit être orientée vers un double idéal, objectivité et impartialité absolue, la condition essentielle de sa fonction est une indépendance complète. Il n'obéit à aucun chef, n'a d'ordre ou de direction à recevoir de personne, ne doit subir aucun contrôle et n'encourir de responsabilités qu'en cas de forfaiture. Ses décisions peuvent, sans doute, dans les conditions prévues par la loi, être revisées, réformées ou annulées, mais seulement suivant les formes judiciaires, par la juridiction supérieure qui n'exerce d'ailleurs aucune autorité sur lui.

L'autonomie du pouvoir judiciaire doit donc être maintenue par des institutions destinées à la défendre contre les empiétements de deux autres pouvoirs, infiniment plus forts, mieux armés que lui et plus redoutables aux libertés publiques : le parlement, qui, non content de voter les lois, contrôle et dirige la politique; le gouvernement qui ordonne la vie sociale et dispose de la force publique.

Ce qui caractérise le régime qui est maintenant, à différents degrés, celui de tous les pays civilisés, c'est la souveraineté de majorités passionnées, intolérantes, impatientes, divisées en factions qui se disputent le pouvoir. Pour que la démocratie ne dégénère pas en démagogie ou en anarchie, il est nécessaire que la loi, soit placée au-dessus des luttes de partis et que son empire ne soit pas discuté. Et comment assurer le règne de la loi si ceux qui l'appliquent sont dans la main des politiciens? « Quand la politique entre dans le prétoire, disait Guizot, il faut que la justice en sorte. » Qui oserait affirmer que la politique ne s'est jamais installée à l'audience, dans la salle des délibérations et surtout dans le cabinet du juge d'instruction?

On raconte qu'un garde des sceaux, sur le point de signer

un mouvement, disait, en ouvrant un dossier que les recommandations n'enflaient pas : « Il est bien léger ! », et, après l'avoir feuilleté : « Il n'y a rien dedans ; à écarter ! » Cette anecdote n'est malheureusement pas invraisemblable. Les nominations, les promotions, les décorations des magistrats sont à la disposition des gouvernants et des parlementaires dont ils dépendent; ceux-ci ont la prétention souvent affirmée au parlement, sous forme de motions, d'injonctions ou de blâmes, de voir la justice rendue conformément à leurs vues politiques ou sociales, plus exactement dans l'intérêt de leurs partis. A cette funeste influence s'ajoute celle de l'opinion publique, de ses préjugés et de ses engouements.

« Dans une démocratie, la question de la justice et de la magistrature est la première des questions », disait, il y a une quarantaine d'années, Gambetta, discourant devant ses électeurs de Belleville, et il ajoutait :

Je ne comprendrais pas qu'on touchât à la magistrature sans faire trois choses à la fois : prendre des juges parmi des hommes vraiment éclairés et savants, par conséquent les choisir au concours, à la suite d'épreuves, et leur faire une situation honorable et honorée afin que la question préalable de fortune ne se posât pas comme un obstacle en face du candidat. Enfin, en troisième lieu, ce que je voudrais, c'est qu'il n'y eût plus d'avancement pour les magistrats et que leur situation fût tellement honorée et rentée qu'ils n'eussent plus aucune espèce d'intérêt à ce qu'on nomme une promotion. Ils ne donneraient pas ainsi le spectacle qu'étant ce qu'on nomme inamovibles en droit, ils sont en réalité tout ce qu'il y a de plus amovibles et mobiles.

Nous allons mesurer la distance qui sépare ce programme de la réalité.

***

Au moment où la loi du 28 avril 1919 a été promulguée, il y avait en France 5 846 magistrats de l'ordre judiciaire, sans compter les conseillers de préfecture et les conseillers d'État spécialisés dans la juridiction administrative, les juges consulaires, les prud'hommes et les membres des tribunaux militaires. Les réductions qu'édicte cette loi auront pour effet de diminuer ce chiffre de près d'un tiers. Les postes entre les-

quels est réparti ce personnel sont hiérarchisés avec une extrême complication. Vingt-trois traitements différents leur sont attribués, sans parler des classes personnelles et des indemnités créées par la loi. Presque toujours on grimpe à cette échelle de Jacob en commençant presque au sortir de l'École de droit, par les premiers degrés, avec le désir bien naturel de monter le plus rapidement et le plus haut possible.

Un bon nombre de ces magistrats ne sont pas des juges, mais des membres du corps hybride désigné sous le nom de ministère public. Nous sommes familiarisés par une longue accoutumance à cette institution d'origine française, qui a été adoptée par la plupart des pays, ce qui est un bon argument en faveur de son utilité; elle n'en est pas moins singulière. Les magistrats du Parquet sont à la fois administrateurs, accusateurs publics, défenseurs de l'ordre social, représentants du pouvoir exécutif. Leur rôle est de veiller à l'observation des lois et décrets, de poursuivre l'exécution des jugements, de défendre les intérêts de l'État, des départements, des communes, des établissements publics et des personnes incapables ou hors d'état de se défendre elles-mêmes. Ils peuvent donner leur avis à l'audience, dans toute affaire civile, et participent à la poursuite, sinon à l'instruction, des crimes et des délits. Parmi leurs nombreuses attributions, il faut mettre en bonne place la surveillance de la marche de la justice, qu'exercent dans leurs ressorts respectifs les procureurs généraux et les procureurs de la république. Subordonnés étroitement au garde des sceaux qui leur adresse des injonctions et peut les révoquer ou les déplacer pour les remplacer par des magistrats plus dociles, ils ont, grâce à leur qualité d'agents du gouvernement, une grande influence sur l'avancement, non seulement de leurs subordonnés, mais des magistrats « assis », et il n'est pas certain du tout que cette surveillance et cette influence aient toujours pour effet de fortifier l'indépendance de ces magistrats. Ces fonctions brillantes semblent faites pour mettre en lumière le talent de leurs titulaires. Aussi parcourent-ils généralement la carrière judiciaire d'une allure bien plus rapide que les juges, dont la besogne impersonnelle et anonyme attire moins

l'attention, et parmi lesquels ils finissent généralement par s'asseoir eux-mêmes à un rang avantageux.

Observons la machine judiciaire dans son fonctionnement. Quel rendement donne-t-elle?

Une première remarque s'impose. Les magistrats français sont incorruptibles. Le fait n'est pas contesté, car il est incontestable. On leur a parfois reproché de n'avoir pas toujours été à l'abri des influences, mais jamais le soupçon de vénalité ne les a effleurés. Fait encore plus évident, car pour le constater il suffit de parcourir les recueils d'arrêts, la justice est bien rendue en France, résultat dont il faut faire honneur non seulement aux magistrats qui prennent les décisions, mais aux avocats qui en ont déduit les motifs dans leurs plaidoiries, et dont le labeur, souvent désintéressé, et la forte discipline, sont l'honneur de notre pays. De même que notre législation, notre jurisprudence a servi de modèle à la plupart des États civilisés; l'une et l'autre ont été les instruments les plus actifs de l'initiation des peuples d'Orient et d'Extrême-Orient à la civilisation occidentale. La France leur doit une bonne part de son prestige et de son influence.

Cette constatation faite, il faut reconnaître que les critiques si souvent dirigées contre l'organisation de la magistrature sont en grande partie fondées. Il y a trop de cours et de tribunaux; les magistrats sont si nombreux qu'ils restent pour la plupart oisifs; leur hiérarchie est si compliquée qu'ils sont tous plus ou moins préoccupés de leur avancement et tentés de l'accélérer par des démarches et par des recommandations. On compte en France et en Algérie 27 cours d'appel et 359 tribunaux auxquels s'ajouteront bientôt ceux des trois nouveaux départements. Ces chiffres n'étaient peut-être pas excessifs au début du XIXe siècle, avant l'invention des chemins de fer, du télégraphe, du téléphone, de l'automobilisme, et l'amélioration des routes et de la poste. Depuis lors, il n'y a pas eu seulement un prodigieux développement des moyens de transport et de communication, mais, les statistiques l'établissent, il y a eu une baisse persistante des procès. Mieux délimitée grâce à un meilleur état du cadastre, la propriété foncière a cessé d'être une source abondante de chicane; l'industrie, le commerce et la banque

se sont concentrés en un petit nombre de mains; l'état civil est mieux tenu; la jurisprudence s'est fixée, réglant une fois pour toutes d'innombrables points contestés; les frais judiciaires sont devenus plus lourds; enfin, le public a perdu le goût de plaider, peut-être parce que les luttes politiques offrent un aliment suffisant à sa combativité.

Laissons parler les chiffres, tels que les présente M. Bender, rapporteur à la Chambre de la loi du 28 avril 1919 [1].

Le tiers de nos cours d'appel, exactement 9 sur 27, ne rendent pas annuellement 300 arrêts contradictoires en matière civile et commerciale; 6 seulement en rendent plus de 500. Et encore est-il à noter que sur ce nombre d'arrêts, plus de 50 p. 100 se bornent à adopter les motifs des premiers juges. A cette tâche, nous n'employons pas moins de 641 magistrats.

Dans l'ensemble des tribunaux civils, l'activité n'est pas beaucoup plus considérable que dans les cours. Si nous consultons les statistiques du ministère de la justice et si nous faisons la moyenne des jugements civils contradictoires ou par défaut frappés d'opposition pour les années 1909 à 1913, nous constatons que, sur ces 359 tribunaux civils d'arrondissements, 83 seulement sont occupés et jugent plus de 300 affaires dans une année. Par contre, 50 tribunaux jugent moins de 100 affaires civiles, 77 moins de 100 à 150 et 149 tribunaux moins de 150 à 200. En d'autres termes, les magistrats de 276 tribunaux qui rendent annuellement moins de 300 jugements civils contradictoires ou par défaut ne travaillent guère plus de deux mois dans l'année. Il n'y a pas vraiment matière suffisante pour absorber dans un tribunal l'activité d'un président, de deux juges, de deux juges suppléants, d'un procureur de la République et de deux greffiers au minimum.

Par une singulière contradiction, plus le travail décroît, plus le nombre d'affaires en retard augmente. D'après le rapport de M. Briand, garde des sceaux à la date du 11 mars 1908, le retard, qui était en 1896 pour les cours d'appel de 4 851 affaires et pour les tribunaux civils de 19 225, s'est élevé respectivement en 1905 à 6 812 et à 27 789. En neuf ans, le retard s'est accru d'un tiers dans les cours comme dans les tribunaux. Il semble que moins on a à faire, moins on veut faire.

Il y a donc, à côté de quelques corps judiciaires surchargés, un grand nombre de cours et de tribunaux presque inoccupés, et, en dépouillant les statistiques judiciaires, on est assez porté à croire que la réduction des tribunaux à un par dépar-

1. *Journal officiel* du 18 juillet 1918, annexe 4859.

tement, c'est-à-dire de plus des trois quarts, proposée par Gambetta dans le discours dont nous avons cité un passage caractéristique, n'aurait rien d'excessif. Là même où le travail ne manque pas, la majeure partie des juges reste oisive, car toute la besogne administrative et judiciaire est faite par le président, parfois à l'insu de ses collègues. Les deux assesseurs du président Magnaud ne partageaient sans doute en aucune manière les opinions qui tenaient lieu de motifs à ses fameux jugements, ils ne semblent pourtant pas l'avoir le moins du monde gêné dans le rôle de réformateur et de censeur qui l'a rendu si populaire.

Quels sont les résultats de cette situation? C'est ce que nous apprend le dialogue suivant, entre un procureur général et un juge de troisième classe :

— Comment employez-vous votre temps?

— Eh bien, le matin, je lis les journaux ; puis je fais un petit tour de promenade en attendant le déjeuner. L'après-midi il y a audience ; après l'audience on se promène un peu, on va au café, puis on se couche.

— Et lorsqu'il n'y a pas audience?

— Ah ! ces jours-là, c'est plus difficile ! Nous tâchons d'organiser quelques sorties à pied ou à bicyclette. Nous faisons beaucoup d'excursions.

— Et quand travaillez-vous? — demandai-je enfin doucement.

Et l'éminent magistrat, un de ceux qui font le plus honneur à la magistrature, ajoute :

— A combien de juges ayant depuis longtemps passé l'âge de la jeunesse pourrait-on poser cette question ! Car l'habitude de l'oisiveté une fois prise, il est difficile de s'en défaire. Quoi d'étonnant, lorsqu'on a passé de longues années dans des tribunaux où il n'y a même pas une bibliothèque? Et les magistrats n'ont même pas les moyens d'acheter des livres. D'autres, il est vrai, pensent pouvoir s'en dispenser. Un éditeur m'a affirmé qu'un avocat nommé juge lui avait demandé de résilier sa souscription à un ouvrage de droit, parce que désormais il n'en aurait plus besoin [1].

Pour résister à cette déprimante oisiveté, une forte culture serait indispensable, celle qui a permis à G. Tarde d'employer ses loisirs de juge à Sarlat à écrire les ouvrages qui l'ont rendu

1. M. Loubat, *les Idées de M. E. Faguet sur la justice moderne. Revue politique et parlementaire*, 10 mai 1912.

célèbre. Or, il faut le confesser, une solide préparation universitaire manque à la plupart des jeunes gens qui débutent dans la judicature, munis de ce diplôme de licencié, dont un professeur de droit déclarait à la Chambre qu'il était simplement « un certificat d'études primaires juridiques [1] ». Et bien souvent ce défaut de connaissance théorique s'accompagne d'une égale absence de préparation pratique.

***

L'indépendance des conseillers de cours d'appel et des juges de première instance est défendue par l'inamovibilité qui est refusée aux magistrats du Parquet et aux juges de paix. Que vaut cette garantie? Elle est efficace à l'égard des magistrats qui ne peuvent plus avancer parce qu'ils vont prendre leur retraite ou sont parvenus au sommet de l'échelle, et aussi de ceux qui n'ont pas d'ambition. Ce dernier type, aujourd'hui disparu, était assez fréquent il y a une quarantaine d'années; lorsque les magistrats appartenaient presque tous à des familles anciennes et aisées fixées dans le pays par l'administration de leurs terres, ils considéraient leur fonction moins comme une profession que comme une noble occupation. Peu de temps avant son élection à la présidence de la République, M. Poincaré a décrit avec beaucoup de finesse [2] cette magistrature régionale, sorte de famille étroitement fermée, animée d'un esprit corporatif presque sacerdotal, doctrinaire, formaliste, assez réfractaire aux idées nouvelles, mais sur laquelle le gouvernement et l'opinion publique n'exerçaient aucune action. Les membres du corps judiciaire appartiennent maintenant à un milieu très différent. Aussi déracinés que n'importe quelle catégorie de fonctionnaires, ils sont toujours prêts à partir n'importe où, quand il s'agit de bénéficier d'une promotion.

***

Il est un pays où le corps judiciaire jouit à la fois d'une pleine indépendance, d'une autorité et d'un respect incontestés.

1. Exposé des motifs de la proposition de loi de M. Perreau.
2. Préface à l'*Essai sur l'art de juger*, par L. Rasson, p. 15 et suiv.

En Angleterre [1] la judicature n'est pas une carrière. Les juges, placés au-dessus des partis, y sont inaccessibles à la crainte et à l'ambition et soumis à la seule autorité de la loi et des précédents. Comment ce résultat est-il obtenu ?

Il subsiste encore en Angleterre un assez grand nombre de juridictions dont la compétence se limite à des infractions ou à des litiges très spéciaux et pour la plupart de peu d'importance. Nous pouvons borner notre attention à cinq grandes catégories de tribunaux auxquels peut être réduite l'organisation judiciaire anglaise dans ce qu'elle a d'essentiel. Les juges de paix (*justices of the peace*) sont des propriétaires fonciers qui jugent de petits délits et des affaires civiles peu importantes. Ils exercent leurs fonctions gratuitement. Agissant en marge du corps judiciaire proprement dit, ils ont été souvent l'objet d'attaques assez acerbes motivées, justement ou non, je l'ignore, par l'esprit de caste qui les animerait et par la diversité des décisions qu'ils rendraient d'une région à l'autre dans des cas identiques [2]. Ils ne portent pas le titre de *judge*, mais celui de *magistrate*.

Dans les villes, des magistrats payés (*stipendiary magistrates*) composent des cours de police compétentes en matière pénale et pour juger certains petits litiges tels que les contestations entre propriétaires et locataires.

A un degré supérieur les cours de comté sont compétentes jusqu'à concurrence de sommes assez faibles.

Bien au-dessus de ces tribunaux dont la compétence n'est pas plus étendue que celle de nos juges de paix, la Haute-Cour et la Cour des appels sont formées d'un même ordre de juges, tous recrutés de la même façon, jouissant des mêmes prérogatives et du même traitement. Ceux de la Haute-Cour, au nombre de vingt-deux seulement, siègent tantôt à Londres, tantôt en province, où chacun d'eux tient les assises.

1. Cette organisation est suivie dans ses grandes lignes en Écosse, en Irlande et dans les dominions de l'Empire britannique. Voir pour le détail : Glasson, *Histoire du droit et des institutions politiques, civiles et judiciaires de l'Angleterre* ; Franqueville, *le Système judiciaire de la Grande-Bretagne*, et A. T. Carter, *A history of english legal institutions*.

2. Le *Truth* a énuméré chaque semaine durant plusieurs années les décisions qu'il reprochait aux *great unpaid*.

La Chambre des lords exerce enfin des attributions judiciaires par l'entremise de jurisconsultes membres de cette assemblée.

La justice est rendue, pour la plus grande partie, aux 37 millions d'habitants du Royaume-Uni, par 135 juges. Comment un nombre aussi exigu de personnes peut-il suffire à cette tâche?

Disons tout de suite qu'il y aurait, suivant nous, avantage à ce qu'elles fussent plus nombreuses. Quoi qu'il en soit, le fait peut être expliqué par diverses raisons. Les *judges* sont secondés par des auxiliaires, sorte de magistrats subalternes (*registrars, masters, chief clerks*, etc.), qui les déchargent non seulement de toute la procédure préparatoire au jugement (mesures urgentes, incidents, certaines enquêtes, etc.), mais rendent eux-mêmes les jugements dans le cas où la demande est indiscutable.

Juges et assistants mènent tous l'existence la plus laborieuse, et travaillent suivant une méthode que je ne puis m'empêcher de trouver extrêmement expéditive. Presque toujours les jugements, sommairement motivés, sont prononcés séance tenante. Le magistrat inoccupé qui siège *pro forma* à côté d'un président surmené n'existe pas en Angleterre. Grâce aux *circuits* des juges qui vont juger sur place, on n'y connaît pas davantage les tribunaux sans affaires dont les membres grossissent à peu près inutilement notre corps judiciaire. Tout ce personnel, *registrars* et *masters* compris, reçoit des traitements de quinze cents, cinq, six, huit et dix mille livres, soit de près de trente-huit mille à plus de deux cent cinquante mille francs, rémunération d'autant plus forte que les fonctionnaires anglais ne sont guère mieux payés que les nôtres, et qui est un des motifs du respect dont cette magistrature est entourée.

Ce sentiment a d'autres causes. L'intervention constante des juges dans la marche des procès, la forme vive, imagée, primesautière qu'ils donnent à leurs décisions, tout au moins aux plus importantes (chaque juge, dans un tribunal composé de plusieurs membres, disant les motifs de la sienne), contribuent beaucoup à rendre leur personnalité aussi familière au public que celle d'un homme politique en vue ou d'un auteur en vogue. Très efficacement armés, ils peuvent infliger

des peines sévères à qui leur désobéit ou leur manque de déférence. Mais la principale raison en est l'attachement des Anglais aux vieilles institutions dont ils sont si fiers, leur dévotion à la loi et à ceux qui en sont l'organe. Depuis qu'elle existe en France, la magistrature, victime de cet esprit frondeur qui est un de nos travers nationaux, est raillée et vilipendée, de la façon la moins mesurée et la plus injuste. Les Anglais se forment de la leur une image idéalisée qu'ils comparent orgueilleusement aux portraits, encore moins réels, que donnent de la nôtre nos romanciers ou nos auteurs dramatiques.

Juges ou magistrats sont non seulement inamovibles, mais immobiles. Il n'y a pour eux aucune possibilité de bénéficier d'une augmentation ou d'une promotion ; ils ne peuvent recevoir aucune distinction honorifique.

Bien entendu des situations aussi importantes, aussi fortement rétribuées et aussi peu nombreuses ne sont pas données à des débutants ; cela serait impossible en Angleterre, où, l'enseignement du droit n'étant pas organisé, les juristes s'y forment lentement par la pratique professionnelle. Y sont donc appelés seulement les avocats parvenus à la maturité, et qui, à des degrés divers, ont fait leurs preuves au barreau. Un tel mode de recrutement suppose un nombre de postes judiciaires à pourvoir beaucoup plus restreint que ceux de n'importe quel pays du continent, et des appointements suffisamment élevés pour tenter des hommes habitués à recevoir de gros honoraires. Sinon la magistrature deviendrait le refuge des avocats sans cause ou de ceux à qui un repos bien gagné est devenu nécessaire. Il s'en faut d'ailleurs que le système donne toujours de bons résultats, même chez nos voisins où l'esprit de parti se maintient pourtant dans de sages limites. Le plus grand nombre des avocats nommés par le Chancelier, qui est à la fois, notons-le, membre du cabinet, président de la chambre des lords et grand juge, se sont mis en relief en passant par le Parlement, et les plus hauts placés d'entre eux, en occupant des fonctions ministérielles. Des polémiques récentes ont prouvé que cet usage n'est pas sans inconvénients.

Pour assurer un bon recrutement du corps judiciaire, d'autres garanties sont donc nécessaires.



Il n'y a point de liberté si la puissance de juger n'est pas séparée de la puissance législative et de l'exécutrice. Si elle était jointe à la puissance législative, le pouvoir sur la vie et la liberté des citoyens serait arbitraire : car le juge serait législateur. Si elle était jointe à la puissance exécutrice, le juge pourrait avoir la force d'un oppresseur[1].

La condition de la séparation des pouvoirs préconisée par Montesquieu est, semble-t-il, que les hommes qui exercent la « puissance de juger » ne soient pas désignés par les représentants des deux autres pouvoirs.

Pour réaliser efficacement cette séparation, on peut imaginer plusieurs modes de recrutement et, s'il y a lieu, d'avancement de la magistrature : achat de la fonction par son titulaire, élection, cooptation, nomination sur une liste de présentation, concours [2].

Ces procédés ont tous été, à des degrés différents, suivis en France. La présentation par voie d'élection des magistrats par les membres des compagnies judiciaires y fonctionna plus ou moins régulièrement durant les XIVe et XVe siècles. Le système dégénéra d'assez bonne heure par la désignation en faveur d'un successeur que les juges et les conseillers ratifiaient volontiers à charge de revanche, abus contre lequel les États Généraux protestèrent à diverses reprises, que Charles VIII et Louis XII réprimèrent, mais qui fut reconnu officiellement par Charles IX. La vénalité des offices se maintint jusqu'à la fin de l'ancien régime, sauf pendant la durée de l'éphémère Parlement Maupeou. Ses inconvénients furent quelque peu diminués, tout au moins à ses débuts, par l'examen que devaient passer les candidats devant le Parlement. Si elle a favorisé l'élévation de quelques Bridoison qui auraient fort bien pu obtenir, tout de même, leurs charges, si on les leur avait données pour rien, c'est grâce à elle que les Parlements sont restés seuls debout lorsque le bon plaisir de la monarchie faisait tout plier devant lui, et qu'ils ont compté parmi leurs membres : d'Argentré, Omer Talon, Louvois, Lionne, d'Aguesseau, Montesquieu, Bouhier,

1. Montesquieu, *Esprit des lois*. Livre XI, chap. VI.
2. M. Dehesdin *Étude sur le recrutement et l'avancement des magistrats*.

Buffon, de Brosses, pour ne citer que les plus illustres de ces parlementaires dont le caractère, l'esprit, la culture, l'érudition n'ont certes pas été dépassés par leurs successeurs.

Aujourd'hui encore les avoués, les avocats au Conseil d'État et à la cour de cassation, les huissiers, notaires, commissaires-priseurs, agents de change, etc., vendent leur droit de présentation. Pour acheter une de ces charges, il ne suffit pas d'avoir subi avec succès un examen destiné à vérifier les connaissances techniques acquises par le candidat au cours d'un stage sérieux, il faut en outre posséder un capital important qui est une garantie d'honorabilité et de solvabilité. Inutile d'ajouter que ce système est trop contraire aux idées modernes pour qu'on puisse y voir autre chose qu'un souvenir historique, ou qu'une survivance destinée à disparaître.

Extrêmement séduisant est le concours d'admission conférant un droit absolu de nomination aux vainqueurs, suivant les rangs par eux obtenus.

Combiné d'ordinaire avec un stage précédé lui-même d'un examen, il est suivi dans plusieurs pays, tels que l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne, l'Italie, où il semble produire de bons résultats. En France, il assure le recrutement de la plupart des carrières : administrations centrales de tous les ministères sauf celui de la justice, armée, diplomatie, enseignement, finances, génie civil, service colonial, sans oublier ces deux juridictions spéciales : le Conseil d'État et la Cour des comptes. Son extension à la magistrature a été proposée à diverses reprises ; elle fut réalisée en 1875 et donna pendant deux années des fruits excellents. Rétabli par le décret du 18 août 1906 comme condition d'admissibilité aux fonctions de juge suppléant, il fut remplacé par un examen professionnel institué en vue des mêmes fonctions aux termes d'un décret du 13 février 1908, et maintenu par la dernière loi, bien que les candidats aient montré fort peu d'empressement à subir une épreuve dont le succès était si médiocrement récompensé. Le seul reproche qui ait été adressé à ce concours aurait pu également faire supprimer tous les autres : il vérifierait seulement les connaissances théoriques sans tenir compte des qualités pratiques, du caractère, de l'honorabilité et surtout

« il ne garantirait pas suffisamment le loyalisme républicain [1] ».

Il a donc été proposé de le faire précéder d'un stage et d'une enquête dirigée par la chancellerie ou, ce qui vaudrait mieux, confiée à une commission composée de hauts magistrats, de membres du Conseil d'État, de professeurs de droit.

La vraie objection, et elle nous semble décisive, est que le concours ne peut convenir qu'à de jeunes hommes ou tout au moins à des hommes encore jeunes ; il ne saurait être qu'une barrière placée à l'entrée d'une carrière et au passage du cadre inférieur au cadre supérieur. Or la magistrature ne devrait pas être une carrière et toute tentation d'avancement devrait être enlevée à ses membres. Quoi qu'il en soit, le retour au décret de 1906 serait certainement un progrès.

La même objection s'applique aux diverses combinaisons qui placent à l'entrée de la magistrature une fonction auxiliaire où de jeunes avocats sont tenus à accomplir un stage plus ou moins long sous le nom d'auditeurs, de référendaires, d'aspirants, etc., avant d'être promus, encore plus ou moins novices, à un poste de début.

On peut concevoir l'élection de deux manières : par les citoyens investis du droit de vote politique, par des corps spéciaux. Le premier système fut suivi de 1792 à la constitution de l'an VIII de la façon la plus irrégulière et avec de fréquentes dérogations partielles [2]; il est actuellement, avec des modes très variés, celui de certains cantons suisses pour les juges de paix, les tribunaux de district et pour ceux d'appel, ainsi que celui des États-Unis, où les juges des cours fédérales sont nommés à vie par le président, tandis que ceux de la grande majorité des États sont élus par le peuple [3] pour un terme qui varie entre deux à douze ans. Il paraît donner des résultats médiocres quand ils ne sont pas mauvais [4]. On peut invoquer à son appui deux ordres de

1. Discours de M. Guyot-Dessaigne, ministre de la Justice, à la Chambre des députés, séance du 24 février 1907.

2. Décret du 16 août 1790, loi du 27 novembre 1790, décret du 14 octobre 1792, du 14 ventôse an III, loi du 19 fructidor an V.

3. Dans 31. Dans 5, ils sont désignés par la Chambre des représentants et dans 8 nommés par le gouvernement (Bryce, *American Commonwealth*, t. I. p. 505).

4. Voir le bilan des tribunaux électifs des États-Unis, que trace Bryce, p. 508-511.

considérations, les unes théoriques : il serait une manifestation de la souveraineté nationale et la conséquence logique de la séparation des pouvoirs; les autres pratiques : il assurerait cette séparation en donnant à la magistrature une autonomie complète, il rendrait la justice plus humaine et plus populaire, en faisant de ses organes les délégués des justiciables, choisis par eux parmi les hommes qui leur inspireraient confiance.

Le premier argument aboutirait à faire élire, par le peuple, tous les fonctionnaires, à commencer par le président de la république et les ministres. On ne voit pas en effet pourquoi les agents du pouvoir exécutif ne dépendraient pas, eux aussi, directement et exclusivement du peuple souverain.

Le second suffirait à condamner la réforme projetée. Soumettre les juges aux préjugés, aux appétits et aux rancunes de la foule, c'est, dans un pays qu'anime l'esprit de parti et que déchirent les factions, mettre la passion et l'intérêt à la place de la justice. Les candidats recevraient mandat de ne pas appliquer telle loi impopulaire dans le ressort où ils devraient exercer leur juridiction, ou au contraire de refuser à une catégorie de justiciables l'exercice de certains droits; tout au moins seraient-ils tentés de donner aux lois une interprétation étroite ou extensive suivant le cas. C'est, dit-on, ce qui s'est passé à diverses reprises aux États-Unis. Dans quelle situation seraient-ils lorsqu'ils devraient juger un partisan ou un adversaire? Pour résister à la pression de la majorité et à la tyrannie de ceux qui les font voter, il faudrait des héros. Est-il besoin enfin de démontrer que, pour exercer un métier aussi technique, celui de juger, la confiance des électeurs est un titre insuffisant et qu'il serait tout aussi raisonnable de faire élire au suffrage universel les médecins ou les ingénieurs? Oui, puisqu'il a été souvent soutenu « qu'il est beaucoup plus facile de choisir un juge, interprète de la loi écrite, qu'un député chargé d'écrire la loi [1] ».

Répondons que les lois qui émanent de l'initiative parlementaire sont presque toujours obscures, incomplètes et incohérentes, ce qui rend leur application fort difficile, que les codes en vigueur dans tous les pays ont été préparés par des techniciens, et que leurs règles ont été précisées, complétées

1. Jules Simon, *la Liberté politique*, 3e édition, p. 187.

et adaptées aux besoins de la pratique par la jurisprudence.

Beaucoup plus acceptable est l'élection des magistrats ou tout au moins leur présentation à la nomination du chef de l'État par certains corps ou par certaines catégories de personnes.

En France, les juges des tribunaux de commerce sont élus par les commerçants, et les conseillers prud'hommes par les patrons et les ouvriers. Cette dernière institution fonctionne aussi mal que possible, les prud'hommes ouvriers opinent toujours en faveur des ouvriers, conformément au mandat impératif qu'ils ont reçu à cet effet, ce qui oblige les prud'hommes patrons à opiner, systématiquement, dans le sens opposé. Les tribunaux de commerce n'ont jamais mérité le reproche de partialité, ils donnent des résultats qui diffèrent beaucoup suivant les localités et qui sont généralement médiocres, mais dont les justiciables ne se plaignent pas trop. En Suisse, le Conseil fédéral élit les membres du tribunal fédéral, et dans plusieurs cantons, les juges sont élus par le Grand conseil. En Belgique, les juges de paix et les juges des tribunaux sont nommés directement par le roi. Les conseillers des cours d'appel et les présidents et vice-présidents des tribunaux de première instance de leur ressort sont nommés par le roi sur deux listes doubles, présentées, l'une par la cour, l'autre par les conseils provinciaux. Les conseillers à la cour de cassation sont nommés par le roi sur deux listes doubles présentées l'une par le sénat, l'autre par la cour. Dans les deux cas les candidats portés sur une liste peuvent l'être également sur l'autre. Toutes les présentations sont rendues publiques au moins quinze jours avant la nomination [1].

Un corps composé de jurisconsultes nous semblerait mieux qualifié qu'une assemblée politique pour exercer le droit de désignation ou de présentation. On a proposé à diverses reprises de confier ce droit aux corps judiciaires eux-mêmes. Telle est la pratique observée dans les Pays-Bas et au Chili. L'objection qu'on a adressée de favoriser le népotisme serait sans objet si les nominations, les promotions étaient faites par une commission composée, non seulement de magistrats

1. Constitution belge, art. 99 et suiv., lois des 18 juin et 22 février 1892.

tels que des conseillers à la cour de cassation délégués par leurs collègues, mais encore de professeurs de droit, de délégués des conseils de l'ordre des avocats et de membres de la section de législation de l'Académie des sciences morales et politiques.

Quel que soit le procédé adopté, il devrait être combiné de façon à ne plus laisser l'accès de la magistrature entre les mains du gouvernement. Tant que le ministre de la justice disposera à son gré des postes judiciaires, les abus continueront : l'intrigue exclura le mérite, les exigences de parti primeront les considérations professionnelles ; les recommandations et les protections régleront les nominations et l'avancement.

***

Supposons la désignation des magistrats faite par une commission composée d'hommes compétents et à l'abri de toute ingérence gouvernementale ou parlementaire. Un grand progrès serait réalisé, mais la réforme resterait incomplète aussi longtemps que l'avancement n'aurait pas été supprimé. Lors même qu'on remettrait le soin de faire les promotions à la commission chargée des nominations, on ne préviendrait ni l'intrigue ni la faveur : les magistrats continueraient à s'efforcer, par d'habiles démarches, d'obtenir un meilleur poste. Sans doute ne soupçonnerait-on plus leur indépendance, puisque les politiciens n'exerceraient plus d'influence sur leur carrière, mais leur dignité serait compromise et leur prestige diminué par de telles sollicitations.

Il faudrait donc que les postes judiciaires fussent tous sinon égaux, tout au moins répartis, ainsi qu'ils le sont en Angleterre, en un très petit nombre de classes : trois ou quatre au maximum. Leurs titulaires n'auraient aucune chance de promotion ou d'augmentation, ils devraient avoir manifesté leur savoir, leur talent et leur caractère dans l'exercice d'une des professions auxquelles la science juridique est nécessaire.

Où trouver de tels hommes? Parmi les avocats les plus réputés par leur capacité et leur honorabilité, les professeurs des facultés de droit et aussi, dans une certaine mesure, les avoués et les notaires, enfin — mais l'idée est discutable — parmi

les magistrats du Parquet qui d'ailleurs, dans la nouvelle organisation, ne seraient plus des magistrats. La première de ces sources serait naturellement et de beaucoup la plus abondante. La magistrature et le barreau ne seraient plus deux carrières parallèles ; la première, qui aurait cessé d'être une carrière, récompenserait comme un suprême honneur ceux qui, encore jeunes et actifs, se seraient illustrés dans le second. On ne verrait plus un maître célèbre et opulent traiter avec une condescendance nuancée de quelque hauteur, les magistrats obscurs et besogneux devant lesquels il plaide. Sans doute l'art de plaider est assez différent de l'art de juger. Partial par définition autant que le lui permettent la véracité et la loyauté dont il ne doit jamais se départir, l'avocat s'efforce de mettre en lumière tout ce qui rend sa thèse vraisemblable ; ses qualités essentielles sont l'habileté procédurière, le facilité de travail, la clarté, le talent d'exposition. L'idéal du juge est la vérité absolue; pour la découvrir, le bon sens, l'esprit critique, un jugement ferme et solide lui sont surtout nécessaires. Mais l'expérience démontre qu'après avoir longtemps joué l'un de ces rôles, on n'en est pas moins apte à remplir l'autre. Chaque jour des avocats remplacent un juge ou un conseiller empêché de siéger à l'audience. D'éminents magistrats ont quitté le barreau après y avoir passé de longues années et inversement.

Inutile d'ajouter que cette réforme aurait pour condition un remaniement complet des ressorts judiciaires, la suppression de la majeure partie d'entre eux et une réduction considérable du nombre des magistrats qui seraient appelés à siéger dans les tribunaux ainsi réduits. Les membres oisifs du corps judiciaire étant éliminés, la péréquation du travail permettrait de réaliser celle des fonctions.

Un fâcheux préjugé a fait confier dans tous les pays, sans excepter même l'Angleterre, les affaires dont l'objet pécuniaire est peu élevé, à des juges du dernier degré ou même à des hommes dépourvus de toute instruction juridique, et que rien n'a préparés à juger. Quoi de plus lamentable que nos juges de paix, quelle triste justice ils rendent et, pourtant, quelles qualités exceptionnelles exigent leurs fonctions, dont on peut dire qu'il n'en est pas de plus délicates ni de plus

importantes ! Les petits procès sont infiniment plus nombreux que les grands et bien plus difficiles à juger parce qu'ils sont presque toujours mal préparés et mal défendus, et que les éléments de leur solution sont d'ordinaire insuffisants. Et pourtant les justiciables de petite fortune ont, tout autant que les autres, droit à une bonne justice. Quelle que soit la valeur du litige, un mauvais jugement a pour effet d'encourager l'injustice et d'indigner ou de démoraliser ceux qui connaissent les faits de la cause. La vie sociale est un tissu de rapports de droit d'une valeur minime, et il importe à sa sécurité et à sa tranquillité qu'ils soient, en cas de contestation, dénoués équitablement, sagement, conformément à ce que les parties ont dû prévoir. Comment donc cette mission peut-elle être considérée comme inférieure et pourquoi ne serait-elle pas confiée à tous les magistrats, même aux plus éminents?

Les nouveaux magistrats siégeraient le plus souvent seuls, ainsi que le font maintenant en France les juges de référé et les juges de paix. On sait que la pluralité des juges de première instance et d'appel n'est guère qu'une apparence derrière laquelle le président, qui en réalité prend les décisions, met à couvert sa responsabilité. Le système du juge unique permettrait d'écarter l'objection faite à la suppression de tribunaux inoccupés. Lorsque le nombre des magistrats aurait été réduit dans une forte proportion, il en resterait suffisamment pour qu'il s'en trouvât toujours là où, soit des affaires urgentes, soit des instructions pénales réclameraient des mesures immédiates et une prompte décision. Il suffirait pour cela qu'ils travaillassent tous.

***

Nous ne nous faisons aucune illusion sur les obstacles actuellement presque insurmontables qui s'opposent à la réalisation de ces idées. Il s'agit d'assurer l'indépendance et l'autorité du corps judiciaire dans la société moderne, de le placer au-dessus des luttes de partis, des brigues politiques et des mouvements de l'opinion, de lui donner pour seule règle la loi, pour seul guide la justice. Cette réforme ne se heurterait-elle pas aux intérêts qui profitent des abus qu'elle

terminerait et aux préjugés sur lesquels ces abus s'appuient : esprit de domination des hommes au pouvoir, résistance des localités qui considèrent leur justice de paix, leur tribunal ou leur Cour d'appel comme une propriété communale, et surtout méfiance, hostilité, irrespect traditionnel du public pour les « chats fourrés » ? Il faut enfin compter avec le pouvoir des mots. Que répondre à ceux qui reprocheraient à la nouvelle magistrature d'être une caste?

Dans un moment où tant de réformes urgentes sont sur le chantier : réorganisation des finances, de l'armée, de la marine marchande, refonte des lois sur le travail, etc., est-il bien opportun d'entreprendre une œuvre aussi vaste et aussi difficile, dont l'accomplissement rencontrerait tant de résistance et dont le besoin n'est pas sérieusement senti, car bien rares sont les esprits que choque l'étroite subordination de la magistrature au pouvoir exécutif?

Tout au moins pourrait-on apporter à l'organisation actuelle des améliorations de détail qui prépareraient la voie à une réforme plus radicale, soit : 1° le rétablissement, définitif cette fois, du concours institué en 1875 et en 1906 et qui fut alors supprimé presque immédiatement parce qu'il ne permettait pas à la faveur de s'exercer; 2° la magistrature assise et le Parquet devenus deux carrières distinctes sans possibilité de passer de l'une à l'autre ; 3° un relèvement sérieux de traitement ; 4° la simplification de la hiérarchie, une dizaine de traitements différents au lieu de vingt-trois ; 5° l'avancement accordé suivant l'ordre d'un tableau dressé par la Cour de cassation ou tout au moins par une commission permanente.

Ces changements n'ont rien de révolutionnaire ; ils ne porteraient pas atteinte aux situations acquises, et l'on peut espérer que l'opinion, qui a, depuis la guerre, accueilli sans s'émouvoir des changements autrement importants, n'y verrait aucune difficulté. Il en résulterait, après quelques années, un corps judiciaire mieux composé, moins soucieux d'avancer et plus indépendant.

PIERRE ARMINJON

LES ARTS ET LA VIE

Les Salons officiels d'Art au printemps.

Pour renouveler le fastidieux compte rendu des Salons que toute grande Revue se croit en devoir de donner à ses lecteurs, il serait amusant d'imaginer un Saint-Victor, un Théophile Gautier ou même un Albert Wolff vivants encore, et de pasticher leurs critiques ; à ce jeu, M. Marcel Proust serait maître, mais ce travail offrirait de grosses difficultés et bien vaines, car un Salon de 1920 a beaucoup moins de ressemblance avec ceux de jadis, qu'une salle de cinéma avec l'Odéon du temps d'Augier. Il faudrait se demander dans quel camp se tiendrait chacun de ces hommes de lettres. Continueraient-ils de prendre au sérieux les devoirs académiques de la *Société des Artistes français*, se lasseraient-ils ou non des redites de la *Nationale*, ou, à l'instar de nos mondaines, du Bel Esprit, seraient-ils à l'avant-garde? Je vois mal, je l'avoue, Charles Baudelaire du côté de M. Vauxcelles, ni même favorisant, de son appui, ce criminel snobisme post-guerrier qui consiste à écrire que *les Fourberies de Scapin* sont mieux jouées aux Vieux-Colombier, et mieux comprises et interprétées par M. Copeau, que par M. Truffier à la Comédie-Française. Je dis « qui consiste à écrire » — mais non pas à penser, car Dieu sait ce qu'il en est quand le coupable est seul avec lui-même; aussi bien, n'est-il point,

hélas, d'ingéniosités de mise en scène, de respect littéraire du texte, de gloses autour d'une représentation donnée sur des tréteaux d'art — et loin du boulevard — qui balancent le manque de talent de l'acteur principal et ses prétentions de rénovateur. De même pour les expositions particulières (petites manifestations quotidiennes de plus en plus nombreuses) les absurdes préfaces de catalogues, dues à la plume d'écrivains fameux, on se demande qui elles peuvent encore leurrer... si ce n'est le riche oisif, peu cultivé, qui, « mesmérisé », s'abonne au théâtre d'avant-garde, ou achète des peinturlures recommandées, par des critiques fameux, dans des magazines ou des livres qu'il est flatteur de prétendre qu'on a lus.

Néanmoins, et si dédaigneux qu'un Baudelaire ressuscité pût l'être des conducteurs actuels de la pensée française, conscient des prodigieuses circonstances où l'Art éternel semble être en voie de s'obscurcir, l'avisé critique du second Empire, le découvreur de génies chercherait ailleurs que dans les Salons officiels les œufs de nos merles blancs.

Croyez-vous qu'il reviendrait plus enrichi des autres galeries? Oui parfois, quoique très rarement, il est vrai ; mais amusé, du moins, ce qui ne serait pas son cas, au retour du Grand-Palais des Champs-Élysées, où toute personne sincère, à moins d'avoir la passivité d'un brigadier de gendarmerie en tournée de service, s'écriera : « C'est la dernière fois qu'on m'y repince ! »

Néanmoins, nous y retournerons l'an prochain et autant d'avrils que le ciel nous réserve d'en voir reverdir et Baudelaire est sourd à ma voix. Il ne m'accompagnera pas dans mes randonnées aux Salons.

On se sent profondément pénétré de l'importance qu'a la mission du « Salonnier » quand un directeur de grande Revue vous commande, pour une date fixe, *un Salon* — et cela sans rire ! Il reste donc un public qui souhaite de savoir si la France a toujours une forte école de sculpture, des peintres d'histoire, des portraitistes.

Je voudrais diviser cet article selon l'ordre classique — ou à peu près — mais j'avoue renoncer, de parti pris, à la gravure et à l'architecture — d'ailleurs assez peu fournies dans leurs sections.

Et nous passerons d'une Société dans l'autre, par le guichet du premier étage, tout proche du Cormon qui soulève tant de boucliers — et met en communication les A. F. avec ceux de la *Nationale* — permettant au critique, quand il est trop las de ceux-ci, de se rafraîchir auprès de ceux-là. Illusion très courte !

***

La Sculpture à la Société des A. F.

Néanmoins, du gigantesque jardin de la sculpture, piste des concours hippiques et quartier de cavalerie en temps troublés, ou du rez-de-chaussée silencieux et morose où les statuaires de la *Nationale* frissonnent, du côté avenue d'Antin, il n'y a pas à hésiter : tout le talent réside sous la coupole où s'abritait Rodin, où Dalou fut chez lui, comme Bartholomé, Bourdelle, Lenoir, Paul Paulin, tant d'autres encore et, parfois en automne, Mayol et ce Joseph Bernard dont la figure de bronze (la jeune porteuse d'eau) aujourd'hui au Luxembourg est un des plus exquis chefs-d'œuvre contemporains et digne de l'antiquité.

Aux Artistes français, à part M. Landowski, qui du moins s'applique à donner du style à la nudité de l'athlète Carpentier et au masque du bon Paul Adam, on est dans l'embarras pour parler des Foch, des Edith Cavell, des Paul Deschanel, des petites Alsaciennes envoyant un baiser de bronze aux Morts pour la Patrie, aux « Amoureuse extase », aux milliers de bustes, bibelots genre milieu de table, ou sujet pour tombe glorieuse dont le mauvais goût le dispute à l'insuffisance technique. — Tout cela ressortit à l'esthétique de M. Cormon et de Diogène-Ulysse-Napoléon Maillart — de la Chaussée des Bois de l'Écu (Oise), Prix de Rome, peintre d'histoire, et le professeur de deux cent mille lauréats des concours. Il vit encore et peint comme à son printemps.

Songez que toute sous-préfecture à un jeune artiste au moins donne naissance, qui, pensionné pour étudier le modelage à l'école de la rue Bonaparte, exécutera pour sa ville natale un groupe commémoratif de 70, de Gambetta, et doré-

navant de l'*Épopée mondiale*. Nous notons *Liberté, Égalité, Fraternité,* trois femmes dans une niche par M. Max Blondat; l'*Humanité en marche* d'un M. Villeneuve qui ne la suit pas. Beaucoup de savoir-faire inutilisé, dans le *Coureur de Marathon* de M. Jarl Vigg; dans le *Poilu* vigoureux et sobre de M. Costa; le *faune et la femelle* de M. Sartorio; la *Terre de France* de M. Réal del Sarte; l'*Ame du Sol qui salue les Morts,* par mademoiselle Meria; le monument Paul Déroulède, et notons qu'un nouveau-venu, M. Dardé, a tellement de muscles qu'on souffre d'avance pour le marbre, ou toute autre matière qu'il traitera; mais il est né, semble-t-il, sculpteur — quoique sa tête de femme-épave, dans un nœud de reptiles grouillants, d'un cauchemar dantesque, m'inquiète quant au goût de cet homme « tempéramenteux » et littéraire comme le peintre Marcel Béronneau.

Quoi qu'il en soit, cette section de sculpture pour cimetières et places publiques de bourgades, elle a sa raison d'être, à en juger d'après l'expression satisfaite des charmants petits soldats bleus qui, autour du 1er mai, venus à Paris pour nous défendre contre le Soviétisme, dans leur jolie tenue nouvelle, le bonnet de police sur l'oreille, lourds et graves, contemplaient la binette marmoréenne ou métallique de M. Clemenceau; du général Fayolle, du général Gallieni; de M. Courteline par l'illustre Sicard; le Debussy peu ressemblant de M. Calvet, ou le bloc savonneux d'où émerge la tête convulsée du (souriant, en général) M. Herriot. Et des nus féminins retiennent, un peu partout, se détachant sur des arbustes, l'attention des défenseurs de l'ordre public, heureux d'être casernés si près de la Beauté!

***

La Sculpture à la Nationale.

A la *Nationale,* au lieu d'une rétrospective de l'élégant féministe Carlès et du probe mais intéressant Raoul Larche, que nous offrent les A. F., nous avons une rétrospective de quelques gloires de la sculpture française du XIXe siècle.

Cette assez belle section, avec sa rétrospective de Rodin, de Dalou, nous prouve une fois de plus que Rodin est à son meilleur, et vraiment grand quand il ne « style » pas ; Dalou, moindre tempérament, est plus à louer, par contre, quand il « style » — ce qu'il nous raconte étant moins intéressant que ce que Rodin nous dira. Et, s'il ne se cramponne pas au souvenir d'un maître, Dalou retombe dans le lieu commun. Il n'en reste pas moins un des grands portraitistes de la sculpture.

« Voilà ce qui n'advient jamais au maître Bourdelle, pensent déjà nos jeunes critiques. Est-il assez magistral ! Quand est-ce que le gouvernement lui fera décorer l'extérieur et les catacombes du Panthéon? Bourdelle est cécropien ! »

Sans doute, on voudrait voir les pouvoirs allouer une pension à vie à ce grand décorateur. Mais, quant au reste, certains ont-ils des doutes, et se demandent si l'on ne se lassera pas bientôt de ce « formidable », de cette stylisation archaïque et « cécropienne », disent-ils, un peu trop systématique, à quoi Bourdelle, chaque jour davantage, s'entête. Bourdelle nous rappelle un peu cet Epstein, illustre statuaire américain de Londres, et auteur du tombeau d'Oscar Wilde. Alors, ce puissant artiste faisait encore le morbide et le primitif; il se dégage aujourd'hui de cette affectation d'époque, comme j'ai pu récemment m'en rendre compte, à Londres. La *Force et la Volonté* et la *Victoire* de Bourdelle (monument au général argentin Alvear) ont incontestablement du style, de la grandeur, si comparés aux travaux d'un Antonin Mercié, mais ce Style et cette Grandeur, sont-ils bien « authentiques »? La tête du poète Adam Mickiewicz n'est qu'un bibelot cécropien amusant ; le buste de M. Anatole France, égyptien comme Cécrops qui s'en vint fonder les douze bourgs d'Athènes, est irritant, pour le maniérisme conscient, littéraire, pour la stylisation concertée qu'y a mise notre grand sculpteur, ce Bourdelle, l'auteur de si étonnants masques, qui est capable de ressemblances si humainement héroïques. Le visage de M. France, par Bourdelle, est étudié, dans certaines parties, avec un sens aigu du caractère ; mais ne fût-ce que les yeux, « cécropiennement » stylés, blancs comme la pierre, quelle erreur, ceci, dans l'image d'un homme

dont la profondeur et le noir du regard sont une des plus frappantes particularités ! L'*ingénuité* et la *naïveté*, chez nos « chevaux de retour » de l'art, comme chez nos débutants précieux, tant mieux pour ceux qui pensent les goûter. Moi je préfère les bustes par M. le docteur Paul Paulin, le stomatologiste ; ah ! l'excellent portrait de monseigneur Baudrillart, et surtout celui de M. Ungemach de Strasbourg ! Voilà d'excellentes effigies !

***

La Peinture à la Nationale.

Comme à la section de sculpture, encore des rétrospectives. Effrayantes, celles-là ! Je ne tiendrais pas à voir la mienne ! Le pauvre Cazin, qu'est-ce qu'il reste de lui? Et de Roll? Un désastre... Quant à Braquemond, nous savions ce qu'il en était, et en dépit des Goncourt! C'était un bien pauvre dessinateur. Pourquoi prétendre nous faire connaître ces fondateurs de la Société Nationale, s'ils nous sont ainsi présentés ? On pourra leur opposer les noms de Puvis de Chavannes et d'Alfred Stevens qui évoquent, certes, bien des souvenirs, avec leurs tableaux d'une grande beauté et perfection de technique, mais l'occasion de cette rétrospective ne m'apparaissait point une de celles sur quoi l'on doive, d'enthousiasme, bondir. Ces hommages-là constituent des expositions incomplètes, la plupart du temps, les numéros en sont réunis comme au hasard, si bien que le défunt auteur ressuscitât-il, il maudirait les organisateurs de son triomphe. Au bref, à part deux chefs-d'œuvre comme la femme à la robe jaune (*Retour du bal*) et la savoureuse *Femme à la harpe* (je crois madame Stevens, un bouquet à la main), dont l'harmonie piquante pallie une niaiserie dans la présentation, il n'y a là que morceaux trop raffinés, agréables, mais qui, même achevés « bouclés », comme *Chant passionné*, demeurent des tableaux de marchand du second Empire, de la bimbeloterie supérieure. Le grand carton et les quelques études de

Puvis de Chavannes qu'on expose n'ajoutent rien à sa merveilleuse sainte Geneviève du Panthéon.

J'aurai pas mal à dire, sur lui et sur les hommes de la première « Nationale », les fondateurs de cette société qui fut si alerte, Carolus, Meissonier, Rodin, Carrière, Dalou, mais aussi, les Cazin, les Duez, qui, si tristement, en revenants honteux, dirait-on, et trop discrets, peut-être, hantent cette année les salles de l'avenue d'Antin. Ces artistes, ils avaient du moins de l'amour, des principes et des convictions. J'ai failli être tué (révérence parler !) par M. Carolus, pour avoir soutenu les premiers envois de Maurice Denis et de Charles Conder, au jury. Alfred Stevens ne me salua plus, soudain, parce que, selon lui, je « copiais Whistler » et qu'au lieu de peindre en pleine pâte, comme il enseignait, je gâchais, disait-il, les dons qu'il voulait bien me reconnaître. Les peintres de ce temps-là se brouillaient, pour des raisons qui feraient sourire aujourd'hui ; de s'inspirer d'un maître vivant, c'était alors tenu pour un larcin, bien différemment de ce que pensent ajourd'hui les jeunes, qui se copient tous l'un l'autre.

Mais nous retrouverons, une autre fois, Alfred Stevens, le grand technicien. Quant à Carolus, signalons de lui une jolie tête, son étude d'après Eugène Manet, et une autre d'après sa mère, une brave femme, en bonnet blanc. Tous les hommes de ce temps-là, quand ils étaient sincères, faisaient d'admirables morceaux ; Meissonier, insupportable quand il costume ses modèles en mousquetaires ou arquebusiers, est exquis, s'il se représente à cheval, sur la plage d'Antibes, ou s'il dessine le portrait d'un ami. Je ne vais sans doute pas me concilier les sympathies de nos jeunes esthètes en entreprenant la défense d'un pareil peintre. Mais est-ce que la manière, l'intolérable et déjà fatigant procédé de composition, d'interprétation de la nature, si spéciale aux *Salons d'Automne* et des *Indépendants*, ne sont pas aussi arbitraires et conventionnels que la mascarade et la friperie d'un Ernest Meissonier? La *Nouveauté* n'est jamais qu'un changement dans le maquillage de la *Convention*.



Les Portraits à la Nationale.

Dans l'ancienne Société Nationale, les portraits avaient une faveur particulière. Dagnan-Bouveret, Boldini, La Gandara, J.-S. Sargent, mademoiselle Breslau, Besnard se partageaient les faveurs des gens du monde. Qui les remplace aujourd'hui? Le pinceau de mademoiselle Breslau est aussi mâle et en forme qu'il y a vingt ans; madame Boznanska est immuable; M. Besnard, ce Massenet de la peinture, réussit toujours à rendre les formes pleines des femmes entre deux âges, ou la chair délicate des jeunes filles aussi bien que le bistre d'un jeune prince hindou ou que la pourpre des prélats. S'il y a une nouveauté dans le portrait, c'est M. Kess Van Dongen qui l'apporte, à la grande joie des jolies femmes assez sûres de leur beauté ,pour ne pas craindre une déformation aussi « artiste » et que l'on eût autrefois qualifiée de libelle. J'ose à peine répéter, pour l'avoir si souvent dit, que cet artiste me semble ressusciter Boldini et La Gandara. Ses admirateurs semblent être de la même qualité que ceux que retinrent ses illustres aînés. Bien différents comme art et comme clients les solides portraits de M. Jean de Gaigneron. Quand Jean Cocteau disait, l'an dernier, du portrait de la princesse Lucien Murat, par Gaigneron, que le Louvre est tapissé d'ouvrages de ce genre-là, j'ignore quelle était son intention — bienveillante ou non? Mais Cocteau accordait le plus grand éloge à Gaigneron, qui, à peu près seul, aujourd'hui, dans sa génération, possède l'ingénuité « authentique », l'honnêteté froide et nue, l'une des meilleures qualités du portraitiste, si celui-ci sait, de plus, peindre et construire une figure. Quant à Bernard Boutet de Monvel, il a bien du talent, peut-être est-il un peu trop photographique dans la forme, ou abuse-t-il de ce que l'espace appartienne à tous pour en détenir une trop vaste tranche quand il exécute le portrait d'un ou de deux hommes de sport, avec animaux, chiens plus volontiers. Mais quand ces hommes sont MM. Jean

Boussingault et André de Segonzac, je ne me plains plus ! Depuis le Salon de 1920, je connaîtrai donc leurs figures à ces bons artistes, comme si vifs je les avais vus. Sympathiques et bien beaux. La composition du groupe est assez magistrale.

Il faut ajouter à ces quelques noms de portraitistes, le minutieux Werts, le truculent et cavalier Raymond Woog, bien dans la tradition des magazines anglais et des « *Christmas numbers* »; Thadée de Styka qui sait « racer » comme Laszlo, une main fuselée de gentilhomme et un col de lévrier, ainsi qu'on en voit dans son auto-portrait. Parmi les grandes célébrités du portrait, il faudrait encore citer miss Cecilia Beaux, l'émule de Sargent, venue en Europe à dessein de faire poser S. E. le cardinal Mercier; miss Cotton, avec son portrait de madame Patrie. Certaines personnes ont crié au scandale à propos de l'achat par l'État d'un portrait par madame Romaine Brooks, milliardaire américaine, qui encombre déjà le Luxembourg d'un portrait maladif du poète d'Annunzio. M. Gervex reste toujours lui-même dans la peinture de guerre comme dans ses nus élégants ; les gens du monde seront attendris par le triple portrait du Commandant V... et de ses deux fils, poilus, avec le somptueux cadre à emblèmes or qui relient ces têtes de héros.

Nous ne serons point quittes avec la S. N., que nous n'ayons signalé, toujours aux têtes de pont : Edmond Aman-Jean, dans ses « Intimités » et dans son genre décoratif, avec une *Amphitrite*, aussi particulière à lui que ses rêveurs portraits, dont s'inspire M. Ernest Laurent, sans atteindre à ce style, que j'appellerais transitoire de l'impressionnisme au traditionalisme moderne, et dont la S. N., avec Puvis de Chavannes, a favorisé le développement. M. Ménard tient encore impassiblement pour ce genre ; je ne sais rien de plus concluant, parmi toutes ses affirmations passées et présentes, que ses *Pâtres*, ni que sa *Ferme de Pæstum*. Il est véritablement heureux, pour un homme en pleine maturité, de planer ainsi au-dessus de la peinture contemporaine, les yeux fixés sur la Beauté, tels que je les lui voyais, à Pâques, dans son Bois Sacré de Varangeville, étudiant, contemplant du faîte d'une échelle double, mais fragile, le miraculeux italiano-américain poème

de couleurs et de lignes, que la Normandie nous offrait, cette fin de journée-là.

Et que dire, qu'on n'ait déjà célébré, de la poétique crépusculaire et tremblotante de M. Le Sidaner? De M. Lebasque? De M. Legout-Gérard? De M. Warroguier — dont le sens mesuré corrige et adapte les turbulences de M. Dufy et celles de M. de Vlamenck? M. Rarbovski triomphe toujours avec ses fleurs ; M. Louis Picard nous rappelle les premiers succès de la S. N. ; comme MM. Guignard, Alexandre Harrisson, l'excellent paysagiste, Moullé, Iwill, miss Davidson, madame Galtier-Boissière, Eugène Dauphin, Dauchez, Prinet, Auburtin, dont l'*Idylle*, délicieusement turquoise et aigue-marine, fait partie d'un ensemble pour le Conseil d'État, qu'on n'aurait pas cru si enclin au symbole et à la pastorale... Et les bons Belges Willaërt, Baërtson et Arminia Babaïcan-Carbonell, et Matteo Battaglia, et Émile Barrau, Alaux, Ablett, Baugnies, et la « nature-mortiste » de notre enfance, madame Annie Ayrton, toujours égale à elle-même, et ce Rupert Bunny, qui se renouvelle encore à son âge, par la contemplation des magasins Poiret !... Albert Dagneaux peint comme au temps de Roll et de Damoye. On ne peut pas sans émotion lire tant de signatures, toujours fraîches sur le livre d'or de la S. N., c'est Étienne Dinet, le Cennino Cennini, ou le Van-Eyck de la peinture à l'huile ; c'est Louis Dumoulin, ancien peintre du ministère de la Marine, l'Auguste Durst des moutons et des fermes brayonnes ; Maurice Eliot, Georges d'Espagnat, Albert Fourié, Lévy-Dhurmer, Léon Garraud, l'honnête et bon figuriste ; Gilsoul, Giran-Max, Wilfrid de Glehn, Jean Gounod, Gumery, Guiguet, Osbert, Ottmann, Aimé-Perret, Premio-Réal (ex-Dreyfus-Gonzalès), Rixens, Rosset-Granger, Jean-Jacques Rousseau, le joyeux animalier de Sainte-Marguerite-sur-Mer.

Il ne faut donc plus se demander où sont les Neiges d'antan ; tout le firmament de l'ancienne « Nationale » brille encore des mêmes feux. Seule, la fâcheuse mode pourrait empêcher les coureurs d'expositions d'avouer ce fait. Mais pourquoi Zacharie-Zacharian fait-il défaut?

***

Section d'Art religieux.

M. Henri Cochin, président de la *Société Saint-Jean*, et qui a organisé la « Section d'Art religieux », nous présente un Maurice Denis et des Devallières malheureusement sans grande importance et qui sont ce qu'on appelait autrefois des cartes de visite.

Les panneaux religieux de Lucien Simon ne se trouvent pas dans la Section Cochin. Ces tableaux (on les juge bien mal au Salon !) si forts d'exécution, si savamment composés, s'ils n'ont pas obtenu le succès qu'a rencontré la scène bretonne du même artiste, c'est sans doute que le style est resté flottant entre la réalité et la convention décorative — plus indispensable dans une église que partout ailleurs.

Quant à Maurice Denis, on sait l'admiration que je professe pour ce décorateur de génie. Il est de lui des ouvrages plus significatifs que son panneau un peu sec et désaccordé comme couleur, de l'église de Gagny. Son vitrail pour l'oratoire de sa propre demeure est d'un dessin admirable. Mais laissez-moi d'abord, puisque les mots *ingénuité* et *naïveté* ont été prononcés, laissez-moi vous signaler dans la section religieuse un tableau que je voudrais avoir fait, sinon voler nuitamment : c'est la Madone de madame Peugnez, *Cause de notre joie*. Denis, à son meilleur, n'a jamais rien conçu de plus émouvant, de plus angélique. Ces bambins autour de la Vierge Marie (ravissante figure !) ne sont pas de petits sots d'imagerie pieuse, mais d'exquises petites silhouettes séraphiques en jupes à carreaux et en knickerbokers de la Belle Jardinière. Pourquoi cette convention néo-impressionniste Saint-Sulpice n'est-elle pas outrageante? Ah !... voilà le mystère ! Je range auprès de cette chère madame Peugnez, que je voudrais connaître, les aquarelles de madame Lucien Simon, celles de ma jeune amie, madame Charlotte Aman-Jean, née Simon. Voilà des âmes de primitif, des sensibilités d'un bon métal et des natures un peu comme celles de Henri Rousseau (le douanier). J'écrirais volontiers le nom de madame Crespel, l'une encore

de ces âmes pures — et sœur de madame Lucien Simon — sur la liste des « authentiques ».

L'on eût aimé voir, dans cette section aussi, l'émouvante *Douleur au pays de la mer,* de Charlotte Cottet. Je ne me rappelais plus que cette toile fût aussi pathétique et belle. (Mais on me dit que celle-ci serait une seconde version exposée pour la première fois.) Cottet serait-il de ces « happy few » dont on dit, après des années de silence ou d'injurieuses condescendances : « Il était plus grand peintre que nous ne le croyions. » Dans la *Douleur au pays de la mer,* il y a beaucoup plus à louer que la composition et que la façon dont la mise en scène parle aux sens : c'est le dessin maladroit mais singulièrement expressif, de beaux volumes, une arabesque décorative, dans son réalisme fruste, arrondi parfois ; c'est aussi un don de peintre, plus sain, plus vigoureux que nul autre de sa génération, et du groupe d'où Charles Cottet est sorti, c'est-à-dire du néo-impressionnisme.

Quitte à sembler très vieux jeu, je n'hésite pas à le dire : je préfère cet art-là à celui de M. Flandrin, dont la *Jeanne d'Arc* obtient tant de succès à la Nationale. Pour moi, cette peinture claire et plâtreuse, ces formes molles ne sont que mélange et superfétation de feu Roll et de Maurice Denis, d'où effet de surprise assez « drôle ». Je vois très bien ce qu'aurait pu être Cottet, s'il s'était plié à la discipline des « Indépendants » — laquelle est plus dure qu'aucune autre. Ce Cottet dont on feint d'ignorer l'existence, il sera vraisemblablement, plus tard, classé avec des artistes qui auront été appelés parfois si drôlement « importants » — pour se servir d'un langage un peu démodé.

***

La Peinture à la Société des A. F.

Je ne sais ce que Baudelaire aurait dit, m'eût-il accompagné lors de ma première visite à la *Nationale* ; mais il aurait, sans doute, comme moi, pris du plaisir, car on en prend toujours, lors d'une première visite à un Salon. Tout vous y semble frais, piquant, d'abord ; Baudelaire aurait vraisem-

blablement eu des points de comparaison avec de la « vraie peinture » — et son dépit se serait peut-être traduit en langue verte ; mais aux A. F. ! Là plus de références ! Nous ne sommes plus chez des peintres à la façon que nous avons accoutumé de les concevoir, mais bien dans une région spéciale, sous un climat dont les savants devraient nous expliquer ce dont est faite l'atmosphère. Cette question vaudrait d'être élucidée.

Hâtons-nous de célébrer la parfaite distraction que nous réservaient les salles du Grand-Palais (Nord-Est) et l'enchantement de retrouver au catalogue les noms, puis sur les murs, l'ouvrage de tant de vieilles célébrités locales, telle mademoiselle Louise Abbéma, qui, dans notre enfance, peignait des effigies de Sarah-Bernhardt et autres pensionnaires de la Comédie-Française. L'A d'Abbéma était la première lettre du catalogue qui nous apprenait qu'elle était née à Étampes et qu'elle avait étudié sous Ch. Chaplin et Carolus Duran. Elle portait le numéro 1, en général, dans ce catalogue de l'ancien *Palais de l'Industrie*, où les conscrits de ma classe, en se déshabillant pour la revision, entendaient le talon de foules innombrables, claquer les parquets en se pressant, au premier étage, devant les tableaux dont la formule trente-cinq ans après, demeure immarcescible ; et les cadres sont encore fabriqués (Dieu sait à quels prix, et l'on ignore comment) pour des candidats aux récompenses d'un jury académique. Mademoiselle Louise Abbéma, chevalier de la Légion d'honneur, peint encore avec plus de fraîcheur ; ni elle ni madame Madeleine Lemaire n'ont pris un cheveu gris, du moins dans leurs ouvrages.

Après le nom Abbéma, venait souvent sur les catalogues d'antan celui d'Alma Tadema. Sir Laurence a conclu sa destinée, il y a de cela longtemps. Son art, qui nous passionna, quand nous sortions de la classe d'histoire, nous représentait une Athènes ou une Rome classiques, archéologiquement exactes comme un décor de Sardou, et vivantes comme une pièce de Meilhac et Halévy, cet art parent de celui de Leighton, président de la Royal Academy et correspondant de notre Institut, cet art il vit encore, comme tout ce qui est robuste et on le pratique chez les A. F. Le Musée du Luxembourg, réouvert, nous montre une admirable frise de guerre, qu'au

premier clin d'œil, on pourrait prendre pour un Alma Tadema, comme cet étincelant portrait, d'ailleurs, du champion de tennis Decugis au Salon des A. F.; et la signature est : François Flameng ! Cet art est, après tout, aussi « spécial », comme on disait, que tant d'autres dont nous nous flattons d'être les « créateurs ». Cela se reproduit à merveille ; cela est décoratif et cela a du « style ». Des Tommies, à bras presque indécemment luisants, mi-nus, avec leurs profils de jeunes Hellènes d'Oxford, médailles où le casque de tranchée britannique est d'un galbe grec, défilent comme couronnés d'hyacinthes, en ces panathénées de l'Yser. Ne fût-ce que documentairement, cette conception de la peinture a son importance, et une saveur *sui generis* assez piquante. Alma Tadema était très intelligent, M. Flameng ne l'est pas moins. Je me propose d'étudier un jour, dès que les expositions voudront bien nous laisser quelque loisir, le rôle de l'intelligence dans la peinture, depuis Degas jusqu'à Flameng, qui de plus est un connaisseur exquis, comme M. Bonnat. Rien ne vous ferait plus douter de vous-même et de vos opinions, que des cerveaux comme ceux de ces messieurs, et d'un Cormon, et d'un Rochegrosse, et d'un Henri-Martin, qui continuent opiniâtres, à célébrer des rites qu'une partie de l'humanité prétend être abolis mais qui trouvent encore aux A. F. des autels pour y sacrifier.

L'exemple de ces maîtres de la Société des A. F. devrait prêter quelque soulagement et espoir aux craintifs bourgeois qu'épouvante le 1er mai. En France, demeure un fond de respect pour les institutions et un goût pour le stable, qui permettent encore à nos petits soldats bleus de se promener, mains en poche, devant les tableautins si plaisants dont les A. F. détiennent la recette. Et quelle joie pour nous, les vétérans, de savoir que peignent encore les Chocarne-Moreau (enfants de chœur et marmiton se jouant avec un cacatoès, dans l'atelier de feu Vibert), Pharaon de Winter, de Lille, portraitiste austère, le cher M. Benner (des Alsaciennes, qui, heureusement, ne pleurent plus !). Louis Béroud, l'ancien copiste du Louvre qui nous donne un *Léonard de Vinci et la Joconde* ; M. Bompart, le vénitien continuateur de Ziem ; le fils Berne-Bellecour, très guerre, de tradition 70-71 ; Didier Pouget et ses bruyères en Dordogne. M. Geoffroy, dit Géo,

et ses pauvres gosses, aujourd'hui d'authentiques réfugiés ; Gorguet, Jonas (le portraitiste médaillé du front), La Lyre et sa *Vérité dévoilée*; les bergères de Laugée ; deux Byzantins de J.-P. Laurens ; Edg. Maxence et son auréolée *Mater amabilis* ; Renard, le portraitiste des vieillards ; Elisabeth Sonrel, Tanoux, Umbricht, Vignal.

Bréauté, dont le poétique *Hommage de la République au docteur et sénateur Reymond* suppose une connivence bien mystérieuse des salles d'hôpital et de la lune ou du soleil, pour éclairer le visage des mourants ; Barillot qui n'a rien oublié de l'anatomie des vaches et les modèle avec autant de précision qu'en 1880. M. Brispot, qui a toujours eu le mot pour rire, doit être particulièrement satisfait de son *Chez l'antiquaire*.

Marcel Béronneau, Patricot et Beaury-Saurel, hardie comme un page, solides portraits de célébrités, et Cayron, le furtif déshabilleur d'aimables mondaines autant que madame de Bourrillon-Tournay et cet Azema, de l'Opéra-Comique, qui même en période de restrictions obtiendra de son marchand de couleurs assez de vermillons, de laques fines, et de jaunes précieux pour colorier des intérieurs de cathédrale, grandeur nature, avec lutrins, vitraux, enfants de chœur et chantres, au premier plan, légèrement héroïques de proportion ; et les nageuses transparentes de M. Paul Chabas ! Et que dire de M. Rousseau-Decelle pour sa scène patriotique à la Béraud, ouvrage de l'esprit le plus fin et du sentiment le meilleur qui nous présente une scène parlementaire où, dans les proportions d'une toile de chevalet, sont rassemblés, selon un ordre très clair et logique, des éléments d'intérêt puissant mais un peu disparates, telle la tribune où préside M. Paul Deschanel, celle où harangue M. G. Clemenceau, toute l'Alsace et un champ de bataille qui se distinguent parmi les sièges de MM. les députés comme une fumée qui s'animerait et prendrait la forme de poilus mourants, d'Alsaciennes à grands nœuds de tête. Tout en haut de la composition trônent Mars, Vénus et Minerve peut-être. On ne saurait nier que le *sujet* compte pour quelque chose dans l'agrément dont se prévaut une toile peinte, ou un groupe de sculpture. La guerre a inspiré quelques monuments de marbre ou de pierre, et mul-

tiples pages peintes, ternes fresques commémoratives de l'épopée, d'un faire consciencieux et modéré selon le génie républicain.

***

Dans ces galeries bien tendues de tapis molletonnés, drapées par un grand magasin — qui expose des meubles et des tapisseries anciennes pour Nouveaux Riches sans guide et met à l'usage du public écritoires, papier à lettres et fauteuils douillets, pour qu'on s'y assoupisse entre deux bains d'art — Baudelaire se sentirait tout de même un peu dépaysé; on y surprend des propos étonnants; les personnes qu'on voit s'y mouvoir, que l'on ne reverra plus d'ici un an, sont venues de la province, ou de leurs quartiers parisiens un peu éloignés ; on ne sait d'où, ni à quelle classe il appartient, ce vaste public de la Société des Artistes Français; excellentes gens aussi qui en font partie, sociétaires, médaillés, familles dont toute l'existence gravite autour de M. Cormon, après avoir eu pour chef M. Bouguereau et bien d'autres valeureux capitaines. On se sent très vacant, un peu touriste Cook de langue étrangère dans ce milieu de saine et fructifère camaraderie gauloise de gens ayant des réputations locales, des clientèles locales, des allures locales, pas moins « clocher de mon village » d'ailleurs que les pensionnaires de la maison Druet, de ces MM. Bernheim, de madame Weil, ou de Barbazanges, des « Feuilles d'Art », enfin de toutes les firmes d'avant-garde qui ont aussi un public à elles, avec son langage, et également enfermé dans un syndicat d'admiration mutuelle. La société parisienne est ainsi faite de sectes qui s'ignorent l'une l'autre et qui, chacune, est une puissance dans l'État.

Pour pas mal de milliers de peintres, M. Cormon est un pape et président de République. Cet ordre de choses est extrêmement réconfortant ! Je comprends que MM. Friant, le Nancéen, et Dagnan-Bouveret se soient démis de la *Nationale* pour rallier cette division de fer, où l'individu doit se sentir protégé, jouit de l'observation des hiérarchies, dans une citadelle moyenâgeuse où néanmoins l'esprit démocratique et « libéral » règne. Les héros de 20e corps, en repos

pendant la guerre dans ma région, m'ont seuls donné une aussi grande impression de liberté dans la discipline, d'union sacrée.

*
* *

Le Salon d'Honneur des A. F.

Les journaux m'avaient appris que la pièce capitale des assises de 1920 était les *Funérailles d'un Chef gaulois*, panneau d'un kilomètre carré, commandé par l'État à M. Cormon, *sans destination*, et dans le seul dessein de faire plaisir à cet académicien. Il a été souvent question de cette affaire, cette commande inexplicable et injustifiée en ces temps de crise financière créant un scandale (même, dit-on, parmi les sociétaires A. F. si blasés qu'ils soient dans cet ordre bureaucratique des choses), mais depuis que le public est admis à considérer le résultat, cette commande est jugée plus sévèrement encore, pas tant à cause de son métrage que de sa flagrante médiocrité. Ces grandes machines-là étaient de mode jadis, mais leurs auteurs, les Cognet, les Paul Delaroche étaient des maîtres, en comparaison avec M. Cormon, et le fils du vieux Robert Fleury, avec ses *Derniers jours de Corinthe*, révélait plus de talent. Ils sont d'une faiblesse insigne, ces Gaulois faisant brûler un chef sur le bûcher ; mais tant qu'il y aura des académies et des académiciens, des peintres, qui se croient savants, prendront de tels prétextes pour montrer qu'ils ont appris l'anatomie et l'histoire. Dans quels locaux pourra-t-on remiser cette gigantesque « platitude »?

En faisant le tour de la salle d'honneur, je notais des plafonds (l'un de M. Tardieu) pour un théâtre, puis une autre toile de M. Finez presque aussi grande que le Cormon, et représentant des animaux, c'était comme en 1914, comme en 1900, comme en 1889.

« Ce Salon doit être plein de compositions guerrières, pensions-nous, sinon ou irions-nous les chercher? » Mais déjà las de piétiner dans ce salon d'honneur à la recherche d'un bout de peinture qu'on pût louer, comment ai-je eu le cou-

rage de repartir dans un autre sens à la chasse des tableaux de guerre?

***

A chaque vernissage, des philanthropes, des savants en économie politique, des curieux de statistique, nous demandent : « Où tout cela peut-il aller? » Voici, en effet, un de ces problèmes qui intriguent comme le phénomène qui assure un certain nombre de voyageurs à chaque train ou tramway en partance.

Un colonial me disait récemment qu'il connaissait en Birmanie (je crois bien ne pas me tromper, mais c'est peut-être ailleurs) un puissant chef, possesseur d'un immense palais, que j'imagine à la façon de ceux que les frères Tharaud nous décrivent dans leur *Marrakech ou les Seigneurs de l'Atlas*. Ce chef, un vieillard déjà, fait acheter depuis quarante ans, à chaque Salon parisien, des toiles encadrées d'or, si bien qu'il est probable qu'en prenant le café chez ce noble Africain ou Cochinchinois (je ne puis préciser), vous apercevez une danseuse au pastel de Comerre, ou de Carrier-Belleuse, un feutre à plumes de Roybet, ou un gâte-sauce de Chocarne-Moreau, allumant sur la place de la Concorde une cigarette au mégot d'un petit Italien, porteur de moulages en plâtre.

Il ne faut donc pas s'alarmer. Cette production a sa place en Birmanie, dans les Amériques les plus inaccessibles, jadis chez le sultan du Maroc, chez les reines Pomaré et les présidents de Républiques équatoriales, un peu partout en France aussi, puisque, dans mon village, j'ai fait racheter par un enrichi de la guerre, à une nouvelle pauvre, des natures mortes signées d'un nom inconnu, mais cependant « *hors-concours* » et qui avait donc eu son heure de gloire, attestée par le petit papier jauni sur le cadre : *H. C.*

Ce qu'on expliquerait moins aisément, ce serait qu'un aussi notable chiffre de praticiens en peinture aient gardé les mêmes modèles, les mêmes accessoires d'atelier, les mêmes cadres, pendant un demi-siècle et qu'aussi, après le bouleversement universel dû à la guerre, pour ces heureux génies,

et seulement autour d'eux, choses et gens s'affirment immuables comme leur pensée même. Il y a là une association compacte, plus solide que la franc-maçonnerie; et un air qui les conserve en les pétrifiant à l'instar de ces eaux où l'on plongeait des corbeilles de fruits, délicieux souvenirs que je garde encore de mon enfance.

Quoi qu'on en ait, reconnaissons quelque chose d'assez noble, d'assez vénérable, dans une institution si solide, où les vieux lutteurs restent sur la brèche, ainsi que les cadets semblant défier les caprices du siècle et nier également le Progrès et l'école des musées et des Maîtres, et perpétuent un je ne sais quel style d'innommablement bizarre dans son goût de plus en plus démodé, l'on dirait le comble du désintéressement et invendable — néanmoins de débit sûr, comme du chocolat en tablettes ou du tabac caporal.

Je m'étonne qu'un romancier n'ait pas étudié cette caste stupéfiante, ni que M. Henri Bataille, A. F., lui-même exposant, peintre brillant et habile (ainsi que le prouve son *Phalène* en ce Salon), n'ait pas conçu pour la scène quelque drame poignant et comique à la fois, se déroulant entre quelques-uns de ces fossiles de l'art et du commerce. Il y aurait là une psychologie de caste et de métier assez tentante pour un analyste (et plus peut-être encore dans le roman que dans le drame), bien davantage intéressante que le snobisme de « l'avant-garde », et plus cocasse !

On comprend chez les A. F. pourquoi les cégétistes ont tant de peine à mettre par terre la société bourgeoise; et les malentendus, et les luttes et les redites sempiternelles de ce qui est pour nous des truismes, mais qui pour des milliers de voisins à nous, de concitoyens, de contemporains, demeure « la mer à boire ».

Et c'est dans la section d'Art religieux des A. F., comme dans neuf cent quatre-vingt-dix-neuf sur cent des ouvrages inspirés par la guerre, que nous rencontrons la meilleure preuve de l'inamovibilité d'un point de vue confraternel de classe et de tribu, même, quand cette guerre leur apportait douleur et violents soubresauts de sensibilité.

Ceux de ces messieurs, assez émus pour se battre, ont peut-être senti la guerre, mais ils l'ont rendue comme M. Chocarne-

Moreau ses « Place de la Concorde » ou comme M. Didier-Pouget ses bruyères. On approuve qu'un Georges Scott continue la tradition de Detaille, à son âge; que M. Flameng soit resté lui-même, en tant que peintre militaire, et l'on ne peut qu'applaudir au succès qu'ont ses aquarelles à la Vignal, si modestes et si sincères. Mais que dire de la composition ambitieuse, *le Sauveur*, de M. Lucien Jonas ? Pourtant, sous la mitraille, M. Jonas, vaillant, peignit ; pour ce portraitiste officiel, tout héros de la veille posait sur le front, ou non loin. Or, la guerre qu'en marqueront, qu'en retiendront pour l'avenir ces images nées dans la tranchée presque? Impavide, d'un admirable sang-froid, est cet artiste qui travaille au son du canon comme enfermé tranquillement dans sa rue Cothenet.

Je sais des critiques d'art, jeunes et à peine démobilisés, qui se proposent de consacrer des articles d'invectives et de sarcasmes à la section guerre de la Société des A. F. L'un d'entre eux, glorieux lui-même, que j'aperçus écrasé sur un pouf devant un *Deuil* de P. E. Dubois, ou *Per crucem ad Crucem* d'Aublet, ou *Protestataires et Libérateurs* de J. Aubert (je ne me souviens plus de la salle où nous nous rencontrâmes), se commit à des paroles que la décence m'empêche de rapporter, car ils étaient plus de la tranchée que cet *Ils dorment* de Geo Michel, l'une des rares toiles militaires qui expriment une émotion, et fleurent la capote usagée, évoquant une heure auguste de souffrance humaine. N'ayant aucun goût pour railler la bêtise, l'insensibilité de ces fâcheux entrepreneurs d'ouvrages patriotiques (à vous rendre internationalistes), bornons-nous à signaler le travail propre, bien composé, sérieusement étudié, comme une épure d'architecture, que M. G. Leroux appelle « *1918*, triptyque », c'est la Victoire ; le texte du dernier « Communiqué » officiel, si émouvant à lui seul, est inscrit sur une muraille et les plus significatifs profils de soldats, fantassins, cavaliers, officiers, aumôniers saluent. Cette « page » est honorable et décente...

Faut-il encore, et pour finir, parler de la Section d'Art religieux ?... Non. Ce sont les mêmes formules, une égale pauvreté de tempérament, un manque de conviction très choquant : la médiocrité de l'âme et du métier.

En manière de conclusion, ne pourrait-on pas faire remarquer que l'espèce de sérénité avec laquelle les quatre mille quatre cent soixante-quatorze (4 474) objets d'art du catalogue (Société des A. F.) se présentent aux clients de ces fournisseurs patentés, apporte une contradiction flagrante aux pessimistes qui voient la société empoisonnée par l'art? Et c'est la pérennité assurée des grandes institutions de l'État.

JACQUES-ÉMILE BLANCHE

L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE

DE LA DÉMOCRATIE ALLEMANDE

LES INDUSTRIELS

Les industriels allemands sont parvenus à se grouper et à s'organiser au milieu même des troubles économiques et des luttes sociales qui ont bouleversé l'Allemagne depuis le mois de novembre 1918. Ils possèdent aujourd'hui deux vastes associations, solidement constituées, aux attributions précises, au champ d'activité nettement délimité. L'une, l'*Union Centrale de l'Industrie allemande* (*Reichsverband der Deutschen Industrie*), a un caractère purement économique; l'autre, la *Fédération des Associations d'Employeurs* (*Vereinigung der Arbeitgeberverbande*), a un caractère exclusivement social. D'autres organisations industrielles allemandes, officielles comme les Chambres de commerce ou privées comme la Ligue de la Hanse, ne jouent plus désormais qu'un rôle secondaire.

***

Dès le temps de guerre, les industriels allemands avaient éprouvé le besoin de s'unir plus étroitement qu'auparavant. Ils voulaient d'une part utiliser au maximum les forces écono-

miques du pays dans la lutte contre l'Entente, d'autre part préparer le passage de l'industrie de l'état de guerre à l'état de paix. Ils n'étaient cependant pas parvenus, quand survint la débâcle, à obtenir des résultats importants.

Le *Conseil de l'Industrie allemande*, qui avait été créé le 25 octobre 1916, ne représentait pas à proprement parler une association économique des industriels allemands, mais seulement la réunion de trois groupements distincts et presque rivaux, le *Centralverband Deutscher Industriellen* ou Association de l'Industrie productrice de fer, le *Bund der Industriellen* ou Association de l'Industrie qui travaille le fer, et la « Société pour la Défense des intérêts de l'Industrie chimique ». La *Fédération des Associations d'Employeurs*, qui avait été également créée dès 1916, en fusionnant trois grandes associations patronales, n'avait ni l'importance ni le caractère que possède la Fédération des Associations d'Employeurs d'aujourd'hui.

C'est seulement après la défaite militaire et en présence des désordres révolutionnaires, que les industriels allemands se sont décidés à accomplir un effort sérieux pour concentrer leur activité et fixer avec précision leur ligne de conduite.

* * *

Les industriels allemands avant la guerre ne s'occupaient pas de politique. Dans la nouvelle Allemagne démocratique, ils continuent à se tenir à l'écart des luttes de partis. Les Parlements allemands sous l'Empire ne comptaient que peu ou point de membres de l'industrie. Dans les Reichstag de 1907 et de 1912 la proportion était la suivante :

	Reichstag de 1907	Reichstag de 1912
Droite........	14 sur 115 députés	1 sur 72 députés
Libéraux	14 — 109 —	3 — 92 —
Centre.......	3 — 133 —	1 — 123 —
Au total......	31 sur 357 députés	5 sur 287 députés

Dans l'Assemblée nationale élue au mois de janvier 1919, les chiffres sont restés à peu près les mêmes :

Parti national allemand......	2	industriels
Parti populaire allemand......	3	—
Démocrates..................	6	—
Centre	4	—

Soit 15 industriels sur 421 députés.

Les grandes organisations industrielles, qui ont été créées depuis la Révolution, proclament hautement leur « neutralité » à l'égard des luttes de partis. Elles suivent en cela l'exemple des syndicats ouvriers, même des syndicats socialistes. Il serait d'ailleurs difficile de trouver même aujourd'hui une association corporative ou professionnelle allemande qui eût un caractère à proprement parler politique ou qui consentît à s'intéresser aux choses de l'État. *Les industriels allemands s'occupent avant tout de la défense des intérêts de l'industrie.* Ils veulent reconstruire l'édifice économique que la défaite et la révolution ont détruit. Ils se déclarent prêts pour y arriver à travailler en commun accord avec les nouveaux dirigeants de l'Allemagne et surtout à collaborer avec la classe ouvrière. Cette intention, manifeste déjà au début de l'année 1919, est apparue encore plus nettement depuis le mois de juin, époque de la publication du Traité de Versailles. L'œuvre de reconstruction a pris du fait du Traité une importance nouvelle. La mise à exécution des clauses économiques qu'il renferme est désormais appelée à constituer en quelque sorte comme le premier stade de la restauration économique du pays. En présence d'une aussi vaste tâche, quelle importance peut-il y avoir à ce que l'Allemagne soit une république ou une monarchie ? La nouvelle constitution d'Empire du 11 août 1919 est rendue sans valeur pratique par le Traité de Paix. Une toute petite phrase presque perdue au milieu de l'article 178 de la constitution stipule que « les dispositions du Traité de Paix signé à Versailles le 28 juin ne seront pas touchées par la constitution d'Empire ». Une telle prescription, déclarent les industriels allemands, suffit à frapper de nullité les dispositions les plus importantes de la nouvelle constitution républicaine.

Il faut donc songer d'abord à se libérer le plus rapidement possible des lourdes obligations contenues dans le Traité de Versailles. « Nous avons signé le Traité, écrit le grand industriel Charles Frédéric de Siemens dans la *Gazette de Voss* du 26 novembre 1919, nous avons en même temps fait remarquer qu'il n'était pas exécutable dans toutes ses parties. Nous avons toutefois promis de faire notre possible pour nous acquitter des charges qu'il nous impose. »

C'est à cette double tâche nationale et économique du relèvement de l'Allemagne et de la mise à exécution du Traité que se consacre aujourd'hui l'*Union Centrale de l'Industrie allemande.*

***

L'« Union Centrale » a été fondée à Iéna le 12 février 1919. Elle s'est constituée définitivement à Berlin le 8 octobre dernier. A sa tête se trouvent placés une commission générale de 140 délégués et un comité directeur de 60 membres. On relève dans la liste des membres du comité directeur les noms d'industriels bien connus, Hugo Stinnes, Charles Frédéric de Siemens, président du comité directeur des usines Siemens-Schuckert, Ernest de Borsig, Félix Deutsch, directeur de la Société générale d'Électricité, Bosch, etc. Le président d'honneur de l'Union est le grand industriel Kurt Sorge, membre de la direction des usines Frédéric Krupp ; le président effectif, un ancien fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères, le docteur Simons, qu'on dit fort expert et fort habile.

L'« Union Centrale » se décompose en 25 groupes différents correspondant aux diverses branches de l'industrie : mines, industrie métallurgique (neuf groupes), industrie du bois, cuir et chaussures, matériaux de construction, bâtiment, verre et céramique (2 groupes), industrie chimique, papier, industrie textile, vêtements, huiles et graisses, objets de consommation (3 groupes), transports.

Avec beaucoup d'habileté et de discrétion, sans bruyante campagne de presse, l'*Union Centrale de l'Industrie allemande* s'est mise aussitôt à l'œuvre. Elle a constitué à cet effet deux commissions d'études, une commission chargée des questions

économiques et une commission chargée de l'exécution des clauses du Traité de Paix.

Dès la publication du Traité, l'« Union Centrale » publiait une petite brochure intitulée : *Ce que l'industriel doit connaître du Traité de Versailles.* La brochure contenait toutes les clauses du Traité, qui intéressent l'industrie allemande ; chaque clause était accompagnée d'un commentaire explicatif. Quelque temps après, le 31 janvier 1919, l'Union envoyait un long télégramme au président d'Empire Ebert et au président du Conseil Bauer, où elle les engageait à prendre sans tarder toutes décisions utiles pour préparer la mise à exécution du Traité. « Les obligations qu'imposent à l'État allemand les articles 231 à 244 du Traité de Paix constituent la tâche la plus vaste et la plus difficile qu'aucun peuple eût jamais eu à accomplir. Elle ne pourra être entreprise et menée à bonne fin que si le gouvernement fait le plus large appel à l'ensemble même des forces économiques du pays. Il est absolument indispensable qu'il les groupe en un solide faisceau. »

L'Union proposait en conséquence la constitution d'un commissariat d'Empire, indépendant de tout ministère, qui aurait son budget propre. Ce commissariat prendrait seul toutes mesures relatives à l'œuvre de réparation. Le commissariat proposé est devenu le 5 octobre 1919 le ministère d'Empire de la Reconstruction. Une commission spéciale a été constituée par l'Union auprès du nouveau ministère pour l'aider et le guider dans ses travaux.

***

En raison des excès révolutionnaires et des exigences de la classe ouvrière, l'œuvre de restauration économique proprement dite se présentait dans des conditions particulièrement difficiles. Les industriels allemands ont su l'entreprendre avec décision et avec méthode.

Ils se sont appliqués dès le début à séparer avec soin le domaine économique du domaine social. Dans le domaine social en effet la lutte n'était pas égale. La classe ouvrière allemande possède depuis de longues années ses organisa-

tions, ses chefs, son programme, sa tactique. Il était à craindre qu'elle ne profitât de cette supériorité pour exagérer ses prétentions et vouloir régner souverainement dans le domaine économique. Les industriels allemands se préoccupèrent aussitôt de trouver le moyen de parer au danger. Renonçant à lutter avec l'ouvrier sur le terrain purement social, par contre ils résolurent de s'opposer énergiquement à tout empiétement grave de la classe ouvrière dans le domaine économique. L'entreprise était d'autant plus aisée que les ouvriers étaient de leur côté mal préparés à se constituer en groupements économiques solides. Depuis le mois de novembre 1918, ils discutent encore sur la manière de constituer leurs « Conseils », sur leur caractère, sur leurs attributions, sans parvenir à s'entendre. Les uns voudraient faire des conseils des organes purement économiques, les autres des groupements à la fois politiques, économiques et sociaux, qui gouverneraient l'Allemagne. A l'égard des conseils d'ouvriers, les industriels allemands ont pris une attitude très décidée : ils n'acceptent pas de reconnaître la collaboration de l'ouvrier et du patron à l'usine, pour la raison que l'activité du chef d'industrie s'en trouverait paralysée. Mais il leur semble possible qu'employeurs et employés discutent ensemble des problèmes économiques d'ordre général sans qu'il en résulte un danger pour les libertés patronales.

C'est en vertu de ces principes que l'*Union Centrale de l'Industrie allemande* s'est opposée et s'oppose encore aujourd'hui de toutes ses forces à la constitution dans les usines de « Conseils d'Ouvriers », qui posséderaient à côté de droits sociaux étendus certaines prérogatives d'ordre économique; tandis qu'elle réclame avec insistance la convocation d'un *Conseil économique d'Empire* où les représentants des ouvriers et des patrons examineraient ensemble, conformément à l'article 165 de la nouvelle constitution républicaine, « les projets économiques d'importance fondamentale, que le Gouvernement aurait l'intention de soumettre au parlement ».

L'industriel Steinmann-Bucher déclarait encore tout récemment dans son livre sur la socialisation : « Le Conseil économique d'Empire doit être le centre de notre vie économique, la base même de la politique de l'Allemagne à l'avenir. »

Le 2 août 1919, l'« Union Centrale » envoyait au président du Conseil et au président d'Empire un télégramme, où elle demandait que des mesures immédiates fussent prises pour la convocation de ce Conseil. Le 15 août, l'industriel Albert renouvelait en termes pressants la demande de l'Union Centrale au Reichstag. Au début du mois de décembre 1919 seulement, le ministre d'Empire des Affaires économiques, le socialiste majoritaire Robert Schmidt, accédait à ces demandes réitérées. Un « Conseil économique d'Empire provisoire » va être constitué à bref délai. Le numéro du *Moniteur d'Empire* du 4 décembre 1919 en donnait la composition. Il comprendra 200 membres, dont 46 de l'industrie et 46 de l'agriculture. Le commerce, les transports, les professions libérales y seront également représentés. Le Conseil économique provisoire est destiné à devenir la deuxième Chambre de la République Allemande : la Chambre du Travail. On peut prévoir que les industriels s'efforceront de l'opposer constamment à la Chambre politique proprement dite : le Reichstag, — et de lui assurer même une influence prépondérante dans l'Empire.

***

Les industriels allemands ne possédaient pas avant la guerre d'organisations à opposer aux syndicats ouvriers. Les associations patronales ou associations d'employeurs ne représentaient avant la révolution de novembre que des organes de défense et de protection. Elles servaient à garantir l'industriel contre le danger de grève, en lui fournissant les moyens de l'éviter, d'en limiter les conséquences, en l'indemnisant même en cas de dommages graves. Elles lui procuraient en même temps toute facilité pour recruter sa main-d'œuvre.

La *Fédération des Associations d'Employeurs* telle qu'elle a été reconstituée depuis novembre est destinée à jouer un rôle beaucoup plus vaste. Au milieu même des émeutes révolutionnaires du 15 novembre 1918, à Berlin, les industriels allemands ont signé avec les chefs des syndicats ouvriers une convention d'après laquelle ils reconnaissaient les organisations syndicales comme les représentants légitimes de la classe

ouvrière et s'engageaient à fixer dorénavant avec elles les conditions dans lesquelles seraient employés les travailleurs. La tâche principale de la fédération va donc consister désormais à établir avec les délégués syndicalistes des espèces de contrats appelés « tarifs », où seront fixés les salaires, les heures de travail, les mesures d'hygiène, la répartition et le mode d'exécution du travail.

La Fédération n'était pas encore, à la fin de l'année 1917, définitivement constituée. Elle n'en avait pas moins dès cette époque exercé avec succès son action dans la conclusion de nombreux tarifs. Après avoir été obligées jusque-là de céder à presque toutes les exigences syndicales, les associations patronales avaient réussi au cours des derniers mois de l'année 1919 à remporter quelques avantages. Dans de nombreuses régions industrielles, particulièrement en Westphalie, en Prusse rhénane et dans les ports, le travail à la tâche a pu être rétabli pour certaines branches d'industrie (industrie métallurgique, mines, chantiers maritimes). Les industriels sont également parvenus à faire admettre par leurs ouvriers dans bien des cas une interprétation plus large de la journée de huit heures.

La « Fédération des Associations d'Employeurs » a également aujourd'hui pour tâche de défendre les intérêts de l'industrie lors de la rédaction et du vote des lois déterminant le droit ouvrier. Elle n'a guère eu l'occasion jusqu'ici d'exercer son activité en ce sens. Le ministère d'Empire du Travail, que dirige le syndicaliste socialiste majoritaire Alexandre Schlicke, travaille depuis de longs mois à la rédaction d'un nouveau code du travail, mais on ne sait pas encore à quelle date il aura terminé ses travaux. Les réformes accomplies jusqu'ici par Schlicke, incomplètes et hâtives, n'ont qu'un caractère provisoire.

Comme les conditions de travail varient sensiblement en Allemagne d'une contrée à l'autre, l'organisation intérieure de la Fédération est surtout une organisation régionale. Il existe dans chaque province et dans chaque État un organe central qui a seul qualité pour décider et pour agir dans la sphère d'action qui lui est attribuée. Une commission générale des tarifs siège à Berlin. Elle ne fait que centraliser les

informations envoyées par les groupements de province et rassembler les renseignements qu'ils fournissent sur les revendications formulées par les ouvriers et sur les tarifs conclus.

La Fédération s'est considérablement développée depuis le mois de novembre 1918. Elle comprenait, en octobre 1919, 127 associations et 461 sous-groupements. Ces chiffres ont sensiblement augmenté depuis. La Fédération d'avant-guerre ne comptait que 61 associations et 249 sous-groupements.

L'Union Centrale de l'Industrie allemande et la Fédération des Associations d'Employeurs se sont choisi le même président, le grand industriel Kurt Sorge. Les deux organisations n'en veillent pas moins avec le plus grand soin à ne pas confondre leurs attributions respectives. Associations économiques et associations sociales ne peuvent d'ailleurs être organisées sur les mêmes bases. Les unes groupent et centralisent les intérêts divers, propres à chaque branche d'industrie, les autres tiennent compte du caractère particulier de chaque spécialité professionnelle et de chaque région.

***

Les industriels allemands apportent à séparer le domaine économique et social du domaine politique proprement dit le même soin qu'ils mettent à distinguer le domaine économique du domaine social. Ils savent bien qu'il leur est impossible dans les circonstances présentes d'entamer la lutte avec leurs ouvriers et leurs employés sur le terrain politique. Ils sont aujourd'hui à peu près impuissants contre les masses socialistes. Ils ne peuvent absolument rien contre la coalition syndicaliste, l'union, complète depuis la révolution, des syndicats socialistes, des syndicats libéraux ou syndicats Hirsch-Duncker et des syndicats chrétiens. 15 représentants de l'industrie seulement siègent à l'Assemblée nationale à côté de 75 syndicalistes. Les deux principaux ministères, le ministère du Travail et le ministère des Affaires économiques, sont occupés par des chefs de syndicats, Alexandre Schlicke et Robert Schmidt. Même s'ils prenaient une part active à la lutte politique, les industriels allemands n'arriveraient guère à envoyer qu'un nombre très réduit de leurs représentants aux assem-

blées parlementaires. Les industriels sont condamnés pour de longues années à ne constituer qu'une infime minorité politique. Ils ne peuvent engager le combat que sur le terrain économique et social. La lutte sur ce terrain se présente pour eux dans des conditions plus favorables.

Au mois de novembre 1918, les représentants de l'industrie allemande décidèrent, sur l'initiative des industriels du Rhin, non seulement de reconnaître les syndicats et de régler avec eux les conditions de travail, mais aussi de créer avec leur collaboration tout un vaste ensemble d'associations communes (Arbeitsgemeinschaften) composées à nombre égal de délégués des ouvriers et des patrons. Ces associations devaient être chargées de discuter non seulement le règlement des conditions de travail mais aussi les grands problèmes économiques à l'ordre du jour. Grâce à l'appui de syndicalistes notoires, comme Legien, Cohen, les industriels purent immédiatement passer à la réalisation de leur dessein. La constitution définitive de l'organisation commune a duré un peu plus d'un an. Elle a été achevée le 12 décembre 1919.

L'avantage que les industriels retirent de la création de ces nouveaux organes apparaît au premier coup d'œil. A l'intérieur des associations communes, les industriels ne sont plus en état d'infériorité comme dans les assemblées parlementaires. Ils disposent du même nombre de voix que les ouvriers. Ils peuvent même dans les sections économiques des associations profiter de leurs avantages, des moyens d'action et d'information dont ils disposent, moyens bien supérieurs à ceux que possèdent les délégués ouvriers.

L'ensemble des associations communes a été groupé et organisé de la manière suivante. Chacune des vingt-cinq branches de l'industrie a formé au cours de l'année 1919 son association commune ou *Arbeitsgemeinschaft*. La métallurgie avait déjà créé la sienne dès le mois de décembre 1918. Chaque association se compose à la fois d'organes régionaux réglant les conditions de travail et de toute une série de groupes techniques chargés d'étudier les questions proprement économiques (répartition et réception des commandes, achats de matières premières, exportation et importation, conclusion de traités de commerce, etc.).

A la tête de l'ensemble se trouvent placés un comité directeur et une commission centrale. Le comité directeur a été formé dès le mois de décembre 1918. La commission centrale vient seulement d'être constituée. Elle comprend 296 membres. Elle a recruté elle-même dans son sein une commission restreinte chargée d'expédier les affaires courantes, ainsi que plusieurs commissions d'études particulières.

Les principaux organisateurs des associations communes ont été, du côté des patrons, le docteur Reichert, secrétaire général de l'association des industriels du fer et de l'acier, du côté des ouvriers le syndicaliste Adolphe Cohen, ancien président de la section berlinoise des ouvriers en métaux et membre important de la commission générale des syndicats.

On pourrait aisément se méprendre sur le caractère de la collaboration entre ouvriers et patrons, telle qu'elle a été réalisée dans les associations communes. Les revues et journaux allemands, qui interprètent les sentiments de la nouvelle Allemagne, seraient volontiers tentés de faire de cette collaboration entre classes, de cette « union dans le travail », une sorte de grand principe démocratique particulier à la république socialiste allemande, principe qui serait reconnu à la fois par la majorité des patrons et par l'ensemble des syndicats ouvriers, les syndicats socialistes, les syndicats libéraux et les syndicats chrétiens. En réalité la constitution des associations communes ne représente pas la réalisation d'un idéal mais seulement l'établissement d'un compromis. Elle résulte d'une communauté d'intérêts. Elle a fait l'objet d'un pacte spécial conclu le 15 novembre 1918 et signé à la fois par le syndicaliste Karl Legien et par l'industriel berlinois Ernest de Borsig. La communauté d'intérêts peut très bien ne pas être durable.

Le principe de la lutte de classes reste encore aujourd'hui le grand mobile déterminant en Allemagne. Au dernier congrès des syndicats, à Nuremberg, le 30 juin 1919, les syndicalistes de la vieille école, comme Legien, Cohen qui pourtant s'étaient faits au cours de la guerre les apôtres fervents de l'Union sacrée et n'avaient reculé devant aucun moyen après novembre pour triompher des meneurs révolutionnaires, ont tenu à déclarer de nouveau la guerre au capital détesté. Les industriels de leur côté ne cachent pas même aujourd'hui les sentiments

d'hostilité et de défiance qu'ils nourrissent à l'égard de la classe ouvrière. Ils s'exprimaient il y a quelques mois encore de la manière suivante par la plume d'un des leurs, Charles Frédéric de Siemens, dans la *Gazette de Voss* du 28 novembre soir : « Il n'est pas toujours possible d'apaiser par des négociations les conflits qui s'élèvent entre les patrons et les ouvriers. Il faut alors avoir recours à l'état de guerre, en la ciconstance à la grève. Nous ne parviendrons pas de longtemps à éviter les grèves dans la lutte qui se livre sur le terrain économique. L'état de paix est un idéal bien difficile à atteindre. Il n'en faut pas moins s'efforcer de s'en approcher le plus possible. »

Si le pacte du 15 novembre 1918 a été conclu, c'est d'une part parce qu'il procurait aux industriels le moyen de se prémunir contre les revendications exagérées du parti révolutionnaire, c'est d'autre part parce qu'il assurait aux dirigeants socialistes de la nouvelle Allemagne la collaboration des patrons pour la restauration de la vie économique du pays. Travailleurs et chefs d'industrie se sont prêtés un mutuel concours, avec concessions réciproques. Le caractère et l'étendue de ces concessions et de ce concours ont été soigneusement précisés dans le pacte.

Les industriels allemands se sont vite rendu compte qu'ils ne pourraient tirer pleinement parti des associations communes et utiliser en toute liberté la collaboration ouvrière que s'ils parvenaient à soustraire les nouveaux groupements au contrôle de l'État. Ils ont immédiatement réclamé que les associations communes ne fussent rattachées au Gouvernement que par des liens très lâches. Ils voudraient obtenir qu'elles s'administrassent elles-mêmes en toute indépendance et prissent de leur propre initiative toutes mesures utiles. Une résolution récente prise par l'association de la chimie et parue dans le bulletin de l'« Union centrale de l'industrie allemande », numéro du 6 septembre, est à cet égard extrêmement significative. L'association demande que l'autorisation d'importer soit délivrée exclusivement par les associations communes, sans que les représentants du commissaire d'Empire préposé à l'importation et à l'exportation aient à intervenir.

Les industriels allemands se plaisent à faire valoir auprès du Gouvernement et de la classe ouvrière que seuls des grou-

pements corporatifs aussi complets que les associations communes peuvent agir avec fruit dans le domaine économique. Les réformes économiques et sociales, répètent-ils, ne peuvent être entreprises selon l'impression du moment, elles touchent à trop d'intérêts positifs et vitaux pour être improvisées. Il faut qu'elles soient étudiées à part et réfléchies mûrement.

Toute cette argumentation spécieuse des chefs d'industrie cache mal leurs préoccupations secrètes. S'ils préfèrent s'entendre directement avec les ouvriers pour régler avec eux à l'amiable les questions de politique économique et sociale, c'est qu'ils espèrent ainsi tout à la fois leur enlever l'appui de l'État et leur ravir une partie de la toute-puissance politique qu'ils ont acquise avec la révolution de novembre.

Les efforts des industriels allemands ne se sont pas poursuivis sans succès au cours de l'année 1919. Ils n'ont pas fait en vain appel au patriotisme de l'ouvrier, à son goût de l'ordre, à sa crédulité et à sa timidité bien connues. Ce n'est guère que depuis quelque temps seulement que le prolétariat allemand commence à concevoir quelques inquiétudes. Pour la première fois le 5 décembre, un article du *Vorwærts* conseillait aux syndicalistes qui font partie des associations communes de se défier des manœuvres capitalistes. Le journal socialiste majoritaire renouvelait quelques jours plus tard, le 8 décembre, ce cri d'alarme ; enfin, le 22 du même mois, il consacra un long article à la convocation prochaine du Conseil économique provisoire d'Empire, où il semblait craindre que les intérêts de la classe ouvrière ne fussent pas suffisamment représentés : « Les syndicats ouvriers, au sein desquels seront recrutés les délégués ouvriers au Conseil économique, ne peuvent être comparés aux groupements économiques des industriels. Les secrétariats ouvriers, qui ont été constitués par les syndicats, ne sont encore que des organes purement professionnels. Ils ne représentent pas des intérêts de classe. »

Cette défiance tardive ne risque toutefois pas de compromettre l'existence des associations communes. Il n'est pas un seul ouvrier allemand, sauf parmi les socialistes indépendants et les communistes, qui, dans l'état actuel des choses, soit partisan de la lutte des classes poursuivie jusqu'à ses plus extrêmes conséquences. Elle perpétuerait le désordre et arrêterait le travail.



Il est possible aux industriels de se tenir à l'écart des luttes politiques. Il est impossible aux partis politiques de se désintéresser des questions économiques. Il est à cet égard intéressant de constater quels sont parmi les partis bourgeois ceux qui se préoccupent le plus de défendre les intérêts des chefs d'industrie, et de soutenir leur activité dans le cadre qu'il leur ont eux-mêmes fixé.

Parmi les quinze représentants de l'industrie au Reichstag, les deux plus importants, membres tous deux du bureau de l'« Union Centrale de l'Industrie allemande », sont monarchistes. Le premier, le docteur Alfred Hugenberg, directeur des usines Frédéric Krupp et président de l'Association des directeurs de mines de la Ruhr, est député national allemand de Posen. Le second, Albert Voegler, directeur général des mines et fonderies germano-luxembourgeoises, est député du parti populaire allemand en Westphalie. Les industriels, qui appartiennent à la fraction du centre et au groupe démocratique, sont peu connus.

Ce sont également les partis monarchistes qui se sont au cours de leur congrès le plus occupés de politique économique. Le parti démocratique a passé la plus grande partie de son temps à discuter sur l'opportunité de signer le traité de paix et de collaborer avec les socialistes. Le centre, lui, n'a pas encore depuis la Révolution jugé le moment venu de tenir ses assises. Au congrès du parti allemand (12-13 juillet 1919) Hugenberg et le syndicaliste chrétien protestant Behrens ont longuement parlé de l'industrie allemande et de ses besoins. Au congrès du parti populaire allemand (Leipzig 18-20 octobre 1919) Albert Voegler et le syndicaliste Streiter ont essayé de trouver quelques remèdes à la crise économique que traverse l'Allemagne.

Il convient toutefois d'établir une distinction entre l'attitude des deux partis monarchistes. La différence est déjà sensible, lorsque l'on considère la personnalité de leurs leaders industriels. Hugenberg est un politicien maladroit et brutal, Vœgler un économiste expérimenté et habile. Les récentes attaques

d'Hugenberg contre les projets de réformes financières du ministre Erzberger à l'assemblée nationale (15 décembre 1919) ont été critiquées par le parti national allemand lui-même.

Il est curieux que le parti populaire allemand ait été le seul parti qui ait consacré les séances de son congrès à l'élaboration d'un programme politique, et que, dans ce programme, les questions économiques et sociales tiennent une place prépondérante. Il y est en particulier beaucoup parlé des associations communes.

Il apparaît bien qu'Albert Voegler et avec lui tout le parti populaire allemand veuillent se faire désormais les champions de la réconciliation entre ouvriers et patrons et les défenseurs attitrés des associations communes. Les mots d'« Union dans le travail » sont inscrits sur leur drapeau à côté de celui de « monarchie ». C'est Albert Voegler qui organisa avec Hugo Stinnes la fameuse réunion du 6 octobre 1918, au Stahlhof de Dusseldorf, où les industriels rhénans décidèrent pour la première fois d'entrer en pourparlers avec les syndicalistes et de s'entendre avec eux. Les négociations se poursuivirent ensuite à l'Hôtel Continental de Berlin, elles aboutirent à la conclusion du pacte du 15 novembre 1918, dont nous avons déjà parlé.

Au Congrès national allemand, Alfred Hugenberg n'avait parlé de la collaboration entre ouvriers et patrons que pour montrer tous les obstacles qui s'opposent à sa réalisation. Il avait laissé le soin au délégué ouvrier Franz Behrens d'exposer du point de vue syndicaliste le caractère des associations communes. Ainsi, tandis que les autres partis bourgeois, monarchistes ou républicains, se montrent indifférents ou hostiles, le parti populaire allemand, lui, s'efforce avec beaucoup d'habileté et de décision d'accaparer à son profit cette question de l'entente entre employeurs et employés et d'en faire la marque de son programme.

Il n'est pas exagéré de représenter le parti populaire allemand comme le parti politique qui reflète le plus fidèlement l'opinion des milieux industriels. La majorité des chefs d'industrie sont encore aujourd'hui monarchistes. Ils restent persuadés qu'il n'est pas de plus sûr garant pour le succès de leurs entreprises et la défense de leurs intérêts qu'un État

fort, appuyé sur une bonne armée. Le parti populaire allemand a repris dans la nouvelle Allemagne le programme de l'ancien parti national libéral, qui était sous l'ancien régime le parti des industriels, et en maintient la tradition. Son chef, le docteur Gustave Stresemann, était il y a encore peu de temps le secrétaire général de la plus puissante association régionale industrielle, l'Union des Industriels saxons, qui compte plus de 6 000 membres.

Il n'est pas possible aux chefs d'industrie de se déclarer ouvertement pour la monarchie. Bien au contraire, comme ils se sont avant tout fixé pour tâche la restauration de la vie économique en Allemagne, ils se trouvent aujourd'hui placés dans la nécessité de travailler en commun avec les partis gouvernementaux ou républicains.

Parmi ces partis, les démocrates seuls, malgré les maladresses de leur politique et les imprécisions de leur programme, peuvent présenter des garanties suffisantes. Par principe, les socialistes sont naturellement l'objet des suspicions patronales. Quant au centre, il est, pour le moment du moins, trop soumis à l'influence des chefs ouvriers chrétiens ; il est aussi trop préoccupé de religion. Dans la *Gazette de Voss* du 26 novembre au soir, Charles-Frédéric de Siemens adressait un pressant appel au parti démocratique pour l'amener à défendre au sein du gouvernement de coalition les intérêts des industriels allemands. Les démocrates ont répondu à cet appel en faisant triompher une partie des revendications patronales, grâce à l'appui du centre, lorsque la commission parlementaire pour l'étude des questions sociales discuta le projet de loi sur les Conseils ouvriers dans les usines.

L'organe préféré des industriels allemands semble être, aujourd'hui, la *Gazette de Voss*, organe démocratique. Le directeur du journal, Georges Bernhard, économiste averti, mais théoricien autoritaire, reste toutefois en relations aussi bien avec les membres du parti populaire allemand qu'avec les socialistes de droite.

La majorité des industriels allemands ne s'est donc ralliée au parti démocratique que par opportunisme. Le parti démocratique allemand reste avant tout un parti d'employés, de petits commerçants et d'intellectuels. Ses chefs principaux

sont un ancien magistrat, Eugen Schiffer, aujourd'hui vice-chancelier, un haut fonctionnaire municipal, Erich Koch, ministre de l'Intérieur, et un commerçant de Hambourg, Karl Petersen.

Si, dans les circonstances présentes, les industriels allemands ne pouvaient adhérer ouvertement à la monarchie, ils ne pouvaient pas non plus, logiquement, soutenir le parti populaire allemand, dont l'activité se bornait à faire au gouvernement une opposition stérile. Depuis le congrès de Leipzig du 21 octobre 1919, le parti populaire semble vouloir renoncer à cette tactique peu avantageuse. Il annonce son intention de participer lui aussi à l'œuvre de restauration économique et présente un programme économique précis et pratique. « Il est bien peu important aujourd'hui, déclarait dans la *Gazette de Silésie* du 19 décembre le professeur Tafel, secrétaire du parti populaire allemand à Breslau, de savoir s'il vaut mieux avoir à la tête de l'État un Prince qu'un Président de République. Des questions beaucoup plus graves se posent pour l'Allemagne. Tous les gens raisonnables sont d'accord avec moi sur ce point. On n'est pas un homme perdu parce qu'on est républicain. Je dirai même que dans les circonstances présentes un républicain clairvoyant est plus utile qu'un monarchiste aveugle. Ce qui importe, c'est d'avoir au gouvernail de l'État des hommes honnêtes et compétents. »

Cette évolution du parti populaire allemand semble devoir le rapprocher du groupe des industriels, qui constitue en quelque sorte l'aile droite du parti démocratique. A la limite, la différence entre les deux groupements politiques ne sera pratiquement plus sensible.

***

Quoique depuis deux ans le délabrement économique de l'Allemagne, l'excitation révolutionnaire, l'extrême complication des problèmes politiques et sociaux, enfin la nécessité de reprendre le travail au plus vite eussent décidé les industriels à s'écarter des luttes politiques, pour cantonner leur action dans les domaines où leurs intérêts étaient plus immé-

diatement engagés — le domaine économique et par suite le domaine social —, il était à prévoir qu'ils se trouveraient nécessairement amenés à aborder malgré eux les questions de politique étrangère, que la guerre, l'armistice et le Traité de Paix ont mêlées plus étroitement que jamais à la vie du peuple allemand.

La méthode la plus sûre qui s'offre à l'Allemagne pour s'acquitter des obligations que lui impose le Traité consiste à pratiquer une politique étrangère extrêmement prudente et objective. Instruits par un an d'expérience et de critiques, par le spectacle des indécisions du Gouvernement, des passions personnelles et des préjugés des diplomates, les industriels allemands ne cachent pas leur dessein de ravir la diplomatie aux hommes politiques. Leurs représentants les plus éminents déclarent à qui veut les entendre que les rapports avec l'étranger ne peuvent être assurés que par des hommes d'une large et précise compétence, en particulier par des hommes parfaitement instruits de la vie économique allemande.

Sur ce point comme sur tant d'autres, le parti populaire allemand s'est fait une fois de plus l'écho des préoccupations du monde industriel. Le docteur Stresemann, chef du parti, a insisté longuement dans ses derniers discours sur la nécessité de purger la politique étrangère de son caractère étroitement « politique ». Le parti s'est efforcé en même temps de tracer les grandes lignes d'un programme de politique étrangère. Il s'est assuré pour cela des lumières d'un diplomate de carrière, qui a dirigé pendant la guerre, au ministère des Affaires étrangères, les relations avec la presse, le baron de Rheinhaben. Rheinhaben a exposé ses vues à la fois dans le bulletin du parti populaire allemand, *National-liberale Correspondenz* (n° 357), et dans la *Gazette de Voss* du 17 décembre matin.

D'après lui, la politique étrangère de l'Allemagne doit être uniquement dominée par la question du Traité de Versailles. L'attitude du Gouvernement allemand à l'égard du Traité de Paix doit être franche et loyale. L'activité tâtillonne et aveugle déployée par le présent ministre des Affaires étrangères, Hermann Müller, ne peut aboutir à rien. Le ministre socialiste majoritaire donne partout de la tête, se heurte à tous les

obstacles, fournit à chaque instant aux nations ennemies l'occasion de prétendre que l'Allemagne n'a qu'une intention : susciter des difficultés à l'Entente.

Nous devons manifester clairement, déclare Rheinhaben, notre volonté d'exécuter le Traité de Paix, dans la mesure où la chose nous est possible. Nous devons nous efforcer en même temps de collaborer avec la France sur le terrain économique au profit commun des deux nations. Nous devons tâcher de montrer à notre ennemie quels intérêts matériels nous lient à elle, aussi bien en ce qui concerne la reconstruction du nord de la France qu'en ce qui a trait au développement général de la vie économique des deux pays. Il serait vain et peu digne sans doute de vouloir chercher à gagner de vive force les sympathies françaises, mais il est possible d'établir de bons rapports entre les deux peuples sur la base du simple intérêt.

Sans doute Rheinhaben et les industriels allemands espèrent-ils, par cette attitude, gagner la confiance de la France et obtenir d'elle un adoucissement aux rigueurs du Traité de Versailles.

Rheinhaben se demande ensuite comment il sera possible à l'Allemagne, par une politique extérieure active et réfléchie, de *provoquer la revision du Traité.* Nous ne nous lasserons pas, dit-il, de réclamer la revision du Traité. Le peuple allemand tout entier n'a qu'une opinion sur ce point. Il ne lui est pas possible de vivre sous le régime de la paix de Versailles. — Or, pour en obtenir la modification, le diplomate allemand ne conçoit qu'une seule méthode : entrée aussi prochaine que possible de l'Allemagne dans la Ligue des Nations et rapprochement, au sein même de la Ligue des Nations, avec l'Amérique et avec la Russie.

L'attitude de l'Amérique à l'égard des nations européennes est pour le moment obscure. Il est probable toutefois qu'elle ne refusera pas dès aujourd'hui quelques secours à l'Allemagne. — Quant à la Russie, il est certain, affirme Rheinhaben, qu'une fois débarrassée du bolchevisme et soumise à un régime démocratique (il est impossible aujourd'hui de gouverner en Europe sans tenir compte des principes démocratiques), elle souhaitera aussitôt l'union avec l'Allemagne. *La collaboration russo-allemande est une nécessité vitale pour le peuple*

allemand. D'elle seule dépendra le développement du pays — développement économique d'abord, développement politique ensuite.

En commentant le programme proposé par Rheinhaben, la revue officielle du parti populaire allemand, *Voix allemandes* (*Deutsche Stimmen*, 7 décembre 1919), insiste également sur l'utilité d'une union entre la Russie et l'Allemagne. Elle fournira plus tard la base de tout un plan de campagne destiné à renverser la toute-puissance du capitalisme anglo-saxon.

Il importe donc pour l'Allemagne, que le Bolchevisme soit chassé le plus rapidement possible de Russie. Les industriels allemands sont prêts à subventionner toute entreprise qui se donnera pour tâche de mettre un terme au Gouvernement des Soviets. Il y a longtemps que certains d'entre eux entretiennent à grands frais la propagande antibolcheviste en Allemagne, laquelle abrite souvent des menées plus précises : réactionnaires, monarchistes, antisémites. La maison Frédéric Krupp et ses directeurs, Alfred Hugenberg, Kurt Sorge l'alimentent généreusement. Les industriels allemands ont d'autre part donné quelque argent et fait de larges promesses aux contre-révolutionnaires russes qui intriguent à Berlin et s'efforcent d'y préparer une expédition contre Moscou. Ils se rendent compte toutefois depuis deux mois que de tels projets ne peuvent être réalisés qu'avec le consentement de l'Entente. Ils font désormais dépendre les avances de fonds de l'acquiescement préalable des puissances alliées.

Ils préféreraient certes de beaucoup que l'Entente elle-même prît l'initiative d'une vaste opération à laquelle participeraient les troupes allemandes et les généraux allemands. Depuis de longs mois, des membres importants de l'industrie allemande agissent activement auprès des missions alliées, surtout des missions anglaises, pour qu'elles amènent leurs gouvernements à prendre les décisions nécessaires. On sait assez que de leur côté les généraux les plus connus, comme Hoffmann, Von Kluck et Ludendorf lui-même sont disposés à prêter leur concours à la grande croisade antibolcheviste et à se soumettre à un commandement interallié.



Il n'est pas sans intérêt, pour achever de définir l'attitude des industriels allemands depuis le mois de novembre 1918, d'étudier ce que sont devenues aujourd'hui les Chambres de commerce et leur organe central berlinois, le *Comité de l'Industrie et du Commerce*. C'étaient les Chambres de commerce qui représentaient pratiquement et légalement jusqu'à la révolution les intérêts de l'industrie et du commerce allemands. Elles ne semblent plus être aujourd'hui que des organisations surannées, qui continuent à se recruter d'après un système électoral vieilli.

Les Chambres de commerce ne pouvaient guère trouver de défenseurs auprès des industriels. Elles avaient le désavantage à leurs yeux de mélanger les intérêts différents de l'industrie et du commerce. Elles leur apparaissaient en outre, en tant qu'organisations reconnues par la loi, comme dépourvues de l'indépendance que réclame la situation présente. Elles avaient enfin ce grave défaut d'avoir été jusqu'à la guerre trop exclusivement soumises à l'influence prussienne. C'était le Comité de l'Industrie et du Commerce qui décidait sous l'ancien régime en commun accord avec le ministère du Commerce prussien de la politique économique allemande. Un rapport de la commission parlementaire prussienne du commerce et de l'industrie daté du 22 octobre 1919 et publié récemment dans la revue *Handel und Gewerbe*, organe des Chambres de commerce, constate avec amertume qu' « autrefois l'influence de la Prusse était déterminante dans la préparation des lois économiques. Le Comité de l'Industrie et du Commerce servait alors de conseiller aux autorités prussiennes. Aujourd'hui la Prusse n'a guère connaissance des lois économiques, même des lois les plus importantes, qu'après qu'elles ont été définitivement établies par les ministères d'Empire ».

Les Chambres de commerce voudraient continuer à jouer auprès du Gouvernement de l'Empire le rôle qu'elles jouaient autrefois auprès du ministère prussien. Elles ne cessent de se plaindre depuis plus d'un an auprès du ministère d'Empire des Affaires économiques, sous prétexte qu'il néglige de leur

assurer une représentation dans les organes économiques nouvellement créés. Le ministère n'a jusqu'ici pas tenu grand compte de ces récriminations. Il vient de décider toutefois que les Chambres de commerce auront à désigner les 12 délégués régionaux de l'industrie et du commerce du prochain « Conseil économique provisoire d'Empire ».

Il semble bien que désormais les Chambres de commerce soient destinées à jouer le rôle modeste d'organes chargés de défendre les intérêts économiques des États et des Provinces. Elles ont d'ailleurs reconnu elles-mêmes au cours d'une réunion tenue par leurs représentants à Weimar, le 7 octobre 1919, qu'elles étaient « des organisations régionales agissant en rapports étroits avec les gouvernements particuliers des États ». Elles n'en manifestent pas moins encore aujourd'hui à l'occasion l'impatience que leur cause l'impuissance où elles sont réduites. Elles se laissent volontiers aller à rechercher les moyens qui leur permettraient d'agir de nouveau sur la politique de l'Allemagne. Le 26 février 1919, la Chambre de commerce d'Arnsberg (Westphalie) émettait l'idée que les différents partis politiques devraient avoir leur commission économique particulière. Elle faisait valoir que le centre possédait déjà la sienne, que la section du parti populaire allemand de Hambourg allait en constituer une prochainement. Grâce aux commissions économiques, lesi ntérêts de l'industrie et du commerce pourraient être représentés directement à l'intérieur des partis et défendus plus efficacement au Reichstag. Les Chambres de commerce se réserveraient naturellement le soin de rechercher et de présenter les candidats convenables.

La Chambre de commerce d'Elberfeld, plus prudente, s'éleva contre la proposition d'Arnsberg, en montrant tous les dangers qu'entraînerait une union trop étroite de l'économie et de la politique. Le Comité du Commerce et de l'Industrie, intéressé par le débat, entreprit alors une enquête, qui n'est pas encore terminée aujourd'hui. Les Chambres de commerce de Bingen, Brême, Osnabruck, et une des deux Chambres de Hambourg se sont rangées jusqu'ici à l'avis d'Arnsberg; les Chambres de Cologne, Dresde, Carlsruhe, la deuxième Chambre de Hambourg, à celui d'Elberfeld.

***

Il existait avant la guerre à côté des Chambres de commerce une sorte d'association de combat de l'industrie allemande, la *Ligue de la Hanse*. Cette ligue exerce encore aujourd'hui une action réelle et dispose dans certains milieux d'une grande influence.

Elle a été fondée en 1909 par le banquier Jacob Riesser pour défendre les intérêts de l'industrie et du commerce contre la politique agrarienne. Tout en proclamant sa neutralité politique, elle favorisait avant la guerre le parti national libéral. La ligue de la Hanse ne comprend pas moins de 30 groupements d'États et de provinces et 600 groupements locaux. 872 sociétés y sont affiliées. Elle est présidée à la fois par Jacob Riesser, qui est député du parti populaire allemand en Hesse-Nassau, et par l'industriel de Mannheim, Émile Engelhard, député démocrate. Elle compte en outre dans son comité directeur un membre important du parti démocratique, le docteur Koehler, et un député du parti populaire allemand, le grand commerçant du Hambourg, Franz Witthoeft.

Par suite du bouleversement économique et politique de l'Allemagne, la ligue de la Hanse a dû modifier sa ligne de conduite et se fixer de nouveaux buts. Elle se présente aujourd'hui comme une ligue économique bourgeoise, hostile au socialisme, et se dispose aux prochaines élections à soutenir tous les partis bourgeois qui adopteront son programme. La ligue manifeste toutefois l'intention de désigner ses propres candidats et même dans certains cas particuliers d'établir ses propres listes.

Dans un article du 18 novembre soir, la *Germania*, organe officiel du Centre catholique à Berlin, salue l'initiative de la ligue de la Hanse. « La ligue est en passe de devenir, avec l'Union Centrale de l'Industrie allemande, le centre de ralliement de toute la bourgeoisie appartenant à l'industrie et au commerce. Elle constituera bientôt une vaste organisation professionnelle et sociale qui servira de point de départ à un mouvement patronal analogue au mouvement ouvrier et au

mouvement agraire. » Il est clair que le Centre, en tant que parti politique, voudrait utiliser à son profit l'attitude nouvelle de la ligue de la Hanse. Le parti populaire allemand et le parti démocratique désireraient également bénéficier de l'activité politique qu'elle déploie depuis la révolution.

A l'exemple des Chambres de Commerce et du Comité de l'industrie et du commerce, la ligue de la Hanse remplit la presse de ses protestations belliqueuses contre la politique économique du Gouvernement de coalition de la nouvelle Allemagne. Elle a fait vigoureusement campagne au mois de juillet 1919 contre le plan de réformes socialistes du ministre Rudolph Wissell, et contribué pour une part à la chute de ce ministre. Elle n'a guère épargné depuis son successeur, Robert Schmidt, également socialiste majoritaire. Elle vient enfin de s'élever avec vigueur contre le projet de loi sur les Conseils d'ouvriers dans les usines et contre l'impôt appelé « Offrande Nationale ».

L'activité désordonnée et bruyante de la ligue de la Hanse ne peut constituer un danger grave pour le Gouvernement de la nouvelle Allemagne. Elle n'a obtenu jusqu'ici que d'assez maigres résultats. Elle contraste singulièrement avec l'action patiente et réfléchie de l' « Union Centrale de l'Industrie allemande » et de la « Fédération des Associations d'Employeurs ».

***

Dès les premiers mois de la révolution, les industriels allemands ont su distinguer parmi la complexité de leurs intérêts ceux qui leur paraissaient les plus utiles à défendre, et réussi ainsi à fixer avec précision leur ligne de conduite. Ils possèdent aujourd'hui de bonnes organisations. Ils sont particulièrement bien armés pour s'opposer sur le terrain économique aux exigences des socialistes. L' « Union Centrale de l'Industrie allemande » acquerra peu à peu sans nul doute sur le prolétariat allemand, désuni, maladroit, craintif et crédule, un ascendant réel. La « Fédération des Associations d'Employeurs » parviendra elle aussi, avec plus de difficultés sans doute, à accomplir sa tâche. Son action persévérante et tenace contribuera

puissamment à faire renaître parmi la classe ouvrière le goût de l'effort et à réintroduire l'ordre dans le marché du travail. Les industriels allemands arriveront-ils en dernière analyse à ravir aux syndicalistes le fruit de leur victoire et à exploiter à leur profit cette collaboration entre employeurs et employés, dont ils ont dû, bien à regret, reconnaître le principe au mois de novembre 1918? Ils voudraient dès maintenant pouvoir se servir des associations communes comme d'un moyen de gouvernement pour régler, selon leurs intérêts et leurs desseins, les grandes questions économiques et sociales qui préoccupent aujourd'hui l'Allemagne. Il semble bien difficile qu'ils y parviennent jamais; ils auront toujours à compter avec la triple coalition des syndicats socialistes, des syndicats libéraux et des syndicats chrétiens. Cette coalition dispose toujours d'effectifs très nombreux et de chefs éprouvés. Elle peut en outre appuyer son action sur une tradition ancienne.

J. CHAPPEY

L'administrateur-gérant : E. GUILMOTO.

POÈMES

COMPONCTION

J'ai mis mon cœur avec de jeunes morts naguère,
Mais comment vous parler, soldats morts dans la guerre,
Immensité stoïque et gisante, par qui
A votre exclusion tout bien nous fut acquis ?
Un million de morts et chaque mort unique,
Un mourant, sa fierté, sa foi, son dénûment,
Sa pitié de soi-même à son dernier moment,
Cette acceptation secrète et nostalgique,
Et l'univers humain qui s'évade d'un corps
Comme un vol effrayé de fuyantes abeilles !
Les leçons de Virgile et celles de Corneille,
Les horizons, l'orgueil, le plaisir, les efforts,
L'espérance, tout est abattu lorsque tombe
Un de ces beaux vivants qui désigne sa tombe
Et la creuse, étendu, de la tête aux talons.
— Avons-nous vraiment dit, parfois : « Le temps est long »
Quand nous étions étreints par l'attente et l'angoisse?
Mais eux, membres épars, noms légers qui s'effacent,
Histoire écrite avec le silence et l'espace,
Souterraine torpeur, le secret de chacun
A jamais enfoui dans le sol froid et brun,
Eux dont vont se perdant la mémoire et la trace,
Eux, moins que la rosée et moins que le parfum !

— Mais non, vous n'êtes plus ni morts, ni solitaires,
Buée aérienne et vigueur de la terre,
Vous ne vous dressez plus contre d'autres humains,
Bonté tragique, inerte et dissoute des mains.
— Vous qui fûtes l'honneur, la douleur, le courage,
Jeunes corps à la fois épouvantés et sages,
Qui, voyant se lever vos meurtriers matins,
Êtes tranquillement entrés dans le Destin,
Morts émanés des bois, des routes et des plaines,
Vous qui contre la guerre à jamais protestez,
Par le divin soupir des calmes nuits d'été,
Vous enseignez la paix, vous repoussez la haine,
Vous exigez qu'on croie à la bonté humaine,
Vous portez l'avenir sur vos cœurs essaimés,
Infinité des morts, qui permettez d'aimer!

LA MORT DE JAURÈS

J'ai vu ce mort puissant le soir d'un jour d'été,
Un lit, un corps sans souffle, une table à côté :
La force qui dormait près de la pauvreté !
J'ai vu ce mort auguste et sa chambre économe,
La chambre s'emplissait du silence de l'homme.
L'atmosphère, songeuse, entourait de respect
Ce dormeur grave en qui s'engloutissait la paix.
Il ne semblait pas mort, mais sa face paisible
S'entretenait avec les choses invisibles.
Le jour d'été venait contempler ce néant
Comme l'immense azur recouvre l'océan.
On restait, fasciné, près du lit mortuaire,
Écoutant cette voix effrayante se taire.
L'on songeait à cette âme, à l'avenir, au sort.
Par l'étroit escalier de la maison modeste,
Par les sombres détours de l'humble corridor,
Tout ce qui fut l'esprit de cet homme qui dort,
Le tonnerre des sons, le feu du cœur, les gestes,
Se glissait doucement et rejoignait plus haut
L'éther universel où l'Hymne a son tombeau.

Et tandis qu'on restait à regarder cet être
Comme on voit une ville en flammes disparaître,
Tandis que l'air sensible où se taisait l'écho
Baisait le pur visage aux paupières fermées,
L'Histoire s'emparait, éplorée, alarmée,
De ce héros tué en avant des armées...

PRINTEMPS

L'aube point faiblement, tous les coqs ont chanté ;
Le bourgeon bleu du jour éclôt de tous côtés,
La nature a sa grâce intime et reposée,
Un vent léger transporte un parfum vif, amer,
Le jour, tout ruisselant d'éclat et de rosée,
Est frais comme un poisson qu'on arrache à la mer.
Le monde a revêtu la faible teinte verte
Qui semble un vol léger butinant la forêt,
A chaque instant on voit ce verdoyant secret
Enfler et chuchoter sur le branchage inerte,
Et le montant soleil a posé sur mon cou
        Sa belle main forte et cuisante,
On entend dans les bois, — comme un cœur dont les coups
        Ont une langueur hésitante, —
        Le charmant hoquet du coucou.

Sur le bord frissonnant des eaux et du rivage,
Les canards égayés suscitent en nageant
Le rire éparpillé des petits flots d'argent
Où tremblent, verts îlots, leur pétillant plumage.
— Le plaisir, le bonheur, le franc contentement,
Divinités des airs, des lieux et des moments,
Sont partout répandus. Le feu du soleil noie
        Les gazons veloutés de joie !

Et le chant de l'oiseau, vague, immatériel,
Qui sur les noirs rameaux s'ouvre comme un calice,
Communique à l'espace un débordant délice
Et parfume l'azur comme un astre le ciel !

LIBÉRATION

La nuit par sa tiédeur vient prolonger la chambre
La fenêtre est ouverte, et l'on se sent uni
A ce scintillement chuchotant, infini,
Des étoiles d'argent et de la lune d'ambre...

J'ai détourné de vous, tumultueux ami,
Après cet esclavage où tout l'être a frémi,
Mon esprit attiré par la beauté des choses.
— Tandis que votre front contre mon bras repose,
Mon cœur, libre de vous, de soi-même dispose.
Je renoue avec l'air ma noble parenté :
Le silence savant, les cieux, l'éternité
Me conquièrent avec un verbe énigmatique,
La nuit me parle ainsi qu'à son enfant unique.
— Comme la blanche étoile au bord des cieux d'ébène
Je me sens rayonner dans l'ombre ; nulle gêne
N'embarrasse ma pure et calme vanité ;
Et je me sens puissante, indolente, tranquille
Comme un profond jardin de palmiers dans une île...
— Mon anxieux Destin s'est en vous arrêté,
O nuit secrète et courte entre deux jours d'été !

UNE HEURE D'ÉTÉ

Un store jaune, un rosier rose,
L'azur compact et scintillant
Qui parmi les maisons repose
Comme un lait bleu dans un bol blanc,

Une abeille, mol équilibre,
Poids vibrant, velouté, penché,
Qui s'enchaîne aux fleurs, et puis, libre,
Semble en volant se pourchasser,

Le silence, fleuve limpide,
Où, calme navigation,
Indéfiniment se dévident
De fines intonations,

Voilà la beauté pure et pleine
D'un jour par les dieux composé ;
Mais, ô nuit, comme vous brisez
Cette ineffable porcelaine...

MÉLODIE

Comme un couteau dans un fruit
Amène un glissant ravage,
La mélodie aux doux bruits
Fend le cœur et le partage
Et tendrement le détruit.
Et la langueur irisée,
Des arpèges, des accords,
Descend, tranchante et rusée
Dans la faiblesse du corps
Et dans l'âme divisée...

SOLITUDE DANS LA NATURE

Éveil d'une journée heureuse !
L'atmosphère semble mousseuse
De chaleur, d'éclat, de langueur.
La force brusque de mon cœur
Bondit au ciel comme une balle.
— Comme de secrètes cymbales
L'argent des prés, l'argent des cieux,
Se rapprochent en chocs joyeux
Qui scintillent comme des lances.
Dans la verdure, le silence,
— Halètement calme et dispos
Sur qui passent de fines limes, —
Est incrusté de bruits infimes :
Cris légers, bonds légers d'oiseaux,
Rouet aérien des guêpes,
Frais chevrotement d'un ruisseau
Que la menthe rose intercepte.
— O jeune splendeur de l'été
Sûr de soi-même, indestructible,

Si saturé de volupté
Que votre orgueil semble insensible,
Je souffre lorsque vous riez
De toute votre verte force,
Avec les pommiers, les poiriers,
Les rameaux, fuselés ou torses ;
Je souffre lorsque je comprends
Que votre éblouissant torrent
Céleste, écumeux, qui se pâme,
Ne pourra réjouir mon âme
Que pendant quelque temps encor !
Saviez-vous quel puissant accord,
Mêlé d'ineffable torture,
M'apparente avec la nature
Par tous les rêves de ce corps
Plus que vous gonflé de verdure,
De plaisir défaillant et fort,
De soleil, d'espoir, de folie !
L'injuste ferveur qui me lie
A l'univers aveugle et sourd,
Est mon triste et blâmable amour.
— O solitude nostalgique !
Que peut ce végétal cantique
Qui m'emplit et me méconnaît
Et me fait chanceler? Je n'ai
De repos, d'oubli, de délices,
Que près de vous, tendre complice,
Indolent et fougueux ami !
Que vos bras étendus soient mis
Devant l'espace qui m'oppresse :
— Guerroyant plaisir des caresses,
Tumulte des regards humains,
Fureur des lèvres et des mains,
Dérobez à mon cœur qui souffre
Le limpide et bleuâtre gouffre,
Puisque l'amour seul peut ôter
La tristesse de la beauté !

COMTESSE DE NOAILLES

UN AVENTURIER[1]

DRAME EN CINQ ACTES ET NEUF TABLEAUX

ACTE TROISIÈME

QUATRIÈME TABLEAU

A Lissa, grand village montagnard. La place publique. Au fond, la maison de ville où est le quartier général du prince ; à droite, le corps de garde ; au fond, à gauche, l'église. Plusieurs rues ou ruelles aboutissent à la place.

SCÈNE PREMIÈRE

Des soldats autour d'un feu de bivouac, d'autres soldats (rôles muets) diversement occupés, puis quelques habitants.

PREMIER SOLDAT.

Tout de même, c'était chaud, hier.

DEUXIÈME SOLDAT.

Plus de vingt de nos camarades y sont restés.

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 mai et du 1er juin 1920.

PREMIER SOLDAT.

Le prince a reçu une balle dans son képi et trois dans son manteau.

DEUXIÈME SOLDAT.

Son fameux manteau noir. On dit que c'est celui de son aïeul Christian XII.

PREMIER SOLDAT.

Un porte-veine.

DEUXIÈME SOLDAT.

Il y paraît. Cinq nouveaux postes enlevés depuis quinze jours. Avec ceux d'avant, cela fait trente lieues de pays dont nous sommes maîtres. (*Quelques habitants sont sortis de leurs maisons, ils s'approchent timidement d'une affiche posée près de la porte du quartier général.*)

PREMIER SOLDAT.

N'ayez pas peur, nous sommes des amis.

DEUXIÈME SOLDAT.

Bien sûr, nous n'en voulons pas à l'habitant.

PREMIER HABITANT, *lisant l'affiche.*

« Au nom de la reine, nous, prince Renaud d'Alfanie, prenons possession de notre bonne ville de Lissa... Habitants de Lissa, vous n'avez rien à craindre de nous : vos personnes, vos biens, votre travail seront respectés. Nous sommes venus pour votre délivrance. Abusés de promesses mensongères, dépouillés de vos franchises locales, accablés d'impôts toujours croissants, vous connaîtrez par nous ce que c'est qu'un gouvernement juste...

DEUXIÈME HABITANT.

Et cætera...

PREMIER HABITANT.

Qu'est-ce que tu en penses?

DEUXIÈME HABITANT.

Il faut voir. Pour ce que nous avons à perdre!

PREMIER HABITANT, *continuant la lecture.*

« Avant un mois, nous en avons la confiance, nous rentrerons dans notre capitale, victorieux de vos oppresseurs. Pour Dieu! Pour la Reine! Pour la Patrie! »

PREMIER SOLDAT.

Pour la patrie, je veux bien, quoique je ne sois pas du pays. Pour Dieu... c'est une manière de parler. Mais pour la Reine... oh! la, la!

DEUXIÈME SOLDAT.

Enfin, on n'est pas malheureux... Avant, je faisais la contrebande. Cette guerre de surprises, d'embuscades, de marches pendant la nuit ne m'a donc pas trop changé... Et puis, on mange tous les jours.

TROISIÈME SOLDAT.

Le plus dur, c'est la discipline. La prison pour un coup qu'on a bu de trop. La mort pour la moindre chose chapardée en dehors des réquisitions... C'est embêtant.

DEUXIÈME SOLDAT, *raisonnable.*

C'est nécessaire... Sans ça...

TROISIÈME SOLDAT.

Et puis pas de femmes, ou guère... Le prince ne nous permet que celles qui veulent bien.

DEUXIÈME SOLDAT.

Il y en a.

TROISIÈME SOLDAT.

Pas assez.

QUATRIÈME SOLDAT.

Celles qui ne veulent pas... eh bien, on ne leur demande pas leur avis. Je connais une brune qui pourrait vous le dire.

DEUXIÈME SOLDAT.

Toi, tu sais ce que tu risques?

QUATRIÈME SOLDAT.

Bah ! Elles crient pendant, mais c'est rare qu'elles se plaignent après.

DEUXIÈME SOLDAT.

C'est que le prince ne plaisante pas là-dessus.

QUATRIÈME SOLDAT.

Ça lui est facile à lui. Il a son affaire.

DEUXIÈME SOLDAT.

Qui donc?

QUATRIÈME SOLDAT.

La petite princesse.

DEUXIÈME SOLDAT.

Tu es un imbécile. La princesse Béatrice nous a amené son oncle, le duc d'Orsova, qui en a amené d'autres et ç'a été pour nous un rude renfort. Et elle, si tu l'avais vue, comme moi, soigner les blessés... Enfin, c'est une vraie femme; si le prince l'aime, ce n'est pour rien de mal. Cela saute aux yeux.

QUATRIÈME SOLDAT.

Innocent !... Eh bien, mon vieux, pour un ancien forçat..

DEUXIÈME SOLDAT.

Ancien forçat, c'est possible... Je voudrais bien connaître ton passé, à toi, et le passé de tous ceux qui sont ici... J'ai été au bagne, oui, mais pour des histoires... Enfin, pour des histoires où je n'avais pas été lâche. Et, depuis que j'ai trouvé à me battre régulièrement, au service du prince, je suis devenu un honnête homme. Voilà.

SCÈNE II

LES MÊMES, UN CRIEUR.

LE CRIEUR, *roulement de tambour, puis il lit :*

« Habitants de Lissa, au nom de la reine, nous, prince Renaud d'Alfanie, vous faisons savoir qu'aujourd'hui à trois heures, sur la place publique, suivant l'usage des anciens rois, nous entendrons nous-même les plaintes de nos sujets et leur ferons justice. »

(*Nouveau roulement, puis il s'en va.*)

PREMIER HABITANT, *au deuxième soldat.*

Et c'est sérieux, ce qu'on vient de nous lire là?

DEUXIÈME SOLDAT.

Vous verrez. Mais vous pouvez demander à ceux de Sokal et de Nomi. Est-ce qu'on vous a maltraités jusqu'à présent?

PREMIER HABITANT.

Non, je ne peux pas le dire.

DEUXIÈME SOLDAT.

Eh bien, ça continuera... Je vais vous expliquer, c'est bien simple. Vous aurez à nous nourrir, et à nous équiper au besoin. Tout cela au plus juste prix. Oh ! je vous réponds qu'il n'y a pas de gaspillage... On a dû vous donner du papier en échange de ce qu'on a réquisitionné chez vous ce matin?

PREMIER HABITANT.

Oui, mais du papier... des fois, ce n'est pas grand'chose.

DEUXIÈME SOLDAT.

D'après ces papiers, la répartition des charges sera faite équitablement. Ceux qui ont fourni plus que leur part seront remboursés du surplus en bel argent, en écus comme celui que voilà (*il en tire*

un de sa poche), à l'effigie de la reine, qui est une belle femme, ou de la République, selon que cela se rencontrera... En somme, vous n'aurez à payer qu'un impôt militaire. Vous serez exemptés de tous les autres... Et puis, si vous êtes en retard pour vos travaux des champs, le prince vous donnera des soldats pour vous aider. Il l'a déjà fait dans d'autres villages... Je vous dis que vous n'aurez jamais été si heureux.

PREMIER HABITANT.

Alors... Et puis nous, vous savez, un gouvernement ou un autre...

SCÈNE III

LES MÊMES, MARROCA, CINQUIÈME ET SIXIÈME SOLDATS.

On entend des cris de femme ; puis Marroca apparaît traînée par deux soldats, qui la tirent violemment chacun de son côté.

MARROCA.

Au secours ! (*Elle s'échappe, vient se réfugier derrière le deuxième soldat, et s'enveloppe d'une mantille.*)

DEUXIÈME SOLDAT.

Voulez-vous la laisser tranquille?

CINQUIÈME SOLDAT, *ivre.*

Un instant ! C'est une qui rôdait autour du camp... C'est moi qui l'ai vue le premier.

SIXIÈME SOLDAT, *de même.*

Mais c'est moi qui l'ai rattrapée.

DEUXIÈME SOLDAT.

Ce qu'ils sont saouls !

CINQUIÈME SOLDAT, *au sixième.*

Si tu es un homme, nous allons régler ça tout de suite. (*Il tire son couteau, l'autre en fait autant, les paysans se retirent prudemment ; quelques-uns assistent de loin à la lutte.*)

DEUXIÈME SOLDAT, *s'interposant.*

Voyons, pas de bêtises.

CINQUIÈME SOLDAT.

Je me fous de toi.

DEUXIÈME SOLDAT.

C'est différent. (*Le cinquième et le sixième soldat se battent à coups de couteau.*)

PREMIER SOLDAT, *voyant de loin venir Mircousch.*

Le sergent !

CINQUIÈME SOLDAT.

Je me fous du sergent.

SCÈNE IV

LES MÈMES, MIRCOUSCH.

MIRCOUSCH, *un peu gris.*

Qu'est-ce qu'il y a?

MARROCA, *voilée, se réfugiant vers lui.*

Sauvez-moi !

MIRCOUSCH.

N'ayez pas peur. (*Pendant ce temps-là, le cinquième soldat tombe frappé à mort.*)

SIXIÈME SOLDAT.

Ça y est ! (*Des soldats se penchent sur le mourant et l'examinent.*)

DEUXIÈME SOLDAT.

Pauvre bougre !

TROISIÈME SOLDAT.

Je vais chercher le major.

DEUXIÈME SOLDAT.

Pas la peine.

SIXIÈME SOLDAT.

Et maintenant, à moi la femme !

MIRCOUSCH.

Viens donc la prendre !

SIXIÈME SOLDAT, *surpris.*

Mon sergent...

MIRCOUSCH.

Toi, ton compte est bon. *(Les autres s'éloignent sur un signe de lui).*

SIXIÈME SOLDAT, *subitement dégrisé.*

C'est bête, tout de même, d'avoir tué un camarade. Au moins, sergent, puisque dans tous les cas mon affaire est sûre, donnez-moi la femme. Que j'aie un peu d'agrément avant de crever...

MIRCOUSCH, *après avoir regardé Marroca voilée, à part.*

Mâtin ! (*Au sixième soldat.*) Écoute. Cède-la-moi de bonne amitié et je te sauve.

SIXIÈME SOLDAT.

Vrai?

MIRCOUSCH.

Ma parole. Ce n'est pas un mauvais marché pour toi.

SIXIÈME SOLDAT.

Ni pour vous.

MIRCOUSCH.

Ça va?

SIXIÈME SOLDAT.

Ça va, sergent.

MIRCOUSCH, *aux soldats.*

Pas un mot, vous autres? Nous ne sommes pas ici pour nous faire tort entre nous, n'est-ce pas?

LES SOLDATS.

Bien sûr.

SCÈNE V

LES MÊMES, JEAN, BÉATRICE, LE DUC.

(Ils sont sortis, causant ensemble de la maison du quartier général, et, ayant aperçu le groupe, se sont approchés.)

JEAN, *à Mircousch.*

Qu'est-ce que c'est ?

MIRCOUSCH.

Un de mes hommes qui avait été blessé à Krasna... Il se croyait guéri. Et puis, tout à l'heure, sa blessure s'est rouverte... Je ne crois pas qu'il en ait pour longtemps...

BÉATRICE, *s'agenouillant près du mourant pour l'examiner.*

Mort.

(Tout le monde se découvre.)

JEAN

Prions pour notre compagnon.

(Il s'agenouille, les autres aussi.)

PREMIER SOLDAT.

Elle est bien bonne !

DEUXIÈME SOLDAT

Tais-toi.

JEAN, *se relevant et apercevant Marroca.*

Quelle est cette femme ?

MARROCA, *toujours voilée, déguisant sa voix.*

Je viens de Touldja ; j'allais à Boteni, appelée par mon père malade. Mon cocher a eu peur et m'a abandonnée. J'ai voulu continuer ma route à pied, je me suis égarée, et vos soldats m'ont prise.

JEAN.

Je te la confie, Mircousch, ordonne qu'on la respecte. Puis, quand elle sera reposée, qu'on la remette dans son chemin.

MIRCOUSCH.

Bien, monseigneur.

LE DUC.

Mais si c'était une espionne?

BÉATRICE.

Oh ! mon oncle !

JEAN.

Et quand même ! Qu'elle rapporte ce qu'elle a vu, je ne demande pas mieux.

MIRCOUSCH, *s'approchant.*

Monseigneur...

JEAN.

Quoi?

MIRCOUSCH.

Je... je voudrais...

JEAN.

Parle.

MIRCOUSCH.

Je voudrais de l'avancement.

JEAN.

Encore? Je t'ai déjà répondu. Tu es un bon soldat et j'ai de l'amitié pour toi. Mais tu te grises et puis tu ne sais pas lire. Je

t'ai nommé sergent parce que c'était toi. C'est vraiment tout ce que je pouvais. Plus tard nous verrons.

MIRCOUSCH.

Pourtant, monseigneur, j'aurais cru... parce que, n'est-ce pas? il y a longtemps que je vous connais... Et alors, à cause du passé...

JEAN, *durement.*

Que veux-tu dire?

MIRCOUSCH

Rien, monseigneur.

JEAN.

Va et fais ce que je t'ai commandé. (*Mircousch va rejoindre Marroca et l'emmène. Jean va retrouver Béatrice et le marquis.*) Où en étions-nous, mon cher général?

LE DUC.

Je vous disais, monseigneur, que les journaux apportés cette nuit sont plutôt encourageants. Aucun du moins ne vous est formellement hostile. Les gouvernements européens se réservent, attendent. Autrement dit, ils commencent à croire possible le succès de votre entreprise.

JEAN.

Avez-vous fait attention, duc, que leur changement d'attitude a coïncidé avec votre arrivée dans mon camp? Votre exemple a entraîné le reste des gentilshommes de la province. Je vous dois beaucoup, mon vieil ami, et je suis heureux de tant vous devoir.

LE DUC, *montrant Béatrice.*

C'est cette enfant qu'il faut remercier, monseigneur.

JEAN.

Je vous remercie donc de m'avoir amené votre oncle, Béatrice.

BÉATRICE.

Je l'ai décidé à faire ce dont il mourait d'envie : mon rôle a donc été modeste.

LE DUC.

Et tout cela n'eût servi de rien, monseigneur, sans votre indomptable foi, et sans ce don royal que vous avez de la communiquer aux autres. Je ne parle pas de votre courage ni de vos vertus de chef d'armée. Quand je songe qu'il y a aujourd'hui vingt ans... Vous aviez dix ans, monseigneur, et vous deviez, ce jour-là, revêtir pour la première fois l'uniforme de colonel de la garde. J'avais l'honneur d'être votre gouverneur, et je vous vois encore pleurer, sangloter, vous débattre... J'ai été obligé de vous punir. Vous criiez que vous ne vouliez pas être soldat ! Vous avez changé depuis. Je vous faisais honte, je vous disais : « Vous ! vous qui serez roi ! » Et vous répondiez : « Je ne veux pas être roi ! ». Vous rappelez-vous, monseigneur?

JEAN.

Oui, oui... Duc, je vous avoue mon faible. J'adore que vous me racontiez mon enfance.

LE DUC.

Cela se trouve bien : j'adore vous la raconter.

JEAN, *avec une ironie imperceptible.*

Vous avez la fidélité du cœur et cela me touche plus que tout ; mais vous avez aussi la fidélité de la mémoire, et minutieuse ; et si vous saviez comme cela m'amuse !

LE DUC.

Une autre fois... c'était à Lœwenbrünn, et Béatrice avait déjà six ans...

UN OFFICIER, *sortant du quartier général, s'approchant du duc un peu mystérieusement.*

Mon général, on a besoin de vous.

LE DUC.

J'y vais... (*à Jean.*) Je vous conterai cela plus tard, monseigneur.

JEAN.

Veillez bien à ce que tout soit prêt, mon cher duc.

Depuis quelques instants, on a mis sur un brancard le soldat mort, et on l'a porté à l'église. Jean et Béatrice restent seuls en scène.

SCÈNE VI

JEAN, BÉATRICE.

JEAN.

L'excellent ami ! et que je lui sais gré d'être votre oncle !

BÉATRICE.

Il a encore d'autres titres, monseigneur.

JEAN.

Oui, mais pas de meilleurs que celui-là. Vous êtes, Béatrice, toute ma joie et toute ma douceur. Vous répandez une grâce sur une œuvre rude et sanglante. Les fronts s'éclairent quand vous passez. Mes soldats se battent encore mieux depuis qu'ils savent que, s'ils sont blessés, vous serez leur infirmière. Et moi, vous m'avez rendu meilleur. Vous avez élevé mon ambition et affermi ma foi. Avant votre arrivée, je doutais par moments de la pureté de mon dessein et du désintéressement de ma pensée ; je ne savais pas bien si c'était pour mon peuple, ou pour moi, que je tentais cette entreprise, et je n'étais pas toujours très sûr d'être autre chose qu'un aventurier. Mais la cause que je soutenais m'est devenue vénérable et sainte en s'incarnant en vous. Je sais maintenant que je combats pour quelque chose de désintéressé, de grand et de pur, puisque je combats pour vos croyances et pour vos rêves, pour tout ce qui vous fait si charmante, si brave et si bonne..

BÉATRICE.

Puissé-je être ainsi, monseigneur; mais ce que vous dites avoir reçu de moi, tout cela était en vous. Et moi aussi j'ai cru davantage à notre cause en vous voyant la défendre. Si profonde que fût ma foi, je savais bien que plusieurs de nos princes, et surtout dans ces derniers temps, n'avaient pas compris tout leur devoir ; et je me disais que Dieu, à cause de cela, avait peut-être rejeté leur race. Vous êtes venu alors. Votre âme semblait toute pareille, à travers les siècles, à celle de nos plus lointains ancêtres, des rois chevaliers dont la vertu a fondé ce royaume : et j'ai senti aussitôt que, par vous, il ressusciterait.

JEAN.

En attendant, mon amie, vous connaissez ma fortune. Un coin de montagne pour royaume, une vie dure et sans cesse menacée, des fatigues et des dangers de toutes les heures, et l'incertitude tragique du lendemain... Voilà ce que j'ai à vous offrir. Et c'est pourquoi, je vous dis : Béatrice, voulez-vous être ma femme?

BÉATRICE.

Et moi je vous réponds simplement : oui, monseigneur; oui, mon cher Renaud... Mais laissez-moi n'être d'abord que votre fiancée, je serai votre femme quand vous aurez sauvé l'Alfanie et que vous serez rentré dans votre capitale ; car, tant que mon pays sera malheureux, je ne puis consentir à être heureuse. Et n'allez pas croire que je mette cette condition à notre mariage par ambition, par vanité, par une trop haute estime de ma personne, ni dans la pensée romanesque de vous imposer une épreuve. Si notre espérance est trompée, si je ne puis être votre femme dans la victoire... eh bien, je le serai dans l'exil ou dans la mort.

JEAN.

Vous m'aimez ?

BÉATRICE.

Je vous aime.

JEAN.

Et vous vous engagez à moi?

BÉATRICE.

De tout mon cœur, par cette croix (*Elle désigne la croix du manteau de Jean.*) par cette épée qui est aujourd'hui votre sceptre ! par ces montagnes d'Alfanie, antique berceau de ses premiers rois !

JEAN.

Qu'il soit donc fait comme vous le voulez ! Mais, voilà, mon amie, des fiançailles sévères.

BÉATRICE.

Et bien douces pourtant. (*Elle lui tend la main.*) — *Lui montrant la maison du quartier général.*) On nous attend, monseigneur. (*Ils entrent dans la maison. A ce moment d'un autre côté reparaissent Mircousch et Marroca.*)

SCÈNE VII

MARROCA, MIRCOUSCH.

MIRCOUSCH (*un peu gris*), *montrant la maison d'où il est sorti à la scène IV.*

Venez... là.

MARROCA.

Tout à l'heure.

MIRCOUSCH.

Laissez-moi du moins voir votre figure.

MARROCA, *reprenant une conversation commencée.*

Plus tard... Vous me disiez que vous connaissiez le prince depuis longtemps?

MIRCOUSCH.

Oui ; tel que vous me voyez, avant qu'il ne vienne faire la guerre ici, c'est moi qui l'accompagnais dans ses voyages.

MARROCA.

Il aurait dû mieux s'en souvenir.

MIRCOUSCH.

Ah ! bien oui ! Il me traite moins bien qu'un tas de va-nu-pieds qui ne sont venus le rejoindre que parce qu'ils crevaient de faim. J'aurais voulu commander une garnison, la plus petite, cela m'était égal. Il m'a refusé.

MARROCA.

Quelle raison en a-t-il donné?

MIRCOUSCH.

Aucune.

(*Un temps.*)

MARROCA.

Peut-être n'aime-t-il pas ceux qui le connaissent depuis trop longtemps?

MIRCOUSCH.

Cela se pourrait bien. Mais il a tort, grand tort... Il est mon chef et je ne parlerai jamais mal de lui. Et pourtant... si je voulais.

MARROCA.

Oui, n'est-ce pas? Vous n'auriez qu'un mot à dire... qu'à l'appeler publiquement par son vrai nom?

MIRCOUSCH.

Mais...

MARROCA, *relevant son voile.*

Regarde-moi, Mircousch.

MIRCOUSCH.

Marroca !

MARROCA.

Oui, Marroca, Marroca qu'il a brutalement abandonnée, qu'il a rejetée comme un bagage encombrant, et dont il a broyé le cœur, et qui le hait, et qui va se venger, — enfin !

MIRCOUSCH.

Vous ! dire que c'est vous !

MARROCA.

Bien changée... n'est-ce pas ? Si tu savais mon histoire, Mircousch ! A Calcutta, j'ai mendié dans les rues, car l'argent qu'il m'avait laissé je l'eus bientôt dépensé à chercher sa trace sur tous les chemins. J'ai été servante de bar, fille à matelots : il fallait vivre... Quand la nouvelle de l'insurrection royaliste est venue là-bas, j'ai dit tout de suite : « c'est lui ! » j'en étais sûre. Et quand j'ai eu de quoi payer mon passage, je me suis embarquée... Et me voici, et malheur à lui ! je suis son crime oublié qui va le prendre à la gorge... Dis-moi, Mircousch, le prince Renaud, le vrai... il l'a assassiné, n'est-ce pas?

MIRCOUSCH.

Non, ça, je ne peux pas le dire.

MARROCA.

Tu diras au moins ce que tu sais, ce que nous savons. Tu le diras, Mircousch, si tu as du cœur ; et pas seulement à cause de son ingratitude envers toi, mais parce que tu es un honnête homme et que tu as le devoir de démasquer une imposture abominable et qui a déjà coûté tant de sang. Il faut que tu le dénonces avec moi, Mircousch, il le faut, si tu n'es pas un lâche.

MIRCOUSCH.

Mais à quoi cela me servira-t-il?

MARROCA, *de tout près.*

Écoute, je te dis tout à toi... J'ai offert mes services au gouvernement républicain, et je suis ici son émissaire... J'ai fait mes conditions et je ne t'ai pas oublié... Tu comprends bien que la république payera cher ceux qui l'auront délivrée de cet homme. Si tu veux m'y aider, tu auras de l'argent, beaucoup d'argent, et une bonne place, j'en ai la promesse écrite.

MIRCOUSCH.

Mais... s'il devait tout de même réussir, je ferais mieux de lui rester fidèle.

MARROCA.

Non, car certainement il te craint, comme on craint celui qui tient votre secret, et il n'attend qu'une occasion de se débarrasser de toi... Et puis, il ne peut pas réussir. Je sais les préparatifs qu'on fait contre lui, sa perte n'est qu'une affaire de temps... Vois si tu veux te perdre avec lui et pour l'amour de lui.

MIRCOUSCH.

Mais, si les autres ne nous croient pas, nous jouons notre tête.

MARROCA.

Nous verrons bien. Mais ils nous croiront. Ils nous croiront si nous parlons tous deux. Et puis j'ai d'autres preuves encore que notre parole... Enfin, il doit y avoir, parmi tes camarades, des mécontents comme toi?

MIRCOUSCH.

Bien sûr.

MARROCA.

Ceux-là seront pour nous et nous défendront au besoin. Tu peux du même coup te venger, faire une bonne action, gagner beaucoup d'argent, et avoir de moi, — tu entends bien? — tout ce que tu voudras : et tu hésites?

MIRCOUSCH, *lui montrant la maison du corps de garde.*

Entrons là d'abord.

MARROCA.

Tu connais mes conditions. Es-tu décidé?

MIRCOUSCH.

Oui.

MARROCA.

Alors, viens.

(*Ils entrent dans la maison du corps de garde.*)

SCÈNE VIII

JEAN, BÉATRICE, LE DUC, SOLDATS, OFFICIERS, HOMMES ET FEMMES DU PEUPLE.

Après les dernières répliques de la scène précédente, sonnerie de clairon, la petite armée vient se ranger autour de la place. Arrivent de tous côtés des paysans et des femmes. Puis Jean sort du quartier général accompagné du duc et de Béatrice.

JEAN.

Qui demande justice?

(*Une femme s'avançant suivie d'un paysan.*)

LA FEMME.

Moi.

JEAN.

Parlez.

LA FEMME.

Je n'ose pas. (*Elle sanglote.*)

JEAN, *au paysan.*

Vous êtes son mari?

LE PAYSAN.

Oui, monseigneur. Un de vos soldats l'a prise de force. Elle n'était pas consentante, monseigneur, et la preuve c'est qu'elle a gardé des meurtrissures sur tout le corps. J'étais allé porter à la maison de ville, le blé réquisitionné chez moi. En rentrant, j'ai entendu des cris, dans la chambre, des cris de femme qu'on égorge, et comme j'ouvrais la porte, j'ai aperçu l'homme qui sautait par la fenêtre... Mais je n'ai pas pu voir sa figure.

JEAN, *à la femme.*

Et vous, pourriez-vous le reconnaître?

LA FEMME, *violemment.*

Ah ! oui, par exemple !

JEAN.

Alors, cherchez vous-même dans les rangs. (*La femme s'arrête devant un soldat qui est le quatrième soldat de la scène, et se tait.*) Eh bien?... Vous connaissez le code militaire? Le coupable sera fusillé séance tenante... Est-ce lui? (*La femme se tait, le soldat, très pâle, la regarde avec angoisse.*) C'est lui, n'est-ce pas? (*Nouveau silence.*)

LA FEMME.

Non, monseigneur.

LE PAYSAN.

Non?

LA FEMME.

Non.

LE PAYSAN.

C'est tout de même trop malheureux... Voyons, cherche encore.

LA FEMME.

Je ne sais plus. (*Se jetant dans les bras de son mari.*) Ce n'est pas ma faute, mon ami, ce n'est pas ma faute.

JEAN, *à la femme.*

Je ne puis donc vous faire justice... Mais voulez-vous garder ceci en souvenir de moi? (*Il lui donne une bague.*)

LA FEMME.

Oh ! Monseigneur... monseigneur...

JEAN.

Allez. (*Le mari emmène la femme sanglotante. Jean s'approche du soldat.*) Vos armes sont mal tenues... Capitaine... un mois de prison à cet homme.

LE CAPITAINE.

Bien, monseigneur.

(*Depuis quelques instants, Mircousch et Marroca sont sortis de la maison du corps de garde. Mircousch se place à son rang.*)

SCÈNE IX

LES MÊMES, MIRCOUSCH, MARROCA.

JEAN.

Y a-t-il d'autres plaignants?

MARROCA, *s'avançant.*

Moi.

JEAN, *il tressaille en la reconnaissant, puis froidement.*

Parlez, madame.

MARROCA.

Me reconnais-tu, Jean Rock ! (*Murmures d'étonnement.*)

LE DUC, *à un officier.*

Emmenez cette femme : elle est folle.

JEAN.

Laissez... Oui, madame, je vous reconnais. Vous vous appelez Marroca, et vous avez été, en effet, la compagne de Jean Rock, un ami qui me fut bien cher. Vous étiez encore près de lui le matin du jour où il mourut sous mes yeux. Parlez donc. Vous pouvez dire à tous ce que vous avez vu, et je commande à tous de vous écouter en silence

MARROCA.

Tu fais le brave, Jean, mais tu sues d'angoisse et tu sens, dans le fond de ton cœur, que tu es perdu. Oui, je parlerai, et tant que je t'arracherai ton masque... C'était là-bas, dans le col de Hardaga... Il y avait avec toi, ce jour-là, le prince Renaud, moi et Mircousch. (*Rumeurs dans un groupe de soldats.*)

JEAN.

Silence ! (*A Marroca.*) Tout cela est parfaitement exact. Et après?

MARROCA.

Vous êtes partis tous les trois me laissant dans le chalet où nous avions passé la nuit. Vous êtes, paraît-il, tombés dans une crevasse. Ce qui est sûr, c'est que le prince a été tué, soit par sa chute, soit peut-être autrement. Alors tu as chargé Mircousch d'aller déclarer à Mandara, au consulat d'Alfanie, que, le prince et toi, vous étiez morts, et de ramener des hommes pour chercher vos cadavres. Resté seul, veux-tu que je te dise ce que tu as fait? Tu as dépouillé le corps du prince ; tu lui as pris ses papiers et son anneau ; tu as volé ce mort, et tu l'as jeté dans un gouffre où l'on ne pût le retrouver. Puis tu as pu t'échapper, je ne sais comment, et deux mois après tu débarquais, sous le nom du prince, à Trieste où t'attendaient ses partisans.

JEAN.

Et ils ne se sont pas aperçus de la substitution? Voilà qui est fort vraisemblable.

MARROCA.

Ils ne t'avaient pas vu depuis quinze ans, et tu es habile.

JEAN.

Le conte n'est pas mal imaginé : mais avez-vous des preuves, madame?

MARROCA.

J'ai d'abord un témoin.

JEAN.

Qui?

MARROCA.

Mircousch, lui-même.

JEAN.

Qu'il parle donc. (*A Mircousch.*) Tout ce qu'elle vient de dire, est-ce vrai?

MIRCOUSCH.

Eh bien... oui, là ! (*Murmures du même côté que tout à l'heure.*)

JEAN.

Silence dans les rangs ! (*A Mircousch.*) Je t'ai recueilli après la mort de Jean Rock ; tu m'as suivi librement en Alfanie ; tu t'es librement engagé dans l'armée royaliste, et tu t'es bien battu. Pourquoi n'as-tu rien dit jusqu'à présent?

MIRCOUSCH.

Parce que... enfin parce que vous m'en imposiez... parce que j'avais peur de vous... Mais j'en ai assez d'être votre complice... La vérité m'étouffe ; voilà ! (*Rumeurs toujours du même côté.*)

JEAN.

Je vous rappelle que tout acte de rébellion en campagne est passible de la peine de mort. (*A Mircousch.*) Ton témoignage ne prouve rien, Mircousch. Tu t'insurges contre moi parce que j'ai été juste, parce que je n'ai pas cru que, de t'avoir connu avant de venir ici, cela me donnât le droit de te favoriser au détriment de mes autres soldats.

VOIX DANS LES RANGS.

Oui... c'est ça... le prince a raison.

JEAN, *continuant.*

Tu mens, puisque je suis le prince. Mais si je n'étais pas le prince, si j'étais en effet Jean Rock, tu serais donc un misérable, puisque tu trahirais l'homme qui t'a sauvé la vie, le jour où les mineurs de Black-Hills voulaient te pendre parce que tu les avais volés. Je le sais ; mon pauvre Jean me l'avait raconté.

MIRCOUSCH, *balbutiant.*

Ça n'est pas vrai... ça n'est pas vrai...

JEAN, *doucement.*

Pourquoi me hais-tu, Mircousch?

MIRCOUSCH.

Je ne vous hais pas... je... (*Il pleure.*)

JEAN, *à Marroca.*

Vous voyez, madame, qu'il faudrait apporter d'autres preuves.

MARROCA.

Les preuves? Elles surabondent. La disparition du prince a été officiellement constatée. Pourquoi, si tu es le prince Renaud, n'es-tu pas retourné à Mandara quand tu savais qu'il passait pour mort? Pourquoi ne t'es-tu pas présenté à la reine? Pourquoi la reine ne t'a-t-elle pas reconnu publiquement pour son fils?

JEAN.

Toutes ces objections ont été faites vingt fois et à toutes j'ai répondu point par point.

MARROCA.

Tu veux d'autres preuves, tu les auras. J'ai des lettres de toi, des lettres d'amour, hélas ! On en peut rapprocher l'écriture, et de celle du prince, et de celle que tu as sans doute essayé de te faire depuis un an. J'ai ton portrait et celui du prince, tous deux de la même époque. On peut comparer. Et d'autre part, il ne faut que des yeux pour retrouver, dans la tête que tu as su te composer d'après la sienne, celle que tu avais alors. Je demande que l'examen

soit fait... par qui tu voudras ! (*Aux soldats.*) Et vous verrez, vous autres, s'il vous plaît encore de verser votre sang pour un faussaire et pour un imposteur.

PREMIER SOLDAT.

Bah ! qu'est-ce que ça nous fait?

DEUXIÈME SOLDAT.

Pour nous, ça revient au même.

UN OFFICIER.

Pardon ! il importe que cette femme soit pleinement confondue ; et pour cela, je demande, comme elle, monseigneur, que les pièces qu'elle détient soient examinées.

(*Rumeurs du même côté que précédemment.*)

Oui ! oui ! Nous voulons savoir... (*Quelques soldats s'avancent vers Jean d'un air menaçant. Le marquis, Béatrice et d'autres soldats se rangent autour de lui pour le défendre.*)

JEAN, *les écartant.*

Laissez, c'est inutile. (*Aux mutinés.*) Le premier qui approche je lui brûle la cervelle... Vous êtes fous ! Cette femme est une malheureuse payée par le gouvernement républicain. Je pourrais vous demander, — car vous m'avez tous vu dans le conseil et dans l'action, — si ma conduite est celle d'une âme basse, d'une âme capable de la fourberie dont on m'accuse. Je pourrais vous demander aussi, puisque votre sort est lié au mien, ce que vous deviendriez sans moi, ou encore invoquer le témoignage (*Montrant le marquis.*) de ce vieux serviteur de ma famille, qui fut jadis mon gouverneur et qui me connaît, lui, je suppose. Mais je passe outre, dédaigneux de la trahison ; et je termine simplement, comme j'en avais dessein, ces assises de paternelle justice par une cérémonie dont j'avais négligé de vous avertir. Après, si quelqu'un garde des doutes il le dira. (*Il va ouvrir la porte de la maison du quartier général.*) Venez, madame. (*La reine Gertrude, en costume d'apparat, s'avance.*)

SCÈNE X

Les Mêmes, LA REINE.

TOUS.

La reine ! (*Béatrice lui baise la main.*)

LA REINE, *à Béatrice.*

Bonjour, mon enfant. (*Au duc.*) Je suis charmée de vous revoir, monsieur d'Orsova. (*Aux officiers.*) Je suis heureuse, messieurs, de me trouver au milieu de vous.

PRESQUE TOUS.

Vive la reine !

JEAN.

Reprenez vos rangs. (*Tous obéissent.*) Sa Majesté, pour qui nous combattons, a bien voulu, malgré le danger, se rendre cette nuit auprès de nous et venir animer de sa présence ses fidèles sujets et défenseurs. (*A la reine.*) Nos affaires vont bien, madame. Nous avons deux grands secours : le désordre moral qui règne parmi nos ennemis et cette terre même d'Alfanie que nous voulons rendre à ses rois. La montagne est notre alliée. Nous occupons un point où aboutissent des vallées profondes et convergentes. Chacune se termine à son autre extrémité par un col étroit où l'ennemi ne peut passer que lentement et difficilement : je n'ai donc qu'à me porter tour à tour, avec toutes mes forces, vers chacune de ces gorges, à mesure que l'ennemi en tente le passage. Et cela peut durer très longtemps. Nous sommes maîtres de plus de trente villes ou villages. Le marquis de Sulina tient garnison à Sava, le comte de Mano à Pirna... Je ne vous nomme, madame, que ceux de mes lieutenants que vous avez personnellement connus. Et comme de nouvelles recrues m'arrivent tous les jours et me permettront de m'éloigner un peu plus de ma base d'opérations, j'espère qu'avant huit jours nous tiendrons Krasna, la capitale de la province. Et maintenant, vous plairait-il, madame, de passer la revue de votre petite armée? Elle est grande, je vous assure, par le courage et par la foi.

LA REINE. (*Elle fait un signe affirmatif. Puis, tandis que Jean donne ses ordres, elle dit au duc en lui montrant un jeune officier :*) Qui est celui-là?

LE DUC.

Le lieutenant Dario, madame. Il était coiffeur à Pirna.

LA REINE.

Il est joli homme.

(*Une partie des soldats rentrent dans la coulisse pour défiler tout à l'heure.*)

JEAN, *allant à Mircousch.*

Eh bien, Mircousch?

MIRCOUSCH.

J'ai perdu.

JEAN.

Qu'as-tu mérité?

MIRCOUSCH.

D'être fusillé.

JEAN.

Tu l'as dit.

LA REINE.

Non, mon fils. Je ne veux pas que mon arrivée ici soit marquée par du sang. Ce pauvre homme s'est visiblement laissé séduire par une mauvaise femme. Je vous demande sa grâce.

LE DUC.

On reconnaît là votre bonté, madame, mais il y a pour moi, dans le cas de Mircousch, quelque chose de plus criminel que la révolte même : le mensonge.

JEAN.

La reine, duc, exprime un désir quand elle pourrait donner un ordre. (*A Mircousch.*) Je te dégrade, mais je te laisse la vie. Remercie la reine.

MIRCOUSCH.

Oh ! madame... (*Perdant la tête.*) Oh ! monseigneur...

TOUS.

Vive la reine ! Vive le prince Renaud !

JEAN, *à Mircousch à mi-voix.*

Ne recommence pas, imbécile... Si tu te conduis bien à la prochaine affaire, je te rends tes galons, et même mieux. (*Plus haut, montrant Marroca.*) Quant à cette femme...

BÉATRICE.

Si elle est folle, plaignons-la. Dédaignons-la si elle est méchante. Je vous demande sa grâce.

JEAN.

Soit. Qu'on la conduise en dehors de nos lignes, et qu'il ne lui soit fait aucun mal.

MARROCA.

C'est pourtant bien toi, gredin ! (*On l'entraîne.*) Nous nous reverrons, Jean, nous nous reverrons.

JEAN.

Vous ne pouvez rien contre moi, madame. (*Il fait un geste vers un officier. L'armée défile devant la reine.*)

LA REINE, *au moment où le lieutenant Dario, passant devant elle, la salue de l'épée.*

Oui, très joli homme.

(*Le défilé continue.*)

(*La fin prochainement.*)

JULES LEMAITRE

IMPRESSIONS D'ALLEMAGNE

Bien que, depuis 1870, le peuple français n'aimât point porter son regard au delà des Vosges, l'opinion qu'il s'était formée, une fois pour toutes, des Allemands n'en contenait pas moins une grande part de vérité. Les rares Français qui, avant la guerre, voyageaient en Allemagne n'y découvraient rien qu'ils n'eussent pressenti. Ils rencontraient ces ridicules que leur avaient révélés déjà les albums de Hansi et de Zislin, les livres même de M. Barrès et de M. Bazin : professeurs à lunettes d'or, commerçants et bourgeois appuyant leurs ventres aux tables des tavernes, touristes au chapeau orné de plumes vertes, officiers corsetés et pommadés, femmes massives, aux traits épais, vêtues d'étoffes grossières et mal coupées. Ils avaient occasion surtout d'observer les qualités de la race que nul ne songeait à contester : sa ténacité, sa persévérance, son goût de l'effort laborieux, son esprit de discipline, — cet ensemble de qualités qui ont fait du peuple allemand, aux mains du gouvernement impérial, un merveilleux instrument de travail et de domination, et qui auraient assuré à l'Allemagne, si elle se fût contentée de vaincre par l'exercice de ses seules vertus, la conquête pacifique du monde.

Ces temps ne sont plus. Sans doute, les statues des Hohenzollern ornent toujours de leur masse blanchâtre la *Siegesallee*, et la statue de la Victoire, étincelante au soleil, domine, du haut de sa colonne, l'entrée de Berlin. Les monuments de marbre subsistent, mais ils ont perdu leur sens ; ils survivent, témoins encombrants du passé.



Quelle ne fut pas ma stupéfaction, lorsque, venu de France, la mémoire pleine encore des impressions que j'avais recueillies durant des séjours antérieurs, je débarquai à Berlin, en 1919, un matin de décembre ! Cahoté dans une auto sans pneus et sans vitres, à travers les rues sales, où la boue se mêlait à la neige, où les ordures s'accumulaient le long des maisons, je croyais avoir mesuré d'un seul regard l'étendue des changements produits par la guerre. Mais je compris bientôt que ces changements ne sont que des signes extérieurs, l'expression atténuée de transformations profondes des âmes.

Le respect de l'autorité a disparu. Ceux qui la représentent ne cherchent qu'à la faire oublier, car ils ne se sentent point soutenus par leurs chefs. Au coin des rues, au centre des places, l'agent de police, jadis dieu respecté des carrefours, n'essaie même pas d'ordonner le tourbillon qui s'agite autour de lui. Si le soldat salue son officier, ce n'est plus en faisant claquer les talons avec la raideur d'un automate, c'est avec une nonchalance qui paraît dédaigneuse. Dans les boutiques, la foule houleuse glapit, s'insurge contre les règlements, prête à tout saccager. Au moindre incident, pour un chien écrasé, pour un cheval emballé, pour un ivrogne, les passants s'attroupent, vocifèrent, prennent parti, parfois en viennent aux mains. Les employés des chemins de fer, jadis des employés modèles, sont fatigués, inertes, secoués d'accès de mauvaise humeur ; ils refusent de prendre aucune responsabilité, invoquent, pour expliquer leur désœuvrement, des règlements contradictoires, et semblent occupés seulement à mentir et à empocher des pourboires. Les bandits pullulent, la police indifférente leur abandonne des quartiers entiers, où l'on ose à peine s'aventurer, car les rixes et les attaques nocturnes y sont l'ordinaire de la vie.

Dans les campagnes, le respect de la légalité et du bien d'autrui n'est plus qu'un souvenir. Nul n'essaie d'y remédier. Qu'importent les menus faits divers des villages, déplacements de bornes et de clôtures, substitutions de bétail? Les contrôleurs aux vivres ne peuvent mettre la main sur le lait, sur le

beurre, que les cultivateurs se vantent de cacher, qu'ils détruisent, plutôt que de les livrer aux réquisitions, comme ces paysans de Prusse Orientale qui noyaient, sous les regards résignés de l'administration, des charretées entières de pommes de terre. Pour enfreindre les règlements, frustrer le fisc et narguer la loi, chacun se découvre une ingéniosité insoupçonnée, un zèle chaque jour nouveau. La police fait cerner et fermer périodiquement les marchés, seul moyen qu'elle ait trouvé, sinon d'empêcher, du moins de constater les fraudes.

Disparu encore le sens de la propriété. On vole partout, on vole tout. Malgré les avertissements officiels qui s'étalent sur tous les murs, dans les voitures et les tramways, porte-monnaie et portefeuilles, fourrures même sont escamotés. Escamotés aussi, dans les hôtels et les vestiaires, les cannes, les chapeaux, les chaussures, les pardessus ; dans les bureaux et les administrations les machines à écrire : onze cents en un mois pour la seule ville de Berlin. Dans les escaliers des maisons les tapis même cloués disparaissent comme par enchantement. Dans la banlieue, villas et maisonnettes sont complètement vidées, en plein jour, par des cambrioleurs syndiqués costumés en déménageurs, qui emportent jusqu'aux baignoires et aux fourneaux de cuisine. Policiers et victimes acceptent avec le même fatalisme ces accidents ; les récompenses par quoi on sollicite la cupidité des dénonciateurs ne séduisent personne. Et la série continue des pillages organisés et accomplis ostensiblement, et des vols perpétrés dans le secret et dans l'obscurité, par des professionnels ou par des amateurs...

L'Allemagne a perdu aussi le goût du travail. Sans doute, le nombre des chômeurs est moindre que l'an passé, au temps des batailles de rues et de la guerre civile. Mais il est grand encore, et comme le gouvernement paie des indemnités de chômage de plus en plus considérables, il n'y a guère d'apparence que cette masse d'oisifs se remette promptement à l'ouvrage. Ceux-là mêmes qui prétendent accomplir une tâche journalière ne produisent pas. Aux mois de janvier et de février 1920, d'importants chantiers de constructions navales, à Hambourg, à Elbing, à Brême, auxquels l'insuffisance de rendement imposait des pertes fort lourdes, ont menacé de

fermer. En Saxe, en Bavière, sous prétexte de respecter les lois de l'Église, les trains ne circulent pas le dimanche. Dans la Ruhr, les ouvriers des mines ont réclamé l'établissement de la journée de six heures, et si l'action énergique des syndicats chrétiens et des députés socialistes majoritaires en a fait différer l'application, le principe n'en est plus discuté. Dans toutes les régions, dans tous les corps d'état, même parmi les fonctionnaires, les grèves naissent, s'étendent, puis cessent, et leur fin n'a pas plus de motifs que leur commencement. Les raisons politiques invoquées par les ouvriers pour expliquer leur attitude ne sont que des prétextes. On leur a dit, ils feignent de croire que le fruit de leur travail servirait à satisfaire l'avidité des capitalistes de l'Entente. Ils prétendent que s'ils s'abstiennent de produire, l'excès de la misère allemande éveillera la commisération, nécessitera l'intervention et l'aide des Alliés. Fatigue physique, épuisement cérébral, ruine du corps et de l'esprit, telles sont les vraies causes, qu'ils essaient de dissimuler au monde et à eux-mêmes, de leur paresse et de leur oisiveté.

Des mêmes causes aussi provient le fléchissement de la vie morale, dont l'Allemagne était si fière, et qu'elle ne perdait nulle occasion d'opposer à la légèreté et à la corruption françaises. Riches et pauvres remplissent les théâtres pour voir jouer des drames antiques comme *l'Orestie*, des légendes bibliques comme *le Songe de Jacob*. Dans les salles de conférence ou de concert, aucune place ne reste vide. Mais en sortant d'écouter Gœthe ou Beethoven, vers onze heures du soir, au moment où les théâtres sérieux ferment leurs portes, on est entouré, au tournant des rues sombres, par des individus louches, qui s'offrent à conduire ceux dont la bourse est pleine en des demeures hospitalières où les heures leur seront courtes et la nuit joyeuse. Car, depuis l'armistice et la révolution, une floraison d'établissements malsains s'épanouit dans la ville de Berlin, austère autrefois, ou, du moins, qui dissimulait ses tares de capitale sous un masque de pudeur hypocrite : tripots pour toutes les bourses, palais de danse où le même mouvement emporte, en une promiscuité qui pimente le plaisir, l'élégante et l'ouvrier, la demi-mondaine et le bourgeois. Sans doute, pareils traits de désordre et de

démoralisation se rencontrent ailleurs, et c'est l'effet de la grande crise qui a perverti l'humanité ; mais ils y sont moins accentués, et voici qui porte la marque allemande : la docte et pédantesque Allemagne dogmatise : elle a inventé une pédagogie de l'ignoble. On trouve à Berlin des établissements qu'on appelle « scientifiques » ; là trônent des charlatans qui s'intitulent « éducateurs de la volonté », hypnotiseurs, prophètes sales et barbus, qui, aux quatrièmes pages des journaux, annoncent leurs miracles et recrutent leurs adeptes. Dans les cinématographes, sous prétexte d'initier la jeunesse à la vie, afin qu'elle ne pèche point par ignorance, on l'initie à toutes les impuretés, on lui prodigue la connaissance des pires débauches. L'on s'écrase pour regarder danser des danseuses nues qu'un « professeur » présente, avant la séance, comme « ses collaboratrices à une œuvre hautement morale », et qui, pour la bagatelle de cent ou deux cents marks, offrent à une assistance masculine et âgée le spectacle de leurs évolutions et la vision de leurs charmes. L'on s'écrase aux représentations des pièces d'un auteur dramatique de Munich, qui il y a trois ans n'était connu que d'un cercle étroit d'intimes, Frank Wedekind, pièces dont l'intrigue est une longue suite de crimes atroces et de débordements inouïs. Le gouvernement s'effraie des progrès de l'immoralité ; il prépare de nombreuses lois ; déjà des débats ont eu lieu à la Chambre prussienne. Le clergé catholique tonne du haut des chaires, et le clergé protestant gémit en ses synodes. Mais pour l'instant, les règlements humains et la parole de Dieu semblent impuissants à calmer ce vent de folie, à faire taire l'instinct impérieux qui entraîne le peuple aux plaisirs qui procurent l'oubli des souffrances passées, l'apaisement momentané d'un appétit que la disette alimentaire et la hausse des prix empêchent également de satisfaire.

Les Allemands, qui avaient supporté pendant la guerre les restrictions, presque la famine, soutenus par l'attente d'une paix qui ramènerait l'abondance et la vie aisée, ne trouvent pas dans les temps difficiles que traverse leur pays de quoi renouveler leurs forces. Ils réussissent tout juste à entretenir une existence misérable. La classe moyenne, les employés et les petits rentiers ne parviennent pas à cacher leur misère, une

misère dont ils rougissent. Leur régime n'est que d'abstinence et de privations. Depuis trois ans, ils n'ont pas acheté de chaussures : chez eux ils portent des socques de bois. Leurs vêtements montrent la corde : un costume d'homme qui en janvier coûtait dix-huit cents marks, en coûtait trois mille en avril : une paire de souliers vaut six cents marks, une chemise deux cents. Les ficelles, les serviettes, les rideaux souvent sont de papier, et les parapluies en taffetas gommé fondent à la première averse. Depuis la fin de l'été dernier, l'augmentation du prix des vivres, selon les statistiques officielles, est de cent cinquante-cinq pour cent. Les paysans marquent chaque jour une mauvaise volonté plus évidente à approvisionner les villes ; ils abandonnent les champs, fréquentent des réunions monarchistes où ils discutent, sans se lasser. Ceux qui voudraient travailler manquent d'outils, de semences, d'engrais. Chaque mois, l'État doit restreindre la quantité de pommes de terre et de céréales qu'il distribue à vil prix. Il est rare que des familles appartenant à la classe moyenne mangent à leur faim. La viande est d'ordinaire inconnue à leur table ; elles se contentent de harengs saurs, de tartines de saindoux, de purées, à l'aspect grisâtre et inquiétant. Les ouvriers, dont le salaire équivaut à six ou sept fois les salaires d'avant la guerre, malgré les avantages des coopératives de consommation, ont dû s'accoutumer à ne prendre qu'un repas par jour.

Une détresse si générale, tant de privations ôtent aux individus le moyen de rétablir leur équilibre nerveux. Comme aux moments les plus tragiques de la guerre et de la révolution, les inquiétudes demeurent exaspérées et les nerfs tendus ; les esprits affolés sont à la merci des moindres excitations. Qu'un minime incident se produise parmi les gens qui attendent l'heure de passer sur les quais d'une gare : l'employé qui les contrôle au passage s'emporte ; des paroles de colère et d'exaspération sont échangées ; les yeux brillent, les bras s'agitent ; tout cela pour un motif futile : une personne qui a voulu passer trop tôt devant le contrôleur. Quand des voyageurs s'attroupent devant la buvette où l'on débite pour un mark cinquante un verre de mauvaise bière ou de limonade suspecte, si le patron ne va pas assez vite en besogne,

ou tarde à rendre la monnaie à un consommateur — c'est un accès de fureur collectif : l'un s'empare d'une bouteille et s'enfuit, l'autre jette un verre à la tête du commerçant. En quelques instants des vitres volent en éclats, la boutique va être mise à sac; heureusement le sifflet du train disperse ce public désorienté, qui regagne en se bousculant et en criant les wagons où il s'entasse... Ainsi s'expliquent également ces révoltes, sans veille et sans lendemain, ces sursauts de colère vaine qui accueillent les exigences de l'Entente, la joie délirante qui salua, le 13 mars, l'avènement de Kapp, les sarcasmes et les opprobres qui cinq jours plus tard accompagnèrent sa chute. De là ces cultes subits, éphémères, pour un homme et pour une doctrine, ces revirements brusques qui font douter du bon sens ou de la bonne foi de l'Allemagne, cet empressement à implorer tous les appuis, cette crédulité complaisante avec laquelle sont reçues les nouvelles les plus extravagantes. Tout le long de la guerre, le prolétariat allemand a cru que la révolution grondait à Paris ; il s'est attendu à voir « apparaître sur les tranchées françaises l'étendard rouge de l'Internationale ». On lui persuade maintenant que la France combat pour la restauration monarchique, qu'elle poursuit le démembrement de l'Allemagne, de même qu'on affirme aux bourgeois et aux aristocrates qu'elle travaille à l'avènement du bolchevisme, qu'elle a envoyé Sadoul à Petrograd pour s'entendre directement avec Lénine. Par ces nouvelles multipliées et contradictoires se répand parmi toutes les classes de la population le sentiment d'un danger inconnu, mais toujours imminent, qui décourage toutes les énergies, fait paraître vain l'exercice des vertus, incite à épuiser toutes les jouissances de l'heure qui passe et d'un monde qui demain ne sera plus.

Dans ce bouleversement des consciences, un seul principe a conservé sa valeur, une seule idée a accru son pouvoir : la force. L'adoration de la force est la religion de l'Allemagne d'aujourd'hui plus encore que ce n'était celle de l'Allemagne d'hier. C'est la force qui a fait l'Allemagne grande. C'est par la force seulement que les Alliés sont victorieux, qu'ils ont pu imposer au vaincu une paix déshonorante et désastreuse. On honore tous les hommes qui ont su employer la force : seul des

chefs alliés, M. Clemenceau inspira une admiration envieuse; les attachements qu'a suscités Noske ne s'expliquent pas autrement. C'est sur la force qu'on compte pour maintenir l'ordre ou pour le troubler, pour défendre la Constitution ou pour l'abolir, pour tenir en respect les ennemis du dedans et du dehors. Elle sert aussi aux simples citoyens: dans les conversations un coup de poing remplace avantageusement tous les arguments; dans la foule, lorsqu'on désire se frayer un passage, à l'église même, il tient lieu de politesse et d'excuse. Il n'est pas étonnant, dès lors, que les militaires répondent par des coups de fusil, ou, — comme le 13 janvier —, par des décharges de mitrailleuses au moindre frémissement de la populace, qu'ils éprouvent un plaisir extrême à édifier au milieu des rues des barrages de fil de fer, à braquer sur les paisibles promeneurs leurs canons et leurs minenwerfer; que les hordes du prolétariat, de leur côté, pour manifester leur puissance, assassinent les soldats isolés, ou empalent des officiers réactionnaires prisonniers. La brutalité presque sauvage des répressions semble naturelle : tout Allemand, même s'il est un ancien ouvrier syndiqué, cabaretier ou typographe, du moment qu'il détient une parcelle du pouvoir, veut l'exercer jusqu'à la dernière limite, s'en sert contre ceux qui n'ont pas la force, engage avec joie une lutte sanglante, et, après le combat, devant les cadavres d'agitateurs ou d'adversaires politiques, éprouve « l'âpre satisfaction du devoir accompli ».

*
* *

La transformation morale des âmes s'accompagne-t-elle d'une transformation politique des esprits? Les suppôts de l'ancien régime le nient, et leurs voix couvrent le murmure de la foule ou dominent son silence. Ils expriment leur opinion dans des salons, dans des assemblées de fidèles, foyers d'action, centres de propagande d'où l'on exclut soigneusement tous les adversaires, tous les tièdes, tous ceux dont la fidélité monarchique et la foi évangélique ne sont pas éprouvées. L'on y échange des regrets, l'on tâche d'y faire partager de timides espoirs, l'on se communique les nouvelles encourageantes, parfois l'on montre avec un enthousiasme

religieux quelques lignes datées d'Amerongen, tracées par la main du grand exilé.

Cependant, même en ces milieux fervents, l'empereur n'est plus l'objet que d'un culte d'apparat. On lui reproche ses prétentions à la science universelle, ses sympathies exclusives pour ses créatures. Les militaires ne lui pardonnent pas d'avoir rendu inévitable la ruine de l'Allemagne en accordant sa confiance à un ministre aussi médiocre que M. de Bethmann-Hollweg, en acceptant la guerre, à un moment où, comme le déclare le général Ludendorff, l'Allemagne n'avait « ni la préparation morale, ni la préparation militaire suffisantes, où les populations de l'arrière n'étaient pas formées à la résistance ni au sacrifice, où les soldats manquaient d'entraînement, les chefs de capacité, où les aéroplanes, les canons, les munitions, faisaient également défaut ».

Ceux qui ont lu dans le livre de Kautsky les notes que l'empereur mettait en marge des rapports diplomatiques déclarent qu'il y apparaît autoritaire, tranchant, impulsif, inaccessible aux raisons et aux réalités les plus pressantes. Ce Lohengrin triomphant, ce grand génie protecteur de l'Allemagne, s'y rapetisse aux proportions d'un homme insignifiant et vaniteux. La publication par la presse de sa correspondance avec le tsar Nicolas a ridiculisé celui qui signait « Willy, empereur de l'Atlantique ». Les masses le considèrent comme un « idiot » dont elles conspuent le nom dans les réunions publiques. L'on colporte les aventures scandaleuses des Hohenzollern : le divorce de deux fils de Guillaume II, les équipées de leurs femmes suscitent partout une joie maligne : il semble que les coups et les accidents qui frappent la famille impériale semblent autant de revanches du sort.

Chose singulière, le peuple s'est pris d'indulgence pour le Kronprinz. On était unanime, autrefois, à Potsdam et dans les quartiers pauvres, à voir en lui un être méprisable, sans intelligence ni moralité. Craint de son père qui redoutait ses intrigues et ses incartades, tenu à l'écart par sa femme qui affichait pour lui autant d'éloignement que de mépris, objet des quolibets des courtisans et des insultes du peuple, il était, avant la guerre, « l'homme de la guerre ». Aux heures graves d'août 1914, alors que même les pangermanistes les

plus ardents témoignaient quelque anxiété, il se lança dans la lutte comme en une partie de plaisir, la casquette sur l'oreille, la cigarette au coin des lèvres, sans réflexion, sans pensée peut-être. Mais, depuis lors, dit-on, le travail, les tristesses, les désappointements l'ont mûri. Il est un converti de la guerre, un démocrate convaincu, un pacifiste. Et l'on insiste sur le bon choix qu'il faisait de son entourage, l'agrément de sa société, sa facilité à accueillir les opinions de toutes les nuances, les hommes de toutes les classes et de tous les partis. Ses fidèles sont groupés à Potsdam, autour de la villa italienne où la Kronprinzessin élève ses enfants. Elle est, comme elle le fut toujours, populaire par ses vertus familiales, son charme et sa simplicité. Elle aussi croit ou fait semblant de croire à la transformation de son mari. Elle travaille à sa réhabilitation. Les éloges qu'elle lui prodigue aujourd'hui le défendent mieux contre la réprobation qui poursuit la famille impériale que les campagnes de presse les plus actives. Mais s'il est même des révolutionnaires qui ne peuvent se défendre de quelque pitié pour le proscrit de Wieringen, cette sympathie ne s'attache qu'à la personne du prince, non à l'idée qu'il représente.

En dehors de ses séides attitrés, la monarchie ne compte guère de partisans résolus, et peu d'Allemands attendent une révolution qui la rétablirait. Ce qui se passe à Amerongen intéresse comme un simple fait divers. Et pourtant le peuple ne peut oublier que, sous Guillaume II, la vie n'était pas chère, que les vivres ne manquaient point, que l'ordre régnait, que l'Allemagne était riche, puissante et respectée... Les hommes qui dirigent l'État inspirent de la défiance même à leurs électeurs qui leur reprochent leur incompétence, leur défaut de spécialisation, leur manque de prestige. On les aimerait plus brillants, plus majestueux, plus autoritaires : Bismarck, Hindenburg, Tirpitz savaient s'imposer. Les Allemands souhaitent des chefs qui ne leur ressemblent pas : ils savent trop qu'Ebert fut corroyeur avant d'être chancelier, et que Noske apprit la politique devant un établi de menuisier. A tous ces ministres « républicains », ils en veulent d'être des parvenus et de vivre comme des parvenus, de se loger dans des palais, de « boire du champagne ». Ils en veulent

surtout aux familles des gouvernants, attachées aux moindres prérogatives, soucieuses du protocole, affichant des élégances pour quoi elles ne sont pas nées : madame Hermann Müller parade en automobile; madame Ebert se vêt de fourrures et apprend à monter à cheval.

Comme on ne reconnaît point la supériorité des chefs du nouveau régime, on est d'autant plus sévère pour leurs défaillances. Ces défaillances, les partis de droite les ont habilement exploitées : ils ont flétri l'empressement des socialistes et des démocrates à se rendre aux invitations de l' « agitateur bolcheviste » et millionnaire Parvus, et à accepter ses subsides. Ils ont accusé Noske de tirer quelque argent de la démolition des forteresses prussiennes. Grâce aux machinations d'Helfferich, Erzberger passe aux yeux du peuple entier pour un profiteur, pour un courtier en affaires louches, presque pour un traître. Grâce aux excitations des journaux réactionnaires, les deux députés socialistes majoritaires Scheidemann et Davidsohn, l'un comme accusateur, l'autre comme accusé, se trouvent compromis dans une affaire inextricable : leurs accusations et leurs dénégations servent seulement à les déconsidérer davantage. La violence de ces polémiques, comme des insultes que s'adressent les divers partis, sapent les convictions chancelantes de la foule. Les socialistes indépendants sont accusés, dès qu'ils élèvent la voix, de semer dans l'État la ruine et la dévastation. A leur tour, ils accusent les majoritaires « d'oublier l'idéal révolutionnaire, de renier successivement tous les principes, de poursuivre une politique qui déshonore le socialisme ». Les catholiques prétendent que les libres penseurs qui travaillent à laïciser l'école violent la Constitution. Les libres penseurs accusent les catholiques d'inculquer comme un dogme le respect des rois, et de maintenir l'union du trône et de l'autel. Les éléments ouvriers ne peuvent prendre leur parti de l'« échec de la révolution »; ils se disent dégoûtés d'un gouvernement qui n'a pas su empêcher les hobereaux de retrouver leur orgueil cassant et dominateur. Les démocrates, les modérés constatent avec tristesse qu'après vingt mois de vie républicaine l'Allemagne reste misérable. Les réactionnaires, isolés et dédaigneux, s'absorbent en des regrets inutiles et

en de vaines récriminations contre « les criminels de novembre ».

Égaré par ces contradictions, étourdi par les injures qui s'entre-croisent au-dessus de lui, le peuple souverain tombe peu à peu dans un scepticisme désespéré. Il croit que tous les pêcheurs en eau trouble se sont groupés pour hâter la ruine de leur patrie. Les actes, les efforts des chefs qu'il s'est choisis le laissent indifférent. Leur éloquence ne l'entraîne plus. Leurs appels désespérés ne le touchent guère. Malgré les articles de journalistes comme Theodor Wolff, qui à chaque crise nouvelle l'engagent « à se ressaisir, à prendre des résolutions viriles, dignes du passé de l'Allemagne, dignes du brillant avenir qui l'attend », il demeure immobile. Voici un an, la publication du Traité de Paix, dont une habile campagne avait souligné le caractère rigoureux, ne l'émut point : la ville de Berlin montra si nettement qu'elle « ne saisissait pas la gravité de l'heure », que Noske dut y interdire tout divertissement. Les demandes d'extradition des criminels de la guerre n'ont suscité d'émotion que parce que les familles allemandes se sentaient individuellement menacées. Même dans les grandes assemblées en plein air convoquées par de multiples affiches, la foule d'employés et d'ouvriers, amaigris et fatigués, dont le soleil printanier devrait réchauffer l'ardeur, écouta en silence les discours les plus divers, ne les interrompit ni ne les applaudit. Mais cette apathie politique n'atteint pas tout le passé : l'âme de ces hommes, de qui la défaite, la révolution, les humiliations de toute sorte ont ruiné les espoirs, garde un sentiment que rien ne peut atteindre, celui de leurs mérites et de leur innocence.

Pendant la guerre, on leur a répété qu'ils avaient osé l'inosable et accompli l'impossible. Ils en avaient conscience : si, dans la lutte, ils cherchaient un réconfort, ils n'avaient pas d'aliments suffisants pour soutenir leurs corps, ils n'avaient pas comme nous de forces morales pour soutenir leurs âmes, ils n'avaient pas le secours innombrable de la mer, ni l'excitant presque surhumain qu'était pour le soldat français la vision de son pays mutilé et ruiné. On a fait luire à leurs yeux une paix qui fermerait toutes les plaies, calmerait tous les désirs. Les éloges, les encouragements qu'on leur a donnés,

le souvenir de leurs souffrances, leur ont inspiré un orgueil insensé. Notre modération, qu'une habile propagande a dénoncée comme la preuve de notre faiblesse, les a empêchés de sentir la défaite, et notre force ne leur inspire que des terreurs passagères.

De leur responsabilité dans les origines du conflit, ils ne savent rien. Durant quatre ans, une censure efficace, qui arrêtait à la frontière livres et brochures de propagande, a tenu le peuple dans l'ignorance des affirmations, des documents français. Maintenant encore, nombreux sont les libraires qui empêchent la diffusion des ouvrages des démocrates réfugiés en Suisse, des Fernau, des Rosemeier, des Grelling, ou des Allemands modérés et pacifistes, Bavarois et Prussiens, Fœrster, Muehlon, H. von Gerlach. Des militaires troublent les réunions où l'on essaie d' « expliquer à l'Allemagne l'atmosphère de réprobation qui l'entoure » par leurs cris, leurs hurlements, leurs brutalités : une fois ils ont roué de coups H. von Gerlach. Au contraire, les mémoires d'hommes d'État ou de généraux, qu'ils s'appellent MM. von Iagow, Helfferich ou Pourtalès, Falkenhayn ou Lettow-Vorbeck, qui directement ou indirectement présentent l'apologie du passé, s'étalent à toutes les devantures. Si l'on excepte quelques esprits sincères, socialistes désabusés réfugiés dans le pacifisme qui, avec le zèle le plus enflammé, ont essayé d'éclairer l'Allemagne sur ses fautes et de lui faire prendre conscience de ses devoirs internationaux, et quelques esprits pratiques, que le désastre a rendus clairvoyants, et qui reconnaissent que la guerre était une « imprudence », le peuple a peu appris. Les bourgeois disent et croient qu'ils sont partis en guerre pour défendre leurs intérêts et leur patrimoine menacés. Les ouvriers ont fini par s'imaginer qu'en luttant contre la France, ils ont soutenu les peuples contre les gouvernements, et qu'en résistant aux exigences du capitalisme allié, ils ont rendu plus proche la réalisation de l'idéal de solidarité « pour l'amour duquel l'Allemagne a signé l'armistice ». Si on les interroge, ils rappellent la légende de l'empereur pacifique, la volonté évidente de la France et de l'Angleterre d'encercler l'Allemagne, la docilité du pays tout entier aux conseils du pape, sa soumission aux notes du président Wilson. Se fondant

sur une documentation dont l'inexactitude perpétuelle témoigne d'un vrai parti pris de falsification, ils prouvent qu'ils n'ont jamais cessé de vouloir la paix. Familles de fonctionnaires impériaux dont la révolution a brisé la carrière, ouvriers affamés, bourgeois et paysans prennent à témoin leur patrie désunie et meurtrie, leur fortune perdue, leur maison vide. Comment eussent-ils pu, disent-ils, souhaiter un tel cataclysme? Et parce que l'image de la guerre longue, dure et malheureuse obsède aujourd'hui leur esprit, ils se refusent à croire que, jadis, ils ont salué avec joie une guerre qu'ils pensaient courte et joyeuse.

Les crimes allemands commis pendant la guerre ne sont ni mieux connus, ni plus sévèrement condamnés. Qu'on cite, dans un salon ou dans une assemblée, des exemples de ces crimes : massacres de civils, rançonnements de villes, assassinats d'enfants, déportations de jeunes filles, — bien des yeux stupéfaits s'écarquillent, tandis que des voix s'élèvent pour répondre. Les uns évoquent les vieilles légendes de l'honneur allemand, et nient que des héros germaniques se soient rendus coupables de tels excès. D'autres contestent les révélations françaises, critiquent les documents. Les citations de carnets de soldats allemands, les photographies même de textes ne peuvent les convaincre : les propagandes — ils le savent bien — ont de tristes habitudes, emploient de lamentables procédés. Il est facile de truquer des textes et de bâtir une argumentation avec des faux... Ou bien, l'on dénie toute valeur à des notes jetées à la hâte sur des feuilles éparses, le plus souvent par des soldats ignorants qui ne saisissent point la portée de leurs expressions, toujours par des hommes énervés, fatigués, qui n'ont ni le temps ni la liberté d'esprit nécessaires pour juger et pour savoir.

Les forfaits que l'on ne peut nier, tantôt on les avoue hautement, en invoquant pour les expliquer des « nécessités militaires » : ainsi le général Ludendorff se glorifie d'avoir mutilé les vergers du nord de la France, car « les arbres fruitiers constituent pour les troupes en marche de merveilleux abris contre les attaques aériennes »; tantôt on tâche de les excuser par l'exaltation naturelle aux hommes, qu'il s'agisse

des soldats de 1914 partis pour une marche triomphale vers la victoire et la curée, ou des soldats de 1918 combattant depuis des mois, dans la boue et le froid, contre un ennemi « dix fois supérieur en nombre ». Ou bien encore l'on prouve que l'humanité bien comprise exigeait l'emploi de tous les moyens, des crimes ou des brutalités individuelles, pour mettre fin au règne de la brutalité collective, aux crimes des nations; l'on passe de la défense à l'attaque; les crimes dont nous accusons l'Allemagne, c'est nous-mêmes qui les avons commis. A grand'peine, après des discussions pénibles et de longues hésitations, les libéraux admettent que l'Allemagne n'est pas la victime inoffensive de l'ambition, de la sauvagerie des autres nations européennes ; que comme une brebis devenue enragée elle a participé à la folie générale. Ils reprochent au gouvernement impérial d'avoir suivi une politique peu clairvoyante, de ne s'être pas ménagé des alliés sûrs et fidèles, d'avoir cru aux protestations d'amitié du tsar : mais c'est tout. L'Allemagne a été trop crédule, imprudente, candide : tels sont ses péchés, ses responsabilités.

Rien ne peut amener les Allemands à douter de leurs mérites. Innocents et pacifiques, ils ont été jetés par la fatalité dans un conflit sanglant. Ils ont combattu avec courage, souffert avec abnégation. Pour commencer une vie nouvelle et montrer à l'Entente de la bonne volonté, ils ont chassé une dynastie qui avait fait la grandeur de leur patrie, renoncé au bénéfice d'une administration habile et expérimentée. On devait leur en savoir gré. On devait secourir leur misère, seconder leurs efforts. Ils y comptaient. Ils n'ont rien vu venir que des sarcasmes, des témoignages de défiance ou d'hostilité. Étonnés, inquiets, ils se sont tournés successivement de tous les côtés, vers ces ennemis dont ils sont les victimes, dont ils voudraient devenir les clients, cherchant d'où leur viendra le secours.

***

Ils ont regardé d'abord du côté de la France.

Non point tous, il s'en faut. Les professeurs véhéments et les pasteurs fanatiques, dans leurs cours ou dans leurs ser-

mons, rééditent contre la France de vieilles accusations de légèreté et d'immoralité. Les vrais Prussiens regardent le Français comme l'ennemi héréditaire. J'allai rendre visite, il y a quelques jours, à une vieille famille de fonctionnaires et de pasteurs : à l'ombre des pins, dans une maison bâtie pour les joies du foyer et les temps prospères, se rassemblent de hauts fonctionnaires, des officiers, des membres de la noblesse, des dames de la cour. On n'a cessé de manifester des sentiments hostiles à l'égard de la France. « La France, disait-on, est cause de tous les malheurs de l'Allemagne, elle est cause de la révolution, elle est cause de la misère. Elle est cause par ses exigences de la tentative désespérée de Kapp et de Luttwitz. Elle maintient à dessein le désordre en Allemagne, en témoignant aux divers gouvernements la même animosité : elle n'a cessé de miner l'influence de Bauer, elle a refusé de reconnaître Kapp, elle suscite à Hermann Müller difficulté sur difficulté. En réclamant le désarmement de l'Allemagne, elle permet aux bolcheviks d'y continuer impunément leur propagande. Ses ministres, ses députés, ses journalistes crient sur tous les toits qu'ils redoutent la renaissance du militarisme allemand : ce n'est qu'un prétexte ; absorbée dans sa haine aveugle, la France veut la ruine de l'Allemagne, quelles qu'en soient pour elle-même les conséquences. » On juge ridicule la prétention de la France de communiquer à l'Allemagne sa « maladie démocratique ». « La France, dit-on, est le pays des passions déraisonnables et des à peu près. L'Allemagne est le pays de l'étude critique, de l'énergie raisonnée, de l'idéalisme pratique. La France est le pays des engoûments éphémères et des attendrissements féminins, l'Allemagne celui des enthousiasmes durables, sources d'action tenace... » A mes protestations véhémentes, on répondait par des sourires ironiques.

Mais, d'autre part, beaucoup d'Allemands affichaient, avant la guerre, pour la France, une amitié souvent gênante pour le Français qui en recevait le témoignage. Maintenant encore, ils ne cachent pas leur envie et leur goût pour la civilisation, la littérature et la vie françaises, si légères à la fois et d'un sens si profond, pour les paysages français, pour les montagnes françaises, pour la Côte d'Azur, terre de fleurs et de soleil,

vaste baie ouverte sur l'Orient. Ces sympathies personnelles, la persistance de ces impressions agréables s'ajoutaient à des motifs plus sérieux : notre bravoure en 1870, la valeur du soldat français, seul comparable au soldat allemand, notre résistance pendant quatre ans, à leurs formidables efforts, le génie de nos généraux, la victoire enfin que, bon gré, mal gré, ils sentent confusément. Nos justes exigences pécuniaires, mais aussi nos « visées annexionnistes » sur le bassin de la Sarre, l'occupation de la rive gauche du Rhin, le rôle de certains grands chefs dans les mouvements séparatistes, les déçurent.

Pourtant, ils demeuraient prêts à saisir tous les gestes de la France pour y trouver des raisons d'espérer un rapprochement. Ils signalaient sa modération dans l'affaire de Scapa-Flow, l'humeur conciliante de M. Loucheur, la ténacité de M. Clemenceau qui « domptait les nationalistes et les militaires ». Les grands industriels, les banquiers, les commerçants, qui voulaient faire de la politique réaliste, se disaient disposés à accepter toutes les combinaisons, toutes les affaires qui contribueraient à réparer les méfaits de la guerre, à s'associer avec nous pour des gains et des profits communs, à s'unir à nous contre la vague bolcheviste. Ils préparaient la reconstruction du nord de la France : les sociétés étaient constituées, les plans dressés, les ouvriers attendaient. D'ailleurs, jusqu'à la fin du mois de janvier 1920, les hommes politiques et les familles cultivées, — quelle que fût leur doctrine de parti, — reconnaissaient la nécessité d'une entente avec la France, pour que ces deux nations, sœurs ennemies dans la misère, et victimes de la guerre, de la guerre « voulue par la politique égoïste et jalouse de l'Angleterre », s'entr'aident et se fortifient mutuellement. Le gouvernement, indécis, n'osait ni donner prise par une servilité exagérée aux reproches des nationalistes, ni par trop de froideur irriter l'Entente. A mi-chemin entre les idées inconsidérées de revanche que prêchaient quelques pangermanistes, et l'oubli absolu du passé, les ministres catholiques, socialistes ou démocrates essayaient de trouver une formule qui permît à l'Allemagne et à la France de vivre côte à côte, de respecter loyalement leurs intérêts particuliers, de régler en plein accord les problèmes qui les intéressaient tous deux. Décidés

à considérer la question d'Alsace comme une question de politique intérieure française, ils comptaient que la France abandonnerait toute prétention à intervenir dans les affaires purement allemandes, qu'elle surveillerait sans parti pris les efforts de l'Allemagne pour exécuter le traité. Si le temps n'était pas encore venu des conceptions de vaste envergure et des combinaisons internationales, l'on pouvait, — croyaient-ils, — sans craindre de désillusion, espérer que, par de bonnes relations de pratique et d'affaires, l'apaisement se ferait vite, et qu'ensuite l'amitié viendrait.

Donc orateurs et écrivains tendaient vers nous leurs mains, où le rameau d'olivier venait à peine de remplacer les grenades incendiaires. Nous n'étions pas disposés à les étreindre fraternellement. Nos raisons les plus claires de repousser leurs avances, nos plus légitimes sentiments, ils ne les comprenaient pas. Ils s'étonnèrent de notre silence obstiné. Ils se plaignirent de ne trouver en France aucune disposition bienveillante, ni dans les manifestations de l'opinion publique, ni dans les discours du Parlement. Pourquoi M. Clemenceau se vantait-il de ne pouvoir comprendre l'esprit allemand? Pourquoi ces attaques contre la race allemande, et ce nom de « Boche » qui, non seulement était adopté par le peuple, mais faisait encore le tour des salons parisiens ? Pourquoi les socialistes français venus à Berlin répétaient-ils qu'un fleuve de sang les séparait des socialistes allemands ? Pourquoi les intellectuels français feignaient-ils d'ignorer les intellectuels allemands ? L'Allemagne ne donnait-elle pas l'exemple de largeur d'esprit, elle qui était toute pénétrée d'influences françaises ? Ne jouait-on pas Romain Rolland, n'imitait-on pas M. Claudel? Ne lisait-on pas, ne traduisait-on pas les livres français les plus récents, Claude Farrère, Henri Barbusse, Georges Duhamel? Ne suivait-on point passionnément le mouvement des arts, la peinture française, celle de M. Cormon et celle de Picasso? Carpentier lui-même n'avait-il pas des admirateurs et des fidèles?... Mais les récriminations n'émurent pas la France plus que ne l'avaient tentée les offres de service. Et les Allemands en ont été réduits à s'étonner de ce que nous voulions nous isoler dans le souvenir de nos griefs et l'attente

de notre vengeance, à prendre acte de leurs avances et de nos refus, à « nous désintéresser » de l'avenir qui, comme le disait, au mois de février, le ministre de guerre Noske, « dépend de la France seule, et sera, suivant son plaisir, gros de terreurs ou plein de promesses ».

L'attitude de nos alliés les décida, autant que nos rebuffades, à se détourner de nous. Les Anglais, plus vite oublieux des souffrances de la guerre, moins sentimentaux et plus pratiques, jugèrent qu'il valait mieux flatter l'Allemagne et la persuader de se laisser dépouiller, que d'encourager par la rudesse sa résistance et son inertie. La tâche était dure. L'Angleterre comptait peu d'amis et de partisans. Les réactionnaires l'accusaient d'avoir hâté la révolution par les papillons et les tracts que ses avions laissèrent tomber, tout l'été de 1918, sur le front de Flandre, par l'indulgence qu'elle avait promise au premier gouvernement démocratique qui s'établirait en Allemagne. Le peuple ne lui pardonnait pas la journée du 4 août 1914, et la déclaration de guerre qui avait trompé tous ses espoirs. La guerre, on accusait même l'Angleterre de l'avoir préparée, d'avoir imaginé cette combinaison machiavélique pour ruiner à la fois l'Allemagne et la France, d'avoir mis une fois de plus en pratique le principe traditionnel de la politique anglaise, qui exige la ruine du plus puissant État d'Europe. On dénonçait son ambition, son avidité, son absence de scrupules, son habileté à s'épargner les sacrifices. On lui en voulait d'avoir arraché à l'Allemagne ses biens les plus chers, les plus nécessaires à sa vie : ses colonies, dont elle a besoin pour y déverser sa population prolifique, ses colonies, terres de richesse et de rêve, et sa flotte puissante, si glorieuse pendant la guerre, qui représentait vingt années de travail et d'espoirs. En décembre, en janvier même, toute la nation, ouvriers et bourgeois, invitait la France à joindre ses prières aux prières allemandes pour que Dieu punisse l'Angleterre, à joindre ses efforts aux efforts allemands, pour ne point demeurer éternellement exploités par une race perfide et calculatrice.

L'Angleterre a su réduire au silence ces voix hostiles, faire taire les rancunes, endormir les appréhensions. C'est un sujet pénible, et il ne nous convient pas d'y insister. D'ailleurs, si

notre inquiétude excuse assez notre sévérité, l'on peut estimer que nous avons été bien prompts à accuser nos alliés. Sans doute, commerçants, industriels, financiers allemands, les mêmes qui se déclaraient découragés par l'obstination, l'ignorance et les lenteurs des Français, affichaient leur préférence pour la froideur correcte, les exposés mathématiques de l'Anglais. Sans doute aussi, en des écrits et des discours retentissants, hommes d'État et publicistes allemands se vantaient de pouvoir compter sur l'aide financière et l'appui moral de l'Angleterre. Fallait-il, pour cela, crier à la trahison? L'Allemagne jouait son jeu ; depuis un an et demi déjà, nombreux sont les Allemands, dans le monde de la politique et de la presse, qui, pour gagner des partisans au programme antifrançais du comte de Brockdorff-Rantzau, s'attachent à souligner les réclamations monstrueuses de la France, la modération des exigences anglaises. Et l'Allemagne, pour compromettre l'Angleterre, pour exciter contre nous le plus puissant et le plus proche de nos alliés, travaillait à envenimer les bouderies d'un instant, à transformer les dissentiments passagers en désunion définitive.

Si nous y avions regardé de plus près, nous aurions peut-être été moins inquiets de certaines attitudes et de certaines manœuvres. Il est vrai que des agents commerciaux et des industriels anglais s'infiltraient en Allemagne, dans la région rhénane, dans les centres miniers, à Berlin ; pénétrant partout, inspectant tout ; disposant par le change de capitaux énormes, ils se lançaient en de vastes entreprises. Mais nous pouvons difficilement reprocher à des hommes isolés de rechercher les occasions de gains considérables ; et à un gouvernement d'autoriser ses nationaux à tirer parti d'une situation que nous étions à même d'exploiter, nous aussi. Il est vrai qu'à côté de ces agents commerciaux, il s'est trouvé des agents politiques qui ont profité de la détresse économique des Allemands pour faire luire à leurs yeux des avantages pécuniaires, et, les plaignant à cause de leur isolement, ont semblé se désintéresser de l'exécution des clauses du traité, qui consacraient la déchéance de l'Allemagne. Mais les habitudes chevaleresques de l'Anglais, qui, après avoir mené la guerre comme un *fair play*, se penche avec sollicitude vers l'ennemi vaincu

qu'il traite comme un camarade malheureux ; sa volonté d'être courtois, et de se plier aux moindres lois de l'hospitalité ; d'autre part l'indépendance absolue, la liberté d'action que, depuis des siècles, le *Foreign Office* accorde à ses agents ; l'état d'esprit même de ces agents, militaires pour la plupart, qui ne sont pas habitués aux procédés diplomatiques : tout cela eût pu nous rassurer, nous empêcher d'attacher trop d'importance à certaines entreprises, et de considérer des initiatives individuelles, des imprudences, des maladresses, comme l'expression des vraies volontés du cabinet de Londres. Même l'attitude hésitante des Anglais en face de la tentative de Kapp, la sympathie avec laquelle ils suivirent ses efforts s'expliquaient assez par le désir d'instaurer en Allemagne une monarchie constitutionnelle, à l'image du gouvernement anglais, — de réaliser ce rêve, qu'ils avaient, en 1917, cru réaliser en Russie.

L'échec de cette tentative, l'empressement des agents anglais, enfin éclairés, à féliciter le gouvernement légal dès son retour à Berlin, ouvrirent les yeux à ceux qui, depuis deux mois, mettaient en Angleterre toutes leurs espérances. Les partis de gauche croyaient comprendre que seul un gouvernement monarchiste aurait la faveur de la Grande-Bretagne. Les partisans de l'ordre et de la légalité étaient scandalisés que la grande démocratie anglaise n'ait pas défendu la démocratie allemande contre un pronunciamento d'opéra-comique qui pouvait entraîner les mêmes suites qu'un coup d'État. Les émeutiers et les « kappistes » même se plaignaient de n'avoir pas été soutenus. Ainsi, réactionnaires et monarchistes, socialistes et républicains se sont résignés à ne point regarder outre-Manche afin d'y chercher des appuis pour leurs luttes intestines.

Ils espéraient encore, dans les premiers jours du mois d'avril, que l'Angleterre, qui avait vu de près les difficultés où se débat la jeune Allemagne, allait adopter les vues que M. Keynes a soutenues en un livre que tout Allemand instruit commente et approuve. Ils espéraient qu'elle avait senti les imperfections du traité, qu'elle allait, aidée et soutenue par des délégués allemands, en imposer la revision. Un instant, au début de la Conférence de San-Remo, il semblait que l'Allemagne touchât au but. Mais le succès de M. Millerand à cette confé-

rence, le ton cordial pour la France des journaux anglais, les entretiens amicaux de Hythe ont déçu les politiciens allemands. Ils constatent, avec surprise et avec regret, que l'Angleterre demeure l'alliée de la France, l'amie des bons et des mauvais jours. Autant ils étaient désireux de se présenter — et non plus en vaincus — à une conférence où les Alliés eussent été divisés, autant ils hésitent, maintenant, à hâter des négociations où ils trouveront devant eux, aussi ferme dans la paix qu'aux grandes batailles de 1918, le front franco-anglais. Et du même coup, les industriels allemands s'inquiètent de la collaboration anglaise qui risquerait de devenir dangereusement dominatrice. Déçus dans des espérances aventureuses, que leur manque de finesse seul a pu leur permettre de concevoir, les Allemands sentent à nouveau bouillonner en leur cœur une sourde irritation contre « la perfide Albion qui promet tant et tient si peu ».

La politique slave de l'Allemagne n'a pas mieux réussi. Pour éveiller les craintes, et, à la fois, les sympathies alliées, les Allemands agitaient depuis longtemps, comme un voile rouge, le spectre du bolchevisme. Ils menaçaient d'ouvrir à l'anarchie la barrière qu'eux seuls pouvaient défendre, aimant mieux périr d'un seul coup, comme l'avant-garde des civilisations occidentales, que de se consumer sous l'oppression des vainqueurs. Plus tard l'idée leur vint qu'une collaboration avec la Russie effraierait autant les Alliés et serait moins périlleuse pour l'Allemagne. La Russie, pourtant, ils ne l'aimaient guère. Russie des cosaques avec Rennenkampf, ou Russie des soviets avec Ioffe, ils l'entrevoyaient aussi obscure, aussi inquiétante, aussi hostile. Comme le général Hofmann qui, plénipotentiaire allemand aux négociations de Brest-Litowsk, regrettait de ne pouvoir fusiller les plénipotentiaires des soviets, les Allemands se seraient sentis bien plus rassurés par une Russie vide qu'ils auraient exploitée à leur gré. Les Russes insaisissables les obsédaient par leur nombre, leur vie agitée, leur âme incompréhensible. Il est vrai qu'ils abondaient à Berlin, gens de toutes conditions et de toutes humeurs : juifs de Pologne ou de Bessarabie, de Bukovine ou d'Ukraine, qui ont fui pour échapper aux pogroms, hordes grouillantes, envahissantes, prêtes à se ven-

dre, à se révolter, à obéir aux moindres excitations révolutionnaires; Russes réactionnaires, gonflés de leur ancienne prospérité, ambassadeurs, conseillers, ministres de gouvernements éphémères ou déjà disparus, inertes, pessimistes, qui évoquent les souvenirs de Pétrograd, des quais de la Néva, de leurs palais, de leurs salles à manger colossales, où deux cents invités pouvaient dîner à l'aise, et passent de longues veillées au « Cabaret du Séraphin bleu » à écouter en pleurant les balalaïkas; — ou, au contraire, monarchistes actifs et intrigants, qui travaillent avec Goutchkov à ramasser les débris des armées de Koltchak et de Denikine et à recruter des volontaires pour marcher sur Moscou; Russes révolutionnaires, enfin, émissaires des soviets qui dissimulent leurs qualités et leurs fonctions sous les apparences d'honnêtes commerçants, qui vivent simples, cachés, ignorés, tous ceux qu'on voit passer et disparaître sans bruit dans la modeste maison de la rue des Faisans d'où Victor Kopp dirige les intrigues et conduit les actions violentes. Ce fut surtout Radek qui effraya les Allemands. Gardé à Berlin comme otage, emprisonné pendant des mois, il sut donner, par ses moqueries séduisantes, par ses discours enthousiastes, par ses réticences mêmes, une singulière impression de force et d'esprit nouveau aux visiteurs qui l'interrogeaient, grands industriels ou diplomates. Avec une logique indifférente et sarcastique, il leur démontra la nécessité de nouer des rapports avec les soviets. Sa présence fut l'occasion d'utiles pourparlers ; sa personne séduisit, sa parole fut convaincante.

Dès lors, les regards se tournèrent vers la grande Russie, lointaine et mystérieuse, riche de trésors inexploités, qui joignait aux avantages d'une proximité relative tous les attraits de l'éloignement. Déjà les esprits, aventureux quoiqu'ils fussent positifs, y construisaient des mines, y traçaient des lignes de chemins de fer et voyaient, dans un rêve qui serait la prochaine réalité, des convois entiers de vivres et de matières premières s'acheminer vers la frontière allemande. Diplomates et industriels depuis longtemps n'acceptaient plus les conceptions extrêmes propagées soit sur l'impuissance des soviets, la terreur qu'ils entretiennent, soit sur la perfection de leur

méthode, l'ère nouvelle qui, par eux, commençait pour l'empire des tsars. Ils voulaient aller voir. Bientôt une commission fut nommée, qui regarderait, conclurait les accords qu'on avait ébauchés, serait le premier lien entre les deux peuples qui bientôt seraient amis.

Mais, en Allemagne, les oppositions se multiplièrent. Les uns insistaient sur l'outillage précaire de la Russie, incapable de mettre en valeur ou de transporter ses richesses, sur la faiblesse de l'Allemagne qui ne pouvait multiplier et étendre à l'infini les champs de son travail. D'autres redoutaient l'invasion des doctrines bolchevistes. Ceux qui se jugeaient chargés de maintenir l'ordre, ceux pour qui le maintien de l'ordre signifiait le maintien de leurs privilèges, suppliaient que la pure et noble Germanie y réfléchît à deux fois avant de se commettre avec des pillards et des assassins. Aux plus enthousiastes des inquiétudes venaient, des doutes sur la sincérité de Radek, des craintes d'être dupes de leur fantaisie. Ils songeaient aux désillusions qu'avait éprouvées l'Allemagne, lorsqu'en 1918, elle trouva vides les greniers d'Ukraine. Ils hésitaient à lui en préparer de semblables qui compromettraient davantage l'avenir.

La tentative de Kapp fit oublier toute autre préoccupation. Les événements qui suivirent, — en ces journées de mars, où, autour de Berlin, les fusillades crépitaient, où, chaque soir, le bourgeois pris de panique attendait l'arrivée de Radek à Moabit, où chaque matin des regards effrayés croyaient trouver le soleil obscurci par la multitude des avions bolchevistes — ne préparèrent pas la reprise des négociations, et des vastes projets. Lors des émeutes de la Ruhr, les proclamations des « rouges » qui saluaient « l'aube qui se levait à l'orient », les télégrammes encourageants de Moscou aux bolchevistes allemands refroidirent l'amitié germano-russe, qui naissait à peine. En outre, l'Angleterre, dont on suivait avec intérêt les négociations à Copenhague, dont on attendait le signe qui permettrait de s'engager résolument dans la voie des accords économiques, peut-être de poser les premiers jalons pour un accord politique — l'Angleterre ne dit, ni ne fit rien. L'Allemagne dut renoncer à exploiter la Russie, cette terre promise.



Après un an de tentatives et de démarches pour trouver des amis complaisants ou des vassaux dociles, l'Allemagne reste seule, car les déclarations enflammées d'une Autriche réduite aux dimensions d'une province, les politesses de l'Italie ne peuvent suppléer au pardon de la France, à l'aide de l'Angleterre, à la mainmise sur la Russie. L'Allemagne reste seule, seule en face de sa détresse morale, de la paresse, du désœuvrement de ses habitants, seule en face de sa détresse économique et alimentaire, seule à supporter le fardeau de ses fautes et de ses crimes. Elle souffre du malaise général dont souffre l'Europe, et sa décadence apparaît surtout plus marquée si nous la mesurons à la grandeur de sa prospérité perdue.

Mais, — nous n'avons pas le droit de l'ignorer, ni même de l'oublier un seul instant —, elle porte en elle les promesses d'une renaissance certaine. Quoique la natalité ait diminué par suite de la terrible misère, son peuple est nombreux et ne cesse de s'accroître. Sans doute les corps fatigués s'abandonnent, les cerveaux sommeillent. Mais passée cette période de léthargie, ils retrouveront une vigueur et une vie nouvelles. Dès que l'Allemagne aura réussi à se donner un gouvernement fort, et elle ne saurait y manquer, elle reprendra dans la paix rétablie et l'ordre assuré son goût pour le travail, elle emploiera les méthodes qui avaient rendu son labeur fécond dans tous les domaines du commerce et de l'industrie, elle retrouvera son habileté à exploiter l'œuvre scientifique de ses universités et de ses écoles techniques, et le prestige qu'un demi-siècle de domination lui a valu dans le monde. Si les circonstances la favorisent, trois années, déclarent ses économistes, lui suffiront pour refaire son industrie. Les usines, les machines sont intactes, les grandes entreprises surchargées de commandes. Le besoin de produits fabriqués est si pressant qu'on ne saurait se passer longtemps du producteur allemand. Les unions de grands industriels d'une part, et, d'autre part, les associations d'ouvriers empêchent l'éparpillement des énergies, unissent toutes les forces individuelles dans la poursuite d'un but commun. L'accord qui règne entre les

syndicats ouvriers et les patrons procure à l'Allemagne une force d'initiative, et, s'il le faut, une force de résistance à l'étranger, que bien des nations lui pourraient envier.

Il nous faut donc compter avec cette résurrection fatale, qui se fera contre nous si elle se fait sans nous. Devons-nous donc travailler à relever de nos propres mains cette nation en ruines, et oublieux du mal qu'elle nous a fait hier, la mettre en état de le renouveler demain? Le jour qu'elle se sentira assez forte, l'Allemagne ne désirera-t-elle pas cette revanche que les pangermanistes ne cessent d'appeler de leurs vœux, qu'ils commencent de préparer par leurs intrigues? Certes, notre situation est singulière; le risque est grand, mais notre intérêt nous oblige à le courir : l'activité économique de l'Allemagne, voilà le seul gagne de notre créance, que la justice, aussi bien que la grande misère de nos provinces ravagées, nous commandent de recouvrer.

Cette considération fort importante n'est pas la seule qui semble devoir régler notre conduite. Si la France et l'Allemagne se trouvent être solidaires et pour ainsi dire conjointes, si leur accord sur le terrain industriel et commercial est également avantageux pour l'un et l'autre pays, cet accord est nécessaire à l'Europe, nécessaire à la paix du monde, nécessaire au progrès de la civilisation. Le temps nous pousse et nous presse; faisons violence, puisqu'il le faut, à nos goûts et à nos traditions ; résignons-nous à pratiquer une politique réaliste. Les Allemands sont nombreux, et plus qu'on ne le croit, qui désirent une amélioration des rapports franco-germaniques. Ne décourageons pas ces hommes de bonne volonté. Essayons plutôt de stimuler leurs efforts et d'augmenter leur nombre. Des négociations sont engagées à Paris pour établir l'accord économique entre la France et l'Allemagne, et fixer les modes d'un travail commun. Souhaitons qu'elles réussissent et qu'elles procurent les résultats que nous sommes en droit d'espérer ; mais, bien entendu, tout en faisant crédit à la sincérité de l'Allemagne nouvelle, montrons-lui que nous ne nous engourdissons pas dans une sécurité trompeuse ; nous attendons d'elle des marques et des preuves de sa loyauté.

***

1er juin 1920.

LE BIEN-AIMÉ

I

LE BANQUET

Le banquet commençait chez Callias le riche, fils d'Hipponicos. Un musicien avait préludé aux libations par un air de flûte et les convives entonnaient la chanson des Tyrannoctones :

« Je porterai le glaive dans un rameau de myrte, ainsi qu'Harmodios et Aristogiton, lorsqu'ils tuèrent le tyran. »

Ils ne songeaient d'ailleurs à tuer personne, et il n'y avait dans Athènes d'autre tyran que le sage Périclès. Mais la coutume imposait cet hymne héroïque dans tous les festins, même les plus libres. Et maintenant Callisthène, archonte de la boisson et roi du souper par le choix du sort, réglait la manière dont chacun devait boire, les santés à porter et le nombre des coupes ; il annonçait des amendes pour les contrevenants. Les buveurs l'approuvaient et riaient, les tempes ceintes de violettes.

On voyait parmi eux un adolescent d'une beauté insigne, délicat et parfumé comme une femme : Agathon, le poète, impatient d'atteindre ses vingt-cinq ans pour être en âge de faire jouer sa première tragédie. C'étaient encore Protagoras, le sophiste, qui donnait dans l'impiété, au dire des auteurs comiques et des prêtres, car il contestait aux dieux l'empire

du monde et l'attribuait plutôt aux forces naturelles ; le rhéteur Prodicos, habile à soutenir toutes opinions mais préférant les plus étranges, dont il recueillait plus de gloire ; Axiochos, le débauché, un ami d'Alcibiade ; le médecin Acoumène, qui prescrivait la marche à ses malades et, pour l'instant, reposait accommodé sur un lit moelleux ; enfin le bonhomme Socrate, remarquable par ses yeux attentifs et son air simple : voulant faire honneur à son hôte, il avait mis un vêtement net et chaussé des sandales.

Il y avait des courtisanes : Mélitta, dorée comme une abeille de l'Attique ; Chimæra, plus lascive que les chèvres ; Lampyris, dont les prunelles de feu semblaient des lampyres dans une nuit d'été ; l'amie des philosophes, Théodote, belle et savante ; Tigris et Leæna, farouches et fauves. Silencieuse dans l'orgie, une femme gardait le visage amer de Pallas sur les boucliers : on l'avait surnommée la Clepsydre, parce qu'elle s'en servait pour mesurer à ses amants le temps du plaisir, comme on mesure aux orateurs celui de l'éloquence.

Callias, malgré les agaceries des pallaques et des aulétrides, témoignait de quelque impatience depuis un moment.

— Je ne vois point venir, — dit-il, — le fils de Clinias. Nous aurait-il donc oubliés?

On feignit de partager cette crainte, mais des propos hostiles, à mi-voix, coururent de lit en lit :

— Vraiment, ne saurait-il y avoir de fête sans cet Alcibiade?

— Toutes doivent se parer de lui. N'est-il pas le plus beau des Grecs?

— Du moins, ses parasites l'affirment.

— En tout cas, il est le plus effronté.

— Le plus orgueilleux.

Prodicos écoutait en silence : chose rare. Il se souleva un peu sur son coude et répliqua nonchalamment :

— Pour moi, je prétends que son orgueil est légitime et je le démontre. Notre merveilleux Alcibiade a pour aïeul le maître des dieux lui-même. Par son père Clinias, il est issu d'Éaque, fils de Zeus et juge aux enfers, qui fut l'ancêtre d'Ajax de Salamine. Par sa mère Dinomaché, une Alcméonide, il descend de l'argonaute Amphiaraos et de la nymphe

Callirhoé. Un de ses aïeux fut l'ami de Solon ; un autre, le beau-père de Pisistrate. Un troisième, Clisthène, a reconstruit le temple de Delphes et renversé la tyrannie.

— Ajoute, s'il te plaît, qu'il est le neveu de Périclès : de là lui viennent sa superbe et son insolence. Par lui-même, que serait-il?

— Ce que vous disiez tout à l'heure, — repartit Prodicos, — le plus beau des Grecs. Vous souvient-il, mes amis, de Charmide, l'éphèbe qui fut vainqueur aux dernières Panathénées? Le jour où on le couronna, il n'y eut pas jusqu'aux enfants dans les rues qui ne s'arrêtassent sur son passage, frappés d'admiration comme s'ils avaient vu marcher quelque statue divine. Tel est aujourd'hui cet Alcibiade, dans la fleur de sa saison.

— Prodicos, — dit quelqu'un, — tu parles en rhéteur. Moi, je le tiens simplement pour un fou.

Prodicos se tourna vers son voisin de droite, dont il venait de porter la santé, selon la règle établie par Callisthène.

— Toi, Socrate, — dit-il, — qu'en penses-tu?

— Je pense, — répondit le philosophe, — qu'il y a dans ce jeune homme quelque chose de divin.

Cependant, Callisthène réclama tout à coup le silence. L'acteur Phidippide s'était mis debout, la lyre à la main, prêt à chanter. Son visage ne manquait pas de noblesse ; il avait la taille belle et la voix sonore. Dans *Œdipe*, haussé sur ses cothurnes, il était apparu au peuple, comme un demi-dieu. Mais ce soir, l'heure n'était point à la tragédie ; il consentait de n'être plus qu'un vivant joyeux couronné de roses. Il abandonnait son Sophocle et ne se souvenait que d'Anacréon.

Il chanta :

« Si tu peux dénombrer les feuilles de tous les arbres et dire combien sont les grains de sable au fond de la mer, c'est toi seul que je charge de compter mes amours. Rien que pour Athènes, tu peux en marquer vingt, et même, oui, quinze autres encore. Pour Corinthe, tout un chapelet, car, tu le sais, l'Achaïe est le pays des belles femmes. Marque ceux de Lesbos et aussi ceux d'Ionie et ceux de Carie et ceux de Rhodes : cela fait bien dix mille amours... Quoi, que dis-tu? Non, ce n'est pas fini : inscris

toujours. Je ne t'ai pas encore parlé de la Syrie, ni de Canope, ni de la Crète... Mais comment vas-tu faire pour les chiffrer, tous ces amours de mon âme ? »

— Et voilà, — dit Axiochos, quand on eut cessé d'applaudir Phidippide, — voilà qui s'applique le mieux du monde à notre ami. Combien de fois Alcibiade a-t-il aimé déjà et fut-il aimé? Je l'ignore. Cependant nous ne nous quittons guère depuis le jour où, par la faveur d'Hermès, dieu de la Chance, j'ai pu l'approcher.

— N'était-ce point, — interrompit Agathon, — lorsque tu lui rapportas sa caille favorite?

— Oui, en faisant une distribution d'argent au peuple, il avait ouvert son manteau, d'où l'oiseau s'envola. Il en était justement inconsolable : une si belle caille de combat et qui avait triomphé tant de fois ! Aussi quelle fut pour moi sa reconnaissance ! Elle dure encore, et s'il prend la direction de nos affaires après Périclés, je serai sûrement quelque chose dans l'État... Pour en revenir à ses amours, tous les lui envient. Les femmes l'appellent le Bien-Aimé : il mérite ce surnom. Il n'y a pas dans Athènes un seul mari qui ne vive à cause de lui dans l'inquiétude. Je ne parle pas des courtisanes : toutes assiègent sa porte, l'humble dictériade des faubourgs et l'hétaïre somptueuse : il en est qui passent la nuit sur la pierre de son seuil. Mais tant d'épouses qui resteraient vertueuses, s'il n'y avait pas d'Alcibiade sur la terre, mendient son caprice, son regard. Les hommes mariés demanderont bientôt qu'on fasse une loi tout exprès contre lui, pour le bannir, car l'ostracisme n'a pas été institué pour les jeunes gens de dix-huit ans. Hé bien, cette Athènes qu'il ravage ne suffit pas encore à ses désirs. Un jour il entendit des voyageurs qui célébraient la beauté d'une femme d'Asie, nommée Médontis. Plutôt que de les croire sur parole, il résolut d'y aller voir, et il m'emmena. Que vous dirai-je? tout est commun entre amis... Sachez que Médontis est délicieuse.

— Peut-être est-il retourné près d'elle, — dit Callisthène, — car je ne le vois toujours point paraître. Et Callias qui voulait qu'on l'attendît !

— N'en soyez point en peine, — répondit quelqu'un. —

Il viendra quand il lui plaira, et je gage qu'il sera ivre encore.

— Il l'est toujours, et même le matin. C'est lui qui inventa cette mode de boire à jeun.

— Chose funeste pour la santé, — observa le médecin Acoumène, en flattant la chevelure de Mélitta.

— Pourvu qu'il ne se conduise pas comme il fit dernièrement chez Anytos où il était prié ! Il s'y rendit vers la fin du banquet, suivi de ce Thrasylle qu'il traîne souvent après soi. Sans même saluer son hôte ni daigner le voir, il but à Thrasylle, ramassa les vases les plus précieux qui étaient là et les fit porter par ses esclaves chez ce parasite. Anytos le laissa faire. Et comme on s'indignait autour de lui : « Alcibiade, dit-il, est encore trop généreux : tout ici lui appartient, il pouvait donc prendre tout et voici qu'il m'en laisse la moitié. »

— L'âme d'Alcibiade est celle d'un tyran, — prononça Phidippide, que la tragédie avait rendu sentencieux.

Il se fit alors un grand bruit à la porte : des coups frappés violemment et des éclats de voix. Les esclaves parlementèrent avec celui qui menait ce tapage, puis ils ouvrirent et un jeune homme entra.

Une pourpre tombait de ses épaules sur le pavé où ses pieds hésitaient, liés par l'ivresse ; il était chaussé de crépides d'or ; des cigales d'or parsemaient sa chevelure, ceinte de bandelettes blanches, couronnée de violettes et d'un sombre lierre. Il s'appuyait sur une canne enguirlandée comme un thyrse. Son visage imberbe, ses yeux las et ardents, ses tresses fleuries étaient d'une bacchante, la plus belle de toutes, ou de Bacchos lui-même, encore adolescent, tel qu'il apparaît dans la fête des vendanges, échauffé par les rougeurs du crépuscule et du vin. Car la beauté du fils de Clinias rappelait cette beauté parfaite et qui ne connaît point de sexe, que les sculpteurs donnent indifféremment aux Hermès et aux Aphrodites. Pourtant, certains traits en lui annonçaient le héros : c'était le pli volontaire qui divisait son front, et celui de ses lèvres dédaigneuses, presque cruelles. Ainsi devait sourire, charmant et terrible, Persée, le tueur de la Gorgone, lorsqu'il brandissait la tête du monstre virginal aux cheveux mêlés de serpents.

Alcibiade, d'une marche incertaine, s'avança vers le lit

de Callias, où deux places seules étaient occupées, car on avait réservé la troisième pour lui.

— Salut, — dit-il, — ô fils d'Hipponicos, le plus aimé des hôtes et le premier de mes amis !

En parlant, il grasseyait un peu, défaut qui n'était point sans charme. D'ailleurs, on l'écoutait moins qu'on ne le regardait. On ne voyait plus que lui : Agathon même, avec ses grâces efféminées, n'existait plus. Les femmes se tournaient avidement vers le fils de Clinias, Clepsydre comme les autres : réveillée de sa songerie hautaine, elle le contemplait avec fixité, le menton dans sa main.

Alcibiade, attendri par le vin, entoura Callias de son bras.

— J'en atteste Poseidon, — s'écria-t-il, — jamais je ne trouverai ton pareil.

Puis il s'adressa aux autres :

— Ne croyez point, ô hommes, que je parle au hasard parce que j'ai bu... Tenez, j'en appelle à lui-même, et qu'il me démente si ce que je raconte n'est pas vrai... Un jour chez moi, dans une fête comme celle-ci, je m'avise d'une idée assez risible. Je quitte tout à coup la salle du banquet; je reviens après quelque temps, en feignant une peur mortelle : « Amis, dis-je tout tremblant, un malheur m'arrive : sauvez-moi, venez ! » Ils se lèvent interdits et me suivent. Je les mène dans une pièce obscure ; je leur montre une forme humaine dissimulée sous des étoffes ; je balbutie : « C'est un ennemi que j'ai tué ; la justice va venir : aidez-moi à m'échapper. » A ces mots, ils s'enfuient ; un seul reste : Callias. Alors, soulevant tapis et couvertures, je découvre la victime : c'était une statue. Nous avons bien ri, et depuis ce temps, je sais que Callias est ami fidèle.

Cependant, sur l'ordre de Callisthène, des ballerines venaient d'entrer en dansant. Au milieu de la salle, elles s'arrêtèrent et commencèrent leurs tours : l'une d'elles faisait la culbute par-dessus des épées ; une autre jonglait avec des cerceaux en métal creux, dans lesquels tintaient des anneaux de cuivre. Une troisième, s'étant jetée sur les mains, se servait de ses pieds pour tirer de l'arc, maintenant le bois de l'arme et la flèche entre ses orteils fardés. Tous ces exercices s'accomplissaient au son de la flûte : l'adresse ne suffisait point,

on y voulait aussi la grâce. Pour les convives qui les regardaient à travers leur ivresse, les membres et les reins tordus par l'effort semblaient onduler selon les rythmes du plaisir.

Longtemps, on continua de boire. Callisthène avait fait apporter un grand vase à rafraîchir le vin, qui ne contenait pas moins de huit cotyles ; il le vida : « Qui veut en faire autant? » dit-il. Plusieurs relevèrent le défi. Pourtant l'orgie s'apaisait peu à peu. La plupart des buveurs s'endormirent; les femmes avaient été vaincues les premières. Les jongleuses et les aulétrides, pressées de retrouver leur lit, en profitèrent pour sortir, l'une après l'autre, sans être vues. Quand elles furent parties, le silence se fit. Deux hommes restaient encore éveillés et dispos : Alcibiade qui s'était dégrisé en buvant; Socrate qui pouvait, selon le cas, se passer de boire ou bien porter tout le vin qu'on voulait sans jamais être ivre.

Il frappa sur l'épaule du jeune homme :

— Fils de Clinias, tu le vois : ceux-ci sont maintenant sourds et muets, immobiles comme des hermès dans leur gaine. Nous n'avons plus rien à faire avec eux, nous qui ne dormons pas. Si tu le veux, nous quitterons ensemble la maison de notre hôte, et nous ferons quelque promenade avant de rentrer, car cette nuit est fort belle.

— J'y consens, — répondit Alcibiade.

Ils se levèrent donc et se dirigèrent vers la porte. Comme ils allaient la passer, une hétaïre, qui s'était dressée tout à coup, se coula vers Alcibiade et lui dit rapidement, de façon à n'être entendue que de lui seul :

— Je t'attendrai demain toute la journée. Ma maison touche à la Morychia, près du temple de Zeus Olympien. Mon nom est Timandra.

Une torche voisine, avant de s'éteindre, jeta dans ce moment une clarté vive et sanglante. Alcibiade aperçut le visage de celle qui parlait, illuminé de flamme. Il ne l'avait point remarquée jusqu'alors; elle était très jeune et à peine nubile, avec une sorte de grâce impétueuse. Elle avait le parfum des mûres sauvages que l'on cueille sur les buissons. Il lui sourit.

Mais Socrate l'entraînait déjà.

Ils eurent bientôt gagné la Porte Dipyle, ils entrèrent dans le Céramique extérieur. Autour d'eux blanchissaient les sépultures, les figures des stèles devenaient vivantes au clair de lune : un guerrier jaillissait en armes ; une femme belle et pensive, serrant la main de son époux, allait ouvrir la bouche pour les derniers adieux. Du haut de son socle, un grand taureau de marbre pentélique régnait sur les fantômes, comme une divinité bestiale d'Assyrie, et, levant la tête, semblait meugler vers les étoiles. Çà et là, s'ouvraient des puits d'ombre où brillaient et bruissaient, entre des feuillages, les eaux vives de l'Éridanos.

Socrate et Alcibiade étaient maintenant sur la Voie Sacrée qui mène à Éleusis. Ils se trouvaient en pleine campagne ; la forêt sainte des oliviers frémissait sous la lune. Là le philosophe s'arrêta :

— Fils de Clinias, — commença Socrate, — tu pourrais t'étonner justement de la conduite que je tiens envers toi, depuis que je te connais. Partout où l'on te trouve, tu me vois paraître : il semble que j'aie pour unique soin de te rencontrer chaque jour. Cependant ma poursuite est muette, et voici que je t'adresse aujourd'hui la parole pour la première fois.

— Il est vrai, Socrate, — répondit Alcibiade. — Tu m'obligerais fort de m'expliquer et cette poursuite et ce silence. Je me suis souvent demandé pourquoi tu persistais ainsi à m'obséder et à te taire.

— Je vais te le dire. Jusqu'à présent le dieu familier qui me gouverne en toutes choses a fermé ma bouche : tu étais trop jeune pour m'entendre. Maintenant, il me permet de parler.

— Parle donc.

— Ton âme est orgueilleuse, Alcibiade. Ta beauté, tes richesses, une origine illustre, font que nul ne l'emporte sur toi dans Athènes, et s'il te suffisait d'y vivre toujours au premier rang, tu n'aurais pour cela qu'à te laisser vivre. Mais ton désir est d'autre sorte. La foule ne voit que tes extravagances ; moi, j'ai déjà mesuré ton ambition. Ce n'est point en vain que je t'observe assidûment ; il ne m'échappe pas que ton génie te tourmente et que ses ailes

s'agitent en toi. Tu veux être le maître de la Grèce, Alcibiade.

L'éphèbe ne répondit pas. Ses narines frémirent, respirant la puissance et la gloire.

— Cela même ne te contenterait point, — poursuivit Socrate. — Si quelque dieu te disait : « Tu gouverneras l'Europe, Alcibiade, mais tu ne commanderas jamais aux barbares de l'Asie », je crois qu'au lieu de te renfermer dans cet oracle, tu choisirais plutôt de mourir. Car tu estimes que si l'on n'est Cyrus ou Xerxès, il ne vaut point la peine de vivre, et tu as rêvé d'être obéi par le genre humain. Voilà les pensées que tu roules en toi, cependant que les autres te prennent pour un enfant perdu de délices. Je ne doute point, quant à moi, que les immortels eux-mêmes t'aient donné une ambition si haute, t'ayant marqué pour quelque destin prodigieux. Mais, ô fils aimé de Clinias et de Dinomaché, écoute-moi bien : ce but que tu te proposes, tu ne saurais y atteindre sans moi.

Alcibiade éclata de rire.

— Certes, — dit-il, — je savais que tu aimes à plaisanter, mon cher Socrate. Mais ceci, pour le coup, est admirable. Vraiment, c'est toi qui feras de moi le maître d'Athènes et de l'Hellade, en attendant mieux? Comment cela? Je brûle de l'apprendre et je t'écoute plus que jamais.

— Cela est très simple, Alcibiade.

— Mais encore?

— Je t'enseignerai ce que tu ignores et qu'il faut savoir pour gouverner les hommes. Toi, que sais-tu? Les lettres et la palestre. Tu joues de la cithare, non de la flûte, qui déformerait ton visage. Penses-tu que cela te suffise pour conduire l'État? Cependant, tu vois ton tuteur Périclès, avec son âge et son expérience, qui ne se croit pas encore assez instruit dans la politique par les enseignements de Pythoclide et d'Anaxagore, et se met aujourd'hui à l'école de Damon. Tu vois les rois de Sparte préparés dès leur naissance à tous les travaux de la guerre et de la paix, et les grands rois de Perse formés par les hommes les plus sages de la nation à l'exercice du pouvoir. Mais toi, quels furent tes maîtres? Privé de ton père Clinias, tu n'as jamais connu de disciplines salutaires :

Périclès, voué aux affaires publiques, n'avait point de temps pour toi ; il te confia à ton pédagogue Zopyre, un esclave hébété de vieillesse, un Thrace. Cette science du gouvernement, où donc et de qui pouvais-tu l'apprendre?

— Enseigne-moi, de grâce, en quoi elle consiste, — repartit Alcibiade, qui raillait encore.

— A discerner en toute circonstance le parti le plus juste et le plus avantageux, afin de bien conseiller le peuple. On y arrive par la sagesse, et la première sagesse est de se connaître soi-même. De là, on parvient à la connaissance de l'humanité et de ses besoins. L'on apprend ainsi la vraie manière de gouverner les hommes.

Il parla quelque temps encore. Tantôt il expliquait et tantôt il interrogeait Alcibiade, le mettant par ses questions sur le chemin de la vérité, qu'il l'amenait à découvrir et à proclamer lui-même. Le jeune homme sentait de mieux en mieux son ignorance de toutes choses, et combien elle l'éloignait du but où il avait prétendu. Sa paresse et son orgueil ne voulaient pas se rendre encore, rebutés par les lenteurs de cet apprentissage qu'on lui imposait. Mais il luttait en vain, car la parole de Socrate était irrésistible...

Ils revinrent vers la ville au jour naissant. Sur toute la campagne s'étendait le calme annonciateur de l'aube ; la nuit, pas à pas, se retirait du ciel ; les étoiles fondaient, perles dissoutes. Des effluves mystiques parcouraient la route d'Éleusis, la voie sacrée des initiations ; les feuillages des oliviers s'agitèrent, comme à la venue d'un dieu.

Et le dieu parut, celui de la lumière ; une couronne de feu se posa sur l'Acropole. Au fronton des temples, la pourpre amortie se réveilla ; la statue d'Athéné Promachos, cette statue si grande qu'on l'apercevait de la mer, sitôt qu'on avait doublé le cap Sounion, devint toute d'or, et sa longue pique flamboya.

Socrate avait cessé de parler, révérant la majesté du mystère diurne, qui se renouvelait une fois de plus aux yeux des hommes ; il adorait le Divin, manifesté dans le jaillissement du soleil. Tous deux marchèrent en silence jusqu'au faubourg ; au croisement de deux rues, ils se séparèrent.

Alcibiade fit seul quelques pas, comme un homme qui rêve, puis il s'arrêta. La parole du philosophe retentissait encore en lui.

« Socrate a raison », se dit-il.

Et il fut frappé soudain de mélancolie. Car si les discours qu'il venait d'entendre étaient vrais, il lui faudrait donc changer toutes ses façons de vivre, s'embarrasser d'études ardues et d'une morale exigeante? Cette obligation lui inspirait une grande tristesse.

Brusquement, il secoua sur ses épaules sa chevelure fleurie. Eh! qu'importait après tout le bonhomme Socrate avec ses radotages? Il s'en moquait bien, il n'était plus d'âge à craindre un pédagogue.

Libre aux Spartiates de vivre dans une austérité et des travaux qui font la paix aussi rude que la guerre! Libre aux barbares de passer tout leur temps à forger des instruments de tyrannie! Un Athénien n'a pas besoin de tant d'études ni d'efforts. Vienne une guerre, il s'y précipite : son destin, sa vertu native font le reste, et s'il ne meurt, le voilà du premier coup sur les sommets. En attendant, tant que la paix rayonne, il se garderait bien de laisser perdre un seul de ses sourires.

Aujourd'hui est encore le temps de l'amour. Alcibiade songe à la petite courtisane de cette nuit, à Timandra.

Comme un écolier qui s'échappe, il prend sa course vers le temple de Zeus Olympien. Près de là, se dissimule parmi les lentisques une maison aux blanches couronnes, secrète et retirée, la maison de Timandra...

II

L'HOPLITE

Aspasie n'était plus jeune, mais sa beauté persistait. Telle au retour de Troie, Hélène reconquise après tant d'années charmait encore Ménélas. D'ailleurs, l'esprit de la Milésienne, ses manières pleines de grâce et de vivacité, aidaient en ceci la nature. Elle apprivoisait les plus austères, et les faiseurs de comédies qui l'appelaient « la prostituée aux yeux de chienne » étaient secrètement amoureux d'elle.

La maîtresse de Périclès vivait maintenant auprès de lui, comme une épouse. Pour elle, depuis longtemps, il avait divorcé d'avec sa femme, qu'il remaria au riche Hipponicos, le père de Callias. Elle régnait sur sa vie privée, elle inspirait sa politique ; c'est elle qui, pour venger Milet, sa patrie, d'une injure, fit faire la guerre contre Samos. Ils s'enfermaient ensemble pour travailler aux affaires de l'État, et quand il allait recueillir le tribut des villes alliées il la prenait avec soi sur son char ; elle était sur sa galère dans le combat qu'il livra pour l'amour d'elle aux Samiens.

Cette femme extraordinaire obtenait tout, non seulement de Périclès mais de quiconque : après avoir enseigné elle-même l'éloquence à Socrate, elle l'obligea d'apprendre à danser. Pour lui plaire, le marchand de bœufs Lysiclès, qui avait l'étoffe d'un démagogue et un grand crédit auprès du peuple, s'abstint d'attaquer Périclès dans les assemblées ; même, il fréquenta des sophistes, se parfuma et devint un tout autre homme.

Aspasie aimait à former des élèves dans les genres les plus divers : aux orateurs elle donnait des leçons de rhétorique, des leçons de morale aux jeunes épouses, sur la prière de leurs maris, et des leçons de coquetterie aux courtisanes. Aussi Périclès aimait-il fort tendrement cette compagne accomplie. On ne doutait point qu'elle lui fût fidèle, mais, générosité ou intelligence, elle ne s'attendait point à la pareille de lui, qui n'était qu'un homme après tout. Même elle avait soin, pour le distraire de la politique, de réunir autour de lui des jeunes femmes, choisies par elle tout exprès ; elle pourvoyait à ses caprices, assurée pour elle-même de son amour.

Elle ne témoigna pas moins de sollicitude envers Alcibiade, lorsqu'il fut sorti de l'enfance. Il lui appartenait de surveiller l'initiation de ce jeune neveu, mais elle ne voulut point s'en charger en personne, malgré qu'il l'eût souvent priée. Elle s'en défendait en riant, ce qui est la meilleure manière. D'ailleurs, il ne l'avait point fâchée, et même, à cause de cela, elle le revoyait toujours avec plaisir, surtout depuis qu'elle vieillissait un peu. Peut-être ce plaisir n'était pas tout à fait sans mélancolie : l'amour qu'elle a dû négliger a tant de charme dans le souvenir d'une femme !

Aussi traitait-elle Alcibiade avec une faveur spéciale. A quelque heure qu'il se présentât, il était admis près d'elle tout aussitôt. Avec Périclès, il n'en allait pas toujours de même. Ses graves occupations le rendaient moins accessible, et d'ailleurs, bien qu'il fût d'un abord doux et modeste, il gardait en son privé quelque chose de la réserve qu'il observait en public, évitant de se montrer à tout propos. Ce qui l'avait fait comparer à la trirème de Salamine, navire d'État qui ne paraît qu'aux occasions solennelles.

Alcibiade, ce matin, s'entretenait avec la Milésienne sur le ton enjoué dont il avait l'habitude, tantôt caressant et tantôt moqueur, celui d'un enfant gâté par toutes les femmes.

— Crois-tu, — demanda-t-il, — que je puisse obtenir audience de l'Olympien?

C'était le surnom de Périclès, soit à cause de sa puissance ou des temples de Zeus dont il avait rempli la ville, et l'on appelait sa maîtresse l'Olympienne.

— Je crains, — dit Aspasie, — qu'il ne te fasse attendre. Il est fort occupé de rendre ses comptes au peuple.

Le fils de Clinias haussa les épaules.

— Il ferait mieux de s'arranger pour ne pas les rendre, — répliqua-t-il.

Aspasie sourit de cette réponse qui montrait un sens politique déjà formé, et pensa que son neveu saurait un jour manier une démocratie.

— Es-tu donc si impatient de le voir? — reprit-elle.

— J'ai besoin de lui.

— Et pour quelle affaire?

— A propos de la guerre contre Potidée.

— Elle est certaine à présent. Sur ta prière, je lui ai remontré que le peuple ne pouvait sans faiblesse ménager plus longtemps une alliée infidèle, qui pactise avec Corinthe.

— Justement, je veux être de l'expédition. Mais je n'ai pas encore vingt ans : d'après la loi, je ne puis être employé qu'à la défense d'Athènes et de l'Attique. Il faut que l'Olympien persuade le taxiarque de m'inscrire, quand même, parmi ceux de la tribu Léontide qu'on enverra dans la Chalcidique.

— Voilà donc, — dit Aspasie, — pourquoi tu tenais tant à cette guerre!

Elle le regardait pensive, elle l'admirait et se sentait émue. Il avait le même âge que son fils, ce jeune Périclès qui portait le nom paternel, à l'exclusion des enfants légitimes Xanthippos et Paralos. Elle songea aussi à la mère d'Alcibiade, à la veuve Dinomaché, et d'avance, pour la douleur qui l'attendait, elle la plaignait. Une courtisane n'est point nécessairement inhumaine.

— Ta résolution est prise? — demanda-t-elle avec une sorte de timidité.

Elle se rendait compte qu'il ne sied point aux femmes d'amollir le courage des hommes. Et naguère elle avait composé le discours que récita Périclès, à la gloire des guerriers tombés pour la patrie : cela lui ôtait le droit de s'attendrir.

Alcibiade ayant répondu d'un signe de tête, elle ajouta, s'efforçant de prendre un ton léger :

— Mais que vont dire toutes les femmes si tu les abandonnes?

— Elles m'ennuient, — répondit-il.

Pour le moment, c'était vrai. La jeunesse comblée est sujette à ces brusques dégoûts ; elle sent parfois le besoin d'une vie violente et il lui faut, comme à une belle bête, des ébats brutaux. Le coursier d'Élis méprise les pâturages et les cavales quand la fureur de son sang le précipite.

Ils s'entretinrent encore quelques instants, puis l'esclave dépêché vers Périclès par Alcibiade revint lui annoncer que son oncle l'attendait.

Dans la pièce la plus retirée de sa demeure, l'Olympien était assis, ses tablettes à la main. Il vieillissait ; ses traits accentués ne manquaient point de noblesse ; il ressemblait de visage à Pisistrate, dont il possédait la facile élocution, et ses ennemis en tiraient prétexte pour insinuer qu'il pourrait bien, comme celui-ci, aspirer à la tyrannie. Un front énorme et renflé, qui l'enlaidissait, l'avait fait surnommer Zeus à la tête d'oignon : à cause de ce défaut, il ne paraissait en public qu'avec un casque.

Périclès écouta son neveu de cet air affable qu'il montrait également à tous les citoyens.

— Je ferai, — dit-il, — ce que tu désires ; la Ville ne saurait refuser un volontaire. Le taxiarque t'inscrira.

Le regard d'Alcibiade brilla de joie.

— Mais sache bien que tu ne pourras servir selon ton rang, comme chevalier. Les stratèges déclarent qu'ils n'ont pas besoin de cavalerie pour une guerre de siège, et d'ailleurs, jusqu'à la Chalcidique, la route par mer est trop longue pour que l'on s'embarrasse de chevaux. Acceptes-tu d'être enrôlé dans l'infanterie lourde avec les citoyens de la classe médiocre?

L'éphèbe se redressa ; il avait la taille et la force d'un dieu.

— Je suis assez robuste, — cria-t-il, — pour manier la lance et le bouclier de l'hoplite. Quand il s'agit autrefois de combattre la flotte barbare, nos ancêtres chevaliers allèrent suspendre sur l'Acropole les brides de leurs chevaux, pour montrer qu'ils étaient prêts à monter sur les navires. Je ferai comme eux.

Périclès regarda le jeune visage illuminé d'une flamme généreuse. Le sien s'assombrit. Il songeait à ses fils, faibles d'intelligence et de courage. Qu'ils étaient loin de cet Alcibiade !

— La chose est réglée ainsi, — dit-il.

Le jeune homme le remercia.

Périclès s'attendrit un instant.

— Tu me rappelles, — dit-il, — ton père Clinias, lorsqu'il partit pour l'expédition de Béotie. Lui, l'un des plus riches citoyens, le triérarque qui commandait un vaisseau équipé à ses frais, il accepta comme toi de combattre en simple soldat parmi les hoplites. Je voulus le retenir, car déjà l'âge l'affaiblissait ; il ne m'écouta point. Mais, sans doute averti par les dieux qu'il ne reviendrait pas, il me pria d'être ton tuteur. Tu t'en vas, toi, sous de meilleurs auspices. Tu as les yeux de celui qui doit vaincre.

Puis il le congédia. Il revint à ses calculs, reprit son stylet et ses tablettes. Il écrivait avec fièvre, puis il effaçait avec découragement, et des rides tourmentaient son front difforme.

Lorsque dans Athènes, sur le piédestal des Héros Éponymes, on put lire le nom d'Alcibiade dans la liste des partants, ce fut parmi les femmes un deuil général, comme dans les jours lugubres où elles pleurent la mort d'Adonis. Mais cette fois

elles étaient plus affligées, car Adonis ne représente qu'une belle image de l'amour, tandis qu'Alcibiade leur en rappelait les réalités. Les maris et les pères se réjouirent : la Chalcidique est loin d'Athènes et la guerre a bien des hasards.

Plusieurs, enveloppées de voiles, vinrent frapper de nuit à la porte du Bien-Aimé, pour lui faire leurs adieux. Mais il n'ouvrit qu'à la seule Timandra.

Elle l'avait pris par son amour simple et farouche. Tantôt elle le caressait avec emportement, tantôt elle se couchait à ses pieds ou elle lui retirait ses belles crépides, dont la forme, inventée pour lui, portait son nom. On l'avait dressée, âme et corps, au mensonge, mais avec ce seul amant elle était sincère, comme un jeune animal.

— Emmène-moi, — suppliait-elle.

Il la regardait en souriant.

— Potidée est trop loin, — disait-il. — Je ne puis emmener que mon esclave Arcas, qui portera mon bouclier pendant la marche.

— Arcas est bien heureux !

Elle soupirait. Puis elle se jeta sur lui et mordait sa bouche d'un baiser.

Cependant, le jour du départ arriva. Sur le seuil de sa maison, la veuve de Clinias dit adieu à son fils. Lorsqu'elle se retrouva seule, elle pleura sous son voile, se souvenant d'un autre jour où son époux l'avait quittée de même. Mais la volonté inflexible des hommes l'emportera toujours sur la tendresse des femmes. Dinomaché essuya ses larmes et s'abandonna aux dieux.

Quarante trirèmes portaient les hoplites qu'Athènes envoyait contre Potidée. La flotte doubla bientôt le cap Sounion et commença de longer l'Eubée, riche en moissons et en cuivre, arsenal et grenier de l'Attique. Elle dépassa la côte d'Érétrie, fameuse par ses temples ; elle se présenta devant Chalcis et le détroit de l'Euripe. Là elle attendit, plusieurs heures, que la violence du courant fût passée. C'est un des lieux les plus funestes aux navigateurs : entre deux rives si rapprochées qu'un pont les joindrait aisément, une mer sauvage se précipite ; quand les pluies d'équinoxe grossissent les

fleuves riverains, le passage est mortel. Combien de marins y périrent, dont les mânes remontent la nuit des flots, se plaignant de n'avoir point d'autre sépulture !

Arrêté devant la passe redoutable, Alcibiade ne se souciait point de naufrages ni de spectres. Il se rappelait seulement que, l'année dernière, il avait franchi l'Euripe sur une galère toute pleine de musiciens et fleurie. Il était alors avec son ami Axiochos. Ils allaient tous deux vers Abydos, vers cette beauté fabuleuse de Médontis qui les avait attirés du fond de l'Attique, et qu'ils s'étaient juré de connaître sur sa couche d'Ionie, au seuil de l'Orient profond.

Il sourit au souvenir de l'Ionienne, entourée de parfums. Mais il allait maintenant vers la gloire, plus belle que Médontis.

Alors, il songea à Clinias, son père. Clinias, aux jours des Thermopyles, avait défendu, tout près d'ici, contre la flotte persique, Artémision, ces Thermopyles de la mer. Alcibiade crut le voir sur sa trirème, où combattaient deux cents marins. La bataille durait trois jours et trois nuits : dans la rade trop étroite, le tumulte et la presse étaient aussi terribles que sur terre ; on se battait sous un nuage de traits ; les crocs de fer mordaient la carène des navires qui gémissaient comme des blessés ; les rames gigantesques, brandies au-dessus des têtes, retombaient, ouvraient les crânes ainsi que des fruits mûrs. Clinias apparaissait au centre du carnage, et la Victoire effleurait de sa palme le casque du soldat, du petit-fils d'Ajax de Salamine.

De la pensée d'Alcibiade, Médontis avait disparu, petite ombre de volupté fondue au soleil des batailles. Il en était ainsi de Timandra et de toutes les autres. Lorsque, l'Euripe enfin pacifié, la route s'ouvrit libre devant les navires, il gagna la proue. Immobile, le corps penché, il aspirait vers l'horizon derrière lequel l'attendaient la Guerre et la Gloire. Le soleil, épandu sur la mer, traçait à son désir un chemin d'or.

La flotte avait atterri sur la côte de Macédoine ; l'armée se dirigeait maintenant à petites journées, par la route de terre, vers Potidée et la Pallène. Elle traversait un plateau montueux ; la nature fertile et douce semblait, autour d'elle, un

jardin. On approcha bientôt de la ville. Potidée occupe toute la largeur de l'isthme qui rattache au continent la presqu'île de la Pallène, et ses murailles ne sont séparées des flots que par une berme rocheuse. Les Potidéates et les Corinthiens se massèrent au nord, seul côté libre, et offrirent la bataille.

Les enseignes, haut levées, s'agitèrent : les trompettes jetèrent leurs cris de bronze. Des milliers de voix guerrières entonnèrent le péan en l'honneur d'Arès, œuvre de Tynnichos le Chalcidéen, qui n'en a point composé d'autre, car celle-là suffit à la gloire d'un aède. Puis les deux armées se heurtèrent.

A sa gauche, le chef des Corinthiens, Aristée, avait posté ses meilleures troupes : du premier choc, elles enfoncèrent l'aile droite des Athéniens, qui s'enfuit. Aristée lança la phalange à sa poursuite, tandis que les voltigeurs, peltastes aux rondaches échancrées, gymnètes et psiles, armés d'arcs et de frondes, harcelaient ses flancs de leurs pierres, de leurs flèches et de leurs balles de plomb.

Mais alors, le reste de l'armée athénienne fut pris tout à coup de cette fureur sacrée que l'Olympe envoie parfois aux combattants et qui change le sort des batailles. Un jeune homme divin, magnifique de colère, entraînait, poussait, jetait ses compagnons dans la mêlée, frappant, de sa lance, des coups formidables qui ouvraient les triples rangs de l'ennemi. Alcibiade se déchaînait enfin, et la guerre libérait en lui une âme cruelle, son autre âme que ses amis de débauche ne connaissaient point. Et toute la phalange était possédée maintenant du même délire. Les soldats tuaient dans l'ivresse : ils hurlaient, ils bondissaient, pareils à des Corybantes affolés par leur dieu.

Soudain le jeune homme glissa ; il tomba sur un genou. Aussitôt, dix adversaies furent sur lui, l'entourèrent, le terrassèrent. Une lance l'atteignit : du sang parut sous l'armure. Le Destin lui-même dut avoir peur et se voiler sa face. La beauté et le génie d'Alcibiade allaient-ils s'éteindre ici?

Mais un homme avait jailli de terre au milieu des assaillants : il se jeta sur eux avec une force surnaturelle. Ils crurent à un prodige, et, comme frappés par les dieux, ils s'écartèrent.

La victoire athénienne, qui tourbillonnait sur le champ de bataille, passa sur eux, les roula dans sa rafale et les emporta.

Alcibiade, se relevant, vit en face de lui Socrate qui souriait.

— C'est donc toi qui m'as sauvé? — dit-il.

— Non pas moi, — répondit Socrate. — Le dieu.

— Quel dieu?

— Celui qui m'inspire toujours. Aujourd'hui il m'a prêté sa force. Il ne veut pas que tu périsses, les destins d'Athènes ont besoin de toi. Mais viens jusqu'à ma tente, car ta blessure réclame des soins.

Il l'emmena. La journée était finie : quand il revint de sa poursuite téméraire, Aristée vit le désastre des siens ; il ne put que ramener sa phalange dans la ville. Elle marchait avec peine sur l'enrochement qui défendait de la mer les murs de Potidée, et, du haut des navires, les épibates athéniens la criblaient de traits.

Cependant, devant le trophée qu'on venait d'ériger, les vainqueurs chantaient le péan du triomphe.

Vers le soir, les stratèges délibéraient sous leur tente ; il s'agissait de décerner au plus vaillant les honneurs de la victoire. Ils virent s'avancer vers eux, sans être appelé, un jeune hoplite.

Ils ne furent point surpris de sa hardiesse : la bataille finie, le simple citoyen redevenait l'égal de ses chefs.

— Stratèges, — leur dit Alcibiade, — je viens vous demander la couronne et l'armure pour Socrate, fils de Sophronisque. Il s'est bien battu et il m'a sauvé.

Il parlait avec une assurance modeste, comme quelqu'un qui réclame une chose juste. Encore pâle de sa blessure, il avait dans son maintien une grâce guerrière.

Les généraux se regardèrent et sourirent. L'un d'eux répondit :

— Alcibiade, tes paroles sont dignes de louanges. Mais le conseil a décidé : c'est à toi-même qu'il attribue la récompense.

Ce fut ainsi que le fils de Clinias reçut devant les troupes la couronne et l'armure. Quand il parut, le soleil couchant lui

fit un triomphe : les lances devinrent des éclairs immobiles et les trompettes levées, des calices d'or. Sur le plus beau front de la Grèce, entre les feuilles vertes, la Gloire posa son premier baiser.

Le siège de Potidée durait au delà de toute attente et de toute patience. La ville était entièrement investie : les vaisseaux la bloquaient sur mer, l'armée victorieuse occupait l'isthme, et enfin des troupes de renfort, venues d'Attique, avaient fermé la Pallène. Mais Potidée semblait imprenable par la famine comme par les armes, bien qu'elle ne pût être ravitaillée que par le chemin des aigles. L'ennui s'appesantissait sur le camp athénien.

Socrate et Alcibiade partageaient à présent la même tente ; un entretien perpétuel y trompait leur inaction. Et la parole du philosophe s'imposait de plus en plus au fils impétueux de Clinias.

— J'ai entendu, — disait celui-ci, — Périclès mon oncle et les meilleurs orateurs qui soient dans Athènes ; aucun d'eux ne m'a produit semblable effet. Lorsque je t'écoute, je ne suis plus maître de moi. Tu me fais rougir de moi-même; je me sens humble et craintif, moi qui ne crains personne... Me voilà soudain convaincu que j'ai tort de vivre comme je le fais, j'aperçois la nécessité de l'étude et de l'effort. Je sens qu'il faut absolument te croire et t'obéir. Alors, je n'ai plus qu'une ressource, c'est de me boucher les oreilles comme Odusseus à la voix des Sirènes. Ou bien je me sauve comme l'esclave fuit son maître. Mais tu as vite fait de me reprendre.

Il disait encore :

— Sais-tu bien, Socrate, à quoi je te compare? A ces Silènes que l'on voit dans les ateliers des sculpteurs, et qui contiennent les ornements destinés aux images des dieux. Certes, tu ne saurais nier que tu ne leur ressembles de traits et d'expression : la tienne, comme la leur, est railleuse. Mais ce n'est pas tout : quand on ouvre ces statues, on est surpris de voir les richesses qu'elles renferment, joyaux, bracelets, couronnes et diadèmes. Ainsi en est-il de toi, lorsque, dans nos entretiens, ton intelligence s'ouvre devant moi tout entière et laisse voir les richesses divines cachées sous ton enveloppe de Silène et de Satyre.

Comme les Satyres encore, tu possèdes le secret d'une musique merveilleuse. Mais la leur, pour se faire entendre, emprunte la flûte de Marsyas. Toi, Socrate, tu n'as besoin que de ta propre pensée, et ton harmonie, plus belle, est intérieure.

Socrate souriait. Puis il parlait à son tour. La nuit d'été, lumineuse, ruisselait sur le camp, près de s'endormir. Par l'ouverture de la tente, les guerriers pouvaient suivre la marche des étoiles. Le discours de Socrate ravissait Alcibiade plus haut qu'elles : il l'emportait jusque dans l'empyrée pour lui révéler l'invisible. Il lui montrait les chars des dieux, régulateurs de l'univers, guidés par Zeus dans leurs évolutions sublimes. Rassemblés sur la clef de voûte du firmament, ils en repartent chaque jour, pour recommencer leur voyage à travers ce monde d'outre-ciel qu'aucun poète n'a chanté et ne chantera jamais.

— Heureuses, — disait-il, — les âmes qui sont capables de les suivre ! Heureuses celles qui s'élèvent jusqu'à eux en contemplant la vérité !

Et il ajoutait :

— Donne à ton âme, Alcibiade, par la pensée et le désir, les ailes divines dont elle a besoin pour atteindre là-haut.

Le jeune homme soupirait en l'écoutant. Car, malgré son émotion, il ne pouvait pas renoncer à la terre.

III

L'OLYMPIEN

Cette guerre avait déçu Alcibiade. Les lenteurs du siège le rebutaient, sans qu'il aperçût la possibilité d'une action décisive et profitable à sa gloire. Le deuxième été commençait ; les premières chaleurs amenèrent une épidémie, qui n'eut point de prise sur des troupes acclimatées. Mais celles qu'on venait d'envoyer de l'Attique pour hâter les opérations, n'y résistèrent pas : il fallut les retirer. Alcibiade obtint de partir avec elles.

Ainsi, il ne fuyait pas la guerre : il allait la retrouver sous les murs d'Athènes. Entre celle-ci et les Péloponésiens, la paix

était fort incertaine depuis l'affaire de Potidée. Le roi de Sparte venait d'envahir l'Attique ; il ravageait tout, les champs, les villages, les mines d'argent du Laurion, d'où la ville tirait principalement sa richesse. Les paysans s'étaient enfuis devant l'armée spartiate, car les tuniques rouges leur rappelaient les pires jours d'autrefois. Ils avaient demandé asile à leurs amis d'Athènes ; ceux qui n'y connaissaient personne campaient comme ils pouvaient. Alcibiade, en débarquant au Pirée, vit sur les quais une foule de ces misérables ; il y en avait au Phalère, et sur toute la route jusqu'à la Ville, accotés aux Longs-Murs qui vont de l'Acropole à la mer. En pénétrant dans Athènes, il en vit d'autres encore, qui bivouaquaient partout, sur les places, autour des temples. Et enfin, plus terrible que toutes ces infortunes ramassées là par le souffle de la guerre comme un tas de feuilles sèches, il trouva la peste.

Elle était venue, disait-on, d'Éthiopie ; elle avait ravagé la Libye et l'Égypte, puis elle s'était ruée sur l'Attique. D'abord, elle avait éclaté au Pirée, en coup de foudre ; tant de morts soudaines, à la fois, avaient fait dire au peuple : « Les Péloponésiens ont empoisonné les puits ! » Ce n'était pas le poison, c'était Elle. Du port, elle bondit jusqu'à la ville haute, elle s'y installa en souveraine et seule. Car cette noire divinité ne souffrait pas d'autre fléau avec soi : toutes les maladies ordinaires avaient disparu devant elle.

On l'appelait la Peste, faute de savoir son véritable nom, mais elle ne ressemblait à rien de ce que l'humanité avait souffert jusqu'alors, et, selon les individus auxquels elle s'attaquait, elle n'était jamais la même. Presque toujours, cependant, elle commençait par une fièvre éruptive : elle allumait dans le corps de l'homme une fournaise, et lorsque celle-ci était éteinte, il mourait ou il guérissait, à la volonté des dieux, sans que l'art des médecins y pût quelque chose. Il ne les préservait point eux-mêmes, car ils succombèrent des premiers.

De nombreux malades, que personne ne voulait ni soigner ni recueillir, remplissaient les rues. Alcibiade, en avançant, vit plusieurs hommes embrasés de fièvre qui s'étaient mis nus entièrement : l'un d'eux, couché sur le ventre, lapait comme un chien l'eau des ruisseaux. Un furieux, qui courait

au hasard, apercevant un puits au coin d'une maison, s'y jeta. Un autre, qui avait perdu la vue, errait en tâtant les murs.

Plus loin, un misérable, dont les pieds, dévorés par le mal, n'étaient plus que des moignons, restait assis sur la pierre d'un seuil, regardant devant soi d'un air hébété. De la maison, un esclave l'aperçut, et le chassa à coups de bâton : ne pouvant plus marcher, l'homme s'éloigna en se traînant sur ses genoux. Un autre, adossé contre un mur, baissait la tête ; c'était le sculpteur Hégésias, et il considérait ses mains, dont les doigts avaient été presque tous emportés, ses mains qui ne travailleraient jamais plus, qui ne feraient plus sortir du marbre les héros ni les dieux.

Alcibiade dut enjamber des corps qui lui barraient le chemin. Ce n'étaient pas encore des cadavres, mais des malades, arrivés à l'extrême épuisement, qui ne tressaillaient même plus sous son pied.

Un homme s'avança vers lui, la face hagarde, et l'interpella. Son mal l'avait rendu méconnaissable, mais, au son de sa voix, Alcibiade le prit pour un de ses anciens familiers. Il voulut sortir de doute.

— Comment t'appelles-tu? — lui demanda-t-il.

— Je ne sais plus, — répondit l'autre.

Beaucoup de malades oubliaient jusqu'à leur nom, ne se souvenant pas plus d'eux-mêmes que de leur famille et de leur demeure.

Alcibiade fut surpris de n'apercevoir autour des cadavres ni chiens ni oiseaux de proie. Tous avaient fui la ville, qu'ils sentaient maudite. Sur le Pélargicon, les cigognes elles-mêmes avaient disparu : on n'entendait plus claquer les longues lames de leur bec. Pas un croassement, pas un cri, pas un aboi dans la cité vibrante de soleil. La peste régnait silencieusement dans l'aride lumière.

Les hommes qu'elle ne tuait pas, elle les dépouillait en quelque sorte de leur humanité, en déchaînant la folie et la peur. Ils laissaient périr leurs plus proches sans aide ni consolation ; dans leur hâte à se débarrasser des morts, ils les jetaient sur des bûchers préparés pour d'autres, s'inquiétant peu du sacrilège. D'ailleurs, prompts à tous les crimes ; la

terreur du fléau ôtait la crainte des lois. Cessaient-ils de trembler sous les ailes de la mort, comme l'agneau qui a vu tout à coup l'ombre d'un vautour sur le sol, c'était pour se ruer désespérément aux plaisirs. L'ordre de la vie était bouleversé : des riches, mourant les premiers, enrichissaient des pauvres. La justice n'existait plus ni la honte : dans la ville empoisonnée, marchands et usuriers trafiquaient de plus belle, la mort aidait à leurs affaires et les bûchers élevaient leur fortune.

Cependant, à travers cette horreur, des hommes allaient, venaient, confiants, tranquilles, et leur sérénité semblait un privilège divin. C'étaient ceux qui, touchés par le mal, en avaient réchappé. Ils étaient les protégés des dieux et marqués de leur signe : affranchis de toute crainte, on eût dit qu'ils ne pouvaient plus mourir ; et ils étaient les seuls qui osassent se pencher sur les agonies. Le reste d'Athènes, retiré au fond des maisons et des temples, répétait dans l'épouvante un oracle ancien :

« Viendra la guerre dorienne et la peste avec elle. »

Dès son retour, Alcibiade visita son tuteur Périclès ; il le trouva seul dans sa maison et changé considérablement. Le maître d'Athènes venait de résigner le pouvoir, lassé par l'ingratitude du peuple, qui s'en prenait à lui de l'invasion lacédémonienne et de la peste. Des malheurs domestiques achevaient en même temps d'user son courage. Alcibiade s'enquit si ce renoncement était définitif.

— Oui, — répondit Périclès, — j'ai souffert trop longtemps la méchanceté des citoyens. D'abord, ils n'ont pas osé m'atteindre en personne : ils me gardaient encore un vague respect, dernier reste de leur ancienne affection. Ils inventèrent d'attaquer premièrement Phidias, parce qu'il était mon ami, et qu'il passait pour avoir un grand crédit auprès de moi. Ils l'incriminèrent à propos des travaux de l'Acropole, que je lui avais confiés ; ils l'accusèrent d'avoir détourné une partie de l'or destiné à la statue de Pallas. On suscita contre lui Ménon, un de ses élèves qu'il avait chassé. Ménon vint s'asseoir en suppliant sur la place publique, et après avoir demandé la protection du peuple, dénonça son maître.

— Mais, — repartit Alcibiade, — Phidias n'a-t-il pas eu soin d'employer l'or de telle sorte qu'on pût l'enlever et le peser? Connaissant les Athéniens et leurs éternels soupçons, tu lui avais ordonné cette précaution toi-même.

— Elle n'a servi de rien. On l'a jeté en prison, sans écouter sa défense, et il y est mort, par le poison sans doute. Quant à Ménon, pour avoir calomnié son maître, le voici populaire, et c'est tout au plus si l'on ne songe pas à l'entretenir dans le Prytanée aux frais de l'État. Il a tué un ami de Périclès, il a bien mérité de la patrie.

Après s'être tu un instant, il continua :

— Oui, je le sais, on m'accuse d'avoir ruiné la Ville et dilapidé le trésor de Délos, commun à toute la Grèce, quand j'ai bâti les temples de l'Acropole. Mais mon dessein était d'établir Athènes dans une gloire impérissable. Quand la puissance de Sparte sera tombée, ceux qui la visiteront un jour ne croiront jamais, à voir ses chétifs monuments, qu'elle ait pu se faire admirer et craindre. Mais si Athènes doit mourir, ceux qui, dans bien des siècles, verront, même en ruines, les œuvres de Phidias et de Mnésiclès, seront, comme aujourd'hui, frappés devant elle de respect et d'étonnement.

Sur ces mots, son visage s'éclaira et reprit son expression ancienne, qui était celle d'une majesté paisible : il sembla contempler, au plus profond de l'avenir, son triomphe dans celui de sa Ville.

Puis ses traits se voilèrent, et il poursuivit :

— Qu'importe tout cela au peuple injuste? Il oublie que je lui ai jadis offert de prendre pour moi les frais de cette royale entreprise, à condition que mon nom seul figurât dans la dédicace des temples. Il m'a refusé. Et cependant, il m'en veut de ces sacrifices qu'il a consentis. Il les fait payer à mes amis : après avoir tué Phidias, il a chassé Anaxagore.

— Qu'avait-il donc fait?

— Il s'occupait des choses célestes, et il prétendait que le soleil est plus grand que le Péloponèse. C'est un blasphème. Convaincu d'impiété, il risquait la mort. Je l'ai sauvé en le conduisant moi-même hors d'Athènes. Et ce n'est pas tout... Aspasie...

— Comment?

Périclès fit un effort pour continuer.

— Elle a failli périr. Un misérable, Hermippe, a soutenu contre elle cette même accusation d'impiété. Devant l'aréopage, j'ai voulu la défendre. Je n'ai pu que pleurer, et j'ai dû laisser parler un autre. C'est ce qui l'a sauvée. Ils ont eu pitié... Pitié !... Ils l'ont absoute ! Tu la verras tout à l'heure.

Il laissa retomber sa tête sur sa poitrine, accablé par le souvenir de cette angoisse et de cette humiliation. Son courage, sa force, toute la dignité de sa vie sembla brisée une seconde fois.

— Ensuite, ils m'ont attaqué moi-même. Ils ont lâché contre moi ce furieux, ce Cléon qui vocifère et s'agite, le long de la tribune, comme un chien court en aboyant sur la crête d'un mur. Cléon m'a traité de lâche parce que je ne voulais pas tenter une attaque contre les Spartiates avec une armée affaiblie et faire massacrer tous les Athéniens que la peste épargne encore. Le peuple m'a infligé une amende de cinquante talents. Mon fils Xanthippos s'était joint à mes accusateurs : j'avais refusé de payer sa dépense et celle de sa femme !

— Les dieux l'ont puni, — dit Alcibiade. — Il lui ont envoyé la peste.

— Mais ma sœur aussi est morte, que j'aimais ! Et combien d'autres, parmi mes parents et mes amis les meilleurs ! Car ce que j'ai eu à souffrir du peuple est encore peu de chose auprès des malheurs privés. Le plus jeune de mes fils, Paralos, est mort le dernier ; je le chérissais, lui ! Pourtant, son intelligence était restée comme endormie, et jamais il ne sortit tout à fait d'une espèce d'enfance innocente et douce. Mais il était si beau ! Sa beauté ressemblait à celle des images muettes et harmonieuses, qui nous enchantent par leur seul aspect. Le jour où je dus poser sur son front la couronne funèbre, ma main en fut incapable. Cependant, que n'avais-je pas supporté jusqu'alors ! Et jamais on ne m'avait vu paraître, comme les autres, sur la tombe de mes proches pour pleurer et gémir. Mais je n'ai pu porter en homme la mort de celui-là.

Il releva la tête, et s'adressant à Alcibiade d'un ton ferme et triste à la fois :

— Tu le vois bien, les dieux eux-mêmes me le signifient : la carrière de Périclès est achevée désormais. Il a vécu, puisqu'il ne lui reste plus à souffrir et qu'il n'a plus la force de rien désirer.

Alcibiade le considéra un instant en silence. Puis il répondit :

— Tu te trompes, ô mon maître. Il est toujours beau de commander aux hommes, de les soumettre et de les vaincre. Mais il est honteux de leur céder. Souffriras-tu vraiment que l'on dise : « Il y avait autrefois dans Athènes un citoyen sage et considéré qui s'appelait Périclès ; il était tout-puissant, mais Cléon le corroyeur et Hyperbolos le marchand de lampes l'ont supplanté et l'on n'entend plus sa voix dans les conseils du peuple. » Voilà comme on parlera de toi, si tu abdiques devant eux. Mais sors de ta retraite et montre-toi seulement aux Athéniens : tu les verras aussitôt se rallier à toi. Depuis que je suis revenu, j'ai recueilli bien des propos, bien des rumeurs : ceux qui étaient près de te chasser te redemandent. Sache-le donc, ô Périclès, il ne tient qu'à toi de nous gouverner encore. Et quel homme a jamais dédaigné le souverain pouvoir?

Périclés, en l'écoutant, secouait la tête, mais ces paroles d'Alcibiade faisaient une grande impression sur lui.

Finalement, les instances du jeune homme le décidèrent. L'Olympien découronné accepta de reparaître devant le peuple. Toujours maître de soi, toujours noble dans son abattement même, il se plaignait à ses concitoyens de leur ingratitude. Il parlait d'une voix douce et mesurée, que sa modération rendait plus touchante. Le peuple lui demanda pardon et le rétablit dans sa charge. Même, comme sa descendance légitime était désormais tarie, on lui permit d'inscrire le jeune Périclès, le fils d'Aspasie, parmi les citoyens de naissance régulière, admis aux fonctions de l'État.

Mais à peine eut-il le temps de goûter ce dernier triomphe. La peste l'avait choisi pour suprême victime. Elle le traita, il est vrai, avec une espèce de douceur ; elle ne lui infligea ni les souffrances extrêmes ni la déformation hideuse par quoi elle faisait payer aux autres la mort. Cette lumière d'Athènes s'éteignit avec calme et sans secousses. Prévenu de sa fin à

l'avance par le mal qui sembla ne le tuer qu'à regret, il eut le temps de s'entretenir, l'esprit libre et serein, avec Alcibiade, qu'il avait mandé près de lui.

— Les dieux, — dit-il, — se plaisent à éclairer ceux qui meurent ; du moins, le peuple l'assure, mais je crois qu'Anaxagore en penserait autrement. Il tiendrait plutôt que c'est là un simple fait de notre nature humaine, qui se transfigure avant de passer à une autre vie et devient tout à coup capable d'une prescience où elle n'avait jamais pu atteindre. J'ai donc, en quelque façon, la certitude que c'est toi, Alcibiade, qui me succéderas un jour dans le gouvernement d'Athènes. Tu es, pour cela, bien jeune encore, et jusqu'à ce que ton époque arrive Cléon a tout le temps de délirer et de rugir. Sache employer ces délais : apprends à connaître le peuple. Cela n'est point aisé. Parrhasios, excellent peintre de figures, tenta un jour de représenter sous ses fuyants aspects ce terrible Démos athénien. Il le voulait faire à la fois cruel et pitoyable, menaçant et crédule, surtout mobile et passant de la fureur aux caresses. L'entreprise était trop ardue ; il y renonça. C'est ce monstre, insaisissable comme l'hippogriffe et la chimère, qu'il te faudra dompter, Alcibiade. J'y ai parfois réussi, mais, en le contenant, je le sentais toujours frémir, et pas un instant je ne fus tranquille après la victoire.

Il ajoutait des instructions plus précises. Il expliquait à Alcibiade la machine merveilleuse qu'il avait inventée pour gouverner presque seul les Athéniens en leur laissant croire qu'ils se gouvernaient eux-mêmes. L'Aréopage diminué de ses privilèges, les archontes devenus simples magistrats, toute puissance semblait sortir du peuple par l'élection pour y rentrer bientôt. En réalité, le citoyen, embarrassé du choix et du contrôle, ne demandait qu'à s'en remettre à un sage comme Périclès ou à un démagogue comme Cléon. Il fallait donc tâcher d'être le plus éloquent et le plus habile. Avec les chaînes d'or de la Persuasion qui pendent de ses lèvres, un orateur peut lier les cœurs et les volontés.

Après cet entretien, Périclès tomba dans une longue somnolence. Une de ses amies en profita pour attacher à son col une amulette sacrée, dont elle espérait le salut du moribond. A son réveil, l'Olympien s'en aperçut, et la montrant aux

personnes qui étaient dans sa chambre, leur dit avec un sourire :

— Ne suis-je pas bien malade, mes amis, puisque je souffre ces folies?

Et maintenant, il touchait à sa fin. Tout ce qui lui restait encore de parents, qui ne faisaient qu'un bien petit nombre, était dans sa chambre avec les premiers de la ville. On le croyait déjà mort, il ne remuait plus et il ne semblait même plus respirer. Et l'assistance s'entretenait de lui, à mi-voix. On rappelait ses travaux, ses victoires, les neuf trophées qu'il avait érigés dans Athènes, et la magnificence de son gouvernement.

Du lit de mort sortit tout à coup une parole, aussi douce que celles qui résonnent sous les arbres en fleurs, dans l'Ile des Bienheureux :

— O mes amis, louez-moi d'une seule chose ! Mon pouvoir n'a fait prendre le deuil à aucun citoyen.

Puis il mourut. Tous éclatèrent en larmes. Deux pleuraient plus amèrement parce qu'ils perdaient davantage : Alcibiade et Aspasie.

IV

LE MARIAGE D'ALCIBIADE

Pendant les jours qui suivirent, la compagne de Périclès ne lui fut point avare de ses pleurs, et il ne manqua rien à la sincérité de ses regrets. D'abord elle l'avait aimé, d'amitié tout au moins. Il lui laissait le souvenir de ces égards constants dont une femme est peut-être plus touchée que d'une extrême passion, surtout lorsque son état ne l'y avait point habituée précisément. Une courtisane que l'on installe au rang d'épouse peut n'être point éblouie, mais elle se sent honorée.

Hélas, de quoi lui servirait maintenant son ancienne élévation? La mort de l'Olympien précipitait l'Olympienne à bas de sa dignité : la puissance de Périclès venait de mourir avec lui, son nom n'avait plus de prestige et ses amis n'étaient plus rien dans un État populaire qui retombait aux mains des démagogues, de Cléon et de ses pareils. Sans crédit, sans

influence, sa veuve devait s'effacer et souhaiter qu'on lui pardonnât son long triomphe. En vérité, elle ne pouvait trop pleurer Périclès.

S'étonnera-t-on que le sentiment d'une telle perte amenât bientôt le désir de la réparer? Aucun être n'accepte facilement la mort, et, pour une belle femme, c'est mourir que disparaître. On ne doit point blâmer Aspasie si, après ses premières larmes, données toutes à son ami, elle ne tarda pas trop à faire un retour sur soi-même et à se demander ce qu'elle deviendrait.

Certes, elle ne songea point à remplacer entièrement Périclès. Le peuple lui-même n'y parvenait pas, et cependant le peuple est moins exigeant qu'une Aspasie. Elle ne pouvait espérer de trouver une seconde fois, dans un même homme, la gloire et l'amour avec la toute-puissance. Encore voulait-elle être aimée, servie et maintenue au-dessus des attaques, surtout des mépris : Athènes ne devait point douter que, même après Périclès, Aspasie existât encore.

Un instant, elle regarda l'image d'Alcibiade avec complaisance ; elle revit en pensée la beauté du fils de Clinias, elle entendit sa voix qui flattait et qui raillait... Alcibiade ! — Non, à supposer qu'il voulût, ce serait trop déraisonnable ! Elle ne songea guère que l'ombre de Périclès, irritée, irait s'en plaindre aux dieux : elle n'avait point beaucoup de piété et elle portait légèrement les scrupules. Mais quoi ! Alcibiade ne pouvait encore rien pour la défendre et l'imposer au respect des démagogues, des sycophantes et des prêtres : quand il aurait enfin l'âge d'un chef, elle serait une vieille femme. Il ne lui représentait aujourd'hui qu'un amant, — il est vrai, fort souhaitable. — Or, elle craignait à bon droit le sort de ses pareilles qui se sont donné un ami trop jeune, c'est-à-dire léger et cruel, habile à les torturer. Son printemps plein d'insolence ne les rajeunit point, comme elles y comptaient ; il les achève.

Non, point d'Alcibiade, ni d'aucun autre qui fût comme lui trop aimable et trop vain. Mais elle se rappela qu'il y avait un homme riche et puissant auprès du peuple, prêt à la servir de sa fortune, de son crédit et de son amour qui avait déjà fait ses preuves. Cet homme la recevrait sous son toit comme une

déesse, et mettrait pour toujours à ses pieds une âme rude et naïve, mais soumise et fidèle.

C'est ainsi que l'Olympienne décida avec sagesse qu'elle épouserait Lysiclès, le marchand de bœufs.

Alcibiade revint promptement aux plaisirs. On se reprenait à vivre. Satisfaite par la mort du plus grand citoyen d'Athènes, ou chassée par les conjurations d'une femme de Mantinée, Diotime, amie de Socrate, la peste avait enfin quitté la ville. Dans ses dernières rencontres avec Sparte, Athènes avait eu de la chance. Chacun se hâta de mettre à profit l'humeur clémente du destin. Quelques-uns seulement traînaient encore des deuils inconsolés. Les autres oubliaient gaiement leurs morts, perdus dans la foule souterraine. La cité déposa ses voiles et remit sa couronne de violettes, en souriant.

Alcibiade retourna donc parmi les courtisanes. Sa préférence pour la jeune Timandra ne l'empêchait point de regarder avec faveur Lampito, Agallis, Gnathène ou Archéanasse. Les femmes mariées s'étaient remises à le poursuivre, et les vierges, en songeant à lui, suppliaient leurs parents de hâter leur hyménée. Elles n'espéraient point l'épouser toutes, mais elles pensaient à la liberté que donne le mariage : depuis si longtemps, elles enviaient les épouses qui peuvent sortir à toute heure, accompagnées d'un esclave discret !

Le fils de Clinias respirait sans en être étourdi l'amour de la Ville. Parfois même, il se lassait d'être toujours le Bien-Aimé comme Aristide était le Juste. Un jeune homme heureusement né, et qui se sent fait pour gouverner l'État, peut-il accepter de ne vivre que pour les femmes? Il lui arrivait de maudire en soi cette jeunesse qu'on adorait, songeant que pour paraître, sur la tribune de la Pnyx, il lui faudrait attendre d'avoir trente ans. Et cependant, au-dessus de lui, à la place suprême qu'avait occupée l'Olympien, il apercevait Cléon le corroyeur.

Contre le chagrin furieux qu'il en ressentait, son seul recours était les folies. Il s'y abandonnait. Il montrait le luxe et l'insolence d'un tyran ; il n'avait pas peur de paraître impie. Il se fit peindre par Aglaophon en Amour, un foudre à la main conduisant un quadrige ; c'était le symbole du despotisme

qu'il exerçait sur les cœurs. Mais il montrait aussi par là qu'il ne craignait point d'usurper les attributs et l'autorité des dieux.

Autant qu'il le pouvait, il fuyait Socrate, seul homme vivant dont il appréhendât le blâme. Il ne quittait plus Thrasylle, Axiochos et les autres débauchés ; il passait ses journées à s'enivrer en leur compagnie.

Un jour, ils avaient bu plus que de coutume, bien qu'il fût encore de bonne heure, et les esprits étaient fort excités. Alcibiade, tout à coup, frappa sur la table et se leva en criant :

— Écoutez-moi, vous tous, la chose en vaut la peine. Je parie de donner un soufflet à Hipponicos le riche, la première fois que je le rencontrerai.

Certes, on était habitué à ses extravagances. Mais celle-ci parut forte.

— Comment? à Hipponicos?

— A lui-même.

— Le plus riche des Athéniens, et le plus orgueilleux après toi?

— Justement. Quel plaisir y a-t-il à frapper un timide et un faible?

— Mais il est emporté : il te tuera.

— Je ne crois pas.

— C'est le père de Callias ; Callias est ton ami.

— Callias le déteste pour son avarice. Il sera enchanté.

— Mais la loi? elle punit de tels outrages !

— C'est le peuple qui la fait. Penses-tu qu'il se fâchera de voir battre un riche? Mais ne disputons plus : parions. Qui tient le pari?... Je vois que tu me fais signe, Axiochos... Bien... L'enjeu?...

— Ce que tu voudras... La petite esclave que je viens d'acheter, Syra... L'autre jour, tu la trouvais à ton goût, il me semble. Tâche de la gagner.

— Moi, je risque plus cher... Tu sais, cet Amour que tu admires tant, ciselé par un ouvrier de Rhodes?... Mais je suis tranquille : il ne s'en ira pas de ma maison. C'est Syra qui viendra chez moi. Qu'elle prenne garde à Timandra, si elle tient à garder ses yeux !

Ils burent une dernière coupe et sortirent. Ils traversèrent le bourg Scambonide d'un pas mal assuré.

— Tu n'auras pas à te déranger pour terminer l'affaire, — dit tout à coup Axiochos. — Hipponicos t'en épargne la peine. Regarde à ta droite : le voici qui vient.

En effet, le riche s'avançait, suivi de deux esclaves. Il avait un visage plein et vermeil ; un embonpoint sans excès lui donnait de la majesté, et c'était un signe visible de sa richesse. On reconnaissait aussitôt en lui le citoyen le plus opulent de cette ville qui se glorifiait d'être appelée la grasse Athènes. Il avait encore d'autres sujets d'orgueil, outre celui de payer le cens le plus élevé ; il était triérarque, il avait été stratège, et il comptait, parmi ses ascendants, de nombreux vainqueurs aux Jeux Olympiques. Le nom même d'Hipponicos, héréditaire dans sa famille, rappelait des triomphes équestres et le vert honneur de l'olivier, qu'a chanté Pindare. Tout cela entretenait en lui une superbe singulière ; il ne considérait point que les autres fussent ses égaux, en dépit des lois, et ne leur parlait guère ; à peine s'il les voyait. Il exceptait pourtant Alcibiade de ce mépris universel, à cause de sa naissance et de sa beauté, et il lui accordait, comme à un ami plus jeune, un salut familier. C'est ce qu'il fit cette fois encore.

Les compagnons du jeune homme s'étaient arrêtés instinctivement, le laissant continuer seul. Ils étaient tous frémissants, surtout Axiochos, qui ne se souciait plus guère de gagner son pari ou de le perdre. Car, au fond, le fils de Clinias lui était plus cher que Syra, et il le voyait en danger.

Qu'allait faire Alcibiade? Dans une prouesse ou une folie, jamais encore il n'avait reculé.

Quelques pas le séparaient d'Hipponicos ; il les fit sans se presser. Puis on vit son bras se lever, on entendit un soufflet et, dans le silence de la rue, il sembla formidable.

Hipponicos, avant la fureur, eut un étourdissement. Sa première émotion fut de la surprise. On avait osé le frapper, lui, insulter ce visage, qui, majestueux et prospère, était le visage même de la richessse ! Puis, il pâlit comme si, au lieu d'un soufflet, il avait reçu une blessure par où se fût écoulé tout son sang. Il voulut se jeter sur Alcibiade.

Mais aussitôt dix bras l'arrêtèrent. Un peloton d'archers

scythes, commandés pour la police de l'Agora, passait à cet instant même, qui était celui de la relève. Il essaya de les bousculer et les somma de le laisser libre ; ils ne le comprirent pas ou firent semblant, et dans leur parler rugueux, qu'il n'entendait guère davantage, lui ordonnèrent de les suivre. Nouvellement venus à Athènes, ils ne le connaissaient point, sans quoi, ils auraient eu sans doute plus d'égard à sa personne.

— Eh bien ! tu as perdu, — dit Alcibiade à Axiochos. — J'avais l'idée, vois-tu, que cet Éros rhodien ne s'en irait pas de chez moi.

Puis il rentra et les autres firent de même. Mais chacun se demandait ce qui allait s'ensuivre, car on ne pensait guère que l'orgueilleux Hipponicos fût homme à laisser un tel outrage sans punition.

C'était le soir. Le père de Callias, enfermé dans sa demeure, méditait de noires pensées. Il balançait encore entre plusieurs vengeances : celles que les lois lui offraient lui paraissaient insuffisantes, et d'ailleurs, se sachant impopulaire, il hésitait à porter sa cause devant un tribunal. Faire assassiner Alcibiade lui aurait plu bien davantage, mais la chose n'était point sans risques. Au reste, tous les projets dont il s'avisait demandaient du temps, et il aurait voulu un châtiment soudain. La joue lui brûlait encore : ce feu ne s'éteindrait pas avant que l'offense ne fût expiée, et terriblement.

Comme il rêvait ainsi, son esclave entra et l'avertit qu'un homme était là, qui attendait d'être introduit en sa présence.

— Comment se nomme-t-il ? — murmura Hipponicos à travers sa songerie, sans daigner regarder ce serviteur.

— Alcibiade, maître, l'ami de ton fils Callias.

Hipponicos sursauta. Alcibiade chez lui ! Cette seconde audace n'était pas moins inouïe que la première.

— Fais-le entrer, — dit-il.

Il avait porté les yeux sur ses armes, qui étaient suspendues à la muraille tout près de lui, sous une couronne militaire, souvenir de sa dernière campagne. Il lui serait facile de s'en saisir. S'il était venu pour l'outrager encore, Alcibiade ne sortirait pas vivant d'ici.

L'esclave revint, ouvrit la porte, et Alcibiade entra.

Déjà Hipponicos cherchait son épée. Mais le jeune homme s'avançait avec une contenance modeste et paisible qui le déconcerta.

— Te voici donc, misérable !

La fureur faisait bégayer Hipponicos. Alcibiade, du geste, arrêta doucement ses invectives.

— Écoute-moi, — dit-il, — noble père de mon ami Callias, je suis venu t'offrir satisfaction de mon offense. Le vin, il est vrai, en fut l'auteur plutôt que moi-même ; elle n'en demeure pas moins, tant qu'une juste réparation ne l'aura point effacée... Hipponicos, la loi punit le coupable, et ensuite elle lui pardonne, car celui qui a expié rentre en grâce auprès des dieux. Fais comme elle. Exerce sur moi toute ta rigueur et ensuite redevenons bons amis.

Hipponicos ne savait comment accueillir de telles paroles.

— Dois-je croire que tu me railles? — dit-il, en grondant sourdement. — Ce serait trop d'impudence !

— Je ne raille point, — repartit Alcibiade, avec plus de douceur encore. — Je me livre à ta vengeance légitime. Je t'ai frappé, frappe-moi. Voici mon corps : tu peux le faire battre de verges par tes esclaves et le déchirer.

Il entr'ouvrait ses longs vêtements. Le repentir et l'humilité l'embellissaient davantage et lui communiquaient une noblesse nouvelle, tandis qu'il s'offrait à son ennemi dans cet abaissement volontaire. Quelles raisons l'y avaient fait consentir? Le disciple infidèle de Socrate s'était-il souvenu tout à coup d'une maxime de son maître? Car c'est bien Socrate qui disait : « Quand tu as commis une faute, va te remettre aux mains du juge et sollicite de lui le châtiment qu'elle réclame, comme le malade va trouver le médecin et lui demande le remède approprié à son mal. La peine est le remède qui guérira ton âme. »

Ou peut-être ne faisait-il qu'imiter l'exemple de son autre maître Périclès, lequel aimait à montrer de temps en temps son humanité et sa douceur pour gagner l'affection du peuple. L'Olympien, dit-on, fut, un jour entier, suivi par un homme qui l'accablait d'outrages et les souffrit en silence. Arrivé devant sa porte, comme la nuit était venue, il commanda à

un esclave de prendre un flambeau et de reconduire jusque chez lui l'insulteur confondu.

Quoi qu'il en soit, Hipponicos fut touché. Cette beauté et cette noblesse presque divines, humiliées devant lui, le vainquirent ; il se leva, et venant à celui qu'il voulait tuer tout à l'heure, il lui tendit la main droite.

Le lendemain un banquet réunit dans la maison d'Hipponicos les amis principaux de l'offensé et de l'offenseur, pour qu'ils fussent tous témoins de la concorde si heureusement rétablie entre les deux hommes. Phidippide, qui était l'ornement de toutes les fêtes, déclama des vers sur l'amitié en l'honneur du nouvel Oreste et du nouveau Pylade. Le vin, qui avait causé la brouille, coula pour la réconciliation.

En peu de temps, Alcibiade devint pour Hipponicos un compagnon indispensable, qu'il voulait sans cesse avoir auprès de soi. Car chaque fois qu'il le revoyait, c'était dans cette posture de noble suppliant qui l'avait apitoyé, mais surtout enorgueilli. Il se disait qu'il était dans Athènes un personnage unique, car si le fils de Clinias, dans son humeur un peu impétueuse, avait souffleté et bâtonné quelques-uns de ses concitoyens, jamais encore il ne s'était humilié devant aucun, et nul autre que lui, Hipponicos, ne pouvait se vanter de l'avoir tenu à sa merci.

A quelque temps de là, Callias, rencontrant Alcibiade à la palestre, le prit à part et lui dit :

— Tu es en vérité un homme prodigieux, mon cher Alcibiade, puisque tu as su dompter le farouche Hipponicos. Je t'admirais déjà beaucoup, je t'en admire encore davantage. Nous ne saurions être plus amis que nous ne sommes, mais si tu le voulais, nous deviendrions beaux-frères. Ma sœur Hipparète te plaît-elle? Quoique tous les jeunes gens d'Athènes l'aient demandée, je crois qu'Hipponicos te donnerait la préférence.

— Ta sœur est belle, — dit Alcibiade.

De plus, la noblesse d'Hipparète valait la sienne. Elle était comme lui une Alcméonide et l'illustration de sa famille remontait à Triptolème. Enfin, il était sûr que sa dot serait magnifique.

V

HIPPARÈTE

Hipparète l'emportait vraiment sur toutes les vierges athéniennes. La jeune fille était grande, sa forme sans défaut, depuis ses jambes élancées jusqu'à son visage pur. Quand elle marchait dans la rue, d'un pas pressé, en abaissant sur son regard ses longues paupières, elle avait l'air farouche, et elle enflammait ainsi d'amour les jeunes gens. Ils la comparaient aux chasseresses ombrageuses qui suivent Artémis, et que les chasseurs convoitent en vain.

Elle leur aurait paru plus belle encore, s'ils avaient pu la voir pensive au fond du gynécée, ou bien dans la cour intérieure de sa maison, qui était peuplée de fontaines et fleurie comme le jardin des Heures. Elle s'y promenait lentement, parmi les asphodèles et les roses, s'arrêtait et demeurait debout à songer, tournant parfois la tête sur son épaule avec langueur. C'est qu'Hipparète ne se sentait point heureuse.

Étrange Hipparète, qui ne rêvait pas de l'avenir, à son âge, mais du passé ! Elle regrettait confusément son enfance, elle la rappelait. Elle la voyait remonter de loin, toute dorée, pleine de chants et de clartés : âge charmant, où l'on a peur de Mormô qui grimace et qui mord, où l'on élève des cigales dans des cages de paille et de jonc ! Un visage maternel se penchait sur ces jeux, prompt aux baisers et aux rires.

Puis, il avait disparu. La mère d'Hipparète avait quitté la maison. Triste Cléanthis ! Déjà elle avait dû céder à la rusée Milésienne sa place au foyer de Périclès. L'Olympien, par un reste d'égard pour la compagne irréprochable qui avait cessé de lui plaire, s'était ingénié de lui trouver un second époux. Et voici maintenant qu'il lui fallait abandonner encore cette chambre nuptiale où elle avait bien pensé de trouver un refuge contre l'inconstance des hommes. Quelques-uns parlaient d'une jalousie déraisonnable d'Hipponicos ; la plupart accusaient son caractère tyrannique qui faisait souffrir les autres mais ne leur souffrait rien. Quoi qu'il en soit, la malchanceuse épouse dut repasser ce seuil qu'elle avait franchi

aux sons des flûtes et aux chants d'hyménée. Enfin, un bonheur stable la retint auprès d'un troisième mari.

Seule avec un père bourru, toujours grondant, un grand frère dédaigneux, frivole et tapageur, la demi-orpheline vit arriver sans joie sa jeunesse. Elle entendit les appels de la vie avec trouble, mais avec crainte aussi. La destinée de sa mère l'inquiétait pour la sienne : à travers les chuchotements, les silences et les mensonges, elle avait deviné les épreuves de Cléanthis, fille infortunée de Dexileos.

Ni son père ni son frère ne pouvaient la comprendre, mais elle se confiait parfois à Thratta, sa nourrice. Celle-ci, comme son nom l'indiquait, était une Thrace, un peu rude mais dévouée. Elle disait souvent à Hipparète :

— Tu es ma fille, ô maîtresse, ma reine merveilleuse, ma belle vierge d'or ! Thratta mourrait pour toi. Mais laisse ta nourrice te gronder, comme au temps où, toute petite, tu lui tirais les cheveux pour te jouer et lui frappais le visage de tes faibles mains. D'où vient qu'à certains moments tu parais triste et songeuse? Certes, les jeunes filles rêvent quelquefois, mais c'est de leurs noces prochaines, et, en rêvant, elles sourient. Car déjà elles croient entendre, dans le soir, les chants d'hyménée qui les courtisent. Mais toi, ma petite âme, tu soupires !

Parfois, Hipparète se bornait à secouer la tète et à se taire. Mais parfois aussi elle répondait :

— Nourrice, je crains de souffrir comme ma mère. Je redoute l'hyménée et l'homme impitoyable qui ne nous prend que pour nous rejeter, quand il nous a flétries et torturées. L'amour est moins doux que l'abandon n'est cruel.

Alors Thratta se mettait à rire et elle répliquait :

— O folle, folle, qui parles sans savoir ! Tu mériterais que Cypris te châtiât bien sévèrement pour ce que tu viens de dire. Est-ce sa faute, à la déesse, est-ce la faute d'Éros, si Cléanthis est née sous une mauvaise étoile? Attends, fille chérie, attends de connaître l'amour. Dès qu'il s'approchera seulement de toi, tu verras. Tu ne te reconnaîtras plus toi-même, tu deviendras une autre Hipparète, et tu te riras de l'ancienne comme d'une petite fille qui se cachait sottement la figure, de peur, devant ce qu'il y a de plus délicieux sur la terre. Tiens, suppose qu'il est arrivé ce jour nuptial qui

t'effraie : tu sors du bain sacré, tes compagnes ont achevé de parer ton corps et ta chevelure, et dans la chambre des épousailles, tu vois entrer un jeune homme aussi beau qu'Alcibiade, Alcibiade lui-même...

— Non, non, — s'écriait Hipparète. — Tais-toi ! tais-toi !

A l'opposé de toutes les jeunes filles et de toutes les femmes, elle ne ressentait pour l'idole universelle qu'une peureuse aversion.

Non qu'elle méconnût la beauté d'Alcibiade, car cela était impossible, même à des yeux ennemis. Lorsqu'elle s'était trouvée en face de lui pour la première fois, elle en avait été éblouie : c'était un jour qu'il revenait de la palestre, tout échauffé du noble jeu. Cet adolescent avait paru divin à la fillette qui venait d'abandonner seulement depuis quelques mois la poupée et les osselets. Plus tard, lorsqu'elle était canéphore dans la procession des Panathénées, portant sur son épaule la corbeille sacrée qu'elle soutenait de ses bras arrondis, elle l'avait revu parmi les éphèbes cavaliers. Entre tous ces jeunes visages héroïques qui lui étaient apparus sous la couronne dorée ou noire des cheveux ou sous le chapeau thessalien, le visage d'Alcibiade était le plus beau.

Elle l'avait rencontré encore en d'autres occasions, rares, il est vrai : les épouses sont libres d'aller et de venir, mais l'existence des vierges se passe presque toute dans le gynécée, parmi des travaux ou des loisirs propices aux rêves. Chaque fois qu'il s'était trouvé sur son chemin, elle s'était avoué que la renommée ne mentait point, et elle avait subi malgré elle l'éclat du visage merveilleux.

Mais justement, cette beauté lui paraissait funeste et haïssable, comme celle d'Hélène qui perdit Troie et ensanglanta la Grèce, comme celle d'Égisthe qui rendit Clytemnestre adultère. Alcibiade lui semblait né pour faire souffrir toutes les femmes, pour tromper toutes les vierges et dévoyer toutes les épouses. La tyrannie de son charme était dans Athènes un fléau public. Hipparète entendait venir jusqu'à elle les lamentations de celles qu'il avait blessées d'amour et abandonnées. Quoique vivantes encore, elles lui rappelaient cette foule d'ombres, inutilement et éternellement éprises, qui traînent leurs plaintes dans les bocages d'un Élysée ténébreux. Retranchée dans sa froide virginité, la fille de Cléanthis, de

celle qui avait été meurtrie par la cruauté des hommes, arrivait à ressentir en elle-même les douleurs de toutes ses sœurs diverses qu'Alcibiade avait punies de l'aimer, soit en leur refusant son amour soit en le leur imposant comme un joug.

Alcibiade était le neveu du premier mari de sa mère. Elle rencontrait ainsi dans sa famille un double exemple des maux que l'amour entraîne : Cléanthis les avait subis, Alcibiade les répandait en se jouant autour de soi. Hipparète priait les dieux de la garder de l'amour et de punir les Alcibiades.

Cependant, son père et son frère la firent appeler un matin. Leur visage montrait une grande joie ; ils l'embrassèrent.

— Sois heureuse, Hipparète, — disait Hipponicos, avec solennité. — Tu vas rendre jalouses toutes les vierges d'Athènes : tu épouseras le fils de Clinias.

Hipparète devint pâle et rigide comme la figure d'ivoire qui pendait à son collier. Mais une jeune fille ne peut qu'obéir.

— Prends garde, enfant, prends garde d'irriter les dieux, à la fin. On ne méprise point impunément leurs faveurs et leurs dons. Plains-toi, je te le conseille, du mari qu'ils t'envoient ! Le plus beau des jeunes gens, l'orgueil d'Athènes, la couronne de la Grèce ! Certes, toi aussi tu es belle, tu es riche. Mais une reine serait encore trop heureuse d'épouser Alcibiade. Que dis-je? Héra, la reine des dieux, l'accepterait pour gendre, comme un autre Héraclès.

— Je le hais, — répondit Hipparète obstinée.

La fidèle Thratta haussa les épaules.

— Mais pourquoi, encore une fois, ô fille insensée?

— Il a offensé mon père.

— Hipponicos lui a pardonné.

— Moi, je ne lui pardonne pas. Je lui en veux doublement, et de son offense et du pardon d'Hipponicos. J'ai honte pour mon père à cause de sa faiblesse ; j'ai honte pour moi à cause de ce mariage. Que les immortels perdent Alcibiade !

— Arrête, malheureuse ! Rappelle ces paroles avant qu'elles soient arrivées jusqu'à eux.

— Ils ne manqueront pas de le frapper, Thratta, sois-en sûre. Ils le souffrent maintenant, on croirait qu'ils l'encouragent : c'est pour mieux l'accabler. As-tu jamais vu quelqu'un

triompher de tous avec tant d'insolence? Ceux qu'il outrage le plus amèrement, au lieu de vouloir sa mort, recherchent son amitié : comme mon père, ils lui savent gré de ses injures... Parmi toutes les femmes dont il se joue, laquelle a seulement pensé à se venger de lui? Non, elles le regrettent. Et c'est cela, vois-tu, qui m'irrite contre lui davantage, c'est qu'il échappe à la vengeance et même à la haine. Oui, Thratta, cet Alcibiade, par sa cruauté, par son insolence, par sa débauche, par toute sa vie, offense la ville entière, et cependant, personne n'a le courage, ici, de le haïr.

— Mais toi non plus, — poursuivit Thratta avec tranquillité, — tu ne le hais point.

Hipparète allait s'emporter, éclater en violences ; elle se tut. Elle reconnaissait la vérité de ces paroles.

Non, pas plus que les autres, elle ne pouvait haïr Alcibiade. Cette pensée la révoltait, mais seulement contre elle-même. Lui, elle le subirait. L'idée que sa vie appartenait à un tel maître lui était terrible et délicieuse. Son angoisse était pleine d'attente et d'espoir.

Et par-dessus tout, elle ressentait l'orgueil de devenir la femme d'Alcibiade.

La femme d'Alcibiade !

VI

L'ÉPOUSE

Le fils de Clinias s'était donc marié, parce que la coutume l'exige et qu'Hipparète lui plaisait. Celle-ci s'était mise à l'aimer éperdument.

Thratta avait dit vrai : elle ne se reconnaissait plus elle-même. Sa pudeur, ses craintes, sa révolte contre la tyrannie de l'homme et de l'amour, elle avait tout sacrifié avec emportement. Le sentiment qu'Alcibiade lui avait toujours inspiré et qui, déjà, l'obligeait de le mettre à part de tous les autres lorsqu'elle croyait le détester particulièrement, lui apparaissait aujourd'hui sous sa véritable nature, et c'était un amour impérieux.

Tremblante, au soir des noces, elle avait senti que son des-

tin entrait avec Alcibiade dans la chambre nuptiale. L'heure que, toute sa vie, elle avait redoutée et désirée sans le savoir était venue : elle effaçait les années inutiles et vides qui l'avaient précédée. Brusquement, elle ouvrait une porte sur l'avenir vertigineux ; la vierge éblouie tombait au fond d'un gouffre splendide. Elle s'abandonnait à la chute. L'époux trouva en elle une soumission farouche. Mais les âmes ne peuvent être connues ni possédées, et dans ce moment il ignora la sienne ; il n'entendit point le cri silencieux qu'elle lui jetait :

— Voici ton épouse, ô mon époux. Si je souffre par toi, je pourrai mépriser le bonheur des autres.

Il ne la comprit donc point. Mais il vit son trouble, la fièvre de ses yeux, de sa bouche et de tout son corps. Il la trouva différente des autres femmes, et s'étonna de rencontrer en elle, avec une pudeur fière, cette sombre passion. Il en goûta le charme, et près d'elle ses empressements furent sincères, car son plaisir était nouveau.

Pour quelque temps du moins, elle vit ce maître nonchalant s'occuper d'elle seule. On put lire sur son front le triomphe de l'amoureuse qui se sait uniquement aimée. Les amies qui vinrent la visiter dans les premiers mois se retirèrent dépitées, emportant dans leur cœur jaloux la blessure de son sourire parfaitement heureux.

— Chère Hipparète, — dit l'une d'elles, — je ne puis m'empêcher d'être inquiète pour toi. Alcibiade n'est point un époux, puisque c'est le mari de toutes les femmes. En vérité, ton père Hipponicos et ton frère Callias ont été bien déraisonnables de te l'imposer.

— Mais, — répliqua Hipparète, avec une grande douceur, — ils ne me l'ont point imposé. Je l'ai choisi.

Elle disait vrai : après les vains effarouchements de son orgueil, le désir, plus fort, l'avait jetée dans les bras d'Alcibiade.

— Puisses-tu ne le regretter jamais ! — achevait l'autre en soupirant.

Ainsi l'épouse trop heureuse entendait murmurer l'envie universelle. Il ne déplaisait point à Hipparète d'être jalousée. Par leurs feintes appréhensions, par les mille artifices qu'elles mettaient en œuvre pour la troubler, par leurs seuls visages crispés d'amertume, ces femmes avivaient en elle la joie du

triomphe. Elle sentait mieux la plénitude de la félicité qui provoquait ces attaques.

Pourtant quelquefois, sans l'inquiéter encore, l'insistance des persécutions réussissait à la fatiguer. Hipparète, alors, était tentée de trouver son bonheur trop éclatant. La Ville l'importunait à tenir constamment les yeux sur elle, sans lui permettre d'être heureuse en secret. Il lui venait des pensées nouvelles sur cette beauté du fils de Clinias, cause de son amour. Certes, elle ne l'aurait point voulue moins parfaite, ce qui aurait diminué cet amour. Mais elle l'eût souh aitée moins glorieuse, et même tout à fait inconnue, hormis d'elle seule.

« Il y a, songeait-elle, des amants que j'envie. Ce sont deux enfants agrestes, dans un ravin du Parnès ou de l'Hymette, qui s'embrassent sur un lit de menthe, tandis que leurs troupeaux paissent confondus. Le monde ne les voit point, ils ne voient rien du monde, car les rebords du vallon étroit se ferment au-dessus d'eux comme ceux d'une conque, et dans la fente bleue brille seulement un peu de ciel. Que ne suis-je bergère, moi aussi, avec le fils de Clinias, dans les gorges du Parnès, sous la garde des chiens blancs, qui sont féroces et fidèles ! »

Hipparète rêvait ainsi, mais sa destinée était au contraire de vivre toujours exposée à l'admiration et à l'envie. Des existences trop brillantes, l'intimité même est publique. Athènes tout entière avait eu le spectacle de sa joie ; Athènes comptait se divertir de son premier chagrin. Les dieux, dans leurs amours, s'enveloppent d'une vapeur d'or ; mais une mortelle ne peut pas s'abriter derrière un nuage pour aimer ou pour pleurer.

L'âme d'Hipparète flottait ainsi entre des sentiments contraires : tantôt elle acceptait, tantôt elle maudissait l'éclat de sa condition et de celle d'Alcibiade. Lorsqu'elle était seule, elle s'abandonnait aux chimères jalouses qu'une femme trop éprise invente pour se tourmenter. L'envie frémissante autour d'elle, au lieu de la flatter, l'importunait et l'accablait. Curieuse, malveillante, la Ville lui semblait liguée contre elle tout entière : on ne lui pardonnait pas d'accaparer pour elle seule l'universel Bien-Aimé. Autant d'Athéniennes, autant d'embûches et de menaces dressées en face de son bonheur.

Alors, elle rêvait en soupirant d'un amour tranquille au désert.

La joie de paraître avec lui devant la foule chassait ces pensées. Souvent le soir, à l'heure tumultueuse où, vers la Porte Dipyle, tous les chars à la fois se précipitent, il la prenait sur le sien. Contenant d'une main le blanc quadrige, il ressemblait à sa propre image dans le tableau d'Aglaophon, et l'on s'étonnait de ne point voir dans sa droite le foudre souverain. Elle se tenait debout à ses côtés, presque aussi grande que lui dans ses voiles. Le couple resplendissait au-dessus des chevaux cabrés, comme ceux du Soleil sous l'aiguillon divin. Le ciel s'embrasait, éclairant les deux têtes glorieuses ; le char doré brûlait et semblait celui du Jour, portant ensemble Apollon et Artémis. Hipparète entendait monter vers Alcibiade et vers elle la rumeur d'un peuple, et elle avançait suspendue sur cette multitude, comme elle eût marché sur la houle élastique de la mer. Alors, elle se disait qu'elle atteignait la borne prescrite aux félicités, et que le destin l'avait rapprochée autant que possible des dieux.

Cependant, après avoir été longtemps pour Alcibiade comme une maîtresse nouvelle, Hipparète devait s'attendre à ne plus être ensuite que sa femme. Aussi l'avait-elle prévu ; mais elle ne s'y était point résignée. Quand la chose arriva, elle ne se crut point le droit de lui en faire reproche. Seulement, elle commença de souffrir.

Elle s'était habituée à passer avec lui les journées entières, et maintenant il la laissait souvent seule. Il se reprenait à s'occuper des affaires politiques ; à dire le vrai, il ne s'en était jamais désintéressé. Sa jeunesse l'écartait encore de la tribune aux harangues, mais s'il devait abandonner celle-ci à Cléon, qui l'emplissait de ses gesticulations forcenées, il lui était permis du moins de s'essayer à l'Agora. Il se mêlait aux groupes allants et venants sur la place publique ; il les abordait avec une figure souriante, il éprouvait sur les citoyens le mordant de sa dialectique, que Socrate lui avait enseignée, et la prise de sa rhétorique, qu'il tenait d'Aspasie. Il n'avait certes point l'élocution brillante de Périclès et de Pisistrate ; parfois, il hésitait en parlant ; il mettait une sorte de grâce nonchalante à laisser enfin tomber les mots qu'il prononçait en grasseyant

un peu. Mais toujours l'habile sophisme ou la raillerie acérée s'échappaient de ses lèvres négligentes, et les élégances de sa parole étaient, comme toutes les autres, calculées.

Il donnait encore une part de son temps aux hétairies, mystérieuses associations de jeunes gens unis par l'affection et la politique, qui entretenaient en secret la flamme du génie athénien, et firent plus d'une fois échec à la tyrannie. Les unes étaient populaires et les autres aristocratiques. De là partaient les mots d'ordre qui décidaient, aux grands jours, du vote de l'Assemblée, qu'il s'agît d'abroger une loi, d'élire des stratèges ou de désigner pour l'ostracisme un citoyen. Les hétairies travaillaient de tout temps aux destins d'Athènes, élevant Périclès, suscitant Harmodios et Aristogiton. Le rêve des tyrans avait toujours été de les abolir : ils les chassèrent du reste de la Grèce, mais, à Athènes, elles les avaient chassés. Alcibiade s'efforçait donc, dans l'intérêt de son œuvre future, d'associer dès maintenant les hétairies à son ambition. Sa beauté et son éloquence n'y trouvèrent point de peine.

Dans ces compagnies de jeunes gens, la politique se traitait volontiers parmi les plaisirs ; d'avoir couru ensemble les mêmes fêtes disposait mieux les affiliés à une confiance mutuelle, et ils se donnaient rendez-vous le plus volontiers chez les courtisanes. Celles-ci s'employaient à servir leurs intrigues avec une intelligence exercée par leur métier, où elle est parfois plus nécessaire que les ignorants ne croient. Ainsi les affaires sérieuses elles-mêmes ramenaient Alcibiade à ces folies qu'il n'avait quittées qu'en apparence.

Ses absences se multiplièrent et se prolongèrent. Il sembla fuir la maison, et, quand il y rentrait, il y ramenait avec soi les préoccupations du dehors. Hipparète le vit revenir de l'orgie avec un visage enflammé par le vin ou pâli par la volupté, et sa couronne de violettes glissait, à moitié détachée. Ses infidélités devinrent manifestes à l'épouse ; elle s'oublia parfois à le questionner. Mais elle feignit d'accepter aussitôt le premier mensonge dont il s'avisait ; sa jalousie et son orgueil craignaient la vérité impitoyable. Et les baisers d'Alcibiade, même distraits et rares, la consolaient encore de tout.

Ses amies devinèrent ses premières souffrances et se sentirent soulagées. Hipparète était donc déchue du privilège

exorbitant qui avait fixé près d'elle leur Bien-Aimé à toutes ! C'était comme la fin d'une iniquité. L'orgueilleuse qui les avait bravées allait partager le sort des autres et rentrer dans la règle commune.

Elles se donnèrent le plaisir d'aller voir cette infortune de près ; elles l'assiégèrent de consolations. Hipparète, cette fois encore, leur opposa un visage tranquille, qui ne voulait rien comprendre. Alors elles lui reprochèrent avec violence son aveuglement, mais elle se déclara résolue d'y persister. En les remerciant de leurs peines, l'aménité de son sourire laissait percer quelque dédain de ces perfidies. Elles se retirèrent suffoquées.

Leur malignité opérait justement contre leur attente : Hipparète se piquait de les décevoir. Non, elles ne la verraient point humiliée et malheureuse ; elles ne l'entendraient point se plaindre d'Alcibiade et du sort. La Ville pouvait publier les folies du fils de Clinias à tous ses carrefours; tant qu'il plairait à Hipparète de ne pas être offensée, nul n'avait droit de lui offrir une injurieuse pitié.

Mais sa force ne lui venait point de sa fierté seulement. Un secret, en elle, alimentait sa constance, exaltait son orgueil. Elle portait dans ses flancs un enfant d'Alcibiade.

Des rivales innombrables pourront disputer à l'épouse un mari inconstant, le lui prendre ; elles ne lui ôteront pas la couronne de sa maternité légitime. C'était elle, Hipparète, et nulle autre, qui donnerait à Alcibiade ce fils créé dans la passion, mais privilégié dès sa naissance par les lois, héritier de son nom, continuateur de sa race, nouvel Alcméonide. Car elle n'en voulait point douter, elle était enceinte d'un germe héroïque : son enfant serait un fils. Ce second Alcibiade naîtrait pour être à son tour les délices et l'inquiétude d'Athènes, l'amour d'une autre Hipparète et son cher tourment.

Il naquit. Ce fut pour apporter à sa mère un chagrin inattendu.

L'amitié que Callias ressentait si vivement pour Alcibiade lui avait inspiré une promesse généreuse lors du mariage de sa sœur. Bien qu'Hipparète eût reçu d'Hipponicos tout l'argent dont celui-ci pouvait disposer pour elle d'après la loi, il ne trouva point encore cette dot suffisante pour la femme de son

ami ; il résolut d'y joindre ses propres libéralités. Il imagina donc de s'engager envers Alcibiade à lui compter dix talents le jour où, par la faveur d'Ilithye, Hipparète mettrait au monde son premier fils. Lorsque cet engagement devint valable, Alcibiade en attendit l'effet.

Mais Callias, justement, avait fait beaucoup de dépense. Outre qu'il entretenait constamment chez lui des sophistes, des rhéteurs et des courtisanes, plus chères à nourrir, il venait d'avoir le coûteux honneur d'être chorège. Il avait dû vêtir tous les choristes d'une comédie, pourvoir à leurs repas depuis le commencement des répétitions, afin qu'ils ne lui fissent pas l'injure de paraître sur la scène avec des provisions de bouche achetées à leurs frais, comme ils ont coutume quand le chorège s'est montré avare. Il avait généreusement rétribué le poète Aristophane pour ses injures en vers à Cléon, ennemi personnel de tous les riches.

Il arrive parfois que les prodigues sont forcés de devenir ladres. Callias eut donc en ce moment besoin de son argent. Il estimait que dix talents font une somme et il le dit en franchise à Alcibiade qui s'emporta, l'injuria, et du coup rompit avec lui. Le fils de Clinias ne tolérait point qu'on le moquât par de vaines promesses.

Hipparète l'apprit aussitôt. Elle fut cruellement humiliée de ce débat dont elle avait fait l'objet ; il lui sembla que sa chair douloureuse avait été marchandée comme celle des esclaves. Et elle pleura aussi parce que la brouille d'Alcibiade avec Callias allait la séparer elle-même de sa famille. Sa seule consolation fut de voir que son fils, allaité par une nourrice spartiate, devenait beau et fort. Il semblait avoir pris la santé de sa mère. Hipparète s'était remise de ses couches difficilement, et, depuis, elle languissait. Il lui arriva parfois de se demander si sa beauté n'allait pas se flétrir. Quand cette pensée lui traversait l'esprit, elle souhaitait de mourir, à cause d'Alcibiade.

Un soir qu'elle était seule dans le gynécée, après avoir renvoyé ses femmes, elle entendit un bruit de voix et des rires, qui venaient des appartements de son époux. Hipparète se leva en sursaut de sa chaise d'ivoire ; à peine vêtue, elle

se précipita dans le corridor : les mosaïques étaient moins froides que ses pieds nus. Une porte, qu'on n'avait pas fermée tout à fait, laissait sortir de la lumière ; dans l'ouverture, la jalouse passa son visage ardent. Elle vit.

Sur le lit, une fille se renversait, la gorge pleine de rires. Alcibiade, près d'elle, était assis sur un escabeau ; une peau de lion, ramassée dans la chambre, lui couvrait les épaules ; au-dessus de sa tête charmante la tête horrible se hérissait. Il tenait à la main une quenouille, prise à quelque servante. Après d'autres jeux, sans doute, les amants s'amusaient à figurer le groupe d'Omphale et d'Héraclès filant à ses pieds.

La femme était Timandra. Hipparète la reconnut pour l'avoir souvent aperçue au Céramique, où elle attendait les riches clients, debout contre le mur, à la place où son nom était inscrit, parmi ceux des autres hétaïres.

La courtisane jeta un cri :

— Oh ! — dit-elle, — regarde là ! Regarde !

— Quoi donc? je ne vois rien.

— Si! là, dans l'ouverture de la porte! la tête de la Gorgone! Je l'ai bien vue, moi.

Déjà Hipparète avait disparu. En fuyant, elle entendit qu'on poussait et qu'on fermait la porte. Puis des rires aigus recommencèrent : Timandra était déjà rassurée. Puis ce furent encore des cris, mais joyeux, fous, lascifs, atroces à entendre. Hipparète s'arrêta malgré elle, les tempes brûlantes, le corps glacé de sueur. Les griffes de la démence lui serraient le front.

Elle savait maintenant l'attentat inexpiable, le foyer conjugal profané. Elle avait pardonné le reste, mais une épouse n'a pas le droit de remettre une telle offense. La loi elle-même, en ce cas, la délie et la prend par la main pour la délivrer de l'époux sacrilège : elle la rend par le divorce à la liberté.

Hipparète s'était ressaisie, elle se dirigea d'un pas ferme vers la salle la plus retirée. Là, au centre de la demeure, comme dans le naos d'un temple, s'élevait l'autel d'Hestia, protectrice et gardienne de la maison. Elle le tint un moment embrassé, telle qu'une suppliante. Puis elle prononça ces paroles à voix haute, pour leur donner plus de solennité religieuse :

— Voici que je vais te quitter, ô déesse ! Tu es témoin de l'impiété qui m'y force, et tu sais que l'épouse d'Alcibiade n'a

jamais failli à ses engagements. Reçois donc celui que je forme en cet instant même. En laissant cette maison, je jure de n'y rentrer jamais, sinon par violence. Je fais ce serment, ô déesse, devant ton chaste autel.

Elle se releva et gagna la chambrette où Thratta, sa nourrice, dormait après la journée laborieuse. Elle la secoua par l'épaule.

— Réveille-toi, Thratta, — dit-elle, — et lève-toi. Aide-moi à m'habiller ; je pars.

— Quoi, que dis-tu? — répondit la nourrice encore ensommeillée.

— Je vais chez mon père. Prépare-moi un manteau, mets dans un coffre mes bijoux de jeune fille.

— Tes bijoux? pourquoi?

— Je ne reviendrai plus ici.

Thratta, ayant frotté ses yeux de sa main rugueuse, la regarda en face, et lut sur le visage de sa maîtresse, sans la comprendre encore, sa résolution.

— Tu ne reviendras plus? — bégaya-t-elle... — Alcibiade t'a donc offensée?

— Mortellement.

La nourrice la regarda encore. Puis, timidement, elle murmura :

— Ton fils?...

Hipparète poussa un bref sanglot. Elle passa la main sur son front :

— Allons ! — dit-elle.

Depuis quelques jours, elle vivait dans la maison de son père. Autour d'elle, douloureuse et silencieuse, Hipponicos et Callias ne cessaient d'invectiver contre Alcibiade. Elle n'écoutait pas ces violences inutiles ; elle s'absorbait dans un chagrin profond comme le néant. Elle ne s'occupait point de son procès ; ce furent son père et son frère qui rassemblèrent des témoins dans le voisinage pour établir que, depuis près d'un mois, Timandra venait presque chaque nuit retrouver l'époux infidèle, à moins qu'elle ne passât plusieurs jours cachée parmi les esclaves sous un déguisement. Alcibiade était donc convaincu d'avoir, au mépris des lois, entretenu une concubine sous le toit conjugal.

Les législateurs d'Athènes étaient avisés. Ils savaient que le cœur féminin est prompt aux retours, qu'il s'apaise parfois aussi aisément qu'il s'irrite, et qu'on lui ferait tort en satisfaisant trop vite une rancune qui n'est pas toujours durable. La demande en divorce présentée par une femme devait, pour aboutir, être renouvelée chez l'archonte en présence du mari. Et voilà pourquoi, comme certains mariages, certains divorces manquaient au dernier moment. Il est d'une loi sage de laisser à l'être faillible le temps de se raviser.

Donc, Hipparète se rendit chez l'archonte éponyme qui avait aussi convoqué Alcibiade. Ce magistrat tenait ses audiences à l'Odéon, théâtre de la musique que Périclès avait fait construire au pied de l'Acropole, sur le même modèle que le Pavillon du Grand-Roi. Elle arriva la première, mais ne tarda guère à voir venir Alcibiade. Alors, tout son sang reflua vers son cœur.

A peine salua-t-il le magistrat qui se tenait prêt à l'interroger, dans l'appareil sévère de sa judicature. Il alla droit vers Hipparète qui le regardait sans pouvoir articuler un mot. Qu'aurait-elle dit? Quelle parole aurait contenu sa pensée en ce moment? Elle revivait sa vie, sa jeunesse agitée de pressentiments, sa terreur de l'hymen, cette haine amoureuse d'Alcibiade qui l'avait occupée jusqu'au moment où la haine avait disparu de l'amour; puis son triomphe, son exaltation, sa ruine.

— Hipparète, — dit Alcibiade, — il est donc vrai? Tu veux te séparer de moi?

Elle répondit en inclinant la tête, mais si profondément, si désespérément, qu'on doutait si c'était une réponse, une affirmation, ou bien le signe involontaire de la détresse qui l'accablait.

— Cependant tu m'aimes encore? — reprit-il.

Elle essaya de répondre non, mais il ne sortit de sa bouche que des sanglots, qui se pressaient avec une sorte de hâte farouche, en l'étouffant. Elle se couvrit le visage de ses mains gardant le souci de cacher le désordre de sa douleur aux regards des hommes qui étaient là. Ses doigts longs et blancs tremblaient du même frémissement que tout son buste, et sa face découverte n'eût pas mieux trahi ce qu'elle souffrait. Elle ressemblait à la statue de Niobé ou d'Ariane, que l'artiste

aurait voilée par un scrupule de pudeur, ne voulant pas montrer l'outrage que le chagrin peut faire à la beauté humaine.

Autour d'Hipparète et d'Alcibiade, tous se taisaient.

Alors elle sentit deux bras saisir sa taille : quand elle rouvrit les yeux, elle se vit sur la poitrine de son époux qui la serrait. Déjà il l'emportait ; ni l'archonte ni les autres n'avaient bougé. Il passa la porte du palais avec son fardeau, il fut dans la rue, pleine de passants : ils s'écartaient devant lui, comme devant un dieu ravisseur qui revient de sa chasse amoureuse avec une proie. Sur le seuil des maisons, hommes et femmes se tenaient debout à le voir passer. Il allait d'un pas impétueux. A travers la chlamyde, Hipparète sentait un cœur de héros battre à grands coups contre le sien.

A se laisser emporter par lui, dans un amour furieux, elle éprouva une ivresse qu'elle n'avait jamais ressentie. Le soir nuptial, lorsqu'il était entré dans sa chambre, elle avait été moins troublée et moins heureuse. La fièvre de l'attente, qu'est-ce près de celle du souvenir? L'heure présente rallumait tout son passé d'épouse, fervent et glorieux.

Elle avait retrouvé son époux. Il lui était délicieux de sentir la force des bras qui l'enlevaient, qui la domptaient, elle, la fugitive et la révoltée, la contrainte de cet amour qui la ressaisissait.

La divine aventure ! Elle n'était plus Hipparète. Elle était la jeune Orithye que le dieu Borée ravit sur les bords de l'Ilissos, où l'ombre des platanes est douce. Elle se rappelait combien, petite fille, elle avait aimé cette histoire. Les larmes qui tremblaient encore à ses cils avivèrent son beau sourire...

Lorsque son ravisseur franchit avec elle le seuil conjugal, elle se souvint tout à coup d'Hestia et de la parole qu'elle lui avait donnée. Et elle invoqua la déesse :

— Ne sois point irritée contre moi, ô Vénérable ! Je ne manque point à mon serment. Car, tu le vois, je ne reviens ici que par la violence.

Son sourire était devenu malicieux.

(A suivre.)

MAXIME FORMONT

L'ÉCOLE DE GUERRE ET SON ENSEIGNEMENT

Dans un carnet de route publié par la *Revue de Paris* en 1917, un officier de complément, ancien normalien, mort à l'ennemi, parlant de la bataille de la Marne, écrivait : « Je brûlerais plutôt douze cierges à sainte Geneviève qu'une allumette-bougie à l'École de Guerre. » Cette boutade reflétait malheureusement, surtout dans les premiers temps de la guerre, l'opinion de beaucoup d'officiers de troupe sur les brevetés servant dans les États-Majors.

Il serait par trop injuste de dire que l'École de Guerre n'a point rendu de grands services ; mais il faut avouer que beaucoup d'officiers brevetés ont été, au début de la campagne, inférieurs à leur tâche.

Nous nous proposons de dégager la part des responsabilités qui, dans ce fait, incombent à l'enseignement et à l'esprit de l'École de Guerre. Pour cela, il est nécessaire d'indiquer de quelles origines sort notre corps d'État-Major actuel, vers quelles évolutions la succession des événements d'avant-guerre l'a orienté, quels ont été les services rendus au cours de la lutte récente, quelles modifications fondamentales la leçon d'hier doit nécessairement faire subir à cet organisme créé il y a quarante-cinq ans.

***

C'est en 1875 que l'École supérieure de Guerre fut fondée. A cette date, sous la menace perpétuelle d'une nouvelle guerre avec l'Allemagne, les mesures indispensables à la réorganisation de nos forces militaires faisaient l'objet des préoccupations les plus vives des pouvoirs publics et du Parlement. Parmi ces mesures, une de celles qui s'imposaient par la plus urgente nécessité était le remaniement de notre corps d'État-Major dont la guerre de 1870 avait malheureusement révélé le manque absolu d'éducation professionnelle. Le service d'État-Major n'avait à proprement parler pas existé. En effet, antérieurement à la guerre de 1870, le corps d'État-Major formait une sorte d'arme spéciale techniquement séparée des armes ordinaires. Il se recrutait par sélection parmi les bons numéros de sortie des écoles militaires. Mais ce procédé avait le tort de faire entrer immédiatement dans ce service, sans aucun passage dans la troupe, des jeunes gens incomplètement formés qui ne pouvaient par la suite acquérir aucune expérience, puisqu'ils demeuraient confinés dans des fonctions spéciales comprises d'une manière étroite. Les résultats désastreux de la guerre, l'évidente nécessité de reconstituer nos forces nationales imposèrent donc une réorganisation complète du corps d'État-Major. L'expérience et la réflexion conseillèrent de s'inspirer du modèle offert par nos adversaires, c'est-à-dire de l'Académie de Guerre du Grand État-Major allemand.

Dès le début de la formation de l'École de Guerre française des différences notables cependant s'affirmèrent ; les concours d'entrée de notre nouvelle institution militaire furent établis d'après un programme d'instruction générale historique et géographique assez étendu, nécessitant des études préalables approfondies de la part des candidats. Les officiers allemands appelés à suivre les cours de la *Kriegs Akademie* ne subissaient pas d'examen analogue. On y suppléait par des études comprises dans le programme d'enseignement qui comportait, de ce fait, trois années de stage au lieu des deux de notre École de Guerre.

Mais plus que dans leurs programmes, l'esprit des deux principales Universités militaires du monde comportait des différences notables. Dans le milieu de notre École de Guerre,

l'enseignement militaire proprement dit, comprenant la tactique de chacune des trois armes, débuta timidement par une étude approfondie de leurs règlements que chaque officier devait posséder à la perfection. De tactique générale, c'est-à-dire de l'action combinée des trois armes, peu ou point, du moins au début.

C'était le temps où le général Seré de Rivière venait de faire adopter son système défensif des lignes fortifiées appuyées à des places fortes. La théorie française, toute défensive, consistant à garnir de fusils et de canons la ligne de nos nouvelles forteresses de l'Est, ne prévoyait encore que l'usure de l'adversaire et point d'action offensive, par laquelle seule les résultats décisifs s'obtiennent.

A pas lents, l'École de Guerre a évolué vers une sphère plus élevée de l'intelligence militaire. Bonal y a rappelé par ses magistrales analyses des campagnes napoléoniennes la part des éternelles vérités de combat qui sont les principes de la guerre. De cette recherche par analyse historique des guerres antérieures, naîtra malheureusement la déconcertante habitude de marcher vers un avenir incertain à la lueur douteuse du flambeau du passé, au lieu de se diriger le regard en avant.

Puis sont venus Langlois, artilleur de mérite, Foch dont le cours révéla l'ardent génie, qui saura ordonner en 1918 l'offensive ultime, Pétain, le méthodique, dont les leçons reflétaient le calme esprit d'analyse, la science exacte et comme divinatoire du combat d'infanterie moderne. Autour d'eux pendant les années précédant la guerre sont groupés dans le corps enseignant ceux que l'on a quelquefois désignés sous le nom de « pléiade ». Tous paraissent dès 1910 avoir pris conscience d'une nouvelle force, en harmonie avec notre opinion publique d'alors, qui, lasse des provocations sans trêve que l'Allemagne nous adressait depuis 1905, semblait se souvenir de la grandeur militaire du passé et rejeter la mentalité de vaincus. C'est la date où Joffre, généralissime désigné, établit le plan XVII, premier plan où le chef des armées françaises se propose véritablement « d'attaquer », dès que l'ensemble de ses forces sera réuni.

Notre Université militaire ayant dégagé, par trente-cinq

années de tâtonnement et d'hésitation, une doctrine établie sur les données les plus solides de l'histoire et conforme aux préceptes les plus essentiels de l'art de la guerre, marche alors en avant-garde de l'armée. Les étudiants étrangers y affluent, car son rayonnement a depuis longtemps dépassé les frontières. Ses fidèles croient détenir la vérité, l'unique vérité ; sûrs d'eux-mêmes, intransigeants, infatués, ils courent à la lutte prochaine en acclamant l'inévitable succès. Or, dès le premier choc, tout chancelle et s'affaisse. La doctrine s'évanouit ou du moins, abandonnant les anciens principes, elle évolue si complètement que plus rien n'en subsiste.

***

Quelle est la cause d'un semblable mécompte?

Deux faits priment toute réponse à cette question. Qu'était devenu à la vérité l'enseignement de l'École de Guerre à la veille de 1914? Qu'avaient su réaliser d'autre part l'Académie de Guerre de Berlin et le Grand État-Major allemand?

En étudiant l'histoire de l'École de Guerre, on constate que la période 1910-1914 a vu se fixer et se formuler ce que l'on est convenu d'appeler la doctrine de l'État-Major français. Basée en partie sur l'analyse minutieuse des faits et gestes des Allemands dans la première partie de la guerre de 1870, cette doctrine établissait qu'à cette époque les causes principales des succès de nos adversaires résidaient dans l'application à outrance du principe de l'offensive. On prenait pour exemple la marche stratégique des Ire et IIe armées allemandes autour de Metz et, concluant du particulier au général, l'on imaginait que les attaques à corps perdu du corps d'Alvensleben à Vionville, de la brigade Wedel au fameux ravin de la Cuve près de Mars-la-Tour, ou de la garde allemande sur les glacis de Saint-Privas étaient autant d'exemples à méditer et à imiter. Il avait fallu longtemps pour que cette théorie de l'offensive s'établît et, malheureusement, au moment où nous l'avons adoptée, l'application rigoureuse en était devenue dangereuse. Rares étaient les esprits qui observaient avec attention les modalités de combat modifiées complètement par l'entrée en jeu des armes automatiques et l'invraisemblable puissance des feux. La

guerre de Mandchourie avait été étudiée d'une manière trop superficielle. La guerre des Balkans, ne mettant en présence que des armées faiblement dotées d'artillerie, n'apporta que peu d'enseignement.

Tout se résumait dans un mot « l'offensive ». Et l'on confondait le principe toujours vrai et actif de l'offensive stratégique, c'est-à-dire celui de la marche des armées, avec le principe de l'offensive tactique, c'est-à-dire celui de l'attaque dans la bataille, où le succès ne peut être obtenu que par la supériorité des trois armes au point décisif et dans des conditions appropriées.

Pour citer un exemple d'offensive stratégique, rappelons la marche des armées allemandes en 1914 dans la ruée qui les conduisit aux portes de Paris, et opposons comme offensive tactique les attaques du général Foch aux marais de Saint-Gond.

Cette offensive « à tour de bras », qu'on nous passe cette expression, devait nous jeter dans un vent de folie sous les nappes des feux ennemis et, malgré la furie d'attaques qui impressionnèrent d'ailleurs grandement l'adversaire, nous amener à reculer de la Sambre à la Marne.

Peut-être ces erreurs d'application de doctrine n'auraient pas été commises si à l'École de Guerre la discussion libre eût été permise, encouragée, facilitée par le corps enseignant. Or il n'en était rien. Si un officier-élève avait la hardiesse de présenter une idée qui fût en contradiction avec la théorie admise, on le raillait : de quoi se mêlait-il, en effet? Était-il assez galonné pour contredire le maître? Il était jugé mauvais esprit, et, le jour du classement, mal classé. Ainsi était découragé l'esprit d'initiative, et en même temps le courage de la responsabilité personnelle. La crainte des responsabilités a été un des fléaux de cette guerre.

C'était donc devant des auditeurs muets par discipline et par prudence que le maître exposait une doctrine, qui ne tenait pas compte des nouvelles conditions du combat.

Nous n'entrerons pas dans une discussion sur le plan de concentration exécuté en 1914. Aussi bien le plan XVII a-t-il été excellement étudié ici même[1]. Nous nous bornerons à

1. *Le Plan XVII*, *Revue de Paris* du 15 février, du 15 mars et du 1er avril 1920.

rappeler qu'il s'inspirait d'un ensemble insuffisant d'appréciations sur notre adversaire, et que l'une des causes primordiales de notre échec de 1914 fut cette ignorance où nous nous trouvions au sujet de l'armée allemande. Comment expliquer que des officiers aussi distingués que ceux du deuxième bureau de l'État-Major de l'armée, aussi dévoués, aussi sérieux dans leur service, aient laissé le commandement démuni de renseignements sur la supériorité de l'armement et des effectifs de l'adversaire?

Évidemment, l'École de Guerre dont ils étaient les élèves ne les avait pas préparés comme il aurait fallu à cette primordiale condition de la victoire : la connaissance de l'ennemi.

***

Considérons maintenant le Grand État-Major allemand. Il a été recruté parmi les officiers-stagiaires de la *Kriegs Akademie*, par une sélection effectuée après trois années d'études. Ces officiers ont appris tout ce qu'ils doivent savoir, étant données les conditions actuelles de la guerre.

Nous n'avons pas encore sur le plan d'opérations dressé par le Grand État-Major une documentation précise ; mais il appert suffisamment d'écrits comme ceux du général Bernhardi et surtout de l'exécution vigoureuse d'août 1914 que, depuis un temps difficile à apprécier, mais forcément assez long, le Grand État-Major allemand voulait réaliser et savait qu'il exécuterait face à la concentration française un déploiement initial à grande envergure visant à un débordement de notre gauche. De cette idée simple d'où dérivent toutes les conceptions subordonnées, tous dans l'armée impériale jusqu'aux échelons les plus infimes sont inspirés. De là unité d'action. On sait où l'on va. Non pas que l'Allemagne se trouvât à cette époque en possession d'une pléiade d'hommes supérieurs à ceux que nous pouvions lui opposer. Non pas que les facultés d'assimilation, de méthode, et surtout de psychologie de leurs officiers d'État-Major se recommandassent d'une façon très particulière. Mais ces hommes qui formaient l'ossature des armées impériales et qui les dirigeaient au combat, avaient déjà, le premier jour de la guerre, «l'habitude» de ce qu'ils allaient faire.

Toutes les données d'ordre général qui devaient intervenir dans la marche stratégique de Belgique et leur permettre de viser à l'enroulement de notre ordre de bataille par sa gauche leur étaient connues. Cette conception du pivotement sur la charnière de Metz, et de la recherche de la bataille à fronts perpendiculaires ou même si possible renversés, était la réédition en sens inverse de la manœuvre de Sedan et procédait directement des principes napoléoniens de 1806. Tout ceci devait se dérouler d'après le scénario établi par le Grand État-Major allemand. A défaut de génie, ces gens, procédant d'une synthèse générale construite d'après les données tirées des préceptes de Napoléon ou de Moltke, recherchaient ensuite par une déduction continue des idées la précision extrême dans la leçon apprise qui était la leçon de ce qu'ils « allaient faire ».

Des moyens nouveaux sont mis en œuvre ; une dissimulation incroyable dans la concentration, un apport en première ligne de 41 divisions de réserve de Landwehr ou d'Ersatz, apport en partie ignoré de l'État-Major français, enfin, lorsque le dispositif est prêt, le déclenchement rapide de l'immense front pivotant autour de sa gauche consolidée en Lorraine. Ils sont partis, ils marchent, ils ne se laissent déconcerter par aucune considération accessoire, *ils savent où ils vont*, répéterons-nous toujours comme un *leit motiv*.

En présence de cette volonté nettement affirmée, de cette énergique poussée, que se passe-t-il dans le camp français? Le plan XVII vise à une attaque centrale, mais dès le 15 août cette conception est abandonnée ; l'extension inattendue de l'ennemi vers le nord nous amène à une extension semblable nécessairement incomplète où, dès le début, nous subissons l'emprise de la volonté de l'adversaire.

Le rétablissement de la Marne est le résultat simultané de l'énergique clairvoyance de chefs véritablement dignes de ce nom et de l'élan des troupes stimulées par l'extrême danger de la patrie. Mais la guerre de tranchées succéda, ce fut un triste et long moment de paresse intellectuelle. La vieille routine paralysa les esprits ; et, avec elle, réapparut le règne néfaste de la paperasse. Il faudra la ruée nouvelle de 1918 pour secouer les apathies et mettre en valeur les énergies qui menaçaient de s'endormir.

Certains cerveaux cependant ne sommeillaient point, jugeaient les faits, faisaient en sens inverse tout le travail de synthèse de nos adversaires, et alors se trouvèrent prêts à seconder de leur dure expérience des quatre années de lutte la magnifique clairvoyance d'un génie dont la netteté et la puissance de conception réussirent enfin à faire pencher la balance en faveur de nos armées au moment décisif.

Quand nous parlons de paresse intellectuelle et de manque de volonté, que l'on ne nous accuse pas de sévérité ; comment expliquer que de 1914 à 1918 nous soyons restés devant l'ennemi imitateurs de toutes ses conceptions, de toutes ses créations? Notre artillerie lourde fut créée à l'image de la sienne. Notre service d'exploration aérienne, nos méthodes de tir réglées par avions, nos procédés de guerre de tranchées, nos ballons d'observation, nos attaques à préparation intensive d'artillerie, notre utilisation des feux de mitrailleuses dans les flanquements sont des créations allemandes. Un exemple typique n'est-il pas celui des mortiers de tranchée dont nous nous sommes montrés incapables d'établir un modèle convenable, alors que l'armée allemande possédait toute cette gamme de *minenwerfer* dont nos poilus se rappellent les redoutables effets? Les tanks seuls paraissent faire exception à la règle, encore fallut-il l'exemple anglais pour mettre en œuvre résolument et rendre pratique cette invention française.

Ce sont des faits et nous avons le droit d'en chercher l'explication dans l'organisation du commandement et des États-Majors des deux adversaires. Pendant quatre années de guerre, les Allemands ont eu la supériorité. Ce n'est qu'au moment où, sous des impulsions énergiques, nous avons adopté après une expérience chèrement achetée une manière de combattre différente des théories de l'avant-guerre que nous avons pu réduire notre ennemi à merci.

***

C'est à l'École de Guerre de demain, à cette Université militaire qui vient de rouvrir ses portes avenue La Motte-Picquet que nous nous adressons : nous adjurons son corps enseignant ainsi que le bureau des Écoles de l'État-Major

de l'armée chargé de coordonner l'enseignement militaire des divers centres d'instruction, d'établir une doctrine qui soit une doctrine véritable, de rénover sa méthode, de faire fi de la routine, d'admettre la discussion libre au lieu de la proscrire. Nous ne nous dissimulons point quelle tâche redoutable nous proposons à ceux qui ont la délicate mission d'établir les bases du nouvel enseignement.

Il ne nous appartient en aucune façon de tracer le plan de travail de la nouvelle École, mais disons ce que le bon sens paraît indiquer comme la meilleure voie. En tenant compte des leçons du passé, devant le gigantesque effort de toute nature fourni, nulle possibilité, si invraisemblable soit-elle, n'est à nier pour l'avenir, nulle conclusion, si hardie qu'on puisse la concevoir, n'est à rejeter. Devant nous il y a l'immense travail de la science qui va transformer d'année en année, de jour en jour, les conditions de la lutte ; il imposera à chacun des pays qui veulent être prêts pour être sûrs de vivre, une critique continue des règles admises, et, la nécessité de surveiller étroitement l'ennemi possible pour ne lui laisser prendre aucune avance.

Derrière nous il y a l'expérience de quatre années de guerre, avec ses échecs, ses succès, ses contradictions de tous les jours, ses désillusions, ses espoirs. Il y a des réussites presque contraires au bon sens, des insuccès cruellement injustes, une assimilation hâtive de méthodes toujours nouvelles, des incompréhensions répétées aussi bien chez nos ennemis que chez nos alliés et chez nous-mêmes, un monde de problèmes résolus de façons différentes, problèmes de recrutement, de production et d'industrie, problèmes de transports et de marchés, problèmes de psychologie et de sociologie.

De ce résumé du passé et de ces possibilités d'avenir, que peut-on extraire qui rentre dans un formulaire pratique et qui donne à notre enseignement militaire toute la valeur qui convient et surtout une unité de doctrine? La participation à la lutte de la nation tout entière, de ses industries, de son commerce, de sa marine, rend extrêmement délicate la tâche du chef suprême. Si, comme par le passé, son génie et sa volonté doivent tracer un cours aux événements, il est cer-

tain que les combinaisons des divers moyens mis à sa disposition dépassent l'adaptation possible d'un cerveau unique, si remarquablement organisé soit-il. Ces combinaisons exigent auprès du généralissime un ensemble de conseils techniques spécialisés qui, à mesure des besoins, lui donnent leurs avis et lui indiquent les possibilités. Ces conseils techniques doivent désormais faire partie intégrante des États-Majors, ce qui implique une spécialisation accusée des officiers de leurs services.

Finie pour toujours la phrase d'une prétention ridicule et d'une naïveté à faire pleurer : « Un bon officier d'État-Major doit être apte à toutes les besognes. » Non, un cerveau humain n'y suffirait point. Aussi bien du reste la force des événements a-t-elle entraîné les uns et les autres dans des voies différentes. Tel se spécialise dans les questions de transport et de chemins de fer ; tel, dont le caractère patient et travailleur convient davantage aux recherches minutieuses, a fait un officier de deuxième bureau de premier ordre. Tel autre enfin dont le sens du combat moderne et la réflexion devant des situations de guerre se sont davantage affirmés, est devenu un chef de troisième bureau remarquable.

De cette mise en valeur ultérieure de ses élèves, le corps enseignant de l'École de Guerre doit se préoccuper. La spécialisation ne visera pas seulement la besogne intrinsèque d'État-Major ; elle devra s'étendre jusqu'à une connaissance indéterminée des facteurs industriels nouveaux que la guerre devra mettre en œuvre, et une appréciation plus approfondie des ressources des nations éventuellement alliées ou ennemies.

L'étude des questions industrielles ne devra pas transformer nos officiers d'État-Major en techniciens véritables de telle ou telle industrie, mais elle leur donnera une notion du possible et du réalisable, et leur permettra, après accord avec les firmes intéressées, de préparer la mobilisation industrielle du pays d'après les règles méthodiques. Elle devra de plus en plus absorber une partie importante du plan de travail de l'École.

Il faudra que nos officiers se mettent en contact avec toutes les branches de l'activité nationale quelle qu'en soit la diversité; qu'à côté des stages d'armes toujours utiles, ils effectuent des

stages dans les différentes industries les plus directement rattachées à la guerre, après une solide instruction théorique dans la partie où les aptitudes de chacun se seront le mieux affirmées.

Nous ne pouvons, sans danger, négliger l'étude poussée à fond de l'adversaire possible, des alliés probables. L'erreur fondamentale de 1914 ne saurait se renouveler. L'État-Major de l'armée doit être renseigné par ses nombreuses missions qu'il importe de développer encore davantage, pour le documenter mieux que par le passé sur les peuples étrangers.

Un enseignement bien compris, un encouragement à l'étude des langues par des séjours à l'étranger plus nombreux et rendus plus faciles doivent être les premiers moyens mis en œuvre. Que le programme de l'École considère comme primordiale l'étude des principales nations du monde, de leur langue, de leurs mœurs, de leur territoire et de leurs ressources de toute nature. Enfin qu'une spécialisation par pays soit réalisée chez certains officiers.

Les débuts de la nouvelle École ne paraissent pas indiquer une résolution très nette d'entrer sans tarder dans ces voies nouvelles. Les intentions réformatrices se réduisent à l'heure actuelle à l'obligation pour tous d'apprendre l'anglais et de suivre divers autres cours de langues vivantes, à quelques visites aux usines les plus intéressées aux productions de guerre, enfin à des séances pratiques de conduite d'automobile. Ce qui est plus grave, c'est que le fond de l'enseignement reste compartimenté comme avant la guerre en tactique des différentes armes et état-major proprement dit. Pour tous ces cours, on a suivi les errements anciens, en y adaptant simplement les procédés nouveaux du combat tels qu'ils ont été révélés par la campagne.

Ce n'est point là une réforme suffisante. Il est compréhensible qu'à l'aube d'une période encore incertaine, on ne s'aventure qu'avec prudence dans des chemins fermés jusque-là aux élèves de l'École de Guerre. Toute évolution pour être fructueuse et ne pas amener de mécompte doit être lente : toute évolution militaire en particulier ne peut s'effectuer qu'avec sagesse sous peine de rompre une trame et des traditions qui font l'esprit de discipline, l'unité de doctrine et

la force d'une armée nationale. D'ailleurs l'enseignement actuel n'a qu'une valeur de transition de peu d'importance; s'adressant à des promotions sélectionnées d'une manière arbitraire sans aucun concours, il ne constitue qu'un essai.

Mais de quoi demain sera-t-il fait? Ceci nous intéresse au plus haut point. A la vérité que doit donc être notre École de Guerre? École doctrinaire? École d'État-Major? Certainement, mais surtout École d'officiers d'élite à employer dans toutes les situations possibles, dans les États-Majors aussi bien que comme chefs de troupe.

Nous croyons fermement à la justesse de cette dernière solution : l'École de Guerre devenant l'École d'éducation militaire supérieure de nos meilleurs officiers, de nos as. Il est véritablement pénible de voir des officiers pleins d'activité et d'intelligence strictement cantonnés dans un service de bureaucratie parce qu'ils portent l'étiquette « breveté », et tenus éloignés de la troupe qu'ils ont cependant tant d'intérêt à connaître.

Augmentons « les temps de troupe », surtout pour les officiers qui les passeront comme chefs de corps, emploi où mieux qu'en tout autre s'affirmeront leurs qualités de commandement et leur sens des responsabilités.

Puis dans l'élaboration du programme d'études, dans l'établissement des modalités de recrutement des élèves, inspirons-nous de l'idée fondamentale suivante : des nécessités nouvelles et plus impérieuses sont nées de la guerre, des horizons plus larges se sont ouverts.

Pour mener à bien le travail qu'impose le souci de la défense de la patrie, il y a un enseignement à créer, une redoutable routine à vaincre dont les vestiges, hélas ! subsistent encore malgré les leçons de la guerre; des caractères à former, des esprits à conquérir.

Nous devons compter sur les chefs que la guerre a sélectionnés pour construire en bons matériaux le nouvel édifice. Mais qu'ils se hâtent de porter la hache dans la charpente vermoulue !

A...

HORTENSE SCHNEIDER

UNE DIVA DU SECOND EMPIRE

Hortense Schneider est morte le 6 mai dernier. A cette nouvelle, beaucoup se sont demandé : elle était donc encore de ce monde? Hortense Schneidér appartenait en effet, depuis lougtemps déjà, au domaine de l'histoire : elle était représentative de la gaîté de Paris sous le second Empire.

J'ai eu, par le simple hasard de notre homonymie, la bonne fortune de l'approcher. Cette personnalité artistique, qui avait tenu dans l'esprit de ses contemporains une grande place, s'était terrée volontairement dans l'obscurité. Elle a néanmoins souvent consenti à me conter ses souvenirs, à ouvrir pour moi les tiroirs de sa correspondance.

Hortense était restée svelte, menue et gracieuse. Si âgée qu'elle fût, elle avait la démarche vive, preste. Ses yeux bleus illuminaient une figure sur qui les années n'étaient pas parvenues à imprimer leur marque morose. Son esprit était sans cesse en éveil, son corps en perpétuel va-et-vient, même en ces jours qui précédèrent la fin. Son langage était mordant et bourré d' « intentions », comme un couplet d'opérette — de bonne opérette, s'entend. La souffrance, avant-coureur du dénouement fatal, la rendait parfois inquiète ; mais le sourire se réinstallait bientôt en maître sur sa physionomie, —n'avait-

elle pas été en sa jeunesse une virtuose de ce passage de la mélancolie à la bonne humeur?

Le dictionnaire de Vapereau, galant, l'avait fait naître à Bordeaux en 1835. La chronologie légale, l'état civil, qui sont d'une exactitude plus rigoureuse, portent que Catherine-Jeanne-Hortense a vu le jour le 30 avril 1833, place Dauphine, où son père exerçait la profession de tailleur. Il avait servi à Strasbourg en cette qualité dans un régiment d'artillerie-pontonniers; et rendu à la vie civile, il avait consacré ses modestes économies à louer dans Bordeaux un petit magasin et à acheter quelques échantillons de drap qu'il coupait lui-même, puis cousait pour sa clientèle. De la boutique paternelle, Hortense Schneider se souvenait peu ; elle aimait cependant à raconter que la longue table sur laquelle son père travaillait les jambes croisées avait été le premier tréteau sur lequel elle fût montée. L'enfant dansait sur ces planches de chêne dès l'âge de quatre ans à la joie de ses parents qui auraient vu sans trop de déplaisir leur fille devenir ballerine. Mais à six ans elle manifesta sa volonté d'être actrice.

Son père l'avait emmenée au Grand-Théâtre où on donnait *Guido et Ginevra*, l'opéra d'Halévy, que Rosine Stolz était venue chanter en représentation. Cette soirée fut décisive. Rentrée à la maison, la petite ne dormit pas ; elle se mit à chanter les airs qu'elle avait entendus et surtout à jouer les scènes qu'elle avait vues. Elle ne se calma que sous promesse d'être conduite de nouveau au spectacle. Depuis ce moment ses conversations ne roulaient plus que sur le théâtre, et ses heures de récréation se passaient à essayer de reconstituer les pièces auxquelles elle avait assisté. Faut-il tenir pour exacte l'aventure qui détermina sa vocation? La voici telle que je la tiens de l'artiste :

Elle avait, à douze ans, vu *la Grâce de Dieu*, de Dennery et Gustave Lemoine. La romance de Loïsa Puget, qui donne son nom à ce mélo et qui permet aux divers héros du drame de se retrouver, de se reconnaître et même de rentrer dans leur bon sens quand ils deviennent fous, avait produit sur l'imagination de la jeune Hortense une impression considérable. Ce refrain devenait pour elle une obsession. Un beau soir, elle alla fureter dans la garde-robe de sa mère ; elle se

composa un costume de paysanne savoyarde ; puis, avec une vielle que lui avait prêtée quelqu'un du voisinage, elle se mit à jouer à ses parents les scènes du rôle de Marie, l'héroïne principale. Quand elle eut terminé :

— Je veux, — dit-elle, — devenir une actrice célèbre, entendez-vous bien, une grande actrice.

Et devant l'effarement de ses parents, elle se précipita sur un gigantesque couteau de cuisine qu'elle brandit en ajoutant :

— Oui, une grande actrice, sinon je me tue.

— Nous ferons de toi une chanteuse, — reprit la mère.

— Non, une danseuse, — répliqua le père, — tu vois bien qu'elle est mince et légère.

— Je serai actrice, chanteuse et danseuse.

Son père et sa mère, qui connaissaient la vivacité de son caractère, promirent tout : le couteau de cuisine n'admettait pas de transaction.

Quelques semaines après, elle débutait à l'Athénée. Elle travaillait avec ardeur sous la direction d'un nommé Schaffner qui lui enseignait le chant. Ce Schaffner, obscur professeur, était un excellent maître, il avait uniquement souci de la façon de respirer de ses élèves. Sur son violon il jouait tour à tour des notes qu'il faisait durer progressivement.

— Tu donneras ce son, — disait-il à Hortense, — aussi longtemps que tu entendras mon violon.

Et quand Hortense avait fait durer un son comme il le lui avait prescrit, il lui offrait soit une prise, soit un peu de la salade d'oignons qu'il avait assaisonnée pour déjeuner ou dîner. Schaffner enseigna encore à son élève l'art de sourire, de ne pas paraître faire un effort quand elle chantait. Devina-t-il en elle une artiste d'avenir? On ne peut l'affirmer ; mais il lui inculqua les bons principes du chant, de la diction musicale. Au bout de quatre années, il lui avait appris six rôles d'opéras et les flonflons ou les couplets de cinquante vaudevilles. Il l'avait armée pour la carrière qu'elle allait entreprendre.

Un comique de l'Athénée, nommé Delmas, avait sur ces entrefaites été nommé directeur du théâtre d'Agen. Il avait remarqué la façon dont Hortense jouait *Michel et Christine*, un acte amusant de Scribe et Dupin ; il savait par Schaffner

ce qu'elle valait comme chanteuse. On donnait à Agen le vaudeville et l'opéra ; il engagea Hortense Schneider, aux appointements de quatre-vingt-dix francs par mois « au prorata ». Elle débuta par le rôle d'Inès, de la *Favorite*, et par celui de la blanchisseuse, dans *le Commis et la Grisette*, de Laperière. Son nom avait figuré en ces termes sur les affiches de la troupe : « Hortense Schneider — des ingénues, des amoureuses, des Dugazon-corset. » Pourquoi ce corset accolé à celui de Dugazon? Quel sphinx, quel Argus nous donnera l'explication de ce dernier emploi inconnu à Paris et maintenant sûrement oublié en province?

Quoi qu'il en soit, elle eut des débuts modestes ; elle était timide ; et un soir où Tisserant, l'acteur qui créa plus tard *l'Honneur et l'Argent*, était venu interpréter sur le théâtre d'Agen *la Belle et la Bête*, Hortense qui jouait dans la pièce de Bayard et Varner ne put pas articuler un mot, tant elle était intimidée par la présence de l'artiste parisien. A son entrée en scène, elle fut prise d'une véritable aphasie ; en vain l'auditoire, qui n'était composé que d'amis, essaya de la rassurer. La jeune comédienne pâlit, chancela et ne retrouva ses esprits qu'au moment où elle rentra dans les coulisses. Une camarade fut obligée de la remplacer.

La peur disparut peu à peu. A telles enseignes que voici l'histoire qui arriva à Hortense un autre jour :

Le directeur, pour éviter des frais de figuration, avait décidé — c'était son droit aux termes des engagements, et personne ne pouvait s'y refuser. — que tous ses pensionnaires paraîtraient, sans distinction d'emplois, dans les chœurs ou dans les masses à l'occasion d'une représentation de *la Case de l'Oncle Tom*. Hortense eut à figurer une des petites esclaves de couleur que l'on vendait sur le marché. Pour qu'elle pût se colorer le visage en noir, on lui donna du jus de réglisse — c'était le maquillage en usage alors. Or la débutante était très friande ; elle se passa la langue autour de la bouche et se fit ainsi une tache blanche. Hilarité générale dans la salle au moment le plus pathétique de la pièce. Hortense cette fois ne quitta pas la scène ; elle garda son sérieux.

Une autre fois, dans *Haydée*, elle jouait, disons plutôt qu'elle figurait le petit mousse qui a à soulever un gigantesque

tonneau au deuxième acte. Ne se rappela-t-elle pas que le tonneau était en carton? Voulut-elle faire une plaisanterie? Toujours est-il qu'elle souleva le tonneau comme un fétu de paille au lieu de simuler le pénible effort qui devait faire croire au public que le tonneau était très lourd. L'auditoire, en voyant ce petit mousse qui emportait ce volumineux fardeau, s'esclaffa ; et le mousse vint saluer en prenant le tonneau sous son bras comme s'il se fût agi d'un microscopique King-Charles. Ce geste coûta à Hortense vingt francs d'amende, un peu plus du cinquième de ce qu'elle touchait par mois. Elle riait du reste au souvenir de cet exploit comme s'il eût lieu la veille ; et elle n'hésitait pas à en conter le récit assez souvent.

***

On ne s'ennuyait évidemment pas en province ; mais il n'y avait pas d'avenir pour une artiste tant soit peu ambitieuse. Hortense Schneider résolut en 1855 de tenter la fortune à Paris. Celle qui devait dix ou douze ans plus tard posséder et habiter le somptueux hôtel de l'avenne de l'Impératrice (avenue du Bois-de-Boulogne), au coin de la rue Lesueur, s'installa dans un modeste petit appartement de six cents francs, rue Geoffroy-Marie.

Elle était arrivée avec des lettres de recommandation de son directeur Delmas et de Tisserant pour l'acteur Berthelier et pour Hippolyte Cogniard, le directeur des Variétés. Ce fut un éblouissement quand à l'une des tables du gargotier Dinochau, place Bréda, où dînaient Henry Murger, Théodore de Banville, Charles Baudelaire, Monselet, Aurélien Scholl, on vit apparaître, présentée par Berthelier, cette blondinette capiteuse. Le soir même, à l'école lyrique de la Tour-d'Auvergne, la scène d'essai qui a fourni des gloires aux divers théâtres parisiens, elle devait jouer son rôle de *Michel et Christine* devant Cogniard qui avait promis sa présence. L'audition donna un piètre résultat : le directeur des Variétés fit entrevoir à Hortense Schneider un engagement au bout d'un an... si elle était en progrès.

C'était une fin polie de non-recevoir. Ce refus ne découragea pas celle qui était venue conquérir Paris. Le lendemain elle se présentait chez Jacques Offenbach, qui allait ouvrir les Bouffes aux Champs-Élysées, dans ce tout petit théâtre en bois dont il tenait le bail du prestidigitateur Lacaze. Offenbach recrutait précisément sa troupe à ce moment.

L'entrevue fut brève entre le compositeur et la divette. Hortense avait choisi comme air d'audition l'air d'Angèle du *Domino Noir*. Combien souvent rappelait-elle en le mettant en scène, en le mimant, ce premier contact avec le musicien à la renommée duquel, par la suite, elle dut sa part de célébrité !

— C'est très pien chanté, — lui dit le maestro avec cet accent tudesque dont il ne put jamais se débarrasser. — Où as-tu appris?

— A Bordeaux, monsieur.

— Et quel a été ton professeur?

— Il s'appelait Schaffner.

— Et ici, à Paris, tu as gontinué avec un autre?

— Oui, monsieur, avec...

— Betite missérable ! Si tu as le malheur de rebrendre tes leçons, che te f... mon pied quelque part, et che téchire ton encachement. Car, à partir d'auchourd'hui, che t'encache pour teux cents francs par mois.

Ce colloque fut aussi décisif pour la carrière d'Offenbach que pour celle d'Hortense Schneider. Car Offenbach, qui avait accepté cinq ou six ans auparavant le poste de chef d'orchestre à la Comédie-Française, poste que lui avait offert Arsène Houssaye en prenant possession du fauteuil d'administrateur général, Offenbach se sentait à l'étroit dans la Maison de Molière. Accompagner la cérémonie du *Bourgeois Gentilhomme*, ou la leçon du *Malade imaginaire*, ne pouvait suffire à sa dévorante activité. L'administrateur général et les sociétaires n'avaient pas eu confiance en lui pour les chœurs de l'*Ulysse*, de Ponsard ; on s'était adressé à Gounod, et Offenbach s'en trouvait fort marri. Pour compenser ce déboire, on lui avait demandé la musique du *Bonhomme Jadis*, de Murger, celle du *Romulus*, de Dumas père, puis celle du *Songe d'une Nuit d'Été*, d'Édouard Plouvier. Mais, comme le disait

Adolphe Adam dans un vigoureux article de *l'Assemblée Nationale,* c'était jeter des perles devant... le public. Car les sociétaires ne voulaient qu'on n'entendît la musique que « dans les cas où elle était absolument indispensable ». De là, des tiraillements, des discussions sans cesse renouvelés. Un petit incident fit déborder le vase : on avait confié à Offenbach le soin de composer la chanson de Fortunio pour *le Chandelier*; mais voilà que Delaunay refusa de chanter ces couplets qui, affirmait-il, n'étaient pas dans sa voix.

C'en était trop : dépendre des autres, attendre leur bon plaisir, c'était se condamner au silence. L'idée de se faire jouer dans un théâtre à soi avait germé dans le cerveau du chef d'orchestre. Il avait appris qu'un minuscule théâtre en planches, la salle Lacaze, allait être vacant aux Champs-Élysées. Avec quelques fonds remis par avance, il obtint une promesse de location. Puis il alla au ministère de l'Intérieur et chez le ministre d'État des Beaux-Arts solliciter le privilège de représenter des pièces en un acte avec musique. La situation qu'il occupait dans un théâtre officiel lui facilita toutes ces démarches. Le 15 juin, la bienheureuse autorisation lui était accordée, à condition que les pièces jouées n'emploieraient pas plus de trois personnages. Il décida que, malgré ces conditions restrictives, le théâtre ouvrirait ses portes.

On était en pleine Exposition de 1855, en pleine chaleur aussi. On raffolait de spectacles sinon en plein air, du moins dans les espaces libres et aérés des Champs-Élysées ; on avait l'illusion d'aller passer une soirée à la campagne. Le 5 juillet, avait lieu l'inauguration de la nouvelle salle baptisée théâtre des Bouffes-Parisiens. Le programme se composait d'un prologue, *Entrez, Messieurs, Mesdames !* dû à la plume de Méry et Jules Servières (Servières était le pseudonyme de Ludovic Halévy, qui, employé au ministère d'État, n'avait pas voulu que son nom figurât sur une affiche) ; d'une petite opérette en un acte, *Nuit blanche,* qu'Offenbach avait écrite sur un livret de Plouvier; d'une pantomime de M. Lange (pseudonyme d'Offenbach), *Arlequin barbier,* et des *Deux Aveugles,* la saynète de Jules Moinaux, mise en musique par le même Offenbach, qui fut le triomphe de la soirée.

La salle était en planches, avec une espèce de foyer, enton-

noir dans lequel s'engouffraient le vent et la pluie ; les fauteuils étaient de simples gradins ; pour ce qui était des loges, il fallait en ouvrir la porte, si l'on voulait retirer ou remettre un manteau. Par contre, la troupe se composait de Darcier, le délicieux chanteur ; de Berthelier, un jeune acteur venu de Lyon et qui se fit depuis une légitime réputation ; de Pradeau, un jovial ténorino, libéré de l'Opéra-Comique ; de mademoiselle Macé, du Gymnase, qui se fit connaître plus tard quand elle eut épousé son camarade Montrouge, et de toute une série de mimes et de danseurs où se relevaient les noms de Derudder, Laplace, Laffeli, Négrier, les sœurs Price et Mariquita. Le chef d'orchestre s'appelait Placet.

Les Deux Aveugles attirèrent toute la haute société dans le petit théâtre des Champs-Elysées qui faisait chaque soir le maximum : mille deux cents francs de recette ; la vogue de ces *Deux Aveugles* fut telle qu'un soir l'Empereur, à l'occasion du Congrès de la Paix réuni à Paris, fit jouer cette opérette aux Tuileries dans le salon de Diane, devant un parterre d'ambassadeurs chamarrés et d'ambassadrices endiamantées. Giraffier et Patachon eurent l'honneur de dérider l'Europe.

Le 30 juillet, changement partiel de programme, avec *le Rêve d'une Nuit d'Été*, de Tréfeu, partition d'Offenbach, avec une pantomime, *Pierrot Clown*. Mais la pantomime est détrônée par l'opérette, et les mimes et danseuses sont congédiés à la fin de leur engagement ; on veut de la gaîté, n'en fût-il plus au monde, et la tragédie sans paroles meurt de sa belle mort.

Le 31 août, nouvelle affiche : on jouait *Une pleine eau*, saynète de Jules Servières, musique du comte d'Osmond et de Jules Costé, et *le Violoneux*, légende bretonne de Chevalet et Mestépès (auxquels il convient d'ajouter Tréfeu, collaborateur masqué), musique d'Offenbach. Dans les deux pièces débutait Hortense Schneider, au ravissant minois, au sourire charmant. *Le Figaro* du 2 septembre dit d'elle : « Mademoiselle Schneider, dont j'aurai à parler tout à l'heure, est d'une beauté toute patricienne sous le costume vénitien. » Le critique, M. B. Jouvin, est plus explicite à propos du *Violoneux*, dans lequel elle remplissait le rôle plus important de Reinette : « Quant à mademoiselle Schneider, que la province nous

envoie et que Paris a naturalisée à son premier essai, on ne saurait avoir plus de grâce, de finesse, d'enjouement et d'esprit. Elle chante avec goût, elle lance le mot avec la malice d'un fin sourire, elle est jolie comme un ange. C'est déjà mieux qu'une débutante, c'est une actrice, et cette actrice a pour elle la distinction et la beauté. Rien qu'avec le balancement gracieux de sa tête charmante accompagnant le Rataplan du duo de guerre, mademoiselle Schneider avait conquis son succès de la soirée. Le théâtre des Bouffes-Parisiens a eu la main heureuse : il a rencontré une *amoureuse* et un premier sujet. »

Ce jugement, le premier qui ait été formulé sur la divette dans la presse parisienne, peut sembler définitif et fait honneur au critique qui en est l'auteur, car on ne dira rien de mieux quand, plus tard, Hortense Schneider aura créé les grandes opérettes du maestro Offenbach.

En attendant, on courut voir et revoir *le Violoneux*, on entendait et réentendait les deux duos, la cantilène du violon brisé ; on applaudissait et on bissait les interprètes, Hortense Schneider, Darcier et Berthelier ; on faisait fête à la partition d'Offenbach où la note comique et la note émue chantaient de si exquise façon. Les froides soirées d'octobre n'empêchaient pas la foule élégante d'accourir chaque soir : les noms du musicien et de la chanteuse se gravaient tous deux à la fois dans l'esprit du public.

Il fallait néanmoins songer à trouver un théâtre plus hospitalier pour le moment où la neige étendrait sur les Champs-Élysées sa barrière d'isolement. La salle du passage Choiseul, dite théâtre des Jeunes Élèves, devint vacante par suite de la retraite de son directeur, Comte. Offenbach en négocia la location, obtint de l'autorité la permission de représenter des pièces à quatre personnages, et transforma l'immeuble de fond en comble. Le 29 décembre, à la suite de retards successifs, il y portait ses pénates, sa troupe et le titre de théâtre des Bouffes-Parisiens.

Hortense Schneider en était l'étoile. Elle devenait en même temps la femme à la mode ; on allait passer une soirée aux Bouffes pour l'applaudir ; les grands personnages ne dédaignaient pas de se rendre à la salle de la rue de Choiseul et

d'en consacrer la vogue. « Le 31 mars, le prince Jérôme, dit *la Gazette des Théâtres* du 6 avril 1856, honorait la représentation de sa présence. » « *Les Deux Aveugles* et *Tromb-Alcazar*, joués par ordre, ajoute le journaliste, ont diverti la Maison du prince et S. A. I. Or, on le sait, le rire d'un illustre personnage compte double. »

Dans *Tromb-Alcazar*, livret de DupurtyetBourg et musique d'Offenbach, Hortense Schneider faisait sensation en dansant le pas de la Gitane ; non moins éclatant était son succès dans *le Thé de Polichinelle*, fantaisie lyrique de Plouvier, partition de Poise. Adolphe Adam l'avait réclamée comme interprète pour son acte, *les Pantins de Violette* ; il fut enthousiasmé par le charmant Pierrot qu'avait réalisé Hortense Schneider, « avec une perfection de nature à étonner même ses amis » ; il ne voulut plus dès ce jour que l'Opéra-Comique reprît *le Chalet* sans elle. L'artiste, éblouie, se voyait déjà pensionnaire du théâtre de la rue Favart, ce rêve de toutes les chanteuses, quand le lendemain elle apprenait la mort d'Adolphe Adam. Si Hortense Schneider eût chanté Kettly à l'Opéra-Comique, elle n'eût pas suivi sa carrière, elle n'eût probablement pas attaché son nom aux grandes opérettes d'Offenbach ; et, qui sait? le musicien lui-même ne les eût peut-être pas écrites, n'ayant pas à sa disposition l'interprète capable de les faire valoir. Mais ne nous lançons pas dans le domaine des hypothèses... Le 15 juin, la gentille artiste créait encore *la Rose de Saint-Flour*, un acte de Michel Carré et Bourdois, musique d'Offenbach. C'était son chant du cygne sur les planches des Bouffes.

Son album, que j'ai la bonne fortune de posséder, vrai journal de bord, qui lui servait à inscrire les étapes de ses succès et à insérer les articles qui lui étaient consacrés, porte cette note manuscrite : « Quitté les Bouffes-Parisiens le 15 juillet 1856 ; *la Rose de Saint-Flour*, ma dernière création. »

Hippolyte Cogniard qui, à la suite de l'audition qu'elle avait donnée l'année précédente, n'avait pas voulu l'engager, venait de lui faire une proposition sérieuse :

— J'ai réfléchi, cette fois, — lui-dit-il. Vous n'avez plus besoin d'attendre pour faire partie de ma troupe.

Elle signait aussitôt. Et le 19 septembre, elle débutait au

théâtre des Variétés par le rôle de Catherine dans *le Chien de Garde*; c'était un simple lever de rideau, un vaudeville qui tournait au drame, de Théodore Cogniard, le frère d'Hippolyte ; elle avait à chanter des couplets ; elle les chanta, affirme en style fleuri *le Théâtre*, « à laisser croire qu'elle cache un nid de fauvettes sous sa robe de gaze ». *L'Europe Artiste* ajoute : « Elle chante beaucoup plus qu'il n'est nécessaire pour un théâtre de vaudeville. » Son jeu lui valut de non moindres éloges ; et il en fut ainsi à chacune des œuvres qu'elle créa ou reprit pendant ce premier séjour aux Variétés jusqu'au 27 mai 1858.

Sur les conseils de Déjazet qui la poussait à entrer au Palais-Royal et à accepter les offres alléchantes de Plunkett — il s'agissait d'un engagement de quatre mille francs par an — elle signa avec ce directeur, qui la présenta le 5 août, dans *le Fils de la Belle au Bois-Dormant*; Henri Rochefort, qui rédigeait dans *la Presse* la chronique théâtrale, s'exprima en ces termes : « L'héroïne de la soirée a été mademoiselle Schneider, qui s'est placée au premier rang de nos actrices de genre. Sa voix est pleine de charme, son jeu plein d'esprit et de désinvolture. Nous ne lui soupçonnions pas une telle vigueur, un tel mordant, ni surtout une telle habitude de la scène. Les auteurs lui doivent leur succès. mademoiselle Scriwaneck n'a qu'à bien se tenir. » Et Théophile Gautier dans *le Moniteur Universel* : « Mademoiselle Schneider est une charmante princesse Talmouze digne d'un nom moins grotesque ; elle possède une jolie voix qu'elle dirige avec beaucoup d'art. »

Elle se fit applaudir ensuite dans *le Punch Grassot, la Mariée du Mardi-Gras, les Mémoires de Mimi-Bamboche, la Beauté du Diable, Danaé et sa bonne,* et *les Diables roses.*

L'artiste ne faisait pas très bon ménage avec son directeur qui lui reprochait les trouvailles fantaisistes dont elle enjolivait certains rôles. Il y eut une polémique mémorable dans la presse, à propos d'un petit acte-revue de Labiche et Delacour, intitulé *Ohé ! les Chinois* ; il s'agissait d'un pas de deux que dansaient Hortense Schneider et sa camarade mademoiselle Cico. Édouard Thierry, dans son feuilleton du *Pays*, avait allumé la guerre ; Gustave Claudin et Édouard de Bié-

ville avaient riposté, l'un dans *le Courrier de Paris*, l'autre dans *le Siècle*. Nouvelle polémique à propos de la façon dont l'artiste avait enlevé en 1860 le succès des *Mémoires de Mimi Bamboche*, succès qui ne fut dû qu'à elle. Enfin dans *les Diables roses*, Hortense Schneider, après avoir vainement sollicité de son directeur Plunkett la location d'un secrétaire, utile au deuxième acte, et qui devait coûter la somme de vingt francs par mois, loua ce meuble de ses propres deniers. Une autre fois, pour la même pièce qui comportait un déjeuner, Hortense Schneider avait à grignoter une côtelette ; elle fit semblant d'y trouver un cheveu. Vingt francs d'amende furent le prix de ce geste qui divertissait follement le public, mais que n'avaient pas prévu les auteurs, Édouard Fournier et Pol Mercier. Vingt francs d'amende ce n'était rien ; ce qui alla droit au cœur de la pensionnaire du sieur Plunkett, c'est qu'il fallut les payer.

Hortense Schneider disparut du Palais-Royal au début de 1864. On fit courir le bruit qu'elle s'était retirée du théâtre et qu'elle allait désormais vivre à Bordeaux. Il n'en était fort heureusement rien. Une nouvelle période de son existence artistique, période qui ne fut ni la moins agitée, ni la moins heureuse, celle que nous appellerons la série des grandes opérettes, s'ouvrait pour elle.

***

En vérité, si l'artiste quittait le Palais-Royal c'est qu'elle ne voulait plus se lier par des engagements à trop longue durée et qu'elle rêvait, fort légitimement du reste, de jouer en représentations les rôles qui lui plairaient.

Un beau jour, au moment où elle s'apprêtait à partir pour Bordeaux, elle fut sollicitée par Offenbach, brouillé avec les Bouffes, d'accepter le principal rôle de *la Belle Hélène*. Le musicien s'était fait escorter par Ludovic Halévy.

Le dialogue suivant s'échangea à travers la porte de la diva :

— Nous avons à te parler.

— Impossible ; je suis en peignoir. Je quitte Paris ce soir.

— Raison de plus. C'est pour quelque chose de grave.

La diva ne résista pas. L'huis s'entr'ouvrit. Les deux auteurs

franchirent ce seuil redoutablement encombré de malles.

— Je viens te proposer de créer *la Belle Hélène*, — dit à brûle-pourpoint Offenbach qui a entraîné Halévy à sa suite dans le salon et s'est installé sur le tabouret du piano.

Offenbach n'a qu'à se retourner, il a le clavier devant lui. Hortense, assise sur une malle, écoute, puis se trémousse quand le compositeur tapote et fredonne l'air « Amour divin » ; elle lui redemande le « Dis-moi, Vénus » du deuxième acte. Elle est charmée, elle est conquise. Mais elle a son idée fixe, elle partira comme elle l'avait d'abord décidé.

Offenbach essaie de la faire revenir sur ses projets.

— Ainsi, cette *Belle Hélène* te plaît, et tu ne veux pas la chanter?

— Mais elle me ravit, et je la chanterai...

— Au Palais-Royal, parbleu !

— Au Palais-Royal ! Vous n'y pensez pas ! Au Palais Royal ! ! !

Offenbach et Halévy ne perdirent pas contenance.

— Eh bien, ce sera aux Variétés, reprit Halévy.

— Entendu ; quand vous aurez une proposition à me transmettre, voici mon adresse à Bordeaux ; envoyez-moi un télégramme. Quant à moi, je m'en vais ce soir comme convenu.

Le lendemain, une dépêche ainsi conçue atteignait l'artiste à Bordeaux :

Notre pièce reçue Variétés. Désigne-nous le prix des vêtements destinés à couvrir tes belles épaules.

OFFENBACH, MEILHAC, HALÉVY

Hortense Schneider demanda deux mille francs par mois « pour couvrir ses belles épaules ».

Réponse des auteurs : « Affaire conclue. Prière instante venir répéter demain. » Et Hortense Schneider de refaire ses malles ; trois jours après elle se présentait aux Variétés. Deux mois plus tard, on était prêt. Ah ! certes, les études de *la Belle Hélène* n'étaient pas toujours allées toutes seules. Offenbach, nerveux, avait plus d'une fois cassé sa canne sur le dos des fauteuils d'orchestre ou presque avalé le cordon de son lorgnon.

Hortense Schneider avait eu sur l'interprétation musicale de certains couplets, sur la prosodie de certaines périodes chantées, des divergences de vues avec le compositeur. Offenbach discutait, appelait à l'aide le chef d'orchestre, tombait d'accord avec son artiste préférée, soit qu'il eût reconnu la justesse d'une observation qu'elle lui faisait, soit qu'il lui eût fait adopter ses vues personnelles. Et à six heures du soir, quand la répétition était levée, Offenbach contemplait sa canne brisée et disait plaisamment :

— Encore teux touzaines comme ça, et nous arriferons à la première sans aggrocs.

S'il n'y avait pas d'accrocs entre auteurs et directeur, si Dupuis, Grenier, Kopp étaient les pensionnaires les plus dociles du monde, il ne régnait pas la plus touchante harmonie entre Hortense Schneider et une de ses camarades, mademoiselle Silly, qui devait créer le rôle d'Oreste. Voici comment cette guerre de coulisses éclata.

Silly — je parle d'après Hortense qui m'a plusieurs fois narré le litige — s'arrangeait pour danser le cancan pendant les répliques ou les couplets de la Belle Hélène au premier acte. Il faut dire que le cancan, outre qu'il détournait l'attention, était une allusion directe à des incidents qui avaient défrayé la chronique lors d'un pas que Schneider avait, ainsi que je l'ai dit, esquissé au Palais-Royal dans *la Lanterne magique* d'abord en 1856, puis dans *les Mémoires de Mimi Bamboche* en 1860. Interdiction formelle fut faite par le régisseur à mademoiselle Silly de se permettre aucun geste ou aucun mot.

Et voilà qu'au deuxième acte, à la scène du jeu de l'oie, les dieux et les héros en amenant les dés devaient ajouter à chaque chiffre un de ces sobriquets nés on ne sait ni pourquoi ni comment : « 22 les deux cocottes », « 11 les jambes à Corentin », « 7 la pipe à Mathieu ».

— Au lieu de la « pipe à Mathieu », vous direz : « la pipe à Ménélas », — se mit un beau jour à ordonner le directeur Cogniard à mademoiselle Silly.

— C'est convenu, monsieur.

Hortense Schneider s'exclama :

— Pardon, Ménélas est mon mari dans la pièce. C'est donc à moi que revient le mot : « la pipe à Ménélas ».

— Excuses, mademoiselle, le mot est à moi, je le garde.

— C'est bien, — répliqua Hortense. — Si je ne le dis pas, je cesse de répéter.

La querelle s'envenima ; chacune prétendait avoir le droit pour soi ; aucune ne voulait céder ; toutes deux menaçaient de ne pas jouer le rôle.

Le directeur intervint et trancha le litige en faveur d'Hortense. Ce jugement de Salomon eut des suites terribles : le journal *la Vie Parisienne*, qui avait pris fait et cause pour la victime, ne cessait de poursuivre Hortense Schneider de flèches acérées. Un soir même, en avril, après la centième, mademoiselle Silly alla jusqu'aux voies de fait : elle savait que l'odeur des fleurs gênait à l'extrême la voix de la chanteuse ; le petit Oreste n'alla-t-il pas jusqu'à introduire un bouquet de tubéreuses dans le corsage de la Belle Hélène? Il fallut prendre des mesures de rigueur : mademoiselle Silly fut obligée de donner sa démission.

Au fond, il n'y avait là qu'une rivalité, une jalousie d'artistes. La réussite d'Hortense Schneider avait dépassé tout ce que l'on pouvait espérer. Dans une lettre de Sardou à Offenbach, lettre dont le musicien avait fait hommage à sa principale interprète, Sardou disait : « Mademoiselle Schneider a joué comme elle sait jouer, et aussi chanté ses couplets avec un art que je croyais perdu. »

La presse avait été moins enthousiaste. Le livret de *la Belle Hélène* était très supérieur comme invention et comme esprit à celui d'*Orphée aux Enfers*, qui avait eu, en 1858, Hector Crémieux pour auteur. La parodie et la satire d'Henri Meilhac et de Ludovic Halévy étaient autrement fines et distinguées. Les critiques avaient néanmoins englobé Offenbach dans la même accusation de manque de respect aux légendes de la mythologie, au culte de l'antiquité. Ce fut le public qui se chargea de manifester son goût et de prononcer, à partir de la quinzième représentation, que *la Belle Hélène* était un succès sans précédent. Le procès de l'opérette était cette fois définitivement gagné.

Il fut à nouveau plaidé avec non moins d'éloquence lorsque fut joué *Barbe-Bleue*, le 5 février 1866. Francisque Sarcey dans *l'Opinion Nationale* du 12 février, Édouard Fournier dans

la Presse du 12, Édouard Tarbé dans *le Figaro* du 14, toute la presse semble s'être donné le mot pour constater la réussite de la nouvelle œuvre d'Offenbach et le très réel triomphe d'Hortense Schneider, « la Malibran de ces cocasseries musicales », a dit *le Figaro* dès le lendemain. Ce qui n'empêchait pas les attaques les plus violentes d'être dirigées contre l'œuvre en particulier et l'opérette en général.



On n'a pas toujours été complètement d'accord sur la définition de l'opérette. « C'est de la musique impie », ou « c'est la profanation de la musique », s'étaient écriés à ce moment les intolérants. Léo Lespès osa écrire, dans *le Petit Journal*, au lendemain de la première de *la Belle Hélène* : « Pour chasser le souvenir de cette représentation, je suis, en rentrant, allé dans ma bibliothèque relire mon vieil Homère. » L'article en question aurait dû être signé non pas du nom de « Timothée Trimm » (pseudonyme du pédant en question), mais plutôt Joseph Prudhomme.

Du reste, musique d'opérette pour certains est un terme péjoratif qui signifie musique de qualité inférieure. Ces ennemis du genre gai reprochent à l'opérette de vouloir rire ; ils lui font aussi ce grief fondamental de sonner faux par le mélange du chant et du dialogue. Les mêmes ne songent pas à accuser Mozart d'avoir écrit *la Flûte enchantée* sur le livret de Schikaneder qui est un vrai sujet d'opérette ! C'est manquer de logique. En réalité, tous les spectateurs ou tous les auditeurs ne sont pas constitués pour pouvoir écouter trois ou quatre heures de musique ininterrompues ; il en est qui ont besoin de respirer, de laisser reposer leur intelligence ou leurs oreilles ; il en est aussi pour qui la musique doit être un délassement et non un travail ; il en est qui comprennent par le texte ce que l'interprète chante ; il en est enfin qui peuvent préférer la comédie à la tragédie.

Or l'opérette n'est pas seulement de la comédie, c'est la bouffonnerie en musique. Des génies dans toutes les branches de l'art n'ont pas craint de sacrifier sur l'autel du rire.

Dans le domaine graphique, Jacques Callot et plus tard

Brueghel ont peint, dessiné ou gravé avec un sens satirique impitoyable des types que leurs contemporains portraituraient avec une probité solennelle et froide ; Daumier et Gavarni sont la bonne humeur, la fantaisie opposées aux gestes déterminés, aux attitudes compassées de l'école française du règne de Louis-Philippe et du second Empire. Scarron avait senti le besoin de faire rire dans le *Virgile travesti* au détriment de ces dieux fastueux et de ces héros de la légende grecque et romaine, de ces Bacchus sans gaîté épanouie, de ces Vénus sans volupté, qui étaient de par l'autorité de Louis XIV et de ses ministres les prototypes de l'art officiel.

Le burlesque dans la littérature, le burlesque qui s'exerçait aux dépens de la mythologie, fut en ce temps stigmatisé par le père Vavasseur dans son traité *De ludicra dictione* qui date de 1658. Ces foudres excommunicatrices n'empêchèrent pas plus tard Regnard, dans *la Descente d'Arlequin aux Enfers*, dans *Lucrèce*, dans *la Baguette de Vulcain*, Biancolelli dit Dominique dans *l'Alceste*, Marivaux dans *l'Iliade travestie*, de se gausser aux dépens des chefs-d'œuvre ou des grandes figures de l'antiquité. Et plus tard, au XVIIIe siècle, lorsque Favart écrit les *Rêveries renouvelées des Grecs*, n'est-il pas l'ancêtre des Meilhac et des Ludovic Halévy? et lorsque Désaugiers compose *le Petit Œdipe*, puis *les Petites Danaïdes*, ou Deshayes lorsqu'il jette sur le papier la musique du *Petit Orphée*, où il parodie l'*Orphée* de Gluck, n'ont-ils pas ouvert la voie à Offenbach?

Ce n'est pas seulement la parodie qui est la mère de l'opérette. Le langage musical a son comique comme le langage parlé. Les plus grands compositeurs ont eu le goût de se divertir et de divertir leurs auditeurs par l'emploi ingénieux du langage des sons. Lulli a essayé de se mettre à l'unisson de la gaîté de Molière quand il a composé la musique de *Monsieur de Pourceaugnac*. Le chœur des grenouilles que Rameau a intercalé dans la partition de *Platée* est un véritable effet d'opérette. Le grand Bach n'a pas craint de se dérider dans sa cantate profane intitulée la *Cantate du Café* et dans l'admirable *Défi de Phœbus et de Pan*. A Haydn nous devons une symphonie burlesque ; à Mozart d'amusants essais de musique légère, tels que ces opéras-comiques qui s'appellent *l'Oie du*

Caire, le Directeur de Spectacles; et si on ne craignait l'anathème, on pourrait classer dans le domaine de l'opérette certains airs de *la Flûte enchantée* : le quintette à bouche close qui termine le premier acte, la scène bouffonne de la clochette magique qui fait danser Monostatos et toute sa séquelle ; le duo bouffe de Papageno et de Papagena, sont d'une verve que ne désavoueraient pas les maîtres de l'opérette. Et Beethoven lui-même, désireux de descendre des hauteurs musicales où fréquentait son génie, s'est laissé aller à une fantaisie débridée dans cet original et délicieux rondo pour piano, op. 129, *Rondo a cappriccio*, qui sur le manuscrit porte en sous-titre : « Rage pour un sou perdu » ; il y décrit la colère manifestée par une personne qui aurait laissé tomber un sou, roulant et se dérobant obstinément aux recherches ; c'est un régal que d'entendre les épisodes, les développements de cette poursuite héroï-comique.

Chez nos musiciens français, la gaîté s'est donné libre cours à partir du XVIIIe siècle. Les couplets du cocher La Bride dans *le Maréchal-Ferrant*, de Danican Philidor, ne seraient pas déplacés dans une de nos opérettes ; on y entend tous les bruits caractéristiques du métier de cocher, depuis le roulement de la voiture jusqu'aux claquements du fouet. Le grand air du *Maître de Chapelle*, de Paër, est une parodie d'opéra ; Boïeldieu ne résiste pas à faire dans *les Voitures versées* le pastiche des airs pompeux de l'époque — rappelons-nous l'air du baryton : « Apollon toujours préside ».

Je ne voudrais pas allonger à l'infini ce plaidoyer pour la musique gaie. Il faut revenir à Rabelais et convenir avec lui que « rire est le propre de l'homme ». Or la musique amusante et le livret joyeux répondent à ce but. Mais il vint un moment où les airs d'opéras-comiques et les ariettes de vaudevilles étaient devenus fades, où les plaisanteries qui émaillaient le texte faisaient feu d'artifice mouillé.

Il s'est rencontré trois auteurs, Meilhac, Halévy et Offenbach ; ils ont manié la bouffonnerie avec un tact infini, avec un goût littéraire très pur, et aussi avec un fond très fouillé d'ironie douce, de satire légère et sans méchanceté qui consciemment ou inconsciemment a pris le public.

Ils semblent s'être amusés eux-mêmes à amuser le spectateur;

ils frondaient contre le pouvoir, et le pouvoir était désarmé contre eux ; mais ils se moquaient du romantisme, et c'est le crime que Théophile Gautier et Théodore de Banville ne leur pardonnaient pas. La musique n'était pas moins subversive que le livret. Offenbach raillait dans sa musique la grandiloquence, la boursouflure des récitatifs et des airs dont Meyerbeer chamarrait ses partitions, il n'épargnait même pas le Rossini de *Guillaume Tell* dans un acte de *la Belle Hélène.*

Cette période de 1860 à 1870 était celle où l'on s'amusait éperdument. Les étrangers affluaient à Paris et venaient se mêler aux viveurs. Les théâtres commençaient de bonne heure, à huit heures au plus tard ; et au sortir du spectacle, à onze heures et demie, on avait faim, on allait souper. Le Café Anglais, la Maison d'Or, Brébant, avec leurs façades d'où filtrait la lumière, avec leurs soupiraux d'où montaient de grisantes odeurs de gibier et de truffes, avec l'incessant va-et-vient qui laissait entendre des bribes de rires et de chansons, tout cela c'était la grande vie du boulevard ; et c'était sur ces mille mètres de terrain que se concentrait ce que l'on a appelé la corruption impériale. Les élégants de l'époque s'appelaient le duc de Morny, Guy de la Tour du Pin, le marquis de Modène, Roger de Beauvoir, le comte de Narbonne, Napoléon d'Abrantès, le duc de Gramont-Caderousse, les trois frères Ezpeleta, le prince d'Orange, communément dénommé le prince Citron, Paul Demidoff, le comte d'Hérisson, etc., qui alimentaient les chroniqueurs de leurs bons mots, et les tenaient en haleine par leurs inventions dispendieuses sans forfanterie. A ces gentilshommes qui faisaient la pluie et le beau temps dans le monde frivole et qui donnaient le ton sans contrôle, venaient se joindre de riches étrangers, le prince Galitzine, Georges de Kougueleff, le prince Paskewitch, Mustapha-Pacha, Khalil-Bey dont les millions, après enquêtes discrètes, pouvaient se mesurer avec ceux des grands joueurs du Jockey-Club. De grands journalistes étaient invités à souper avec ces noms illustres : Aurélien Scholl, Gustave Claudin, Nestor Roqueplan, Villemessant, Marcelin, le directeur de *la Vie Parisienne.*

De jolies filles, cela se comprend, venaient papoter et souper avec cette jeunesse dorée et ces gais vieillards, avec toute cette franc-maçonnerie aristocratique qui brûlait la chandelle par

les deux bouts. Elles appartiennent à la petite histoire, les Giulia Barucci, les Constance Rézuche, les Lucile Mangin, les Marguerite Bellangé, les Cora Pearl, les Adèle Courtois, et tant d'autres encore qui, mêlées à de petits scandales, ou bien hissées sur les planches d'un théâtre, se trouvaient millionnaires un soir, sans le sou le lendemain matin, mais ne devaient jamais connaître la médiocrité. Les gens renseignés les reconnaissaient par la couleur de leurs attelages : calèche bleu foncé de celle-ci à rechampis rouges, calèche jaune d'une autre.

Tel est, rapidement esquissé, le monde où l'on s'amusait, qui a occupé une si grande importance dans l'opinion publique et dont la gaîté nous apparaît peut-être amplifiée par les verres grossissants de spectateurs lointains. Il a eu ses historiographes, ses mémorialistes qui ont embelli la réalité de ce qui se passait sous leurs yeux ; ces narrateurs se nomment les Mérimée (*Lettres à une Inconnue*), les Villemessant (*Mémoires d'un Journaliste*), les Gustave Claudin (*Mes Souvenirs*), les Arsène Houssaye (*Souvenirs de jeunesse*), les Philibert Audebrand (*Petits Mémoires d'une stalle d'orchestre*), les journaux mondains d'alors, la collection du *Nain Jaune*, du *Figaro*, de *la Vie Parisienne*. Ils ont sans doute aperçu les fameux salons du « Grand Seize » avant le moment où l'on y avait copieusement sablé le champagne. Car Meilhac et Halévy, eux, ont mis dans le rondeau final de *la Vie Parisienne* moins de fantaisie et d'illusion lorsqu'ils ont fait dire par Métella :

Est-ce du plaisir, est-ce de la furie?
On parle, on crie,
Tant qu'on peut crier...
La gaîté s'en va petit à petit...
Et le balayeur s'arrête, regarde
Et s'écrie : « Ohé ! les heureux du jour ! »

Ces viveurs, ces boulevardiers, avant de se retrouver avec les soupeuses du Café Riche ou de la Maison d'Or, s'en allaient passer leur soirée aux Variétés pour applaudir Hortense Schneider.

Ils venaient pour la voir et pour l'entendre. Elle était à cette époque le type le plus accompli de la chanteuse et de la comédienne. Blonde, grassouillette, même un peu forte (le portrait

de Pérignon qui existe encore dans son salon nous la décrit très exactement), elle avait les plus belles épaules qu'on pût souhaiter. Sa lèvre mince, son nez aquilin aux narines palpitantes, son sourire malicieux, ensorcelaient tous les auditoires. Il se dégageait de tout son être une sensualité spirituelle et de bon ton qui aurait, croyons-en les dires des générations précédentes, triomphé d'un parterre d'ascètes, si toutefois les ascètes avaient fréquenté le théâtre. La comédienne et la chanteuse n'exerçaient pas moins d'empire sur les foules : Hortense avait, quand elle jouait, un charme, un entrain, des gestes à la fois fripons et distingués, une verve juvénile, des jeux de physionomie, et par-dessus tout un goût affiné dans son chant, dont elle a été seule à posséder le secret. Sa voix, alternativement tendre et rieuse, était un soprano grave, que l'on aurait tort de classer parmi le registre du mezzo, quelque chose comme un cru de bordeaux coloré, réconfortant, qui n'aurait pas la gravité, le foyer incandescent d'un bourgogne, — du soleil qui ne donnerait pas d'insolation.

***

On comprend le prestige que la femme a pu exercer. Tout Paris a défilé dans la loge de l'artiste; la direction avait réuni pour l'étoile seule les loges de Zulma Bouffar, de Marie Heilbron, et de Grenier — les deux aquarelles de Louis Morin et du prince de Joinville, appendues dans la chambre où est morte Hortense Schneider, en donnent une idée assez exacte. Les murs étaient tapissés en rose ; partout des objets précieux, des fauteuils moelleux. C'est dans cette bonbonnière agrandie que défilaient les grands de la terre, les gens du monde, les gazetiers, les comédiens, tous venant apporter l'hommage de leurs louanges à la diva.

Nous voici au soir de la première de *la Grande-Duchesse*, le 12 avril 1867. Bien avant que les chandelles fussent allumées, on avait essayé de tuer la pièce en tuant son interprète : les journaux du boulevard n'avaient-ils pas annoncé qu'Hortense Schneider était morte subitement à Bordeaux ? Dans *la Gazette de Paris* du 14 octobre 1866 figure la dépêche

de démenti que la diva avait envoyée au directeur des Variétés :

Me porte à merveille. Remerciements. A quand la lecture? — SCHNEIDER.

La lecture en question était celle de *la Grande-Duchesse de Gérolstein*. On se mit au travail en décembre ; il s'agissait d'être prêt pour l'ouverture de l'Exposition et de n'être pas les derniers à recueillir quelques gouttes de la pluie d'or qui allait être déversée par les étrangers sur Paris. Les répétitions se firent dans le calme, dans la joie ; compositeur et librettistes, directeur et chef d'orchestre, diva et autres interprètes, tous avaient déposé leurs nerfs chez le concierge du théâtre. Dupuis, Grenier, Kopp, Couder se déclaraient enchantés de leurs rôles. Hortense n'était pas moins enthousiaste que ses camarades. Le musicien lui avait du reste fait la part belle : rondo « Ah ! que j'aime les militaires ! », couplets du sabre, air de la déclaration, couplets du « grand verre de l'aïeul », autant de morceaux à effet dont chacun devait être populaire le lendemain.

La veille de la première, il y avait eu une répétition générale devant la censure. Hortense, la pelisse sur l'épaule, le talpack de hussard sur l'oreille, la cravache à la main — je la vois d'après le portrait de Pérignon — a littéralement empaumé l'auditoire des privilégiés admis à cette fête de l'esprit. Anastasie, présente, a ri ou fait semblant de rire comme les autres ; elle réservait son opinion pour le jour de la première.

Ce soir-là, les ayants droit étaient à leur poste, mêlés au tout-Paris. Les soldats de la grande-duchesse étaient groupés sur la scène pour le chœur du début. Les musiciens étaient à leur pupitre attendant le signal de Lindheim, le chef d'orchestre, pour jouer l'ouverture. Rien. Cinq minutes. Dix minutes. Toujours rien ! Ce n'est plus une opérette. Il se passe un drame.

Le drame, le voici dans sa simplicité :

Hortense Schneider devait arborer le grand-cordon de l'ordre de Gérolstein sur son magnifique costume ; elle avait cherché ce grand cordon parmi toutes les devantures des marchands de croix au Palais-Royal ; elle avait fini par com-

poser de toutes pièces l'ordre rêvé. Or, au moment même de la représentation, Anastasie avait jugé que le grand-cordon déplairait à l'Empereur et au grand-chancelier de la Légion d'honneur.

Personne, ni auteurs, ni directeur, n'avait osé lui notifier l'interdiction. Offenbach s'enhardit ; et quand elle descendit de sa loge avec son large ruban sur la poitrine, avec la plaque d'argent au côté, il lui apprit la terrible nouvelle. Hortense Schneider grinça des dents, pleura :

— Puisqu'il en est ainsi, je ne jouerai pas, — s'écria-t-elle.

Caprice de jolie femme, entêtement d'artiste contrariée, se dit Offenbach. Il eut alors une idée de génie : c'était de passer outre ; il donna au chef d'orchestre l'ordre d'attaquer. Fut-ce la vertu de sa musique qui aurait fait se trémousser des paralytiques ou fut-ce le sentiment du devoir? peu importe. Dès les premières mesures, Hortense se calma : la phrase amusante qui surgit de l'orchestre, « Voici le sabre de ton père », la fit se redresser, sécha ses larmes comme le soleil sèche le sol après l'orage ; et quand le rideau se leva elle souriait. Mais l'ukase d'Anastasie avait blessé pour longtemps son amour-propre : l'année suivante, au Salon, son portrait en grande-duchesse était orné du grand-cordon et de la plaque interdits par dame Censure sur la scène.

Paris fit à Wanda, la grande-duchesse, l'accueil qu'il aurait réservé à une souveraine. Offenbach était consacré roi de l'opérette, Hortense Schneider en était la reine. Si nous avons la patience de feuilleter la critique de l'époque, ce ne sont que dithyrambes et hyperboles. Les plus tièdes n'ont aucune réticence dans leurs éloges sur l'interprète ; ils ont gardé leurs sévérités pour le troisième acte de la pièce — huit jours après, l'entrain de la diva et les coupures habiles faites par les auteurs avaient au surplus eu raison de la résistance du et des premiers soirs.

C'est Tarbé qui dans *le Figaro* du 14 avril 1867 dit d'Hortense : « Il est impossible d'avoir plus de charme dans la voix, dans le talent et dans le sourire. » C'est Francisque Sarcey qui dans *l'Opinion Nationale* s'exprime ainsi : « Elle reste de bon goût même dans les excentricités les plus folles ; elle a autant de finesse que de verve ; c'est une vraie artiste. »

Jouvin dans *Paris-Magazine* formule son avis en ces termes : « Mademoiselle Schneider joue avec son charme, sa finesse, sa beauté, son art d'accentuer un mot, un regard, un silence. Ce qui est excessif, sa grâce l'adoucit ; ce qui est grossier, son sourire l'aiguise... »

Et c'est alors le défilé des empereurs, des rois et des princes qui viennent acclamer la chanteuse d'opérette comme si elle était une vraie grande-duchesse, une collègue. Napoléon III, accompagné de l'Impératrice, commence dès le 24 avril ; et le soir où il vient aux Variétés on aperçoit à l'orchestre M. Adolphe Thiers, le marquis et la marquise de Galliffet. Le prince de Galles, qui a vingt-six ans, vint huit soirs de suite avec la duchesse de Manchester applaudir la diva ; le premier soir il avait, nous dit *le Figaro* du 26 avril, été obligé de louer une loge dans une agence de théâtres, car le bureau de location des Variétés n'en possédait plus une seule. Le roi de Grèce, le prince royal de Prusse, l'empereur de Russie, font retenir leurs baignoires par dépêche avant de débarquer à Paris. On chuchote partout cette amusante aventure qui serait arrivée au grand-duc Wladimir. Le grand-duc aurait expédié à l'ambassade de Russie un télégramme ainsi conçu : « Voudrais voir Schneider le premier jour », et l'ambassade, zélée et interprétant littéralement ce désir, aurait envoyé à la gare du Nord pour attendre l'auguste personnage, Eugène Schneider, le président du Corps législatif ! L'histoire ne dit pas comment se traduisit la déconvenue du grand-duc. L'empereur de Russie et son fils Wladimir furent du reste, s'il faut en croire les *Lettres à une autre Inconnue*, de Mérimée (6 juin 1867), très impressionnés par le talent et le charme de la créatrice de *la Grande-Duchesse*.

Bismarck et de Moltke passent une soirée aux Variétés. Le sultan lui-même et ses fils font trêve au protocole pour entendre l'œuvre d'Offenbach ; mais comme ils ne comprennent pas un mot de français, ils ne sourcillent pas ; ils restent inaccessibles au livret de Meilhac et Halévy. Enfin arrive dans la seconde quinzaine de juillet le vice-roi d'Égypte, Ismaïl-Pacha. Lui, il s'installe aux Variétés ; chaque soir pendant près d'un mois il occupe la première baignoire de gauche d'où l'on voit émerger dans la pénombre son fez rouge.

Un adorateur d'Hortense Schneider, M. X. F..., qui fut plus tard président des comités impérialistes de la Seine, est vexé de ce que l'attention de la diva s'éloigne de lui et se porte sur l'Égypte. Il loue la première baignoire de droite, et il y apparaît, lui aussi, la tête surmontée d'un fez rouge. Ce soir-là les yeux d'Hortense Schneider allèrent de droite à gauche et de gauche à droite non sans quelque incertitude.

Et les souverains affluaient toujours : roi de Suède, roi de Bavière, roi de Portugal, grand-duc Constantin. Et l'ex-petite actrice du théâtre d'Agen, qui avait naguère perdu contenance devant un acteur parisien, tenait fort bien tête à toutes les Majestés et à toutes les Altesses.

A la ville elle jouait son rôle au sérieux. *Le Petit Journal* du 9 juillet 1867 relate qu'elle se présenta à l'Exposition, porte d'Iéna, dans une voiture magnifiquement attelée. Le gardien refusa de la laisser passer, car seuls les princes et les princesses avaient le droit de pénétrer avec leurs attelages dans l'enceinte. Hortense s'écria :

— Mais je suis la grande-duchesse de Gérolstein !

Et les gardes s'inclinèrent, tricorne bas, devant la diva. L'Impératrice, ajoute le même fait divers, avait dû, quelques jours auparavant, parlementer fort longtemps pour pouvoir entrer avec sa voiture à l'exposition de la Compagnie de Suez.

Le 24 octobre, vingt jours après la cent cinquantième, c'était l'empereur d'Autriche, François-Joseph, qui venait entendre *la Grande-Duchesse* ; il terminait brillamment la série des grands visiteurs qui avaient tenu à honneur ou plutôt remplacé les devoirs de la charge par le plaisir d'aller faire un tour à la cour de Gérolstein. Il était le seul qui avait tant tardé, il était le seul aussi qui avait participé assez chichement à la représentation donnée le 16 octobre au bénéfice d'Hortense Schneider. Dans une lettre curieuse que je possède, il s'excuse de ne pouvoir s'inscrire que pour deux fauteuils, « n'ayant l'habitude de s'inscrire que pour une loge quand les grandes actrices autrichiennes donnent une soirée à bénéfice dans sa capitale ». Le spectacle se composait ce soir-là du premier acte de *la Belle Hélène*, du premier acte de *Barbe-Bleue* et du deuxième acte de *la Grande-Duchesse*, avec un intermède par la musique hongroise de l'Exposition. La Belle Hélène, Boulotte

et Wanda dans la même soirée ! ce fut une vraie aubaine pour les admirateurs de l'artiste, aubaine qui se traduisit par une recette de 10 200 francs, chiffre énorme pour le moment.

Le 5 décembre, *la Grande-Duchesse* disparaissait de l'affiche, et Hortense Schneider quittait les Variétés ; elle jouait, le 12 décembre, au Châtelet, *les Voyages de Gulliver*, une féerie en quatre actes, de Clairville, A. Monnier et Ernest Blum. Mais la malice de son jeu se perdait dans l'immense vaisseau de ce théâtre ; elle a l'air d'« une statuette chez les cariatides, d'une Parisienne à Brobdingnag », a dit spirituellement et très justement Paul de Saint-Victor dans *la Presse*.

Hortense avait cédé à l'irrésistible appât d'un beau cachet : trois cents francs par soirée, ce qui alors était unique dans les annales des théâtres, lui avaient été offerts par Nestor Roqueplan, le fastueux directeur. Les Variétés s'empressèrent de lui accorder cet énorme émolument ; et la diva d'aller retrouver au théâtre du boulevard Montmartre ses boulevardiers et l'emploi de son talent ; elle y reprenait en février *Barbe-Bleue*, en mars *la Grande-Duchesse*. Dès le mois d'avril elle allait sur les rives de la Garonne révéler aux Toulousains la verve de la musique d'Offenbach et la finesse de son art; en juin c'était à Londres qu'elle fanatisait la haute société et les foules en jouant son répertoire au Saint-Jame's Théâtre.

A la fin du mois d'août elle prenait connaissance de sa prochaine création, *la Périchole*. Quelques jours après, Meilhac lui écrivait :

Encore quarante-huit heures pour arranger ton rôle et le rendre tout à fait digne de toi, ô Reine, si cela est possible. Et ce sera fini. Nous avons préféré retarder un peu la lecture et te voir absolument contente.

Nous avons beaucoup regretté de ne pas te trouver chez toi samedi.

Je t'embrasse.

H. MEILHAC

J'approuve et je t'embrasse.

L. HALÉVY

En septembre commençaient aux Variétés les études de cette *Périchole*, l'opérette qui mettait en scène l'actrice célèbre dans l'histoire du théâtre espagnol, la comédienne illustre

du Pérou. On disait à Lima et à Madrid « les Périchole » pour désigner un emploi comme chez nous les Dugazon ou les Falcon. Prosper Mérimée avait déjà transporté sur le théâtre le type de cette artiste dans *le Carrosse du Saint-Sacrement* ; le personnage n'était donc pas un inconnu pour le public.

La première eut lieu le 6 octobre 1868. Jamais œuvre ne fut aussi diversement accueillie. Les trois collaborateurs, Offenbach, Meilhac et Halévy, avaient enrichi *la Périchole* de leurs plus jolies inspirations. La fameuse lettre : « O mon cher amant, je te le jure » fut trouvée si ravissante par Jules Prével dans *le Figaro* qu'il la déclara pour lui pouvoir se passer de musique ; et le même critique ajoutait que la musique d'Offenbach était un pur bijou. Cette lettre, qui paraphrasait la délicieuse missive de Manon à des Grieux : « Mon cher amour, je t'adore et je te quitte ; car c'est une vilaine mort que de mourir de faim ; et je ne veux pas rendre le dernier soupir en croyant pousser un soupir d'amour » — cette lettre fut dite par Hortense Schneider avec une grâce tendre et légère, avec un sentiment subtil et profond, qui ne furent pas compris par les « cocodès » (les jeunes gens qui occupaient les fauteuils d'orchestre). Seuls quelques journalistes comme Tarbé, comme Gustave Claudin, essayèrent de persuader au public qu'une œuvre était née, que des pages comme la fête à Lima, comme la rencontre des ministres et du vice-roi, l'arrivée des chanteurs forains, l'abandon de Piquillo, la scène de la pendaison, et celle de la griserie, étaient supérieures, même dans leurs coins gais, au genre de l'opérette: c'était de la vraie musique qui était partie du cœur pour aller droit au cœur ; or les boulevardiers n'apportaient au théâtre que leur frivolité et leur esprit superficiel.

Et puis, les temps n'étaient plus là, l'horizon s'assombrissait, les préoccupations politiques envahissaient les cerveaux. L'insouciance des belles années de l'Empire avait fait place à de la défiance. On ne comprit pas que *la Périchole* était le trait d'union entre l'opérette folle, capricieuse, capricante, et l'opéra-comique classique des grands maîtres, et *la Périchole* disparut de l'affiche au bout de deux mois ; elle partageait le sort des chefs-d'œuvre méconnus — elle a pris sa revanche.

La Diva, en mars 1869, fut la dernière opérette que joua

Hortense Schneider aux Variétés, avant la guerre ; le livret était de Sardou et la musique d'Offenbach. Les répétitions avaient été d'un calme plat. Voici ce qu'Offenbach écrivait à son interprète la veille de la première :

Ma chère amie,

Je n'ai pas voulu te voir aujourd'hui pour ne pas t'ennuyer. J'ai fait répéter hier soir cinquante-six fois, ils iront très bien. La seule observation à te faire, c'est de ne pas trop, trop, trop presser le mouvement de : « Faites-nous rire », ta ronde du premier acte, pour pouvoir le presser un peu plus tout à la fin. Et voilà. Je suis bien souffrant. Pourvu que *ma Diva* soit en bonne santé, le reste m'est indifférent.

Adieu, ma chère Hortense.

Le plus vieux, le plus jeune, le plus charmant, le seul et surtout le plus dévoué de ses compositeurs,

JACQUES OFFENBACH

Théodore de Banville apprécie ainsi *la Diva* dans *le National* du 30 mars : « Dans la pièce, il s'agit de mademoiselle Schneider qui joue le rôle de mademoiselle Schneider ; elle ne pouvait pas représenter un personnage qui allât mieux à son œil de feu, à son spirituel sourire, et à l'aimable et savante diction qu'elle prête à des vers bizarres, entièrement dépouvus de rimes riches, pauvres, médiocres, entrelardés, ou même quelconques. »

L'artiste, après ce demi-succès de l'œuvre, partit en tournée ; Nice et Londres eurent pour elle les enthousiasmes de Paris. La guerre éclata. On revint à l'opérette et au vaudeville en 1871, mais avec moins d'engouement. Hortense Schneider reparut au Palais-Royal en septembre, dans les *Diables Roses*, puis dans *la Mariée du Mardi-Gras*, avant de s'en aller en Russie conquérir des lauriers et des roubles ; elle fut retenue à Saint-Pétersbourg par des chaînes d'or et de diamant. Nous la retrouvons aux Variétés en 1873 dans *la Veuve du Malabar*, de Sardou et Offenbach, puis elle reprend *la Périchole*, qui, cette fois, eut son heure. Elle devait créer en ce théâtre *la Boulangère a des écus* ; un différend avec Offenbach et Bertrand, directeur, se termina par un procès retentissant qu'elle gagna : Bertrand lui avait retiré son rôle,

il fut condamné à des dommages-intérêts sérieux, mais il perdit doublement sa cause puisque Hortense Schneider à ce moment ne fit plus partie de la troupe des Variétés.

Meilhac lui écrivit à ce propos :

O Hortense,

J'ai lu l'incident ; ça n'est pas grave.
Je t'embrasse.

HENRY

Sur le même billet, Halévy ajoutait :

Tout ça c'est des bêtises. Rentre donc aux Variétés.

LUDOVIC

Elle fut irréconciliable et s'en alla aux Folies-Dramatiques, à la fin de décembre 1875, jouer *la Belle Poule,* d'Hector Crémieux et Saint-Albin, musique d'Hervé, dont elle fut le seul succès. En 1878, le théâtre de la Gaîté faisait appel à la reine de l'opérette pour jouer *la Grâce de Dieu* ; et la grande-duchesse qui avait soulevé le rire charme Paris cette fois avec le drame de Dennery en chantant les couplets de Chonchon. Mais le chant d'un seul rossignol ne pouvait pas plus que d'habitude faire le printemps.

Et puis, Hortense Schneider ne voulait plus reparaître sur le théâtre ; elle était devenue comtesse de Bionne par un mariage dont la rupture suivit d'assez près la lune de miel. Elle se retira de la vie mondaine et agitée avec un peu de mélancolie peut-être, mais sans trop de regrets. Elle voulait vivre désormais au milieu de ses bibelots et de ses souvenirs qu'elle avait transportés loin du boulevard, pas trop loin cependant, dans un coquet petit hôtel de l'avenue de Versailles. Elle reparut encore à une matinée sur la scène des Variétés pour rendre hommage à Offenbach dans la représentation organisée le 18 novembre 1880 à la mémoire du musicien regretté. Elle consentit aussi à revenir sur sa volonté de se retirer du théâtre ; ce fut lorsqu'un mois plus tard, elle accepta de chanter aux Nouveautés dans *les Parfums de Paris,* revue d'Albert Wolff et Raoul Toché, un rondeau à Offenbach.

Celle qui avait personnifié pendant vingt ans le rire français, la gaîté d'une époque, celle que Paris avait applaudie avec frénésie, qui avait obtenu tous les triomphes qu'une femme et une artiste peuvent rêver, voulut être ignorée. Elle me disait coquettement — et je n'en ai rien cru :

— Depuis ce jour je ne me suis plus regardée dans la glace pour n'avoir pas la tentation de me reconnaître.

Et pourtant dans sa retraite prématurée, que de sollicitations ! Voici un passage d'une lettre de Ludovic Halévy qui voulait la décider à reprendre Métella de *la Vie Parisienne*, un rôle créé en octobre 1866 par Honorine :

Ma chère Catherine,

... Bertrand a l'intention de remonter très brillamment *la Vie Parisienne* — tu jouerais Métella, les deux rondeaux... Tu ferais, je crois, un effet du diable avec la lettre, et tu gagnerais ton argent en ayant beaucoup de succès et peu de fatigue...

... Je t'embrasse et de très grand cœur.

LUDOVIC HALÉVY

Halévy revient à la charge plus tard :

... Quant à *la Vie Parisienne*, nous en causerons à ton retour. Tu diras comme personne la lettre à Métella et le rondeau des Demoiselles. Ce dernier acte, nous avons l'intention de le refaire complètement en vue de toi et de Dupuis qui jouerait le rôle de Brasseur. La pièce serait très bien jouée ; tu aurais un rôle excellent et sans fatigue, deux choses à considérer.

Meilhac va bien, répète au Théâtre-Français, est toujours fourré avec un tas de femmes, et t'embrasse.

Moi, je vais bien, je ne répète pas aux Français, je ne suis pas fourré avec un tas de femmes, mais ça ne m'empêche pas de t'embrasser.

LUDOVIC HALÉVY

Hortense ne se laissa pas convaincre par les auteurs de *la Vie Parisienne*. Edmond Audran lui avait offert, par la lettre suivante, de vouloir bien écouter *la Mascotte* qu'il lui destinait :

Madame,

Le beau temps a dû vous faire oublier le rendez-vous que vous m'aviez donné hier, et vous avez eu bien raison — les beaux jours comme celui-ci sont trop rares pour ne pas en profiter. Je vais donc

le plus brièvement possible faire dire à ce papier ce que j'aurais voulu vous dire moi-même.

Mon ami Chivot (un des auteurs de *Fleur de Thé*, des *Cent Vierges*, de *Madame Favart*), occupé dans une administration, m'a prié de vous apporter pour la lire le plus tôt qu'il vous sera possible, *la Mascotte*, la pièce que je vous laisse. Comme vous le verrez, il y a un magnifique rôle pour vous.

J'aurais voulu vous faire entendre quelques fragments de la musique et, après tout cela, aviser à ce que l'on aurait pu faire si la pièce vous plaisait.

Bertrand connaît la pièce. Il ne joue pas d'opérettes, c'est vrai, mais on pourrait ne garder que votre côté musical. Qui sait s'il ne serait pas très heureux de cette combinaison avec vous, l'occasion aidant?

... Croyez-moi, madame, votre bien dévoué.

EDMOND AUDRAN

Rien ne put la déterminer à accepter : ni les offres de cachets les plus sérieux, ni l'ambition d'ajouter quelque fleuron à la couronne de sa propre gloire. Le comédien qui se tait trop tôt, a-t-on dit, assiste comme Charles-Quint à son propre enterrement.

Parfois, cependant, pour un petit cercle d'amis, elle fredonnait d'une voix légère et admirablement posée un refrain d'une de ces opérettes d'Offenbach qui avaient fait sa célébrité. On pouvait, par ces esquisses vocales, imaginer ce qu'avait été l'esprit de l'opérette, on comprenait comment Hortense Schneider avait pu être l'idole, la personnification d'une époque. Parfois la diva faisait profiter de son expérience les artistes qui reprenaient ses rôles. C'est par Meilhac qu'en 1895 Jeanne Granier fut conduite chez Hortense Schneider au moment des répétitions de *la Périchole :*

13 mai.

Ma chère Catherine[1].

Comme je t'aimerais si tu te portais mieux et si tu voulais bien nous recevoir demain, Granier et moi ! La pièce passe jeudi. Tu vois qu'il n'y a pas de temps à perdre. Je t'embrasse comme on embrasse quand on demande quelque chose que l'on tient à obtenir.

H. MEILHAC

Réponds-moi aux Variétés.

1. Hortense Schneider s'appelait Hortense-Catherine ; elle n'aimait, du reste, qu'on lui donnât son second prénom.

Elle répondit; et Jeanne Granier n'eut pas à se repentir des conseils de sa grande aînée.

Il y a quelques années, en 1912, à l'occasion d'une représentation organisée au bénéfice de l'Orphelinat des Arts, Hortense Schneider avait consenti à diriger les répétitions de *Barbe-Bleue*.

Seule la cause charitable de l'Orphelinat des Arts pouvait lui faire oublier ses serments ; seules les petites déshéritées de la grande famille du théâtre, seuls les petits garçons, fils d'artistes, ces enfants qui n'ont plus ni père ni mère, Hortense Schneider les aimait et aurait, s'il eût été possible, recommencé sa carrière pour leur apporter du bien-être. En 1915, elle leur avait légué sa villa de Fécamp. Il y a deux ans, par la plus généreuse inspiration, elle fit son testament en faveur de l'Orphelinat des Arts à qui elle abandonnait toute sa fortune et l'hôtel discret qu'elle habitait aux bords de la Seine. La grande-duchesse a voulu que le souvenir de sa vie, qui fut en somme heureuse, demeurât escorté par des sourires d'enfants !

Ce testament est un des rares gestes de son existence auquel la fantaisie n'ait point pris part. Elle a été le genre gai, elle a été un moment de la petite histoire du boulevard; il semble que le jour où elle s'en est allée, elle ait emporté l'opérette avec elle.

LOUIS SCHNEIDER

BAZAINE

A SAINTE-MARGUERITE

Le 10 décembre 1873, le premier Conseil de Guerre, siégeant à Versailles, au petit Trianon, condamnait à mort le maréchal Bazaine. Deux jours plus tard, un décret du Président de la République commuait cette peine en vingt années de détention.

Voici le portrait que trace du condamné M. A. Dalsème, qui, au cours du procès, eut maintes occasions d'observer le maréchal : « Au physique, l'homme est de stature peu élevée, court sur jambes, replet, flegmatique d'aspect et lent d'allures. Ses cheveux, taillés ras, grisonnants, encadrent un front dont le renflement, très marqué aux tempes, indique une énergie et une ténacité peu communes. La physionomie est sans mobilité et dépourvue de ressort, soit qu'elle tienne de la nature ou d'un effort de volonté son expression d'impassibilité.

» L'œil nuageux, presque éteint, semble chercher sous l'arcade sourcilière, très proéminente, un abri contre les investigations des indiscrets qui chercheraient à lire dans le regard... Les chairs du visage sont molles et creusées de sillons. Les joues grasses, flasques, les lèvres fortes sous la moustache tombante, les mâchoires épaisses, le menton volumineux, le cou gros, bas, tassé, décèlent des appétits sensuels. Le trait caractéristique de cette figure est la goguenardise[1] . »

1. A. Dalsème, *l'Affaire Bazaine*, 1 vol., librairie André Sagnier.

Après avoir condamné le maréchal Bazaine à la détention, il fallait trouver l'endroit où on lui ferait subir sa peine. On se décida pour le fort de Sainte-Marguerite, prison d'État, abandonnée depuis des années, où, du reste, rien n'était prêt pour le recevoir.

La douceur du climat, la situation insulaire du fort — qui permettait d'accorder au détenu une liberté plus grande — contribuaient à atténuer grandement la rigueur du châtiment. Cela permettait de lui épargner l'isolement d'ordinaire si pénible aux prisonniers. Il obtint l'autorisation de se faire accompagner par le colonel Willette, la maréchale, ses enfants, et trois domestiques. Il pouvait, en outre, se promener, recevoir des visites, des journaux, des livres, et travailler tout à loisir en consultant la bibliothèque dont il disposait.

Quant à l'île elle-même, ce croquis, cueilli dans le *Courrier de Cannes* de 1874, en donne une idée plutôt riante :

Au dehors de cette enceinte lugubre, sur laquelle le soleil du Midi verse heureusement des flots de lumière, on aperçoit, d'abord, la caserne des douaniers-marins et le poste du guetteur du sémaphore, puis le grand jardin avec des orangers, des vignes et une villa appartenant à M. Tournaire, enfin, un étang salé et une forêt splendide de pins maritimes, qui abrite toute une population de lapins, de chevreuils, et de faisans, et où l'on trouve en abondance des lentisques, des myrtes et des fenouils.

En décembre 1873, la garnison de l'île se composait d'un détachement du IIIe d'infanterie qui comprenait 1 capitaine, 3 officiers et 100 hommes. Bien qu'il eût demandé sa retraite depuis dix-huit mois, le commandant militaire du fort n'avait pas été remplacé. Ce détachement se trouvait donc sous les ordres de M. Brun, chef de la 44e circonscription pénitentiaire, directeur de la prison devenue prison civile. Il était assisté de trois gardiens.

Le jeudi 25, à cinq heures de l'après-midi, Bazaine rejoint à Villeneuve-l'Étang le train n° 5, à destination de Marseille, où il arrive le 26 à 3 heures 45 minutes du soir. Dans le wagon-salon qu'il occupe, se trouvent son fils Achille âgé de six ans, le colonel Willette son ancien aide de camp, ainsi que ses deux neveux Albert et Adolphe, tous deux officiers. Dans

une autre voiture avaient pris place trois employés des prisons, le capitaine adjudant-major Cance, du régiment de gendarmerie mobile, et deux agents de la sûreté.

Après avoir stationné trente-cinq minutes en gare de Marseille, le convoi repartit pour Antibes où il arriva à dix heures cinquante-sept minutes du soir. Reconnu par quelques personnes qui se trouvaient sur le quai de la gare, Bazaine fut accueilli par des huées et des sifflets accompagnés de jets de pierres qui firent croire à l'enfant apeuré qu'on voulait tuer son père. Un omnibus les conduisit au port où l'attendait sous pression l'aviso de l'État le *Robuste*, commandé par le lieutenant de vaisseau Fort.

A minuit quinze, ce bâtiment levait l'ancre et débarquait le prisonnier à Sainte-Marguerite moins d'une heure plus tard.

D'Antibes la nouvelle était ainsi télégraphiée au Ministre :

Antibes, douze heures quinze du matin, 27 décembre 1874.

Commissaire spécial à Directeur Sûreté Générale à Versailles.
Embarquement vient d'avoir lieu sans difficultés, rien à signaler de fâcheux. Quelques sifflets et huées [1].

On avait décidé de loger Bazaine dans le bâtiment appelé l'ancienne infirmerie des Arabes, depuis l'internement des compagnons d'Abd-el-Kader de 1841 à 1859 ; d'importantes réparations avaient été reconnues nécessaires. Les travaux d'appropriation n'étant pas terminés, on fut obligé de le caser provisoirement dans la partie nommée le château. Ancien logement du commandant militaire de la place, ce bâtiment était occupé par le directeur, M. Brun, avec lequel il le partagea.

Comme il n'existait pas de murs permettant d'isoler cette partie du fort, et d'éviter le contact du prisonnier avec les soldats de la garnison ou les habitants, le directeur avait établi sur la terrasse une surveillance pendant les promenades.

S'étant rendu à Paris, le colonel Willette réclama contre cette mesure. A la suite de sa démarche, le duc de Broglie, ministre

1. Archives du Ministère de l'Intérieur, Direction des services pénitentiaires. Dossier Bazaine.

de l'Intérieur, envoya à M. Brun une réprimande avec l'ordre de se borner à une surveillance discrète qui ne fût pas de nature à gêner le détenu.

Le 4 janvier 1874 M. Brun, enchanté de s'en aller, était remplacé par le directeur Marchi. Dès le 9, le nouveau directeur se plaignait que la correspondance de Bazaine fût remise directement à ce dernier, échappant ainsi à tout contrôle. Huit jours plus tard, il se plaint de nouveau de ce que le jeune Barreau, domestique du prisonnier, soit en contact incessant avec les habitants du fort. Enfin le 14 février, les travaux sont terminés, ils coûtent 6 675 fr. 75 [1]. L'ex-maréchal est installé définitivement dans le bâtiment qui doit lui servir de lieu de détention.

Ce bâtiment, situé au nord-ouest de l'île, comprend un rez-de-chaussée avec fenêtres munies de barres de fer et un premier étage à fenêtres libres. Deux portes y donnent accès : l'une, située à l'ouest, ouvrant sur une petite cour — ou préau des gardiens — dessert le bas ; l'autre, qui conduit directement au premier, est précédée d'une sorte de terrasse, formant pont au-dessus de la ruelle, et menant par un escalier de pierres à l'endroit où Bazaine était autorisé à se promener.

Ce bâtiment est limité au sud par le logement des gardiens auquel il fait suite, à l'ouest par la cour des gardiens, au nord par la terrasse servant de promenoir, terrasse plus élevée que la cour des gardiens et qui aboutit directement au mur surplombant la mer. Au levant, la maison est séparée du logement du directeur par une ruelle. Cette ruelle est isolée du promenoir, au nord, par une palissade de bois, et du reste du fort au sud par un mur qui relie la détention au logement du directeur. Une seconde ruelle est séparée du promenoir par un mur de construction récente dans lequel est percée une porte. Quant à la cour des gardiens, elle communique avec le reste du fort par une porte appelée entrée de la détention.

Au rez-de-chaussée, deux pièces pour les gardiens de service, une pièce occupée par le colonel Willette, et une autre par le domestique Barreau, plus une cuisine. Un escalier intérieur permet de monter à l'étage.

1. Direction du génie à Toulon.

Le premier étage est ainsi distribué : au sud un salon à deux fenêtres et une chambre, à deux fenêtres également, pour madame Bazaine et sa fille. Au nord-ouest, une chambre pour Bazaine et son fils, une pièce servant de chapelle, une salle à manger et une salle de bains. Entre les chambres des deux époux une chambre est réservée à la femme de chambre et à l'institutrice.

Cette disposition a été imposée par madame Bazaine elle-même, et à ce propos Marchi [1] fait remarquer que cette jolie femme n'a pas encore vingt-cinq ans, et que, si elle s'est arrangée de façon à rendre impossible tout rapprochement avec son vieux mari, c'est pour mieux se rendre maîtresse de l'esprit de ce dernier et lui imposer sa volonté.

Le 21 février arrive le personnel des gardiens. Ils proviennent tous du fort de Quélern, à l'exception de Plantin qui vient de Marseille. L'administration est alors constituée de la façon suivante : un directeur, un aumônier, un médecin, un gardien chef et cinq gardiens ordinaires. Désireux de ne rien laisser au hasard, et surtout de mettre à couvert sa responsabilité, puisqu'il n'existe plus de commandant militaire, Marchi édicte un règlement minutieux qui établit le service de jour et de nuit des factionnaires, détermine leurs consignes, et règle la circulation à l'intérieur du fort. Ce règlement, comme toutes les mesures relatives à la surveillance de Bazaine, a une importance capitale. Il prouve que le directeur a rempli son devoir avec conscience, et qu'il ne s'est jamais départi de la vigilance que lui imposait le régime d'exception accordé à Bazaine. Nous verrons qu'il ne cessa de réclamer contre les nombreuses faveurs accordées au détenu, faveurs qui doublaient la difficulté de sa tâche.

Non content d'avoir établi ces consignes, Marchi fait approuver par M. de Villeneuve-Bargemon, préfet des Alpes-Maritimes, un arrêté qu'il afficha à l'intérieur du fort afin que nul ne pût arguer de son ignorance.

A la fin de février, Marchi reçoit du Ministère de l'Intérieur une dépêche, avec mission d'en donner connaissance à son prisonnier. Le soir même, vers sept heures, il se rend à la

1. Marchi, *la Vérité sur l'ex-maréchal Bazaine*. 1 brochure, Dentu, éditeur, 1883.

« détention », où il trouve Bazaine à table, en tête à tête avec le colonel Willette et servi par Barreau. Il lui expose l'objet de sa visite, car il ne doit pas pénétrer sans motif dans le logement de l'ex-maréchal, et lui lit la dépêche ainsi conçue :

Bien que l'ex-maréchal, à Versailles, se soit engagé d'honneur à ne jamais tenter aucune évasion et à respecter et faire respecter par sa famille, par M. le colonel Willette, et par ses domestiques les règlements pénitentiaires, il est nécessaire, Monsieur le directeur, que vous exigiez la même promesse de madame Bazaine et du colonel Willette, en faisant observer au prisonnier que, faute par lui, ou ceux de sa suite, de ne pas s'y conformer, on n'aurait plus, pour l'ex-maréchal, aucun égard et il serait alors soumis au droit commun.

La lecture terminée, Bazaine et le colonel Willette donnent à nouveau, prétend le directeur, leur parole d'honneur qu'aucune tentative d'évasion ne sera faite. Il se retire persuadé de leur bonne foi.

Toutes les personnes munies d'une autorisation du Ministre de l'Intérieur pouvaient être admises à visiter le prisonnier, et cette autorisation était rarement refusée. Le général d'Aurelles de Paladine, qui avait négligé l'indispensable formalité, dut s'en retourner sans avoir vu son ancien camarade.

La première personne qui se présenta pour en user fut madame de Goyon. En vertu du Règlement pénitentiaire, les visites autorisées doivent avoir lieu au parloir en présence d'un gardien. Or, il n'y avait pas de parloir à Sainte-Marguerite. Marchi imagina de tourner la difficulté en remplaçant le parloir par la terrasse qui servait à Bazaine pour ses promenades. Mais, malgré les protestations de la visiteuse, il exigea la présence d'un gardien.

Madame de Goyon se plaignit à Paris. Le Ministre demanda des explications au directeur en invoquant ses instructions du 29 décembre 1873 qui portaient que les visiteurs seraient libres. Marchi protesta de son ignorance des instructions en question et de l'obligation où il s'était trouvé d'appliquer les règles ordinaires. En réponse, le Ministre lui en adressa tout de suite et directement une copie. Ces instructions portaient que les visiteurs ne seraient jamais fouillés et même qu'ils pourraient s'asseoir à la table de Bazaine.

Pour le coup, le directeur proteste davantage. Il se déclare dépourvu de tous moyens de surveillance, rappelle que la correspondance échappe à son contrôle, et qu'il dégage sa responsabilité. Cependant il exagère un peu. La preuve que toute correspondance n'échappe pas à son contrôle, c'est qu'au début de février il a intercepté une lettre de remerciements de la reine d'Espagne que la *Marescalita* (petite maréchale), comme dit la reine elle-même, envoyait à son mari, et qu'il en a transmis, le 6, le contenu au Directeur Général du service pénitentiaire. Il ajoutait que le Maréchal était soucieux. Il redoutait qu'après l'arrivée de sa famille les 200 francs de pension qu'il payait ne fussent pas suffisants pour nourrir tant de monde. Or il n'a rien, et sa femme pas grand'chose. Les bijoux ont été vendus ; maintenant ce sera le tour des dentelles. De toute façon la pauvreté l'empêchera d'augmenter le chiffre de 200 francs [1].

Ce fut bien autre chose à partir du 20 février, quand, à six heures du soir, arriva madame Bazaine. Dès ce moment les visites devinrent plus fréquentes. D'abord les autorisations n'étaient valables que de dix heures du matin à trois heures de l'après-midi. Les jours grandissant, la limite en fut reculée jusqu'au soir, et finalement elles comprirent la faculté de dîner dans le fort. C'est Marchi lui-même qui, dans une lettre du 9 juin au Directeur Général du service pénitentiaire, proposera de reporter de trois à sept heures l'expiration des autorisations à cause de la trop grande chaleur dans le milieu du jour.

Dans le courant de mars il proteste de nouveau contre les abus auxquels donne lieu, d'après lui, l'application des Instructions du 29 décembre 1873. Pas de réponse.

A la fin du même mois, un petit voilier s'obstine à rester, malgré ses menaces, mouillé sous le fort. Pendant trois jours il redouble de surveillance, n'osant fermer l'œil de la nuit. Ici les souvenirs du directeur sont deux fois en défaut.

D'abord c'est seulement le 21 mars, et non après la visite de madame Goyon, qu'il écrivit au Directeur Général pour réclamer les instructions relatives aux visites, en signalant la

1. Lettre Marchi. Archives du Ministère de l'Intérieur.

présence de mesdames de la Tour-Maubourg et la comtesse Gudin. Un post-scriptum disait :

A l'occasion de la Saint-Joseph, fête de madame Bazaine, le reine d'Espagne lui a adressé un télégramme en langue espagnole, qu'il m'a été facile de traduire [1].

C'est alors que le Ministre lui répondit par l'envoi des instructions qu'il prétendait ne pas connaître, et que voici :

29 décembre 1873.

Par dérogation à l'article 4 du Décret du 25 mai 1872, les visites des personnes désignées au paragraphe Ier de l'article 3 dudit décret auront lieu hors de la présence des fonctionnaires ou agents de l'administration dans les locaux mêmes affectés à la détention du prisonnier.

Lorsque les visites se prolongeront jusqu'à l'heure des repas, les personnes indiquées ci-dessus pourront prendre leur repas avec le prisonnier.

Les autorisations spéciales qui seraient données aux personnes désignées au paragraphe II de l'article 3 du décret précité détermineront pour chacune d'elles les conditions dans lesquelles auront lieu leurs visites.

Toutes les autres prescriptions du 25 mai 1872 seront appliquées au fort de Sainte-Marguerite.

Les consignes que nécessiteront la garde du prisonnier et la sûreté de l'établissement seront faites par le directeur. L'autorité militaire est chargée de l'exécution en ce qui la concerne et veillera notamment à ce qu'aucune personne ne pénètre dans le fort si ce n'est pour les besoins du service ; les personnes qui se rendraient chez les officiers de la garnison ou autres habitants libres du fort devront être accompagnées par un planton à l'aller et au retour.

L'entrée des locaux affectés au prisonnier et toute la partie du fort ayant vue sur les locaux est interdite d'une manière absolue à toute personne étrangère au service de la maison de détention non autorisée à communiquer avec le prisonnier,

Par dérogation à l'arrêté de novembre 1873, le prisonnier est autorisé à porter des vêtements personnels et à laisser croître ses cheveux et sa barbe. Il lui sera loisible de désigner les aliments et les boissons dont il désirera faire usage ; l'administration pourvoira à la dépense jusqu'à concurrence d'une somme de 200 francs qui sera payée directement au fournisseur choisi par l'administration sur les crédits affectés au service pénitentiaire. Le service de propreté des locaux occupés par le prisonnier sera fait par un homme choisi et

1. Archives du Ministère de l'Intérieur.

salarié par l'administration. Il sera pourvu par l'administration au chauffage du prisonnier et au blanchissage de ses effets de literie. Son éclairage et le blanchissage de son linge de corps, de toilette et de table resteront à sa charge.

Le service du culte sera organisé par les soins de l'administration pénitentiaire dans la chapelle du fort.

Approuvé par le Vice-Président du Conseil [1],
Ministre de l'Intérieur.

Quant à l'incident du bateau, il ne dura même pas vingt-quatre heures, comme le prouve une lettre de Marchi lui-même au Ministre de l'Intérieur !

Sainte-Marguerite, 29 mars 1874 [1].

Monsieur le Chef de Bureau,

Hier, à 9 heures du matin, un brigantin d'allure légère sortait du port de Cannes et venait jeter l'ancre presque sous le fort.

Aussitôt j'ai été aux renseignements et le patron du port — vieux militaire âgé de plus de quatre-vingts ans — m'a assuré que le temps seul arrêtait ce petit navire, mais qu'il allait continuer sa route dans l'après-midi.

A 8 heures du soir, le brigantin était encore à la même place et rien ne faisait présager son prochain départ, bien que le vent fût devenu tout à fait favorable.

Je ne crois pas à une tentative d'évasion ; mais prudence étant, dit-on, mère de la sûreté, j'ai veillé avec mes gardiens, en même temps que la barque mise à ma disposition, montée par deux marins et un mousse, stationnait immédiatement sous le fort entre le rempart et le brigantin.

A 5 heures du matin le navire levait l'ancre et partait dans la direction de Nice...

Et il termine :

Je ne crois pas, quant à présent, le prisonnier animé du désir de s'évader, mais, s'il devait tenter une évasion, c'est par là qu'il la tenterait [2].

A quelque temps de là, Marchi se plaint de dames qui, montées dans des barquettes, viennent entamer, du bas des remparts, des conversations avec Bazaine. Il s'agit ici de deux jeunes Anglaises, miss Mac Fenson Charlotte Campbell en robe

1. Archives du Ministère de l'Intérieur.
2. Archives du Ministère de l'Intérieur.

bleue, et miss Dickson en robe rouge, ainsi qu'elles l'indiquaient elles-mêmes sur le couvercle d'une boîte de bonbons envoyée par elles à l'enfant de Bazaine. Ainsi ces deux jeunes romanesques donnaient au prisonnier le moyen de les reconnaître du haut de la terrasse quand elles tâchaient de causer avec lui.

A la suite de cet envoi, le colonel Willette se rendit à Cannes où il leur fit une visite de remerciements. Une autre fois, elles firent parvenir à Bazaine un album sur chacune des pages duquel était marquée une lettre. L'ensemble composait cette phrase : « Vous êtes malheureux, nous vous plaignons ; consolez-vous et espérez. » Simples enfantillages que, plus tard, devant le tribunal de Grasse, le colonel Willette appellera très joliment : *mon roman de prisonnier !*

Par ordre supérieur les plus grands égards sont témoignés au prisonnier. Aucune sentinelle ne devant s'offrir à sa vue, on n'en met devant sa porte que la nuit. Quant à la surveillance diurne, elle s'exerce de loin et *sans le gêner*, comme en témoigneront les gardiens. Son courrier, ses journaux lui sont remis directement. Il vit en famille, reçoit des visites, se promène sur la terrasse, cause, écrit, arrose son petit jardin, sous la surveillance de jour en jour plus relâchée de ses gardiens. Marchi, cependant, ne cesse de veiller. En avril, un journaliste parisien, en quête d'informations, se présente à la porte du fort. Très civilement, il demande à acheter à la cantine de quoi déjeuner. Flairant un piège sous cette requête insolite, le concierge l'éconduit. Sans se rebuter, il demande alors à être mené auprès du directeur afin de pouvoir lui exposer lui-même sa requête. Le gardien y consent et le conduit à Marchi qui, du seuil de la porte, lui notifie qu'il accède à son désir.

Il ressort une demi-heure plus tard, sans rien avoir aperçu de l'intérieur de la détention. Ce qui ne l'empêche pas d'adresser, le soir même, à son journal un long télégramme contenant la description détaillée des lieux qu'il n'a pas pu voir.

Le 22 mai, le Ministre de l'Intérieur

Autorise madame Bazaine à se promener dans l'île avec ses enfants et ses domestiques pendant deux heures trois fois par semaine et même chaque jour à moins que le directeur n'y voie de graves inconvénients qu'il y aurait lieu de me signaler sans retard. Ces personnes

seront accompagnées par plusieurs gardiens dont la surveillance me paraît devoir suffire pour empêcher les communications de nature à porter quelque atteinte à la sûreté de l'Établissement Pénitentiaire [1].

A la fin de mai le directeur reçoit une enveloppe timbrée du Ministère de l'Intérieur et contenant une lettre fermée à l'adresse de Bazaine avec cette mention :

La remettre sans la décacheter.

Dans la journée, l'ex-maréchal lui aurait dit que cette lettre était signée du général de Cissey, ministre de la Guerre, et contenait ce passage :

Dès mon arrivée au Ministère je me suis occupé de vous, mais en ce moment il n'y a rien à faire. Il a été convenu qu'aussitôt les Lois Constitutionnelles votées, on commuerait votre peine en celle du bannissement, et peut-être pourra-t-on vous faire une pension.

Marchi se trompe. Cette lettre, dont j'ai eu l'original en mains, est du 4 juin ; elle n'est pas de l'écriture du général de Cissey. Répondant à une demande de Bazaine au Ministre, elle est écrite, au nom de ce dernier, par le capitaine Gudin, son officier d'ordonnance. Et, comme le comte Gudin fut jadis aide de camp du maréchal, il ajoute à la partie officielle un long post-scriptum où il l'assure de son dévouement et de celui de sa famille. Quant à la question de la commutation de peine, le sens est bien celui indiqué.

Enfin elle n'a été expédiée que le 11 avec la mention :

Lettre du général de Cissey au maréchal Bazaine, qui doit lui être remise sans avoir été ouverte par personne, même par le commandant de la prison [2].

Quelques jours plus tard, comme il se promenait avec le père Denis, aumônier, et Marchi, l'ex-maréchal, tenant à la main une brochure de Cassagnac ayant trait à l'évasion de Louis-Napoléon Bonaparte du fort de Ham, interrompit soudain sa marche et dit au directeur :

— Que feriez-vous si, comme le prince, je tentais de m'évader ?

1. Archives du Ministère de l'Intérieur.
2. Archives du Ministère de l'Intérieur.

— Si je m'en aperçois, je vous brûlerai la cervelle, — répond Marchi.

Sur la fin du mois, arrivent l'ingénieur Dominique Bazaine, frère du détenu, et sa femme. Leur autorisation porte qu'ils peuvent pénétrer dans la détention non pendant quinze jours de suite comme le dit Marchi, mais pour dix visites [1].

Bientôt madame Bazaine tombe gravement malade, à l'hôtel de la Croisette où elle est descendue. La maréchale quitte l'île pour aller s'installer au chevet de sa belle-sœur. Se sentant perdue, la femme de l'ingénieur demande à pouvoir dire un dernier adieu à son beau-frère. Marchi refuse, bien entendu, d'autoriser cet exode en terre ferme. Sur les instances de Bazaine il promet de télégraphier au Ministre pour prendre ses ordres, à la condition d'être saisi d'une demande écrite. La demande est établie, le télégramme est envoyé. La réponse, cette fois, ne se fait pas attendre : c'est une autorisation de faire accompagner Bazaine par un gardien en bourgeois pour lui permettre d'accéder au vœu de la mourante.

Mais sa belle-sœur venant de succomber, la complaisance du Ministre fut inutile. Marchi ne fut pas, plus tard, le dernier à regretter cette fâcheuse coïncidence en songeant que, si la fuite avait eu lieu alors, bien des déboires et des avanies lui eussent été évités !

Le 28 juin tous sont malades de la diarrhée. Pour le colonel Willette c'est au point que Marchi demande le médecin d'urgence [2]. Le 30 juin madame Bazaine part pour Paris, afin d'intercéder auprès du Maréchal de Mac-Mahon, Président de la République. Elle emmène avec elle son plus jeune fils, Alphonse, et sa camériste, une Mexicaine comme elle. Cette démarche fut décidée, semble-t-il, à l'annonce que le général de Chabaud-Latour a été nommé Ministre de l'Intérieur, ce qui faisait craindre une aggravation de la situation du prisonnier.

Aux objurgations pressantes de madame Bazaine, Mac-Mahon ne peut que répondre :

— Je suis un Président constitutionnel, obéissant aux

1. Archives du Ministère de l'Intérieur.
2. Archives du Ministère de l'Intérieur.

Ministres et au Parlement. Il m'est impossible, madame, d'accueillir votre demande.

— Du moins, — insiste-t-elle, — autorisez mon mari à faire des promenades dans l'île avec une escorte militaire !

— Tout cela est impossible, madame.

— Alors, si vous ne pouvez rien, Dieu fera le reste !

Et elle sort pour écrire à son mari, qu'elle a réussi dans sa démarche. Il avait été convenu entre eux qu'elle lui apprendrait ainsi son échec.

Il est probable que ni le Président de la République, ni la maréchale ne savaient que jadis La Grange-Chancel avait profité de semblable faveur pour s'évader. Mais est-il téméraire de supposer que cette dernière comptait bien renouveler l'expérience ?

Le 10 juillet, la grande chaleur rendant son logement intolérable, Bazaine demande à ce que soit retardée d'une heure la pose de la sentinelle de nuit, ce qui lui permettra de prolonger sa promenade jusqu'à dix heures du soir. Marchi y consent. A ce moment, et pour le même motif, le colonel Willette est autorisé à installer une tente mobile sur le petit pont jeté au-dessus de la ruelle pour faire communiquer directement le premier étage avec l'extérieur.

Lorsque cette tente est en place, elle empêche totalement qu'on puisse voir, du poste des gardiens placé dans l'axe, les entrées ou les sorties du logement du prisonnier. Elle était d'abord mobile, et se repliait chaque soir. Mais, un jour qu'un coup de vent l'avait enlevée et démolie, le colonel en profita pour l'assujettir si solidement qu'elle demeura fixe.

Le 16, le docteur Raynaud ayant émis l'avis que le climat devenait beaucoup trop débilitant, le fils aîné et la fillette quittent l'île sous la conduite de l'institutrice. Désormais il ne reste plus que Bazaine et son fidèle Willette, avec le jeune Barreau pour les servir.

Marchi recommande alors de redoubler de surveillance, surtout entre neuf et dix heures du soir, où le gardien de service doit exécuter rondes sur rondes. Aux observations qui lui sont faites sur ce qu'il garde de la lumière tard dans la soirée, le colonel Willette répond qu'il est prisonnier volontaire et que la bougie qu'il consomme n'est pas celle de l'État, mais la sienne !

Parmi les lettres interceptées par Marchi, nous devons en placer ici une qui est plutôt amusante. Le Ministre, consulté, renvoie au directeur l'original allemand, avec autorisation de le remettre, et garde au dossier la traduction.

De Wurtzbourg, le 20 juillet, une nommée Pauline Gantz écrit à la maréchale pour lui offrir un moyen « obtenu par la bonté de Dieu » en dehors de l'ingérence de tout tribunal. Pour cela, elle réclame « le nom de baptême et l'âge du maréchal ». Après quoi elle enverra « un tout petit paquet avec une information détaillée sur la manière de s'en servir ». Et alors le maréchal « recouvrera la liberté pleine et entière, et le retour de ses anciens honneurs et grandeurs ». Et elle ajoute que, clouée depuis longtemps sur un lit de douleur, elle comprend mieux que quiconque combien il est dur d'être privé de tous les agréments du monde [1] !

Au bout de quelques jours, madame Bazaine annonce le succès de ses démarches et fait connaître qu'elle ne retournera plus à Sainte-Marguerite. Très surpris, car il a eu connaissance de la lettre du capitaine Gudin, et il sait que les lois constitutionnelles sont loin d'être votées, Marchi fait parvenir une copie de la lettre de la maréchale au Ministre.

Puis c'est une seconde lettre de madame Bazaine contenant, cette fois, une consultation du docteur Sée, où elle annonce son départ pour Spa avec les enfants. Même envoi de la copie à Paris, même silence ministériel. Elle s'établit à Spa sous le nom de madame de la Pena, à l'hôtel du Midi qu'elle quitte bientôt pour une courte absence, en y laissant les enfants sous la garde de deux domestiques.

A partir de ce moment s'engage, tous les deux jours, un échange régulier de lettres entre Spa et Sainte-Marguerite.

Le 3 août une dépêche de Gênes parvient à Nice, à l'adresse de Doineau. Elle est ainsi conçue :

Doineau, villa Gaston, Nice.

La maison est louée dans les conditions voulues.

Signé : RÉVILLA

Ce nom dissimule celui de madame Bazaine.

Le lendemain, Doineau vient faire visite au prisonnier

1. Archives du Ministère de l'Intérieur.

auquel il a toute liberté de communiquer le télégramme lui faisant connaître que la location du bateau est assurée.

Et, pendant qu'elle s'occupait en Italie des préparatifs de l'évasion, madame Bazaine continuait à faire expédier de Belgique une correspondance destinée à tromper tout le monde, et dont voici un échantillon traduit de l'espagnol :

Spa, 7 août 1874.

Petit mari,

Il n'y a rien de particulier, sinon que nous faisons de belles promenades et que nous prenons les eaux, Alphonse et moi. Mon beau-frère m'écrit de Paris qu'il est très triste de notre voyage ; il aime beaucoup les enfants, et ils réjouissaient sa maison, car il est si bon. Après mes eaux, j'irai te rejoindre et je t'assure que ce moment mon cœur le désire avec anxiété, car maintenant je t'aime davantage parce que tu es disgracié. J'ai foi en Dieu et, pour ma part, je crois beaucoup en ton étoile, et j'ai grande confiance.

Mille baisers
TA JOSEPHA

Afin de donner à la tromperie un caractère plus vraisemblable, cette lettre était suivie, sur le même papier, d'un délicieux bavardage d'enfant, où son fils Achille lui apprenait l'arrivée à Spa de Lola, et la joie qu'en éprouvait le jeune Alphonse, son frère.

Le samedi 8 le colonel Willette avisa Marchi de son départ pour lundi à six heures du matin. Celui-ci en rend compte à son Ministre. Ce même jour, le Préfet des Alpes-Maritimes, M. le marquis de Villeneuve-Bargemon, s'était présenté au fort en compagnie de la comtesse della Torre, de Turin ; le marquis de Bargemon demanda pour elle la permission de visiter la prison et le prisonnier. Comme Marchi alléguait que cette autorisation ne pouvait être accordée sans l'assentiment du Ministre de l'Intérieur, le Préfet répondit que sa qualité lui permettait de se passer de l'autorisation et qu'il en rendrait compte. Sur quoi, offrant son bras à la comtesse, le directeur la conduisit voir le prisonnier avec lequel elle s'entretint un instant.

Le lendemain, après le dîner, Marchi se promène sur la ter rasse avec Bazaine et le colonel Willette. Ils font même une

causerie sur le banc qui est à l'aplomb du mur du petit pont par où on entre chez le détenu et qui jouera un rôle au procès. Bientôt le colonel engage l'ex-maréchal à rentrer, en lui faisant remarquer que lui-même doit partir le lendemain de bonne heure. Le directeur leur souhaite le bonsoir et les voit rentrer dans leur appartement.

Rien de suspect ne se manifeste nulle part. Il se retire l'esprit en repos et la conscience tranquille.

Le 10 août, dès le matin, un matelot est introduit auprès de Marchi. Il vient lui réclamer une embarcation louée la veille au soir, par madame Bazaine et son neveu, à Marius Rocca, à la pointe de la Croisette. La locataire a remis un louis au propriétaire en déclarant qu'il pouvait se dispenser de les accompagner son frère et elle. Depuis lors, on ne les a point revus, non plus que l'embarcation. Le directeur s'étonne, s'inquiète. La maréchale serait revenue et il n'en saurait rien ? Voilà qui est extraordinaire ! Il est neuf heures du matin. Rien ne remue dans le logement du détenu. Marchi s'en va frapper à la porte de Bazaine. Il rencontre le gardien-chef qui lui dit que le maréchal repose encore parce qu'il s'est levé de bonne heure pour faire ses adieux au colonel Willette.

Croyant que le gardien-chef a vu son prisonnier, le directeur se retire dans son bureau. Quelque temps plus tard le gardien-chef, la mine effarée, vient l'y rejoindre en s'écriant :

— La farce est jouée ! Le prisonnier s'est évadé.

— Vous ne l'avez donc pas vu ce matin ?

— Non, monsieur le directeur.

— Misérable ! Vous m'avez trompé.

Affolé, Marchi court précipitamment à la détention. Il entre dans le logement de Bazaine et va droit à la chambre à coucher. Il y constate que la couverture est faite et que la chemise de nuit s'étale sur le lit. Mais ce lit n'a pas été occupé de la nuit. Le prisonnier ne s'est pas couché.

Tout de suite il fait mander le capitaine du détachement avec l'aide duquel il commence une enquête sommaire. Leurs premières recherches leur font découvrir une jumelle derrière le parapet Nord, puis une longue corde au pied du rempart. Cette corde est tachée de sang. Elle est en chanvre usagé et compte 25 nœuds, distants de 0 m. 50 chacun. A cet endroit la hau-

teur au-dessus de la mer est de 12 mètres du parapet aux rochers et de 10 mètres à pic jusqu'au niveau de l'eau. La descente a pu être effectuée en deux fois, en prenant pied au milieu.

La suite de leur enquête leur permet rapidement de se rendre compte de ce qui doit s'être passé. Marchi s'empresse de télégraphier à son Ministre :

10 août 1874.

Directeur Sainte-Marguerite à Intérieur, Paris.

Le prisonnier s'est évadé la nuit dernière. Le coup a été certainement fait par M. le colonel Willette qui a quitté Sainte-Marguerite ce matin. Le prisonnier est passé sous les yeux du factionnaire, après avoir ouvert sa fenêtre. L'ex-maréchal, selon probabilités, s'est dirigé vers l'Italie et a été aidé par une femme et un monsieur que je soupçonne être madame Bazaine et M. Rulle.

Après quoi il se rend à Nice pour informer le Préfet des Alpes-Maritimes de l'événement et revient à son poste vers sept heures du soir.

Quand on apprit la fuite de Bazaine, ce fut dans la France entière une stupeur rapidement suivie d'incrédulité quant aux circonstances de l'évasion. Beaucoup de gens accusèrent le gouvernement de complicité et de complaisance. Quant aux habitants du pays, ils n'hésitèrent pas à proclamer leur conviction : on lui a ouvert la porte.

Dans la nuit même de son retour, le malheureux directeur voyait commencer la série des ennuis et des déboires qui allaient le conduire sur les bancs de la Correctionnelle. A onze heures on venait le réveiller pour lui annoncer l'arrivée au fort d'une escouade de gendarmerie.

Le lendemain arrivaient successivement M. Raymond, avocat général à Aix, chargé de l'instruction par le Ministère, M. Tappié, procureur de la République à Grasse, et Verani, juge d'instruction au même siège, un chef de bataillon et un lieutenant de gendarmerie, le général Lewal, et enfin M. de Villeneuve-Bargemon, le préfet du département.

A tous les chefs de Parquet et commandants de gendarmerie de France, le procureur de la République télégraphie

pour les aviser de l'évasion, et ordonner l'arrestation du colonel Willette. Puis il ajoute :

Voici le signalement de l'ex-maréchal : taille 1 m. 70, gros, soixante-cinq ans, cheveux grisonnants et courts, front petit.

Signalement de madame Bazaine : petite, très brune, de vingt à trente ans, traits réguliers.

Rulle est un homme grand, jeune, bouche grande, lèvres grosses, très brun. M'adresser à Cannes tous les renseignements.

Il était trop tard ! Exception faite pour le colonel Willette, les oiseaux étaient envolés.

Arrivant à Marseille à deux heures de l'après-midi, ce dernier se faisait servir au buffet un plat de flageolets et une côtelette. Guetté par M. Giacometti, commissaire spécial du chemin de fer, comme il soldait l'addition et se disposait à continuer sur Paris, il fut arrêté.

Après avoir demandé, et obtenu, la permission de télégraphier à sa femme, il fut conduit en coupé au fort Saint-Nicolas, où on l'interna dans la chambre 31 en attendant son transfert à Grasse. Accourue dès la nouvelle de son arrestation, sa femme ne put être admise à le voir, car il était au secret. Toute la journée ce fut une série d'enquêtes et d'interrogatoires. Parallèlement à l'enquête judiciaire, le général Lewal en menait une autre pour le compte de l'autorité militaire.

Deux télégrammes chiffrés vont nous fixer sur les divergences d'opinions qui en résultèrent :

Nice 12 *août* 1874. — Général Lewal à Ministre Guerre.

L'enquête se poursuit. Il y a des points difficiles à fixer. Après une expérience faite devant nous par un officier du IIIe, je persiste à penser que Bazaine ne s'est pas évadé au moyen de la corde trouvée, mais très probablement par la poterne dont le directeur seul avait la clef. Les plus graves soupçons pèsent sur lui, et il se disculpe mal [1]...

Et cet autre du lendemain.

Nice 13 *août*. — Préfet à Ministre Intérieur.

... Je me suis convaincu que l'ex-maréchal s'est évadé dimanche soir entre 9 heures et demie et 10 heures, en descendant par une corde à nœuds. Cette tentative d'évasion était très téméraire [2]...

1. Archives du Ministère de l'Intérieur.
2. Archives du Ministère de l'Intérieur.

Accusé d'une complicité qu'il repoussait de toutes ses forces, le gouvernement tenait à sévir pour se dégager. Il y tenait sans doute d'autant plus qu'il ne devait pas être sans se rendre compte queses trop nombreuses complaisances pouvaient avoir facilité l'évasion et que son double jeu le mettait en mauvaise posture. Aussi, le soir vers quatre heures, Marchi et les gardiens sont arrêtés. Les chaînes aux mains, on les enferme dans l'ancienne prison du Masque de fer. Et le 12 août on pouvait lire dans le *Journal Officiel* :

Dans la nuit du 9 au 10 août l'ex-maréchal Bazaine s'est évadé de la maison de détention de Sainte-Marguerite.

Le gouvernement a prescrit une enquête. Ceux qui auraient procuré ou facilité l'évasion seront punis conformément aux lois.

Pendant ce temps Bazaine, qui était arrivé à bord du vapeur italien *Barone-Ricasoli*, un panier à la main, faisait le voyage en seconde classe comme domestique de sa femme. Elle voyageait avec son neveu, sous le nom de duc et duchesse de Révilla, et avait loué ce petit vapeur à la compagnie Génoise Gerano Danovaro. A midi ils débarquaient à Gênes, le 11 août, et prenaient le train Turin-Bâle pour se rendre à Cologne. Dans cette dernière ville le général Kemmer, son principal adversaire, le 1er septembre 1870, à la bataille de Sainte-Barbe, rendit visite en tenue à Bazaine et le salua du titre de Maréchal.

Bazaine n'avait pas manqué d'aller à Arenenberg afin de présenter ses hommages à l'ex-Impératrice et au prince Impérial. Il paraît qu'il ne reçut pas l'accueil auquel il s'attendait.

Dès le 11 août, son frère Dominique avait écrit au *Figaro* une lettre réfutant les allégations d'un journal du soir. Il y protestait avec énergie que « jamais le Maréchal n'a donné sa parole de ne point s'évader du fort de Sainte-Marguerite ».

Et plus tard, quand Marchi, dans sa brochure défensive, reviendra sur cette question du serment, Bazaine écrira à son frère :

Madrid, 31 mars 1883.

Frère chéri,

... L'article est rédigé dans un mauvais esprit et, en outre, la plupart des faits qu'il signale sont faux. Je n'ai jamais donné ma parole de ne pas m'évader, et la terrasse où je me promenais était

entourée de sentinelles. J'avais fait dire par Marchi au Ministre de l'Intérieur que, si on me laissait promener dans l'île, je donnerais ma parole de ne rien tenter. Il n'y a jamais eu d'autre promesse de faite [1]...

Depuis l'évasion ce n'était plus seulement le fort, mais l'île tout entière dont la visite était interdite aux excursionnistes. Aussi la population ne cessait-elle de maugréer contre le tort causé à son commerce par cette défense qui éloignait de son rivage tous les curieux des deux mondes, pour lesquels la visite de la cellule du Masque-de-Fer est une halte obligatoire !

Les langues s'étant déliées, on apprit que, le soir de l'évasion, à la pointe du Masque-de-Fer, située sur la Croisette juste en face de l'île, une vieille femme avait été interrogée par un couple qu'elle prit pour des amoureux en quête de promenade sentimentale. Ils lui avaient demandé à qui s'adresser pour la location d'une barque ? Renvoyés par elle à M. Bernard, marchand d'huiles à Cannes, celui-ci leur exposait qu'il ne pouvait satisfaire leur désir. Il les adressait à un pêcheur du nom de Marius Rocca, avec qui ils firent affaire en lui donnant un louis sans vouloir recevoir de monnaie parce qu'il pouvait leur arriver de garder la barque trop longtemps.

Comme ils s'éloignaient à l'aviron, M. Bernard instruisit Rocca du nom de la dame qu'il avait très bien reconnue. Enchanté, le pêcheur ne s'inquiéta que le lendemain de ne pas avoir vu revenir sa barque qu'il supposait gardée dans l'île. Elle fut retrouvée le même jour. en dérive beaucoup plus loin.

Le 19 août, madame Bazaine elle-même, interrogée à Spa par un journaliste parisien, donnait de l'évasion un récit mélodramatique auquel rien ne manque de ce qui peut en relever l'intérêt ! En même temps elle écrivait au Ministre de l'Intérieur une lettre dont l'objet principal semblait être de mettre hors de cause le colonel Willette. Voici le passage qui a trait directement à l'évasion :

... Le capitaine, au moment d'aller faire viser sa patente au golfe Juan, nous a demandé où nous voulions aller et à quelle heure ? Nous lui avons répondu : nous allons dans une villa tout près d'ici,

1. Lettre inédite.

ramener un domestique et peut-être une femme de chambre, et repartirons la nuit pour Nice vers minuit, comptant revenir lundi si le Maréchal n'avait pu descendre le dimanche. A 7 heures et demie, nous avons quitté le bateau dans un canot du bord et nous nous sommes fait débarquer près de la Croisette, afin de ne pas compromettre les matelots du bord. Là, nous avons gagné la Croisette à pied, où nous avons loué une barque pour faire une promenade. La mer étant très mauvaise, et sachant à peine l'un et l'autre ramer, nous ne sommes arrivés au pied du fort (face Saint Juan) qu'entre 9 heures et demie et 10 heures. Là, nous avons *vu* descendre le Maréchal par la corde, et pour lui indiquer où était la barque, nous avons frotté une allumette. Le Maréchal a immédiatement répondu par une allumette aussi, pour nous indiquer à quel point il en était de sa descente, et peu après il s'est jeté à la mer pour gagner la barque dans laquelle mon neveu l'a fait monter; le Maréchal était contusionné et ses forces étaient à bout. Nous avons été ensuite tous les trois à la recherche du canot du bord qui devait nous attendre à l'endroit où nous l'avions laissé. Après l'avoir retrouvé, en surmontant de grandes difficultés, nous avons changé de canot, faisant remettre l'autre sur la côte par un des matelots. Une fois arrivés à bord, nous avons donné, mon neveu et moi, l'ordre au capitaine, qu'il fallait réveiller parce qu'il était une heure du matin, de faire route immédiatement sur Gênes, où nous sommes débarqués le 10 août à onze heures du matin.

Voici la vérité, monsieur le Ministre,

Je vous salue.

BAZAINE

Et maintenant méditons ce passage d'un article envoyé au *Daily Telegraph* par son correspondant, à l'issue d'une visite à Sainte-Marguerite, dès le 8 février !

Si quelqu'un voulait s'échapper de cet endroit, cela serait fort facile. En regardant par-dessus les créneaux, la descente jusqu'à la mer serait très facile et pourrait être opérée sans grand effort, et une barque attendant au pied de la falaise pourrait, à la nuit, aisément enlever le prisonnier.

Sans doute ! Mais qui nous dira la manière dont a vraiment eu lieu l'évasion de Bazaine ?

G. DE RAULIN

LES LETTRES ET LA VIE

« ... Il n'en est plus de même aujourd'hui pour les études et les écrits relatifs à la campagne de 1914-1918 qui, jusqu'au moment où les archives nationales auront été publiées, ne peuvent être basés que sur des documents personnels presque toujours incomplets ou sur des souvenirs insuffisamment contrôlés n'offrant pas toutes les garanties d'exactitude désirable. Le moins qu'on en puisse dire — et c'est déjà trop — c'est que leur impartialité doit être mise en doute et qu'à tort ou à raison on peut voir dans tout écrit de ce genre des préoccupations d'ordre personnel. »

Ainsi s'exprime l'exposé des motifs du décret en date du 1er mai enjoignant aux officiers sous les drapeaux (active ou réserve) de soumettre désormais leurs écrits à l'approbation de l'autorité militaire. Et « le moins qu'on puisse dire » de cet exposé, c'est que, fond et forme, il n'est pas de bronze.

D'abord, n'y a-t-il pas quelque chose de tendancieux à accuser en bloc d'inexactitude et de préoccupations personnelles les souvenirs de tous les combattants, surtout si l'on fait précéder l'accusation de cette réserve évasive : « à tort ou à raison »? Mieux eût valu, en tout cas, ne pas laisser à l'autorité militaire cette latitude de se prononcer à tort.

Puis, de quels principes s'inspirera-t-on pour accorder ou refuser l'*imprimatur*? Où commence la partialité et où l'impartialité cesse-t-elle? A quoi se reconnaît la préoccupation d'ordre personnel et comment la discerner de la sincérité? Par quels moyens, en pleine paix, du fond d'un bureau, con-

tester les souvenirs d'un combattant, tout palpitants des impressions vécues et tout imprégnés de la bataille? En prêtant même aux arbitres la sagesse d'Haround-Al-Raschid, la compétence de Minos, la vertu d'Eaque et le flegme de Rhadamante, on voit encore les mille injustices où le décret risque de les entraîner...

A vrai dire, la décision ministérielle ne tente rien moins qu'une révolution complète des règles admises jusqu'ici dans l'art d'écrire l'histoire.

Ne devront compter pour l'historien futur de la guerre que les pièces des archives nationales, seuls témoignages authentiques et dignes de foi. Quant au reste, carnets de combattants, souvenirs du front, mémoires d'officiers subalternes ou supérieurs ou même généraux, au panier, à la hotte ! Documents suspects en principe et doublement à rejeter quand ils contrediront les pièces officielles.

En un mot, au lieu de l'Histoire libre, impartiale, puisant à toutes sources, écoutant toutes voix, que l'on nous avait appris à aimer et à respecter, l'Histoire en grande tenue, l'Histoire en service commandé, le regard à vingt pas et le petit doigt sur la couture du pantalon.

C'est évidemment une conception. Mais quel accueil recevra-t-elle des intéressés, des historiens, du public lettré? Je ne jurerais pas qu'il sera favorable.

Lisez plutôt ces lignes tirées d'un ouvrage récent et qui semblent répondre d'avance au décret d'hier. L'auteur, un sous-lieutenant, vient de constater les contradictions manifestes entre la façon dont certaine pièce officielle relate un des plus poignants épisodes de la guerre et la façon dont les faits se sont passés en réalité. Puis il s'écrie :

« Voilà comment on écrira l'histoire dans cinquante ans, quand, les témoins étant morts, les historiens consciencieux, désireux de remonter aux bonnes sources, liront les Archives de lÉ'tat-Major ! Crions-leur tout de suite : « Casse-cou ! » Mettons-les en garde contre cette vaste entreprise d'atténuation de la vérité que j'ai vue s'accomplir jour à jour, sous mes yeux. Et s'ils n'en tiennent pas compte, ils nous feront douter de l'histoire entière. Quand je vois un historien aussi averti que Louis Madelin consulter gravement les archives officielles,

se faire remettre et ouvrir avec un saint respect les registres du G. Q. G., bien plus, y croire aveuglément sans essayer de les contrôler, de les critiquer par des témoignages ou simplement par les comptes rendus des comités secrets qui ont une valeur certaine puisque, le ministre de la Guerre y assistant, la contre-partie existe, je ne peux m'empêcher d'être déçu. Louis Madelin se console peut-être en se disant qu'il fait une œuvre utile à la France. Il se trompe, c'est la vérité seule qui est utile au pays ; quand il verra les mêmes erreurs se reproduire, peut-être regrettera-t-il sa fidélité et son esprit d'obéissance. »

Mais, me demanderez-vous tout de suite, quel est donc ce protestataire? D'où prend-il le droit de parler si fort? Quelles « garanties d'exactitude » offre-t-il? Un sous-lieutenant, juger avec cette désinvolture les rapports des grands chefs ! Officier de troupe, qu'a-t-il pu savoir de l'ensemble des opérations? Officier d'état-major, est-ce par-ci par-là un « papelard » un peu maquillé, un peu enjolivé par le troisième bureau de la division et du corps d'armée, qui l'autorise à jeter ainsi la suspicion sur la totalité de nos archives de guerre? Et si même la pièce qu'il chicane émanait du commandement suprême, la preuve que cette pièce, fût-ce au prix de quelques inexactitudes apparentes, ne présentait pas cette synthèse qui constitue la vérité historique — cette vérité supérieure qui, en bas, se perd, s'émiette, s'évanouit dans la menuaille des actions isolées, et qui ne peut se saisir clairement qu'en haut, au point d'où tout partait et où tout aboutissait : c'est-à-dire au Grand Quartier Général des armées.

D'accord, absolument d'accord. Pourtant ne vous excitez pas à votre triomphe, car précisément la citation ci-dessus est extraite d'un ouvrage qui nous décrit le Grand Quartier durant la guerre, sous ce titre aussi pittoresque que militaire : *G. Q. G. Secteur 1*[1] ; et l'auteur n'est autre qu'un officier affilié à cet organisme : le sous-lieutenant Jean de Pierrefeu.

***

Vous imaginez bien que je n'entreprendrai pas de discuter au point de vue militaire les deux volumes de M. de Pierrefeu.

1. Edition Française Illustrée.

Je laisserai ce soin aux spécialistes-stratèges, dont pendant cinq ans nous avons été à même d'apprécier chaque jour le savoir et la clairvoyance. Ici ce ne sont que les qualités littéraires des ouvrages qui nous occupent. Et dans l'ouvrage en question, elles sont d'ailleurs assez remarquables et assez variées pour nous laisser encore beaucoup à dire.

Mais, au fait, que je vous présente l'auteur, si, par hasard, vous ne le connaissiez pas.

Comme militaire d'abord. États de services aussi brillants que brefs. Blessé au début de la campagne, versé dans l'auxiliaire, M. de Pierrefeu, en 1915, a été affecté au G. Q. G. pour y rédiger le communiqué. Affectation qu'il conserva jusqu'à la clôture des hostilités et qui lui permit, durant quatre ans, de s'initier quotidiennement aux rouages de la Maison suprême.

En tant qu'écrivain, son cas est plus complexe et mériterait toute une étude. Avant la guerre, comme journaliste, il s'était distingué dans presque toutes les rubriques de la partie : chronique, critique dramatique et principalement critique littéraire. Depuis la guerre, il s'est révélé historien, publiant coup sur coup deux petits volumes sur la *Dernière bataille de la Marne* et sur l'*Offensive du* 16 *avril*, véritables modèles de précision et de mouvement. Demain il nous donnerait un roman excellent ou une pièce de théâtre accomplie, qu'il n'y aurait pas à s'étonner. Essentiellement un littérateur qu'on sent apte à toutes les catégories de la littérature.

Il a une forte culture, un style alerte et aigu. Il a l'abondance, la facilité, la verve — et leur parure : l'élégance. Mais tous ces dons ne le caractérisent qu'à demi. Je verrais pour lui cette définition : c'est un tempérament, une nature, dont son nom même semble l'expression. Pas de sentiment, pas de sensation, pas d'idée qui le frôle sans qu'il ne rende des étincelles. Il n'écrira jamais rien de froid ni de sang-froid : toujours de la chaleur et toujours de l'élan. Il m'a comparé à Fontenelle. Je serai plus gentil : je le comparerai à Diderot.

Seulement, à l'inverse du grand encyclopédiste, M. de Pierrefeu ne me paraît guère homme à se cantonner, sa vie entière, au service d'une foi unique. Silex assurément, mais aussi amadou, son cerveau réalise une sorte de briquet com-

plet. Il répondra à tous les chocs mais prendra feu aux flammes qu'il jette. Ainsi, avant la guerre, rien de plus primesautier, de plus abandonné, et, au sens propre du mot, de plus déréglé que la critique littéraire de M. de Pierrefeu. Sa fougue se laissait négligemment emballer aux pentes de la sensibilité, des impressions, des prédilections de l'heure. C'était la critique de l'honnête homme, du fin lettré qui n'écoute d'autres voix que celles de son goût, de son instinct. Depuis la guerre, une rencontre : il s'est heurté sur sa route à la Doctrine. Et ce fut aussitôt un nouveau béguin. Il veut maintenant des règles, des principes, et, comme jadis Brunetière parlant de Lemaître, dans toute critique libérée des dogmes il ne voit plus que « doctes gamineries ». Ne vous fiez pourtant pas trop à ce brusque dogmatisme. Que ce soir, en passant, la Fantaisie lui refasse un petit signe, vous reverrez peut-être M. de Pierrefeu fulgurer pour elle d'un regain de passion et s'élancer à sa poursuite, plantant là préceptes et systèmes. En réalité, son inflammabilité d'esprit l'exposera toujours aux chiquenaudes de toutes les idées, fût-ce les plus adverses. La rondelle tourne, l'étincelle jaillit et revoilà l'amadou de M. de Pierrefeu en feu...

Singulier témoin, singulier peintre pour le G. Q. G., allez-vous penser en évoquant les qualités primordiales que l'Histoire exige de ses adeptes : impassibilité, neutralité, frigidité. Et c'est là votre erreur, car justement M. de Pierrefeu ne dut le succès de son entreprise qu'au contraire de toutes ces qualités.

Le sujet était important mais délicat, scabreux, et chaque façon de le traiter exposait à d'égales embûches. On pouvait y procéder en libertaire, en anarchiste, d'un pinceau trempé de noir et chargé d'antimilitarisme ; et c'était la caricature, le pamphlet, la calomnie — le portrait taré de partialité. Ou bien au contraire, timidement, en accumulant les sages demi-teintes, les indulgentes retouches, le pastel qui ménage et le fard qui rafistole ; et c'était la fade grisaille ou la banale chromo. Ou bien essayer une mixture des deux manières, la douceur alternant avec l'âpreté, la révolte esifant des concessions au tact. Et ainsi de suite...

M. de Pierrefeu n'a pas tant calculé. Avec son ardeur native il y est allé bon jeu bon argent, sans évaluer avantages ni risques, jetant dans l'aventure tous ses capitaux de cœur et d'esprit, laissant faire à leur guise sa sensibilité, son intelligence, sa colère, son ironie.

Et le résultat de ces imprudences, ç'a été un des livres les plus passionnants, les plus amusants, les plus vivants — M. de Pierrefeu me pardonnera cette épithète — qu'ait produits la guerre.

Je vous ai dit, chez l'auteur, sa faculté de brûler continuellement des sentiments les plus opposés, aversion, sympathie, tendresse, bienveillance, malice, indignation, souvent envers le même objet et toujours selon le heurt qu'il en a reçu. Voyez les heureux effets de cette sensibilité protéiforme dans le tableau qu'il nous trace du G. Q. G. Jamais la distribution constante de pommade et jamais non plus le fiel à jet continu. L'une ou l'autre, seulement quand il faut, quand cela se présente, quand le peintre éprouve le besoin de les dispenser.

Quelles pages plus sévères, par exemple, que celles consacrées par M. de Pierrefeu à la morgue, aux préjugés, à l'esprit de caste, voire aux puérilités des brevetés? Mais l'instant d'après, voyant en action ce troisième bureau, cible permanente de ses moqueries, ces Jeunes-Turcs, bêtes noires de sa raison et de sa fierté, soudain il saisit l'importance immense de leur labeur, la grandeur de leur foi combative, tout ce que leur devra la France, tout ce qu'ils ont fait pour la victoire, et ce sera sur notre grand État-Major les lignes les plus chaleureuses qu'il ait inspirées.

Ou bien le contraire : le portrait de tel grand chef qui se profile sous les couleurs les plus agréables, dans la posture la plus favorable, un héros à la Plutarque ; puis crac, une faiblesse, une petitesse ; l'étincelle part, M. de Pierrefeu ne peut se garer, et le Bonnat s'achève en Forain.

Et dans les peintures d'ensemble sa franchise, sa spontanéité donneront le même relief.

Dès le premier jour, comme M. Marcel Boulenger (qui soit dit en passant vient d'obtenir, à l'applaudissement de tous les lettrés, le prix Stendhal), dès le premier jour M. de Pierrefeu

a senti combien Chantilly se rapprochait de l'ancien Versailles par les mœurs de cour royale qui régnaient au démocratique G. Q. G.

Là-dessus donc il sera intarissable en croquis de la plus piquante venue. Rivalités entre états-majors, entre bureaux, entre grands chefs, ceux de Joffre contre ceux de Castelnau, ceux de Nivelle contre ceux de Joffre, ceux de Pétain contre ceux de Nivelle, ceux du troisième contre ceux du deuxième, les questions de rang, les questions de logement, d'étage, d'influences, rien n'échappe à sa bonne humeur ou même parfois à ses rancunes bureaucratiques. Moins du Saint-Simon que du La Bruyère, mais un La Bruyère qui ne voudrait plus être peuple, et qu'aurait même gagné peu à peu la contagion des petits travers qu'il raille.

Mais cette cour n'est pas qu'une réunion de vaniteux ou d'oisifs exclusivement penchés sur des vétilles de préséances. C'est surtout, avant tout, la grande machine à faire la guerre, la grande usine à fabriquer la victoire. Et après la comédie des instants de répit que nous retraçait M. de Pierrefeu, à certaines minutes graves, voici dans tous ces ateliers de bataille la tragédie que l'auteur nous montre...

Lui-même d'ailleurs, à son insu ou de plein gré, il demeure toujours en scène. Il semble qu'on le voie, à chaque page, en personne, grimpant les escaliers, courant les bureaux, regardant, furetant, enfiévré de curiosité et de lutte, s'exaspérant de certaines funestes niaiseries, s'enthousiasmant pour tels nobles traits, agacé par les uns, charmé par les autres, jamais ataraxique, jamais indifférent... Ah ! durant ces cinq ans, là-bas, il s'en est fait de la bile et il s'en est fait aussi du bon sang !

Je songe en quittant avec regret son livre au rêve de tant de romanciers : s'abstraire de son œuvre, dresser d'autres personnages que soi, n'écrire qu'objectivement, produire non des confessions mais des créations.

Qui sait si souvent ce rève n'est pas resté une chimère? Qui sait si les œuvres les plus humaines, c'est-à-dire les plus durables, ne seront pas celles où l'auteur s'est ingénument, totalement livré?

En ce cas les destinées du *G. Q. G. Secteur 1* s'annonceraient bien belles. Car sur notre Grand-Quartier on écrira sans

doute, par la suite, des ouvrages plus savants, plus doctrinaires, plus techniques. Mais je doute qu'on en écrive d'aussi humains.

*
* *

Cette quinzaine aura d'ailleurs été celle du G. Q. G., puisque peu de jours après l'apparition du livre du sous-lieutenant de Pierrefeu, l'Académie procédait à la réception d'un autre officier de la maison, le capitaine d'É.-M. Henry Bordeaux, auteur d'ouvrages militaires estimés et en outre romancier plus que notoire.

M. Henry Bordeaux succédait à Jules Lemaître. Il m'a semblé que, dans le portrait qu'il nous a tracé de l'illustre critique, la tendresse l'emportait sur l'ingéniosité, et que de son œuvre il nous a donné moins la savoureuse substance qu'une minutieuse table des matières.

M. Henri de Régnier, qui répondait au récipiendaire, lui a accordé des éloges fermes et modérés auxquels tout le monde s'associera. Les saines idées qui se font jour dans les romans de M. Henry Bordeaux ne suffiraient pas, à elles seules, pour expliquer l'énorme clientèle qui est son lot. Un romancier honnête s'il n'a à son avantage que les bons principes n'obtiendra que des tirages restreints. Pour atteindre au delà, pour gagner le grand public, il faut chez lui l'accord de la vertu et de certains dons d'invention et de narration. Ce qui fut le cas pour M. Henry Bordeaux.

Sur Jules Lemaître, M. de Régnier n'a pas ajouté beaucoup à ce que nous en savions déjà. Néanmoins, dans son discours, une remarque d'ordre général me semble particulièrement à retenir pour sa justesse et sa portée :

« C'est dans la critique que Jules Lemaître a réalisé cette œuvre par laquelle survit un écrivain. Là, il est admirable et original... Cependant, si haut que nous placions son œuvre critique, ne négligeons pas ses autres écrits. Seuls ils ne lui eussent pas acquis le rang qu'il occupe dans les lettres, mais n'apportent-ils pas à sa critique même la force et l'autorité de l'expérience littéraire qu'il leur doit ? Que Lemaître juge d'un poème, d'un roman, d'une pièce de théâtre, *nous aimons qu'il ait été poète, romancier, dramaturge, qu'il ait pratiqué lui-*

même les arts dont il raisonne, cela nous donne en lui une confiance particulière, sans pourtant que nous fassions de cette participation, effective ou non, un argument pour étendre ou restreindre la critique et pour élargir ou limiter son domaine. Nul ne pense à reprocher à un Brunetière qu'il n'aît pas écrit de vers, à un Faguet qu'il n'ait pas écrit de romans, *mais il ne nous déplaît pas qu'un Lemaître puisse ajouter à sa compétence intellectuelle cette sorte de familiarité technique* qui n'est pas un appoint à négliger si l'on cherche à définir les caractéristiques de son talent. »

Autrement dit, en langage courant : pour juger d'un art, pour y pratiquer la critique, rien de tel que d'être du bâtiment. Cette vérité première, vous vous rappelez peut-être que, depuis deux ans, je n'ai cessé de vous la chanter sur tous les tons. Je suis heureux de la retrouver dans la bouche de M. de Régnier, mais je n'en suis pas surpris, puisqu'elle résume l'opinion secrète ou avouée que professent sur la critique tous les poètes, tous les romanciers, tous les dramaturges, et que, de Baudelaire à Verlaine, à Huysmans et Becque, il n'est pas une génération qui ne l'ait justifiée en fait.

Brillante quinzaine donc pour le G. Q. G. Mais non moins brillante pour le roman.

En dehors du prix Stendhal, si bien adapté au nerveux et subtil talent de l'auteur de la *Cour*, c'est encore au roman que sont allées les deux plus grosses timbales académiques de l'année.

M. Edmond Jaloux, déjà couronné par la *Vie Heureuse* et par l'Académie, a poursuivi son heureuse carrière de romancier-lauréat en obtenant le *Grand Prix de Littérature*. Nos lecteurs, ne serait-ce que par *Fumées dans la campagne*, connaissent toute la finesse du talent de M. Jaloux, toutes ses qualités de sobre émotion. Ils applaudiront comme tous les lettrés à cette nouvelle couronne récompensant si justement une carrière si distinguée et si pleine.

Enfin c'est à un romancier qu'est échu, bien entendu, le *Grand Prix du Roman* : à madame André Corthis. Ici encore les longs commentaires seraient superflus, car vous n'avez certainement pas oublié le beau roman de madame Corthis, publié dans notre Revue : *le Pardon prématuré*, vous aurez

sans doute lu, depuis, le charmant et récent livre de l'auteur *Pour moi seule* et, par *Gemmes et Moires*, vous savez de quel délicat poète se double la lauréate.

Par contre, ce qui cette fois, comme toujours, m'a frappé, c'est le quasi-silence et la quasi-indifférence dont, dans la presse comme dans le public, on a accueilli ces flatteuses distinctions. J'avais déjà noté pareille apathie quand, il y a une dizaine d'années, l'Académie fit à un de mes amis l'honneur et la surprise de son plus important prix littéraire d'alors. Je m'attendais pour lui à un déluge de félicitations, à un débordement de publicité louangeuse ou malveillante. A ma stupeur, l'opinion ne parut pas plus s'émouvoir que si les « villégiatures » avaient annoncé son départ pour La Bourboule ou pour Veules-les-Roses. Tout juste si deux ou trois intimes lui adressèrent quelques compliments distraits. Le reste de l'univers semblait ignorer l'insigne faveur dont il venait d'être l'objet. J'en finis même par attribuer à l'envie une froideur si invraisemblable ; et il fallut la suite des années pour m'apprendre que mon ami n'avait fait que subir le sort commun de tous les lauréats académiques.

Curieux mystère ! Quand le prix Goncourt, pendant des semaines, soulève dans le monde littéraire des tempêtes dignes de l'équinoxe, quand les moindres lauriers provenant des moindres périodiques, mettent sens dessus dessous cénacles, librairies, gazettes, aux Grands Prix de l'Académie nul écho qui réponde, pas un bateau qui bouge, pas un falot. Nos Immortels ont beau décupler les sommes qu'ils allouent, ils ont beau accoler l'épithète retentissante de « grand » aux prix qu'ils accordent, cela ne fait pas plus de bruit qu'une pièce de deux sous tombant dans le gobelet de l'aveugle du pont des Arts. Et pourtant, jamais le prestige littéraire et social de l'Académie ne fut plus puissant qu'à l'heure actuelle ! Jamais sa Coupole n'exerça plus impérieuse fascination sur les littérateurs, les politiciens, et autres plus ou moins idoines ! Vous m'avouerez, c'est là une anomalie étrange et à laquelle il conviendrait de remédier sans retard.

Comment ramener sur ces hautes récompenses l'attention et l'intérêt du public? Par des candidatures ingénieusement contre-opposées, d'adroits simulacres de polémiques, des affi-

ches lumineuses, des hommes-sandwichs? Je ne sais pas. Mais sûrement il y a quelque chose à faire.

***

Parmi la cinquantaine de romans parus durant le mois — je dis cinquante, c'est peut-être cent — et que leur tour d'ancienneté eût ajournés ici à Août ou Septembre (tant, avant eux, il y en a d'autres qui attendent), il en est cependant trois auxquels vous me permettrez d'accorder aujourd'hui un tour de faveur en raison des sujets qu'ils traitent : la jeune fille et l'amitié.

Ce ne sont certes pas là des sujets bien exceptionnels. Ce sont pourtant des sujets que le roman aborde si rarement qu'on se demande les raisons qui en écartent les romanciers.

Envers l'amitié, cette négligence s'expliquerait encore. Si l'amitié n'est pas uniquement « la société, le ménagement réciproque d'intérêts, et l'échange de bons offices » que nous peint La Rochefoucauld, elle n'en forme pas moins, dans l'ordinaire de l'existence, un sentiment placide, exempt de romanesque et prêtant donc peu aux essors de l'imagination.

Mais qui en dirait autant de la jeune fille, créature neuve et en voie de formation, âme provisoire et à la recherche d'elle-même, attachée encore à l'enfance par l'ingénuité et les ignorances, attirée par les instincts vers tout l'inconnu et tout le troublant de la vie, embryon d'épouse, embryon de mère, embryon d'amante? Quel champ d'opérations au contraire pour le psychologue qui pourra y capter dans leur source les premiers jaillissements du cœur féminin, y saisir en germe toute la femme de demain ! Et cependant combien peu s'avisent de tant de richesses à leur portée !

Est-ce cet esprit de mimétisme et ce goût du profit immédiat, qui, en littérature comme ailleurs, poussent la masse vers des régions déjà explorées? Est-ce paresse qui recule devant la difficulté des prospections nouvelles et l'incertain de leur rendement? Ou bien encore le tempérament masculin qui, souvent, à l'acidité ou à l'insipidité du fruit vert, préfère la pleine saveur du fruit au parfait degré de maturité?

Toujours est-il que, dans notre littérature, par rapport à

la part de la femme, celle de la jeune fille demeure infime.

Au théâtre, il y a trois siècles, un drame sentimental a mis aux prises un grand auteur avec la jeune fille. Il en est résulté cette transposition fameuse : Agnès. Et depuis lors, ç'a été le modèle-type, adopté une fois pour toutes, recopié, à des milliers d'exemplaires, par tous les dramaturges comiques ou autres. Et ce ne sera qu'après l'arrivée d'Ibsen, avec ses Walkures scandinaves, que l'on rencontrera sur notre scène chez Paul Hervieu, M. de Curel, M. Henry Bataille, des jeunes filles un peu différentes de l'ingénue réglementaire.

Dans le roman, presque les mêmes phénomènes. Les œuvres ayant pour héroïne centrale et principale la jeune fille se comptent. On citera de Stendhal *Armance* puis Mathilde la Môle. Balzac nous apporte *Eugénie Grandet*, *Pierrette*, *Ursule Mirouet*, *Modeste Mignon*. Mais ce sont moins des études de jeunes filles que des études de jeunes provinciales. Après lui, sauf l'Hermangarde de la *Vieille Maîtresse*, plus trace de silhouettes intéressantes. Car je ne suppose pas que vous trouviez beaucoup d'humanité soit à la toute théorique *Mademoiselle de Quintinie*, soit aux conventielles Sibylles et autres Julia de Trécœur d'Octave Feuillet.

Désormais, dans les romans, des jeunes filles de-ci de-là, plus ou moins vraies, plus ou moins heureusement venues, mais toujours personnages de second plan, se contentant de figurer dans l'action plus qu'elles ne la dominent. Et il faudra attendre jusqu'à *Fort comme la Mort* de Maupassant, pour que le roman nous offre un caractère de jeune fille, étudiée comme telle et comme telle fixant notre souvenir.

Il était donc fatal que le premier romancier de talent qui, littérairement parlant, s'attaquerait à la jeune fille et en ferait l'objet d'études sympathiques et suivies, non seulement attirerait une clientèle considérable, mais encore se créerait une véritable spécialité.

C'est en fait ce qui s'est produit pour M. Marcel Prévost. Quelle que soit l'importance ou sentimentale ou morale de romans comme *le Scorpion*, *l'Automne d'une femme*, *la Confession d'un amant*, les *Moloch*, M. Marcel Prévost reste avant tout dans le public et restera probablement dans l'histoire littéraire comme le peintre attitré des jeunes filles modernes.

Sans parler d'œuvres éducatives et monitrices, comme la série des *Lettres à Françoise*, les jeunes filles occupent un bon tiers de ses nombreux romans et non parmi les moins notoires. Après *les Demi-Vierges*, d'une actualité toujours brûlante, malgré trente ans d'âge, *les Vierges fortes*, après *les Vierges fortes*, les vierges détournées des *Anges gardiens*, bref, toute une galerie de silhouettes plus ou moins virginales que l'historien futur de nos mœurs chercherait vainement ailleurs et qu'il ne pourra se dispenser de consulter. Car chacune de ces figures n'est pas qu'une estampe détachée sur fond d'anecdote. Chacune, au contraire, est située moralement aussi bien que selon sa classe et nous offre ainsi sujets à réflexions soit d'ordre psychologique, soit d'ordre social.

Cette tendresse attentive pour la jeune fille, cette sorte de fraternelle familiarité avec ses élans, ses instincts, ses secrètes pensées, vous les retrouverez, sous leur meilleure forme, dans *Mon cher Tommy*[1], le premier roman que nous donne, depuis la paix, M. Marcel Prévost.

Le titre vous fait présager l'histoire qui se raconterait en deux lignes : dans l'hôpital auxiliaire installé chez ses parents, Simone de Prisse s'éprend d'un jeune aviateur anglais, Georgy Briggs, confié à ses soins, et, sitôt qu'il entre en convalescence, l'épouse.

Aventure sinon banale, du moins bien menue, si précisément ne l'animait et ne la surhaussait, outre les dons de narrateur de M. Marcel Prévost et la claire alacrité de son style, la peinture d'un nouveau type de jeune fille.

Après *les Demi-Vierges* et *les Vierges fortes*, Simone de Prisse nous présente une héroïne qu'on pourrait appeler *la Vierge franche*. Le journal où Simone nous conte les doux préludes de ses fiançailles témoigne en effet à la fois d'un double besoin et de voir clair en son cœur et de consigner ce qu'elle y découvre, fût-ce les sentiments les moins « reçus ». Au nombre de ceux-ci, le penchant qui l'entraîne vers le jeune aviateur n'est pas un des moindres à tourmenter sa curiosité, pour ne pas dire ses scrupules. Georgy, effectivement, dans le civil, est d'une condition sociale très inférieure à celle de Simone : petit commis de banque à Londres. Son

1. Fayard.

intelligence, d'autre part, comme sa culture, n'approchent que de loin celles de la jeune infirmière. Alors un brocard par-ci, un doute par-là, Simone finit par se demander si ce n'est pas simplement la beauté de cet Antinoüs de la Tamise, qui l'aurait conquise. Sentiment fort admis dans le folklore, dans la poésie, dans les opéras, où il est de règle que les beaux gas sont faits pour plaire aux belles filles. Mais dans la réalité, dans la société, dans le monde — sentiment un peu primaire et suspect de grossièreté. Voici donc un grave et tout nouveau problème qui se pose en littérature. Une jeune fille raffinée, délicate et de bonne famille peut-elle, sans déchoir à ses propres yeux, céder uniquement à l'attrait de la beauté physique? Après de longs débats intimes, comme bien vous supposez, Simone finit par conclure pour l'affirmative. Néanmoins ce n'est pas sans une résistance latente de ses préjugés natifs, de son éducation première, de ses intimes pudeurs. La solution satisfait son cœur, mais laisse sa conscience inquiète.

Par bonheur — s'il est permis d'appeler cela un bonheur — une rechute de Georgy exige l'ablation d'un de ses yeux. L'opération faite, le voilà borgne, et Simone constate avec joie qu'elle l'aime autant qu'avec ses deux yeux. D'où il ressort évidemment qu'elle ne le chérissait pas que physiquement. Sa conscience en convient, lui permet d'épouser Georgy. Et Simone ne le fait pas répéter deux fois.

J'avouerai que cette énucléation de fortune m'a un peu gâté la fin du récit. Il y a là je ne dirai pas une petite tricherie contre la vérité, mais comme un amendement concessionnel aux libres remarques de Simone sur la puissance de la beauté physique. J'eusse donc préféré qu'on épargnât au pauvre Georgy cette opération cruelle autant qu'arbitraire. D'ailleurs, si vous voulez mon arrière-pensée, l'opération n'eut jamais lieu que dans le livre. Georgy a gardé ses deux yeux et Simone l'a épousé quand même.

Erreur en deçà de la Néva, vérité au delà. L'autre jeune fille dont je vous parlais au début et dont M. Claude Anet nous relate les aventureux caprices, Ariane Nicolaevna, n'y met pas tant de façons ni d'hésitations que Simone. Déjà

quand elle était élève du lycée-gymnase, elle ne faisait nulle difficulté pour passer d'un flirt à l'autre, et quels flirts ! Son excellente tante et tutrice Varvara Petrovna ne lui avait-elle pas enseigné « à regarder l'amour à la façon des hommes »? Anna Varvara « prenait un amant quand l'envie lui en venait et le quittait lorsqu'elle en trouvait un autre à sa fantaisie ». De tempérament fidèle d'ailleurs, elle ne trompait jamais son amant « jusqu'au jour où un homme nouveau l'attirait. Elle était la femme d'un seul homme; seulement elle le changeait souvent ».

A cette école, vous devinez la liberté d'idées et d'actes qu'adopte Ariane. Néanmoins certains principes la retiennent encore.

> Maudit soit à jamais le rêveur inutile
> Qui voulut le premier, dans sa stupidité,
> S'éprenant d'un problème insoluble et stérile,
> Aux choses de l'amour mêler l'honnêteté.

Au lieu d'honnêteté, mettez comptabilité, cupidité, argent, vous aurez le credo d'Ariane. Elle ne répugne pas aux subsides des galants de rencontre. Elle n'en acceptera jamais de l'homme qu'elle aime. Et M. Claude Anet ajoute qu'en Russie — heureux pays pour les hommes aimés ! — un pareil scrupule est fréquent chez le sexe faible.

Mais qui sera jamais aimé de l'insensible et fantasque Ariane? Tandis qu'elle s'assure, par les moyens que vous imaginez, les ressources nécessaires pour suivre les cours de l'Université, le dompteur de la sauvageonne se présente sous les espèces d'un certain Constantin Michel, bellâtre blond, qui semble exercer le métier vague d'être « dans les affaires ».

Pour un homme dans les affaires, ce Constantin fait montre d'une rare candeur mêlée à une rare roublardise, puisque non seulement il ne s'enquiert pas des moyens d'existence d'Ariane, mais encore, sitôt qu'il les apprend, tombe dans d'effroyables crises de jalousie. Querelles, déchirements, voies de fait, et finalement rupture, quand, le jour même où il va quitter Ariane, lui est révélé ce mystère que je vais tenter d'énoncer : aux autres Ariane n'avait fait que se prêter; elle ne s'était réellement livrée qu'à Michel...

Cette anecdote, contée avec finesse, vivacité et même émotion, s'intitule : *Ariane, jeune fille russe*[1]. Que croire sur ce titre ? Que M. Anet a voulu nous peindre *la* jeune fille russe ou *une* jeune fille russe?

Je pencherais plutôt pour la seconde hypothèse, car Ariane donne bien moins l'impression d'un caractère général que d'une créature bizarre, croquée au passage.

Vous objecterez que Carmen n'est pas autre chose. Cependant si gitane et si sévillane que nous apparaisse Carmen, en ses accoutrements, dires et gestes, elle garde je ne sais quelle humanité qui la rend assez proche de nous. Sous sa mantille et dans sa taverne hispanique, elle reste la courtisane, la tentatrice, l'éternelle Dalila. Je dirais volontiers que Carmen c'est encore une femme, tandis qu'Ariane n'est qu'un numéro.

« Il y a une littérature objective, fruit de longues expériences, œuvre laborieuse de l'âge mûr, travail d'historien, de moraliste et de sociologue, romans érudits, récits impersonnels où l'écrivain fait renaître quelque groupe humain tout entier. Mais il en est une autre, intérieure, « lyrique », intime, qui a besoin de la jeunesse et qui en vit, qui voudrait fixer les masses insaisissables du sentiment parmi les souffles furtifs et les appels du rêve ; reflets sur l'eau, poussières d'aile ! Celle-là n'a qu'une heure. Elle effleure à peine, elle est fuyante, et elle passe. ... Peut-être a-t-elle fui trop vite, je n'ai pu recueillir son rapide enseignement. »

« Valentin et moi nous commentions ce passage de *la Vie de Frédéric Nietzsche* par M. Daniel Halévy, qui nous semblait à la fois une consolation et une menace : « Madame Forster Nietzsche raconte que son frère ayant un jour exprimé son dégoût des romans et de leur monotone amour, quelqu'un lui demanda quel autre sentiment avait la force de le passionner : « L'amitié, dit-il. Elle détermine absolument les mêmes crises » que l'amour, mais dans une atmosphère plus pure. D'abord » une attraction réciproque déterminée par des convictions » communes, l'admiration, la glorification mutuelles, puis » d'une part, la méfiance, et d'autre part des doutes sur l'excel» lence de l'ami et de ses idées ; la certitude qu'une rupture

1. Éditions de la Sirène.

» est inévitable et que pourtant elle sera douloureuse... Dans » l'amitié il y a toutes ces souffrances et d'autres encore » impossibles à dire... « Alors nous tentions de préparer en nous-mêmes le miracle. »

« Qu'était Valentin Lopez ? Je le voyais depuis plusieurs années... J'avais reconnu en lui une solitude morale pareille à la mienne. Et l'amitié était venue ; nous ne l'avions pas vue venir. Déjà je n'avais plus la liberté de choisir et Valentin était moins libre que moi ! Les inévitables épreuves d'une semblable union nous apparaissaient à tous deux ; mais tandis que je n'attendais rien au delà, Valentin ne pouvait se défendre d'espérer encore les émotions à peine imaginées de l'amour... Pour moi je cherchais surtout à le protéger contre l'ardeur de vivre, contre les premiers pièges de l'âme fascinée, contre l'amour. »

« Ne pouvant jeter le soupçon sur la nature d'une amitié étalée au grand jour, d'un sentiment rare qui nous inspirait presque une sorte d'orgueil, madame L... ne cessait d'éclairer Valentin, disait-elle, sur le sortilège qu'il subissait. »

Les quatre citations qui précèdent vous fournissent le ton et le thème psychologique du roman que, sous le titre de *Pénombre*[1], vient de publier M. R. d'Argenson.

Et pour vous faire sentir complètement tout ce que le livre renferme d'originalité, de force et d'émotion passionnelle, il suffira de vous en analyser en quelques lignes la donnée.

André donc — nous ne lui connaissons pas d'autre nom — André, esprit cultivé et de haute classe, s'est pris d'amitié, je devrais même dire épris d'amitié pour un jeune Sud-Américain, Valentin Lopez. Mais André est marié et, sans professer pour sa femme un sentiment violent, il la chérit d'une délicate affection. Or Élisabeth, la femme d'André, est charmante. Valentin ne tarde pas à être ému par son charme. Et André constate soudain qu'il n'est que temps d'intervenir. Seulement en lui, ce n'est pas le mari qui souffre de cette découverte, c'est l'ami. Ce n'est pas sa femme qu'il redoute de perdre, c'est son jeune camarade. Et le voilà prêchant à Valentin le renoncement, non au nom des devoirs de l'amitié, mais au nom de ses douceurs. Valentin subjugué renonce, va rejoindre en

1. Vanier.

province sa famille qui le réclame. Séparation trop cruelle pour durer. André l'a bientôt rejoint, ressaisi. Mais voici de nouveau sur leur route le grand ennemi de leur tendre commerce, l'Amour, la Femme, madame L..., allumeuse perverse et dont l'attrait diabolique finit par entraîner Valentin. Alors André désespéré recourt aux grands moyens pour ramener l'infidèle. Il rappelle Élisabeth qu'il avait envoyée en province. Il réintègre auprès d'elle Valentin... Et se produit l'inévitable : Valentin incapable de s'en tenir au platonisme, repris de désirs fous pour Élisabeth. André intervient encore. Hélas ! cette fois vainement. Valentin, las de ces déchirements, se résigne à quitter cette Europe où l'amitié se montre si hostile à l'amour et décide de regagner ses pampas. André et Élisabeth l'accompagnent jusqu'à l'embarcadère... Ils ne se sont plus jamais revus.

Une pareille donnée, ainsi résumée, semblera aux uns bien scabreuse, à d'autres quasi vaudevillesque. Mais en lisant le livre, vous en sentirez sûrement la beauté, la noblesse et vous ne songerez ni à vous scandaliser ni à sourire. Il y a là, s'exprimant dans un style à la fois ardent et sobre, une sincérité d'exaltation, une sorte de piétisme passionné et lyrique qui emporte préjugés et ironies.

Seul défaut à y relever : l'auteur est imprégné, j'écrirais même infecté de souvenirs littéraires. A toute page ce sont de continuels rappels de chefs-d'œuvre célèbres, de maîtres reconnus. Et souvent même de chefs-d'œuvre contestables comme tels ou de maîtres qui n'ont de la maîtrise que le titre.

A part cela, je ne trouve qu'à louer. Je ne connais pas M. R. d'Argenson. Je ne sache pas qu'il ait publié d'autre livre que celui-là. J'ignore s'il en écrira un second. Mais ce dont je garde l'intime conviction, c'est que *Pénombre* forme un des romans les plus neufs, les plus curieux qu'on nous ait donnés depuis longtemps.

***

Rien de plus amusant que la discordance entre les nobles aspirations du public des premières et les œuvres auxquelles il se plaît réellement. Tous les ans, à la rentrée, il n'y a dans ce public qu'une voix, articles, interviews, conversations, pour

flétrir les pièces traitant de l'amour : « Assez d'amour ! Assez d'adultère ! Assez de petits rez-de-chaussée ! Assez de « chienneries », comme disait feu Porel. La vie, la société ne se bornent pas à ces amusettes. De l'air, de l'espace, des grands sujets ! » Mais donnez demain au même public une bonne petite pièce d'amour, bien conditionnée selon les recettes d'usage, sentiment, sensualité, esprit, alternant ensemble, — du coup, oubliés, tombés dans une trappe, les desiderata ci-dessus ! Ce sera l'emballement complet et la pièce portée aux nues.

Nous venons d'avoir de ces enthousiasmes un exemple avec *Une faible femme*, de M. Jacques Deval, qui a obtenu un triomphe éclatant. C'est une pièce présentant un singulier mélange d'entrain juvénile dans l'exécution et de sénilité dans les procédés ; un modèle accompli de la « comédie légère » de sentiment, qui semblerait écrit par tel ou tel vieux routier du genre, n'était le souffle de jeunesse qui y passe. Dès maintenant, M. Jacques Deval se montre en pleine possession de ce qu'on appelle le métier théâtral ; le jour où, renonçant à ce métier, il s'abandonnera à sa fougue, qui me paraît indéniable, on peut espérer de lui des œuvres intéressantes.

A vrai dire, j'augurerais pourtant mieux de la carrière dramatique de deux jeunes auteurs représentés au cours de cette quinzaine : M. Martial Piéchaud et M. H.-R. Lenormand.

Mademoiselle Pascal, de M. Martial Piéchaud est une pièce sans brio, sans ficelles, mais qui témoigne de réelles aptitudes pour la comédie sincère, humaine et de véritables dons d'émotion. M. Martial Piéchaud a fait là un début qui promet beaucoup pour le théâtre honnête, et vous savez ce que j'entends par cette épithète.

M. H.-R. Lenormand, dans sa pièce précédente, accusait l'influence exercée sur lui par Ibsen. Dans *les Ratés* on sentirait plutôt celle de Dostoïewski. Un peu éparse et fragmentée, cette tragédie moderne nous offre deux caractères rendus avec force et sensibilité : une comédienne errante et son infortuné mari, réduit, par la tendresse qu'il lui porte et par la misère qui l'opprime, aux plus tragiques complaisances. Les scènes entre les deux époux, les meilleures de l'œuvre, ont à la fois la vigueur scénique et la vérité du roman.

Elles laissent voir tout ce que pourra donner M. Lenormand quand il se sera libéré de certaines emprises.

Un troisième jeune auteur à qui nous devions déjà de très agréables, très élégants romans, M. Maurice Verne, a débuté heureusement au théâtre avec *les Mille et une Nuits*. La version qu'il nous a soumise de l'aventure de Schéhérazade est présentée avec beaucoup de poésie et d'ingéniosité. Mais le texte se perd un peu dans le fracas de la mise en scène ou l'éblouissement des costumes et des défilés.

Enfin, au théâtre de l'*Œuvre*, il y a eu une admirable reprise de *Solness* avec madame Suzanne Després et M. Lugné Poë, dans les premiers rôles ; en librairie, une âpre pièce de M. Jean Variot : *la Rose de Roseim* [1], et au *Vieux-Colombier* la première de *Cromeydère-le-Viel*, de M. Jules Romains.

De *Solness* nous recauserons, un jour que je vous parlerai d'Ibsen ; des deux autres ouvrages, un jour que nous nous occuperons des poètes.

Je regrette cependant que la place me manque pour vous décrire la prise de contact entre le public de la générale et la haute poésie de M. Jules Romains. Dans l'assistance, certes du respect. Mais nous étions loin de l'emballement pour *Une faible femme*. Oh ! combien !

FERNAND VANDÉREM

P.-S. — Dans la séance électorale du jeudi 3 juin, l'Académie française a battu tous ses records de célérité. En une demi-heure, la Compagnie a porté au complet ses effectifs par l'élection de MM. Robert de Flers, Joseph Bédier et André Chevrillon. Je n'ai pas à vous rappeler les nombreux et brillants succès remportés au théâtre par M. de Flers, la haute autorité qu'a acquise M. Bédier dans le romanisme, le rang distingué qu'a pris comme essayiste M. Chevrillon. Ces trois excellentes sélections ont d'ailleurs obtenu la meilleure presse, et elles nous promettent les discours de réception les plus alléchants, puisque, chacun des récipiendaires succédant à un écrivain d'une autre partie que la sienne, ils auront tous à faire preuve de cette virtuosité encyclopédique qui forme un des principaux charmes du genre.

F. V.

1. C. Bloch.

LA QUESTION DU CHANTOUNG

La question du Chantoung est l'une de celles qui restent posées, en dépit de la solution adoptée par la Conférence de la Paix. La Chine n'a pas accepté la décision de la Conférence, et a, pour cette raison, refusé de signer le Traité de Versailles. Une grande partie de l'opinion américaine approuve sa résistance. L'une des *réserves*, votées par le Sénat américain, qui ont jusqu'ici empêché les États-Unis de ratifier le Traité de Versailles, concerne le Chantoung. Comment se pose ce délicat problème de politique internationale? Qu'est-ce que ce Chantoung, si âprement disputé entre la Chine et le Japon? Pourquoi les Chinois tiennent-ils si fort à le conserver, et les Japonais à y exercer une influence prédominante? Quel rôle a joué ce débat dans les rapports, souvent tendus, des deux pays, au cours de la grande guerre et depuis la victoire[1]?

*
* *

Le Chantoung, « Est Montagneux », est une province située au nord-est de la Chine, qui s'avance entre le Golfe de Pétchili et la Mer Jaune. Dans la Chine immense, les provinces ont dimensions et importance d'États. Le Chantoung a une super-

1. L'auteur de cet article a passé au Japon et en Chine une partie des années 1917 et 1919, et il y a étudié les problèmes politiques. Voir ses articles de la *Revue de Paris* sur *la Politique intérieure au Japon* (15 juin 1918) et sur *la Politique intérieure en Chine* (15 octobre 1919).

ficie de 150 000 kilomètres carrés, et une population de 30 à 40 millions d'habitants.

Que le Chantoung soit peuplé de Chinois voulant rester Chinois, le fait ne saurait être contesté. Tsinan Fou, la capitale du Chantoung, que j'ai eu l'occasion de visiter en mai 1919, présente tous les caractères d'une ville strictement chinoise, avec ses foules grouillantes, ses chars, ses brouettes, ses chaises à porteurs, ses boutiques, ses marchés, ses pagodes, ses murailles, — son temple des Mille Bouddhas, *Chien Fou Shan*, monastère situé sur une hauteur, où conduit une route parée de magnifiques mendiants étalant des plaies effroyables, — son délicieux lac *Ta Ming Hou*, sur lequel voguent, en des barques peintes et fleuries, des amateurs charmés, parmi des roseaux touffus ou de gigantesques lotus, entre des îles et des presqu'îles surmontées d'harmonieuses terrasses, de maisons de thé pittoresques, d'édifices aux toits cornus.

Les Chinois éclairés de toute la Chine tiennent à ce que leur République conserve cette province si parfaitement chinoise. Ils savent que c'est un pays riche, par le nombre même de ses habitants, par les produits de son sol, par ses mines de fer et de charbon. Ils y voient un lieu de transit important pour les marchandises destinées à la Chine du Nord ou en provenant. A ces raisons économiques s'ajoute une raison morale que l'on pourrait presque appeler religieuse. Dans cette province a vécu, est mort, a été enterré le Sage qui a donné au monde les plus hautes leçons de vertu raisonnable et de courtoise équité : Confucius. Le Chantoung est la province sacrée de la Chine.

***

Les richesses de cette province ont attiré sur elle les convoitises de l'Allemagne avant celles du Japon.

Le parti colonial allemand, désireux de pratiquer une politique mondiale, *Weltpolitik*, souhaitait d'obtenir pour l'Allemagne en Chine une sphère d'influence lui assurant une situation comparable à celle de l'Angleterre, reine du premier port du monde, Hongkong; de la France, maîtresse de l'Indochine; de la Russie, dominant la Mandchourie. Il voulait mettre

la main sur un port pouvant servir de point d'appui à la flotte allemande et fournissant un centre d'action aux commerçants allemands. « Avec cette prévoyance merveilleuse qui explique tant de succès des Hohenzollern, on se préoccupa longtemps à l'avance de choisir le territoire à occuper[1]. »

Depuis trente ans, le géographe baron Von Richthofen avait attiré l'attention sur les richesses minières du Chantoung et sur la valeur de la baie de Kiao Tchéou : le climat est le meilleur de la Chine ; la rade est excellente ; à la latitude de Malte et Gibraltar, elle est à l'abri des chaleurs torrides et ne peut être bloquée par les glaces. Le parti colonial allemand, dès qu'il est arrivé au pouvoir, cherche à réaliser son programme. Il fait demander une concession au Gouvernement chinois, qui, appliquant son habituelle méthode dilatoire, évite de donner une réponse précise. L'Allemagne songe à s'emparer par la violence de ce qu'elle ne peut obtenir par la diplomatie. Depuis 1891, la mission catholique allemande du Chantoung s'est placée sous la protection de l'Allemagne. Celle-ci utilise le meurtre de deux missionnaires, commis le 1er novembre 1897, pour réaliser ses projets ambitieux. Elle réclame, comme dédommagement, Kiao Tchéou, et, envoyant des troupes sur trois vaisseaux de guerre, elle s'y installe par la force, sans rencontrer aucune résistance.

Kiao Tchéou avait été promis par la Chine à la Russie, en vertu d'un traité secret signé en 1895[2]; mais ce traité, n'ayant pas été notifié, ne pouvait gêner l'Allemagne.

Par le traité de Pékin du 6 mars 1898, la Chine est contrainte de lui céder à bail la baie de Kiao Tchéou pour quatre-vingt-dix-neuf ans, de l'autoriser à construire immédiatement un chemin de fer traversant le Chantoung, de lui accorder le droit exclusif d'exploiter les gisements miniers à une distance de quinze kilomètres de chaque côté de la voie.

L'auteur de la monographie consacrée au *Kiautchou Gebiet* dans la publication officielle *Die deutschen Kolonien* remarque, avec un épais cynisme, qu'aucun prix de fermage n'est fixé par cet étrange bail, et qu'il n'y a pratiquement pour le Gou-

1. André Chéradame, *la Colonisation et les Colonies allemandes*. Paris, Plon, 1905, p. 128.
2. André Chéradame, ouvrage cité, p. 129.

vernement chinois aucun moyen de recouvrer ce territoire [1]. Cependant, en vertu de son origine même, cette possession d'un genre spécial n'est pas qualifiée « colonie », elle ne relève pas de l'Office impérial des Colonies, mais de celui de la Marine [2].

Le traité du 6 mars 1898 est, selon le prince de Bulow [3], un des actes les plus importants de l'histoire contemporaine de l'Allemagne, « acte qui nous assure notre place au soleil de l'Extrême-Orient, sur les rivages pleins d'avenir de l'océan Pacifique ».

Les Allemands se mettent à l'œuvre. Ils élèvent, méthodiquement, sur un plan grandiose, une ville immense, Tsingtao (Tsingtau), « le futur Hongkong du nord [4] ». La ville européenne est bien approvisionnée d'eau potable, éclairée à l'électricité, munie du téléphone, nettement distincte de la ville chinoise voisine. On y élève des églises, des écoles, on y établit une usine pour la construction des machines, une fabrique de meubles, une savonnerie, une brasserie, une fabrique d'eau minérale. La population allemande y atteint, en moyenne, le chiffre de 4 500 personnes (en 1913, 4 470 personnes, dont 2 765 hommes de troupes, selon le *Gotha* [5]). La cité chinoise compte 30 000 habitants.

La rade est excellente, et parfaitement située, « à vingt heures de Shanghaï, à vingt-quatre heures du Peiho [6]. Les Allemands y creusent un port commercial et militaire, où les plus gros navires peuvent accoster à quai, où les marchandises passent immédiatement du bateau au wagon. C'est « le plus parfait des ports de l'Extrême-Orient », disent les textes allemands. C'est, en tout cas, un excellent port de transit pour les marchandises à destination ou en provenance de la Chine du Nord. Son mouvement commercial grandit d'année en année. Toutes les statistiques, bien que n'étant pas toujours concordantes, révèlent ce progrès. D'après l'*Asie Française*

1. *Die Deutschen Kolonien*, II, p. 142
2. *Die Deutschen Kolonien*, II, p. 142.
3. *Politique allemande*, p. 119.
4. Tonnelat, l'*Expansion allemande hors d'Europe*. Paris, Colin, 1908, p. 167.
5. Cité par l'*Asie Française*, 1915, p. 14.
6. Henri Hauser, *Colonies allemandes impériales et spontanées*. Paris, Nony, 1900, p. 105.

le commerce de Tsingtao était, en 1903, de 4 millions et demi de francs ; il était, en 1913, de 24 millions de francs ; il avait donc plus que quintuplé en dix ans. Comme commerce direct avec l'Allemagne, on avait, en 1913, 500 000 francs à l'exportation et 4 millions et demi de francs à l'importation [1].

Les Allemands fondent, en 1899, la Compagnie des Chemins de fer du Chantoung, *Shantung Eisenbahn Gesellschaft*, au capital de 54 millions de marks. Celle-ci construit, sur le modèle des lignes allemandes, le chemin de fer du Chantoung ; elle ouvre, dès le 1er juin 1904, les 400 kilomètres de voie ferrée unissant Tsingtao à la capitale du Chantoung, Tsinan Fou (Chi Nan Fu). Ce chemin de fer transporte du charbon, du bétail, des peaux, du coton, de la soie, des arachides, du soja, des fruits, Le chemin de fer du Chantoung est estimé à environ 67 500 000 francs par le journal de Tokyo, *Jiji* (*Heure par heure*) [2].

Les Allemands construisent aussi la moitié de la ligne unissant Tientsin à Pou Keou (Pukow) sur le Yantsé, par Tsinan Fou, les Anglais construisant l'autre moitié du côté de Pou Keou. Ils obtiennent la concession de la ligne allant de Kao Mi, sur le chemin de fer du Chantoung, à Yi Chou, dans la direction de la ligne transversale allant du Kansou à la mer, et la concession de la ligne Tsinan Fou-Choum Té Fou (Chen Ting Fou) devant unir les grandes voies déjà construites de Tientsin à Pou Keou et de Pékin à Hankeou (la section Tsinan Fou-Té Chou est déjà ouverte au trafic).

Les Allemands étudient et commencent à exploiter les richesses minières du Chantoung. Le Chantoung, riche en charbon et en minerai, c'est une véritable Westphalie, disent les document allemands [3]. A Tsing Ling Tscheu (10 kilomètres avant Tchang Tien, d'où part la petite ligne allant aux charbonnages de Po Shan), une mine contient une puissante couche de minerai de fer (à 65 p. 100), longue de plus de 2 kilomètres et sans doute se prolongeant au delà. Tout près, on trouve de la pierre à chaux. Conditions excellentes pour l'édification de hauts fourneaux. Le chemin de fer tra-

1. *Asie française*, 1915, p. 14.
2. Cité par *New East*, septembre 1917, p. 85.
3. *Die Deustchen Kolonien*, II, p. 163.

verse deux importants charbonnages, le premier à 170 kilomètres de Tsingtao, à Fang Tse, le second, long de plus de 50 kilomètres, à 300 kilomètres de Tsingtao, à Po Shan. La Compagnie minière du Chantoung, *Shantung Bergbaugesellschaft*, fondée en même temps que la Compagnie des Chemins de fer avec 12 millions de marks de capital, exploite déjà le charbonnage de Fang Tse [1]. Le charbon de Fang Tse laisse après combustion une grande quantité de cendres ; son emploi n'est pas possible sur les navires ni même sur les locomotives ; on en fait des briquettes ; le charbon de Po Shan est meilleur [2]. La valeur de ces charbonnages est évaluée, par le *Jiji*, à environ 15 millions de francs [3]. Il y aurait encore d'autres trésors minéraux au Chantoung, de l'or et des diamants [4].

L'Allemagne exerce sa juridiction sur les 200 000 habitants des 55 000 hectares du terrain *protégé*, territoire équivalant, disent les documents allemands, à l'État de Hambourg plus la moitié de celui de Brême. Son influence s'étend aux 1 200 000 habitants peuplant les 700 000 hectares de la *zone neutre*, équivalant à la moitié de la Saxe, et même aux 30 millions d'habitants de la riche province du Chantoung. Les Allemands espèrent, de ce merveilleux centre d'action, répandre leur culture dans toute la Chine du Nord. Tsingtao, répètent-ils, va être la *Ville-École*, *Schulstadt*, de tout l'Extrême-Orient. 3 000 Chinois venus de toute la Chine du Nord, et même de Shangaï, fréquentent la vaste Université sino-allemande, *Deutsche Chinesische Hochschule*, de Tsingtao, fondée par le Gouvernement allemand, qui avait donné 600 000 marks et le Gouvernement chinois, qui avait donné 40 000 marks, ouverte le 25 octobre 1909 : École des langues, École de médecine, École d'ingénieurs. Il y a, à Tsinan Fou, une École de langue allemande, fondée en 1910 avec 10 000 marks souscrits par le gouverneur de Tsingtao, un Collège de médecine, une École d'ingénieurs, un Hôpital chinois recevant 5 000 dollars du Consulat allemand et de la *Deutsche Asiatische Bank* [5].

Tsingtao était, et méritait d'être, « l'enfant gâté », *das*

1. *Die Deutschen Kolonien*, II, p. 163.
2. Tonnelat, ouvrage cité, p. 178-179.
3. *New East*, septembre 1917, p. 85,
4. *Die Deutschen Kolonien*, II, p. 164.
5. *Jiji*, cité par *New East*, septembre 1917, p. 85

Schosskind, du parti colonial allemand [1]. On admirait l'œuvre accomplie. Et l'on escomptait l'avenir : quand le chemin de fer du Chantoung sera uni à un grand transasiatique venant de Russie par la Mongolie, Tsingtao sera le port d'entrée non seulement de la Chine du Nord, mais de toute l'Asie centrale. « Il s'agit, écrit le docteur Georg Wegener, d'une spéculation de grand style, qui demandera, pour réussir, non pas des années, mais beaucoup de dizaines d'années, et peut-être même, nous l'espérons, des siècles [2]. » Aussi la pensée seule d'un abandon de Kiao Tcheou était-elle douloureuse aux Allemands. « Si nous abandonnons Tsingtao, ou si un ennemi, par la force des armes, réussit à l'arracher de nos mains, écrit le général Von Bernhardi, notre prestige en Extrême-Orient recevra un coup mortel [3] ».

Cependant les Chinois, à mesure que le sentiment national se répand ou s'avive parmi eux, s'affligent de cette mainmise d'une puissance étrangère sur leur territoire. Et les Japonais s'alarment du développement que prend ce centre militaire et économique. M. Tonnelat écrit dès 1908 : « Tsingtao a toujours paru aux Japonais un danger politique ; ils ont considéré l'établissement des Allemands en cet endroit comme aussi plein de menaces pour l'indépendance des peuples de l'Extrême-Orient que celui des Russes à Port-Arthur. Au danger politique se joint maintenant un danger économique. Ce serait mal connaître les Japonais que de croire qu'ils accepteront, de gaieté de cœur, cette situation, même s'ils paraissent s'y résigner [4]. » Un certain nombre de Japonais habitent toujours à Tsingtao ; et la navigation sous pavillon japonais s'accroît sans cesse [5].

Survient la guerre.

*
* *

Le Japon, allié de la Grande-Bretagne, uni par des accords précis à la France et à la Russie, envoie, le 16 août 1914, au

1. Tonnelat, ouvrage cité, p. 155.
2. *Die Bedeutung der Kolonie Kiautschou*, *Geographische Zeitschrift*, 1903, p. 185.
3. Cité par *Asie française*, 1914, p. 164.
4. Ouvrage cité, p. 186.
5. Chéradame, ouvrage cité, p. 426.

Gouvernement allemand une note à forme d'ultimatum, lui « donnant avis d'avoir à retirer immédiatement ses vaisseaux des eaux japonaises et chinoises, et à livrer aux autorités impériales japonaises avant le 15 septembre 1914 le territoire cédé à bail de Kiao Tchéou ». Le Gouvernement allemand fait savoir qu'il ne répondra pas à cette note. A la date fixée par lui, 23 août 1914, le Gouvernement japonais se considère comme en état de guerre avec l'Allemagne.

Le Japon envoie contre la baie et le territoire de Kiao Tchéou les trois premières escadres de la marine impériale, auxquelles se joignent deux vaisseaux de guerre britanniques et une division et demie, 30 000 hommes de l'armée de terre, renforcés de 1 360 soldats britanniques. Les Japonais bloquent la baie de Kiao Tchéou dès le 27 août 1914, débarquent le 2 septembre, enlèvent la gare le 13 septembre, les collines dominant la cité le 20, investissent la forteresse le 27, enlèvent, le 8 octobre, la colline du prince Henri, commencent le bombardement le 16 octobre, donnent l'assaut final le 6 et le 7 novembre, signent, le soir du 7 novembre, l'accord par lequel le gouverneur Meyer Waldeck se rend sans condition, avec 222 officiers et 4 426 sous-officiers et soldats, enfin, le 11 novembre, font leur entrée solennelle dans la ville conquise.

La prise de Kiao Tchéou coûte aux Japonais 12 officiers tués, 40 officiers blessés, 1 472 hommes tués ou blessés dans l'armée de terre, 320 officiers et marins tués ou blessés dans l'armée de mer, un croiseur, un contre-torpilleur, un torpilleur et trois dragueurs de mines coulés.

Pendant que se poursuivent ces opérations, la flotte japonaise, avec les escadres britannique, australienne et française, poursuit les vaisseaux allemands ; elle contribue à en délivrer le Pacifique ; elle s'empare d'une partie des colonies allemandes du Pacifique. Le Japon dépense pour la guerre, pendant les trois premières années, 200 millions de yens, — environ 600 millions de francs, — une somme inférieure à celle que dépensait en une semaine la Grande-Bretagne, — remarque la revue anglo-japonaise de Tokyo, le *New East* (septembre 1917). A partir de novembre 1914, le Japon cesse, en fait, de participer militairement à la guerre jusqu'à son intervention de 1918 en Sibérie.

*
* *

La mainmise du Japon sur Kiao Tchéou et sa pénétration au Chantoung apportaient une grande satisfaction et un immense espoir à l'impérialisme japonais.

L'impérialisme japonais procède des plus antiques traditions religieuses du pays. Il représente l'application à la politique actuelle de la plus vieille religion du pays, qui divinise les esprits des morts, le Shintoïsme. Le Shintoïsme révèle que les îles japonaises sont d'origine divine : elles sont nées des amours fraternelles de deux divinités, Izanagui et Izanami. La race japonaise est une race privilégiée. Le Mikado descend de la Déesse du Soleil : il est le roi et le grand prêtre, l'incarnation du divin.

La Japon est le premier pays du monde : *Nihon ichi*. (On songe au *Deutschland über alles*...) Il a le devoir, la « mission céleste », d'enseigner, — certains disent : d'unifier — tous les peuples de l'Asie. Il doit prendre sur ses épaules le fardeau de la race jaune. Il doit, d'abord, « contrôler le pouvoir des Blancs en Asie », les empêcher de s'étendre encore au détriment des Jaunes, faire prévaloir une « Doctrine de Monroe » orientale. Le but, c'est que les Jaunes se dirigent eux-mêmes ; c'est une sorte de *Home rule* asiatique : « Aux gens d'Asie les choses d'Asie ». — Telle est la doctrine qui, exprimée par certains publicistes, certains journalistes, certains professeurs, se répand dans le pays par la voie des Universités, des écoles, des casernes et de diverses Sociétés de propagande. Le plus remarquable représentant de cette tendance est le baron Tokoutomi, directeur du journal *Kokoumin* (*la Nation*), qui se déclare, dans des livres fort bien écrits, et fort lus, partisan de *l'Évangile de la Force* et d'un *Franc impérialisme*.

Cet impérialisme, né de la plus antique religion japonaise, se répand pour des raisons d'ordre économique toutes modernes. Les capitalistes japonais souhaitent trouver, dans des colonies ou des « sphères d'influence », des placements plus lucratifs que ceux qu'ils obtiennent chez eux. Or le capital japonais s'est considérablement accru, depuis la deuxième année de guerre, grâce à la fourniture des munitions aux Alliés, à

l'extension du commerce japonais, ne trouvant plus en face de lui les concurrences anciennes, à l'augmentation des frets et de la valeur des bateaux. D'autre part, un certain nombre de Japonais des classes moyennes ont reçu une instruction assez développée dont ils ne tirent qu'un faible profit dans leur pays ; ils espèrent obtenir des situations plus avantageuses dans les territoires soumis à la domination ou à l'influence de leur pays.

C'est surtout, actuellement, la Chine que visent les impérialistes. Ils signalent la solidarité qui, par suite de la proximité géographique et des liens historiques, unit la Chine et le Japon. Aucun des événements qui troublent la Chine ne laisse, ne peut laisser le Japon indifférent. Le Japon a en Chine 200 000 résidents, alors que le nombre des étrangers d'autres nationalités est insignifiant. C'est lui qui, après l'Angleterre, fait en Chine le plus de commerce. Le Japon a placé en grandes entreprises plus de 500 millions de yen (900 millions de francs) en Chine, dont environ 250 millions en Mandchourie. Avec les capitaux placés par les particuliers et les capitaux transférés par la Russie, on peut dire que le Japon a placé en Chine plus de 500 millions de yen (1 500 000 000 de francs). Tous les événements de Chine retentissent sur les Bourses japonaises.

Pour l'avenir, l'union étroite du Japon et de la Chine assurerait, selon les impérialistes japonais, d'immenses avantages aux deux pays : l'ordre, à la Chine; et au Japon, les éléments de puissance qui lui font encore défaut : son sol est trop restreint, trop pauvre ; la Chine, c'est un domaine immense, abondant en richesses naturelles. Justement le Japon trouve en Chine les matières premières qui lui manquent le plus, et que les puissances étrangères parfois lui refusent : le fer, dont le Japon a un besoin urgent ; le coton et la laine, à condition qu'on en améliore la qualité. La Chine, aussi, consommera de plus en plus les produits des usines japonaises. Le Japon a besoin, pour l'intérêt de son commerce et de son industrie, que l'ordre règne en Chine. Il a, au maintien de l'ordre en Chine, un intérêt vital, un intérêt qui n'est comparable à celui d'aucune autre puissance.

En vertu de cet intérêt spécial, le Japon doit aider, guider

la Chine. Le désir secret, le souhait intime de beaucoup de Japonais, c'est d'exercer sur la Chine une sorte de protectorat. Selon une expression favorite de la presse allemande, le Japon voudrait « coréaniser la Chine », en faire une autre Corée, — comme la France voulait « tunisifier le Maroc ». La Chine deviendrait pour le Japon ce qu'est l'Inde pour l'Angleterre[1].

Pour mettre la main sur la Chine, le Japon ne peut invoquer le principe, cher au président Wilson, du droit qu'ont les peuples à disposer librement d'eux-mêmes. Mais il invoque un autre principe, celui du maintien de la paix en Extrême-Orient. C'est le principe aussi par lequel il justifie sa volonté d'exclure l'Allemagne du Pacifique en lui enlevant ses colonies.

Les Chinois sont incapables de maintenir l'ordre chez eux, et la paix en Asie orientale. L'histoire chinoise n'est qu'une suite de révolutions et de troubles. Les événements récents démontrent que la proclamation de la République n'a pas modifié profondément, sur ce point, le peuple chinois. L'immense majorité des Chinois ne se soucie pas des affaires de l'État. Elle n'a aucune préoccupation patriotique. Elle laisse un petit nombre de politiciens avides et de généraux ambitieux se disputer les situations lucratives et troubler le pays. Ces troubles peuvent s'aggraver, provoquer les plus graves complications internationales dans l'avenir. « La Chine, me disent à Tokyo plusieurs hommes politiques, ce sont les Balkans de l'Asie. » L'homme qui m'a paru le plus éminent, le plus représentatif des Japonais actuels, le marquis Okouma, résume ainsi la situation, avec son habituel franc-parler : « La Chine est dans la situation d'un aliéné, incapable de se conduire. Un aliéné a besoin d'un tuteur : la règle générale, c'est d'élire le parent le plus proche. Le Japon est donc tout désigné pour ce rôle que j'appelle un *appui amical.* »

La prise de Kiao Tchéou et la pénétration du Chantoung paraissent aux impérialistes japonais le premier pas vers la réalisation du vaste programme visant la Chine tout entière, ainsi qu'une grande partie de l'Asie.

1. Comparaison de la *Vossische Zeitung*, 27 juillet 1916.

***

Après avoir conquis Tsingtao, les Japonais décident de l'occuper pendant la durée de la guerre, puisque, en droit, ce territoire reste concédé à l'Allemagne vaincue. Et ils se substituent aux Allemands dans l'exploitation des chemins de fer et des mines du Chantoung. Mais il est entendu que cette situation est provisoire, qu'elle prendra fin à la paix.

En envoyant l'ultimatum du 16 août 1914, le Japon avait exigé de l'Allemagne la remise du territoire cédé à bail, « en vue d'une éventuelle restitution à la Chine ».

Le président du Conseil japonais, marquis Okouma, dans une déclaration destinée aux États-Unis, affirme alors que le Japon n'a aucune arrière-pensée, « nul dessein d'agrandissement territorial, nul désir d'enlever à la Chine ni à tout autre pays ce qui lui appartient actuellement. Mon Gouvernement et mon peuple ont donné leur parole, et le Japon tient toujours ses promesses. » L'opinion anglaise, comme l'opinion américaine, prend acte de cet engagement. Le *Times* écrit : « Il est bien entendu que le Japon rendra Kiao Tchéou à la Chine. »

Cependant, au cours de la session parlementaire qui se termine par la dissolution de la Chambre en décembre 1914, le ministre des Affaires étrangères du Cabinet Okouma, baron Kato, répond à un député que la question du retour de Kiao Tchéou à la Chine sera réglée ultérieurement, et qu'il n'y a eu sur ce point aucun engagement envers aucune puissance ni envers la Chine. La presse, en effet, explique que la promesse de restituer ce territoire à la Chine était subordonnée à la reddition pacifique par les Allemands. Les termes de l'ultimatum n'ayant pas été acceptés par l'Allemagne, le Japon a repris sa liberté d'action. Le Japon a dû dépenser des millions de yen ; il a perdu 430 tués et 1 500 blessés ; ces « grands sacrifices » changent la situation ; elle n'est plus la même qu'au moment de l'ultimatum. — D'ailleurs, la saisie de la propriété n'annule pas le bail : la Chine a renoncé à tout droit sur Kiao Tchéou pour quatre-vingt-dix-neuf ans.

Au début de 1915, la Chine, poussée peut-être par de machiavéliques conseillers allemands, va demander au Japon de rappeler ses troupes du Chantoung, maintenant que sa guerre contre l'Allemagne est terminée. Le 7 janvier 1915, elle proclame qu'elle cesse de reconnaître *la zone de guerre* précédemment acceptée par elle : c'est exiger que les troupes japonaises se retirent de tout le territoire en dehors de celui qui a été concédé à l'Allemagne. La Chine notifie cette décision non seulement au Japon, mais à la Grande-Bretagne et, dit-on, à l'Allemagne [1].

A cette imprudente démarche chinoise, le Japon répond par les audacieuses demandes du 18 janvier 1915. Précédant d'autres demandes relatives à la Mandchourie méridionale, à la Mongolie intérieure orientale, à la non-aliénation des côtes et à la situation spéciale du Japon en Chine, les demandes de l'article premier sont relatives à Kiao Tchéou et au Chantoung :

1° L'engagement, de la part de la Chine, de consentir à tous les accords qui pourront intervenir entre le Gouvernement impérial et le Gouvernement allemand au sujet de la disposition de tous les droits, intérêts et concessions que l'Allemagne possède, par traités ou autrement, dans la province du Chantoung.

2° L'engagement de ne pas aliéner ou céder à bail à une autre puissance la province du Chantoung en tout ou en partie, ni aucune île située près de la côte de ladite province.

3° Le Japon aura le droit de construire un chemin de fer reliant Tchéfou ou Longkeou à la ligne Tsinanfou-Kiao Tchéfou.

4° Le Gouvernement chinois ouvrira les principales villes de la province du Chantoung et les étrangers pourront y résider et y faire du commerce.

Le Gouvernement du Mikado justifie ainsi ces demandes devant l'opinion internationale :

En ce qui concerne la province du Chantoung, il est évident que la Chine est absolument incapable, dans sa situation présente, d'empêcher l'Allemagne de recouvrer son influence dans cette province et de redevenir avec le temps une source de troubles en Extrême-Orient. Il est par conséquent naturel que le Japon, qui a chassé l'Allemagne du Chantoung au prix de grands sacrifices, présente les

1. *Revue indo-chinoise*, mai-juin 1915.

demandes ci-dessous mentionnées, afin d'examiner comment il y a lieu de disposer des droits possédés par l'Allemagne et de prendre des mesures pour empêcher le réveil de l'influence allemande.

Plus graves que les demandes se rapportant au Chantoung et aux autres parties de la Chine, étaient les demandes de l'article V destinées à assurer au Japon une situation prédominante en Chine :

Le Gouvernement chinois engagera des Japonais influents comme conseillers politiques, financiers et militaires ; il s'adressera au Japon pour la fourniture des armes ; la police sera sino-japonaise partout où ce sera nécessaire ; les Japonais auront le droit de posséder des propriétés foncières, de construire des hôpitaux, des temples et des écoles, et de prêcher à l'intérieur de la Chine. Le Japon sera consulté pour toutes les entreprises importantes à créer au Foukien, la province voisine de la colonie japonaise Formose.

Si les demandes de l'article V avaient été acceptées, elles auraient réalisé le rêve le plus cher des impérialistes japonais, le protectorat du Japon sur la Chine.

J'ai recueilli à Pékin, en octobre 1917, cette information de l'une des personnes ayant approché le plus près le président Yuan Che Kai : le ministre du Japon, au lieu d'adresser ces demandes au ministre des Affaires étrangères, selon l'usage habituel, les a d'abord présentées directement au président de la République, et dans le plus grand mystère. Il espérait sans doute lier Yuan Che Kai par un traité secret, dont il eût tiré toutes sortes de conséquences favorables avant de le rendre public. — Yuan refusa de discuter ces demandes : c'est l'une des raisons pour lesquelles les Japonais l'ont poursuivi de leur haine. Le Japon présenta alors ces demandes au ministère chinois, en continuant à imposer le silence. Et il ne fit pas connaître aux puissances les demandes les plus graves, celles de l'article V. Cependant l'opinion publique chinoise et les puissances furent averties par des « indiscrétions ». C'est leur double opposition qui amena le Japon à ne pas persévérer dans ses exigences les plus excessives.

En effet, le Gouvernement chinois, tout en se montrant disposé à consentir aux demandes relatives à la province du

Chantoung, repousse les autres propositions du Japon. Celui-ci révise ses demandes le 26 avril 1915 ; il « ajourne » les demandes de l'article V, et il précise ses intentions sur Kiao Tchéou :

Si, à la Conférence pour la paix qui suivra la présente guerre, l'on donne au Japon la libre disposition de Kiao Tchéou, qu'il a acquis au prix d'énormes sacrifices. il le restituera à la Chine sous certaines conditions dont les principales sont les suivantes :

a) Ouverture de la baie de Kiao Tchéou comme port commercial;

b) Établissement d'une concession japonaise dans une localité à choisir par le Japon.

c) Établissement, si les Puissances en font la demande, d'une concession internationale.

d) Conclusion d'un arrangement entre les Gouvernements japonais et chinois pour disposer des propriétés et édifices publics allemands.

Le Gouvernement japonais justifie ainsi ces nouvelles propositions :

L'Allemagne ayant, après de nombreuses années de travail et des dépenses considérables, converti Kiao Tchéou en un port militaire et commercial important comme base de son expansion en Extrême-Orient, l'influence allemande a crû dans cette partie de la Chine avec le développement de Kiao Tchéou et est devenue si fermement établie que la Chine à elle seule ne pouvait espérer rentrer en possession du territoire concédé. Le Japon, désirant écarter cette source de dangers qui pourrait à l'avenir troubler de nouveau la paix en Extrême-Orient, s'en est emparé au prix de beaucoup de sang et d'argent, et maintenant que Kiao Tchéou est entre ses mains, il est presque libre d'en disposer à sa volonté. Il n'est nullement obligé de le rendre à la Chine, mais il a, de sa propre volonté, offert de le rendre, parce qu'il est désireux de resserrer ses relations d'amitié avec la Chine et de maintenir la paix en Extrême-Orient.

Le Gouvernement chinois réplique, le 1er mai 1915, en demandant « la restitution sans condition du territoire à bail de Kiao Tchéou, la reconnaissance du droit du Gouvernement chinois de participer aux prochaines négociations pour la paix entre le Japon et l'Allemagne, l'indemnisation par le Japon de toutes les pertes subies par la Chine en conséquence de la guerre entre le Japon et l'Allemagne, le retrait immédiat des divers établissements militaires de l'armée japonaise et la prompte évacuation du territoire occupé ».

Alors le Japon formule le 6 mai 1915 un ultimatum qu'il présente à la Chine le 7, exigeant une réponse satisfaisante avant le 9 mai à 6 heures du soir. La Chine ayant cédé dans le délai fixé, le Gouvernement japonais lui annonce, « de sa propre initiative, la future restitution de Kia Tchéou », aux quatre conditions précédemment indiquées.

Le 25 mai 1915, un certain nombre d'actes diplomatiques sont signés, consacrant l'accord ainsi établi. Par un premier traité relatif au Chantoung, la Chine adhère aux dispositions qui seront ultérieurement arrêtées entre le Japon et l'Allemagne au sujet de Kiao Tchéou ; elle promet de s'adresser aux capitalistes japonais pour la construction des chemins de fer du Chantoung ; elle s'engage à ouvrir certains ports nouveaux au commerce étranger. Ce traité est accompagné de deux lettres du Gouvernement chinois qui s'engage : 1° à ne céder aucune partie du territoire ou des côtes de cette province à une puissance étrangère ; 2° à consulter le Japon sur le choix des nouveaux ports à ouvrir. Le Gouvernement japonais, par une autre lettre, s'engage à restituer Kiao Tchéou après la paix, aux conditions précédemment indiquées. Il espère que ces conditions lui permettront de faire du Chantoung un centre d'influence japonaise en Chine, comme les Allemands en avaient fait un centre d'influence germanique.

Et il commence *la japonisation* du Chantoung. Il établit à Tsingtao un bureau d'administration civile, placé sous la haute direction du gouverneur militaire, et confié à un distingué conseiller du gouverneur général de Chosen (Corée), le docteur Akiyama.

On objectera peut-être, écrit, le 1er octobre 1917, l'organe modéré *Jiji*, que, le Japon devant restituer le territoire de Tsingtao à la Chine, l'établissement d'un Bureau civil ne peut être que provisoire, et que c'est là un luxe inutile. Mais il faut bien considérer que, si le Japon doit quelque jour rétrocéder le territoire de Kiao Tchéou à la Chine, il restera maître des établissements et des entreprises sur lesquels l'Allemagne avait acquis des droits. Ainsi en sera-t-i des lignes de chemins de fer, des mines, des eaux de la ville, des hôpitaux et des autres entreprises installées sur la concession japonaise, qui relèveront du nouveau département. Il est à souhaiter que l'on y nomme des hommes compétents, qui réalisent ce qu'on est en droit d'attendre d'eux.

***

De la solution provisoire définie par les accords du 25 mai 1915, que pensent les principaux intéressés?

Les Allemands ont été peinés d'apprendre la chute de Tsingtao. Ç'a été une immense déception, l'écroulement d'un beau rêve. Puis leurs dirigeants leur ont conseillé de bannir, en cette affaire, toute « sentimentalité », tout désir irraisonné de revanche, et d'adopter une politique réaliste, *realpolitik*, tenant compte de tous les faits et soucieuse du seul intérêt national. Il faut d'abord, écrivent les spécialistes des questions extrême-orientales, constater la force accrue du Japon, sa puissance nouvelle. C'est lui qui, de plus en plus, exercera une influence prédominante dans le Pacifique. Il est momentanément l'allié de la Grande-Bretagne; mais ses intérêts essentiels, sa volonté de mettre la main sur la Chine, l'éloignent de cette puissance, comme elles l'opposent à l'Amérique. Le Japon devra se chercher de nouveaux amis, un nouvel ami, d'une force éprouvée; il devra se rapprocher de l'Allemagne. Justement sa constitution intérieure, ses tendances politiques sont analogues à celles de l'Empire allemand. Entre l'Empire allemand et l'Empire japonais, l'accord peut être intime, profond, durable. M. W. Prenzel cite le nom d'un député japonais qui aurait dit à un correspondant de la *Kölnische Zeitung*: « L'Allemagne vaincra, nous devons nous allier à elle; les Allemands seront les maîtres de l'Occident, nous les maîtres de l'Orient [1]. »

Pendant toute la durée de la guerre, l'Allemagne ménage le Japon et s'efforce de l'attirer à sa cause. Elle finit, dans l'espoir d'obtenir son amitié, par renoncer à son rêve d'expansion asiatique. Au commencement de 1917, la *Kölnische Zeitung* explique que Tsingtao n'a qu'une valeur secondaire. Après tout, le Japon n'a fait qu'appliquer à la lettre les termes de son alliance. Ensuite il s'est efforcé de « sauvegarder l'avenir ». Tsingtao ne rend pas impossible une alliance entre Allemagne et Japon (8 mars 1917). C'est la thèse du capitaine Erich von Salzmann, un spécialiste des

1. *Character und Politik der Japaner*, dans *Deutsche Kriegsschriften*, nº 7.

questions extrême-orientales. Dès le second anniversaire de la prise de Tsingtao, il exprime la même acceptation du fait accompli. Il déclare qu'il fallait défendre Tsingtao par point d'honneur, par dignité guerrière ; qu'en face d'un peuple fidèle à l'idéal des *samouraïs*, il fallait pratiquer la morale militaire du *Bouchido*, lutter, même à un contre vingt. Mais maintenant la situation est changée. Il faut comprendre que l'Allemagne a besoin de reprendre contact avec l'Extrême-Orient, parce qu'elle doit utiliser pour sa haute culture des éléments empruntés à toute la terre. Il faut comprendre aussi que le Japon a besoin de trouver dans le monde de nouveaux amis. « Auparavant, nous cherchions l'Orient; maintenant, c'est l'Orient qui nous cherchera [1]. » L'année suivante, le même écrivain dans le même journal publie un article, soigneusement reproduit dans l'organe anglais du Gouvernement japonais, le *Japan Times* de Tokyo (10 août 1917). Le capitaine von Salzmann commente le fait que le secrétaire d'État allemand des Colonies, M. Solf, parlant à Leipsig, a demandé la restitution des colonies perdues. Selon M. von Salzmann, c'est seulement de l'Afrique qu'a voulu parler le ministre allemand. Il n'a pas fait allusion aux colonies asiatiques et océaniques. Cette omission montre que l'Allemagne est prête à négocier au sujet de ces territoires. Elle reconnaît « la situation spéciale du Japon dans l'aire du Pacifique. L'expérience prouve qu'une base allemande en Chine telle que Tsingtao a paru menaçante aux Japonais et a provoqué leur attaque. Ce doit être une leçon pour l'avenir ».

Ainsi l'Allemagne, désireuse de détacher le Japon de l'Entente, ou du moins d'obtenir après la guerre son amitié, accepte, même dans l'hypothèse de la victoire, de lui sacrifier ses colonies asiatiques et océaniennes, et de lui abandonner la Chine.

Au Japon, la satisfaction n'est pas unanime. Les impérialistes qui rêvent de dominer la Chine par la manière forte, sont déçus. Le *Kokoumin*, organe des impérialistes et de la caste militaire, reproche à la diplomatie japonaise sa « mollesse ». « Il aurait fallu profiter de l'embarras où se trouvent les puissances européennes pour mettre la main sur

1. *Vossische Zeitung*, 7 novembre 1916.

la Chine ; en mille ans il ne pouvait y avoir meilleure occasion, écrit la revue d'inspiration bureaucratique et militaire, le *Dai Nihon* (*Grand Japon*) ; et l'occasion va nous échapper. »

Cependant les partisans de la manière forte et de l'intervention militaire sont loin d'être l'unanimité du peuple japonais. Beaucoup se rendent compte des difficultés que rencontrerait cet effort pour imposer à la Chine, par la violence, la domination du Japon. « Comment pourrions-nous, tout seuls, maintenir la paix et l'ordre dans les « quatre cents provinces »? dit le journal le plus intelligemment modéré du Japon, le *Jiji Shimpo* (9 avril 1916). Et que feraient les puissances? N'essayeraient-elles pas de mettre la main sur certaines parties de la Chine? Or le partage serait une solution déplorable. Il installerait de façon permanente en face du Japon l'Européen, l'ennemi. » Et pour l'exploitation économique de la Chine, « c'est toute la Chine qu'il nous faut, non un petit coin de la Chine. Tout démembrement limiteterait notre sphère et par conséquent notre avenir », écrit le *Jitougyo no Nihon*, la revue des gens d'affaires (août 1916). « C'est bien la conquête de la Chine que rêve le Japon, ajoute le même organe, mais sa conquête économique seulement. »

Les partisans de la manière douce ajoutent qu'il ne faut pas inquiéter les Chinois, ni les humilier. Il faut « respecter la *face*, ce à quoi le Chinois tient par-dessus tout[1] ». C'est de la bonne volonté même des Chinois qu'il faut obtenir un appel à la collaboration japonaise.

Le ministre des Affaires étrangères du cabinet Teraouchi, qui a succédé au cabinet Okouma, le vicomte Motono, s'attache à rassurer la Chine sur les intentions du Japon. Dans son discours au Parlement du 23 janvier 1917, il insiste sur la nécessité de respecter l'indépendance de la Chine ainsi que les droits et les intérêts des puissances. Le Japon a beaucoup fait pour la Chine ; d'où vient, cependant, que tant de Chinois gardent de l'animosité, de la méfiance? La principale cause, c'est la tendance qu'ont certains Japonais à prendre parti dans les

1. *Nihon oyobi Nihonjin, le Japon et les Japonais*, mars 1916.

querelles intestines de la Chine. Le cabinet actuel « répudie ces façons d'agir ». Il ajoute :

Nous désirons entretenir avec la Chine les relations de la plus cordiale entente. Nous ne demandons que l'accomplissement graduel de toutes les réformes qu'elle se propose de faire pour son développement futur. Nous ne négligerons rien pour lui venir en aide *si tel est son désir*. Nous tâcherons de lui faire comprendre la sincérité de nos sentiments, et *ce sera à elle de décider si elle doit se fier à nous ou non...* Nous ne devons pas ignorer non plus que les autres puisssances ont d'immenses intérêts en Chine. Nous devons donc, tout en sauvegardant nos propres intérêts, respecter soigneusement ceux d'autrui.

Même tendance dans le discours prononcé au Parlement le 26 juin 1917. Et, dans le privé, le vicomte Motono se plaît à répéter cette formule catégorique : « Il n'y a pas de question chinoise. »

Malgré les avances de certains Japonais, les Chinois, — sauf un certain nombre de personnalités influentes gagnées à la cause japonaise, — restent méfiants et deviennent de plus en plus hostiles. Les demandes du Japon révélant le désir d'établir sur la Chine un véritable protectorat suscitent l'opposition la plus vive parmi les Chinois les plus préoccupés de l'intérêt national.

En 1917, un fait nouveau pose un nouveau problème. La Chine, le 14 mars 1917, rompt les relations diplomatiques avec l'Allemagne. Elle lui déclare la guerre le 14 août 1917. Les relations établies entre la Chine et le Japon, en tant que successeur des droits de l'Allemagne, ne sont-elles pas rompues par la rupture même des relations entre la Chine et l'Allemagne? Certains journaux japonais semblent souhaiter cette rupture, espérant obtenir plus d'avantages d'un nouvel accord. Par exemple, le journal nationaliste, le *Yamato*, demande que le Japon profite de l'occasion pour reviser l'accord sino-japonais et pour se faire accorder, entre autres, dans toutes les provinces chinoises les mines concédées aux Allemands [1]. D'autres, au contraire, paraissent redouter la rupture de l'accord de 1915. Le député Oyama, à la commission du budget (section des Affaires étrangères), le 4 février 1918,

1. *Yamato*, 10 septembre 1917.

demande au ministre des Affaires étrangères vicomte Motono, si « la politique du Gouvernement est de maintenir à tout prix les droits obtenus par le traité conclu entre le Japon et la Chine sous le ministère Okouma ». A quoi le vicomte Motono répond que « le Gouvernement entend maintenir ce qu'il a obtenu en vertu du traité sino-japonais » et que « le Japon n'a livré à aucun autre pays aucun de ses droits acquis ou à acquérir ».

Au cours de 1917 et de 1918, le Japon se rend compte qu'il ne pourra pas imposer à la Chine, alliée de l'Entente, un protectorat analogue à celui que définissaient les demandes de l'article V, et qu'il n'obtiendra pas non plus des puissances le mandat de diriger la Chine. Il essaye alors, utilisant la complicité de certains dirigeants chinois, de conquérir en Chine certaines situations permettant d'y exercer plus tard une influence prépondérante. En réunissant les avantages de détail obtenus peu à peu, le Japon acquerrait ainsi la prépondérance qu'il rêve ; comme en rapprochant les éléments d'un puzzle que l'on aurait découpé soi-même, on referait sans difficulté le tableau d'ensemble. (J'ai entendu cette comparaison exprimée par le spirituel ministre d'une puissance européenne à Pékin.)

Les Japonais multiplient alors les prêts aux Banques chinoises, aux Sociétés de chemins de fer, les demandes de concessions. Ils proposent de fournir à la Chine les armes nécessaires à son armée, dont une partie devait être envoyée en Europe, et des conseillers militaires, en se faisant livrer par elle le fer d'importantes mines chinoises. Le principal agent de ces transactions est le ministre chinois des Communications, M. Tsao Jou Lin, considéré comme étant, dans le cabinet Toan Si Joui, l'agent des Japonais. Certains journaux chinois ou pro-chinois font contre lui une ardente campagne. Le *Peking Evening Times* cite le chiffre des millions touchés par lui dans certaines de ces affaires. Froidement, la presse annonce que certains membres de la société secrète, *Plutôt la mort que l'esclavage*, sont arrivés à Pékin pour tuer M. Tsao Jou Lin et ses complices, ne pouvant protester autrement contre le fait qu'il livre la Chine aux Japonais [1].

1. *Peking and Tientsin Times*, *Peking Evening Times*, 26 octobre 1917.



La victoire de l'Entente, à la fin de 1918, amène une transformation totale de la politique japonaise. Le Japon, qui avait été si longtemps séduit par les conceptions politiques allemandes, en comprend soudain le danger. Il sent le péril d'un impérialisme militariste qui, nécessairement, provoque l'hostilité générale. Il se découvre démocrate, pacifiste, internationaliste. « Les jours de l'expédition des Argonautes sont passés, dit joliment le baron Makino, délégué à la Conférence de la Paix. Les règles de la Ligue des Nations ne sauraient permettre d'agression ni d'exploitation égoïste. » Au début de 1919, le président du Conseil, M. Hara, le ministre des Affaires étrangères, vicomte Uchida, et tous les chefs de parti, expriment leur sympathie pour la Chine, leur volonté de respecter son indépendance, leur désir de coopérer loyalement avec elle, leur ferme intention de lui rendre Kiao Tchéou, moyennant les avantages précédemment consentis au Chantoung [1].

Mais, maintenant, la Chine désire davantage. Puisque le monde va être reconstruit sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, elle espère recevoir, sans aucun sacrifice, cette province dont on ne peut contester le caractère essentiellement chinois. La presse chinoise publie les vingt et une demandes du 18 janvier 1915 [2], et elle prétend que toutes les conventions passées entre la Chine et le Japon au cours de la guerre doivent être annulées par la Conférence de la Paix, parce qu'elles ont été imposées à la Chine par la violence, comme l'ont été le traité de Brest-Litowsk à la Russie et celui de Bucarest à la Roumanie. Les journaux anglo-chinois de Shanghaï, comme le *North China Daily News*, soutiennent la même thèse et reprennent la même comparaison. Cette assimilation indigne le *Yorozou* : « La Chine n'a pas été en guerre avec le Japon comme la Russie l'a été avec l'Allemagne ; et c'est un excès de modestie que de comparer sa faiblesse à celle de la Roumanie vaincue (8 janvier 1919). »

1. Par exemple discours du vicomte Uchida au Parlement, 21 janvier 1919.
2. *Peking Leader*, 4 janvier 1919.

Les délégués chinois à la Conférence de Paris expriment le désir de voir annuler ces conventions. Le 28 janvier 1919, ils annoncent leur intention de publier tous les traités secrets imposés par le Japon à leur pays au cours de la guerre. La visite de protestation que fait, à ce propos, le 2 février 1919, le ministre du Japon à Pékin, M. Chota, au Wai Chiao Pou, ministère des Affaires étrangères chinois, est considérée comme grosse de menaces ; elle provoque une vive émotion en Chine. L'*Asahi* de Tokyo se plaint, le 8 février 1919, de la « trahison » de la Chine et de ses délégués, surtout de M. Wellington Koo, le ministre de Chine en Amérique, particulièrement actif à Paris. Le *Mainichi* d'Osaka assimile l'attitude des délégués chinois à celle des Bolcheviks russes publiant les traités secrets de leur pays, et il compare la Chine à un homme qui, pour essayer de ramasser une fleur sur un rocher, risquerait de tomber dans un précipice. Finalement, les accords et contrats sont publiés en même temps à Tokyo et à Pékin, et ils révèlent à quel point s'est étendue la mainmise du Japon sur la Chine, par suite de la complicité de Chinois japonisés, comme le ministre des Communications, Tsao Jou Lin, et l'ambassadeur de Chine au Japon, Chang Tsung Hsiang.

Les délégués chinois demandent aux puissances de décider la restitution pure et simple de Kiao Tchéou à la Chine. Devant la Conférence de la Paix, deux thèses s'affrontent.

La thèse chinoise soutient qu'en droit, depuis qu'en mars 1917, la Chine a rompu avec l'Allemagne et qu'en août 1917 elle lui a déclaré la guerre, la convention sino-allemande du 6 mars 1898, abandonnant Tsingtao, est devenue caduque, ainsi que tous les arrangements conclus avec les puissances ennemies. En équité, il faut appliquer au Chantoung le droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes. Ainsi Kiao Tchéou doit revenir à la Chine directement, sans intervention du Japon, sans compensation ni contrepartie.

La thèse japonaise soutient qu'en droit, la situation de Kiao Tchéou était réglée, lorsque la Chine a déclaré la guerre à l'Allemagne, non plus par la convention sino-allemande du 6 mars 1898, mais par les accords sino-japonais du 25 mai 1915, en vertu desquels le Gouvernement japonais devait succéder à tous les droits du Gouvernement allemand dans

le Chantoung. Le Gouvernement chinois, même après la déclaration de guerre à l'Allemagne, accepte cette interprétation en échangeant, avec le Gouvernement japonais, certains engagements se rapportant au chemin de fer du Chantoung, le 24 septembre 1918[1]. Ainsi que le remarque le *Bulletin de l'Asie Française,* « ces tractations qui n'étaient guère en somme que des corollaires de celles de 1915, n'indiquaient pas que la Chine pensât alors que celles-ci fussent caduques ». (Février-juillet 1919, p. 196.) Enfin, en équité, le Japon doit recevoir la récompense des sacrifices faits par lui pour délivrer Kiao Tchéou et chasser l'Allemagne du Pacifique, alors que la Chine n'a contribué en rien à cet effort libérateur.

La Grande-Bretagne et la France s'étaient engagées à soutenir les demandes japonaises se rapportant au Chantoung et aux colonies japonaises situées au nord de l'équateur. La thèse japonaise a triomphé devant la Conférence de la Paix. Le Traité de Versailles règle la question par les articles 156, 157, et 158.

Art. 156. — L'Allemagne renonce, en faveur du Japon, à tous ses droits, titres et privilèges concernant notamment le territoire de Kiao Tchéou, les chemins de fer, les mines et les câbles sous-marins qu'elle a acquis en vertu du traité passé par elle avec la Chine le 6 mars 1898, et de tous autres actes concernant la province du Chantoung.

Tous les droits allemands dans les chemins de fer de Tsingtao à Tsinan Fou, y compris ses embranchements, ensemble ses dépendances de toute nature, gares, magasins, matériel fixe et roulant, mines, établissements et matériel d'exploitation des mines, sont et demeurent acquis au Japon, avec tous les droits et privilèges qui s'y rattachent.

Les câbles sous-marins de l'État allemand, de Tsingtao à Sanghaï, et de Tsingtao à Tchéfou, avec tous les droits, privilèges et propriétés qui s'y rattachent, restent également acquis au Japon, francs et quittes de toutes charges.

Art. 157. — Les droits mobiliers et immobiliers que l'État allemand possède dans le territoire de Kiao Tchéou, ainsi que tous les droits qu'il pourrait faire valoir par suite de travaux ou aménagements exécutés ou de dépenses engagées par lui, directement ou indirectement, et concernant ce territoire, sont et demeurent acquis au Japon, francs et quittes de toutes charges.

Art. 158. — L'Allemagne remettra au Japon, dans les trois mois

1. S. Akizuki, *la Question du Chantoung.* Plon, 1920, p. 13-14.

qui suivront la mise en vigueur du traité présent, les archives, registres, plans, titres et documents de toute nature concernant les administrations civile, militaire, financière, judiciaire ou autres du territoire de Kiao Tchéou, à quelque endroit qu'ils se trouvent.

Dans le même délai, l'Allemagne notifiera au Japon tous les traités, arrangements ou contrats concernant les droits, titres ou privilèges visés aux deux articles ci-dessus.

La Chine a refusé de signer le Traité de Versailles à cause de ces articles. La décision de la Conférence de la Paix a provoqué en Chine l'émotion la plus vive. Des manifestations importantes se sont produites dans les grandes villes, à Pékin notamment et à Shanghaï. A Pékin, les étudiants ont brûlé la maison du ministre accusé d'être l'agent des Japonais, M. Tsao Jou Lin, et ils ont si violemment frappé le ministre de Chine au Japon, soupçonné d'être un traître vendu à l'adversaire, qu'il en est mort. Sur bien des points a été organisé le boycottage des produits japonais. Dans les ambassades et les consulats des pays amis, de vieux Chinois sont venus protester en pleurant.

Certains Français de Chine m'ont, alors, exprimé le souhait que la République française, en ces circonstances, trouvât quelque moyen d'exprimer à la République chinoise sa sympathie fraternelle. Ils auraient voulu que la France, en un geste magnanime, restituât purement et simplement à la Chine le territoire de Quan Tchéou Ouan, dont nous n'avons jamais rien fait. Cette preuve éclatante d'estime provoquerait, me disaient-ils, un enthousiasme joyeux en Chine; l'humiliation subie à la Conférence en serait atténuée; la paix de l'Extrême-Orient en serait mieux assurée; le respect et l'amour de la France en seraient accrus.

L'Amérique, en cette circonstance, a pris nettement parti pour la Chine. Plusieurs Américains pensent, comme le sénateur Borah, que le règlement de la question du Chantoung adopté par la Conférence est « une honteuse transaction » à laquelle leur pays ne pourrait adhérer sans déshonneur. Au milieu de novembre 1919, le Sénat américain a adopté la réserve 6 au Traité de Versailles :

Les États-Unis refusent leur assentiment aux articles 156, 157, 158, et réservent leur entière liberté d'action en ce qui concerne

toute controverse éventuelle sur lesdits articles entre la République de Chine et l'Empire du Japon.

Cependant le Japon a maintenu sa proposition de restituer le territoire disputé à la Chine aux conditions antérieurement fixées. Le ministre des Affaires étrangères, vicomte Ouchida, en a donné récemment l'interprétation suivante. Aussitôt après l'accord définitif, le Gouvernement rappellera les troupes qui gardent le territoire et la voie ferrée de Kiao Tchéou à Tsinanfou. Cette ligne sera exploitée comme une entreprise mixte sino-japonaise, et il n'y aura aucune différence de traitement entre les nationaux des deux pays. Enfin le Gouvernement japonais étudie la substitution possible d'une concession internationale à la concession japonaise dans le port de Tsingtao.

Le 19 janvier 1920, le ministre du Japon à Pékin remet au Gouvernement chinois un aide-mémoire proposant qu'une commission sino-japonaise se réunisse pour régler la question du Chantoung dans les conditions précédemment indiquées. Cette proposition a suscité dans les grandes villes chinoises une recrudescence de l'agitation antijaponaise.

Quelle que soit la solution finale donnée au problème du Chantoung, la Société des Nations devra consacrer une attention particulière à la question des rapports entre la Chine et le Japon, afin de prévenir de dangereuses complications futures.

L'Europe et l'Amérique ne pourraient laisser le Japon *coréaniser* la Chine. Il serait inadmissible de placer sous le protectorat du Mikado ces Chinois qu'une élite républicaine travaille à faire évoluer vers un patriotisme à la fois plus vif et plus respectueux de l'étranger, vers un régime de démocratie plus complète, vers un type de civilisation plus proche de la civilisation moderne.

La grande guerre a été considérée comme ayant pour fin dernière la reconstruction du monde sur le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes : il serait scandaleux qu'elle aboutît à placer les Chinois, contre leur gré, sous le joug des Japonais. Les politiciens à courte vue qui consen-

tiraient, sur ce point, à sacrifier la justice, trahiraient, en même temps, la cause de la paix durable; ils prépareraient pour l'avenir le plus grave conflit entre le Japon oppresseur et la Chine révoltée, soutenue probablement par les États-Unis, peut-être par la Grande-Bretagne. A un autre point de vue, il serait absurde d'abandonner aux seuls Japonais l'immense marché chinois, où nos commerçants et nos industriels, maintenant organisés pour cette tâche, pourront déployer l'activité la plus féconde. Il faut surveiller le Japon pour l'obliger à respecter les principes inscrits par lui dans tous ses traités mieux qu'il n'a respecté des principes analogues dans ses rapports avec la Corée : intégrité et indépendance de la Chine ; porte ouverte au commerce et à l'industrie de toutes les nations, sans inégalité ni privilège d'aucune sorte.

Certes, la Chine a encore, et elle aura longtemps, le plus grand besoin d'être aidée par les pays plus avancés qu'elle dans la voie de la civilisation moderne. Tous les grands pays doivent avoir leur part en cette œuvre immense de la transformation de la Chine ; le Japon, en particulier, puisqu'il a déjà réalisé un harmonieux mélange de vieille civilisation orientale et de moderne civilisation européenne. Mais il importe que, dans l'accomplissement de cette tâche, il soit soumis à une discipline internationale, et qu'il ne soit pas livré sans contrôle aux seules ambitions de ses impérialistes.

FÉLICIEN CHALLAYE

L'administrateur-gérant : E. GUILMOTO.

TABLE DU TROISIÈME VOLUME

Mai - Juin

LIVRAISON DU 1er MAI 1920

LIVRAISON DU 15 MAI 1920

LIVRAISON DU 1er JUIN 1920

LIVRAISON DU 15 JUIN 1920